REVUE

DES

DEUX MONDES

CV[e] ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1935

LE MERVEILLEUX RETOUR

PREMIÈRE PARTIE

Ce fut Guicharde qui m'annonça ce retour.

Ma sœur Guicharde qui, sans trop bien me comprendre, me fut toujours si maternelle. Oui, ce fut elle qui m'annonça, — certes avec indifférence... Mais vraiment, faut-il tout de suite parler de cela?... Une autre fois, pour me soulager de la vie la plus nue, et la plus lourde en même temps, j'ai tenté le récit de mes pauvres bonnes volontés. Je dirai aujourd'hui comment, dans ma soif et ma faim à quoi tout semblait se refuser, j'essayai de devenir méchante, comment je le fus. Mais c'est de commencer qui est difficile quand on ne sait pas écrire. Tous les détails se bousculent pour vous sauter dessus au même instant, avec la même force. Oh! je plains ceux qui font des livres. Ils ne doivent pas cesser de se battre avec la difficulté de choisir. Rien qu'à laisser aller ma plume j'ai déjà trop de mal. Le retour de Philippe... Mais non!.. non!... Ce sont les jours qui suivirent la mort de mon mari... C'est jusqu'à ces jours-là qu'il me faut remonter, puisque, si j'avais pleuré, tant de choses qui furent n'eussent jamais été.

Les pluies de septembre, écrasantes dans nos pays, mais que suivent encore tant de beaux jours, tendaient leurs grandes « frappes » derrière les vitres. Installée dans le fau-

teuil d'où je ne bougeais plus, je regardais Guicharde couvrir la table de je ne sais quels actes ou copies d'actes que lui avait remis le notaire et s'occuper d'établir le chiffre de mes revenus.

— L'année dernière, à la ferme des Sorts, huit mille francs d'abricots... Huit mille!... admirait-elle. Est-ce que tu m'entends, Alvère?

Depuis mon veuvage, qui datait de douze jours, elle me parlait avec la voix assourdie qu'on prend dans la chambre des malades; mais devant de tels chiffres, il fallait bien s'exclamer. Et j'aurais pu sortir un instant de ma torpeur.

— Tu m'as entendue?

— Oui... Tu as dit huit mille francs d'abricots.

— Et tu ne trouves pas ça merveilleux?

— Oh! si. Quand ils sont mûrs, ça doit faire tant de fruits, qui doivent sentir si bon!

Guicharde me regardait, effarée, pitoyable. Et puis, elle revenait à ses additions. De nouveau je voyais bouger ses lèvres, car elle n'a jamais pu faire, sans prononcer tous les chiffres, le moindre calcul. « Et je retiens trois... et je retiens un... » Une odeur de lessive venait de la cuisine. L'autobus de cinq heures faisait trembler de son poids et de ses sons de trompe toute notre étroite rue. Chaque jour il me semblait, au passage de cette masse, respirer les parfums, la libre sauvagerie qu'elle déchira tout à l'heure en traversant les gorges du Vivarais. Mais de nouveau l'air de la maison m'étouffait. Je fermai les yeux. Et Guicharde, posant son porte-plume avec soin, malgré sa hâte pour ne pas tacher le tapis, se précipitait.

— Pleure, Alvère, me suppliait-elle, n'essaie pas de te retenir. Il faut pleurer.

— Je ne peux pas.

— C'est que tu as trop mal.

— Non. J'essaie d'avoir mal.

Affolée, elle secouait la tête, attribuant cette inertie à un excès de chagrin et ne pouvant comprendre que ce dont je souffrais, c'était de ne pas souffrir. Après si peu de temps, ce qui restait de Fabien (du docteur Fabien Gourdon, mon mari) n'était déjà plus pour moi que la cendre d'une ombre. En vain, je retournais, je respirais ce néant. La douleur cependant qui rayonne de la mort, pendant le peu de jours que dura la conges-

tion pulmonaire, pendant toutes les nuits où je veillais mon mari, attentive à l'heure, aux gouttes, aux battements du pouls, à toute la minutie par quoi on se donne l'illusion d'aider à rester là une vie qui déjà se détourne, cette douleur, que je l'avais implorée! A mon horreur de la fin prochaine se mêlait je ne sais quelle confuse espérance du déchirement que j'aurais. Ce que cet homme, pendant sa vie, n'avait jamais su me faire connaître de violent, de profond, peut-être est-ce maintenant que j'allais l'éprouver... Hélas! quand tout fut terminé, la triste odeur de cierges et de fleurs surchauffées évaporée de la maison, je ne devais sentir qu'une lassitude pas même suffisante pour atténuer ce qu'il y avait d'horrible dans ma lucidité. La source dont j'éprouvais le besoin d'être submergée ne parvenait pas à jaillir. Dévorée de sécheresse et d'aridité, le visage stupéfié par quelque chose que tout le monde prenait pour du désespoir, je donnais les ordres nécessaires sans que parvienne à m'échapper un seul détail. Guicharde murmurait : « Elle est admirable... Elle me fait presque peur... » Et, si je lui souriais, elle ne voyait là que l'expression d'une espèce de démence.

Croyait-elle me secourir en revenant à tous les instants de notre vie, de « ma » vie, que j'employais en de tels moments toute ma force à ne pas revoir? Le célibat l'a tourmentée, je crois, beaucoup plus qu'elle-même ne s'en rendit compte. Mon mari, du seul fait d'être un mari, s'auréolait pour elle d'un prestige que ne troubla jamais la pire évidence. Dans nos anciennes discussions, malgré mes larmes, c'est à lui toujours qu'elle donnait raison, moins par ses paroles, — car elle avait trop de discrétion, — que par toute son attitude, grondeuse à mon égard. Mais il y avait bien longtemps que je ne discutais plus, me laissant imposer jusqu'à la couleur et la forme de la robe « habillée » que nous allions une fois par an acheter à Valence, jusqu'aux jours, jusqu'au nombre d'heures où j'avais le droit de la mettre et ne protestant même pas si m'était reprochée une façon de marcher qui usait mes souliers, ou l'excès d'assaisonnement que je mettais dans mon assiette quand on servait des artichauts.

De tels détails, — et de pires, — qui jalonnaient derrière moi dix années de vie conjugale, plus horribles dans leur médiocrité, plus meurtriers de l'amour que la pire trahison,

je ne voulais que les oublier. Par respect, par décence : on ne blâme pas les morts. Hélas! quand j'entendais Guicharde déplorer qu'eussent disparu de la terre cette noble allure, ce sens de l'économie, ce prudent cerveau, il me fallait bien me rappeler tout ce que l'assurance de Fabien, tout ce que son avarice, tout ce que les mesquineries de son cœur et de sa pensée m'avaient fait souffrir. Je gémissais :

— Tais-toi, Guicharde, tais-toi!

Une seule fois ma protestation fut violente. Ce fut justement quand ma sœur commença d'étudier, de compulser ces copies remises par le notaire, ces papiers qui représentaient ce qu'elle appelait ma fortune.

— Dire qu'il t'a tout laissé, Alvère, tout!

Sa voix pénétrée, les larmes qu'elle avait aux yeux m'exaspérèrent tout à coup.

— D'abord, il n'avait personne, aucun parent. Et puis, moi aussi, criai-je, aussi bouleversée qu'elle, mais pour d'autres raisons, je lui laissais tout. Le testament que nous avons fait, qu'il a exigé, était réciproque. Et je pouvais mourir la première. Rappelle-toi ma bronchite d'il y a trois ans. Je les ai bien entendus au pied de mon lit, Fabien et le collègue qu'il avait fait venir d'Orange : « Elle restera fragile pendant quelque temps. Et si ça recommençait, fût-ce dans un an ou deux... — Oui... oui... » méditait Fabien. C'est tout de suite après, quand j'ai commencé d'entrer en convalescence, qu'il a eu l'idée du testament.

— Mais tu n'as rien, Alvère, protestait Guicharde. Ce n'est pas la pauvre petite maison de maman, louée quatre cents francs, ni les trois mille francs de rentes que nous possédons à nous deux...

— Je n'ai rien... J'aurais pu avoir... Tu oublies qu'entre nous et l'héritage des Landargues, il n'y a plus que Romain de Buires. Bien sûr, ça n'aurait pas été tout seul. Fabien m'a dit : « Il y aurait matière à procès. Et ce procès, je le ferais. Ça vaudrait le coup. » Il disait que Romain, dans quelques années, claquerait de congestion un jour ou l'autre après un bon repas. Est-ce que tu as oublié comme il le faisait manger et boire, pendant les dîners à la maison? Oh! ces jours-là, on ne regardait pas à la dépense. C'étaient d'ailleurs les seuls.

J'éclatais de rire. Dans cette maison encore funèbre

dont les rideaux restaient tirés à demi, cela me choqua moi-même affreusement. Ahurie, consternée, Guicharde murmurait : « Mais quelles idées, mais tu es folle!... » Je lui tendis les bras. Elle s'abattit à genoux contre mon fauteuil, me saisit. Rien ne passait en elle qui ne s'enflammât : colère, désespoir, tendresse. Et c'est passionnément qu'elle me berçait, appuyant contre moi ses rudes cheveux gris.

— Si tu pouvais pleurer! s'obstinait-elle à répéter.

La pluie cessait et le soleil, dans un ciel aussitôt purifié, faisait sentir son feu. En ouvrant la fenêtre on respirait l'odeur du vin nouveau qui fermentait dans toutes les caves de la ville. De petits pressoirs ambulants, barbouillés de lie, cahotaient à grand bruit sur les pavés. Vers la fin de la journée m'arrivaient une ou deux visites que j'allais recevoir au salon, les cheveux mal ordonnés, le visage sans poudre, indifférente à moi-même comme je l'étais a ceux qui venaient. Ils me le rendaient bien. Si mon mari, avec un aplomb qui me choqua souvent, avait su s'imposer aux quelques trente ou quarante personnes qui composent ici la société, je n'avais moi, toute Landargues que je fusse née, guère cessé de travailler à mon effacement. Savait-on, savais-je moi-même, — dans mes robes solides et laides, mes fortes chaussures, — que je venais tout juste d'avoir trente ans? Une fois, les Verfeuil, qui, plus que d'autres, affectaient de me regarder de haut, me firent l'affront d'inviter « ce cher docteur » à un dîner, tout seul, en garçon. Fabien prit cela avec tant de bonne humeur que certaines maîtresses de maison, par la suite, renouvelèrent cette insolence.

M[me] Lhoste, M[me] Ploque, les demoiselles d'Urtigues, la veuve du docteur Fardier, la femme de l'ingénieur des mines Germain Lespinasse, la directrice du pensionnat Saint-Just, qui est décorée de la Légion d'honneur... Plus tard, j'ai bien ri, me rappelant comme ces dames arrivaient, généralement deux par deux, car le tête-à-tête avec moi n'eût pas été supportable. Je leur étais reconnaissante de cette précaution, car, se répondant l'une à l'autre, elles me dispensaient à peu près de leur répondre moi-même. D'ailleurs, elles restaient peu. Quelques-unes, qui n'avaient jamais mis les pieds à la maison, après m'avoir présenté leurs condoléances, regardaient tout curieusement. Des hommes vinrent aussi. M. Lespinasse

accompagna sa femme. Le vieux M. Dubreuil était avec ses deux fils. Il y eut aussi, bien entendu, mon cousin Romain de Buires. Il fut même le premier.

Tous ces gens, que Fabien avait plus ou moins soignés, s'acquittaient d'une corvée. Je le savais. Je savais, en les raccompagnant vers ma porte, qu'ils ne la repasseraient plus. Mon insignifiance me faisait désormais plus morte à leurs yeux que mon mari mort. Et ce que je sentais retomber sur moi dans l'ombre du couloir, pendant qu'ils s'éloignaient, avait le poids et le goût de la terre.

Ainsi, jusqu'à ma mort véritable, allais-je payer du plus dédaigneux abandon mon indifférence pour ceux que maman appelait « les autres ». C'est qu'un petit cercle toujours m'a semblé suffisant. Je n'aime qu'en profondeur. Autrefois, assise au seuil de notre maison paysanne, entre maman et Guicharde qui faisaient leurs reprises ou écossaient des pois, heureuse de ces chères femmes, comblée d'elles comme elles l'étaient de moi, je n'éprouvais nul besoin de mettre une plus belle robe pour aller retrouver des filles de mon âge. Plus tard, quand je fus mariée, je mis tout mon effort, non pas à m'évader d'une misérable vie, mais à la presser contre moi, à me repaître d'elle. Que n'ai-je pas inventé pour me donner l'illusion du rassasiement! Jamais je n'imaginais qu'il pût venir du dehors. C'est en mon mari, c'est en moi que je le cherchais. Même le passage alors, dans ma vie, de Philippe Fabrejol... Ah! voici de nouveau qu'il me faut le nommer. Mais ce n'est pas encore le moment. Je ne crois pas que ce soit le moment, Philippe... Comment puis-je essayer de composer quoi que ce soit? Votre nom brûle ma plume. C'est à chaque page, à chaque ligne qu'il exige d'être écrit...

Donc je rentrais, traînant un peu le pas, dans la salle à manger où je retrouvais Guicharde se livrant aux délices de refaire pour la cinquantième ou la centième fois ses additions. Je n'avais pas plus tôt regagné mon fauteuil qu'elle recommençait à énumérer :

— Trois actions de la Shell, une de Pernambuco, trois parts civiles de Suez...

— Oh!... assez!... murmurais-je avec lassitude.

— Comment, assez?... s'indignait-elle, mais il faudrait au contraire que l'énumération durât jusqu'à ce soir.

Elle marmonnait un peu, puis, touchant l'un après l'autre avec tendresse, du bout de son crayon, les chiffres inscrits :

— Tout de même, tu es riche...

En vérité, quelle que puisse être la franchise à quoi je m'efforce, je ne sais ce qui se passa en moi pendant ces soirées où me harcelait le murmure de ma sœur. Je croyais ne pas l'entendre. Comme je m'étais appliquée à tant de choses, je m'appliquais encore à me désespérer et me désespérais de n'y point parvenir. Il me semblait que toute ma vie finissait à ce mur contre lequel j'aurais souhaité me rompre. Rien n'était au delà. Et rien, fût-ce la douleur, ne m'avait satisfaite. A la fin, je n'en pouvais plus de ne cisailler ainsi que de la peau morte. Quelles exigences s'irritèrent, quelle révolte se prépara? Tout cela est obscur. Parfois, il faut obéir; mais n'est-ce qu'à nous-mêmes? Ah! certes, ce n'est pas moi qui le dirai. Ce travail qui se faisait au plus secret de mon cœur, de mon âme, de ce je ne sais quoi, au delà de la chair, qui la méprise un peu de si facilement se satisfaire, j'en étais ignorante autant que Guicharde. Et je ne fus, je crois, pas moins effarée qu'elle-même le soir où, me dressant tout à coup, je m'entendis crier comme une folle :

— Riche!... riche!... riche!... Eh bien!... puisque je suis riche, nous allons partir et faire un beau voyage. Marseille, la Côte d'Azur... Je ne connais rien, moi, ni toi non plus d'ailleurs. Depuis douze ans que nous sommes arrivés ici, nous n'en avons pas bougé. Je veux partir tout de suite. Après-demain. Et puis, dès que nous reviendrons, je ferai changer tout ça qui est vieux et horrible et m'a toujours dégoûtée, les meubles, les rideaux. Je veux un salon moderne, avec des tables de verre; et la salle à manger tout en cuir groseille et bois blanc que nous avons vue, il y a trois mois, dans ce catalogue. Tu n'en revenais pas.

Elle n'en revenait pas non plus de m'entendre. L'expression de sa maigre face bouleversée me fit éclater de rire. Notre petite bonne Adélaïde, qui venait d'entrer et qui m'avait entendue, s'appuyait au buffet. Elle me fit rire aussi. Sur l'une et l'autre de ces femmes passait comme une frayeur que ce fut mon plaisir d'augmenter. Ma confuse résolution s'affermit en une minute.

— Adélaïde, demain, nous monterons au grenier. Si les

valises ne sont pas en état, il faudra immédiatement en acheter d'autres. Je crois qu'il y en a de pas mal au bazar.

— Alvère, put enfin soupirer Guicharde, qu'est-ce qui te prend?...

— Il me prend que, puisque je suis riche, je veux en profiter.

« Je veux »... L'avais-je jamais dit? Ma vie, à cet instant, passa devant moi, rapide, comme la revoient tout entière, dit-on, ceux qui vont mourir.

* * *

Mon enfance à Paris, dans le petit appartement propre et triste de la rue des Feuillantines, la mort de papa, notre décente misère, et le jour où, pressée par Guicharde qui ne pouvait comprendre que nous n'allions pas vivre pour y dépenser moins, dans l'Ardèche qui est le pays de maman, celle-ci nous avoua, soupirante, meurtrie et cependant soulagée :

— Parce que tu étais déjà au monde depuis plusieurs années quand je me suis mariée, ma petite fille, et que là-bas, les gens le savent bien.

Je n'avais pas vingt ans. La détresse, l'importance d'une telle révélation, je ne devais les comprendre que plus tard, quand nous fûmes installées à Lagarde dans la maison qu'avait laissée à maman mon grand père le menuisier. A la sortie de la ville, au bord extrême des pierreuses collines, elle est haute d'un étage et toute blanche de chaux vive. La porte et les volets sont peints d'un rouge qui tire sur le marron et qui a la couleur du sang des taureaux. Un petit mur qui longe le jardin le garde de tomber dans l'immense vallée. Que nous y vivions retirées et, du moins pendant les premiers mois, comme nous frissonnions de l'immense chuchotement deviné autour de nous! C'est que, plus encore que sa faute, le mariage de maman attirait les curiosités. D'autres filles ont, le jour de leur noce, un poupon qui attend à la maison le retour de l'église. Mais l'homme que maman avait aimé, puis épousé quelques années après leur fuite à Paris, c'était Georges Landargues, le second fils de Mme veuve Landargues, un des héritiers de cette toute-puissante famille qui possède autour de Lagarde la moitié du pays, des terres, des bois, des carrières, et les usines à chaux au bord du Rhône, et la filature de soie

dans la montagne, — de quoi donner du travail à tous ceux des mâles du département qui ne veulent pas, comme on dit ici, « faire le paysan ». Des femmes aussi naturellement trouvent à s'employer là. Maman était comptable dans une des usines à chaux.

La fureur de Mme veuve Landargues, quand elle connut la passion de son fils pour une aussi humble fille, je n'ai pu l'imaginer que plus tard, mais alors je l'imaginai si bien qu'une espèce de tremblement me réveillait la nuit. C'est que je l'avais vue... J'avais vu passer dans sa victoria étincelante et démodée cette vieille femme qui me parut toute couverte de dentelle, parce que deux volants ornaient sa robe. Elle fronçait les sourcils, l'encombrement du marché ayant quelques minutes arrêté la voiture. Les passants se découvraient. Un monsieur, que je sus depuis être l'ingénieur en chef des mines de Bessège, se précipita pour lui baiser la main. Ses cheveux blancs étaient bouclés, ses yeux très noirs, sa bouche dure. Elle m'éblouit et m'épouvanta. Elle me parut une reine et tellement éloignée de moi que je devais faire un effort immense pour me dire que cette opulente dame, après tout, était ma grand mère. J'en tirais plus d'horreur que d'orgueil. Ce que maman nous racontait souvent du caractère tendre et faible de mon pauvre papa me déchirait soudain. Et comme je comprenais ce que mon mari devait appeler « l'absurde maladresse de ton père » ! Oui, comme je comprenais ce renoncement à tout héritage au prix de quelques centaines de mille francs immédiatement versés, ce définitif détachement d'une telle famille! Les placements avaient été malheureux, c'est une affaire entendue. Bien peu de temps après ma naissance à moi, papa n'était plus qu'un très modeste employé dans une maison de tissus de la rue du Sentier. Et sa mort nous laissa presque misérables. Jamais cependant ne nous traversa l'idée de réclamer quoi que ce fût (cela nous eût paru malhonnête; papa avait signé). Mon mari peut-être y pensa, pas du vivant de ma grand mère, mais ensuite... quand François, le fils du fils aîné fut mort, quand la fortune passa aux mains de Romain de Buires qui était seulement le neveu de Mme Landargues. Où irait-elle après celui-ci qui n'avait plus de parents et n'était pas marié, bien qu'il eût près de quarante ans? Ce que durent être les calculs de Fabien, je me défends de l'imaginer. Je

ne juge que moi. Où en étais-je donc?... Ah! oui, à mes vingt ans, à cette impression de toute une petite ville resserrant autour de nous sa médisante attention. Mais, vraiment, est-ce qu'en ce temps-là je m'occupais beaucoup de ceux qui s'occupaient ainsi de nous?... Je ne le crois pas. Pendant les longues heures que je passais au jardin, sous notre figuier tout embrasé d'abeilles, je n'exigeais du présent, je n'implorais de l'avenir que le profond plaisir d'aimer et d'être aimée. Quoique sachant peu de chose, je savais pourtant déjà, je le crois bien, que celui-là l'emporte encore sur celui-ci. Et les ennuis, le prestige attachés à ce nom que je portais m'étaient indifférents. C'est plus tard, dix ans plus tard, c'est peut-être même exactement ce soir dont je parle que je pris l'orgueilleuse conscience d'être une Landargues et de l'être après tout fort légitimement.

« Je veux », avais-je proféré. Déjà changeaient les faces tournées vers moi de Guicharde et d'Adélaïde. A la stupeur qu'elles exprimèrent d'abord se mêlait une espèce d'admiration terrifiée, — il est vrai à très petite dose, mais perceptible cependant. De même une faible goutte d'anis trouble tout un verre d'eau. Le plaisir de provoquer chez les êtres de tels mouvements m'apparut pendant qu'avec une espèce de gaieté délirante je regardais ces deux femmes. J'aurais voulu inventer et dire encore je ne sais quoi pour forcer leurs lèvres béantes à se disjoindre davantage. Et je croyais voir en même temps se retourner vers moi, curieuse furieusement, toute cette petite ville pour qui je n'existais plus. « La veuve du docteur Gourdon part pour un grand voyage. Et puis, il paraît qu'elle veut tout faire changer dans sa maison, se meubler en moderne... » Les rideaux n'étaient pas tirés encore. Des pas, dans la rue, allaient moins vite en arrivant près de la fenêtre éclairée. « Se douterait-on déjà ?... » C'était bien impossible. Mais, à peine découvert, le plaisir d'occuper les autres de moi-même perdait toute mesure. J'aurais dû me méfier. J'ignorais jusqu'où peut conduire ce jeu qui, dès le premier essai, me semblait passionnant.

***

Adélaïde bavarda peut-être, ce que je lui pardonnai. Et peut-être que nous aperçurent des voisines occupées elles aussi

sous leurs toits, pendant qu'à la fenêtre du grenier nous secouions la poussière des valises. Mais il y eut surtout, pour répandre le bruit de mon prochain départ, ma rencontre avec Mme Ploque, à la porte de Mlle Chanson qui est sa couturière et celle de quelques dames vraiment élégantes de Lagarde.

Mlle Chanson passe chaque année un mois à Paris et en rapporte des modèles. Ses prix sont quatre ou cinq fois ceux du magasin de confection à Valence où Fabien me conduisait. Un jour, j'avais timidement souhaité me faire habiller chez elle. Et je mis bien longtemps à oublier le « Tu es folle!... » de mon mari et son haussement d'épaules.

Mme Ploque, belle quoique plus bien jeune, orgueilleuse d'être la femme du plus important des deux notaires de Lagarde, parut bien étonnée de me voir prête à entrer dans cette maison d'où elle sortait. Toutefois, elle dissimula, mais ne put plus le faire quand, non contente du sec petit salut échangé, je l'arrêtai pour lui demander avec aplomb s'il n'y avait pas d'exagération dans les talents qu'on attribuait à Mlle Chanson et si celle-ci était capable de me confectionner un costume de voyage compris avec assez d'adresse pour allier l'élégance aux rigueurs de mon deuil.

Dans la collection de visages stupéfaits que j'avais décidé de rassembler, celui de Mme Ploque prit aussitôt sa place. Son expression l'emporta même sur celle dont m'avaient divertie ma sœur et ma servante. Sans doute, ce fut plus bref, mais si net, mêlé d'un tel regard, descendant de mes crêpes trop lourds à la poussiéreuse extrémité de mes souliers carrés! Déjà la dame se ressaisissait. Sa bonne éducation (reçue au Sacré-Cœur de Lyon) ne put cependant atténuer l'ironie avec laquelle elle me répondit que, pour elle, les talents de Chanson étaient bien suffisants, mais que des personnes plus élégantes avaient sans doute le droit de se montrer plus difficiles. Je pus ne pas rire. Je la remerciai. Ce soir-là on dut assez singulièrement parler de moi chez le notaire. « Qu'est-ce qui lui prend tout d'un coup à cette petite Gourdon ? Où veut-elle s'en aller ? Pourquoi ce costume ?... » Seule, dans ma chambre, après que Guicharde fut couchée, je m'amusai bien. Mais je devais le lendemain m'amuser davantage. Ou plutôt, le mot d'amusement n'est pas celui qui convient. L'amusement, c'est léger. Et quand une chose qui vous fait plaisir vous incite en même

temps à profondément réfléchir?... Mais j'aurais beau chercher, je ne trouverai pas. Mon vocabulaire, comme on dit, est pauvre. Il me faut bien m'en contenter.

***

Donc, le lendemain, Adélaïde vint m'avertir que M. Romain de Buires m'attendait au salon.

Romain, que mon mari dans les derniers temps de sa vie affectait de ne plus appeler que « mon cher cousin », était, je l'ai dit déjà, le neveu de ma grand mère Landargues, le fils d'une sœur beaucoup plus jeune qu'elle, morte en couches et qu'elle avait, paraît-il, adorée. Quelle fatalité s'était donc abattue sur cette orgueilleuse famille pour que tous, jeunes hommes et jeunes femmes, aient ainsi prématurément disparu? Romain, qui d'ailleurs s'était toujours occupé des usines et de la filature, se trouvait maintenant les posséder. Et avec elles, les terres, les maisons, l'argent. « Sa fortune, répétait Fabien (et je ferme les yeux sur l'expression qu'il prenait alors), doit être con-si-dé-rable. » Dans un vallon retiré, que n'atteint pas le mistral, à une dizaine de kilomètres, il avait acheté et fait restaurer une sorte de vieux château qu'on appelait Malijaque. Les gens du pays en parlaient comme un pauvre diable, à Paris, peut parler de l'Élysée. Il passait là presque toute l'année, l'importance de ses affaires ne lui permettant guère de s'éloigner, et il s'y ennuyait ; non qu'il ne fût sollicité par beaucoup de choses ; mais c'est leur abondance justement, c'est l'abondance des biens à portée de sa main qui provoquait en lui une espèce de fièvre exigeante, et tout de suite après, cet ennui, ce dégoût. Pauvre Romain ! Vous revoici devant moi avec vos joues trop pleines de beau garçon un peu lourd, votre épaisse bouche gourmande, votre menton fuyant qui décèle la faiblesse et ce constant mélange de suffisance, d'inquiétude et de sensualité qui fut, qui reste vous-même. Oserai-je dire tout à fait comment je vous jugeais ? Mais qui lira ceci?... Pourquoi n'avouerais-je pas le dédain que vous m'inspiriez, à l'époque où j'étais moi-même si dédaignée par vous qu'il vous arrivait pendant ces repas que vous preniez à la maison de ne pas m'adresser une seule fois la parole. Le dialogue se poursuivait entre vous et Fabien. Vous passiez au bureau pour les cigares et les liqueurs sans

même me regarder. Oui, tout « seigneur de Lagarde » qu'il fût (c'est ainsi que l'appela un jour, sans trop plaisanter, la vieille Mlle de Millebled), je me permettais de le juger, moi la très humble Alvère, mon cousin Romain de Buires. Et je détestais de lui beaucoup de choses : son goût pour le vin, ses gros yeux, et ce qu'on chuchotait de ses aventures. Elles avaient autant de violence que de brièveté. Ce méfiant se détachait vite. Incapable d'amour, il craignait toujours de n'être pas aimé suffisamment. Ses ruptures non plus que ses passions nouvelles n'allaient pas sans soupirs. Et il avait besoin que ces soupirs fussent entendus. Non certes par tout le monde. Romain a trop d'éducation. Il se tient. Mais cet homme d'affaires, qui sait parfaitement à soi seul prendre, quand il s'agit de centaines de mille francs, la plus importante décision, est, au point de vue sentimental, le plus indécis, le plus méfiant, le plus geignard qui soit. L'état de son cœur, de ses nerfs, de ce qu'il appelle, — ce qui est assez plaisant, — son excessive sensibilité, l'incite à des confidences dont, à la lettre, il étouffe. Mais comme de tout le reste, il serait prompt à se méfier du confident, si celui-ci ne témoignait d'une adresse extrême.

Cette adresse, Fabien l'avait eue. Leur intimité datait de la fin tragique de mon autre cousin, François Landargues, de qui Romain hérita et aussi, vers le même temps, de la mort du docteur Fardier dont mon mari fut le successeur. A tous moments, Romain exige d'être examiné, ausculté. Quand Fabien était demandé à Malijaque, les autres malades de la région auraient pu mourir. Il y passait des heures. Ce fut bien pis quand, ayant su comprendre et su prendre cet imaginaire malade, il l'amena à se raconter. Je crois bien que Romain n'approcha plus une femme sans avoir pris conseil. Comme il venait chaque mardi à Lagarde pour une partie d'échecs qui réunissait au Café du centre les plus influents de « ces Messieurs », il prit l'habitude d'entrer régulièrement chez nous. Fabien, pour revenir plus tôt, expédiait ses visites. Moi, je ne le voyais même pas. Et je croyais bien, après qu'il m'eut le jour de l'enterrement, puis à la fin de la même semaine, chez moi, présenté ses condoléances, ne presque jamais le revoir.

Qu'avait-il donc à me dire ?... En descendant l'escalier, je

me rappelai que Mlle Pardon, la receveuse des Postes, en venant prendre des nouvelles de Fabien déjà bien malade, m'avait demandé si je savais quelque chose au sujet de ce mariage de M. de Buires dont on commençait à parler. J'étais trop épuisée ce jour-là, après trois nuits de veille, pour que l'histoire m'intéressât. Simplement (nous nous tenions sur le palier) j'avais regardé la porte entr'ouverte de la chambre. Si Fabien entendait, cela était capable de lui donner plus de fièvre. Heureusement, il dormait. Mais je n'oubliais pas l'état dans lequel l'avait mis deux ans auparavant un autre projet matrimonial de « notre » cousin. La fiancée, — ou presque, — était une demoiselle Angenot assez riche et vraiment très jolie. Romain, répétait-on parce qu'il le proclamait, l'adorait.

Qui donc avait su découvrir, parmi les ascendants de la jeune fille, ce cas de folie caché si soigneusement que personne, depuis vingt ans qu'il se produisit, ne l'eût soupçonné ? Ce n'était qu'un grand-oncle... Mais quelqu'un soutint, quelqu'un démontra à Romain qu'il y avait lieu, médicalement, de s'épouvanter. Non, non, je ne sais pas qui était ce quelqu'un, je ne veux pas me le demander, je ne veux même pas me rappeler que j'entendis Romain, tout à fait consolé peu de mois après la rupture, déclarer à mon mari : « Je vous dois une fière chandelle... » La crainte, peut-être savamment entretenue, parut l'avoir détourné de toute idée conjugale. Ses intrigues se multiplièrent. Mais la solitude à Malijaque est vraiment insupportable.

Quoique imperceptiblement, le sentiment de l'importance que j'avais un soir résolu de me donner me pénétrait déjà. J'imaginais presque que Romain venait m'annoncer son mariage pour que j'en fusse avertie « avant tout le monde ». Mais en le voyant bien installé, carré, dans le fauteuil qui était « son » fauteuil (c'est au salon que Fabien le recevait toujours), à peine m'eut il dit : « Je n'ai pas pu passer devant votre porte », je me rappelai que nous étions au mardi. Une habitude presque inconsciente le ramenait ici. Cette supposition était plus juste que la première. Et Romain ne tarda pas à me laisser entendre encore autre chose.

La curiosité est aussi sa passion. Une curiosité fureteuse, affamée, reniflante, à quoi tout est bon. Il se désintéresse vite de ses faciles découvertes, mais toujours, avant de les faire,

croit pousser la secrète porte qui s'ouvre sur « un monde de perversités » dont il se donne des airs, quoique assez naïvement, de paraître friand.

Je remarquai que, tout en me parlant, comme il se devait, de « mon pauvre mari », — je crois d'ailleurs que sincèrement il en déplorait la perte, — il me regardait avec une attention dont jamais il ne m'honora. Découvrait-il mes yeux, qu'on trouve beaux, et ce que j'avais encore de jeunesse ? L'art de tourner autour du pot, comme on dit vulgairement, n'est pas son affaire. Il essaie bien, mais aussitôt on l'entend qui se précipite. Après m'avoir raconté que la veille, les Ploque avaient dîné à Malijaque, il voulut me parler d'une voiture neuve dont il n'était pas satisfait. A quoi bon ?... je connaissais déjà la question dont il brûlait. Je savais pourquoi il était venu.

— Est-il vrai, Alvère (m'avait-il une seule fois donné mon nom ?), que vous allez partir pour un grand voyage ?

— Oh ! grand..., protestai-je. Je voudrais aller jusqu'à Marseille, excursionner sur la côte que je n'ai jamais vue.

— Peuh !... souffla-t-il de sa bouche grasse et trop rose, Marseille seulement ! On m'avait parlé de l'Italie.

— L'Italie !...

J'étais émerveillée. Il suffit donc de lâcher un mot. Il s'envole, il se gonfle et quand il vous revient, ayant troublé le monde de son bruit, son importance est à vous étourdir vous-même. L'Italie... Romain ne me laissa pas le temps de réfléchir. Il se pencha vers moi et, presque bas, mystérieusement, avec un demi-sourire :

— Vous partez seule ?...

— Mais non, mais non, protestai-je. Je pars avec Guicharde.

— Ah ! bien, dit-il, déçu, en se redressant.

Si je l'avais intéressé quelques minutes et même depuis hier au soir quelques heures, je ne l'intéressais plus. Je le sentis, j'eus peur qu'il ne s'en allât de suite. Cela eût vexé la créature nouvelle qui se gonflait en moi et qui n'acceptait plus, celle-là, d'être humiliée. Je ne sais quelle folie me traversa. J'étais discrète jusqu'ici, j'étais prudente et cependant c'est bien indiscrètement, c'est sans la moindre prudence que tout à coup je demandai :

— Est-ce vrai que vous êtes fiancé?... Faut-il vous féliciter?

La question l'effara bien moins que ma hardiesse. Déjà soulevé pour partir, il retomba dans son fauteuil. Et il recommençait à me regarder. Mais quelque chose de languissant noya ses yeux trop ronds. Ses narines se gonflèrent. Certains oiseaux revêtent à l'époque de l'amour un plumage, ou poussent un certain cri, qui témoigne de leur état. Ainsi le visage de Romain, quand il se disait amoureux, prenait une expression révélatrice. Je la connaissais. J'avais pu l'observer certains soirs quand il dînait chez nous. Que de choses n'eussent pas entendues ces murs affreusement tendus d'un papier à rayures marron, vertes et jaunes, si Fabien à ma place eût occupé l'autre coin de la cheminée! Hélas! il n'y avait que moi, un peu déconcertante peut-être aujourd'hui, mais trop ménagère, trop sotte, trop parfaitement indigne du moindre abandon. Devant moi, on ne pouvait que protester, ce qu'il fit, et même il se fâcha presque :

— Fiancé!... Quelle absurdité! Qui est-ce qui a bien pu vous raconter ça?

Un peu rouge, j'essayai de réparer ma sottise par un petit geste discret.

— Vous ne voulez pas me le dire? Oh! vous savez, je m'en moque. Mais je vous aurais cru plus éloignée de tous les ragots. Quel pays! Parce que j'ai rendu deux fois (deux fois seulement) visite à M. de La Mûre!

Il me livrait le nom sans que j'eusse besoin de chercher les moyens de l'obtenir. Je sus ne pas me montrer surprise.

— Ah!... c'est Sabine de La Mûre.

— Vous la connaissez?... demanda-t-il trop vivement.

— Je la vois passer.

— Ici, sous vos fenêtres?

— Mais oui.

— A cheval?

— A cheval.

— Où va-t-elle?...

— Tout simplement faire sa commande chez le boulanger qui est au bout de la rue. Elle s'arrête à la porte, donne ses ordres sans descendre. Je ne l'imagine pas marchant comme tout le monde, dans une jupe, une robe.

— Elle ne marche pas comme tout le monde, mais comme personne, et quand elle porte une robe elle est aussi charmante qu'avec ses culottes de garçon, riposta Romain.

Ses yeux ne me voyaient plus. Sûrement ils fixaient la petite centauresse. A son soupir, à son silence, je mesurai une fois encore le regret qu'il avait de mon mari. Celui-ci n'avait rien dû savoir de l'histoire qui était évidemment récente. (Quand Romain venait aux nouvelles, il ne montait pas jusqu'à la chambre, car il redoute la contagion.) Cependant qu'un docteur en de telles circonstances eût été précieux ! Il pénètre partout. Je sais bien que M. de La Mûre, tout infirme qu'il fût, n'avait encore jamais fait appeler Fabien. Mais celui-ci se serait débrouillé. Il eût suffi de lui indiquer la piste, qui devait être curieuse à suivre. On ne savait pas grand chose sur ces La Mûre. Arrivés de Paris depuis deux ou trois ans, ils avaient loué à bail, au marquis de Montpavon, la propriété de la Pinède. Les arbres du parc étaient si serrés et si hauts, un taillis si mal tenu les étouffait, qu'on n'eût jamais, à l'intérieur de ce fourré sans air, soupçonné une maison. Mme de La Mûre était morte peu de temps après l'installation. Une gouvernante d'abord escorta la jeune fille, puis repartit pour l'Angleterre. La petite courait la campagne et venait en ville pour les commissions, toute seule, à califourchon sur sa jument blanche. Cette liberté s'accordait mal avec ce qu'on disait d'un père sévère à l'extrême. Mais d'ailleurs tout n'était que contradictions. Les réparations à la charge des locataires n'étaient, après trois ans, pas encore faites. Des brèches crevaient les murs. Cependant l'entretien d'un cheval de selle suppose certaines dépenses. Le jardinier, il est vrai, suffisait à tout. Sa femme cuisinait. C'étaient des gens de la montagne auvergnate, à grosse peau noire et dont on se méfiait parce qu'ils parlaient peu. Tout ce monde de la Pinède venait si rarement à Lagarde que pendant des semaines on les oubliait. Et puis tout à coup le mécontentement d'un fournisseur, un enfant effrayé par la jument blanche, une fille jalouse des boucles roulées, assurait-on, par « l'indéfrisable du bon Dieu » de la jeune amazone, suscitaient une montée, une flambée de calomnies tellement effroyables qu'elles en perdaient toute importance : la mère s'était suicidée, le père sortait de prison, la fille retrouvait dans ses courses les garçons du voisinage.

Cela passait. On n'y pensait plus. Tout de même, quelques-uns y pensaient encore un peu.

Quelle singulière idée avait donc Romain! Est-ce que vraiment il souhaitait d'épouser cette petite (maigre, disait Guicharde, comme un cent de clous) qui devait avoir tout juste dix-huit ans?

Je parvins à ne pas le lui demander. Et il ne me dit rien de plus. Cependant il resta là. Le fauteuil à franges, les murs, l'affreux décor l'illusionnaient sans doute. A cette place, il avait pris l'habitude de vider ce qu'il appelait son cœur. Est-ce que ce soulagement devenait impossible ? Peut-être qu'après tout je n'étais pas si bête, ni si absolument incapable de l'entendre? Deux ou trois fois, pendant qu'il me racontait je ne sais trop quelle dangereuse promenade dans les gorges du Chassezac, je sentis son désir de parler d'autre chose. Il m'observait. Mais pouvait-il, dès ce jour, le premier où nous eussions échangé plus de trois mots, me faire ses confidences?

Quand il fut parti, Adélaïde s'émerveilla :

— Hé! madame... Qu'il est resté longtemps M. Romain! Presque aussi longtemps que quand monsieur était là!

Guicharde ne bougea pas. Elle avait tiré ses papiers au bout de la table. Je vis qu'une feuille devant elle était toute couverte de hachures et d'étoiles, de ces petits signes que trace la plume quand une pensée distraite s'interrompt de lui commander.

— Qu'est-ce que tu as bien pu lui raconter, à Romain, pour le retenir jusqu'à cette heure-ci? me demanda-t-elle.

* * *

Le souvenir de notre voyage à Marseille prend maintenant une précision qu'il n'eut pas pendant les mois qui suivirent. Il me parut alors décevant, presque ennuyeux. Aujourd'hui seulement je sais que ses moindres détails préparèrent, par tout ce qu'ils aggravaient en moi, le temps à venir.

Par exemple, je me rappelle comme, dans le wagon de première classe que j'avais exigé de prendre, — puisque nous étions riches, — je fus honteuse tout à coup d'avoir honte de Guicharde. Ses mains gonflées qui ne pouvaient supporter les gants, même de filoselle, son corsage boutonné, son chapeau trop haut perché sur un chignon de vieille fermière, je les

découvrais, j'en souffrais. Assis à côté d'elle, en face de moi, un officier de la Légion étrangère me regardait. Maigre, blond, l'œil hardi dans un visage brûlé, il s'étonnait de me voir une telle suivante. J'aurais voulu que ma sœur ne m'appelât pas par mon nom, ne me tutoyât pas. Je lui répondis même une fois avec une désagréable impatience. Elle en pleura presque, tournée vers la vitre derrière laquelle se poursuivaient les cyprès bleus. Mais sa tendresse aussitôt oublia la blessure. Le soir, dans notre chambre d'hôtel, quand je l'embrassai plus fort que d'habitude, elle ne comprit pas mon remords, ce qui me permit à moi-même de l'oublier promptement. Un ravissement ingénu s'était emparé d'elle. Les bruits de la Canebière, au-dessous de nous, la vue, quand on se penchait, des barques blanches et bleues dans l'eau grasse du Vieux Port, l'attiraient à la fenêtre. Elle y restait cinq minutes, et puis, toute agitée, courait à la salle de bains, tournait les robinets pour constater que l'eau chaude était vraiment chaude et revenait écouter la rue tumultueuse en admirant : Quel tapage!

Est-ce ce premier soir, est-ce un autre? je ne pourrais préciser, qu'assise après le souper à la terrasse d'un café, j'achetai, comme faisaient tous les consommateurs, les journaux de Paris qui venaient d'arriver. Au beau milieu de celui que je dépliai, je remarquai le portrait d'une jeune femme. Quelques lignes extrêmement élogieuses la présentaient au public comme l'auteur d'un des tableaux les plus remarqués au Salon d'Automne.

— Tiens, dit Guicharde en ouvrant un autre journal, elle est là aussi. Et là, dit-elle en regardant cette fois *le Petit Marseillais*. Qui est-ce donc?... Une peintresse... Oh! que c'est drôle! Elle te ressemble un peu.

Mais cette ressemblance, qui m'avait aussitôt frappée, l'intéressait moins que moi. Elle se remit à observer la foule avec son expression émerveillée de petite fille qui feuillette des images et ne me troubla plus dans ma contemplation.

C'est vrai qu'elle était un peu pareille à moi, cette femme dont on pouvait dire, suivant une expression affectionnée par Fabien, qu'elle « remplissait » les journaux. Le visage sans maigreur et cependant allongé, de beaux yeux, une bouche grave, un air de réfléchir. « Plus jolie que moi?... non. Elle

a plus d'expression, mais moins de finesse. » Ma jalousie ne porta d'abord que sur les traits. Elle s'élargit vite. « Quelle vie, pensais-je, doit avoir cette femme! » N'ayant jamais connu ni souhaité rien qui ressemblât à la gloire, je concevais le plaisir qu'elle procure d'une manière un peu grosse. Je me persuadais, par exemple, que si l'artiste, en ce moment, venait à passer sur la Canebière et que quelqu'un, l'ayant reconnue la nommât à voix haute, tout le monde s'arrêterait. On répéterait ce nom pendant qu'elle, remerciant d'un sourire plein d'orgueil, mais qui feindrait la confusion, s'efforcerait vainement de franchir ce grand cercle. J'imaginais aussi qu'à Paris les maîtresses de maison se disputaient l'honneur de l'inviter. Elle acceptait rarement. Tout le monde s'inclinait quand elle annonçait : « Je travaille ». Un paysage, une figure étaient plus beaux quand elle les avait jugés dignes de l'inspirer. Elle disait aux journalistes, aux hommes d'État, aux romanciers qui la suppliaient de les recevoir : « Oh!... laissez-moi tranquille! » Enfin mille absurdités, mais qui m'enfiévraient singulièrement.

Elles continuèrent de m'occuper pendant cette longue nuit-là où je dormis à peine. « Il n'y a pas que la peinture, pensais-je, pour mettre le monde aux pieds d'une femme. La musique, les livres... Et même l'art du théâtre. Un talent, quel qu'il soit... » M'examinant avec une âpre et presque furieuse sincérité, je devais reconnaître que je n'en possédais aucun. Je savais dessiner une poule ou un chat, comme les bébés de cinq ans, avec des ronds et des traits. Ma voix était à peine juste. Pour ce qui est d'écrire, je tournais bien une lettre, c'est entendu ; mais en dehors de ce que je voyais vivre autour de moi et qui était vraiment peu de chose, je me sentais tout à fait incapable de raconter la moindre histoire. La possibilité de devenir comédienne, j'étais trop raisonnable pour seulement y penser. Je ne cessais de me répéter : « J'ai trente ans... trente ans ! Il est trop tard pour tout. » Enfin, je m'endormis. Dans un rêve, je revis plusieurs fois ma grand mère Landargues telle qu'elle était apparue à mes dix-huit ans, royale, grasse, dédaigneuse, dans sa voiture arrêtée que saluaient les passants. Au réveil la vision demeura, elle se précisa même; je distinguais les dentelles noires, les gants blancs, les cheveux bouclés et tout cela se mélangeait de la plus étrange façon aux détails

du jeune visage remarqué la veille dans le journal. Quel rapprochement faisais-je donc entre ces deux femmes?... Je ne pouvais le comprendre. Enfin je crus les avoir repoussées l'une et l'autre et ne sus pas à quel point je demeurais obsédée.

* * *

Les bas de soie que j'avais achetés nécessitaient des raccommodages fréquents. Guicharde les faisait le matin. Elle avait aussi toujours quelques lingeries à savonner dans la baignoire. La blanchisseuse attachée à l'hôtel l'épouvantait par ses prix. « S'il fallait encore ajouter ça à la chambre, aux repas ! » Dès le troisième jour de notre installation à Marseille elle commença de se troubler et me dit moins souvent : « Tu es riche » que : « Soyons prudentes ». Mais je ne voulais plus l'entendre. J'exigeais chaque après-midi une excursion en voiture et ne sortais à pied et seule que pendant ces heures matinales où ma Guicharde assurait que je la gênais dans ses besognes et littéralement m'envoyait promener.

Des géraniums éclatants brûlaient contre le flanc noir des grands candélabres. On glissait dans la boue des rues trop arrosées. Des paniers, des charrettes promenaient de fraîches odeurs de fleurs et de fruits. Quoique l'été semblât pour quelques jours revenu, les passants, à cette heure, ne transpiraient pas encore. Cependant on aimait déjà voir ruisseler l'eau des grosses éponges contre la vitre des magasins qui faisaient nonchalamment leur toilette. D'autres étaient déjà prêts, parés de lingeries roses, de maroquinerie étincelante, de livres beiges, jaunes, verts. C'est une librairie que je regardais quand un jeune homme s'approcha de moi. Pendant que je feuilletais à l'étalage un roman dont m'avait plu le titre, il ouvrit une étude sur la Sainte-Baume et, tout en feignant de la parcourir, murmura qu'il ne trouvait rien de comparable au charme d'un jeune visage enveloppé de voiles noirs. Ne voulant pas avoir l'air d'entendre, un peu affolée d'ailleurs à l'idée que cet inconnu pourrait me suivre, je ne bougeai pas. A ce moment, j'eus la surprise de voir sortir de la boutique, portant sous le bras un guide bleu et quelques brochures, M. Louis Terrasson, un ami de Romain. Je les avait rencontrés ensemble, un jour, sur la grand place de

Lagarde. Ce Terrasson m'avait même adressé quelques mots. Me reconnaissant il me salua, et il allait peut-être s'arrêter; mais le jeune homme qui n'avait rien vu, les yeux hypocritement baissés sur son livre, se rapprochait encore et parlait un peu plus haut. L'ami de Romain dut croire que ce garçon était avec moi; il passa donc, discret, curieux aussi, car je surpris le regard qu'il promenait rapidement. Les joues me brûlèrent. Je n'attendis qu'une minute et, laissant là mon insupportable admirateur, j'appelai un taxi et je me fis conduire au parc Borély.

« Qu'est-ce que M. Terrasson a osé imaginer? Qu'est-ce qu'il va raconter de moi à Lagarde? » me répétais-je. Ce souvenir, qui persista deux ou trois jours, me gâta plusieurs promenades; je ne l'oubliai que le jour où nous allâmes aux Calenques de Cassis.

Guicharde n'aime pas la mer. Elle la trouve plate. Elle dit : « C'est comme un grand baquet plein d'une eau de rinçage et on ne peut même pas y blanchir son linge. » Moi, j'y distinguais toute sorte de moirures et de couleurs diverses, dont la vue me satisfaisait au point que je ne voulais plus repartir. Ma sœur avait beau murmurer : « Le taxi attend... le compteur tourne... » Nous étions assises devant un petit restaurant où nous prenions le thé. L'arrière-saison était si belle que quelques baigneurs s'attardaient. Les femmes portaient encore des robes blanches. Au soleil, les enfants étaient presque nus. Deux jeunes gens très élégants, descendus d'une Hotchkiss gris d'argent et laque noire qui attendait près de notre guimbarde, s'étaient assis à une table voisine de la nôtre. Ils me regardaient. Guicharde s'en aperçut et, moins agacée que surprise, se mit à me dévisager elle aussi comme si elle ne m'avait jamais vue.

— Qu'est-ce que tu as, Guicharde?... Qu'est-ce que j'ai?...

— Rien.

— Du noir sur la figure?

— Mais non. Rien, je te dis.

— Cinq heures, répondit tout haut un des jeunes gens à une question que lui posait son compagnon... Allons...

Tous deux se levèrent. Celui qui avait annoncé l'heure s'inclina imperceptiblement, avec un dernier regard, en passant devant moi. Guicharde, agitée, me soufflait tout bas :

— Tu as entendu, Alvère ? Il est cinq heures.

— Eh bien ?...

— Nous sommes parties à deux heures. Qu'est-ce que nous allons avoir à payer, mon Dieu !

Je haussai les épaules.

— Puisque je suis riche...

— Allons, Alvère, tu sais bien que tu ne l'es pas assez, — j'avais envie de rire, tant elle était penaude, — ... non, pas assez pour vivre longtemps comme nous le faisons en ce moment. Il faudrait une fortune... une fortune... tiens, comme celle de Romain.

Ce nom la plongea dans de tels rêves que, pendant cinq minutes, elle oublia le taxi et son compteur. Elle fronçait les sourcils avec cet air bourru que lui donne l'attention. Enfin poussant le plus long, le plus profond des soupirs, elle avala le thé refroidi au fond de sa tasse. « C'est mauvais, mais j'ai soif. » L'un de nos élégants voisins avait en s'en allant jeté par terre une boîte vide d'Abdullahs qu'un petit enfant, en courant, venait de faire glisser tout près de nous. Guicharde la remuait du bout du pied.

— Comme il te regardait, murmurait-elle, ce jeune homme !

Brusquement, elle leva la tête :

— C'est vrai que tu es jolie, très jolie !

Elle soupira encore et se remit à rêver. C'est moi qui dus donner le signal du départ.

Quelques soirs après, peu de soirs, car après tout ce voyage ne dura que deux semaines, ma sœur vint s'accouder près de moi pendant que, retardant l'instant de me coucher, je respirais à la fenêtre la nuit d'automne, si douce encore, presque lourde à force d'être immobile.

— Dis-moi, demanda-t-elle, cette bêtise qu'on racontait à Lagarde, à propos du mariage de Romain, est-ce qu'il t'en a parlé, lui, quand il est venu te voir ?

Pas une fois, depuis les premières questions posées dans sa fièvre, Guicharde n'avait paru curieuse de ce dont mon cousin et moi nous étions entretenus. Elle observait même à cet égard une discrétion qui, lorsque j'y réfléchissais, me paraissait singulière. Qu'est-ce qui lui prenait donc tout à coup d'aller soulever ce lièvre si bien endormi ?

— Un mariage!... Qui t'en a parlé? questionnai-je au lieu de répondre.

— Mlle Jeanniot.

— Quand?

— Juste au moment de notre départ. Trois ou quatre jours après la visite de Romain. Ça m'a paru tellement bête que je ne te l'ai même pas rapporté. J'aurais craint...

— Quoi?

— Rien.

— Et cette chose que tu n'as pas voulu me dire, pourquoi me la dis-tu aujourd'hui?

— Je ne sais pas, dit Guicharde.

J'appuyais mes bras nus au fer du balcon qui restait chaud malgré la nuit. La lente foule épaisse coulait au-dessous de nous. Au bout d'un instant, ce fut moi qui questionnai encore:

— Pourquoi trouves-tu ce projet tellement bête?

— Parce que, dit-elle vivement, il serait question de cette petite qui habite dans les bois et qui monte à cheval. Dieu sait tout ce qu'on raconte sur elle.

— Dieu sait aussi que tout ce qu'on raconte n'est peut-être pas vrai. Toi, quelles preuves en as-tu, de ces méchancetés?

— Le fait est... reconnut Guicharde.

Car elle est bonne, elle est franche. Le mal dont elle est certaine, peut-être qu'elle n'hésite pas toujours à le rapporter. Mais le mensonge l'indigne, la calomnie la révolte. Un moment déconcertée, elle se ressaisit vite.

— Même si la petite je ne sais quoi (je n'arrive pas à me rappeler son nom) était un ange de vertu, ça ne pourrait pas être une femme pour Romain. Elle est tellement plus jeune que lui!

— Je crois que les hommes aiment cela.

— Quand ils n'ont pas peur d'être ridicules. Et Romain prend bien trop garde... Enfin, — elle baissait la voix, — est-ce qu'il t'a parlé d'elle, quand il est venu? Est-ce qu'il t'a dit que vraiment il voulait l'épouser?

— Non.

Elle soupira, soulagée. Quelles étaient ses pensées? Et quelles pensées naissaient de ce dessèchement dont je suffoquais dès que je descendais au fond de moi-même, mais

auquel il m'arrivait maintenant de prendre une espèce de plaisir? Cela se leva comme un tourbillon de sable au milieu du désert, cela m'aveugla presque. Il me parut ensuite que demeurait dans ma bouche quelque chose de grinçant. Cependant je parlais avec douceur. Je disais à Guicharde : « Écoute cet homme qui chante en jouant de l'accordéon. » Sur un toit en face de nous, une étoile était piquée juste au bout d'une cheminée et paraissait battre des ailes, tant elle palpitait fort.

***

Que se passa-t-il encore pendant ce voyage? Rien, non rien qui ne fût semblable à ces riens déjà notés. Tout ce qui arrivait n'était qu'en moi-même et c'était presque à mon insu. Une transformation s'opérait à laquelle je m'appliquais et dont cependant je demeurais inconsciente. Tout ce mauvais travail s'accomplissait sans répit aussi bien, je le crois, pendant mon sommeil que pendant nos repas, nos excursions à Nice ou dans l'Esterel. Mais Guicharde commençait à se sentir lasse de ce qu'elle appelait nos trimballages. Ses reins, trop secoués sur les routes, lui faisaient mal. La cuisine de l'hôtel éprouvait son foie. Et puis, tant de dépenses! Je redoutais, comme un enfant les mauvaises notes, le petit carnet de comptes qu'elle me mettait sous le nez tous les soirs. D'ailleurs, je ressentais moi aussi comme une impatience dont il m'eût été bien impossible de préciser la cause; je devenais plus avide de rentrer chez moi que je ne l'avais été de m'évader.

Le premier coup d'un mistral déjà froid, la première pluie qui vint avec l'accalmie, décidèrent du retour. Nous rentrâmes un soir, à la nuit. Dans le vieil autobus qui de la gare monte en une demi-heure jusqu'à Lagarde, nous étions seules et nous ne disions rien. A la maison, Adélaïde nous reçut avec une joie touchante. Guicharde s'épanouissait en humant les odeurs de bouillon, de rôti, de crème à la vanille. « Que ça sent bon ici! qu'il y fait bon! » Pour moi je n'éprouvais ni plaisir ni peine. Mon passé le plus immédiat se mêlait au plus lointain et disparaissait avec lui. J'étais sans plus de souvenirs que si je commençais à vivre. Je ne me rendais pas très bien compte de la façon dont je regardais les choses, ni des airs que je pris pendant le repas. Mais l'œil curieux et doux de

notre petite servante paraissait tout à coup ne plus me reconnaître.

L'automne, en quelques heures, avait perdu son calme. Le mistral galopait au fond de la vallée, escaladait les pentes, se tordait dans les rues, essayait furieusement d'entrer chez nous par la porte ou le toit. Son bruit me rappelait notre première arrivée à Lagarde, douze ans plus tôt, par un temps pareil à celui-ci, avec maman si confuse et qui avait si peur d'être vue! Je serrai contre moi ce cher fantôme, tout frissonnant de son ancienne honte et, oubliant de répondre à Guicharde qui voulait une deuxième fois me servir de la crème, je lui annonçai : « Ma maman, tu verras!... » sans le moins du monde savoir moi-même ce que signifiait cette promesse. Guicharde me toucha le bras et je sursautai.

— Qu'est-ce que tu as, Alvère ?

— Comment, qu'est-ce que j'ai ? Rien.

— Tu es drôle.

— Je suis fatiguée. Et toi, tu as mauvaise mine. Allons nous coucher.

En montant l'escalier, j'entendis ma sœur donner à Adélaïde des ordres pour le lendemain, qui était un mardi. « Non, pas de poisson frit. Cela sent mauvais jusqu'au soir, malgré les courants d'air. Et puisqu'on nous sait de retour, s'il venait des visites... »

Il n'en vint aucune. Je sus cacher ce qui était déjà une déception mieux que Guicharde qui, tout ce mardi-là, regarda la pendule. Et moi, je me moquais : « Tu attends quelqu'un ? Un amoureux ? » Vers cinq heures, elle dut aller à la cuisine s'entendre avec la Greluche qui viendrait cette semaine aider à la lessive. La porte refermée sur leur bavardage, j'eus l'impression que la maison se vidait autour de ma solitude de ce qu'elle contenait de réel, et aussi d'impalpable. Tout cela, parmi quoi j'avais cherché ma pâture désespérée, tombait en poussière et cette poussière déjà ne tenait plus aux doigts. Je regardais la table de nos mornes repas, la porte entr'ouverte sur le salon aux hideux rideaux, le plafond au-dessus duquel était la chambre qui fut « notre » chambre, et je ne me répétais même plus qu'ici, pendant dix ans, j'avais essayé de vivre. Je perdais la conscience de ces années perdues. « Rien, murmurais-je stupidement, rien. » Je me levai. J'entrai dans le

cabinet de Fabien. Déjà s'y affaiblissait l'odeur de pharmacie et de vieux vêtements. Il fallait presque un effort pour se rappeler quel homme avait vécu là, et j'étais incapable de le faire.

Je montai à l'étage, puis jusqu'au grenier. Par l'une de ses lucarnes on voit toute l'étendue de ma petite ville. Dans le vieux quartier qui nous entoure, les ruelles divisent la masse pressée des toits comme les ruisseaux un champ. Des bouquets d'arbres, plus loin, séparent de plus vastes demeures. C'est le quartier neuf qu'on appelle le boulevard. Ceux qui l'habitent sont des rentiers enrichis en Algérie, à Marseille, dans le commerce des vins, ou celui de l'hôtellerie. Certes, on les salue. Quelques-uns, dont les femmes ont de la finesse, arrivent même à se glisser dans la « société ». Mais ils n'y comptent guère et peuvent dire ce qu'ils pensent. Cela n'ajoute ou n'enlève rien à qui que ce soit. Il n'en est pas de même quand se prononcent des personnalités comme Mlle de Millebled qui tient salon le mercredi dans son vieil hôtel écussonné sur toutes les portes et jusqu'au milieu de ses dallages noirs et blancs; pour M. Gardanne dont les livres sur la région se tirent à Paris jusqu'à cinq mille exemplaires; pour le ménage Lespinasse. M. Lespinasse est l'ingénieur en chef des mines de la Plutonne. Il se rend fréquemment dans la capitale où l'on assure qu'il a l'oreille des puissances. Lui s'inquiète assez peu des histoires du pays. Mais sa femme n'en ignore aucune. Et ce qu'elle lui raconte, il le croit, et même le répète. La directrice du pensionnat Sainte-Philomène (qui est la maison rivale du pensionnat Saint-Just) ne tire point son prestige d'amitiés gouvernementales, mais par ses élèves, qui l'adorent, influence à sa guise les plus anciennes familles de la région. Il y a aussi le petit groupe redoutable de « ces Messieurs » qui se retrouvent le mardi, pour la partie d'échecs, au Café du Centre. Tous ne sont pas de force à s'absorber dans les calculs qui aboutissent aux déplacements du Roi, de la Dame et du Fou. Quelques-uns, derrière les grandes vitres, regardent la place, qui est au beau milieu du vieux Lagarde et qu'il faut bien traverser dès que l'on sort de chez soi. Rien ne leur échappe des robes neuves, des saluts, d'un visage détourné, d'un air d'absence ou d'humeur. Ils en discutent entre eux; ils jugent; cela se répand. C'est à « ces Messieurs » que Mme Jougues, devant

qui se ferment toutes les portes, doit sa réputation de facile et dangereuse créature. Si le fils Micou n'a jamais pu trouver à s'employer dans le pays, c'est parce que « ces Messieurs » le tiennent pour un flâneur et un imbécile.

L'Association, dont fait partie Guicharde, de vieilles demoiselles qui se réunissent une fois par semaine chez M[lle] Jeanniot et travaillent pour les pauvres, n'est pas non plus sans influence, quoique ces excellentes personnes aient la réputation d'avaler un peu vite ce qui leur est présenté et de le dégorger sans contrôle. Enfin par les domestiques qui viennent aux achats, le petit peuple des commerçants a voix au chapitre. Voix non officielle sans doute, mais sonore. Ce qui arrive là d'une maison repart aussitôt pour une autre, accommodé comme il se doit.

« Tout le monde, c'est à tout le monde que je m'imposerai. » Une autre fois, dans huit jours ou demain, peut-être même ce soir avant de m'endormir, je ferai mon choix. Je distinguerai les sommets. Je me rappellerai qu'une invitation à dîner chez le vieux M. Dubreuil, qui sélectionne ses hôtes, vous pare d'une auréole dont l'éclat dure plusieurs mois. Mais est-il possible de choisir au moment où s'opère l'ambitieux déchaînement ? Est-ce qu'un peintre, est-ce qu'un écrivain qui souhaitent la gloire, isolent pour l'éblouir tel visage ou tel autre? C'est du bloc, de la masse que monte le rayonnement. Et peu importe que ce bloc soit le plus resserré, ou le plus formidable.

« Oui, à tout le monde », me répétais-je, penchée vers cette poignée de toits au-dessous desquels il n'y avait comme dans la plus immense ville que des corps et des âmes, à tout ce monde-là, le seul qui compte à mes yeux, le mien, celui de chez moi, qui baigne dans mon air, qui, si réduit qu'il soit, contient et représente exactement les mêmes choses que n'importe quel autre groupement humain. Désormais, ce n'est plus en moi, c'est dans l'opinion des autres que je choisissais de vivre. Les fumées qui montaient, la vague odeur des repas, le bruit de l'eau qu'on tire et des volets qu'on ferme me rendaient plus réelles et comme visibles ces quelques centaines de vies. Comme je les dominais en ce moment, penchée à ma haute lucarne, mon importance, un jour, les dominerait toutes. Comment y parviendrais-je?... Je ne savais encore. Ma fièvre ne

se précisait pas mieux qu'elle ne le fit à cette autre fenêtre, un soir de Marseille. Mais, si confuse qu'elle demeurât, mon impatience grandissait.

*
* *

Qu'il fallut cependant m'exercer à l'attente! Pour certains, le destin s'abat d'un coup, sans même qu'on ait eu le temps de percevoir son approche. Pour d'autres, il avance tout doucement. C'est à croire quelquefois qu'il s'est perdu en route. Quand je songe à ce premier hiver qui suivit la mort de Fabien, je me rappelle comme, âprement, je me tenais aux aguets, interprétant les signes. Guicharde me déchargeait de tout le ménage. Elle ordonnait les repas, elle raccommodait. Je n'avais d'autre occupation que de travailler mon personnage, et d'abord de trouver pour lui le chemin à suivre. Le jour où j'imaginai d'ajouter au nom si lourd de Gourdon mon nom de jeune fille, je goûtai vraiment à l'ivresse qui suit les grandes découvertes. Gourdon-Landargues! Cela sonne; et cela s'impose. C'est pendant ma toilette que me venaient de telles idées. Jamais elle ne fut si minutieuse et si longue.

Une fois, le trot d'un cheval sur les durs petits pavés me fit courir dans la chambre, la figure toute mouillée, et soulever le rideau. Ce n'était pas ce trot lourd qui tire les carrioles et je savais qui venait avant même d'avoir regardé. Dans la rue étroite, où déjà les commères paraissaient aux portes, Sabine de La Mûre arrivait sur sa jument blanche. Sa culotte grise, sa courte veste ouverte sur un gilet de piqué, lui eussent donné l'apparence d'un garçon de quinze ans, sans toutes ces boucles pleines de reflets qui dansaient sous le feutre. Je ne pus distinguer son visage, mais bien que les regards la dévorassent je sus, parce qu'on ne la saluait pas, qu'elle ne regardait personne. Quand elle fut passée, je me hasardai à me pencher pour voir encore ce buste mince et la longue queue balancée de la jument arabe. Alors j'entendis rire derrière moi. C'était Guicharde, venue tout doucement.

— Allons!... dit-elle, on ne me fera jamais croire que Romain de Buires pourrait épouser un pareil carnaval. Une fille qui porte culottes! Et qui se coiffe d'un chapeau comme sur les affiches du cirque! Ce garçon n'est tout de même pas fou.

Il m'arrivait à présent d'être tout juste prête à l'heure du déjeuner. Ensuite il fallait bien sortir, par hygiène ou pour quelques achats. Les séances chez Chanson tuaient aussi le temps. Le bruit commençait à se répandre que décidément je devenais sa cliente. On ne pouvait me blâmer car mes robes bien coupées, agrémentées de plis ou d'un petit col, restaient aussi sévères que l'exigeait mon deuil. Des commerçantes me firent compliment. Mme Monnet, qui venait de perdre sa mère, eut l'audace de faire copier un de mes manteaux par la petite ouvrière à la journée qui l'habille. Cela me flatta plutôt, mais Guicharde s'indigna.

Comme je savais à présent mesurer mes saluts, il y avait plus d'empressement dans ceux qu'on me rendait. Une fois, Mme Lespinasse elle-même m'arrêta pour me demander de mes nouvelles. Une autre fois, Mme Bastide, qui habite la belle maison voisine de l'hôtel de Millebled, me dit qu'elle serait heureuse, mon grand deuil terminé, de recevoir ma visite. J'attachais la plus grande importance à ces petites marques d'un intérêt qu'on ne me témoignait plus depuis longtemps. Et je prenais le soin de rentrer toujours avant la nuit. Elle vient vite en novembre. Alors Guicharde appelait Adélaïde pour qu'elle l'aidât à fermer les portes, les fenêtres, et jusqu'à la lucarne du grenier à quoi, de la cour voisine du couvent abandonné, il est toujours possible d'appliquer une échelle. J'entends encore le ton, pénétré de toutes les inquiétudes, dont ma sœur murmurait : « Dans une maison sans homme... » Elles montaient. Je restais au coin de notre feu de boulets. Il ne m'apportait pas le mouvant, l'étincelant secours qui naît des bûches consumées. Ces boules qu'on croirait rouges, quand on les touche du pied ne sont qu'une cendre morte. J'attendais. J'écoutais. Ces bruits de pas, ces grincements, ces marches craquantes qui pendant une dizaine de minutes faisaient croire la maison en proie aux fantômes, ces bruits étaient les derniers que j'eusse à entendre avant les cloches du lendemain. Le silence qui occupe à cette heure, par ce temps, les ruelles de la vieille ville, et tourne, et s'entrecroise avec elles, m'était sensible à la façon d'un grand filet resserré sur nous trois. Rien n'en romprait les mailles. Nous étions prisonnières. Enfin Adélaïde retournait à la cuisine. Guicharde prenait son tricot et s'asseyait en face de moi. Quand elle avait passé

l'après-midi chez Mlle Jeanniot elle avait toujours quelque chose à me raconter. Autrefois, je n'écoutais pas ces commérages ; maintenant, ils m'intéressaient. Ils m'intéressèrent surtout le jour où, toute satisfaite et son bel œil si tendre devenu presque méchant, ma sœur put nommer Mlle de La Mûre. Adélaïde, qui mettait le couvert, se mêla de l'entretien comme elle en avait pris la familière habitude. Elle aussi, par la marchande de beurre, avait entendu dire... Nos têtes se rapprochaient. Nous chuchotions comme si quelqu'un rôdait par là, malgré tant de verrous.

Cela recommença. Et cela fut désormais presque tous les soirs. Je finissais par attendre l'heure féroce où l'on me parlerait de cette petite fille, avec l'impatience que m'eût donné un rendez-vous. C'est qu'il m'arrivait, oubliant les deux autres, d'avoir parfois l'impression d'un étrange tête-à-tête. L'agitation qu'il provoquait en moi, je parvenais très bien à la dissimuler. Je protestais même : « Voyons !... » quand Guicharde par trop imaginative perdait toute mesure.

Dans ce fatras qu'elle retournait, et qui ne méritait qu'un haussement d'épaules, une chose cependant retenait l'attention : les voyages de Sabine de La Mûre. Des gens, à peu près une fois par mois, rencontraient la jeune fille à la gare de Châteauneuf qui dessert Lagarde, portant sa valise bleue et son carton à chapeaux. Cela n'avait, en soi, rien de mystérieux ; mais par un menuisier qui répara une porte à la Pinède et qui est le frère de la crémière, par la nièce de la buraliste qui fit quelques jours la cuisine chez les La Mûre pendant une maladie de l'Auvergnate, on savait que le père de Sabine réprouvait ces absences. Il grondait. La petite pleurait et suppliait et, pour finir, agissait à sa tête. Quand elle revenait, — après quatre jours, quelquefois après six, — pâle, n'ayant nullement l'air de s'être divertie, elle faisait tant de câlineries et de petites manières que M. de La Mûre paraissait oublier sa rancune. Mais jamais on ne surprenait rien de ce qu'ils pouvaient se dire. A table, ils parlaient à peine. Les entretiens avaient lieu dans la bibliothèque où l'infirme roulait son fauteuil dont il manœuvrait lui-même, avec ses mains, les hautes roues caoutchoutées.

— Moi je dis, affirmait crûment Guicharde, et je ne suis pas la seule, que c'est son amant qu'elle va retrouver. Ça n'est

pas possible que Romain soit assez stupide pour ignorer ça. S'il va souvent à la Pinède, comme Adélaïde l'assure, ça n'est pas pour la fille, c'est pour causer avec le père qu'on dit assez intelligent.

« Enfin, me supplia-t-elle en me regardant dans les yeux, un jour que nous étions seules, à moi tu peux bien le dire si Romain te parle de cette petite roulure et comment il t'en parle.

— Jamais, depuis un jour où il n'a fait que la nommer, notre cousin ne m'a parlé de Mlle de La Mûre, Guicharde, je te le jure.

Je ne mentais pas. La confiance de Romain fut longue à gagner. Il y fallut tout cet hiver pendant lequel ses visites, espacées d'abord, devinrent de plus en plus fréquentes. Je l'avais revu, sinon le lendemain de mon retour de Marseille, du moins dans la semaine qui suivit. Il demeurait malgré tout curieux de mon voyage et je vis aussitôt à son air alléché, je compris à de certaines insinuations, que l'insupportable Terrasson avait, comme il l'entendait, rapporté notre rencontre. De nouveau, je m'empourprai. A ma colère, je mesurai le besoin de considération qui grandissait au point de me dévorer tout entière. Romain en perdait la parole et ses gros yeux fixés sur moi découvraient, cette fois encore, une inconnue.

De presque un mois il ne revint pas, mais reparut un mardi de tempête où, pour la partie d'échecs, il n'avait trouvé personne au café du Centre. Le coin du feu retenait « ces Messieurs » dont quelques-uns avaient leurs propriétés assez loin dans la campagne. Chez moi, il faisait chaud. Son fauteuil était là. Il retrouvait aussi le respectueux silence qui, pendant ses visites, arrêtait tous les bruits de la maison. Et que j'étais attentive à ce qu'il lui plaisait de dire! Ce ne fut pas grand chose cette fois-là, ni bien d'autres. Mais ma patience était grande.

Décembre et janvier passèrent. Février nous brûla. Mars apporta ses pluies. J'avais pris l'habitude d'être prête chaque mardi, sans toutefois qu'il y parût. La robe la plus simple, mais une heureuse coiffure, un rien de fard sous la poudre. Guicharde, qui ne paraissait pas s'en apercevoir, veillait à ce que la maison fût parfaitement en ordre. Jamais je ne l'aurais crue capable d'autant de discrétion dans la complicité.

Enfin Romain accepta de prendre chez moi ce thé à l'anglaise, ces toasts minces, ces amères confitures à l'orange dont il se régalait le mardi et qu'on savait seulement, assurait-il, lui présenter comme il faut à la pâtisserie Pons. Mme Pons m'en voulut de lui enlever ce client, mais mon prestige dut beaucoup à une déception dont la susceptible femme se plaignit trop. Un peu plus tard, il arriva que des gens désireux de voir M. de Buires vinssent sonner à ma porte : « C'est le jour, c'est l'heure où on le trouve chez sa cousine, la veuve du docteur », disait-on dans la ville. Mme Dulong-Barrois, qui ne me regardait pas toujours quand je passais près d'elle, m'arrêta en pleine rue pour me prier, — oui vraiment, me prier, — de la recevoir. Elle voulait me parler de son fils qui sortirait prochainement de Centrale. Si je voulais bien avoir la bonté de recommander ce jeune homme à M. de Buires...

Qu'est-ce que tout le monde commençait donc à imaginer?... Je ne pouvais encore m'en réjouir. Ce n'est pas de moi que Romain était amoureux, je le savais trop bien. J'avais, malgré sa prudence, pénétré le balourd. Ses distractions, ses gros soupirs, continuaient à me livrer leur secret. Entre nous, sans qu'elle eût été une seule fois nommée, je voyais, je sentais Sabine de La Mûre aussi présente qu'elle l'était le soir à l'heure de nos commérages, non plus comme entre nous trois pantelante et déchirée, mais redoutable au contraire, toute parée de ce mystère qui attire, toute prête à triompher.

***

La régularité des visites était maintenant si bien établie, qu'un mardi de la fin de mars, où j'attendis vainement, je me sentis offensée. « Qu'est-ce qu'il a bien pu lui arriver? » s'inquiétait Guicharde. Ce fut contre elle que je tournai mon irritation.

— Ma pauvre fille! T'imagines-tu que Romain me doive compte de ses absences? Il a trouvé mieux à faire, voilà tout.

Adélaïde qui participait, sans trop le montrer, à la déception, ne laissa pas le lendemain que de s'informer. Ainsi put-elle nous apprendre qu'on avait vu le dimanche Mlle de La Mûre à la gare de Châteauneuf. Une fois encore, elle s'en

allait. Guicharde gronda : « Quel rapport? » Mais le soir elle rentra presque atterrée de chez Mlle Jeanniot.

— Romain est parti aussi, me souffla-t-elle. Le frère de Mlle Paumelle, qui revenait par ici, a croisé son Hispano dans les faubourgs de Valence.

Je haussai les épaules.

— Est-ce un voyage que d'aller à Valence?

— Mais il allait plus loin. La voiture marchait vite.

— Qu'il aille jusqu'à Paris! Cela ne nous regarde pas.

J'estimai cependant que cela me regardait. Le jeudi, je chaussai les bottes que, suivant les conseils d'une certaine page de modes, j'avais fait venir de Grenoble. Je mis un manteau de cuir noir, un béret. Cette tenue sportive, qui me dispensait du voile, provoqua, je le vis bien, dans les rues de Lagarde, une curiosité qui me flatta.

A mesure pourtant que je m'éloignais de la ville, j'oubliais mon élégance. Depuis bien longtemps je ne m'en étais allée ainsi, seule, et de ce côté. Le vent libre, encore frais, qui maintenant m'assaillait, c'était celui qui venait au-devant de moi, il y a trois ans, pendant mes hagardes promenades. Ah!... Philippe, qu'il me soit enfin permis de parler de vous, puisque j'en étouffe! Ce serait mieux un peu plus loin; je le sais. Mais je ne compose pas un livre.

Qu'y avait-il eu entre nous? Rien. De votre part, la sollicitation la plus franche et la plus discrète. De la mienne, un refus qui n'avait pas même pris le temps de réfléchir. Je croyais alors, tant j'exigeais que cela fût, oui, je croyais bien aimer mon mari. Pourtant, pendant ce triste automne, qui suivit votre départ pour l'Algérie, on eût dit qu'il m'était impossible de demeurer chez moi. Fabien s'étonnait de ce besoin d'air, de longues marches.

La même route, au départ, conduit vers Malijaque et vers cette maison dont vous m'aviez parlé et où vous eussiez fait de longs séjours si je ne vous avais répondu que je ne vous aimais pas. La bifurcation est à un kilomètre, à la Fontaine des Sorts. C'est à gauche qu'il faut prendre pour aller chez vous. La route n'est guère fréquentée. On peut y pleurer. J'allais vite, avec toujours cette enfantine illusion qu'une année n'épuisa pas, de trouver le portail ouvert, une lampe derrière la vitre. Mais on eût dit que pas même un jardinier

n'était chargé d'entretenir ces terres à l'abandon. A travers la grille je regardais l'allée pleine de feuilles et, tout au fond, la sombre porte close. Au retour, j'étais si lasse qu'il me fallait m'asseoir. J'avais sur le talus ma place où l'herbe restait foulée. Je m'y abattais.

... Un instant, tout en frottant dans l'herbe jaune une de mes bottes déjà tachée de boue, je me rappelai ces désespoirs; mais il ne me semblait pas que je les eusse sentis. Je regardais comme de loin. J'aurais presque souri. Seulement attentive à cette obscure partie de moi-même qui, de jour en jour, devenait plus exigeante, je n'acceptais plus rien de mon passé mort. Je le reniais en bloc. Et je ne tournai même pas la tête en arrivant à la Fontaine des Sorts avant de prendre le chemin de droite, qui est une belle route ferme et parfaitement entretenue.

A la vérité, à peine y fus-je engagée que cela me contraria. Des voitures passaient. Si quelqu'un de Lagarde allait me reconnaître!... « Mme Gourdon doit aller chez M. de Buires, qui n'est pas allé chez elle. Elle court après lui... » Ces possibles ragots nuiraient à mon personnage. Il me plaisait fort qu'on commençât à me juger pleine de réserve, et même un peu dédaigneuse. Je grimpai donc dans le bois. Au sommet, il y a une place d'où l'on aperçoit et d'où l'on domine Malijaque avec sa tour carrée, sa masse irrégulière de toits, ses grands arbres. Les fenêtres étaient fermées. Il me parut, distinguant deux hommes en blouse blanche montés sur des échelles, qu'on repeignait le garage. Évidemment, Romain ne devait pas être là. La certitude de son absence, le vent qui me glaçait sous mon lourd paletot, ne purent cependant m'obliger à repartir tout de suite.

« Y a-t-il un rapport entre son voyage et l'absence de Sabine de La Mûre? » me demandai-je longuement. « L'aime-t-il au point de la poursuivre?... » Les branches encore dépouillées grinçaient autour de moi. Les nuages venaient du sud. Je ne pouvais m'arracher de cette place et de mes imaginations. Je m'attardai trop. Bien avant d'avoir atteint la grande porte de Lagarde, il me fallut courir sous la pluie furieuse.

***

Le rayonnement du gros garçon, quand il reparut chez moi, me frappa. Il me saisit les deux mains. Il répéta qu'il

était bien heureux de me revoir. Son complet gris de perle, ses guêtres blanches, l'épaisse et miroitante soie de sa cravate lui donnaient un air endimanché, bien que tout cela fût d'assez bon goût.

— Mon Dieu, lui dis-je, Romain, comme vous paraissez content !

— C'est que je le suis. Du moins, ajouta-t-il, aussitôt réticent, je crois l'être. Mais vous allez en juger. Ah !... je vais vous parler, Alvère, comme depuis si longtemps je meurs d'envie de le faire.

Enfin le moment était venu de cueillir cette précieuse confiance qui avait mûri lentement comme un fruit, non de plein vent, mais de serre, chaque jour examiné, retourné, tâté du doigt. Je m'appliquai à mettre sur mon visage une expression pénétrée, presque fervente. Il la vit. Elle lui plut.

— Alvère, me déclara-t-il, vous êtes une femme délicieuse, et tellement différente de ce que j'imaginais autrefois !...

— Autrefois, ripostai-je, vous n'imaginiez rien du tout. Est-ce que vous vous donnez la peine d'imaginer quelque chose à propos de ce canapé, de cette vitrine ? J'étais pour vous un des meubles de la maison, sans doute le plus inutile. Je ne m'habillais même pas d'une façon qui me rendît agréable à regarder.

— Comment... — Son œil « de connaisseur » (il appréciait beaucoup cette flatterie de Fabien), son œil me détaillait. — Vous êtes parfaitement bien mise.

— Aujourd'hui peut-être... Mais ce n'est sûrement pas de moi que vous avez à me parler.

— C'est vrai, reconnut-il avec sa lourde naïveté. Tout de même, vous me permettrez à propos de vous d'ajouter que si je ne sais plus trop comment je vous jugeais il y a quelques mois, je sais très bien comment je vous juge depuis que j'ai su découvrir vos qualités de compréhension, de discrétion, de prudence.

— Assez ! m'exclamai-je en riant.

Mais il s'attendrissait, il me pressait le genou.

— Alvère, ma chère cousine ! Si vous saviez le besoin qu'un homme peut avoir de rencontrer ces qualités-là, fût-ce chez

une femme. Surtout un homme comme moi, trop sensible, inquiet... Mais vous ne devez pas me connaître mieux que je ne vous connaissais.

— Si... je crois...

— Vraiment, s'extasia-t-il. Oh! vous me faites du bien. Oui... oui... vous me comprenez, je le vois... Ah ! j'aime la façon que vous avez d'écouter... avec cet air qui devine tout. Et que c'est bon de n'avoir même pas à vous recommander le silence ! d'être tellement sûr de vous !

Renversé dans son fauteuil il sourit au plafond, mais peu après daigna tourner vers moi ce sourire.

— Est-ce que vous vous doutez, Alvère, que je suis très amoureux ?

— Non.

Il parut déçu.

— Je n'ai pas à me douter. Je suis sûre...

— Ah bien !... s'exclama-t-il, enchanté. Oui, n'est-ce pas ? je suis troublé, distrait. Enfin, ça doit être visible, surtout pour quelqu'un qui a votre finesse. Et le nom de la personne, l'avez-vous aussi deviné ?

— Ce n'est sûrement plus, dis-je hardiment pour lui montrer que sa vie privée ne m'était pas inconnue, Mme Damirotte...

— Sûrement pas, déclara-t-il avec une dédaigneuse fatuité. Il y a plus de six mois que je me suis lassé d'elle. Allons ! cherchez, Alvère. Il s'agit d'une jeune fille...

— D'un mariage alors ?

— Peut-être.

— Une jeune fille?... Mais je ne vois par ici aucune jeune fille qui soit digne d'être épousée par vous.

Romain fronça les sourcils.

— Cherchez.

— Je ne vois pas.

— Cherchez! ordonna-t-il, presque fâché.

Et je jugeai imprudent de continuer le jeu.

— A moins, dis-je aussitôt, qu'il ne s'agisse de la petite amazone, de Mlle de La Mûre?

Il s'épanouit.

— D'elle-même. Comment n'avez-vous pas trouvé tout de suite ? Cet automne déjà vous m'aviez parlé d'elle.

— C'est vous, Romain, qui l'avez nommée. Et pour démentir certains bruits. Ils étaient donc vrais ?

— Non, on parlait de fiançailles, et je n'étais pas, je ne suis pas même aujourd'hui fiancé avec Mlle de La Mûre.

— Mais vous songez à l'épouser ?

— J'y songe. Surtout depuis que, grâce à certaine petite enquête, je suis à même de démentir des bruits stupides, mais qui n'étaient pas sans me tourmenter. Ah! c'est il y a longtemps que j'aurais dû vous parler comme je le fais en ce moment. Vous m'auriez remonté, conseillé. — Et plus bas, penché vers moi : — Qu'est-ce que vous en pensez, vous, de Mlle de La Mûre ?

— Je l'ai seulement entrevue.

— C'est vrai, admit Romain en se redressant. Eh bien ! vous allez très prochainement avoir l'occasion de parler avec elle. Et alors vous me direz. Mais voilà que je commence par où je dois finir.

— Dois-je vous aider à mettre de l'ordre, plaisantai-je, et procéder par questionnaire ? Où ? quand ? comment ? avez-vous fait la connaissance de cette jeune fille ?

— Vous êtes amusante, admira-t-il. Et de cela non plus je ne me serais jamais douté. Donc, je vais vous répondre. J'ai vu plusieurs fois passer Mlle de La Mûre à cheval. Elle m'a plu ; je l'ai saluée sans qu'elle parût y prendre garde ; mais cette hauteur me piquait plutôt et il ne m'était pas bien difficile de faire la connaissance du père. Celui-ci qui est à demi paralysé, vous le savez peut-être, s'occupe vaguement d'archéologie. Un article qu'il avait publié dans le *Bulletin de Privas*, concernant les ruines de cette espèce de temple qui se trouve sur mes terres de la Trancharde, m'avait intéressé. Je suis tout simplement allé le lui dire. Il m'a supplié de revenir. C'est un homme charmant.

...La pendule derrière Romain marquait à ce moment quatre heures. Quand elle en marqua sept, il était encore là. Mais je ne me rappelle pas que ce temps me parût long. J'écoutais. Je m'efforçais d'y voir plus clair que le gros garçon, aussi bien empêtré, aveuglé de méfiances que de satisfactions. Comme des racontars de Guicharde, il fallait extraire de cette prolixité ce qui valait la peine d'être examiné. Le suivant pas

à pas vers la verdissante maison de la Pinède j'entrai donc dans la bibliothèque où M. de La Mûre, le nez long, l'œil sévère, manœuvrait son fauteuil d'infirme. J'observai que si Sabine ne parut pas lors de la première visite, pendant la seconde, elle ne quitta pas la pièce.

— Elle était adorable dans une petite robe sombre, avec un col blanc de pensionnaire. Cette enfant qui paraît hautaine n'est que timide. Elle a les plus beaux yeux du monde. Ces yeux-là, qui ont l'air de dévorer tout ce qu'ils touchent, je les ai surpris plusieurs fois fixés sur moi avec une expression telle que je suis à peu près sûr d'avoir plu tout de suite. Oui, je lui ai plu. Je lui plais.

— Lui avez-vous déjà laissé entendre qu'elle vous plaisait aussi ? demandai-je; car de temps en temps je hasardais une question.

— Pas encore... pas encore... Et Dieu sait qu'elle m'obsède. Seulement il y avait ces choses... Voyons, Alvère... Soyez aussi franche que je le suis moi-même. Si vous n'avez jamais parlé avec Mlle de La Mûre, vous avez entendu parler d'elle. Est-ce en bien ?...

— Ni en bien, ni en mal.

— Bon. Vous êtes prudente. D'ailleurs, tout ce que vous avez pu entendre et que vous ne voulez pas répéter est sans la moindre importance. Je vous l'ai dit : je suis en mesure maintenant de réfuter les calomnies. Les promenades à cheval, n'est-ce pas ?... c'est là un des griefs... « Qui voulez-vous qui l'accompagne ? » m'a dit le père. C'est évident. Il m'a dit aussi que quand elle sort, elle est obligée de rentrer à une certaine heure, fixée d'avance. Cinq minutes de retard lui valent une semonce. C'est bien, n'est-ce pas?... A moi ça ne m'a pas suffi. Plus une femme me plaît, plus je commence par me méfier d'elle, fût-il question d'une simple liaison ; à plus forte raison quand on pense au mariage. Donc... (n'allez pas me blâmer, Alvère. C'est drôle; tout d'un coup, vous me faites presque peur. Mais enfin, en la circonstance vous ne pouvez que m'approuver...) Donc j'ai suivi, ou fait suivre, Mlle de La Mûre pendant ses promenades. Parfaitement ! C'était le seul moyen. Tantôt j'attendais sur la route dans la voiture de Terrasson qui est fermée et qu'elle ne connaît pas. Tantôt, c'était Terrasson lui-même, à bicyclette. Et puis j'ai des fer-

miers un peu de tous les côtés. Ils observent. Et l'on peut se renseigner près d'eux sans avoir l'air de rien. D'ailleurs sur nos plateaux, dans cette espèce de maquis, de broussaille à ras de terre, une personne à cheval est aperçue de très loin. Je suis donc à même d'affirmer que Mlle de La Mûre ne va nulle part. Elle galope ou trottine, au petit pas de flânerie. Et puis elle rentre chez elle. Vous pourrez le dire à qui vous voudrez, Alvère. Vous me rendrez même service en le disant. C'est une jeune fille élevée on ne peut plus sévèrement, avec une sévérité qui est, pour notre époque, presque extraordinaire. Le père la mène comme un garçon qui serait mené comme au régiment.

« Restaient les voyages, continua-t-il. Ah ! ces voyages! Avouez, Alvère, qu'on vous en a parlé et que vous imaginiez Dieu sait quoi. Moi aussi d'ailleurs. D'autant que le père, puis la fille, interrogés carrément (étant donné mes intentions, j'en avais le droit), paraissaient se dérober. « Elle va voir une amie à Lyon, disait M. de La Mûre. Je n'aime pas beaucoup ça, mais c'est sa seule distraction. » L'autre semaine, sachant qu'elle allait repartir, j'ai demandé à la petite son adresse pour lui envoyer un mot. Elle s'est troublée et m'a répondu : « A quoi bon?... Je ne vous répondrai pas. Je déteste écrire. »

« Alors, ma foi, j'ai pris les grands moyens. La fille d'un de mes jardiniers est employée à la poste... Chut!... n'est-ce pas? Vous lui feriez perdre sa place. C'est donc très exactement renseigné que je suis à mon tour parti pour Lyon. Il s'agissait de trouver un certain numéro vingt et un ter d'une certaine rue des Trois-Maries, dans les vieux quartiers en bordure de la Saône. Vous connaissez?... Non. Ça n'est pas élégant. Je m'étonnais. Ce fut pis quand je me trouvai devant une maison haute seulement de deux étages, large de deux fenêtres et dont tout le rez-de-chaussée est occupé par un petit magasin où l'on vend des chapeaux et de la lingerie. Aucune autre entrée. Il me fallut donc bien pousser cette porte. Et figurez-vous... Ah ! je n'étais pas au bout de mes étonnements. Au lieu de la côtelette refroidie ou du pot-au-feu mijotant, ce que ça sentait là-dedans, c'était le parfum cher, la femme soignée. Et il y avait au comptoir, tout occupée de tirer d'un carton des petits rouleaux de ruban, une dame très blonde et

parfaitement bien mise. Vous n'avez pas idée de ce que ça pouvait détonner dans un tel quartier, ce parfum, cette robe, ces cheveux...

« Pardon... Madame... On m'a donné cette adresse comme étant celle où je pourrais trouver Mlle Sabine de La Mûre. » La dame n'eut pas le temps de me répondre. Un rideau de velours gris, qui masquait l'arrière-boutique, se soulevait. Sabine était là.

— On vous a dit... Qui « on » ? demanda-t-elle, tellement furieuse et stupéfaite qu'elle en oubliait de me dire bonjour.

— Permettez-moi d'être plus discret qu' « on » ne le fut. Quelqu'un qui connaissait mon grand désir de vous saluer, puisque je traversais cette ville où vous êtes.

« Elle laissa retomber le rideau entre nous deux et j'eus peur d'être ridicule. Mais la dame derrière moi continuait tranquillement d'étiqueter ses petits rouleaux. Ma foi, je bousculai l'obstacle, c'est-à-dire le rideau, et je me trouvai dans une pièce obscure qui me parut une manière de salle à manger. Sabine était assise devant la table, la tête dans ses mains. Je lui touchai l'épaule. « Voyons, ma petite amie. » Sûrement j'avais pris le ton qu'il fallait, car elle se redressa en éclatant de rire. Oh!... vous savez, c'est une enfant difficile à comprendre.

« A présent, elle me tendait gentiment les deux mains.

— Pardonnez-moi si je ne vous ai pas montré tout de suite que j'étais contente de vous voir. J'ai voulu vous taquiner.

« Alors, j'ai voulu, moi, lui montrer que je n'étais pas dupe de son explication :

— Me taquiner, peut-être, mais il n'y avait pas que de la taquinerie dans votre colère. La vérité, c'est que vous avez un peu honte de votre amie parce qu'elle travaille, ou plus exactement parce qu'elle tient boutique. C'est pour cela que vous cachez son adresse.

— Oui... vous avez deviné, reconnaissait Sabine, toute soulagée, — mais je vous jure bien qu'elle l'était moins que moi. Papa déteste que je vienne ici. S'il savait que vous m'y avez vue... Promettez-moi de ne jamais le lui dire.

— Je vous le promets.

« Nous étions assis à côté l'un de l'autre. C'était gentil. Mais la dame blonde est venue presque aussitôt nous rejoindre.

M[lle] de La Mûre nous a présentés comme dans un salon : « Notre voisin, M. de Buires. Mon amie, M[me] Barroux. » Nous avons pris le thé. Une fois la lumière allumée, dans un lustre ancien de faïence jaune et verte, on voyait dans cette étroite pièce des meubles assez beaux. La théière était en argent, comme les petites cuillers. Vraiment, on oubliait l'endroit, on n'entendait pas la rue. Sabine ne disait plus rien. Elle buvait des tasses de thé, coup sur coup, de quoi s'énerver pour trois jours et elle avait pris cet air absent, farouche que je lui ai vu quelquefois chez son père, et qui d'ailleurs lui va bien. Mais M[me] Barroux parlait pour deux. Elle m'a expliqué qu'après avoir été très riche, elle s'était trouvée sans ressources à la mort de son mari. Elle est venue à Lyon parce qu'elle n'y connaissait personne. Dans ces quartiers ouvriers, les loyers ne sont pas chers. Comme elle a de l'adresse et du goût, elle réussit à vivre tant bien que mal, plutôt mal, mais honorablement. En somme, elle est courageuse. Je me demande ce qu'on aurait pensé dans ma famille, je veux dire dans la nôtre, Alvère, de ce courage-là, mais il est incontestable. Et je ne peux pas comprendre pourquoi cette femme qui est jolie et qui garde toute sa distinction, qui est honnête, puisqu'elle a choisi de travailler, enfin qui me paraît avoir les plus grandes qualités ne m'a pas été plus sympathique. J'étais presque ennuyé de devoir l'inviter...

— L'inviter! Où ça?

— Chez moi, la semaine prochaine. Il faut vous dire, ma chère Alvère, que ma joie était infinie. Avoir voulu surprendre Sabine de La Mûre dans ce qu'on appelle si méchamment ici ses escapades et la trouver toute seule avec cette sérieuse amie, dans le plus humble et le plus laborieux décor! Mon amour en a été brusquement décuplé, je vous le jure. D'autant qu'avec ce petit air tragique qu'elle prenait, je la trouvais encore plus adorable. J'aurais voulu, tant je devenais imprudent, lui parler tout de suite. Mais le moyen? Et chez elle, il m'est tout aussi impossible de la voir seule. Quand je m'en vais, le père roule son fauteuil jusque dans le vestibule. Alors, j'ai eu une idée. L'inviter à un goûter chez moi, la semaine prochaine, avec quelques dames de Lagarde. Seulement, dès que j'ai parlé de cela, M[me] Barroux s'est exclamée : « Tiens, c'est justement la semaine prochaine que je dois aller passer

deux ou trois jours à la Pinède. » Par politesse, il a donc bien fallu...

Je remarquai perfidement :

— C'est curieux.

— Qu'est-ce qui est curieux ?

— Que M. de La Mûre déteste cette dame, n'admette guère qu'on parle d'elle, et cependant la reçoive chez lui.

— Vous avez raison, dit Romain. Et déjà son visage s'embrumait. — Qu'est-ce qu'il peut bien y avoir là-dessous ? Peut-être saurez-vous le découvrir ?

— Moi !... Comment voulez-vous ?

— Attendez. A propos de ce goûter chez moi, je n'ai pas fini de vous dire... Il paraît que M. de La Mûre, dont les principes sont, je vous l'ai exposé, remarquablement arriérés, ne permettrait pas à sa fille d'aller chez un garçon, fût-ce (comme cela sera) en compagnie d'une dizaine de personnes. Alors je me suis permis... j'ai parlé de vous, Alvère. J'ai dit que vous étiez ma cousine... ma seule parente... et que vous voudriez bien m'aider à recevoir. J'espère que je ne me suis pas trop avancé.

— Mais non, dis-je, — et je m'admirai d'avoir su prendre un ton aussi détaché, — si je puis vous rendre service...

— Un service considérable, ma chère amie. Et sûrement à vous, il vous suffira d'un regard, de quelques mots pour démêler...

— Quoi donc ? Puisque vous avez découvert tout le mystère, qui n'en était pas un.

— C'est vrai.

Mais il restait pensif. Une deuxième fois, je cédai à la méchante envie de le troubler.

— Vous êtes resté longtemps à Lyon ?

— Une huitaine. J'y avais d'ailleurs réellement affaire.

— Ces dames le savaient.

— Oui...

— Et vous les avez revues combien de fois?

— Pas une seule, avoua-t-il, ce dont j'étais bien sûre, car il n'eût pas manqué de me dénombrer et de me détailler chacune de ses visites. Mais je feignis de m'exclamer :

— Comment ! Elles ne vous ont pas invité à revenir?

— Non, fit-il piteusement. Cela vous stupéfie. Moi aussi,

j'ai trouvé ça un peu drôle... pas très gentil. Je ne voulais pas me le rappeler pour ne pas gâter ma joie. Mais comme je vous remercie de ne négliger aucune observation !

...Le mistral menait un tel tapage qu'on n'entendit pas la porte se fermer, ni partir la voiture. Je pus donc retourner au salon, y rester seule. Dirai-je mes pensées? Je n'ose... fût-ce à moi-même. Certes, j'aurais eu toutes les raisons de me croire désormais plus éloignée encore des sommets auxquels je rêvais d'atteindre. Cependant, j'éprouvais moins d'inquiétude que de mauvais plaisir. La volonté de me cramponner, de me hisser, d'aller jusqu'au plus haut, — à n'importe quel prix, — se déchaînait en moi. Les grondements du vent avaient moins de fureur.

C'est ce soir-là que Guicharde, négligemment, m'annonça que Philippe Fabrejol allait revenir bientôt; il se pouvait même qu'il fût déjà revenu.

ANDRÉ CORTHIS.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

L'ALGÉRIE
ET SES PROBLÈMES

Si l'on en croit certaine presse étrangère et même française, l'Algérie est en proie au tumulte et la révolte y gagne de proche en proche. Nous n'en sommes pas là, Dieu merci! Pourtant, le mal n'est pas une simple excitation de surface, et l'on peut estimer, sans faire preuve de pessimisme excessif, que la situation exige la plus sérieuse attention.

Rappelons sommairement les manifestations principales de cette crise algérienne.

Au début d'août 1934, à la suite d'incidents assez insignifiants et d'ailleurs mal déterminés, le mouvement d'antisémitisme qui, depuis quelques mois, couvait dans la population musulmane de Constantine se traduit par une véritable émeute. Des magasins israélites sont saccagés et incendiés, et l'on compte le soir vingt-trois tués (un musulman et vingt-deux israélites, parmi lesquels cinq femmes et quatre enfants), sans parler d'une cinquantaine de blessés, musulmans et juifs. L'ordre est parfaitement rétabli ; mais des violences analogues continuent à se produire, jusque vers la fin du mois d'août, dans nombre de localités voisines, et le commerce juif, à Constantine même, demeure sévèrement « boycotté » par les musulmans. Il est visible que les passions ne sont pas éteintes et que de nouveaux drames sont à craindre.

Dans la soirée du 1er février 1935, à Sétif, au cours d'une bagarre assez banale en elle-même, un agent de police européen tue d'un coup de revolver un tirailleur indigène en état d'ivresse, qui venait de le blesser de plusieurs coups de cou-

teau. Le bruit s'étant répandu que cet agent était juif, des indigènes s'amassent autour du poste de police ; une patrouille de tirailleurs, appelée pour rétablir l'ordre, est tout de suite débordée ; deux agents sont grièvement blessés ; un autre, également blessé et qui, pour fuir les agresseurs, s'était réfugié sur une terrasse, est précipité dans la rue et tué ; cependant que la populace, ameutée par la nouvelle de ces événements, défonce les devantures de quelques magasins israélites.

A ne retenir que les origines immédiates de ces troubles, il était permis de penser qu'on se trouvait seulement en présence d'un de ces sursauts d'antisémitisme si fréquents dans l'histoire de l'Afrique du Nord. Mais diverses circonstances, et notamment un réveil éclatant de l'orthodoxie et de la ferveur islamiques, puis l'agitation proprement politique fomentée autour des élections cantonales et des élections aux délégations financières, semblaient révéler un ébranlement plus profond, une sorte de levée en masse des revendications musulmanes, sans rapport direct avec l'antisémitisme, et l'opinion s'établit, un peu rapidement peut-être, que l'hostilité contre les juifs, qui sont en Algérie, comme on sait, citoyens français, n'était que le déguisement et le début d'une lutte contre l'autorité de la France.

Enfin, d'autres désordres, qui ne venaient pas spécialement d'une poussée des indigènes et qui, de toute évidence, étaient provoqués par le chômage, — à Mostaganem et sur le port d'Alger, — contribuaient à renforcer l'impression d'inquiétude. Le malaise s'affirmait d'autant plus grave qu'il prenait des formes plus variées.

Il est vrai que, dans le courant de la vie sociale, les rapports entre Européens et indigènes n'étaient pas sensiblement modifiés ; nulle humeur agressive ne gâtait l'atmosphère, et le passant, dans l'intervalle de ces moments de frénésie, n'aurait pu soupçonner qu'ils fussent possibles. Mais on est toujours, en pays d'Islam, à la merci d'une contagion soudaine : la « nefra », la furie collective, s'y lève avec la brusquerie d'un coup de vent. Ne devait-on pas redouter une extension subite du mouvement et, d'un jour à l'autre, l'appel traditionnel à la guerre sainte ? Bien des Européens, parmi les plus écoutés, invoquaient leur connaissance de l'âme indigène et ne dissi-

mulaient pas leur angoisse : en novembre dernier, à la séance des Délégations financières, cet énervement par réaction amenait les représentants des colons et des non-colons à faire en ce sens des déclarations sensationnelles, sinon tout à fait justes de ton.

Puis, au début de cette année, on apprit que M. le sénateur Viollette, ancien gouverneur général de l'Algérie, auteur d'un projet de loi sur les droits politiques des indigènes et porte-parole attitré des « Jeunes Algériens », se proposait d'interpeller le gouvernement sur sa politique algérienne. C'est pour se documenter et répondre en connaissance de cause à cette interpellation que le ministre de l'Intérieur, M. Marcel Régnier, entreprit dans les premiers jours de mars un « voyage d'études », au cours duquel il recueillit, avec une méthode et une patience méritoires, des milliers de déclarations et de témoignages. Par là même, le débat se fixait, se débarrassait du brouillard de folklore qui menaçait de l'envelopper, et le problème algérien tendait à se poser en termes plus nets.

LES CAUSES DU DÉSÉQUILIBRE

La diversité des faits que nous venons de résumer ne se prêtait guère aux interprétations simplistes. Cependant, c'est en remontant à des causes très générales qu'on s'est communément efforcé d'expliquer le déséquilibre actuel de la vie algérienne.

Tout le mal, disent les uns, vient, là comme ailleurs, de la crise économique, qui a mis quelque temps à s'emparer de l'Algérie, mais qui commence à la tenailler cruellement. Que la prospérité renaisse, que la métropole, au lieu de nous traiter en parents pauvres, nous aide à placer notre vin et notre blé, et les mécontentements disparaîtront comme par enchantement, Européens et indigènes retrouveront sans effort leur solidarité d'intérêts, les agitateurs prêcheront dans le désert.

C'est tout autre chose, répliquent certains avec une égale assurance, et la crise économique a bon dos : il s'agit bel et bien d'un remous panislamique, d'une amorce de soulèvement nationaliste, d'un mouvement antifrançais. Sous couleur d'antisémitisme et de revendications sociales ou politiques, c'est la souveraineté même de la France que l'opinion indi-

gène, secrètement inspirée par les Jeunes Algériens et leurs complices des autres régions de l'Islam, entreprend de ruiner.

Et d'autres encore : en Algérie comme en France, l'autorité est déficiente. Qu'on nous permette de la restaurer, et tout rentrera dans l'ordre. Est-ce la masse indigène qui d'elle-même se jette dans l'indiscipline ? Elle n'est que l'instrument d'ambitieux sans scrupules et sans courage, de pseudo-intellectuels qui se proposent des buts égoïstes et s'ingénient à déchaîner le fanatisme des foules par une campagne de faux bruits et de calomnies. Mettons ces bavards à la raison, muselons leur presse, fermons leurs clubs, et nous recommencerons à travailler en paix avec les éléments sains de la population indigène.

Que valent ces différentes clés, dont nous limitons volontairement l'énumération ? Il serait assurément imprudent de prétendre qu'elles sont tout à fait sans intérêt. Il n'est pas douteux que la crise économique est pour beaucoup dans la fièvre actuelle, et singulièrement dans la rancune de nombreux indigènes contre leurs prêteurs israélites. Il est certain aussi que la propagande nationaliste d'origine musulmane ou communiste n'a pas épargné l'Algérie ; et il suffirait, pour s'en convaincre, de lire les articles solidement informés que Mohendis publie, dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, sous ce titre significatif : « A l'assaut de l'Afrique française du Nord ». Par ailleurs, on ne pourrait nier, — et nous reviendrons plus loin sur ce point, — que l'Algérie, si proche de la métropole, a pâti comme elle d'un affaiblissement progressif de la discipline, particulièrement périlleux pour un pays dont l'éducation politique est encore élémentaire.

Mais en admettant que le malaise algérien ne soit pas étranger à l'un ou à l'autre de ces ordres de causes, il semble bien qu'on risque de tout fausser et de ne rien comprendre à fond, si l'on se contente de formules aussi vagues. L'Algérie est un organisme déjà trop vieux, elle a été, depuis l'occupation française, trop de fois remaniée par une histoire tourmentée, pour que sa situation actuelle n'offre pas de nombreuses et fortes particularités. Tout porte à penser qu'elle exige d'être étudiée en elle-même, comme un cas spécifiquement algérien ; et c'est là ce que nous allons tenter, sans prétendre, au demeurant, épuiser la question.

LA JUXTAPOSITION DES RACES

L'Algérie d'aujourd'hui est un très curieux échantillon de colonisation, jusqu'à nouvel ordre unique en son genre. Ce n'est pas seulement, comme on le dit couramment, une colonie de peuplement. Ce fut d'abord une colonie tout court, c'est maintenant une colonie mixte dans laquelle une minorité d'Européens (environ 800 000) est intimement mêlée à une population indigène beaucoup plus abondante et sans cesse croissante (près de 6 millions d'individus).

Les Européens se répartissent entre Français venus de la métropole avec l'intention d'y retourner, Français nés et fixés dans le pays, étrangers (surtout Espagnols et Maltais) plus ou moins naturalisés, étrangers rebelles à la naturalisation. Les uns et les autres constituent un élément généralement vigoureux, trempés par les rudesses d'une vie qui, par bien des côtés, demeure nettement coloniale; et l'on sait de reste ce que l'Algérie leur doit de victoires sur la nature, de réalisations grandioses, d'humanisation du sol. Mais il est inévitable que leurs différences d'origine s'expriment par certaines différences morales. Ceux des Français qui ne font que passer dans le pays y apportent à l'ordinaire plus de chaleur de sentiment, une plus riche provision de sympathie, un désir plus prononcé d'altruisme et d'amélioration humaine, sans doute aussi plus d'illusions; les « Français d'Algérie », de qui les pères ont connu les durs moments de l'installation et même de la conquête, sont plus réalistes, plus portés à croire que l'indigène est fort incomplètement perfectible et que la prospérité de la colonie est et restera subordonnée au maintien d'une rigoureuse hiérarchie des valeurs sociales. Quant aux étrangers, ils gardent, bien entendu, malgré l'ambiance française, une large part de leurs habitudes et de leurs préférences originelles, parfois même jusqu'à la langue de leur première patrie, et l'on devine que, n'étant pas venus en Algérie pour changer d'air ni pour étendre le rayonnement national, ils laissent percer, dans leurs rapports avec l'indigène, un sens très positif de leurs intérêts personnels.

Les israélites, totalement assimilés aux citoyens français depuis le décret Crémieux du 24 octobre 1870 et, de ce fait,

couramment rangés parmi les Européens, ont réalisé depuis cent ans de grands progrès. Sans doute ne se sont-ils pas tous enrichis; du moins se sont-ils tous émancipés. Ils ont assiégé les écoles de tout degré, adopté rapidement les usages extérieurs de l'Europe, et beaucoup d'entre eux, grâce à leur travail, à leur intelligence, à leur extraordinaire facilité d'adaptation, sont parvenus à de brillantes situations. Ce qui ne les empêche pas de conserver, plus ou moins ouvertement, leur personnalité collective, de faire bloc, le cas échéant et notamment en temps d'élections, en face des autres éléments de la population et de jouer ainsi un rôle assez inattendu d'arbitres. Ce qui ne les empêche pas non plus de rester fidèles, pour la plupart, à des métiers d'argent qui leur valent une grande puissance, mais qui périodiquement leur attirent des haines féroces.

Les indigènes musulmans, dans l'ensemble, n'ont guère changé depuis un siècle. Le fellah ou l'artisan, — berbère ou arabisé, — est toujours, à quelques détails près, ce même être passif, routinier, grégaire, doué d'une prodigieuse capacité de misère, et qu'il est aisé de gouverner tant qu'on ne le pousse pas à bout ou qu'on ne l'affole point par des contes absurdes.

De cet immense troupeau d'hommes sont sortis, à notre contact, deux groupes qui, malgré quelques survivances, rompent nettement avec les coutumes et les résignations du passé. L'un est représenté par une plèbe urbaine, en partie laborieuse, en partie formée de lazzaroni sans emploi bien catalogué, proie facile pour les mauvais bergers, prompte aux emportements et aux brutalités; l'autre, de type tout différent, c'est le groupe des « évolués » ou, si l'on préfère, l'élite intellectuelle, qui doit à l'instruction puisée dans nos écoles une brusque élévation sociale et qui constitue une sorte de bourgeoisie nouvelle, le plus souvent distincte de l'ancienne bourgeoisie locale.

Or, cette étrange juxtaposition de races, de religions, de civilisations, de conditions sociales et de genres de vie, loin de composer, comme on pourrait s'y attendre, un mélange explosif d'une extrême sensibilité, a jusqu'ici donné l'exemple d'une solidarité vraiment exceptionnelle. Dans toutes les parties et à tous les étages de la vie sociale, aux champs, dans les usines et sur les chantiers, dans les tramways, dans les écoles,

dans les salles de spectacle, sur les terrains de sport, dans les rangs de l'armée, dans les assemblées élues, partout, Européens de toute origine, juifs, musulmans, voisinent, se coudoient et, du moins au figuré, s'amalgament. Et cela sans heurts appréciables, sans paroles blessantes, sans allusions résolument désobligeantes à des infériorités ethniques ; il n'est pas jusqu'à ce vieux mot de « bicot » qui ne soit manifestement usé et dont l'emploi n'accuse, aux yeux mêmes des Européens, une mauvaise éducation. Le désir commun d'entente, avec tout ce qu'il comporte de concessions réciproques, est évident. Il y a là un phénomène surprenant de cohabitation paisiblement consentie.

En de certains points, cette cohabitation bienveillante s'accompagne d'une étroite collaboration et prend figure de symbiose. Tel est le cas du colon et de ses ouvriers réguliers ou de ses fermiers, du commerçant et de ses commis, des membres de l'enseignement et de leurs anciens élèves ou de leurs collègues indigènes, des officiers et de leurs hommes, etc. De groupe ethnique à groupe ethnique, il y a comme des échelons intermédiaires, qui opèrent et maintiennent la liaison et qui font apparaître tout autre chose qu'une association occasionnelle. De sorte qu'en dépit de quelques difficultés passagères, l'ensemble est d'une remarquable cohésion.

DES CONFLITS NAISSENT

Il reste, — et le contraire serait par trop miraculeux, — que cette association garde encore par bien des côtés un air de compromis et que la solidarité morale est loin d'être parfaite entre les groupements ethniques qui la composent. Il subsiste, entre ces groupements, une forte part d'incompréhension mutuelle, et chacun d'eux porte en soi quelque chose comme un poids de déceptions qu'il attribue au voisin et qui, selon les moments, est plus ou moins pénible.

Chez les indigènes, par exemple, la masse paysanne s'étonne, plus ou moins consciemment, mais avec une conscience de plus en plus claire, de se voir réduite à cultiver des lopins de terre souvent insuffisants ou maigrement fertiles, tandis que des Européens, qui ne sont pas même des Français d'origine et qui n'ont pas participé à la soumission

ou à l'aménagement du pays, accaparent de grands domaines. Tout en se servant des usuriers, cette masse paysanne ne comprend pas qu'on soit impuissant à la protéger contre leurs exploits inhumains. Elle se plaint, en maint endroit, des procédés féodaux de ses caïds et se demande pourquoi l'autorité française, qui paraît soucieuse de justice, persiste à ignorer ces méfaits. Elle ne parvient pas à s'expliquer que le code forestier, malgré des atténuations récentes, demeure si tyrannique et que des délits en apparence véniels soient punis d'amendes écrasantes. Elle voudrait aussi qu'on imposât moins de limites à son émigration, qu'on lui rouvrît la source de ces revenus extérieurs qui, naguère, sauvaient de la disette des régions entières.

Il est vrai qu'elle a tendance à voir court, à ne pas apercevoir tout ce qu'on tente pour elle, à ne pas seconder les œuvres qu'on crée à son intention; mais le fait est que son sort ne change guère, et il faut convenir qu'en général il n'est pas brillant.

Notons qu'elle est entraînée par les siècles à souffrir en silence, cette masse paysanne. Cependant, les « évolués », depuis quelque temps, se font ses avocats, ramassent tous ses sujets de plainte, les opposent avec une implacable dialectique aux principes de la France démocratique. De plus, élevant le débat jusqu'à leur propre cause, ils s'irritent de voir insuffisamment reconnue la valeur nouvelle qu'ils ont acquise; ils rêvent d'assimilation et d'égalisation intégrales, à la condition, pourtant, que le Gouvernement français fasse les premiers pas et ne leur demande pas de renoncer aux règles de vie que leur impose l'Islam.

Disons-nous bien que cette avidité d'égalisation politique est devenue chez eux une véritable psychose. Elle anime toutes les démarches d'une logique de sentiment qu'ils tiennent pour irrésistible. En attendant que satisfaction leur soit donnée, ils souffrent vivement du moindre manque d'égards, ils relèvent avec amertume les traces les plus fugitives de partialité, ils s'aigrissent, et certains d'entre eux, désespérant de l'avenir, se demandent s'il ne vaudrait pas mieux chercher un autre idéal, répondre, par exemple, aux appels de l'Orient, si pressants au cours de ces dernières années.

Il ne manque pas d'esprits de qualité, parmi les Euro-

péens d'Algérie, pour se représenter exactement ces tourments de l'âme indigène, pour y compatir et penser qu'il serait urgent de trouver un terrain d'entente, dût même la rigueur de notre droit constitutionnel s'assouplir un peu. Mais le plus grand nombre admet difficilement que les musulmans évolués réclament des droits politiques sans contre-partie, qu'après avoir obtenu de la culture française une amélioration de leur existence et une élévation de leur niveau social, ils prétendent ne point se départir des prescriptions essentielles de l'Islam et qu'ils choisissent ainsi, dans l'un et l'autre codes, ce qui leur convient le mieux. Il les accuse de machiavélisme, d'ingratitude, et leur applique fâcheusement, à la première incartade, l'épithète irritante d' « anti-français ».

Combien plus souples apparaissent les israélites! Sans doute leur souplesse même et leur sens des affaires invitent-ils à conserver quelque méfiance; sans doute aussi leur fièvre d'ambition et leur dédain des scrupules courants ne les rendent-ils pas toujours sympathiques; mais leur rapidité d'assimilation séduit les plus prévenus, et l'on s'émerveille bon gré mal gré de constater avec quelle maestria ces hommes et ces femmes, qui émergent tout juste du plus mortifiant passé, jouent le jeu moderne. De là, chez les Européens d'Algérie, un alliage assez paradoxal d'antisémitisme foncier, sentimental, si l'on peut dire, mais dissimulé, et de prosémitisme résolu, intellectuel, intéressé.

Il n'en faudrait pas conclure que les juifs d'Algérie se déclarent enchantés de leur sort. Tout acharnés qu'ils soient à garder leur cohésion ethnique et religieuse et à ne se mélanger que superficiellement aux autres éléments de la population, ils s'étonnent douloureusement que les préjugés dont ils sont l'objet ne soient pas complètement disparus. Pour comble, le souvenir des persécutions anciennes les pousse à communiquer à chacune de leurs requêtes la forme d'une demande en réparation; ils sont, pour la plupart, exigeants au possible et ne manquent pas, quand par hasard on ne les suit pas aveuglément, de crier à l'antisémitisme. Il y aura en eux, pendant longtemps encore, des persécutés-persécuteurs.

Ainsi, de tous les côtés, s'est installé le sentiment persistant d'une gêne, d'un malentendu, heureusement contre-

balancé par de fortes habitudes de vie en commun, mais prompt, au moindre choc, à s'aggraver en mésintelligence.

LA FAIBLESSE DE L'AUTORITÉ

Peut-on du moins compter sur des arbitrages officiels pour éviter la discorde et régler fermement les conflits possibles? C'est ici que se découvre, hélas! une des plus regrettables faiblesses de l'Algérie d'aujourd'hui.

Il y a bien, en Algérie, un gouverneur général, et ce titre ne laisse pas de faire impression, d'évoquer les pouvoirs d'un vice-roi, d'un proconsul, d'un satrape. Mais la réalité de puissance qu'il recouvre est singulièrement maigre; elle est même fort différente de celle qu'on trouve aux mains des gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique occidentale ou de Madagascar. En fait, le gouverneur général de l'Algérie ne dispose que d'une autorité à la fois minime et fragile; il n'est en somme qu'un surpréfet; même s'il est doué d'une vigoureuse personnalité et riche d'une longue expérience, — et c'est le cas du gouverneur actuel, M. Jules Carde, — il est à peu près désarmé pour des actions de quelque envergure.

A Paris, il est perpétuellement menacé par mille intrigues qui se nouent dans les ministères, au Parlement, dans les groupements économiques ou politiques, et qui ont généralement pour objet de faire aboutir une vilaine affaire ou de pousser au Palais d'Été un candidat pressé. Sur place, il est harcelé par une douzaine de parlementaires algériens, qui défendent âprement leur clientèle; il est aux prises avec les délégués financiers, qui n'entendent pas être, selon l'expression du pays, des « beni oui-oui » et qui cherchent, même dans l'intervalle des sessions, à favoriser leur région, voire à soigner leurs intérêts particuliers; il lui faut aussi tenir compte de trois conseils généraux, et il ne peut perdre de vue ses trois préfets qui, venant de France avec les traditions de leur cadre, leurs relations personnelles et leurs petites ambitions, n'aperçoivent pas toujours du premier coup la nécessité de politiques concertées ni l'obligation de se conduire en subordonnés du gouverneur général. Ainsi tiraillé, attaqué, menacé, desservi, le gouverneur général de l'Algérie, avec la

meilleure volonté du monde, ne peut songer à mettre en train, s'il n'y est contraint par le pouvoir central ou par les événements, la moindre réforme un peu profonde. Dès qu'il lève le petit doigt, il est assuré de se faire des ennemis et, toutes les fois qu'il s'embarque, le bruit court qu'il ne reviendra pas. Il faut avoir l'âme chevillée au corps pour faire ce métier-là.

Qu'attendre, d'autre part, des Délégations financières ? Reconnaissons tout de suite que cette manière de Parlement local est une assemblée fort estimable, et qu'elle a accompli, depuis sa naissance, une besogne excellente. Non seulement une besogne économique et financière d'une exceptionnelle solidité, mais encore une besogne sociale (assistance, enseignement, etc.) fort appréciable et, en tout cas, bien supérieure à celle des régimes qui l'ont précédée. Mais les Délégations financières sont affligées d'une tare, que compensent insuffisamment l'éducation politique et même la hauteur de vues de certains de leurs membres : elles ne représentent réellement que la colonisation européenne ; la distinction entre colons et non-colons y est toute fictive. Quant aux délégués indigènes (arabes et kabyles), sans être les échos fidèles qu'on imagine quelquefois, ils se trouvent un peu perdus dans cet orchestre de musique moderne, et leurs interventions ne peuvent, pratiquement, s'élever au-dessus d'un certain ton. Il est clair qu'il ne faut pas demander aux délégations, telles qu'elles sont actuellement constituées, plus qu'elles ne peuvent donner, et c'est déjà bien qu'elles assurent à l'Algérie des budgets fermement campés.

Que dire, enfin, de l'administration algérienne ? D'un simple point de vue de capacité et d'honnêteté, elle en vaut largement une autre ; mais elle est terriblement complexe, lourde, lente. Ce n'est pas sa faute. Tout le mal vient des régimes très différents auxquels l'Algérie a été successivement soumise et dont chacun a laissé dans les institutions des marques de son passage. Surtout, elle est profondément algérianisée. Entendons par là qu'elle recrute ses agents et jusqu'à ses grands chefs de services presque exclusivement dans la population française fixée en Algérie. De là une incontestable sécheresse, un horizon assez borné, plus de prudence que d'allant et, tout au fond, la volonté bien arrêtée de défendre la maison française contre l'intrusion musulmane.

A travers tout cela, — disgrâce pire encore pour une colonie que pour la métropole, — le mal de politicaillerie, sous toutes ses formes : corruption électorale ouvertement organisée, absence totale de doctrines, luttes de personnes et de clans, tours de passe-passe qui permettent à des fonctionnaires de se faire élire et d'affronter leurs chefs hiérarchiques dans les différentes assemblées, etc. Or, ce bas trafic, qui déjà est pénible en soi, est en outre du plus mauvais exemple. Si les Jeunes-Algériens mettent au premier plan de leurs exigences l'obtention de droits politiques, c'est avant tout qu'au contact des Européens ils ont pris le goût maladif des luttes électorales ; c'est qu'ils sont désormais possédés, eux aussi, par le fétichisme de la représentation parlementaire ; et si certains d'entre eux, comme le trop fameux docteur Ben Djelloul à Constantine, ont mené des campagnes d'allure subversive, ce n'est pas, comme on l'a cru ou comme on a feint de le croire, pour restaurer, nouveaux Mahdis, un ordre de choses purement musulman qui les déborderait et ne tournerait pas à leur avantage, mais pour la satisfaction médiocre de conquérir un siège de député.

Battons notre coulpe : nous avons fait école.

Ne nous le dissimulons pas : ce sont, plus que tout le reste, les mauvaises mœurs politiques qui ont exaspéré le malaise algérien et qui ont empêché l'autorité d'y appliquer en temps voulu les remèdes nécessaires. Ce sont de telles mœurs, par exemple, qui, après les flots d'éloquence du Centenaire, ont arrêté tout mouvement de réforme et maintenu la politique indigène dans l'ornière de ses procédés démoralisants, de ses parades au jour le jour, de ses combinaisons sans principes. Ce sont elles qui, par faiblesse, par crainte d'être bridées elles-mêmes, ont permis à des excitateurs professionnels de propager à travers l'Algérie les idées les plus funestes et de verser tant d'huile sur un feu qui n'en avait pas besoin. Ces mœurs de Bas-Empire ont tout brouillé, tout faussé, suggéré des mesures maladroites, mis en circulation des griefs imaginaires, outré les revendications des uns et les résistances des autres et, en fin de compte, ramené au jour des violences qui semblaient ensevelies dans le passé. Il suffirait, pour être tout à fait sûr de leurs maléfices, d'examiner dans le détail les derniers événements de Constantine.

LES BESOINS DE LA MASSE

Et maintenant, le temps n'est plus de gémir ou de s'indigner : il importe de réparer et de repartir sur nouveaux frais.

Le problème est double, nous l'avons vu : celui de la masse, celui de l'élite.

La masse indigène ne réclame pas de droits politiques, autres que ceux qui lui ont été conférés par la loi de 1919 : élections municipales et délégués financiers. Elle ne souhaite qu'une existence un peu plus confortable, un peu moins inquiète. Sans doute serait-il sage de travailler pour elle, sans retard, sans arrière-pensée et suivant un programme un peu large.

Il est relativement aisé d'améliorer la situation du menu peuple des villes : c'est surtout affaire de grands travaux, d'organisation du placement, de mesures d'édilité, et partout, en Algérie, on s'en préoccupe.

Quant au menu peuple des campagnes, c'est toute la question paysanne ou, si l'on veut encore, celle de la colonisation indigène qui se pose à son sujet. C'est à fixer l'indigène au sol que doivent tendre nos meilleurs efforts; la stabilité de l'Algérie en dépend, et nous n'aurons rien fait pour tenir la population rurale à l'abri des crises économiques, tant que nous n'aurons pas, de cent façons mis à sa disposition, dans les régions où c'est nécessaire, une étendue plus grande de terres cultivables, amélioré ses méthodes de culture et de récolte par l'extension d'un artisanat masculin et féminin strictement adapté au genre de vie et bien préférable à nos formules actuelles d'enseignement général, tant que nous n'aurons pas recherché les moyens directs et indirects de la protéger contre les usuriers qui la dévorent, atténué les rigueurs d'un code forestier qui ne tient pas un compte suffisant des conditions locales, infusé enfin un sang nouveau à l'administration, et spécialement à l'administration des communes mixtes, par un recrutement moins régional et fondé sur des épreuves intelligentes.

Il y a là, on le voit, une politique sociale qui ne soulève pas de difficultés de principes, qui ne doit pas compromettre l'équilibre du budget et qui ne suppose en somme qu'un plan d'ensemble, de l'esprit de suite, la volonté de faire œuvre

saine. On l'a fermement entreprise en Afrique occidentale, en Indochine et à Madagascar; l'Algérie, fille aînée de la France, n'a pas le droit de rester en arrière du mouvement.

LE DROIT DE CITÉ

Le problème de l'élite intellectuelle est autrement délicat. Mais, quoi qu'en pensent tant de Français d'Algérie qui, au sortir des événements récents, se trouvent n'avoir rien appris ni rien oublié, il n'est pas moins important.

Que cette élite soit encore restreinte, qu'elle ne compte jusqu'à nouvel ordre qu'un petit nombre d'individus de réelle valeur, que le désintéressement de certains de ses membres soit sujet à caution, cela peut à la rigueur se discuter; mais ce qui demeure incontestable, c'est l'existence même de ce groupe d' « évolués », c'est la persévérance de son action, bien antérieure à la guerre de 1914, et c'est l'influence qu'elle peut exercer sur la masse. Il faudrait être aveugle ou de mauvaise foi pour la traiter en quantité négligeable et ne voir en elle qu'une poignée d'ambitieux vulgaires et de déclassés.

Or, ce qu'elle réclame pour elle, cette élite, ce ne sont pas, sauf exceptions insignifiantes, des avantages d'ordre pécuniaire : elle n'a pas à se plaindre, en général, du sort matériel qui lui est fait, et la culture intellectuelle que nous lui avons donnée l'a conduite à des situations qui ne sont pas encore sensiblement encombrées. Ce qu'elle veut avant tout, ce sont les droits politiques du citoyen français, et c'est là que la vraie difficulté commence.

Ces droits politiques, nulle disposition législative, rappelons-le, ne lui interdit de les acquérir. Depuis 1919, les formalités qui permettent à un indigène algérien, sujet français, de se transformer en citoyen, ont été considérablement simplifiées ; il y suffit, en somme, d'une demande, suivie d'une décision judiciaire, et sans autres conditions que des garanties moyennes de moralité. Mais, en devenant citoyen français, l'indigène algérien renonce du même coup au statut personnel qu'il tient du droit coranique, et il accepte de se soumettre sans réserves aux dispositions de notre Code civil : l'Islam n'est plus pour lui qu'une religion comme les autres.

Pourquoi donc les indigènes algériens n'usent-ils pas tout

bonnement de cette facilité ? Pourquoi, depuis 1919, ce geste, qui les ferait entrer de plain-pied dans la famille française, n'a-t-il été consenti que par cinq ou six cents d'entre eux ? C'est, disent-ils, que cet acte volontaire les séparerait brutalement de leur milieu familial et social et leur donnerait une attitude de renégats ; c'est aussi que la législation algérienne laisse subsister quelques différences entre les citoyens d'origine européenne et ceux d'origine indigène et qu'il leur serait insupportable d'être traités en citoyens de seconde zone.

Aussi demandent-ils, — et tel était le sens général du projet de loi Viollette, rejeté par le Sénat dans sa séance du 22 mars dernier, — que les droits politiques du citoyen français soient accordés à ceux d'entre eux qui possèdent certains titres universitaires, qui représentent une certaine valeur sociale ou qui ont obtenu certains grades dans l'armée française, mais sans qu'on leur impose l'obligation de renoncer à leur statut personnel.

Reste à savoir s'il est possible ou simplement raisonnable de concevoir deux catégories aussi distinctes de citoyens français, et si l'on doit considérer comme un précédent valable la mesure, toute de circonstance et d'ailleurs très contestable, qui fut prise en faveur des originaires et descendants d'originaires des quatre communes de plein exercice du Sénégal, en grande majorité musulmans. Est-il admissible, — l'argument est banal, mais essentiel, — que des députés élus par des citoyens de statut musulman participent, au même titre que les autres, à l'élaboration de lois sur le mariage, le divorce, les successions, toutes choses qu'ils entendent autrement que nous ? Et puis, consentir ainsi à concilier l'exercice de la souveraineté et le respect d'un statut manifestement attardé, tout entier tendu à maintenir la femme en état de sujétion absolue, n'est-ce pas sacrifier l'intérêt même des indigènes et condamner leur société à la stagnation ? C'est justement un des vices les plus accusés du code et des usages musulmans que cet abaissement systématique de l'élément féminin, et c'est par là que s'éclairent cette lenteur d'évolution, cet attachement à tant de coutumes déraisonnables, ce déséquilibre grandissant de la famille indigène, que ni l'exemple européen, ni l'effort d'amélioration intellectuelle ne sont parvenus à corriger.

L'objection est si forte que certains indigènes, parmi les plus avancés, ont renoncé à la combattre et se contentent de proposer ouvertement cette position de repli : « Puisque le Gouvernement refuse de céder sur ce point, disent-ils, et puisque, de notre côté, nous ne pouvons délibérément nous retrancher de notre milieu originel, qu'on procède à notre égard comme on a fait pour les israélites en 1870, qu'on discrimine ceux d'entre nous qui, par leurs titres ou leur passé, sont susceptibles d'entrer dans la cité française et qu'on les y fasse entrer d'autorité, sans la moindre réserve, sans concession à leur statut musulman. Nous acceptons par avance ce coup de force. » Proposition qui peut se défendre, qu'il est permis de considérer comme parfaitement sincère, mais qui ne va pas sans de grands risques. Qui oserait jurer qu'exploitée par de perfides agitateurs ou présentée comme un scandale par la presse islamique des autres pays, elle ne produirait pas le contraire de l'effet attendu ?

Resterait la ressource, signalée par M. le député Guernut, de prévoir au Parlement un représentant spécial des indigènes algériens, par département, remplissant les conditions ordinaires d'éligibilité, c'est-à-dire citoyen français, mais nommé par le corps électoral indigène sans condition de statut. Mais on voit mal, dans un même Parlement, deux catégories d'élus, et c'est là tourner incomplètement la difficulté. Au demeurant, les intéressés ont fait connaître sans ambages que cette demi-mesure ne les satisferait nullement. Quant à trancher le nœud gordien, comme l'a suggéré M. Alfred Bel, ancien directeur de la Medersa de Tlemcen, en supprimant en Algérie toute représentation parlementaire et en rétablissant de cette façon l'égalité des Européens et des indigènes, c'est là un beau rêve d'arabisant, mais il est clair que c'est un rêve.

Il semble donc, après avoir fait le tour des différentes solutions, qu'aucune ne soit valable et que le problème reste entier.

VERS L'APAISEMENT

Comment sortir d'embarras? Car il faut bien en sortir. On parle beaucoup de rétablir l'autorité et c'est, en effet, nécessaire, indispensable. Il est certain au surplus, que des mesures d'une telle conséquence veulent être étudiées dans le calme et

la sérénité. Mais il est impossible qu'on s'en tienne là et qu'on n'aborde pas au plus tôt un programme constructif.

C'est à ce tournant de l'histoire de la colonie que les divers éléments de la population algérienne doivent s'imposer un loyal effort de compréhension mutuelle et que leurs arbitres officiels, — ministère de l'Intérieur, gouvernement général, délégations financières, services administratifs, — sont tenus de s'élever franchement au-dessus de la mêlée.

Ce que l'élite indigène ne peut pas refuser de comprendre, c'est que, pour toute sorte de raisons, juridiques, sociales, morales, on renoncera toujours à l'admettre dans la Cité française avec son statut musulman, et qu'il est vain d'attendre, dans les circonstances actuelles, une naturalisation obligatoire dont personne n'est capable de prévoir les conséquences.

Quant à l'élite européenne, sa tâche est de reconnaître l'existence en Algérie d'une espèce sociale nouvelle, qui veut sa place au soleil et qui ne se lassera pas de la réclamer ; c'est de se persuader qu'il est des moments de la vie des peuples où il est indispensable de leur donner non pas tant ce qui leur est certainement utile que ce qui leur paraît tel.

Partant de là, on est amené à penser qu'il serait expédient :

1° De supprimer (M. Marcel Régnier l'a, d'ailleurs, formellement promis devant le Sénat le 22 mars) toute différence, même infime, même défendable, entre la situation des citoyens d'origine européenne ou israélite, et celle des citoyens d'origine indigène ;

2° D'affirmer hautement que le vœu du gouvernement, aujourd'hui comme en 1919, est de voir accéder à la qualité de citoyen français le plus grand nombre possible d'indigènes méritants et, du même coup, de provoquer dans les divers milieux, européens et indigènes, la formation d'un courant d'opinion favorable à la naturalisation pure et simple ; de substituer par là, à la contrainte administrative que d'aucuns nous proposent, une obligation morale, qui ne présente pas les mêmes dangers et qui, si l'on veut bien s'en occuper, aboutira, sans aucun doute, à des résultats rapides ;

3° Au besoin même, de marquer, plus fortement qu'on n'a fait jusqu'ici, la différence de traitement entre citoyens et non-citoyens (conditions d'accès aux fonctions publiques, avantages pécuniaires, enseignement, etc.) ;

4° Enfin, si l'on veut aller jusqu'au bout de cette œuvre de bonne volonté, de confier à une commission de juristes, dans laquelle figureraient des musulmans qualifiés, le soin de rechercher, pour la pratique courante, des formules de transition entre le statut musulman et le Code civil, — formules qu'il doit être relativement facile de trouver, puisque le droit coranique, plus plastique qu'on ne pense, a déjà reçu en Algérie mainte modification et que les mœurs, notamment en ce qui regarde la polygamie, le mariage des filles impubères, le consentement mutuel des futurs époux, etc., inclinent manifestement, dans les classes supérieures de la société indigène, à se rapprocher des nôtres.

Ainsi, pas de lois nouvelles, pas de longs débats parlementaires qui échaufferaient les esprits et ne produiraient sans doute que des résultats mitigés. Un simple renouvellement de l'atmosphère, un geste d'accueil, l'acceptation confiante d'un élargissement du corps électoral, qui s'opérera progressivement, qui d'ici longtemps n'ira pas bien loin et permettra de faire le départ entre les esprits sincères et les pêcheurs en eau trouble.

Si le voyage de M. le ministre de l'Intérieur, qui a profondément remué l'Algérie, n'était pas suivi de ce lendemain d'apaisement et d'entente, s'il n'avait d'autres effets que quelques aménagements économiques et un resserrement de l'autorité, il n'aurait pas servi à grand chose. Il est même vraisemblable que le malaise en serait empiré ; et, cette fois, il exigerait de grands remèdes, une refonte totale des institutions algériennes, comme celle qu'élabora, à la suite des rapports Burdeau et Jonnart, la Commission sénatoriale des XVIII, présidée par Jules Ferry. Car, n'en déplaise aux tenants de la politique de l'autruche, les indigènes algériens sont, à l'heure présente, à mi-chemin entre deux Cités : l'une, la Cité musulmane, qui les tire à soi avec une vigueur croissante, l'autre, la Cité française, qui jusqu'ici n'a pas paru pressée de les incorporer. A nous de juger si le maintien de la souveraineté française en Afrique du Nord vaut, non point un sacrifice d'autorité, mais un léger rajeunissement de nos procédés politiques, de la bonne foi et quelque bonne grâce.

* * *

COMMENT LE SERVICE DE TROIS ANS FUT RÉTABLI EN 1913

I

La situation internationale, créée par l'attitude de l'Allemagne, présente avec celle qui a précédé les événements de 1914 des analogies qui éclatent à tous les regards. Aussi est-il d'un intérêt très actuel de rappeler comment le retour au service de trois ans s'est alors imposé comme l'unique moyen de salut. M. Maurice Paléologue, à qui ses fonctions de directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères ont permis de suivre dans tous ses détails la préparation de la loi, veut bien extraire pour nous, de ses carnets, ces notes prises au jour le jour sous la dictée des événements.

Mercredi, 1er janvier 1913.

L'année s'inaugure sous un ciel sombre. La situation balkanique s'avère plus que jamais instable et périlleuse. La conférence de Londres, que les optimistes appellent naïvement « la Conférence de la Paix », se débat dans l'impuissance et la logomachie... Les hostilités ne vont-elles pas se rouvrir ? Et, si elles se rouvrent, le champ de la conflagration ne s'étendra-t-il pas, de proche en proche, à l'Europe entière ?...

Les souhaits rapides, que j'échange ce matin avec Poincaré, trahissent notre commune inquiétude (1).

(1) Depuis le 14 janvier 1912, Raymond Poincaré était président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ; il m'avait confié la direction des Affaires politiques au Quai d'Orsay.

A deux heures, je me rends à l'Élysée pour la réception du corps diplomatique.

Pendant les discours et les salamalecs officiels, je m'amuse à dévisager les ambassadeurs de Russie, d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, oubliant qu'ils se nomment Iswolsky, Bertie, Tittoni, Schœn, Szecsen, et tâchant de me figurer positivement les forces, les tendances, les passions, qu'ils représentent dans le dynamisme des rivalités européennes. Mais ce que je voudrais surtout apercevoir derrière eux, c'est le travail des grandes fermentations obscures, des grandes poussées nationales, qui sont les vrais moteurs de l'histoire. Et pendant que le placide Fallières accomplit, pour la dernière fois, les rites présidentiels du nouvel an, je médite la pensée de Tolstoï : « Ce qui a toujours mené le monde, c'est la coïncidence des causes et la coïncidence des volontés. »

Dimanche, 5 janvier 1913.

Curieux entretien de Jules Cambon avec le chancelier de l'Empire.

Appréciant la situation générale de l'Europe, Bethmann-Hollweg a fermement exprimé à notre ambassadeur l'espoir que la paix du monde ne serait pas troublée : « Ce qui importe, a-t-il dit, c'est que les grandes Puissances continuent d'observer, au regard des États balkaniques et de la Turquie, l'attitude de prudence et d'union qu'elles observent depuis le début de la crise, qu'elles ne s'abandonnent pas à la tentation de répondre aux sollicitations particulières des belligérants, ce qui les exposerait à paraître divisées aux yeux de ceux-ci... » Le Chancelier a parlé ensuite de l'Autriche et de la Russie, de ses persévérants efforts pour amener entre elles une détente : « Je pense que les alliés de la Russie lui donnent aussi des conseils de calme et de prudence... » Il a terminé par ces mots : « Dans tous les pays, il y a un parti militaire qui veut la guerre. Si une seule Puissance la désirait, elle serait inévitable ; mais, grâce au ciel, toutes les Puissances veulent la paix. »

Voilà certes un langage excellent ; j'y retrouve les mêmes idées que l'ambassadeur Schœn m'expose dans nos conversations personnelles. Mais puisque l'Allemagne *veut* la paix et

qu'elle sait indubitablement que nous la voulons aussi, pourquoi développe-t-elle une si fiévreuse activité dans l'accroissement de ses forces militaires ?

Mercredi, 8 janvier 1913.

Longue discussion avec Poincaré sur les complexités de la politique allemande, telles que Jules Cambon vient de nous les exposer dans une de ses dernières dépêches : « L'Allemagne, écrit-il, est traditionnellement l'amie de la Russie et il y a toujours une sorte d'intimité familiale entre les Hohenzollern et les Romanow. J'irai plus loin : le rétablissement de la Sainte Alliance étant devenu impossible par suite de l'intervention tous les jours plus grande des sentiments populaires dans l'action des gouvernements, l'inimitié existant entre Saint-Pétersbourg et Vienne sert les desseins de l'Allemagne, puisqu'elle rend l'Autriche plus indépendante et plus fidèle. L'Allemagne poursuit donc, malgré les apparences, une politique d'équilibre entre ses deux voisins... Ainsi, la Wilhelmstrasse, qui ne voit pas clair dans l'avenir et qui redoute une guerre dont les profits ne compenseraient pas les risques, est condamnée à une certaine réserve. Elle manifeste bruyamment des sympathies pour son alliée de Vienne ; mais, derrière les coulisses, elle fait un énergique effort pour la retenir... »

Poincaré me dit :

— Si c'est là ce qu'on pense à Berlin, notre politique peut très bien s'accorder avec la politique allemande, puisque nous avons le même but : empêcher que la rivalité austro-russe dans les Balkans ne dégénère en conflit européen.

— Oui, et c'est pourquoi, depuis l'ouverture de la crise balkanique, nous n'avons jamais éprouvé la moindre difficulté à nous entendre avec Berlin sur le problème oriental... Mais ce n'est pas, selon moi, l'aspect le plus important de nos relations avec l'Allemagne. Quand Jules Cambon nous dit que *la Wilhelmstrasse redoute une guerre dont les profits ne compenseraient pas les risques*, je suis de son avis. Et mes entretiens fréquents avec Schœn me laissent la même impression. Il n'est pas douteux pour moi que la Wilhelmstrasse cherche à prévenir un conflit européen. Je n'en suis pas toutefois rassuré car ce pacifisme de la Wilhelmstrasse est contredit par tout ce que notre service d'espionnage nous révèle sur l'incessante

activité des préparatifs militaires. Il y a donc à Berlin deux politiques : l'une qui est conduite par le ministère de la Wilhelmstrasse et l'autre par l'État-major de la Königsplatz. A mon opinion, qui est celle du général Joffre, la Chancellerie allemande manœuvrera pour éviter la guerre aussi longtemps que la loi militaire de juin 1912 n'aura pas réalisé tous ses effets...

Lundi, 13 janvier 1913.

Hier, à la fête annuelle des Ordres prussiens, Guillaume II, causant avec Jules Cambon, lui a dit :

— Croyez-moi, je souhaite du fond de mon cœur que la paix se rétablisse au plus tôt dans la péninsule balkanique. Et si, malheureusement, les hostilités recommencent, je ferai tout le possible pour qu'elles ne se généralisent pas.

C'est le même langage que Bethmann-Hollweg tenait, l'autre jour, à notre ambassadeur; mais je n'en suis pas plus rassuré. Que reste-t-il de ces paroles impériales, si on les rapproche des préparatifs militaires? Et puis le chancelier Bethmann-Hollweg, s'adressant au Reichstag, le 2 décembre dernier, n'a-t-il pas énergiquement proclamé la solidarité des Empires germaniques en Orient? N'a-t-il pas déclaré que, dans le règlement des problèmes orientaux, l'Allemagne se placerait, avec une intrépide résolution, à côté de ses alliés? Conclusion équivoque, inquiétante, et dont sir Edward Grey a pu dire qu'elle lui causait « une impression de malaise ». Enfin, je n'oublie pas cet aphorisme du célèbre pangermaniste Albrecht Wirth : *Lorsqu'on prépare une guerre, on ne doit jamais en dire un mot. Puis, brusquement, à l'improviste, on bondit sur son adversaire, comme le voleur dans les ténèbres.*

Samedi, 25 janvier 1913 (1).

Briand s'intéresse de plus en plus à la politique étrangère. Ce matin encore, il vient assister à ma conférence avec Jonnart.

Ce qui me frappe chez Briand, c'est la promptitude avec

(1) Le 17 janvier, Raymond Poincaré avait été élu président de la République. Briand, qui l'avait remplacé à la présidence du Conseil, s'était réservé le portefeuille de l'Intérieur, et il avait confié celui des Affaires étrangères à Charles Jonnart.

laquelle il aperçoit tous les aspects, il saisit tous les « joints » d'une question qui, la minute d'avant, ne s'était jamais présentée à son esprit. Mais ce qui me frappe non moins, c'est l'immensité de son ignorance historique et géographique. La péninsule des Balkans s'évoque en lui aussi confuse, hétéroclite et mystérieuse que le centre de l'Afrique sur les portulans du moyen âge.

Les deux ministres approuvent la formule que je leur suggère pour la définition de notre politique générale : « En présence du coup d'État qui vient de se produire à Constantinople, le gouvernement de la République estime que l'union des six grandes Puissances est le moyen le plus efficace de sauvegarder l'existence nationale de la Turquie et de conjurer une commotion européenne. » Je vais télégraphier cette formule à toutes nos ambassades et légations.

Le général Lyautey, qui repart ce soir pour Rabat, vient me faire sa visite d'adieu.

Il est, comme toujours, amer, triste, impatient, courroucé. Sa colère se déchaîne contre l'État-major, contre les « plumes blanches et noires de la rue Saint-Dominique ».

— Ces idiots ne veulent plus augmenter mes effectifs, à cause de la crise orientale. C'est absurde... Ma situation va devenir des plus dangereuses. Nulle part je ne dispose des forces nécessaires... Vous me direz peut-être : *Alors pourquoi vous êtes-vous tant hâté d'occuper Marrakech?...* Mais je ne pouvais pas retarder l'occupation de Marrakech : elle était indispensable à la sûreté de mes troupes... Le Maroc aujourd'hui, voyez-vous, c'est l'Espagne en 1808. Tout le pays, travaillé par des émissaires allemands, est prêt à se révolter. Il n'y a pas un Marocain, pas un, qui croie que notre domination est définitive. Tous attendent l'occasion prochaine... Si la guerre se généralise en Europe, je serai obligé de me concentrer entre Fez et Casablanca ; je me mettrai en boule d'hérisson. Mais, sans aller jusqu'à l'hypothèse d'une conflagration européenne, je ne vous garantis nullement que le Maroc ne s'insurgera pas bientôt. Il voit déjà son Abd-el-Kader en cet Hiba qui symbolise, aux regards de tout le mouvement national et religieux, la guerre sainte contre l'Infidèle... Je vous le répète, mon cher ami, le cataclysme est à fleur de peau.

Sur cette métaphore audacieuse, il prend vite congé de

moi; car il a encore « mille choses à faire » avant son départ.

Je le connais trop bien pour être surpris de le voir s'arrêter, au seuil de la porte, et revenir soudain vers moi.

Les yeux pleins de flamme, il me jette ses deux mains sur les épaules :

— Mon cher Paléologue, mon cher et vieil ami, laissez-moi vous poser une question qui m'angoisse horriblement. Croyez-vous à la guerre générale dans un bref délai, dans un délai de quelques mois? Je vous jure que je garderai votre réponse pour moi seul.

— Je crois en effet qu'une lourde menace de guerre plane sur l'Europe; ce n'est pourtant qu'une menace qui peut encore être conjurée... La diplomatie est loin d'avoir épuisé tous ses moyens de conciliation et d'atermoiement. Je n'ai donc pas d'inquiétude immédiate; mais il faut toujours compter avec ce facteur imprévisible que le grand Frédéric appelait superstitieusement *Sa Sacrée Majesté le Hasard*...

Il se tait une minute, le visage crispé, les yeux fulgurants d'énergie. Et d'une voix basse, il murmure :

— Alors, que Dieu protège la France!...

Puis, brusquement, il se précipite hors de mon cabinet en claquant la porte.

Singulier homme, ce Lyautey. Dans la conversation, il s'excite et s'énerve, il trépide et s'emballe; il ne contrôle ni ses paroles ni ses pensées. Mais, aussitôt que l'action commence, il n'est plus que sagesse, mesure et pondération.

Dimanche, 26 janvier 1913.

Les sombres nuages, qui obscurcissent de toutes parts l'horizon européen, commencent d'inquiéter la Belgique : elle pressent que, dans le cas d'une guerre franco-allemande, elle ne pourra conserver sa neutralité que si elle est en état de la défendre *manu militari*.

Mais d'où viendra le premier envahisseur? D'Allemagne ou de France?... Là-dessus, le pays est divisé. Les populations flamandes, qui n'ont pas oublié les projets annexionistes de Napoléon III au lendemain de Sadowa, s'imaginent que, dès l'ouverture des hostilités, les armées françaises marcheront sur Mons et Namur. Les populations wallonnes croient, au contraire, que l'État-major de Berlin aura seul l'audace impie

de considérer comme nuls et non avenus les traités solennels qui font de la neutralité belge un dogme sacré.

Quoi qu'il en soit, le président du Conseil, ministre de la Guerre, s'occupe de faire adopter par les Chambres une loi tendant à élever de 240 000 hommes à 340 000 hommes « les armées de campagne et de forteresse ».

Cette réforme, très coûteuse, à laquelle la gauche libérale s'est immédiatement ralliée, suscite une opposition acharnée de la part des catholiques et des socialistes.

Pour justifier son projet, Broqueville a dit notamment : « Les forces de la Triple Alliance et de la Triple Entente ne diffèrent que d'un corps d'armée, au bénéfice de la première. Vous voyez par conséquent que la Belgique, avec le 4e corps d'armée dont elle disposera, peut rompre l'équilibre de cette situation stratégique en s'alliant avec celui des deux adversaires qui n'aura pas violé notre neutralité ; notre force militaire sera bien alors la garantie de notre indépendance. »

Le haut clergé belge, comprenant la nécessité de la réforme, essaie de vaincre l'opposition furieuse de ses ouailles. Dans les campagnes flamandes, les curés tiennent ce raisonnement simpliste : « Vous risquez d'être absorbés par l'Allemagne protestante ou par la France athée, ce qui serait un grand mal. Certes, le militarisme est, lui aussi, un grand mal. Mais, entre deux maux, il faut choisir le moindre : c'est pourquoi le Gouvernement se résigne à vous faire tous soldats, pour vous conserver le seul régime catholique qui existe encore au monde. »

Samedi, 1er février 1913 (1).

Le canon retentit de nouveau dans la Péninsule balkanique.

Le généralissime bulgare, Savoff, a dénoncé l'armistice et ordonné la reprise immédiate des hostilités. Une pluie de fer et de feu tombe sur Andrinople.

Paul Cambon vient d'avoir une longue audience du roi George, à Windsor.

(1) Depuis quatre mois, la guerre sévissait dans la Péninsule balkanique, entre la Turquie, d'une part, et la Bulgarie, la Serbie, la Grèce, d'autre part. Le 4 décembre, les coalisés vainqueurs avaient consenti à l'armée turque un armistice, pendant lequel une conférence, tenue à Londres, s'efforçait de rétablir la paix.

Le Roi s'inquiète des armements autrichiens. D'après une information qu'il a reçue personnellement de Vienne, le comte Berchtold, dont le pacifisme est connu, perd du terrain. Le clan militaire, qui obéit à l'archiduc François-Ferdinand, devient de plus en plus agressif.

A ce point de vue, George V regrette la disparition de Kiderlen ; car, avec sa brutalité coutumière, il eût sans doute administré une douche d'eau froide à ses alliés.

Il a parlé ensuite à notre ambassadeur de la visite que lui a faite récemment le prince Henri de Prusse, frère du Kaiser.

Envisageant la possibilité d'un conflit austro-russe, conflit qui entraînerait fatalement l'intervention armée de l'Allemagne et de la France, le prince a demandé au Roi si l'Angleterre y prendrait part. « Certainement oui, a répondu Sa Majesté, en certaines circonstances. »

Le prince Henri s'est récrié, en disant qu'à Berlin on n'imaginait pas la possibilité d'une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre, que ces deux pays, unis par les liens du sang, par leurs traditions et leurs intérêts, ne pouvaient se battre sans renier tout leur passé; qu'on le comprendrait d'autant moins que, dans les circonstances actuelles, il n'y avait pas d'intérêts britanniques. Le Roi lui a répondu posément : « Nous avons, les uns et les autres, des amis. Les vôtres, vous les appelez des alliés. Nous n'avons aucun allié en dehors du Japon ; mais nos amis ne sont pas moins en droit de compter sur nous. A chaque instant vous proclamez votre fidélité à vos alliés ; nous sommes engagés d'honneur à rester fidèles à nos amis. »

Le prince Henri voulut alors démontrer au Roi que l'Angleterre ne tirait nul profit de son intimité avec la France. « Mon père, répondit le Roi, a poursuivi pendant tout son règne, qui a duré neuf ans, la conclusion et le développement de notre entente avec la France et la Russie. Comment voulez-vous que moi, dont le règne n'a pas encore deux années de durée, je change tout à coup la politique de mon gouverment ? C'est impossible. »

Le prince, très ému, a dit au Roi qu'il ne manquerait pas de répéter à l'empereur Guillaume ce qu'il venait d'entendre. George V lui a répondu : « Vous ferez bien ; car la meilleure diplomatie est encore la franchise. »

Sa Majesté a fait parvenir aussitôt à sir Edward Grey la relation de cet entretien. Le principal secrétaire d'État lui a répondu qu'il avait fort bien parlé ; que d'ailleurs, par une rencontre singulière, l'ambassadeur d'Allemagne faisant le jour même une visite au lord-chancelier, lord Haldane lui avait posé la même question et qu'il en avait reçu la même réponse.

George V a dit enfin à Paul Cambon : « J'ai parlé au prince Henri sans consulter mes ministres ; mais j'ai cru bon de faire connaître ma pensée à Berlin. »

Lundi, 3 février 1913.

Briand me fait appeler au ministère de l'Intérieur, « pour quelques instants de causerie sur les affaires courantes ».

La cigarette au coin de la bouche, il se promène de long en large dans son cabinet ; je remarque immédiatement que, sur sa table, il n'y a pas un dossier, pas un livre, pas une feuille de papier.

— Je ne veux pas, me dit-il, avoir l'air d'intervenir sans cesse dans vos entretiens avec votre ministre. Alors, je vous ai prié de venir me voir pour m'exposer très sommairement cet imbroglio balkanique, auquel je vous avoue que je n'entends rien... Allez, je vous écoute.

— Si je vous comprends bien, monsieur le Président, vous désirez surtout savoir en quoi le problème balkanique intéresse la politique française et comment il pourrait, à la longue, déchaîner un conflit européen.

— C'est cela... c'est cela même. Ne vous arrêtez donc pas aux précédents historiques de la situation actuelle. Exposez-moi cette situation comme elle est, aujourd'hui, 3 février 1913, et montrez-moi comment une guerre générale pourrait en sortir.

Mon thème ainsi déterminé, je concentre l'attention de Briand sur le point qui me paraît le plus grave dans la crise balkanique, je veux dire la sourde querelle qui se poursuit entre Vienne et Belgrade au sujet des accroissements territoriaux que réclame la Serbie. L'extension du territoire serbe jusqu'aux rives de l'Adriatique serait considérée par l'Autriche comme un *casus belli*. Et fatalement les armées russes marcheraient au secours de la Serbie. D'où, la mobilisation des

armées allemandes et, par conséquent, des armées françaises.

Je conclus :

— Tant que la paix ne sera pas rétablie dans les Balkans, la querelle austro-serbe pourra, du jour au lendemain, provoquer une action militaire de l'Autriche...

Tout en continuant de marcher, la cigarette aux lèvres, Briand me pose plusieurs questions judicieuses. Et je constate, une fois de plus, son étonnante faculté d'assimilation; mais, pour comprendre les affaires, il a besoin d'en parler. Il n'étudie pas les affaires : il les « cause », — bonne méthode d'ailleurs, qui était celle de Talleyrand et de Morny.

Quand nous en avons fini avec le problème oriental, Briand me demande :

— Et nos rapports avec l'Allemagne ?... Le président Fallières m'a dit que vous l'avez fortement impressionné là-dessus, il y a quelques jours. Cependant, vous ne l'avez pas tout à fait convaincu. Il vous juge trop pessimiste.

Comme je viens de constater que, chez Briand, le sens historique n'existe pas et que le déterminisme antérieur des faits lui est indifférent, je lui expose à grands traits nos relations avec l'Allemagne, telles que je me les figure aujourd'hui, 3 février 1913.

— Le danger, que la crise balkanique fait courir à la paix générale, n'est pas le seul qui nous menace. J'en aperçois un autre qui m'inquiète beaucoup plus, parce qu'il nous mettrait directement aux prises avec l'Allemagne ; c'est le danger, dont notre attaché militaire à Berlin, le lieutenant-colonel Serret, me parlait dernièrement et qu'il qualifiait ainsi : « le danger d'une agression brusque, sous un prétexte forgé ».

— Qu'est-ce que cela veut dire?... De quels prétextes l'Allemagne pourrait-elle se couvrir pour nous tomber dessus?

— Elle en a dès maintenant plusieurs qu'elle entretient avec sa méthode habituelle et dont elle alimente périodiquement la francophobie de la presse nationaliste.

— Lesquels, par exemple?

— En voici deux... et tous les deux sont relatifs au Maroc, qui demeure, pour l'opinion allemande, un point névralgique. Le premier de ces prétextes est fondé sur l'arrestation d'un caïd rebelle, le caïd Guellouli, que nous avons pris les armes à la main et que nous avions le droit de fusiller, mais à qui

nous avons accordé la vie sauve parce qu'il se réclame de la protection allemande. Cette soi-disant protection n'a aucune valeur juridique... N'importe... La chancellerie de Berlin, alléguant la dignité du Reich et fomentant sous main la colère des journaux pangermanistes, nous harcèle pour obtenir la libération du caïd insurgé... Voici le second prétexte : le recrutement de notre Légion étrangère, où viennent s'enrôler beaucoup de soldats allemands. Les feuilles pangermanistes nous accusent de favoriser la désertion dans les rangs de l'armée allemande, pour faire payer nos conquêtes par du sang allemand. Je n'ai pas besoin de vous dire que nous n'avons jamais commis à cet égard la moindre faute, la moindre incorrection, et que tous les soldats allemands qui sont venus s'enrôler dans notre Légion étrangère l'ont fait de leur plein gré, sans aucune invite de notre part. Mais n'importe encore... La presse d'outre-Rhin ne cesse de fulminer contre les *scandales intolérables de la Légion étrangère...* Ces campagnes de presse, qui ne s'arrêtent pas, me démontrent que l'Allemagne veut avoir, à tout instant, un prétexte national de nous adresser une sommation humiliante qu'elle soutiendrait jusqu'au bout.

Je termine, en citant au président du Conseil une phrase que le lieutenant-colonel Serret m'a souvent répétée : « Quand l'Allemagne jugera l'heure venue de nous déclarer la guerre, j'ignore de quel prétexte elle se servira pour mettre le feu aux poudres, j'ignore si nous verrons ce prétexte surgir dans les Balkans, à la frontière des Vosges, au Maroc, en Chine, dans la Lune ; mais ce que je vous garantis, c'est que l'Allemagne portera immédiatement son principal effort contre la France pour obtenir, à nos dépens, une victoire foudroyante dès l'ouverture des hostilités. »

Pendant que je lui rapporte cette prophétie d'un officier dont j'ai tant de fois reconnu le solide jugement, Briand arrête sa marche et cesse de fumer. Puis, quand je me tais, il reprend :

— Vous me faites froid dans le dos... S'il en est ainsi, — et je le crains, car le général Joffre pense comme vous, — il va falloir évidemment que nous rétablissions d'urgence le service de trois ans.

Mardi, 4 février 1913.

Entretien avec l'ambassadeur d'Angleterre. Je lui rapporte la ferme et loyale réponse que le roi George a faite naguère au prince Henri de Prusse et que nous connaissons par une confidence du souverain britannique à Paul Cambon.

Sir Francis Bertie s'en déclare enchanté, mais non surpris.

— Cette réponse vous donne la mesure exacte de nos intentions pour le cas d'un conflit européen... Si l'Allemagne attaque la France, je ne doute pas que mon Gouvernement se prononcerait aussitôt contre l'Allemagne et vous savez comme il se prépare à cette éventualité. Mais, jusqu'à la dernière minute, il entend garder la pleine liberté de sa décision finale. Croyez-moi, c'est la meilleure méthode à suivre, c'est du reste la seule que nous permettent nos traditions politiques.

— Moi non plus je ne doute pas que, si l'Allemagne nous attaque, vous vous déciderez finalement à nous secourir. Mais je regrette que vous n'affirmiez pas un peu plus, aux yeux du monde, la probabilité de cette décision finale... Dans la conversation du roi George et du prince Henri, ce qui m'a beaucoup frappé, c'est la surprise effarée du prince à s'entendre dire par le Roi que l'Angleterre n'assisterait pas indifférente à une guerre franco-allemande. Même surprise chez l'ambassadeur d'Allemagne, le prince Lichnowsky, quand le lord chancelier, Haldane, lui a confirmé les paroles de George V... Si l'empereur Guillaume, l'État-major de Berlin et l'opinion allemande savaient que l'Angleterre se dresserait à côté de la France pour la défense de l'équilibre européen, la paix générale serait singulièrement raffermie.

J'invoque à cet égard l'autorité de Bismarck, qui, vers 1887, toujours préoccupé d'une alliance possible entre la France et la Russie, ne cessait de répéter au comte de Hatzfeldt, ambassadeur à Londres : « Une entente officielle, hautement déclarée, de l'Allemagne et de l'Angleterre serait la meilleure garantie de la paix générale. Jamais la France et la Russie n'oseront tenter la fortune des armes si elles savent indubitablement que, dans un conflit, l'Angleterre se dressera contre elles (1). »

(1) Certains passages des carnets de l'auteur ont déjà été utilisés dans l'article *Sur le chemin de la guerre mondiale* paru dans la *Revue* du 1er octobre 1933. Nous les avons conservés ici pour la clarté de l'exposé (N. de la R.).

Lundi, 10 février 1913.

Toute l'Allemagne s'intéresse passionnément à sa prochaine loi militaire.

Aussitôt que cette loi entrera en vigueur, elle aura deux effets immédiats :

1° Elle rehaussera la *qualité* de l'armée en procurant aux troupes mobilisables un noyau plus fort de soldats actifs, à la fois plus jeunes et mieux instruits ;

2° Elle accroîtra de beaucoup la *quantité* des hommes mobilisables dès le premier jour.

Le général Joffre (1) m'a prié de venir le voir, cet après-midi, pour étudier avec lui et le général de Castelnau (2) le programme d'une coopération franco-anglaise contre l'Allemagne ; il me dit :

— Les déclarations que le général Wilson, chef des opérations militaires au *War Office*, m'a faites le mois dernier, sont trop catégoriques pour que je n'en tienne pas compte. Vous vous rappelez son point de vue : « Si l'armée française prend l'initiative de pénétrer en Belgique, l'armée belge passera du côté des Allemands. D'autre part, notre opinion publique pourrait nous enjoindre de faire respecter la neutralité belge. Cela nous placerait vis-à-vis de vous dans une situation très embarrassante... » Je vais modifier en conséquence le plan de manœuvre dont je vous ai parlé plusieurs fois, et j'orienterai mon dispositif de concentration un peu plus à l'est...

Naturellement, je m'abstiens de formuler un avis quelconque sur des questions techniques telles qu'un plan de manœuvre et un dispositif de concentration. Mais je rappelle que, dans la pensée du ministère des Affaires étrangères, l'entrée de nos troupes sur le territoire belge a toujours été conditionnée par la menace indéniable d'une irruption allemande à travers la Belgique. Pour établir aux yeux du monde le caractère indéniable de cette menace, les Gouvernements français et britannique sommeraient l'Allemagne de s'expliquer, dans le plus bref délai, sur ses intentions à l'égard de la neutralité belge, aussitôt que notre service d'espionnage aurait constaté la réunion

(1) Le 28 juillet 1911, le général Joffre avait été nommé chef d'État-major général, ce qui lui conférait la fonction de généralissime en cas de guerre.

(2) Premier sous-chef de l'État-major.

massive de forces allemandes aux environs d'Aix-la-Chapelle.

Le général Joffre estime que cette sommation prémonitoire à l'Allemagne serait de beaucoup la solution la plus avantageuse; car elle concilierait nos obligations internationales et nos intérêts stratégiques.

Le général de Castelnau est plus réservé. Il persiste à douter que l'État-major allemand puisse mettre en première ligne des unités de réserve assez nombreuses pour étendre sa manœuvre débordante jusqu'à Liége et Namur; il croit que nos ennemis se borneront à faire passer leur aile droite par le duché de Luxembourg et peut-être aussi par l'extrémité de la Belgique méridionale, pour frapper le grand coup décisif en Lorraine.

Revenant aux déclarations restrictives du général Wilson, notre chef d'État-major me demande :

— Vous ne pensez pas que nos amis anglais se disposent à nous lâcher?

— Nullement... Certains propos que le roi George a tenus, il y a une quinzaine de jours, au prince Henri de Prusse et plusieurs entretiens que j'ai eus à cette occasion avec sir Francis Bertie me prouvent que nos amis anglais aperçoivent clairement toutes les éventualités possibles, et qu'ils veulent se mettre en mesure d'y faire face avec promptitude. C'est ainsi que notre conseiller à l'ambassade de Londres, M. Joseph de Fleuriau, vient de m'écrire personnellement pour m'annoncer l'arrivée imminente de « spécialistes » anglais que le *War Office* a chargés d'inspecter nos ports de la Manche. Cette enquête est confiée à deux armateurs anglais, MM. Fletcher et Roydon, qui sont accompagnés de deux secrétaires, lesquels sont en réalité deux officiers de marine. Pendant leur voyage ils se feront passer pour des ingénieurs, accomplissant une mission technique. Je les ai recommandés à l'état-major de la Marine et à la Sûreté générale, afin qu'ils puissent opérer en toute liberté.

— Voilà qui est excellent! s'écrient le général Joffre et le général de Castelnau.

Samedi, 17 février 1913.

C'est dans trois jours que Fallières transmettra ses pouvoirs à son successeur; il a présidé, ce matin, son dernier Conseil des ministres...

Ce soir, il offre un grand dîner en l'honneur de Poincaré; il a convié tous les ministres et quelques hauts fonctionnaires, dont moi.

Au dessert, les deux présidents ont échangé des toasts simples et cordiaux.

Au fumoir, le ministre de la Marine, Pierre Baudin, qui a l'esprit sérieux et pénétrant, m'interroge sur la situation extérieure. Je ne lui cache pas mon inquiétude :

— Le conflit balkanique pose, devant toutes les Puissances, des problèmes si graves et si complexes qu'une guerre générale peut en sortir à brève échéance... Ne nous laissons pas surprendre par les événements.

Pierre Baudin m'assure que notre marine serait à hauteur de sa tâche.

— Et l'Angleterre, me dit-il, pouvons-nous compter sur elle?

— Je le crois.

Le ministre de la Guerre, Étienne, m'attire dans une embrasure de fenêtre. Je n'ai pas à lui exprimer mon inquiétude, car il est beaucoup plus inquiet que moi. D'une voix chaude, où je sens passer comme un souffle de Gambetta, il me dit :

— L'Allemagne ne cherche qu'une occasion de nous tomber dessus... D'abord, économiquement, elle se sent perdue, si elle ne s'ouvre pas bientôt de nouveaux et larges débouchés dans le monde. A Berlin, à Francfort, à Hambourg, à Dortmund, à Leipzig, tous les commerçants, tous les financiers, tous les industriels raisonnent ainsi. Et tous pensent que la guerre seule peut sauver leur pays de la déchéance économique, d'où résulterait fatalement la révolution sociale... Quant à Guillaume II, il est humilié par la défaite des Turcs, inféodés militairement et diplomatiquement à l'Allemagne; il considère enfin notre beau système d'alliances comme un sanglant affront aux doctrines monarchiques... Aussi, vous savez combien la loi de juin dernier a renforcé l'armée allemande. Par la rapidité de sa mobilisation et par sa puissance d'offensive, elle a sur nous un avantage énorme... Tant que le service de de trois ans ne sera pas rétabli, la France sera en péril de mort.

— Mais pourquoi ne rétablit-on pas le service de trois ans?

— Ce matin même, j'en ai parlé au Conseil des ministres. Ah! j'ai été bien reçu! X... me répétait : *Vous pensez à rétablir le service de trois ans... Vous voulez donc faire le jeu de la réaction?*

Dimanche, 16 février 1913.

Un jour, à Sofia, dans une de ses crises fréquentes d'amertume et de neurasthénie, le tsar Ferdinand exhalait devant moi son horreur de Vienne où, tantôt par méfiance, tantôt par calcul, on lui a toujours tenu la dragée si haute. Il me disait, dans son vocabulaire pittoresque :

— A Vienne, on ne respire que la mort et la décrépitude. Quand le vieil empereur François-Joseph daigne me recevoir à la Hofburg, il m'apparaît toujours entouré de sa légende tragique, de ses fantômes sinistres... Je ne sais si vous avez jamais visité la nécropole impériale, le *Kaisergruft*, à l'église des Capucins. Cela sent le renfermé, le moisi, la décomposition. Eh bien! toute la cour d'Autriche est imprégnée de cette odeur méphitique... Et, de la Cour, elle s'est communiquée à tous les milieux officiels... Je ne connais rien d'aussi lugubre qu'un dîner à la table de l'Empereur; on n'y rencontre que des figures archaïques, des intelligences racornies, des têtes branlantes. C'est l'exacte image de l'Autriche-Hongrie.

Cela n'empêche qu'il y a quatre ans à peine, ce vieil empire des Habsbourg, malgré son déclin trop visible, a failli mettre le feu à l'Europe en s'annexant la Bosnie et l'Herzégovine. Aussitôt, le Lohengrin de Berlin, revêtant une fois de plus son armure étincelante, a jeté bruyamment le poids de sa lourde épée dans la balance autrichienne. Et toute l'Europe a dû capituler devant l'arrogance germanique.

Les lauriers, dont Aerenthal s'est couronné en 1909, obsèdent l'indolent et vaniteux Berchtold. Mais l'indolence n'est pas nécessairement le contre-poids de la vanité : l'une et l'autre peuvent très bien se conjuguer, se rendre plus nocives l'une par l'autre.

Puis, ni au-dessus ni auprès de Berchtold, je ne vois personne qui ait la moindre valeur politique. Mon spirituel ami, Alfred Dumaine (1), m'écrivait le 13 de ce mois :

(1) Ambassadeur de France à Vienne.

« C'est ahurissant de constater à quel point tous les dirigeants de la politique autrichienne sont mal adaptés à leur tâche, — une tâche qui n'exigerait pas moins que des Talleyrand ou des Metternich. Vous vous rappelez que le vieux chancelier suédois Oxenstiern, pour instruire son fils, lui conseillait d'aller voir partout comme le monde est mal gouverné. Si ce jeune homme venait actuellement ici, je crois qu'il n'hésiterait pas à se faire chartreux. »

Vendredi, 21 février 1913.

Le lieutenant-colonel Serret, notre attaché militaire à Berlin, officier laborieux, instruit et d'un jugement droit, vient me faire ce matin une longue visite.

— Les armements actuels de l'Allemagne, me dit-il, n'ont pas pour seule cause la crise balkanique. Cette crise n'a fait que précipiter l'exécution d'un programme adopté depuis longtemps... La loi militaire de juin 1912, éclose un an apres celle de 1911, accusait déjà dans l'esprit de l'État-major allemand la ferme résolution de nous infliger, dès l'ouverture des hostilités, une défaite écrasante, que nous ne puissions plus réparer... Sous le nom du général de Moltke, c'est toujours le général de Schlieffen qui règne à la Königsplatz. L'idée maîtresse de l'Oberst-Heeresleitung est toujours de nous surprendre par une offensive brusquée, une offensive à large envergure, qui se développerait au travers de la Belgique; c'est pour assurer l'exécution infaillible de ce plan que de nouveaux crédits vont être demandés au Reichstag.

Après m'avoir donné quelques renseignements techniques sur la destination probable de ces crédits, le lieutenant-colonel Serret poursuit :

— On n'a pas compris, en France, que la liquidation de l'affaire marocaine a profondément humilié l'Allemagne, qui avait cru nous imposer de haute main toutes ses volontés. Les pangermanistes poussent des cris de rage, quand ils nous voient installés en maîtres au Maroc; ils ne cessent de répéter qu'à la conférence d'Algésiras comme au lendemain d'Agadir, nous avons mystifié l'Allemagne, nous avons bafoué la puissance allemande... Or, l'empereur Guillaume, ses généraux, ses ministres et tout le peuple allemand ne veulent plus que de pareils faits se reproduisent. L'Allemagne n'admet pas

qu'une nation de soixante-huit millions d'âmes, une nation qui se croit et se proclame la première du monde, soit tenue en échec par quarante millions de Français corrompus et dégénérés... Sur ces entrefaites, la guerre éclate dans les Balkans. Et voici que l'armée turque, instruite par des officiers allemands, s'effondre au premier choc. Nouvelle et cuisante humiliation pour l'Allemagne... Faut-il s'étonner que l'État-major allemand veuille se mettre en mesure de nous casser les reins, à la première occasion qui se présentera ?

Je réponds au lieutenant-colonel Serret que je partage entièrement son avis, quand il attribue à l'État-major allemand le projet de nous casser les reins par une attaque soudaine et foudroyante ; je continue :

— Je ne crois pas que l'Allemagne ait résolu de nous attaquer dès maintenant ; elle attendra sans doute que la nouvelle loi militaire ait produit tous ses effets utiles. Mais, dans les conversations que j'ai eues, ces derniers temps, avec Schœn, au sujet de l'affaire Guellouli (1), un détail m'a beaucoup frappé : c'est le ton inflexible et péremptoire sur lequel cet ambassadeur, qui est plutôt conciliant, a toujours repoussé ma proposition de soumettre notre dispute au tribunal de La Haye. Sa réponse n'a jamais varié : *Oh! non, pas cela !... Notre opinion publique ne l'accepterait pas!...* J'en conclus que, le jour où l'Allemagne trouvera l'occasion propice, elle passera brusquement à l'action militaire, sans le moindre souci des controverses diplomatiques et des procédures arbitrales.

Ce soir, l'ambassadeur d'Angleterre, sir Francis Bertie, offre un grand dîner dans les salons de l'hôtel Ritz. Parmi les convives : l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, Jonnart, Delcassé, Millerand, le marquis de Breteuil, Francis Charmes et moi.

Au sortir de table, Szecsen me confie son pessimisme :

— De nouveau la péninsule balkanique est à feu et à sang... Les délibérations de Londres sont en panne... Tous nos espoirs d'arrangements s'évanouissent l'un après l'autre... Le

(1) Les rapports franco-allemands venaient de subir une tension dangereuse par le fait que la chancellerie de Berlin, au mépris de tous les traités, avait prétendu couvrir de sa protection un caïd marocain qui avait soulevé la région de Mogador contre nos troupes et que nous avions pris les armes à la main.

printemps qui vient m'apparaît sous des couleurs très noires.

Je lui réponds que je ne vois pas non plus l'avenir sous des couleurs radieuses; que certainement nous ne sommes pas au bout de nos peines, que néanmoins je crois encore au règlement de l'imbroglio balkanique par la médiation collective des Puissances; j'ajoute :

— Et puisque nous parlons ici très librement, laissez-moi vous dire que votre activité militaire est pour beaucoup dans l'inquiétude qu'on nous signale partout en Europe.

Il proteste :

— La vraie cause, la seule cause de nos armements, c'est l'agitation séditieuse que les émissaires de Pétersbourg et de Moscou entretiennent parmi nos populations slaves. Nous ne méditons aucune aventure extérieure, aucune acquisition territoriale ; mais nous voulons maintenir l'ordre dans toutes les provinces de la monarchie... A ce point de vue, nous considérons le danger serbe comme un danger intérieur; nous ne pouvons pas tolérer la propagande subversive que les énergumènes de Belgrade fomentent chez nous.

Breteuil, qui fut l'ami intime d'Édouard VII et qui vient d'avoir un très long aparté avec Delcassé (1), me dit :

— Vous devinez si j'approuve la nomination de Delcassé à l'ambassade de Saint-Pétersbourg et combien le roi Édouard l'eût approuvée aussi. Désormais, la Triple Entente se complète et s'affirme dans l'homme qui en a été le premier inspirateur et qui a le plus fait pour la réaliser... Mais entre nous, mon cher ami, comme Delcassé m'a paru sombre dans ses pronostics !... Est-ce que vraiment tout va si mal ?

— Non... Je le disais, il y a quelques minutes, à Szecsen : je crois sincèrement que la crise balkanique se terminera sans conflagration européenne, mais nous aurons encore beaucoup d'alertes dangereuses.

Dimanche, 2 mars 1913.

Conférence de trois heures, cet après-midi, avec Jonnart.

Pièces en mains, je m'applique à lui démontrer que les probabilités d'une guerre avec l'Allemagne et, pour mieux dire, les probabilités d'un grand conflit européen s'accentuent

(1) Le 20 février, Delcassé avait été nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg; je devais l'y remplacer, au mois de janvier 1914.

de jour en jour, qu'un incident banal peut suffire désormais à précipiter la catastrophe. Je conclus par ces mots :

— Nous devons nous fortifier, sans retard ; nous devons rétablir au plus vite le service de trois ans.

— J'en ai parlé hier encore, avec le président du Conseil, le ministre de la Guerre et le ministre de la Marine. Je n'ai pas eu besoin de les convaincre. Notre décision est prise. Dans quelques jours, le Gouvernement déposera un projet de loi pour rétablir le service de trois ans... Mais la Chambre y consentira-t-elle ?

— La Chambre y consentira, si le Gouvernement a le courage de lui parler ferme, de lui prouver que le salut de la France est en cause.

— Nous sommes dans une situation terrible.

— Elle a du moins l'avantage de ne nous laisser aucun doute sur ce que le devoir patriotique nous commande.

Pour terminer, je lui raconte le curieux apologue d'Henri Heine qui, dès 1840, nous mettait en garde contre l'humeur belliqueuse et les appétits insatiables de la Prusse : « Vous autres, Français, disait-il, vous êtes nés classiques ; vous connaissez donc votre mythologie et l'on peut vous parler de l'Olympe. Eh bien ! n'oubliez jamais que, dans cette demeure éthérée des Immortels, pendant que les dieux et les déesses folâtraient voluptueusement, se grisaient de nectar et d'ambroisie, on remarquait une divinité qui, même quand elle prenait sa part des plaisirs augustes, conservait toujours l'égide sur la poitrine, le casque en tête et la lance à la main. Cette divinité prudente, c'était Pallas-Athéné ; c'était la Sagesse...

— Fortifions-nous, monsieur le Ministre, voilà le conseil que nous donne la Sagesse.

Lundi, 3 mars 1913.

Incorrigible aveuglement de nos socialistes à l'égard de la *Sozial-Democratie* allemande... Malgré tant de preuves contraires, ils persistent à croire qu'elle est résolue aux actes les plus violents pour s'opposer aux projets belliqueux du nationalisme germanique.

L'Humanité vient de publier cet article, où il est facile de reconnaître la plume de Jaurès :

« Au moment où, en Allemagne et en France, les Gouver-

nements se préparent à déposer de nouveaux projets de loi qui vont encore accroître les charges militaires, déjà formidables, les socialistes français et les socialistes allemands estiment que leur devoir est de s'unir plus étroitement que jamais pour mener ensemble la bataille contre ces agissements insensés des classes dirigeantes. Les socialistes des deux pays ont le droit de se regarder comme les interprètes, tout à la fois du peuple allemand et du peuple français, quand ils affirment que la masse de ces deux peuples veut la paix. Les socialistes d'Allemagne et de France ont déjà démasqué le double jeu, le jeu perfide des chauvins des deux pays, qui évoquent, en France, une prétendue complaisance des socialistes allemands pour le militarisme et, en Allemagne, une prétendue complaisance des socialistes français pour le même militarisme. La lutte commune contre le chauvinisme doit mettre fin à cette artificieuse duperie. »

Or, non seulement la *Sozial-Democratie* n'a jamais osé dire que, pour empêcher une guerre, elle recourrait à la violence; mais elle s'est toujours montrée d'une plate docilité à toutes les exigences gouvernementales du militarisme germanique. L'aberration de Jaurès et de nos socialistes me rappelle le mot de Bossuet : « Le pire dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient et non parce qu'elles sont en effet. »

Jeudi, 6 mars 1913.

Le Gouvernement dépose, devant la Chambre, un projet de loi tendant à rétablir le service militaire de trois ans.

Cet acte de vigueur nationale sera-t-il compris par le pays? Je le crois, si le Gouvernement ne faiblit pas.

Comme premier indice favorable, j'enregistre les déclarations savoureuses de Clemenceau dans *la Liberté*. Comme dans la crise tragique de 1905, le grand tombeur de ministères, l'enfant terrible de la presse et du parlement, a senti soudain se réveiller en lui toutes les énergies de son patriotisme révolutionnaire :

« La question du service militaire, a-t-il dit au rédacteur de *la Liberté*... Oh! c'est bien simple. Je suis pour le rétablissement du service de trois ans et sans dispense aucune... L'effort allemand nous oblige à augmenter nos effectifs. Or, la seule

mesure efficace, c'est le rétablissement complet du service triennal... J'ai entendu dire autour de moi qu'en forçant les Chambres à revenir sur la loi de deux ans on leur imposerait un *meâ culpâ* très pénible. Un *meâ culpâ* !... On peut bien faire un *meâ culpâ* pour la patrie. Moi, ça ne me gêne pas du tout. Et, s'il s'agit du salut de la France, je suis prêt à faire des *meâ culpâ* toute la journée ! Voici d'ailleurs un petit fait qui éclaire pour moi d'une façon lumineuse les véritables sentiments du pays : au début de la semaine dernière, je m'entretenais de la question avec un de mes amis politiques, un parlementaire, qui, lui, manifestait la plus visible répugnance au rétablissement du service triennal. La discussion a été vive entre nous. Ce que je l'ai attrapé ! Eh bien ! depuis lors, mon ami est allé faire un tour dans son département. Je l'ai revu hier. Il est totalement retourné. « J'ai parcouru les foires, les marchés, m'a-t-il dit, j'ai causé avec beaucoup de paysans et tous m'ont affirmé que si le service de trois ans est nécessaire, ils l'accepteront sans la moindre difficulté. » Voilà. Le pays qui s'est ressaisi est animé des plus courageux sentiments ; il est prêt à tous les sacrifices pour que la patrie ne puisse être humiliée. »

Vendredi, 7 mars 1913.

Le général Joffre, à qui incombe la rude tâche de soutenir devant les Chambres le rétablissement du service triennal, m'a demandé de lui remettre une courte note sur l'Impérialisme allemand.

Voici le résumé de cette note.

Le mouvement d'idées et le programme d'action, qui s'expriment sous la bannière du pangermanisme, n'est pas une simple utopie, l'élucubration romantique de quelques cerveaux fougueux et délirants comme il y en a dans tous les pays. C'est une doctrine rationnelle, positive, consacrée par une longue tradition et qui a pour interprètes, non seulement des polémistes d'une rare vigueur, mais encore des hommes d'État, des généraux, des historiens, des penseurs, des magnats de la finance et de l'industrie. Toute la mentalité du peuple allemand est imprégnée de pangermanisme ; c'est une véritable psychose nationale.

L'article 1er du credo pangermaniste a été formulé, en 1896, par l'empereur Guillaume lui-même, quand il a dit : « L'Empire

allemand est désormais un Empire mondial. » De ce point de vue, la politique du Reich s'est de plus en plus affirmée, comme « une politique mondiale », *eine Weltpolitik*.

L'idée maîtresse du pangermanisme est l'expansion de l'Allemagne, de l'esprit allemand, de la volonté allemande, bref de la suprématie allemande sur tout le globe.

Les ambitions du pangermanisme, ambitions hautement proclamées par la Ligue pangermaniste, ont pour objet :

1° La France devrait céder à l'Allemagne Belfort, Montbéliard, et la majeure partie de ses colonies ;

2° La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas devraient être incorporés à la Confédération germanique, tout en conservant leur autonomie politique. La Flandre et les Ardennes françaises agrandiraient le territoire belge; Anvers serait déclaré « port d'Empire »; le Rhin, jusqu'à son embouchure, serait nationalisé « fleuve allemand » ;

3° La Suisse, gardant les apparences de sa neutralité, reconnaitrait l'obédience germanique ;

4° L'Autriche-Hongrie, où les Habsbourg ont définitivement échoué dans leur rôle dynastique, serait reconstruite dans toutes ses parties, sur des bases germaniques ;

5° La Turquie serait consolidée pour servir de marché au commerce allemand et d'avant-poste stratégique à une menace contre l'Inde anglaise, par la Perse et l'Afghanistan ;

6° La Russie des tsars ayant prouvé son incapacité de russifier les provinces baltiques, cet ancien et florissant domaine de l'Ordre teutonique devrait faire retour à la communauté allemande.

Pour la réalisation de ce vaste programme, les dirigeants de la Ligue pangermaniste n'hésitent pas à déclarer que « la guerre est absolument nécessaire et qu'elle sera mondiale ». Quant aux conditions pratiques de cette guerre, le général de Bernhardi nous en a fait présager, il y a quelques mois, toute l'horreur dans son fameux ouvrage sur *l'Allemagne et la prochaine guerre*.

En remettant cette note au général Joffre, je lui dis encore :

— Pour moi, le pangermanisme traduit chez le peuple allemand une maladie collective de la personnalité nationale, cette sorte de psychose obsessionnelle qui constitue la folie revendicatrice, le délire des grandeurs.

Je voudrais lui signaler aussi l'énorme influence qui revient à Nietzsche et Gobineau dans l'exaspération du nationalisme germanique; mais Joffre ne connaît pas plus Gobineau que Nietzsche, et il a mieux à faire que de les connaître.

Mercredi, 12 mars 1913.

Visite du général Joffre.

Il me confie que la Commission de l'armée examine, dans le meilleur esprit, le projet de loi sur le service de trois ans. Le succès de cette grande réforme lui paraît assuré.

Quand la loi sera en vigueur, notre armée active pourra opposer 720 000 hommes aux 888 000 hommes de l'armée allemande. Mais, comme les Allemands devront engager au moins 180 000 hommes de troupes actives sur le front russe, l'équilibre sera rétabli de notre côté, même en tenant compte des forces que la prudence nous obligera de maintenir sur la frontière des Alpes.

Il me parle ensuite de l'armée britannique et m'expose le dernier état de ses pourparlers secrets avec le *War Office*. Que vaudraient stratégiquement les 150 000 hommes qui viendraient appuyer notre aile gauche en direction de Mons et de Namur ?... Joffre estime qu'il leur faudrait plusieurs mois pour achever, sous le feu de l'ennemi, leur apprentissage militaire.

— Vous n'avez que trop raison, lui dis-je, de prévoir un lourd déchet dans l'efficacité immédiate du concours britannique.

Et je lui donne lecture d'une intéressante dépêche que nous avons reçue dernièrement de notre agent au Caire, M. Albert Defrance.

Causant avec lord Kitchener, il lui demandait son avis sur la situation troublée de l'Europe, sur les préparatifs militaires et les dispositions belliqueuses de l'Allemagne. Le *field marshal* lui répondit que la situation de l'Europe lui semblait fort dangereuse. Il poursuivit :

— J'ai été heureux d'apprendre que votre gouvernement va rétablir le service de trois ans. C'est le seul moyen que vous ayez de repousser une offensive allemande. Votre préoccupation principale doit être de renforcer au maximum vos troupes de couverture, afin de tenir le coup avec vos seules

forces en attendant que vos alliés russes aient achevé leur concentration... Car vous n'aurez guère à compter sur nous. Ce n'est assurément pas la bonne volonté qui nous manquera, mais les moyens. L'armée anglaise est excellente pour combattre des nègres; mais elle n'est pas en état de participer à une guerre européenne. Le soldat anglais est un bon soldat; on peut faire fond sur lui, si on lui donne beaucoup de vivres et beaucoup de munitions; mais je ne parle que des vrais soldats. Et il y en a trop peu... En cas de guerre, pour vous apporter une aide appréciable, il nous faudrait envoyer sur le continent toute notre armée de vrais soldats et nous contenter des milices pour garder le pays. Mais la population serait affolée si elle ne se sentait plus protégée que par des milices; car nos miliciens ne valent ni plus ni moins que vos mobiles de 1870... Je ne sais si nos généraux, qui assistent à vos manœuvres, disent la vérité à leurs camarades français; moi, je vous la dis telle qu'elle est.

Albert Defrance lui représenta qu'il devrait user de sa grande autorité pour obtenir une prompte réforme de l'armée britannique. Lord Kitchener riposta vivement :

— Est-ce qu'on peut faire quelque chose avec les politiciens qui nous gouvernent?

Joffre m'écoute silencieusement, l'air impassible. Quand j'ai terminé, il me quitte sans prononcer un mot.

Sur le seuil de la porte, il me dit enfin, de sa voix lente et calme :

— Ce sera plus dur encore que je croyais!

Jeudi, 13 mars 1913.

L'ambassadeur d'Angleterre me parle de la détente, que la mission du prince de Hohenlohe à Saint-Pétersbourg vient de produire entre l'Autriche et la Russie.

Après nous être félicités l'un et l'autre de cette accalmie, nous échangeons quelques idées sur le déclin progressif de la monarchie danubienne, sur l'implacable malédiction qui poursuit héréditairement les Habsbourg.

Sir Francis Bertie me dit :

— Ce qui m'inquiète le plus en Autriche, c'est la vieillesse ou plutôt la sénilité de François-Joseph; il est en décrépitude... Et rien ne prouve que nous ne le verrons pas se sur-

vivre plusieurs années encore... Il devrait y avoir une limite d'âge pour les souverains, puisque, chez nous du moins, il y en a une pour les ambassadeurs.

Je lui cite le mot de Chamfort : « Ce qu'il y a de plus malheureux pour les peuples, ce sont les trop longs règnes. Or, Dieu est éternel; cela explique tout. »

Le jovial Bertie éclate de son franc rire, sonore et malicieux :

— Oh! voilà ce que je pense depuis longtemps; mais je n'aurais jamais trouvé cette belle formule!

Vendredi, 14 mars 1913.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publie un article, d'allure officieuse, qui déclare que les préparatifs militaires de l'Allemagne ne sont dirigés contre aucune Puissance particulière.

La chancellerie de la Wilhelmstrasse a voulu démentir ainsi les allégations récentes de la *Gazette de Cologne*, qui s'exprimait en ces termes :

« La France est le principal danger qui menace la paix du monde. Jamais nos relations avec notre voisine de l'Ouest n'ont été plus tendues. Jamais l'esprit des Français n'a été plus vindicatif à notre égard... La guerre éclatera sûrement, à moins que nous n'armions assez pour que les professeurs de gloire français ne puissent faire croire à personne que l'armée française est supérieure à la nôtre. »

En opposant à ces allégations un vague démenti, l'Office impérial de la Wilhelmstrasse n'a fait que s'inspirer de sa tactique habituelle. Aucun journal allemand n'a pris au sérieux l'article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. Pour la masse de l'opinion allemande, les diatribes de la *Gazette de Cologne* sont paroles de vérité.

Samedi, 15 mars 1913.

Ce matin, à huit heures quarante-cinq, je me rends avec le général Joffre à l'Élysée : nous y retrouvons le président du Conseil, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Guerre.

Poincaré nous expose que l'objet de cette réunion est de

nous demander, à Joffre et à moi, les arguments qui nous paraissent les plus propres à justifier, devant la Commission de l'armée, le projet de loi sur le service de trois ans.

Invité à parler le premier, je développe ce thème : « Trois grandes causes de guerre se dessinent présentement à l'horizon de l'Europe :

1° L'antagonisme de la Russie et de l'Autriche dans les Balkans ;

2° Les armements ininterrompus de l'Allemagne et sa prétention à la suprématie dans le monde ;

3° Les appréhensions croissantes que le développement de la flotte allemande provoquent en Angleterre.

J'insiste sur le fait que ces trois causes de guerre tendent, chaque jour, à se renforcer l'une par l'autre, à s'impliquer l'une dans l'autre. Je donne quelques exemples.

Poincaré, Jonnart et Briand appuient ma thèse.

Puis Joffre nous démontre l'irrésistible supériorité que l'armée allemande s'est acquise par la loi militaire du 14 juin 1912. Cette supériorité lui permettrait notamment de lancer contre nous une attaque foudroyante qui, du premier choc, bousculerait nos troupes de couverture.

Le ministre de la Guerre, Étienne, rappelle ensuite que nous avons les plus sérieux motifs de croire que l'Allemagne ouvrira les hostilités par une offensive d'une large envergure au travers de la Belgique.

Poincaré, soutenu par Briand, résume le débat en quelques paroles chaleureuses.

Après quoi, tous les ministres déclarent que « le retour au service de trois ans est pour la France une nécessité vitale ».

Je pars seul avec Joffre qui me dit, les yeux rayonnants d'allégresse :

— Nous venons de faire une bonne besogne.

— Oui, je crois que le Gouvernement va s'engager *à fond* sur le service de trois ans... Mais, pour Dieu! qu'on ne lanterne pas, qu'on aille vite!

Dimanche, 16 mars 1913.

Conférence avec Delcassé, qui est à la veille de partir pour Saint-Pétersbourg.

Je lui communique nos derniers renseignements sur les

préparatifs militaires des Puissances germaniques et je lui raconte la délibération d'hier à l'Élysée.

— Nous allons fatalement, dit-il, à un grand conflit européen. Et c'est la France qui recevra les premiers coups, ... des coups terribles, car, soyez-en sûr, l'Allemagne viendra nous attaquer par la Belgique. Vous vous rappelez nos révélations de 1904; j'y crois plus que jamais. Il faut donc que l'armée russe soit en état de prendre une vigoureuse offensive dans le plus bref délai, quinze jours au maximum... Voilà ce que je ne cesserai de prêcher au Tsar... Quant aux balivernes diplomatiques, aux vieilles calembredaines de l'équilibre européen, je m'en occuperai le moins possible : ce n'est plus que du verbiage. Et moi, je ne m'intéresse qu'aux réalités.

Je proteste que les « balivernes diplomatiques » ont encore une valeur efficiente :

— Vous savez si je crois au péril d'une conflagration générale. Mais un péril n'est pas une certitude inéluctable, un événement inscrit à date fixe sur les livres du Destin; ce n'est qu'une menace plus ou moins précise, contre laquelle on peut lutter, on doit lutter jusqu'au dernier instant... Je suis très déterministe en politique; je ne suis aucunement fataliste.

Mais je m'aperçois vite que la distinction du déterminisme et du fatalisme ne le touche pas. Brusquement, il me rappelle aux « réalités ».

Mardi, 18 mars 1913.

La réforme électorale, votée par la Chambre, est venue en discussion aujourd'hui devant le Sénat.

Briand, partisan de cette réforme qui assure la représentation des minorités, l'a courageusement défendue. Clemenceau, plus en verve que jamais, a mené contre lui une attaque si rude et si mordante que le cabinet a été aussitôt renversé.

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

UNE AMÉRICAINE
A LA COUR DE NAPOLÉON III

II (1)

A COMPIÈGNE

A l'automne de 1866, M[me] Moulton et son mari furent invités à Compiègne. C'est l'occasion pour la belle Américaine de décrire avec une minutieuse exactitude, le protocole, les cérémonies, les divertissements de ces réceptions fameuses, et de nous montrer les souverains dans l'intimité de leur existence et de leurs propos.

Compiègne, 22 novembre 1866.

Nous avions reçu l'invitation suivante :

Maison de l'Empereur,
Premier Chambellan,

Palais des Tuileries,
Le 10 novembre 1866.

Monsieur,

Par ordre de l'Empereur, j'ai l'honneur de vous prévenir que vous êtes invité, ainsi que M[me] Charles Moulton, à passer huit jours au Palais de Compiègne, du 22 au 29 novembre.

Des voitures de la cour vous attendront le 21, à l'arrivée à Compiègne du train partant de Paris à deux heures et demie, pour vous conduire au palais.

Agréez, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le premier chambellan,
Vicomte DE LAFERRIÈRE.

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

Selon l'usage, je fus obligée de commander une vingtaine de robes et manteaux, dont huit costumes de jour (y compris l'indispensable habit de chasse), ma tenue de voyage, sept robes du soir et cinq d'après-midi.

Un emballeur professionnel fut requis pour préparer nos malles qui étaient au nombre de neuf, sans compter celles du valet et de la femme de chambre qui avaient chacun la leur; bagages invraisemblables pour un séjour de huit jours seulement.

Nous arrivâmes à la gare Saint-Lazare à deux heures trente, selon l'indication que portait la lettre du vicomte de Laferrière. Nous y trouvâmes le vicomte de Walsh, chambellan de l'Empereur, spécialement désigné pour conduire les invités de Leurs Majestés aux places qui leur avaient été réservées dans le train impérial, comme l'indiquait une pancarte. Les wagons étaient une suite de salons meublés de larges et confortables sièges et de tables couvertes de journaux illustrés pour nous aider à passer le temps. Dans le wagon que nous occupions étaient le duc et la duchesse Fernan Nuñez, M[me] de Bourgogne, dont le mari est écuyer de l'Empereur, les deux princes Murat, Joachim et Achille, M. Davillier (1), le comte de Goltz (2), ambassadeur de Prusse, et son secrétaire, le baron Haussmann et sa fille, et enfin M. de Radowitz, secrétaire de l'ambassade de Prusse, qui s'installa aussi commodément que possible et s'endormit aussitôt.

J'évalue à cinquante ou soixante les invités qui prirent le train en même temps que nous; les autres se rendirent à Compiègne par la route avec leurs équipages.

A l'arrivée à Compiègne, le prince et la princesse de Metternich montèrent dans un landau, l'ambassadeur de Prusse dans un autre. Les chars à bancs, qui étaient au nombre d'une dizaine, étaient peints en vert souligné de rouge. Chacun d'eux était attelé de quatre trotteurs dont les queues étaient tressées de rubans rouges. Chaque voiture avait deux postillons à la taille bien prise dans une jaquette de velours brodé d'or, couverte d'innombrables boutons. Ils portaient des culottes blanches, de hautes bottes à parement de couleur et

(1) Écuyer de Napoléon III.

(2) Comte Robert-Heinrich-Ludwig von der Goltz, né en 1817, ambassadeur de Prusse à Paris depuis 1863.

des casquettes sur leur perruque blanche tressée en « queue de cochon » et nouée de rubans noirs qui s'agitaient dans le vent au rapide galop des chevaux.

La princesse de Metternich avait pour elle seule quatorze malles et deux femmes de chambre; le prince avait également de nombreux bagages et était accompagné de son secrétaire et de son valet.

Lorsque nous entrâmes dans la cour d'honneur du château, les sentinelles nous présentèrent les armes, tandis que nous avancions jusqu'au pied du grand escalier où une armée de laquais étaient rangés.

Le grand chambellan (1) nous reçut en haut de l'escalier d'une manière fort gracieuse, nous adressant ensuite à un huissier en livrée noire portant autour du cou une lourde chaîne dorée. A son tour, l'huissier nous fit accompagner jusqu'à l'appartement qui nous était réservé par le valet attaché à nos personnes pour la durée du séjour.

Nos noms étaient inscrits sur la porte de notre appartement, où nous goûtâmes, après ce court, mais fatigant voyage, une impression de calme et de confort.

Sur la table, thé, chocolat et petits gâteaux étaient servis et je me régalai, tandis que les soldats (qui font ici un service d'hommes de peine) montaient nos malles. Notre appartement se compose d'un grand salon, de deux chambres à coucher, d'une antichambre et de deux chambres de domestiques.

Pour la première soirée, où je voulais paraître à mon plus grand avantage, je revêtis une ravissante robe de tulle vert tendre brodé d'argent avec basque de frange argentée et dont le tour de taille portait à l'intérieur le nom prestigieux de *Worth*.

En sortant de notre appartement, nous trouvâmes un laquais qui nous attendait pour nous conduire jusqu'à la porte de la grande salle des fêtes, où nous arrivâmes après avoir parcouru d'immenses galeries. Là, d'autres laquais poudrés et vêtus de livrées aux couleurs tendres nous ouvrirent les portes et nous comprîmes, au nombre des personnes déjà assemblées, que si nous n'étions pas les tout derniers, nous étions du moins parmi ceux-là.

(1) Le grand chambellan était le duc de Bassano.

La salle m'apparut immense : d'un côté, une enfilade de fenêtres donnent sur la terrasse et le parc, tandis que de l'autre, entre d'imposants pilliers et au-dessus de consoles dorées, de grandes glaces prolongent la salle et reflètent les mille lumières qui scintillent dans les lustres et les candélabres. A une extrémité du salon, se dresse, simple et majestueuse, la statue de Lætitia Bonaparte (Madame mère) et, lui faisant face à l'autre extrémité, celle de Napoléon Ier.

Le vicomte de Laferrière et la duchesse de Bassano, grande maitresse du Palais, se tenaient à l'entrée du salon pour recevoir les invités.

Ma première impression, en pénétrant dans l'imposante salle, fut que je ne connaissais personne parmi les invités dont le nombre dépassait certainement la centaine. Peu à peu cependant des visages connus et d'autres plus familiers se détachèrent de cette imprécision et je reconnus bientôt la toute gracieuse marquise de Gallifet qui, rencontrant mon regard, me fit un signe pour m'appeler près d'elle, ce dont je lui exprimai ma gratitude.

Plusieurs chambellans traversaient le salon, consultant sans cesse une liste qu'ils avaient en mains, puis allaient à chaque invité pour l'informer du nom de la personne à laquelle il devrait offrir son bras pour la conduire au dîner.

Le grand chambellan, qui se tenait immobile à l'entrée, regardait attentivement dans la salle. Lorsqu'il jugea que tous les invités étaient présents, il quitta la pièce pour se diriger vers le salon privé où se tenaient Leurs Majestés. Un silence attentif, une immobilité d'attitudes figées précédèrent l'arrivée annoncée des souverains. Les portes s'ouvrirent alors lentement et sans bruit, livrant passage au couple impérial qui s'arrêta un instant sur le seuil pour saluer l'assistance profondément inclinée.

L'Impératrice se dirigea du côté des dames, tandis que l'Empereur s'en vint du côté des messieurs. Tous deux distribuèrent une centaine d'aimables « bonsoirs » et autant de « charmé de vous revoir ».

L'Empereur tournait souvent son regard vers le grand chambellan qui lui-même tenait le sien fixé sur l'horloge, et lorsque le moment fut venu de passer à la salle à manger, le grand chambellan s'approcha de l'Empereur qui aussitôt s'ache-

mina vers l'Impératrice et lui offrit son bras. A l'exemple du souverain, les messieurs offrirent le leur aux dames et le cortège se forma derrière le groupe impérial que précédait seul le grand chambellan, et s'engagea entre une double haie de splendides Cent-gardes immobiles comme des statues tout au long de l'immense galerie. L'uniforme que portent ces soldats est magnifique; une tunique bleu de ciel sous une cuirasse argentée, des culottes d'un blanc neigeux prises dans des bottes vernies, et sur leur tête, un casque argenté d'où s'échappe une longue crinière noire et luisante qui s'étale sur le dos.

L'Impératrice était ravissante dans une délicieuse toilette de tulle blanc pailleté; elle portait dans ses beaux cheveux cuivrés un superbe diadème de diamants et à son cou un collier de merveilleuses perles. L'Empereur portait des culottes blanches et des bas de soie blancs, sa poitrine était barrée du grand cordon de la Légion d'honneur, et sur son côté gauche brillait l'étoile en diamants du même ordre.

Au dîner, l'Empereur avait la princesse de Metternich à sa droite et la duchesse de Fernan Nuñez à sa gauche; l'Impératrice avait à sa droite l'ambassadeur d'Autriche, prince de Metternich, et à sa gauche l'ambassadeur de Prusse, le comte de Goltz.

Les autres invités furent placés selon leur rang et leur condition. Tous les *gros bonnets* étaient à la place qu'ils devaient protocolairement occuper... Quant à moi, j'étais un si petit *bonnet* que je n'occupais en réalité aucune place marquante, et que je me trouvais à la queue de tous les invités, excepté naturellement les membres de la maison de l'Empereur qui, eux, se trouvaient encore plus bas que moi.

Les laquais, au nombre d'une cinquantaine, se tenaient rangés au fond de la pièce, offrant un imposant spectacle dans leurs livrées rouges et blanches. Le « chasseur », qui se tient en permanence derrière la chaise de l'Empereur, présente au souverain les plats que lui apporte le maître d'hôtel. L'Impératrice est servie de la même manière.

La musique de la garde impériale se fit entendre pendant le dîner dans une loggia, toutes fenêtres ouvertes sur la cour d'honneur; cela sans doute pour laisser entrer l'air au dedans et laisser échapper la musique au dehors.

Le dîner dura une heure environ (l'Empereur déteste rester longtemps à table). Le dîner terminé, Leurs Majestés se lèvent et chacun suit leur exemple. Toutes les chaises sont alors retirées assez loin de la table pour permettre le passage de Leurs Majestés entre la table et les invités, ce qui oblige les convives qui se seraient attardés à renoncer les uns à leur fruit, les autres à l'usage du rince-doigts, nul retard ne pouvant être toléré.

Un incident comique advint à la fin du repas : l'un des ministres étrangers, très vain de la petitesse de son pied, et qui, ce soir-là, portait des chaussures trop étroites, s'était sous la table libéré d'un de ses escarpins. Tout alla bien jusqu'au moment où il fallut se lever; mais à ce moment, le ministre, pris à l'improviste, fit des efforts désespérés pour retrouver sous la table le soulier voyageur. Hélas! n'y pouvant réussir, il dut se résigner à s'écarter de la table avec les autres convives pour laisser le passage à Leurs Majestés. Pour comble d'infortune, l'Impératrice, qui sait apprécier une situation comique (et aucun détail de celle-ci ne lui avait échappé), s'arrêta en passant pour parler au malheureux diplomate dont il était impossible de ne pas voir le petit pied chaussé seulement d'un bas de soie blanche!

Au cours de la soirée, Leurs Majestés se mêlèrent à leurs invités, allant de l'un à l'autre avec une grande affabilité. Le Prince impérial conversa avec les personnes qu'il connaît plus particulièrement; le timbre de sa voix est doux et agréable, ses manières sont charmantes et gagnent tous les cœurs.

Waldteufel (1), le *fabricant de valses*, se mit au piano, placé à l'extrémité du salon, et joua quelques-uns de ses entraînants morceaux de musique de danse. Bien que son jeu fût puissant, il ne pouvait emplir l'énorme salle des fêtes et il était difficile aux couples qui dansaient à l'autre extrémité de suivre la mesure.

A dix heures, Leurs Majestés se retirèrent dans leur salon privé, suivies de quelques privilégiés. A onze heures, un thé avec petits fours fut servi et Leurs Majestés, revenues un instant parmi nous, firent le tour du salon en saluant chaque

(1) Émile Waldteufel, compositeur français, né à Strasbourg, 1837-1915; auteur de nombreuses valses; chef d'orchestre des bals de la cour impériale depuis 1865.

personne, puis arrivées près de la porte et avant de disparaître, elles se retournèrent une dernière fois pour saluer leurs invités d'une gracieuse inclinaison de tête.

A CÔTÉ DE THÉOPHILE GAUTIER

Palais de Compiègne, 23 novembre 1866.

Ce matin, en descendant de mon appartement, comme je m'étonnais de trouver le salon presque vide à l'heure où il est habituellement si animé, j'aperçus d'une fenêtre l'Impératrice accompagnée de quelques dames de sa suite qui rentraient au château, tenant en mains leur livre de prières et portant sur la tête un voile de dentelle drapé à l'espagnole, coiffure dont l'Impératrice sait, mieux que toute autre, parer sa beauté.

Je me souvins alors que c'était dimanche et me sentis humiliée de mon peu de piété ; j'en fus même si affectée que j'eusse été incapable de manifester une humeur joyeuse pendant le déjeuner, si les circonstances s'y étaient prêtées. Mais le hasard fit bien les choses en me donnant comme voisin de table le très froid et très cérémonieux duc de Fernan Nuñez, qui n'est certes pas homme à encourager le moindre élan de gaieté.

A court d'imagination, je ne trouvai rien de mieux, pour engager la conversation, que de parler à mon voisin de l'Espagne, que je me représentais, lui dis-je, comme un pays délicieux, tout rempli de romances, etc. Mais le duc arrêta net mon enthousiasme en me déclarant, d'un ton solennel, qu'il n'était pas Espagnol.

— Oh ! murmurai-je, j'étais si sûre que vous l'étiez !

— Non, je suis Italien.

Cette réponse me déconcerta quelque peu. Ne portait-il pas le nom de Fernan Nuñez, réputé de haute noblesse espagnole ? Mais il m'expliqua qu'il était *dei Principi Pio Trivulzio*, une des plus anciennes familles nobles de Milan, et qu'en épousant la duchesse qui était *Grande d'Espagne*, il avait dû, conformément à la tradition, abandonner son propre nom pour adopter celui de son épouse.

Le programme de la journée comportait une excursion au château de Pierrefonds. Des chars à bancs et les voitures de

Leurs Majestés s'avancèrent sur la terrasse. L'Empereur invita le prince de Metternich à prendre place dans son phaéton, tandis que l'Impératrice, qui s'apprêtait à conduire elle-même sa voiture anglaise, priait la duchesse de Fernan Nuñez de l'accompagner. Les autres personnes montèrent dans des chars à bancs à huit places traînés par quatre chevaux que conduisaient deux postillons montés. Dans le char à bancs que j'occupais, se trouvaient, entre autres, la duchesse de Persigny et le comte de Goltz.

Après cette intéressante, mais assez fatigante promenade, et surtout après la longue traversée de la forêt devenue brumeuse à l'heure du retour, je goûtai pleinement la joie de me retrouver dans mon appartement, et de prendre une heure de repos au coin du bon feu qui m'attendait.

Je fus un peu troublée lorsqu'on m'annonça que le fameux poète Théophile Gautier devait être, au dîner, mon voisin de table. Tout en étant flattée d'un tel voisinage, je craignais de ne pouvoir m'élever à sa hauteur. Le poète me parlera-t-il de poésie? Aurai-je moi-même à lui en parler?

Sans doute me serais-je évité tous ces soucis, si j'avais pu prévoir que les animaux et plus particulièrement les chats, pour lesquels il a une prédilection marquée, étaient le sujet de conversation préféré du poète.

Gautier me raconta en effet qu'il avait toujours à sa table huit ou dix chats, que chacun y avait son couvert, et qu'il n'arrivait jamais que l'un d'eux se trompât de place ou s'avisât de laper dans l'assiette de son voisin!

— Pour ma part, me confia le poète, je converse avec eux comme avec des amis, et non seulement je les trouve attentifs, mais encore compréhensifs, et heureux de l'affection que je leur témoigne.

« Lorsque ma cuisinière vient se plaindre de quelque larcin dont *Cléopâtre*, une adorable petite chatte, s'est rendue coupable, j'interroge la coupable en ces termes : « Cléopâtre, est-il vrai que la cuisinière vous a surprise la tête dans le pot-au-lait? » Cléopâtre, si elle est coupable, fourre sa jolie queue entre ses pattes, rejette ses oreilles en arrière et met dans ses longs yeux une expression de honte et de repentir qui lève tous mes doutes. Une autre fois, après une fugue nocturne de *Jules César*, un superbe chat, je l'interpellai ainsi : « *Jules César*,

vous êtes resté dehors extrêmement tard cette nuit. Qu'avez-vous bien pu faire? » Jules César descend alors d'un bond de la chaise où habituellement il se tient et, miaulant langoureusement, il vient avec mille grâces me raconter qu'il est amoureux.

Au cours de la conversation, comme je disais que j'étais naïve :

— Vous, naïve, riposta Th. Gautier, mais vous êtes, madame, la femme la plus *blasée* que j'aie jamais rencontrée.

— Moi, *blasée*! Ah! par exemple!...

Une telle idée ne pouvait venir qu'à l'esprit d'un poète en mal de licence extra-poétique! J'étais fort indignée et le lui exprimai en ces termes :

— Est-ce que tous les poètes sont fous à cette heure de la soirée?

— Vous voyez : vous n'êtes pas seulement blasée, vous êtes aussi sarcastique.

Bien que blasée, je pris un vif plaisir à ce colloque qui se prolongea jusqu'à notre entrée dans le salon où l'Empereur, nous voyant rire, vint se mêler à notre conversation.

— Sire, dis-je, d'un ton indigné, M. Gautier vient de me dire que j'étais la femme la plus blasée qu'il ait jamais rencontrée.

— Vous, blasée? s'exclama l'Empereur. *Il faut y mettre beaucoup de bonne volonté pour être blasée à votre âge!*

— Enfin, Sire, dois-je être fâchée ou non avec M. Gautier?

— Soyez fâchée, me répondit l'Empereur, il le mérite.

UNE CHARADE

Compiègne, 23 novembre 1866.

Le prince de Metternich, qui était ce matin mon voisin de table, m'apprit qu'un Conseil des ministres devant avoir lieu dans l'après-midi au château, aucune disposition particulière n'avait été prise pour la journée ; chacun était donc libre de choisir ses distractions comme il l'entendait.

L'imagination fertile du prince s'employa à trouver un divertissement que l'on offrirait le soir à Leurs Majestés et bientôt il nous proposa de jouer une charade.

Ce fut en vain que la marquise de Gallifet s'efforça de faire

adopter son idée qui était celle de tableaux vivants; en vain aussi que le comte de Vogüé proposa toute une série de nouveaux jeux. Le prince insista pour sa charade et fut victorieux.

Le mot choisi, *Exposition*, était d'une brûlante actualité. Le vicomte de Laferrière, que le prince fut obligé de mettre dans la confidence, mit à notre disposition une pièce spécialement aménagée à l'usage des acteurs amateurs et où se trouve une petite scène avec rideau de velours rouge.

Dès que Leurs Majestés se furent retirées pour se rendre au Conseil des ministres, le prince entraîna vers le petit théâtre tous ceux qu'il avait choisis pour la représentation de sa charade et il nous initia à nos rôles respectifs. Contiguë à cette pièce, se trouve une longue galerie bordée de placards où sont entassés une prodigieuse variété de costumes et d'accessoires vestimentaires.

Munis de conseils et... de déguisements, nous regagnâmes nos appartements pour nous exercer en secret. Nous avions notre après-midi libre, l'Impératrice n'ayant invité personne à son thé.

Le prince de Metternich se fit conduire en hâte à Paris d'où il revint vers cinq heures avec de nombreux accessoires et une quantité de fards suffisante pour en pourvoir toute la Comédie-Française. Il ne voulut point nous montrer le costume qu'il avait rapporté pour lui-même, désirant sans doute nous en réserver la surprise pour la représentation.

L'Impératrice, ayant été informée avant le dîner qu'une représentation allait avoir lieu au petit théâtre, dit au prince de Metternich en quittant la table :

— J'ai appris que vous aviez préparé quelques amusements pour la soirée ; vous pouvez donc aller faire tous les préparatifs utiles : nous nous rendrons au petit théâtre dans une demi-heure.

Nous disparûmes aussitôt et, à l'heure fixée par la souveraine, nous étions réunis dans la galerie qui sert de vestiaire et aussi de coulisse au petit théâtre.

Risquant un regard par le trou du rideau, je vis l'élégante assistance s'installer dans un calme cérémonieux. La petite salle fut vite remplie, les ministres, qui étaient spécialement venus pour le Conseil et qui avaient dîné au château, étant restés à Compiègne pour le spectacle.

Le rideau se leva et la première syllabe *Ex* fut représentée par la scène que voici dont l'action se passait à Aix-les-Bains :

Les malades, verre en mains, palabrent sur leurs différentes maladies et font les remarques les plus comiques sur la nécessité de remettre leur organisme en ordre, afin de pouvoir affronter les épreuves de la grande Exposition qui se prépare.

Le marquis de Gallifet (1), qui jouait le rôle d'un malade souffrant de misères internes, aperçut soudain dans l'auditoire le ministre de l'Intérieur et s'écria en le regardant :

— Ce serait à monsieur le ministre de remédier à tout cela.

Et toute l'assistance se pâma de rire, y compris notre impresario, le prince de Metternich, qui avait cependant interdit toute parole directe aux spectateurs.

La princesse de Metternich, costumée en cocher de fiacre parisien, était fort comique. Elle portait un manteau à triple pèlerine, de hautes bottes et tenait un fouet d'une main et, de l'autre, une pipe dont elle tirait des bouffées de fumée qu'elle lançait à pleine bouche dans la direction des spectateurs. Elle chanta une chanson très gaie dont le prince avait écrit la musique et les paroles et qui s'intitulait : « *C'est à Paris qu'ça s'est passé !* (2) » Elle accompagnait ses couplets de claquements de fouet et de coups de talons qui leur communiquaient une vie trépidante. Enfin elle eut tant de succès et déchaina tant de rires enthousiastes qu'elle dut bisser la chanson railleuse et spirituelle du cocher parisien.

Le mot suivant, *Position*, ne fut représenté que par les messieurs. Il s'agissait d'un jeune Parisien s'entrainant à l'escrime avec son maître d'armes pour pouvoir se défendre contre les attaques et les insultes de tous les barbares étrangers qui allaient bientôt affluer à Paris.

Quant au mot complet, *Exposition*, il comporta toute une série de tableaux, présentés et commentés par le maître du spectacle, le comte de Vogüé, et son assistant, le prince de Metternich.

(1) Alors officier d'ordonnance de Napoléon III.

(2) Voici, d'après un journal de l'époque, le premier couplet de cette chanson:

Quand tout commence à s'animer,
J'ai déjà fait plus d'une course.
A midi je jette à la Bourse
Les pigeons qui s'y font plumer...

Ce furent d'abord Antoine et Cléopâtre. Celle-ci, personnifiée par la marquise de Gallifet, belle à ravir, buvait mécaniquement dans une coupe transparente qui contenait deux énormes perles, tandis qu'Antoine (le prince Murat) la contemplait avec étonnement et admiration.

Ensuite Mme de Bourgogne et le comte de Grammont représentèrent un couple de marchands chinois.

Puis le marquis de Chasseloup-Laubat et la marquise de Caux apparurent en un couple charmant de berger et bergère avec houlettes, paniers, rubans, etc...

Ce fut enfin mon tour : j'étais une poupée mécanique du dernier perfectionnement, envoyée à Paris pour figurer à l'Exposition. Je portais un costume tyrolien agrémenté d'un chapeau avec une plume grotesque qui se tenait toute droite et que le prince de Metternich avait jugée indispensable, malgré mes protestations. Enveloppée dans des mètres de papier de soie rose et ficelée par des flots de rubans blancs, je fus transportée sur la scène, tel un paquet, et déposée sur un piédestal tournant, où je dus rester ligotée et immobile tout le temps que dura le speech du maître du spectacle. Celui-ci expliqua au public l'extraordinaire mécanisme de cette poupée unique au monde qui pouvait imiter la voix humaine si parfaitement qu'il était impossible d'y trouver la moindre différence. Lorsqu'il eut fini de parler (ce qui me sembla ne jamais devoir arriver), il me libéra de mes liens et de mon papier de soie, puis il appela son assistant pour monter la manivelle qui devait me mettre en action.

Si jusqu'alors j'avais assez bien réussi à garder mon immobilité, je dus, dès que j'aperçus le prince de Metternich dans son déguisement-surprise, faire un prodigieux effort pour garder mon sérieux. Travesti en domestique, il portait une longue barbe noire, une perruque de même couleur et des sourcils si gros et si broussailleux qu'on les eût pris pour des moustaches. Mais son nez ! Son nez, qui avait certainement fait l'objet de tous ses soins, atteignait au grotesque génial par sa coloration, sa forme et son impertinence. L'ensemble de sa personne était si cocasse que, lorsqu'il parut sur la scène, le prince obtint un succès extravagant et déchaîna l'hilarité parmi l'auditoire.

Crispant mes traits pour ne pas, moi aussi, éclater de rire,

à l'approche du prince, je m'empressai, dès qu'il eut fait grincer la manivelle, de lancer trilles et arpèges jusqu'à ce que mon impresario au désespoir criât à son assistant abasourdi :

— Mais c'est terrible ; ne pouvez-vous pas l'arrêter ? Est-ce qu'il n'y a pas de vis ?

— *Il n'y a pas le moindre vice, monsieur*, répondit l'assistant d'un air navré.

A ce moment, je m'arrêtai net, secouée d'un rire convulsif.

— Ah çà, par exemple ! s'exclama l'impresario ; puis s'adressant au public il ajouta :

— La poupée a probablement été dérangée pendant le voyage.

Et se tournant vers son assistant :

— Il faut maintenant la remonter.

— Elle a besoin d'huile, annonça le prince, qui, ajoutant le geste à la parole, prit une navette et en déversa le contenu autour de mon cou.

Pendant un moment, ce ne fut que calembours et mots d'esprit sans cesse interrompus par les rires qui fusaient de la salle.

Enfin le prince réussit à me mettre en mouvement et annonça que j'allais maintenant chanter *Beware !* (Prends garde !) La représentation terminée l'Impératrice vint m'embrasser sur les deux joues et l'Empereur, très galamment, me baisa la main.

PROGRAMME D'UNE JOURNÉE

Compiègne, 25 novembre 1866.

Le programme de la journée annonçait une chasse à tir pour l'après-midi : je revêtis donc l'habit vert de circonstance.

L'Impératrice portait un ravissant costume d'amazone (vert lui aussi) et un tricorne bordé d'un galon d'or qui flattait merveilleusement la beauté de son visage.

Comme nous sortions du salon pour prendre place dans les voitures rangées sur la terrasse, l'Empereur vint à moi et me dit, en me tendant une boîte qu'il tenait dans sa main :

— Voici le bouton d'or qui vous sacre membre à vie des chasses impériales.

Je m'inclinai fort bas en remerciant Sa Majesté et lui

demandai s'il me faudrait désormais prendre une part active aux chasses impériales.

— Certainement non, me répondit le souverain, à moins que vous ne le désiriez. Mais avez-vous jamais assisté à une chasse à tir ?

— Tout ce que je sais de la chasse, dis-je, c'est qu'on y va avec des fusils et qu'on revient de même, sans rien de plus!

L'Empereur se divertit de ma réflexion et me dit :

— Il faut que je répète cela à l'Impératrice.

C'est la conclusion habituelle de Sa Majesté chaque fois qu'on lui raconte quelque chose d'amusant.

Les voitures nous emportèrent, soigneusement enveloppés de couvertures. L'Empereur prit dans sa charrette anglaise le baron Beyens; l'Impératrice fit monter dans sa victoria la princesse de Metternich qu'elle déposa sur le terrain de chasse, puis, elle se fit reconduire au château, redoutant sans doute l'humidité pénétrante des sous-bois dans cette journée de novembre.

Sur le terrain de chasse nous trouvâmes tous les invités assemblés et, à quelque distance, toute la population de Compiègne.

Les messieurs s'étaient rangés, fusil en mains, et, au milieu d'eux, se tenait l'Empereur ayant à sa droite le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche, et à sa gauche, le comte de Goltz, ambassadeur de Prusse.

Mme de Gallifet et moi-même, nous nous tenions un peu en arrière du souverain. Derrière les chasseurs se trouvaient des gardes-chasse pour charger les armes et les passer aussi vite que possible à l'Empereur et à ses invités; puis enfin, ceux dont le rôle est de ramasser le gibier tué ou blessé pour le mettre dans des sacs.

A cinq heures, nous étions de retour au Palais et fûmes priés de nous rendre au salon de l'Impératrice où le thé fut servi. J'eus à peine le temps de monter à mon appartement pour revêtir la robe de soie montante qui est de rigueur en cette occasion.

Quel magnifique appartement que celui de l'Impératrice! D'abord une antichambre lambrissée de sculptures italiennes et meublée de vitrines, de tables et de sièges précieux; ensuite le salon, immense pièce claire meublée de paravents Louis XVI,

de fauteuils bas, de tables recouvertes de curiosités et de livres encore munis de leur coupe-papier ; les murs y sont décorés de magnifiques tapisseries et de ravissants éventails.

L'Impératrice s'assure généralement, pour l'heure de son thé, la compagnie d'une personnalité marquante ou d'une célébrité en vogue : un inventeur, un navigateur, voire même un prestidigateur ou encore un spirite. Aujourd'hui, cette célébrité nous apparut sous la forme d'un personnage qui avait inventé la machine à enregistrer les impressions !

Son système consiste à enserrer votre poignet dans une bandelette ; après quoi, il vous prie de fixer votre pensée sur un sujet de votre choix. Dès lors, une sorte de petit crayon lié à la bandelette commence à s'agiter de haut en bas, lentement ou vivement, selon les rythmes du cœur.

L'Impératrice semblait vivement intéressée par ce nouveau passe-temps et appelait près d'elle ceux dont elle désirait plus particulièrement connaître l'émotivité.

— Maintenant, dit-elle en me désignant, voyons ce que raconte un cœur américain !

Mon cœur parut très normal et ne suscita aucune remarque spéciale.

A six heures, l'Impératrice se levant donna le signal du départ et nous gagnâmes une fois de plus nos appartements pour revêtir nos toilettes de soirée.

Ce fut le marquis de Caux qui m'offrit son bras pour me conduire au dîner. Aucune fête n'est complète sans la présence de ce favori des salons parisiens dont il sait être l'animateur ; sa seule présence assure le succès de sa réception à une maîtresse de maison ; le cotillon qu'il conduit est toujours le cotillon dont on parle.

A neuf heures, nous nous dirigeâmes vers le théâtre du Palais. Durant le séjour de Leurs Majestés à Compiègne, on y donne une représentation chaque semaine.

C'est la troupe du Théâtre Français qui cette fois avait été choisie pour jouer l'une des dernières pièces d'Émile Augier : *le Fils de Giboyer*. L'auteur, invité spécialement, était présent. Madeleine Brohan, Coquelin, et Mme Favart (1) tenaient les rôles principaux.

(1) Tous les trois sociétaires de la Comédie-Française, Madeleine Brohan et Mme Favart depuis 1852, Constant Coquelin depuis 1864.

Le théâtre était entièrement éclairé par des milliers de bougies. Les souverains occupent le centre de la loge impériale qui est immense et en forme de coquille et où ils sont entourés des invités de haut rang, tandis que les autres sont répartis dans les loges avoisinantes ou bien se promènent au *parquet*.

L'Impératrice portait une toilette de tulle d'or recouverte de dentelles précieuses. Sur sa gorge étincelait le célèbre diamant le « Régent » qui fait partie des diamants de la Couronne, et sur son front était posé un diadème de splendides diamants. La princesse de Metternich, qui a la réputation justifiée d'être la femme la mieux habillée de Paris, portait une robe de tulle noir rehaussé de broderies d'or.

Lorsque Leurs Majestés entrèrent dans leur loge, l'assistance entière se mit debout et salua profondément les souverains qui répondirent par de gracieuses inclinaisons de tête. Le maître des cérémonies donna alors un signal et le rideau se leva aussitôt.

Pendant la représentation qui fut par instants pathétique, je remarquai que l'Empereur très attentif était visiblement ému et que l'Impératrice essuya plusieurs fois sur ses joues *una furtiva lagrima.*

Après la représentation, qui prit fin à dix heures et demie, tout le monde se réunit dans le salon et l'Empereur envoya chercher les artistes qui avaient eu le temps de changer leurs costumes de théâtre contre des costumes de ville. Leurs Majestés s'entretinrent longuement et je dois même dire familièrement avec eux, si j'en juge par l'aisance et la gaieté de chacun et spécialement de Coquelin dont la conversation semblait fort divertir l'Empereur.

Jamais je n'avais vu l'Impératrice plus belle ; elle est bien la créature la plus exquise qui se puisse trouver, et ce qui charme le plus en elle, c'est je crois sa naturelle simplicité. Aucun de ses portraits ne rend la beauté de ses traits et moins encore de son expression ; pas même celui de Winterhalter. Aucun pinceau en outre ne serait capable de rendre son charme. Pour moi, il n'est pas de beauté, fût-ce celle pourtant renommée de la comtesse de Castiglione, qui soit digne d'être comparée à celle de l'Impératrice.

Il était plus d'une heure du matin lorsque Leurs Majestés

se retirèrent. Alors seulement les invités du château et ceux du dehors quittèrent eux aussi le salon.

Je commence maintenant à bien connaître les règles de la vie à Compiègne : à neuf heures du matin, le petit déjeuner est apporté dans les appartements par un laquais en livrée de gala et cheveux poudrés.

Si vous êtes courageux, vous allez ensuite faire une promenade dans le parc ou dans la ville, mais vous devez alors vous presser pour changer de toilette et vous trouver au salon un peu avant onze heures qui est l'heure du déjeuner.

Tous les matins, en même temps qu'on apporte le petit déjeuner, on nous remet le programme de la journée. Voici celui d'aujourd'hui : déjeuner à onze heures; chasse à tir à deux heures; Comédie-Française à neuf heures.

L'invitation pour le thé de l'Impératrice est toujours faite par la souveraine qui, vers quatre heures, envoie son huissier prévenir ceux qu'elle désire recevoir dans son salon particulier. Les jours où vous n'êtes pas l'objet d'une invitation particulière de Sa Majesté, vous vous réunissez à d'autres personnes, non invitées comme vous-même, pour prendre le thé avec elles.

Pour les chasses, les dames revêtent l'habit vert et les messieurs la redingote rouge, la toque de velours et les bottes à revers.

Le premier soir de leur arrivée, les messieurs portent la culotte courte et ne la reprennent que pour certaines soirées de gala telles que celles de la *curée* et des grandes représentations théâtrales. Entre temps, ils portent le pantalon collant qui est bien le vêtement le plus inesthétique qu'il soit possible d'imaginer. A six heures, il est temps de regagner son appartement pour revêtir la robe de soirée et vers sept heures tout le monde doit se trouver réuni dans la grande salle des fêtes.

Au dîner, les invités sont placés selon leur rang; mais au déjeuner, qui est sans cérémonie, vous pouvez choisir votre voisin. Ceux qui selon le protocole sont haut placés pour le dîner, font tout leur possible pour descendre vers les extrémités de la table pour le déjeuner. Avec moi, c'est tout en haut ou tout en bas; au déjeuner, j'atteins aux cimes, tandis que, pour le dîner, je me trouve à toute extrémité!

Après le déjeuner, si rien de spécial n'a été arrêté sur le programme, le maître des cérémonies se préoccupe de savoir ce qui pourrait vous satisfaire. Voulez-vous faire une promenade? Vous avez à votre disposition des milliers de mètres à parcourir sous les charmilles et les treilles à l'abri des pluies et des vents. Voulez-vous faire une excursion? Vous avez alors à votre disposition des voitures de tout modèle; même des voitures... à âne. Voulez-vous monter à cheval? A vos ordres sont tenus prêts les cent cinquante chevaux des écuries impériales. Préférez-vous chasser? D'innombrables grooms et rabatteurs sont là bottés et éperonnés, impatients de vous accompagner et de vous servir. Mais, quoi que vous fassiez, vous devez être de retour avant cinq heures dans le cas où l'Impératrice vous convierait à son thé.

Le *cercle* succède toujours aux repas, et la musique et la danse succèdent toujours au *cercle* qui se tient dans le salon de l'Empereur.

Après le thé, qui est généralement servi à onze heures dans le salon de l'Impératrice, Leurs Majestés se retirent et chacun, après eux, fait de même.

Paris, novembre 1866.

Il m'est arrivé ce matin une chose bien embarrassante: ayant pensé que nous pouvions disposer dans la matinée du temps nécessaire pour une visite à la cathédrale de Compiègne, nous partîmes frais et dispos dès neuf heures pour cette excursion.

Nous visitâmes la cathédrale et je n'avais pas compté sur le temps qui me serait nécessaire pour changer de toilette avant l'heure du déjeuner, ni sur la surprise qui devait me ravir quelques instants précieux.

En rentrant, je trouvai en effet sur ma table une enveloppe qui contenait un sonnet de Théophile Gautier, que je devais, je suppose, considérer comme une *amende honorable* de la part du poète.

Voici le sonnet :

A Madame Charles Moulton

Vos prunelles ont bu la lumière et la vie,
Telle une mer sans fond boit l'infini des cieux,

Car rien ne peut remplir l'abîme de vos yeux,
Où, comme en un lotus, dort votre âme assouvie.

Pour vous, plus de chimère ardemment poursuivie ;
Quel que soit l'idéal, votre rêve vaut mieux
Et vous avez surtout le blasement des dieux,
Psyché, qu'Éros lui-même à grand peine eût ravie.

Votre satiété n'attend pas le banquet,
Et connaissant la coupe où le monde s'enivre,
Dédaigneuse, à vos pieds vous le regardez vivre.

Et vous apparaissez par un geste coquet
Rappelant Mnémosyne à son socle appuyée
Comme le souvenir d'une sphère oubliée.

Charles était descendu depuis longtemps et, sans me douter de l'heure qui passait, je m'attardais à la lecture de cette poésie, lorsque tout à coup une sonnerie me rappela que je devrais être déjà dans la salle à manger. Je me précipitai alors dans la galerie, mais quelle ne fut pas ma stupeur de trouver le salon vide et, dans les corridors, les Cent-gardes qui allaient et venaient librement, ayant abandonné cette immobilité de statues dans laquelle j'avais coutume de les voir. Cela signifiait évidemment que j'étais très en retard et que tout le monde avait déjà pris place à la table de l'Empereur. J'espérais cependant pouvoir me glisser presque inaperçue à la modeste place qui, pensais-je, serait la mienne; mais, hélas! le destin voulut que précisément, ce matin, ma place fût marquée à côté de l'Empereur, et je vis soudain, à l'entrée de la salle à manger, le marquis de Caux qui avait été préposé pour me conduire à la place insigne qui m'avait été réservée.

Je ne puis vous exprimer le sentiment de honte dont je me sentis pénétrée, tandis qu'au bras du marquis je traversais l'interminable espace qui me séparait de la table, sous les regards et sans doute aussi les critiques que pouvait soulever ce grave manquement au protocole. Ce fut rougissante et sans voix que je pris place au côté du souverain. Le prince Murat, qui est à moitié Américain par sa mère (Miss Frazier, de New-Jersey) et auquel pour cela je pardonne toujours ses taquineries, me dit en anglais :

— L'Empereur est très mécontent.

Je dus paraître à cet instant si pitoyablement embarrassée, que Sa Majesté eut la bonté de me dire en se penchant vers moi :

— Ne vous troublez pas; vous n'êtes pas en retard.

Je racontai alors au souverain mon équipée matinale en le priant de bien vouloir m'excuser. L'Impératrice daigna à ce moment me sourire de la plus gracieuse manière, dans l'intention évidente de me mettre tout à fait à mon aise.

— Vous allez cet après-midi assister à une *fausse bataille*, me dit l'Empereur. Tous ces généraux et officiers que vous voyez ici, sont venus pour y prendre part. Je pense que cela vous intéressera; avez-vous déjà assisté à des manœuvres de ce genre?

J'assurai au souverain que je n'avais jamais vu une bataille simulée non plus que réelle et que je n'avais pas la moindre idée de ce que cela pouvait être.

— Eh bien! vous allez voir, dit-il.

Je montrai à l'Empereur la poésie que j'avais reçue de Gautier :

— Puis-je maintenant lui pardonner, Sire?

— Vous le devriez, me dit Sa Majesté, car cette poésie est la plus exquise que j'aie jamais lue.

— Eh bien! dis-je, je suivrai le conseil de Votre Majesté.

Le déjeuner terminé, toutes les dames s'empressèrent d'aller revêtir leur costume de chasse.

De nombreux équipages étaient rangés sur la terrasse pour nous conduire sur le champ de manœuvres. La duchesse de Persigny, la princesse Murat, le baron Beyens, le marquis de Caux et moi montâmes dans la même calèche. Plusieurs dames suivaient à cheval; parmi elles, la princesse Ghika montait l'un des trois chevaux dont elle s'est fait suivre à Compiègne, tandis que Mme de Vatry montait un des chevaux de l'Empereur.

Arrivées sur le champ de manœuvres, toutes les voitures furent rangées de manière à ne pas gêner la vue des spectateurs, et quand tout fut prêt, l'Empereur et l'Impératrice arrivèrent sur leurs magnifiques chevaux, ayant à leurs côtés le petit Prince impérial, dans une attitude pleine de dignité, monté sur son poney café au lait. Les souverains étaient accompagnés de l'état-major en splendides uniformes.

C'était bien, comme l'Empereur l'avait dit, une *fausse bataille*, à laquelle nous assistâmes, mais à mes yeux inexpérimentés, elle prit toutes les apparences de la vérité. Il me

parut que l'objet de la manœuvre et des attaques était une ferme qui se dessinait dans le lointain. Tous les stratagèmes de guerre furent déployés pour attaquer cette ferme ; l'artillerie tirait dessus, l'infanterie, tambours battant, s'avançait bravement jusqu'à ses murs, tandis que la cavalerie caracolait tout alentour. Dans ce chaos, ma vie en eût-elle dépendu, je n'aurais pu dire, malgré l'aide de mes jumelles, si les troupes françaises avaient réussi ou non à atteindre leur objectif, le point stratégique étant environné de fumée et de la foule grouillante des soldats. Je suppose que les généraux, eux, l'ont su !...

Lorsque tout sembla terminé, les trompettes sonnèrent aux champs et les officiers s'empressèrent vers l'Empereur en annonçant : « Victoire sur toute la ligne ».

L'Empereur, s'étant avancé à cheval vers les voitures où les dames étaient demeurées, nous demanda nos impressions sur le spectacle et s'inquiéta de savoir si le bruit ne nous avait pas trop gênées.

Le soir au dîner, l'assistance fut particulièrement brillante, cent cinquante personnes ayant pris place à la table impériale, parmi lesquelles de nombreux officiers et quelques généraux. J'avais comme voisin de table le fameux général Changarnier ; mon autre voisin prétendait qu'il met un pied dans la tombe et l'autre *dans le plat*. Il est si vieux et si maigre, qu'il ne semble tenir debout que grâce à la raideur de son uniforme, sans lequel il s'effondrerait sans doute. Durant le dîner cependant, il réussit à redresser sa taille et je fus satisfaite de pouvoir le ramener sain et sauf au salon.

Après le dîner, Leurs Majestés se consacrèrent entièrement aux officiers avec lesquels ils tinrent conseil dans le salon de l'Empereur. Les souverains nous firent prévenir par un chambellan que nous pouvions ouvrir le bal en leur absence qui risquait de se prolonger un peu tard.

Waldteufel se mit aussitôt au piano et tout le monde commença à danser. Un peu plus tard, les officiers vinrent nous rejoindre, apportant au bal une animation nouvelle, et l'on vit alors les vieux généraux danser le quadrille avec un brio qui fit sensation.

Voyant tous ces vieux généraux gambader avec tant de jeunesse, le prince Murat proposa un *virginia reel* (1). Tout le

(1) Danse américaine pleine de fougue.

monde s'empressa d'applaudir à l'idée du prince, bien que trois ou quatre personnes seulement, dont Mme de Gallifet et le prince et la princesse de Metternich et moi-même, fussent initiées aux règles de cette danse. L'Empereur me choisit pour partenaire, déclarant qu'il ne pouvait danser qu'avec la plus experte. L'Impératrice eut le comte de Goltz pour cavalier ; la princesse de Metternich, pleine d'entrain, dansa avec le général Changarnier, la duchesse de Persigny avec le prince Murat.

Le prince de Metternich, connaissant le rythme de la danse, prit au piano la place qu'occupait Waldteufel et le quadrille se mit en mouvement. Moi, la plus *experte*, je pris la tête avec mon impérial cavalier qui faisait tout son possible pour m'imiter, mais y parvenait mal, étant troublé par les incessantes réflexions du prince Murat qui, essayant de coordonner les mouvements des danseurs, ne réussissait qu'à les embrouiller. Nous parvînmes cependant au bout de notre figure assez honorablement. Mais l'Empereur, s'étant refusé à exécuter des arabesques sans doute un peu trop compliquées pour lui, nous nous contentâmes de marcher la main dans la main, enfreignant ainsi toutes les règles de la plus royale manière. Parvenus à l'autre bout du salon, nous regardâmes alors l'Impératrice exécuter *sa partie* d'une manière tout aussi royale que son auguste époux.

L'Empereur, bientôt las de regarder évoluer les couples, fit un signe au marquis de Caux et le pria de prendre sa place à mon côté. Quand ce fut le tour de Mme de Persigny de parader avec son brillant cavalier, elle s'étala de tout son long au beau milieu du salon. Cet incident jeta l'émotion parmi les danseurs qui se précipitèrent à son secours, mais elle n'avait subi nul dommage. Ce fut tout de même la fin de notre *virginia reel*, qui manqua son but en ne permettant pas aux vieux généraux en l'honneur desquels elle avait été suggérée de donner la preuve de leur agilité.

PARTIE DE CROQUET

Compiègne, 27 novembre 1866.

Ce fut le baron Haussmann, le populaire préfet de Paris, qui ce matin m'offrit son bras pour me conduire au déjeuner durant lequel il devait être mon aimable voisin.

Le baron, qui est grand et fort, a une façon si autoritaire de marcher, même lorsqu'il a une femme à son bras, qu'il donne l'impression de traîner sa cavalière à la remorque, tel un guerrier emportant une prise de guerre qu'il serait pressé de mettre en lieu sûr. Tandis qu'il m'entraînait ainsi vers la salle à manger, je me demandais si les Cent-gardes qui étaient alignés tout au long de la galerie, n'allaient pas perdre de leur impassible gravité en voyant les sautillements et les faux pas auxquels me contraignait la vive allure de mon cavalier. En arrivant enfin aux places qui nous étaient assignées, le baron se laissa choir sur son siège avec un soupir de soulagement.

A mon côté, son importante corpulence dissimulait à mes regards une grande partie des convives et c'est à peine si, par intervalles, je pouvais apercevoir les coudes pointus et les mains fines de la marquise de Chasseloup-Laubat, sa voisine.

Notre conversation s'orienta tout de suite vers les travaux d'embellissement qu'il projetait de réaliser dans Paris et il voulut connaître mon impression sur le nouveau boulevard qui vient d'être terminé et qui porte déjà son nom.

— Il me plaît, dis-je, bien qu'il nous ait dépouillés d'une grande partie de notre jardin (1).

— Mais je suppose que le gouvernement vous a largement dédommagés ?

— Je suppose que le gouvernement en est persuadé, répondis-je, mais il n'en est pas moins vrai que ce vaste terrain que nous utilisions pour le jeu de croquet, nous a été ravi à jamais.

— A jamais ? répéta le baron, mais où jouez-vous donc en ce moment ?

— Dans le jardin de l'ambassade d'Autriche, où le prince de Metternich a installé, sous les arbres, un jeu de fortune de dimensions réduites, mais où nous jouons tout de même très souvent et parfois jusqu'à la nuit, aux lueurs des lanternes et des lampes.

Après ce déjeuner, l'Empereur exprima le désir de connaître ce fameux jeu de croquet qu'il ignorait. Le prince de Metternich, afin de donner satisfaction immédiate à Sa

(1) Mme Moulton habitait un hôtel rue de Courcelles en bordure du parc Monceau.

Majesté, dépêcha aussitôt son cocher à Paris pour aller y quérir le jeu. Deux heures plus tard, le croquet était installé sous une charmille.

Leurs Majestés, très intéressées, examinèrent avec beaucoup d'attention chaque objet se rapportant au jeu, s'en firent expliquer l'usage, puis assistèrent avec une joyeuse impatience à l'organisation de la partie dont s'étaient chargés le prince de Metternich et le baron d'Espeuilles; enfin, la distribution des maillets étant faite, nous fûmes prêts à commencer. Le prince entreprit alors une explication compliquée du jeu, qui ne réussit qu'à tout embrouiller dans l'esprit des débutants.

L'Impératrice jouait avec l'ambassadeur d'Autriche, la princesse de Metternich avec le marquis de Gallifet, la marquise de Gallifet avec l'Empereur, et moi avec le baron d'Espeuilles.

Ce fut l'Impératrice qui commença : sa boule fut placée devant l'arceau de telle sorte qu'aucun génie au monde n'eût pu empêcher son libre passage qui s'effectua en grand triomphe. Le second coup fut moins heureux, la boule ayant roulé bien loin du but; sans se troubler, la gracieuse souveraine la ramena à son point de départ par une succession de petits chocs, et personne n'osa, bien entendu, faire une observation sur l'irrégularité de ce procédé... avantageux.

L'Empereur fit, à son tour, un essai timide qui eut pour seul résultat de faire doucement dévier la boule de la trajectoire qu'elle aurait dû parcourir; et le prince de Metternich de faire remarquer à Sa Majesté qu'il fallait frapper la boule avec plus d'assurance et plus de force. Mettant le conseil à profit avec une bonne volonté évidente, le souverain déploya cette fois une telle énergie que la boule s'en alla rouler jusque dans le bois voisin.

— Il faut encore essayer, dit le prince en plaçant une nouvelle boule devant l'Empereur, qui se montra alors plus habile et l'envoya dans la bonne direction.

Avec la princesse de Metternich, fort experte à ce jeu, tout se passa le mieux du monde. A mon tour, je manœuvrai pour amener la boule de l'Empereur devant le prochain arceau, manœuvre qui intéressa vivement Sa Majesté. Après moi, le prince de Metternich réussit à grouper brillamment les boules de ses partenaires.

— Marquis, où êtes-vous donc? appela le prince, arrachant le marquis de Gallifet à un galant entretien, c'est à vous de jouer.

— Vraiment? mais que dois-je faire? questionna le marquis tout surpris.

— Faire rouler cette boule dans le droit chemin, marquis.

— Par exemple! mais quelle boule? c'est extraordinaire, je ne la vois même pas.

— La voici derrière cet arbre; avec un savant carambolage, vous pouvez l'en déloger.

Le jeu se poursuivit ainsi, décousu, mais amusant, jusqu'au moment où l'Empereur, gagné sans doute par l'ennui, réussit à s'éclipser et que l'Impératrice, découvrant soudain qu'elle avait les pieds glacés, en fit de même. Dès lors, joueurs et spectateurs se dispersèrent, et des couples, tendrement inclinés, se perdirent dans la pénombre du crépuscule qui commençait à tomber sur le parc. Les Metternich, d'Espeuilles et moi, demeurés seuls devant les boules endommagées, les arceaux déplantés et les arbres en mal d'écorchures, eûmes cependant à cœur de finir la partie. Après quoi, nous regagnâmes tristement le palais, l'âme découragée par l'échec de notre entreprise.

Au thé de l'Impératrice auquel nous fûmes mandés, personne ne s'avisa de mettre la conversation sur le jeu de croquet que, prudemment, nous laisserons sans doute enfermé dans ses caisses jusqu'à notre retour à Paris.

Au dîner, le marquis de Gallifet était mon voisin de table. D'une brillante intelligence, mais d'un esprit terriblement sarcastique, il n'épargne personne et considère comme sans importance de dire par exemple, en parlant de l'un ou de l'autre : « Lui? mais c'est une abominable canaille! Elle? une coquette éhontée! » De l'air le plus inoffensif, il lui arrive d'écharper une réputation sans en laisser un morceau intact, et souvent ce qu'il insinue est pire que ce qu'il pourrait dire! Mais il n'en est pas moins un très brillant causeur et un très grand soldat.

Pendant le repas il me conta quelques épisodes de sa campagne du Mexique et me donna d'intéressants détails sur les circonstances qui lui valurent son effroyable et glorieuse blessure. Le ventre ouvert par des éclats de mitraille, il avait été

laissé pour mort sur le champ de bataille. Lorsqu'il revint à lui, isolé parmi des cadavres, privé de tout secours, il trouva encore l'énergie de se traîner en rampant, « tenant mes entrailles dans mon képi », me dit-il, jusqu'à une humble maison de paysans où de braves gens lui prodiguèrent des soins avant qu'il ne pût être transporté dans un hôpital où les médecins le gardèrent dans l'immobilité pendant une année entière.

— Pour maintenir mes intestins en place, ajouta-t-il, il fut nécessaire de recouvrir mon ventre d'une plaque d'argent sur laquelle j'ai voulu que mon nom fût gravé. Sans doute n'avez-vous jamais entendu parler de pareille chose? me demanda le marquis mi-rieur, mi-sérieux.

Et maintenant voici le menu du dîner :

Potage tortue clair;
Crème de volaille;
Brisotins de foie gras;
Saumon napolitain;
Filet de bœuf à la moderne;
Suprêmes de perdreaux;
Homard à la parisienne;
Gélinottes rôties;
Salades;
Petits pois à l'anglaise;
Ananas Montmorency;
Glaces assorties;
Café, liqueurs (servis à table).

Après le repas, nous nous rendîmes dans la salle de bal en repassant devant les Cent-gardes. La danse fut pour moi de courte durée, car je reçus bientôt un message de Leurs Majestés me priant de vouloir bien venir les rejoindre dans le salon de musique et de leur faire le plaisir de chanter pour elles. J'accédai aussitôt avec joie à cette invitation. Comme je me montrais perplexe sur le choix des mélodies, le prince de Metternich me donna le conseil de renoncer à la musique trop grave et surtout d'éviter le classique.

La princesse de Metternich pouvant jouer au piano tous les accompagnements à la condition qu'ils ne fussent pas trop

difficiles, je pensai bien faire en commençant par *Ma mère était bohémienne*, de Massé. Je vis tout de suite que cette musique mélodramatique, de fort belle qualité d'ailleurs, ne convenait pas à l'esprit de mon auditoire qui semblait ce soir peu enclin aux impressions mélancoliques.

Je me tenais donc hésitante auprès du piano, me demandant si j'allais donner à la princesse le second morceau que j'avais choisi dans le même style, lorsque l'Empereur me tira d'embarras en me priant de bien vouloir chanter *Prends garde*, cette composition de mon mari qui obtient toujours un si grand succès. Je m'inclinai devant le désir impérial et Charles se mit au piano pour m'accompagner. L'Impératrice me demanda ensuite si je pouvais chanter pour elle quelques chansons espagnoles et je chantai *Chiquita* que j'appris avec Garcia, puis *Habanera*. Enfin, ce fut de nouveau l'Empereur qui sollicita comme une faveur quelques chansons nègres d'Amérique, notamment *Massa's in the cold ground*, *Swanee River* et *Nelly Bly*, trois mélodies nostalgiques qu'il avait entendues là-bas et dont il avait gardé le souvenir.

Je commençai par *Swanee River* dont, fort heureusement, je me souvenais bien. Oh ! Delsarte, qu'auriez-vous dit, si vous aviez entendu votre élève chanter cette musique de tam-tam devant vos souverains et leurs hôtes les plus distingués ? Mais ne disiez-vous pas vous-même qu'en chantant simplement do ré mi fa sol, sans le secours d'aucune parole, il était possible de faire jaillir des larmes et de faire trembler les lèvres d'émotion ?

Me remémorant les leçons du maître, je portai l'émotion de mon expression à son paroxysme en chantant ces simples et naïves chansons nègres et je vis que Leurs Majestés en étaient profondément impressionnées.

Au moment de chanter *Nelly Bly*, je m'aperçus que j'en avais oublié les paroles et comme l'Empereur tenait particulièrement à l'entendre, j'improvisai effrontément les paroles que voici :

Elle essuie ses yeux, Nelly Bly.
A son petit jupon,
Nelly Bly, Nelly Bly,
Digue et diguedon.

L'Empereur, tout heureux, ne découvrit pas mon astuce et, me remerciant chaleureusement, me pria d'épuiser mon répertoire. Cela nous conduisit jusqu'à l'heure du thé qui fut servi chez l'Impératrice et qui termina la soirée.

CHASSE A COURRE

Compiègne, 28 novembre 1866.

Aujourd'hui, j'ai atteint le faite des honneurs, étant assise à table à côté de l'Empereur. Je fus conduite à cette place insigne par M. Davillier, l'un des écuyers de Sa Majesté.

— Je ne puis assez vous remercier de tout le plaisir que vous nous avez procuré hier au soir, me dit tout de suite le souverain qui, sans attendre que je lui exprime la joie que m'apportaient ses bonnes paroles, ajouta :

— Avez-vous remarqué combien nous étions émus pendant que vous chantiez ? Comment faites-vous donc pour mettre une si touchante expression dans ces chants nègres dont j'attendais le plus joyeux effet ?

— L'art de mon professeur en détient le secret, répondis-je, flattée.

— Quel est donc votre professeur, madame, et quel est son magique secret ?

— Mon professeur est Delsarte, dont Votre Majesté a, sans doute, entendu parler.

— C'est la première fois que j'entends prononcer ce nom. Delsarte est-il aussi un grand chanteur ?

— Il n'a qu'un filet de voix, mais il possède une extraordinaire méthode qui arrive à prouver qu'il n'est pas indispensable d'avoir de la voix pour chanter et que tout l'art du chant réside dans l'expression des sentiments.

— Voilà, en effet, une méthode qui paraît extraordinaire, remarqua l'Empereur.

— Je dois ajouter que Delsarte est un artiste probablement unique dans son genre. Ainsi, lorsqu'il chante : *J'ai du bon tabac dans ma tabatière*, et qu'il arrive à ces mots : « Tu n'en auras pas », il lui est possible de faire couler des larmes de dépit et de révolte, tant il met de malicieuse cruauté dans son expression.

Selon le programme arrêté pour la journée, une chasse à

courre devait avoir lieu dans l'après-midi; après le déjeuner, nous allâmes revêtir l'habit vert de circonstance et je ne manquai pas d'agrafer à ma boutonnière le précieux bouton d'or.

La duchesse de Fernan Nuñez, pour qui j'ai la plus vive sympathie, m'invita à prendre place dans la calèche qui lui avait été réservée et nous nous installâmes sur les sièges-avant pour ne rien perdre du spectacle qui allait se dérouler à travers bois. L'Empereur et l'Impératrice étaient à cheval et portaient la tenue réglementaire : redingote rouge, culotte blanche, bottes noires et casquette de velours noir pour les messieurs, habit vert et tricorne pour les dames.

Lorsque nous arrivâmes au rendez-vous de chasse qui avait été fixé au carrefour de l'Étoile, l'équipage s'y trouvait déjà. Cet équipage se compose de piqueurs, de valets à cheval, de valets à pied, de valets de chiens, et d'une meute de cent têtes environ.

Le soir, je fus conduite à table par le comte de l'Aigle (1) qui est toujours invité, comme membre de l'équipage, aux dîners de « curée ».

L'Impératrice apparut très belle dans une tunique de tulle léger, drapée à l'antique et simplement retenue sur l'épaule par une agrafe de brillants. Dans les cheveux de la souveraine étincelait un croissant de diamants qui achevait de la rendre comparable à Diane chasseresse. La marquise de Gallifet, délicieuse dans une toilette de tulle vert, portait dans ses beaux cheveux blonds une aigrette de diamants.

Lorsque les formalités habituelles qui suivent les dîners de cérémonie furent terminées, un chambellan vint annoncer à l'Empereur que tout était prêt pour la curée et qu'on n'attendait plus que l'ordre de Sa Majesté pour commencer.

L'Empereur, ayant l'Impératrice à son bras, prit alors la tête du cortège qui s'installa dans les longues galeries dont les vingt et quelques fenêtres ont accès sur la cour d'honneur où allaient se dérouler les rites de la curée. La souveraine, enveloppée de fourrures, brava la température qui était froide et demeura sur le balcon auprès de l'Empereur jusqu'à la fin du spectacle.

Au fond de la cour, face aux galeries, étaient rangés une

(1) Légitimiste au début de l'Empire, il se réconcilia avec l'Empereur au cours d'une chasse impériale égarée dans sa propriété.

centaine de laquais, de grooms et de serviteurs du palais, portant des torches de résine destinées à éclairer la scène. Au delà se pressait la « populace » de Compiègne qui, en semblables occasions, est toujours admise à pénétrer dans le parc. Devant les porteurs de torches, se tenait le grand veneur avec la dépouille du cerf dans laquelle on avait placé les entrailles et les menus abats de la bête. A l'autre extrémité de la cour et faisant face au grand veneur, les piqueurs maintenaient du geste et calmaient de la voix la meute des chiens qui, déjà enivrés par l'odeur du sang de leur victime, faisaient de frénétiques efforts pour se dégager et s'élancer sur la proie attendue.

Au signal d'une sonnerie de fanfare, les rites de la curée commencèrent enfin pour se succéder dès lors sur un rythme précipité. Le grand veneur, dans l'intention d'appeler les chiens à la curée, agita de droite et de gauche la dépouille sanglante à laquelle la meute fit grand aboi ; puis, sur une nouvelle sonnerie, les piqueurs libérèrent les limiers qui s'élancèrent, mais pour être impérieusement rappelés avant que d'atteindre leur proie.

Les fanfares sonnèrent enfin la curée et la meute bondit sur la proie qui disparut en un clin d'œil, dans un vacarme indescriptible de mâchoires avides, de grognements et de claquements de fouets auquel venaient s'ajouter les cris de la foule et les derniers accents des cors. Les torches haut levées projetaient la lumière vacillante de leurs flammes sur cette scène fantasmagorique. Il devait être onze heures lorsque nous retournâmes au salon où le thé et les sorbets nous furent servis.

Vers minuit, les invités de la chasse prirent congé de Leurs Majestés et furent reconduits à la gare où les attendait un train spécial qui devait les ramener à Paris. Les souverains eux-mêmes se retirèrent peu après ; quant à nous, comme c'était notre dernière soirée à Compiègne, nous prolongeâmes nos entretiens fort avant dans la nuit, avant de regagner nos appartements.

POURBOIRES

Paris, 30 novembre 1866.

Hier matin, avant de quitter Compiègne, nous eûmes la visite du majordome qui nous remit un pli. Nous avions été prévenus de cette visite par d'autres invités qui savaient que

cet important personnage devait faire sa ronde avant les départs pour recueillir le pourboire. Je dis le pourboire, parce que les différentes sommes versées sont réunies en une seule destinée au personnel de Compiègne. Ce pli que l'homme nous présenta presque du bout de sa hallebarde était un reçu de six cents francs, notre pourboire.

Au cours de ce déjeuner qui devait être le dernier, l'Empereur leva son verre en regardant tour à tour ses invités et but aimablement à leur santé.

Durant notre séjour, Gustave Doré a dessiné des caricatures pleines d'esprit qu'il a ensuite complétées de sa touche incomparable d'aquarelliste. Pendant le déjeuner, le petit album de Gustave Doré fut passé sous la table de mains en mains avec la recommandation expresse de ne le montrer qu'à son voisin *immédiat*. De cette manière, l'album secret voyagea jusqu'à mi-chemin de la table.

Sur la première page on reconnaissait l'Impératrice conduisant un chariot comme l'Aurore de la galerie Rospigliosi (1).

C'était ensuite l'Empereur assis sur un énorme cheval blanc précédant une charge de cavalerie, le bras haut levé.

La princesse de Metternich était représentée en cocher de fiacre, comme dans la charade, le chapeau sur l'oreille et la pipe à la bouche. Le prince de Metternich était figuré au milieu d'une arène, revêtu de son uniforme diplomatique, la poitrine chargée de décorations et de grands cordons, tenant en main un long fouet qu'il agitait, tandis que clowns et clownesses cabriolaient autour de lui en faisant mille tours.

L'esquisse représentant Mme de Persigny était fort amusante : un flot de jupes mousseuses d'où s'échappaient deux petits pieds en l'air qui envoyaient rouler à quelque distance ... une couronne!

Un autre dessin me représentait sous l'apparence de la fameuse poupée mécanique de la charade, entourée de rubans flottant autour de mon cou et tout au long desquels était écrit le mot : *beware!* (prends garde!).

Le petit soulier du diplomate allemand n'était pas oublié et on pouvait l'apercevoir tout seul et comme égaré sous une table désertée et démesurément longue.

(1) Sujet d'un plafond du palais Rospigliosi, à Rome, peint par le Guide.

Après le déjeuner et après avoir revêtu nos costumes de voyage, nous nous réunîmes dans le grand salon où Leurs Majestés dirent à chacun quelques mots aimables comme ceux-ci :

« Nous espérons que vous aurez autant de plaisir à vous remémorer cette visite que nous en aurons nous-mêmes. »

Une grande animation, exclusive de toute cérémonie, présidait à ces derniers instants; on parlait plus haut et avec moins de retenue aussi. L'Impératrice donnait sa main à baiser à quelques invités, tandis que, aux autres, elle offrait simplement ses doigts à serrer.

Déjà des laquais s'affairaient et ne pensaient plus qu'à la nouvelle « fournée » d'invités qui allait presque immédiatement nous succéder. Dans le train nous nous entretînmes de la question des pourboires et j'appris ainsi que le majordome décidait de lui-même de ce que chacun des invités devait donner. C'est ainsi, par exemple, qu'il taxe un ambassadeur à deux mille francs, tandis que mille lui semblent suffisants pour un ministre d'État. Pour les gens non officiels et de moindre importance (comme nous), le majordome trouve suffisant de retirer six cents francs de leur poche. Enfin, à la pauvre noblesse de France, ce financier de cuisine a consenti un tarif de faveur : elle s'en tire avec cinq cents francs !

A tout prendre, quelques-uns parmi nous trouvaient plus simple de donner le pourboire *en masse* au majordome seul chargé d'en faire la distribution; d'autres, en revanche, eussent préféré rétribuer le personnel selon le mérite de chacun, mais tous furent d'accord pour qualifier d'*imposition* l'officieuse note du majordome.

Il me fut dit par le gouverneur de la maison de l'Empereur que les dépenses journalières au palais de Compiègne durant les séries de réceptions ne sont jamais inférieures à dix mille francs. Pendant cette période en effet, le nombre des personnes vivant au palais, y compris les invités, est d'environ neuf cents.

Aujourd'hui à quatre heures, la quatrième série dite *des oubliés* nous aura succédé à Compiègne. La première série est appelée *série obligatoire*, la deuxième est la *série des ennuyeux*, et enfin la troisième (la nôtre), la *série élégante*.

On est frappé de la place que tient, dans cette brillante société invitée à Compiègne et dans l'intimité même de l'Empereur et de l'Impératrice, une étrangère telle que Mme Moulton. Mais, à la même époque, les grandes « vedettes » de la Cour n'étaient-elles pas souvent d'origine exotique : la princesse Pauline de Metternich, la belle comtesse de Castiglione et bien d'autres? Peut-être cette faveur accordée à des personnalités étrangères s'explique-t-elle par la réserve que témoignaient à l'égard de l'Empire la plupart des familles du Faubourg Saint-Germain, dépositaires des grandes traditions et des nobles usages des cours.

Dans les années qui suivent, Mme Moulton va rester une des figures en vue de ce monde du Second Empire, de plus en plus épris de plaisirs et dont l'apogée se place en 1867, l'année de l'Exposition universelle. La belle Américaine sera une des reines de ce Paris, merveilleux de prospérité, éclatant de fêtes magnifiques, empli par le bourdonnement des foules accourues, où affluent souverains, princes et nababs, tout ce que le monde renferme de riches et de puissants.

Y. DE LAURIÈRE.

(*A suivre.*)

LE RAIL, LA ROUTE, L'EAU

II[1]

LA CRISE DES TRANSPORTS ET SES REMÈDES

La conclusion qui se dégage des chiffres du rail, de la route et de l'eau cités dans la première partie de cette étude est qu'au point de vue social, économique et financier, les transports sont, comme disent les Anglais, « l'épine dorsale » de l'organisation française.

4 millions de Français et 150 milliards de capitaux sont véritablement menacés de la ruine, si l'inflation des moyens de transport n'est pas arrêtée, si l'anarchie de leur répartition ne cesse pas, car sur ces organismes fondamentaux la tourmente de la crise s'est abattue et les conséquences de la transformation industrielle du monde se sont fait durement sentir.

Je ne dirai à peu près rien de ces causes extérieures aux transports eux-mêmes qui les ont rendus tous déficitaires et les maintiendraient tous éventuellement déficitaires, s'ils restaient tels qu'ils sont et n'opéraient pas une sévère déflation. Vous savez que la crise économique a ramené entre 1929 et 1934 l'indice de la production de 139,5 à 99, l'indice des importations de 132 à 108, l'indice des exportations de 146 à 90 et que cette situation durera longtemps. Vous savez aussi qu'une caractéristique de l'industrie actuelle est la diminution continue du tonnage des matières à transporter. Pour ne prendre qu'un exemple, les 8 milliards de kilowatts-heure produits dans les centrales thermiques de la région minière et

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

dans les centrales hydro-électriques ont supprimé un transport de 5,5 millions de tonnes de charbon qu'on ne retrouvera plus. Vous savez enfin qu'il y a toujours régression des transports quand l'outillage correspond à un stade scientifique et industriel donné et qu'il y a développement seulement lorsqu'une révolution scientifique ou industrielle oblige à refaire l'équipement. Ce sont là des faits économiques trop connus pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

Je n'insisterai pas davantage sur les causes intérieures inhérentes à l'inflation des moyens de transport et à leur anarchie. Elles ne se discutent plus. Lorsque trois lignes de chemins de fer, dont deux électrifiées et une qui est en voie de l'être, réunissent Paris à Versailles et ses environs par 658 trains par jour, et qu'il s'y ajoute une ligne de tramways dont les 54 voitures font quotidiennement 320 trajets, on peut s'étonner que des capitaux s'emploient à créer d'autres transports publics comme ils l'ont fait dans ces dernières années. On peut s'étonner aussi que les pouvoirs publics les aient laissés faire. Les études magistrales du C. N. E., ou Conseil National Économique, et du trop éphémère Service du contrôle des administrations publiques ont mis tout cela en pleine lumière.

Cette inflation et cette anarchie ne sont pas des maladies spécifiquement françaises d'ailleurs. Ce sont des maladies internationales, ainsi que le montrent les chiffres suivants produits dans une récente et remarquable étude publiée par la Chambre de commerce internationale et dans le bulletin de l'Association internationale des chemins de fer :

	Trafic de voyageurs de 1932 par rapport à 1929 %	Recettes de voyageurs de 1932 par rapport à 1929 %	Déficit
France . . .	91	84,2	3 500 000 000 de francs.
Angleterre .	90,2	81,19	16 000 000 de livres.
Allemagne .	65,4	63,5	300 000 000 R. M. (total).
Italie. . . .	90,8	73,9	400 000 000 de lires (marchandises).
Belgique . .	81	86,7	480 000 000 fr. belges (marchandises).
Suisse . . .	94,5	87,5	25 000 000 fr. suisses (marchandises).

Sans doute le problème est-il, en France, plus difficile à résoudre que partout ailleurs. Certains pays (Italie, Espagne), dont l'équipement industriel n'était pas encore achevé, n'ont

qu'un réseau ferré réduit aux lignes principales : ils sont au Point où nous voudrions bien être restés (réseau de 1883) et où il nous faudra bien revenir. Avec quelle perte de temps et d'argent, hélas! Ceux-là peuvent faire assez facilement sa place à l'automobile! D'autres (Allemagne, Belgique, Suisse) ont un réseau dense, mais une industrie automobile relativement peu importante : ils peuvent sacrifier la seconde au premier. La France possède à la fois le réseau ferré le plus dense et l'industrie automobile la plus importante d'Europe : il lui faut ménager l'un et l'autre pour rétablir l'ordre sans causer de catastrophes. Avant de voir par quels moyens elle le peut faire, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil sur la pharmacopée appliquée par les pays voisins. Si différentes que soient les conditions économiques et politiques de chaque pays, il est bon de voir comment nos voisins ont réagi.

On verra que toutes ces solutions tendent à protéger le chemin de fer plutôt qu'à assurer le développement de l'automobile. C'est un exemple que la France ne peut suivre. Mais il est, d'autre part, frappant de constater qu'aucun pays au monde n'a cru pouvoir s'en remettre à la seule sélection naturelle du soin d'assurer une meilleure organisation des transports. L'intervention de la puissance publique a été la règle absolue, parce que, partout, il est apparu qu'elle était pour le pays une question de vie ou de mort.

A L'ÉTRANGER

En Angleterre, pays à réseau routier dense, à industrie automobile florissante, à tendances libérales, l'urgence d'une coordination a été comprise de tous : public, autorités, transporteurs, et cela a simplifié le problème et orienté la solution; on s'est efforcé de laisser les entreprises routières s'intégrer librement dans l'organisation générale des transports. Comme on les avait autrefois laissés racheter 2462 kilomètres de canaux qu'ils avaient d'ailleurs à peu près tous comblés, on a, après quelques tergiversations, laissé les réseaux participer, de leurs propres deniers, aux transports routiers. En 1933, leurs intérêts y étaient de 750 millions de francs et ces 750 millions étaient largement rémunérés; la répartition des transports est faite avec des vues larges et l'autorité que donne

l'assentiment public par des « Trafics commissaires » locaux. Leur tâche fut facilitée par la liberté administrative et tarifaire des réseaux qui, limitée comme en tous pays, est cependant sensiblement plus grande qu'en France. De plus, l'homme à qui le ministre des Transports a donné la présidence du Comité chargé de l'étude générale de la coordination ne fait partie ni des transporteurs, ni des organismes représentatifs du public, ni même de l'administration anglaise : un homme simplement dont la valeur s'était révélée en d'autres circonstances.

En Allemagne, au contraire, la question fut réglée par voie d'autorité. Deux facteurs étaient favorables : le nombre alors peu élevé d'automobiles et la concentration des chemins de fer, réseau d'État depuis 1920. On dessina la coordination par grandes masses. Le Reichspost exploitait, dès 1931, 46500 kilomètres de services d'autocars (les trois quarts du total des lignes d'autocars); aujourd'hui toute ligne nouvelle organisée par les autorités publiques lui est attribuée (avec compensations éventuelles pour le chemin de fer). Pour les transports publics de marchandises, au delà d'un rayon de 50 kilomètres, une autorisation est nécessaire et l'entreprise est soumise à une surveillance stricte, et avec l'obligation d'appliquer des tarifs dont les minima sont imposés. Comme, malgré tout, la coordination se faisait mal, la Reichsbahn fut chargée de contruire et d'exploiter un réseau de 4500 kilomètres d'autostrades coûtant 5 milliards, afin, dit l'exposé des motifs, « de mettre sous une direction unique l'ensemble du trafic industriel des transports de marchandises à grande distance ».

En Belgique, la loi de 1932 décide que tout service d'autobus doit avoir reçu une autorisation préalable qui n'est donnée qu'après enquête et même après *adjudication publique* à laquelle concourent éventuellement les réseaux; tout service public d'autocar est régi par un règlement général (assurance obligatoire, obligations vis-à-vis du personnel...) et par un règlement particulier (*tarifs*, horaires, itinéraires...); en 1933 une surtaxe de circulation fut imposée à tous les véhicules affectés au transport des marchandises sur route, et les droits de navigation augmentés de 12,5 pour 100. Une mesure brutale établit le 1er octobre 1933 une taxe

de 20 pour 100 sur les recettes de camionnage, mais *dès le 30 décembre* de la même année, elle fut rapportée, et le taux ramené à ce qu'il était auparavant : 2,5 pour 100.

Les chemins de fer sont autorisés à être transporteurs de voyageurs par route et à prendre des intérêts dans des entreprises d'autocars : en fait, ils ont substitué l'autocar au rail dans *peu* de cas.

En Suisse, l'œuvre de répartition était, jusqu'en 1933, matérialisée par deux compagnies de transport sur route, la S. E. S. A. et l'Asto, toutes deux créées par les chemins de fer suisses (qui sont une administration d'État) : la première desservant plus de 900 localités et 365 stations de chemins de fer, d'ailleurs par l'intermédiaire de sociétés de transport avec lesquelles elle s'entend et non par elle-même; la seconde, l'Asto, destinée surtout au transport des petits colis dont on a désiré libérer l'exploitation ferroviaire.

Mais depuis mai 1933, on a tâché d'améliorer cette collaboration et le *Bureau pour la défense des intérêts de l'automobile* a signé avec les organismes ferroviaires un accord qui a servi en 1934 de base à une loi et dont on attend la sanction définitive par voie de referendum : l'étendue relativement faible du territoire et des réseaux ferroviaires et routiers a permis ce contact complet et cet accord direct des intéressés qui comporte un véritable partage du trafic marchandises, la règle de principe étant qu'il appartient à l'automobile sur moins de 30 kilomètres, au chemin de fer au delà; des exceptions, des garanties, et en général les détails d'application étant par ailleurs précisés.

On a même voulu aller plus loin dans la voie de la coordination, puisque l'accord stipule la fondation d'une société coopérative englobant non seulement tous les souscripteurs ferroviaires et routiers, mais les expéditeurs.

En Italie, les textes donnent les plus larges pouvoirs à l'autorité centrale : le ministre a le droit de faire exploiter par les chemins de fer des services automobiles remplaçant les trains, et même de leur donner dans ce cas le monopole du transport; il peut leur confier aussi d'autres lignes automobiles. Tout service automobile destiné au transport des

voyageurs doit, de son côté, être autorisé par le ministre qui fait exercer un contrôle sévère sur les horaires, l'état du matériel, etc...

En fait, — et peut-être parce que le caractère montagneux de l'Italie se prête mieux à des routes nouvelles qu'à des chemins de fer nouveaux, — l'Italie exécute un grand programme d'autostrades et, par ailleurs, le développement des services voyageurs sur route se poursuit activement.

Un organe de coordination, l'Institut national des transports, créé par le chemin de fer (comme l'est la S. E. S. A. en Suisse), a porté spécialement ses efforts vers le trafic combiné route-rail, de façon à assurer le transport porte à porte.

EN FRANCE

L'évidente nécessité d'une coordination, plus éclatante encore en France que partout ailleurs, y fut cependant plus lente à s'imposer. La longue incertitude des pouvoirs publics devant une situation sans cesse aggravée, l'incompréhension de l'opinion, la puissance des intérêts électoraux ont rendu toute solution plus difficile d'année en année. Quelques hommes, cependant, se sont préoccupés de bâtir des systèmes cohérents. Examinons rapidement les solutions proposées.

Système dit « de la liberté », ou plus exactement, de la lutte à mort entre tous les transporteurs. — Il n'y aurait, d'après les partisans de ce système, qu'à laisser faire : « La coordination, disait encore l'année dernière au Conseil national économique un représentant d'associations de tourisme (d'une de ces mille associations dont le rôle devrait, — et devra demain, — se borner à réclamer de bons services, laissant aux techniciens qui les assurent et à la puissance publique qui en a charge le soin de chercher comment ils peuvent et doivent les faire), la coordination ne peut être imposée par des règlements. Elle se fait naturellement. C'est le client qui est le meilleur juge de ses besoins et des moyens de les satisfaire. C'est lui qui fait la sélection, en matière de transports comme dans tous les autres domaines de la vie économique. Son libre choix « fera » la coordination.

Ainsi placé sous l'égide de notions chères au cœur des

hommes libres, on comprend que ce système ait traduit longtemps le sentiment du grand public qui oublie volontiers qu'il est contribuable et même que plus ou moins il est presque toujours un épargnant, un capitaliste, un mutualiste, un assuré dont le livret de Caisse d'épargne, le portefeuille ou les réserves contiennent des titres de sociétés de transport. Malheureusement, il ne reposait que sur des apparences habilement exploitées. Dès le début de 1932, dans un très beau rapport, M. Toutée avait montré que la prétendue libre concurrence ne s'exerçait qu'aux dépens des finances publiques :

« C'est aux frais immédiats du Trésor que les chemins de fer améliorent leurs voies et leur matériel pour augmenter la vitesse, réduisent les tarifs pour conserver du trafic, maintiennent, malgré eux d'ailleurs, d'un bout à l'autre de la France, des lignes parasites et coûteuses. C'est aux frais du budget que l'automobile met en circulation, sur des routes dont ni le tracé ni le sol n'ont été faits pour cela, des engins de plus en plus lourds et de plus en plus rapides. »

Ce serait donc par un véritable abus de langage qu'on parlerait ici des avantages de la liberté économique ou de la libre concurrence. Il y aurait libre concurrence, si les divers moyens de transport soutenaient à leurs frais une lutte d'organisation dont l'usager serait le bénéficiaire. Il n'y a pas libre concurrence dans un régime où la charge de la lutte pèse en grande partie sur les finances publiques, pas plus qu'un exercice où deux boxeurs cognent sur un punching-ball ne pourrait être qualifié « match de boxe ». Il n'y a pas libre concurrence quand l'un des antagonistes n'est libre ni de son exploitation technique, ni de ses prix. Le régime actuel n'est pas le fruit de la liberté, mais de l'anarchie. De son maintien ne peut résulter, en fait, qu'un accroissement démesuré du déficit des réseaux réduits aux transports improductifs ou condamnés à consentir des abaissements de tarifs ruineux pour eux, ruineux pour les finances publiques, ruineux aussi pour l'eau et la route.

Système de la réglementation autoritaire des transports actuels. — Si le premier système se réclamait de la liberté, celui-ci invoque l'intérêt général. Mais il traduit une concep-

tion simpliste, applicable seulement dans les pays où l'eau et la route représentent peu d'intérêts, où les transports, relativement peu nombreux, s'ordonnent suivant des relations simples. Que la réglementation faite de loin et administrativement par l'État sur des formules nécessairement générales et par conséquent plus ou moins heureuses, suivant les cas, soit géographique, kilométrique, tarifaire ou fiscale, nous savons bien qu'elle sera médiocre, car l'État, qui a déjà bien du mal à assurer les services essentiels dont il a la charge, n'a ni les organes d'information, ni les possibilités de décision indépendante, ni les moyens de contrôle et de répression qui seraient nécessaires pour une telle tâche. Ce stade d'économie dirigée, pour autant qu'il soit le meilleur, ce que je ne discute pas, ne paraît possible qu'en Russie, c'est-à-dire quand il n'y a plus d'économie privée et que tout est économie d'État. On ne peut que s'étonner de le voir encore parfois préconisé par des plumes libérales qui, en tant de circonstances, témoignent de leur défiance envers l'action des gouvernements et la pression du Parlement. Il faut que la foi dans les miracles soit vive en France !

Système de l'Office national des transports. — Tous les moyens de transport sont repris par l'État qui les fait gérer par une administration parallèle à celle des P. T. T. ou même fondue avec elle.

Théoriquement, cela se conçoit, mais l'exécution est plus difficile, au moins aux yeux de ceux qui sont dans l'action.

Mesure-t-on vraiment :

1) Les dépenses à faire pour racheter équitablement sans gaspillage et sans de grossières erreurs tous les matériels, tous les établissements, tous les fonds de commerce, de tous les transporteurs de la route et de l'eau ? Je rappelle qu'il y a environ 10000 transporteurs routiers publics ayant fait leur déclaration (un grand nombre ne l'a pas faite) pour un ensemble de 30000 véhicules environ, auxquels s'ajoutent les très nombreux transporteurs publics occasionnels ou non déclarés, et qu'il y a 6040 transporteurs par eau.

2) Les complications qu'entrainerait pour l'État une massive augmentation du nombre de ses fonctionnaires? Ajoutez aux 430000 cheminots, tous les chauffeurs, les garagistes et

les mécaniciens des villes et des villages, sans compter le personnel des organismes de surveillance et de contrôle qu'ils nécessiteraient.

3) Le redoutable problème d'organisation des cadres que cela poserait? A tous ces hommes qui travaillent dans les transports routiers et qu'il faudra bien utiliser, qui inculquera la discipline et la tradition qui sont la force nécessaire et pas toujours suffisante des grandes affaires? qui conférera les galons convenables? Les propriétaires d'une péniche seront-ils classés comme chefs de brigade, ceux de six cars auront-ils le grade de contrôleur et une casquette à attributs d'argent? Ceux qui en possèdent quarante, ou dix bateaux-automoteurs, seront-ils promus inspecteurs et auront-ils une casquette à attributs dorés? Et que deviendront les chefs d'industrie?

4) L'insoluble problème de la création des mesures tarifaires et des méthodes d'exploitation et de contrôle commercial qui devront répondre aux besoins ou aux désirs du public, des méthodes d'achat, d'entretien, de réparation du matériel, et d'achat des matières de consommation qui devront répondre à une saine gestion?

5) Le gaspillage pour la collectivité qu'entraînerait la création de pompes, de garages et d'ateliers de réparation administratifs ajoutés à tous ceux qui seraient encore nécessaires pour l'automobile de tourisme ou de transport de marchandises?

Est-il exagéré de dire que pendant plusieurs années, et même au prix de dépenses immenses, cette organisation ne produirait rien de bon et apporterait un nouveau et immense trouble dans la vie économique du pays?

6) Enfin il ne faut pas oublier que, de même que la batellerie a développé une vie commerciale sur les berges de nos fleuves et de nos canaux, de même l'automobile a développé sur tous les points du territoire une vie nouvelle, alimentée par les petites entreprises routières. Garages, ateliers de réparation, de carrosserie, dépôts de pétrole et d'essence, c'est toute une prospérité locale qui s'est créée et maints villages nés autour d'une fontaine ont retrouvé la vie autour de la pompe à essence. Or, toute organisation d'ensemble des transports publics serait inévitablement conduite à abandonner ses fournisseurs locaux pour passer des marchés massifs plus avantageux. Que de ruines nouvelles en perspective!

C'est aux mêmes inconvénients, à peine atténués, que se heurtent les propositions tendant à la reprise instantanée par l'État de tous les moyens de transport et à leur exploitation par une Société commune. — Plus les organismes sont étendus et proches de l'État, plus ils subissent avec violence la pression des intérêts privés. Les réseaux le constatent chaque jour; que sera-ce quand un réseau unique des transports nationaux représentera une « masse » dix à douze fois plus importante qu'un réseau actuel de chemins de fer? Y a-t-il une seule catégorie de Français qui ne se croira autorisée à « exiger » des tarifs de faveur!

Sans doute, pour atténuer ces inconvénients, pourrait-on imaginer que l'autorité de l'État fût déléguée à six ou sept Sociétés régionales correspondant aux grands réseaux actuels, qui rachèteraient les entreprises fluviales et routières existantes sur leur territoire respectif et les exploiteraient.

Cette solution est évidemment plus humaine que les précédentes, car on peut concevoir que derrière un pareil nombre de Conseils d'administration six ou sept hommes, appuyés chacun sur des directions régionales, la rendraient viable, mais elle n'écarte cependant aucune des difficultés financières de rachat de matériel, des installations, des fonds de commerce, aucun des dangers économiques et sociaux de la concentration. Et si l'expérience oblige plus tard à y tendre, il ne faut le faire qu'avec d'infinies précautions, pas à pas, jour par jour. Il faut que ce soit une création continue et non un bouleversement brusque.

Au surplus, si la concentration des entreprises a pu sembler une des lois économiques de l'époque, contre laquelle il était vain de s'insurger, nous en voyons aujourd'hui les conséquences qui ne sont pas toutes réjouissantes et encourageantes. Il est en tout cas évident qu'il est peu d'industries où elles paraissent moins indiquées que dans celle des transports automobiles et dans celle des transports fluviaux. La force du chemin de fer, c'est sa puissance; celle de l'automobile, c'est sa souplesse et sa divisibilité. A chacune de ces caractéristiques doit correspondre un mode de gestion différent. L'organisation du chemin de fer est nécessairement lourde, pesante, administrative et, — en apparence seulement, à mon sens, —

coûteuse : défauts certes, défauts contre lesquels il faut lutter sans cesse pour les réduire au minimum, mais défauts inhérents à la nature même de l'industrie. Pourquoi vouloir les transporter sur la route, où, loin d'être la rançon inévitable de qualités précieuses, ils ne feraient qu'annihiler les qualités nouvelles du transport automobile ? Quand l'artisan automobile sera devenu un fonctionnaire, est-ce que son fils remplira encore le radiateur, est-ce que sa femme lavera encore les glaces de l'autobus, est-ce que son père remplacera les pneumatiques ? Y a-t-il intérêt à créer des « pompistes » fonctionnaires et des nettoyeuses retraitées après quinze ans de services?

UNE ORGANISATION NOUVELLE

C'est en raison des inconvénients de tous ces systèmes abstraits que, depuis plusieurs années, des esprits, plus réalistes, se sont orientés vers une autre solution dont on trouve le germe dans le rapport du gouverneur Fournier en 1930 : celle d'une organisation fondée sur le caractère public du service des transports, et agencée de façon à assurer à chaque mode de transport le trafic auquel il est économiquement le plus apte, tout en ménageant les intérêts économiques, financiers et sociaux en présence.

Pour réaliser cette œuvre difficile, il est apparu qu'il convenait, avant toute mesure de coercition, de faire appel à l'esprit d'entente des intéressés. Et c'est ainsi qu'après bien des tergiversations et la perte de beaucoup d'illusions sur la possibilité de l'intervention de l'autorité publique pour réglementer la concurrence des moyens de transport, cette notion d'entente a présidé à la constitution par les réseaux, au début de 1932, d'un Comité d'études réunissant, sous la présidence de M. André Lebon, président du réseau P.-L-M., des représentants du rail et de la route. Ce Comité a confié le soin de ses travaux à une Commission réunie sous la présidence de M. le conseiller d'État Helbronner, membre du Comité de Réseau des chemins de fer de l'État, qui a travaillé jusqu'à la fin du mois de juillet 1932.

Ce premier essai de conversations professionnelles *n'a pas eu les résultats qu'en avaient attendus les réseaux*. Dans l'atmo-

sphère de bataille de l'époque, l'accord n'a pas régné au sein de cet organisme. Les représentants des réseaux secondaires craignaient de faire les frais d'un accord direct entre le rail et la route ; les représentants des transports automobiles « libres » demeuraient réticents, reprochant aux réseaux de s'être assuré la majorité au sein de ce Comité, notamment par l'intermédiaire de certains transporteurs liés aux réseaux (correspondants, groupeurs), et ne voyant dans leur initiative qu'une manœuvre pour prendre la direction des débats et pour imposer un programme préparé de longue date.

Les représentants de la Fédération nationale de l'automobile et de l'Union des usagers des véhicules industriels se sont d'ailleurs retirés du Comité de coordination dès le mois de juin 1932, tout en se déclarant prêts à poursuivre avec les réseaux des conversations directes.

D'autre part, la navigation avait été tenue à l'écart, ce qui était une erreur. Enfin, du côté des pouvoirs publics, l'initiative des réseaux n'avait pas non plus reçu l'accueil que l'on espérait et le principe même des conversations ainsi engagées en dehors de l'administration avait été contesté par elle.

Cependant quatre avis ont pu être dégagés dans ce Comité d'études qu'on a appelé plaisamment un Comité du grand rail, et à la fin de ses travaux ils ont été transmis au ministre des Travaux publics.

Le premier de ces avis, relatif aux modalités éventuelles de remplacement des trains par des autobus sur les lignes secondaires, posait d'abord les principes qui devaient guider, une fois décidée la substitution des autobus aux trains, la répartition du trafic voyageurs entre le rail et la route, la détermination des horaires et des itinéraires, ainsi que la tarification des nouveaux services d'autobus. Le *chemin de fer*, concessionnaire primitif de la ligne, *devant continuer à garantir la continuité de la desserte du trafic et de la pérennité du nouveau service*, devait imposer un cahier des charges à l'entrepreneur dont le choix serait fait par la voie de l'adjudication restreinte.

Le second de ces avis était relatif à l'organisation du ramassage des marchandises et de leur groupement dans certaines gares centres. Il prévoyait l'institution de *conférences*

régionales chargées de choisir les *centres de groupage* les plus favorables.

Je ne dirai rien du troisième avis sur les *containiers* qui était de bien mince importance.

Quant au quatrième avis, je me réserve d'en faire plus loin l'analyse en en rapprochant les dispositions de celles qu'envisage l'actuel règlement d'administration publique.

Si ces avis restèrent en effet sans aucune application, ils avaient cependant semé un germe fécond et lorsque, en 1933, le gouvernement saisit le C. N. E. du problème des transports, les esprits étaient déjà mieux préparés à accepter les solutions nécessaires. La crise grandissante y aidait d'ailleurs.

Le Conseil national économique donna à ce débat toute l'ampleur qu'il méritait ; l'étude dura près d'une année. Après un magistral rapport préliminaire de M. Josse, une vaste enquête appela à la barre du C. N. E. tous les représentants des intéressés, qui vinrent tour à tour, au cours d'une quinzaine de séances, exposer leur point de vue. Les débats auxquels donnèrent lieu ces auditions montrèrent aux esprits impartiaux et raisonnables toute la vanité des solutions purement doctrinales, toute l'inutilité des recherches de responsabilité, toute l'urgence de mettre fin au désarroi et à la misère des transports, — misère qui n'a fait, hélas ! qu'augmenter depuis cette époque ! — Aussi est-ce à une très grande majorité (en moyenne 20 voix contre 5) que, dans ses séances des 16, 17 février et 14 mai 1934, après l'intervention personnelle du président du Conseil, le C. N. E. adopta les remarquables conclusions présentées par M. Josse sur la coordination du rail et de la route et par M. Laroque sur la coordination du rail et de l'eau.

Faisant triompher définitivement les idées mises précédemment en lumière, le C. N. E. affirme « l'utilité d'une coordination des moyens de transport ayant pour but de donner le maximum de services au public aux moindres frais pour la collectivité ». Il réclame une réglementation générale des transports sous le double aspect de mesures de police s'imposant à tous et destinées à assurer la sécurité et la facilité de la circulation et d'une réglementation des transports eux-mêmes, tendant à une répartition rationnelle du trafic. Il préconise une organisation à deux degrés, départementale ou régionale

à la base, nationale au sommet, pour réaliser une répartition fondée autant que possible sur des ententes, en tout cas de caractère souple et progressif.

RÉALISATION DES ENTENTES PRÉCONISÉES PAR LE CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE

Ces principes posés, restait à les appliquer. Voici comment on y a procédé.

A) *Rail-Eau*

Conversations directes entre transporteurs. — Parallèlement à l'enquête menée par le Conseil national économique, sur les suggestions de ce dernier et du Conseil supérieur des chemins de fer, et en accord étroit avec M. Flandin, ministre des Travaux publics, le réseau de l'État entreprenait dès le début de mars 1934 des négociations avec les transporteurs par eau de la Basse-Seine, qui aboutirent, dans le courant du même mois, à une entente de principe prévoyant :

Le partage du trafic entre la voie d'eau et le chemin de fer sur la base des résultats constatés au cours des années précédentes ;

Des garanties contre un développement excessif de la navigation fluviale, grâce à diverses mesures d'ordre gouvernemental (mesures visant les bateaux étrangers, la construction des bateaux neufs, l'impôt sur les transports, la participation des usagers aux dépenses de la voie navigable).

Un accord fut signé entre le réseau de l'État et les principaux transporteurs de la Seine le 8 mai 1934.

Mesures gouvernementales. — Le terrain ainsi déblayé, le gouvernement a pris, en matière de coordination rail-eau, les mesures suivantes :

1) Le *décret du 31 mars 1934* portant règlement général de police des voies de navigation intérieure et précisant notamment les distinctions entre, d'une part, la *navigation régulière* (remplaçant les anciens services dits « accélérés ») soumise à un cahier des charges et faisant l'objet d'une autorisation, mais jouissant, en compensation, de certains avantages (tré-

matage, droit de priorité aux écluses) et, d'autre part, la *navigation ordinaire*.

2) Le *décret-loi du 15 mai 1934*, base essentielle du nouveau régime et portant coordination du rail et de la voie navigable; ce décret a posé le principe d'accords directs entre les intéressés, sanctionnés par le ministre des Travaux publics et il a institué à cet effet :

Des Commissions régionales de coordination chargées de préparer des accords entre le chemin de fer et la navigation intérieure;

Un Comité central de coordination composé de deux experts (un des voies navigables et un des chemins de fer) et d'un arbitre chargé d'étudier ces accords et, à défaut d'accord, de soumettre au ministre des Travaux publics des propositions de répartition du trafic entre le rail et la voie d'eau.

Ce décret a subordonné, par ailleurs, à l'autorisation préalable du ministre : les immatriculations nouvelles de bateaux, l'exposé des motifs précisant que l'autorisation ne sera pas donnée sans que soit constatée simultanément la mise hors service d'un tonnage équivalent; — les transports de marchandises diverses; — l'utilisation par des tiers des bateaux appartenant à des commerçants ou industriels n'ayant pas exercé la profession d'entrepreneurs de transports avant la publication du décret.

3) Un second *décret du 15 mai 1934* relevant les droits de douane sur les bateaux de rivière, afin de réserver à l'industrie française les constructions nouvelles.

4) Le *décret du 30 juin 1934*, portant réglementation de l'affrètement en navigation intérieure et ayant pour objet : d'imposer l'emploi de conventions d'affrètement et de lettres de voitures-types; — d'assurer la publicité des frets par le visa obligatoire des conventions au voyage dans des bureaux d'affrètement analogues à ceux qui existent déjà dans la région du Nord; — d'organiser auprès de ces bureaux des bourses publiques d'affrètement où devront être traitées toutes conventions d'affrètement conclues par les mariniers artisans; — d'instituer des chambres syndicales des courtiers de fret admis à opérer dans les bourses.

5) Un second *décret du 30 juin 1934* assurant, dans une certaine mesure, à l'avenir, la participation des usagers aux

dépenses d'amélioration des voies navigables et établissant à cet effet des surtaxes locales temporaires destinées à subvenir à l'établissement, à l'amélioration ou au renouvellement des ouvrages ou de l'outillage public des voies navigables.

6) Le *décret du 21 septembre 1934*, portant règlement d'administration publique, qui a précisé les mesures d'exécution du décret-loi du 15 mai 1934 et a trait notamment :

à la composition, au fonctionnement et aux attributions du Comité central et des Comités régionaux de coordination ;

aux transports de marchandises diverses (modalité, étendue et durée de l'autorisation ministérielle) ;

aux bateaux neufs (interdiction de mises en service de bateaux neufs, autres que les bateaux remplaçant des unités démolies).

7) Le *décret du 28 octobre 1934* instituant *sept commissions* régionales de coordination.

8) Enfin, diverses mesures d'ordre fiscal sont venues compléter ces dispositions, parmi lesquelles on peut citer : la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires pour la navigation (décret du 24 juillet 1934) ; la modification de l'impôt sur les transports par eau (décret du 9 juillet 1934 : l'impôt frappe le prix total du transport en y englobant, ce qui constitue l'innovation, toutes les taxes accessoires ; le taux d'impôt de 4 pour 100 est relevé à 8 pour 100 pour les denrées).

Fonctionnement des organismes de coordination. — En exécution des dispositions qui précèdent, les organismes de coordination prévus par le décret-loi du 15 mai 1934 ont été constitués au cours du second semestre 1934. Ce sont le Comité central de coordination et sept Commissions régionales.

Le Comité central de coordination comprend un arbitre ; — l'expert voie d'eau et son suppléant ; — l'expert rail et son suppléant.

Le Comité n'a pas eu à envisager l'élaboration d'un projet d'accord-type en raison des divergences des conditions du trafic que fait ressortir, à titre d'exemple, le tableau ci-dessous.

Canaux du Midi

Trafic en « vase clos ».
Réseau de canaux parallèles à la voie ferrée.
Syndicats de bateliers puissants et peu nombreux.

Canaux du Nord

Communication avec les voies navigables de l'Est, etc.
Réseau diffus.
A côté de grosses Compagnies, poussière de petits bateliers indépendants.

A ce jour (février 1935), le Comité central s'est principalement occupé : des autorisations à accorder par le Ministre en vertu du décret du 15 mai 1934 (immatriculation de bateaux neufs, transport de marchandises diverses, utilisation par des tiers de bateaux appartenant à des commerçants et industriels) ; de la protection des chantiers de constructions fluviales touchés par les décrets précités ; des questions d'affrètement qui feront prochainement l'objet d'un règlement d'administration publique ; de l'examen des décisions des Commissions régionales ou des différends qui ont pu les séparer ; de l'examen du projet d'accord concernant les canaux du Midi visés ci-dessous, qui vient d'être retourné à la Commission régionale pour précisions et mise au point.

Dans les *Sept Commissions régionales* (Nord, Nord-Est, Centre, Nord-Ouest, Ouest, Sud-Est, Sud-Ouest) siègent un nombre égal de représentants des grands réseaux de chemins de fer intéressés et de transporteurs par eau. Toutes ces Commissions régionales se sont réunies et elles ont mis à leur ordre du jour l'examen de questions tarifaires (notamment les tarifs homologués par le Ministre à titre provisoire, pour six mois ou un an, en vue d'un accord à réaliser au sein des dites Commissions).

Accords réalisés entre le rail et la voie d'eau. — A l'heure actuelle (février 1935), trois projets d'accords ont déjà été soumis par les intéressés à l'examen des Commissions régionales : un accord entre la navigation et le réseau de l'État (18 juillet 1934) sur le trafic de la Basse-Seine (sens Le Havre-Paris seulement) ; — un accord entre la navigation et le réseau P.-L.-M. (26 juillet 1934) sur le trafic du Rhône ; — un accord entre la navigation et le réseau du Midi (16 décembre 1934) sur le trafic des canaux du Midi.

Ces accords sont fondés sur des formules assez comparables : répartition du trafic en un certain nombre de groupes, affectation à chaque groupe d'un tonnage moyen ou d'un pourcen-

tage de trafic, d'après les résultats d'une ou de plusieurs années de profits du chemin de fer pour tout dépassement du trafic alloué à la voie d'eau, engagement réciproque de reviser les tonnages affectés à chaque groupe en cas de variation importante et d'étudier en commun les cas de trafic nouveau.

B) *Rail-route*

Dès mars 1932, on avait souhaité une coordination orientée vers un idéal de paix et d'équité.

C'est de cet idéal et des principes posés par le C. N. E. que s'est inspiré un premier protocole d'accord, désiré à titre d'expérience par le ministre des Travaux publics et signé par 80 pour 100 des transporteurs routiers de Seine-Inférieure et le réseau de l'État, le 27 mars 1934. Il a immédiatement servi de base au décret-loi du 19 avril, puis à quelques autres protocoles signés par les différents réseaux et les transporteurs routiers dans les différentes régions.

Le décret-loi du 19 avril a institué un nouvel organisme, le Comité de coordination chargé de susciter des ententes entre le chemin de fer et les transporteurs routiers. Une fois conclues, les ententes sont sanctionnées par arrêté du ministre des Travaux publics, et nul autre transporteur ne peut s'établir sans y être d'abord autorisé.

Le Comité de coordination est composé de cinq experts qui représentent les grands réseaux, les voies ferrées d'intérêt local, les services routiers subventionnés, les services routiers libres de voyageurs et de marchandises.

Les élections ou désignations des cinq experts du Comité de coordination et de leurs suppléants eurent lieu dans le courant d'août et le Comité de coordination rail-route put se réunir dès le début de septembre 1934. La vérité oblige à dire qu'oubliant tous les vains reproches réciproques produits en 1932 et qu'on retrouve encore sous des plumes attardées, ce Comité a travaillé avec une ardeur et une loyauté d'esprit absolues à la coordination des transports voyageurs. Il s'est efforcé : d'établir un ensemble de mesures *immédiatement réalisables ;* de partir de ce qui existe en l'harmonisant et en le disciplinant, et à cet effet, de rendre obligatoire un *contrat*

entre les transporteurs existants; de considérer que le transport public réclame, du point de vue de l'intérêt général, que la puissance publique impose des restrictions, des devoirs, donc des charges et des servitudes, mais en contre-partie accorde une certaine protection, donc rende obligatoire un *contrat des transporteurs avec la puissance publique*; de ménager la situation de toutes les catégories de transporteurs de voyageurs et de *continuer à faire diriger et surveiller par chacun sa propre industrie, de telle façon que la notion de l'intérêt privé prédomine* et n'ait comme limitations que celles qu'impose le service public.

L'unanimité des cinq experts et des cinq suppléants qui ont été appelés à participer à leurs travaux s'est faite sur les points suivants : obligation pour chaque transporteur de s'intégrer dans un plan dressé par ses pairs locaux; nécessité de soumettre ce plan à l'examen et à la critique des représentants économique, politique et administratif locaux; arbitrage des intérêts par les cinq experts nationaux représentant chacune des catégories de transporteurs; nécessité de faire arrêter et sanctionner chaque plan de transports locaux par la puissance publique et d'en confier l'application au Comité local, sous la haute surveillance du Comité de coordination d'abord, de la puissance publique ensuite.

L'énoncé de ces divers principes met en lumière le chemin parcouru depuis 1932. A cette époque, la coordination était plutôt envisagée par *voie d'autorité*. Aucune entente générale entre les transporteurs d'une région n'était prévue; des ententes ne pouvaient avoir lieu que sur des cas particuliers, en cas de concurrence entre le rail et la route. En cas de désaccord, on prévoyait une mesure radicale qui était la suppression des services existants, le critérium étant *le prix de revient le plus faible*. Il est inutile de souligner combien ce critérium était sujet à discussion; aucune compensation n'était d'ailleurs prévue pour les entrepreneurs dont les services étaient supprimés.

En 1934-1935, au contraire, la coordination prend avant tout le caractère d'une *entente professionnelle* entre tous les transporteurs intéressés; l'*accord amiable* de ces transporteurs est la base de tout le système, et on a donc dû prévoir l'existence de compensations, les services existants par fer ou par

route étant répartis entre tous les exploitants, au mieux de l'intérêt général.

En 1932, on avait envisagé la création de Conférences régionales chargées, dans chaque cas, de décider du mode de transport qu'il convenait de conserver.

Rien n'était prévu sur le mode de fonctionnement de ces conférences, d'une composition très lourde; elles se saisissaient seulement des questions sur des cas d'espèce que leur transmettaient soit les pouvoirs publics, soit les transporteurs intéressés.

Aujourd'hui, le Comité technique départemental des transports prévu a un caractère purement professionnel et un caractère permanent. Il ne comprend, comme le Comité de coordination, que cinq représentants des transporteurs intéressés; il a un rôle beaucoup plus actif que la Conférence régionale de 1932, puisqu'il constitue un organe d'informations et d'études pour l'élaboration des ententes et, par la suite, un organe de surveillance pour le contrôle de l'application de ces ententes.

En 1932, on n'avait pu préciser, — car c'était une question d'initiative gouvernementale, — sous quelle forme serait imposé, en définitive, aux intéressés l'avis émis par la Conférence régionale; on n'avait guère envisagé que le règlement par voie d'autorité, le ministre entérinant par décret l'avis de la Conférence régionale.

En 1934-1935, sous réserve de l'avis qui doit être demandé aux représentants des usagers et des intérêts généraux du pays, les difficultés se trouvent, en définitive, toutes réglées par arbitrage, les questions qui n'ont pu réunir l'unanimité au sein des comités départementaux étant renvoyées au Comité central de coordination, qui, lui-même, en cas de désaccord, doit s'en remettre à la décision de l'arbitre.

En 1932, en cas de substitution d'un service automobile à un train, la Conférence régionale avait pour mission de dire quel était le mode de transport qu'il convenait d'adopter; quant aux garanties à demander au nouvel entrepreneur par route, c'était *au chemin de fer à les lui imposer par un cahier des charges*. Le réseau se trouvait conserver, vis-à-vis de la puissance publique, la responsabilité du service à assurer; il gardait par suite un contrôle très serré de l'exploitation des

services automobiles : et ceci présentait tous les inconvénients que vous devinez pour les réseaux et les finances publiques, qui eussent continué à assumer de lourdes charges.

En 1934-1935, le chemin de fer se retire purement et simplement lorsque le service peut être mieux assuré par route; il n'a dès lors plus aucune obligation à remplir; le service routier qui le remplace n'a à subir aucune obligation d'ordre tarifaire et, en principe, il n'est plus jamais subventionné.

Telles sont les grosses différences entre le régime envisagé en 1932 et le régime qui va entrer en vigueur.

En revanche, beaucoup des principes généraux envisagés en 1932 pour le partage du trafic, et qui relèvent plutôt du bon sens, de la nécessité de supprimer des doubles emplois et de l'examen des circonstances locales, se trouveront, en fait, être appliqués lors de l'élaboration des prochaines ententes locales; d'autres ont été explicitement prévus dans le règlement d'administration publique, tels que ceux qui visent la sécurité, les tarifs, la fixation des itinéraires, des horaires...

Enfin, une question qui constituait un point névralgique entre les transports routiers et les chemins de fer, celle des filiales automobiles, n'était pas soulevée dans les avis de 1932; beaucoup n'envisageaient pas, à ce moment, l'éventualité, pour les réseaux, de disparaître de la route et pensaient, au contraire, que ces filiales trouveraient normalement leur emploi pour le remplacement des trains par des autobus, si aucun transporteur libre ne présentait des propositions plus avantageuses. L'accord réalisé en 1934-1935, en réglant cette question délicate dans le sens de « chacun à son outil », aidera beaucoup au maintien des relations confiantes entre les services routiers et le chemin de fer et évitera les difficultés d'assimilation d'un personnel qu'il eût été difficile de ne pas intégrer un jour dans les cadres des réseaux.

VERS LA SOLUTION

Quelque brève que soit l'analyse que j'ai pu vous donner de ces accords, il vous apparaîtra certainement qu'ils s'intègrent dans la politique actuelle du gouvernement. Et de cela l'on doit se réjouir, si l'on admet qu'un pays doit se gouverner selon des principes...

On a fait, on veut faire beaucoup de reproches aux ententes professionnelles obligatoires.

Voyons si les ententes Rail-Eau et Rail-Route (voyageurs) en cours de réalisation les méritent.

En résultera-t-il des profits excessifs pour les transporteurs? — Non. Les services inutiles disparaîtront, des frais généraux excessifs seront diminués, on reviendra à des profits certes, et c'est nécessaire, mais à des profits normaux pour les capitaux; on évitera des réductions de salaires qui seraient obligatoires et que personne ne désire.

Les accords maintiendront-ils les affaires mal gérées? — Non, puisque sans possibilité de faire dans le désordre une concurrence déloyale aux entreprises saines, mais aussi sans subvention de la collectivité, livrées à elles-mêmes, elles s'effondreront, si elles le méritent.

Éliminera-t-on les petits transporteurs et créera-t-on un monopole des grandes entreprises? — Non, puisqu'au contraire les petits transporteurs seront assurés de l'existence et de l'indépendance et qu'ils ne risqueront plus d'être exterminés par les puissants transporteurs.

Tuera-t-on le progrès? — Non, puisque dans le calme chaque entreprise, grande ou petite, pourra travailler utilement à augmenter la qualité de ses services, sa clientèle, son rendement et ses profits.

Le Service public sera-t-il compromis par la coalition des transports? — Non. La coalition a pour but d'exercer une action sur le marché en vue de gains illicites. Avec ces accords on ne pourra pas faire de gain au détriment des consommateurs, de la main-d'œuvre, ni de la sécurité économique du pays, car les pouvoirs publics seront les juges et les gendarmes. L'approbation et le contrôle de l'autorité gouvernementale sont fermes sans être lourds. Ils se font sans création de fonctionnaires et sans frais.

Fait-on de l'étatisme? — Non, ce n'est pas de l'étatisme que d'imposer à tous de se plier aux règles établies par tous quand rien ne se fait que sur la demande et avec le plein consentement des intéressés ou conformément à l'arbitrage qu'ils ont eux-mêmes institué.

J'ai le sentiment que, dans l'entente et la discipline, nos transports vont s'acheminer, sans tracasseries comme sans bru-

talité, vers une solution harmonieuse, la France conciliant en cela, comme elle le fit souvent en d'autres domaines, la liberté personnelle à laquelle notre pays tient par toutes ses fibres avec l'autorité et l'ordre dont il éprouve, dans les heures présentes, un angoissant besoin. Deux tiers de la besogne sont faits, il en reste un autre à faire. Les deux succès obtenus permettent de l'entreprendre, et un peu de persévérance, de bonne volonté et de patience, de la part des cinq experts et de leurs cinq suppléants, en assureront la réussite. Il ne faudra plus, de la part des intérêts locaux et de leurs représentants, que la compréhension des nécessités vitales et urgentes des finances publiques locales et privées qui obligent à sacrifier quelques intérêts, quelques routines, quelques excès dans le train de vie du pays.

Il faudra aussi que la puissance publique persévère dans la voie des assouplissements tarifaires et administratifs dans laquelle elle est heureusement entrée par les décrets du 31 décembre 1933 et du 19 janvier 1934.

Il faudra enfin que le rail comprenne la nécessité de se rajeunir, de se perfectionner et de se simplifier. Pour tardives que soient les solutions qui s'enfantent sur tous ces points, elles ne sont pas neuves, croyez-le. C'est toujours un sujet de stupéfaction pour les hommes de s'apercevoir que, même aux problèmes qu'ils croient nouveaux, des solutions ont été bien avant eux proposées.

En dépouillant ces jours-ci de vieilles collections du *Journal des transports* pour y chercher les chiffres dont j'avais besoin pour cet exposé, j'ai trouvé dans le n° 35 du 31 août 1901, sous le titre « l'Automobile comme complément des transports », le résumé d'un mémoire que M. Spera, membre du Conseil supérieur des chemins de fer d'Italie, venait de publier sur... et, cherchant un mot, je suis bien tenté de dire : sur « la coordination ».

Le *Journal des transports* le commentait en ces termes :

« De nombreux territoires de la péninsule souffrent du manque de relations avec le reste du pays ; les chemins de fer secondaires et les petits chemins de fer font défaut en Italie et la situation financière du pays ne permet pas d'envisager la construction des réseaux secondaires et tertiaires qui seraient nécessaires pour la prospérité générale.

« L'organisation des voies ferrées est, du reste, défectueuse à son avis et il préconise le système suivant dicté, selon lui, par la configuration géographique du pays et par les besoins réels : suppression de tous les trains omnibus, mixtes, accélérés, le service des voyageurs étant assuré par des trains directs se formant seulement dans les stations primaires...

« C'est une erreur grave que de faire arrêter, à chaque station, les énormes et pesants trains de marchandises pour prendre une demi-barrique de vin ou à peu près et il convient, au contraire, d'amener le trafic des petites stations dans les stations primaires au moyen de trains relativement légers, proportionnés en tout cas au trafic à desservir ; puis à former dans les stations primaires des trains collecteurs ne s'arrêtant qu'aux stations primaires. La distinction entre la grande vitesse et la petite vitesse disparaîtrait ; c'est un non-sens, dans une exploitation de chemin de fer, que de parler de petite vitesse ; on doit réaliser le maximum de vitesse, non seulement dans l'intérêt du public, mais aussi dans l'intérêt des Sociétés exploitantes.

« Mais si les rails sont nécessaires pour les services à grande distance ou pour les trains importants, il n'en est pas de même pour les petits trains d'une ou deux voitures circulant à petite vitesse dans un rayon restreint ; l'automobile devient alors préférable, d'autant qu'il n'a pas besoin de voie spéciale et que, par conséquent, il peut desservir toutes les localités où il a chance de trouver des éléments de trafic, si minces soient-ils.

« Le service automobile a, du reste, ce précieux avantage de permettre de se rendre compte d'une façon précise du moment où un service de tramways, voire même de chemins de fer, peut être considéré comme nécessaire : dès que le trafic dépasse tel produit kilométrique, la transformation deviendra possible ; tant qu'il restera inférieur, cette transformation restera un non-sens et une erreur.

« Dans l'esprit de M. Spera, les services automobiles devraient être établis, non pour entrer en concurrence avec les chemins de fer, mais pour les compléter. »

Dans ce même numéro et en notule, après cet article, le *Journal des transports* annonçait d'autre part que l'Angleterre passait à l'application : « On annonce que le Great Western

Railway va établir un service d'automobile entre Cardigan et New-Castle Emelyn, distantes l'une de l'autre d'environ 16 kilomètres, toutes deux desservies par le chemin de fer, mais par des lignes différentes qui obligeaient jusqu'ici à faire un énorme circuit pour aller de l'une à l'autre. C'est le commencement de l'adoption du service automobile par une des principales Compagnies anglaises de chemins de fer qui ne va probablement pas s'arrêter là. »

Ce qu'en 1901, aux premiers jours de l'automobile, un ingénieur italien imaginait et un réseau anglais tentait d'appliquer, ce que pendant trente ans aucun pays n'a su faire, c'est ce que l'unanimité des ministres intéressés : Travaux publics, P. T. T., Intérieur, Travail, Finances, Justice, et l'unanimité du Conseil d'État, viennent de formuler dans un règlement d'administration publique. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter qu'il en paraisse bientôt un autre pour la coordination des transports Rail-Route des marchandises, qu'il soit réalisé dans la même unanimité, et que tous deux soient, avec celui de la coordination Rail-Eau, appliqués avec intelligence, courage et discipline par tous et dans tous les pays. Il n'en faudra pas moins pour sauver les 150 milliards de capitaux aux mains de 3 000 000 de porteurs et les 4 000 000 de Français dont le sort est directement en jeu.

RAOUL DAUTRY.

TRENTE ANS DE VERSAILLES

V (1)

DE TRIANON A LA GALERIE DES GLACES

Une fête au Hameau

De jeunes grand mères d'aujourd'hui se souviennent avec un sourire d'une journée de plaisir qui a marqué dans leur adolescence et dont elles n'ont pas retrouvé la pareille. Ce fut la fête champêtre donnée au Hameau de Trianon, le 27 juin 1901, qui groupa les sociétés les plus diverses dans une pensée de charité et dans un rappel sans prétention du passé. Ce fut pour Versailles la fête par excellence. Elle montra à quel point il commençait à reprendre sa place dans le sentiment public.

Il n'était pas question de reconstituer, dans ce décor vieilli et par endroits délabré, une résurrection puérile et le futile amusement des travestis historiques, mais les modes de la saison étaient déjà aux simples toilettes, aux dentelles jetées sur les robes blanches et un très léger archaïsme pouvait harmoniser les élégances du jour à celles d'une époque qui garde dans les mémoires un prestige de grâce consacré.

L'idée d'une telle réunion séduisit très vite le groupe des femmes distinguées qui en prirent le patronage et aussi l'idée d'en faire servir la réalisation à la petite enfance déshéritée. L'œuvre des Crèches de Versailles qui naissait dans mon entourage trouva l'appui d'une grande aînée, la Société de

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars, 1er et 15 avril.

charité maternelle qu'avait prise jadis sous sa protection la reine Marie-Antoinette elle-même. La comtesse Aimery de La Rochefoucauld, qui présidait alors celle-ci, enrôla aisément toute une aristocratique société. On allait retrouver à Trianon le précédent historique des « foires » de bienfaisance dont la Reine prenait l'initiative et où les femmes de la Cour rivalisaient de zèle et d'ingéniosité. Il s'agissait de bien établir cependant que la fête ne resterait pas entre les mains du « Faubourg » et c'est après en avoir reçu l'assurance que le ministère, au cours d'une délibération bienveillante au Conseil, se décida à nous accorder, pour un jour entier, le libre usage des jardins de Trianon.

Tout le monde se mit à l'ouvrage : la brillante affiche de Georges-Bertrand fit merveille sur les murs de Paris, les billets, maintenus à des prix modérés, s'enlevèrent rapidement et, le jour venu, dans le Hameau transformé, un large public apporta sa curiosité et sa sympathie.

Partout, des guirlandes, des feuillages et des fleurs masquaient l'usure des petites maisons et rendaient une vie factice à ce décor fané, où tant de légende, avec un peu d'histoire, se réveillait. Si le salon de la Reine appartenait aux concerts de musique ancienne organisés par la princesse Edmond de Polignac, tel réduit sombre et mystérieux servait aux consultations de la devineresse d'alors, Mme de Thèbes. Ailleurs, la « divine » Bartet récitait pour notre joie l'impromptu de Jacques Normand, tandis que, du haut de l'escalier de bois, Galipaux jetait à la foule ses parades étourdissantes. Un couple de chanteurs mondains occupait le Moulin où le meunier et la meunière échangeaient les chansons du temps; sur une estrade fleurie, les sœurs Mante, de l'Opéra, délicieusement costumées, reconstituaient les danses d'autrefois et, dans la Laiterie de la Reine, se succédaient sans interruption les tasses de lait, versées par les plus jolies mains de Paris.

Au soir tombant, quelques privilégiés, inscrits pour le dîner en plein air, savourèrent les dernières heures de cette aimable journée.

Aucun incident ne l'avait troublée, la recette était considérable et les œuvres allaient s'en réjouir. Les journaux, remplis la veille par le récit des préparatifs, rendirent hommage au succès; chacun cherchait son nom sur les listes et les

sceptiques, qui s'étaient abstenus, voulaient tous en avoir été.

Une seule déception nous resta : nous avions espéré que l'intérêt suscité par cette jounée ramènerait vers le Hameau l'attention des pouvoirs et lui vaudrait les consolidations, depuis longtemps réclamées, qu'exigeait sa conservation. Il n'en fut rien : nos plaintes renouvelées ne trouvèrent pas alors d'écho à l'administration des Beaux-Arts ; on laissait venir la ruine qu'annonçait une lente destruction.

En donnant de nos jours au désir général une satisfaction tardive, on a dépassé les limites d'une restauration respectueuse. Le caprice des architectes a détruit l'harmonie traditionnelle d'un décor allégé par le temps ; il a refait, sans profit, les potagers utilisés, pendant bien peu d'années, par les travailleurs du domaine. L'idée chimérique d'une reconstitution du passé a inspiré une archéologie amusante, mais qui a plutôt amoindri ses puissances d'évocation. Ce prestige, on l'a vu, existait encore dans toute sa force à l'époque de la fête de 1901.

Fêtes de nuit

L'usage de donner à Versailles de grandes fêtes mondaines au bénéfice d'œuvres charitables, qui en justifiaient la faveur, commençait à se répandre. A côté des incomparables spectacles nocturnes organisés au bassin de Neptune par la Société des fêtes versaillaises et que le progrès des techniques rend de plus en plus éclatantes, j'ai gardé souvenir de quelques soirées plus raffinées où le parc, soigneusement gardé par la troupe, ne laissait pénétrer que des foules élégantes, curieuses de retrouver quelque chose des plaisirs de l'ancienne cour. Robert de Montesquiou a magnifié, dans un récit intitulé : *Apollon aux lanternes*, la fête donnée au bosquet des *Bains d'Apollon*, où, sous les feux discrets des illuminations, la musique et les danses, devant le groupe de Girardon, donnaient à la grotte d'Hubert Robert une vie fantastique.

Les couples qui se croisaient dans les allées en écoutant les airs de Gluck faisaient penser au ballet des *Ombres heureuses* ; et lorsque le chant pur de Litvinne jeta à la nuit l'adjuration d'Orphée, on sentit passer le frisson sacré.

Une autre nuit, la Colonnade fut le centre de la fête, et les

danses allaient se dérouler autour de l'*Enlèvement de Proserpine*, lorsque fit une entrée royale la belle comtesse Greffulhe, tout de blanc vêtue, accompagnant l'archiduchesse Marie-Josèphe. Sur le socle du groupe illustre, Berthe Bovy récita pour elles les vers chantants que Molière prête à l'Amour pour célébrer Psyché. Les robes claires, étagées sur les gradins de marbre, tressaient sous les fines arcades une guirlande étincelante.

La plus rare de ces jolies réunions eut lieu sur le Canal, dans le bras de Trianon, en l'honneur du grand musicien Gabriel Fauré. Une flottille de barques entourait et suivait le grand navire réservé au maître lui-même et aux instruments. Et l'on percevait, dans la nuit lumineuse, les célèbres mélodies chantées par la voix pénétrante de Raynaldo Hahn. Tout le monde évoquait les soirs chantants de Venise ; quelques-uns, mieux informés, songeaient que sur les mêmes eaux, le long des mêmes berges, ces parties de musique nocturne avaient été le divertissement favori de la duchesse de Bourgogne.

Les « Amis de Versailles »

On me disait depuis longtemps :

— Fondez donc une société des « Amis de Versailles ». Les « Amis du Louvre » recueillent tous les jours des adhésions et rendent de réels services à notre grand musée. Vous avez le vent en poupe, les sympathies vous sont acquises et viendront à vous.

Je faisais la sourde oreille ; je ne voyais pas d'analogie si évidente entre la société existante et celle qu'il s'agissait de créer ; je ne croyais pas à un recrutement indéfini et, pour tout avouer, ayant gouverné jusqu'alors à ma guise mon petit domaine, je voyais apparaître sans enthousiasme un contrôle même bienveillant de donneurs de conseils. En fait, ces préventions ne devaient point se justifier, et les « Amis de Versailles », s'ils n'ont pu réaliser tous leurs rêves, n'en ont pas moins été pour nous de discrets et véritables amis.

Parmi les journalistes qui fréquentaient Versailles, un bon lettré, Eugène Tardieu, qui représentait *l'Écho de Paris*, fort de mon encouragement, donné pourtant du bout des lèvres, persuada M. Henry Simond d'ouvrir une consultation entre les

lecteurs du journal. Les réponses furent nombreuses à souhait et *l'Écho* s'offrit d'être le héraut officiel d'un groupement reconnu désormais indispensable.

A Versailles, existe de tout temps un nombre important d'habitants instruits et dévoués aux intérêts de leur ville. A Paris, s'inscrivaient toutes les amies du Conservateur, avec les amateurs qui répondent toujours aux appels de l'art. Une première réunion eut lieu et MM. Poincaré et Millerand acceptèrent de rédiger les statuts. L'assemblée générale, tenue le 25 juin 1907 dans l'hémicycle de l'école des Beaux-Arts, nomma le conseil d'administration, le comité d'initiative et choisit son bureau.

Nous avions désigné comme le meilleur président notre voisin de Marly, Victorien Sardou, que rattachait au Château le souvenir de son mariage béni dans la chapelle de Louis XIV avec Mlle Soulié, la fille du plus savant de mes prédécesseurs.

Sardou n'avait pas toujours l'érudition très sûre, mais elle était pittoresque et universelle et l'entrain de sa nature faisait de lui un président bien sympathique. Le peintre militaire, Édouard Detaille, qui lui succéda presque aussitôt, n'avait pas moins d'autorité dans la société parisienne. On leur donna deux vice-présidentes : la comtesse Jean de Castellane et la marquise de Ganay. Quant au trésorier, Charles Cambefort, son activité personnelle fut plus utile aux débuts de la société que les noms magnifiques inscrits en grand nombre au conseil d'administration. Sous les présidences Paléologue et Millerand, un Metman, un Fauchier-Magnan ont assuré les destinées de l'œuvre avec le même dévouement.

L'aimable Société des Amis n'a pu remplir de vastes desseins ; mais dès ses premiers efforts, elle a pourtant fait au Musée des dons précieux ; le plus curieux est peut-être ce fragment du grand surtout de table du mariage de Marie-Antoinette, composé de petits motifs et d'emblèmes exécutés à la manufacture de Sèvres. Et comment omettre l'esquisse de Moreau le jeune pour la fête de nuit du même mariage acquise pour nous à la vente Doucet ?

Pour rendre au Grand Trianon une part de sa grâce endommagée par Napoléon et Louis-Philippe, nous eûmes des « Amis » une subvention opportune destinée à la restauration des vues des bosquets peintes sous Louis XIV. Elles purent

retrouver leur place primitive et faire revivre, parmi les mythologies de Cotelle, les scènes de cour de Martin et d'Allegrain, un charmant ensemble consacré par le Roi à l'honneur de son Versailles.

A cette résurrection de la Galerie de Trianon, qui le dotait par surcroît d'un lieu de réunion fort agréable, le service d'architecture eut sa part, discrète, mais suffisante. Il fut moins heureux, quand il voulut réclamer le patronage de la société pour la folle entreprise de la reconstruction intégrale du bosquet des Dômes ; la proposition souleva dans le comité un sourire général et n'y eut pas plus de succès qu'à la Commission des Monuments historiques, où l'on venait de la rejeter.

Dès l'origine, les « Amis » adoptèrent l'usage de ces conférences données à Versailles qui suivent la présentation des arrangements nouveaux et des acquisitions des musées. Il y en eut trois en 1909. Le Conservateur parla deux fois : pour présenter les salles du XVIIIe siècle, puis la galerie de Trianon ; et l'administrateur de la Bibliothèque nationale, M. Henry Marcel, se chargea de commenter l'œuvre d'ensemble de Louis-Philippe.

La fête s'acheva au bosquet des Rocailles où le jeu des eaux parmi les plombs dédorés rappelle un décor de danse et de concert.

L'année 1910, sur laquelle je laisserai ici l'histoire de la Société, compta aussi trois conférences. Frédéric Masson nous entretint du palais sous Napoléon, et j'eus à présenter le nouvel aspect du Grand Trianon restitué, après tant de combats, dans son état primitif. Le goûter eut lieu au jardin français du Petit Trianon. Quelques jours après, Henry Roujon nous entretenait de la visite des poètes racontée par La Fontaine dans *les Amours de Psyché*. Gracieuse évocation faite dans la Galerie des Batailles recouverte, cet été-là, des tentures des Gobelins, d'après les cartons de Mignard et de Coypel.

La troisième réunion expliqua ces chefs-d'œuvre par la parole de Pierre Hepp ; et j'ouvris aux auditeurs cette galerie des victoires de Louis XV, noblement installée au rez-de-chaussée, sous la Galerie des Glaces, et qui depuis n'a pas été modifiée.

Cette tradition de la conférence annuelle des « Amis » s'est

continuée brillamment jusqu'à nos jours : il y a toujours une page d'histoire versaillaise ou une grande anecdote pour les attirer auprès d'un conférencier de choix et nous avons vu un maréchal de France, Lyautey lui-même, traiter un jour, avec sa franchise de Lorrain, de la réunion de son cher duché à la France royale.

Un mécène discret

Versailles avait bien d'autres amis que ceux qui s'inscrivaient au Pavillon de Marsan. Parmi les visites que je recevais il en est une dont je ne peux perdre le souvenir.

Je vois entrer dans mon cabinet une dame d'un certain âge, distinguée de manières, mais vêtue avec la plus extrême simplicité ; son nom m'est connu comme il l'est de tout Paris. C'est celui d'une femme de bien, immensément riche, mais qui, pour des raisons de conscience dont elle est juge, se refuse à jouir de ses revenus et les distribue intégralement à des œuvres de charité. Elle vit seule dans un modeste entresol d'un quartier populaire et ressemble singulièrement à l'étrange héroïne de bonté dont Henri Lavedan a tracé, depuis, dans *Irène Olette*, le portrait mystérieux.

— Monsieur, me dit-elle, j'ai lu vos livres sur Marie-Antoinette dont la mémoire de martyre m'est sacrée. Vous devez souffrir comme moi de l'état d'abandon de son petit Trianon, où croupissent dans les jardins qui ne sont pas entretenus les rivières qui ne coulent plus. La ferme de la Reine est en ruines, les maisons du hameau s'abîment chaque jour. Ce lamentable spectacle me crève le cœur : voulez-vous me permettre de vous aider à y mettre fin ? Dites-moi quelle somme serait nécessaire pour commencer ces travaux.

— Vous allez, madame, au-devant de nos plus chers désirs et vous me prenez de court pour indiquer un chiffre à votre libéralité. Évidemment, avec cent mille francs on ferait beaucoup de choses.

— J'avais prévu le double, monsieur, dit ma visiteuse, en posant sur mon bureau son petit sac noir, et ce ne sera qu'un commencement. Je mets seulement deux conditions : la première, que mon nom ne sera pas prononcé et restera entre vous et moi. La seconde, que vous seul disposerez de cette

somme pour décider et surveiller les travaux, car je n'ai aucune confiance dans les administrations de la République.

— Voilà qui complique les choses, répondis-je, et rendrait, je crois, impossible votre admirable générosité; il y a pour ces travaux un service organisé, et tout ce que je puis vous promettre, c'est de l'aider de mes avis dans le sens que vous souhaitez. Quant à votre première condition elle n'est pas irréalisable, mais il est indispensable que je mette au moins au courant l'homme qui a qualité pour accepter un don de cette importance et en décider l'emploi; c'est le sous-secrétaire d'État des Beaux-Arts.

La plus vive répugnance se peignit sur le visage de mon interlocutrice à l'idée qu'elle aurait à se confier à un membre du gouvernement. Je la rassurai à grand peine sur le caractère et la discrétion de M. Dujardin-Baumetz, et sur les conditions d'une entrevue qui pourrait rester parfaitement ignorée.

Cette rencontre n'alla pas sans difficulté. Il fallut obtenir de Dujardin-Baumetz une démarche qui lui semblait sans issue et à laquelle le décidèrent sa courtoisie et un peu de curiosité. Il fallut aussi trouver le salon discret de la rue de Lille où les domestiques ne pouvaient connaître ni l'un ni l'autre des visiteurs. Ils arrivèrent exactement au rendez-vous. On s'assura que les portes étaient bien fermées et l'on eût presque regardé sous la table. Le ministre remercia avec une chaleur prudente; la dame au petit sac renouvela ses offres et ses conditions. L'anonymat du don pouvait lui être garanti, mais l'exécution des travaux à Trianon devait suivre la filière ordinaire et obéir aux règlements administratifs.

La visiteuse disparut de notre horizon sans y jamais reparaître, et Dujardin-Baumetz ne vit pas s'évanouir, sans partager mon regret, un projet dont l'état médiocre de nos crédits ajournait indéfiniment la réalisation.

Quelque temps après, l'excellent homme me fit appeler et, sans relier le moins du monde sa proposition à l'épisode dont nous gardions ensemble le secret, me tint ce surprenant langage :

— J'ai bien étudié les choses de Versailles; ce grand domaine de merveilles fait un vaste ensemble où tout se tient et qui doit être entretenu et ménagé sous une direction unique; il faut un homme qui connaisse à fond l'histoire des

ceux et mûrisse des idées sur les restaurations à faire ou à éviter, s'intéresse aussi bien aux perspectives du grand parc et des Trianons qu'aux aménagements intérieurs et qui, en outre, ayant fait ses preuves, possède la confiance du Gouvernement. Nous avons ce collaborateur, et le décret qui lui donnera la haute main sur tous les services est facile à rédiger. Quel titre choisissez-vous pour votre fonction ?

— Ma foi, dis-je, en riant, je n'en vois pas d'autre que celui qu'a porté Mansart, surintendant des bâtiments du Roi; mais je ne me sens ni l'autorité ni les compétences de Mansart et vous me permettrez de décliner l'honneur que me fait votre amitié. Mes preuves, je les ai faites dans un cadre très restreint comme conservateur d'un musée et historien d'un château. Laissez-moi continuer ma besogne sans charger mes épaules d'un fardeau trop lourd pour elles.

C'est ainsi que, dans le cabinet doré de la rue de Valois, je repoussai les offres du pouvoir. A vrai dire, je ne refusais pas grand chose, car cette fantaisie d'un esprit facile à s'échauffer aurait rencontré trop vite des obstacles insurmontables. Si je rapporte ici cet entretien, ce n'est point pour en tirer une vanité rétrospective, mais pour constater avec quel esprit nouveau Versailles était regardé dans les milieux dirigeants de l'État, et quelle place il y tiendra désormais.

Le cours de Versailles

Un enseignement officiel venait consacrer cette résurrection. A l'École du Louvre, fut créée la chaire de l'art français des XVIIe et XVIIIe siècles. Versailles contenait l'inépuisable répertoire des exemples à présenter dans tous les domaines de l'art; et il suffisait de les classer pour en tirer des leços nombreuses et variées.

J'avais abandonné, depuis bien des années, à l'École del Hautes Études, un enseignement tout différent. Mais le sujet était aussi neuf comme matière d'enseignement que l'avait été autrefois l'histoire de l'Humanisme pour mon petit cénacle de la Sorbonne, et cette nouveauté même créait un public dont le charme du voyage à Versailles devait assurer n'assiduité.

Commencé dans le Salon des Porcelaines, le cours dut

émigrer plus tard dans le Salon de Diane. Les appartements parcourus après la leçon étaient étudiés successivement. La grande galerie et les plafonds de Le Brun nourrirent plusieurs leçons, où les projets originaux de Le Brun circulèrent de main en main. La chapelle de Mansart et son incomparable vêtement de sculptures faisaient un trésor d'observations inépuisable. Versailles devenait matière d'enseignement et comme le centre d'une étude générale de l'art français pendant deux siècles.

Une année entière se passa et enfin, dans les jardins, on s'attardait aux détails de chaque bosquet : l'admiration d'une statue, ou l'analyse d'un vase, nous arrêtaient en chemin, et l'étude du Parterre d'eau, bronze par bronze, que j'aurais voulu réserver aux élèves inscrits, faisait surgir autour de nous de nombreux promeneurs.

On reprenait souvent une causerie plus intime, avec quelques étudiants préférés, pour discuter une question et l'approfondir davantage.

« Quand le ciel était serein, a écrit l'un des meilleurs, la conversation se prolongeait sur la terrasse ouverte au spectacle des beautés de la nature disciplinées par une intelligence souveraine. C'étaient les jardins d'Académos pour rappeler au professeur des souvenirs des Hautes Études, mais plus naturellement, l'approche du couchant évoquait, devant ces promeneurs érudits, les pages célèbres de La Fontaine, dans sa *Pysché*. » Ces promenades souriantes durèrent jusqu'en 1914. Ainsi pour des générations nouvelles se fortifiaient les enthousiasmes et se transmettait le flambeau.

Années de guerre

Se rappelle-t-on de quelle beauté resplendit à Versailles l'été de 1914? Depuis quelques années nos jardiniers donnaient aux parterres des soins plus assidus; après les lilas du printemps, notre parure florale augmentait sans cesse son éclat. Des fenêtres, c'était une fête pour les yeux, et la promenade y ajoutait celle des parfums.

Brusquement, en un seul jour, toutes ces merveilles furent délaissées et le parc resta désert, au milieu de l'agitation de la ville. La guerre commençait.

On vivait dans les nouvelles incertaines et confuses, tantôt illusionné par l'entrée de nos troupes en Alsace, tantôt déprimé comme tout le pays par le bulletin foudroyant annonçant le recul insoupçonné du front « de la Somme aux Vosges ».

Ce fut aussitôt la menace sur la capitale. Et comme j'interrogeais, aux Réservoirs, le général Michel, gouverneur de Paris, sur la durée de la résistance qui pouvait retarder l'arrivée de l'ennemi à Versailles :

— Douze heures, me répondit-il.

Nous étions sans ordres. Ayant appris que le Louvre expédiait dans le Midi, par train spécial, ses principales richesses, j'eus le temps de jeter dans un camion les Gobelins précieux que nous avions en dépôt et qui purent se joindre à ce grand départ.

Mais que faire des trésors de la maison que nous voyions déjà occupée par l'ennemi, des meubles les plus précieux, des peintures récemment sauvées et devenues célèbres? Il y a sous l'aile Gabriel des caves saines et vastes; une d'elles aménagée en quelques heures reçut Houdon, Nattier, Vigée-Lebrun; des tapisseries et des bronzes. L'entrée en fut murée et masquée et le préfet lui-même, invité à approuver nos précautions, ne sut pas la reconnaître. Les vides furent remplis tant bien que mal, et nous attendîmes les événements. Le souci de dissimuler à l'occupant futur notre subterfuge fut le seul sourire de ces tristes jours. Bientôt la victoire de la Marne apprit au monde que ni Paris ni Versailles ne seraient atteints.

Les longues années se sont traînées dans le deuil et dans l'inextinguible espoir. Versailles a vu passer les soldats de toutes les nations. Avec les quelques gardiens âgés qu'il conservait, une partie du Musée restait ouverte. Il ne reçut point d'ambulances, mais plus d'une société de bienfaisance, plus d'un concert y recueillirent des secours pour les blessés. Les grands états-majors nous visitèrent.

Chaque nuit, cependant, où Paris était bombardé, Versailles avait sa part d'alarme! Les sonneries militaires avertissaient du danger, et la ville s'éteignait aussitôt. Très souvent l'ennemi aérien en se retirant, guidé par le dessin du grand Canal, passait au-dessus du Château où l'on percevait exactement le bruit de ses moteurs. L'intention d'épargner un

monument qui avait abrité un instant de l'histoire germanique était pour moi évidente. Saint-Cyr fut moins heureux et subit la terrible épreuve.

Puis ce fut la nuit singulière de juillet 1918 où se joua la suprême partie de la guerre. Les façades du Château orientées vers l'est répercutèrent pendant des heures une canonnade ininterrompue et des jeux de nuages renvoyèrent sur Paris les feux d'une bataille lointaine. C'était la seconde victoire de la Marne, la promesse de la délivrance. Les cœurs que cette nuit avait serrés d'angoisse n'en comprirent le sens que quelques jours plus tard.

La Marseillaise chez Louis XIV

Aux premières espérances de la victoire, on avait pensé que la paix serait signée dans le Château. Dès 1914, l'abbé Wetterlé, au nom de l'Alsace, l'a désigné à la pensée française. Cette heure réparatrice, que j'attendais depuis des années, m'apparut plus nécessaire au jour dont je vais fixer le souvenir. Le capitaine Roland Engerand en a fait le récit avec une émotion que n'atteignent point les notes personnelles que voici.

Quelques jours après l'Armistice, quand la victoire volait encore de ses ailes fières, je recevais un groupe de jeunesse qui pouvait en réclamer sa part : c'étaient les officiers devenus élèves à Saint-Cyr, après avoir été médaillés et blessés sur le champ de bataille. Autour de leur instructeur, ils écoutaient les paroles qui, du balustre de l'escalier de marbre, saluaient leur jeune gloire :

— En ce Château, symbole de toutes les grandeurs, en ces murs légendaires que vous avez préservés de l'invasion, de la souillure et de la ruine, en ces salles où vous avez effacé les humiliations de 1870, vous êtes chez vous.

« Notre guide, raconte Engerand, monté sur une banquette de velours rouge, nous retraça les grandes heures du Palais, nous intégra dans le passé, rattacha notre destinée et notre mission aux gestes et aux destins de nos ancêtres, nous fit toucher du doigt l'éternité de notre Patrie. »

J'essayais en effet, leur montrant au plafond l'Allemagne chassée au delà du Rhin, de rattacher à notre vieux trésor

d'honneur le jeune sang récemment versé, et nous unissions nos enthousiasmes :

— Allons, mes amis, m'écriai-je, chantons *la Marseillaise* ! Cela fera plaisir à Louis XIV.

A ce moment même, tandis que le chant viril commençait, apparurent au bout de la galerie des hommes graves, tous grisonnants, aux redingotes sages, médaillés aussi pour la plupart ou décorés de rubans d'anciennes guerres. C'étaient les maires de l'Alsace libérée, qui visitaient avec respect la maison de celui à qui Strasbourg s'était librement donnée. La rencontre était belle. Aussitôt des voix nouvelles se mêlèrent aux jeunes voix. La présentation fut émouvante : les Français retrouvés se jetèrent dans les bras de leurs libérateurs et l'hymne héroïque monta, d'un cœur unique, vers les allégories solennelles de Le Brun.

L'année du traité

L'année 1919 est pour le siècle la grande année de l'Histoire à Versailles, c'est celle des négociations et du traité. La ville s'est trouvée pendant six mois le centre du labeur international qui préparait la nouvelle Europe ; un grand nombre de commissions y ont eu leur siège et leurs archives, et les réunions plénières des nations participantes se sont tenues à l'hôtel nouvellement bâti, sur le chemin de Trianon, qui est devenu, à peine né, une maison historique.

J'y ai vu, pour ma part, défiler le monde entier, intéressé par tant de visages étrangers, par tant de présentations rapides et d'amitiés sans lendemain. Le rôle de guide reprenait naturellement sa place dans ma vie et c'était un devoir d'accompagner, presque chaque après-midi, dans les intérieurs du Château, les délégués des deux continents et les chefs des missions militaires.

Les derniers concerts pour les œuvres de guerre nous amenaient, à la Chapelle ou au Salon d'Hercule, une assistance cosmopolite. Une sorte de gaieté et d'entrain, malgré le deuil répandu dans tant de familles, résultait d'une détente nerveuse inévitable dont il fallait accepter le bienfait. Je constatais ce sentiment chez les auditeurs des dernières leçons du lundi,

avec qui les causeries plus familières semblaient déchargées d'une angoisse intime.

Les promenades officielles ne me donnaient d'autre avantage que de connaître de près la physionomie des personnages en vedette et d'enregistrer, avant les journaux, les fausses nouvelles. J'aurais à tirer bien peu de pittoresque des souvenirs confus de ces visites multipliées.

Quelques gestes révélateurs restent fixés dans ma mémoire. Ne revois-je pas Paderewski gravissant mon escalier et se jetant dans les bras de celui en qui il veut bien reconnaître un vieil ami de son pays? Comment oublier Lloyd George à califourchon sur un des canons ennemis que nous avions rangés autour de Louis XIV et adressant à sa fille, du haut de cette folle monture, des propos facétieux? Mais tout cela n'importe à personne.

L'animation de la ville se concentrait au boulevard de la Reine et à la rue des Réservoirs; une partie des bâtiments du vieil hôtel disparu aujourd'hui était affectée à la délégation allemande et à son nombreux personnel; des barrières le long de la rue isolaient cette installation et, du côté du parc, d'autres clôtures laissaient à la disposition de ces étrangers le vaste pourtour du bassin de Neptune, barré à la hauteur de l'Allée d'eau. Par les grilles toujours fermées, le passant pouvait apercevoir les promeneurs qui jouissaient en toute commodité du plus beau des jardins français. Aucun de ces nouveaux habitants de Versailles ne se mit en relations avec le Château, sauf M. de Kiderlen-Wechter qui sollicita la visite du Petit Trianon.

Enfin, le jour arriva et le conservateur eut un petit bout de rôle dans la grande scène dramatique de la signature. L'installation de la Galerie des Glaces ne manquait pas de majesté en cet après-midi du 19 juin, où un beau soleil se jouait sur les miroirs de Venise, les marbres et les trophées. Un de nos bureaux Louis XV, placé au milieu de la pièce, portait le livre, ouvert sur ses pages blanches; de chaque côté du quadrilatère occupé par les rangées de tables des plénipotentiaires, se massaient les invités. Près d'un millier de voix remplissaient de leur bourdonnement la nef puissante; nous l'entendions, le préfet de police et moi, à travers le plafond, dans les salles du rez-de-chaussée où nous retenait notre mission.

Bientôt, à l'une des portes-fenêtres de la pièce au-dessous du Salon de la Guerre, parurent les délégués allemands, amenés à travers le parc désert, et nous eûmes à les conduire le long des jolies pièces où revivaient depuis peu les portraits de notre histoire. Ils purent s'arrêter parmi les Nattier, auxquels ils feignirent de prêter quelque attention.

Au signal convenu, je pris la tête du petit cortège et l'acheminai, par des salons, qu'on dut trouver interminables, à l'escalier de marbre où les gardes républicains faisaient la haie sur les marches. Sabre au clair, ils venaient de rendre les honneurs aux délégués des nations amies. Je n'oublierai jamais l'ordre donné à notre approche et répété de salle en salle à mesure que nous avancions, et le bruit que fait l'acier en rentrant au fourreau. C'était, pour quelques instants encore, l'ennemi qui passait et le vaincu, et je voyais dans les yeux d'Hermann Müller se former des larmes qu'il ne pouvait dissimuler. Dès que nous parûmes sous l'arcade du Salon de la Paix, le bruit d'immense volière s'arrêta instantanément; l'Allemagne fut conduite aux places qui lui étaient réservées et la cérémonie commença.

Une heure après, le parc étant ouvert à la foule, Clemenceau condescendit à s'y montrer et bien qu'indifférent d'ordinaire aux acclamations, manifesta, dit-on, quelque émotion de celles qui l'entourèrent ce jour-là. Son œuvre était-elle aussi accomplie qu'il le croyait? J'avais à la même heure une impression d'historien que d'autres, en petit nombre, partageaient et que justifia l'événement. A la simplification obtenue en traitant avec le Reich uni, n'aurait-on pas dû préférer de traiter avec les États allemands engagés dans la guerre autour de la Prusse, et la solennité nouvelle qui consacrait notre victoire ne consacrait-elle pas du même coup l'unité définitive de l'Allemagne, telle que le génie de Bismarck l'avait obtenue dans cette même Galerie de Versailles? L'après-midi même, cette préoccupation avait surgi dans quelques esprits, chassée bien vite par cet enivrant soleil de juin.

Ajouterai-je un souvenir qui fixe un point de détail dont personne, je crois, n'a parlé? Pendant que les assistants à la cérémonie se répandaient dans les jardins, le comte d'Haussonville m'avait demandé de faire visiter à des étrangers qui ne la connaissaient pas la salle de l'Assemblée nationale

à laquelle le rattachait sa jeunesse. Nous y entrâmes par l'ancien foyer de l'Opéra, qui est une fort belle galerie décorée par Pajou et toujours vide de mobilier. Cette fois, à ma surprise, une large table s'y trouvait, devant laquelle trois fauteuils indiquaient une réunion récente. Ils venaient d'être occupés par Lloyd George, Clemenceau et le président Wilson qui avaient signé, le jour même, ce fameux acte complémentaire qui nous assurait, contre toute agression nouvelle, l'appui de l'Amérique et de l'Angleterre. On sait ce qui devait advenir de cet engagement que ne ratifia point le Sénat de Washington et quelles conséquences eut, sur l'avenir immédiat, cette chimérique sécurité. Nous ignorions tout de cette négociation révélée plus tard, mais il est peut-être intéressant de noter qu'à Versailles même et dans ce salon retiré, des visiteurs non initiés venaient d'entrevoir un mystère.

Le « Te Deum » de Lulli

Quelques jours plus tard, s'exauçait un de nos désirs, qui était de mêler un décor de l'ancienne France au triomphe de la France nouvelle.

Un *Te Deum* solennel dans la chapelle de Versailles, une grande composition de Lulli, écoutée par Louis XIV, une évocation du Grand Siècle par une œuvre authentique de sa plus noble musique, quel rêve pour des artistes ayant le sens et le goût du passé, quelle leçon vivante de la plus belle histoire! L'homme se rencontra, capable de comprendre l'idée et de la réaliser dans son ampleur. Henri Letocart disposait d'un orchestre savamment instruit et des chœurs déjà célèbres des « Amis des Cathédrales ». Il connaissait l'existence du *Te Deum* de 1677, exécuté d'abord à Fontainebleau, et qui l'année suivante le fut à Versailles; il rappelait à l'origine les succès du maréchal de Créqui en Alsace : c'était plus qu'il n'en fallait pour enthousiasmer ce petit monde de chanteurs et d'instrumentistes que le chef d'orchestre devait gouverner.

Le 3 juillet, la Chapelle était pleine comme on ne l'avait jamais vue; des tribunes aux basses nefs aucune place ne restait vide et l'on se pressait sur les marches mêmes de l'autel, dépourvu maintenant de sa fonction sainte, mais demeuré centre pour les regards et pour les âmes, au-dessous des

orgues vêtues d'or qui allaient chanter une fois de plus.

Un motet du vieux Charpentier prépara les esprits, puis, de la tribune ensoleillée, une voix s'éleva, pour dire quelles gloires dormaient là depuis le jour où Mansart avait conçu ces belles lignes pour Louis XIV vieillissant. Elle montrait la lumière jouant sur elles aussi librement que dans une tragédie de Racine ou un sermon de Bossuet; elle évoquait en traits rapides les solennités qui s'y déroulèrent, les mariages, les baptêmes, les pompes de deuil et toute la vie religieuse de la Cour; n'était-elle pas associée aussi à l'honneur militaire de la nation; n'avait-elle point entendu le *Te Deum* pour Denain, pour Fontenoy, pour Laufeld, n'avait-elle pas chanté les bienfaits de la paix avec l'Empire, avec la Prusse, avec l'Angleterre et la paix d'hier ne venait-on pas la saluer encore comme l'aube heureuse d'un jour nouveau? Mais celui qui parlait, voyant parmi les visages levés vers lui tant de vêtements de deuil, se laissait aller à demander à jamais pour les morts la reconnaissance des vivants et l'émotion de sa parole, que Versailles désormais n'entendrait plus, s'achevait dans une prière.

Soudain éclata dans son triomphe le prélude des trompettes et des violons et l'on commença de sentir le réconfort de cet art viril et profond qui allait nous dispenser sa plénitude. Les chœurs se levaient à leur tour, dans le « petit chœur »; la voix successive des solistes reprenait en vocalises le thème des cuivres; le « grand chœur » leur donnait le couronnement des masses chantantes et toute l'audition se poursuivait en ces alternatives colorées où l'âme d'un temps se réveillait pour parler à la nôtre.

Adieu à Versailles

Les carrières un peu éclatantes ont toujours quelque tristesse dans leur achèvement. Mon départ volontaire de Versailles en fut exempt. Les amis qu'on a toujours dans la presse, en me jetant les suprêmes fleurs, s'étonnèrent de cette « abdication » inexplicable. Mon entourage en connut les motifs. Aucun devoir ne me liait plus : l'avenir de notre musée était assuré. J'avais accompli l'essentiel de l'œuvre entreprise en pleine jeunesse, et je laissais le soin de la ter-

miner, suivant nos plans communs, à des collaborateurs qui ne manqueraient point à la tâche. Et d'autre part, avais-je fort épuisé depuis longtemps la joie des découvertes, le plaisir des aménagements et la médiocre ivresse des victoires administratives. Les années de guerre et ces journées de 1919 qui les couronnaient, m'avaient apporté des émotions qui ne seraient jamais dépassées. Je pouvais sans scrupule accepter les fonctions moins absorbantes que m'offrait l'Institut et songer plus librement aux livres qui me restaient à écrire.

Un lien nouveau faillit me rattacher à Versailles au moment où je le quittais pour Paris et, s'il est rappelé ici, c'est pour témoigner ma reconnaissance à la ville qui me marquait son regret d'une façon vraiment touchante. Les élections d'octobre approchaient et les listes départementales se préparaient. Divers groupes versaillais vinrent me demander de les représenter à la Chambre, se persuadant que je pouvais encore servir ainsi des intérêts qui me restaient chers et, d'une façon plus générale, ceux de l'art national qui rencontre souvent dans nos commissions parlementaires plus de bonne volonté que de compétence.

Ému par ces marques d'attachement, tenté peut-être, je l'avoue, par la facilité du succès sur la liste André Tardieu qui devait passer tout entière en Seine-et-Oise, j'acceptai de figurer sur celle que formait pour lui M. Gast, maire de Ville-d'Avray. Le futur président du Conseil a peut-être oublié cette fugitive collaboration qui ne dura que peu de semaines, car mon médecin de Royat, ami très sûr, m'imposa de lui fausser compagnie :

— Comme médecin, me dit-il, je vous interdis le Palais-Bourbon et le travail auquel, tel que je vous connais, vous ne manqueriez pas de porter votre passion ordinaire ; comme ami, j'estime que vous avez mieux à souhaiter qu'un sous-secrétariat d'État des Beaux-Arts.

Il n'y avait qu'à écouter l'ordre et le conseil

Dans une demeure paisible, où la confiance de mes confrères me fait ces loisirs, j'ai retrouvé l'âme vivante d'un musée. Je veille sur l'art des deux âges que j'ai toujours préférés, la Renaissance d'Italie et le XVIIIe siècle de France. Et mes

vieilles années ne sont pas inutiles si, en reprenant la liberté de ma vie pour revenir aux lettres, je combats encore et je sers. Des livres depuis longtemps commencés se sont achevés, des horizons nouveaux ont été abordés, quelques poèmes écrits, qui peut-être me survivront. Mais la pensée du vieil homme ne cesse d'habiter Versailles. Chaque détail des chambres royales, chaque tableau du musée, chaque marbre des bosquets se présente tour à tour à sa mémoire ; s'il ne lui restait plus d'autre plaisir, il suffirait de ces images et des souvenirs qui les entourent pour sauver ses jours de l'ennui.

Même les heures mauvaises, les plus dures, lui apportent maintenant, dépouillées de leur amertume, du réconfort et se transfigurent en beauté à travers la jeunesse qu'elles lui ramènent. Quand le printemps enchante pour d'autres le ciel de Paris, c'est dans Versailles que ma rêverie va le chercher. J'entre le soir dans les jardins par la porte familière ; dès qu'elle est franchie, m'accueillent des brises d'air embaumé ; je regarde le soleil bas mourir sur les grandes plaines, et les longues façades s'illuminer de son adieu ; je ressens l'apaisement instantané qui brisait jadis les cruels soucis, le repos qui réparait les fatigues de la journée ; je me livre à l'hallucination bienfaisante d'où venait à moi, dans ce jardin de silence, toute une histoire ressuscitée, et je goûte encore, en fermant les yeux, les beaux spectacles de ma vie.

PIERRE DE NOLHAC.

LES ASPECTS GÉNÉRAUX DU CHOMAGE

SES DIFFÉRENTES FORMES

Si, dans l'énorme armée de chômeurs actuellement éparse dans le monde, on s'avisait de faire l'appel, voici les chiffres qu'on pourrait entendre annoncer : Allemagne, 2604000 ; Angleterre, 1934000 ; Italie, 961000 ; France, 500000 ; États-Unis, 10671000 ! Et la liste s'allongerait, aussi longue qu'il le faudrait pour comprendre tous les peuples de la terre, car aucun n'est épargné par ce fléau, le pire qui puisse, en temps de paix, désoler l'humanité.

A vrai dire, le chômage n'est pas un fait particulier au temps présent, mais on s'accorde à considérer qu'il a rarement présenté une extension et une ténacité comparables à celles qui le caractérisent depuis la fin de la guerre, et, plus particulièrement, depuis la crise dont les débuts remontent déjà au dernier tiers de l'année 1929.

Il est certaines formes du chômage qui font, pour ainsi dire, partie intégrante de la vie économique. Lorsqu'on procède au recensement de la population, il est d'usage que le questionnaire auquel chacun de nous doit répondre comporte certaines interrogations relatives à la profession. « Êtes-vous chômeur ? » demande-t-il. A cette question les statisticiens constatent qu'un nombre très constant de réponses affirmatives viennent s'inscrire dans leurs dépouillements. En France,

les divers recensements pratiqués depuis le début de notre siècle nous font connaître que notre pays compte, normalement, environ deux cent mille sans-travail. Ce sont des gens momentanément privés d'emploi pour les causes les plus diverses, mais qui, sauf exceptions, ne doivent pas être considérés comme éliminés de la vie économique, ni même comme gravement atteints par leurs loisirs forcés et temporaires. Cela est si vrai qu'au moment même où l'on recense deux cent mille sans-travail, on enregistre à peine plus de trente mille chômeurs secourus. Il y a, dans ce chômage, qu'on peut appeler normal puisqu'il est permanent et qu'il n'apporte pas de trouble profond à la vie économique, une sorte de résidu de main-d'œuvre, un trop-plein qui correspond soit aux légers à-coups de la marche de certaines entreprises ou professions, soit à la nécessité pour la demande d'emploi de disposer toujours d'une offre de travail flottante et prête à se fixer.

Une autre forme du chômage, plus grave déjà, mais tout aussi régulière dans ses manifestations, c'est celle du chômage saisonnier. Beaucoup d'industries connaissent, en effet, chaque année, une ou deux périodes de morte-saison compensées, il est vrai, par des périodes de travail intensif. On peut citer, par exemple, l'agriculture, qui libère de la main-d'œuvre en hiver et qui embauche largement à l'époque des moissons ou des vendanges; le bâtiment, qui ralentit les travaux de plein air pendant la mauvaise saison; les industries subordonnées à la mode ou à certaines traditions professionnelles, qui règlent le rythme des commandes, comme la confection.

Chaque profession paraît avoir ainsi son coefficient propre de chômage résiduel et ses « pointes », de hauteur assez constante, de chômage saisonnier. C'est la régularité de ces chiffres qui a fait naître, depuis longtemps déjà, l'idée que le chômage était un risque prévisible et qui a donné naissance à divers systèmes d'assurance. Mais le phénomène de chômage généralisé et persistant auquel nous assistons aujourd'hui diffère sensiblement des formes de chômage que nous venons de décrire. Il est, tout d'abord, plus difficile à chiffrer et quand on parle, selon un « cliché » usuel, de l'innombrable armée des sans-travail, on énonce, à la lettre, une vérité certaine.

LA MESURE DU CHÔMAGE

Aucune statistique exacte du chômage n'est dressée dans aucun pays ; les statistiques existantes sont difficilement comparables : telles sont les deux constatations qu'il faut bien faire, dès qu'on aborde l'étude de ce problème. Les statisticiens du travail, réunis à plusieurs reprises en conférences par le Bureau international du Travail, ont multiplié les observations à ce sujet et très diligemment cherché à porter remède à l'insuffisance des méthodes adoptées pour dénombrer les chômeurs.

Un premier problème consiste d'abord à définir le chômeur, afin de n'en oublier aucun dans les recensements et, à l'inverse, de n'y point faire entrer ceux qui doivent en demeurer exclus. Aujourd'hui, on s'accorde à considérer que le chômeur, c'est l'ouvrier qui, voulant et pouvant travailler, ne réussit pas à trouver un emploi répondant à ses aptitudes et à ses convenances justifiées. Cette définition, à certains égards, se montre assez précise. Elle ne vise que les travailleurs salariés et exclut les artisans, les petits exploitants ; elle exclut, de même, les malades, les invalides, les grévistes, les ouvriers bénéficiant d'un congé. Mais, quand elle tient compte des aptitudes et des convenances personnelles du sans-travail, elle risque de créer une certaine confusion. En fait, les fonds de secours ou les caisses d'assurance-chômage qui offrent à un chômeur un emploi que celui-ci refuse, sont seuls juges du point de savoir si le refus est justifié ou non par les convenances personnelles de l'intéressé. Dans l'affirmative, l'allocation continue à lui être payée et il figure dans les statistiques du chômage. Dans la négative, on l'élimine ; il n'est plus secouru, il ne compte plus comme unité statistique, — mais, socialement, il reste quand même un sans-travail, bien qu'il échappe au dénombrement officiel.

Les sources et les méthodes utilisées pour connaître le nombre des chômeurs diffèrent d'un pays à l'autre et ne méritent pas toutes le même crédit. Là où l'assurance obligatoire existe, on sait plus exactement qu'ailleurs les proportions du chômage ; encore convient-il d'observer que cette statistique offre des lacunes, car les systèmes d'assurance les

plus complets laissent toujours en dehors d'eux certaines catégories professionnelles, telles que les domestiques, les ouvriers à domicile et parfois les travailleurs intellectuels ou les agricoles. On se borne alors à supposer que les effectifs de ces professions présentent le même pourcentage de chômeurs que ceux des métiers couverts par l'assurance.

Dans les pays qui ne possèdent pas de système d'assurance obligatoire, ce sont les fonds de secours qui fournissent les chiffres du chômage. On y ajoute les renseignements procurés par les caisses d'assurances bénévoles, par les syndicats professionnels, par les services publics de placement. Mais ces données sont incomplètes et incertaines, on le comprend aisément. Les fonds de secours ne peuvent connaître que ceux qui demandent l'allocation et si, parmi ces postulants, il est des gens qui sont de faux chômeurs, soit parce qu'ils travaillent, soit parce qu'ils ne veulent pas travailler, il est établi que beaucoup de vrais chômeurs répugnent à recourir à l'assistance des fonds, tout au moins tant que leurs ressources propres ne sont pas épuisées. Les offices de placement ne voient pas, eux non plus, venir à eux tous les chômeurs et leurs statistiques sont incomplètes.

Mais on rapproche les chiffres fournis par ces diverses institutions. Pendant longtemps, on a pu considérer, en France, que le nombre des chômeurs réels correspondait à un certain multiple des chômeurs secourus, mais cette estimation n'a pas grande valeur. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites, comparé à celui des secourus, permet une appréciation déjà plus exacte, mais toujours approximative cependant.

Le chômage de crise ne prend pas toujours la forme d'une cessation complète de travail. De plus en plus, la pratique du chômage partiel s'est étendue. Quand un industriel voit diminuer ses commandes, il préfère souvent, au lieu de congédier une partie de son personnel, diminuer la durée du travail, soit en réduisant la journée d'une ou plusieurs heures, soit en fermant ses usines un ou plusieurs jours par semaine. L'évaluation du chômage partiel est difficile à faire ; on cherche à savoir combien d'ouvriers sont atteints et dans quelle mesure ils le sont, c'est-à-dire combien d'heures de travail ils perdent chaque semaine. On obtient alors un total d'heures que l'on

divise par quarante-huit, chiffre qui représente le nombre d'heures de la semaine normale, et on obtient ainsi un chiffre qui traduit en « chômeurs complets » le chômage partiel supporté par les ouvriers mis à ce régime.

En France, le ministère du Travail publie chaque semaine plusieurs chiffres qui permettent d'évaluer l'ordre de grandeur du chômage. A la fin du mois de mars 1935, la statistique des offices de placement accusait 425 000 demandes d'emploi non satisfaites pour les hommes et 110 000 pour les femmes. D'autre part, les fonds de chômage comptaient 399 000 chômeurs et 94 264 chômeuses secourus. Ces chiffres, 535 000, d'une part, et 493 000 de l'autre, concordent suffisamment; ils attestent une forte progression du chômage, puisqu'en mars 1934, on ne comptait guère plus de 347 000 chômeurs secourus.

Pour évaluer le chômage partiel, nous pratiquons, depuis 1931, une méthode qui fournit des résultats précis, mais incomplets. Chaque mois, les inspecteurs du travail et les inspecteurs des mines procèdent à une enquête sur les effectifs occupés et sur les heures de travail dans les départements soumis à leur contrôle et occupant plus de cent salariés. On en tire des chiffres très détaillés, permettant de savoir, par régions et par profession, quels sont les contingents ouvriers de la grande industrie et quel est le pourcentage des établissements qui travaillent à temps normal ou à temps réduit (on distingue six catégories, de « moins de trente-deux heures à quarante-huit heures et plus »). La plus récente de ces enquêtes nous apprend qu'au début du mois de mars 1935, les effectifs des établissements considérés avaient diminué de 6,15 pour 100 par comparaison avec ceux de mars 1934 ; d'autre part, la proportion des effectifs n'accomplissant pas la semaine normale de travail s'élevait à 48,60 pour 100 au début de mars 1935, contre 40,45 p. 100 l'an dernier à pareille époque.

Nous ne tenterons pas de comparaison internationale du chômage à l'heure actuelle et au cours des années qui viennent de s'écouler. Qu'il nous suffise de signaler que si, jusqu'en 1933, le chômage ne s'est accru que lentement, dans notre pays, alors qu'il progressait très vite dans le reste du monde, la situation s'est renversée depuis environ deux ans : le chômage demeure à peu près stationnaire en Angleterre, aux

États-Unis, en Allemagne, alors qu'il a marqué, chez nous, un accroissement rapide.

QUELQUES CAUSES

La recherche des causes, en matière économique, offre toujours de grandes difficultés et conduit rarement à des certitudes. Cela provient non seulement de la complexité des faits, mais encore de leur interdépendance, et aussi de ce que c'est tantôt l'un et tantôt l'autre qui joue le rôle prédominant et qui exerce une influence déterminante sur les autres. De là proviennent la plupart des controverses entre économistes, dès qu'il s'agit, non plus de décrire la réalité, mais de saisir, à travers les corrélations, des liens de cause à effet. Nous pourrions le montrer par divers exemples, comme celui des prix, de la circulation et du change, mais il nous suffit, pour l'instant, de nous limiter au problème du chômage, ou, mieux, à quelques-unes des explications qu'on en donne.

Il est assez vain, semble-t-il, de se demander si le chômage est une conséquence de la crise ou s'il en est la cause, parce que le chômage, c'est précisément l'une des manifestations les plus tangibles du ralentissement des affaires, de l'inadaptation des facultés de consommation aux possibilités de la production, qui constitue le malaise chronique, improprement appelé crise, dont nous souffrons.

Quand il s'agit de rendre compte du chômage résiduel ou du chômage saisonnier, les explications ne manquent pas. En période normale, beaucoup d'inoccupés sont des inadaptés ou des instables, qui aiment à changer de patron, sinon même de région ou de profession; d'autres sont en quête d'emploi parce que leur employeur aura vu ses affaires se resserrer, ou parce que des circonstances accidentelles auront atteint son entreprise ou l'industrie dont il relève. Le chômage saisonnier est soit le fait des conditions techniques du travail, soit le résultat des habitudes de la clientèle, qui bloque ses commandes à certains moments de l'année et les suspend à d'autres périodes.

Mais, au chômage étendu et prolongé il a fallu chercher d'autres raisons. Parmi celles qu'on invoque, il en est deux qui suscitent d'assez vives controverses. Le chômage est-il le

résultat du progrès technique? Est-il la conséquence de la dénatalité?

Sur le premier point, la dispute est ancienne. Dans la première moitié du XIXe siècle, alors que la grande industrie s'établissait en Europe, que les chemins de fer se construisaient et qu'une profonde transformation économique s'accomplissait, la question du machinisme s'agitait, et il serait curieux de rapprocher les polémiques doctrinales de cette époque avec celles que soutiennent si ardemment nos économistes contemporains. Ricardo, Sismondi, Stuart Mill voyaient le chômage découler fatalement de l'emploi des machines; Babbage, Senior, Mac Culloch, plus optimistes, croyaient au rétablissement automatique d'un équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre.

Aujourd'hui, les plus prudents se refusent à donner une réponse d'ensemble à la question. Le progrès technique a des aspects multiples et produit des effets différents selon les cas et selon les moments. D'une manière générale, pendant la période où se construisent les machines et les outillages nouveaux, on assiste à une demande accrue de travail et ce sont les bras qui manquent aux emplois. Une deuxième période commence alors : machines et outillages nouveaux entrent en jeu, se substituent à la main d'œuvre et, momentanément, produisent plus qu'on ne peut consommer : le chômage apparaît et, avec lui, le malaise économique. Puis l'assainissement s'opère, les prix s'abaissent, la consommation reprend, en même temps que s'amorcent de nouvelles créations, et le chômage est résorbé.

Si, au lieu de considérer les progrès techniques comme un bloc, on distingue selon leur nature, on s'aperçoit alors que leurs effets diffèrent, d'une espèce à l'autre. Certaines inventions ont pour but de permettre de fabriquer des articles déjà connus en moins de temps qu'auparavant ou d'en fabriquer davantage dans le même temps ; ces inventions-là éliminent de la main-d'œuvre et ne la réemploieront que si la consommation des objets dont il s'agit vient à augmenter de telle façon qu'elle exige la création de nouveaux moyens de production (1).

(1) Jusqu'en 1793, le coton était d'un emploi réduit parce qu'il fallait le « dégraisser » à la main et qu'une esclave n'en pouvait traiter qu'une livre par jour. En 1793, Whitney inventa et mit en usage une machine à dégraisser. Le

Si les inventions de ce genre restent limitées à quelques industries, les ouvriers éliminés trouveront, peu à peu, à s'employer dans les métiers qui continuent à offrir du travail.

Une deuxième catégorie d'inventions a pour résultat de substituer un produit à un autre, de rénover une méthode de satisfaction d'un besoin économique : par exemple, le ciment armé se substitue à la charpente et à la brique, la soie artificielle (si l'on peut encore s'exprimer ainsi) au coton, les chemins de fer aux diligences. Ici encore, il y aura mise en chômage des ouvriers qui appartenaient aux industries concurrencées. Mais ils pourront s'embaucher immédiatement dans les industries remplaçantes et, en peu de temps, celles-ci vont procéder à des demandes massives de travail. On ne saurait comparer le nombre des ouvriers occupés à fabriquer ou à conduire les diligences de jadis, à élever ou à soigner les chevaux qui les conduisaient, à entretenir les relais, avec la masse imposante des cheminots, des ouvriers constructeurs de lignes et de matériel de chemins de fer, des mineurs qui fournissent le charbon aux locomotives, etc... En général, ces substitutions d'industries ont des répercussions profondes et nombreuses, suscitent dans des domaines multiples des activités économiques nouvelles et appellent au travail, directement ou indirectement, d'innombrables individus.

Enfin, une troisième catégorie d'inventions comprend celles qui créent des produits nouveaux et, par conséquent, font naître de nouveaux besoins. Elles déterminent une demande de main-d'œuvre supplémentaire, réserve faite de la concurrence qu'elles peuvent faire momentanément aux industries qui travaillaient pour des consommations analogues à celles que les inventions dont il s'agit ont suscitées.

On ne saurait donc affirmer que les progrès techniques engendrent inévitablement le chômage. Mais il n'est pas niable que, pour être inoffensifs, ces progrès devraient s'accomplir à une cadence telle qu'elle permît à l'organisme économique de s'y adapter. S'ils sont trop rapides ou atteignent trop de catégories de la production, un certain malaise peut en

coton devint alors d'un usage universel et, très rapidement, les machines occupèrent une nombreuse main d'œuvre ; d'autre part, la production passa de 4000 balles en 1793 à 73 000 balles en 1800 : le personnel des plantations, des filatures, des tissages alla croissant.

résulter : le reclassement des ouvriers se fera mal, les habitudes de la consommation se modifieront trop lentement, les modifications désirables dans les industries non touchées directement par les inventions tarderont à se faire. Il semble précisément que l'époque présente ait connu cette poussée rapide et un peu désordonnée du progrès technique. Vouloir l'enrayer serait vain, mais remédier à ses conséquences provisoirement pénibles paraît indispensable et il ne faut pas plus reculer devant un aménagement provisoire de la durée du travail qu'on n'hésite à donner un secours, temporaire lui aussi, sans conteste, aux chômeurs.

La controverse sur les rapports entre le mouvement démographique et le chômage appartient en propre à l'époque contemporaine. Jadis, les auteurs qui traitaient de la population en redoutaient l'accroissement trop rapide par rapport aux moyens de subsistance dont l'humanité pouvait disposer. Aujourd'hui, en Europe et surtout en France, c'est la « dénatalité » qui préoccupe les économistes et certains d'entre eux ont prétendu qu'elle serait responsable du chômage. Leur principal argument consiste à remarquer que la diminution des naissances modifie la composition de la population et que, peu à peu, elle fait des nations modernes des collectivités d'adultes producteurs, alors qu'y décroît le nombre de ces consommateurs purs que sont les enfants et les adolescents.

Mais, ici encore, il faudrait examiner les faits de plus près. On doit constater d'abord que, si le chômage était conséquence ou fonction de la dénatalité, il aurait dû aller en croissant, en France, depuis le début du XIXe siècle ; or, il n'en a rien été. D'autre part, on ne voit pas comment l'accroissement du nombre des enfants contribue à augmenter le pouvoir d'achat des familles. Sans doute, cet accroissement orienterait la demande de produits dans d'autres voies que celles où elle se dirige dans une société formée en majorité d'adultes et de vieillards; mais, pour accroître l'emploi de la main-d'œuvre, il faudrait que la natalité amenât à pratiquer une politique de salaires élevés ou de bas prix, et à consacrer à la production de biens de consommation plus d'efforts qu'à la création de capitaux immobilisés.

Il y a là un problème qui requiert encore l'attention des

chercheurs. Pour l'instant, rien ne permet d'affirmer l'existence d'un lien entre dénatalité et chômage, mais cela ne signifie nullement qu'on ne doive pas se préoccuper du problème démographique, sous tous ses aspects, dans un pays comme le nôtre.

LES REMÈDES

Quand le chômage apparait comme un fait constant et de dimensions restreintes, il est justiciable de remèdes spécifiques. Quand, au contraire, il se révèle comme un aspect d'une situation économique tenue pour anormale, alors on ne saurait le combattre qu'en adoptant un plan d'ensemble pour résoudre le malaise général de la production et des échanges. Cependant, le souci de procéder à un rajustement d'ensemble du mécanisme économique n'implique pas qu'on doive abandonner les moyens normalement appelés à combattre les effets immédiats du chômage ou à en réduire, autant que faire se peut, les proportions.

Le premier devoir qui s'impose à une société soucieuse de solidarité vis-à-vis des chômeurs involontaires, c'est de les assister. Elle doit chercher, ensuite, à organiser son marché du travail de telle sorte que l'offre et la demande y soient nettement connues et puissent se rencontrer. Enfin, elle doit s'efforcer de créer des demandes d'emploi nouvelles. Ces trois méthodes, qui réussissent pleinement en présence du chômage « normal » ou résiduel et du chômage saisonnier, sont encore très utiles à opposer à un chômage de crise prolongée, mais leur action est insuffisante pour l'éliminer complètement.

Assister les chômeurs est une œuvre qui peut s'accomplir soit par l'assistance proprement dite, soit par l'assurance. Dans le premier système, la collectivité ne s'engage, en principe, à aucune prestation déterminée et le chômeur est secouru en tenant compte de sa situation personnelle. Dans les systèmes d'assurance, au contraire, les ouvriers, qui ont versé des cotisations, doublées des cotisations patronales et majorées par des subventions publiques, ont droit, le chômage venu, à des allocations d'un montant déterminé et d'une durée fixée d'avance, quelle que soit leur situation personnelle. Pour que l'assurance puisse fonctionner, il faut que le risque auquel il

s'agit de parer soit prévisible; on peut alors calculer les primes en fonction du montant des indemnités à verser éventuellement et le fonctionnement financier du système ne risque pas d'être troublé. Mais quand le sinistre prend des proportions et une durée imprévues, les caisses d'assurances voient leurs ressources s'épuiser très vite et force est alors, soit d'abandonner les assurés, soit de les secourir en faisant appel à l'assistance.

C'est précisément ce qui s'est produit en Angleterre et dans les pays où fonctionnait un système d'assurance obligatoire contre le chômage. Le nombre des sans-travail s'est élevé si haut et si brusquement, leur situation s'est prolongée si longtemps que l'assurance s'est vite trouvée à bout de ressources et que, par des moyens plus ou moins détournés, il a fallu faire jouer l'assistance.

On a longuement épilogué sur les mérites comparés des deux systèmes. Pour la dignité des chômeurs, il est certain que l'assurance est une forme de solidarité plus satisfaisante que l'assistance. Mais, du point de vue des charges financières imposées aux finances publiques ou à l'économie nationale, assurance et assistance diffèrent peu. Il est avéré, en effet, que les prestations allouées aux chômeurs sont les mêmes dans les deux cas, compte tenu, bien entendu, des habitudes sociales des divers pays et du niveau de vie habituel des ouvriers considérés. En France, où seul fonctionne le système de l'assistance, les droits des chômeurs sont aussi nettement définis que s'ils étaient de véritables assurés, et, s'ils l'étaient, il est vraisemblable que les prestations qu'ils toucheraient équivaudraient, sans les dépasser, aux allocations que leur distribuent, actuellement, les neuf cent cinq fonds de chômage qui fonctionnent dans le pays.

C'est donc à tort qu'on a voulu imputer à l'assurance-chômage une influence déterminante sur la prolongation du chômage lui-même, car l'assistance aurait produit les mêmes effets, et les adversaires de l'assurance-chômage n'ont jamais nié qu'on dût assurer les chômeurs. Au surplus, il n'est pas certain que les allocations payées aux chômeurs soient vraiment responsables de la résistance des salaires à la baisse. En fait, c'est surtout l'organisation professionnelle et les contrats collectifs qui ont agi pour maintenir la fermeté des salaires;

dans les professions bénéficiaires de l'assurance-chômage, mais non organisées, les salaires ont baissé, et, d'ailleurs, le chômage y a persisté.

*
* *

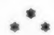
Les secours aux chômeurs ne font que remédier aux conséquences fâcheuses que pourrait avoir la perte, momentanée ou prolongée, de l'emploi, sur le budget de la famille ouvrière. Mais ils ne constituent pas un remède proprement dit au chômage; leur seul effet économique de portée générale vient de ce qu'en conservant aux sans-travail un certain pouvoir d'achat, ils alimentent les affaires du commerce de détail. On lutte directement contre le chômage quand on cherche à bien organiser le marché du travail. C'est une tâche dans laquelle notre pays a fait de sérieux progrès depuis vingt ans. Les offices publics de placement ont été créés chez nous en pleine guerre; leur activité, servie par des méthodes modernes, n'a cessé de se développer et leur clientèle, ainsi que leurs opérations, augmentent d'année en année. Grâce à eux, les demandes de travail s'ajustent aussi rapidement que possible aux offres; beaucoup d'anciens ouvriers agricoles, égarés dans d'autres professions et tombés en chômage, sont reclassés dans les métiers ruraux. L'œuvre des offices est complétée par les entrées et les sorties contrôlées de main-d'œuvre étrangère et, d'une façon moins directe, par l'organisation (encore sommaire) de l'orientation professionnelle.

Mais l'organisation du marché du travail, si parfaite qu'on la suppose et si bien dirigée qu'elle soit, ne peut que répartir les offres et les demandes d'emploi existantes. Or, pour résoudre une crise de chômage, il conviendrait de créer des emplois nouveaux, de stimuler la demande de travail. Avant que la crise économique eût affecté sa persistance actuelle, on avait préconisé et essayé avec succès, dans divers pays, une politique de régularisation des commandes à l'industrie et d'aménagement des travaux publics. C'est ainsi que, dans l'industrie de la confection aux États-Unis, on était arrivé, grâce à une entente entre fabricants et commerçants, à régulariser le travail de manière à supprimer tout chômage saisonnier. Quant aux programmes de travaux publics, le parti qu'on peut en tirer a été, pour la première fois, systématique-

ment étudié et mis en lumière par une Commission d'économistes et d'administrateurs réunis en France, en 1908.

C'est à ce dernier système que, sur les conseils répétés de la Société des nations, tous les pays semblent s'attacher, aujourd'hui, pour remettre en circulation les capitaux disponibles et pour réintégrer dans l'activité économique les millions de chômeurs qui en sont éloignés. L'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne ont mis en œuvre ou à l'étude des programmes étendus de construction de routes, d'assainissement de villes, d'habitations ouvrières, de défrichement. Les États-Unis, après avoir, l'an dernier, émis des emprunts de travaux publics de crise, s'élevant à trois milliards et demi de dollars, viennent, sur la demande pressante du président Roosevelt, de voter le principe d'un nouvel emprunt, destiné aux mêmes fins, et qui s'élèvera, cette fois, à 4 880 millions de dollars, soit à près de 75 milliards de francs.

Tout cet argent mis en mouvement donnera, sans aucun doute, des emplois à de nombreux chômeurs. Mais la crise en sera-t-elle, pour autant, conjurée ? Le système, ainsi pratiqué sur une très large échelle, ne risque-t-il pas d'endetter les collectivités publiques au delà de leurs forces, d'entraîner une brusque hausse des prix et de provoquer une nouvelle et rapide dépression économique ? Ce sont des craintes qu'on entend s'exprimer jusque dans les pays où l'enthousiasme pour l'économie dirigée se montre le plus vif.



Vouloir combattre le chômage, tel qu'il existe de nos jours, et tel que d'autres périodes de l'histoire économique peuvent le connaître encore, c'est, en réalité, s'attaquer à la crise elle-même. Dès lors, il faudrait se demander si celle-ci est justiciable d'un traitement concerté. Les économistes contemporains qui ont le plus sérieusement étudié les fluctuations de la vie économique concluent que l'alternance des longues périodes de hausse légère des prix et d'accroissement de toutes les formes d'activité avec les longues périodes de baisse et de ralentissement des affaires est un phénomène inévitable. Ils y voient le mécanisme même par lequel s'accomplirait le progrès économique.

A cette vue générale des lois profondes de la vie écono-

mique, les tenants de l'économie dirigée et ceux, notamment, du communisme complet, objectent que ce mouvement d'accélération et de ralentissement est propre au système économique fondé sur la recherche du profit et sur la propriété individuelle. Mais, dans un État où la tâche de chacun serait réglementée et sa subsistance procurée, où la production serait réglée en fonction des besoins de la consommation et les biens distribués sans considération de prix de revient ni de prix de vente, aucune alternance de baisse et de hausse des prix et des profits ne serait plus ni possible, ni même concevable.

Théoriquement, l'objection est irréfutable. Mais la théorie d'où elle procède repose elle-même sur le postulat qu'une direction complète de l'économie soit possible et que, même dans cet état, l'élan économique des collectivités se maintiendrait toujours à la même intensité, sans dépressions et sans hypertension. En fait, nulle part, et pas même en U. R. S. S., un pareil système ne semble avoir fonctionné.

Il reste donc à prendre conscience des orces profondes qui paraissent imprimer à la vie économique ces grandes fluctuations, soit d'ampleur moyenne (cycles de huit à dix ans), soit de longue durée (une trentaine d'années) ; il reste à étudier les moyens de prévoir les moments où la « tendance » du mouvement est sur le point de se renverser ; il reste enfin à tenter de modérer l'intensité des fluctuations ainsi décelées et prévues, et à préparer les moyens de venir en aide à ceux qui sont le plus exposés à en souffrir.

Prévoir, modérer prudemment les forces économiques que mettent en mouvement nos entreprises, organiser la solidarité sociale, ce sont là des tâches compatibles avec le régime économique sous lequel vivent les sociétés modernes. Elles s'imposent à nous comme des nécessités créées par ce régime et comme seules capables d'en assurer le maintien. Lutter contre le chômage, par les secours, par l'organisation du marché du travail, par la création d'emplois nouveaux, c'est donc travailler à consolider les bases et à fortifier l'efficace de la civilisation économique, à laquelle l'immense majorité des hommes demeure justement attachée.

ALBERT BUISSON.

LES CÉLÉBRITÉS AUX EAUX

II. — AIX-EN-SAVOIE

Rien ne prouve que les Allobroges aient usé de ses eaux. Au contraire, les Romains ont laissé à Aix leurs piscines, leurs vaporarium, leurs chambres souterraines. On y a même retrouvé au XVIIIe siècle des conduits de plomb qui apportaient directement l'eau chaude aux bains, et en 1808, un caldarium, appelé alors, on ne sait pourquoi, « le bain de César ». « Il fut recouvert peu de temps après, par les soins de M. Perrier. » En 1879 ce fut une piscine romaine de douze mètres de diamètre, des fûts de colonnes, des chapiteaux, des débris de toute sorte, qui constituent une véritable ville thermale souterraine. Du reste, les Romains ont entouré toute cette contrée d'un réseau de conduites et d'aqueducs que l'on retrouvait encore dans les Bauges au cours de fouilles récentes (1). Dans Aix même, le souvenir des Romains est consacré par le délicieux petit Arc de triomphe sur lequel on lit : *Pompeius Campanus Vivus Fecit*, par chance encore debout, et qui fait les cornes à l'établissement de ciment armé élevé en face de lui.

Il est curieux de constater combien, pendant les siècles qui suivirent la conquête romaine, les bains furent négligés : Aix partagea le sort commun. Malgré le goût de Charlemagne pour les thermes d'Aix-la-Chapelle qu'il inventa et pour ceux d'Aix-en-Savoie qu'il restaura, les eaux subirent une période d'oubli. Le docteur Cabanès affirme que les eaux thermales d'Aix-la-Chapelle ne furent plus employées (2) au XIIe siècle qu'au rinçage des laines et des draps préparés.

(1) 1930.

(2) Dr Cabanès, *la Vie thermale au temps passé*, p. 107. Albin Michel, s. d.

Les Croisades rendirent, paraît-il, aux hommes le goût de la propreté et les souverains de Bourgogne contribuèrent à restituer un peu de vie à *Axiæ Gratianæ*; deux siècles plus tard elle devint même une ville de plaisance où ils séjournèrent durant les mois les plus doux; ils s'y baignèrent par la même occasion, pendant que saint Hugues y exorcisait les serpents, qui pullulaient dans les grottes des alentours. Renseignements pris, ces serpents, rendus inoffensifs par saint Hugues, étaient des couleuvres... (1).

Quant à la création des étuves, elle date du XIIIe siècle. D'inénarrables gravures du temps nous montrent des couples à l'étuve, s'occupant à manger ou à batifoler, sans qu'aucun vêtement les gêne pour l'une ou l'autre de ces opérations... On se plongeait de bonne heure dans ces étuves; c'est pourquoi les étuvistes « criaient dans la rue que les bains étaient chauds ». On ne criait rien à Aix, et ses princes, quand ils désiraient se baigner, faisaient comme Philibert le chasseur en 1484, qui envoya chercher, « pour ne pas se déranger », l'eau de son bain par son valet. Il la fit porter au château du Bourget, où Philibert était descendu (2).

Quoiqu'un siècle plus tard Montaigne nous parle des populations d'Allemagne qu'il a vues « à grenouiller d'un soleil à l'autre », nous n'en sommes pas là en Savoie; ce sont surtout les princes qui « grenouillent », le petit peuple se tient au sec et les baigneurs qui viennent, à la vérité peu nombreux, songent surtout à soigner leur goutte ou leur urticaire.

Cabias dans son livre (1623) marque avec joie la présence de Henri IV à Aix. Le bain royal reçut en effet, le 3 octobre 1600, son rude corps solide et fleurant le bouc, si l'on en croit M. Rival (3). Le divertissant est que Cabias célèbre l'immersion de ce prince, « qui descendit de cheval vers le grand Bain avec plusieurs princes de sa Cour et se baigna et lava par l'espace d'une heure ». Il oublie seulement de nous avertir que le Roi y vint pour se délasser du siège de Montmélian qu'il avait entrepris; entre deux bombardes, il montrait la Savoie à sa belle maîtresse, Henriette d'Entragues.

(1) Comte de Loche, *Histoire d'Aix-les-Bains*, vol. I, p. 372. Imprimerie savoisienne, 1900.
(2) Pérouse, *la Vie d'autrefois à Aix-les-Bains*, déjà cité, p. 114.
(3) Rival, *la Folle vie de la Reine Margot*. Firmin-Didot, 1929.

UNE NIÈCE DE MAZARIN

Sans conteste, au XVIIe siècle, la visiteuse d'Aix la plus belle, la plus imprévue, la plus capricieuse, la plus fantasque, la plus séduisante, ce fut Hortense Mancini, duchesse de Mazarin.

Un beau visage éclatant de fraîcheur, des yeux sombres, doux, chargés de langueur et de volupté, une très petite bouche, des boucles brunes serrées autour d'un ovale parfait, faite à miracle, telle est Hortense au physique.

Au moral, son maintien modeste, son apparente réserve cachent de brusques caprices, une ardeur infatigable. Il ne sert de rien d'essayer de dompter Hortense, on y perdrait sa peine ; d'ailleurs, avec elle, on ne peut savoir ce qui l'agitera demain ni de quoi, dans une heure, elle sera capable : dévouement ou fugue. On sait que des sept nièces du Cardinal, elle était la plus belle. Louis XIV l'avait aimée après Marie; le duc de Savoie demanda sa main ; Mazarin eût pu aussi la marier au futur Charles II d'Angleterre : il préféra lui donner un barbon, à qui il passa son nom et ses fabuleuses richesses.

Mariée au vieux La Meilleraye un peu fol, jaloux, et en somme, insupportable, elle eut vite fait de l'abandonner pour courir les chemins avec sa sœur, celle-ci échappée comme elle de l'emprise conjugale. « Ah ! la folle, la folle ! » s'écriait la sage Sévigné. Mais la sage Sévigné aima Hortense, quoi qu'elle en eût, elle admira sa beauté, et ne blâma vivement ses incartades que lorsqu'elle apprit, par une lettre de Bussy à Mlle de Scudéry, que : « Mme Colonna (Marie) et Mme Mazarin étaient entrées à Aix (en Provence). On les a trouvées déguisées en hommes qui venaient voir les deux frères, le chevalier de Lorraine et le comte de Marsan... Je conçois bien qu'on peut aimer, mais je ne comprends pas qu'une femme de qualité se puisse résoudre à renoncer à toute sorte d'honneur, de bienséance et de réputation. Je tiens qu'il devrait y avoir une punition corporelle pour les dames si fort emportées (1). »

Il faut dire qu'Hortense avait déjà causé récemment quelque scandale à la Cour lorsqu'elle s'était enfuie avec le

(1) Sévigné, *Lettres*, t. III. Note 16 de la lettre du 20 juin 1672.

chevalier de Rohan qu'elle aimait alors à la folie. Rohan « tomba en disgrâce », et sa maîtresse n'eut plus qu'un but : rester à l'étranger pour ne pas retourner auprès de son vieil époux. Quand on lui en parlait, elle reprenait le cri de la Fronde : « Point de Mazarin! Point de Mazarin! »

En 1671, Hortense arrive en Savoie, le duc Charles-Emmanuel, toujours épris, lui ayant offert l'hospitalité au château de Chambéry... On l'y attend... Elle arrive à Montmélian un soir au couvre-feu, et refuse l'invitation du gouverneur, pressée, dit-elle, de repartir dès le lendemain matin. Le lendemain, même hâte, elle repousse la collation qu'on lui offre avec cent révérences; néanmoins, elle demande au gouverneur sa chaise roulante : il la lui donne. Il lui donne aussi son valet; en outre, lorsqu'il la voit résolue à poursuivre sa route, il lui envoie « un régal de quatre bassins de gibier, fruits, du vin de Piémont et de la glace ». Elle fait mettre le tout dans la chaise roulante, et après « avoir bu un coup », la voilà dehors. Malheureusement, elle versa trois ou quatre fois, brisa la chaise roulante de l'Intendant,... son cheval « en pensa crever ». Elle montait « tantôt à cheval sur le coureur que montait mon valet, tantôt un de ceux de la voiture ». C'est dans cet appareil qu'elle arriva à Chambéry, capitale des ducs de Savoie.

Contre toute attente, elle y vivra modestement, enfermée avec ses amies et avec un maître liquoriste que son frère lui a laissé, pour lui apprendre à composer des boissons agréables. Elle s'est mise à son aise, a transformé en cave le billard de S. A. R., se confesse plusieurs fois par semaine et le reste du temps joue à l'hoca, mange des marrons glacés et mélange des cassolettes. Enfin, elle paraît si sage que d'Orlier, l'intendant du Roi, écrit : « Il faudra la canoniser. » Une de ses distractions avant de partir pour Aix est la chasse : elle tire très bien, aucun oiseau ne lui échappe, hélas! pas plus les oies de M. de Lescheraines, qui la reçoit chez lui, que les ortolans et les cailles du bon Dieu. Un jour, elle tue un levraut, l'ouvre et se barbouille et fait barbouiller Mme de Lescheraines de son sang, prétendant que rien n'est meilleur pour se décrasser; devant ces dames qui leur apparaissent, le masque ensanglanté, les petits enfants du pays s'exclament.

Enfin, voici Hortense à Aix avec son More Mustapha, cadeau

du duc de Savoie, car Charles-Emmanuel la comble de présents. De celui-ci elle est enchantée, vante son More, le cajole, lui fabrique des coiffures de dentelle ; « toute fière d'avoir un si bizarre serviteur », elle ne s'en séparera jamais. A Aix, elle invente cent folies, et lorsqu'elle se baigne dans le lac, s'y fait traîner sur le dos et sur le ventre par Mustapha (1). Pendant la saison, Hortense va boire chaque jour à la fontaine, bien sagement, accompagnée de ses amis, parmi lesquels le duc de Lesdiguières qui se montre fort assidu ; il est amoureux d'elle, c'est clair. En août 1673, la duchesse fit baigner à Aix son chien « qui avait eu la patte rompue » (2). Elle-même se baigne chaque après-midi dans sa chambre, mais ce qui lui plaît le mieux ici, c'est la baignade dans le lac. On ignore quel costume elle arbore pour s'y tremper, et s'il est taillé dans une gaze légère, comme celui qui avait tant fait crier La Meilleraye quand elle s'était plongée, si légèrement vêtue, dans le Tibre, au début de son mariage.

Lorsque la duchesse de Mazarin mourut à Chelsea en 1699, La Meilleraye s'empara du cercueil de sa femme et ne le quitta plus. Il l'emmena dans ses équipages et s'en fit suivre jusque dans ses moindres déplacements. Vivante, elle lui échappa ; morte, il obtint son obéissance et sa fidélité (3).

AU XVIIIe SIÈCLE

Il fallait que les eaux d'Aix fussent véritablement excellentes pour qu'il vînt régulièrement des baigneurs chaque année dans un village si rudimentaire. En 1725, Mme de Warens s'y annonce, elle fera une cure « et soignera ses douleurs ». On serait curieux de lui voir suivre son traitement, car il n'y a pas d'établissement thermal encore. « Les grands faisaient porter l'eau dans leurs appartements », et il fallut aménager en 1772 le rez-de-chaussée de la maison Escoffier où logea le duc de Chablais, pour qu'il pût y prendre ses bains.

Les baigneurs se trempaient de compagnie dans le Bain royal. « Il n'avait, écrit M. Pérouse, de royal que le nom. »

(1) Bouvier, *la Duchesse de Mazarin à Chambéry*. Imprimerie savoisienne, 1897.
(2) D'Églé, *Savoie thermale*, 1876.
(3) Sainte-Beuve a parlé de cette Mazarin. On s'étonne de le voir citer à son propos Saint-Évremont et Saint-Réal, ses panégyristes.

C'était un grand bassin carré, « abrité par un toit à charpente apparente comme une halle ». Des marches y descendaient, des bancs permettaient de s'asseoir autour. Ici, la source d'alun se déversait, attiédie et limpide. On laissait sans façon ses habits sur le bord de l'eau. Le bain de soufre paraît encore plus rudimentaire. C'est tout simplement une caverne voûtée d'où l'eau tombe par quelques fissures. Cette caverne fut divisée en deux à la fin du XVIII[e] siècle, par un petit mur et une toile, séparant ainsi chastement les deux sexes. Enfin, devant le bain de soufre, se voit un réservoir où se plongent les pauvres l'année entière, s'ils en éprouvent l'envie. Le tout, cela va de soi, laissé sans surveillance et perpétuellement entouré d'ordures de toute sorte (1).

Déjà, au XVII[e] siècle, le manque de surveillance est si absolu qu'en 1688 un soldat pauvre est trouvé noyé dans le bain, son chapelet à la main. Cette victime porte un nom charmant : elle s'appelle Bellefleur. Il n'existe au XVIII[e] siècle que huit doucheuses, huit porteurs, huit doucheurs. La plus ancienne des doucheuses s'appelle Jeanne Girard.

Le Roi vient souvent à Aix dans ces temps, encourage les efforts, paie sur sa cassette les embellissements. En 1775, — c'est Victor-Amédée qui règne, — il s'annonce. Aussitôt, l'on s'ingénie dans la ville à le fêter. On décide de construire deux arcs de triomphe. Le premier sera figuré au milieu des rochers d'où sortiront deux sources, et sera surmonté d'un soleil levant dont « les rayons se répandront sur l'eau des sources », puis cette inscription :

« Enfin il luit sur nous... »

Quelqu'un suggère l'idée de demander des « boîtes » à Chambéry et « une personne pour les faire jouer » (2). Il est probable que l'on profita de cette visite du Roi à Aix pour réclamer l'Établissement thermal si nécessaire, édifié par la suite. Précisément, ce fut cette année-là que le comte de Provence, qui devait épouser en 1771 une si laide princesse de Savoie (3), escalada à Aix, pour mieux déchiffrer son inscription latine, les combles du bâtiment où l'arc était caché. Ce

(1) Pérouse, déjà cité.
(2) Comte de Loche, déjà cité, p. 383 et vol. II, p. 62 et suivantes.
(3) Il avait seize ans quand il épousa Joséphine de Savoie.

trait doit être exact, le comte de Provence ayant toujours éprouvé du goût pour les palimpsestes; néanmoins, il faut faire un effort sur soi-même pour se figurer ce prince escaladant un mur. Mais nous sommes injustes pour les obèses, et, en 1775 le comte de Provence ne l'était point. Il fut, au demeurant, le plus joli enfant de la Cour.

En 1783, l'Établissement royal est terminé et inauguré l'année suivante, en grande pompe, par le souverain et sa Cour... De ce fait, la douche, de dix sous, passe à douze, le docteur Despine est nommé médecin honoraire du Roi; en 1829, le portier de l'établissement, Christophe Rabut, est gratifié d'un habit de petite livrée (1).

On remarque dans les tarifs administratifs du temps, que le « bain de cheval » revient à vingt-cinq centimes. Quand l'Établissement thermal conçu par le roi de Sardaigne fut inauguré (il était charmant), l'ancien bassin royal devint bassin des chevaux. Ponthot écrivait en 1700 : « En ce bon vieux temps, il y avait place à Aix pour gens et bestes. Les chevaux apportaient, comme à Cauteret (*sic*), leurs fourbures, leurs pousses, leurs bronchites... » Aujourd'hui, les chevaux n'ont plus droit aux eaux. Pourquoi ?

LES JEUX

Cependant, le château d'Aix, appartenant aux Seyssel, marquis d'Aix, se mua de 1824 à 1849 avec l'agrément du dit, en Cercle pour les étrangers. Quand le Cercle définitif fut construit, le château devint hôtel meublé. Après l'annexion, la ville le racheta, y logea ses services municipaux, où ils sont encore. Lorsqu'il fut « cercle », il y eut une salle de danse, de lecture, un billard, une salle de jeux. Entendons-nous... de *Jeux de société*. Le Roi se montrait réfractaire à la roulette et au baccarat, honnêteté qui multiplia dans Aix les tripots clandestins. L'histoire des jeux à Aix est comique : on aperçoit d'année en année, parmi les commissions et les administrations, des plaintes sans nombre, des suggestions dont la presse locale se fait l'écho. C'est une antienne : « Il faudrait que le Roi autorisât... » « Le Roi songe-t-il? » Mais le Roi ne veut rien

(1) Lettre signée Alfieri de Sostègues, 21 mars 1829, *Archives de Chambéry*. *Aixiana*, S. S. S. H. A.

savoir. En 1801, l'établissement, qui est affermé à un particulier pour la modeste somme de 900 francs, ne paraît pas faire ses affaires, car le locataire suivant ne paie plus que 745 francs : c'est un nommé Milliot (François) qui consent à verser le prix fixé, à condition qu'il puisse « tenir des jeux de hasard ». Officiellement, il n'y en a pas encore en 1824, quoique Dacquin ait prétendu dès le début que les malades seuls ne pouvaient faire la fortune d'une ville d'eaux.

Au cours des rapports, on rencontre quelquefois le mot aigre : « Si l'on continue, Aix ne sera plus qu'un vaste hôpital », ou : « Ils avaient compris (les fondateurs du premier Casino) que le plaisir qui est ici un élément de prospérité matérielle... (1)... » et encore plus tard : « Il est accepté par les moralistes que certaines villes sont condamnées à être joueuses... Hambourg, Bade, Spa... ont entendu ces paroles : Fais jouer ou tu es perdue (2)... » Ces propos tendancieux tombèrent dans une oreille de bois. Pourtant, en 1803, les réclamations recommencent : « Qu'on rétablisse les jeux ! » Ils avaient donc été établis ? Le préfet qui prononce ces paroles se voit repris par le ministre de l'Intérieur... Toutefois, les jeux de hasard, avec quelques restrictions, sont enfin autorisés en 1806... et les baigneurs d'affluer. Il n'existe encore aucun Casino pour les recevoir, et M. Pérouse affirme qu'ils se réunissent au fond d'une morne salle, louée par le fermier des jardins potagers, dans la rue actuelle du Casino (3).

Les femmes surtout s'y pressent. Pauline Borghèse, malgré son million de rente, s'y endette... Enfin les jeux deviennent pour Aix une attraction de plus. Ce qui n'empêche pas Cavour, sollicité en 1859 pour le rétablissement des jeux à Aix de répondre : « *Ils n'ont jamais été autorisés* » (4), paroles qui tendraient à établir qu'ils le furent lorsque les Français, en 1792, conquirent la Savoie et l'annexèrent.

La France y installa la Révolution. Les militaires, logés démocratiquement au château, y apportèrent la gale et empoisonnèrent les eaux : les étrangers s'enfuirent. En outre, le

(1) Bulletin de propagande pour la souscription d'actions émises à cinq cents livres chacune. Création du nouveau Casino, 1847-1849.

(2) *Courrier des Alpes*.

(3) G. Pérouse, *la Vie d'autrefois à Aix-les-Bains*, p. 214, Dardel, 1922.

(4) *Les matinées d'Aix*. Journal hebdomadaire d'Aix-les-Bains, publié par Mme Marie de Solms, née Bonaparte-Wyse.

spectacle du pillage des églises qu'on leur offrit bientôt, les dégoûta : ils eussent préféré les petits chevaux

SOUVENIRS NAPOLÉONIENS

La réussite ne vient à Aix qu'à l'époque du Directoire et de l'Empire, au temps des séjours de Joséphine, de Madame Mère, de la tendre Pauline, d'Hortense, du cardinal Fesch, etc. La présence de ces belles dames attire les courtisans, les artistes et les marchandes de modes. La société, qui respirait enfin, voulait revivre ; on se réunit, on s'égaye volontiers. A Aix, l'on se promena à âne et en bateau, on potina, on pinça de la guitare, on recommença de danser, et l'argent rentra tout seul dans les caisses de la ville.

Lorsque Stendhal traversa cette ville en 1837, il rappela la promenade mouvementée de Joséphine sur le lac du Bourget, en juillet 1810, il marqua le sang-froid de l'ex-Impératrice pendant la tempête. Il est bien vrai que le lac du Bourget s'y entend en orages; joignez qu'il est si profond par places et traversé de si mauvais courants, qu'il garde trop souvent ses noyés. Le tout rend ses fâcheries redoutables. Or, Joséphine, allant à Hautecombe en barque, fut assaillie par un mauvais vent d'est, et pensa couler au fond avec ses dames qui, résolument, s'évanouirent.

Napoléon apprit de Joséphine l'aventure, et écrivit fort sèchement à sa créole : « J'ai reçu ta lettre. J'ai vu avec peine le danger que tu as couru. Pour une habitante d'une île de l'Océan, mourir dans un lac, c'eût été une fatalité. » L'Empereur venait d'épouser la molle Marie-Louise dont il se montrait épris : le souvenir de Joséphine n'existait plus.

Mme de Staël parut aussi à Aix : où n'alla-t-elle point? Elle y vint même plusieurs fois et notamment avec son fils, en 1811, pour lui faire prendre les eaux : mais le préfet la guettait, elle ne put jamais s'installer longtemps dans Aix, qu'elle nomme « une espèce de village où *je ne connaissais personne* ». Personne? C'est trop dire, car elle y amena ou y retrouva nombre de gens. Pouvait-elle vivre seule? Impossible. Donc, on voit autour d'elle, pendant ces courts séjours, Mme Récamier et Montmorency, Mme de Boigne, Sosthène de La Rochefoucauld, Benjamin Constant avec lequel Corinne se querellait bruyam-

ment entre chaque verre d'eau : « C'étaient des scènes terribles, des imprécations, des attaques de nerfs » (1). Quel traitement ! le couple en sortait dispos et tout prêt à disserter après cela sur n'importe quel sujet de métaphysique, ou de politique étrangère...

Quant à Pauline Borghèse, la futile, jolie et trop tendre Pauline, ce fut pour fuir les ordres de César son frère, qu'elle vint à Aix en 1808. Ne voulait-il pas l'obliger de rester à Turin près de son époux? Absurde ! Mais l'Empereur lance un ordre. Comment s'y prend-elle? Pauline ne le reçoit point, elle est déjà en route, et bientôt à Aix, où sa mère et le cardinal Fesch, inquiets, l'accueillent, car elle a prétexté, pour venir ici, sa santé; elle arrive fraîche comme une fleur fraîche. *Elle nous a joués*, clame la famille. L'année précédente, la princesse Borghèse avait passé à Gréoulx trois mois avec son amant-chambellan, M. de Forbin, fort bel homme, dont elle faisait alors les délices.

En 1812, au début de la campagne de Russie, elle revint à Aix et s'installa à la maison Chevalley. Le cardinal Fesch et Madame Mère choisirent la maison Domenget pour y faire aussi un séjour. Le cardinal la loua pour la somme de deux louis par mois. Madame Mère ne voulait-elle pas aller à Bourbonne? il la persuada que toutes les eaux se valaient, et Lætitia se décida pour Aix.

Le cardinal alors y fit venir ses chevaux, son vin, sa batterie de cuisine et son argenterie. Ainsi Madame Mère n'aura-t-elle aucun frais, ce qui n'est pas pour lui déplaire. Plus tard, Julie Clary, femme de Joseph, y viendra aussi et la duchesse d'Abrantès et encore, peu de temps, Joséphine en passant (2). Pauline joua de nouveau à la malade cette année-là. Elle donna des fêtes, étendue sur sa chaise-longue, habillée de marceline rose et de point d'Angleterre (3); elle se fit porter en palanquin lorsqu'elle mettait le nez dehors, et toujours gémissant d'un régime barbare de diète et de soupe sans sel imposé par son médecin. Mme d'Abrantès, témoin de cette comédie, trouvait malgré tout Pauline « jolie comme les anges ».

(1) *Mémoires de la comtesse de Boigne*, vol. I, p. 249 ; Plon.

(2) Joséphine, étant à Aix en 1812, tint sur les fonts baptismaux un Chambérien depuis célèbre : Bonjean, savant pharmacien, inventeur de l'élixir.

(3) Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*.

Cet ange ne retrouva quelque vigueur que pour faire une scène rétrospective de jalousie à M. de Forbin, lorsqu'elle apprit, par une amie perfide, qu'il s'était intéressé à une autre dame !

Le séjour d'Aix-les-Bains fut favorable à la reine Hortense : elle y reçut en liberté M. de Flahaut, son amant. En 1811, se plaignant de « vapeurs », elle allait souvent s'étendre pendant les heures chaudes de la journée sous les arbres du bois Vidal... et voilà que, cette même année, elle mit au monde le duc de Morny, *aux environs d'Aix-les-Bains*.

Il serait oiseux de reprendre ici par le menu les séjours de la reine Hortense à Aix. Elle y laissa des marques de sa charité, des fondations, elle y traita des pauvres gens, mais personne aujourd'hui n'y sait plus son nom. Seul, le monument qu'elle fit élever à la baronne de Broc, tombée le 10 juin 1813 dans les gorges du Sierroz, rappelle qu'elle a perdu là une amie.

Cette cascade, lorsqu'on la voit aujourd'hui, ne paraît guère meurtrière : ses allures sont aimables, elle figure plutôt un décor d'opéra-comique, genre Boïeldieu. Rien de tragique dans ces rochers, rien d'effrayant dans les eaux vertes du Sierroz qui coulent sans impétuosité pendant la belle saison... Mais il fallait passer sur une planche, et elle était vermoulue. « La Reine passa la première, a écrit Mlle Cochelet, Mme de Broc la suivait, le pied lui manque, elle disparaît à mes yeux. Je m'arrête pour pousser un cri affreux. M. d'Arjuzon accourt : trop tard. La planche avait été emportée. La Reine, toute seule sur l'autre bord, jette son écharpe en retenant un bout, appelle à grands cris celle qu'on ne devait plus revoir... » On se figure la scène : ces dames poussant des clameurs, jetant un châle léger dans le torrent qui l'entraîne, personne pour chercher à la bonne place et ramener la pauvre enfant vivante. « Enfin, les paysans parviennent à retirer le corps qui fut déposé dans mes bras. Toute mes soins furent inutiles (1). » Mme de Broc avait vingt-cinq ans.

En 1815, la reine de Hollande, qui s'appelait alors la comtesse de Saint-Leu, se trouva encore à Aix, et, comme par hasard, le général comte de Flahaut « le beau Dunois » (2),

(1) Extrait des *Mémoires de Mlle Cochelet, témoin oculaire.*

(2) On l'appelait ainsi à cause du chant composé par la Reine : *Partant pour la Syrie.* Il fut le père de Morny.

s'y trouva aussi. Au lieu de mettre cette rencontre sur le compte du traitement, les autorités s'inquiètent. On l'estime « aussi nuisible à la décence des mœurs qu'à la sûreté de l'État » (1). Que d'histoires ! Et comment la présence de Flahaut menace-t-elle l'État ? C'est à faire rire. Toutefois, le baron Finot, préfet du Mont-Blanc, prévient Fouché, se déplace, bourdonne, fait pressentir Hortense, et... obtient le départ du beau Dunois. La Reine revint souvent à Aix. Elle y revint même avec celui de ses fils qui devait s'appeler Napoléon III. On a dit que, dans son jeune âge, celui-ci galopinait volontiers en compagnie des enfants du pays. Déjà il se préparait, hélas ! à l'Empire libéral.

ELVIRE

On lit dans un ouvrage sérieux consacré à la station thermale que Lamartine traversa pour la première fois la Savoie en octobre 1811, *toujours inconsolable de la perte de Graziella, morte trois ans auparavant !...* Voilà qui est à désespérer des gens sérieux.

Lamartine qui, en effet, passa à Chambéry se rendant à Naples en mai 1811, ne pouvait pas pleurer la mort de Graziella qu'il ne soupçonnait pas alors, ignorant Procida et la petite « Corailleuse ». « Il écrivit, dit mon auteur, sur l'écorce d'un arbre, aux Échelles, ceci : « J'entre aujourd'hui dans ma vingt et unième année (exact, il est de 1790), et je suis fatigué comme si j'avais vécu cent ans. Le cœur n'est jamais si lourd que quand il est vide. Pourquoi ? C'est qu'il se remplit d'ennuis. Il y a une tombe dans mon passé et une croix sur mon cœur. » Nous entendons bien : nous sommes dans le vif du romantisme, gardons-nous de prendre tout cela au sérieux. Donc, les regrets du poète, si regrets il y a, s'adressent non pas à Graziella, mais à la jeune étrangère qu'il voulait épouser en avril 1811, alors qu'il écrivait à Guichard de Bienassis : « J'aime pour la vie, je ne m'appartiens plus (2)... »

On sait que c'est plus tard, à Aix, que le poète éprouva le grand amour de sa vie, et qu'Elvire (Julie Charles) inspira son chant le plus beau : *le Lac*, et ces vers :

(1) Baron de Maricourt, Mme *de Souza et sa famille*. Émile Paul, 1907.
(2) *Correspondance* d'A. de Lamartine, vol. I, p. 296. Hachette, 1873.

Ainsi tu te brisais sur leurs flancs déchirés,
Ainsi le vent jetait l'écume de tes ondes
Sur ses pieds adorés !

Quelque extraordinaire que cela paraisse, ces strophes furent repoussées par l'honorable M. Firmin-Didot qui en trouva les expressions *trop hardies*. « Relisez, dit-il au jeune homme qui lui demandait de les publier, nos maîtres Parny, Delille, J.-B. Rousseau, imitez-les... Il n'y a pas un éditeur à Paris qui se chargeât de votre livre. » Heureusement, il s'en trouva un, et il n'eut point mauvais goût. Lamartine consacra aussi plus tard un volume en prose à l'idylle de Hautecombe : *Raphaël*. Il ne plut guère à Sainte-Beuve qui préfère *le Lac*, son chef-d'œuvre : « Le cadre du Lac (dans Raphaël) et des monts serait bien posé, dit Sainte-Beuve, si bientôt il ne devenait trop large et débordant sur les personnages... car enfin, de qui êtes-vous épris, est-ce de votre maîtresse, ou bien est-ce de la Nature ? »

Avant de quitter le poète du *Lac*, disons que nous avons retrouvé, dans un numéro du *Courrier des Alpes* de 1869, une lettre de Victor Hugo adressée, le 16 mars 1869, d'Hauteville-House à la nièce de Lamartine, Valentine, sur la mort de celui-ci :

« Madame, — depuis 1821, j'étais intimement uni de cœur avec Lamartine. Cette amitié de cinquante années subit aujourd'hui l'éclipse de la mort. Je n'ai pas voulu, dans les premiers moments, importuner votre douleur des sympathies de la mienne. Mais à cette heure, vous me permettrez, n'est-ce pas, madame, de vous dire à vous, qui lui teniez par le sang, à vous qui l'aimiez et qu'il aimait, mon deuil profond. Toutes les formes de la gloire, depuis la popularité jusqu'à l'immortalité, Lamartine les a. Radieux poète, orateur puissant et durable. Il nous semble mort, il ne l'est pas. Lamartine n'a pas cessé de rayonner. Il a déjà eu deux rayonnements : dans notre littérature où il est esprit, dans la grande Vie inconnue, où il est étoile.

« Je mets à vos pieds mes respects. — VICTOR HUGO. »

Au bas de la lettre, on lit ce commentaire dû à la verve du journaliste : « Et dire qu'il y a des gens qui se pâment devant cette littérature ! » (*sic*).

Le souvenir de Lamartine, à Aix, n'avait pas disparu complètement de la mémoire des Aixois il y a une cinquantaine d'années. Un parent du docteur V... eut, au bois Lamartine, l'occasion d'y rencontrer un très vieil homme qui se souvenait du poète. Cet homme jadis propriétaire d'une ferme du voisinage parlait souvent de « *ce Lamartine* », qui venait, lorsqu'il était tout jeune, le matin à la ferme « avec son café et son sucre, demander du lait à la fermière ».

ATTRACTIONS VARIÉES

Il faudrait beaucoup plus de place que nous n'en avons ici, pour nous arrêter à tous les visiteurs notoires d'Aix-les-Bains, pendant la Restauration et après 1830. En 1826, la duchesse d'Orléans et ses enfants, Sophie Gay et sa fille Delphine, l'année suivante, Lamartine, encore en 1830, ensuite A. Dumas, qui mit le feu (dit-il) à la Dent du Chat, Balzac, avec Mme de Castries en 1832...

En 1834, voici ce que dit le *Guide pittoresque d'Aix en Savoie* (avec des lithographies de la place d'Aix, arc romain, etc...) « Chaque année on y voit descendre huit mille personnes environ (le *Guide pittoresque* exagère). On arrive sur la place assez vaste, où se trouvent des hôtels garnis, des bureaux de diligences, des cafés, des auberges, des commissionnaires, enfin tout ce qui peut faciliter du voyage la grande affaire de l'arrivée... Si l'on n'a pas de logement retenu d'avance, l'hôtel Guilland est là pour vous sauver de tout embarras... Que de fois ces eaux ont rendu la santé à des jeunes gens fatigués par la satiété des plaisirs dont ils ont abusé, ou entraînés par les faiblesses du spleen, à des gens du grand monde que de graves préoccupations... avaient amenés au dégoût de la vie ! » Voilà les exhortations du *Guide pittoresque*. Elles sont savoureuses Il recommande vivement aussi la fréquentation du cercle, où l'on trouve... « un salon de lecture avec les journaux, un café, un billard, deux salles de réception où l'on danse, et dans l'une desquelles est un piano... Le prix de l'abonnement est de vingt francs pour les hommes, dix francs pour les femmes. » La promenade du Gigot tient une grande place dans les divertissements de la ville, elle est réservée aux fêtes, courses, jeux d'enfants, etc.

Vingt ans après, on voit apparaître une chronique aixoise qui eut grand succès en son temps : *les Matinées d'Aix*, journal illustré sur la vie, les plaisirs, les potins, les nouvelles de la ville. Mme de Solms, née Bonaparte Wyse, quasiment le dirige, y collabore abondamment et l'illustre ! C'est une dame fort belle et dévorée d'activité. Elle écrit, elle chante, elle organise les fêtes au théâtre du Châlet, elle y joue la comédie, y soupe, y danse.

Les matinées d'Aix qui ont ravi les générations de cette époque ne contiennent, il faut l'avouer, que des noms de seconde zone : Eugène Suë, Casimir Delavigne, Philoxène Boyer, Petit Senn, le Genevois, Ponsard, Savinien La Pointe, poète découvert par George Sand, Stephen Liégeard, etc. ; ce dernier, mort il y a peu d'années, fut connu encore par quelques-uns de nos contemporains : Francis Chevassu se lia avec lui au *Figaro* et peut-être à *Gil Blas* au commencement de ce siècle. Estimant que Liégeard prolongeait trop sa jeunesse, Chevassu lui dit un jour avec sa charmante cocasserie : « Liégeard, vous devriez vous teindre en blanc : *cela adoucit les traits.* »

APRÈS L'ANNEXION

Il est hors de doute que l'annexion à la France valut à Aix une ère de prospérité. Le maire se réjouissant de cet état de choses, dans une circulaire datée de 1868, rappela les grands travaux accomplis depuis dix ans, et termina par cette période magistrale : « Enfin le gaz, cette expression de la civilisation... ce dernier mot du progrès moderne, qui n'a pas peu concouru à valoir à notre siècle le titre fastueux de « *Siècle des lumières* (1) ! »

Marlioz (désigné pour les maux de gorge), Marlioz voisin d'Aix, n'est pas oubliée ; un quidam célèbre en vers ce « site enchanteur » :

Des bains d'Aix digne auxiliaire,
Aux baigneurs tu rends la santé,
Rien ne résiste à ton eau claire
Si l'on en croit la Faculté.

(1) Archives de Chambéry, Aixiana 5. S.S.H.A.

Cette eau qui ne sent pas la rose,
Rend les remèdes superflus.
L'inhalation à forte dose,
Marlioz n'exige rien de plus.

Vint la République et, à sa suite, une série de rois comme l'on n'en avait jamais vu sous les tyrans.

En 1885, Aix accueillit la reine Victoria, sous le nom de comtesse de Balmoral, accompagnée de sa fille, la princesse Béatrice, des ladies Churchill et Eldy, du général Ponsonby, secrétaire des commandements, major Edwards, docteur Reed, etc. Piquet de seize cavaliers du 4e dragons de Chambéry, vingt compliment de la municipalité, landau à deux chevaux, tout le bazar officiel... L'auguste voiture est précédée d'un piqueur en bottes molles et culotte blanche, redingote et chapeau noirs. Toute la ville est dehors, ravie d'aise.

La reine descendit à la Villa Motet, nommée ensuite Villa Victoria. On lui fit faire, bien entendu, toutes les promenades, on lui montra les lapins de Saint-Innocent, la tombe de la baronne de Broc, l'abbaye de Hautecombe, le château de Chambéry, les Charmettes et le Pont de la Caille... Elle alla même une fois à la Grande Chartreuse où elle pénétra, le Prieur lui offrit « un thé au couvent des Dames ». Partout elle laissait sa photographie signée, et deux mille francs en quittant Aix, pour les pauvres.

Elle revient en 1887. On l'acclame, elle tient dans ses bras, à la descente du train, une gerbe de lilas et de camélias blancs; sa fille est habillée de gris avec « plaid marron » (ce qui paraît le comble de la laideur : *awful*).

On la fête, d'abord à cause de sa couronne, car la France aime les couronnes, ensuite à cause de l'armée d'Anglais qu'elle attire à Aix et qui semblent de bonne prise aux habitants. Plus tard, ils reçurent encore le roi de Grèce, l'empereur du Brésil, le prince de Galles, la reine de Roumanie, le roi de Suède, des présidents, des princes et des ducs à ne plus savoir où les loger. Aujourd'hui, ils sont blasés, et ne se dérangeraient plus que pour Joséphine Baker.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

VERS LE COMMANDEMENT UNIQUE

DANS LA DÉFENSE AÉRIENNE DU TERRITOIRE

Dans toutes les consciences françaises a grandi une angoisse au fur et à mesure que le développement de l'aviation allemande rendait plus évidente et plus prochaine la menace d'une attaque aérienne. A l'espoir de paix et de sécurité, à la sérénité qui devait régner, — on l'escomptait, — à l'abri de la ligne fortifiée Maginot, a fait place une hantise : le sentiment de la ruine, de la destruction possible du pays par l'action offensive de l'aviation, par-dessus toutes les barrières terrestres. Ce péril est, en effet, le plus grave de tous, et personne ne peut se vanter de connaître son effroyable complexité. Il a pulvérisé, avant de faire pire, le vieux dogme militaire : *Vaincre, c'est avancer et occuper*, car l'armée de l'air vaincra sans occuper, comme ont failli y parvenir les sous-marins allemands dans la dernière guerre. Au demeurant, le pays puise une force extraordinaire dans cet état d'âme, pourvu que ce dernier ne tourne pas à la neurasthénie, au larmoiement, et soit une source de volonté et de patriotisme implacable. Sommes-nous des vainqueurs, oui ou non ?

Il faut se hâter d'appareiller, de se prémunir, de réparer et consolider le moral, mais sans épouvante mystérieuse. Le tragique cliquetis de mitrailleuses et de moteurs d'outre-Rhin ne nous a ni surpris, ni intimidés, ni trouvés garrottés et confondus. Seul un manque absolu de compétence et de sens critique peut induire les esprits à douter de notre aviation qui veut passionnément être sur l'échiquier européen une force de paix, mais qui, le cas échéant, serait capable de faire passer

à nos adversaires de très mauvais quarts d'heure et de les étriller d'importance. La devise d'artiste de Léonard de Vinci : *Fuis les orages* n'a jamais été dans notre manière, ni dans celle des héroïques enfants de l'Italie d'aujourd'hui.

Que tout ne soit pas parfait dans notre matériel, que des redressements soient urgents, c'est une évidence. L'effort est en cours et à bonne allure.

Dans l'organisation de la défense aérienne du territoire, si délicate, si diverse en ses aspects, l'un des progrès à réaliser demain sera l'unité absolue de commandement, qui mettrait un terme à des systèmes contradictoires. Notre pensée d'aviateur est très attachée à cette réalisation. Le rôle de notre arme va sans cesse grandissant. L'étape nouvelle souhaitée ne sera qu'un échelon de plus dans la prédominance absolue, — et inéluctable, — que lui réserve l'avenir au sein de la nation.

Trois catégories de moyens d'action nous servent actuellement de sauvegarde :

1° Des moyens généraux et d'ordre préventif : la surveillance de l'air et la mise en œuvre des consignes d'alerte, — ces dernières parfaitement étudiées dans nos formations.

2° Une défense active dont le but est la destruction de l'agresseur aérien, sa démoralisation et sa mise à mal par les représailles. Elle est assurée par l'aviation, l'aérostation et l'artillerie anti-aérienne (D. C. A.).

3° Une défense passive, destinée à protéger les populations civiles, les villes, les établissements travaillant pour la défense nationale.

Il faut bien en convenir : ces divers moyens d'action sont tributaires de quatre départements ministériels différents : l'Air, la Guerre, la Marine, l'Intérieur.

Une nécessité absolue exigeait que fussent coordonnées les mesures de protection et de défense. Le gouvernement s'en est préoccupé avec vigilance. Le 9 février 1931, un décret instituait l' « Inspection générale de la Défense aérienne du territoire », en abrégé D. A. T. La mission et les prérogatives de l'Inspecteur général de la D. A. T. étaient ainsi définies :

Mission. — Coordonner les mesures préparatoires de défense, prises par les différents ministères contre les attaques aériennes en exécution des directives arrêtées par le gouvernement.

Prérogatives. — L'inspecteur général de la D. A. T. étudie, dès le temps de paix, la préparation de la défense aérienne, fournit au gouvernement, par l'intermédiaire des ministres intéressés, tous les renseignements de nature à permettre d'arrêter les décisions à prendre concernant l'importance relative des divers moyens de défense active ou passive, ainsi que la répartition des attributions et des charges entre les ministères intéressés. Il reçoit connaissance, par les soins des ministres intéressés, des mesures préparatoires adoptées par chacun d'eux. Il transmet les observations et propositions touchant les dites mesures aux ministres intéressés, seuls responsables, pour la part qui leur incombe, de la préparation de la défense aérienne.

Ainsi définie, la tâche de l'inspecteur général de la D.A.T. apparaît extrêmement vaste. Elle consiste (le président du Conseil le rappelait dans le rapport précédant le décret du 9 février 1931) à organiser dès le temps de paix la défense du territoire tout entier, car tout le pays, dans ses provinces les plus reculées, est désormais menacé.

En contre-partie de cette lourde tâche, le décret aurait dû, en bonne logique, donner à l'inspecteur général l'autorité indispensable à sa mission. Ce n'est pas le cas : la définition de cette autorité par le décret ne donne pas satisfaction à notre désir d'unité et les prérogatives de l'inspecteur général demeurent trop faibles devant un ciel plein de menaces.

« L'inspecteur général... coordonne... étudie... fournit des renseignements... reçoit connaissance... transmet les observations et propositions... » Mots vagues et sans force.

La valeur des officiers généraux investis de la fonction, et leur éminente personnalité, véritables dogmes pour tout ce qui en France vibre et pense, étaient telles que le décret imparfait a cependant porté des fruits. Des résultats sérieux ont été atteints. Mais l'attaque aérienne brusquée, que la fièvre aérienne germanique et le constant progrès des instruments de destruction rendent, de mois en mois, plus plausible et plus redoutable, redonne une actualité à des textes insuffisants et incite à les compléter. La mise au point de la réglementation en vigueur s'imposera un jour : ce jour-là, il sera trop tard ! Les dispositions que les ministères de la Guerre, de la Marine, de l'Air et de l'Intérieur seraient contraints d'adopter, sur

proposition de l'inspecteur de la D. A. T., et sous l'empire d'événements décisifs, suivraient la surprise au lieu de la précéder et de la conjurer.

L'organisation prévue pour le temps de guerre assure-t-elle au moins dans des conditions parfaites la protection aérienne de la nation? Nous ne le pensons pas.

Le jour de la mobilisation, le territoire national serait découpé en zones où s'exerceraient les autorités respectives du commandant en chef des forces terrestres, du général inspecteur de la D. A. T. et du commandant des forces maritimes. Leurs missions sont ainsi réparties :

Dans la zone des armées, le commandant en chef des forces terrestres est le maître absolu. Relèvent de lui : le service de guet, les avions, les ballons, l'artillerie anti-aérienne.

La marine se charge de la défense du littoral.

Dans la zone de l'intérieur, l'inspecteur général de la D. A. T. dispose des moyens de sécurité générale, des formations d'aviation et d'aérostation, spécialement affectées à la défense des centres vitaux, des batteries de défense contre avions, de la D. A. T.

Enfin, le commandant en chef des forces aériennes a sous ses ordres un certain nombre d'escadrilles lourdes et d'escadrilles légères de défense, réunies sous le nom, d'ailleurs impropre, de « forces aériennes réservées ».

Cette répartition et cette dispersion de l'autorité indiquent clairement que nous manquerions en temps de guerre d'un chef unique de l'air, responsable de la défense aérienne du territoire, investi des pouvoirs nécessaires pour l'assurer, ayant dans sa main tous les moyens sans exception.

Personne ne doute en Europe que la France sera attaquée la première et que le rôle d'agresseur sera dévolu à l'Allemagne, dont l'attitude de trouble-fête est l'apanage dans l'histoire contemporaine. En face de cette offensive par le ciel, notre parade et notre riposte pécheraient par leur décousu.

Quand l'aviation adverse se groupera impunément sur un terrain de départ et franchira les frontières, qui décèlera sa concentration ? Des éléments de reconnaissance peut-être, envoyés pour la couverture de ses propres opérations par le

commandant en chef terrestre. A certaines altitudes, l'ennemi aérien recevra les projectiles de l'artillerie de D. C. A. appartenant aux armées ou à la marine. Il subira près des lignes les attaques des forces légères de défense imparties aux armées ou à la marine, si ces escadrilles dispersées sur l'ensemble du front ne sont pas absorbées par les missions de protection des avions d'observation. Il se heurterait ensuite aux unités d'aviation légère de défense dépendant du commandant en chef des forces aériennes. Enfin, s'il poursuit son offensive sur un centre important de l'arrière, il trouvera les batteries d'artillerie et les unités légères mises à la disposition de l'inspecteur général de la D. A. T.

Tout, dans cette succession d'événements plausibles, souligne le manque de cohérence de la manœuvre défensive. Ces opérations sont fragmentaires, échelonnées, inspirées par des cerveaux différents. La vertu d'une volonté unique, qui a tant de fois fait ses preuves aux heures du péril suprême, est absente.

Le commandant en chef des forces aériennes, le plus qualifié pour mettre en œuvre les moyens complets et efficaces de destruction de l'ennemi aérien, ne dispose que de quelques escadrilles légères de défense, la plus grande partie de ces dernières étant affectée aux armées, et d'un nombre trop réduit de groupes lourds de défense, arme des représailles salutaires. L'aviation, les ballons, la D. C. A., stationnés dans la zone des armées, sont soustraits à son autorité. Les éléments consacrés à la défense des côtes lui échappent, et aussi les moyens mis à la disposition de la D. A. T. pour la défense des points sensibles. Il ne dispose d'aucune unité de reconnaissance pour surveiller l'ennemi avant l'agression. Il est mal renseigné sur son propre territoire, puisque le service de guet ne relève pas de lui.

Bref, nos escadrilles, notre D. C. A., nos ballons de protection obéissent à des impulsions différentes et une présomption de dispersion pèse sur notre action offensive ou défensive, situation aggravée par la certitude que l'ennemi, attentif à outrance, seul avec sa colère et son désir de vengeance, choisira son jour et son secteur d'attaque avec l'ensemble de ses forces. Notre organisation est donc loin d'avoir atteint son plus haut degré de perfection. Une erreur de principe met le chef

de l'aviation dans l'impossibilité de combattre avec le maximum de moyens.

C'est bien sur le chef de l'aviation pourtant que compte le pays. Et telle est la conclusion de cette courte analyse schématique. L'autorité responsable, c'est l'aviateur. Le facteur essentiel, c'est l'aviation. Artillerie, ballons, mitrailleuses du sol concourent, mais pour une part secondaire, à la mission commune. Ce sont des armes complémentaires qu'il faut ranger, dans toutes les zones du territoire, sous les ordres du seul chef logique des forces aériennes, le ministre de l'Air ou son représentant. La défense aérienne du pays, avec ses prérogatives et ses responsabilités, doit devenir le fait, sans nulle réserve, d'un seul pouvoir gouvernemental, celui du ministre de l'Air, agissant par délégation du président du Conseil. Ayant assumé dès le temps de paix la préparation et l'instruction de toutes les unités chargées de la D. A. T., il en deviendrait tout naturellement, en cas de conflit, le chef responsable.

L'organisation que nous préconisons suppose des modifications sérieuses dans les textes en vigueur et une conception nouvelle du problème : concentration dans les mêmes mains de tous les organes de combat aérien et de défense anti-aérienne. Le chef de nos escadres doit être en même temps le chef de la défense du territoire et de tous ses rouages épars dans quatre ministères. Volonté unique, renforcement d'autorité, communauté de vues dans l'application, l'étude de la réforme ne peut être différée, car elle serait un renfort de sécurité pour le pays et une leçon prémonitoire pour l'ennemi éventuel.

Extension nouvelle du domaine du ministère de l'Air, dira-t-on. Oui, mais à quoi bon lutter contre la nature des choses? Les événements se sont déjà chargés de bousculer les textes et les investitures retardataires. L'aviation décidera de notre destin. L'autonomie a été la condition de sa vie et de sa prospérité. Le commandement unique dans la défense aérienne du territoire et ce commandement exercé par le chef de l'air, ce sera demain notre ciel mieux gardé, nos villes mieux protégées et notre riposte plus prompte.

COLONEL PIERRE WEISS.

REVUE LITTÉRAIRE

MÉMOIRES ET ROMANS (1)

C'est un titre bien charmant que *le Pays sans ombre*. C'est un bien charmant livre qui le porte. L'auteur m'a fait l'amitié de me confier que, parmi ses ouvrages, dont le nombre dépasse la soixantaine, *le Pays sans ombre* lui inspire une secrète prédilection. Je le comprends. Il n'en est pas qu'il ait davantage écrit pour son plaisir et où il ait mis plus de soi.

Le Pays sans ombre est l'évocation de l'enfance et de l'adolescence. Pays heureux dont M. Henry Bordeaux a gardé un souvenir enchanté. Il y a de tout dans ces pages lumineuses : il y a de jolis paysages, il y a des scènes d'intimité, il y a des jeux et des rires, il y a l'étonnement et le frémissement de l'âge où tout semble neuf et incompréhensible. Il y a aussi plus d'ordre et d'intention qu'on ne croit en ouvrant le livre. M. Henry Bordeaux n'est pas de l'école des auteurs qui disent tout et pour qui un ouvrage ressemble à un calendrier de souvenirs ou à une collection de sensations. Il a le désir de choisir, et il sait discerner ce qui est valable.

C'est essentiellement affaire de goût. La mémoire est pour chaque individu un bon instrument : elle retient tout ce qui est utile à la vie, tout ce qui s'incorpore à l'être, et elle laisse sagement le reste tomber dans un oubli qui est justifié. Mais, même dans cette part privilégiée qui est retenue, tout n'a pas d'intérêt pour autrui. Ce qui est détail trop particulier est incommunicable. Ici doit intervenir l'intelligence de l'auteur et sa finesse. Il y a une manière de parler de soi qui touche et qui intéresse. Il y en a une qui est insupportable. Les classiques étaient sur ce sujet beaucoup

(1) *Le Pays sans ombre*, par Henry Bordeaux (Plon) ; — *Ténèbres*, par Francis Carco (Albin Michel) ; — *Cœur de Russie*, par Robert Bourget-Pailleron (Gallimard) ; — *La Guêpe*, par Albert Touchard (Éditions de France).

plus rigoureux que les romantiques. Entre la maxime : « Le moi est haïssable » et le cri du poète : « Insensé qui croyais que je n'étais pas toi ! » les contemporains ont essayé de trouver ce qui était juste, la voie médiane.

Les auteurs de Mémoires parlent ainsi de ce qu'ils ont vu plus que d'eux-mêmes. Il vient un moment où le passé leur semble plus curieux qu'ils ne pensaient, ou un moment où il leur devient plus cher. Ils veulent le rendre vivant encore pour eux d'abord, pour ceux aussi qui ne l'ont pas connu. Tel est l'objet que s'est proposé Mme E. de Gramont dans les quatre volumes de curieux *Mémoires* dont le dernier vient de paraître. Tel est aussi, pour un monde plus restreint, mais peut-être considéré avec plus de mélancolie, l'objet de Mme Marie Scheikévitch dans ses *Souvenirs d'un temps disparu*. Rien de commun dans cette conception du récit avec les *Pages de Journal* de M. André Gide. Le mot de « journal » est cause ici, sinon d'une confusion, du moins de rapprochements tout à fait arbitraires. Le livre d'André Gide est formé de réflexions, de maximes, d'analyses, qui par leur ensemble éclairent sur l'état d'esprit de l'auteur. Mais il ne s'agit là nullement de confessions, ni même de souvenirs. Si un petit fait passé est évoqué en trois mots nets, c'est qu'il sert de point de départ à une définition ou à un commentaire. Par exemple, une lecture des récents livres de Barrès conduit Gide à nous dire qu'il condamne en Barrès la négation du progrès, puis à expliquer que, pour sa part, croyant à peu de chose, il a foi dans le progrès de l'humanité. Ce livre est strictement intellectuel. Il note les différents moments d'une pensée.

Le Pays sans ombre est encore autre chose. Il n'est pas un récit de choses vues, puisque celui qui voit est un enfant. Il n'est pas davantage et pour la même raison un journal intellectuel. C'est une série d'impressions que l'auteur va chercher dans une époque qui n'est plus, mais qui est encore pour lui, et dont il établit le rapport avec le présent. Une double opération de l'esprit est constante. Pour chaque souvenir, l'auteur s'efforce de le reproduire avec simplicité et bonne foi tel qu'il est resté dans son esprit : c'est une sorte de résurrection. Mais à peine ce souvenir est-il redevenu vivant, que l'auteur le transpose, qu'il le repense, qu'il en discerne le cheminement au cours des années, la signification et la portée, et qu'ainsi il lui donne une seconde vie. Imaginez que vous regardez les portraits d'un enfant, et que, après avoir examiné chacun d'eux, vous regardez les portraits de l'homme que

cet enfant est devenu, pour saisir les transformations et les survivances. Et tout naturellement M. Henry Bordeaux retrouve le titre prédestiné de tout ce qui est souvenir : « Vérité et poésie. » Vérité, ces mots d'enfant, ces gestes, ces jeux, ces naïvetés. Poésie, cette floraison des années perdues en idées, en sentiments, en volontés de l'âge mûr. Il y a beaucoup de délicatesse dans la manière dont tout ce travail du cœur et de l'esprit nous est présenté. Cette recherche demande beaucoup de tact, de mesure, de sincérité. Trop systématique, elle paraîtrait artificielle. Son grand mérite est dans le naturel, dans la vraisemblance, dans cette liaison fine des choses qui donne de l'unité à un caractère et à une vie. Cet apprentissage de l'existence, observé dans de petits faits bien choisis, nous fait voir comment les traits ingénus tracés par l'enfant aboutissent un jour à former les figures éternelles du désir, de l'amour et de la mort, auquel l'homme fait donne leur nom véritable.

Ceux qui connaissent l'œuvre de M. Henry Bordeaux ne seront pas surpris de l'admiration et de la reconnaissance qu'il garde à son pays natal. La Savoie est son éducatrice et son guide. « Chères montagnes de mon pays, écrit-il, comment reconnaître jamais l'influence heureuse que vous avez exercée sur ma destinée et toute la santé que je vous dois à travers la vie active et la vie intérieure ? Pour tous les enchantements de mon enfance et pour ce goût de l'ascension qui, je l'espère, soulèvera mon dernier jour et mes derniers instants de la terre, soyez bénies, ô montagnes du Chablais natal ! » M. Henry Bordeaux a raison d'en parler aussi bien. Ce qui frappe dans *le Pays sans ombre*, c'est le bienfait qu'est une enfance heureuse, le rayonnement, l'harmonie, la santé morale et physique qu'elle laisse à qui a connu ce bonheur. Tout cela se sent, et tout cela est difficile à exprimer. M. Henry Bordeaux a réussi à écrire un ouvrage qui est, comme son enfance, sans ombre, où l'aisance, la plénitude s'accordent avec les aveux sans détour pour donner sans cesse une impression de vérité sans apprêt, de réalité douce et grave.

Je sais gré à M. Henry Bordeaux de la discrétion avec laquelle il a su nous entretenir des siens. Il a tracé d'un de ses grands pères un pittoresque tableau. Il a très bien peint une de ses tantes, qui a contribué à élever ses frères et ses sœurs et qui a été le dévouement même. Il a parlé à peine de son père et de sa mère, assez pour qu'on sente le souvenir sacré qu'il en garde. Mais précisément

il y a là des sentiments trop profonds et trop intimes pour qu'ils soient développés. Cette pudeur a sa grâce et commande le respect. Si bien que ce père et cette mère, qui sont tout juste aperçus un instant durant une page, sont partout présents, comme de bienfaisantes divinités voilées que des rites secrets et tendres permettent d'invoquer toujours et invitent à ne pas nommer. La seule personne de sa famille qui soit mentionnée un peu plus longuement est une de ses sœurs qui était religieuse et qui mourut en Chine pendant la guerre au service de son ordre et de son pays. M. Henry Bordeaux apprit sa mort une nuit, alors qu'il était au quartier général. Il y a là une belle page, écrite avec noblesse et dignité. Et ainsi sur ce livre heureux, plein de rayons, se projette par instants le reflet de ce que devait être, après cette joyeuse enfance, la vie avec ses charges, ses douleurs et ses mélancolies. Mais d'avoir été précédée d'une époque si lumineuse, l'existence entière devait garder ce parfum magique et durable qu'est l'espoir, le courage.

***

Ce n'est pas pour céder au plaisir d'un facile contraste qu'après *le Pays sans ombre* je cite *Ténèbres* de M. Francis Carco. Évidemment, ce contraste n'est pas dû au hasard. Avec M. Henry Bordeaux nous étions en pleine lumière au temps de l'innocence. Avec M. Francis Carco nous entrons dans la nuit des passions, des violences et des crimes. Je ne sais si M. Francis Carco, qui est un indépendant, un fantaisiste, s'en doute : ce rapprochement du mal et des ténèbres est traditionnel. Il est essentiel à la philosophie de Victor Hugo en particulier. Si cette rencontre amuse M. Francis Carco, je le renvoie au petit livre, fort documenté et bien fait, que vient de publier M. Georges Brunet dans la Collection des Maîtres des Littératures sur Victor Hugo. Il y verra que, pour l'auteur de *la Bouche d'ombre*, la nuit comme le mal est une rature à la création, un affront fait au soleil. Les monstres sont les ténèbres faites bêtes. La face lumineuse des choses nous montre Dieu, nous enseigne le bien, le vrai, le juste. Leur face nocturne est le regard du mal. Et puisque nous voici dans les antithèses, n'en oublions aucune : d'un côté, l'ombre, le mal, la chute, la matière ; de l'autre, le bien, la lumière, l'ascension de l'esprit :

Comment le ténébreux descend du flamboyant,
Comment du monstre esprit naît le monstre matière. . . . . .

M. Francis Carco nous mène au pays du monstre matière, mais sans aucun romantisme et avec tranquillité. Donc Maurice surprend Hélène avec Georges qui a le tort de le narguer. Ce n'était pas le moment. Maurice saute sur Georges et dans l'excitation de la bataille le tue. Il est condamné à cinq ans de prison. Le jour où il est libéré, il va retrouver Hélène, mais il s'aperçoit bientôt que la vie n'est pas agréable. Il revient sur les lieux où il a tué Georges et finit par se tuer lui-même. Ce sont des choses qui se voient tous les jours. On apprendrait sans étonnement que les personnages appartiennent à ce monde spécial qui vivait sur les fortifications, du temps qu'il en existait, et dont M. Francis Carco est le poète indulgent et coloré. Selon l'expression si pittoresque employée dans un autre de ses romans, ce serait des gens qui se seraient trouvés « vexés » et qui auraient réglé leur compte.

Mais il n'en est rien. Georges est peintre, et même un beau peintre. Hélène et Maurice sont des bourgeois. Ce qui n'exclut pas les passions, mais ce qui théoriquement du moins exclut le recours au meurtre. Hélène et Maurice manquent d'habitude. De là le caractère particulier de ce roman. Il est bien conduit. Le premier chapitre, qui nous montre le retour de Maurice libéré, comme un retour de voyage, est tout à fait curieux, sobre et vigoureux. Les désaccords progressifs de Maurice et d'Hélène sont indiqués avec beaucoup d'art, et là M. Francis Carco nous laisse apprécier tout son savoir-faire : il arrive à donner une impression puissante par une accumulation de très petits détails. Tout le livre va sûrement et clairement vers la péripétie et vers le dénouement. Mais il n'y a rien là d'oppressant comme *Crime et Châtiment*. Nous suivons avec intérêt une expérience très bien menée plutôt que nous ne participons à l'angoisse d'êtres humains. Pourquoi ? M. Francis Carco a écrit jadis un roman qui est remarquable et qui s'appelle *l'Homme traqué*. C'est l'histoire d'un homme qui a commis un crime et qui finit par ne pouvoir supporter le soupçon qu'il croit deviner autour de lui, les craintes qu'il éprouve, l'incertitude de son sort. Il préfère la prison à cette liberté dérisoire où il est persécuté par ses propres impressions. Cette démonstration psychologique était très forte, et elle reposait sur une donnée réelle.

Dans *Ténèbres*, il y a l'étude d'un cas très subtil. Le lecteur n'a jamais l'impression qu'il s'agisse d'un remords. Maurice souffre plutôt d'un malaise que d'un reproche impérieux de sa conscience. Il éprouve une difficulté de vivre, qui est physique plus encore que

morale. Il n'est pas hanté par la maxime : « Tu ne tueras point. » Il est bien portant, capable d'aimer la vie, désireux d'en jouir. Mais il a de brusques fléchissements. L'idée de Georges le gêne. Et c'est sans doute une forme du repentir, mais on accordera que ce n'est pas celle qui implique la vie morale la plus approfondie. De là sans doute le manque de compassion à l'égard des personnages. De là aussi l'originalité du livre de M. Francis Carco. Car c'est un sujet, et même un sujet difficile, que l'étude de ces régions obscures et troubles de l'être humain, à mi côte entre les idées claires et distinctes, la conscience, la vie supérieure de l'esprit et l'animalité, les actions et réactions sensorielles, l'inconnu physiologique. En somme, le héros de M. Francis Carco a commis dans un instant de violence un acte qu'il n'avait pas la force de supporter : il était capable de l'accomplir sans y penser ; il n'était pas capable de le penser, après l'avoir accompli.

C'est ce que nous indique un personnage épisodique de *Ténèbres*, un des deux personnages épisodiques : car *Ténèbres* n'est pas encombré de figurants. Hors Maurice, Hélène et Georges, il y a deux de leurs amis, et c'est tout. Or, l'un de ces amis est un artiste bohème, alcoolique et crasseux, mais non dépourvu d'éléments spirituels. Lui aussi il a eu son heure de violence et de jalousie. Lui aussi il a surpris la femme et le rival. Et lui aussi il a braqué sur eux son revolver. Il les a vus blêmes et terrorisés. Cela lui a suffi. Il n'a pas tiré. Et de cette abstention, il garde en apparence un certain mépris pour sa faiblesse, mais un extrême contentement. Il est sûr qu'il a bien fait. Cela ne valait pas la peine. Il connaît depuis lors une liberté d'esprit complète ; il a la paix avec soi-même ; à sa manière, il est heureux dans le dénuement complet, où seul reste le sens de la beauté. J'oubliais de dire qu'il répond au nom de Mallepate. Ce vieux fou de Mallepate fait pendant à Maurice. Mais Maurice est dépaysé par son crime. Mallepate est à l'aise dans la plus sordide existence. Maurice ne retrouvait son équilibre qu'en prison, car là il subissait la contre-partie du meurtre, et une certaine harmonie des choses était sauvée. A l'air libre, l'équilibre est rompu. L'aimable Francis Carco nous entraîne à toute une philosophie pénitentiaire, qui le fera sourire : il a bien du talent.

* * *

L'héroïne du nouveau roman de M. Robert Bourget-Pailleron, Tania, est, elle, dépaysée dans la vie régulière : elle ne retrouve

sa respiration naturelle que dans l'aventure. Elle est à demi Russe. De sa mère, Française, elle tient le goût de ce qui est réel, de ce qui est clair, de ce qui est vrai. De son père qui est Russe, elle a le penchant au rêve, à l'illusion, au changement, à l'impossible. Tout le pathétique du livre est de savoir qui l'emportera : la raison de la mère sera-t-elle la plus forte ? Longtemps elle domine. Mais l'existence régulière, les humbles soins quotidiens, le manque d'horizon, tout concourt peu à peu à déterminer la crise. Tania ne se contentera pas de la vie que lui fait son mari. Elle ira vers un demi-Russe qui a la folie du grand et le goût du risque.

J'ai déjà eu occasion de dire ici tout le bien qu'il faut penser des livres de M. Robert Bourget-Pailleron. Ses trois précédents ouvrages, *Champsecret*, *le Pouvoir absolu* et *l'Homme du droit* manifestaient une maturité d'esprit et une sûreté de métier bien frappantes chez un jeune écrivain. Le roman qui vient de paraître et qui a pour titre *Cœur de Russie* est supérieur aux précédents. Le récit rapide est conduit avec une fermeté très attachante. Le dialogue bref est vivant. Les personnages, le mari français, Derbier, la femme demi-russe, Tania, le futur mari russe, Deniev, sont peints avec tant de vigueur qu'au bout de quelques pages tout nous semble connu d'eux. Nous savons avant que le livre ne s'achève que Derbier, employé modèle, finira par avoir une honorable situation. Nous savons que Deniev, spéculateur, prodigue et capable de désintéressement, sera tantôt riche, tantôt pauvre, tantôt heureux, tantôt malheureux, le tout avec un charmant désordre et une série de contradictions qui attesteront que nous sommes en pleine réalité. Nous savons enfin que Tania, capable d'aimer et de battre Deniev, ne pouvant se passer de lui et ne voulant plus le voir, prête à le détester et à l'adorer, finira par aller vers lui, parce qu'il est le compagnon véritable qui lui convient. Tout cela est très bien raconté, très bien fait, « enlevé » comme on disait jadis. Ce roman de deux cent cinquante pages suffit à nous conter trois existences : il est remarquable.

M. Robert Bourget-Pailleron a le goût classique de la sobriété. Il n'y a rien de trop dans son livre. Des phrases nettes qui disent avec précision ce qu'elles veulent dire, et qui nous apprennent toutes quelque chose. De l'une à l'autre, le roman progresse d'une manière continue. Jamais de mots inutiles. Jamais même de mots où l'auteur pourrait très légitimement nous faire part avec un peu d'insistance d'une impression. Jamais de ces nonchalances

ou de ces complaisances auxquelles un écrivain peut bien de temps en temps céder. Le récit court comme un fleuve puissant et régulier, et le promeneur qui est en barque, porté par cette force qui va, est moins enclin à s'attarder dans la contemplation des rives qu'à penser à l'agrément et à la sûreté de son voyage. Soyons sûrs que cette concentration et cette limpidité de l'écrivain sont des dons : aucun effort ne les donnerait. Je me suis demandé s'il y avait dans tout le roman de M. Robert Bourget-Pailleron une seule page qui pût être abrégée. Et je n'en ai pas trouvé. Voici, par exemple, quelques phrases où l'on a un instant l'illusion qu'il y a peut-être une fantaisie qui muse : « Tania cherchait à se dégager. Mais il était aussi souple qu'elle et leur étreinte avait l'aspect de quelque danse voluptueuse et rusée. Tandis qu'il parlait et la sollicitait de ses mots comme de ses gestes, Tania commençait malgré sa résistance à écouter ces appels où se mêlaient tant d'attraits confus. Elle y retrouvait des visages d'autrefois, unis dans le souvenir à quelques voix sonores venues de son court passé, à des sentiments farouches et tendres qui n'avaient encore jamais dénoncé ainsi leur vigueur. » Eh bien ! assurez-vous qu'il n'y a pas là un mot de trop, que tous les termes ont leur signification stricte et leur portée. Car ce qui est annoncé au lecteur en dix lignes, c'est l'emportement des sentiments que Tania et Deniev éprouvent sans les connaître, c'est la réunion fatale des deux Russes qui à travers la vie finissent par se rejoindre. Pour ma part, j'ai beaucoup de goût pour ce style dépouillé et cependant si plein.

Ajoutez que l'attrait des deux êtres destinés à se réunir anime le roman tout entier et matériellement n'y tient à peu près aucune place. Aucune orchestration autour de ce double sentiment assez fort pour bouleverser trois existences. Aucun lyrisme. Aucune allusion au philtre d'Yseult. Ce qui est la substance visible du livre, c'est l'affaire financière à propos de laquelle Tania, Derbier et Deniev feront connaître leur caractère. Il y a quelques années, on aurait pu adresser à l'auteur le reproche de trop insister sur la nature de cette entreprise et d'obliger le lecteur à entendre parler d'actions, de société, de souscriptions et de bilans. Aujourd'hui, les malheurs monétaires, les questions de change, et les escroqueries célèbres ont fait l'éducation du public, orné plutôt qu'enrichi d'une science dont il sait le prix. Depuis Balzac, d'ailleurs, la question d'argent a fait son entrée dans la littérature. M. Robert

Bourget-Pailleron s'est servi avec beaucoup d'adresse et de force d'une entreprise financière pour faire mouvoir autour d'elle tous ses personnages et les amener à se découvrir. Son roman y gagne une sorte d'âpreté symbolique : dans ce livre où la forme est d'une transparence volontairement sereine et même un peu glacée, les problèmes en jeu sont tous violents. Le roman prend à ce contraste une originalité nouvelle ; il aura beaucoup de succès et il le méritera.

* * *

La Guêpe qu'a publié M. Albert Touchard est un roman étrange et douloureux et qui a de la force. L'auteur a fait apprécier dans ses précédents ouvrages, depuis *la Mort du loup* jusqu'à celui qui a précédé *la Guêpe* et qui s'appelait *le Quart d'heure japonais*, des qualités de puissance et de finesse. Il a le sens du pathétique de la vie, il a une philosophie amère et qui ne recule devant l'analyse d'aucune douleur. Mais il a aussi le sens de la force d'âme, de l'énergie de l'esprit vainqueur de la matière. L'univers tel qu'il paraît dans ses livres est plein de sombres aventures où il n'y a qu'injustice et néant : dans cette nuit brille ce qui est la noblesse de l'homme, l'âme, le courage.

C'est ce que nous invite à penser *la Guêpe*. Mais on n'arrive pas tout de suite à cette conclusion. Ce roman a ses dehors qui sont pittoresques, amusants, souvent même profonds et instructifs. M. Albert Touchard nous conte l'histoire d'un ancien officier qui est malade et qui va en Allemagne principalement pour se soigner. Par obligeance pour des camarades, par goût de servir, il accepte une mission d'information, qui est bénévole, et ceux qui la lui confient ne lui cachent pas qu'il n'est pas sûr de réussir. On a l'impression qu'il fera de son mieux pour la remplir, mais à l'origine elle est pour lui secondaire, elle n'a pas déterminé son voyage. La proposition est née du hasard. L'acceptation est venue on ne sait comment, du désir d'être utile, de l'orgueil, du destin. Et dès lors se produit un singulier renversement : la cure passe au second plan, la mission devient l'essentiel. A peine a-t-il passé la frontière que le héros, Jean Bernier, est suivi, épié, signalé à chacun de ses déplacements. Le service de surveillance est bien fait en Allemagne. Et Bernier finira par être incarcéré cinq ans.

Pour un écrivain qui connaît bien l'Allemagne, ce sujet est fort riche. M. Albert Touchard a conduit très heureusement toute cette partie de roman d'aventure. La description du sanatorium,

le baron balte, les médecins, les femmes élégantes et suspectes, tout cela est à la fois plein de couleur et de mouvement. On commence par être amusé, on finit par être attentif et soucieux. Car il y a là une conception de la vie si différente de la nôtre que l'on discerne à ces épisodes qui ont l'air frivole tout le désaccord de l'Europe et de l'Allemagne, et tout le drame latent au fond de ce désaccord. M. Albert Touchard est un observateur sans parti pris, et personnellement même, je crois, il a partagé les espoirs d'entente internationale. Mais la soumission à l'objet qui est la première règle de tout romancier l'a engagé à voir ce qui est. Il a indiqué par des détails l'état du problème franco-allemand ; il n'a pas traité la question en elle-même, et ce n'était que la fin qu'il poursuivait. Il a réussi à faire savoir très fortement quelles en sont les données, et il laisse au lecteur le soin de conclure.

Au delà du récit qui a son aspect attrayant et qui implique de graves méditations, il y a, à l'intérieur du livre, un autre sujet plus particulier et que l'auteur a traité avec une émouvante puissance. C'est l'histoire d'un faible qui a assumé la mission d'un fort et qui veut en dépit de tout la remplir. Jean Bernier est souffrant, c'est un grand nerveux, obligé de recourir à des calmants et à des toxiques, émotif, jamais tout à fait sûr de lui. Par quelle extraordinaire décision s'est-il chargé d'une enquête qui réclame sang-froid, intrépidité, maîtrise de soi ? Peu importe. Il la fera coûte que coûte. Le livre est dédié à M. Henry de Montherlant et, à la première page, M. Albert Touchard a inscrit ces paroles symboliques : « Au poète de l'héroïsme, ce clair-obscur du plus dur courage, la lâcheté vaincue. » On ne saurait mieux définir la pénible histoire du héros. Au cours du livre il y a une étude profonde et touchante du courage des faibles où l'auteur discerne une protestation contre toute bassesse, une dissimulation qui a sa noblesse des souillures de la chair et des infirmités de la nature, un hommage à la propreté, un désir de politesse. Jean Bernier pousse jusqu'à l'héroïsme ce culte d'une énergie qu'il n'a pas et cette ascension vers une tenue qui lui coûte un effort surhumain. M. Albert Touchard a poussé jusqu'à l'extrême pointe, jusqu'à la douleur cette analyse qui est faite avec beaucoup de talent et qui confère à son livre sa dignité en même temps que son intérêt humain.

ANDRÉ CHAUMEIX.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra : *Le Marchand de Venise*, opéra en trois actes, d'après la comédie de Shakespeare, adaptation en vers de M. Miguel Zamacoïs, musique de M. Reynaldo Hahn. — Reprise de *Castor et Pollux*, tragédie en cinq actes de P.-J. Bernard, musique de Jean-Philippe Rameau. — Théatre de la Gaité-Lyrique : *Malvina*, opérette en trois actes de MM. Maurice Donnay et Henri Duvernois, musique de M. Reynaldo Hahn. — Théatre de la Porte Saint-Martin : *la Fille du tambour-major*, opérette en trois actes de Chivot et Duru, musique de Jacques Offenbach.

Le Marchand de Venise est une des plus brillantes comédies de Shakespeare et l'on conçoit qu'elle ait séduit un musicien comme Reynaldo Hahn, qui se distingue, entre tous ceux de notre époque, non seulement par le talent, mais aussi par le goût et la culture. L'imagination du poète s'y donne carrière avec bonheur, brodant ses variations élégantes et splendides sur les thèmes d'une intrigue complexe, qui par moments touche au drame, mais, légère, s'en détache pour s'ébattre encore en galants propos. Ces épisodes où le ciel s'assombrit tout à coup sont ceux où apparaît Shylock. Ce n'est pas ce personnage qui donne son titre à la pièce. Dans la liste des rôles, telle du moins qu'elle nous est parvenue, il n'est qualifié que de « Juif ». Celui que Shakespeare appelle « le marchand de Venise », c'est Antonio qui ne pratique pas l'usure, mais arme des navires pour les pays d'outre-mer et peut ainsi, tous ses capitaux engagés, se trouver démuni d'argent liquide. C'est ce qui arrive, en effet, et l'expose à la férocité de Shylock, son prêteur. Encore ne peut-on prendre entièrement au sérieux cette clause extraordinaire qui l'oblige à céder, s'il est incapable de s'acquitter à l'échéance, une livre de sa chair, ni le procès où l'avocat qui le sauve par son ingénieuse plaidoirie est une jeune fille du meilleur monde, que personne ne reconnaît sous la toque et la robe noire. Même en ces endroits pathétiques, la fantaisie

joue encore en sourdine. Shylock fait peur ; et l'on s'égaye à ses dépens. Shakespeare se moque de lui, comme Molière de son *Avare* :

> Je le hais parce qu'il est chrétien,
> Mais plus encore pour ce simple motif
> Qu'il prête l'argent gratis, et fait ainsi tomber
> Le taux de l'intérêt sur la place de Venise.

Ce sera la joie du public que de le voir berné par sa fille, comme un barbon de comédie, mais plus sensible encore à la perte des bijoux que la rusée n'a pas omis d'emporter, et quand ayant perdu son procès il s'en ira, dépouillé et bafoué, justice sera faite. Son rôle est terminé, et la pièce s'achève sans lui. Quant à sa fameuse protestation en faveur des Juifs qui sont des hommes comme les autres et ont donc eux aussi le droit de rendre le mal pour le mal, elle est bien à sa place, mais, comme le fait observer M. Louis Gillet en son beau livre sur Shakespeare, ne signifie nullement que le poète prenne parti. Ce n'est qu'une vérité de bon sens, aisément acceptée, aussitôt oubliée : rien n'était plus éloigné de sa pensée que la réforme des mœurs, et jamais il n'a confondu le théâtre et le prêche.

On ne pouvait pousser ce drame intermittent au noir sans le mettre en opposition violente avec les scènes qui le traversent et qui l'entourent. Shakespeare n'est aucunement romantique au sens que ce mot a pris en France au XIXe siècle. Son romantisme est de caprice et non pas d'antithèse. Caprice d'un esprit dégagé, sans autre loi que son humeur. Ici, d'humeur charmante, il entrelace à plaisir les incidents imaginaires. Bassanio est un jeune étourdi qui, pour aller faire sa cour à la belle Portia, demande trois mille ducats à son ami Antonio, lui-même obligé de les emprunter à Shylock. Jessica, fille de l'usurier, se laisse enlever par Lorenzo et célèbre avec lui, en strophes alternées, sans plus se soucier de son père que s'il n'avait jamais existé, leur mutuelle inclination. Bassanio ne sera pas moins heureux auprès de Portia, après toutefois que ses deux rivaux, le prince du Maroc et le roi d'Aragon, auront été éliminés par l'épreuve des trois coffrets d'or, d'argent et de plomb. Gratiano, son ami, et Nérissa, suivante de Portia, se font un devoir de les imiter. Portia, déguisée en avocat, voudra pour honoraires l'anneau que Bassanio porte au doigt, et qui vient d'elle, afin de pouvoir le quereller

ensuite et s'amuser de sa confusion. Sur la cadence du poème, les couples gracieux entrent en scène tour à tour ; on s'appelle, on se boude, on se quitte, on se pardonne : mascarade amoureuse, avec Shylock au centre comme un épouvantail.

Stendhal, en une phrase autoritaire, a rapproché, un jour, Shakespeare de Raphaël. Le dessin pur du peintre et le style fleuri du poète procèdent, en effet, d'une égale maîtrise à délier le trait, à libérer l'idée. Parmi les musiciens, c'est à Mozart que l'on pense quand on lit *le Marchand de Venise* et particulièrement, comme l'a dit fort bien M. Reynaldo Hahn, à son *Don Juan*, « drame joyeux » dont le héros finit plus mal encore que Shylock, après une suite de mésaventures cruelles, tendres, plaisantes, douloureuses, terribles, et pour le soulagement des autres personnages, heureux de se retrouver en paix et d'avoir vu la punition du coupable. La musique, toujours en équilibre, n'a pas de pesanteur qui la retienne. Elle passe d'un sentiment à l'autre sans jamais s'arrêter de chanter et prend des reflets variés dont la transparence s'éclaire par le même rayonnement d'allégresse intérieure.

M. Reynaldo Hahn est fait mieux que personne pour entendre la leçon de Mozart, épris comme lui de clarté, sensible au charme de la voix dont il connaît toutes les ressources, et musicien dans l'âme au point que toutes ses pensées prennent naturellement un tour mélodieux. Mais il n'a pas l'innocence de Mozart : son usage du monde et sa vaste culture l'en tiennent éloigné. Shakespeare n'en approche pas davantage. C'est un prince des lettres, curieux de s'instruire, autant que peut l'être un homme de la Renaissance, adorant la parure, les fêtes de poésie, les joutes de l'esprit, les joyaux du langage. Ce qui manque à M. Reynaldo Hahn pour être parfait disciple de Mozart le met d'intelligence avec Shakespeare, et c'est pourquoi, ayant pris pour sujet *le Marchand de Venise*, il devait réussir.

Il rencontrait pourtant quelques difficultés, inhérentes au genre dont il voulait suivre les règles : le ton de son ouvrage est bien celui de la comédie dramatique ; mais pour la forme, c'est un opéra où seul le ballet fait défaut. La pièce de Shakespeare ouvre pour chaque scène une autre perspective, et c'est un va-et-vient perpétuel entre les rues de Venise, la maison de Shylock ou la cour de justice et le palais de rêve où règne Portia. Composition savante, où l'action ne fait relâche à ce féerique séjour que pour le quitter aussitôt et s'engager encore dans l'agitation extérieure

La simplicité du décor, au temps de Shakespeare, se prêtait à ces changements instantanés qu'on obtient aujourd'hui par des procédés mécaniques, par exemple au moyen d'une scène tournante. Mais tous les théâtres ne possèdent pas un tel appareillage ou ne sont pas, comme l'Opéra, capables de l'installer pour la circonstance. C'est pourquoi, sans doute, renonçant au bénéfice de l'alternance, on a classé et réparti les scènes entre cinq tableaux immobiles.

Le premier acte se passe tout entier à Venise, devant la maison de Shylock, et Portia n'y paraît pas. Son absence est regrettable, mais l'intrigue se noue entre les gentilhommes, le marchand, l'usurier et sa fille dans un mouvement animé et les masques qui surviennent font une diversion charmante, dans un décor de M. Alix, d'une large harmonie qui passe par degrés de l'ombre humide au reflet du soleil dorant les vieilles pierres. Le deuxième acte établi au palais de Portia n'en bouge plus, la seule différence entre les deux tableaux étant produite par les majestueux rideaux qui favorisent l'intimité des amoureux. Mais les entrées des prétendants étrangers avec leur suite, que le musicien a traitées l'une en turquerie pour comédie-ballet, l'autre en y esquissant une Espagne d'opéra-comique, ont un entrain pittoresque qui trouve son repos dans les scènes sentimentales qui suivent, et Mme Fanny Heldy, dans le rôle de Portia, porte une robe d'un vert éclatant et profond qui lui sied à ravir. Seul le troisième acte se divise en deux tableaux distincts ; le premier pour la cour de justice, présidée par le doge sur son trône élevé, l'autre pour le nocturne, dans les jardins de Portia, où Shakespeare a placé le dénouement poétique de sa comédie. Jessica et Lorenzo y chantent leur dialogue célèbre où les souvenirs des antiques romans d'amour avivent leur tendresse, et l'on a fait un air pour Portia avec la réponse du gentilhomme à son amie, qui lui disait : « Je ne suis jamais gaie lorsque j'entends une douce musique. » Mais les paroles sont différentes. Pour terminer, un couplet au public, qui n'est pas dans le texte de Shakespeare, mais rappelle *Don Juan*, unit les voix des trois couples heureux et celle d'Antonio en un ensemble très joliment tourné, pour déclarer que l'amour doit avoir le dernier mot. La comédie de Shakespeare a d'ailleurs trouvé dans le charmant poète qu'est M. Miguel Zamacoïs un adaptateur plein de goût et lui-même de la plus délicate fantaisie.

La musique met toujours la voix au premier plan, par ce raisonnement simple que le chant a été donné aux personnages de

l'opéra, comme la parole à ceux du drame, pour communiquer leurs sentiments. Mais il leur faut aussi fournir les indications indispensables sur la situation où ils se trouvent et les événements accomplis. Comme il n'y a pas là de quoi filer une romance ou entonner un air de bravoure, on se contente alors de traduire en notes de musique, avec plus ou moins de naturel ou d'emphase, les inflexions de leurs discours. C'est le récitatif, en usage depuis l'origine du genre, qui ne l'a jamais accepté que comme un mal nécessaire. La définition même de cette musique sans musique est en effet contradictoire.

Le récitatif de cet opéra est accompagné par l'orchestre qui lui donne du relief, mais ce relief même l'appesantit un peu. L'entretien se prolonge et les mots défilent au ralenti. Soudain, tout s'éclaircit, le rythme se précise, la mélodie prend son vol et plane, puis glisse dans l'espace et plonge pour se relever plus haut, en courbes balancées. Portia chante sa plaidoirie et Shylock son imprécation. Les amoureux se renvoient le couplet l'un à l'autre. Deux gentilshommes, un négociant et un financier, discutent les conditions d'un emprunt et finissent par se mettre d'accord ; leurs voix le sont aussi et forment en suivant chacune son idée un fort plaisant ensemble. Partout le caractère est nettement déterminé, mais s'affirme sans violence, car la musique suit son cours, entraînant les passions humaines en ce flot onduleux et limpide où leurs aspérités s'effacent.

L'interprétation est remarquable, car elle réunit Mme Fanny Heldy, d'une délicatesse étincelante dans le rôle de la merveilleuse princesse, M. Martial Singher qui joue et chante avec des nuances exquises celui de son digne prétendant, M. André Pernet qui compose en grand artiste la figure humiliée et rancunière du vieil usurier, ainsi que MM. Cabanel, Le Clézio, Chastenet, Narçon, Rambaud, Morot, Etcheverry, Mmes Renée Mahé, Odette Renaudin, et les excellents artistes qui tiennent les emplois subalternes. M. Pierre Chéreau, qui a réglé la mise en scène, a su trouver le mouvement varié et l'ordonnance aérée qu'il fallait à un tel ouvrage. M. Philippe Gaubert a dirigé l'orchestre en musicien aussi intelligent que sensible. Le succès a été vif dès la première représentation et s'est constamment maintenu depuis lors.

Le chant garde son prestige sur la scène de l'Opéra. Nous le savions déjà par les ouvrages du répertoire. La preuve est faite qu'on peut toujours les prendre pour modèles. Encore faut-il

savoir jouer de l'instrument vocal, qui a comme les autres sa qualité sonore. C'est un talent qui n'est pas commun de nos jours, il s'en faut de beaucoup.

* * *

Le répertoire de l'Opéra, tel qu'il est constitué à notre époque, n'admet pas d'œuvres plus anciennes que les tragédies lyriques de Gluck, qui déjà ne paraissent plus sur la scène que de loin en loin. Mais avant la réforme de Gluck, l'opéra français a duré pendant un siècle, qui fut glorieux. En ce temps-là il ne reniait pas ses origines et ne réduisait pas le spectacle à la portion congrue. Né dans les fêtes de la Cour, il veut tenir, comme l'a dit La Bruyère, « les yeux, les esprits et les oreilles dans un égal enchantement ». Cependant il n'est pas frivole. Les héros qu'il fait paraître sont aux prises avec des événements qui mettent leur courage ou leur amour à l'épreuve. Mais ils ne se contentent pas de dire en chantant ce qu'ils en pensent. Les sentiments qui les agitent deviennent visibles par les rites du deuil, les monstres à combattre ou les joyeux cortèges dont autour d'eux s'anime l'espace scénique. Chacun des épisodes a ainsi son entrée de ballet qui n'est pas du tout, comme dans l'opéra du XIXe siècle, un intermède de complaisance dont les personnages de la pièce seront, rangés de part et d'autre, les immobiles spectateurs. Ils y auront leur place et donneront la réplique aux figures dansantes. L'action, loin d'être interrompue par ces mouvements tracés à son image, s'y achève, au contraire. La musique ne dispose pas seulement de la mélodie vocale, mais aussi de l'orchestre et du rythme, et le geste s'ajoute à la parole pour porter l'émotion à son comble.

Rameau est le maître du genre. Le goût plus libre de son temps a détendu la majesté un peu compassée où Lulli, devenu musicien officiel par la faveur de Louis XIV, guindait sa verve italienne pour se mettre au ton de la Cour. L'opéra toujours magnifique devient aimable et délicat. Rameau, grand par l'esprit comme par le génie, lui procure son style net et hardi, serré à bloc sur l'idée qui pourtant s'y meut à l'aise, déjà purifiée par la méditation. De tous les sentiments humains, il nous fait respirer l'essence concentrée. Musicien de France, il connaît le pouvoir d'une note mise à sa place aussi bien que Couperin avant lui, et après lui Boïeldieu ou Berlioz, Gounod ou Debussy. Mais il se distingue entre tous par la fierté de son allure et la force de sa pensée. Musi-

cien poète, on peut dire de lui, en prenant les mots au sens plein qu'ils possédaient alors, que sa musique est d'un gentilhomme, sa poésie d'un philosophe.

Castor et Pollux est sans doute son chef-d'œuvre. On rencontre des beautés non moins admirables en ses autres opéras, tels que *Dardanus*, *Hippolyte et Aricie*, *Zoroastre*, et peut-être des traits plus ingénieux encore en certains de ses ballets ou de ses comédies-ballets comme *les Indes galantes*, *les Fêtes d'Hébé*, *Platée*, *Pygmalion*, *Acante et Céphise*. Mais cette fois, par une heureuse rencontre, il avait un collaborateur presque digne de lui : c'était Bernard, surnommé Gentil-Bernard, l'auteur de *l'Art d'aimer*, qui lui offrait une tragédie habilement conduite, et rimée en bon français.

C'est une tragédie héroïque, par la condition des personnages et plus encore par leur volonté. Pollux est fils de Jupiter, qui lui a donné l'immortalité ; mais il céderait volontiers ce privilège pour l'amour de Télaïre, toute au regret de son frère Castor qui vient de perdre la vie. Il le venge en mettant à mort son meurtrier. Mais une victoire plus difficile est celle qu'il devra remporter sur lui-même. Télaïre, insensible à l'aveu de sa tendresse, lui demande d'user de son pouvoir pour ramener au jour ce frère qui est aussi son trop heureux rival. Il la quitte, au désespoir, mais décidé à mériter son estime et à faire son bonheur. Vainement Jupiter qu'il implore cherche à le retenir en lui montrant la félicité qui l'attend dans le ciel. Vainement la jalouse Phébé conjure contre lui les démons des Enfers. Il descend au séjour des Ombres, et Jupiter se laisse fléchir. Castor, affranchi de la condition terrestre, ne quittera plus Pollux, ni Télaïre : ils seront accueillis au nombre des étoiles et formeront une constellation nouvelle.

Tout cela, dans un éloignement de légende, ne quitte pourtant pas le sol natal de notre éducation classique. Un tel sujet nous touche de plus près, je suppose, que les facéties et les rixes des *Maîtres chanteurs* et a plus de noblesse que les aigres contestations de Wotan avec les autres chercheurs d'or qui lui veulent ravir le suprême pouvoir. Il est vrai que Rameau y use du récitatif, qui était, comme l'a dit un critique de son époque, « le vice de l'opéra ». Mais qu'est-ce que la mélodie wagnérienne, sinon un récitatif continu et noyé dans l'orchestre ? Le récitatif de Rameau est accompagné par le clavecin docile : le chanteur précipite ou ralentit la phrase, tout comme s'il parlait, et l'on n'en perd pas un mot. Surtout ce ne sont là que des transitions brèves, entre les

airs superbes comme celui de Télaïre, « Tristes apprêts », dont le basson mélancolique soutient le deuil à pas comptés, ou les réponses de Pollux écartant d'un geste sans espoir les Plaisirs qui le tentent : le trio suppliant de Télaïre, Phébé et Pollux devant la porte des Enfers ; l'air alangui de Castor, « Séjour de l'éternelle paix », et le duo où les deux frères luttent de générosité ; le trio de Pollux, Castor et Télaïre, surpris de leur bonheur inconcevable, et l'air du monarque des dieux annonçant « la fête de l'Univers » : morceaux de style soutenu où la voix ne se prodigue pas, mais suit note par note, à larges intervalles, les mouvements réfléchis d'une âme haute et claire.

La situation ainsi dessinée à grands traits suscite le spectacle qui rayonne alentour. La scène des funérailles avec le chant du chœur qui par degrés chromatiques semble descendre dans le tombeau, l'entrée des athlètes aux accents victorieux de la trompette aiguë ; les danses des Plaisirs, d'une douceur légère et tendre ; les bonds effrayants des démons ; les ébats insouciants de l'Ombre sans mémoire et la réplique de l'Ombre affligée ; et, pour l'apothéose, le cortège des Planètes entraînées par le tournoiement resplendissant de leur maître le Soleil : tels sont, non pas les divertissements, mais au contraire les plus émouvantes péripéties de l'ouvrage, et Rameau y a mis ses plus belles pensées. Diderot, qui ne l'aime pas, affirme néanmoins que « ses airs de danse dureront éternellement ». Rien n'y a bougé, en effet, rien n'y a pris du jeu, depuis bientôt deux siècles, tant la matière en est résistante et l'ajustement rigoureux : ils sont taillés dans le diamant.

Castor et Pollux a paru pour la première fois devant le public le 24 octobre 1737, pour vingt et une représentations consécutives, ce qui était alors et serait encore aujourd'hui un enviable succès. L'ouvrage s'est maintenu au répertoire jusqu'en 1785 : Gluck alors était à la mode et sa réforme s'imposait par une simplicité grandiose que l'on croyait renouvelée des Grecs.

M. J. Rouché, qui avait déjà donné *les Fêtes d'Hébé* au théâtre des Arts, avait inscrit *Castor et Pollux* à son programme aussitôt qu'il fut nommé directeur de l'Opéra, en décembre 1913, mais il eut à vaincre, pour exécuter ce projet, des difficultés sans précédent. La répétition générale eut lieu le 21 mars 1918, dans le temps le plus critique de la guerre. Deux jours plus tard, les obus d'une pièce à longue portée commençaient de tomber sur Paris. Il fallut différer la première représentation jusqu'au 12 décembre

de la même année, après l'armistice qui mêlait aux récentes douleurs tant d'espérances illusoires.

C'est aux fêtes de Florence que nous devons cette reprise. On n'a pas voulu priver du spectacle qu'on allait montrer à l'Italie ceux de nos compatriotes qui sont encore capables d'apprécier un chef-d'œuvre français. Ils sont venus, plus nombreux qu'on n'osait l'espérer, et par leur admiration unanime Rameau a retrouvé sa gloire.

Les décors et les costumes sont ceux qu'avait établis, pour les représentations de 1918, le regretté Drésa, savant artiste qui s'était assimilé le goût de l'époque au point d'y pouvoir donner libre cours à son imagination. C'est ainsi qu'il nous montre un XVIIIe siècle devenu lui-même légendaire, grandi aux proportions de la scène et ordonné en larges tableaux dont chacun aura sa couleur, appropriée aux événements : noire devant le haut mausolée de Castor avec des échappées de rouge belliqueux pour les athlètes ; rose pour les Plaisirs célestes ; fuligineuse devant la porte des Enfers ; blanche au séjour des Ombres ; éclatante de rayons dorés pour la danse solaire. Le spectacle répond à la musique par ses silencieuses symphonies.

Mme Germaine Lubin avait repris pour la circonstance le rôle de Télaïre, qu'elle avait créé sur cette scène, et elle s'y est surpassée : jamais la grande artiste n'avait trouvé encore des accents aussi tragiques en leur sincérité pure, et le public qui redemandait sa lamentation du premier acte ne s'y est pas trompé. M. Rouard était, lui aussi, de retour pour prêter à Pollux l'émouvante noblesse de son allure et de sa voix. Mlle Yvonne Gall, MM. Villabella, Claverie n'ont pas été moins dignes des beaux rôles de Phébé, de Castor, de Jupiter. Mme Solange Delmas a joliment chanté les couplets qui stimulent la danse des Plaisirs et celle des Ombres. Mlle Lorcia fut exquise de grâce dans la première de ces danses, et Mlle Camille Bos a montré dans l'autre tant d'esprit et de vivacité que les applaudissements l'ont obligée à reprendre son pas d'heureux oubli. M. Peretti, d'une légèreté infaillible et splendide dans les bonds tournoyants du Soleil, n'a été empêché que par l'heure tardive d'accorder la même satisfaction à l'enthousiasme de l'assistance. La chorégraphie, réglée d'abord par M. Guerra, avait été remise au point par M. Aveline, et notamment en cet endroit éclaircie de la façon la plus heureuse. M. Gaubert a dirigé l'orchestre avec tout le soin et le goût que requiert la musique de

Rameau. La représentation s'est terminée par de multiples rappels et une ovation prolongée.

Il ne faut jamais dire : « Ceci tuera cela. » L'opéra des chanteurs a droit à l'existence aussi bien que l'opéra dansant. Le problème est d'un degré trop élevé pour ne pas admettre plusieurs solutions. Celle que propose le XVIIIe siècle illustre une tradition fastueuse et poétique dont la scène et la salle retiennent jusqu'à nos jours maint souvenir. Rameau en a tiré des œuvres admirables qui peuvent, elles aussi, nous servir de modèles.

* * *

Malvina, que vient de nous montrer le théâtre de la Gaîté-Lyrique, est une jolie opérette à la mode française. La pièce, adroitement conduite, mêle avec aisance le roman à l'histoire, et les répliques vives aux couplets aimables. La musique n'a pas moins de grâce ni d'esprit ; car elle est de M. Reynaldo Hahn, qui a eu cette fois pour collaborateurs MM. Maurice Donnay et Henri Duvernois.

Les auteurs ont fort courtoisement convié Balzac au premier acte de leur comédie, afin qu'il reconnaisse en l'intéressante Malvina une fille adoptive de son imagination et dépose sur son front un baiser littéraire. Il se trouvait en pays de connaissance chez ce digne négociant qui comme M. Guillaume, dans sa *Maison du chat qui pelote*, a deux héritières, dont l'une est sérieuse, l'autre romanesque, et un commis zélé qu'il destine à la première, malgré son inclination pour l'autre, par malheur éprise d'un artiste. Mais la ressemblance ne va pas plus loin. L'artiste n'est plus un peintre, mais un musicien, et pour voir de plus près sa belle, il a pris dans la boutique paternelle la place vacante du second commis : stratagème de comédie que Balzac, écrivant pour la lecture à tête reposée, ne pouvait accepter.

Pas davantage il ne lui était possible, puisque sa nouvelle est datée d'octobre 1829, d'en différer les événements jusqu'au mois de juillet de l'année suivante. Par ce changement, devenu, à la distance où nous sommes, sans importance, on a obtenu de faire passer l'intrigue au travers des trois journées de l'émeute populaire. L'action ainsi se corse et la musique se colore.

M. Chocard, qui a donné à l'une de ses filles le prénom sentimental et trop mérité de Malvina, a l'expérience des révolutions, car il est né le jour même où l'on prenait la Bastille. Fièrement il

endosse, à la fin du premier acte, son uniforme de caporal de la garde nationale et entonne, avec sa digne épouse, ses ouvrières et ses commis, un chœur entraînant où l'on remarque pourtant quelques divergences sur le but à atteindre. Il ne doute pas, pour sa part, de prendre les armes pour la défense de la propriété, pendant que le jeune étourdi qui veut être son gendre est prêt à donner sa vie pour la liberté. Mais la rime est correcte, et c'est l'essentiel. « Si on savait pourquoi qu'on va se battre, on ne se battrait jamais », fait observer avec raison ce belliqueux gavroche qui crie à pleine voix, sans chercher à comprendre : « Vive la charte ! »

Au deuxième acte, la bataille est engagée, mais à la cantonade. On en reçoit les nouvelles, devant la boutique fermée, dans la rue où subsiste une barricade, par les deux commis qui en reviennent tour à tour, et l'on devine aisément que le plus sympathique s'y révélera aussi le plus brave. Après une scène mi-guerrière, mi-comique où des combattants improvisés portent des casques et des cuirasses empruntés à un Musée, un deuxième tableau célèbre par d'alertes refrains la victoire du drapeau tricolore.

La pièce se termine, la paix revenue, par une excursion aux frais bocages de Ville-d'Avray, où M. et Mme Chocard deviennent indulgents, parce qu'ils retrouvent, avec leurs initiales enlacées au tronc grossi d'un arbre, les souvenirs de leur jeunesse.

La musique suit la comédie avec une attention pénétrante, une vigilance amusée. Rien de plus finement observé que les airs, les duos, les ensembles où chaque personnage selon son caractère avoue tour à tour son espoir, son dépit, sa crainte, sa tendresse. Rien de plus vif que ces tableaux ou plutôt ces vignettes d'histoire où l'on voit défiler en musique un peuple de soldats, vaillants et résolus, la tête haute et la chanson aux lèvres, marquant le pas au refrain de l'orchestre martial et suivant la fanfare joyeuse comme un drapeau dans la lumière. Sans tapage de cuivres, sans coups de grosse caisse, sans rien de brutal dans l'accent, ni de trivial dans l'expression, c'est l'allégresse émouvante d'une musique militaire, mise en musique elle-même par un maître, qui a du cœur. A l'entendre, on regrette les jours de gloire et on se sent fier d'être Français.

Mlle Renée Camia et M. Roger Bourdin chantent, plutôt qu'ils ne jouent, les rôles de Malvina et de son amoureux, mais les chantent fort bien. M. Allard montre de l'adresse en celui du

commis ridicule ; M. Maquaire donne beaucoup d'accent aux couplets du gamin. M. Carpentier et Mme Charlotte Clasis font revivre M. et Mme Chocard avec autant d'esprit que de naturel. L'orchestre est habilement dirigé par M. Gressier.

* * *

La Fille du tambour-major, que le théâtre de la Porte-Saint-Martin vient de reprendre, met aussi en présence le civil et le militaire, mais avec beaucoup moins d'égards pour la vérité des sentiments et des mœurs. Offenbach n'y regardait pas de si près. Il lui suffisait d'apercevoir sur la scène un niais de vaudeville, une jeunesse amoureuse, un soldat conquérant, un travesti aimable ou des couples en liesse : sa verve s'échauffait aussitôt, lui suggérant des airs émoustillés où la tendresse rit, où la gaieté pétille, comme ici ceux du *Petit Français*, du *Billet de logement*, de *la Petite Chambre*, les couplets du faux jockey ou la tarentelle pour bal costumé du dernier acte. Musique en belle humeur et un peu cascadeuse, comme on disait alors, mais toujours de bon ton, qui garde sa ligne mélodique et soigne ses dessous d'orchestre. Seule l'entrée des Français à Milan, fort bien mise à la scène pour cette reprise, va plus loin et fait vibrer notre patriotisme : c'est qu'Offenbach modestement s'est effacé, faisant place à l'authentique *Chant du départ*. Mlles Fanely Revoil et Simone Lencret sont charmantes dans les rôles des deux jeunes filles, M. Edmond Castel admirable de force comique en celui du barbon, et M. Jean Périer compose avec le goût que l'on pouvait attendre de cet incomparable artiste la figure du grognard. M. Frigara est un excellent chef d'orchestre.

La Fille du tambour-major fait honneur à son père et mérite d'être applaudie pour sa franchise et sa gentillesse. Mais il est permis de lui préférer *Malvina*, fine bourgeoise de Paris.

Louis Laloy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA CONFÉRENCE DE STRESA

A propos des entretiens de Stresa, le *Daily Telegraph*, porte-parole du ministère britannique des Affaires étrangères, dit que cette Conférence est « la plus importante qui ait eu lieu depuis la guerre ». C'est que jamais les circonstances n'avaient été plus critiques, la paix plus précaire, l'Europe nouvelle établie par les traités de 1919 plus menacée. La déclaration du 16 mars où l'Allemagne jette à la face de l'Europe son réarmement et se flatte d'avoir détruit le traité de Versailles a ramené au premier plan des préoccupations les plus urgentes pour tous les peuples le devoir impérieux d'articuler la masse allemande à l'Europe pacifique et de canaliser dans de justes bornes ses inquiétantes agitations. Une loi d'équilibre ou de compensation fait que, dès que les ambitions de la race germanique deviennent menaçantes pour ses voisins, les dissentiments entre eux s'apaisent, une entente se réalise et l'ordre s'établit. Mais, de même que le péril allemand est permanent, permanentes aussi devraient être les précautions pour y parer. Par une sorte d'hypocrisie diplomatique, il est interdit de donner son vrai nom au seul péril qui menace sérieusement l'ordre européen et la paix, et l'on s'acharne à monter d'ingénieux mécanismes juridiques qui restent trop généraux et imprécis pour devenir efficaces. L'Europe subira la suprématie germanique si elle ne se décide pas à proclamer que la doctrine politique prussienne est incompatible avec la sécurité et la tranquillité des autres peuples. La Conférence de Stresa, suivie de la session du Conseil de la Société des nations à Genève, marque un heureux progrès dans cette voie.

Les faits sont connus. Il est bon cependant de replacer la Conférence de Stresa dans le cadre historique qui l'explique. Elle

est précédée de l'accord franco-italien de Rome, le 7 janvier, et du programme d'entente européenne établi le 3 février à Londres entre le gouvernement français et le gouvernement britannique. L'accord est donc déjà virtuellement établi entre les trois grandes Puissances occidentales, quand se produit la déclaration allemande du 16 mars. Une réaction immédiate, accompagnée de la mise en congé prolongé des ambassadeurs à Berlin, eût été souhaitable, mais les « concerts » sont longs à se mettre en mouvement. L'opinion britannique exigeait des sondages qu'opérèrent sir John Simon à Berlin et M. Anthony Eden à Moscou, à Varsovie, à Prague; ils furent édifiants : sir John Simon en apporta à Stresa l'impression toute fraîche. Enfin, les conférences de l'Isola Bella et le synode de Genève doivent être situés entre la déclaration de M. Pierre Laval que l'accord avec l'U. R. S. S. pourrait être signé à bref délai, et le départ prochain de notre ministre des Affaires étrangères pour Moscou, où il emportera un texte déjà paraphé à Paris. La crainte de pousser la France à cette alliance avec la Russie soviétique que Moscou souhaite et que Londres appréhende n'a pas été étrangère aux heureuses dispositions apportées à Stresa par M. MacDonald et sir John Simon.

Dans le cadre grandiose et charmant du lac Majeur, le Duce attendait ses hôtes, assisté de M. Suvich, secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Après avoir médité quelques jours dans son modeste castel des Romagnes, il avait posé le 10 avril l'hydravion qu'il pilotait lui-même à quelques mètres du débarcadère de l'Isola Bella. C'est là qu'il accueillit le Premier d'Angleterre, M. MacDonald, qui est, comme lui, un évadé du socialisme, et sir John Simon. M. Eden, dont un voyage en avion à de trop grandes altitudes, en revenant de Berlin, a éprouvé la santé, s'était vu obligé de renoncer à ce nouveau déplacement. Dès lors que les chefs des deux gouvernements amis étaient présents, M. P.-E. Flandin, président du Conseil, ne pouvait manquer de s'y trouver lui aussi, en compagnie de M. Pierre Laval. Les entretiens commencèrent au palais Borromeo, dans l'Isola Bella, interdite aux curieux et aux journalistes. Mesure de prudence, sans doute ; mais aussi de sécurité morale. Le rite du « communiqué » bi-quotidien, le siège des hommes politiques et des diplomates par la meute des reporters, sont de détestables pratiques qui énervent les hommes d'État responsables des plus grands intérêts et

troublent la sérénité d'un travail toujours délicat, souvent angoissant. Pas d'indiscrétions, pas d'interviews, pas de racontars, un seul procès-verbal officiel soigneusement médité et pesé ; le résultat seul importe et mérite d'être connu et non les chemins parfois tortueux que l'on a suivis pour y parvenir. Tout s'est passé pour le mieux, dans l'ordre le plus parfait.

Quelles sont, en arrivant à Stresa, les dispositions des trois délégations ? Les Anglais, profondément troublés par les rapports de sir John Simon et de M. Eden, ont pris conscience du péril qu'un désarmement prématuré et excessif sur terre et dans les airs fait courir à leur pays (1) ; ils sentent la nécessité d'affirmer, en face de l'Allemagne frénétique et réarmée, certaines solidarités continentales ; mais ils savent que l'opinion publique, chez eux, est lente à comprendre et à s'émouvoir et qu'une presse démagogique, loin de l'éclairer, l'aveugle pour mieux lui complaire. Le programme que le chancelier Hitler a fait miroiter à Berlin devant le chef du Foreign Office et qui avait d'abord fait quelque impression sur lui, n'a pas résisté à l'examen du Conseil des ministres. Pourtant, le gouvernement est encore hésitant. Devant l'Europe d'aujourd'hui, M. Baldwin ne s'y reconnaît plus ; il lui semble « vivre dans une maison de fous ». Le *Times*, l'*Economist* publient des articles violents contre la France, seule responsable des misères de l'innocente Allemagne. Les ministres partant pour Stresa répètent encore qu'il ne s'agit, là comme à Berlin, que de pure information. On va étudier, consulter, causer, non pas décider, encore moins agir. Les journaux du 12 avril publient une note d'allure officieuse qui indique une politique plus résolue, plus énergique ; elle est démentie à Londres et à Stresa. On espère encore ramener l'Allemagne à Genève. Le *Daily Herald*, organe du parti travailliste, s'imagine que l'Allemagne acceptera une nouvelle invitation à collaborer à la paix de l'Europe ; si elle s'y refuse, il faudra « à contre-cœur » organiser la sécurité sans son concours. M. Garvin, dans l'*Observer*, critique vivement sir John Simon : « L'unique désir du gouvernement britannique a été de reprendre les négociations avec l'Allemagne. Sir John Simon

(1) De M. Garvin, dans l'*Observer* du 6 : « Après la guerre, nous avons commencé notre désarmement unilatéral en sacrifiant notre suprématie aérienne. Ç'a été l'une des plus grandes erreurs de l'histoire. » Résultat : l'Angleterre, pendant plusieurs années, sera dépourvue d'une défense indépendante. Elle a donc besoin de la France.

semble se plaire à l'agréable vision d'un Hitler couronné de fleurs ; il se voit dansant devant lui, à la façon biblique, et le ramenant à Genève, enchaîné de guirlandes champêtres. Nous approuvons son désir, mais nous ne pouvons avoir grande confiance dans les moyens. »

Tout autre est l'attitude de M. Mussolini. Son parti est pris. L'opinion publique a confiance en lui et il sait comment on la manie. Rien de plus intéressant que de suivre, depuis quelques mois, l'évolution de cet esprit compréhensif, résolu et viril. Son article du *Popolo d'Italia* du 3 avril, que nous analysions il y a quinze jours, a servi de stimulant aux hésitants, de tonique aux faibles. Le 8, nouveau son de cloche : « Tout sera fluide, tout sera instable, tant qu'on ne saura pas ce que veut le gouvernement anglais. Malheureusement peut-être ne le sait-il pas lui-même, ou mieux, s'il sait qu'il veut la paix européenne, il ne sait pas s'il pourra ou voudra, demain, défendre cette paix par la force. » L'Angleterre, pourtant, n'est pas faible ; mais « l'irrésolution équivaut à la faiblesse ». A Stresa, aura-t-on l'énergie de prendre les décisions nécessaires pour assurer l'indépendance de l'Autriche dans tous les cas ? Si l'attitude de la France est nette et résolue, il sortira de la Conférence non seulement de nouvelles garanties de paix, mais une plus solide amitié, une plus étroite collaboration entre l'Italie et la France.

Mais il faut pour cela que les représentants de la France sachent se dégager des formules juridiques qui n'ont de valeur que dans la mesure où elles sont vivifiées par des forces prêtes à entrer en action. Pour éviter la guerre, il faut qu'il soit bien entendu que certains actes ne seront pas tolérés et entraîneront la guerre, parce qu'ils mettent en jeu l'indépendance des peuples. Les résultats montrent que l'accord s'est fait rapidement entre la France et l'Italie. Entre les hésitations britanniques et les résolutions italiennes, le rôle de M. Flandin et de M. Laval ne laissait pas que d'être délicat ; il a consisté surtout à maintenir la cohésion des trois Puissances en vue de résultats positifs.

Absente des délibérations dont elle est l'objet et que son acte du 16 mars a provoquées, l'Allemagne en attend le résultat avec un détachement apparent, avec une anxiété réelle. Elle garde jusqu'à la publication des résultats l'espoir que l'accord ne se fera pas entre la France et l'Italie, que l'Angleterre continuera à défendre le point de vue allemand. La Société des nations ? Le

Reich ne veut pas sa mort ; il y rentrerait même volontiers, si elle cessait de pratiquer une politique dictée par la France pour le maintien des traités. La presse allemande fait à l'Angleterre de discrètes avances ; quand, le 12 avril, sir John Simon téléphone de Stresa à son ambassadeur, sir Eric Phipps, d'insister auprès de M. de Neurath pour que le Reich accepte de participer au pacte de l'Est, il obtient gain de cause : l'Allemagne consent à adhérer à ce pacte, même si des accords bilatéraux d'assistance mutuelle lient entre eux deux des signataires du pacte, à la seule condition que l'Allemagne garde la liberté de ne participer à aucun accord de cette nature. Le gouvernement, qui n'a pas cessé de tromper l'opinion publique sur la véritable situation de l'Europe, a cherché par cette concession à ne pas rompre les ponts, à éviter l'isolement. Il ne se rend pas compte que ce sont ses actes, en particulier celui du 16 mars, qui font le vide autour de lui.

Les délibérations de la Conférence sont terminées dans la soirée du 13 avril ; le communiqué final est mis au point et communiqué à la presse le 14, à 14 heures. Il comprend trois documents. Le premier est une « résolution » commune aux trois Puissances ; leurs représentants constatent leur accord sur six points importants :

1° Ils sont convenus d'une ligne de conduite commune à Genève dans la discussion de la requête dont le gouvernement français a saisi le Conseil de la Société des nations ;

2° Ils sont d'avis de poursuivre « les négociations tendant au développement de la sécurité dans l'Europe orientale ».

3° En ce qui concerne l'Autriche, ils confirment les déclarations anglo-franco-italiennes du 17 février et du 27 septembre 1934 ; « la nécessité de maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'Autriche continuera à inspirer leur politique commune »; ils sont convenus de recommander la très prochaine réunion d'une Conférence en vue des accords relatifs à l'Europe centrale.

4° Les négociations relatives au pacte aérien seront poursuivies entre les cinq Puissances visées dans le communiqué de Londres du 3 février.

5° Le problème des armements. « Les représentants des trois gouvernements ont eu le regret de constater que la méthode de répudiation unilatérale adoptée par le gouvernement allemand, à un moment où des démarches étaient en cours pour promouvoir

un règlement librement négocié de la question des armements, avait porté gravement atteinte à la confiance de l'opinion publique dans la solidité d'un ordre pacifique. D'autre part, l'ampleur du programme de réarmement allemand, tel qu'il est annoncé, — programme dont l'exécution est déjà avancée, — a enlevé toute valeur aux prévisions quantitatives sur lesquelles avaient été jusqu'ici fondés les efforts poursuivis pour le désarmement et a, du même coup, ébranlé les espoirs qui avaient inspiré ces efforts. » Néanmoins, les trois gouvernements affirment de nouveau leur volonté de fonder la sécurité et de s'associer à tout effort pratique pour un règlement international sur la limitation des armements.

6° Le sixième article touche à un point très délicat. Les États dont le statut militaire a été fixé par les traités de 1919 (Autriche, Hongrie, Bulgarie) ont exprimé le désir d'obtenir la revision de ce statut. M. Mussolini s'est fait, à Stresa, leur avocat. Mais la question n'intéresse pas seulement, — M. Laval l'a rappelé, — les trois Puissances présentes à Stresa, mais aussi et surtout les pays de la Petite Entente et de l'Entente balkanique. La Conférence décide donc que les États intéressés seront informés par la voie diplomatique afin que la question puisse être réglée « par voie contractuelle dans le cadre des garanties générales régionales de sécurité ».

Le second document est une déclaration des représentants de l'Italie et du Royaume-Uni par laquelle ils « réaffirment solennellement toutes les obligations qui, aux termes du traité de Locarno, incombent à ces Puissances et déclarent celles-ci déterminées à s'en acquitter fidèlement le cas échéant ». Cette déclaration sera officiellement communiquée aux gouvernements allemand et belge. Cette démarche a été accomplie à Berlin et à Bruxelles, le 17 avril, par les ambassadeurs des deux Puissances.

Le troisième document est la très brève et très importante Déclaration finale qu'il est nécessaire de reproduire *in extenso*, parce qu'elle définit la ligne politique que l'Angleterre, la France et l'Italie sont résolues à suivre d'un commun accord : « Les trois Puissances, dont la politique a pour objet le maintien collectif de la paix dans le cadre de la Société des nations, constatent leur complet accord pour s'opposer par tous les moyens appropriés à toute répudiation unilatérale des traités susceptible de mettre en danger la paix de l'Europe. Elles agiront à cet effet en étroite et cordiale collaboration. »

Ces derniers mots contiennent toute la substance des entretiens de Stresa : ils sont l'éclatante manifestation de l'entente du Royaume-Uni, de l'Italie et de la France pour le maintien de la paix et l'aménagement d'une Europe où l'Allemagne a sa place, mais rien que sa place, et où il ne lui sera pas permis d'empiéter sur les droits de ses voisins. La politique inaugurée par Louis Barthou, poursuivie par le gouvernement Flandin-Laval, aboutit à un excellent résultat et ouvre vers l'avenir de favorables perspectives. L'accord de Rome du 7 janvier, le programme de Londres du 3 février jalonnent la route qui aboutit à Stresa le 14 avril et qui doit se prolonger vers la consolidation d'une Europe pacifique. Les entretiens de Stresa n'ont pas eu seulement pour objet l'information ; ils ont abouti à l'affirmation et à l'action. C'est donc l'influence de M. Mussolini appuyée par M. Laval qui l'emporte sur les scrupules britanniques. Sans doute, comme M. MacDonald et sir John Simon l'ont répété en rentrant chez eux, ils n'ont pris aucun engagement nouveau, aggravé en aucune façon leurs charges internationales; mais par suite de l'affirmation réitérée, suivie d'actes positifs, de la « collaboration étroite et cordiale » des Puissances occidentales, les textes morts prennent vie, les formules s'animent et la confiance renaît.

Il est naturel que l'Angleterre, Puissance insulaire et tête d'un empire mondial, s'engage moins avant que ses partenaires pour le règlement des difficultés continentales ; il suffit qu'elle ne paralyse pas l'initiative de la France, de l'Italie et de la Petite Entente. Les responsabilités les plus lourdes pèsent sur ceux dont les intérêts sont plus directement engagés. On ne saurait trop se féliciter, à ce point de vue, de l'entente vraiment cordiale qui a achevé de s'établir entre M. Mussolini et les ministres français. La visite en Italie, les 17 et 18 avril, de 2 000 anciens combattants français, l'accueil fraternel qu'ils ont reçu à Gênes et à Rome de leurs camarades italiens, achèvent de sceller une amitié qui constitue un élément précieux d'ordre européen. Il reste à réaliser le plus tôt possible l'accord danubien pour l'indépendance de l'Autriche, car c'est de ce côté que l'Allemagne peut être tentée de chercher un succès. L'action isolée de l'Angleterre avait trouvé un Hitler rébarbatif et arrogant ; mais la seule apparition à Stresa d'un bloc des trois Puissances occidentales incita la Wilhelmstrasse à une concession importante. L'action solidaire et concertée de l'Angleterre, de l'Italie et de la France, sera tou-

jours efficace. Nous écrivions dans la précédente chronique : « Si, après Stresa, l'Allemagne prussianisée peut se croire le champ libre, alors ce sera la guerre. » Nous pouvons conclure, aujourd'hui, que les chances de paix ont augmenté.

LE JUGEMENT DE GENÈVE

La bonne entente établie à Stresa a trouvé dès le lendemain l'occasion de se manifester à Genève. La France, par un mémorandum fortement motivé et juridiquement irréfutable, avait saisi le Conseil de la Société des nations de la déclaration par laquelle le Reich s'affranchissait des obligations que lui impose la partie V du traité de Versailles. Le mémorandum français rappelle d'abord les circonstances qui ont précédé cet acte arbitraire et qui en aggravent le caractère. Au mois d'avril 1934, le Reich niait tout accroissement de ses armements ; il contestait que le budget du ministère de l'Air pût être considéré comme un budget d'armement et il exprimait sa « stupéfaction que l'on pût s'en inquiéter ». Le 20 décembre encore, le ministère de l'Air niait que le Reich possédât autre chose que des appareils d'essai. Trois mois après, le chancelier informait le secrétaire d'État britannique qu'il avait réalisé en matière d'aviation la parité avec l'Angleterre! La violation des traités n'est plus dissimulée, mais proclamée. La Société des nations a donc le devoir de s'en saisir. Fondée sur le respect des engagements internationaux, gardienne d'un pacte dont le préambule affirme, pour tous les adhérents, la nécessité de « respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités, elle ne peut rester indifférente à l'affirmation d'une méthode politique qui va directement à l'encontre des principes sur lesquels elle repose et de l'objet qui lui est assigné ». Le mémorandum rappelle toutes les réductions de ses forces militaires que la France s'est imposées ; il retrace l'histoire de la Conférence du désarmement jusqu'au jour où l'Allemagne, « par un geste brutal, que rien ne justifiait », a quitté Genève. Par sa déclaration du 16 mars, « elle a entendu donner une solution unilatérale à un problème international ; à la méthode des négociations, elle a substitué celle du fait accompli ». Sur la responsabilité de la situation ainsi créée, le Conseil a le devoir de se prononcer. « Une question plus haute doit être posée, car dans une Europe où se généraliserait la méthode de dénonciation

unilatérale des engagements internationaux, il n'y aurait bientôt plus de place que pour une politique de force. Nulle négociation n'est possible si, au cours des pourparlers, une des parties peut se saisir arbitrairement de ce qui est l'objet de ces pourparlers ; nulle négociation n'est utile si ses résultats, quels qu'ils soient, peuvent être détruits par la libre volonté de l'une des parties contractantes. Autant supprimer, dans les relations internationales, la notion même de contrat et d'obligation. »

Telle est la question sur laquelle le Conseil fut appelé à se prononcer. Elle met en présence deux conceptions du droit, ou plutôt elle oppose le droit à ce qui en est la négation. La doctrine germanique que la force crée le droit, que la volonté de puissance légitime l'usurpation de ce qui appartient à autrui, est sans doute très commode pour l'État puissant qui exerce une suprématie incontestée, mais elle n'est pas encore et il faut espérer qu'elle ne sera jamais admise dans le droit public européen. C'est ce que le Conseil de la Société des nations à l'unanimité, — moins l'abstention du Danemark, — a solennellement déclaré en votant le 17 avril le projet de résolution présenté par la France et appuyé par la Grande-Bretagne et l'Italie.

Ainsi s'est affirmée à Genève la confiante collaboration des trois États qui ont participé à la Conférence de Stresa. Leur entente a eu raison de certaines hésitations, celle de l'Espagne, celle de la Pologne dont le « oui » est amèrement commenté par la presse allemande. Le débat a pris, dans l'ambiance propice de Genève, un caractère émouvant. Dès lors que la Société des nations existe, avec son statut et ses traditions, dès lors que la politique d'organisation de la paix et de la sécurité a pour cadre et pour moyen la Société des nations, il était impossible qu'elle ne condamnât pas l'attitude de l'Allemagne et ses procédés. Le verdict sans doute est platonique, puisque sans effet rétroactif, mais il ne restera pas sans effet moral. Il condamne « toute répudiation unilatérale d'engagements internationaux » et il constate que l'Allemagne a « manqué au devoir qui incombe à tous les membres de la communauté internationale de respecter les engagements qu'ils ont contractés ». Une Commission doit rechercher quelles sanctions d'ordre économique ou financier pourraient, à l'avenir, frapper l'État qui commettrait semblable infraction. C'est tout. C'est beaucoup : c'est l'aiguillage sur la bonne voie.

Interpellé aux Communes le 17 par M. Lansbury, leader

travailliste, le Premier britannique a tenu un langage très réconfortant. « Les trois États représentés à la Conférence, a-t-il dit, se sont séparés non pas comme des unités dissociées par les grandes difficultés qu'elles rencontraient, mais comme un groupe d'États s'engageant à rester unis et à essayer de trouver des solutions pacifiques contre les dangers actuels. » Et le soir, dans un discours radiodiffusé, il ajoutait : « Le résultat satisfaisant de la Conférence de Stresa a été le fait que la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont affirmé leur solidarité et leur union en n'abandonnant aucune déclaration faite antérieurement et en continuant l'œuvre à laquelle elles s'étaient déjà attachées. » Négligeons l'inimaginable opinion du *Times* qui, plus Allemand que les Allemands, rejette les responsabilités sur la France. La presse anglaise, en général, regrette discrètement que le vote de Genève éloigne, sans doute pour longtemps, l'Allemagne de la Société des nations. Mais son absence n'est-elle pas préférable à l'hypocrisie qui l'y ferait rentrer pour en altérer l'esprit et en fausser les ressorts ? M. MacDonald se flatte avec raison d'avoir « laissé la porte ouverte à l'Allemagne pour qu'elle puisse se joindre en tant qu'associée active à toutes les mesures que nous envisageons pour créer un système de paix collective en Europe ». C'est l'éternel problème de l'organisation européenne. Nous ne touchons pas à la solution, si l'on en juge par l'explosion de fureur qui a soulevé l'opinion allemande contre le jugement de Genève. Imbu de doctrines empoisonnées, l'Allemand n'est pas près de comprendre pourquoi l'Europe entière se dresse aujourd'hui non pas contre lui, mais en face de lui. On se demande si son aveugle colère ne pourrait pas, d'ici peu de jours, l'entraîner à quelque folle résolution.

LE PACTE ENTRE LA FRANCE ET L'U. R. S. S.

M. Laval, dit-on, partirait pour Moscou au commencement de mai ; mais certaines difficultés de rédaction retardent encore le complet accord sur le traité « d'assistance mutuelle » qui doit y être signé. Il faut prendre garde au sens précis des mots, car tout se passe dans le cadre de la Société des nations et sous ses auspices : telle formule juridique peut entraîner des conséquences inattendues dans la pratique politique. On parle parfois d'une alliance entre la Russie soviétique et la France. Il n'y a rien de pareil dans le traité en préparation qui pourtant est

loin d'être sans portée. Il a d'abord une valeur intrinsèque d'ordre juridique et politique. Le pacte de la Société des nations, s'il était intégralement appliqué, comporterait toutes les sanctions nécessaires contre l'agresseur; mais la jurisprudence et la coutume diplomatique lui ont enlevé beaucoup de son efficacité; les accords particuliers ont, entre autres objets, celui de rendre plus facile, plus précis et plus rapide son fonctionnement. Les articles 10, 15, 16 prévoient l'assistance mutuelle entre les membres de la Société contre tout agresseur, mais chaque cas doit être soumis au Conseil qui décide dans un délai de quarante-huit heures si l'assistance mutuelle est obligatoire. Si le vote n'est pas unanime, il n'y a pas obligation d'intervenir. Mais deux États peuvent convenir entre eux que, dans ce cas, ils s'engagent à suivre l'avis du Conseil, même s'il n'est pas unanime.

Tel est le cas du traité envisagé entre la France et l'U. R. S. S. dont la négociation marque un temps d'arrêt au moment où nous écrivons. Il s'agit, en somme, d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité de l'article 16 du pacte de la Société des nations. Mais le recours au Conseil est toujours nécessaire afin d'établir s'il y a agression et si, en croyant aller au secours d'un État attaqué, on ne s'expose pas aux sanctions prévues par le traité de Locarno. Subtilités juridiques ? Sans doute, mais qui recouvrent la réalité assez simple des grands intérêts. Quelle qu'en soit la forme, la convention entre la France et l'U. R. S. S. n'aurait ni la même valeur, ni les mêmes effets qu'une alliance, mais elle achèverait d'éloigner la Russie soviétique de la politique de Rapallo qui mettait ses ressources à la disposition de l'Allemagne : elle ajouterait cet appoint considérable au groupe des États qui veulent la paix et l'équilibre en Europe. La puissance de ce groupe s'est manifestée à Stresa et à Genève. Puisse-t-il, sans exclure personne, continuer son œuvre avec persévérance et succès !

René Pinon.

ERRATUM : Dans l'article du Professeur Émile Sergent, *Étudiants et médecins étrangers en France*, paru le 15 avril, page 817, ligne 7, lire 710, au lieu de 210.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.



I

J'

m'ay

l'air

recoi

ridea

anci

en p

reve

nalit

rejet

J

jaqu

Et j

leurs

trop

prog

pren

Rom

dési

Nerv

rede

Co

(1)

LE MERVEILLEUX RETOUR

DEUXIÈME PARTIE (1)

Je me suis revue bien souvent, il m'arrive de me revoir encore, dans cette chambre de Malijaque qu'un valet en éblouissante veste blanche avait ouverte pour moi, Romain m'ayant priée d'enlever mon chapeau pour que j'eusse mieux l'air de recevoir avec lui. La glace devant laquelle je me recoiffais reflétait en même temps que toute ma personne des rideaux de taffetas rose, un lit peint en gris, des appliques anciennes tout en petites fleurs de porcelaine, tout en dorures, en pendeloques. Je me retournais pour les mieux admirer, et revenant à moi-même, j'admirais aussi ce qu'il y avait d'originalité et même de hardiesse dans la façon dont mes cheveux rejetés découvraient mon front.

Je n'étais, avec mon mari, venue que trois fois à Malijaque : trois dates dans notre vie. Deux déjeuners, un dîner. Et je ne connaissais que les grandes pièces du rez-de-chaussée, leurs meubles anciens, leur argenterie, leurs beaux livres trop bien rangés, jamais lus, derrière des grillages dorés. Quel progrès dans l'intimité de la maison que cette montée au premier étage, cette vue du long couloir ! L'appartement de Romain était au fond. « Une autre fois, m'avait-il dit en me désignant sa porte, je vous montrerai là quelques tableaux. » Nerveux, pressé, quoique personne ne fût encore arrivé, il redescendit vite. Moi, je prenais mon temps. Ayant de tout

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

près, longuement, observé mon visage, c'est de loin à présent que j'étudiais ma robe, noire bien entendu, mais d'une soie pas trop mate et qui me serrait juste assez pour faire valoir ma taille. Et puis je m'approchai de la fenêtre ouverte. La terrasse juste au-dessous étalait son gravier fin, ses massifs et ses bassins irréguliers qu'on appelle, Romain me l'apprit, des miroirs d'eau. D'un côté, qui est celui du Nord, une haie de cyprès la garde du vent ; mais à droite, mais en face, la vue reste libre, libre de se heurter à ce chaos magnifique, mauve et or, de vallées pleines d'ombre et de hautes roches brûlées. Lagarde était là-bas, petite et presque invisible poignée de cailloux. Quel pas vers sa conquête ne faisais-je pas aujourd'hui ? « A n'importe quel prix », me répétais-je comme chez moi, l'autre soir. Oui, oui, je me rappelle cet instant forcené. Je regardais trois pigeons s'approcher du bassin. J'écoutais le roulement d'une auto qui amenait sans doute les premiers invités. Et je sentais mes ongles, pour la première fois de ma vie teintés de rose, qui s'enfonçaient dans mes paumes.

Romain m'avait parlé de sept ou huit personnes. Il en vint bien une quinzaine. Leurs visages ne me déçurent pas. Ces femmes, — pardon : ces dames, — toutes parfaitement élevées, surent ne manifester devant l'absence de mon chapeau aucun étonnement. Et j'eus la chance de conquérir d'emblée, sans trop savoir comment, M[lle] de Millebled.

Ce qui se dit chez elle, le mercredi, court ensuite dangereusement ou superbement la ville. Ce qui se dit chez elle ? Non. Plus exactement ce qui est dit par elle. Son œil rond qui observe ne cesse de travailler pour sa bouche mince qui juge. Jugements d'autant plus redoutables que leur férocité n'a besoin que du vrai. Jamais M[lle] de Millebled ne me convia à l'aller voir. Je savais qu'en parlant de moi elle laissait tomber : « cette petite Gourdon ». Et voici que, tout de suite, elle m'appelait « chère madame », et même « ma chère enfant » !

Près de son visage plein, que hache la couperose, je revois la maigre face de M[me] Valernes et la beauté ravagée de sa fille Catherine. Elle a presque mon âge, ce qui lui faisait à ce moment bien près de trente ans. On m'avait raconté qu'elle se mourait de l'envie d'épouser Romain. Il me fallut bien le

croire devant la brève expression qui les crispa, elle et sa mère, quand elles me virent ainsi installée. Leur bouleversement me fit un grand plaisir. J'appréciai aussi les galanteries et compliments de M. Galernes, l'écrivain régionaliste, qui, je le crois bien, ne m'avait jamais regardée quand en passant près de moi il touchait son chapeau. Mais je me montrai froide pour Louis Terrasson, à qui je ne pardonnais pas sa médisante sottise.

Qui donc était encore là?... Je ne sais plus très bien. A quoi bon préciser? Cette dizaine de femmes, ces quatre ou cinq hommes étaient choisis parmi « ce qui compte » à Lagarde ou dans les environs. Et ces puissances ne s'occupaient que de moi. Je le sentais, je le savais. Oui pendant qu'avec, ma foi, pas mal d'aisance, j'allais des salons à la terrasse où quelques-uns choisissaient de se tenir, je savais qu'à l'endroit où je ne me trouvais pas les chuchotements aussitôt mêlaient mon nom et celui de Romain. « Où en sont-ils? » se demandait-on. Et Mlle de Millebled arrêtait les médisances. « Où voulez-vous qu'ils en soient? Est-ce que M. de Buires oserait nous inviter avec elle, si... Peut-être sont-ils fiancés, ça je vous l'accorde. Mais les délais légaux, après le veuvage ne sont pas encore expirés. La nouvelle ne peut être officiellement annoncée. »

Imaginations sans doute, mais qui m'étaient délectables. Le rôle qu'on m'avait priée de tenir ici, je finissais par l'oublier. D'autant que, Sabine n'arrivant pas, il devenait possible d'espérer Dieu sait quel cataclysme...

Deux fois Romain, dans son anxiété, était venu près de moi. « Qu'est-ce qui se passe donc? » Je le rassurais. « Si elle ne pouvait pas venir, elle vous ferait porter un mot. » La deuxième fois, comme il était plus de quatre heures, je lui conseillai, par égard pour ceux qui étaient là et qui pourraient s'étonner, de faire sans plus attendre ouvrir la salle à manger. Il y consentit à contre-cœur. Et je triomphai; mais ce ne fut pas long. L'arrivée de Sabine de la Mûre escortée de Mme Barroux ne devait être, quand tout le monde fut installé autour de la table, que plus remarquée.

Les messieurs se levèrent. Les dames ayant tendu la main observaient le maître de la maison qui rayonnait trop. Il commit l'imprudence de faire asseoir la jeune fille près de lui,

ce qui obligea ses voisines à se repousser. Et je vis bien qu'on me regardait encore, mais déjà ce n'était plus comme tout à l'heure. « Alors ?... laquelle des deux ? » devait-on se demander. Mme Valernes souriait méchamment. Les yeux de Mlle de Millebled s'arrondissaient jusqu'à la fixité, ce qui est chez elle le signe du plus redoutable mécontentement. Il est connu qu'elle déteste les La Mûre. Je sentis en elle une alliée, sans même qu'elle m'eût regardée.

Mais le sais-je, après tout, si elle me regarda ? De toute la table, personne ne me semblait plus distinct que cette enfant dont la réalité m'était proche pour la première fois. Elle avait dit bonjour avec cette froideur, ce dédain imperceptible, peut-être simplement cette maladresse, qui lui enlevaient les sympathies. Et maintenant, refusant les gâteaux présentés, elle n'acceptait de prendre, — les protestations de Romain l'apprenaient à tout le monde, — qu'un peu de thé au citron.

Ah! qu'elle m'agaçait donc, qu'elle me déplut tout de suite! Avais-je pu vraiment la défendre contre Guicharde? Maintenant qu'elle était là, près de moi, et plus près encore de Romain, il n'était aucune de ces excessives calomnies qui ne me parût acceptable. Ce teint mat, qui ne pouvait semblait-il ni pâlir, ni rougir et ne révélait aucun des mouvements du sang, ces yeux trop noirs, cette bouche enfantine, triste, qui riait brusquement et de nouveau se serrait, tout ce qu'il y avait de secret dans cet étroit visage, me parut témoigner de la plus évidente fausseté. « Jolie? me demandais-je. Si l'on veut. Un petit nez assez fin. De beaux cheveux. Mais équivoque, dangereuse... Dès ce soir, je mettrai Romain en garde. » Deux fois, Mme Ploque m'adressa la parole. Enfin, je l'entendis. D'un coup d'œil je pus désigner au valet M. d'Artigues qui désirait reprendre de la glace; mais j'eus beau m'efforcer, il me fallut de nouveau me taire, m'absorber. Et soudain, je sentis sur moi un regard.

Levant la tête, je le surpris sans qu'aussitôt il se détournât. C'était, venu de l'autre bout de la table, le regard de Mme Barroux. Bien que Romain l'eût nommée à tout le monde, personne, tant on était curieux de la jeune fille, n'avait trop pris garde à elle. Discrète, elle s'était assise à une place vide, près de M. Galernes. Celui-ci s'empressait et devait répéter les fadaises qu'il me débitait une heure auparavant, car je

reconnus la façon dont s'enflammait son petit œil. Mme Barroux s'en amusait et ne me regardait plus. Mais désormais, je lui rendais son excessive attention. « La face d'une chatte, pensais-je, ronde et pointue, une bouche longue, aux coins trop remontés... » Sa petite toque de plumes, d'un bleu électrique, avait moins de reflets que ses cheveux trop blonds. Ces éclats, ce métal n'arrivaient pas à ternir le teint le plus rayonnant. « Elle a du charme, elle s'habille parfaitement. Mais quelle singulière amie pour Sabine de La Mûre ! Tellement plus âgée qu'elle ! Et qui ne lui donnera certes pas des leçons de franchise... Elle riposte, elle rit. Mais comme on voit qu'elle pense à autre chose ! A quoi ? » — Son œil aigu, étroit, qui donnait l'impression d'être fermé à demi, se fixait au delà du galantin empressé. Non plus sur moi maintenant... Sur Romain ? Sur Sabine ? Oui, c'était bien sur eux. Les ayant ainsi retrouvés, je ne les quittai plus. Des rires s'élevaient autour de Terrasson qui racontait une histoire de Marseille. Catherine Valernes elle-même se déridait. Les voix montaient. Et de nouveau je sentis Mme Barroux tout attachée à moi. Cette fois encore nos regards se saisirent. Ce fut beaucoup plus long que la première fois. Et ce qu'ils échangèrent fut peut-être horrible. Mais je ne devais en être avertie que plus tard. Pour l'instant j'étais seulement troublée, — mais je l'étais à l'extrême, — de pressentir je ne savais quelle entente entre moi et cette femme, à qui je n'avais pas dit un mot.

Les maladresses de Romain pour rester seul avec la petite de La Mûre me feraient rire encore si de cette histoire, quand on en connaît la fin, il restait possible de rire. Il voulut d'abord lui montrer ses livres anciens, mais Mlle de Millebled les accompagna dans la bibliothèque. Et les tableaux du vestibule requirent, en même temps que leur attention, celle de Mme Valernes. Enfin, malgré le crépuscule déjà proche, l'air fraîchissant, mon amoureux cousin put entraîner la jeune fille vers la réserve de truites, au fond du jardin. Je les vis tourner l'angle d'une petite allée. Les avais-je donc suivis ? Je haussai les épaules et me tournai pour revenir au salon. Alors je vis derrière moi, venue si doucement que je n'avais rien entendu, lumineuse sous sa toque bleue, ses cheveux blonds, et souriante, Mme Barroux.

— Que ce jardin est beau, dit-elle, et vaste ! J'espère pour

vous, madame, que vous avez l'occasion d'y revenir souvent.

La question était adroite, mais je le sentis trop et n'y répondis que par un : « Très beau, n'est-ce pas, madame » qui la fit, je le crois, sourire un peu plus. De près, je voyais qu'à la fente toujours mi-close de ses yeux, passait quelque chose de plus métallique encore que sa coiffure et qui me pénétrait. Je remarquai mieux l'excessive façon dont les coins de sa longue bouche remontaient vers ses larges pommettes. Elle me plut moins, ou peut-être me déplut davantage. Cependant je continuais à me sentir attirée. La confuse impression d'une entente entre moi et cette inconnue, d'une complicité, se précisait violemment, inexplicablement. Nous ne parlions que du jardin, nous nous penchions pour respirer, si faiblement parfumées, les premières roses. Mais je savais que cette femme avait à me parler. J'attendais. Enfin elle fit allusion à la visite que lui avait rendue à Lyon M. de Buires.

— Mais vous l'a-t-il racontée ?...

En paraissant prudente elle n'était encore une fois que trop fine. Et je sus, bien entendu, que cela signifiait : « Vous raconte-t-il tout de ce qu'il fait ?... de ce qu'il voit ? » Je pris le temps de peser le mensonge et la franchise. J'hésitais. Par bonheur, nous n'étions plus bien loin de la terrasse. D'un groupe qui s'y tenait se détachèrent, venant vers nous, Catherine Valernes et sa mère.

— Des invités qui s'en vont, remarquai-je. Excusez-moi.

Mme Barroux me saisit au poignet pour m'empêcher d'aller plus vite. Sa main était dure. J'en sentis le feu à travers le gant.

— Vous a-t-il raconté, insista-t-elle, que je mène une vie atroce ?...

— Madame, je vous en prie... murmurai-je stupéfaite.

— Allez... allez... puisque c'est vous qui remplacez le maître de la maison, occupé ailleurs.

M'ayant lâchée, elle marchait aussi rapidement que moi. Les dames Valernes n'étaient plus qu'à quelques pas.

— Une vie atroce !... atroce !... répétait Mme Barroux. Heureusement, j'ai des consolations. (Elle parlait très vite.) Un frère, un très jeune frère, de douze ans mon cadet... C'est un garçon délicieux.

— Le voyez-vous souvent ? demandai-je par politesse.

Elle eut le temps de riposter :

— Mais il habite avec moi.

***

Il faisait nuit quand les derniers pneus écrasèrent le gravier. Nous revînmes vers la maison. Il avait été convenu que je dînerais à Malijaque. Romain sifflotait. J'attendis d'être assise près de lui sur le grand divan de la bibliothèque pour l'interroger.

— Êtes-vous content ?

— Attendez, dit-il.

Il alluma une cigarette et, sans penser à m'en offrir, se mit à fumer si vite, renversé contre les coussins, les yeux fermés, que la cendre bientôt tomba sur son gilet. Il n'y prenait pas garde. Enfin, il se réveilla, s'épousseta.

— Comment la trouvez-vous? me demanda-t-il.

Je ris doucement.

— Mais, Romain, je n'ai pu lui dire un mot. Vous ne l'avez pas quittée.

Il s'ébahit.

— Vraiment !

Et s'inquiétant aussitôt :

— Croyez-vous que cela se soit remarqué ?

— Je le crains. Il est vrai que si vous devez l'épouser bientôt…

— N'allez pas si vite, protesta-t-il.

— Vous l'avez pressentie, cependant. En vous voyant tous les deux vous éloigner, je me suis réjouie.

Cette fois, ce n'est pas le genou qu'il me saisit, mais l'épaule. Sa main grasse y pesait lourdement.

— Vous êtes gentille, Alvère. Ah !… si toutes les femmes étaient comme vous, douces, mesurées, limpides… Savez-vous que Mlle de Millebled m'a fait de vous des compliments extraordinaires ?

Je m'écartai un peu.

— Revenons à notre sujet, Romain. Vos affaires sont-elles en bonne voie ?

Il soupira.

— En trop bonne voie. Je me suis cru heureux, d'abord. Et à la réflexion, j'ai découvert qu'il y avait plutôt lieu de

me méfier. Vous paraissez étonnée, mais je vous ferai juge. Je vous ai raconté, n'est-ce pas, les bizarreries de Sabine. Ses gentillesses, ses froideurs, un visage qui semble s'épanouir, et tout d'un coup, ce recul, ce regard de ténèbres. « Ce que je souhaite, vous ai-je dit, c'est l'apprivoiser peu à peu. » Eh bien! figurez-vous qu'aujourd'hui (je vous assure que c'est à n'en pas revenir), elle s'est presque jetée à ma tête. A peine étions-nous seuls qu'elle m'a pris le bras. Elle le serrait, s'y cramponnait comme une noyée. Et puis... je ne sais pas expliquer, c'est une impression... Une amabilité trop grande, surtout de sa part, trop de sourires, trop de : « Je suis contente d'être ici... Ne vous occupez plus de vos invités; restez avec moi... » Bref, Alvère, si je n'ai pas risqué ma déclaration, c'est que j'ai trouvé que, tout d'un coup, elle avait l'air de l'attendre. Ah! je n'y comprends rien, ragea-t-il, à cette petite. Comme je m'en veux d'avoir perdu la tête au point d'oublier que vous deviez vous aussi parler avec elle. Votre opinion m'eût été précieuse...

A table, où il fallut passer, la présence du domestique nous interdit de continuer l'entretien. D'ailleurs, tout absorbés l'un et l'autre par les souvenirs d'une telle journée, nous n'avions plus envie de parler. Et nous mangions à peine. Malgré ce manque d'appétit, mon cousin fit servir trois sortes de vin. Il buvait et à tout moment exigeait de remplir mon verre. J'avais beau refuser. Une fièvre m'assoiffait. Quand nous nous levâmes de table, la tête me tournait.

— Ne vous en allez pas tout de suite, supplia Romain, ne me laissez pas seul. Oui, oui, voyez-vous, plus j'y réfléchis...

Il avait, à la lettre, étouffé de son silence, et, recommençant à déverser en moi son obsession, recommençait à vivre. Nous allâmes nous accouder aux rampes de la terrasse. Je le laissais parler. Si pleine d'étoiles que fût la nuit, elle masquait cependant mon visage. C'est ma pensée à moi qu'il m'était permis de suivre. Les vins bus lui donnaient une force, une lucidité, jusqu'ici inconnues. Mais quelle lucidité ne donnaient-ils pas aussi à ce balourd? Est-ce qu'il n'approchait pas, et de bien près, l'énigmatique vérité, quand il répétait : « Elle n'était plus dédaigneuse, mais suppliante. Elle avait l'air de vouloir se sauver de quelque chose... »

— De quoi ? cria-t-il presque. De l'existence qu'elle mène ? Mais le père ne mettrait aucun obstacle à ce mariage. Il ferait un trop beau rêve. Alors ?... Ah ! Dieu sait ce que j'imaginerais, si je n'étais désormais absolument sûr qu'il n'y a, qu'il ne peut y avoir, aucun homme dans sa vie...

... « Savez-vous que Mme Barroux a un frère, qui habite avec elle et qui est un garçon délicieux ? » Depuis combien d'heures n'avais-je pas cessé de fourbir cette arme ? Je m'effrayais maintenant de la sentir si redoutable. Allais-je m'en servir tout de suite ? Je le crus. Énervée comme je l'étais, et brûlante, je ne me possédais pas. J'ouvrais la bouche. Déjà je m'entendais murmurer ou crier... C'est alors que je perçus, un peu tiède, un peu mouillée, pleine de nuit et pleine aussi de printemps, l'odeur de la menthe.

La menthe poussait aussi dans les fossés que j'avais longés tout un automne vers une maison vide, — et qui ne l'était plus. « Qui ne l'est plus, Alvère », me répétais-je, en m'étonnant que ce murmure fût perceptible à travers tant de grondements. « Cet air qui me touche, c'est pas bien loin de moi que le respire en ce moment Philippe Fabrejol. Cette coupure dans le roc, où le ciel est si clair parce c'est par là que la lune va se lever, marque l'endroit où le chemin tourne. Après le tournant est cette place où je m'abattais. L'herbe s'est redressée. Depuis si longtemps, je ne suis plus allée par là !... Mais si j'y retournais, ce soir, maintenant, tout de suite, il y aurait enfin une lampe derrière la vitre. Si je frappais à la porte, quelqu'un viendrait m'ouvrir. » Des yeux bleus se levaient en moi. Je les fixais. Pourtant, j'en reniais la lumière. « Trop tard !... Après trois ans !... Je l'ai oublié comme il m'a oubliée. D'ailleurs je ne l'ai pas aimé. C'est pour goûter une illusion, fût-ce celle du désespoir, c'est parce que cette route est belle que je la suivais si souvent. Mais je ne l'ai pas aimé. Je ne vous ai pas aimé, Philippe. Si je l'ai cru, je sais que cela aussi était vain. Le vide... le vide... Le rien... Allez ! Laissez-moi. Ces ténèbres que j'ai choisies, où je m'enfonce, me tromperont moins que ne l'ont fait mes pauvres bonnes volontés. »

Ainsi divaguais-je. Mais le muet colloque suffisait à m'absorber. L'arme que désormais j'oublierai d'employer échappait à mes mains. Je craignais de pleurer. Et Romain, qui diva-

guait lui aussi, mais tout haut, admirait une fois de plus le silencieux recueillement que près de lui j'observais.

***

Printemps... Tantôt cette neige de fleurs arrachées... Tantôt ce calme étonné dont rien n'agite le feu. Printemps violent, incertain, pareil à tous ceux de chez nous. Printemps, cette année-là, pareil à moi-même. Il ne me troublait pas comme tant d'autres fois dans mon cœur et ma chair. Seules vivaient cette âpreté, cette ambition qui d'heure en heure, semblait-il, perdaient leur mesure. Que je m'y complaisais! Combien j'aimais cette mort de ce qui fut moi-même!

La première fois où je revis, après trois ans, Philippe Fabrejol, dans l'étroite rue des Quatre-Vents, je me rendais chez Mlle de Millebled. Elle m'avait, par un petit mot, priée de venir la voir ce mercredi-là et d'arriver de bonne heure, avant tout le monde, « pour que nous puissions causer ». Qu'avait-elle à me dire? Ce désir d'intimité, manifesté par une telle personne, m'enivrait. Dans le grand garçon, déjà un peu voûté, qui venait vers moi, je ne reconnus pas tout de suite celui qui, si gravement, m'avait un jour demandé : « Voulez-vous?... » Et lui, sur mes hauts talons, avec mes lèvres rougies, ne dut pas davantage me reconnaître. Ce fut juste au moment où nous nous croisions. Les yeux bleus me fixèrent, — on eût dit sans surprise,— avec une distraite lassitude. Et Philippe salua. J'eus l'impression que, pas plus que moi, il ne désirait s'arrêter. J'inclinai la tête. Je passai. Mon cœur battait-il plus vite? Non, puisque je n'avais plus de cœur. « Il a vieilli », pensai-je froidement. Et comme une horloge sonnait quatre heures : « Mon Dieu!... mais je vais être en retard! »

Le salon de Mlle de Millebled, où je n'étais jamais entrée, sentait comme une église la pierre froide, le bois moisi et quelque chose qui, vaguement, ressemblait à l'encens. De vieux ors mal éclairés et de noires peintures complétaient l'illusion. Comme ailleurs les prières, restaient ici flottantes toutes ces paroles chuchotées qui, sans aller jusqu'au ciel, portaient généralement assez loin... J'en étais fort troublée et bénissais la pénombre. Mais Mlle de Millebled me mit tout de suite à mon aise. Elle m'offrit des gâteaux, trouva mon cha-

peau délicieux et me déclara que, malgré mon âge et le sien, elle avait le sentiment qu'entre elle et moi était toute prête à naître une très grande amitié.

— Puisque vous paraissez, ajouta-t-elle bientôt, avoir pris un grand empire sur l'esprit de ce cher Romain...

Et elle vint droit au but. Comme la vie des gens, elle prétend aussi régenter les affaires du département, voire celles de la France. « Et Romain, aux prochaines élections, est le meilleur candidat à opposer à cette brute de X... » me dit-elle carrément. Ne m'avait-il jamais avoué ses ambitions politiques? Eh bien! je n'avais qu'à l'interroger là-dessus. Il en serait touché. Mais il ne suffisait pas de parlotes. Comme tous les hommes, celui-ci avait besoin d'être dirigé. Il employait par trop bêtement sa fortune. Si quelqu'un lui suggérait l'idée de créer, aux portes de Lagarde, un préventorium...

— Ne serait-ce que pour les enfants... pour ceux de la région. Vous n'imaginez pas quelle proie cette marmaille mal nourrie, qui court au grand soleil et rentre, transpirante, dans des pièces glacées, peut offrir à la tuberculose. J'en ai parlé une fois à Romain. Il n'a pas eu l'air de comprendre l'importance que cela pourrait avoir pour lui. Mais si l'idée venait d'une jolie femme, qui est sa conseillère. Allons! petite madame, ne vous en cachez pas. Et mettez votre influence au service de la bonne cause. Aidez-nous...

Je n'ai jamais rien entendu à la politique, qui me paraît la chose la plus ennuyeuse du monde. Mais quand Mlle de Millebled parlait des voix que ce préventorium vaudrait à Romain, quand elle me montrait celui-ci à la Chambre, peut-être ministre, et quand elle ajoutait que tout cela me serait dû, ah!... comment aurais-je pu ne pas me passionner!

Mme Ploque, qui arriva la première et respira tout de suite un air de confidences, me fit mille grâces. Je les acceptai. Quoiqu'on voulût me retenir, je ne m'attardai pas et je rentrai chez moi, si bien gonflée que cela devait se voir à mon visage. Maintenant ma pauvre Guicharde osait à peine me questionner. Je l'intimidais. Et Adélaïde qui me demandait autrefois tout bonnement : « Avez-vous trop chaud? » ne me parlait plus qu'à la troisième personne. Les priant l'une et l'autre de me laisser tranquille, je m'enfermai dans ma chambre. Quelle journée! Je voulais la savourer encore et,

dans l'exaltation où je me sentais, préparer les paroles que je dirais à Romain à propos de ce préventorium. S'il les écoutait, j'osais à peine évoquer ce que serait mon triomphe.

Sous ma main appuyée je sentais le sourire qui me tirait la joue, mais aussitôt cette joue se contracta davantage. Ce n'était plus de joie. « Voudra-t-il écouter?... Tout occupé d'amour comme il l'est en ce moment... Que ses méfiances si naïvement, mais si réellement calmées disparaissent, que la petite de La Mûre se montre avec lui plus adroite qu'elle ne dut l'être l'autre soir, il ne faudra pas un mois, tant le stupide garçon est impatient, pour que se fasse le mariage... Ah!... je voudrais revoir cette Mme Barroux. Vais-je enfin parler de son frère? Toute pressée, toute haletante, pourquoi me l'a-t-elle ainsi jeté à la tête. Quelle raison?... Sûrement une raison d'importance... C'est une femme qui pèse tout. Quand je verrai Romain... Mardi... Vais-je patienter jusque-là? Puisque j'ai eu la sottise de me taire l'autre soir, je ne puis cependant courir chez lui. Il faudrait être plus sûre. Attendons... Quatre jours!... En quatre jours... Si Mme Barroux est encore à la Pinède, je puis la rencontrer dans la rue. Elle peut même venir me voir. C'est tellement étrange la façon dont nous avons... sympathisé. »

Je me levai pour ôter mon chapeau. Ma chambre jamais ne me parut aussi laide. Ce gros lit de chêne, cette armoire, et ces chaises cannées! En dépit de mes projets, pas un meuble n'avait encore été changé. « Patience », m'étais-je dit. Je me le redisais et souriais de nouveau, cette fois aux rideaux en taffetas des chambres de Malijaque. Je les revoyais toutes, même celles que je ne connaissais pas, même la chambre de Romain. « Peut-être ne tient-il qu'à moi d'entrer dans celle-là un soir, et pour toujours. Si j'ose ce qu'il faut... » Des cloches m'étourdissaient. Des mains se tendaient vers moi. Pauvre petite « peintresse » si furieusement enviée un soir à Marseille parce que son portrait était « sur » le journal! Que valait sa gloire près de celle que je connaîtrais quand, dans les ruelles engorgées, tout Lagarde se presserait pour me voir sortir de l'église? Des gens viendraient même de Paris. Et des hommes qui auraient besoin de Romain me supplieraient, comme Mlle de Millebled :« Usez de votre influence... »

Je soupirais d'orgueil, mais ce soupir m'oppressait encore

que déjà sa substance, — s'il est permis d'ainsi s'exprimer à l'ignorante que je suis, — n'était plus la même. Une langueur, une tristesse, remplaçaient tant de bienheureuse espérance. D'où venait cela?... Je cherchais. Tous ces visages s'effacèrent. Il n'en resta plus qu'un, qui tout à l'heure n'était pas là. « Qu'il a vieilli, me répétais-je, qu'il paraissait soucieux! Et quelle indifférence!... » Oui, ce fut un tête-à-tête, — un tête-à-tête avec vous, Philippe! — que troubla Guicharde quand, inquiète de ne pas m'entendre, elle se hasarda enfin à venir voir si je n'étais pas souffrante.

***

« Ma chère Alvère, mes amis Fantiaux, de Paris, sont arrivés hier, chez moi, se rendant à Nice. Ils me proposent d'aller passer avec eux quelques jours là-bas. Et je me laisse enlever. Cela me distraira. J'en ai besoin. Tantôt je me répète que si j'avais parlé l'autre soir à Sabine, je serais sans doute aujourd'hui son très heureux fiancé. Mais je me répète en même temps que tout aussi probablement je regretterais, ayant appris ce qui peut-être, malgré tout, reste à apprendre, de m'être engagé. Cinquante pour cent de chances... de chaque côté. Je ne cesse de les peser. Pour un délicat comme moi, cela tue. J'aurais voulu vous voir avant mon départ, mais c'est dès l'aube, c'est-à-dire à huit heures du matin, que nous quitterons Malijaque. Je vous supplie, si vous apprenez quoi que ce soit, de me le dire aussitôt. Et dites-moi également si vous n'apprenez rien. Je n'ose vous demander de m'écrire tous les jours. Pourtant, c'est tous les jours que j'attendrai le courrier. Je suis très malheureux, malheureux au point de me dire : A quoi bon tant réfléchir?.. Les certitudes que j'ai ne sont-elles pas suffisantes? » Dès mon retour, je viendrai vous demander conseil. Ce retour aura lieu dans une huitaine de jours. Je devais lundi dîner chez les La Mûre. Je m'excuse par un mot. Cette dérobade, au fond, n'est pas une maladresse et il n'est pas mauvais que Sabine à son tour s'inquiète et même s'affole si elle tient à moi. J'estime... »

Il y en avait quatre pages de cette molle, de cette irrégulière écriture dont chaque ligne paraissait être d'une main différente. Je les relisais. J'approchais le papier de mon visage, le flairais comme si la subtilité d'une odeur eût pu me guider

vers l'exacte interprétation de tant de phrases confuses.

Romain était-il donc capable de souffrir? Et me serais-je trompée dans mon jugement sur la plus pauvre et la plus facile des psychologies masculines? Jamais encore le danger ne m'avait paru aussi grand. « Il l'aime à sa façon, mais cela vraiment paraît un peu ressembler à l'amour... » Cette fuite me laissait sans armes. Ce que suggère un mot, ce qu'appuie un regard, on ne peut pas l'écrire. Dans cet état d'ailleurs où je le devinais, il fallait n'agir que sûrement. C'est moi seule que perdrait la moindre imprudence.

Un rayon de soleil qui tombait sur ma main la brûlait déjà. J'étouffais dans ma robe. Un panier de ces abricots, — qui rapportaient tant d'argent, — embaumait la maison. « L'été arrive... L'été!... Que le temps passe! » Mais je ne me contentais plus comme autrefois de le sentir passer. Je ne m'ennuyais plus. Où ai-je donc lu, — je devrais me le rappeler, car je ne lis pas beaucoup, — que nous ne vivons pas tous les jours, mais seulement par périodes bonnes ou mauvaises? Le reste du temps nous ne faisons qu'entretenir, par la nourriture et le sommeil, cette flamme assoupie qui tout à coup nous dévore. Le temps venait pour moi d'être dévoré. Je me livrais à ce feu qui n'était rien encore auprès d'un autre que poussait vers moi la tempête et dont je commençais à pressentir l'haleine.

« Que faire?... » me demandai-je. Il me parut urgent, même avant d'avoir le plus banalement répondu à Romain, de savoir si Mme Barroux était encore à la Pinède. « Et quand je le saurai? — Eh bien! je verrai... » La boulangerie à la porte de laquelle s'arrêtait Sabine de La Mûre n'avait pas ma pratique. C'est la belle-sœur d'Adélaïde qui nous vendait le pain. « Toutefois, cette femme qui est au bout de ma rue fait de bonne brioche et je lui en achète. Il se peut qu'elle me renseigne... »

Je m'habillai donc et sortis. On pesait, quand j'entrai dans la boutique, des petits pains à l'anis pour une étrange personne. Ses cheveux noirs crépelés, ou plus exactement crépus, débordaient en tous sens d'un béret blanc qui faisait paraître plus foncée la brune peau du visage. Les yeux, ce qui paraissait impossible, étaient plus sombres encore que ceux de la petite de La Mûre. Elle portait aux oreilles de grands anneaux d'or. Sa voix rauque, la langueur, le balancement de son corps comme

brisé à la taille, tant celle-ci était mince, toute cette étrangère apparence, me sont restés sensibles autant que ce jour-là.

— Qui est-ce? demandai-je, quand nous fûmes seules, à Mme Archambault.

— Comment?... vous ne l'avez pas encore vue, répondit la boulangère. Mais c'est la Sauvage.

— La Sauvage?...

— La femme que M. Philippe Fabrejol a ramenée de son Afrique. Hein!... De quoi ça a l'air?... Et dire que ça habite la maison de la tante! Une vieille demoiselle qui était tant comme il faut. Si on savait, tout de même, avant de mourir! Je vous parie que Mlle Fabrejol aurait mieux aimé laisser son bien à n'importe quelle bonne œuvre.

Il y avait sur le comptoir où je m'appuyais de petites croûtes de pain. J'en poussai trois du bout du doigt, puis quatre que je comptai très attentivement.

— Mais je vous ennuie, remarqua la boulangère. Qu'est-ce qu'il y a pour votre service, madame Gourdon-Landargues? Une belle « pogne » à la fleur d'orange? J'en ai de ce matin.

— C'est sa femme?...

Ma voix s'était enrouée. Elle me parut ressembler à celle de la Sauvage. Je feignis de tousser et me tournai vers les pognes, rondes comme des couronnes, incrustées d'étincelants petits cristaux de sucre.

— Sa femme?... Hé! qui sait?... — Mme Archambault haussait les épaules. — Elle porte l'anneau. Lui, non. Des gens me l'ont dit. Moi, je ne l'ai pas vu. C'est qu'il ne se montre guère par ici. Il se cache, comme de honte. Ma foi, il le peut bien. Il y a des personnes qui font semblant de ne plus le connaître. Marié ou pas marié, avoir ça chez lui! Avec des nègres qu'elle a l'air d'avoir roulé, cette femme-là, vous ne trouvez pas? D'abord, on le raconte...

Elle riait. Je crois bien que je pus rire aussi. Et puis je tirai mon porte-monnaie et montrai une pogne au hasard. Il fallut bien attendre qu'on l'empaquetât. Ce fut mortel. Mon angoisse ressemblait à celles qu'on éprouve en rêve. Il ne fallait plus qu'on me parlât; je ne pourrais répondre un seul mot. Deux gamines heureusement entrèrent dans la boutique, si pressées et criaillantes que Mme Archambault dut crier plus fort qu'elles. Je n'eus plus à me faire entendre et m'en allai

avec mon paquet blanc ficelé de rose. C'était le matin et c'était jour de marché. Je me trouvais en pleine foule sans savoir quelles rues j'avais suivies. Des femmes étaient assises devant des paniers débordant d'abricots moins beaux que les nôtres. D'autres ouvraient d'un coup d'ongle, devant les acheteuses, la tendre cosse de leurs petits pois. Le beurre de la montagne et les fromages de chèvre s'étalaient sur des serviettes. L'ombre était déjà chaude. Au delà des fontaines elle sentait la framboise.

Des gens me bousculèrent. Mon paquet tomba et fut dans cette cohue repoussé, piétiné, avant que ne me vînt l'idée de le ramasser. J'allais. Je regardais. Mme Ploque, suivie de sa bonne, s'étonna de me voir seule.

— Voulez-vous, chère madame, m'offrit-elle, qu'Ernestine se charge de porter vos achats?

Je remerciai, mais deux pas plus loin, Mme Dulong-Dubreuil, également escortée, me fit la même aimable proposition. Étais-je donc folle de me montrer au marché sans que m'accompagnât Adélaïde? Le sentiment de ma dignité m'éveilla. Peu de temps. Juste ce qu'il fallait pour me glisser dans la rue des Cloches et la suivre. Une vieille église est au bout où l'on ne dit plus la messe. Et puis une longue terrasse que porte le rocher. Les enfants viennent y jouer au sortir de l'école. Les vieux s'y traînent vers le soir. Mais, à cette heure, personne n'était assis sur les bancs de pierre que parsèment les petites feuilles des acacias desséchés. J'atteignis le plus proche. Mes mains froides et croisées serraient un de mes genoux. Je regardais toutes ces montagnes dures autour de moi, qui mordaient le ciel. Il me paraissait souffrir lui aussi, tant j'avais mal. Je plaignais tout. Les cris d'un chien battu au fond de quelque cour me bouleversèrent. Enfin j'osais regarder ma douleur. L'être lucide et dur qui était en moi se pencha sur elle, l'ouvrit, la déchira jusqu'au cœur, plume à plume. « Mais il n'y a rien là-dedans! Aucune raison de se mettre dans cet état absurde! Ce garçon était beau. Avant cette misérable et peut-être définitive aventure, combien de femmes ont dû passer dans sa vie? M'en suis-je jamais souciée? Et pourquoi l'aurais-je fait?... Je le connaissais peu. Maintenant, je le méprise. Cette Sauvage, cette femelle... Des nègres, a dit Mme Archambault. Ce dont les nègres ne veulent plus est

assez bon aujourd'hui pour Philippe Fabrejol. » Je me remis à rire et mes épaules secouées révélaient à leur tour comme une meurtrissure. Je respirais avec peine. C'est que l'air était encore vif, malgré ce grand soleil. Que le froid vînt de l'air ou qu'il sortît de mon cœur, il me saisit tout à coup. En rentrant, je dus me mettre au lit.

Ma fièvre était si forte que Guicharde s'affola. Je ne voulus cependant voir aucun docteur. « Je te dis, affirmai-je, qu'il me suffit du repos. » De fait, pendant ces quarante-huit heures au bout desquelles je me déclarai guérie, je ne fis que dormir. Ces somnolences étaient pleines de rêves que je ne pouvais au réveil me rappeler, mais dont le poids demeurait sur moi. Le matin du dimanche, tout cela s'allégea. Cependant je conservais la singulière impression d'avoir été très loin et d'ignorer encore ce que je rapportais d'un tel voyage.

Le courrier qu'on me remit devait là-dessus m'éclairer. Il y avait deux lettres : une de Romain datée de Nice, et une, venant de Lyon, de Mme Barroux. Aux sentiments que me causa celle-ci, je compris les progrès détestables qui s'étaient opérés pendant mon inconscience et les pressentiments aussi qui m'avertirent, car cette lettre, si formidable qu'en fût le contenu, ne me surprenait pas. Il me paraissait même que je n'avais cessé de l'attendre.

J'étais encore au lit. Guicharde, qui déjeunait près de moi, dosait le café au lait et beurrait les tartines. Soudain, levant la tête, elle me vit renversée sur mes oreillers avec une expression dont évidemment je ne me rendais pas compte, et qui la fit se précipiter.

— Alvère, qu'est-ce que tu as?... Tu fronces les sourcils et en même temps tu ris. Ce sont ces lettres?...

— C'est une de ces lettres.

Je mis la main dessus pour qu'elle ne la touchât pas. Mais elle regardait l'écriture entre mes doigts écartés.

— De qui est-ce?

— Je te le dirai plus tard.

— Et ce qu'on raconte là-dedans te mécontente?

— Au contraire, ma Guicharde.

— Tant mieux... Mais je n'aime pas l'air que te donne ce contentement, déclara-t-elle.

Elle posa le plateau sur mes genoux, et observa que je

n'avais pas faim. Son regard me gênait. « Allons... mange... » lui disais-je. Elle reposait sa tasse.

— Tu me coupes l'appétit.

— Par exemple... Et pourquoi ?

— Je n'en sais rien, soupirait-elle.

Par bonheur, Adélaïde entra avec un gros bouquet. C'étaient des fleurs que m'envoyait Mlle de Millebled. Un mot y était joint. La demoiselle s'inquiétait de me savoir souffrante. Elle espérait que je serais suffisamment remise pour paraître à « son » mercredi. Une de ses plus chères amies, qui ferait pour le préventorium une directrice parfaite, désirait fort m'être présentée. Et le post-scriptum, ajoutait : « Avez-vous pu parler à M. de Buires? Que signifie donc son départ ? »

Je fus flattée d'une telle impatience à se servir de moi. Quoiqu'il n'y eût rien dans tout cela qui ne tournât vers le même but, cela parut me distraire, m'arracher au bouillonnement causé par la lettre de Mme Barroux et dont, à certaines minutes, je suffoquais. Cela me permit aussi de détourner Guicharde. Je lui tendis le mot de Mlle de Millebled.

— Tu vois, dis-je, je suis maintenant nécessaire à tant de choses qu'on ne me laisse plus le temps d'être malade.

— C'est vrai, admira-t-elle. Elle hésita, mais ne put se tenir de me demander :

— Qu'est-ce que tu avais donc à dire à Romain ?

— J'ai à lui donner un conseil. S'il m'écoute, cela peut changer la destinée de Lagarde et n'être pas sans importance pour la France elle-même.

— Mon Dieu, murmura tout éblouie la chère créature, si maman...

— Attends encore, Guicharde, avant de souhaiter que maman puisse me voir.

— Longtemps ?...

— Peut-être pas...

Elle joignit les mains et ne me demanda rien de plus.

***

Ce jour-là, je recommençai à sortir. Je n'aime pas la langueur que répand le dimanche. Mais il faisait très beau. Nous détournant du « Cours » où s'exhibaient, devant les cafés

encombrés, trop de robes déjà claires, nous gagnâmes la campagne par les plus mortes ruelles. Les cloches des vêpres sonnaient. Des dévotes noires, avant de glisser vers l'église, verrouillaient leur porte. Une petite coxalgique, dans sa longue voiture, était allongée derrière les pots de balsamines qui garnissaient sa fenêtre. Quelqu'un qui s'exerçait à jouer du violon dans un grenier, tirait des cordes, sur deux notes, une plainte atroce. De la maison voisine sortit une fille très brune et très frisée, coiffée d'un béret blanc. Sa vue, avant que je ne l'eusse bien reconnue, me donna un haut le corps. Guicharde en sentit la secousse.

— Qu'est-ce que tu as?...

— J'ai glissé, regarde. Sur cette cerise pourrie...

Mais elle regardait aussi la fille qui se hâtait, sans doute vers le bal du café Lespinasse et qui nous salua en passant. Guicharde la suivit du coin de l'œil par-dessus son épaule.

— C'est extraordinaire, remarqua-t-elle, comme cette petite Jourdan ressemble à...

J'eus peur du nom qu'elle allait prononcer, des réflexions qui suivraient.

— Écoute, interrompis-je, si nous allions à la chapelle des Nymphes.

— Mais c'est beaucoup trop loin.

— Non, non... j'aime cette vue. Seulement, ne me parle pas, Guicharde, veux-tu? Ce qui me fatigue, c'est de répondre, ou même d'écouter.

— ...Ce qui te fatigue, c'est de marcher aussi vite, remarqua ma sœur, après deux ou trois silencieuses minutes. On dirait que tu vas manquer le train, ou que tu te sauves.

J'aurais voulu me sauver, en effet, mais c'était d'elle et je ne pouvais le lui dire. — Qui m'avait appris le retour de Philippe Fabrejol ? Qui devait savoir déjà sur sa triste vie et sur cette Sauvage tout ce qu'éperdument je redoutais de connaître? « Si elle commence à m'en parler... Mais elle ne m'en parlera pas. Elle n'a vu Philippe qu'un jour, autrefois... et je lui ai fait croire que je ne me souvenais même pas de lui. Et puis d'abord, je l'arrêterais tout de suite. Je lui dirais que les histoires de ces gens-là m'assomment... »

Tour à tour bouleversée ou me rassurant, encore épuisée d'ailleurs, je fus bien vite à bout de forces.

— C'est toi qui avais raison, Guicharde, rentrons. D'ailleurs je serais trop vexée qu'on puisse nous voir dehors. La sortie du dimanche est pour les boutiquiers.

Ce mot raviva en moi une image. Mais s'était-elle une seconde atténuée? Avais-je, depuis le matin, cessé d'entendre ce que chuchotait la longue bouche animale, aux coins trop remontés? Ma terreur même d'entendre nommer Philippe et sa Sauvage n'avait pu m'en distraire. Cela dominait tout, comme un grondement de torrent les cris d'une grande foule. Et j'avais hâte maintenant de retourner vers la lettre reçue, de la dévorer encore, de m'assurer que toutes ces phrases indéfiniment bourdonnantes dans ma pensée, étaient bien là, écrites, réelles, avec leur redoutable importance de formule magique qu'il suffirait de prononcer...

L'église ayant, à cette heure, son plein de dévotes, et le bal en même temps regorgeant de jeunes filles, les rues du vieux quartier étaient encore plus vides. Selon l'angle que nous tournions, selon le vent, une plainte d'orgue ou de criardes notes dansantes semblaient nous poursuivre. Un chat couleur de cendre, assis sur une marche, nous regardait, offensé que nous passions par ici. Rapprochés et dentelés, les bords des toits de tuiles limitaient le ciel et les zigzaguantes hirondelles faufilaient de points noirs cette mince étoffe bleue.

***

Philippe, de ce que je vais maintenant écrire, combien de fois ne me suis-je pas accusée devant vous? Mais cela ne suffit pas. Il est des jours, — malgré tout ce qui vint depuis, malgré le temps, — où je ne me sens pas entièrement soulagée. Il me faut cette honte d'avoir à former les mots avec ma plume, d'enfermer dans les mots (pour qu'il y demeure et me blesse ces autres jours bienheureux où je serais tentée de l'oublier) le plus détestable souvenir... Il faut, après l'avoir entendu, que vous lisiez ceci...

Ce fut après la nuit, après la matinée qui suivirent ce dimanche. Guicharde était partie pour son ouvroir sans manteau. Comme en juin, il fallait rapprocher les volets. Dans ma chambre obscure, j'hésitais pour la centième ou la millième fois devant une feuille de papier sur laquelle j'avais écrit seulement : « Mon cher Romain. » Cette hésitation

m'absorbait, m'assourdissait plus profondément que le plus lourd sommeil. Et quand elle eut quatre à quatre grimpé les marches, Adélaïde dut frapper très fort à ma porte.

— Madame... C'est la petite « damiselle » qui monte à cheval. Elle m'a demandé de mettre sa bête dans la remise. Pour elle, je l'ai fait entrer au salon. Elle voudrait parler à madame.

— Bien. Dites-lui que je viens. Allez... Allez... Je descends.

Mais ce ne fut pas tout de suite que je descendis. Il fallut d'abord reprendre le souffle. Et puis changer de blouse. Et puis me recoiffer. Cette noiraude verrait combien il m'était possible de l'emporter sur elle. Qu'avait-elle à me dire ? Je croyais à peu près le deviner. Sa visite, qui ne me surprenait pas, m'avait été, elle aussi, comme annoncée secrètement. Ouvrant un tiroir, je pressai avec force, comme j'eusse pressé une main, la lettre de Mme Barroux. Et je préférai, au dernier moment, ne pas me regarder dans la glace.

Au milieu du salon, debout, guêtrée, sans chapeau, les deux mains aux poches de sa culotte, plus que jamais pareille à un mince garçonnet, Sabine de La Mûre regardait si fixement le tapis qu'elle ne bougea pas quand j'ouvris, sans bruit il est vrai, la porte. Elle ne tressaillit qu'en m'entendant derrière elle, et se retourna. Nos visages affrontés furent une seconde sincères. La politesse, par bonheur, recouvrit le mien d'un sourire. Et Sabine de La Mûre voulut sourire aussi. Ce ne fut qu'une enfantine grimace. Sa bouche redevint dure. Je me rappelai devant les sombres yeux attachés aux miens que mon cousin m'avait dit : « Ils dévorent tout ce qu'ils touchent. »

— Madame, excusez-moi...

— Mais, mademoiselle, je suis au contraire enchantée... Veuillez vous asseoir.

Le fauteuil qu'elle prit en face de moi était celui de Romain. Près du visage étroit, que diminuaient encore les boucles retombantes, m'était présente cette face toute gonflée de soupirs et de sang. C'est pour le gros garçon que nous allions nous battre. Pour lui ? Oserais-je le dire ? Et cette enfant l'oserait-elle ? Mais elle fut plus franche que cela. Un moment devait venir où il me faudrait l'admirer.

— C'est gentil d'avoir eu la pensée d'entrer. L'autre jour,

chez M. de Buires, j'ai regretté que nous ne puissions faire vraiment connaissance.

La jeune fille inclina la tête. Elle avait croisé les jambes. Un petit tremblement agitait son pied. Elle s'efforçait, en serrant les deux bras du fauteuil, d'immobiliser ses mains qui tremblaient aussi.

— Même si nous avions fait connaissance, madame, cela ne faciliterait pas ma démarche. Depuis hier, je me dis que je suis folle, et cependant, vous voyez, je suis venue...

Sans plus tarder, elle écartait tout ce que nous eussions pu dire de banalités. Je préférais cela. Je cessai de sourire et de parler, peut-être de respirer.

— Est-ce que, vraiment, Mme Barroux a osé vous écrire? me demanda-t-elle avec une bravoure, avec une maladresse émouvantes, mais dont je me défendis d'être émue.

— Oui, mademoiselle, répondis-je, Mme Barroux m'a écrit.

— Mon Dieu! s'exclama Sabine de La Mûre, elle me l'avait bien juré, en partant, qu'elle le ferait, mais je ne pouvais pas la croire.

Le tremblement avait gagné jusqu'à sa bouche. Je crus que, soulevée dans son fauteuil, hagarde, elle allait pleurer. Déjà ses yeux immenses brillaient davantage, son menton se plissait comme celui des bébés. Peut-être que le moindre geste pitoyable l'eût jetée dans mes bras, suppliante. Mais j'attendais trop froidement. La lutte commençait. Elle le sentit, se cabra, n'en fut que plus maladroite.

— Et qu'est-ce que cette horrible femme vous dit dans sa lettre?

— Cela est confidentiel.

— Non. Il est question de moi. J'ai le droit de savoir.

— Et moi, j'ai le droit, mademoiselle, de garder le secret de ma correspondance.

— Cela ne s'appelle pas de la correspondance, madame. C'est aussi répugnant qu'une lettre anonyme.

— Malheureusement, c'est signé.

— Malheureusement!... Pour qui, malheureusement? Pour la signataire?

— Moins pour elle que pour une autre... et même pour deux autres personnes.

— Deux... Comment deux?... Ah!... elle vous a parlé aussi de papa, cria Sabine de La Mûre.

Et cette fois, elle se mit à sangloter. Cela fut assez long. J'eus le temps d'aller entr'ouvrir les deux portes pour m'assurer qu'Adélaïde n'était ni dans le couloir, ni dans la salle à manger, et de fermer les fenêtres. Ces sanglots de petite fille, qu'aurait-on dit de les entendre chez moi? Comme ils ne cessaient pas, je repris ma place et touchai une étroite main convulsive.

— Calmez-vous, voyons!... Vous ne vous imaginez pourtant pas que je suis capable d'aller raconter...

Du poing, la jeune fille s'essuya les yeux, écarta ses cheveux.

— C'est vrai?... me demanda-t-elle encore toute palpitante, et si naïvement! Vous ne le direz à personne?...

— A personne, je vous l'assure... Sauf, bien entendu...

— A qui?...

Mais elle avait déjà deviné. J'eus l'impression qu'une flamme passait devant elle et lui séchait les yeux. Elle se dressa de nouveau. Ce n'était plus pour fuir. C'était pour attaquer. Qu'elle était brave et hardie, malgré sa grande jeunesse, ou plutôt grâce à elle! Toute furieuse que je fusse, toute avertie que j'eusse l'ambition d'être, je n'aurais jamais osé manier comme elle le fit, cette arme dont elle devait si durement me meurtrir et qui n'était que la franchise la plus nue.

— C'est à M. de Buires, n'est-ce pas, que vous rapporterez ces ignominies? A votre cousin Romain?

Je ne répondis pas.

— Parlez donc! ordonna-t-elle. — Et l'on eût dit, un instant, que de nous deux, elle était la plus âgée. — Vous ne voulez pas? Bon. D'ailleurs, c'est inutile puisque je sais... oui, je sais. Vous n'imaginez pas que Gentiane...

— Gentiane?...

— Mme Barroux. C'est un surnom, dont j'ai pris l'habitude. Elle s'appelle Germaine. Ça n'a aucune importance. Oui, vous n'imaginez pas qu'elle s'est risquée à vous écrire sans avoir fait sur vous toutes ses observations, pris ses renseignements. C'est une créature terrible. Il lui suffit de passer quelques heures dans une maison... ou quelques jours dans une ville... A Lagarde, elle connaît déjà tout le monde aussi bien que

dans son affreux quartier de Lyon. Ah! elle s'y entend à faire parler les gens. Alors, ce qu'on peut raconter sur vous...

— Il n'y a rien à raconter sur moi, mademoiselle.

— Mais si... D'abord que vous êtes amoureuse de votre cousin...

L'imprudente!... N'importe quelle stupide calomnie rapportée eût été moins redoutable pour elle. Amoureuse de Romain... Ah! vraiment, le bruit se répandait que j'étais amoureuse. Cela me servait plutôt. Seulement, puisqu'on le disait, il ne fallait pas qu'on pût dire ensuite que j'avais été dédaignée. A toutes les raisons que j'avais de m'acharner, la gamine en ajoutait une qui, dans l'état où je me trouvais, était à me faire perdre la tête et décuplait ma ruse.

— Amoureuse, répétai-je gravement, sans protester. Vraiment, on en parle?...

— On en parle, et cela est faux. — La jeune fille me regardait dans les yeux. — Non, madame, vous n'êtes pas amoureuse de M. de Buires. Si vous l'aimiez, vous seriez moins patiente et prudente. Vous n'auriez pas cet air de vous effacer, tout en étant si froidement attentive aux moindres choses. Gentiane vous a bien vue à Malijaque; elle vous a comprise. Vous n'êtes qu'une ambitieuse; mais l'ambition aussi est une passion, paraît-il, et qu'il ne faut pas non plus contrarier. C'est Gentiane qui me l'a dit. Oh!... toutes ces scènes dans ma chambre, quand papa était couché! « Tu ne l'épouseras pas. Je ne veux pas que tu l'épouses. Je saurai l'empêcher. Il me suffira de dresser contre toi cette femme, de lui fournir les armes. » — Cette femme, c'est vous, madame...

— Vous serait-il possible, mademoiselle, de vous expliquer un peu mieux?

— Je m'explique...

— Non. Mais vous allez peut-être y parvenir, quand vous serez plus calme. En attendant, permettez-moi, non pas de répondre aux absurdités que vous dites, mais de vous poser une question. Auriez-vous le front de soutenir que vous êtes, vous, amoureuse de M. de Buires qui a, je le crois bien, vingt-deux ans de plus que vous?

— Non, dit-elle, sans daigner prendre le temps d'hésiter.

Je ne l'aime pas. — Et elle continuait à me regarder bien en face. — Seulement, je lui aurais tant de reconnaissance que cela finirait pas devenir de l'amour.. l'amour le plus profond, le plus fidèle...

Elle continuait, cela était évident, à ne pas mentir. Une espèce de ferveur lui fit lever les yeux, les égara, cependant que je riais, doucement et méchamment.

— Quelle assurance de l'avenir ! Je la comprendrais mieux si vous aviez jusqu'ici bien mené votre vie et vous-même. Mais si jeune que vous soyez, vous avez un passé. A en juger par lui, il me semble...

— A en juger par lui... répéta Sabine de La Mûre.

Ses mains pendaient maintenant entre ses genoux. Toute pliée comme elle se tenait, ses épaules paraissaient plus étroites. J'eus peur d'avoir pitié d'elle. Pour me rappeler qu'elle venait en somme de m'insulter, il me fallut un effort. Je le fis. Je retrouvai ma rage ; mais elle saurait attendre. Cette blessure que je venais de faire en parlant du passé, je laissais au silence le temps de l'aggraver. Nerveusement, je serrais mon mouchoir. J'avais comme une envie de m'essuyer les mains.

— Qu'est-ce qu'elle vous a dit de mon passé? demanda enfin la jeune fille. Mais elle vit tout de suite que là-dessus je continuerais à ne pas répondre. Alors, elle ferma les yeux. « Oui... oui... » murmura-t-elle avant de les ouvrir. Et je la crus un peu folle. « Oui, il le faut... c'est ce qu'il y a de mieux... » Ces longs cils pressés contre les joues, ce recueillement l'avaient comme fortifiée. Tout à coup, elle parla presque tranquillement. « Madame, quand je suis entrée ici, je ne faisais que redouter un peu vos sentiments pour moi. Maintenant, je suis sûre que vous me détestez. Et cependant, je vais vous raconter ma vie comme si vous étiez mon amie la plus chère. » Elle se penchait vers moi. Tout le temps de son récit, elle tint ses mains croisées, pressées l'une contre l'autre, sans une seule fois déplier ses doigts. Elle... Mais pourquoi la décrirais-je ? Est-ce pour me détourner du monstre aux aguets dont je sentais, au plus profond de moi, le souffle et les griffes ? Je me tenais bien droite contre le dossier droit de ce fauteuil Louis XIII, un coude appuyé, une main sur ma joue, digne, froide. Et cependant, je ne puis l'oublier,

je me donnais à moi-même l'impression d'un ramassement pareil à celui de la bête. Je sentais cet immobile tremblement de tous les muscles qui prépare le bond. Était-ce bien moi qui, dans une telle attitude, avais le courage d'écouter cette enfant qui se livrait, — oui... oui, plus admirable encore que maladroite, — à ce qu'elle devait appeler dans quelques instants ma générosité? Nos actes ont deux faces, a dit je ne sais plus qui. Tandis que Sabine de La Mûre s'efforçait de me présenter la face innocente de certains événements, avec quel acharnement ne m'appliquais-je pas à les retourner! Je soulevais ces pierres que s'efforçait de dorer un pauvre soleil. Je découvrais là-dessous le grouillement des cloportes. Par exemple, quand la trop calme voix déclarait : « Mon père était banquier à Melun. La chute de quelques-uns de ses clients l'a ruiné. Il a dédommagé ses créanciers de son mieux, donné tout ce qu'il avait. Nous n'avons plus pour vivre que la dot de maman, qui n'était pas dans l'affaire », je me disais, malgré mon incompétence en ces matières, qu'un véritable honnête homme n'eût conservé rien, qu'il eût préféré la misère, le suicide, et que ce M. de La Mûre était sûrement moins estimable encore qu'on ne le racontait. D'ailleurs, je n'avais qu'à me rappeler quelques-unes des phrases dévorées depuis la veille. « Faillite à peu près frauduleuse », avais-je pu lire et relire cent fois.

A la suite de ces événements, M. de La Mûre avait été frappé de l'attaque dont il restait paralysé. Sa femme devait mourir un an plus tard. Tout cela était évidemment assez lamentable, mais j'attendais mieux. Enfin, plus oppressée que tout à l'heure, la jeune fille nomma de nouveau Gentiane, c'est-à-dire Germaine Barroux. C'était une amie de sa mère, mais plus jeune (dix ans de moins que Mme de La Mûre, quatorze ans de plus que Sabine), une familière de la maison, si serviable et si douce, qu'il fallait beaucoup de temps pour la bien connaître. Mme de La Mûre mourut sans y parvenir. Mais son mari redoutait la dame depuis une certaine scène dont il ne devait parler qu'à Sabine, une scène qui avait suivi la faillite. « Oh! ces affaires, ces affaires qui sont la cause de tout et auxquelles je ne comprends rien! » soupirait tout à coup la jeune fille. Je m'y entendais encore moins qu'elle. D'ailleurs je n'écoutais guère ces détails, qui m'ennuyaient

Peu m'importait vraiment ce qui avait causé la ruine de M. Barroux : sommes engagées, spéculations fâcheuses, conseils donnés par le banquier comme excellents et qui se révélèrent détestables... Seul m'intéressait le résultat de ces désastres : la rancune effroyable, et souriante, de Germaine Barroux. Elle n'avait fait de reproches qu'une seule fois, au cours de la scène que M. de La Mûre ne pouvait oublier. Il la rappelait souvent à sa fille et lui disait : « Méfie-toi. »

— Mais comment me serais-je méfiée, madame ? Elle est arrivée tout de suite après la mort de maman. Elle me prenait dans ses bras. Elle parlait gentiment, même à papa. Et puis, elle m'a invitée à aller chez elle, pour me distraire. J'ai trouvé ça tellement amusant, la vieille rue, la petite boutique, les chambres au-dessus! D'abord, j'aurais trouvé amusant tout ce qui n'était pas chez nous. Quelle vie depuis que maman n'était plus là !... Et j'ai pris l'habitude de ces voyages. Si sévère qu'il fût avec moi, mon père n'osait pas absolument les défendre. Il avait comme peur de contrarier Gentiane, d'aggraver encore sa rancune, si bien cachée cependant que, moi, c'est seulement l'autre jour, que je me suis doutée... Et encore, même maintenant, même après cette lettre qu'elle vous a écrite, je ne suis pas tout à fait sûre que ce soit par vengeance, ou par amour, comme elle le dit, par amour pour son frère... Non, je ne suis pas sûre. Ce frère, voyez-vous, madame, ce demi-frère plus exactement, elle n'en avait jamais parlé à personne. Elle ne pardonnait pas à son père son second mariage, parce qu'elle ne pardonne jamais rien. Même quand il est mort, elle n'a pas voulu le voir; même quand la femme est morte, elle n'a rien écrit au jeune homme. Et puis, voilà qu'elle était à Lyon, depuis deux ou trois mois, quand un beau jour Didier est arrivé chez elle. Un hasard extraordinaire. C'est à Lyon justement, après avoir battu tous les pavés, qu'il venait de trouver à se caser, dans une agence d'autos. Gentiane a accepté de le loger, pas gratuitement. Pourtant, quand il a perdu sa place, elle l'a gardé jusqu'à ce qu'il en retrouve une autre... dans la représentation des soieries. Il n'y est pas resté longtemps, il n'est bon à rien. Paresseux. Pas même un bachot. Beau seulement, beau... Et gentil, câlin. Elle m'a fait jurer de ne jamais parler de lui à mon père. J'ai tenu mon serment.

Sabine de La Mûre se leva et deux ou trois fois traversa

tout le salon. Quand elle revenait vers moi, qui ne bougeais pas, je voyais se soulever rapidement sa petite gorge sous la chemisette blanche, coupée d'une régate. Enfin elle s'arrêta devant mon fauteuil. Et debout, ayant remis les mains dans ses poches :

— Madame... je ne puis pas entrer dans tous les détails. Je n'en ai pas le temps et je vous ennuierais. Mais est-ce que ça ne vous paraît pas être un calcul abominable : me rendre amoureuse de ce garçon qui ne vaut rien, me contraindre à l'épouser pour se venger sur moi et parce qu'elle sait bien que papa, dans l'état où il est, en aurait une colère dont il pourrait mourir? Je me dis cela quelquefois. Et puis, quand Didier est là, quand il me regarde... Oh! je ne suis pas la seule. Il y a bien d'autres filles qu'il regarde de la même façon. Et je connais ses maîtresses. Si vous saviez, — elle haletait, — si je savais expliquer... Je suis comme empoisonnée... Je lui ai fait des scènes. Il riait. Gentiane m'assurait : « Il n'aime que toi... » Alors, je lui criais : « Mais moi, je ne l'aime pas. » Et c'est elle qui riait.

Deux tours encore de marche et Sabine se rassit. Elle paraissait n'en plus pouvoir. C'est aux lèvres qu'on voyait sa pâleur.

— Le jour où M. de Buires a découvert mon adresse...

Ce nom prononcé me redressa encore. Et puis je me penchai. Les poings au menton, je m'accoudai sur mes deux genoux et je pensais encore à la bête accroupie au fond de moi qui me pliait selon la forme qu'elle devait avoir.

— Le jour où M. de Buires a découvert mon adresse, où il est venu, elle m'a fait sur lui des réflexions si méchantes que nous nous sommes presque disputées. Je lui avais parlé un peu des visites reçues à la Pinède sans dire... enfin, sans rien ajouter. Mais vous pensez bien qu'aussitôt elle a tout deviné. Elle s'est arrangée pour se faire inviter à ce goûter. C'est dans un mois seulement qu'elle devait venir, comme tous les ans, passer quelques jours chez nous. Papa la reçoit par prudence. Mais elle a menti, elle a fait croire que c'était maintenant parce qu'elle voulait revoir « mon prétendant » et connaître Malijaque. L'idée que je pourrais posséder une telle fortune l'a rendue comme folle. Le soir même, j'ai découvert en elle cette furie dont papa conservait un souvenir presque terrifié.

Et, depuis, cela a été tous les soirs, tous les soirs jusqu'à son départ, des scènes, des menaces...

Saisissant sa tête à deux mains elle paraissait encore se boucher les oreilles. Ses gestes prenaient de la véhémence. Elle s'agitait maintenant et criait presque ses mots ou les gémissait trop bas. Quand elle se tut, j'écartai mes poings de mes joues et je me redressai, dédaigneuse et déçue.

— Je continue, mademoiselle, à ne pas comprendre.

— Mais je vous ai raconté toute ma vie, murmura-t-elle, stupéfaite absolument comme une enfant à qui, sa leçon récitée, on voudrait faire dire plus de choses que n'en contient le livre.

— Vous avez oublié de conclure.

— Je pense que vous serez assez généreuse pour le faire et pour m'éviter d'autres explications.

— Je le voudrais... Cela m'est impossible, parce que vous avez commis un autre oubli.

— Lequel ?

— Vous ne m'avez pas fait l'aveu de certain très récent déjeuner, en tête-à-tête avec le beau Didier, dans un hôtel de Saint-Rambert...

— Oh! cria la jeune fille, elle vous a écrit ça aussi! Qu'est-ce qu'elle a osé vous suggérer? Qu'est-ce que vous croyez donc? » Elle se leva de nouveau, et tout près de moi, penchée à son tour, la voix brève : « Oui... l'autre dimanche, quand j'étais encore à Lyon... Gentiane devait venir avec nous. Au dernier moment elle a dit qu'elle se sentait malade. Je pense maintenant que ça ne devait pas être vrai. Elle prétendait ne pas vouloir que je reste avec elle parce que Didier était trop ennuyé de renoncer à ce plaisir. Nous sommes partis tous les deux. Il a voulu qu'on nous serve au premier, dans une chambre, parce qu'il disait qu'en bas les gens étaient trop communs. Madame, je vous en supplie, — tous les deux ou trois mots je pouvais percevoir son petit souffle haletant, — puisqu'elle vous a parlé de... ce déjeuner... montrez-moi le passage... Même si vous me le racontiez à présent... je ne vous croirais pas... J'ai besoin de voir... besoin... Je vous en supplie.

— Mon Dieu, dis-je tranquillement, puisque vous le voulez. Mais ce sera de loin. Vous devez avoir d'assez bons yeux pour

qu'il ne vous soit pas nécessaire de tenir la lettre entre vos mains.

Sabine accepta d'un signe de tête. J'allai donc dans ma chambre. Quand je redescendis, elle ne fit pas un geste pour s'avancer vers moi. Je restai derrière le fauteuil et par-dessus le dossier montrai la lettre ouverte. L'écriture était grande et grasse, très lisible.

« Madame, vous m'avez été l'autre jour trop sympathique pour que je ne me croie pas obligée, puisque tout le monde dit que vous avez une grande influence sur M. de Buires... »

— Tournez la page, ordonna brièvement Sabine de La Mûre.

Elle mit plus longtemps à lire, grandes ouvertes, les deux autres pages. « Cette jeune fille dont le père... Cette jeune fille qui... Cette jeune fille que mon frère adore et qui, plus que probablement, doit être sa maîtresse. L'autre jour, après un certain déjeuner... Ils sont rentrés si tard, que j'ai dû les gronder. Mais mon frère, malgré la fâcheuse réputation des de La Mûre, est prêt à réparer...

— A réparer quoi? cria Sabine.

Cette dernière infamie l'emportait sur toutes les autres. Elle se remit à trembler. Mais suis-je vraiment obligée de raconter ce qui suivit? Cette petite fille à genoux, protestant de son innocence dont je n'étais pas moins assurée qu'elle-même, essayant de m'expliquer des troubles, des inquiétudes à quoi elle n'entendait rien. Quoique imaginant parfaitement l'horreur de toute une vie menée près d'un tel homme, elle avait cru aimer ce Didier. « Cela m'a rendu quelquefois si sotte, si maladroite avec M. de Buires! Des scrupules me cabraient. » Et pourtant, pourtant, il n'y avait rien eu, pas même un baiser, jusqu'à ce déjeuner si perfidement organisé. Tout à coup, le garçon s'était montré brutalement exigeant; il lui avait fait horreur.. « Presque horreur... presque seulement, madame. Si cela avait été tout à fait, j'aurais moins peur... Alors je me suis dit que j'avais un seul moyen de me sauver : épouser M. de Buires, comme le désirait mon père. A Malijaque, j'ai voulu être plus aimable que d'habitude pour provoquer sa déclaration. Mais il n'a pas eu l'air de comprendre. »

Ce ne sont peut-être pas exactement les mots qu'elle prononça. Comment me rappeler? Je suis bouleversée encore par

ce visage en larmes, ces supplications qui parurent un instant toucher à la folie. Elle exigeait que cette lettre fût remise entre ses mains ou déchirée devant elle. Hoquetante et cramponnée à son espérance, elle me conjurait de ne pas intervenir tout de suite, de lui laisser courir sa chance. « Si ce n'est M. de Buires, qui donc viendra me trouver dans nos bois, pour m'arracher à ma vie? Permettez-moi de le revoir une fois, une seule fois, avant d'utiliser pour me salir tous ces mensonges. Je lui parlerai aussi franchement que je viens de le faire. Je crois que je lui plais. Il m'écoutera. Je vous jure qu'il serait avec moi plus heureux qu'avec vous.

Mon Dieu!... J'ai détaché sa main de ma robe. J'ai dit, j'ai osé dire : « Je pourrais vous promettre cela, si je ne l'aimais pas, mais je l'aime... » Plus clairement que tous les sanglots, j'entends encore ce rire, j'entends tous ces mots qu'elle me jeta avec la lucidité que possède une créature hors de soi. Ils me jugeaient. Ils m'éclairaient sur moi-même d'une si terrible façon que c'était à mon tour de perdre le souffle.

***

La fièvre d'une telle scène me consuma jusqu'au soir. Je ne me rappelais que ces derniers cris. Vainement, me répétant que cette petite était folle, je haussai les épaules. Rien ne m'empêchait de sentir mes blessures et de ne sentir qu'elles. Cependant je pouvais en sourire, tant mon triomphe était proche. De tout ce que m'avait avoué Sabine de La Mûre, je ne tenais aucun compte. Cette lettre seule existait. Quand je la montrerai à Romain... Tantôt mon désir de le faire immédiatement avait tant de violence que je me croyais prête à rappeler mon cousin. Tantôt je redoutais cet instant et tout ce qu'il aurait d'irrémédiable. « Attendons!... me disais-je. Demain j'y verrai plus clair. » — Il me fallut imposer silence à Guicharde qui tout à coup ouvrait la porte de ma chambre.

— Cette fille a osé venir ici !... Pourquoi ?... Adélaïde m'a dit qu'on vous entendait crier.

— Ne crie pas à ton tour, Guicharde. J'ai mal à la tête. Ce qui se passe en ce moment, tu le sauras bientôt. Mais pas ce soir, ni ces jours-ci. Tais-toi !

Elle obéit, comme désormais à tout moment il lui fallait bien le faire. A table cependant mon silence la gêna. C'était

un de nos premiers dîners sans lumière. La fenêtre restait ouverte. Ma sœur, les yeux levés, feignait de s'intéresser au vol des hautes hirondelles. Elle n'y tint pas longtemps, et puisque certains sujets paraissaient interdits se jeta sur n'importe quel autre.

— Tu ne sais pas, me dit-elle, ce Philippe Fabrejol... que tu as oublié... Mais moi je me souviens très bien de lui Figure-toi...

Je dus rougir, car, stupéfaite en me regardant, elle n'attendit pas pour s'interrompre que je lui eusse de nouveau ordonné le silence. Quand je répétai : « Tais-toi, Guicharde ! » ce fut en suppliant. Comprit-elle la nuance ? Il y avait tant de chose en ce moment que ne pouvait comprendre la chère créatures Elle respecta donc ces méditations qu'il ne fallait pas troubler. Mais elle cherchait à les imaginer. L'excitation contenue que j'exhalais, elle la percevait comme une odeur capiteuse qui ne pouvait être que celle du triomphe. Son regard, en coulant sur moi, s'enflammait. Ses lèvres sèches frémissaient sans tout à fait sourire.

***

En écrivant à Romain je choisis décidément de ne montrer aucune hâte. « ... Il se peut, disais-je, qu'à votre retour, j'aie à vous apprendre certaines choses... » Mais je ne précisais pas que ces choses étaient considérables et déjà en ma possession. J'ajoutai adroitement quelques-unes des phrases que mon cousin appréciait sur mon fervent désir qu'il sortît de cet état d'incertitude qui est le pire de tout pour les êtres sensibles, et qu'il connût enfin le bonheur dans la paix. Cette lettre était la seconde seulement que je lui envoyais : il me plaisait de le sentir déçu à chaque courrier et tout impatient de mon écriture.

Ce même jour, je fis porter un mot à Mlle de Millebled pour la remercier de ses fleurs et pour l'assurer qu'allant mieux, je serais le mercredi exacte au rendez-vous. Lui demanderais-je conseil? Puisqu'en somme elle me sollicitait, je pouvais à mon tour user d'elle. Mais je craignais que sa discrétion ne fût pas absolue. En apprenant ces horreurs sur Sabine de La Mûre, elle éclaterait de joie, peut-être bruyamment. Et je voulais que Romain ne se doutât de rien jusqu'au jour où le

tenant en face de moi, chez moi, dans « son » fauteuil, je lui mettrais sous les yeux le document redoutable : « ... Maintenant, Romain, c'est à vous seul de juger... Peut-être avez-vous raison de vous méfier de cette Barroux... Peut-être qu'elle est sincère... Le mieux serait d'avoir une explication avec Mlle de La Mûre... Quoiqu'il soit trop évident qu'elle niera tout et vous montrera les choses à sa manière... Elle a bien essayé avec moi... Je la crois très adroite et même, si vous devez me pardonner une telle franchise, assez dangereuse... Pourtant, si vous l'aimez assez pour accepter... » Préparant mes phrases, je retranchais certains mots, en ajoutais d'autres, après les avoir bien examinés et pressés pour goûter leur invisible poison. Comment Romain, l'ayant absorbé, réagirait-il? Je le savais devant certaines désillusions capable de pleurnicheries... Ce serait peut-être sur mon épaule. « Et alors... » me disais-je... Mais je m'inquiétais aussi : « Ou bien?... »

Tout cela m'occupait au point que, jusqu'au mercredi, il me fut impossible de sortir. Les premiers orages, d'ailleurs, brouillaient le temps. Ils ajoutaient aussi à mon énervement. Je m'emportais contre Adélaïde, ce dont elle suffoquait, car je ne l'avais jamais fait. Quelquefois, la vision d'une enfant affolée, courant sur son cheval blanc la campagne que devaient rendre diabolique la grêle et le vent, m'était comme apportée par la rafale, — la vision d'une enfant qui voulait fuir son destin. Cependant, c'est vers lui, n'ayant trouvé aucun secours, qu'elle se précipitait. Le jouisseur, le nonchalant Didier, attendait au bout du chemin. Elle s'abattait dans ses bras, perdue à jamais... Et soudain je ne pouvais plus être seule. J'entrais dans la cuisine. Ou je bénissais le coup de sonnette qui m'annonçait Mlle Chanson. Je lui avais commandé une robe si précipitamment qu'il fallait deux essayages par jour. Elle consentait à venir les faire chez moi, ce qui était l'une des preuves les plus sûres de ma grandissante importance, la demoiselle ne se dérangeant que pour ses clientes « de marque ».

Enfin, ce mercredi arriva. Un jour comme tous les autres et que ne me parurent même pas précéder ces étranges rêves qui font dire au réveil : « Que va-t-il se passer ? » Mais je les fis peut-être... C'est ensuite, c'est plus tard, qu'on se rappelle les signes.

En entrant dans la salle à manger pour le premier déjeuner, je vis tout de suite, posée près de ma tasse, une lettre de Romain. Guicharde, qui avait reconnu l'écriture, feignait de s'absorber dans la lecture de *la Croix* et le feignait, si je puis dire, honnêtement, car son regard, pas une fois, n'essaya de me surprendre. Je dus lui glisser sous le nez la lettre, pliée de façon qu'elle en vît une seule phrase que je ne pouvais me tenir de lui montrer.

« Alvère, vous me manquez trop... Quelle folie j'ai commise en m'éloignant de vous! »

Ma sœur en laissa tomber son journal, et même ses lunettes.

— Mais il t'adore! murmura-t-elle.

Cher visage, déjà marqué par une vie qui n'eut rien de vivant! Quelle extase y monta! J'en eus honte. Car me croyant aimée, ma sœur, par un retour mathématique, me croyait amoureuse. Sans doute les avantages matériels d'une union dont elle osait maintenant avoir la certitude étaient pour beaucoup dans son éblouissement. Mais les envisager avec cette âpreté que j'avais, totale et destructrice de tout sentiment, lui eût paru monstrueux. Comme elle avait admiré et chéri Fabien, elle admirait déjà, elle était prête à chérir cet autre homme qui bientôt entrerait dans ma vie. Et tout ce qu'il y avait d'attendri dans ses chers yeux les faisait si beaux qu'il me fallut détourner les miens.

— Toute la lettre est comme ça? demanda-t-elle en souriant.

— Presque...

Cela était vrai. Je ne cherchais pas en l'illusionnant à fortifier ma propre illusion. Jamais encore Romain ne m'avait écrit, — ou parlé, — sur ce ton. J'entendais bien que, ne pouvant se confier aux Fantiaux, il souffrait, encore une fois, d'étouffement. Mais cette souffrance prenait en m'implorant une forme presque tendre. Sabine de La Mûre n'était nommée qu'une seule fois. En m'entretenant de ses pensées, il paraissait les isoler de celle qui les provoquait. Et il avouait son besoin de déposer ce bloc trop lourd à mes pieds. Moi seule savais l'aider. Puisque toutes les convenances s'opposaient à ce qu'il m'appelât près de lui, il souhaitait presque qu'un de ses directeurs, d'urgence, le réclamât. Par malheur, ses affaires

marchaient à merveille. Et il ne pouvait, sans prétexte valable, quitter des amis à qui il avait juré de consacrer plus d'une semaine. « Ma présence leur est trop chère... » affirmait-il dans sa fatuité qui trouvait partout à se satisfaire.

De chacune de ces phrases partaient comme des fils. Il ne tenait qu'à moi de les unir, de les nouer à ceux que me tendait la lettre de Gentiane, et tressant et retordant tout cela d'en former le câble auquel je m'accrocherais pour définitivement atteindre le but.

Il ne tenait qu'à moi... Mais il fallait se hâter. Quand Romain m'écrivit, il n'avait pas encore reçu ma seconde lettre, car les courriers pour aller de Lagarde à Nice, et réciproquement, mettent quarante-huit heures. Quelle émotion provoquerait ma promesse d'avoir — peut-être — à lui apprendre quelque chose? Et je calculais les dates. Cette promesse, c'est depuis hier que mon cousin devait la connaître. Une émotion trop vive l'eût déjà ramené ici. Tout de même, le fer était chaud. Ah! saurais-je le bien battre? Comme dans tous les instants bouleversés de ma vie, il me parut que j'étouffais chez moi. C'est dans un autre air qu'il me fallait réfléchir. Prétextant quelques emplettes à faire pour compléter ma toilette de l'après-midi, je sortis. Mais je n'avais rien à acheter et ce qui chargeait ma poche, c'était la grosse clef de la maison de maman.

Depuis plusieurs mois les locataires en étaient partis et je n'avais pas voulu qu'on la relouât. « Quatre cents francs! disais-je magnifiquement à Guicharde, ma pauvre fille, qu'est-ce que c'est que quatre cents francs? Il vaut mieux que cela reste notre chez nous. »

Un chez nous où nous n'allions guère. A l'automne on y mettrait à sécher des raisins. Une toile d'araignée, quand j'ouvris la porte, me balaya le visage. Je traversai le vestibule. C'est l'odeur d'autrefois qu'il avait gardée et non l'odeur de ces gens... Dans le jardin « leurs » fleurs étaient mortes, mais « nos » verveines et « notre » figuier avaient pris de la force. Je m'installai, comme à vingt ans, sur la marche du seuil. La maison derrière moi ne me semblait pas moins doucement bruissante que le jardin, à mes pieds, parcouru de petits souffles chauds. J'écoutais les murmures de mon humble

passé que j'étais venue relancer ici pour qu'il fût témoin.

La lettre de Romain grande ouverte sur mes genoux, j'imaginais que maman la relisait avec moi. Le ciel même, où elle baignait, ne pouvait sans doute l'empêcher de ressentir un tressaillement bienheureux. « Madame Romain de Buires » répétais-je à mi-voix. Je m'étais dégantée. Je regardais ma main gauche et déjà me sautaient aux yeux les feux d'un diamant dont s'éblouirait toute la ville.

... Mais j'attendis en vain cet assentiment des ombres et des choses que j'étais venue chercher ici. Tout me détournait de le percevoir. Les sonnailles, au loin, des troupeaux de Camargue s'en allant vers la montagne, les fleurs du micocoulier, les bourdonnantes gouttes d'or qu'étaient les abeilles, tout, jusqu'à cette odeur de cire et de pain qu'avaient gardée nos quelques meubles demeurés ici, oui, tout ce qui était aujourd'hui tel qu'il y a dix ans, bien loin d'ajouter à l'exaltation de mon orgueilleux présent, semblait au contraire la dissoudre. Dans sa robe de percale, avec ses mains tachées de terre et ses frémissements, c'est mon passé qui tenait toute la place, qui tendait sa corbeille, comblée, comme des fruits les plus beaux, de sa Soif, de sa Faim...

Il fallut me lever en murmurant : « C'est stupide !... » Je n'allai même pas pour m'y accouder jusqu'au petit mur qui surplombe la vallée, je n'entrai dans aucune chambre. La porte de nouveau fermée à double tour, il me fallut encore sortir de cette ruelle qu'autrefois je montais si souvent. Le boulevard retrouvé, les cafés, les boutiques, dissipèrent mon malaise. Enfin je redevenais ce que j'entendais être. Ce que m'écrivait Romain reprenait son poids et son prix. Mais qu'avais-je décidé ? L'allure hardie d'une fille criant à une autre, sur un ton de menace : « C'est bon ! Je sais ce qui me reste à faire » m'apporta plus de lumière que toutes les méditations. Est-ce que Sabine de La Mûre ne savait pas, elle aussi, ce qui lui restait à faire ? De quoi n'était-elle pas capable, puisqu'elle le fut de venir me trouver ? Si, dans son désarroi, elle écrivait à Romain ?... Je prendrai donc les devants. D'ailleurs j'atteignais brusquement, dans l'incertitude, ce point tourbillonnant qui la rend insupportable. Le moment décisif que je souhaitais reculer, voici que je ne pouvais plus l'attendre. S'il était matériellement impossible que ce

fût demain, c'est après-demain que je voulais faire à Romain mes révélations et savoir comment il les prendrait. Une lettre mettrait trop longtemps. J'enverrai donc une dépêche : « Grave entretien nécessaire. Revenez d'urgence. » Je passerai à la poste en allant chez Mlle de Millebled et je pourrai négligemment dire à celle-ci :

— Je pense que Romain de Buires ne tardera plus à revenir. Je viens de lui télégraphier que j'avais besoin de le voir.

*
* *

La robe neuve m'allait bien. Tout ajouré « à la main », le léger tissu noir laissait deviner mes épaules. Adélaïde s'extasiait. Guicharde me souffla dans l'oreille : « Tu as l'air d'être déjà la dame de Malijaque » et se détourna vite pour n'être pas grondée. J'avais écrit ma dépêche sur une feuille blanche, et quand je pressais mon petit sac de daim je sentais sous la peau souple le froissement du papier.

— Tu rentreras tard, Alvère?

— Il se peut que Mlle de Millebled me retienne. Je crois qu'elle a des gens à me présenter.

Elles se mirent à la fenêtre pour me voir et m'admirer le plus longtemps possible, ma sœur et ma servante. Mais il eût été indigne de moi de me retourner. Trop d'autres yeux guettaient aux fentes des volets, invisibles, mais dont je sentais le feu. Je m'appliquais à marcher comme il le faut, ni lentement, ni trop vite; à n'être point dédaigneuse, mais distraite, absorbée. La traversée des ruisseaux, — ils coulent, dans le vieux quartier, au beau milieu de la rue, — me permettait de regarder la pointe étroite de mes souliers qui me faisaient un pied charmant.

A la Poste, ayant sans plus hésiter tendu mon papier, je scrutai le regard de l'employée qui feignait de seulement compter les mots, mais qui les avait lus. « Pour se permettre de télégraphier sur ce ton à M. de Buires, devait penser cette femme, il faut vraiment... » Le plaisir que cela me causa me fit bien augurer des résultats de ma dépêche. « Le sort en est jeté », me dis-je en refermant, — trop gaie, un peu fiévreuse, — la porte du bureau.

Il me fallait traverser la Place. Ce n'était pas le jour où se retrouvent « ces messieurs ». — Pourtant, le vieux M. Dubreuil

(le plus enragé de tous ces joueurs) était assis à une table, derrière les fusains, près d'un jeune homme penché sur l'échiquier et qui paraissait écouter une leçon. Quelle que pût être leur application, ils me virent. Aussitôt M. Dubreuil se leva pour venir jusqu'à moi, et son ami s'étant levé aussi me regardait de loin avec une admirative et respectueuse curiosité. Ce qu'ils dirent ensuite de moi ne m'eût pas été désagréable à entendre. Je le devinai. La tête m'en tourna. Décidément, la journée, depuis mon départ de la maison, s'annonçait à la perfection. Mon rêve suivait les fils le long desquels courait ma dépêche. Elle arriverait dans deux heures. Ah! que mon destin se précipitait et quelle violence prenait ma certitude de vaincre! J'en brûlais. Je craignais d'en murmurer toute seule... Par bonheur, dans ces autres vieilles rues qui tournent après la Place vers l'hôtel de Millebled on ne rencontre personne.

Personne!... Personne que *lui*, dans la rue des Quatre-Vents, à la place même où je l'avais déjà rencontré... L'apercevant, je sus tout de suite qu'aujourd'hui il faudrait lui parler. La porte de cette très ancienne maison est surélevée de deux marches. Philippe Fabrejol venait de les gravir, il glissait une clef dans la serrure quand à son tour il me vit.

Il salua comme l'autre fois, mais il attendit. J'arrivai près de lui et je levai un peu la tête, parce qu'il me dominait de toute sa taille grandie encore par les deux marches. Aussitôt il les descendit. Nous nous tendîmes la main.

— Madame, dit-il, je m'excuse de ne pas m'être arrêté jeudi dernier. Vous paraissiez pressée...

— Vous l'étiez aussi...

Mon sourire s'excusait plus encore que le sien et tout à coup trembla. Il dut le voir, car il me fixa. Entre les petites rides qui maintenant les cernaient, ses yeux bleus avaient toujours le sérieux, le profond regard qui, plus d'une année, me hanta.

— Non... Moi, je ne suis jamais pressé. Je viens seulement jusqu'ici, où je me réfugie.

— Cette maison est à vous?

— Ma tante l'avait achetée à cause de sa vieille porte. Elle est belle, vous voyez. Le marteau est du XVIIe. Il y a une devise gravée.

Nous remontâmes ensemble les larges marches plates; et

je touchai le marteau, je pus lire la devise. La clef aussi était curieuse. S'il la tourna pendant que nous l'examinions, je sais que ce fut involontairement. La porte s'ouvrit sur un vestibule dallé de noir et de blanc comme le salon de Mlle de Millebled, — que pourtant il ne sut pas me rappeler. Elle s'ouvrit par hasard. Mais, la voyant ouverte :

— Si j'osais... dit Philippe.

Et aussitôt il osa parce qu'il n'était pas devenu moins simple ni moins franc.

— ... Je vous demanderais d'entrer quelques minutes. Vous serez indulgente, j'en suis sûr, malgré votre belle robe, à la poussière, au canapé en loque, et peut-être à moi-même, qui serai si heureux de causer avec vous.

Je ne sais plus si je répondis. Et vous non plus, Philippe, vous ne le savez pas. Sans doute étais-je aussi incapable de prononcer un mot que vous de l'entendre. Mais j'entrai... Oui, j'entrai... tandis qu'un rideau se soulevait à la fenêtre de la maison voisine.

... Il devait encore se soulever plus tard, quand je sortis. Beaucoup plus tard. Si tard qu'il n'était même plus temps d'aller chez Mlle de Millebled pour lui demander pardon. D'ailleurs je n'y pensais pas.

ANDRÉ CORTHIS.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LE NÉO-PAGANISME ALLEMAND

LES GROUPEMENTS ANTI-CHRÉTIENS

Le gouvernement du Troisième Reich semble de moins en moins disposé à donner ouvertement son approbation au mouvement néo-païen. Les résistances que sa propre doctrine rencontre dans les milieux catholiques et luthériens lui commandent une grande prudence en ces matières, et diverses mesures récentes trahissent l'intention de mettre un frein à la libre prédication d'une religion « germanique » ou « nordique ». Mais les points d'accord entre cette « troisième confession » et l'idéologie nationale-socialiste sont innombrables; si, pour des raisons politiques, le régime se refuse à consacrer officiellement la foi nouvelle, la consonance profonde des doctrines est manifeste.

D'ailleurs, l'avènement du national-socialisme a pu favoriser l'épanouissement des tendances anti-chrétiennes, mais celles-ci lui sont bien antérieures. Dès le lendemain du romantisme, les premiers historiens des religions, un Kanne, un J.-J. Wagner, un Bachofen surtout, insistaient sur l'existence d'une foi indo-germanique, absolument originale et opposée aux conceptions judéo-romaines. Précurseurs de Nietzsche, des penseurs qui, par la suite, redevinrent presque tous chrétiens, Görres, Arndt, Daumer, furent en leur jeunesse les adeptes fervents d'un culte de la Vie et les ennemis acharnés du christianisme. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, au moment où naissait le pangermanisme doctrinal, ces rêveries, cessant de hanter la seule méditation de

quelques solitaires, furent largement répandues par Chamberlain et Paul de Lagarde. Un disciple de ce dernier, le peintre Ludwig Fahrenkrog, fonda en 1908, avec Adolf Kroll, la « Communauté de la Foi germanique » (*Germanische Glaubensgemeinschaft*, devenue plus tard le *Deutscher Orden*). On procéda dès lors à des cérémonies rituelles, initiations, baptêmes, mariages, fêtes du Soleil et des Saisons; en 1922, Adolf Kroll célébra selon le rite ancestral les funérailles de sa propre mère.

Après 1919, le groupement de Fahrenkrog et d'autres associations analogues rallièrent beaucoup d'adeptes parmi ceux qui, rejetés dans l'ombre et l'inaction par la révolution, restaient attachés à l'empire wilhelmien, à ses traditions et à ses rêves de grandeur. C'est ainsi que le maréchal Ludendorff, après l'échec du putsch de Munich, se fit le chef d'une église et le fondateur d'une religion dont la maréchale, sa femme, fut la prophétesse; dans plusieurs ouvrages fort diffus, elle combattit le christianisme au nom d'une « contemplation allemande de Dieu ». Désireux d'expliquer la défaite de 1918 et la déchéance allemande, les époux Ludendorff voient la source de tout le mal dans l'influence néfaste des idées chrétiennes; falsification de mythes hindous habilement transposés par les Juifs sur le plan politique, la religion du Christ a le tort de prêcher un amour universel du prochain, sans choix, ni distinction, amour qui ne peut que mener un peuple à sa ruine. Coupable de « méconnaître la nature profonde de la haine », le christianisme a affaibli le sentiment de la race au profit d'une morale pan-humaine dont notre époque voit les néfastes conséquences.

Ni Ludendorff, ni Fahrenkrog, pourtant, n'étaient parvenus à créer un mouvement populaire; leur action n'atteignait que les milieux monarchistes. Mais, dès 1930, à la faveur du bouleversement politique qui se préparait, leurs thèses devaient être reprises et répandues par des hommes plus habiles et plus combatifs. Dans l'entourage immédiat du Führer, deux « philosophes » au moins (auxquels se joignit ensuite l'actuel ministre Darré) étaient gagnés à l'anti-christianisme : Rosenberg et le comte Reventlow. On sait que le premier, dans son *Mythe du* xx*e* *siècle*, reprend à son compte certaines idées nietzschéennes (singulièrement déformées et vulgarisées, d'ailleurs), les

mâtine de thèses racistes (que Nietzsche combattit violemment) et prétend que le mythe du Sang va remplacer le christianisme mourant. Quoique cette idéologie ne soit pas la doctrine avouée du régime, le livre de Rosenberg inspire toutes les conférences de propagande et de « rééducation » dont on accable les sujets du troisième Reich.

Reventlow, au contraire, a perdu beaucoup de son prestige depuis l'avènement de Hitler. Le franc parler de son journal, la *Reichswart,* l'a fait tenir à l'écart. Mais son influence fut considérable, surtout sur la jeunesse universitaire, avant 1933. Moins fanatique que ses coreligionnaires, il doit à sa modération même d'être moins écouté.

Les personnalités dominantes du mouvement sont désormais : Wilhelm Hauer, professeur à Tubingen, ancien missionnaire luthérien aux Indes (mais qui se vante publiquement de n'avoir jamais converti personne lorsqu'il en faisait profession) ; Ernst Bergmann, professeur de philosophie à Leipzig, qui, dans un style calqué sur celui des vieux mystiques allemands, prêche la polygamie, la repopulation et « l'anthropothéologie » ; l'antisémite Johann von Leers ; le germaniste Hermann Wirth, savant de haute fantaisie, et l'ethnologue Hans Günther, théoricien officiel du racisme. Des groupes schismatiques se sont formés, qui tantôt se rallient au mouvement de Hauer, et tantôt l'attaquent sans ménagements : « l'Église nationale allemande » qui a à sa tête Hermann Mandel, professeur à la Faculté de théologie de Kiel, et l'ancien « chrétien allemand », Krause, auteur du fameux discours de novembre 1933, au Sportpalast de Berlin, sur le « Christ sans croix » ; la « Paroisse allemande » du professeur Fuchs, de Darmstadt ; « le Mouvement de liberté païenne-nordique » dirigé par Bergmann, etc.

En juillet 1933, à Eisenach, puis en mai 1934, à Scharzfeld, ces divers groupes ont proclamé la communauté de leurs buts et fondé ensemble le « Mouvement de la foi allemande », dont le führer est W. Hauer, et l'organe la revue mensuelle *Deutscher Glaube*. Elle s'est donné pour emblème la roue solaire d'or sur fond bleu, et pour base de ralliement ces trois principes : 1° Renouvellement religieux du peuple par le fond héréditaire de la race allemande ; 2° celle-ci, en son origine divine, équivaut à une mission éternelle ; 3° cette

mission seule est la base de la parole et des rites ; lui obéir, c'est mener une vie allemande.

De ville en ville, le professeur Hauer répand la doctrine dans des séances de propagande où accourt un public aussi nombreux que mélangé ; outre les curieux attirés par la liberté relative de la discussion, qui leur est retirée partout ailleurs, on y voit beaucoup de protestants, manifestement hostiles ; les seuls auditeurs enthousiastes sont les très jeunes gens de de la *Hitlerjugend* ou des « Jeunes filles allemandes », que les organisateurs répartissent habilement en petits groupes bien stylés dans la salle. Le professeur Hauer est le type classique de l'universitaire allemand : moustache nietzschéenne, chevelure abondante, geste bref et autoritaire ; mais la taille est médiocre, la voix sans volume, le ton parfois académique et parfois très mordant, rarement inspiré. De crainte de trop effaroucher le public, il s'entoure de réticences et de formules modérées, où il excelle. Et l'on imagine mal cet homme, si bien fait à la mesure du complet-veston, célébrant sous un chêne, ainsi qu'il le fit, des mariages « allemands » ou l'incantation au Soleil.

LES MÉFAITS DU CHRISTIANISME

L'accord doctrinal entre les divers prophètes du néo-paganisme (ou mieux, du néo-vitalisme) porte sur quelques affirmations fondamentales : hostilité envers le christianisme, religion conforme à la mission du peuple allemand, morale de salut public et non de salut personnel, foi en la vie tragique et belle. Au delà de ces dogmes, les oppositions et les divergences sont très vives ; les uns se donnent fièrement le nom de païens, que d'autres repoussent avec horreur ; tel invoque la religion « nordique », « aryenne » ou « indo-germanique », tel autre une foi « allemande » ; Hauer se défend d'être vitaliste, tandis que Bergmann en accepte l'étiquette ; Hans Kern, disciple de Klages, condamne la philosophie des idéalistes allemands, que Hauer place au premier rang des témoignages prophétiques. C'est donc en sacrifiant bien des nuances que nous tenterons de tracer ici les grandes lignes de la foi allemande (1).

(1) Nous ne pouvons songer ici à énumérer la volumineuse littérature du néo-paganisme. Les nombreuses citations que nous sommes tenu de faire, pour

Nos philosophes ont du moins le mérite d'avoir reconnu, avec une clarté que l'on ne trouve pas chez les « Chrétiens allemands », l'opposition nécessaire qui existe entre la doctrine nationale-socialiste et le christianisme. Celui-ci, disent-ils, ne saurait être la religion de l'Allemagne nouvelle, qui est l'Allemagne éternelle et profonde. Il n'est conforme ni à la morale germanique de l'honneur et de l'héroïsme, ni à la glorification nordique de la vie et du destin. Un Aryen pur-sang ne peut, sans déchoir, tendre l'autre joue, vivre pour son salut personnel, s'en remettre à un médiateur du soin de porter le fardeau humain. Qu'avons-nous besoin d'un sauveur ? Ne sommes-nous point ici-bas pour nous sauver nous-mêmes par l'acte héroïque et par le consentement joyeux à l'existence terrestre ? Celle-ci est tragique, et toute tentative d'évasion est lâcheté.

Hauer dénonce deux vices de l'idée de médiation : elle limite à un point de l'espace et du temps l'intervention divine qui est de tous les instants ; et le caractère « statique » du but espéré (la Résurrection, le Jugement dernier) répugne au fameux « dynamisme » de l'âme indo-germanique, attachée à l'image du retour éternel, du « meurs et deviens », du rythme sans fin. Le sacrifice du Fils de Dieu n'est pas unique ; il est incessant dans la nature et en nous, car c'est une « loi naturelle » que la vie naisse toujours du sacrifice de la vie. (Nous retrouverons plus d'une fois des références aux lois naturelles, dont l'autorité est absolue aux yeux de nos penseurs.)

Anti-aryenne également, la situation de l'homme telle que la conçoit le christianisme. « Les sentiments chrétiens du péché, de la faute, de la pénitence ne sont pas des sentiments

laisser parler eux-mêmes des textes dont le ton est éminemment révélateur, sont empruntées aux ouvrages suivants : A. Rosenberg, *Mythus des XX. Jahrhunderts*, 1930. — E. Bergmann, *Deutsche Nationalkirche*, 1933 : *Erkenntnisgeist und Muttergeist; Katechismus der Deutschreligion*, 1934. — W. Hauer, *Unser Kampf*, 1933; *Glaubensunterweisung...*, 1934. — Mandel, *Bekenntnisglaube und Deutscher Glaube*, 1934; *Wirklichkeitsreligion*, 1933; *Nordisch-deutsches Seelentum*, 1934. — H. Schwarz, *Christentum, Nationalsozialismus und Glaubensbewegung*, 1934. — L. Fahrenkrog, *Das deutsche Buch*, 1923. — Reventlow, *Die Gottfrage der Deutschen*. — Mathilde Ludendorff, *Triumph des Unterblichkeitswillen*. — Prince zur Lippe, *Rasse und Glaube*, 1934. — F. Gericke, *Glaube aus dem Blut*, 1934. — H. Wirth, *Was heisst deutsch?* Enfin, la revue *Deutscher Glaube*, qui paraît depuis 1933 sous la direction de Hauer et Hermann Grabert, est une précieuse mine de documents.

religieux, mais des complexes, des idées fixes artificiellement inculquées à l'homme ; car un sentiment religieux est un mouvement pur, noble et *naturel* de notre cœur ; il s'inspire de ce fait d'expérience que le monde et la vie sont d'origine divine. » (Bergmann.)

« Pour un peuple de race intacte, la doctrine du péché originel eût été inintelligible, car un peuple pur est animé de confiance en soi, en sa propre volonté ressentie comme un destin... Le sentiment constant du péché est un phénomène secondaire qui accompagne l'abâtardissement physique. » (Rosenberg.)

A la conception psychanalytique de Bergmann et à l'explication biologique de Rosenberg, le prince de Lippe ajoute un soupçon anticlérical : à l'en croire, le christianisme a « inventé » l'idée de la faute et du rachat « pour mettre les hommes dans la dépendance de l'Église ».

Ces critiques du dogme chrétien, — nous en rencontrerons d'autres, — s'étayent sur une argumentation historique. Comment le christianisme serait-il la religion des Aryens, puisqu'il est né sur une terre étrangère, et d'une race différente? Jésus lui-même, en qui certains voient un pur nordique, d'autres un Juif, — ou pour le moins un demi-Juif par son ascendance maternelle (1), — peut être admiré comme un grand moraliste, un modèle d'héroïsme humain ou un révolutionnaire. Le Nouveau Testament raconte « la vie d'un homme très bon et plein d'abnégation, dont la religion est sans dogmes ». (E.-W. Falk.)

« Il nous donne l'exemple, écrit Hauer, d'une vie mise au service de l'humanité, et nous la considérons avec respect, quoique nous estimions fort dangereuse son attention accordée presque exclusivement aux faibles et aux déshérités. »

« La croix, ajoute Mandel, n'est pas pour l'Allemand un acte de médiation, mais un simple appel à l'imitation, à l'héroïsme personnel. »

Et Rosenberg de conclure, en un langage qui rappelle davantage encore les libres-penseurs du XIXe siècle, que l'âme

(1) Cette scandaleuse formule se trouve, sous la plume, non pas d'un néopaïen, mais d'un « chrétien allemand », dans le *Deutscher Sonntag*, 1934, n° 15 : « Sa mère étant probablement juive, on pourrait tout au plus le considérer comme un demi-Juif. »

germanique, en mettant l'accent sur la *vie* du Christ plutôt que sur sa *mort*, se rattache au christianisme *positif*, non point au christianisme *négatif* qui est d'origine étrusco-asiatique.

Né de la race juive, le christianisme a accentué son dogmatisme hostile à la vie sous l'influence du « Juif Paul ». Imposé à l'Allemagne par la violence et par les armes de Charlemagne « le Massacreur », il a pu passer pour la religion normale des Germains, tant que ceux-ci ont vécu étrangers à leur être propre et sans conscience de leur originalité. Certes, durant ces longs siècles d'esclavage spirituel, il s'est trouvé de grands esprits pour tenter une délivrance : des vieux mystiques, chrétiens en apparence seulement, à Gœthe et à Nietzsche, tous les héros de la pensée allemande sont en révolte contre l'erreur initiale qui soumit leur peuple à une croyance méditerranéenne. Mais, contraints de respecter les formes et le langage de leur époque, ces Titans sont restés des solitaires, des vaincus, des précurseurs.

Aujourd'hui enfin, le peuple entier se connaît dans sa profondeur et son unicité. Au lendemain des pires humiliations, il retrouve la force de secouer le joug et de rejeter avec horreur le christianisme « judaïque ». Le « Dieu international des chrétiens, impuissant à empêcher Versailles », n'est pas le Dieu des Allemands. « Le christianisme est la forme religieuse de la social-démocratie », attaché comme elle à l'idée d'égalité entre les hommes et entre les races. Le national-socialisme, qui veut supprimer les impotents et qui met l'anthropologie au premier rang de ses sciences officielles, « considère le dualisme chrétien comme absolument incompatible avec l'esprit du temps. La doctrine chrétienne est en Europe la vraie responsable de la rapide déchéance ethnique des peuples civilisés... car elle a ignoré que la naissance de Dieu en l'homme doit être à la fois physique et psychique. » (Bergmann.)

Ces arguments révélateurs trahissent toute une attitude spirituelle : on juge de la valeur d'une religion sans aucune référence à sa vérité, et en prenant pour seuls critères, les sources *historiques* et *ethniques* de son édifice dogmatique; ses analogies possibles avec telle théorie *politique* moderne que l'on prétend combattre; et enfin son utilité *pratique* pour la santé et la puissance d'un peuple. Ce recours aux données de

l'histoire et de l'ethnologie; cette invocation, à propos de la foi, de faits constatés par les sciences humaines; ce jugement demandé à la connaissance « objective », sans égard au sens intérieur, lorsque précisément il s'agit des questions les plus personnelles; ce pragmatisme enfin, et ce relativisme utilitaire à fins terrestres et immédiates : tout cela n'a-t-il pas de quoi surprendre chez ceux qui se disent les adversaires irréductibles du libéralisme intellectuel? Et n'y a-t-il pas contradiction entre ces méthodes renouvelées de la critique du XIX[e] siècle (on ressuscite jusqu'aux fameuses comparaisons des Évangiles) et la prétention à défendre une foi?

« LA FOI ALLEMANDE »

Car, dans son anti-christianisme, le mouvement néo-germanique affirme n'être pas anti-religieux. Il parle au nom d'une foi qui serait la foi naturelle et native des Germains. En effet, « la forme à chaque fois différente de l'expérience religieuse est le facteur décisif dans la vie et l'histoire des individus comme des peuples. Il existe bien un fait religieux originel, une force qui meut tous les êtres authentiques et tous les peuples créateurs; mais ce qui façonne les nations et les individus, ce qui détermine leur conduite et leurs œuvres, dépend de *la manière* dont les forces primordiales se manifestent en chacun d'eux. » (Hauer.)

Il y a donc une foi allemande, une « contemplation allemande de Dieu », qui n'a rien de commun avec la prière et la croyance chrétiennes. Mais qu'entend-on ici par « Foi »? Ce n'est point, comme pour les penseurs libéraux du XIX[e] siècle, une simple attitude psychologique, une orientation purement humaine. C'est un fait, une grâce, mais une grâce dont la source est dans la vie et la nature, non pas dans une personne transcendante. « La foi ne peut être enseignée; elle est un présent des forces vitales et naturelles », écrit Hauer. Et l'un de ses disciples, Friedrich Schöll, ajoute ce commentaire : « Si *religio* signifie lien, il ne peut s'agir d'un lien entre une personne humaine et une personne divine, mais des liens de la vie réelle. En ce sens, l'expression *Sang et Terre* est la plus vigoureuse formule de la piété nordique : Sang signifiant peuple et race, Terre signifiant sol natal. *Notre qualité d'Alle-*

mands est donc une croyance religieuse, car c'est en elle que s'exprime notre rattachement aux tréfonds originels de la vie. »

Dans l'étrange système de Bergmann, cette conception se traduit par le titre même qu'il donne à sa religion : tandis qu'Hauer et ses amis parlent de *Deutscher Glaube* (ce qui peut signifier encore « foi des Allemands en quelque divinité innommée »), Bergmann prêche la *Deutschreligion*, et ce mot composé suggère l'idée d'une croyance en tout ce qui est allemand. Mais cela ne va pas sans quelque métaphysique, et le philosophe de Leipzig s'abandonne au lyrisme cosmique : « Le sentiment de ne faire qu'un avec le tréfonds divin de l'Univers est le principe de l'expérience religieuse. Il nous fait éprouver la sainteté de l'Univers et de notre propre existence... La contemplation, base de toute religion indo-germanique, nous dit que nous sommes le lieu de Dieu en ce monde. Nous savons... que nous sommes les enfants de cette *Toute-Maternité...*, que nous ne faisons qu'un avec son noyau le plus intime... Dans la paix de la nature, dans le silence solennel d'une forêt ou d'une cathédrale gothique..., nous nous sentons enfant de Dieu, ou Dieu-Enfant. Nous éprouvons que nous sommes le Saint-Esprit même... »

Donc, point d'anéantissement de la créature dans l'acte de foi, point de *nouveauté* du monde de la foi par rapport à l'ordre naturel, mais au contraire la plus enivrante affirmation de la magnificence humaine, la plus ardente glorification de la vie terrestre. Bien loin d'éclater comme une illumination venue d'ailleurs, la foi n'est autre chose que l'adhésion à la nature. Croire, pour Bergmann, c'est connaître et reconnaître notre enracinement terrestre.



Croire, pour tous nos « païens », c'est, avant tout, nous dépersonnaliser et dépersonnaliser Dieu. Car la foi, si elle n'est pas une lumière de Dieu descendant en l'homme, n'est pas davantage un mouvement de l'homme vers Dieu. Qu'est-ce donc que le Dieu qu'ici l'on invoque?

« Il n'y a pas de personnes absolues, pas plus que de personne divine. La vie divine ne supporte aucune limitation, elle est totalité et unité en chacune de ses manifestations. La

foi nordique est une *religion de l'identité*, ni panthéisme, ni monothéisme, ni polythéisme... Dieu est partout. La divinité échappant à toute représentation, la divinité impersonnelle, omniprésente, objet d'expérience intérieure, est essentiellement aryenne et germanique ; le Dieu personnel, trônant au ciel, saisissable par l'idée, est plutôt sémitique et latin... Pour l'Allemand, Dieu est présent dans le Cosmos comme dans sa propre conscience. Dieu est ressenti par lui comme *une force à la fois personnelle et impersonnelle*, agissant dans le monde et dépassant le monde. » (Hauer.)

La conception personnelle de Dieu est donc jugée inadéquate et insuffisante par l'Allemand, dont l'esprit est « dynamique » et se targue de penser par forces mouvantes plutôt que par essences immuables. L'Être éternel doit exister, comme tout ce qui vit, grâce à une tension intérieure, à l'existence simultanée d'un aspect personnel et d'un aspect impersonnel. Il est facile de s'apercevoir qu'ici, comme sur bien d'autres points, nos modernes théologiens empruntent, en lui imprimant une très sensible déviation, l'une des conceptions essentielles de la mystique allemande : la distinction entre Dieu (*Gott*) et la Divinité (*Gottheit*), qui chez un Meister Eckehart désigne deux stades de la connaissance mystique, est appliquée ici à la nature même de Dieu. Il suffira ensuite d'un léger coup de pouce pour plonger dans l'oubli le Dieu personnel, pour ne révérer que l'impersonnelle Divinité, et pour assimiler celle-ci à la vie, à la réalité, au tréfonds de l'univers. Puis un nouveau glissement substituera à cette vague entité certaines réalités terrestres et temporelles, véritable objet de la *Deutschreligion*.

Pour y parvenir, il importe de reléguer la Divinité en quelque région inaccessible à notre connaissance. Ce qui compte, affirmera-t-on, c'est *l'expérience* seule, et elle ne nous dit pas ce qu'est Dieu. Elle nous le fait éprouver lorsque, par exemple, nous nous sentons vaillants dans la détresse, ou lorsque nous noyons notre conscience individuelle dans le sentiment de la communauté humaine dont nous faisons partie ; cet héroïsme, ou cette appartenance intérieure à un groupe, « est une réalité dernière, et il importe peu qu'on la nomme Père ou autrement ». (Hauer.) Que l'on se garde, au reste, de donner à cette expérience le sens limité que lui confère le

pragmatisme : « Ce ne sont pas là de simples expériences subjectives, mais des mouvements vitaux, qui sont en relation immédiate avec le tréfonds éternel... La tradition d'un Dieu personnel est désormais trop étroite pour nous... Et si l'on me demande quel Dieu je vénère,... c'est tout simplement la suprême réalité dans toute la profondeur et la diversité qu'elle présente à travers l'expérience des êtres pieux. » (Hauer.)

Formule bien vague, à laquelle Hermann Mandel tente d'ajouter quelques précisions : « Dieu n'est point le Dieu d'une révélation surnaturelle, mais uniquement et exclusivement le Dieu du monde, qui n'existe pas plus sans le monde que le monde sans lui. Le monde est sa perpétuelle révélation, mieux : sa propre réalisation, non point créé arbitrairement du néant, mais *nécessairement* issu de la nature divine, et en perpétuelle naissance. Dieu est le fond et le principe d'unité du monde,... la totalité omniprésente qui conditionne le monde, qui en fait un cosmos, mieux : *un organisme*... non point un Toi en face du Moi, mais le fond vital de l'univers. »

Bergmann, plus hasardeux encore et s'inspirant de Bachofen, tente de créer ou de recréer un mythe : d'opposer à Dieu le Père un Dieu maternel, qu'il prétend être celui des Aryens et qui lui permet de conférer à l'être humain une position suprême dans la hiérarchie cosmique. « La vie universelle est la matrice du noble esprit humain. L'esprit qui sait est un rejeton de la Toute-Maternité. La relation de la mère à l'enfant est donc la juste représentation du mystère Dieu-Univers. Dans notre moderne religion naturelle, Dieu est l'Enfant-Esprit, qui repose dans le sein de la Mère-universelle. »

Malgré la longueur de la citation, il convient, je crois, de reproduire le commentaire que Bergmann ajoute à cette thèse de son *Catéchisme* : « L'Esprit est un produit *naturel* du monde de la réalité... L'esprit aussi est un peu de la nature. Dieu-Esprit n'est pas le créateur du monde, mais un produit tardif, grandi au cours de l'évolution, né dans le sein sacré de la Mère universelle, Dieu-Nature. Dans sa dépendance de la nature maternelle, dans sa manifeste misère vitale, Dieu-Esprit a, malgré toute sa sublimité et sa grandeur, des traits enfantins... Il a besoin, pour ne pas dégénérer, de se rattacher à l'élément originel et maternel, et cela précisément lorsqu'il se croit indépendant et risque les pas les plus hardis dans la voie de la

connaissance. » A la Trinité uniquement masculine (et donc contre-nature) du christianisme, il convient de substituer la dualité de la mère et de l'enfant, plus conforme aux lois de la vie. « Nous vénérons ce qu'il y a d'insondable dans le principe obscur et sacré du fond maternel des mondes. Et nous vénérons l'enfant divin, l'Esprit... Et nous éprouvons cette grande et sainte vérité : l'homme est le lieu de la naissance divine au sein de la Toute-Maternité. »

D'une part, donc, Dieu est l'Ineffable, l'Inaccessible, qui se confond avec la vie cosmique. Aucune révélation particulière, aucune parole ni aucun fait ne sont venus apporter son message à l'humanité ; aussi la religion ne peut-elle se donner pour objet que les réalités de la nature et de l'histoire, — la race, la nation, les destinées des peuples, — où nous avons à résorber notre personnalité.

Mais, par ailleurs, l'homme est relevé de son humilité : chaînon dans l'immense devenir divin, il est semblable à Dieu. Nier la révélation d'un Dieu personnel, c'est sans doute anéantir l'espoir, jugé orgueilleux, d'un salut proposé à chacun de nous ; mais c'est en même temps, — avec quel surcroît d'orgueil ! — confondre la nature, l'humanité avec la divinité même.

« L'homme, écrit Mandel, est un produit *naturel* du monde : l'esprit et l'âme sont la floraison naturelle de la substance organique. » Mais, puisque cet organisme est divin, la « religion de l'identité » en déduira l'intime union de Dieu et de l'être humain. Plongés au même rythme, ils sont indissolubles. « L'homme, membre suprême de l'univers divin, est le suprême degré de la révélation, la suprême manifestation de la vie divine, éternelle et infinie. » (Bergmann.)

VITALISME

Telle est l'arrière-pensée de toute cette « foi » : en proclamant la grandeur de l'homme, elle déifie la vie, la nature, la terre et le sang. On peut connaître et sentir Dieu autant par le sang que par l'esprit. « Dieu est naturellement présent dans le sang nordique ; et d'autre part, Dieu se crée lui-même, à travers l'histoire, dans l'âme allemande. » (Hauer.)

Le Dieu du christianisme est inadmissible parce qu'il est

contraire à la vie, à la nature. « On peut, déclare Bergmann, nommer la religion allemande, — par contraste avec le christianisme ascétique et ennemi du monde, — une religion de la nature et de la vie, de l'acte et de la volonté... L'Allemand d'aujourd'hui a besoin d'une religion saine et naturelle, qui le rende vaillant, pieux et fort dans son combat pour son peuple et sa patrie. »

Hauer, plus circonspect et plus enclin aux compromis diplomatiques, hésite à s'avouer vitaliste. Sur ce point encore, il recourt à la coexistence des contraires : « Nous ne sommes partisans ni d'un vitalisme naturel, ni d'une religion de l'Esprit, mais de l'un et de l'autre réunis par une puissante tension... La croyance en l'Esprit, sans croyance en la divinité des forces vitales élémentaires, en leur signification et en leur valeur éternelles, mène à la dégradation intérieure. Nous vivons du sang et de l'esprit, car tous deux sont les mondes de Dieu. »

Et Friedrich Schöll : « L'essence de la vie, c'est d'être à jamais inachevée, à jamais tragique, de porter en elle les tensions qui s'expriment chez l'homme sous la forme de jugements et d'actes éthiques, esthétiques ou religieux. La croyance en la puissance inépuisable de ces tensions s'appelle croyance en la vie. »

La vie est immortelle, retour éternel, cycle infini, omniprésence. L'univers est un grand organisme, pénétré par la vie unique, qui se développe selon des lois absolues. La même force de germination nous habite et meut le monde ; elle commande notre vie et notre mort selon les volontés du destin, de la loi originelle. Nous reposons dans le rythme de la vie, et la vie est partout révélation. Aussi « a-t-elle son sens en elle-même et ne tient-elle point sa valeur d'un ciel qui nous attendrait ». (Hauer.)

« L'Allemand ne s'incline pas en tremblant devant un Dieu en courroux, mais avec respect devant les lois qui régissent l'univers et l'histoire... Et le point final de tout le devenir n'est pas le royaume de Dieu..., mais le destin des dieux qui finalement s'écroulent avec le monde et les hommes dans la fin d'une époque de la création, pour renaître dans une nouvelle époque. » (Hauer.)

On notera tout ce qu'une telle conception emprunte, une

fois de plus, à la religion de la science, à l'évolution du XIXe siècle, et à un nietzschéisme vulgaire.

Mais, cette vie, les prophètes de la religion germanique ne la révèrent pas seulement comme une grande force mythique; ils considèrent comme sacrée chacune de ses manifestations et, avant tout, la race et le corps humain. Nous les avons vus reprocher au christianisme la valeur qu'il accorde aux faibles et aux malades, au détriment des « valeurs indogermaniques, telles que fierté, instinct de puissance, joie de posséder la terre » (Hans Günther). La qualité d'une religion dépend de la pureté ethnique du peuple qui lui donne naissance. « Il n'est point de religion pour tous les hommes... Toutes les religions issues de peuples ethniquement purs acceptent joyeusement la vie... Au contraire, un peuple métissé crée une religion négatrice de la vie. » (Hauer.)

Et Bergmann, avec sa foi en la science et son penchant à transposer les méthodes biologiques sur le plan de l'hygiène spirituelle, se met à rêver d'un temps où un élevage perfectionné donnerait finalement le jour au surhomme. Il veut emprunter à l'anthropologie moderne sa volonté d'anoblir l'espèce; une race épurée par l'hygiène serait nécessairement une race supérieure, une race divine. « On peut faire l'élevage, non seulement d'animaux, mais de l'Homme-Dieu... Si nous voulons être des Messies, — et nous pouvons l'être, nul autre à notre place, — nous devons veiller avant tout à ce qu'il ne naisse plus d'enfants malades, d'êtres qui aient besoin d'une rédemption... La charité exercée avant la naissance, selon les principes de l'eugénisme moderne, est la seule voie qui puisse libérer l'humanité des illusoires religions de rédemption et d'immortalité... Et Jésus de Nazareth, médecin et bienfaiteur du peuple, s'il revenait aujourd'hui, descendrait de la croix à laquelle le cloue encore une fausse compréhension; il revivrait comme médecin du peuple, comme doctrinaire de l'hygiène de la race, qui sauve les hommes avant leur naissance, non point avant leur mort... *Nous ne voulons pas croire plus longtemps au Christ; nous voulons enfin être le Christ*, agir en qualité de Christs. Pour nous-mêmes. Pour notre peuple. Pour l'humanité. »

Tout commentaire d'un texte aussi révélateur est superflu.

LA MORALE ET L'HONNEUR

Cette idolâtrie de la vie et des fins terrestres inspire toute l'éthique nouvelle. Aux yeux de l'homme, le devenir où il se trouve plongé est aussi inintelligible qu'adorable. Le destin poursuit son cours qui nous paraît monstrueux, mais auquel nous ne souhaiterons pas d'échapper, tant que nous resterons des hommes. Cette contradiction interne de notre situation humaine est ce que l'on peut appeler tragique. S'affronter au devenir, obéir à celles de ses forces qui, instincts et volontés, passent à travers l'homme, résister à celles qui nous menacent, c'est là l'unique grandeur. L'acceptation héroïque est supérieure au bonheur, la lutte au repos, la vie douloureuse à l'illusoire spiritualité de ceux qui comptent sur un au-delà.

« La foi allemande n'attend pas de Dieu des interventions miraculeuses en faveur du salut éternel ou temporel de l'homme. D'innombrables espérances, d'innombrables prières, en particulier pendant la Grande Guerre, se sont galvaudées à cause de cette croyance en une Toute-Puissance miraculeuse... La foi allemande se déclare prête à accepter le destin, quel qu'il soit... Elle ne souhaite pas ce monde autre qu'il n'est... Le sens du monde n'est pas dans le salut de l'individu, mais dans le cours sublime de l'ensemble auquel l'individu a à se plier. Héroïsme tragique, non point espoir de salut ! » (Mandel.)

Les valeurs suprêmes de l'éthique néo-païenne ne seront donc pas l'amour et l'espoir, mais l'héroïsme, l'honneur, la vaillance, le devoir. Elle se résume dans ces *Neuf Commandements,* formulés par l'instituteur Bodo Ernst : « Honore la Divinité (le Tréfonds de l'Univers). — Honore tes ancêtres et tes descendants. — Honore les grands hommes de ton peuple. — Honore tes parents. — Garde-toi de la souillure (garde ta pureté). — Sois fidèle à ton peuple. — Ne vole pas. — Sois véridique. — Sois secourable à ceux qui sont nobles. »

Cette éthique repose sur un optimisme absolu. L'homme n'est peut-être pas né bon ; mais il peut le devenir par ses propres forces. La loi morale n'est pas dictée par Dieu, elle est « incluse dans les données naturelles de notre existence, sous

forme de devoirs, de tâches et de limites imposées à notre vie individuelle ». (Mandel.)

« Toute morale, déclare Hauer, se fonde sur les lois primordiales qui sont tissues, telle une trame ordonnatrice, dans le Cosmos, et par suite dans la société humaine. » Quatre grandes lois dominent toute l'éthique : respect de la vie ; respect de la propriété, qui est la condition de toute société humaine ; respect de la réalité qu'il faut accepter telle qu'elle est ; respect des forces génératrices, fondement de la perpétuation des races : nous sommes tenus de régler la dépense de ces « forces », afin qu'elles ne « soient pas gaspillées sans profit, pour la seule satisfaction d'instincts chaotiques ». On voit que, sur ce point au moins, le respect de la vie connaît une limitation sérieuse : le souci de la natalité. Bergmann a imaginé, à cet effet, ce qu'il appelle la « sociosophie des sexes » : la polygamie organisée sous le contrôle de l'État et soumise aux méthodes de l'eugénisme permettrait à la race allemande de retrouver sa pureté et de décupler sa masse. Au reste, les divagations érotiques sont fréquentes dans le système du philosophe de Leipzig ; lorsqu'il décrit l'union mystique entre l'esprit humain, essentiellement viril, et la nature féminine, il dépeint cette « plongée aux régions innommées », avec des détails et des comparaisons que la simple décence interdit de reproduire.

Nos moralistes ne dissimulent point que, élèves ici aussi du XIXe siècle qu'ils abhorrent, ils donnent pour suprême critère à leur jugement éthique le bien de la collectivité. « Le peuple est la valeur vivante sur laquelle chacun doit se régler... Car le peuple est une pensée de Dieu. Le salut du peuple est la pierre de touche de ce qui doit être fait. Le critère de toute action est ce que l'ensemble veut enfanter dans sa profondeur créatrice. » (Hauer.) Quant à l'individu, il a sa liberté, « sans laquelle l'Allemand ne peut pas vivre », et qui se définit ainsi : « le droit et la permission de *servir* selon sa conscience. » Une formule plus brève de Hauer nous renseigne : *Il n'y a qu'une vertu : être Allemand !*

Deux grandes oppositions séparent, selon Bergmann, cette morale de la morale chrétienne : d'une part, salut public et honneur ; de l'autre, salut personnel et grâce divine. « Au centre de l'éthique religieuse allemande réside le souci du bien

du peuple et de la patrie, non point le souci de la béatitude personnelle. » La doctrine du péché originel « blesse aussi bien les lois de la nature que les commandements de la communauté nationale ». Aussi Bergmann revendique-t-il l'interdiction de la prédication chrétienne « à cause de son action destructrice sur la morale du peuple ». L'éthique nationale-socialiste s'oppose à « l'égoïsme judéo-chrétien, car elle fait appel au sens, inné en chacun, du sacrifice pour la société, et elle s'exprime dans cette maxime : *Tu n'es rien, ton peuple est tout.* »

D'autre part, la passivité chrétienne, impliquée dans le dogme de la grâce, est contraire à l'éthique combative du IIIe Reich. « Le fidèle de la religion allemande n'est point l'esclave de Dieu ; il est maître du Divin qui est en lui. » Car « *on ne reçoit gratuitement que des dons sans valeur...* Le héros n'attend point la grâce, il se fait lui-même son salut sans le secours d'aucune grâce. » Ce dogme chrétien, « auquel on ne refuse pas certaine beauté trompeuse », fait de l'homme un infirme et détruit en lui la source suprême de toute énergie vitale : le sens de l'honneur. Il est déshonorant de s'en remettre à autrui, d'implorer une aide dans le combat héroïque de l'existence. L'éthique germanique repose sur la vertu cardinale de l'honneur et « méprise la grâce. Ce qu'un autre, le Christ, a mérité à ma place, ne me fait point honneur... et ce qui m'est octroyé par grâce et compassion fait de moi un mendiant qui reçoit l'aumône... C'est la lutte qui fait honneur, non point la grâce. »

On ne saurait rêver expression plus parfaite de l'orgueil de la créature...

LA NATION-MESSIE ET LA SAINTE PAROLE DU FUHRER

Au reste, les théoriciens du néo-germanisme ne craignent pas de souligner en toute franchise la part immense que les événements les plus récents ont dans leur inspiration. Du moment que l'évolution naturelle et le devenir historique sont, à défaut de toute parole, de tout message, les seules révélations du Divin, du moment que les fins terrestres de l'humanité méritent toute notre ambition, l'âme religieuse écoutera la voix sacrée qui lui parle dans le cours quotidien du monde. On ne se borne pas à affirmer, avec Mandel, que

l'Allemand est par naissance exempt de péché, ou, avec Hauer, qu'un Allemand chrétien est soit un égaré, soit un métis qui s'ignore. Le national-socialisme lui-même, son avènement, son programme, son chef surtout tiennent une place de choix dans le sanctuaire de la religion nouvelle. Le mouvement de foi n'hésite pas à s'identifier expressément avec l'hitlérisme, à se réclamer de telles paroles du Führer (« Je suis venu pour vous apporter la foi, et vous m'avez donné la foi dans le peuple allemand », Discours de Hambourg, août 1934), ou à proclamer que la stricte observance germanique ne laisse point de place à une croyance en quelque Dieu transcendant. Mandel rejette le christianisme du fait qu'il ne saurait s'accorder avec tel point du programme du parti. Et Hermann Schwarz célèbre éloquemment « l'expérience divine » du national-socialisme : « Si nous sommes saisis par le fleuve divin de notre race, si nous devenons un organe et un vase de cette totalité, ah! nous sentons que nous recevons la faveur d'un contenu inépuisable. »

Le nazisme porte en soi une « puissance rédemptrice » : au-dessus du « sentiment divin de la fraternité universelle » et du « sens sacré de la patrie », Adolf Hitler « a trouvé un ordre supérieur : l'expérience du sang... Il fallait cette expérience divine d'une âme élue... Et lui-même est devenu ainsi pour son peuple le porteur de l'essence secrète et impersonnelle de notre race... Nous avons tous l'impression que nous anime en ces temps une force divine à haute tension... La parole du Führer est douée d'un pouvoir mystique. Grâce à elle, la divinité de notre race est entrée en nous... C'est bien là la vie divine, une vie divine supra-personnelle, qui couronne et surmonte toute autre forme de vie divine... Au sentiment servile du péché Adolf Hitler a substitué une autre condition de béatitude : le sentiment du sang. »

Friedrich Schöll inscrira dans un programme scolaire ces disciplines inédites : « Le royaume éternel des Allemands. La croyance en la mission allemande et la révolution nationale. *Religion de la croix gammée.* »

Bergmann, à son tour, vaticinera : « Seul celui qui croit (comme tout nordique) à la pureté divine et originelle de l'homme, peut moraliser l'homme... Aussi la religion allemande, avec sa haute foi en l'homme, est-elle le début de

toute éthique (ni plus ni moins). Et la foi en l'au-delà de la religion juive, qui souille et dégrade l'homme, fut le commencement de la fin de toute éthique... *Mais peut-être qu'avec le Troisième Reich commence, dans l'Allemagne « rajeunie », une nouvelle époque divine de l'homme sur terre.* Cette grande pensée n'est-elle pas digne d'un acte de foi ? »

De telles prophéties ne laissent plus subsister aucun doute sur les véritables intentions de toute cette théologie. L'homme que l'on divinise, c'est l'Allemand ; il sauvera le monde enfin délivré de sa fausse croyance en un messie venu pour racheter nos fautes. Car il n'y a pas de faute, et celui qui doit nous sauver, c'est l'homme qui nous donne pour idéal la santé, l'hygiène raciale, le culte du sang. La nation germanique a reconnu son messie vivant en la personne du Führer : et celui-ci, en échange, donnera à son peuple la puissance de remplir sa mission mondiale ; il fera de l'Allemagne régénérée par sa parole le peuple-messie.

L'ÉGLISE, LE CULTE ET LES SYMBOLES

Le mouvement de foi réclame la constitution d'une Église nationale, dont Bergmann s'est fait le théoricien, et qui devrait réunir, sans distinction de croyances, tous les Allemands. La tolérance y régnerait entre les confessions, que l'on rejette avec mépris dans l'ordre « personnel ». Il est évident que cette Église, commune aux chrétiens et aux néo-païens, ne pourrait vénérer d'autre divinité que la race, la nation, l'Allemagne. Aussi bien l'Église n'est-elle que l'une des formes de l'État totalitaire ; Hermann Mandel le dit en toute clarté : « Ce n'est pas l'Église qui est la communauté essentielle pour la religion allemande, mais bien la communauté naturelle du peuple. La vie naturelle est son sacrement. L'Église populaire ne saurait être que l'approfondissement métaphysique et religieux de la communauté nationale et de la vie naturelle. »

A cette Église il convient de donner ses rites, son culte, son calendrier. Bergmann et Hauer, s'inspirant ici des tentatives de Fahrenkrog et des premiers groupements néo-germaniques, ont tracé tout un programme de fêtes rituelles : mariages où l'officiant, sous un chêne, invite les époux à faire

don de leur amour à la race qu'ils sont appelés à perpétuer; « baptêmes » où l'enfant est apporté sur l'autel de la nation; bénédictions de bannières des milices ou de la jeunesse hitlérienne; fête des héros tombés à la guerre, des morts de la révolution nationale, etc. D'autres cérémonies célèbrent le cours de l'année solaire, les saisons, le rythme cosmique où l'homme est engagé et auquel il doit consentir. Mélange de traditions germaniques reconstituées et de discours nietzschéens (des textes de Nietzsche sont lus solennellement et promus au rang de textes sacrés), ces cultes gardent quelque chose d'historique, d'universitaire et d'artificiel, qui semble mal convenir à une religion de la vie.

Quant aux symboles, c'est Bergmann surtout qui s'est appliqué à leur donner forme : il prend soin de prévenir ses lecteurs que, pour se conformer à l'esprit du temps et pour édifier une « religion hygiénique et pédagogique », il importe de donner aux figures symboliques une tout autre valeur que dans les religions nées en des temps plus reculés : nous autres, modernes, nous réclamons des modèles, non des idoles. La religion germanique adoptera pour symbole essentiel le couple du Héros et de la Mère qui, exprimant la dualité des sexes, reflétera en même temps la pureté de la vie naturelle. L'Église chrétienne a blessé ce principe. Car « *la figure du crucifié ne manifeste pas une virilité saine et naturelle* : on nous présente là une vie tourmentée, torturée, qui, avec ses symboles sanglants provenant de l'époque néronienne, nous effraie, nous répugne et empêche en nous le développement d'un sentiment religieux épuré. »

A cette image cruelle, la religion allemande opposera celle du héros blond, rayonnant de lumière, « symbole du sublime esprit humain et du *Führer héroïque et sauveur* qui, exemple moral, marche en vainqueur à la tête de son peuple ». Ainsi, « l'image fausse et morbide du Christ » fera place à celle du héros, du « *Christ sans souffrances* » !

UNE RÉVOLUTION SPIRITUELLE?

Le mouvement de foi, qui a formé des cellules dans toutes les villes allemandes, prétend réunir deux millions d'adhérents. Malgré la résistance des pouvoirs, qu'inquiètent tant de

compromettants aveux, Hauer et ses amis affirment leur espoir de refouler le christianisme étranger et de lui substituer la seule croyance qui leur paraisse en harmonie avec les doctrines du Troisième Reich. Mais il n'est pas certain que le gouvernement consente simplement à tolérer, sur le même plan que les confessions existantes, ces partisans quelque peu gênants du national-socialisme intégral et mystique. Quoi qu'il en soit, et en dehors de toute réussite matérielle, ce mouvement est intéressant par les outrances révélatrices qu'il apporte aux tendances profondes de l'Allemagne actuellement triomphante. Lié, à ses origines, aux groupes monarchiques et réactionnaires, il a opéré une conversion aussi radicale que brusque vers les positions du national-socialisme. Symptôme important, et qui prouve à quel point les forces vives de la nation, les puissances anciennes du germanisme se sont détachées de l'ancien régime impérial pour apporter toute leur vigueur à la construction du nouveau Reich.

Mais, au delà de cette valeur de signe politique, la philosophie de nos néo-païens peut nous éclairer sur plusieurs problèmes qui ne datent pas d'aujourd'hui.

Et d'abord, le problème des origines de tout ce mouvement de pensée : Hauer et Bergmann, comme tous les hitlériens, se prétendent les ennemis de la pensée « libérale » et « mécaniste » du XIXe siècle. Ils affirment que leur religion remonte à la donnée primitive de l'âme aryenne, telle qu'on la trouve chez les mystiques du moyen âge, chez les Hellènes (nordiques, nul ne l'ignore) et chez les Hindous.

Mais, chose curieuse, on relève à tout instant, dans les écrits de nos modernes « primitifs », et surtout dans leur polémique antichrétienne, la survivance d'arguments empruntés à l'anticléricalisme, à la libre pensée, à la critique scientifique. Les lieux communs du XIXe siècle sont tous là : progrès et perfectibilité, lois de la nature, évolutionnisme, toute-puissance de l'hérédité, influence tainienne du climat et du paysage, recours renaniens aux preuves historiques, irréfutabilité de l'expérience. Naguère, dans une réunion, Hauer défiait ses contradicteurs de lui citer un seul Allemand qui eût été grand grâce à sa foi chrétienne ; et comme, de la salle, on lui jetait les noms de Luther, de Bach, de Bismarck, il répondit : « Et moi, je vous opposerai... Frédéric le Grand. » Le rénovateur de

la religion allemande invoquait ainsi, pour les besoins de sa fureur anti-chrétienne, un rationaliste de formation française !

Et ce goût du primitif, ce culte de la nature qu'affichent nos païens, n'est-ce pas au XIXe siècle encore qu'il fut à la mode ?

Quant au paganisme des mystiques allemands du XIVe siècle, Bergmann et Hauer ont beau tirer à eux les textes, ils n'en accréditeront la légende auprès d'aucun esprit sérieux. Il leur a fallu détourner chaque phrase de son sens et de son centre, pour « prouver » que maître Eckehart, l'admirable dominicain, révérait la Vie, l'État, le Sang sous l'enveloppe d'un prudent christianisme de façade. Ainsi, toute la profonde doctrine de la *scintilla*, du « fond de l'âme » où se passe la connaissance mystique, est identifiée par Rosenberg, sans l'ombre de vraisemblance, à la morale allemande de l'honneur !

Ainsi encore, les sermons sur le « retranchement » (*Abgeschiedenheit*), sur le parfait détachement de soi à l'instant de la contemplation unitive, — expérience du silence et de la « nuit des sens » que connaissent tous les mystiques, — ne seraient, à en croire Bergmann, que l'avant-goût de l'éthique nationale-socialiste : le renoncement à soi, n'est-ce pas, en effet, ce que réclame de chacun l'État totalitaire ? « C'est ainsi, dira audacieusement Hermann Schwarz, qu'il faut entendre chez Eckehart l'image de la *scintilla* : non point comme une vie intérieure fermée au monde ambiant, mais au contraire tournée vers lui et close seulement à notre égoïsme. » On ne saurait concevoir plus grossier renversement du sens d'un texte. La voie mystique de la descente en soi, voie éminemment personnelle, devient ainsi le sacrifice de la personne à une entité terrestre, à la Société, à la Nation !

La plupart des fausses interprétations, — des profanations, — de la mystique proviennent d'une ignorance ou d'une omission consciente : Hauer, Rosenberg et Bergmann ne voient pas que tout mystique chrétien, mais très particulièrement Eckehart, vise essentiellement au salut, but personnel où nulle puissance sociale et temporelle, nulle communauté naturelle de race et de sang n'a rien à voir. Le centre même de l'expérience eckehartienne est cette préoccupation du salut, dont la connaissance mystique est la voie ; supprimer cet axe, c'est fausser tout le sens de ce témoignage. Mais cette falsifi-

cation préalable est nécessaire, si l'on veut « démontrer » que l'esprit allemand fut, dès ses origines lointaines, en gestation de l'hitlérisme ou de l'anthropothéologie.

* * *

Là-bas, dans l'Au-delà, Dieu ne nous est d'aucune utilité. C'est ici que nous avons besoin de Lui, ici, en ce monde et en l'homme, auprès de nous et en nous.

Tel est sans doute l'aveu le plus symptomatique de Bergmann. Ainsi donc, non seulement la religion est liée aux données raciales et historiques, non seulement sa vérité est soumise aux variations des climats et des hérédités, mais on juge de sa valeur, en outre et surtout, par son utilité immédiate. Il nous faut, à nous hommes, une religion ainsi faite qu'elle nous permette de réussir au sens terrestre. Et un peuple en révolution politique doit avoir sa révolution religieuse.

Où donc avions-nous entendu déjà cet accent-là? « Le christianisme en est au point où en était le polythéisme en l'an 300. » — « La crise actuelle est la même que celle qui menaçait la nature humaine lors de l'établissement du christianisme. » — « Le moment palingénésique où nous nous trouvons à présent ressemble, sous beaucoup de rapports, aux premiers siècles de notre ère »... Ces phrases sont signées Vigny, Benjamin Constant, Ballanche, et on leur trouverait des échos chez Chateaubriand jeune, chez Lamennais, ou chez George Sand. A la même époque, Saint-Simon et le Père Enfantin ne se faisaient pas faute d'annoncer une religion nouvelle, destinée à supplanter le christianisme; et leurs divagations sur la Femme-Messie ne le cédaient guère en absurdité aux plus grotesques élucubrations de Bergmann. Dès 1792, n'avait-on pas vu s'instituer un culte nouveau, issu de la révolution politique? Qu'est-ce à dire, sinon que les grands bouleversements humains apparaissent toujours à ceux qui les subissent ou les dirigent comme des mues spirituelles? Les hommes ont peine à croire qu'ils pourraient se sacrifier, donner leurs personnes, leur vie, le meilleur d'eux-mêmes pour un moindre événement que la naissance d'une Foi. Et peut-être, à travers les erreurs et les sottises qui s'accumulent à chacune de ces secousses, faut-il savoir distinguer le profond désir de croyance qui habite les êtres. Ébranlée par les philo-

sophes du XVIII[e] siècle, ou atteinte par les idéologies collectives du XX[e] siècle, la foi perdue laisse au cœur des hommes un regret, une nostalgie, qui engendre d'abord les pires fantômes de l'imagination, mais qui peut aboutir à quelque *Génie du Christianisme* et au renouveau spirituel.

Tout se passe, dans cette illusion sans cesse renaissante d'une mue religieuse, comme si nous obéissions à une espèce d'obscure mémoire ancestrale. L'avènement du christianisme au milieu du monde païen n'aurait-il pas laissé en nous, à travers l'histoire et la tradition, mais aussi à travers une réminiscence plus mystérieuse, le souvenir éclatant d'une joie sans égale ? Et à chaque fois que monte en nous, au spectacle d'un profond bouleversement, une grande espérance, ne croyons-nous pas cette joie revenue? Aux révolutions temporelles, que le manque de recul pare d'une trompeuse grandeur, nous ne trouvons d'autre comparaison que la révolution inoubliée du premier siècle chrétien.

Mais ceci n'enlève rien de son originalité et de sa perversion particulière au mouvement de la foi allemande. Si, selon la ligne de pensée des siècles précédents et selon sa nature propre, la France révolutionnaire crut advenus les temps de la déesse Raison, l'Allemagne est également fidèle à sa tradition récente lorsqu'elle déifie la vie, la nature, le retour éternel, l'héroïsme tragique. Ici comme là, nous retrouvons sur les autels nouveaux, mais affreusement vulgarisées et devenues caricaturales, les mêmes images qui dans leur neuve magnificence avaient hanté d'abord les œuvres des penseurs et des solitaires.

Or, ces caricatures peuvent nous instruire sur plusieurs aspects de l'esprit allemand : obsession des origines, sens de la vie cosmique, tendance à aimer la saveur concrète, presque matérielle, des manifestations spirituelles, etc. Peut-être serait-il sage, pourtant, de ne pas passer hâtivement condamnation sur cet « esprit ». Ces folies, nous l'avons vu, ont plus d'une racine hors d'Allemagne, dans le mouvement général qui entraîna la pensée vers « l'orgueil de la créature » ; ce n'est pas en terre germanique seulement que des fins terrestres ont été idolâtrées, ou que l'homme s'est mis à considérer son progrès dans l'histoire comme le but unique et l'explication suffisante de son existence. Pas trace, dans le

moyen âge allemand (et qui songeait, alors, à parler d'« esprit allemand »? La chrétienté unie ne connaissait que l'esprit sans qualificatif). Pas trace, avant l'éveil des nationalités au XIXe siècle, de cette substitution des buts temporels à l'objet véritable de l'adoration spirituelle. Quant au « naturisme », il est évident qu'il fut de tout temps une des qualités des penseurs et des poètes d'Allemagne ; mais nous ne voyons pas que, pour autant, il ait jamais pris le visage qu'on lui voit aujourd'hui. (Nous savons ce qu'il faut penser des affirmations contraires des néo-païens.)

Si nous n'admettons pas (ce serait donner raison au racisme!) que « l'esprit d'un peuple » est donné dans sa naissance biologique; si nous préférons le concevoir comme formé peu à peu par l'histoire, par des échanges et des hasards, nous hésiterons à voir dans les égarements actuels la maladie congénitale d'un immuable « esprit allemand ». Nous avons devant nous un peuple qui, depuis un siècle, est en laborieux travail et, longtemps morcelé, prend malaisément conscience de son unité nationale. Mais, depuis un siècle aussi, nous le voyons commettre successivement plusieurs erreurs, dont il faut bien reconnaître qu'il est le premier à les pousser à ce point. Après avoir affirmé la supériorité *naturelle* de sa pensée, de sa littérature, de sa morale particulière, il parvient aujourd'hui au dernier stade de cet aveuglement, et il affirme la valeur absolue de « sa » religion. Il a perdu la notion de la vérité universelle pour déifier, dans une crise de relativisme fanatique (si l'on peut dire ainsi), ses propres qualités. Il se donne pour idoles les singularités, d'ailleurs précieuses, de son esprit. Exemple peut-être unique dans l'histoire, comparable tout au plus à l'aveuglement raciste de la Synagogue au temps du Christ. Et par là exemple instructif d'un groupement humain idolâtrant sa propre image au point de vivre dans un monde faux et sans rapports avec le réel. N'en faut-il pas conclure que, dès l'instant où « l'esprit d'un peuple », au lieu de se livrer naïvement à son originalité spontanée et de l'employer à connaître la vérité selon ses moyens, confond l'instrument et le but, il divague et perd pied. Déifier ses qualités, au lieu de les associer aux autres « esprits » dans l'effort commun de la connaissance, c'est commettre le péché capital contre l'Esprit. Et ce pas franchi, — lorsque l'adjectif « alle-

mand » ou tout autre adjectif semblable est pris pour un critère de vérité, — tout se trouve si bien désorienté qu'il n'y a plus de barrière à la folie.

Il faut bien constater, d'ailleurs, que les idoles de l'Allemagne actuelle sont singulièrement dangereuses. La Divinité ayant été reléguée au delà de toute atteinte, ou identifiée à nous-mêmes (ce qui, par quel mystère? nous la rend également lointaine), on met en sa place d'exigeantes idoles : Nation-Messie, Race élue, Dynamisme d'un peuple, Bonheur collectif ici-bas. Ce détournement des aspirations religieuses au profit d'entités toutes modernes a beau se parer des noms de foi et de contemplation, au lieu de se nommer athéisme comme en Russie : ses buts véritables, asservissement total à l'État, constitution d'une Église nationale, anéantissement de toute valeur personnelle, en font la plus pernicieuse des idolâtries.

***

Il est peu probable, cependant, que ce mouvement parvienne à triompher ; sans doute, il a recueilli plus d'adhésions que le saint-simonisme, et surtout le saint-simonisme « religieux », n'en eut jamais. L'âge des masses, un pays où le sentiment collectif est le plus fort, un peuple brassé par des bouleversements successifs, toutes ces conditions lui sont favorables. Mais, tout comme le saint-simonisme, le néo-germanisme n'a rien en lui de ce qui fait une religion concrète. Ses prophètes se contredisent, ses postulats sont entachés d'objectivité universitaire ou d'outrance politique. Mouvement typique de professeurs, la « Foi allemande » s'avère impuissante à revivifier des mythes défunts comme à en créer de nouveaux. Sans culte vivant, sans symboles là où elle n'emprunte pas ceux du national-socialisme, elle finira sans doute par se fondre dans le sein du mouvement politique. Et rien ne prouve que celui-ci, devant la résistance spirituelle des chrétiens, adopte les revendications d'un Hauer ou d'un Bergmann.

Cela ne veut pas dire encore que la lutte entre le national-socialisme à prétentions totalitaires et les Églises catholique ou luthérienne soit près de s'apaiser. Tout au contraire, le mouvement de foi, avec son anti-christianisme déclaré, peut

passer pour une forme plus franche de l'idéologie hitlérienne; en ce sens, il est symptomatique, car il montre clairement à quel point toute « pacification », tant que le régime restera ce qu'il est et conservera son idéologie entière, sera nécessairement un leurre. Aucun compromis ne peut résoudre un conflit de cette profondeur, où s'affrontent deux conceptions irréductibles de la vie. Mais on peut admettre que le désir de vie religieuse, suscité à la fois par l'oppression officielle et par la propagande même des néo-germains, finira par donner naissance à un mouvement spirituel de grand style.

De même qu'en France un Chateaubriand ou un Maistre, en Allemagne un Frédéric Schlegel, un Arndt ou un Görres commencèrent par rêver d'une religion nouvelle et revinrent finalement au christianisme, il se pourrait que les actuels égarements de l'Allemagne, en posant le problème religieux avec une urgence et une acuité totales, obligent une foule de gens jusqu'ici indifférents à y chercher une solution. Et bien des signes déjà semblent annoncer un réveil spirituel dont les conséquences sont imprévisibles.

ALBERT BÉGUIN.

COMMENT
LE SERVICE DE TROIS ANS
FUT RÉTABLI EN 1913

II [1]

Vendredi, 21 mars 1913.

Le député Louis Barthou vient de constituer un ministère « d'union républicaine ». Jonnart est remplacé par Stéphen Pichon qui, de 1906 à 1910, a dirigé très sagement le Quai d'Orsay. Étienne et Pierre Baudin conservent leurs portefeuilles de la Guerre et de la Marine.

Poincaré m'affirme que Louis Barthou ne manque ni d'expérience, ni de patriotisme, ni d'énergie; que je peux donc être pleinement rassuré sur la politique nationale du nouveau cabinet.

Samedi, 22 mars 1913.

Pour célébrer pieusement le Samedi saint, je travaille cet après-midi, quatre heures de suite, avec mon nouveau ministre, Stéphen Pichon. Je l'instruis de tout ce qui s'est passé dans mon service au cours de ces derniers mois et particulièrement sous le consulat de Jonnart. Il est fort ému par une lettre personnelle que j'ai reçue avant-hier de Jules Cambon et par les rapports de notre attaché militaire à Berlin, le lieutenant-colonel Serret.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

— Tout cela, me dit-il, est bien grave... Jules Cambon a raison d'insister pour qu'on vote rapidement le service de trois ans.

Et il me prie de lui relire une des phrases qui terminent le plus récent rapport du lieutenant-colonel Serret :

« Que la conflagration européenne soit déclenchée par les Slaves, par les Germains ou par les Anglo-Saxons, nul ne peut faire que les premiers coups décisifs ne soient portés contre la France. »

Dimanche de Pâques, 23 mars 1913.

Je travaille encore tout cet après-midi avec Pichon.

— Vous rappelez-vous, me dit-il, nos conversations de 1908, après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et la proclamation de la royauté bulgare? Ni vous ni moi, nous ne nous sommes trompés sur les conséquences fatales de ces événements. Et chacune de ces conséquences fatales en a créé d'autres, non moins fatales... si bien qu'aujourd'hui c'est la course à l'abîme.

Soulagement d'esprit et de responsabilité que j'éprouve à parler de nos affaires diplomatiques avec un chef qui en a une si complète et si judicieuse expérience...

Lundi, 24 mars 1913.

Pichon me dit ce matin :

— Je suis encore tout ému par notre conversation d'hier; je n'ai pas fermé l'œil de la nuit...

Connaissant l'esprit exact qu'il apporte dans son travail, je lui remets une longue note, que j'ai rédigée hier soir et qui a pour titre : « Les mesures militaires de l'Allemagne; nécessité d'une contre-partie en France. »

Mercredi, 26 mars 1913.

A deux heures et demie, sur l'appel de Poincaré, je me rends à l'Élysée.

— Tu as lu, me dit-il, les derniers télégrammes d'Andrinople? La prise ou la reddition de la ville n'est plus vraisemblablement qu'une question d'heures... Mais que feront ensuite les Bulgares? Vont-ils concentrer toutes leurs forces pour briser les lignes de Tchataldja et marcher sur Constantinople? Ton astucieux ami, Ferdinand, va-t-il réaliser enfin son rêve de

Byzance?... Et la Russie, que doit-elle penser? Quelle incartade, quelle folie nous prépare-t-elle?

— J'ai vu ce matin Iswolsky, de plus en plus nerveux, susceptible et cassant. Il n'admet pas que les Bulgares prétendent s'emparer de Constantinople; il ne leur accorde même pas le droit de garder Andrinople; il considère que leur arrogance est devenue intolérable et que la Russie devra bientôt mettre le holà... Je ne me suis pas gêné de lui dire : « Tout ce qui arrive est de votre faute. Si votre gouvernement n'avait pas inspiré, patronné les accords balkaniques de 1912, nous ne serions pas dans le pétrin actuel. » Il m'a répondu sèchement : « Le passé ne m'intéresse plus ; mais le présent me fait voir l'avenir très noir... » J'ai répliqué, non moins sèchement : « Ce passé, qui ne vous intéresse plus, nous oblige, nous, à redoubler de prudence et de précautions sur le terrain balkanique. L'opinion française ne comprendrait pas, un instant, que nous nous laissions entrainer dans une aventure pour les chimères du slavisme. »

— Bravo ! tu as très bien répondu, c'est dans cet esprit que nous devons attendre les événements.

Samedi, 29 mars 1913.

Poincaré, qui doit se rendre demain à Montpellier, me convoque pour me parler de la question balkanique :

— Somme toute, me dit-il, la prise d'Andrinople était depuis longtemps prévue... Ne crois-tu pas que, devant le fait accompli, le gouvernement turc se montrera plus conciliant? Ses adversaires ne pourront plus l'accuser d'abandonner à l'ennemi la seconde capitale de l'Empire.

— Les passions politiques sont tellement déchainées à Constantinople que les résolutions les plus extravagantes, les plus absurdes, me paraissent de beaucoup les plus vraisemblables... Cela ne doit pas nous empêcher de suivre froidement le chemin que nous nous sommes tracé.

— Tu veux dire que nous devons poursuivre notre médiation dans les conditions que nous avons notifiées aux coalisés balkaniques? C'est aussi mon avis. Dans cet inextricable imbroglio des querelles orientales, la France doit représenter la sagesse, la mesure, la persévérance... Et quand je parle, ainsi j'ai surtout en vue l'opinion française...

Lundi, 31 mars 1913.

La prise d'Andrinople commence à produire ses effets stratégiques. Devant Tchataldja, les Bulgares engagent de vigoureuses offensives.

Ce matin, les ambassadeurs de Turquie, d'Angleterre, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie défilent dans mon cabinet pour se renseigner ou plutôt, selon l'expression du jovial sir Francis Bertie, « pour s'amuser au noble jeu des hypothèses et des prophéties ».

Sur les opérations militaires, ils ne m'apprennent rien et je n'ai, moi non plus, rien à leur apprendre ; mais « le noble jeu des hypothèses et des prophéties » me permet de glaner quelques impressions utiles.

D'abord l'ambassadeur ottoman, Rifaat-Pacha, qui, dans les situations les plus pénibles, demeure toujours si calme, si pondéré, si clairvoyant, m'affirme que « jamais les Bulgares ne briseront les lignes de Tchataldja ». Cette affirmation péremptoire me frappe d'autant plus que, durant mon séjour à Sofia, je l'ai entendu mainte fois soutenir par mon attaché militaire, par ses collègues anglais et russe, même par des généraux bulgares. Leur opinion se résumait ainsi : « Les lignes de Tchataldja sont inexpugnables, comme étaient jadis les lignes de Torrès-Vedras. Une armée bulgare, qui s'obstinerait à les rompre, s'y épuiserait promptement ; car son artillerie de siège est insuffisante et les assauts directs sont trop meurtriers... »

Ma conversation avec Schœn m'intéresse particulièrement. Je le connais assez bien ; nous travaillons avec assez de confiance l'un dans l'autre pour que je ne sente pas en lui une gêne bizarre et comme un travail insidieux pour m'amener à lui déclarer positivement, avec des précisions à l'appui, qu'une marche victorieuse des Bulgares sur Constantinople ne me paraît offrir aucune chance de succès. Je crois deviner qu'il a besoin de cette déclaration positive pour calmer l'esprit surexcité de Guillaume II. Je sais, en effet, par une prouesse divinatoire de nos cryptographes, que la prise d'Andrinople a soulevé l'enthousiasme du Kaiser, qu'il prophétise l'arrivée des Bulgares à Stamboul, qu'il dénie aux Puissances le droit de leur en interdire l'entrée, qu'il est déjà prêt à saluer le tsar Ferdinand

comme empereur de Byzance... Et c'est le même Guillaume qui, naguère encore, se proclamait le plus fidèle ami, l'opiniâtre défenseur des Turcs!... Quel saltimbanque !

Mardi, 1er avril 1913.

Revenu de Montpellier, où il est allé présider le Congrès de la Mutualité française et où il a reçu un accueil enthousiaste, Poincaré offre, ce matin, un déjeuner intime au Roi et à la Reine des Belges qui, après un séjour sur la Côte d'Azur, traversent Paris.

En dehors des souverains et de leur suite, Poincaré n'a invité que le président du Conseil et Mme Barthou, le ministre des Affaires étrangères et Mme Pichon, le ministre de Belgique à Paris, baron Guillaume, le ministre de France à Bruxelles, Klobukowski et moi.

Dans un long aparté, qui a suivi le déjeuner, Albert Ier confie au Président de la République « les vives appréhensions » que lui cause l'état de l'Europe ; il insiste, en termes cordiaux et discrets, sur la nécessité pour la France d'améliorer ses rapports avec l'Allemagne ; il garantit à Poincaré les sentiments pacifiques de l'empereur Guillaume.

— Alors, dit Poincaré, la paix du monde ne court aucun péril ; car je vous certifie que la France n'est pas moins pacifique. Je viens d'en avoir un témoignage éclatant, à Montpellier.

Le Roi me tient ensuite le même langage. Puis, sachant que j'ai naguère passé cinq ans à Sofia, il m'interroge curieusement... et malicieusement, sur « les grands rêves byzantins du tsar Ferdinand ». Il va jusqu'à me dire, avec un beau regard de franchise et de simplicité :

— Je sais que vous avez beaucoup pratiqué les Bulgares et mon cousin Ferdinand. Cela m'excuse de vous demander si, personnellement, vous croyez qu'ils vont s'emparer de Constantinople ?

A ce moment, Poincaré s'approche de nous. Le Roi me répète sa question. Poincaré m'invite à y répondre en toute franchise, comme si nous causions seuls en tête-à-tête. Je n'hésite donc pas à dire que je ne crois pas à l'entrée prochaine des Bulgares dans Constantinople, et j'en donne trois motifs :

1o Les lignes de Tchataldja me semblent inexpugnables ;

2° Depuis quelques jours le choléra sévit dans l'armée bulgare ;

3° Depuis quelques jours aussi, les dissentiments des coalisés balkaniques s'aggravent à tel point que la Bulgarie va peut-être voir se former contre elle une ligue de la Serbie, de la Grèce et de la Roumanie. Dans ces conjonctures, le tsar Ferdinand, malgré ses folles ambitions, me parait trop avisé, trop pusillanime, pour se lancer à fond sur le chemin de Constantinople.

Mercredi, 2 avril 1913.

Albert de Mun poursuit avec ardeur sa campagne de presse pour le rétablissement du service triennal ; il s'applique surtout à détruire les sophismes et les utopies de Jaurès.

Voici comme il résume très justement la divergence irréductible de leurs opinions : « Moi, je veux que nous ayons sur la frontière une armée capable de défendre notre territoire contre le choc formidable d'une attaque brusquée, afin que la concentration générale ait le temps de s'opérer normalement... Vous, Jaurès, vous avez une tout autre conception ; vous l'avez développée en d'abondantes périodes. Vous voulez des milices, réunies au loin, dans une zone reculée, derrière la Loire, jusque sur le Plateau central, livrant la France à l'invasion, *pendant que, là-bas, s'amassera toute une nation, comme s'amassent au creux de l'horizon les nuages d'une tempête...* Nous avons entendu ces mots-là, en 1869, quand Jules Simon demandait une armée qui n'eût pas l'esprit militaire. Un an plus tard, ils nous entraient dans le cœur, comme des coups de couteau, pendant que nous battions en retraite de Saint-Avold sur Metz, abandonnant aux Prussiens les marches de Lorraine... »

Langage excellent... Nos gouvernants de 1913 ne sauraient trop méditer la leçon de 1870.

Jeudi, 10 avril 1913.

L'horizon de l'Europe ne s'éclaircit pas.

En Turquie, les Bulgares, tout décimés qu'ils soient par le choléra, s'obstinent héroïquement à s'ouvrir la route de Constantinople. Leurs attaques dans la région de Bouyouk-Tchekmodjé sont d'une extrême violence, mais sans profit.

En Russie, les comités panslavistes s'agitent bruyamment. A Saint-Pétersbourg, à Moscou, à Kiew, on manifeste dans les rues, dans les théâtres, dans les églises. Allons-nous revoir les grands jours exaltés de 1877 et Nicolas II entraîné malgré lui, comme son aïeul Alexandre II, à prendre les armes pour « la sainte croisade qui est la mission historique du peuple russe?... » Dans l'atmosphère fiévreuse du Kremlin moscovite, on recommence à se griser avec l'apocalypse fameuse de Tioutchew : « Bientôt les temps seront accomplis, l'heure sonnera et, dans Byzance régénérée, les voûtes antiques de Sainte-Sophie abriteront de nouveau l'autel du Christ... Tombe devant cet autel, ô Tsar des Russes, et relève-toi Tsar de tous les Slaves... » Puis-je oublier qu'il y a neuf ans, le faible Nicolas II s'est déjà laissé entraîner dans la folle aventure de Mandchourie par la conviction que Dieu lui ordonnait de faire triompher la croix du Sauveur sur tous les rivages de l'Océan pacifique ?

S'adressant au Reichstag, le chancelier Bethmann-Hollweg a dit ces paroles graves : « Si la guerre n'a pas été immédiatement à nos portes, il a fallu aux cabinets intéressés toute la conscience de leur responsabilité pour enlever aux divergences des opinions le caractère aigu qui pouvait provoquer une explosion violente. *Je n'ai pas besoin d'affirmer que nous témoignerons notre fidélité envers notre alliée, l'Autriche-Hongrie, au delà même de l'appui diplomatique.* »

Devant la Chambre des communes, sir Edward Grey ne s'est pas montré moins clairvoyant de la catastrophe qui menace l'Europe : « L'accord relatif à l'Albanie était absolument nécessaire à la conservation de la paix générale ; il a été signé *juste à temps.* »

Samedi, 19 avril 1913.

Visite du général Joffre, qui vient discuter avec moi les derniers rapports de nos attachés militaire et naval à Berlin sur les armements de l'Allemagne. Puis nous étudions, du point de vue diplomatique et stratégique, la coopération éventuelle de l'Angleterre.

A ce propos, il me confie que le Conseil supérieur de la Guerre vient d'approuver un nouveau plan de concentration. Ce plan, qui portera le n° XVII, répartit nos quatre armées

de première ligne entre Belfort et Mézières, sur un front de 300 kilomètres. Une cinquième armée, dite de réserve, sera concentrée entre l'Argonne et la Meuse. Nos armées prendront immédiatement l'offensive.

Nous en venons ainsi à examiner, une fois de plus, les diverses modalités de l'irruption allemande par la Belgique et toutes les suites prévisibles de cette grande manœuvre encerclante qui, dans l'espace de quelques jours, amènerait l'agresseur aux sources de l'Oise...

Pour terminer, je cite à Joffre la curieuse prophétie que, dès 1831, Chateaubriand a publiée sur l'avenir de la neutralité belge : « On dit, sans rire, que la Belgique sera un pays neutre ; on se la figure comme une terre inviolable, une Élide où, le front ceint d'une branche de houblon, on célébrera des jeux flamands, tandis que le reste du monde retentira des trompettes de Bellone... La Belgique est ouverte à tout venant par le cours même de ses eaux ; elle est la frontière des races gallo-romaine et germanique ; elle est le passage naturel et inévitable de toutes les armées ; elle n'a jamais cessé, elle ne cessera jamais d'être le champ de bataille de l'Europe, le lieu où se videront à jamais les querelles des peuples. La *neutralité belge* est un de ces mots nébuleux, ajoutés au dictionnaire des non-sens diplomatiques, une de ces balivernes importantes, moquerie pour l'habile, admiration pour le sot, excuse pour le lâche. »

Mardi, 29 avril 1913.

Voici qu'une fois encore Guillaume II revêt « son armure étincelante », pour se dresser fièrement à côté de son allié.

La Chancellerie de Berlin nous remet cette note péremptoire :

« Le Gouvernement allemand estime que les Puissances doivent, sans nul délai et par tous les moyens, mettre fin à l'intolérable situation créée par la prise de Scutari (1). Elles le doivent à l'Autriche qui, dès le début de la crise, a généreusement subordonné ses intérêts vitaux à la solidarité européenne. Mais, comme il n'y a plus guère à compter sur une action

(1) Malgré le veto de l'Europe, les Monténégrins s'étaient emparés de Scutari. Ce coup de force avait exalté le nationalisme slave et provoqué un déchaînement de colère dans le monde germanique.

collective, l'Allemagne propose de donner mandat à l'Autriche et à l'Italie d'exécuter les décisions de l'Europe. Au cas où l'Italie n'adhérerait pas à cette idée, l'Allemagne préconise un mandat à l'Autriche seule. Dès à présent, le cabinet de Berlin tient à déclarer qu'il ne saurait empêcher l'Autriche de procéder à une action isolée. »

En me remettant cette note, Schœn me dit :

— J'ai mission d'insister auprès du Gouvernement de la République sur le fait que notre proposition est absolument exigée par les circonstances et nécessaire au maintien de la paix générale.

Je lui objecte aussitôt :

— Pouvez-vous croire, un instant, que la Russie accepte l'idée de faire exécuter militairement le Monténégro par les armes de l'Autriche ?

Il me répond par un geste évasif.

Mais ce que je ne lui dis pas et qui me frappe le plus dans la note de la chancellerie allemande, c'est l'insidieuse habileté avec laquelle le cabinet de Berlin met l'Autriche en avant, sur un terrain où elle est sûre de rencontrer une opposition violente de la Russie.

N'est-ce pas le meilleur moyen d'amorcer un conflit austro-russe, car vraisemblablement la France, toujours si indifférente aux questions orientales, ne soutiendrait pas son alliée pour les intérêts du Monténégro ?

Jeudi, 1er mai 1913, Ascension.

A déjeuner chez moi : Delcassé, Albert de Mun, le général de Castelnau, André Tardieu, le lieutenant-colonel de Thomasson, André Chaumeix.

Tous mes convives sont fort inquiets ; ils allèguent notamment le dernier article du *Times* :

« La situation est devenue beaucoup plus grave... L'intervention armée d'une grande Puissance dans les Balkans nous exposerait à une guerre générale. Il serait vain de fermer nos yeux à la vérité : si l'Autriche prend sur elle d'exécuter militairement le Monténégro, elle assumera la terrible responsabilité d'un conflit européen...

Donnant libre cours à leur imagination pessimiste, Albert de Mun, Tardieu et Chaumeix nous annoncent fatidiquement

que nous n'éviterons plus la guerre, que l'Allemagne peut nous attaquer d'un jour à l'autre. Delcassé, le général de Castelnau et moi-même, nous feignons d'apercevoir encore un grand nombre de possibilités rassurantes.

Mais, quand Albert de Mun donne le signal du départ, Castelnau me glisse à l'oreille qu'il voudrait me parler confidentiellement et que Delcassé ne serait pas de trop.

Il nous raconte alors, de la part du général Joffre, que notre Service de renseignements observe, depuis quelques jours, les indices précurseurs d'une mobilisation allemande. C'est un ensemble de mesures préliminaires qui ont pour objet d'avertir secrètement les officiers que la guerre est imminente et qu'ils doivent se tenir prêts. Sur ma demande, Castelnau spécifie que nos agents n'ont encore signalé aucun mouvement de troupes, aucun rappel de permissionnaires, aucun dispositif de concentration dans les gares de chemins de fer.

Les renseignements, que vient de nous communiquer Castelnau, amènent Delcassé à lui demander si nous sommes prêts à repousser une attaque brusquée des armées allemandes par la Belgique. Le premier sous-chef de l'État-major lui répond :

— Tant que le service de trois ans ne sera pas rétabli, une offensive brusquée des armées allemandes, soit qu'elle nous tombe dessus par la Belgique, soit qu'elle parte de la zone Sarrebourg-Thionville, nous mettrait dans un péril extrême.

Jeudi, 15 mai 1913.

Le projet de loi, qui a pour objet de rétablir le service de trois ans, ne peut venir devant la Chambre qu'au mois prochain et la discussion sera nécessairement très longue, très épineuse.

Le gouvernement a jugé que nous devons, dès aujourd'hui, renforcer nos troupes de première ligne, afin de parer à une offensive brusquée de l'Allemagne ; il a donc résolu de maintenir sous les drapeaux la classe qui deviendra libérable au mois d'octobre. L'article 35 de la loi militaire de 1905 lui permet cette grave mesure.

Interpellé à la Chambre, Louis Barthou a répondu par une sobre et ferme déclaration qui a été approuvée par 322 voix contre 154.

Vendredi, 16 mai 1913.

Invité à s'expliquer devant la Chambre sur notre politique extérieure, Pichon vient de remporter un beau succès.

Dans un langage simple et familier, sans nul apprêt d'éloquence ni la moindre préoccupation personnelle, il a démontré qu'à travers les péripéties mouvantes du conflit balkanique, la France a persévéramment poursuivi le même but : « localiser la guerre en Orient, et, pour cela, maintenir l'accord des Puissances; tâcher de concilier les opinions adverses; prévenir les actions isolées, enfin résoudre par les transactions indispensables tout problème qui menaçait d'entraîner l'Europe dans une conflagration générale ».

Pendant qu'il occupait la tribune, je l'écoutais dans l'hémicycle. A constater l'assentiment unanime qu'il rencontrait sur tous les bancs de la Chambre, je me rappelais une parole du comte Molé, qui, sous la monarchie de Juillet, alors qu'on aimait tant les grands éclats d'éloquence, les grandes joutes oratoires, considérait que le véritable orateur parlementaire ne doit être rien de plus qu'un « honnête homme venant dire simplement et clairement des choses sensées ».

Vendredi, 23 mai 1913.

Depuis quelques jours, le maintien de la classe libérable sous les drapeaux ne cesse de provoquer des manifestations graves d'indiscipline et de mutinerie dans l'armée, notamment à Toul, à Belfort, à Nancy, à Mâcon, à Rodez.

Le Conseil des ministres a déjà pris les mesures les plus énergiques pour réprimer une agitation qui met en péril non seulement l'ordre public, mais la sûreté nationale.

D'après ce que Pichon m'affirme, ce mouvement séditieux a été préparé, de longue main, par la Confédération générale du Travail, qui, depuis plusieurs semaines, a fait distribuer dans les casernes une quantité de brochures anarchistes et de journaux subversifs, tels que *la Guerre sociale*, *la Voix du peuple*, *la Bataille syndicaliste*... Voici le thème habituel de ces publications : « Il est temps d'en finir avec la Patrie, cette religion imbécile, cette pantalonnade sinistre... A l'ordre de mobilisation vous répondrez par la grève et par l'insurrection; mais, au lieu de rendre vos armes, vous fusillerez sans pitié

les assassins qui vous gouvernent... Aujourd'hui des politiciens de réaction et d'aventure prétendent vous imposer le maintien de la classe libérable pour combler les vides sanglants de la néfaste équipée marocaine. Soldats, révoltez-vous!... »

Et la grande voix de Jaurès magnifie sans pudeur ces provocations sacrilèges !

Comme il fallait s'y attendre, la presse allemande exulte : « C'est en vain, dit-elle, que le Gouvernement français tâche de nous présenter ces mutineries militaires comme des cas isolés, sans importance ; les faits d'insubordination collective se multiplient d'une façon terrifiante. Cette vague d'antimilitarisme nous révèle comme le sentiment patriotique a déchu en France... »

Samedi, 24 mai 1913, 15 heures.

Poincaré me convoque à l'Élysée pour me parler des mutineries militaires et des mesures que j'ai prises afin d'atténuer les critiques de la presse étrangère.

Il ne me cache ni son inquiétude, ni sa tristesse ; car, si l'audace des agents provocateurs n'est pas brisée immédiatement, nous n'allons à rien de moins qu'à la décomposition de l'armée. Il me confirme ce que Pichon m'a dit ce matin, à savoir que les instances judiciaires contre les meneurs sont engagées de toutes parts et qu'elles seront poursuivies sans faiblesse. Il redoute néanmoins qu'au mois de septembre, à l'époque où la classe aurait dû être libérée, il ne se produise des désertions en masse. Il prévoit donc pour cette date, sinon plus tôt, une crise de péril national.

C'est pourquoi il a fait appeler hier Georges Clemenceau :

— J'ai voulu, me dit-il, notifier ainsi à la Chambre que, si elle renverse le cabinet sur la question militaire, ce n'est pas Caillaux qui recueillera la succession de Barthou, c'est Clemenceau. J'userai, pour cela, de tous les pouvoirs que la constitution m'attribue ; j'irai jusqu'à demander au Sénat la dissolution de la Chambre, et, si le Sénat ne me soutient pas, je me retirerai.

— Je ne doute pas qu'en agissant ainsi, tu aurais tout le pays pour toi. Si tu échouais, tu aurais du moins la triste consolation de te dire : *Liberavi animam meam.*

Poincaré continue :

— Clemenceau me déteste; il ne me pardonne pas d'avoir passé outre à son veto quand j'ai déclaré ma candidature à la présidence de la République. Et, depuis lors, il ne cesse de m'attaquer, de me ridiculiser dans *l'Homme libre*, de me représenter comme le prisonnier de l'Église et de la réaction. Mais, avec ses énormes défauts d'orgueil et de jalousie, de rancune et de haine, il a une qualité qui lui vaut toute mon indulgence, une qualité dont Caillaux est dépourvu, il a, au plus haut degré, la fibre nationale; il est patriote comme les jacobins de 1793... Je l'ai donc reçu hier, et notre conversation n'a pas duré moins de cinquante minutes. Mais, avant de franchir les portes de l'Élysée, il avait mis pour condition qu'il y serait mandé *officiellement et publiquement*. D'où la note un peu singulière que j'ai fait publier par l'Agence Havas (1)... Que notre conversation ait été cordiale, non. Mais elle a été franche, très franche; elle a rétabli le contact personnel entre nous. Il m'a déclaré notamment que, si une crise dangereuse au point de vue national venait à s'ouvrir, je pourrais compter sur lui pour former un cabinet.

Revenant aux mutineries militaires et à l'effet déplorable qu'elles produisent en Europe, je dis à Poincaré :

— Par la plus fâcheuse coïncidence, l'empereur de Russie et le roi d'Angleterre sont actuellement les hôtes de Guillaume II à Berlin, où l'on célèbre le mariage de la fille du Kaiser, la princesse Victoria-Louise, avec le prince Ernest de Brunswick. Et tous les souverains allemands du Reich sont aussi là... Tu devines si Nicolas II et George V doivent entendre exploiter contre nous *la décomposition de l'armée française*.

— Ah! mon cher ami, comme j'ai le cœur angoissé!

Pour ne pas rester l'un et l'autre sur des idées trop sombres, je cite à Poincaré la belle phrase du cardinal de Richelieu dans son *Testament politique* : « Ce peuple français qui, ne sachant se tenir au bien, revient si aisément du mal. »

Jeudi, 29 mai 1913.

Les mutineries militaires ont pris fin. La sévérité de la répression a rétabli partout l'ordre et la discipline.

(1) « Sur le désir que le Président de la République avait fait exprimer par son secrétaire général civil, M. Clemenceau s'est rendu aujourd'hui à l'Élysée pour conférer avec M. Poincaré. » (*Agence Havas.*)

Les journaux allemands ne continuent pas moins leurs variations sur la dégénérescence du patriotisme français.

Jules Cambon m'écrit, de Berlin, que nos séditions de caserne ont suscité beaucoup de commentaires parmi les souverains conviés au mariage de la princesse Victoria-Louise avec le prince Ernest de Brunswick. L'empereur Nicolas II lui en a parlé spontanément : « Ce sont, a-t-il dit, des incidents pénibles, mais je les crois sans importance, malgré tout le tapage qu'on en fait ici ; je ne veux y voir que le résultat d'excitations passagères... Il y a huit ans, au lendemain de la guerre de Mandchourie, la propagande révolutionnaire a provoqué les mêmes troubles dans plusieurs de mes régiments et mon cher ami l'empereur Guillaume allait partout répétant que la Russie était perdue. Ce qu'il a dit alors ne m'a pas impressionné : ce qu'il dit aujourd'hui ne m'impressionne pas davantage (1). »

Mercredi, 4 juin 1913.

La Chambre discute le projet de loi tendant à rétablir le service triennal.

Pour combattre ce projet, qui est d'une évidente nécessité, les partis de l'extrême-gauche n'ont trouvé qu'un argument : « La loi militaire de 1905, loi véritablement démocratique, était excellente ; elle aurait produit des résultats merveilleux si, par incurie, par bêtise, par esprit de caste, les généraux de l'état-major ne l'avaient sabotée. La loi nouvelle, qu'on nous propose, est une œuvre basse du cléricalisme et de la réaction... » Voilà sur quelles inepties, quelles pantalonnades, un obscur politicien, insipide et verbeux, Félix Chautemps, a recueilli pendant plus d'une heure les applaudissements de tous les antinationalistes...

Attitude injurieuse de ces mêmes pharisiens, quand le

(1) Le 6 mai 1916, Viviani, président du Conseil, était venu en mission spéciale à Pétrograd. Je le conduisis chez l'Empereur, qui lui exprima tout d'abord son admiration pour les prodiges d'héroïsme que l'armée française accomplissait quotidiennement à Verdun. Nicolas II ajouta :

— Imaginez-vous qu'avant la guerre, chaque fois que je rencontrais l'empereur Guillaume, il me disait : *Comment as-tu pu t'allier à la France?.. Tu ne vois donc pas que le Français n'est plus capable d'être soldat ?...*

A quoi Viviani répliqua judicieusement :

— En effet, Sire, le Français n'est pas *soldat*, il est *guerrier*.

général Joffre et le général Pau, commissaires du Gouvernement, sont venus prendre séance à côté des ministres. Les socialistes et les communistes debout, s'écriaient : « Regardez-les, ces idiots ! Regardez-les ces gueules d'abrutis !... » Au premier instant, le général Pau n'a pu retenir un geste d'impatience. Tollé, sur tous les bancs de l'extrême gauche. Intervention courageuse de Barthou, qui a fait acclamer les deux généraux par la majorité de la Chambre.

Jeudi, 5 juin 1913.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie et la comtesse Szecsen offrent, ce soir, un dîner au ministre des Affaires étrangères et à Mme Pichon.

Invariable monotonie de ces agapes officielles...

Après le dîner, le baron de Lancken, conseiller de l'ambassade d'Allemagne, s'approche de moi pour me parler de la crise balkanique, des complications prochaines que l'accord de Londres nous ménage évidemment. J'aime causer avec Lancken, dont l'esprit exact et l'intelligence objective me plaisent. Et ce qui me plaît encore plus dans nos conversations, c'est que la mesure et la courtoisie parfaites de son langage ne m'empêchent pas de percevoir l'inébranlable hostilité de son âme prussienne à l'égard de la France. Je sais qu'au début de sa carrière il a fortement subi l'influence du terrible Holstein ; qu'il ne croit pas à la possibilité d'une réconciliation entre la France et l'Allemagne tant que la question de l'Alsace-Lorraine séparera les deux pays; enfin qu'il est tout acquis à la doctrine des Schlieffen et des Moltke sur la nécessité de nous casser les reins par une guerre préventive.

De Lancken, je passe à l'ambassadeur d'Angleterre qui m'interroge longuement sur la discussion de la loi militaire à la Chambre. Je lui donne l'assurance que la loi sera votée, malgré tous les procédés obstructionnistes de l'extrême gauche. Sir Francis Bertie me dit, non sans gravité :

— J'ai hâte que vous ayez rétabli le service de trois ans Cela fera beaucoup réfléchir en Allemagne... et en Angleterre.

Puis, me serrant le bras, il ajoute :

— Si vous voulez que l'Angleterre vous aide en cas de péril national, il faut qu'elle vous sache résolus à vous

défendre... Nous n'aimons pas secourir les gens qui ne veulent pas se battre.

Samedi, 14 juin 1913.

Albert de Mun vient m'offrir *l'Heure décisive*, recueil des articles où il a si vaillamment défendu le service triennal contre les utopies de Jaurès.

D'un ton grave, il me dit :

— J'ai mis toute mon âme dans cette phrase de mon avant-propos : « Les pages que je rassemble ici ne sont pas le téméraire appel d'un cœur de soldat au hasard d'une guerre préméditée, mais l'avertissement réfléchi d'un patriote attentif à la menace d'une guerre inévitable. »

Et je ne le démens pas.

Samedi, 28 juin 1913.

A deux heures, le Conseil supérieur de la Défense nationale siège à l'Élysée.

Le Président de la République m'a convoqué une demi-heure avant, pour me communiquer ses impressions de Londres (1). Il se déclare « enchanté », non seulement de l'accueil extérieur et des ovations publiques dont il a été l'objet, mais plus encore de ses entretiens avec le roi George, la reine Mary, la reine douairière Alexandra, le jeune et charmant prince de Galles, la princesse Hélène de Slesvig-Holstein, fille de la reine Victoria, le duc et la duchesse de Connaught, puis les ministres Asquith, sir Edward Grey, lord Haldane et Winston Churchill, enfin lord Lansdowne, lord Roseberry, Bonar Law, Balfour et le maréchal French.

Dans ses entretiens avec le Roi et sir Edward Grey, « aucun problème spécial » n'a été abordé : on s'est tenu dans les généralités en affirmant de part et d'autre « l'énergique résolution de tout faire pour conjurer un grand conflit européen ».

J'avais déjà reçu de Pichon, ce matin, les mêmes renseignements et les mêmes impressions ; il avait ajouté :

— Le Président a été admirable. Il a étonné tout le monde par l'étendue de ses connaissances, la précision de sa parole et la vivacité de son esprit... C'est un grand succès, pour lui et pour la France.

(1) Le Président de la République venait de faire une visite officielle au roi d'Angleterre.

A deux heures, séance du Conseil supérieur de la Défense nationale.

Nous délibérons sur la question de savoir si la totalité de nos forces navales doit rester concentrée dans la Méditerranée, ou si une partie de ces forces peut être envoyée, pour quelques semaines, sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche. Nous estimons que la situation troublée de l'Orient ne nous permet pas de diminuer actuellement nos forces navales dans la Méditerranée. D'ailleurs, au lendemain de la visite du Président de la République à Londres, le rappel d'une de nos escadres dans l'Atlantique et la Manche pourrait faire croire à une mésintelligence entre la France et l'Angleterre.

Le reste de la séance est consacré à des affaires peu intéressantes.

Mardi, 1er juillet 1913.

Dîner à l'Élysée, en l'honneur de Théotokis, ambassadeur extraordinaire, venu d'Athènes pour notifier au Président de la République l'avènement du roi Constantin...

Dans la soirée, tandis que nous causons sous la véranda, Poincaré, Théotokis, Romanos (1), Louis Barthou, Stéphen Pichon et moi, un huissier de la Présidence me glisse à l'oreille qu'on m'appelle au téléphone, de la part du bureau du Chiffre, « pour une communication très urgente ».

C'est un télégramme de notre attaché militaire à Belgrade, qui venait d'apprendre, par un aide de camp du Roi, une offensive générale de l'armée bulgare contre les avant-postes serbes et grecs sur la Brégalnitza et dans la région d'Outché-Polié. Les Bulgares ont occupé tous les points de passage sur le Vardar, coupant ainsi les communications des Serbes et des Grecs.

Je reviens sous la véranda et j'informe Pichon à voix basse. Il me prie de répéter à voix haute l'inquiétante nouvelle.

Sans s'accorder un instant de réflexion, Théotokis, Romanos et le général Soutzo exultent follement. Poincaré se borne à dire :

— C'est un grave et douloureux événement que nous appre-

(1) Ministre de Grèce à Paris.

nons là. Puissent les États balkaniques n'avoir pas à déplorer bientôt cette lutte fratricide!

Là-dessus, tous les convives se retirent. Nous restons seuls, Poincaré, Barthou, Pichon et moi. Ils me posent anxieusement la même question :

— Pour que le tsar Ferdinand assume, devant son peuple et devant l'histoire, une responsabilité aussi énorme, n'est-ce pas qu'il y est poussé par l'Autriche?

Je réponds :

— La collusion de l'Autriche dans cette nouvelle péripétie balkanique est vraisemblable ; mais cette collusion n'est possible que par la connivence, plus ou moins expresse, de l'Allemagne. Nous l'avons déjà vu, lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Aujourd'hui comme il y a quatre ans, l'Autriche sait qu'en toute occasion, elle peut compter sur le concours diplomatique et militaire de l'Allemagne. J'attribue naturellement aussi une grande importance aux initiatives personnelles du tsar Ferdinand. Depuis quelques semaines, il est épouvanté, bouleversé par les menaces des terroristes macédoniens : la peur lui enlève toute sa raison, le rend capable de toutes les folies...

Poincaré nous invite à venir reprendre demain cette délibération sous sa présidence.

Mercredi, 2 juillet 1913.

Suite de notre délibération d'hier soir, à l'Elysée.

Poincaré, Louis Barthou et Stéphen Pichon s'accordent judicieusement à penser que, dans la rupture violente de la Confédération balkanique, ce qui nous importe le plus est de savoir si la Bulgarie fait le jeu de l'Allemagne et de l'Autriche. En ce cas, nous serions peut-être à la veille d'un grand conflit européen.

Pichon me rappelle nos conversations et mes dépêches de 1908 :

— Vous me disiez alors qu'une crise balkanique serait inévitablement le prologue d'une guerre générale en Europe, si le roi Ferdinand pouvait compter sur le soutien d'une Puissance étrangère, la Russie ou l'Autriche. Les événements d'aujourd'hui ne sont-il pas ce prologue?

Poincaré précise :

— Le coup de théâtre qui vient de se produire à Sofia, était-il concerté avec l'Autriche et l'Allemagne?

Je résume les impressions que j'ai recueillies, ces derniers jours, soit dans notre correspondance officielle, soit dans nos documents secrets, soit dans mes entretiens avec les ambassadeurs et ministres accrédités à Paris :

— De tout ce que j'ai pu apprendre par ces moyens divers, je conclus qu'un accord secret de l'Autriche et de la Bulgarie est possible, vraisemblable, mais nullement certain. J'imagine qu'entre Vienne et Sofia les choses ont dû se passer comme pendant la crise de 1908-1909, c'est-à-dire en pourparlers vagues, en insinuations fallacieuses, en promesses réticentes... Mais je ne doute pas que le tsar Ferdinand soit terrorisé par son généralissime, Savoff, et par les chefs des comités macédoniens. L'un de ces derniers, le ministre Ghennadiew, me disait un jour : « Quand, mes amis et moi, nous aurons décidé la conquête de la Macédoine, soyez sûr que notre illustre monarque nous obéira docilement ; car, de temps à autre, une lettre anonyme lui rappelle que nous gardons toujours quelques bombes à son intention. »

Barthou conclut :

— Tout cela est fort troublant. Au point de vue diplomatique, nous ne pouvons que persévérer dans notre programme, ce programme que M. le Président de la République a si bien défini : « européaniser le plus possible les problèmes orientaux, éviter autant que possible l'opposition brutale de la Triple Alliance et de la Triple Entente... » Mais que j'ai hâte de voir rétablir le service de trois ans !

Mardi, 8 juillet 1913.

A deux heures et demie, je vais à la Chambre où se poursuit la discussion de la loi militaire. Le général Joffre, commissaire du Gouvernement, prononce un long discours, plein, solide, compact, irréfutable et que les socialistes eux-mêmes écoutent avec déférence.

Dans cette fonction d'orateur parlementaire, qui est neuve pour lui et qui fut si intimidante pour tant d'autres, le général Joffre m'apparaît sous les deux aspects caractéristiques de sa nature ; il est comme son discours : solide et compact. Je lui applique les beaux vers d'Horace :

Fortis et in se ipso totus, teres atque rotundus,
Externi ne quid valeat per læve morari,
In quem manca ruit semper fortuna...

« Courageux, ramassé tout entier sur lui-même, tel qu'un objet roulant dont aucun choc étranger ne peut arrêter le mouvement, c'est l'homme sur qui la fortune s'acharne en vain... »

Mercredi, 9 juillet 1913.

A deux heures et demie, devant la grille du ministère, je croise Jaurès qui, d'un pas lourd et le visage illuminé, se rend au Palais Bourbon, où il a déjà pris la parole ce matin sur la loi militaire.

Voilà plusieurs mois que je n'ai eu l'occasion de l'approcher. Nos relations, très superficielles, très espacées, remontent à l'époque déjà si lointaine de l'affaire Dreyfus, au temps où mon ingrate mission devant le conseil de guerre de Rennes l'amenait à me parler quotidiennement de la mystérieuse affaire, sans réussir d'ailleurs à me faire sortir de ma réserve officielle. Depuis lors, malgré notre dissentiment radical sur tant de questions, il s'est toujours montré plein d'égards et d'aménité pour moi.

Nous échangeons d'abord quelques propos vagues. Puis, insensiblement, il m'attire vers les quinconces des Invalides. Et là, selon la méthode péripatéticienne, il s'arrête à chaque instant pour me développer ses idées.

Il m'explique son opposition au service triennal en se fondant sur ce principe : « l'organisation militaire de la défense nationale est indissolublement liée à l'organisation juridique de la paix internationale ». Il croit que nous commettons une absurde erreur en nous laissant hypnotiser par l'exemple de l'Allemagne et que nous devons chercher toute notre puissance défensive dans une armée vraiment prolétarienne, une armée de milices... Mais il attache une importance plus haute encore à l'organisation juridique de la paix internationale, c'est-à-dire à la procédure de l'arbitrage. Il considère que « l'appel au jugement de l'humanité civilisée » offre aux nations sincèrement pacifiques un recours dont elles ne soupçonnent pas la force et l'autorité. Il conclut, en me désignant du doigt l'hôtel du quai d'Orsay :

— Vous voyez comme je suis loin des idées qui ont cours dans cette maison !

Je lui objecte que, sur le terrain positif, — le seul terrain qui existe pour moi, — l'organisation juridique de la paix internationale est encore à l'état rudimentaire, nébuleux, sans nulle efficacité ; qu'il nous faut donc chercher ailleurs les moyens de nous défendre contre une entreprise du militarisme étranger.

— Soyez sûr, lui dis-je, que, le jour où l'Allemagne croira l'heure venue de nous attaquer, rien ne l'arrêtera, ni le recours au tribunal de La Haye, ni l'appel au jugement de l'humanité civilisée. La mobilisation générale de l'armée allemande nous surprendra comme un coup de foudre.

— C'est un épouvantable présage que vous me dites là... Mais pouvez-vous imaginer qu'en Allemagne, comme en France, les forces prolétariennes demeureront passives?... Les forces du socialisme et du syndicalisme ont, dès aujourd'hui, une puissance d'action et de rayonnement que vous n'apercevez pas. Si l'Allemagne, dans un délire d'orgueil, dont je la crois d'ailleurs capable, nous attaquait injustement, le prolétariat des deux peuples se soulèverait contre les machinateurs criminels de cette aventure et, fût-ce au prix d'une révolution, il sauverait la paix !

Il m'est facile de lui répondre que la *Sozial-Democratie* allemande n'a jamais rien refusé aux exigences de l'impérialisme allemand et qu'au surplus, par le mécanisme dictatorial du *Kriegsgefahrzustand*, elle n'aurait aucun moyen d'élever la voix. Je supplie enfin Jaurès de ne pas oublier ce que je viens de lui dire sur la soudaineté avec laquelle se déclenchera l'offensive des armées allemandes.

Sur ce, il me quitte après quelques-unes de ces paroles cordiales qui lui viennent si naturellement aux lèvres.

Pichon, à qui je rapporte mon entretien avec le grand orateur socialiste, me dit :

— Je sais, d'une très bonne source, que Jaurès n'est pas loin de penser comme vous et moi sur l'attitude que prendraient les socialistes allemands, au cas d'un conflit avec la France. Mais la fermeté du caractère n'est pas ce qu'il y a de plus remarquable chez Jaurès. Or, l'idée que les socialistes

allemands proclameraient la grève générale en cas de mobilisation, cette idée folle lui a été inculquée par un de ses disciples qui a pris sur lui un extraordinaire ascendant. C'est un fanatique, très intelligent, très actif, très opiniâtre, une conscience très haute, mais qui ne se plait que dans les besognes obscures, c'est Lucien Herr.

Samedi, 19 juillet 1913.

Après une discussion orageuse, la Chambre a voté la loi militaire par 358 voix contre 204.

Le succès en revient à Louis Barthou qui a été l'âme de ce grave débat, où se jouait l'avenir de la France. Constamment sur la brèche, le président du Conseil a été remarquable de vigueur, d'intelligence et d'habileté pour repousser les assauts tenaces de l'extrême gauche radicale et socialiste, conduite par Jaurès et Caillaux.

Devant le Sénat, on présume que la discussion sera brève. Le vote de la loi ne fait nul doute.

Mercredi, 30 juillet 1913.

Visite du général Joffre, qui est à la veille de partir pour la Russie, où il doit assister aux manœuvres de Krasnoïé-Sélo.

Il m'explique sommairement les questions qu'il se propose de traiter avec l'Empereur, le grand-duc Nicolas-Nicolaïéwitch et les dirigeants de l'État-major impérial; il s'efforcera surtout d'accélérer l'offensive des armées russes en direction de Posen et de Kœnigsberg, afin de soulager aussitôt que possible les armées françaises qui auront vraisemblablement à soutenir le choc principal des armées allemandes. Puis, malgré son désir de se confiner dans les questions militaires, il me prie, à toute éventualité, de lui donner quelques renseignements sur l'état de nos relations diplomatiques avec la Russie...

Quand il me quitte, je songe aux écrasantes responsabilités qui peuvent lui incomber, d'un jour à l'autre. Pour la force du caractère, le sang-froid, la ténacité, la vigueur et, d'autre part, les connaissances techniques, tout ce qui relève de la doctrine, de la réflexion, de la méthode, le général Joffre m'inspire une confiance absolue. Mais, pour la spontanéité divinatrice, les intuitions rapides et ces improvisations foudroyantes qui semblent créer les événements, qu'y a-t-il

d'écrit dans son horoscope?... Napoléon, énumérant un jour les qualités qui font les grands capitaines, a ciselé cette parole magnifique : « L'art de la guerre est comme Achille, qui était le fils d'un mortel et d'une déesse... » La qualité qu'il admirait par-dessus tout chez Annibal, César, Gustave-Adolphe, Condé, Turenne, c'était « l'étincelle divine... »

Mais, dans la guerre prochaine, y aura-t-il place encore pour les intuitions rapides et les improvisations foudroyantes?... Car, si cette guerre éclatait demain, le général Joffre aurait à faire mouvoir une masse de 1200000 hommes, alors que Napoléon, au début de la campagne de 1806, n'en avait que 200000 sous ses ordres et, quand il franchit le Niémen, en 1812, 420000.

Mardi, 3 septembre 1913.

Un revirement heureux semble se dessiner dans les rapports de l'Autriche et de la Russie. Les journaux officieux de Vienne et de Saint-Pétersbourg échangent des propos conciliants, se décernent des témoignages réciproques de courtoisie et d'impartialité. Enfin, Nicolas II et François-Joseph ont décidé simultanément de confier à d'autres ambassadeurs le soin de représenter leur personne et leur politique.

Est-ce le signe avant-coureur d'une réconciliation entre les deux Puissances, préambule d'un rapprochement durable?... Non, je n'y vois qu'une trêve, un armistice, un effet de tous les mécomptes et de toutes les désillusions que leur a valu, depuis un an, leur rivalité dans la Péninsule balkanique.

Voici comment je dresse le bilan de l'une et l'autre Puissances :

Du côté russe : En patronnant les fameux accords de 1912, la Russie cherchait à rétablir son prestige dans les Balkans et croyait se procurer ainsi une revanche éclatante des humiliations que la politique du comte Ærenthal lui avait infligées au mois d'octobre 1908. Mais, à peine la crise ouverte, Sazonow en a perdu la direction. Les États balkaniques se sont aussitôt émancipés. Tous les conseils, toutes les admonestations, toutes les semonces, tous les veto de Saint-Pétersbourg sont restés, pour eux, lettre morte. Et quand le tsar Nicolas, invoquant les intérêts sacrés du panslavisme, a prétendu leur imposer son arbitrage suprême, ils l'ont dédaigneusement repoussé.

Enfin, le gouvernement russe a dû reconnaître qu'il n'avait pas à compter sur l'appui de la France pour la satisfaction de ses convoitises orientales.

Du côté autrichien : Tout ce que l'Autriche espérait et prévoyait, tout ce qu'elle a si obstinément poursuivi dans l'évolution de la crise balkanique, l'a déçue. Elle voit aujourd'hui les Serbes élevés à un degré de puissance qu'ils n'ont jamais connu, les Monténégrins possesseurs du Sandjak, les Grecs installés à Salonique, la Bulgarie amoindrie et mortifiée, la Roumanie se considérant comme affranchie désormais de la tutelle viennoise et commençant à tourner ses regards vers la Transylvanie, la Bukovine, le banat de Témesvar...

Si la raison menait le monde, la Russie et l'Autriche, éclairées par leurs déceptions actuelles, devraient s'interdire pour longtemps de s'affronter à nouveau sur le terrain balkanique. Mais leur hostilité a des causes trop anciennes et profondes ; l'antagonisme des races dans les Balkans est trop irréductible et violent, pour qu'un incident quelconque ne ranime pas bientôt nos tribulations de ces derniers mois.

Jeudi, 4 septembre 1913.

Les Pays-Bas commémorent, ces jours-ci, le centenaire de leur indépendance, le beau mouvement national qui, au mois de septembre 1813, les a délivrés de la sujétion napoléonienne.

A cette occasion, une revue allemande, *Nord et Sud*, déclare ingénument que les Flandres belges devraient être incorporées à la Hollande ; on dédommagerait la Belgique en lui annexant la Flandre et les Ardennes françaises.

L'idée n'est pas neuve. Depuis longtemps elle fait partie du programme pangermaniste. Nous avons, là-dessus, tout un dossier dont voici les conclusions principales :

1° Les Pays-Bas doivent, économiquement et politiquement, s'inféoder à l'Allemagne ; c'est « leur devoir de race et leur intérêt de fortune ».

2° Les Pays-Bas ont besoin des colons allemands et de la richesse allemande, comme l'Empire allemand a besoin des colonies hollandaises.

3° L'embouchure du Rhin, « ce fleuve tout allemand », ne peut appartenir à un État qui se refuse à reconnaître la suprématie de l'Empire allemand

4° Des perspectives magnifiques se découvriront pour les Hollandais, le jour où, « renonçant à leur particularisme absurde et chassant les vains fantômes de leur grandeur passée », ils deviendront « les membres honorés de la Confédération pangermanique ».

Mercredi, 24 septembre 1913.

Jusqu'en ces derniers temps, nous avions quelques solides raisons de croire que l'État-major allemand avait résolu de nous attaquer par la Suisse, pendant que le gros de ses forces nous envahirait par la Belgique. Trois corps d'armée, débouchant de la Haute Alsace, entre Delémont et Porrentruy, marcheraient sur Vesoul, de façon à tourner l'obstacle Belfort-Montbéliard.

Mais, d'après une note que me communique le chef du Service des renseignements de la Guerre, il semble que l'État-major de la Kœnigsplatz ait renoncé à passer par Delémont et Porrentruy pour atteindre la région de Vesoul.

Le motif de cette renonciation est curieux et, plus encore, instructif. Au mois de septembre dernier, l'empereur Guillaume, ayant eu l'occasion de voir l'armée suisse manœuvrer à Kirchberg, fut si frappé de sa vigueur morale et de son instruction militaire, qu'il la jugea très capable de s'opposer à la marche des corps allemands qui tenteraient de pénétrer sur le territoire de la Confédération helvétique. Le général de Moltke a donc renoncé au projet d'envahir la Franche-Comté par le Jura suisse.

Nous ne saurions néanmoins demeurer trop vigilants sur ce point de notre frontière. Les journaux pangermanistes répètent souvent « qu'une des plus fâcheuses erreurs du traité de Francfort est d'avoir laissé à la France le territoire de Belfort et le comté de Montbéliard ; que la Suisse doit s'habituer « à voir dans l'Allemagne son rempart naturel » et que « sa neutralité perpétuelle est une simple fiction diplomatique ». Aussi, le général Joffre a-t-il décidé que le *Plan de renseignements*, prévu pour le cas d'une mobilisation générale, comportera un service d'exploration aérienne dans la région Altkirch-Ferrette-Lörrach-Waldshut.

Mardi, 30 septembre 1913.

Les Conseils généraux viennent d'ouvrir leur session d'automne. D'après les renseignements que me communique le ministère de l'Intérieur, aucune protestation ne s'est élevée contre le retour au service de trois ans. L'opinion publique reconnaît maintenant la nécessité d'accroître nos forces militaires.

Le président du Conseil, Louis Barthou, qui préside le conseil général des Basses-Pyrénées, a donné la note juste en disant : « Après de longs et difficiles débats, le Parlement a pu doter notre armée nationale des ressources qui lui permettront de parer à toutes les éventualités. Je me fais honneur de la part que j'ai prise à cet effort... La France ne troublera pas la paix du monde ; elle revendique simplement le droit d'avoir une armée qui rende impossible les surprises d'une agression. »

Une offensive brusquée de l'Allemagne, voilà ce qui nous menace, voilà ce que nos dirigeants doivent avoir sans cesse devant les yeux.

Mardi, 28 octobre 1913.

Libre causerie avec l'ambassadeur d'Allemagne, Schœn, qui est revenu de congé la semaine dernière.

Toujours très correct dans son rôle officiel, il n'est pas moins attentif à me signaler discrètement, d'un air détaché, tous les écueils et tous les brisants qu'il entrevoit sur la carte nautique des relations franco-allemandes.

C'est ainsi qu'après m'avoir félicité de l'influence modératrice que le gouvernement de la République a constamment exercée dans les affaires orientales, il me laisse entendre que les grands périls européens sont loin d'être conjurés, « que la péninsule des Balkans nous réserve peut-être des surprises dangereuses, très dangereuses ». Il conclut qu'en prévision de ces éventualités inquiétantes, nous devons améliorer autant que possible nos rapports avec l'Allemagne, écarter avec soin toute pierre d'achoppement, toute cause de polémique et de malentendu. Pour prendre un exemple, il me cite d'un air indifférent « les maladresses par trop fréquentes » de nos autorités militaires dans le recrutement de la Légion étrangère.

— Vous savez bien, lui dis-je, que ces prétendues maladresses ne sont qu'une légende.

— N'importe ! Ne laissez pas cette dispute ouverte entre nos deux pays. Elle irrite gravement notre opinion publique.

Mercredi, 12 novembre 1913.

Il nous est revenu ces derniers temps et de plusieurs côtés, qu'on échange actuellement des propos amers entre Vienne et Berlin, que l'Allemagne désapprouve la politique trop agissante du Ball-platz dans les Balkans, parce que cette politique intéresse uniquement le prestige des Habsbourg et surtout parce qu'elle risque de provoquer, à chaque instant, une grande secousse européenne.

Il n'est pas douteux que l'éventualité d'une guerre générale soit désormais dans les prévisions de la chancellerie allemande ; que l'empereur Guillaume en parle complaisamment avec son intempérance habituelle, enfin que l'État-major allemand s'y prépare comme s'il comptait la voir se réaliser à brève échéance. L'Allemagne entend néanmoins rester seule juge de l'heure où la crise doit s'ouvrir.

Ce soir, au quai d'Orsay, après le dîner que Pichon offre au président du Conseil russe, je cause intimement avec Kokovtzoff (1) qui me confirme ce que je viens de noter :

— Vous savez, me dit-il, que par mes fonctions ministérielles, j'entretiens de confiantes relations avec les grands financiers de Berlin, Mendelssohn, Bleichrœder, les dirigeants de la *Deutsche Bank*... Or, ils déclarent tous que l'Allemagne ne doit pas se laisser entraîner par l'Autriche dans une guerre générale et que, si cette guerre devient absolument inévitable, c'est l'Allemagne seule qui doit la décider...

Samedi, 15 novembre 1913.

J'ai eu ces jours-ci de nombreux entretiens avec les ambassadeurs d'Autriche et d'Italie, Szeczen et Tittoni, qui sont revenus de congé la semaine dernière.

Leurs questions, leurs sous-entendus, leurs réticences, leurs échappatoires, m'ont affermi dans l'opinion que m'a laissée ma conversation récente avec Schœn, à savoir que les

(1) Président du Conseil et ministre des Finances de Russie, venu à Paris pour y négocier un emprunt.

problèmes balkaniques nous réservent encore des surprises dangereuses et que, du jour au lendemain, la paix du monde peut être mise en péril.

Mardi, 25 novembre 1913.

Sous pli cacheté, à mon adresse, un courrier de Berlin me remet deux dépêches secrètes de Jules Cambon (en date des 22 et 24 novembre), dont je ne dois donner connaissance qu'au ministre des Affaires étrangères et au Président de la République. La première de ces dépêches nous rapporte une conversation récente du roi des Belges avec l'empereur Guillaume (1); la seconde est relative à l'incident de Saverne. L'une et l'autre nous révèlent, sous le jour le plus vif, l'autorité croissante du parti militaire en Allemagne et la complète adhésion du Kaiser aux desseins belliqueux du Grand État-major.

Je les porte aussitôt à Pichon, qui les lit précipitamment, d'un regard effaré, les mains tremblantes. Puis, après un long silence haletant, il me dit :

— Maintenant tous les voiles sont déchirés... Nous n'avons plus le droit de nous faire aucune illusion. Guillaume a pris le soin de nous avertir lui-même : la guerre est désormais inévitable.

Et par téléphone il demande à Poincaré de le recevoir tout de suite. Pendant qu'il s'apprête à partir pour l'Élysée, il me dit encore :

— Vous tiendrez strictement la promesse que le baron Beyens a exigée de Cambon : vous ne communiquerez la dépêche du 22 novembre *à personne*... vous m'entendez bien, *à personne*.

— J'observerai strictement votre consigne; mais une exception s'impose, une seule : le général Joffre. Vous n'avez pas le droit de laisser ignorer à notre généralissime des révélations aussi graves.

(1) Le 6 novembre, le roi des Belges, Albert Ier, se trouvant à Potsdam, l'empereur Guillaume lui avait déclaré solennellement : « La guerre avec la France est désormais inévitable, nécessaire et prochaine... Cette fois, il faudra en finir. Votre Majesté ne peut s'imaginer l'enthousiasme qui, ce jour-là, soulèvera tout le peuple allemand !... » Peu après, le chef d'État-major général, Moltke, avait tenu au Roi les mêmes propos. Justement ému de ces déclarations, le souverain belge avait aussitôt chargé son ministre à Berlin, le baron Beyens, de les communiquer à notre ambassadeur, « sous le sceau d'un secret absolu ».

— Non, même à Joffre... Vous ne montrerez *à personne* la dépêche du 22 novembre.

Je lui propose alors ce *mezzo termine* qu'il accepte :

— Demain, je dois siéger au Conseil supérieur de la Défense nationale. Je ne montrerai pas au général Joffre la dépêche du 22 novembre : je la lui raconterai. Nous aurons ainsi respecté l'engagement pris par Cambon ; mais, — ce que je considère comme d'une absolue nécessité, — notre généralissime sera prévenu.

Mercredi, 26 novembre 1913.

A quatre heures trente, je siège à la Commission d'études du Conseil supérieur de la défense nationale.

Nous délibérons sur l'organisation défensive des *points d'appui* de la flotte aux colonies, à Saïgon, Diégo-Suarez, Dakar, Fort de France...

Après la séance, je prends à part les généraux Joffre et de Castelnau. Sur l'ordre de Pichon, je leur confie les graves déclarations que notre ambassadeur à Berlin a reçues du roi des Belges, par l'entremise du baron Beyens.

Le général Joffre, que ces déclarations doivent remuer dans toute sa conscience, puisqu'il serait généralissime en temps de guerre, m'écoute avec fixité. Puis ses yeux s'illuminent. Et, frappant sur l'épaule du général de Castelnau, il prononce tranquillement :

— Il va donc falloir marcher, mon vieux ! Eh bien, nous marcherons ! Allons-y !

Jeudi, 27 novembre 1913.

Ce n'est pas la première fois que nous apprenons, par le détour de la Belgique, les intentions belliqueuses de Guillaume II envers la France.

Je montre à Pichon une note secrète, que j'avais déposée, au mois de février 1904, dans la chambre forte de la Direction politique, et dont voici la substance.

Le 22 janvier 1904, l'empereur Guillaume, célébrant le quarante-troisième aniversaire de sa naissance et voulant donner à cette commémoration un éclat particulier, avait invité, entre autres personnages augustes, Léopold II pour lequel d'ailleurs il n'éprouvait aucune sympathie.

Dans l'intervalle des fêtes, qui durèrent deux jours, le Kaiser et son hôte eurent de longs entretiens. De quoi se parlèrent-ils?... D'après notre ministre à Bruxelles, Gérard, la visite royale n'avait eu vraisemblablement aucune importance politique. En dehors des banalités officielles, Guillaume et Léopold n'auraient eu de conversations précises que sur les affaires du Congo : « Le roi des Belges, nous écrivait Gérard, s'est fait comme négociateur une telle réputation de finesse, d'habileté, de *smartness*, que ses interlocuteurs adoptent d'instinct vis à vis de lui une attitude défensive. »

Mais, à quelque temps de là, il nous était revenu, par le Service des renseignements de la Guerre, que les conversations des deux souverains avaient eu un caractère différent. Loin de prendre, à l'égard de son hôte, « une attitude défensive », le Kaiser l'aurait entraîné, avec une franchise brutale, sur les terrains les plus scabreux. Il aurait été jusqu'à lui dire : « La politique franco-anglaise est incompatible avec la paix de l'Europe... D'un jour à l'autre je peux être obligé de tirer l'épée. Ce jour-là, vous ne pourrez pas rester neutre. L'Allemagne ne connaîtra plus que des amis ou des ennemis. Tenez pour certain qu'elle sera victorieuse et prenez vos dispositions en conséquence... » Le roi Léopold, vieux malin, se serait dérobé subtilement, comme le renard de La Fontaine à la cour du lion « en alléguant un gros rhume ».

Quand j'avais transmis cette information à Delcassé, il m'avait dit :

— Voilà un renseignement qui pue la vérité... Remarquez-vous d'ailleurs comme ces paroles de Guillaume à Léopold concordent avec le langage qu'il tient au tsar Nicolas pour l'exciter contre le Japon (1) ?

Quelques jours plus tard, le général Pendezec, chef d'État-major, examinait avec moi les redoutables perspectives que nous découvrait la tirade extravagante du Kaiser. Et, comme j'émettais un doute sur l'authenticité du renseignement, il m'avait répondu :

— Je vous garantis l'absolue véracité de mon informateur, qui n'a rien d'un espion; j'ai même lieu de croire qu'il n'a été, dans la circonstance, qu'un agent masqué du ministre des

(1) La guerre entre la Russie et le Japon a éclaté le 9 février 1904

Affaires étrangères belges, le baron Favereau, et que le roi Léopold a voulu nous faire ainsi comprendre secrètement que nous devons nous tenir sur nos gardes.

Enfin, c'est à la même époque, dans les premiers mois de 1904, que la trahison du *Vengeur* nous a livré le plan Schlieffen, le plan de l'irruption allemande au travers de la Belgique (1).

Vendredi, 28 novembre 1913.

Pichon, très ému par les déclarations de l'empereur Guillaume au roi Albert, ne cesse de m'en parler, « ne pouvant, me dit-il, en parler avec personne autre ».

De ces déclarations effarantes il retient surtout :

1° L'Empereur, que naguère encore on nous représentait comme « sincèrement pacifique », n'est pas moins affirmatif que son chef d'État-major pour considérer que la guerre avec la France est désormais inévitable et nécessaire ;

2° L'avertissement donné au roi des Belges ne s'expliquerait pas si l'offensive des armées allemandes ne devait se déployer au travers de la Belgique.

Nous nous accordons pleinement sur ces deux points.

Lundi, 1er décembre 1913.

Pichon, de plus en plus troublé par les déclarations du Kaiser au roi des Belges et « n'en dormant plus, n'ayant plus d'autre pensée », me dit :

(1) *Les Mémoires du Chancelier prince de Bülow* (t. II, p. 108 et 109, Paris, 1932) nous édifient pleinement sur les déclarations de Guillaume II au roi Léopold.

Après avoir rappelé à son royal visiteur les temps glorieux de l'ancienne Bourgogne, les grandes figures de Philippe le Bon et de Charles le Téméraire, il ne lui proposa rien de moins que de « reconstituer leurs vastes États en soumettant à son sceptre la Flandre française, l'Artois et les Ardennes ». Léopold avait d'abord écarquillé les yeux, tout ahuri ; puis il avait répondu en ricanant que « ni ses ministres, ni les Chambres belges ne voudraient rien savoir de projets aussi ambitieux... » Alors, perdant patience et transporté d'un juste courroux, Guillaume dit au Roi « qu'il ne pouvait estimer un souverain qui se jugeait responsable devant des Chambres ou des ministres et non devant Dieu... » Enfin, se dressant de toute sa hauteur, l'*Imperator gloriosus* proféra ces mots : « Je n'admets pas qu'on plaisante avec moi. Dans une guerre européenne, quiconque ne sera pas avec moi sera contre moi... Comme soldat, je suis de l'école de Frédéric le Grand et de Napoléon Ier. De même que l'un commença la guerre de Sept ans par l'invasion de la Saxe et que l'autre prévenait ses adversaires avec la rapidité de la foudre, de même, si la Belgique ne marche pas avec moi, je ne me laisserai guider que par des considérations stratégiques. »

— Je voudrais avoir là-dessus l'opinion du vieux Nisard (1). Il est si clairvoyant, si prophétique... et puis, avec lui, pas d'indiscrétion possible. Montrez-lui donc les dépêches de Jules Cambon et priez-le de vous donner son opinion par écrit.

Je convoque Nisard et je l'enferme avec une liasse de documents secrets (dont les dépêches fatidiques de Jules Cambon), dans le petit salon attenant à mon cabinet.

Une demi-heure plus tard, il en sort, le teint livide, les traits décomposés :

— Oh! lui dis-je, quelle figure! Vous me rappelez l'exclamation des femmes de Vérone quand elles voyaient passer Dante : *Le voilà, celui qui revient de l'Enfer.*

— Je ne reviens pas de l'Enfer : j'y vais, nous y allons tous. Pauvre France!

Et il me remet la note où il a fiévreusement consigné son opinion :

« Autant qu'on en peut juger d'après les informations recueillies par le département, c'est la question même de nos relations avec l'Allemagne qui pourrait devenir, plus ou moins prochainement, l'objet de nos préoccupations. Il n'y aurait plus guère de doutes à garder sur la victoire, à Berlin, du parti militaire dont l'Empereur aurait été amené à partager les convictions touchant l'inéluctable fatalité d'une guerre nouvelle et la nécessité d'en finir avec nous. S'il en est ainsi, on peut compter que les passions pangermanistes ne manqueront pas de pousser leurs avantages en s'efforçant à précipiter le dénouement qu'elles réclament. Et leur tentation sera grande de ne pas attendre que nous ayons achevé l'œuvre de défense que nous ont imposée les armements offensifs dont l'Allemagne a pris l'initiative. »

Mercredi, 3 décembre 1913.

L'affaire Liman de Sanders (2) va-t-elle finir par s'arranger? Kokovtzoff a reçu de Bethmann-Hollweg une lettre où le chancelier d'Allemagne s'efforce, en termes amicaux, d'apaiser

(1) Ancien directeur des Affaires politiques, puis ambassadeur près le Saint-Siège.

(2) Par une forte pression sur la Turquie, la chancellerie de Berlin venait d'obtenir, pour un général allemand, le commandement supérieur des troupes casernées à Constantinople et sur les Détroits, ce qui n'équivalait à rien de moins qu'à placer le gouvernement turc sous la maîtrise de l'Allemagne.

les craintes du gouvernement russe; il conclut que nul ne sera plus heureux que lui, si le général Liman de Sanders, arrivé à Constantinople et ayant examiné de nouveau la question sur place, croit pouvoir donner quelques satisfactions à la Russie.

Cette lettre semble annoncer une évolution favorable de la chancellerie allemande. Ce qui m'induit surtout à le croire, c'est que nous savons, de la meilleure source, que l'empereur Guillaume redoute extrêmement une protestation collective de la Russie, de la France et de l'Angleterre à Constantinople.

En devisant hier avec sir Francis Bertie sur les instructions très fermes que nos trois gouvernements vont adresser à leurs ambassadeurs en Turquie, je lui disais :

— Toutes les fois que le glorieux Kaiser nous verra solidement associés pour une action commune et qu'il nous sentira fermement résolus à marcher de concert jusqu'au bout, il n'aura plus aussitôt que des pensées d'amour et de paix.

— Oui, c'est un grand cabotin qui, malgré ses vantardises, mesure parfaitement tout ce qu'il risquerait dans une guerre contre nous trois... Et puis, il ne veut pas que nous lui coulions sa belle flotte !

Lundi, 8 décembre 1913.

Pichon, qui ne doit pas conserver son portefeuille dans le prochain cabinet (1), me fait aujourd'hui ses adieux, sur un ton de cordialité reconnaissante qui me touche intimement. Il conclut par ces mots :

— Je pars d'ici très inquiet ; nous allons fatalement à la guerre... Les déclarations de Guillaume II au roi des Belges sont effrayantes : elles nous révèlent tout le plan de l'Allemagne ; elles nous révèlent, pour le moins, que l'armée allemande a terminé ses préparatifs et qu'elle se croit désormais en état de prendre l'offensive... C'est là ce qui fait, pour moi, la gravité de la question Liman de Sanders. D'un jour à l'autre, cette question-là peut mettre l'Europe en feu.

— Est-ce la question Liman de Sanders qui mettra le feu aux poudres ? C'est possible ; mais l'affaire a été si mal engagée

(1) Le 2 décembre, sur une insignifiante question de technique financière, le cabinet Louis Barthou avait été renversé, au Palais Bourbon. C'est le parti radical qui avait mené l'intrigue.

que la chancellerie de Berlin me semble plutôt chercher à en sortir par une transaction... Je suis néanmoins de votre avis sur les déclarations de Potsdam. Si, pendant les deux guerres balkaniques, l'Allemagne a constamment retenu l'Autriche, c'est qu'elle n'avait pas encore achevé ses préparatifs militaires. Aujourd'hui, l'armée allemande a reçu tous ses renforcements d'effectifs et d'artillerie ; elle n'attend plus qu'un prétexte favorable pour se lancer contre nous par la Belgique.

Mardi, 9 décembre 1913.

Après six jours de crise, le sénateur Gaston Doumergue a réussi à former un nouveau cabinet, où il s'est réservé la présidence du Conseil et le portefeuille des Affaires étrangères.

Il n'y a pas encore deux ans que j'ai pris, au Quai d'Orsay, la direction des Affaires politiques et voici déjà le quatrième ministre que je dois initier à tous les rouages complexes de notre action diplomatique.

Je viens de passer deux heures avec Doumergue, à lui exposer les grandes lignes de la situation européenne.

Il commence par me dire, sur un ton de franchise cordiale qui me touche :

— C'est sur les vives instances de M. Poincaré que j'ai consenti à prendre le portefeuille des Affaires étrangères ; car je ne me suis jamais occupé directement des affaires diplomatiques; je me fie donc à vous. En retour, je ne vous demande qu'une chose : ne me dissimulez jamais rien de votre pensée, même et surtout quand vous sentirez que je ne pense pas comme vous...

Dans la conversation qui suit, je ne tarde pas à constater que, s'il n'a pas encore tenu en main le gouvernail de la politique étrangère, s'il ne connaît pas encore l'art dangereux et passionnant de manœuvrer parmi les écueils diplomatiques, il a l'esprit droit, clair, judicieux ; qu'il a, en outre, un sens élevé de l'intérêt national et qu'il ne craint pas les responsabilités.

Quand je lui rapporte les récentes déclarations de Guillaume II au roi des Belges : « la guerre avec la France est désormais inévitable... » ; quand je lui révèle enfin tous les motifs que nous avons de prévoir l'irruption d'une offensive allemande par la Belgique, son visage blêmit d'abord ; puis ses

yeux s'enflamment, ses lèvres se crispent, toute sa physionomie revêt une expression violente, et il me dit :

— Plus que jamais, nous devons maintenir le service de trois ans et pratiquer nos alliances. Il y va du salut de la France.

Après un silence, il ajoute avec un sourire grave :

— Je ne sais, mon cher directeur, ce qu'il adviendra de nos relations ; mais soyez sûr que je n'oublierai jamais comment elles ont débuté.

Jeudi, 11 décembre 1913.

Il y a une vingtaine de jours, le roi et la reine d'Espagne sont arrivés à Paris, se rendant à Munich, puis à Vienne ; mais la reine Victoria s'est trouvée souffrante et Alphonse XIII a poursuivi seul son voyage. Aussitôt rétablie, la Reine est allée se reposer en Angleterre, auprès de sa mère, la princesse de Battenberg. Le Roi l'a rejointe ensuite à Londres, d'où ils sont revenus tous les deux avant-hier soir, à Paris. Ils sont descendus, comme d'habitude, à l'hôtel Meurice, rue de Rivoli.

Ce matin, Poincaré a offert un grand déjeuner en leur honneur.

Doumergue assistait au repas ; mais il a dû se retirer aussitôt après le dernier service, pour se rendre à la Chambre où l'attendait une série d'interpellations.

Au fumoir, Alphonse XIII a causé longuement, seul à seul, avec le Président de la République.

Après le départ des souverains, le secrétaire d'ambassade, Quinonès de Léon, qui a toute la confiance du Roi, m'a dit que Sa Majesté me priait d'aller La voir à l'hôtel Meurice, vers six heures, « pour me parler des affaires marocaines ».

A six heures, Alphonse XIII m'accueille avec la cordiale bienveillance qu'il m'a toujours témoignée. Après quelques mots sur « la nécessité de régler au plus vite et dans l'esprit le plus large nos différends au Maroc », il poursuit :

— Je regrette de n'avoir pu causer avec votre nouveau ministre, M. Doumergue, qui m'a plu d'ailleurs par son air de franchise et de simplicité. Mais, ce que je n'ai pu lui dire, je tiens à vous le dire, à vous, qui êtes son chef d'état-major diplomatique. Naturellement, la confidence que je vais vous faire, je l'ai faite à M. Poincaré d'abord ; vous apprécierez si vous devez la mentionner dans vos archives secrètes.

Il me raconte alors que ses visites en Bavière et en Autriche ont beaucoup accru le pessimisme de ses prévisions sur l'avenir prochain de l'Europe ; il croit qu'on n'évitera plus désormais une conflagration générale :

— De toutes les conversations que j'ai eues à Munich et à Vienne, surtout avec les militaires, j'ai rapporté la même impression : « Cela ne peut plus continuer ainsi !... Et puisque la guerre est fatale, mieux vaut qu'elle éclate le plus tôt possible !... » D'ailleurs, personne ne met en doute, un seul instant, que les Puissances germaniques ne soient promptement victorieuses...

Alphonse XIII a trouvé le vieux François-Joseph très délabré physiquement, sage en paroles, mais ne dissimulant pas l'inquiétude que lui cause le progrès des passions belliqueuses en Allemagne et dans ses propres États.

Puis, devenant soudain joyeux, le Roi me dit :

— J'ai vu aussi, à Vienne, votre auguste ami, Ferdinand de Bulgarie... Je ne me suis pas gêné de lui dire ce que je pensais de sa conduite pendant la seconde guerre balkanique. Mais il m'a juré ses grands dieux que ce n'est pas lui qui a ouvert le feu contre ses anciens alliés, qu'il s'est borné à se défendre... Alors, je lui ai lancé un tel regard qu'il s'est embourbé dans toute sorte d'explications vagues, auxquelles je n'ai rien compris... Ce que j'ai trop bien compris, ce sont ses dernières paroles, que voici textuellement : « J'ai commis des fautes : je sais tout ce qu'on peut me reprocher. Mais je n'en resterai pas là... Mon heure ne tardera plus. J'aurai ma revanche ; elle sera terrible ; je mettrai le feu aux quatre coins de l'Europe. »

— Hélas ! dis-je au Roi, les confidences que Votre Majesté vient de me faire et dont je la remercie profondément, ne s'accordent que trop bien à tout ce que je vois, à tout ce que je prévois.

En me congédiant, Alphonse XIII me « supplie » de ne rien épargner pour que le nouveau ministère n'abandonne pas le service de trois ans. Je le rassure pleinement à cet égard.

Samedi, 13 décembre 1913.

Sous l'inspiration de Jaurès, le socialisme français s'obstine à croire et à publier qu'il est d'accord avec la *Sozial-Demo-*

cratie allemande pour déclencher la grève générale en cas de mobilisation, alors que les « Internationalistes » du Reichstag ne cessent d'approuver par leurs votes la politique militariste du gouvernement impérial.

Aberration voulue, consciente, opiniâtre. Maintes fois notre service de presse a tenté de faire insérer par *l'Humanité* quelques timides allusions au véritable rôle des Bebel, des Bernstein, des Scheidemann ; tous nos efforts ont échoué.

Les formules terribles de l'Inquisition me reviennent à la mémoire : *Inquirendum de pravitate et pervicacia hæretica... Durus carcer et arcta vita. Pœna ignis quæ evertit animum a corpore...*

Un échappé du socialisme, le fantasque et savoureux Péguy, écrivait récemment : « Je suis un bon républicain, un vieux révolutionnaire. Or, en temps de guerre, il n'y a qu'une politique, la politique de la Convention nationale... Mais il ne faut pas se dissimuler que la politique de la Convention nationale, c'est Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix. »

Mardi, 16 décembre 1913.

Visite de Delcassé, qui est arrivé hier de Russie et qui me confirme son intention d'abandonner bientôt son ambassade...

Nous parlons de l'irritante affaire Liman de Sanders, où l'intransigeance de l'Allemagne se révèle une fois de plus. Delcassé me dit :

— C'est toujours la même chose, l'Allemagne prétend régler, par elle-même et par elle seule, une question qui intéresse l'Europe entière. C'est toujours le *Sic volo, sic jubeo*, et le coup de poing sur la table... Comment y a-t-il des gens assez aveugles encore pour ne pas voir que les méthodes arrogantes de l'Allemagne nous conduisent infailliblement à la guerre?

Mais le ministre nous fait appeler tous les deux pour conférer dans son cabinet. Avec son ferme et sagace réalisme, Doumergue nous dit :

— L'affaire Liman de Sanders se réglera-t-elle pacifiquement? J'incline à le croire. Mais, après elle, il en viendra une autre, non moins énervante pour les opinions publiques, non moins dangereuse pour la paix générale... C'est la mentalité allemande qui crée le risque permanent d'une guerre.

Et cette mentalité-là, nous ne la changerons pas; elle est congénitale. Il nous est possible toutefois de nous prémunir contre elle, en lui opposant une armée forte et de solides alliances.

— Oui, se récrie Delcassé, oui! Mais encore faut-il que notre puissance militaire et diplomatique soit en état de se déployer immédiatement; car l'orage fondra sur nous avec une telle soudaineté, que nous n'aurons pas vingt-quatre heures pour nous en garantir!

Dimanche, 4 janvier 1914.

D'après un télégramme de Jules Cambon, l'inquiétante affaire Liman de Sanders approche d'un règlement pacifique. Jagow lui a dit que la question serait déjà réglée, si la presse étrangère ne l'avait envenimée; qu'il espère encore une transaction honorable : « Mais surtout, a-t-il poursuivi, qu'on n'essaie pas d'européaniser la question, car tout arrangement deviendrait alors impossible! »

Commentant ce télégramme devant Doumergue, j'appelle son attention sur les dernières paroles de Jagow :

— Cette fois encore, l'Allemagne prétend régler, par elle-même et par elle seule, une question qui la met en désaccord avec la majorité des Puissances. Or, nous considérons, nous, que la médiation officieuse des Puissances est le seul moyen de neutraliser les antagonismes nationaux et, par suite, d'éviter la guerre. Dans toute la phraséologie de la diplomatie allemande, on devine l'arrière-pensée du recours à la force.

Doumergue se récrie :

— *L'arrière-pensée?*... Mais non!... *la pensée* de l'Allemagne nous est connue aussi clairement que possible. Rappelez-vous les déclarations de Guillaume II et du général de Moltke au roi des Belges : « La guerre avec la France est inévitable et nécessaire »... Cela ne vous paraît pas d'une clarté suffisante?

MAURICE PALÉOLOGUE.

VICTOR HUGO
ET LA VIE FUTURE

Il y a cinquante ans, le 22 mai 1885, dans son domicile de l'avenue d'Eylau, où s'était pressée, à chacun des anniversaires de sa naissance, une foule enthousiaste et obstinément admiratrice, Victor Hugo rendait le dernier soupir.

Il avait quatre-vingt-trois ans, et, depuis sept ans, il se sentait hanté par l'idée de la mort.

Une douloureuse crise l'avait en effet averti, dès le 27 juin 1878, que les forces intellectuelles et physiques de la vieillesse ont des limites. Dans la soirée de ce jeudi 27 juin 1878, il venait de discuter pendant quatre heures, de dix heures du soir à une heure du matin, avec Louis Blanc. Louis Blanc défendait un projet de souscription pour une solennité où Voltaire et Rousseau seraient glorifiés dans une commune apothéose. Victor Hugo, qui récemment avait prononcé un retentissant discours le jour du centenaire de Voltaire, n'entendait pas qu'on mêlât à la gloire, pure à ses yeux, du patriarche de Ferney, un Rousseau amant de Mme de Warens, et père dénaturé. Victor Hugo s'était de toute manière surmené depuis deux mois; Louis Blanc fut sans pitié pour sa nervosité. Il exaspéra Victor Hugo par la douceur feinte et la politesse affectée de son entêtement. Victor Hugo se mit au lit en proie à un malaise subit. Aucune note ne fut communiquée aux journaux sur le diagnostic des docteurs Sée et Allix; les mots de congestion cérébrale ne furent pas prononcés. On sut seulement que les deux médecins étaient d'accord pour exiger du malade le repos le plus absolu, et

que Victor Hugo avait été emmené par sa famille à Guernesey, dès le 4 juillet.

Des amitiés ferventes et désintéressées comme celles de Paul Meurice et d'Auguste Vacquerie, un dévouement qui n'allait pas toujours sans quelque tyrannie comme celui d'Édouard Lockroy, des affections soumises comme celles de Richard et Juana Lesclide, un amour inébranlable et clairvoyant, un esprit de sacrifice comme celui de Juliette Drouet, masquèrent aux yeux du vieillard, comme à ceux du public, l'amoindrissement de la puissante activité du maître, idolâtré toujours par un cercle de disciples.

Victor Hugo ne lisait plus et n'écrivait plus, mais, coup sur coup, par les soins de son entourage, paraissaient en 1879, *la Pitié suprême*; en 1880, *l'Ane* et *Religion et Religions*; en 1881, *les Quatre vents de l'esprit*; en 1882, *Torquemada*; en 1883, la dernière série de la *Légende des siècles*.

En réalité, *la Pitié suprême* était terminée le 1er janvier 1858; *l'Ane*, le 23 mai de la même année; *Religion et Religions*, achevé le 27 juillet 1870, avait été retouché et préparé pour l'édition dès le 26 septembre 1872; *les Quatre vents de l'esprit*, détachés du vaste recueil : *Toute l'âme*, étaient complets en 1875; la dernière scène de *Torquemada* avait été composée le 21 mai 1868; le dernier poème destiné à la troisième *Légende des siècles*, en 1876.

Mais personne ne mit en doute que ces productions étaient celles d'une verte vieillesse; au reste, Victor Hugo parut encore en public jusqu'au mois d'août 1880, et rien ne s'oppose à croire qu'il aida de ses conseils les éditeurs de ses œuvres. D'ailleurs sa santé physique semblait se maintenir encore; par tous les temps, il faisait de longues promenades à pied, salué avec vénération par les passants qui s'émerveillaient de la longévité de l'auguste poète.

L'année 1883 lui donna le coup de grâce. La compagne de sa vie, Juliette Drouet, l'admirable femme qui sauvegarda, dans toute la mesure du possible, la dignité de la vieillesse du poète, succombait le 11 mai 1883, après une longue et cruelle maladie. Victor Hugo fut désemparé.

Le 1er janvier 1877, il avait écrit à Juliette Drouet :

« Quand tu seras morte, je t'aimerai toujours et quand je serai mort, je t'aimerai encore. Toi morte, je mourrai. »

C'était bien la mort qui commençait pour Victor Hugo.

A partir du 11 mai 1883, Victor Hugo ne vit plus, il se survit dans l'attente de la vie future. En vain Mme Lockroy l'emmène-t-elle en Suisse ; il revint à Paris plus meurtri que jamais, et s'assombrit encore en retrouvant la demeure de l'avenue d'Eylau, vide de la présence de celle qui était sa seule raison de vivre. Sa pensée restait tendue vers l'absente : « Les morts, disait-il, ne sont pas absents, ils sont invisibles. »

Sa compagne semblait l'appeler du haut du ciel. C'est sans doute à ce moment de dépression terrible qu'il éprouva le besoin de se diriger, un soir, incognito, vers Auteuil et d'y faire une visite à un prêtre, pour parler avec lui du ciel et de l'immortalité de l'âme. Dom Jean Bosco était alors à Paris, qu'il ne quitta que le 26 mai. La foule des fidèles voyait en lui une sorte de mage, et l'on prétendait qu'il faisait des miracles. Où qu'il fût, des visiteurs se pressaient chez lui pour lui demander sa bénédiction.

On peut lire dans la vie de Jean Bosco, par Aufray, le récit de cette entrevue : « Un jour des visiteurs dont nous avons recueilli le témoignage, virent sortir du salon de l'abbé Roussel, le grand apôtre de la jeunesse populaire à Paris, la silhouette si connue de Victor Hugo. « Mais c'est le père Hugo, que je viens de voir passer devant moi? » interrogea l'un d'eux, Me Boulay, avocat-conseiller de l'Œuvre des apprentis, accouru à Auteuil faire bénir sa femme et ses deux fillettes.

— Oui, mais n'en parlez pas, lui répliqua l'abbé Roussel; le poète a voulu venir causer avec Dom Bosco, incognito. Le saint homme, comme vous le pensez, a essayé de le ramener au Dieu de son enfance. Victor Hugo a répondu qu'il croyait à l'immortalité de l'âme, mais que, dans son milieu, tout acte de religion était impossible.

« Introduit quelques instants plus tard auprès de Dom Bosco, Me Boulay, après les compliments d'usage et les présentations de sa petite famille, s'enhardit à lui dire :

— Ah! mon Père, vous venez de recevoir une célébrité, Victor Hugo.

— Qui vous l'a dit ?

— L'abbé Roussel.

— Alors, puisque vous le savez, je ne fais plus de mystères.

Oui, je l'ai reçu, et nous avons causé. Il y a du respect humain dans son cas, et puis son entourage! Son entourage! Ah! mon Dieu, ça me fait bien de la peine, car c'est un vieillard et, comme je le lui ai dit, il ne faut pas abuser de la grâce de Dieu. »

On songe à l'entrevue de l'évêque Myriel et du conventionnel dans *les Misérables*. Mais cette fois chacun est demeuré sur ses positions; le moraliste laïque n'a point prêché, le prêtre a conservé sa dignité, le saint ne s'est pas agenouillé devant le philosophe. Faut-il ajouter foi au récit d'Aufray (1)? L'état d'esprit de Victor Hugo le rend vraisemblable. Il n'entre point en contradiction avec l'attitude du poète et sa curiosité pour les mages.

Ce qui est certain, c'est que, de retour chez lui, Victor Hugo a persisté dans son anticléricalisme, et, soit influence de son entourage, soit retour de sa volonté à ses idées premières, le 2 août 1883, il remettait à Auguste Vacquerie, dans une enveloppe non fermée, ces lignes testamentaires :

Je donne cinquante mille francs aux pauvres.
Je désire être porté au cimetière dans leur corbillard.
Je refuse l'oraison de toutes les églises.
Je demande une prière à toutes les âmes.
Je crois en Dieu.

VICTOR HUGO.

Puis il demeura dans sa vie somnolente,

Triste, sourd, vieux,
Silencieux,

comme il disait parfois à ceux qui essayaient de le tirer de sa rêverie. Et, comme le mécanisme verbal et rythmique ne cessait de fonctionner automatiquement dans son cerveau affaibli, il murmura un jour en se mettant à table :

J'aurai bientôt fini d'encombrer l'horizon.

Des réponses imprévues trahissent quelquefois curieusement

(1) A. Aufray, *Un grand éducateur, saint Jean Bosco (1815-1888)*. Paris, E. Vitte, 1889, p. 506. Présentée, comme elle le fut antérieurement par J. Jœrgensen, *Dom Bosco, sa vie, ses œuvres*, cette entrevue paraissait des plus douteuses, mais les témoins, cités par Aufray, lui donnent ici un caractère d'authenticité.

sa pensée intime. Un matin, son secrétaire remarque : « Le temps est bien froid aujourd'hui. » Victor Hugo de répondre : « Le temps est dans d'autres mains que les nôtres. »

Le cardinal Guibert avait-il eu connaissance de la visite que fit Victor Hugo à l'abbé Jean Bosco? et conservait-il l'espoir de le ramener à une foi plus orthodoxe? Quand il sut proche la dernière heure du poète, il écrivit à Mme Lockroy :

Paris, le 27 mai 1885.

« Madame,

« Je prends la plus vive part aux souffrances de M. Victor Hugo et aux alarmes de sa famille. J'ai bien prié au saint Sacrifice de la messe pour l'illustre malade. S'il avait le désir de voir un ministre de notre sainte religion, quoique je sois moi-même encore faible et en convalescence d'une maladie qui ressemble à la sienne, je me ferais un devoir bien doux d'aller lui porter les secours et les consolations dont on a si grand besoin dans ces cruelles épreuves.

« Veuillez agréer, madame, l'hommage de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

« J. Hipp. Cardinal Guibert,
Archevêque de Paris. »

Ce fut Édouard Lockroy qui répondit :

« Monsieur l'archevêque de Paris,

« Mme Lockroy, qui ne peut quitter le chevet de son beau-père, me prie de vous remercier des sentiments que vous voulez bien lui exprimer d'une manière si éloquente et si bienveillante à la fois.

« Quant à M. Victor Hugo, il a déclaré, ces jours-ci encore, qu'il ne voulait être assisté, pendant sa maladie, d'aucun prêtre, d'aucun culte. Nous manquerions à tous nos devoirs si nous ne respections pas sa volonté.

« Veuillez agréer, monsieur l'archevêque de Paris, l'expression de nos sentiments les plus respectueux. »

Il fut évidemment impossible de consulter Victor Hugo lui-même; l'agonie commençait, il mourait le lendemain à une heure de l'après-midi.

Il se sentait mourir et dit : « Que la mort soit la bienvenue ! »

Une tradition veut qu'il ait murmuré ce vers :

C'est ici le combat du jour et de la nuit.

Il embrassa ses petits-enfants et s'éteignit.

La certitude qu'il avait de l'immortalité de l'âme et l'assurance qu'il portait en lui de retrouver dans l'au-delà tous ceux qu'il avait aimés, lui avaient fait affronter paisiblement la mort, sans peur et sans trouble.

***

Il serait plus que téméraire d'induire des vagues propos de l'agonisant et même de la visite à dom Bosco que Victor Hugo ait songé un instant à se soumettre à la discipline de l'Église romaine. Son anticléricalisme n'a jamais été ébranlé; mais son spiritualisme, pour laïque qu'il fût, consciemment ou inconsciemment, ne cessa d'évoluer *sub signo Christi*.

Le dessein constant de Victor Hugo, de 1851 à 1885, fut d'établir une antithèse entre la généreuse sublimité de l'enseignement du Christ et l'étroitesse intéressée de l'Église. A louer ainsi lyriquement, et malgré son arrière-pensée d'opposition au clergé, le Christ et le christianisme, il arriva que le poète prit figure de croyant. Sa conception de la mort et de la vie future fut d'allure chrétienne, et parfois même elle revêtit une expression pascalienne :

« L'homme est sur le bord d'un abîme. Vous tremblez pour le somnambule qui se promène sans le savoir sur le bord d'un abîme, et vous ne tremblez pas pour l'homme qui marche, en pensant à autre chose, le long de la mort. Malheur à qui vit l'œil ouvert sur le monde matériel et le dos tourné à un monde inconnu! »

***

De ce monde inconnu, Victor Hugo scrute avec inquiétude et tremblement « l'immobile et muet visage ».

Il est du moins deux croyances initiales qui demeurent inébranlables chez lui; dans cet au-delà mystérieux, ce qu'il distingue, ce vers quoi il sent qu'il s'achemine avec certitude, c'est Dieu et c'est autour de Dieu le chœur gravitant des âmes immortelles. On ne saurait contester la sincérité et l'ardente ferveur de tel de ses *Credos* lyriques :

Je crois à toi, jour, clarté, joie !
Je crois à toi, toute-puissance...
Dieu ! Sommet ! Aube foudroyante,
Fascination effrayante
Qui tient l'homme et le rend meilleur !

Oh ! croire, c'est la récompense
Du penseur aimant, quel qu'il soit.
C'est en se confiant qu'on pense,
Et c'est en espérant qu'on voit.
Chante, ô mon cœur, l'éternel psaume :

Dieu vivant, dans ma nuit d'atome
Si je parviens, bien loin du jour,
A comprendre, moi, grain de sable,
Ton immensité formidable,
C'est en croyant à ton amour.

C'est vers ce Dieu d'amour, qu'il rejoindra dans la mort, que se tournent ses regards, les jours où, déçu par l'heure présente, il n'espère plus de justice que dans la vie future. Il écrit en 1872 à Paul Meurice :

Et tâchant d'être bon, je laisse, ô mon ami,
Passer l'un après l'autre, en cette heure où nous sommes,
Tous les faux lendemains de la terre et des hommes,
Sûr de ce lendemain immense du ciel bleu,
Qu'on appelle la mort, et que j'appelle Dieu.

Quant à la vision du chœur des âmes immortelles, elle est devenue, chez Victor Hugo, depuis les expériences spirites de Guernesey, une hantise presque constante :

Tes yeux agrandis par la mort pourront voir,
Comme tu vois l'azur aux millions de flammes,
La constellation formidable des âmes.

On sait qu'au premier essai que Victor Hugo fit de communiquer avec ces âmes, dont l'essaim peuplait l'au-delà, ce fut l'âme de Léopoldine qui répondit.

« Ici, écrit Vacquerie, la défiance renonçait ; personne

n'aurait eu le cœur, ni le front de se faire devant nous un tréteau de cette tombe... Le frère questionna la sœur qui sortait de la mort pour consoler l'exil; la mère pleurait; une inexprimable émotion étreignait toutes les poitrines. Je sentais directement la présence de celle qu'avait arrachée le dur coup de vent... Elle répondait à toutes les questions, ou répondait qu'il lui était interdit de répondre... La nuit s'écoulait et nous restions là, l'âme clouée sur l'invisible apparition. Enfin elle nous dit : Adieu! et la table ne bougea plus. »

Cette apparition invisible fit sur l'esprit de Victor Hugo une impression, dont les séances, qui suivirent, accrurent encore l'influence. Non seulement, à plusieurs reprises, il consulta sur la conception de la vie future l'Ombre du sépulcre, la Mort, mais il appela dans la table les esprits de tous les grands trépassés de la terre.

Comment n'aurait-il pas cru, puisque ces âmes se présentaient avec le souvenir précis de leur existence passée, à une immortalité de l'âme personnelle et consciente?

Il reconnaissait tous les siens dans le monde inconnu qui s'ouvrait à ses yeux :

Je sens approcher de ma face
Des visages mystérieux...
Je sens dans ces ténèbres
Mon père et ma mère pensifs...
Je sens passer un ange,
Toi, ma fille, au visage charmant...
Comme dans un bois plein d'espoir,
Les morts présents mais invisibles
Fixent leurs yeux profonds sur moi.

* * *

Ce serait donc une erreur d'attribuer à Victor Hugo la croyance à une immortalité impersonnelle et inconsciente pour les êtres humains. Dans sa pensée, les âmes, en se fondant en Dieu, ne perdent pas leur individualité. Pour lui, la matière seule et les animaux rentrent anonymement dans la vie universelle, si toutefois un sursaut de bonté ne les a pas miraculeusement délivrés de leur prison, car Dieu peut tout :

témoin le Crapaud ou l'Aigle du casque. Il se peut aussi qu'une âme punie soit emprisonnée momentanément dans la matière. Mais, en dehors de ces exceptions, l'immortalité inconsciente et impersonnelle reste confinée dans les êtres inanimés ou inférieurs à l'homme. Le moi de l'homme est impérissable : « Je suis une âme, je sens bien que ce que je rendrai à la tombe, ce n'est pas moi. Ce qui est moi ira ailleurs.

« Terre, tu n'es pas mon abîme! »

Quel sera, après la vie, l'aspect de l'individu dans son existence supra-terrestre ? Victor Hugo a fait souvent effort pour se l'imaginer, et sa pensée, de ce point de vue, rejoint parfois la candeur des croyants primitifs :

« Certains penseurs repoussent ces questions : Aurons-nous un corps, dans l'autre vie ? Mangera-t-on ? Dormira-t-on ? Ces questions n'ont rien qui me répugne. Pourquoi n'aurions-nous pas un corps, corps subtil et éthéré, dont notre corps humain ne serait qu'une ébauche grossière ?... Mangera-t-on ?... Pourquoi ne vivrait-on pas de la vie des fleurs qui n'ont pas d'heure pour manger, mais qui acquièrent et perdent sans cesse, double travail qui constitue la vie? — Dormira-t-on ? Notre existence coupée d'heures de connaissance, coupée par des heures de sommeil, n'est qu'une ombre informe de cette existence supérieure, où la rêverie reposerait de la pensée, où l'extase reposerait de la contemplation. Qui empêche de se figurer cette vie céleste ? »

***

L'individualité de l'âme ne va pas sans sa responsabilité devant Dieu. L'homme est responsable de ses actes, puisqu'il est libre :

« Qui dit libre, dit responsable.

« Responsable en cette vie? Évidemment non ; car rien n'est plus démontré que la prospérité possible et fréquente des méchants et l'infortune imméritée des bons pendant leur passage sur la terre. Combien d'hommes justes n'ont que misères et angoisse jusqu'à leur dernier jour ! Combien d'hommes criminels ont vécu jusqu'à leur extrême vieillesse dans la jouissance paisible de tous les biens de ce monde, y compris la considération et le respect de tous!

« L'homme alors est-il responsable après la vie? Évidem-

ment, oui, puisqu'il ne l'est pas dans la vie. Donc quelque chose de lui survit pour subir cette responsabilité : l'âme. La liberté de l'âme implique son immortalité.

« Donc la mort n'est pas la fin de tout. Elle n'est que la fin d'une chose et le commencement d'une autre.

« A la mort l'homme finit, l'âme commence. »

Cette responsabilité, Victor Hugo l'accepte sans crainte :

Je veux être ici-bas libre, ailleurs responsable.

* * *

Responsable dans la vie future, l'homme sera récompensé ou puni suivant qu'il aura fait le bien ou le mal : il y a un ciel et un enfer.

La difficulté de se représenter la vie céleste n'a point échappé à Victor Hugo, et il faut avouer que, sur ce point, il s'est contenté d'approximations bien vagues. C'est le matin de l'existence réelle, dit-il, c'est l'aurore, c'est la lumière. Dans la conclusion de *Dieu*, l'Ange dit au philosophe :

Veux-tu, perçant le morne et ténébreux réseau,
T'envoler dans le vrai ?...
Percer l'ombre, emporté par des ailes subites ?...
Te plaît-il de savoir comment s'évanouit
En adoration toute cette nuit ?...
Veux-tu toucher le but, regarder l'invisible,
L'innommé, l'idéal, le réel, l'inouï ;
Comprendre, déchiffrer, lire ?...
Veux-tu dans la lumière inconcevable et pure
Ouvrir tes yeux ?...
Le veux-tu ? Réponds. — Oui ! criai-je, et je sentis
Que la création tremblait comme une toile.
— Alors, levant les bras et, d'un pan de son voile
Couvrant tous les objets terrestres disparus,
Il me toucha du doigt le front. — Et je mourus.

C'est donc seulement après la mort, que l'homme peut avoir la connaissance de ce que sera sa vie future « dans l'immensité de la lumière inconcevable ».

Toutefois, Victor Hugo croit fermement qu'à son entrée au ciel l'ascension de l'âme vers Dieu n'est pas terminée : l'homme

deviendra, d'étape en étape, ange, puis archange. « Je suis le têtard d'un archange », disait Victor Hugo à Jules Claretie.

L'enfer, tel que l'a conçu Victor Hugo, paraît d'une réalité plus tangible. Mais le poète a eu sur le châtiment de l'homme en l'autre monde des idées assez variables.

A l'époque de la *Bouche d'ombre*, il imagine l'âme des méchants emprisonnée dans la matière :

La pince qui rougit dans le brasier hideux
Est faite du duc d'Albe et de Philippe Deux ;
Farinace est le croc des noires boucheries...
Tristan est au secret dans le bois d'un gibet.
Quand tombent dans la mort tous ces brigands, Macbeth,
Ezselin, Richard Trois, Carrier, Ludovic Sforce,
La matière leur met la chemise de force.

Il semble que plus tard il soit revenu à une conception, ébauchée dans *Saturne*, développée par Soumet dans la *Divine Épopée* et qu'on retrouve dans l'*Eloa* de Vigny : celle des astres-enfers, séjour des damnés. Dès 1854, il avait écrit le poème d'*Inferi* ; mais ce poème ne fut publié qu'en 1883, deux ans avant la mort de Hugo, et comme si celui-ci était revenu à son idée première. Là, le poète d'*Inferi* frissonne devant sa vision d'une épouvante dont il nous communique l'effroi :

Plus bas encor s'en vont dans l'ombre expiatoire
Des mondes, dont la Mort même ignore l'histoire...
Et l'on voit maintenant, tout chargés de désastres,
Rouler, éteints, désespérés,
L'un semant dans l'espace une effroyable graine,
L'autre traînant sa lèpre, et l'autre sa gangrène,
Ces noirs soleils pestiférés.
Et squelettes sans tête et crânes sans vertèbres,
Mages étudiant de lugubres algèbres,
Tous les maux par Satan rêvés,
Vices, hydres, dragons sont là ; l'horreur sanglote ;
Ils passent : à l'avant, le néant, leur pilote,
Regarde avec ses yeux crevés.

Victor Hugo, en 1864, avait-il abandonné cette idée, où il entrait peut-être plus de goût pour le pittoresque macabre que de conviction profonde ? Sa conception de l'enfer était devenue

toute morale. L'enfer lui apparaissait comme une solitude douloureuse et une angoisse de l'âme abandonnée de Dieu, qu'elle ne peut, fût-elle l'âme de Satan lui-même, cesser de désirer et d'aimer :

...L'Enfer, c'est l'absence éternelle ;
C'est d'aimer, c'est de se dire, hélas ! où donc est-elle
Ma lumière ? Où est ma vie et ma clarté ?

Dans *la Fin de Satan*, Lucifer damné, aspirant vainement à Dieu, s'écrie :

Si je ne l'aimais point, je ne souffrirais point.

Mais quelle que soit la forme que Victor Hugo prête à l'enfer, il ne veut point admettre son éternité :

Espérez, espérez, espérez, misérables ;
Pas de deuil infini, pas de maux incurables...
Pas d'enfer éternel !

***

Victor Hugo a foi dans l'immense clémence de Dieu, il croit au monde sauvé par Jésus-Christ :

Car pour sauver un monde, il suffit d'un calvaire...
Rédemption ! Mystère ! ô grand Christ étoilé...
O linceul dont les plis font tomber de la vie !...
Après le Créateur, le Sauveur s'est montré ;
Le Sauveur a veillé pour tous les yeux, pleuré
Pour tous les pleurs, saigné pour toutes les blessures.
Les routes des vivants, hélas ! ne sont pas sûres,
Mais Christ, sur le poteau du fatal carrefour,
Montre d'un bras la nuit et de l'autre le jour.

Ce chrétien, — peut-on nommer d'un autre nom le penseur qui parle ainsi du Christ ? — n'a jamais douté de la vertu de la prière. Toute la philosophie religieuse du livre : *Au bord de l'Infini*, s'ouvre par cette invocation :

Mon âme, ô mon âme, il faudrait
Pour traverser le gouffre où nul bord n'apparaît,
Et pour qu'en cette nuit jusqu'à ton Dieu tu marches,
Un pont géant sur des millions d'arches.

A ces mots un ange apparut à l'âme tourmentée et lui dit :

« Si tu veux, je bâtirai le pont. »
Vers ce pâle inconnu je levai ma paupière :
« Quel est ton nom ? » lui dis-je. Il me dit : « La Prière. »

Victor Hugo a prié : dans la *Contemplation suprême*, il affirme encore que le seul moyen efficace d'entrer en communication avec Dieu, c'est la prière, et il ajoute :

« Ma prière : Dieu ! accordez-moi en lumière et en amour tout le possible de votre infini ! »

Rassuré par la prière, affermi par de telles convictions, Victor Hugo regarda venir la mort d'un cœur confiant, avec la foi certaine qu'il s'en allait vers Dieu.

« La mort n'a rien dont tremble la raison. Le sage n'a pas peur des ombres éternelles. » (*Dernière gerbe*.)

« La mort est sainte et elle est saine. Tout ce qu'on peut voir en elle est de bon conseil. La mort n'est pas injuste, elle est une continuation. Habituons-nous à regarder sans épouvante ce mystérieux prolongement de l'homme dans l'éternité. » (*Contemplation suprême*.)

Mon jour s'éteint, pâle et terni...
Azur, azur, azur ! Dieu vivant ; j'ai des ailes !
O bleu profond de l'infini !

Il s'éteignit avec la foi certaine de retrouver dans cet azur, avec la miséricorde de Dieu, la présence de tous ses « invisibles ».

On fit à Victor Hugo des funérailles somptueuses, théâtrales, et laïques.

Mais, pendant que la lueur de l'apothéose, à l'Arc de triomphe, rougeoyait sous le ciel de Paris, là-bas, sous les voûtes obscures du Carmel de Tulle, des vierges agenouillées priaient pour son âme et Marie Hugo, — la nièce du général Hugo entrée au Carmel de Tulle le 16 juillet 1858, — le cœur navré de ces funérailles sans Dieu, faisait, dans la nuit, répéter à ses sœurs des prières pour celui dont elle savait bien que l'âme était celle d'un chrétien.

PAUL BERRET.

ÉTUDIANTES DE PARIS

Les conditions de vie ont changé avec une rapidité surprenante, en ce siècle où l'on dirait bien que la terre s'est mise à tourner plus vite.

Nos grand mères, qui n'avaient pas la joie de tenir le volant d'une belle torpédo grand sport, ni la liberté d'aller passer un *week-end* à cinq cents kilomètres, n'avaient pas non plus le souci de faire face aux pannes de moteur, ni à bien d'autres périls qui, quoi qu'il fasse, menacent toujours le sexe faible. Il est vrai, on s'était déjà demandé s'il était nécessaire qu'une femme en sache plus que de distinguer « un pourpoint d'avec un haut-de-chausse » (on dirait maintenant un *pull-over* d'un *knickerbockers*). Pourtant, il y a cinquante ans, les jeunes filles n'avaient rien d'autre à faire que d'attendre un mari. Maintenant, bien des voies leur sont ouvertes. Elles peuvent, — souvent elles doivent, — se faire une carrière : lourde tâche. Elles ne regrettent pas, du reste, le temps où tout était plus facile. Elles ont délaissé le coin du feu (il n'y a même plus de feu) pour les « amphis », et les longues broderies pour les « maths ».

Pour les aider dans leurs nouvelles tâches, des centres ont été créés : associations, foyers, maisons d'étudiantes, restaurants. Ces organisations, dont certaines sont de très belles œuvres, sont devenues d'autant plus précieuses depuis que la crise a rendu la nécessité de travailler plus pressante, et les conditions de travail plus difficiles.

Un jour au Quartier latin

J'ai une jeune amie dont la famille habite la province et qui fait ses études à Paris. J'allai donc la voir.

C'est une modeste mais agréable pension de famille, rue Gay-Lussac. On m'indique une porte, au fond du couloir. Je frappe; j'entre. Geneviève est là, assise devant une table encombrée de paperasses, de bouteilles d'encre à stylo, d'imposants bouquins près desquels un bouquet de violettes fleurit dans un petit vase. Elles sont même touchantes, ces quelques fleurs du boulevard, qui sont venues finir leurs jours entre un Platon et un Spinoza...

— Excusez ce désordre, me dit Geneviève, mais je n'attendais personne et je me suis mise à mon aise. C'est ainsi; pour aborder les grands problèmes philosophiques, je me mets en robe de chambre et en pantoufles; j'approche ma table du poêle : moyen de chauffage rudimentaire et archaïque, mais dans cette vieille maison on n'a pas trouvé autre chose. Tant pis. Du reste c'est bien plus poétique de pencher sur les feuillets jaunis un visage pâli par le jeûne, et de grelotter dans un maillot de couvertures. De grands hommes devinrent grands, au milieu de ce dénuement; c'est du moins ce qu'on apprend en classe, dans les Leçons de choses, où le mérite est toujours récompensé. Moi, j'ai horreur du froid; mes idées se mettent à geler... Mais asseyez-vous, et prenez une cigarette.

Le décor n'est, il est vrai, ni moderne ni luxueux, et un léger désordre règne, fait de coussins, de livres, de quelques disques épars près du phono. Le papier du mur est garni de petites fleurs compliquées qui sont reproduites en lignes bien parallèles tout autour. L'armoire à glace est sans âge, le tapis est râpé; au milieu du plafond pend le fil électrique qui soutient la suspension : l'abat-jour est fait de mousseline dentelée et de perles de bois. Le lavabo est dissimulé par une tenture de couleur incertaine. Mais qu'importe tout cela? Quelques gravures sur les fleurs tarabiscotées du papier peint, une ravissante lampe de chevet, des cendriers bizarres un peu partout, une affreuse potiche (souvenir de famille de la propriétaire) reléguée sur l'armoire, et voilà un coin très habitable, un

chez soi où l'on doit être bien pour travailler ou songer.

Je ne veux pas prolonger ma visite, mais je dois passer toute la journée du lendemain avec Geneviève, et je suis même conviée à la petite réunion qui doit avoir lieu chez elle le soir.

Je me sens donc rajeunie en me rendant le lendemain à la Sorbonne, pour assister au cours de philosophie. Il y a grande animation dans les couloirs. Des groupes se forment. On s'interpelle. Ceux de la dernière minute arrivent en courant. Nous prenons place dans l'amphi. Une trentaine d'étudiants sont déjà là. Les solitaires, dans les coins, lisent; les autres bavardent. On reconnaît tout de suite les « forts en thème », qui parlent avec assurance. Le dernier devoir prête à discussion. Il y avait plusieurs façons de le comprendre et chacun expose la sienne. Ceux qui ont manqué prennent des notes sur les cahiers des camarades. Ceux qui ne se soucient nullement du devoir, des notes et de la philosophie en personne, consultent sur leurs journaux la page du cinéma, font entre eux des critiques de film, marquent ceux qu'ils projettent d'aller voir et calculent peut-être le nombre de représentations que leur permettra l'argent de poche destiné à l'achat d'un ennuyeux traité de psychologie.

Mais voici le professeur, très docte et très chauve. Les conversations s'arrêtent et l'on quitte les tables pour prendre place sur les bancs : il est vrai que l'on est mieux assis sur une table que sur n'importe quel siège, mais, conventions, n'êtes-vous pas toutes-puissantes? Un étudiant prend la parole. Il a préparé une conférence sur Descartes. Le professeur avec mélancolie remue sa petite cuiller dans son verre d'eau. Derrière nous on joue aux « petits carrés », jeu très en honneur en tout lieu où sont donnés des cours et qui hors de là paraîtrait terriblement fastidieux. Enfin, nous savons maintenant que nous sommes parce que nous pensons. D'après un autre, sans doute, la semaine dernière, nous étions parce que nous sentions, et la semaine prochaine il nous faudra douter de notre existence même. Peut-être dans cet amphithéâtre, où les jeunes esprits sont anxieux, les plus raisonnables sont-ils ceux qui jouent aux petits carrés.

Le professeur maintenant critique la conférence du jeune orateur, puis donne des conseils et une abondante biblio-

graphie, où chacun devra puiser, déduire, et se faire une opinion qui sera pour lui la vérité. Le débat est ouvert et différentes questions sont posées, discutées, résolues. Voilà le cours terminé, mais les discussions se poursuivent dans les couloirs. Un Japonais défend son opinion avec acharnement contre un jeune Allemand dont l'avis est contraire. Cependant, un grand garçon blond offre une cigarette à une Américaine, et une petite brune, qui paraît Française, ma foi, sort vite sa boîte à poudre.

Où irons-nous déjeuner? Geneviève n'a guère envie de revenir à la pension de la rue Gay-Lussac. Après mûre réflexion, nous voilà au restaurant chinois de la rue Cujas. La vie est décidément une succession de loteries, et, en commandant le plat n° 67, nous n'avons guère idée de ce que ça peut être. Même après l'avoir goûté, nos suppositions quant à sa nature restent des plus vagues. C'est en petits morceaux bien arrosés de sauce, et c'est bon en somme. Cela nous suffit grandement. Un fils du royaume céleste mange avec dextérité à l'aide des baguettes. Il sourit de voir que nous sommes bien peu expertes en la matière et va même jusqu'à nous donner une leçon. Bah! le protocole n'est pas très strict au quartier et parce qu'il ne faut jamais perdre une occasion de s'instruire, nous mangeons du riz, et encore du riz, à seule fin d'apprendre le maniement des baguettes. A tel point que nous éprouvons soudain un impérieux besoin d'exercice. Nous nous dirigeons instinctivement vers le Luxembourg.

— J'aime le changement, m'explique Geneviève. Je vais un jour chez les Grecs, où l'on mange des feuilles de vigne farcies, un autre chez les Russes, à cause de la salade, un troisième chez les Arabes où, au son évocateur du phono, on déguste le couss-couss et le café turc. Voilà : on voyage comme on peut...

Il est à peine deux heures. Il y a peu de monde au Luxembourg, et c'est un vrai repos que de se promener dans les allées. C'est un beau jour d'hiver ; les arbres noirs et échevelés ne manquent pas de charme ; les statues de pierre voient tout et ne disent jamais rien... pourtant, elles en savent sûrement, des histoires... Paysages familiers. Qui de nous n'a fait le tour de ce bassin tout rond, ou n'est venu, près de la fontaine Médicis, chercher un calme nécessaire en temps

d'examen, de décision à prendre, ou simplement d'on ne sait quelle lassitude.

Geneviève doit travailler l'après-midi, à la bibliothèque. Nous allons donc passer quelques heures dans ce cénacle où les fronts studieux se penchent, où l'on prend hâtivement des notes, où les yeux parfois, un tout petit peu, dans le silence, rêvent.

Que faire ensuite, sinon descendre le « boul Mich », pour rien, simplement pour voir la Seine, et pour le remonter, sur le même trottoir, celui où l'on se bouscule, alors que sur l'autre on marcherait tout tranquillement, mais on ne verrait rien et cela n'aurait aucun intérêt. C'est que l'on y rencontre un peu toute la terre, des visages de toutes couleurs, et l'on entend parler des langues que l'on ne pourrait pas toujours identifier Là, une foule très jeune, qui porte des livres et ne porte pas de chapeau, flâne. Certains ont travaillé tout le jour. D'autres sortent du cinéma. D'autres ont fait partie sur partie de billard ; d'autres encore ont simplement bavardé avec les « copains », dans un coin de salle enfumée, devant un café ou un bock. Certains veulent « arriver », sans toujours savoir exactement où ; d'autres sont moins pressés et plus philosophes. Certains sont impeccablement habillés ; d'autres affectent une négligence très bohème, d'autres n'ont jamais pris le temps de songer à ces choses. Il y a des solitaires qui marchent pensifs. Il y a des sentimentaux qui vont, deux à deux. Il y a des bandes joyeuses, qui rient, parlent fort, et tiennent beaucoup de place.

Nous rentrons, pour le dîner, à la pension.

Une dizaine d'étudiants sont déjà réunis autour d'une longue table, dans la salle à manger aux meubles ornés de torsades de bois bien astiquées. Au-dessus de la desserte, une corbeille de fruits... sur un tableau. La servante est familière. Elle connaît son monde. Elle sert avec un soin particulier un jeune Russe au teint pâle, qui parle peu. Les appétits sont excellents, la nourriture saine. D'énormes plats sont rapidement « nettoyés ».

Certes, la vie n'est pas facile pour tous. Chacun a ses inquiétudes, examens, argent, avenir. Pourtant, la conversation, à bâtons rompus, va son train.

Nous nous retirons de bonne heure pour nous apprêter

à recevoir les invités de Geneviève. Le ménage est vite fait. Les tasses, en nombre insuffisant, sont complétées par des verres. Andrée, l'étudiante en chimie, doit apporter des disques : elle a un oncle très riche qui la comble toujours des dernières nouveautés, et toute la bande en profite. On n'a jamais vu l'oncle d'Andrée, mais il est adopté.

Il faut aller chez Gilberte, à l'étage supérieur, emprunter son grand plat qui contient facilement deux livres de petits fours. Geneviève a fait des provisions en quantités impressionnantes, mais elle me dit :

— Oh! non, ce n'est pas trop. Il ne reste jamais rien.

Jacques arrive le premier. Il a l'allure décidée, les cheveux soigneusement brossés et le regard franc. Il est, je m'en rends vite compte, le plus fidèle habitué des réunions de la rue Gay-Lussac, et le préféré de Geneviève. Sur les instances de son père, qui est avocat, il fait son droit, mais sans enthousiasme. Quand l'heure sera venue, il compte bien laisser cela et faire du théâtre. Simone a mauvaise figure ce soir. Depuis trois ans qu'elle a commencé sa médecine, sa famille ne cesse de le lui reprocher. Sa mère fait de fréquentes tentatives pour la marier, et ce sont, à chaque fois, des querelles. On accueille son air sombre avec des plaisanteries sur ses « fiançailles ». Renée est toujours de bonne humeur. Elle fait sa médecine aussi. On se demande comment elle peut tenir; elle travaille le jour, et, la nuit, fait des gardes, donne des répétitions et envoie chaque mois tout ce qu'il est possible de prélever sur son maigre budget, après maintes privations, à sa mère, qui travaille pour élever ses deux petites sœurs. Voilà Jean « l'ambassadeur », qui est, comme d'habitude, en retard. On sait très bien qu'il va cérémonieusement s'excuser, en alléguant ses nombreux et importants rendez-vous, et, avant qu'il en ait eu le temps, avant même qu'il ait retiré ses gants beurre frais, on a déjà « mis en boîte » l'élégant « Science Po ». Geneviève le défend, et le remercie des fleurs qu'il a apportées.

Il n'y a plus de place sur le divan ; aussi sommes-nous assis par terre. Quelques-uns réclament un éclairage tamisé. On boit tasse après tasse de thé. Les petits fours disparaissent avec une rapidité incroyable.

Renée raconte la « dernière » de son patron qui lui fait la

cour sans en avoir l'air. Tout le monde, à l'hôpital, s'en aperçoit, mais elle fait semblant de l'ignorer et le fait « marcher ». Andrée, très féministe, marque avec emphase chaque point de cette victoire sur le soi-disant sexe fort. L'ambiance est sympathique, et personne ne s'aperçoit de la véritable tabagie qu'est rapidement devenue l'étroite pièce. Les garçons ont toujours dans leur sac quelques nouvelles histoires. On danse jusqu'à ce que la propriétaire vienne énergiquement frapper à la porte. Puis, selon les rites, on ne se sépare pas sans avoir chanté en chœur, presque à voix basse, quelques hymnes consacrés : *la Femme du roulier* et *Ma femme est morte...*

L'Association Fénelon

Parmi les organisations dont le but est de faciliter la vie des étudiantes à Paris, l'une des plus intéressantes est l'œuvre de Mlle de Coubertin.

Mlle de Coubertin, présidente de l'Association Fénelon, dirige trois maisons où les étudiantes trouvent « une organisation matérielle confortable, en même temps que des relations amicales bienfaisantes, un milieu familial et un soutien intellectuel et moral, religieux pour celles qui le désirent ». Elles peuvent profiter de conférences, prendre part à des cercles d'études.

Les conditions matérielles de ces maisons sont aussi avantageuses que possible, le prix de la pension complète étant de trois à quatre cents francs par mois. Les maisons sont situées à proximité du centre universitaire : l'une rue Férou, l'autre avenue de l'Observatoire, et la plus récente, rue Lhomond. En raison de l'affluence des demandes, Mlle de Coubertin a dû faire surélever d'un étage la maison de l'avenue de l'Observatoire.

Rue Lhomond, on peut voir cette belle maison de sept étages, construits sur le plan de M. Paul Tournon, architecte du gouvernement, prix de Rome. Cette maison, inaugurée le 1er février 1930, bénéficie de tous les avantages du confort moderne. La façade est d'une élégance sobre, et simple sans être nue. De grandes fenêtres laissent deviner des chambres aérées et claires. Ces chambres sont au nombre de cent trente-

cinq. De plus, une bibliothèque, une salle à manger, des salons, une salle de gymnastique, sont à la disposition des étudiantes et la pension n'est que de 12 fr. 50 par jour. Les jeunes filles qui habitent cette maison doivent préparer un examen de l'Université ou d'une grande école d'État ; beaucoup préparent l'agrégation, l'école de Sèvres ou de Fontenay, le professorat des Écoles normales. Les Françaises seules sont admises.

Mais pénétrons dans cette belle maison, car, de la voir nous a donné envie de la connaître.

Commençons par le côté pratique. Ici, les cuisines avec leurs plonges, leurs monte-charges, leurs offices, leurs annexes, leur réserve de charbon, leur cour de service ; puis, les machines à laver la vaisselle, à éplucher les légumes. Un coup d'œil à la chaufferie : chaudières, réservoirs, pompes ; puis, le vidoir dont la colonne montante dessert tous les étages. Descendons quelques marches : nous trouvons le gymnase, construit sous un jardin, puis les salles de bains, douches. Passons au salon, qui s'ouvre sur un jardin aux belles allées de gravier, bordé de haies taillées, avec ses carrés de fleurs et sa fontaine. Prenons l'ascenseur pour visiter les chambres : « les stores de leurs larges baies évoquent le givre des matins de premier printemps ; mais dans ces douceurs claires une lampe de nickel met sa note dure et précise et semble vous rappeler que nous vivons en un siècle où l'on ne rit pas tous les jours et où, plus qu'en tout autre temps, il s'agit de s'imposer une discipline pour faire soi-même sa vie. »

Les meubles sont de chêne : bahut, étagère à livres, table à écrire, lit-divan. Aux derniers étages : quelques ateliers de peintres ou d'architectes, avec leurs verrières ; et, tout en haut, la terrasse... pour les astronomes et les penseurs, pour les amoureuses du soleil, des étoiles, de ces agglomérations de toits et de coupoles qui se profilent sur un ciel lourd, et sur lesquels plane cette abstraction que l'on aime plus qu'une réalité : l'âme de Paris.

L'Association Fénelon est également l'instigatrice du Cercle Saint-Jacques, où ont lieu des conférences, des réunions. Il comprend aussi un restaurant (où l'on déjeune pour quatre francs) et une bibliothèque.

Mlle de Coubertin est plus encore que présidente de

l'Association Fénelon, elle en est l'âme. Comment fit-elle pour réaliser des projets qui paraissaient d'abord dépasser les limites de l'audace admise? « Toujours souriante et comme en se jouant, elle regardait tour à tour les obstacles bien en face, tranquillement, posément, et ceux-ci rentraient sous terre. »

Elle parle de son œuvre avec simplicité, oubliant les efforts, les démarches, les batailles qu'elle lui a coûtés... on croirait que cette belle maison de la rue Lhomond ait poussé, tout naturellement, comme une plante, sur le sol parisien... Animatrice de l'œuvre, elle l'est chaque jour; admirable? elle l'est sans nul doute; mais enviable surtout comme tous ceux pour qui la joie de donner est plus grande que celle de recevoir.

Le Foyer international des étudiantes

De nombreuses jeunes filles affairées, avec leurs livres sous le bras, circulent devant le porche abondamment décoré de fer forgé que l'on aperçoit en haut du boulevard Saint-Michel, presque devant le Luxembourg. Dans le hall aussi, règne un grand va-et-vient. On vient là, consulter les affiches où sont annoncées les prochaines réunions, jeter un regard qui veut paraître indifférent vers les casiers où sont distribuées les lettres, demander mille et un renseignements au bureau où même *la Semaine à Paris* est à la disposition de qui, après avoir pâli sur les bouquins, a bien gagné quelque profane distraction.

La visite du Foyer commence au septième étage, le plus haut de ce minuscule gratte-ciel. Le toit est une large terrasse où il doit faire bon, l'été, à l'abri des parasols. Il faut y venir à l'heure du farniente, car on ne pourrait guère y travailler; c'est si joli, un jardin suspendu au-dessus de Paris! L'hiver aussi, c'est bien. Peut-être est-ce mieux... plus parisien. Les toits et les avenues, les clochers et les dômes se détachent dans la brume qui enveloppe tout et va se perdre dans le ciel. Au beau milieu : la tour Eiffel. Les étrangères doivent la contempler, cette tour Eiffel dont elles ont peut-être rêvé longtemps, et sans laquelle Paris ne serait plus Paris...

Le solarium, qui pourrait être aussi le jardin d'hiver, est tout près de là. Des vitres spéciales l'entourent, ne laissant passer du soleil que les rayons bienfaisants. Les méthodes

américaines sont très scientifiques, et le foyer fut fondé par une Américaine : Mrs Whitney-Hoff. Il coûta vingt-cinq millions... qui du reste n'auraient pu être mieux employés qu'au bien-être de nos jeunes intellectuelles.

Descendons. La bibliothèque, spacieuse et claire, donne envie de s'installer là, et de retrouver ses vieux auteurs. A côté, la salle de méditation : sorte de petite chapelle toute simple où, le soir, on vient se recueillir.

Les chambres aussi sont sobres. Toutes semblables, à un ou deux lits, elles sont ornées, par les occupantes, de photos : la famille et les amis lointains. Dans l'une d'elles, il y avait une peinture très « art moderne » où une échelle, une corde et un livre faisaient un ensemble non dépourvu de charme. C'était la chambre d'une jeune Allemande, étudiante des beaux-arts. Les salons de réception et de lecture sont marqués, pour ainsi dire, du sceau américain : décoration intime qui évoque le home et où l'on est tout de suite, comme on dit là-bas, confortable. Cela tient aux meubles, à l'éclairage, à mille détails où règne le bon goût. La salle des fêtes tient lieu aussi de salon de thé. On boit le thé traditionnel ; les toasts et pâtisseries disparaissent rapidement ; et l'on bavarde, tout comme ces dames, qui font des visites. Les messieurs, pourvu qu'ils soient invités, sont admis dans cette bergerie. La salle à manger est vaste et agréable. Les étudiantes, à l'entrée, sont pourvues d'un plateau qu'elles garniront à leur guise, avant de se rendre à leur place. C'est la « cafeteria » américaine, bien commode, du reste, quand on arrive à l'étranger : quand on ne sait pas encore dire *bread* ou *milk*, c'est beaucoup plus facile de les prendre et de les installer sur son plateau...

Huit cents déjeuners et deux cent cinquante dîners sont servis chaque jour dans cette salle à manger. Le restaurant est en effet ouvert à toutes les étudiantes. Le prix des repas est tout à fait minime ; voici un aperçu de la carte :

Pain : 0 fr. 25 ; couvert : 0 fr. 25 ; hors-d'œuvre : 1 fr. ; viande garnie : 3 fr. 50 ; dessert : 1 fr. ; café : 0 fr. 50.

Toute la cuisine est faite au sous-sol. De grands monte-charge l'amènent à la salle à manger, et descendent ensuite la vaisselle, que l'on place dans les machines à laver.

Le sous-sol est une véritable usine : dix-neuf cents kilos

de charbon sont brûlés chaque jour, pour chauffer deux cent cinquante radiateurs. Un système de ventilation aspire l'air à la terrasse, le filtre en le réfrigérant ou en le chauffant suivant la saison, pour le distribuer ensuite à tous les étages. Une énorme chaudière envoie de la vapeur à des marmites spéciales où les légumes sont cuits. Un aspirateur d'une grande puissance communique avec chaque pièce où une bouche à laquelle on adapte un tuyau permet d'effectuer un ménage... centralisé. On aspire aussi la buée des salles de bain et des cuisines. Les réservoirs contiennent l'eau de source ou, pour alimenter les pompes à incendie, l'eau de Seine. Et quel compteur à gaz! Cent trente mètres cubes de gaz sont consommés par jour. Enfin, tout est prévu, les fours électriques, les glacières, les salles où dorment les malles. Il y a dans la maison cent vingt-deux kilomètres de tuyaux...

Cent jeunes filles dont vingt-cinq Françaises, vingt-cinq de langue anglaise, et quelques-unes de chaque autre nationalité, habitent le foyer, dont le but est de « grouper les étudiantes de toutes nationalités, de toutes opinions philosophiques ou religieuses, de créer entre elles des échanges de vues et des liens de solidarité et de services mutuels ». C'est un peu une société des nations, et combien puissante, puisque composée de femmes...

Le comité du Foyer, dont les membres sont élus par les étudiantes, organise une quantité de conférences, de représentations, de visites de monuments et de musées, de concerts, de matinées dansantes, de sorties en groupe au théâtre, de matinées récréatives internationales. Les candidates à toutes les licences se passionnent également au bridge, au ping-pong, et prennent part à de grands tournois. Une fois par semaine, il y a consultation d'orientation professionnelle.

Toute étudiante peut faire partie du cercle, moyennant une cotisation de 30 francs par an, et bénéficier de tous ces avantages. Elle peut aussi, moyennant 20 francs par an, faire partie de la Mutuelle, société de secours en cas de maladie. Les consultations ont lieu deux fois par semaine. Elles sont gratuites, ainsi que les soins.

Un bureau de placement est à la disposition des étudiantes dont les ressources sont trop maigres et qui désirent travailler. Mais, actuellement, il est beaucoup plus difficile qu'il y a

quelques années de les satisfaire. Malheureusement, peu d'entre elles savent la sténo-dactylo ; on ne peut donc guère leur offrir des emplois de secrétaire. Hélas! il est plus utile de savoir dactylographier que d'avoir passé plusieurs licences... Enfin, il n'y a pas là de quoi décourager qui aime la science et la littérature pour elles-mêmes... On m'a cité le cas d'une étudiante en médecine, qui venait de réussir à un concours pour une situation dans un sanatorium, et qui l'avait bien mérité : elle dut travailler tout le long de ses études, et rien ne la fit reculer : ménages, gardes d'enfants, gardes de nuit. On procure généralement aux étudiantes des places au pair. Elles vivent sans frais dans une famille, à condition de donner trois heures de répétition par jour aux enfants. Le plus difficile, évidemment, est de faire coïncider l'offre et la demande. Ainsi, en 1930, huit cent vingt jeunes filles furent inscrites à ce bureau ; quatre cent quarante-trois offres furent faites, et deux cent soixante seulement trouvèrent satisfaction.

On peut même, à cette occasion, faire un peu de psychologie des nations. Les Françaises (trop indépendantes peut-être) n'aiment pas beaucoup les places au pair. De plus, elles sont généralement prévoyantes : elles n'entreprennent pas leurs études sans disposer d'un minimum de ressources, et elles travaillent pour se procurer un peu de bien-être. Tandis que, fréquemment, paraît-il, les étrangères viennent demander un emploi sans lequel elles ne pourraient pas vivre, ce qui ne les a pas empêchées d'entreprendre des études.

Beaucoup d'Anglaises s'adressent au Foyer pour trouver pendant les vacances des places au pair. Ces jeunes filles peuvent ainsi, non seulement apprendre le français, mais aussi passer un bon mois à la mer ou à la campagne, alors qu'elles n'en auraient pas le moyen. De jeunes Françaises, évidemment, vont en Angleterre dans les mêmes conditions.

Il est malheureux que d'autres pays (notamment l'Italie et l'Allemagne), avec lesquels ces échanges pourraient être effectués, soient très fermés. Ils ne favorisent pas une entente qui faciliterait le séjour à l'étranger de nombreux étudiants. Pourtant ceux-ci seraient autant de traits d'union entre les peuples : jeunes esprits unis, bien au-dessus des frontières, dans les domaines des lettres, des sciences, des arts.

Une excellente organisation, à ce point de vue, est réalisée

par l'*Office national des Universités et Écoles françaises*, qui s'occupe, entre autres, de l'échange d'étudiants français et américains, dans différentes universités. Vingt-cinq étudiants et étudiantes sont échangés ainsi chaque année, chacun étant, dans une université différente, chargé de la grave responsabilité de représenter son pays.

A la Cité universitaire

La Cité est en plus grande partie habitée par les jeunes gens ; cependant, un pavillon à la fondation Deutsch, un étage au pavillon du Danemark, l'un des deux pavillons de la fondation américaine et le pavillon de Monaco (encore en construction), sont réservés aux jeunes filles.

Nos pères disent : « Ah ! quand j'étais étudiant, c'était le bon temps... » Temps où l'avenir était plein de promesses. Pour les étudiants d'aujourd'hui, l'avenir n'est qu'une immense incertitude; pourtant les obstacles qui leur barrent les routes ne suffisent pas à les démoraliser; certains, pour « tenir », doivent faire preuve d'un véritable héroïsme, et ceux-là n'ont rien à craindre puisqu'ils n'ont pas peur de se battre pour vivre. Voilà pourquoi la visite d'un centre universitaire est, à l'heure actuelle, une grande leçon de courage. En un siècle que l'on pouvait croire tout juste bon à produire des impôts, des chutes ministérielles et du chômage, la Cité universitaire est née, par une sorte de miracle. En quelques années, le terrain en friche et pouilleux de la zone qui bordait le parc Montsouris a été déblayé ; le domaine de cette entreprise s'étend sur plus de quarante hectares.

Une partie des capitaux fut fournie par l'État ; mais le concours des générosités privées surtout fut admirable : tel celui d'un grand industriel, Deutsch de la Meurthe, qui donnait dix millions ; cinq autres mécènes dotèrent à eux seuls d'un pavillon les étudiants de leurs pays ; M. Rockfeller donna quatre-vingts millions pour l'édification, actuellement en cours, des bâtiments centraux, où pourront se réunir les étudiants de tous les autres pavillons ; et combien d'autres.

A peine terminés, les pavillons sont rapidement remplis, et les demandes d'admission excèdent de beaucoup les possibilités ; un choix doit être fait selon le mérite des candidats.

La Cité est une sorte de république en miniature divisée en petites républiques, puisque chaque pavillon est indépendant. Mais ce sont de vraies petites républiques modèles, car la paix y règne, et bon nombre de républicains tireraient peut-être grand profit d'une promenade faite, un soir, dans les calmes jardins de la Cité, où, parmi les arbres et les pelouses, fraternisent les bâtiments les plus disparates qui soient, et représentant les quatre coins du monde.

C'est une vraie surprise lorsque, après être sorti de la Cité et de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris par la porte d'Orléans et longeant le boulevard Jourdan, on aperçoit une petite ville étrange composée d'imposants bâtiments aussi bien que de ravissants chalets... ville née d'hier sans doute, puisque maints travaux sont encore en cours; lieu de villégiature peut-on supposer, très utile aux Parisiens las du bruit... car le contraste est très grand, et nous voilà tout à coup vraiment presque à la campagne.

Non, nous ne sommes pas dans une ville d'eaux, ni une ville de repos ou de plaisir... et pourtant si, du plus beau plaisir : le travail intellectuel.

La Maison des Provinces de France est un des édifices les plus importants de la Cité... « lumineux miroir destiné à réfléchir, dans la variété de ses nuances, l'image de la France totale ». La maison est en briques polies et vernies. Dominant les murs, apparaissent trente-six écussons portant en couleurs les armes des vieilles provinces françaises, « ces vermillons, ces bleus, ces ors, ces argents, ces ocres, qui flambent dans le ciel comme une couronne rutilante ».

La maison de Cuba est remarquable par son luxe, digne d'un grand hôtel. Le pavillon espagnol est un palais madrilène, tandis que le pavillon hollandais est en verre et en ciment, et que le pavillon suisse, confié à l'architecte Le Corbusier, est ultra-moderne. Plus loin, la façade arménienne « rappelle le fameux monastère d'Edchmiadzin ». Le Japon, à quelques mètres de la Suède, un petit morceau d'Extrême-Orient, entouré d'un jardin japonais, et orné de toiles de Foujita.

Un des étudiants du pavillon suédois me dit : « c'est le plus beau. » Je pense qu'un autre, des provinces de France, ou d'Espagne, m'aurait également dit, en confidence : « c'est le

plus beau. » Il est vrai que le pavillon suédois est particulièrement attrayant : d'une architecture sobre, d'une décoration intime, il est, avant tout, un home.

M. Lucien Maury, directeur de ce pavillon, me reçoit avec la bienveillance qui le fait aimer de ses « enfants » de la maison, suédois ou français. Nous bavardons un long moment de cette œuvre qui le passionne ; après quoi il me fait visiter les salons dont tout le mobilier, jusqu'au piano, est importé de Suède. Sur les tables, des journaux suédois. Dans la bibliothèque, de confortables fauteuils auprès de guéridons bas; le tout simple, pratique, reposant, et portant la marque de je ne sais quelle distinction nordique. Aux murs, des tableaux aux couleurs vives, qui font rêver à ces pays où l'on imagine des forêts fantastiques et des clartés merveilleuses sur les immensités de neige. Une petite salle à manger où les étudiants prennent le déjeuner du matin; enfin, je visite quelques chambres. La maison a quatre étages et contient quarante chambres. Le mobilier, toujours suédois, est, comme dans les salons, élégant et confortable; de nombreuses fenêtres en font des pièces bien éclairées; et l'indispensable léger désordre du « carré » d'étudiant, journaux, photos, crayons, ne fait qu'y mettre de la vie. Actuellement, la maison est au complet : sur quarante locataires, il y a vingt Suédois et vingt Français.

Je bavarde avec deux de ces étudiants français ; l'un fait sa médecine, l'autre les sciences politiques; tous deux sont jeunes, aimables et très français... Pourquoi très français?... A vrai dire, je n'en sais rien; ce sont des nuances que l'on perçoit en rencontrant des compatriotes à l'étranger, ou simplement dans un milieu cosmopolite.

Le grand espace que nous apercevons des fenêtres est destiné, me disent-ils, à des terrains de jeux : tennis, football, etc... Le jeune médecin, un « ancien » de la maison suédoise, me raconte qu'à son arrivée, cette partie de la zone était encore la zone : curieux voisinage pour les étudiants et leurs belles maisons bien chauffées, que les chiffonniers et leurs misérables bicoques.

Mais voici l'heure du dîner, et, escortée de mes deux guides, je vais à la fondation des États-Unis où le restaurant est assez grand pour donner l'hospitalité aux étudiants des autres fondations. Le hall d'entrée est très américain, de même

que plusieurs *boys and girls* installés dans les confortables fauteuils de cuir. Au restaurant, très animé, les visages font un curieux ensemble : ici une table de Danois, jeunes gens et jeunes filles, presque tous blonds, minces et beaux. Devant moi, deux jeunes gens très bruns discutent, mais je ne puis suivre la discussion : je reconnais seulement quelques mots d'arabe. Les décorations murales sont champêtres et primitives : de la verdure; au fond, ce n'est pas si mal.

Mais il ne s'agit pas de rêver. Je prends, comme tout le monde, un plateau que je dois garnir de tout le nécessaire. Je n'ai guère l'habitude et sans la complaisance de mes voisins, j'oubliais la fourchette ou le verre. Les portions servies sont appétissantes : entrées, viandes garnies, fromages, gâteaux, fruits. En prenant un yaourt, je suis perplexe : il faut se servir de sucre, mais où le mettre?... Dans ce cas, on enlève le couvercle du yaourt qui sert de sucrier. Ce n'est pas difficile... encore fallait-il le trouver.

Nous voilà installés. Pendant le dîner, que j'ai trouvé excellent, je demande à mes compagnons si le service du restaurant n'est jamais fait par les étudiants.

— Généralement pas, me répondent-ils. Le caissier seulement est un étudiant; il gagne, par ce travail, son dîner.

Il y a aussi un concierge-étudiant (en réalité plusieurs étudiants se partagent cette « situation », afin de pouvoir suivre leurs cours).

— Ne classez-vous pas les étudiants de certains pays d'après leur caractère?

— Ah si; il y a des pays « bûcheurs », ils ne sont pas drôles. Dès les repas terminés, ils regagnent leurs chambres, pour se plonger la tête dans les mains. Quant aux Américains, on les reconnaît... à leur voix. Et puis, l'été, aux costumes de sport blancs avec de grosses initiales...

— Et dans les pavillons, le règlement est-il sévère?

— Non. Le but en est surtout d'empêcher les étudiants de se gêner mutuellement. Pas de musique dans les chambres... (il est vrai, Un Tel joue de la guitare, le soir). Pas de lampes à alcool (mais comment ferait-on le café?). Interdiction de recevoir dans sa chambre une jeune fille, ou une jeune fille un jeune homme.

— A quelle heure devez-vous être rentrés le soir?

— A une heure et demie : c'est souvent un peu juste.

— Et... je suis curieuse, mais c'est un défaut professionel, combien va coûter le dîner très agréable de ce soir ?

— Cinq à six francs par tête.

— Mais, j'y songe (vous excusez ce questionnaire disparate...), j'ai entendu parler d'une église que l'on était en train de construire...

— Oui, parfaitement, mais elle n'est pas dans la Cité même, car il en faudrait une pour chaque culte. Celle dont vous parlez est toute proche. C'est une église catholique. Depuis longtemps, du reste, fonctionne le cercle catholique, dont s'occupe activement M. l'abbé Picard de La Vacquerie, aumônier du cercle Psichari.

Ce *Foyer international des Étudiants catholiques* est ouvert à tous. Il organise des promenades à Versailles, à la Vallée de Chevreuse, à Poissy, et des conférences ; il y a justement ce soir une conférence, par Claude Farrère, sur le Japon.

— Tiens, dit mon voisin, voici l'un des directeurs de la *Revue*.

Et il désigne un étudiant qui venait d'arriver, et, le plateau en main, faisait, à son tour, son menu. Cette *Revue internationale des Étudiants de la Cité universitaire de Paris* est due à l'heureuse initiative de deux frères, étudiants. Éditée avec beaucoup de goût, elle traite de toutes questions pouvant intéresser un milieu intellectuel et cosmopolite : artistiques, littéraires, poétiques, scientifiques.

Toujours avec mes deux compagnons, je longe maintenant le boulevard Jourdan, dans la direction de Paris. Nous passons devant les grands bâtiments centraux, encore inachevés, et où il doit y avoir une piscine. En face, un autre restaurant de la Cité, baptisé restaurant provisoire... depuis de longues années, et moins recherché, paraît-il, que le nôtre ; il est donc vrai que l'idéal démocratique est une utopie, puisque, une nouvelle république à peine née, il s'y crée immédiatement un endroit plus « chic » que l'autre.

Enfin, vivement éclairée, voici la grande librairie de la Cité, tenue par une artiste qui est pour les étudiants, en plus d'une bibliothécaire, une conseillère et une camarade. La devanture est garnie d'œuvres de Claude Farrère, en raison de la conférence de ce soir ; et cet étalage change avec

chaque conférencier : n'est-ce pas une délicate attention ?

Dans le clair de lune, un dernier regard à la Cité silencieuse, aux grands bâtiments, aux coquettes villas entourées de verdure, aux fenêtres éclairées derrière lesquelles les fronts se penchent, studieux ou pensifs.

* * *

Éternellement curieuses, les femmes ont pénétré dans les jardins des sciences ; et sans professer un féminisme outrancier, il faut avouer qu'elles en ont bien le droit. L'essentiel est que le goût des choses de l'esprit ne leur ait pas fait perdre celui des bijoux et des fourrures ; ni celui de prendre mari... ce qu'elles font, tout comme au bon vieux temps. Seulement elles comptent davantage sur elles-mêmes, et elles ont raison, car il est vrai que le bon vieux temps n'est plus.

Hélas ! sur tous, demain plane comme une ombre ; et plus encore peut-être sur ceux de vingt ans... Passer des examens ? Leurs aînés ne savent que faire de leurs diplômes... Les concours ? Il est si peu d'élus !... Choisir une situation ? Ce n'est plus un choix, c'est une bataille.

Pourtant, voici ce qu'écrivait un étudiant, dans un article intitulé « Le choix d'une carrière », et paru dans la *Revue de la Cité universitaire* : « La nécessité n'est jamais assez forte pour contraindre pendant toute une vie un homme à faire ce qu'il ne veut pas. S'il est patient et bien décidé sur le but qu'il veut atteindre, il trouvera un jour l'occasion. Notre société n'a plus de barrière infranchissable. Ainsi, dans ce monde largement ouvert, nous avons vraiment le choix. La seule erreur serait de croire que nous ne l'avons qu'une fois. Nous l'avons chaque jour, et nous aurons très exactement ce que nous voulons. »

Ils se sont dit, les jeunes, que le découragement n'avait jamais sauvé personne, et ils trouvent tout naturel d'être braves...

ODETTE PASCAUD.

UNE AMÉRICAINE

A LA COUR DE NAPOLÉON III

III [1]

L'EXPOSITION DE 1867

LE PRINCE OSCAR DE SUÈDE

Paris, 1867.

Le prince héritier, Oscar de Suède (2), qui est en ce moment à Paris, visite souvent l'Exposition, édifiée en cercle sur le vaste emplacement du Champ de Mars. Chaque nation y possède sa section, où elle expose les spécimens de son industrie et de son art. En face des stands ont été installés des cafés et des restaurants où l'on peut consommer les divers produits nationaux tout en écoutant la musique, les chants, et en regardant les danses et les costumes de chaque pays représenté. Hier, nous accompagnâmes dans sa visite le prince qui s'intéressa à la section américaine, surtout aux pianos Steinway.

Le prince possède un *bateau-mouche* sur lequel il prend plaisir, en compagnie de ses amis, à parcourir la Seine d'aval en amont et d'amont en aval sur une certaine distance.

La semaine dernière, la princesse Mathilde et Mme de Galliffet ayant été invitées avec nous à l'une de ces promenades, il fut décidé de se rendre sur ce bateau jusqu'à la délicieuse propriété que possède James de Rothschild à Baga-

(1) Voyez la *Revue* des 15 avril et 1er mai.

(2) Il devint roi sous le nom d'Oscar II, en 1872, succédant à son frère Charles XV ; il est le père du roi actuel.

telle, sur les bords de la Seine. Arrivés à la grille du parc, le concierge nous refusa net l'entrée et ce ne fut pas avant que M. Dué, secrétaire de la légation de Suède, qui nous accompagnait, eût révélé au rébarbatif portier la haute personnalité du prince Oscar, que nous eûmes la faveur, sans doute insigne, de parcourir le beau domaine. Le concierge, devenu humble et servile, nous offrit de visiter la maison et alla jusqu'à nous proposer de nous faire servir le thé soit à l'intérieur, soit dans le parc, à l'ombre d'un bosquet de roses. Mais nous ne succombâmes à aucune de ces tentations.

Paris est en ce moment tout bourdonnant des noms les plus sonores qui existent de par le monde. On y peut voir, en effet, l'empereur de Russie, beau et majestueux, le roi de Prusse accompagné du maigre Moltke et du colossal comte de Bismarck que son éblouissant uniforme blanc et le casque surmonté de l'aigle aux ailes déployées désignent à tous les regards. Mais il passe indifférent à la curiosité qu'il soulève sous ses pas, battant le pavé de sa lourde rapière et suivi d'un groupe d'Allemands hauts et forts, regardant toutes choses de haut en bas avec leur flegme teuton. Le prince Umberto (1) d'Italie cheminant à côté de ces géants paraît de petite importance.

Le khédive, le shah de Perse, la reine-mère d'Espagne, et bien d'autres souverains encore vont et viennent dans ce Paris qui semble en ce moment le point de mire du monde.

Paris, mai 1867.

Liszt, le fameux pianiste, le nouvel abbé (2), a conquis le cœur de Paris qu'il emplit, en ce moment, de sa gloire et de sa rayonnante personnalité. Il semble, d'ailleurs, très heureux de son rôle de *prêtre-lion* et recueille de magnifiques succès avec cette assurance que confère le génie.

Il dînait l'autre soir à la maison avec une trentaine de convives, parmi lesquels Massenet et Auber. Tandis que nous conversions dans mon boudoir avant l'heure de passer dans la salle à manger, Liszt aperçut un manuscrit apporté dans l'après-midi par Auber; il le prit, le feuilleta négligemment,

(1) Futur roi Humbert Ier, père du roi Victor-Emmanuel III.

(2) Liszt avait embrassé l'état ecclésiastique en 1865, le Pape ayant refusé d'annuler le mariage de la princesse de Wittgenstein qu'il désirait épouser.

puis le remit en place en disant ces simples mots : « C'est très joli. » Quand, le dîner terminé, nous eûmes passé dans la salle de musique et que le maître eut achevé son cigare, il se dirigea vers un piano et, à notre grande surprise, joua la « jolie chose d'Auber ». N'est-ce pas extraordinaire qu'il ait pu exécuter de mémoire une composition sur laquelle il avait à peine jeté les yeux quelques heures auparavant ? Au surplus, il fut ce soir-là particulièrement aimable : il se mit au piano ans en avoir été prié, ce qui ne lui est pas habituel, et exécuta, dans ce style merveilleux qui lui est propre, un grand nombre de ses compositions. Puis Massenet, saisi sans doute d'émulation, se mit au second piano et les deux artistes nous firent entendre tour à tour de divines improvisations.

Liszt est de beaucoup le meilleur pianiste que j'aie jamais entendu. Lorsqu'il joue, il a une manière si séduisante de regarder son auditoire que chacun incline à se croire l'objet d'un hommage particulier du maître. Son sourire surtout est irrésistible : il réchauffe, il illumine, il conquiert. Après avoir ressenti moi-même l'attraction d'un tel charme, je ne suis pas surprise de l'épithète de « conquérant des cœurs » attribuée au grand artiste. Aucune femme, dit-on, n'échappe à son emprise : c'est, je crois, fort possible !

A la demande du grand pianiste, j'ai chanté quelques mélodies de Massenet, accompagnée par l'auteur. Liszt se montra très attentif : il assura au jeune compositeur le plus brillant avenir et me fit les compliments les plus flatteurs.

Liszt est maintenant âgé de cinquante-cinq ans et son aspect est des plus surprenants lorsqu'on le voit pour la première fois. Revêtu de l'habit ecclésiastique, ses longs cheveux épars, son visage aux traits accusés parsemé de verrues qui dressent leurs pointes de tous côtés, il apparaît bien étrange; pourtant toutes ses étrangetés disparaissent lorsqu'on reçoit les effluves de son prestigieux génie et de son charme.

BAL CHEZ LES METTERNICH

Paris, 29 mai 1867.

Le grand bal que les Metternich ont donné cette semaine comptera comme l'événement le plus sensationnel de la saison : ce fut une fête splendide entre les plus splendides!

La salle de bal, décorée par Alphand, était d'un effet particulièrement ravissant avec ses draperies de satin aux teintes dégradées allant du lilas pourpre au rose le plus délicat; de précieux miroirs de Venise, posés sur les tentures, reflétaient à l'infini les milliers de lumières flamboyant dans des lustres de cristal et des candélabres de bronze ciselé. Et puis des fleurs, une profusion de fleurs : en guirlandes, en bouquets, en paniers, en touffes... une symphonie de couleurs et de lumières qui, pour un soir, transforma la demeure des Metternich en un palais des Mille et une nuits.

L'Empereur, accompagné de l'Impératrice, arriva à minuit, tandis que l'orchestre de Waldteufel au grand complet jouait une valse brillante. A ce moment, de toutes les larges baies ouvertes sur le parc, on pouvait admirer l'effet magique des feux de Bengale baignant de lueurs les bosquets, les verts gazons, les rochers moussus, les grottes mystérieuses et les pièces d'eau parsemées de nénuphars et de lotus.

Peu après l'arrivée des souverains, les lourdes draperies qui séparaient les salons de réception de la salle de bal s'écartèrent et Johann Strauss nous apparut debout, la baguette levée devant son orchestre auquel il fit exécuter avec un indicible brio, et pour la première fois à Paris, la valse *le Beau Danube bleu*. Personne ne songeait à danser, chacun était subjugué par ces rythmes entraînants et nouveaux : nous comprîmes alors que jamais, avant la venue de Strauss, nous n'avions entendu une véritable valse, et la grande admiration que nous avions jusque-là témoignée pour Waldteufel s'en trouva quelque peu amoindrie.

Bientôt après, on se groupa pour le quadrille d'honneur : l'Empereur dansa avec la reine de Belgique, le prince héritier de Prusse (1) avec l'Impératrice, le roi de Belgique (2) avec la princesse Mathilde, et le prince de Leuchtenberg avec la princesse de Metternich.

Le cotillon fut ensuite conduit par le comte Deyn et le comte de Bergen qui s'acquittèrent à merveille de leur rôle. Chacun s'y montra plein d'entrain, mais comment eût-il pu en être autrement sous l'impulsion d'une musique capable

(1) Futur empereur Frédéric III qui ne devait régner que quelques mois (mars-juin 1888) entre Guillaume Ier et Guillaume II.

(2) Léopold II, monté sur le trône en décembre 1865.

de faire sortir une momie de son sarcophage et de l'inciter aux plus folles pirouettes?

J'avais comme cavalier un *Durchlaucht* (1) allemand, sentimental et maladroit, qui dansait à la manière d'un collégien, se dandinant sans arrêt, son bras passé autour de ma taille, et comptant les temps de la mesure avant de se lancer dans la danse, pour ne s'arrêter que lorsque l'orchestre avait depuis longtemps fini de jouer. Je crois bien que seul un cataclysme eût été capable de mettre un terme à son élan avant le moment qu'il s'était lui-même fixé. Lorsqu'il dansait, ses épaules étaient agitées d'un mouvement de balancier qui les faisait se hausser jusqu'à ses oreilles; il tenait ses jambes arrondies à la manière d'un *stepper* et nous allions ainsi à travers les couples que nous bousculions, et jusque parmi les simples spectateurs dont nous étions la terreur.

Lorsque nous ne dansions pas ensemble, mon inénarrable cavalier restait cloué sur sa chaise, et si une dame venait lui offrir une « faveur », c'est-à-dire une invitation à danser, il s'excusait en prétextant un essoufflement passager et promettait de se présenter un peu plus tard, ce que d'ailleurs il ne fit pas une seule fois. De la sorte, il avait enfoui dans le secret de ses poches une série de faveurs dont il m'offrit ensuite les plus belles, réservant les autres pour ses jeunes enfants.

Malgré ces incidents drôlatiques et les menus désagréments qui en étaient découlés, je fus tout de même assez satisfaite du cavalier qui m'avait été donné, car, en raison de ses titres et privilèges, il eut droit à deux sièges de premier rang, ce qui me permit de jouir pleinement du merveilleux spectacle de cette soirée, unique dans les annales mondaines de la saison.

Le souper fut servi par petites tables, à une heure du matin. L'Empereur et l'Impératrice, le roi et la reine de Belgique, le prince impérial et la princesse de Prusse, le prince de Saxe-Weimar, le prince Alfred et autres grands personnages furent conduits au premier étage dans une vaste pièce spécialement aménagée, et où étaient dressées deux tables, dont l'une fut présidée par l'Empereur, et l'autre par l'Impératrice.

Les autres invités furent répartis dans divers salons, et

(1) Altesse.

quelques autres, que j'appellerai les privilégiés, s'installèrent sous deux immenses tentes pittoresquement dressées dans le parc, qu'éclairaient une profusion de lanternes japonaises aux teintes de laque et de jade.

Paris, juin 1867.

Mon vieil ami Auber qui, en tant que directeur des concerts, dispose de la loge la plus vaste et la mieux placée de la salle du Conservatoire, m'en offre souvent le libre usage, ce qui me permet d'entendre de magnifiques concerts avec quelques amis très heureux de profiter de mon invitation.

Auber assiste à tous les concerts, mais il se place toujours au fond de la loge, et souvent il s'y endort paisiblement.

Le jour où Liszt était là, le programme comportait l'ouverture de *Tannhaüser*. Quand l'orchestre l'eut exécutée, les applaudissements de l'auditoire n'étant pas assez enthousiastes au gré du maître, celui-ci se dressa au bord de la loge et applaudit de ses larges mains, avec tant de vigueur, que l'assistance tout entière se tourna vers lui et, reconnaissant sa silhouette si caractéristique, lui fit une ovation délirante aux cris de : « Vive Liszt ! » Lui, visiblement heureux, continuait à crier *bis*, comme s'il eût voulu que ces hommages se retournassent à la gloire de Wagner. L'auditoire, subjugué, se mit lui aussi à crier *bis* et l'orchestre dut recommencer l'ouverture qui fut, cette fois, écoutée avec une attention redoublée et fut aussi, sans doute, mieux comprise grâce à la fougueuse intervention du grand musicien.

Auber nous affirma que pareille manifestation ne s'était jamais produite au cours des sévères et classiques concerts du Conservatoire et, pour éviter une manifestation bruyante à la sortie, il nous demanda de quitter la salle quelques instants avant la fin, ce que nous fîmes de bonne grâce.

UNE RÉCEPTION DU KHÉDIVE

Paris, juin 1867.

La semaine dernière, dans le magnifique palais que l'Égypte a fait construire pour l'Exposition universelle, le khédive (1)

(1) Ismaïl Pacha.

donnait une réception à laquelle je fus invitée avec le prince et la princesse de Metternich.

Ce palais consiste en une blanche et vaste construction carrée, d'architecture et d'ornementation tout orientales, au centre de laquelle est une sorte de cour intérieure où l'on accède par une porte monumentale. Au milieu de cette cour de marbre rose jaillit une fontaine qu'entourent des palmes vertes et des fleurs de toutes couleurs.

Ce fut dans ce jardin intérieur tout odorant et plein de doux murmures, que le khédive et sa suite nous accueillirent.

Des musiciens turcs, assis à la mode musulmane, tout au long des murs, tiraient de leurs instruments bizarres d'étranges musiques. Nous nous installâmes dans de vastes sièges très bas, nos pieds posés sur de riches tapis d'Orient, tandis que devant nos yeux charmés des danseuses orientales évoluaient sur l'espace restreint d'un tapis aux coloris chatoyants. Nous vîmes aussi des jongleurs surprenants qui, entre mille tours, firent sortir d'une corbeille transparente une multitude d'objets hétéroclites.

Le café à la turque nous fut servi dans des tasses minuscules aux soucoupes délicatement filigranées et nous goûtâmes à d'étranges gâteaux au goût de miel et à l'odeur de rose. Des cigarettes de toutes saveurs avaient été mises à notre portée sur de petites tables ajourées, et sans cesse s'empressaient autour de nous des serviteurs noirs, dont les jambes maigres émergeaient de blanches culottes bouffantes et dont les têtes étaient enturbannées de soies aux vives couleurs.

Toutes choses étaient si orientales que je me serais bientôt surprise, je crois, à abandonner mon siège pour m'asseoir sur le pavé de marbre, les jambes croisées à la manière des musiciens turcs. Comme j'en faisais confidence au khédive, il me répondit dans son langage mixte français-anglais : « Hélas ! que ne puisse être ! » Ayant par la suite observé les personnages qui entouraient Sa Majesté, ils ne m'apparurent, dessus comme dessous, rien moins qu'immaculés, malgré leur *musulmanie* de se laver à tout propos. Je remerciai alors mon étoile que, selon l'expression du khédive, « ce ne puisse être ».

J'entendis l'interprète avec lequel s'entretenait le prince de Metternich lui dire que la religion des musulmans leur

défendait de boire du vin et de se servir de couverts d'argent, « de sorte, ajouta-t-il, que pour mettre leur *conscience à l'aise*, nous leur disons que les couverts dont ils se servent ici sont de fer argenté ; sans cela, vous les verriez manger avec leurs doigts. »

LA DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES

Paris, juillet 1867.

Nous assistâmes jeudi dernier, au palais de l'Industrie, à la distribution des prix de l'Exposition universelle. Ce fut un magnifique spectacle, mais je vous donne à penser ce que fut la chaleur dans cet immense hall vitré, par cet après-midi de juillet, sous le feu des rayons solaires !

Une longue estrade, que recouvrait un tapis du plus beau pourpre et qu'entouraient des draperies de mêmes couleurs surmontées de l'aigle impérial, avait été dressée dans le hall à l'intention des souverains français et étrangers, et aussi de leurs suites.

Les messieurs étaient magnifiques dans leurs brillants uniformes, la poitrine constellée de décorations, tandis que les dames, en grande toilette et généreusement décolletées, étincelaient de tous leurs joyaux.

Aussi vaste que soit le palais de l'Industrie, il était plein à craquer.

Le Prince impérial distribuait les prix avec une souriante dignité qui gagna tous les cœurs.

Lorsque le comte Zichy, grand propriétaire de vignobles en Hongrie, s'avança pour recevoir la médaille qui lui était destinée, des murmures admiratifs parcoururent la salle, tant il portait beau dans un costume national du plus saisissant effet : ses vêtements brillaient de turquoises appliquées à même l'étoffe, et quelques-unes étaient aussi grosses que des œufs de pigeon ! On dit que lorsqu'il apparaît dans son pays à l'occasion de grandes fêtes, le harnachement de son cheval est lui-même constellé de turquoises dont il possède la plus belle collection qui soit au monde.

Le sultan (1) était assis à la droite de l'Impératrice et

(1) Abd-ul-Aziz.

jamais je n'avais vu rien qui lui fût comparable en faste et en magnificence. La devanture entière du plus grand joaillier de la rue de la Paix eût été éclipsée à son côté. Il portait un collier de perles d'un si bel orient que Cléopâtre elle-même en eût péri d'envie. Un énorme diamant aux feux étincelants retenait l'aigrette de son fez, tandis que sur le satin sombre de sa poitrine brillait d'un éclat sans pareil le *Grand Mogol*, le plus beau diamant parmi les plus beaux.

Tout le monde fut impressionné par un geste charmant du roi de Hollande (1). Après avoir reçu une médaille (sans doute pour le fameux fromage de son pays), le souverain s'inclina profondément devant le Prince impérial. Celui-ci répondit au salut respectueux du roi en s'inclinant encore plus profondément. Alors, le roi se pencha et embrassa l'enfant sur les deux joues.

Petit-Val, août 1867.

Nous avons reçu à Petit-Val la visite du prince de Metternich que je n'avais pas vu depuis la mort tragique, au Mexique, de l'empereur Maximilien. Je n'aurais jamais pensé que le prince pût être aussi affecté par ce douloureux événement. Il ne put en effet retenir ses larmes, tandis qu'il nous parlait des derniers moments de l'empereur Maximilien et de son admirable courage.

A l'instant d'être exécuté, nous conta le prince, l'Empereur remit à chacun des hommes qui devaient le fusiller une pièce d'or de vingt-cinq francs en leur disant :

— Je vous demande de viser droit au cœur.

Le prince de Metternich nous exprima son indignation à l'égard de Rochefort qui, dans *la Lanterne*, a fait paraître un article fielleux où il dénommait l'impérial martyr « l'archidupe ». A cela Auber observa qu'il ne fallait pas attacher trop d'importance aux écrits de Rochefort qui, dit-il, vendrait son âme plutôt que de perdre une occasion de faire un trait d'esprit.

— Oh! je sais, murmura le prince, mais c'est tout de même cruel.

— *C'est un mauvais drôle* dont la tête est pleine de pétards,

(1) Guillaume III, monté sur le trône en 1849.

lit Auber qui raconta alors d'amusantes anecdotes dans l'intention probablement de distraire le prince de ses tristes pensées.

Voici l'une d'elles.

Le shah de Perse (1), en prenant congé de Napoléon III, lui aurait dit :

— Sire, votre Paris est merveilleux, vos palais sont splendides, vos chevaux sont magnifiques; mais, ajouta-t-il d'un ton réprobatif en désignant du geste le groupe de mères-nobles que formaient les dames d'honneur, il faudrait rénover tout ça !

« LA BELLE HÉLÈNE »

Paris, août 1867.

La princesse de Metternich me fit savoir lundi dernier que le ministre des Affaires étrangères lui avait offert sa loge pour une représentation de *la Belle Hélène* et me priait de l'accompagner. Entendre Hortense Schneider dans ce rôle où, dit-on, elle est incomparable, et en même temps voir l'actrice Cora Pearl (2) qui y paraît comme une attraction supplémentaire, était un plaisir trop rare pour ne pas l'accepter avec joie. La princesse nous ayant aussi priés à dîner avant la représentation, nous arrivâmes à six heures et demie à l'ambassade d'Autriche.

Le prince de Metternich nous raconta qu'il avait eu dans l'après-midi la visite de M. Dué, qui était au désespoir parce qu'il n'avait pu trouver une loge libre pour le roi Charles XV de Suède qui, arrivé la veille à Paris, avait exprimé le désir d'assister à la représentation de *la Belle Hélène*. M. Dué, dans son désarroi, était allé au ministère des Affaires étrangères pour demander si la loge du ministre ne pouvait être offerte au roi. Il lui fut répondu que la loge était déjà réservée pour le prince de Metternich. En apprenant la chose de la bouche de M. Dué, le prince s'empressa de mettre la loge en question à la disposition du roi de Suède, mais pour ne pas nous désappointer, la princesse et moi, il loua des places plus ordinaires,

(1) Nassr ed-dine, monté sur le trône en 1848.

(2) Cora Pearl tenait le rôle de Cupidon dans *la Belle Hélène*, reprise aux Bouffes-Parisiens en 1867.

mais qui se trouvaient cependant faire face à la loge qu'allait occuper le roi.

Lorsque nous arrivâmes à nos places, le souverain était déjà installé dans sa loge. C'est un homme de belle allure, portant une barbe noire dans un visage des plus agréables.

Entre le premier et le second acte, M. Dué vint prévenir le prince de Metternich que le roi Charles désirait s'entretenir avec lui. Le prince se rendit aussitôt au désir du roi et revint séduit de l'affabilité du monarque qui lui avait exprimé son désir de nous avoir dans sa loge, tandis qu'il enverrait ses aides de camp et M. Dué lui-même prendre nos places. Comme vous pouvez le penser, nous acceptâmes avec joie et la soirée se termina en la compagnie du plus aimable des souverains.

Nous nous sommes beaucoup divertis de l'apparence assez ridicule de Cora Pearl dont c'étaient les débuts au théâtre. Malgré son fard qui lui donnait un éclat factice et ses jambes livrées au regard et qui étaient vraiment belles, elle ne réussit pas à sortir de la vulgarité. Elle portait des talons tellement hauts qu'elle pouvait à peine marcher et cela la faisait paraître plus gauche qu'elle n'est réellement. Son rôle ne comportait fort heureusement que quelques mesures de chant, mais elle les chanta si mal que la foule fut je crois bien près de la siffler. De toute évidence elle avait été invitée pour le plaisir des regards, mais le seul hommage que les yeux lui rendirent fut de la trouver ridicule.

Pendant le second acte, lord Lyons (1) ayant appris que le roi de Suède était au théâtre y vint pour le saluer. Le souverain, en apercevant sur la poitrine du lord une décoration dont il l'avait honoré lui-même, lui dit :

— Je vous en prie, enlevez cette décoration : je désire pour aujourd'hui encore l'incognito ; demain, je serai le roi officiellement.

Et lord Lyons d'enfouir aussitôt l'étoile d'or dans sa poche. Le roi lui dit ensuite :

— M. Dué a organisé pour minuit un souper à la Maison d'Or ; je désirerais vivement que vous y fussiez aussi.

Et lord Lyons d'accepter en remerciant Sa Majesté.

M. Dué, remplissant son rôle de majordome, quitta le

(1) Ambassadeur d'Angleterre à Paris.

théâtre avant la fin de la représentation afin que tout fût prêt à l'arrivée du roi. Comme il quittait la loge, Sa Majesté lui dit :

— Surtout n'oubliez pas les écrevisses à la Bordelaise, car je ne cesse d'y penser !

Après la représentation dont le roi se montra enchanté (particulièrement de la voix et du jeu d'Hortense Schneider dans l'air célèbre : *Dis-moi, Vénus*), nous nous fîmes conduire à la Maison d'Or où M. Dué nous reçut. Comme je lui demandais à quelle heure nous devions donner l'ordre au cocher de venir nous chercher, il me répondit que Sa Majesté ne se retirait jamais avant deux heures du matin, et il nous introduisit dans un salon où le roi nous pria, la princesse de Metternich et moi, de retirer nos chapeaux et nos capes.

— Vous serez tellement mieux ainsi, nous assura le roi.

Nous n'étions pas assis depuis dix minutes que nous entendions des bruits de rires et de voix emplissant le corridor proche du salon particulier que nous occupions. Lord Lyons bondit vers la porte qu'il ouvrit :

— Oh ! dit-il, c'est le duc de Brunswick (1) qui mène grand tapage ; sans doute est-il déjà dans les vignes du Seigneur !

— Si je me souviens bien, interrogea Sa Majesté, c'est bien le duc qui, occupant la loge royale à l'Opéra de Londres, tua d'un coup de révolver une danseuse qui se trouvait en scène ? Et ne quitta-t-il pas l'Angleterre en ballon pour éviter d'être arrêté ?

Lord Lyons répondit diplomatiquement qu'on avait en effet colporté la nouvelle de ce scandale à un certain moment, mais comme la chose datait déjà de loin, il en avait oublié les détails.

— Et si j'ai bien compris, insista le roi, il n'aurait pas le droit de retourner en Angleterre ?

— C'est juste, Majesté, il n'en a pas le droit.

Et le souverain fut immédiatement pris du désir de rencontrer le trop fameux duc. Lord Lyons fut dépêché et nous attendîmes avec quelle impatience, en nous demandant si le pouvoir de persuasion du lord serait assez grand pour décider le duc à se montrer... Il le fut, et bientôt la porte s'ouvrit,

(1) Duc Karl de Brunswick, 1804-1873, chassé de ses États à la suite des événements de 1829-1831 ; il vivait à Paris

laissant passage au duc qui s'inclina profondément sans perdre son équilibre ; en vérité, pour un homme dans les vignes du Seigneur, il se présenta sans disgrâce.

— Je crains de vous avoir dérangé, Sire, et je m'en excuse, dit-il, mais le salon que vous occupez étant celui qui m'est réservé chaque soir, je trouvais inadmissible qu'il ne fût pas à ma disposition comme d'habitude.

Le duc serait un homme remarquablement beau encore, n'étaient ses yeux glauques et ses lèvres mollement retombantes, et aussi cette extraordinaire perruque dont il s'affuble pour masquer une calvitie précoce. Cette perruque, qui semble collée à son crâne et qui descend fort bas sur la nuque, recouvrant entièrement ses oreilles, est faite de soie du noir le plus sombre qui se puisse trouver, si bien que je me demandai si c'était là un déguisement ou si vraiment le duc se persuadait qu'on pût être dupe de son stratagème.

Le roi se montra charmant, semblant peu se soucier de l'état d'ébriété dans lequel se trouvait le duc, ce qui tendrait à prouver que ce que raconte ce bon M. Dué se rapproche de la vérité.

— En Suède, nous dit-il, les gens sont habitués à voir leurs amis dans les *vignobles seigneuriaux* ; ils ne les rencontrent jamais ailleurs.

Le roi demanda au duc de Brunswick s'il lui plairait de souper en sa compagnie, mais le duc remerciant Sa Majesté lui dit :

— Je vous demande, Sire, l'autorisation de me retirer, ayant quelques dames à souper avec moi ce soir, dont le Cupidon de *la Belle Hélène*.

— Ah ! fort bien, répondit le roi, mais dites-lui donc que si elle continue de porter de si hauts talons, elle aura des ennuis.

— Ce ne serait pas la première fois, répondit le duc en riant. Cependant, Sire, ne me demandez pas de lui faire semblable remarque, car je craindrais fort pour mes oreilles !

Le duc, sur ces paroles, salua profondément, sans souci pour ses boucles de soie qui s'agitèrent, puis il disparut.

Le seul verdict que chacun prononça fut : « Quel crétin ! »

DEUXIÈME SÉJOUR A COMPIÈGNE

A la fin de 1868, Mme Moulton est de nouveau invitée à Compiègne; elle y retrouve ses succès de l'automne de 1866, applaudie sur le petit théâtre du château, dans une pièce d'amateur, félicitée par l'Empereur qui goûte particulièrement ses chansons nègres du Sud.

Palais de Compiègne, 1868.

Lorsque cette invitation nous arriva, elle fut immédiatement déclinée par mon beau-père qui estimait que l'*affaire* s'était précédemment révélée trop coûteuse, non seulement en raison de la note de mon couturier, mais surtout en considération des pourboires extravagants en usage au Palais de Compiègne. « Le jeu n'en vaut pas la chandelle », dit-il dans son français le plus choisi (il prononce le *djou*). J'en fus désolée et je demeurai toute la journée, languissante et boudeuse, me jugeant victime d'une détestable intransigeance.

Le duc de Persigny, qui était ce jour-là à la maison et qui, en la circonstance, sympathisait avec moi, mit tout en œuvre pour faire pression sur l'esprit paternel; mais, hélas! l'esprit paternel demeura inflexible.

Aussi vous pouvez imaginer ma joie lorsque, quelques jours plus tard, arriva une seconde invitation en tout point semblable à la première, avec un mot du duc de Persigny nous informant que Leurs Majestés étaient particulièrement désireuses de nous recevoir; et le duc ajoutait : « Dites à votre beau-père que la question des pourboires est maintenant définitivement réglée dans un sens qui lui conviendra : aucun pourboire ne sera plus donné ni reçu à Compiègne. » Dès lors, M. Moulton donna son consentement et je fus dans la félicité.

Il paraîtrait que l'attention de l'Empereur avait été attirée par une série d'articles de presse traitant de cette question des pourboires. Fort ennuyée, Sa Majesté avait alors donné des ordres pour que prissent fin ces errements qu'il avait toujours ignorés.

Parmi les nombreux invités qui prirent place avec nous dans le train spécial, se trouvaient le duc d'Albe (1) et ses filles,

(1) Beau-frère de l'Impératrice Eugénie.

M. Prosper Mérimée, le prince et la princesse de Metternich.

Arrivés au Palais, nous fûmes conduits dans le même appartement que nous occupions lors de notre dernier séjour, ce qui me donna tout de suite l'impression de me retrouver *chez moi*.

A sept heures, tous les invités, au nombre de cent vingt environ, étaient réunis dans la vaste salle des fêtes, la seule pièce de cet immense château susceptible de contenir aisément une aussi nombreuse assistance. L'Impératrice, superbe dans une toilette de teinte lilas, était parée de ses magnifiques perles et portait un diadème de perles du plus ravissant effet. Lorsqu'elle s'approcha de moi, elle me tendit gracieusement sa main en me disant qu'elle était très heureuse de me revoir. Quant à l'Empereur, il se montra bon et aimable, comme toujours.

Le baron Gourgaud, qui avait été désigné pour me conduire à table, m'offrit son bras et nous suivîmes l'interminable procession des couples jusqu'à la salle à manger.

La danse fut le seul divertissement de cette soirée qui me parut un peu terne en raison de la réputation de gaieté et d'entrain des invités, qui avaient reçu la faveur d'un séjour au palais impérial pendant une période qui comprend les deux plus grandes fêtes de l'année : Noël et le premier jour de l'An. Mais, hélas! le concours de Waldteufel, le grand faiseur de valses, ayant été supprimé cette année, nous n'eûmes pour danser d'autre orchestre qu'un piano mécanique de la plus moderne fabrication.

On dit que l'Empereur, qui a l'horreur de la publicité sous quelque forme que ce soit, quand elle touche à sa vie privée ou à celle de son entourage, se montra fort mécontent de certaines informations fantaisistes qui trouvèrent un écho dans la presse parisienne. Il blâma particulièrement, paraît-il, la reproduction parue dans *le Figaro* des caricatures que Gustave Doré s'était autorisé de faire durant son séjour au Palais de Compiègne. Il s'ensuivit que l'Empereur décida de ne plus admettre parmi ses invités les personnes susceptibles de tirer profit de leurs indiscrétions; et c'est ainsi que Waldteufel ayant eu à subir, avec quelques autres, la rigueur des ordres impériaux, nous en fûmes réduits, pour danser, à assurer nous-mêmes le fonctionnement du piano mécanique. Pour ma part, je fus ravie de retrouver à Compiègne le cher

instrument qui avait enchanté mon enfance, et tandis qu'un chambellan peu musicien et ignorant les ressources expressives de cette extraordinaire boîte à musique, s'escrimait à en faire jaillir des danses sur un rythme déconcertant, je ne pus résister à l'envie de prendre sa place et de montrer à l'assistance tout le merveilleux parti que l'on pouvait tirer de la surprenante mécanique. Je pris donc possession de l'instrument et exécutai une valse brillante pour le plus grand agrément des danseurs.

Lorsque j'eus joué quelques danses, l'Empereur vint auprès de moi et me dit avec bonté :

— Vous allez vous fatiguer, madame; ne voudriez-vous pas me permettre de désigner quelqu'un pour prendre la place que vous tenez avec tant de brio?

— Si Votre Majesté pouvait savoir tout le plaisir que j'éprouve à manœuvrer cet instrument! Il y en avait un semblable à la maison quand j'étais petite fille, et depuis, je n'en avais pas revu...

— Ces pianos ne sont donc pas d'une invention toute récente? me demanda l'Empereur surpris.

— Sans doute celui-ci comporte-t-il les derniers perfectionnements, répondis-je, mais l'invention est certainement plus vieille que moi.

— Cela ne lui confère pas beaucoup d'ancienneté, dit l'Empereur souriant; et il fit signe à un chambellan auquel je dus céder ma place. Il manda ensuite le comte d'Amelot qu'il me présenta comme danseur, en me disant galamment :

— Si je savais danser, j'aimerais être votre cavalier; mais, hélas! je ne danse pas.

— Alors, Sire, il me faudra danser sans vous, répondis-je avec une expression de regret.

— Vous avez la réplique charmante, conclut l'Empereur en riant.

Et tandis que le comte d'Amelot et moi prenions le pas de la danse, le souverain nous suivit un instant de ses yeux mi-clos au regard si particulier.

Et maintenant voici la liste des toilettes que j'ai apportées avec moi pour mon séjour à Compiègne et qui furent motif à bien des grogneries.

Costumes du matin

Robe de velours noir soutaché, chapeau sable, collet et manchon sable.

Robe brune garnie de bandes de loutre de mer naturelle, manteau, toque et manchon assortis.

Robe de popeline bleu foncé avec garniture de peluche du même ton, manchon assorti.

Robe de velours pourpre, garni de plumes de faisan, manteau et chapeau assortis.

Robe de velours gris argent garnie de chinchilla, manteau, toque et manchon de chinchilla.

Costume de chasse de drap vert.

Costume de voyage bleu foncé avec manteau assorti.

Robes d'après-midi

Robe de faille lilas.

Robe café au lait avec garniture assortie.

Robe de faille verte avec revers bleus, complétée d'une écharpe rouge « Charlotte Corday » (dernière création de Worth).

Robe de faille rouge unie.

Robe de faille grise avec revers bleus.

Robes du soir

Robe de tulle vert clair brodée d'argent.

Robe de satin gris avec volants de dentelle de Bruxelles.

Robe de tulle rose profond avec ruchés de satin assorti et ceinture de ruban lilas.

Robe de dentelle noire sur transparent de tulle blanc avec nœuds de velours vert.

Robe de tulle bleu pâle garnie de Valenciennes.

PROSPER MÉRIMÉE

Château de Compiègne, 28 novembre 1868.

Au déjeuner, le marquis d'Aoust, qui était mon voisin de table, me prit au dépourvu, entre deux bouchées de truite saumonée et réussit à me dérober mon consentement pour

l'aider à monter, au château, une opérette qu'il avait composée. Il prétendit que l'idée de faire représenter son œuvre venait à peine de germer dans son esprit, mais je trouvai que pour une idée en germination, elle était déjà bien mûre, car le marquis avait le manuscrit en poche.

— Tout se passe en un seul acte, me dit-il (ce que je pensais fort heureux), et l'action ne comporte pas plus de quatre personnages (ce que je trouvais plus heureux encore).

Mettant à profit le premier moment de liberté que la retraite de Leurs Majestés nous laissait, le marquis m'entraîna en grand secret vers l'endroit retiré du parc que l'on nomme *la Treille* ou encore *le Berceau*, promenade de cent mètres de long que Napoléon a fait construire pour l'agrément de Marie-Louise, et qui s'étend jusqu'à l'orée de la forêt de Compiègne. Je ne sais si Marie-Louise fit jamais cette promenade par une journée aussi humide que celle qui me valut d'avoir les pieds meurtris de froid, tandis que j'écoutais les explications du marquis qui me semblèrent interminables autant que fastidieuses. Nous allâmes terminer plus agréablement la conférence dans le petit salon jaune.

— Quel rôle vais-je avoir? s'enquit le prince de Metternich.

Et comme il ne pouvait en avoir d'autre, il accepta celui de souffleur.

Au thé de l'Impératrice, je remarquai que la souveraine portait suspendue à son cou, par un ruban de velours, toute une collection de petits médaillons, dont quelques-uns incrustés de pierreries. C'est maintenant la mode d'offrir en toute occasion ces sortes de breloques dont la multiplicité offre un aspect *cannibalique*, qui évoque ces peuplades sauvages dont la coutume est de porter, en colliers ou en bracelets, les dents de leurs ennemis vaincus.

Prosper Mérimée m'offrit son bras pour me conduire au dîner. Il est grand et élancé, et son allure générale est beaucoup plus celle d'un Anglais que celle d'un Français. Il est, je crois, beaucoup plus âgé qu'il ne paraît; il doit friser la cinquantaine (1). Son sourire a un grand charme, et ses yeux

(1) Mérimée était né en 1803; il avait donc en réalité soixante-cinq ans.

sont agréables, bien qu'ils vous percent parfois d'un regard aigu et méfiant. Il parle anglais comme un véritable Anglais, et comme je lui en faisais la remarque, il me répondit que cela était bien naturel, l'ayant parlé dès son plus jeune âge.

— Mais, ajouta-t-il sans sourciller, je l'écris encore bien mieux que je ne le parle!

Lorsqu'il s'exprime en français, il donne à ses phrases un tour si original, et si brillant, qu'on est, — du moins l'étais-je, — continuellement sur le *qui-vive* pour ne rien perdre de ce qu'il dit. C'est un peu comme lorsqu'on écoute un artiste qui, improvisant au piano, se permet de soudaines et subtiles modulations que l'on craint de ne pouvoir saisir au passage.

Mérimée me dit avoir été en correspondance, pendant trente ans de sa vie, avec une grande dame anglaise (1).

— Étiez-vous donc si amoureux d'elle que vous ayez pu mettre tant de constance à lui écrire? demandai-je fort indiscrètement.

— J'étais surtout amoureux de ses lettres, me répondit l'écrivain; elles furent les plus intéressantes que j'aie jamais lues, pleines d'esprit et d'humour.

— Et elle? demandai-je plus indiscrètement encore, était-elle amoureuse de vous, ou seulement de vos lettres?

— Comment pouvez-vous me demander cela? me répondit-il sur un ton scandalisé. A vrai dire, je me le demandais moi-même!

— Écrivait-elle en anglais, et écriviez-vous en français? insistai-je encore cependant.

— Elle écrivait en anglais, répondit-il sur un ton agacé...

— Est-elle morte? demandai-je, de plus en plus hardie.

Mais il ne voulut pas répondre, et nous aiguillâmes la conversation vers d'autres voies.

Je voudrais pouvoir me souvenir de tout ce que, ce soir-là, me dit Mérimée. Je me rappelle cette pensée :

— Si je devais, dit-il, définir la différence qui existe entre les hommes et les femmes, je dirais *que les hommes valent plus, mais que les femmes valent mieux.*

Le Prince impérial m'invita à danser la polka, et tandis

(1) Il s'agissait peut-être de la correspondance à laquelle le comte d'Haussonville a consacré un article dans la *Revue* du 15 août 1879 : *Prosper Mérimée, à propos de lettres inédites.*

que d'une main je battais la mesure sur son bras, j'entourais de l'autre son épaule frêle, pour diriger ses pas hésitants. C'est charmant de le voir évoluer parmi les dames, invitant l'une à danser, bavardant avec une autre, et cela si simplement !

UN DIPLOMATE QUI A LA COMPRÉHENSION DIFFICILE

Compiègne, 29 novembre 1868.

Un message, m'informant que j'avais été désignée pour prendre place au déjeuner à côté de l'Empereur, m'a été remis ce matin.

Dans le grand salon, où, cette fois, je ne fus pas des dernières arrivées avant l'heure du déjeuner, ce fut le duc de Sesto, qui a récemment épousé la veuve du duc de Morny, qui vint m'offrir le bras pour me conduire à la gauche de Sa Majesté.

L'Empereur était d'une humeur charmante, gai et plein de bonhomie. Me désignant du regard un certain diplomate étranger, le baron F..., qui se trouvait de l'autre côté de la table, le souverain me demanda si j'avais eu l'occasion de converser avec lui.

— Je ne connais personne, me dit-il, qui soit plus réfractaire à une plaisanterie, à un calembour, voire à une simple devinette dont se jouerait un enfant.

Et l'Empereur, pour appuyer sa réflexion sur une preuve, de me raconter cette histoire :

— Le baron faisait dernièrement une visite à la duchesse de Bassano, l'une des dames d'honneur de l'Impératrice comme vous le savez, et qui est actuellement, comme vous le savez aussi, en grand deuil de sa mère. Je dois ajouter que la duchesse est très cérémonieuse et très formaliste sur l'étiquette. Le baron, voulant se rendre agréable, lui demanda la permission de lui conter l'histoire la plus divertissante qu'il eût jamais entendue. Pour vous permettre de mieux goûter l'esprit du baron, me dit alors l'Empereur, je vais, par anticipation, vous donner la clef de l'histoire qui est, d'ailleurs, on ne peut plus simple. On commence par demander à son interlocuteur la permission de le tutoyer et on lui pose alors cette question saugrenue : *Aimes-tu la chicorée?* A la réponse ou au silence qui s'ensuit, on conclut : *Si tu l'aimes, c'est qu'elle est*

ta mère (amère). Et voilà : c'est tout !... Eh bien ! continua l'Empereur en souriant, il advint ceci : le baron, sans rien expliquer à la malheureuse duchesse, et sans même lui demander l'autorisation de la tutoyer pour un instant, lui posa la question de cette manière : *Pourquoi aimes-tu la salade ?* Comme la duchesse demeurait interloquée, il ajouta, ne se tenant pas de rire : *Mais parce qu'elle est ta mère*. La duchesse indignée se leva : « Monsieur, dit-elle, je vous prie de cesser cette ridicule plaisanterie : vous oubliez que ma pauvre mère est morte depuis peu », et ne pouvant retenir ses larmes, elle quitta le salon.

« Cela ne servit pas de leçon à l'incorrigible baron qui, une autre fois, posa à brûle-pourpoint la question à la baronne de Pierre, également dame d'honneur de l'Impératrice : *Madame, pourquoi aimez-vous la salade ?* Et comme la baronne restait coite, il s'empressa de donner cette explication : *Parce qu'elle est madame votre mère*.

« Ce qui m'ennuie dans tout cela, conclut l'Empereur, c'est qu'à chaque personne à qui le baron peut glisser son histoire, il confie : « C'est Sa Majesté qui me l'a racontée ! »

Connaissant mon goût pour les mots drôles, le souverain me dit encore :

— A un bal des Tuileries, je demandai un soir à un Américain dont j'avais autrefois connu le vieux père : « Est-ce qu'il vit encore ? » Et le jeune homme de me répondre : « Non, sire, pas encore. »

L'Empereur, riant avec moi, me dit alors :

— Cela me semble bon de rire un peu avant d'aller me replonger durant tout l'après-midi dans les affaires de l'État.

Après le déjeuner, de nombreux chambellans s'affairèrent à organiser des distractions à l'intention des invités. Ils mirent à notre disposition chevaux, voitures, fusils pour les excursions de l'après-midi. Mais nous étions quelques malheureux qui avions lié partie avec le marquis d'Aoust pour la répétition de son opérette et qui ne pûmes nous dégager de nos obligations. Notre auteur était d'ailleurs ravi, ayant enrichi sa troupe des deux charmantes filles du duc d'Albe et de leurs soupirants.

Pour la répétition qui devait demeurer secrète, la princesse de Metternich, qui occupe toujours à Compiègne l'apparte-

ment dit appartement d'Apollon, mit à notre disposition son salon et le piano du prince. Le marquis, dans la jubilation, s'empressa de réunir ses interprètes et nous joua au piano sa partition d'un bout à l'autre sans nous faire grâce d'une mesure. Sa musique est encore plus pauvre que je ne l'avais pensé; quant à l'intrigue, elle est banale et naïve au delà de toute expression. En voici d'ailleurs l'argument :

Le seigneur du manoir (vicomte de Vaufreland, basse) conte fleurette à une humble fille du village (moi-même, soprano). La dame du manoir (Mme Conneau, contralto), jalouse et soupçonneuse, fait une scène à son mari. L'ami et conseiller du seigneur (comte d'Espeuilles, ténor) apparaît à ce moment et, devant la fureur de l'épouse, a la générosité de se dévouer en prenant à son compte le délit de libertinage et en déclarant que c'est lui, et lui seul, qui a recherché la villageoise. L'épouse donne créance à ce récit et tout rentre dans l'ordre.

La pièce se passe sous Louis XV. La garde-robe théâtrale de Compiègne nous fournirait-elle les costumes nécessaires? Hélas! les malles dans lesquelles nous fouillâmes fiévreusement ne contenaient que des costumes disparates appartenant à toutes les époques, excepté à celle qui nous intéressait. D'Espeuilles réussit pourtant à trouver une magnifique jaquette de satin brodé du plus pur style Louis XV, mais, pour compléter le costume, il ne trouva rien d'autre qu'une originale culotte Henri II. Lorsqu'on présenta cet ensemble au vicomte de Vaufreland, celui-ci protesta que jamais il ne consentirait à le revêtir et il envoya aussitôt à Paris pour trouver un costume qui ne mêlât pas les époques. D'Espeuilles, moins exigeant, se contenta du costume de velours noir et de la toque à plume d'Hamlet qui ne ressortissaient à aucune époque, mais convenaient fort bien à son genre de beauté.

Mme Conneau fit transformer une de ses robes de bal en une toilette de prétendu style Louis XV, assurant qu'en disposant ses cheveux poudrés d'une certaine manière, elle personnifierait très honorablement la dame du manoir. Un costume tyrolien auquel ma femme de chambre a ajouté quelques nœuds de ruban et le traditionnel petit tablier serviront à merveille pour mon rôle de jeune paysanne.

Au cours de la soirée, l'Impératrice me fit demander par

un chambellan de bien vouloir me rendre dans la salle de musique où elle se tenait en compagnie de l'Empereur et de quelques privilégiés. J'accédai aussitôt au désir de Sa Majesté, qui me pria de chanter quelques chansons américaines.

M'accompagnant moi-même, je chantai *Swanee river*, puis aussi *Shoe-fly* et enfin : *Come back to your Chickabiddy* (1). Pour terminer, je chantai une mélodie du prince de Metternich, intitulée : *Bonsoir, Marguerite*, l'auteur m'accompagnant lui-même, puis *Beware!* la chanson composée par mon mari et qui a toujours tant de succès.

L'Empereur vint à moi lorsque j'eus fini mon joyeux répertoire et me demanda ce que signifiait *Chickabiddy*. Je lui expliquai que c'était un mot d'argot nègre qui voulait dire : *petite chérie*.

Un peu plus tard, le souverain me fit l'honneur insigne de m'apporter lui-même une tasse de thé en me disant :

— Voici pour notre *Chickabiddy* !

LE QUADRILLE DES « LANCIERS »

Compiègne, 30 novembre 1868.

Ce vieux diplomate étranger, pompeux et pesant, dont l'Empereur me disait qu'il était réfractaire aux mots d'esprit, m'honora aujourd'hui de son bras de baron pour me conduire au déjeuner. Je ne puis imaginer d'autre raison à cette condescendance à mon égard que celle de prendre gratuitement une leçon d'anglais dont, j'en conviens, il avait fort besoin. Cherchant sans doute à produire sur moi une profonde impression, mon noble voisin m'accabla littéralement d'histoires étourdissantes sur sa très auguste famille et l'importance de ses vastes domaines ou plutôt de son petit royaume. Enfin, n'ayant plus rien à vanter, sa conversation languit et nous ressemblâmes bientôt à deux pierres tombales attendant une épitaphe. Mais, ayant soudain trouvé une idée susceptible, selon lui, de m'intéresser, il me dit :

— La diplomatie, madame, est un métier de chien.

— C'est sans doute, observai-je, parce qu'on est attaché à un poste !

(1) Reviens à ta petite chérie.

Le hautain baron me toisa d'un regard méprisant qui me fit regretter ma remarque stupide et hardie. Presque aussitôt cependant son morne visage se détendit comme sous l'influence d'une pensée réjouissante, des lueurs s'allumèrent dans ses yeux clignotants et il me dit :

— L'Empereur m'a raconté l'autre jour quelque chose de très drôle.

Je savais ce qui allait advenir et me montrai fort attentive. Le baron continua :

— Sa Majesté m'a demandé pourquoi j'aimais la salade. Devinez-vous la réponse, madame?

J'en avais une toute brûlante et prête à lui servir, mais, la refrénant, je lui dis :

— Non, quelle est-elle?

— *Parce qu'elle était ma mère!* s'exclama le baron en riant d'une manière si immodérée qu'une quinte de toux s'ensuivit et me fit craindre que pas un bouton de ses vêtements n'y pût résister.

Lorsque cette explosion se fut calmée, il me demanda de sa voix gutturale si j'avais saisi le jeu? (il prononçait le *cheu*). Si je n'avais pas compris le *cheu*, du moins en avais-je compris le *choquant*. Je répondis avec un grand sérieux que sans doute je comprendrais mieux si je savais de quelle sorte de salade Sa Majesté avait voulu parler. Mais le malheureux baron me répondit innocemment que le nom de la salade n'avait aucune importance!...

Revenue au salon et me trouvant assez près de l'Empereur qui conversait avec une dame, je fis mon possible pour attirer son attention. J'y réussis et le vis bientôt s'avancer vers moi. Bravant toutes les lois de l'étiquette, je fus la première à prendre la parole :

— Sire, dis-je, j'étais assise à côté du baron pendant le déjeuner et le problème de la salade ne m'a pas été épargné.

— Comment l'a-t-il présenté cette fois? interrogea l'Empereur.

— Cette fois, Sire, il a prétendu que, selon votre propre réponse, il aimait la salade parce qu'elle était sa mère!

Et l'Empereur, éclatant de rire, s'exclama :

— Il est désespérant!

Il semble que le sort ait aujourd'hui encore désigné

l'ineffable baron pour être le but de toutes les plaisanteries.

Le programme de la journée comportant une excursion à Saint-Corneille, où se trouvent les ruines d'une abbaye et d'un camp romain, nous partîmes en chars à bancs. L'air était frais et vivifiant et nous étions les excursionnistes les plus joyeux qu'il se pût trouver.

Seul, notre distingué diplomate (celui de la salade) demeurait taciturne et maussade, refusant de prendre part à nos rires et nos billevesées. Il en résulta que tout le monde conspira pour le taquiner.

Le marquis de Galliffet eut l'idée amusante de conter devant le baron une fantaisiste histoire de la famille d'Albe que le diplomate écouta bouche bée et avala d'un trait. Or, comme le duc d'Albe était là, écoutant attentivement et souriant avec bienveillance, cela ne pouvait manquer de sembler vrai.

— Lorsque Noé, dit le marquis de Galliffet, fut prêt à voguer sur les flots du déluge, tandis que les hommes et les rocs disparaissaient autour de lui, il vit nager vers l'arche une créature élevant au-dessus des flots quelque chose qu'elle tenait à bout de bras. Noé l'interpella : « N'essaye pas de monter dans l'arche ; je ne puis te prendre ; nous sommes déjà trop nombreux ! » Et le naufragé de répondre : « Je ne demande pas à monter dans l'arche, mais je vous supplie de sauver mes papiers de famille. » C'était l'ancêtre du duc d'Albe.

L'expression du baron se fit plus grave et, se tournant vers le duc, il demanda d'un ton solennel :

— Est-ce réellement vrai ?

— Parfaitement, répondit le duc sans qu'un muscle de son visage bougeât. Et le dicton : *Après moi le déluge* est depuis cette époque la devise de ma famille. Seulement, nous disons maintenant : *Nous d'abord et puis le déluge!*

Il n'était pas moins de cinq heures et demie lorsque nous nous retrouvâmes au château de Compiègne, dans nos appartements. Dans le grand salon, je vis le vieux et glorieux général Changarnier venir m'offrir son bras pour me conduire à la salle à manger.

Après le dîner, on nous distribua des carnets de bal sur lesquels étaient inscrites toutes les danses de la soirée : quadrilles, valses, polkas et les « lanciers ».

Mon vieux général se révéla très chevaleresque, allant même jusqu'à inviter une partenaire pour danser les « lanciers » tout en proclamant qu'il n'en connaissait ni les pas ni les règles, ce qu'il n'avait pas besoin de dire, chacun pouvant s'en rendre compte en le voyant danser.

Il existe quatre sorte de gens : ceux qui connaissent les « lanciers » ; ceux qui ne connaissent pas les « lanciers » ; ceux qui connaissent les « lanciers » et prétendent le contraire ; ceux enfin qui ne connaissent pas les « lanciers » et prétendent les connaître.

Mon vénérable général appartenait tout simplement à la deuxième catégorie, mais, tout en ne sachant pas les « lanciers », il eut le génie de se rendre agréable en trottinant légèrement et en se laissant guider par les autres. Aussi eut-il grand succès, et lorsque nous arrivâmes à la figure de la *grande chaîne*, il était complètement grisé par les compliments et les sourires que lui adressaient toutes les dames, lesquelles, le tirant d'un côté puis d'un autre, essayaient de l'embrouiller en l'envoyant pivoter dans tous les sens, jusqu'au moment où, ne sachant plus du tout où il en était ni ce qu'il devait faire, il prit le parti de se placer au centre du salon et d'y exécuter, pour notre plus grande joie, une suite de pirouettes dont la légèreté était, je crois, inégalable. Aucun des jeunes hommes présents ne pouvait lui être comparable par le charme et la noblesse de ses révérences Louis XV, et ils durent convenir qu'en cela le vieux général leur damait le pion.

PROPOS DE GALLIFFET

Compiègne, 1er décembre 1868.

Le comte de Nieuwerkerke (1) m'offrit ce matin son bras pour me conduire à la salle à manger. Il est d'origine allemande (mais hollandaise sonne mieux) et il est actuellement la plus grande autorité connue en matière d'art, si bien que l'Empereur le fit comte en même temps que directeur du Louvre.

Le nouveau comte est très bel homme et possède parmi d'enviables qualités la réputation d'un Don Juan. Comme nous

(1) Statuaire, 1811-1892, directeur des Musées impériaux, puis surintendant des Beaux-Arts.

conversions tous deux, un peu à l'écart, avant le déjeuner, l'Impératrice passa près de nous et, portant un doigt sur ses lèvres pour éveiller mon attention, elle me dit :

— Prenez garde ! *Beware!* C'est un homme dangereux.

— Oh ! je sais, Majesté, et j'espère bien être ramenée sur une civière !

Elle rit, puis disparut et M. de Nieuwerkerke prit un air satisfait et flatté. Tandis que nous cheminions à travers la célèbre galerie entre la double haie des Cent-gardes, je me sentais l'âme d'une victime conduite sur l'autel du sacrifice.

L'anglais de mon Don Juan étant très vague, il s'embrouilla à tel point avec *heart* (cœur) et *art* qu'il m'était difficile de savoir par instants s'il voulait parler des galeries du Louvre ou de ses malheureuses victimes. Quelques-unes de celles-ci étant précisément à notre table, le fat n'hésita pas à les désigner à mon attention.

Quelle ne fut pas ma joie de trouver Auber au thé de l'Impératrice, mon cher vieil Auber ! Il avait été invité pour le dîner et avait accompagné les artistes de la Comédie-Française qui donnèrent le soir une représentation de la délicieuse comédie de M[me] de Girardin : *la Joie fait peur*.

M[me] Favart fut très touchante dans son rôle. Coquelin fut excellent, selon son habitude, mais je ne l'aime pas dans ses rôles pathétiques, sa voix un peu criarde et nasillarde ne convenant pas au style sentimental.

Après la pièce, Coquelin dit un monologue qui était bien le plus drôle que j'aie jamais entendu, et qui s'intitule : *les Obsèques de madame X*. L'assemblée entière fut mise en gaieté par cette désopilante histoire, et je pouvais voir les épaules de l'Empereur secouées d'un rire inextinguible.

Compiègne, 2 décembre 1868.

Au déjeuner, j'eus la bonne fortune de me trouver placée entre le prince de Metternich et le marquis de Galliffet. Le marquis se montra très agressif et, selon son habitude, ne cessa de grogner ; il fut toutefois bien amusant.

Il commença par une diatribe contre la langue anglaise qu'il qualifie d'illogique et d'absurde.

Et il me raconta qu'un jour, voyageant en Angleterre et

ayant mis à un moment donné la tête à la portière du wagon pour mieux voir un coin du paysage, un de ses compagnons de route lui cria : *Look out* (1). Obéissant à cette injonction, le marquis se pencha davantage à l'extérieur et l'autre d'insister de façon plus pressante : *Look out!* Impatienté, le marquis se récria :

— Mais je regarde dehors !

— Alors, regardez dedans, bon Dieu ! répliqua son interlocuteur, tandis que d'une rude poigne il ramenait dans l'intérieur de la voiture l'incompréhensif voyageur.

— Comment voulez-vous apprendre une langue aussi stupide que celle-là ? conclut le marquis.

Comme il pleuvait à verse, le prince de Metternich nous demanda ce que nous pourrions bien faire par une journée aussi maussade. Je lui proposai des tableaux vivants : il n'y tenait pas. Je lui soumis alors l'idée d'un thé costumé qui n'eut pas davantage l'heur de lui plaire. Mais, revenant à son dada favori, il nous proposa des charades.

— Voulez-nous nous aider, marquis? demanda-t-il à Galliffet.

— Certes non, répondit celui-ci, mais vous serez le bienvenu si vous vous adressez à ma femme : elle raffole de ces sortes de mascarades, de toutes ces stupidités où d'ailleurs elle excelle !

— Mais pourra-t-elle jouer un rôle ?

— Si elle pourra jouer ? s'écria le marquis, elle jouera aussi bien que le diable en personne.

Dès le moment où nous fûmes réunis dans le salon, le prince avait non seulement trouvé sa charade mais encore en avait arrêté dans son esprit les moindres détails.

Pensant que le petit Prince impérial s'amuserait fort à jouer, lui aussi, un rôle, il demanda au précepteur du jeune prince de l'y autoriser, ce qui fut accordé sur-le-champ. Il pria ensuite le vicomte de Walsh d'obtenir de l'Impératrice son gracieux consentement et l'honneur de sa présence à la représentation.

Le mot de la charade était : *Pantalon*.

La première syllabe, Pan, fut représentée par le petit

(1) Cette expression signifie littéralement « Regardez dehors », mais elle est surtout usitée dans le sens de « Attention ».

Prince qui personnifiait la statue du dieu Pan. Son corps, dont on ne pouvait voir que le buste, semblait surgir d'un piédestal parmi des guirlandes de feuillage. Sa jeune tête était aussi couronnée de verdure. Il portait à ses lèvres, avivées par le fard, la flûte légendaire et ses sourcils, haut dessinés, avaient la ligne méphistophélique. Comme décor à cette scène sylvestre, on avait requis les plus beaux orangers des serres de Compiègne, et l'effet en fut très réussi.

Le prince de Metternich avait revêtu un original costume d'Arlequin, tandis que la princesse portait avec grâce celui d'Arlequine. Tous deux jouèrent à merveille, et le plus naturellement du monde, une scène d'amour où il leur fut aisé d'échanger de véritables baisers qui résonnèrent si bien que les rires fusèrent de toutes parts, tandis que Pan roulait, devant ce couple amoureux, de grands yeux doux et brillants.

Le second mot : *talon*, fut représenté dans une sorte de pantomime. Les personnages formaient un groupe à la Watteau ; le comte de Pourtalès était un maître de danse : il se montra si vif, si gracieux qu'il fut pour tous une révélation au point que le prince de Metternich, son ami intime, ne put s'empêcher de s'écrier :

— Qui aurait jamais pensé cela ? Comme le talent se cache !

Le mot entier, *Pantalon*, fut un rassemblement de Colombines, d'Arlequins et de cavaliers Louis XV dansant une ronde tout en faisant mille mignardises. Pan, en pantalon court, la tête et le buste enguirlandés de pampres, s'était joint à la danse.

L'Impératrice donna le signal d'applaudissements enthousiastes.

UNE REPRÉSENTATION D'AMATEURS

Compiègne, décembre 1868.

Cet après-midi, nous nous réunîmes au théâtre pour l'ultime répétition de l'opérette du marquis d'Aoust. Le marquis était au piano et le prince de Metternich dans le trou du souffleur où il paraissait à l'étroit.

Le seigneur du manoir (vicomte de Vaufreland) fait son

entrée en chantant une plaintive mélodie où il exhale ses sentiments pour Rosette, l'humble bergère du village (que je personnifiais). Celle-ci entre à son tour, un panier d'œufs au bras et chante son amour pour l'ami du seigneur (d'Espeuilles). La musique de ce morceau est des plus médiocres : le compositeur, voulant sans doute traduire la haute ambition de la bergère par une série de notes exagérément hautes, m'obligea à une gymnastique vocale peu commune. Mes « tourments » et mon « plaisir d'aimer » se perdirent dans de telles hauteurs qu'il me fut impossible d'en articuler les paroles.

La dame du manoir (Mme Conneau), entendant mes lamentations et les croyant inspirées par mes sentiments envers son mari, accourt et il s'ensuit entre elle et moi une scène violente qui se déroule en un dramatique duo. Alors survient l'ami du seigneur et nos voix s'entremêlent dans un inextricable trio, où s'entrechoquent les accusations véhémentes de la châtelaine, les protestations de Rosette et les explications de l'ami...

Le quatuor final est une triste affaire musicalement parlant, car tous les chanteurs partent sur un unisson et tout aussitôt le soprano s'envole à tire-d'ailes vers le ciel, tandis que le contralto et la basse se précipitent dans des profondeurs insondables, et que le ténor, qui devrait se faire entendre dans un juste milieu, reste bouche bée, battant la mesure d'une main nerveuse, en attendant le moment propice où sa voix pourra enfin rejoindre la mienne dans les sphères éthérées.

Le marquis se montra très contrarié du refus que je lui opposai de me laisser tomber sur la scène au moment où le texte porte : *Rosette tombe évanouie*.

— Rien n'est plus facile, me dit-il, il vous suffira de mettre votre bras derrière le dos pour amortir la chute. Après avoir essayé deux ou trois fois, vous devez réussir sans aucun risque.

Je me vis alors en imagination toute couverte de bleus et je répondis au marquis :

— Je ne veux pas risquer de me casser le cou.

— Je vais vous montrer, insista-t-il, comment on tombe sans se faire le moindre mal.

Ce disant, il se laissa choir et alla heurter de la tête le banc du jardin après avoir bousculé un vase qui se brisa à

terre. Fort heureusement il n'y eut pas grand dommage pour sa précieuse personne et la discussion fut close.

Aussitôt après le dîner, je gagnai mon appartement pour me grimer et revêtir mon costume de villageoise ; puis, suivie de ma femme de chambre, je m'engageai dans les longs corridors qui donnent accès au théâtre.

Nous fûmes tous amusés et surpris lorsque d'Espeuilles apparut en perruque blanche et fausses moustaches. Les gentilshommes du chœur n'ayant pas voulu faire de dépenses somptuaires, étaient en culottes courtes et en bas blancs; quant aux dames, elles étaient vêtues de simples toilettes du matin agrémentées de flots de rubans, et elles portaient des corbeilles de fruits et de fleurs qui les rendaient suffisamment *couleur locale*.

Comme tout était prêt, le chambellan vint demander si Leurs Majestés pouvaient maintenant prendre place dans leur loge. Le prince de Metternich ayant répondu affirmativement, l'élégante assemblée emplit bientôt le théâtre, tandis que lui-même s'engouffrait dans le trou du souffleur et que le marquis d'Aoust s'installait au piano, non sans nous adresser d'ultimes exhortations :

— Êtes-vous sûrs de savoir votre rôle ? N'oubliez pas de..., etc.

Lorsque ce fut mon tour de paraître, je sentis dans mon dos des frissons glacés. Le public était glacé lui aussi et mon courage était sur le point de m'abandonner quand le seigneur du Manoir, s'approchant de moi, me dit :

— Rosette, Rosette, que fais-tu ici ?

— Mais, vous le voyez, monsieur, je ne fais rien.

Un peu rassurée par le son de ma voix, je commençai alors ma stupide chanson et je fus dès lors fort à l'aise, ayant l'impression, sans vouloir me flatter, de faire valoir une musique si médiocre. Mme Conneau chanta magnifiquement son aria dramatique qui souleva l'enthousiasme de la salle. Je n'eus qu'un regret, c'est que la musique ne valût pas sa voix. Le duo d'amour entre l'ami du seigneur et moi fut, à ma grande surprise, un succès. Mais, ô stupeur! la fausse moustache de d'Espeuilles, déjà toute engluée, tombait traîtreusement de chaque côté de sa bouche et je craignis un instant pour la bonne attaque de notre *da capo*. Ayant aperçu les

gestes nerveux du marquis lui faisant signe de relever sa moustache, d'Espeuilles obtempéra aussitôt et nous terminâmes brillamment notre duo, aux applaudissements de l'auditoire.

LE BAL DU PLÉBISCITE

Après le triomphe de l'Exposition de 1867, s'annonce déjà le déclin du Second Empire. L'opposition, qui devient de plus en plus violente, remporte d'importants succès aux élections de 1869. A la suite du remaniement de la constitution, qui oriente le régime vers le parlementarisme, un plébiscite, en mai 1870, paraît consolider le trône de Napoléon III. Pour célébrer cette trompeuse victoire, un grand bal va être donné aux Tuileries. Mme Moulton, qui est une des privilégiées invitées à Versailles, à un pique-nique lors de la visite d'un archiduc d'Autriche, assiste également à ce bal.

Paris, mai 1870.

Nous avons été invités à un pique-nique au grand Trianon offert par l'Empereur et l'Impératrice en l'honneur de l'archiduc d'Autriche.

Le rendez-vous était au palais de Saint-Cloud pour quatre heures. Quand nous arrivâmes, les Metternich, Édouard Delessert, Duperré et le comte Dehm, secrétaire de l'ambassade d'Autriche, étaient déjà là. Leurs Majestés et le Prince impérial se joignirent bientôt à nous et nous prîmes place dans deux chars à bancs à quatre chevaux qui attendaient devant les grilles du palais avec leurs postillons et les piqueurs en selle.

L'Empereur, l'Impératrice, le Prince impérial et la princesse de Metternich montèrent dans le premier char à bancs et les autres invités dans le second. Nous traversâmes une délicieuse forêt, puis nous suivîmes la longue et interminable avenue de Versailles pour aboutir aux petites rues tortueuses de la ville qui me semblèrent en bien mauvais état si j'en juge par les secousses qui nous jetèrent les uns sur les autres. Finalement nous arrivâmes au Petit Trianon où nous abandonnâmes voitures et laquais.

Nous parcourûmes le parc, en nous dirigeant vers le Grand

Trianon et nous vîmes, auprès du lac, la table déjà dressée pour le dîner. La princesse de Metternich s'assit à la droite de l'Empereur et moi à sa gauche.

Le souverain, en excellentes dispositions d'esprit, conversa avec M. Delessert qui se surpassa lui-même en racontant de spirituelles anecdotes et quelques petites histoires fort risquées qui nous mirent en joie.

Le petit Prince impérial, qui avait à plusieurs reprises manifesté sa hâte de monter dans le bateau qui l'attendait au bord du lac, se précipita vers l'embarcation lorsque, le dîner terminé, sa mère lui en eut donné l'autorisation.

L'Impératrice, un peu nerveuse, ne voulut point quitter la berge tant que dura cette promenade sur l'eau, afin de pouvoir suivre du regard le petit canot qui zigzaguait entre les mains inexpérimentées de l'enfant auquel elle adressait de pressantes recommandations.

La soirée était délicieuse et, nous étant attardés, il n'était pas moins de neuf heures lorsque nous repartîmes pour Saint-Cloud par une route différente de celle que nous avions suivie à l'aller.

Paris, mai 1870.

Le bal du plébiscite, auquel nous assistâmes aux Tuileries, fut une fête splendide. Les architectes et les décorateurs s'étaient vraiment surpassés. Sous la douce clarté de milliers de lanternes qui brillaient dans les arbres et les bosquets, le spectacle des jardins était féerique. Des massifs d'orangers odorants, des parterres de fleurs, festonnés de petites lumières multicolores, embaumaient l'air, et la nuit était si tiède que nous pûmes nous promener dans les allées en toilette de bal, sans la moindre écharpe sur nos épaules.

De la salle de bal et des salons contigus, on accédait par les larges portes-fenêtres, dont on avait enlevé les battants, à une plate-forme monumentale d'où partait, brillamment illuminé, un escalier à double évolution conduisant aux jardins.

Plus de six mille personnes étaient là, parmi lesquelles tout ce que Paris compte de notoire et d'élégant.

Après le quadrille d'honneur, Leurs Majestés circulèrent parmi leurs invités. Souriant et radieux, l'Empereur allait de groupe en groupe, recueillant avec une joie exultante les

hommages de l'élite parisienne. Comme il passait près de moi, je m'empressai de lui offrir mes félicitations auxquelles il fut assez bon pour me répondre :

— Merci, je suis bien heureux.

Leurs Majestés, entourées de la famille impériale, revinrent ensuite sous le dais de velours et, après avoir accordé quelques instants d'attention aux couples qui évoluaient sous leurs yeux, elles se dirigèrent vers le pavillon de Flore où un souper allait être servi aux hautes personnalités et aux grands dignitaires. Quant aux autres invités, ils soupèrent par petites tables dans le théâtre transformé en une admirable salle de festin, toute enguirlandée de fleurs.

Avec cette fête dont Mme Moulton décrit si lyriquement les splendeurs, le Second Empire jetait son dernier éclat. Désormais les événements vont se précipiter. Bientôt l'horizon diplomatique s'assombrit, les menaces de conflit se précisent... Nous retrouverons Mme Moulton dans ces jours tragiques de juillet 1870 qui précèdent la déclaration de guerre.

Y. H. DE LAURIÈRE.

(A suivre.)

EDGARD MILHAUD

OU L'INJECTION DE RICHESSE

> « Que ferait un singe s'il avait trop de noix de coco? Mourrait-il de faim? Laisserait-il ses enfants singes grandir rachitiques parce qu'il a amassé trop de noix de coco ? »
>
> UPTON SINCLAIR.

1929-30-31-32-33-34-35... Sept ans d'une crise sans précédent dans l'histoire, sept ans de restriction croissante des échanges, sept ans d'un chômage immense, sept ans d'appauvrissement progressif.

Chaque année, chaque mois, on a attendu la reprise. Chaque modification éphémère dans le sens du mieux-être a été saluée de « ah »! d'espoir, vite déçus.

Il y a actuellement près de trente millions de chômeurs complets dans le monde. La France, touchée plus faiblement que les autres pays au début de la crise, sent maintenant celle-ci l'emprisonner sûrement. Nos statistiques des fonds publics de secours parlent de trois cent cinquante mille chômeurs *secourus*, et l'on évalue le chiffre *total* à plus de un million. De 1932 à 1934, le chômage a augmenté de 14 pour 100 dans la banlieue parisienne et de 45 pour 100 en province. En septembre dernier, M. Adrien Marquet, ministre du Travail, dénonçait la gravité de la situation et prévoyait un hiver particulièrement difficile.

Partout, dans les journaux, à la tribune du Parlement, ce sont des cris d'alarme. Partout on parle de ranimer les échanges, car, on le sait maintenant, c'est d'asphyxie et d'anémie que

l'économie du monde est en train de mourir. Mais alors, à tous ceux qui sont responsables de la chose publique se pose cette angoissante question : Les paroles suffisent-elles ? Faut-il se résigner à assister en spectateur impuissant à la misère croissante, à la désagrégation de l'économie du pays? Y a-t-il des expédients, des remèdes? Faut-il lancer le pays dans de coûteuses expériences d'économie dirigée? Ou bien, existe-t-il un moyen de favoriser l'action de la nature, cette lutte pour la santé qui existe dans les organismes sociaux comme chez les individus?

Jusqu'ici on s'est borné à parer au plus pressé, à soutenir dans la mesure du possible les victimes les plus gravement touchées, les chômeurs. Mais c'est ici le côté le plus tragique de la crise; pour créer des allocations de chômage, il a fallu augmenter les impôts : augmenter les impôts, cela revient à diminuer le pouvoir d'achat des contribuables, donc leur consommation, c'est créer à nouveau, à plus ou moins bref délai, du chômage, c'est ouvrir un trou pour en boucher un autre. Si, au lieu d'impôts, on a eu recours à une compression d'une autre partie du budget, on a alors supprimé les commandes, diminué des revenus : quelque part, dans l'économie du pays, on a enlevé de l'argent qui donnait du travail.

Aux grands travaux d'intérêt public on peut faire le même reproche ; ils sont financés par l'impôt, et ils ne sont pas rentables, ou sont de rentabilité éloignée. Ce qu'ils apportent d'un côté, ils l'enlèvent de l'autre. Il ne faut certes pas diminuer leur mérite, puisqu'ils rendent une raison de vivre à des milliers d'hommes, — mais ils ne sont pas un remède à la crise, ils ne font pas avancer le pays d'un pas dans la voie de la guérison.

Est-il donc impossible de faire mieux? Ne peut-on réamorcer le « siphon des échanges »? N'est-ce pas au moins dans cette voie-là qu'il faut chercher?

J'avais en septembre 1933 raconté dans *l'Illustration* comment le bourgmestre de Wörgl en Tyrol avait, à la veille de la faillite, ranimé l'économie de sa petite commune à l'aide d'une monnaie « accélérée » propre à vivifier les échanges. Depuis lors, l'expérience a été arrêtée et « l'argent fondant » interdit en Autriche. Partisans et adversaires sont restés sur

leurs positions. Mais tous, partisans comme adversaires, ont distribué le blâme et la louange avec les mêmes mots, les mêmes épithètes : bouleversement... révolutionnaire... Ces mots ont une grande fortune aujourd'hui...

Or, c'est maintenant un « classique », un partisan convaincu de l'étalon-or, un économiste renommé qui est par surcroît un de nos compatriotes, M. Edgard Milhaud, qui vient nous proposer une série de mesures, ne comportant ni impôt, ni inflation, ni économie dirigée, ni emprunt, et cependant capables de tirer notre économie du courant de défaite où elle se trouve engagée (1).

M. Edgard Milhaud est professeur d'économie politique à l'Université de Genève. Ne vous imaginez pas un auguste vieillard perdu dans les théories à statistiques et figé dans l'attente d'un monde enfin conforme à l'économie politique. M. Edgard Milhaud a une cinquantaine d'années, le teint coloré, l'œil vif et les épaules larges, plutôt le type classique de l'homme d'action que celui du professeur.

Chargé en 1920, par le Bureau international du Travail, d'une enquête sur la production à travers le monde, et auteur du rapport de six mille pages qui porte ce titre, dont le journal *le Temps* disait en 1924 que « ce livre de bord d'un voyage économique autour du globe était l'inventaire de toutes les forces actives de notre planète, un catalogue de nos énergies que devraient consulter tous les citoyens du monde soucieux d'avoir une idée exacte de la situation industrielle, commerciale et agricole de l'étrange période que nous traversons », M. Edgard Milhaud put observer sur place tous les phénomènes de la période de l'après-guerre. C'est de là, de ce travail *in vivo*, puis du contact continu qu'il garda à travers le B. I. T. avec cet être instable qu'est l'économie mondiale, qu'il tira ses idées sur le fonctionnement de la crise, puis, finalement, de 1931 à 1933, le plan Milhaud.

Voici l'essentiel de ces idées : on verra comment les plans en découlent naturellement.

(1) Voir : E. Milhaud, *Nouveau travail, Nouveaux débouchés*. — E. Milhaud : *Trêve de l'or et Clearing international* (Maison coopérative du Livre). — E. Milhaud, U. von Beckerath, docteur Zander, docteur Rittershausen, docteur Heilperin, ingénieur Kuttel : *Organisation des échanges et création de Travail* (Librairie du Recueil Sirey).

Si l'origine profonde de la crise mondiale se trouve dans le tohu-bohu économique de la guerre et de l'après-guerre, nouvelles industries, agricultures renouvelées, exportations amplifiées, importations restreintes, protectionnismes et étranglement des échanges internationaux, emprunts, dettes intérieures, endettements extérieurs, spéculation et sarabande de l'or et des capitaux, si le déclenchement de la crise s'explique par la discordance croissante, dans ce monde en délire, entre une production mégalomane et l'évolution de la puissance d'achat des masses, ces causes, qui agissaient déjà de 1920 à 1929 et provoquaient alors, déjà, un chômage restreint, sont dépassées maintenant par une cause permanente dont l'action grandissante rend toutes les autres négligeables : cette cause, c'est la crise elle-même, cancer nourrissant sa propre multiplication.

Si, à un moment donné, un producteur se trouve incapable d'écouler sa production, il ne pourra acheter la marchandise d'un deuxième producteur. Celui-ci à son tour ne pourra acheter à un troisième... et ainsi de suite. Répétez cela mille, dix mille fois, étendez-le en progression géométrique, et vous verrez l'arrêt des échanges gagner de proche en proche, propageant la crise comme une épidémie, contaminant toutes les parties saines de l'organisme.

Le chômage apparaît maintenant comme un générateur continu de chômage : le premier ralentissement de la production provoque le licenciement d'un certain nombre d'ouvriers, la diminution des salaires. Immédiatement ces ouvriers aux salaires diminués, ces chômeurs sortent du cycle de l'économie : ils achetaient pain, viande, vêtements, chaussures; ils achètent moins, ils n'achètent plus.

Alors la restriction de la consommation des masses provoque une nouvelle chute de la « demande »; la production suit : nouveau chômage. Et le mal s'étend. Les achats de ces ex-travailleurs faisaient vivre aussi des détaillants, des grossistes, des industriels; l'argent qui rentrait dans les caisses de ceux-ci y rentre de moins en moins, ils doivent se restreindre, — consommer moins, — leurs fournisseurs sont obligés de produire moins : chômage.

Devant la baisse des prix de gros, les détaillants réservent leurs achats : un billet de cent francs achètera plus demain

qu'aujourd'hui, attendons à demain : décroissance des achats, croissance du chômage.

Le dernier coup : devant les faillites, les dettes impayées, la baisse des titres, l'insécurité générale, la méfiance s'étend et les capitaux se terrent, la thésaurisation devenant le moyen d'éviter les moins-values, ou même d'en profiter. L'industrie s'anémie davantage, la quantité de monnaie circulante diminue : nouvelle baisse des prix de gros, nouvelle restriction des échanges, nouveau chômage. Et chaque chômeur est lui-même une cause de chômage, — chaque individu obligé, faute d'argent, à se restreindre oblige quelqu'un d'autre dans le monde à se restreindre aussi !

Trente millions de chômeurs dans le monde, plus d'un million en France : la somme enlevée ainsi à l'économie représente en salaires et pertes connexes, pour le pays plus de vingt milliards de francs, pour le monde entier plus de mille milliards. Il va de soi que tout projet qui ne cherchera pas *d'abord* à récupérer au moins une partie de ces milliards, ne sera pas plus efficace... qu'un discours au Parlement.

Or, on le répète, ni les indemnités de chômage, ni les grands travaux ne rendent ces chômeurs et ces milliards à l'économie du pays, et l'argent pris aux contribuables pour doter indemnités et travaux n'a été que dérivé d'autres travaux aussi utiles et sans doute plus productifs. Nous nous trouvons devant un fleuve grossi chaque jour de nouveaux affluents, et qui menace de tout emporter : il s'agit d'endiguer, non de construire des moulins.

Et voici le problème auquel s'est attaqué M. Edgard Milhaud. Si l'on pouvait réintégrer progressivement ce million de chômeurs dans l'économie « normale », on créerait simultanément vingt milliards de production nouvelle et vingt milliards de pouvoir d'achat supplémentaire. *L'un achèterait l'autre*, et une seule chose serait changée dans le pays : il n'y aurait plus de chômeurs. Mais, pour que toute une nation se mette d'un coup à produire davantage, il faut auparavant que la « demande » *ait* augmenté, il faut que les chômeurs devenus des travailleurs *aient* été payés, que les industriels, les commerçants *aient* fait des bénéfices, que les actionnaires *aient* touché des dividendes, il faut donc que, déjà, la production et la consommation *aient* augmenté.

On se trouve devant un cercle dont il est impossible de sortir par les voies ordinaires, et c'est bien pour cela que l'on n'en sort pas, que les expédients s'avèrent inefficaces, et que la crise chaque jour s'aggrave.

Or voici ce que propose M. Milhaud : puisque tout le mal vient de ce que personne ne veut ni ne peut acheter avant d'avoir vendu, et que cela même empêche toute vente, il faut donc lier la vente à l'achat, les rendre simultanés, et par cela même « mobiliser » la demande. Et c'est l'idée dominante du premier projet, ou « plan national ».

LE PLAN NATIONAL

Un organe, que nous appellerons Centre de lutte contre le chômage, est chargé de faire à tout industriel qui s'engage à embaucher des chômeurs, donc à augmenter sa production, une avance. Cette avance sera égale à la valeur totale de la production supplémentaire de l'industriel, soit, paiement de salaires, matières premières, quote part des frais généraux, profit de l'entreprise. Le Centre fait l'avance, non en billets de banque, mais en *bons d'achat* valables pendant un temps limité, trois mois par exemple.

Avec ces bons, l'industriel paie ses nouveaux ouvriers, ses matières premières, règle une partie de ses frais généraux, donne, s'il y a lieu, des dividendes. Il jette donc sur le marché un pouvoir d'achat, et ce pouvoir d'achat est exactement égal à la valeur totale des marchandises produites. Le pouvoir d'achat va acheter les marchandises. Non pas directement, bien entendu, mais, dans l'ensemble des industries françaises, s'il a été avancé au premier juin 1935 cinquante millions de bons d'achat, il a été fabriqué cinquante millions de marchandises nouvelles, et, avant le premier septembre, par l'intermédiaire du commerce de gros, de demi-gros et de détail, les marchandises fabriquées auront été consommées, et les bons seront revenus chez le fabricant. Supposer le contraire, serait admettre que quelqu'un accepte de propos délibéré de voir au premier septembre s'annuler dans sa poche une valeur qui lui permet d'acquérir des marchandises.

Que se sera-t-il passé ? Les marchandises auront été livrées aux consommateurs, les bons d'achat, revenus chez les

industriels, auront été renvoyés au Centre, remboursant ainsi l'avance. Entrés en circulation en même temps qu'une valeur égale de marchandises, ils en seront sortis en même temps : il n'y aura eu aucune inflation des moyens de paiement. Et il y aura eu diminution de chômage, augmentation simultanée de la production et de la consommation ; c'est ce que j'ai appelé une « injection de richesse ».

Quel sera l'intérêt de l'opération pour les diverses catégories de la population ? Commençons par les commerçants, puisque nous les avons jusqu'ici négligés dans notre exposé.

Un commerçant acceptant d'entreposer les marchandises supplémentaires va arborer un signe, quelque chose comme l'aigle bleu utilisé aux États-Unis. Cela signifiera : ici on accepte les bons d'achat du Centre national de lutte contre le chômage. Il va recevoir les marchandises à crédit, et n'aura pas à débourser un centime. Et, toujours afin de mobiliser immédiatement le pouvoir d'achat, le Centre va lui avancer, en bons d'achat, la différence entre le prix de gros et le prix de détail des marchandises supplémentaires, de sorte qu'il pourra dépenser immédiatement son bénéfice et accélérer l'écoulement général. Une fois les marchandises vendues, il lui restera à rembourser à l'industriel le prix de gros, et au Centre, l'avance que celui-ci lui a faite.

Un industriel, en plus de son profit proprement dit en bons d'achat, verra avec plaisir son usine travailler de plus en plus « à plein », et le rapport production à capitaux engagés s'élever, ce qui est la condition essentielle d'une reprise.

Un fournisseur de matières premières, placé dans l'alternative, « vendre ou ne pas vendre », n'hésitera pas à échanger sa marchandise contre des bons d'achat lui permettant de ne plus se « serrer la ceinture ».

Quant à l'ex-chômeur, retrouvant travail et gagne-pain, celui-là sera le grand bénéficiaire de l'opération...

Enfin l'agriculteur lui-même va trouver un écoulement pour ses produits : ces chômeurs « rendus à la vie » vont non seulement acheter des produits fabriqués, mais encore, mais surtout, ils vont acheter davantage de viande, de lait, de beurre, de pain, et cela, ils le paieront en bons d'achat, qui serviront à ces paysans souvent dénués du strict nécessaire

à acheter les vêtements, les chaussures, les outils dont ils manquent depuis des mois.

Il n'est pas jusqu'à l'État qui ne trouve son profit à l'affaire : la diminution, puis la disparition du chômage permettront de boucler plus facilement le budget, et peut-être de diminuer les charges qui pèsent sur le malheureux contribuable, rendant par là-même au commerce une nouvelle vigueur.

Enfin l'épargne trouve son compte au projet, car il sera toujours possible de faire des placements en bons d'achat, dans les caisses d'épargne par exemple, le courant de bons ainsi créé revenant dans le commerce sous forme de paiements faits par l'État.

Nous avons maintenant vu comment on créait offre et demande simultanées, production et débouché. Il reste à voir comment on ajuste la nature de l'offre à celle de la demande. C'est ici qu'intervient un organe dont l'importance est souvent méconnue aujourd'hui, le commerce de détail. Supposons en effet que le Centre ait trop encouragé l'industrie de la Radio et pas assez celle de la chaussure, — il s'en suivra qu'au bout des trois mois le volume total des transactions correspondra bien au volume total des avances faites... mais qu'il restera des appareils de T. S. F. sur le carreau, alors que les chaussures auront été enlevées... comme des petits pains. Que vont faire les détaillants? Le détaillant Radio va refuser d'entreposer à nouveau des marchandises qui se vendent mal, il diminuera ou supprimera sa prochaine commande, de façon à laisser son « trop-plein » s'écouler avec le temps. En conséquence, le fabricant de radios demandera au Centre une avance moins forte pour la seconde période de trois mois. Au contraire le détaillant-chaussures, au comble de la joie, va réclamer à cor et à cri des chaussures, des chaussures! Le fabricant demandera une avance plus forte, et la seconde période va être marquée par une meilleure adaptation de « l'offre à la « demande », adaptation qui ira chaque trimestre en se perfectionnant.

C'est là la réaction de la vieille loi de « l'offre et de la demande » dans le système Milhaud. Ici comme partout cette loi se manifeste à travers l'organe merveilleusement sensible du commerce de détail, interprète des besoins de la clientèle dans lequel certains ne voulaient voir qu'un « intermédiaire » inutile et périmé.

En résumé : M. Edgard Milhaud ne nous propose pas, comme tant de « novateurs », la miraculeuse panacée qui guérira de tous ses maux l'humanité souffrante. Son objectif est limité, et par cela même raisonnable. Parmi toutes les causes de la crise, il a décelé la plus néfaste, la plus active : ce chômage qui engendre le chômage, et c'est à cette cause-là qu'il s'est attaqué dans son plan national. Tout chômeur représente un pouvoir d'achat possible, qui pourrait faire vivre d'autres chômeurs, et ce pouvoir d'achat ne se réalise pas parce que la machine aux échanges ne fonctionne pas. Sans rien changer, sans rien démolir et en utilisant tous les rouages qui existent, M. Edgard Milhaud nous apporte le moyen de remettre la machine en marche : ni emprunt, ni impôt, mais un crédit strictement proportionnel à l'augmentation de la production, et effectué en « bons » générateurs de pouvoir d'achat immédiat. On emploiera le système progressivement, en l'appliquant au début à un dixième des chômeurs par exemple. Il est inoffensif, et fonctionnera ou ne fonctionnera pas. S'il ne fonctionne pas, qu'on l'abandonne! S'il fonctionne, et s'il amène cette reprise tant attendue, si la confiance renaît, si l'argent circule à nouveau, son rôle sera terminé. Cette reprise du reste de l'économie est-elle possible? Il semble que l'on puisse répondre par l'affirmative : en effet, la réussite du projet dégrèverait le budget des indemnités de chômage, augmenterait le profit dans toutes les entreprises, et, en augmentant les échanges, aurait sans doute sur les prix de gros l'effet d'une poussée à la hausse, hausse que le monde entier attend depuis des années.

Voilà donc le « plan national ». Mais il est clair qu'il devrait être réalisable sur le plan régional ou même local. Quelle est donc la municipalité entreprenante, la Chambre de commerce courageuse, qui appuiera la création de la première Centrale d'échange, du premier Centre de création de travail?

LE PLAN INTERNATIONAL

Nous avons vu comment le « circulus vitiosus », pas de ventes, pas d'achats, donc ni ventes ni achats, avait conduit M. Edgard Milhaud à un système générateur d'échanges entre

les individus ; nous allons voir maintenant comment le même mal, s'attaquant aux individus nommés France, Angleterre, Italie, Allemagne, impose des remèdes analogues. Et c'est le deuxième plan Milhaud « Projet de Clearing international », qui s'en prend cette fois à une autre cause de la crise : la restriction des échanges internationaux.

Bien que le second projet ait été souvent exposé indépendamment du premier, bien que l'un ne suppose pas forcément l'exécution de l'autre, on verra qu'ils se complètent heureusement. L'étranglement des marchés extérieurs est arrivé actuellement à un point tellement catastrophique qu'il serait difficile de remonter entièrement le marché intérieur sans augmenter les échanges internationaux. Combien de fabricants produisent pour l'étranger, combien tirent leurs matières premières de l'étranger !

La chute du commerce international de 1929 à 1933 est illustrée par les quelques chiffres qui suivent : le total des importations dans le monde passe de 820 milliards de francs en 1929 à 320 milliards en 1932 et 290 milliards en 1933. Pour la France seule, la chute de 1932 à 1934 est de un milliard.

Comme tous les pays ont vu leur chiffre d'affaires intérieur se rétrécir également, on ne saurait prétendre que les achats dérivés du marché international se sont dirigés vers les marchés intérieurs, et nous devons reconnaître que nous avons ici une des causes principales de la détresse du monde.

L'origine de cela ? L'effort désespéré des pays touchés le plus durement par la crise (en particulier des pays à monnaie dépréciée), pour circonscrire le désastre, rétablir l'équilibre de leur balance, se procurer à tout prix des devises-or et de l'or, donc arrêter les importations et exporter à tout prix. Puis, les réactions des pays moins gravement touchés, ne pouvant admettre de se laisser envahir, et enfin, partout, l'arsenal des mesures restrictives, droits de douane, contingentements. Les barrières douanières tiennent du champignon : quand il en pousse une, il en pousse partout.

Et maintenant ? Maintenant, l'impossibilité absolue où se trouve chaque pays de « désarmer » : tout pays qui entamerait sa fortification douanière verrait son industrie et son agriculture promptement étouffées par celles des pays mieux « fortifiés ».

Et voici la France avec ses aciers, ses automobiles, ses robes, ses bijoux, ses vins célèbres, voici l'Angleterre avec ses étoffes, ses houilles, la Suisse avec ses Diesels et ses turbines, le Canada et ses fruits, le café du Brésil, les cotons d'Égypte, les machines d'Amérique et d'Allemagne, voici bien d'autres nations encore, les bras chargés... Et chacune offre ses produits, chacune en vante la qualité suprême. Et toutes les autres lui répondent : nous voudrions bien, nous ne pouvons pas; pour pouvoir acheter, il nous faudrait pouvoir vendre.

Alors, devant ces richesses partout désirées et qui cependant s'entassent inutilisées, il semble qu'à chacun doive se présenter cette idée si simple : ne peut-on joindre l'achat à la vente, en un mot : échanger ?

Dès 1931, cette solution apparaissait dans plusieurs pays comme la seule susceptible d'enrayer la chute des échanges, et, successivement, la Pologne échangeait un million de dollars de matériel roulant contre du tabac yougoslave, les États-Unis, douze millions de dollars de blé contre du café brésilien, et l'U. R. S. S., du pétrole de Bakou contre cent mille tonnes de salpêtre chilien.

C'était le début du « trafic par compensation ».

Dès 1932, tous les pays se jetaient sur cette bouée de sauvetage. Instruments Zeiss s'échangeaient contre salpêtre chilien, nitrate allemand contre coton égyptien, pétrole et blé russes contre céréales bulgares, fer tchécoslovaque, machines finlandaises et aluminium canadien ; on troquait du tabac turc contre des machines autrichiennes, des wagons polonais contre du tabac bulgare, des wagons suédois contre des produits agricoles persans...

Ce ne sont là que quelques exemples d'une liste qui s'allonge chaque jour. 27 pour 100 du commerce extérieur de l'Argentine se fait actuellement par voie de compensation, et, depuis février 1932, le sixième de celui de la France.

Est-ce à dire qu'il y ait là une voie miraculeuse d'où l'économie mondiale sorte renouvelée ? Malheureusement non, et cela s'explique aisément : c'est que toutes les opérations ne sont que *bilatérales*, donc limitées en nature et en quantité.

Imaginons que la France offre à l'Allemagne des automobiles en échange de machines-outils : je n'ai que faire de vos autos, répondra l'Allemagne, ma propre production me suffit

amplement. La balance commerciale de deux pays *pris isolément* est rarement équilibrée : en 1929, la France exportait pour plus de 7 milliards en Belgique et en importait moins de 4 milliards, alors qu'elle importait plus de 7 milliards des États-Unis en n'y exportant qu'un peu plus de 3 milliards.

Mais reprenons l'exemple de la France et de l'Allemagne : il se trouve que le Danemark a besoin d'automobiles françaises, alors que l'Allemagne veut du beurre danois, du coup la transaction devient possible. Si l'Allemagne envoie les machines-outils en France, la France les automobiles au Danemark et le Danemark le beurre en Allemagne, tout le monde sera content, et on aura réalisé une compensation triangulaire. On peut étendre l'opération. On peut imaginer quatre, cinq, autant de participants que l'on veut (plus il y a de participants, plus il y a de chances de réussite), — on peut réaliser un système de compensation « omnilatéral », on peut créer un office central chargé de faciliter la compensation, d'effectuer le *clearing*, et c'est là le deuxième plan Milhaud.

On pourrait imaginer dans chaque pays un office national chargé de centraliser les offres d'exportation, les demandes d'importation, puis, un office international reliant les offices nationaux, distribuant un jour dix millions de francs d'autos françaises contre cinq millions de café du Brésil, deux millions de nitrate du Chili, un million de coton d'Égypte, un million de viandes frigorifiées d'Argentine, un million d'étoffes anglaises. Et l'on aurait l'armature d'un système. Les offices nationaux existent, ce sont les offices de compensation, — l'office international pourrait exister demain, ce serait la B. R. I., la Banque des règlements internationaux.

Une solution de cet ordre ne pouvait échapper à des esprits avertis. En septembre, la Société des nations était saisie d'un projet d'enquête sur les accords de compensation, et le représentant de la France, M. Lamoureux, ministre du Commerce, suggéra même cette idée de la compensation plurilatérale. L'idée, bien que présentée avec une très grande réserve, — j'allais écrire « presque à regret », — et sans que le projet du professeur Milhaud fût mentionné, fut cependant accueillie avec un très vif intérêt par tous les délégués. Malheureusement, une certaine timidité propre aux assemblées, jointe aux procédés de travail habituel, firent renvoyer l'idée, avec

l'ensemble de l'enquête sur les compensations, à la Commission économique « pour étude complémentaire ».

Sans attendre les résultats de cette « étude », nous allons voir comment M. Edgard Milhaud prévoit le fonctionnement du *clearing*.

Il est certain qu'une organisation comme celle que nous avons envisagée plus haut, comportant de véritables *bureaux d'échanges*, aurait les inconvénients les plus graves de l'économie dirigée.

De plus, quelle effrayante « tenue de livres » exigerait la comptabilité du monde! C'est pour parer à cela que M. Edgard Milhaud envisage un moyen d'échange infiniment plus souple et plus efficace, réduisant le rôle des offices de compensation à celui de simples comptoirs de change : ce moyen est le chèque de compensation, ou bon d'achat international.

Imaginons qu'un importateur parisien désire se procurer cent mille francs de café brésilien. Il achète alors à l'office français cent mille francs de chèques de compensation contre cent mille francs en billets de banque. Et ces chèques émis par l'office français sont des bons d'achat sur la France!

Au reçu du chèque, le marchand de Sao-Paulo vend celui-ci à son office national, reçoit des milreis au cours du jour : l'opération est pour lui terminée. Si maintenant le Brésil a des achats à faire en France, si le Brésil veut des robes, des Renault, des Saint-Estèphe, il y a une demande de chèques français à l'office brésilien, et le chèque du marchand parisien est acheté par un importateur de Rio-de-Janeiro. Et voici le chèque français qui s'embarque à nouveau pour la France, arrive à l'office français, s'échange contre les cent mille francs déposés précédemment, et les cent mille francs vont se précipiter chez Louis Renault ou chez Lanvin, aux cris répétés de « modèles pour le Brésil, autos pour le Brésil! »

Pas un franc n'aura quitté la France, pas un milrei le Brésil, et il se sera passé cette chose curieuse : les achats de l'importateur français auront servi à faire vendre des produits français.

Supposons maintenant que le Brésil n'ait en ce moment rien à acheter à notre pays. Il négociera alors le chèque français contre celui d'un pays qui désire des marchandises françaises, la Suisse par exemple, et le chèque suisse permettra

au Brésil d'acquérir Diesels, turbines ou fromages... Et ce ne sera plus de Rio que le chèque français reviendra à Paris, mais de Zurich, de Lucerne ou de Genève, et cent mille francs de marchandises françaises vont partir cette fois-ci par la gare de l'Est ou la gare de Lyon.

Voilà le fonctionnement très simple du système. Il peut être réalisé demain. Les organismes existent, et il n'est besoin d'aucun abaissement des droits de douane. Seuls, les contingentements devenus illusoires, puisque toute importation commande l'exportation réciproque, doivent disparaître. Et il semble bien que l'impossibilité mathématique de se créer une balance commerciale déficitaire, et la nécessité d'importer davantage pour exporter davantage, conduisent peu à peu les États à abaisser leurs barrières douanières.

Mais cela, c'est l'avenir qui le dira...

Nous allons examiner quelques-unes des conséquences du système. Tout d'abord, on le voit, l'or et les devises ne sortiront plus des frontières... et voilà une des causes de la fluctuation des monnaies abolie, voilà peut-être le moyen de ramener à l'étalon-or les pays qui l'ont abandonné. C'est la « trêve de l'or » dont parle M. Edgar Milhaud.

De même, les pays à monnaie dépréciée, comme la Yougoslavie par exemple (comme tous les pays du monde, sauf les pays du bloc-or), qui ont dû ralentir leurs achats en France et dans les pays du bloc-or, vont pouvoir reprendre leurs achats, puisque acheter en France ne signifiera plus se procurer à grand peine de l'or ou des francs français pour payer des marchandises françaises, mais simplement : *échanger*.

Et l'équilibre exportation-importation s'établira automatiquement. Nous sommes assurés contre un excès de chèques provenant d'importations en masse, et ne trouvant pas suffisamment d'acquéreurs. Si l'office anglais, par exemple, trouve ses chèques trop nombreux sur le marché, il lui suffit de ralentir les importations en ralentissant l'émission de nouveaux chèques, — en un mot, de « serrer l'écrou ». Mais cela même n'est pas indispensable : les chèques n'ont pas un cours artificiel, comme il arrive actuellement pour les monnaies « malades » de la plupart des pays, mais un cours naturel honnêtement réglé par la loi de l'offre et de la demande. S'il y a donc un excédent de chèques anglais sur le marché, leur cours

baissera, mais, automatiquement, il deviendra avantageux d'acheter des produits britanniques, les exportations augmenteront et feront rentrer les chèques, les cours se rétabliront. Et nous avons là la plus sérieuse garantie contre la spéculation. Les chèques sont *valables un an*, ce qui évite la thésaurisation spéculative. Mais imaginez que quelqu'un spécule à la baisse en vendant à tour de bras des chèques de tel ou tel pays, — le cours de ce chèque *accroché* à la valeur des marchandises qu'il achète pourra cependant fléchir légèrement, mais ce fléchissement même provoquera un surcroît d'achats et rétablira les cours en anéantissant les efforts du spéculateur. C'est là le mécanisme qui a régi pendant des siècles le mouvement des lettres de change, jusqu'au cours forcé et à l'abandon de l'étalon-or dans la plus grande partie du monde.

Autre avantage : le mécanisme même du clearing offre une arme efficace contre le « dumping ». Si un pays d'industrie neuve, à niveau de vie inférieur, veut submerger de ses produits un pays de vieille industrie où les prix de revient sont élevés, il devra accepter en échange des marchandises d'autant plus médiocres qu'il aura, lui, vendu les siennes meilleur marché. En somme : échanger une tonne de montres contre une tonne de ciment. Et voilà le dumpeur... dupé.

Enfin, pourquoi n'intégrerait-on pas au système d'autres postes de la balance commerciale des États ? En premier lieu le tourisme : c'est de lui que dépend la prospérité du quart de la France. Les voyageurs américains emploieraient comme « travellers chèques » les chèques que les États-Unis posséderaient en France, et paieraient ainsi, par exemple... les machines à écrire achetées par des commerçants français à l'industrie américaine.

Et en second lieu il y a les « crédits ». Jusqu'ici les capitaux amassés par l'épargne française sont partis aux confins du monde faire fonctionner des usines, mais ils ont rarement soutenu notre industrie nationale. Or voici que dans le projet Milhaud l'octroi de crédits à l'étranger se fait en chèques de compensation, — donc en bons d'achat sur la France. Pour la première fois dans l'histoire, notre épargne, en offrant des crédits aux pays étrangers, soutiendrait l'industrie française. Et les pays débiteurs seraient soustraits à l'éventualité d'une lamentable banqueroute, puisqu'ils paieraient l'intérêt et

l'amortissement du capital emprunté en bons d'achat sur les produits de leur travail !

C'est le rétablissement du grand courant des échanges que l'on imagine, — comme une fresque mouvante où l'on verrait les nations échanger la fleur de leur richesse, et où s'avancerait, fertilisant comme le Nil, le fleuve des ventes, des achats, des crédits.

Cette année-ci, an VII de la crise, M. Edgard Milhaud nous propose deux projets mûrement réfléchis, qui ont toutes les qualités plaisant à l'esprit français : ils utilisent ce qui est existant, sont progressifs et constructeurs. Ces plans balayent les arguments des dévaluateurs en opposant à l'euphorie passagère de l'argent à bon marché, instrument de guerre économique, destructeur déjà connu et expérimenté du marché international et du marché intérieur, les instruments de « travail dans la paix », qui doivent ranimer l'économie en augmentant les échanges, donc en rendant la production consommable, donc en augmentant la richesse.

On dit de l'économie classique et de la société libérale qu'elles sont perdues. Ce n'est pas exact. Elles sont en danger. Quand une société en arrive au paradoxe dénoncé par Upton Sinclair, d'avoir trop, et de laisser ses enfants mourir de faim, d'être « plus bête qu'un singe intelligent », elle est en grand danger. La nature ne tolère pas très longtemps les paradoxes. Mais notre société peut encore jouer et gagner. Elle peut jouer la carte Milhaud. Elle peut aussi ne pas la jouer. En ce cas, tant pis pour elle. Et tant pis pour nous.

Claude Bourdet.

SPECTACLES

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : *GOYA*

Un livre entier ne suffirait pas pour énumérer et décrire ces gravures et ces dessins. L'œuvre gravé de Goya, conservé à la Bibliothèque nationale, constitue le fond de l'exposition actuelle qui est d'un puissant intérêt ; les collections particulières ont prêté des épreuves très rares, des cuivres ; plus de cent dessins, — faits par Goya avant leur exécution en gravure, — à l'encre, au lavis, à la pierre noire, à la sanguine, ont été gracieusement prêtés par le musée du Prado. Enfin un recueil de dessins, formé par Madrazzo et appartenant aujourd'hui à M. Mariano-Fortuny, nous offre l'attrait, la séduction du croquis en sa maîtrise exceptionnelle, en sa vision vivante et directe. Les spécialistes, les artistes, passeront des heures et des jours à étudier ces innombrables trésors. Et même pour le profane, ces admirables lignes et contours tracés d'une main géniale pour exprimer les folies, les supplices, les guerres, les tortures, les mascarades et les cruautés humaines offrent la documentation la plus saisissante d'un état d'imagination servi par la particularité de la vision et l'art extraordinaire du dessin.

Un dessin à la plume représentant un homme endormi, — Goya sans doute, — environné de chouettes et de vampires, s'intitule : *le Sommeil de la Raison enfante des monstres*, et pourrait servir de frontispice à toute l'œuvre de Goya. Doué de la magie du cauchemar, il a vécu à une époque guerrière et sanglante, — inquisition, révolutions, révoltes, occupation étrangère, — et n'a eu qu'à savoir voir pour retrouver dans

la réalité, dans les types d'humanité (puisqu'il faut bien l'appeler ainsi), dans les épisodes de combats, de cruautés affreuses, de supplices, d'emprisonnements et d'exécutions, une autre série de cauchemars, ceux qui naissent de la barbarie et de la haine. Que d'inoubliables horreurs nous offrent ces gravures avec une diversité dans l'épouvante, une précision anatomique incroyable dans les corps les plus suppliciés, les empalés, les garrottés, les fusillés, les dépecés, les pendus, les amputés, les morts, un sens cabalistique de la hideur, un génie démoniaque, des expressions de la douleur et de tout ce que les hommes en délire ont imaginé et exécuté de plus affreux ! Je me sens encore poursuivie par ces attitudes torturées, ces figures de monstres, ces femmes sorcières, ces effrois et ces démences où les magnifiques tauromachies nous semblent de véritables oasis et où nous sommes presque soulagés de voir le taureau tuer son matador. Un homme de moins, tant mieux! après les avoir contemplés dans toute leur horreur.

Les animaux de Goya sont d'ailleurs très expressifs et très séduisants, — tels, ces admirables éléphants, et même ces ânes burlesques qui représentent un favori détesté. Mais toute cette faune nous permet de faire une halte dans la fable, et c'est un repos dont nous nous sentons parfois le besoin au cours de cette visite prodigieusement maléfique qui nous fait contempler les rêves horribles d'un grand artiste sadique. Il est le maître de tous ces monstres qui des *Caprices*, des *Disparates*, des *Horreurs de la guerre*, ont passé dans notre littérature et notre art, aussi bien celui des romantiques que des premiers impressionnistes. Manet et Odilon Redon leur doivent autant que Hugo, Daumier, — qui doit tant à Goya! — Nanteuil, Gavarni, Baudelaire... que sais-je encore?... Mais choisissons en ce pandémonium. Parlons un peu des femmes de Goya.

Qu'est-ce qu'une femme pour Goya, sinon une forme de la tentation? Elle est le début d'une arabesque cambrée voilée de noires transparences et toute prête à se transformer en sorcière. Contemplez-les. Le front caché par la mantille ou la mante dérobe le regard, la jupe aux volants évasés ou découpés comme des languettes de flammes, découvre le pied provocateur. L'éventail, souvent, cache la bouche, et entre

son masque ailé et les dentelles tombant de la coiffure que reste-t-il du visage? sinon le regard, le mystère, je ne sais quel délectable danger, un air de péché et aussi une promesse de pénitence. Le haut des costumes des « manolas » ce sont les cagoules de l'amour. Auprès d'elles, avec un sens atroce et railleur des transformations féminines, Goya place fréquemment d'horribles vieilles demi-informes, tels des sacs de maléfices, chuchotantes et conseillères et auxquelles leur métier enlève l'apparat caricatural, mais ornemental des duègnes. « Voilà ce que tu seras... » Il aime aussi parfois, hors des parures ténébreuses de gazes et de guipures voilant d'une beauté nocturne ces jeunes señoras écouteuses de sérénades et dont les mantilles semblent avoir gardé des nuits galantes l'ombre découpée des ferronneries auxquelles, au balcon, elles s'accoudèrent pour écouter, répondre, accueillir peut-être... Goya aime dénuder la jambe élégante. Dans « il est bien tiré », la fille moulant son mollet de son bas est d'une grâce impudique, mais encore fière. Voyez les jambes repliées et garrottées de la *Prisonnière* couchée comme une bête dans son cachot et celles de la jeune morte demi-nue que le fossoyeur hagard, debout sur la charrette pleine de cadavres entassés, jette à la fosse horrible.

Mais parmi ces femmes des dessins de Goya, combien sont vivantes, combien sont charmantes malgré leur croupe un peu basse, leurs jambes un peu courtes ! Les combinaisons de leurs costumes sont faites pour tirer parti de ces défauts et laisser toute l'élégance au buste souple et fleuri, à la taille si mince et cambrée, au détour délicieux des épaules et de la nuque. Mais, sauf une ou deux images, telle *la Charité d'une femme* où une secourable donne à boire aux blessés, sauf cette baigneuse, demi-nue, qui rêve au bord de l'eau avec, en mantille irréelle sur sa peau pâle, l'ombre d'un feuillage, toutes et toutes, elles ont cet air de diablesses masquées, ce noir de foyer momentanément assoupi, et cette allusion à la forme des flammes dans l'ondulation de la jupe. N'oublions pas, dans ces scènes féminines, les hideuses vieilles coquettes, et en particulier celle que son reflet n'épouvante même pas et qui minaude devant son miroir : *Jusqu'à la mort!* Goya devait être un impitoyable misogyne et redouter ce sexe dit aimable qui, lorsqu'il s'amuse, fait sauter le pantin dans la couverture

tenue par une bande de drôlesses en joie. Goya s'est sans doute bien gardé d'être jamais ce pantin.

En ces portraits, en ces peintures dont les grands chefs-d'œuvre sont au musée du Prado, en face des grandes dames ou des beautés dont son pinceau génial doit faire les portraits, il s'adoucit, se contraint, accepte certaines conventions de grâce, d'élégance et de dignité féminines. S'il s'en dédommage en une *Maja desnuda*, après avoir magnifié le modèle en ses altiers atours, il garde quand même une noblesse de peintre de cour, une retenue officielle de célébrité. C'est pourquoi ses dessins, ses gravures sont d'une révélation si curieuse et d'un enseignement si secret sur son inspiration la plus libre et la plus directe, la plus sincère. Et les vraies femmes de Goya y sont, toutes, échappées d'un Sabbat brûlant, d'un mystérieux enfer, dont elles gardent les cheveux dressés d'horreur bizarre lorsqu'ils sont dévoilés, et dont elles cachent sournoisement les marques indélébiles sous la retombée de la mantille et le battement de l'éventail.

Quelques intéressants portraits, dont celui de la marquise de Mercédès en noir et en ténèbres transparentes, fleuries du nœud rose de la coiffure rappelant le ton de chair du visage et des bras, une superbe « nature morte aux poissons » et quatre tapisseries qui appartiennent à l'ambassade d'Espagne et sont des merveilles de fraîcheur et de tons joyeux, complètent la très intéressante exposition de la Bibliothèque nationale.

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS : *DEUX SIÈCLES DE GLOIRE MILITAIRE*

Deux siècles de gloire militaire ne peuvent se décrire en deux pages... Et l'exposition si bien présentée, aménagée avec tant d'art, de tableaux, de portraits, d'objets divers, d'uniformes, d'armes de toute sorte, évocateurs de souvenirs glorieux, de reliques familiales et d'autant plus émouvantes, attirera pendant plusieurs semaines d'innombrables et passionnés visiteurs. Ils viendront... et ils reviendront, car l'intérêt est multiple de tous ces trésors : « d'une valeur inappréciable, généralement inconnus parce qu'ils ne sont jamais sortis des mains de leurs propriétaires et qui attestent la gloire des armées françaises sous tous les régimes ». Ainsi nous l'explique le général Brécard, président de cette admirable et nationale

Sabretache qui, avec le musée des Arts décoratifs, a si brillamment réussi cette exposition. Son succès est éclatant. Les magnifiques journées que le Concours hippique a organisées avec tant de faste émouvant à la gloire de nos dragons, ont été le prélude de cette exposition de la Sabretache. Nous voudrions y pénétrer au rythme martial des claironnantes sonneries... Elles n'ont pas changé ; et de même les armées du Roi, les armées de la Révolution et de la République, les armées du Consulat et de l'Empire sont toujours, en dépit des variations d'uniformes et des drapeaux différents, des représentations héroïques de notre gloire française.

Ceux et celles que passionnent les modifications apportées peu à peu dans les costumes militaires trouveront les plus utiles renseignements dans les pages si intéressantes de M. Depréaux au début du catalogue. Mais les frivoles... « Je regarde tous ces portraits au point de vue de l'amour », disait devant moi une jeune visiteuse fort jolie à une amie. Et, bien qu'il ne semble pas sérieux, ce point de vue n'est-il pas émouvant? A travers le temps et malgré la mort, ces apparences de jeunes guerriers ou de mâles visages apportent encore un rêve et gardent une séduction particulière. Les femmes ont toujours été fort sensibles au prestige de la gloire et du panache guerrier. Si le Louis XIII austère et superbe de Philippe de Champaigne inspire plus de respect que d'attrait, le jeune Louis XIV et ses grands maréchaux aux beaux et pompeux costumes, aux larges ceintures gonflées d'un vent de gloire, aux perruques mirifiques, et, par exemple un Villars drapé d'un bleu, couleur des yeux du maréchal Foch, ne sont pas sans nous séduire au delà de l'admiration. Et le beau Louis XV si charmant, et le jeune duc de Bourgogne et les héros de « la guerre en dentelles », etc., attirent, malgré leur âge devenu séculaire, de bien complaisants regards! Mais, il faut l'avouer, ce sont les héros de la République et de l'Empire qui conquièrent encore tous les cœurs.

Est-ce parce qu'ils sont plus près de nous? qu'ils ont pour la plupart tant de jeunesse et une telle grâce élégante et chamarrée dans la mode de leurs uniformes? Mais les deux visiteuses qui se placent « au point de vue de l'amour » se pâment devant ces beaux jeunes hommes appuyés sur leurs chevaux fidèles, leurs longues jambes gainées des culottes

étroites et blanches, leurs habits aussi courts de taille que les robes « joséphiniennes » et la tête encore puérile aux cheveux aussi bouclés que ceux de Mme Récamier... Et ils furent des héros... Bien d'autres beaux, braves et martiaux visages, ces rutilants insignes, ces fourrures, ces léopards, ces schapskas, ces plumets, ces bleus, ces rouges, ces oranges, ces gris d'orage, tout cela enthousiasme, évoque les batailles, tout autant que les tableaux qui représentent les combats avec leur poudre, leur fumée, leurs chevaux cabrés et leurs blessés qui se renversent. La vitrine où des mannequins sont vêtus d'uniformes variés et authentiques attire et retient longuement les enfants et les parents, et je suis sûre que d'habiles modistes viennent y chercher des modèles pour de futurs casques et bonnets de grognards... seyants aux dames. Des tables vitrines sont pleines de sabres, d'épées admirables, d'armes à feu de tous les genres, de miniatures, de boîtes, de décorations, grands cordons, insignes de toutes sortes, de « nécessaires » d'un raffinement ravissant et dont les fragiles porcelaines ont résisté aux plus dures campagnes. La section polonaise, — costumes, iconographie, objets, — est très pittoresque et très contemplée. Les vitrines contenant les souvenirs éblouissants de Murat, et ceux-là, de la simplicité la plus émouvante, de l'Empereur, — l'uniforme de grenadier de la campagne de France, une redingote grise de 1814, un chapeau porté à Wagram, le nécessaire d'Austerlitz, épées, croix, glaives de cérémonies, etc., — sont assiégées par des curieux sans nombre... Et maints portraits de Bonaparte, grandes toiles ou populaires images retiennent vivement l'attention. Des statuettes, des bustes, des tapisseries, des meubles, des clefs de ville rendues, — celles de Cologne entre autres, — des autographes de traités, de lettres diplomatiques ou de courriers guerriers, pas un objet, pas un tableau, pas un papier qui ne soit chargé de souvenirs et évocateur de nos plus belles gloires. Il faudrait citer tous les noms que portent les effigies célèbres, noms à jamais illustres. Admirable reliquaire, cette exposition doit être visitée par tous ceux qui sentent battre en eux le cœur immortel de la France.

La belle et charmante exposition de *la Marine à voiles* au Musée de l'Orangerie s'ajoute très utilement aux gloires du Pavillon de Marsan et parachève l'évocation de notre héroïque passé.

UN BEAU FILM : *SEQUOIA*

Séquoia ? Pourquoi, *Séquoia* ? Sans doute parce que le séquoia est un des plus magnifiques conifères des forêts californiennes et que, entre leurs troncs, en leurs balsamiques présences, dans les clairières qu'ils encerclent de leurs fiertés séculaires, se dérouleront les fuites, ou les amours, les rêves, les combats sauvages, les ballets gracieux des biches et des daims. Bien des moments de ce film sont admirables.

Et peut-être sont-ils « truqués ? » selon le langage cinématographique. Qu'importe ! Ce truquage, le spectateur ne le soupçonne qu'à la réflexion, tant, ici, il parvient à cet accord avec le naturel qui est le comble de l'art. Les animaux à l'écran ont, avec les enfants, le privilège de toutes les beautés de mouvements, de toutes les grâces, de toutes les spontanéités. Et puis... ils ne parlent pas... Ils s'expriment en silence. Leurs cris sont rares et font partie de la sonorisation qui nous suffirait si bien, au cinéma ! Bruits des eaux et du vent, chants d'oiseaux, pas furtifs sur les feuilles sèches, ondulation, frémissement des ramures, auraient pu remplacer l'accompagnement musical en cette œuvre. Les cinéastes ne s'en sont presque pas servis. Et, après nous être réhabitués aux charmes et à l'incantation des images dans le silence, nous sommes fort surpris par les détonations des armes à feu et par les paroles des hommes. Que les hommes nous semblent laids, cruels, féroces et grossiers en cette belle histoire, à l'exception du père de Tony, — vieil écrivain qui observe la nature, — et du jeune forestier qui, par amour pour cette Tony charmante, protégera et aimera les bêtes qu'elle chérit ! Tony, jeune fille vêtue en garçon pour la commodité de la vie en forêt, est une sorte d'Ève qui a pris tout ce qu'il y avait de bon dans Adam : le courage, la force et l'esprit de protection Or, le hasard méchant de la chasse fait orphelins, le même jour, un enfant puma et un petit faon. Guidée par leurs cris puérils et désespérés, — alors que nous venons d'être si émus par le petit puma léchant sa mère morte et pleurant sur son immobilité, — Tony découvre le faon, d'abord, le puma ensuite. Elle les recueille, les soigne, les élève ensemble et ils deviennent des amis. Les scènes entre ces amis imprévus sont

fort amusantes et font la joie des « petits d'hommes », comme dit Kipling, qui, dans la salle, applaudissent de tout leur cœur.

Mais bientôt, hélas! nous contemplons cette scène des adieux de Tony au puma et au cerf, que leurs âges et leurs instincts rendent au désir de la liberté. Une dernière fois, elle les accompagne en forêt, leur parle, les caresse. Et puis, avec une tristesse de jeune femme, encore une fois chassée d'un paradis perdu, elle les regarde s'éloigner. La photographie de ces adieux est prise à contre-jour avec un art très beau, très simple, très pur. Et la séparation de ces formes vivantes, qui ne sont pas faites pour vivre ensemble, a quelque chose de fatidique et de déchirant. Un autre moment, traité avec un art incomparable, c'est la réunion du cerf (Manibu) et du puma (Gato) qui s'étaient perdus, étaient allés à leurs affaires respectives. Ils se revoient, se reconnaissent, manifestent, avec une sérénité pleine d'accord, leur satisfaction amicale. Pour Manibu, Gato ennemi des daims ne sera jamais qu'un ami. Une autre vision est inoubliable : le combat amoureux des daims mâles entrechoquant leurs andouillers qui les apparentent aux arbres, et qui, énormes, entremêlés dans leur lutte, nous font songer à des combats d'arbres d'hiver. Le beau Manibu, vainqueur, voit s'approcher la biche consentante, reçoit sur son museau encore soufflant la caresse remuante des naseaux féminins. Et puis, la biche part, la première et se retourne pour voir si l'élu la suit. Et l'œillade qu'elle lui décoche, dans le détour plein de grâce de sa tête si fériquement fine et douce... cette œillade est celle d'une jeune fille.

Mais le sommet de ces belles images, n'est-ce point ce soir de neige, cette nuit blanche de forêt assourdie en ses blancs et ses noirs, où Manibu et Gato réunis reviennent ensemble à la maison des hommes, où Tony les a élevés et aimés? Les lueurs du feu et des lampes rougeoient par les fenêtres sans volets. Les bêtes, tentées en leurs souvenirs profonds, s'approchent... et Tony en un éclair voit leurs têtes se dessiner derrière les vitres.

Elle les appelle, elle sort en hâte, les poursuit... Mais, déjà ils ont disparu et c'est un symbole profondément émouvant de cet obstacle transparent qui sépare les humains des animaux et les empêche de tout à fait se comprendre. Certes, maintes

péripéties corsent ce film. Tony sauve ses amis des pièges des cruels braconniers et, à la fin, Gato combat et tue le plus cruel ennemi des daims de la forêt, un homme affreux dont les enfants spectateurs saluent la mort par une salve de bravos. Grâce à Tony et à son ami le bon forestier on ne chassera plus en ces forêts; toutes les bêtes y seront protégées. Et Manibu dont un chasseur vient de tuer la biche chérie, Manibu se souvenant de la bonne demeure y conduit son faon, afin que Tony l'élève comme elle l'a élevé, lui, Manibu, autrefois. *Sequoia* est bien près d'être un chef-d'œuvre et peut-être le serait-il tout à fait si les hommes ne s'y croyaient pas obligés de parler et respectaient cette atmosphère de mystère et de rêverie animale où nous puisons une telle leçon de beauté et de possibilités d'entente avec les bêtes qui, avant le péché d'Ève, étaient toutes, pour elle, comme Gato et Manibu pour Tony, pleines de respect, de confiance et d'amour.

LES BALLETS POLONAIS

Le soir où, à l'Opéra-Comique, je suis allée applaudir les ballets polonais était soir de charité. Et cette soirée était organisée au bénéfice de la Société maternelle *la Pouponnière nouvelle Étoile* des enfants de France. L'orchestre Lamoureux y était dirigé par M. Jerzy Sillich, de l'Opéra de Varsovie, et M. Alexandre Uninsky, dont le grand talent de pianiste est si particulièrement évocateur dans l'interprétation des œuvres de Chopin, joua avec la grâce la plus vaporeuse, le jeu le plus ailé la ballade en *fa* majeur, deux mazurkas, une nostalgique étude et enfin, avec une fougue et un emportement éclatants, la *Polonaise*, en la bémol.

Madame Maria Modrakowska, admirable cantatrice polonaise, est une grande, une émouvante artiste et, chose rare, son aspect physique correspond parfaitement à la qualité de son art, au timbre de sa voix, à l'étonnante intelligence de ses interprétations diverses. Grande et dorée, son délicieux visage couronné simplement d'une natte en étroit diadème, ses gestes, son attitude, en sa robe longue et noire, l'expression si variée et si intense de sa physionomie en font une sorte de « sainte » des plus belles images. Son art et sa personne sont de la plus rare distinction et du charme le plus exquis. Elle a chanté,

d'abord en polonais, huit chansons populaires, harmonisées par Francis Poulenc avec une très habile compréhension musicale. Elle chanta l'une d'elles, une seconde fois, dans une traduction française et son accent français est intègre et pur. Ces chansons célèbrent la guerre, l'amour, la danse, la patrie, le deuil, la mort, les regrets. On pouvait en suivre le sens dans le rythme, la voix, l'expression de la chanteuse. Ces mélodies héroïques datent pour la plupart des insurrections polonaises d'il y a cent ans.

Enfin Mme Modrakowska a chanté les *Trois chansons* de Bilitis, et jamais nous ne les avons entendues interprétées avec une telle perfection. Perfection de la voix, de la diction, de la prononciation, de la courbe mélodique et de la mimique, inspirée par le sens de chaque poème si intimement lié à la musique. Là, physiquement elle avait soudain changé, elle n'avait plus son air de lys poudré d'or. Mais elle était pour trois instants ineffables une jeune fille grecque, aux formes pures, à la voix tour à tour enfantine, passionnée ou transparente, à la fin du *Tombeau des Naïades* où le morceau de glace soulevée semble séparer la jeune fille de sa sœur mythologique dont elle ne saura pas voir le reflet.

La sœur mystérieuse de Mme Modrakowska est l'harmonie parfaite.

* * *

Après cette belle heure musicale, nous avons pris grand plaisir aux ébats des danseurs polonais. Leur troupe est jeune et pleine d'entrain et de talent. Ce ne sont point de « grands ballets », mais de brefs numéros de danse très bien composés sur des musiques diverses et dont la chorégraphie, — de M. Félix Parnell, — est toujours ingénieuse, gracieuse, ou pittoresque. Parmi les scènes paysannes qui sont particulièrement bien venues, citons *Mathieu est mort, bien mort*, où la furie de la danse réveille Mathieu le mort et l'oblige à se joindre à la sarabande de tous ceux-là qui le pleuraient, en des cadences variées et gambades de deuil, et les *Danses nuptiales de Lowicz* et *Une femme en furie de danse* où Mme Zizi Halama, — une des plus endiablées parmi les plus excellentes danseuses, — épuise successivement tous les plus émérites danseurs, et cela avec une verve, une drôlerie et une force

rythmique tout à fait hors de pair; enfin la ravissante *Fête de la moisson*. Dans *Sang de Vienne*, M[lles] Leitzkowna, Weterska, Kleszczynska, Szmarowska, valsent éperdument en des gazes légères et sont fort charmantes. Dans *Au Parc*, M. Félix Parnell se fait vivement applaudir en son beau costume de uhlan historique, dans une scène de grâce, de coquetterie et de valse avec l'irrésistible Zizi Halama. C'est le « clou » de la soirée dirait-on, si les clous dansaient. Au début, M. Parnell a eu également un très vif succès, dans la danse des Archers. Mais les Archers nous évoquent toujours le *Prince Igor*... Très jolis et bariolés costumes de Galewska, Topolski, Jevnievitsh et décors fort colorés et fort réussis.

LE CENTENAIRE DE « LA NUIT DE MAI »

C'est au 59 de la rue de Grenelle, dans cette belle maison où habita Alfred de Musset, la maison à la fontaine et aux deux porches profonds surmontés par des bas reliefs de Bouchardon. Entrez par la porte de droite dans la grande cour que les bâtiments encadrent. En face, levez les yeux vers la fenêtre, qui jadis fut ouverte sur la tiédeur de mai, évoquant pour le poète la magie printanière, la fleur de l'églantier et la vaporeuse apparition de la Muse qu'il fit immortelle. Au rez-de-chaussée, à droite, en des pièces tendues de papier vert pâle comme des pousses nouvelles, une exposition est organisée par le grand et délicat artiste A.-E. Marty en l'honneur d'Alfred de Musset, sous les auspices de la Société mussettiste. Là sont groupés aux murs et dans des vitrines, arrangés avec art, avec goût, avec piété, de nombreux dessins de Musset, dont plusieurs nous étaient encore inconnus, des manuscrits, des autographes, des portraits du poète et des amis qu'il aimait, quelques objets qui sont des reliques précieuses et enfin les deux cents aquarelles originales de l'illustration que Marty vient de composer pour les *Éditions d'Art* Piazza en marge des *Comédies et proverbes* et des *Poésies* de Musset. Marty me racontait que, au cimetière, ayant fait pèlerinage à la tombe du poète, il y rencontra tout un groupe de fervents qui ne semblaient point spécialement littéraires et parmi eux une jeune fille de mine douce et modeste qui lisait à haute voix, pour ses amis, un poème. Communion touchante entre tous

ceux qui, au delà du temps, se rejoignent, parce qu'ils possèdent ou ont possédé « jeunesse de visage et jeunesse de cœur », ainsi que le lisait, sur la tombe et sous le saule, la gracieuse inconnue.

Pour illustrer les œuvres d'un poète tel que Musset, il faut être soi-même un poète en son art et en son métier, avoir ce don de jeunesse, de grâce, de liberté, d'élégance et ce sens classique uni comme par miracle à la plus vive fantaisie. Marty semblait donc tout particulièrement désigné pour réussir ce tour de force qui consiste à saisir et fixer en contours et en couleurs les apparitions, qui, lorsque nous sommes au spectacle dans notre fauteuil, en proie aux sortilèges des poésies, s'élèvent des pages et des mots.

Marty, peintre magicien, s'est uni à la magie du poète. Il a suivi l'illusion que nous donnent les œuvres de Musset avec une vérité merveilleuse. Ils devaient être ainsi, ces êtres créés par le rêve de l'auteur dramatique, du poète. Quand on représentera les *Proverbes*, il faudra demander à Marty les décors, les costumes... car jamais rien ne nous donnera l'impression plus vive d'un charme obéi et d'une imagination exaucée. Je voudrais vous décrire toutes les grâces des images de *Fantasio* et en particulier l'épisode si réussi de la perruque découvrant le crâne dénudé du duc de Mantoue, saluant sur son cheval, caracolant avec une dignité irrésistible, et toutes celles d'*Il ne faut jurer de rien* et de cette Cécile vêtue de blanc s'échappant par une porte verte au seuil de laquelle reste un abbé tout noir ; et la robe de chambre à fleurs de Valentin et la bonne tête de l'oncle ; et ces petits chefs-d'œuvre composés en personnages et tableaux s'équilibrant, se faisant « pendants » pour *On ne badine pas*... jusqu'au motif de rêve et de désespoir profond exprimé par les coloris exquis de la fontaine. Mais nous allons préférer les *Jeunes filles* et leur rêve, dessinées toutes deux, si pareilles, en leurs robes confondues, dans cet enchantement bleuâtre de la nuit où elles poursuivent le même songe. Et chacune semble le reflet de l'autre, et c'est délicieux.

Mais le *Lorenzaccio* de Marty n'est-il pas la série la plus admirable, et chacune de ces minutieuses peintures de tons si vifs et si beaux ne sont-elles pas un véritable commentaire psychologique du drame, allant du frontispice de lis rouges

à cet émouvant « finale » où Lorenzo, tué, s'enfonce dans la lagune, semble se dissoudre, rouge et vert, comme une tache de sang et de rêve dans l'indifférence d'un vide infini? Et tant d'autres aquarelles sont étonnamment « lorenzacciennes », la leçon d'armes, le repas dramatique chez les Strozzi où tous les convives, les valets, les chiens mêmes, regardent avec horreur mourir la jeune fille empoisonnée... Et j'admire aussi l'arrestation des deux Strozzi dont les habits italiens sombres et beaux tranchent sur le groupe rouge des soldats aux costumes encore tudesques. Marty a rendu aux héros et aux héroïnes de Musset qui ne se placent pas à une époque et un pays précis leurs jolis costumes 1830, alors « modernes » et qui leur vont si bien... puisque tous les jeunes gens sont Musset et toutes les jeunes femmes des amies qu'il a aimées, plus ou moins. Ainsi pour le *Caprice*, pour *Bettine*.

Puis nous retrouvons l'Italie avec *les Caprices de Marianne* et *Andrea del Sarto*. Mais, comment oublier *le Chandelier* ? et son Clavaroche rutilant comme un coq? Délicieuses aussi, les illustrations des *Poésies*, où Marty a si bien compris *Namouna* et *Rolla* et où nous émeut « la belle Manon dormant dans son grand lit » sous ses rideaux bleus. Et voici Musset, à Franchard ou contemplant la lune « sur le clocher jauni » et *Lucie* au piano, déjà fantomatique sur le fond mauve et bleu du soir et des rideaux. Tout cela est exquis, tout semble *vrai*; toutes ces délicates compositions, d'un art si juste, si évocateur, de tons si séduisants, sont autant de petits tableaux ravissants. Musset en aurait été ravi... lui qui savait si bien dessiner et s'y connaissait en œuvres d'art. Voici encore les compositions de Marty pour les *Nuits* et en particulier pour cette *Nuit de mai* qui a, cette saison, cent années, et où, telle une vapeur bleue, la Muse irréelle et présente frappe à la fenêtre éclairée qui nous montre Musset, à sa table, écrivant.

Mais il faut aussi vous énumérer les trésors mussettistes; les amusants et beaux dessins d'Alfred, ses George Sand, son gros Stendhal dansant avec son carrick, une charge de lui-même et ces mots en marge de sa main: « don Juan allant emprunter dix sous pour payer son idéale (*sic*) et enfoncer Biron »; des albums de ses croquis et des photographies des dessins dont l'album ouvert ne peut montrer qu'une page et aussi de ceux-

là qui sont à Chantilly (bibliothèque Lovenjoul). Voici des portraits de Musset : le Musset de Landelle, les lithographies de Deveria et de Gavarni ; Paul et Alfred, enfants, par Duffaud ; et le petit Alfred en chemise par Van Brée, avec son épée pour pêcher les grenouilles...

Non loin nous pouvons voir en cette vitrine son épée d'académicien ; et il aurait ri du contraste. Voici des manuscrits (qui appartiennent à Sacha Guitry) : parmi eux le *Caprice*, exemplaire du souffleur avec les jeux de scène indiqués par les notes d'Alfred ; une lettre de lui avec son croquis du clocher et de la lune, etc... Puis les portraits de ses parents et de ses amis, le portrait de sa mère jeune fille ; d'Alfred Tattet par Ricard, — très beau, — des portraits de Rachel, de la Malibran, de Pauline Garcia ; un pastel d'Aimée d'Alton, cette Aimée qui, avant d'être Mme Paul de Musset, venait souper avec Alfred lorsqu'il travaillait avec tous ses flambeaux illuminés « à giorno » devant le bouquet de roses que plaçait sa mère sur sa table. Voici l'autographe de son quatrain à la célèbre Taglioni, et voici la relique émouvante et semblant du temps des contes de fées, la pantoufle de cette exquise Mme Jaubert qu'Alfred appelait sa marraine et qui, elle, l'avait surnommé : le prince Phosphore de Cœur Volant.

... Et puis, voici les derniers mots que, malade et mourant, celui qui n'avait plus rien du gracieux filleul de Mme Jaubert, écrivit au dos d'un bulletin de convocation académique : « Je ne peux pas. » Oui. Le cœur se serre. Il ne pouvait plus vivre. Qu'importe ! le génie de sa jeunesse est vivant pour toujours. Et tous les Mussettistes, et tous ceux-là qui, en dehors de la « littérature », ont répété souvent ses rythmes de jeunesse et de douloureux amour doivent aller rue de Grenelle admirer le talent et la ferveur avec lesquelles Marty célèbre le *Centenaire de la nuit de mai*.

GÉRARD D'HOUVILLE.

QUESTIONS MÉDICALES

LA FIÈVRE CURATRICE

Les doctrines et les thérapeutiques médicales semblent être un perpétuel recommencement. Pour qui, comme le docteur Souques, a lu et analysé Hippocrate, bien de nos descriptions morbides et de nos traitements existaient déjà dans les livres du grand précurseur. Il n'est pas jusqu'aux vaccinations préventives dont le principe n'ait été conçu, il y a plus de neuf siècles, par les Chinois.

L'esprit d'observation du médecin ne saurait différer à travers les âges. Nos prédécesseurs ont regardé la nature comme nous et ils ont su la voir. Mais ce qui nous différencie d'eux, c'est l'interprétation que nous pouvons donner de ce qui avait été observé depuis des centaines ou des milliers d'années. La pensée du savant du xxe siècle n'atteint peut-être pas un degré plus élevé que la pensée d'un Aristote, mais elle a à sa disposition des moyens d'investigation qui pénètrent les phénomènes jusqu'alors inconnaissables. Ce qui fut rêvé autrefois peut être réalisé aujourd'hui, et ce qui n'était que constatation empirique reçoit une explication rationnelle.

Il est une méthode de traitement des maladies qui semble de date toute récente, la *pyrétothérapie*, ou traitement par la fièvre volontairement provoquée. Depuis deux ans, cette thérapeutique est à l'ordre du jour : le premier Congrès français de thérapeutique de 1933 et le XXIII[e] Congrès français de médecine tenu à Québec en septembre dernier en avaient fait le sujet de rapports très documentés dans lesquels biologistes et médecins présentèrent leurs conclusions : MM. Léon Binet,

Dognon et Piffault, Crouzon, L. Michaux et P. Mollaret, Levaditi et H. de Rothschild, Charles Richet fils, H. Roger, Friboug-Blanc, Halphen et J. Auclair, Bessemans.

Cette thérapeutique par la fièvre artificiellement provoquée a fait ses preuves. Elle donne des résultats remarquables dans de nombreuses affections. Elle est appelée à se développer de plus en plus. Bien des maladies devant lesquelles nous étions désarmés peuvent être améliorées par la pyrétothérapie.

Ce mode de traitement est une des plus merveilleuses révélations de la médecine contemporaine ; mais le considérer comme entièrement nouveau serait méconnaître l'œuvre de nos devanciers.

LA PYRÉTOTHÉRAPIE DANS LE PASSÉ

Le vieil adage de l'antiquité : *febris accedens spasmos solvit* montre que les anciens avaient reconnu l'action favorable de la fièvre sur les phénomènes spasmodiques. Hippocrate avait constaté que les maladies fébriles ont une action sur les psychoses. Galien voulait guérir la mélancolie par la malaria. Les Grecs et surtout les Romains avaient une prédilection pour les bains chauds qui ont la propriété d'élever la température. Dès le ve siècle avant Jésus-Christ, les bains de vapeur étaient utilisés. On sait combien les villes d'eaux thermales étaient fréquentées par les Romains.

Il n'est guère de peuples de l'antiquité qui n'aient fait usage de la balnéothérapie chaude et des eaux thermales : Égyptiens, Juifs, Gaulois, Maures, Turcs.

Plus près de nous, les médecins n'avaient-ils pas conseillé à Louis XI de contracter la fièvre quarte pour guérir ses attaques d'épilepsie? « Procurez-moi le moyen de donner la fièvre, disait un médecin du moyen âge cité par Tzanck (1), et je guérirai la plupart des affections. »

En Amérique du Nord, au Japon, à Java, existent des sources chaudes qui depuis bien longtemps ont la réputation de guérir les lépreux qui ont le courage de s'y immerger (2).

(1) A. Tzanck, *Fièvre et biophylaxie*, premier Congrès français de thérapeutique, 1933.

(2) Nous empruntons les renseignements précédents aux rapports remarquables de A. Bessemans, H. Roger, Ch. Richet fils, au Congrès de Québec (1934)

« En Afrique tropicale, les nègres fébriles se soumettent à des transpirations abondantes et prolongées qu'ils provoquent à l'aide de sable chaud et d'eau chaude. Les Indiens d'Amérique font agir la température d'eaux chaudes sur les membres endoloris par la fièvre. Les Chinois et les Japonais suivent, depuis des temps immémoriaux, des espèces de traitements analogues, à l'eau dite bouillante (1). »

De tout temps la sagesse populaire ou l'empirisme médical ont constaté les résultats obtenus par l'élévation thermique dans certaines maladies. Il n'est pas un médecin qui n'ait été frappé d'étonnement en voyant disparaître momentanément ou définitivement une maladie chronique à la suite d'une infection.

Cependant, c'est en ces dernières années seulement que la fièvre provoquée devint un mode de traitement rationnellement expérimenté. Toute méthode a des précurseurs ; mais, tant qu'elle n'a pas trouvé un homme qui en conçoive la portée, qui patiemment l'expérimente et scientifiquement en démontre le bien-fondé, elle demeure dans le domaine de l'empirisme. Pour vivre, se développer et faire partie intégrante de notre pensée, elle a besoin d'avoir pour base le raisonnement logique, l'observation attentive des faits, l'expérimentation rigoureuse.

LES MÉTHODES ACTUELLES DE PYRÉTOTHÉRAPIE

C'est à un neurologiste viennois, le professeur Wagner-Jauregg, que revient le mérite d'avoir montré l'action remarquable de la fièvre provoquée dans une affection du système nerveux réputée incurable. Ses travaux lui ont valu le Prix Nobel de médecine. Il constata que la paralysie générale peut être considérablement améliorée, parfois même guérie, si l'on inocule le virus du paludisme ou *malaria* aux malades atteints de cette affection.

On injecte au paralytique général du sang prélevé dans la veine d'un paludéen au moment d'un accès. Huit à douze jours après se manifeste une poussée fébrile qui va se renouveler tous les trois jours ou, plus rarement, tous les jours. La

(1) A. Bessemans, *Pyrétothérapie*. Congrès français de médecine, Québec, 1934.

température atteint 40° et plus. Le malade inoculé a une grosse rate, de l'anémie, l'hématozoaire est trouvé dans son sang. Presque toujours les accès évoluent chez le paralytique général sans incidents. Après huit à dix accès, le médecin intervient pour briser le cours du paludisme : avec la quinine, rien n'est plus simple ; 1 gr. 50 administré quotidiennement pendant quatre jours fait cesser les accès.

Les résultats obtenus par la malariathérapie sont souvent remarquables. Le paralytique général augmente de poids, les troubles de la parole et de l'écriture régressent, le tremblement s'atténue, la confusion mentale rétrocède, les poussées d'excitation maniaque disparaissent, le malade retrouve son autocritique ; enfin le liquide céphalo-rachidien se modifie et la réaction de Bordet-Wassermann peut devenir négative.

Certes, de tels résultats ne s'observent pas dans tous les cas. Les rémissions complètes seraient, d'après les statistiques, d'environ 25 pour 100 (H. Roger) ; les rémissions incomplètes de 25 à 30 pour 100 : ici les malades ne sont qu'améliorés et sont sujets à des rechutes.

Si l'on se souvient que la paralysie générale était considérée, il y a une douzaine d'années encore, comme une affection incurable, ne comportant aucun traitement, on ne peut s'empêcher d'admirer ce que la médecine a réalisé par l'inoculation délibérée d'une maladie infectieuse. La *malariathérapie* est une des acquisitions les plus étonnantes de la thérapeutique actuelle.

Cette méthode s'est généralisée en France et le professeur H. Claude l'a poussée à un degré de perfection qui fait honneur à l'école psychiatrique française.

A peine les résultats étaient-ils acquis dans la paralysie générale que l'on se demanda si d'autres affections du système nerveux ne pourraient bénéficier aussi de cette thérapeutique. Des malades atteints de tabes, de maladie de Parkinson post-encéphalitique, de chorée, d'épilepsie, de poliomyélite, de sclérose en plaques, de névralgies rebelles, de troubles mentaux, furent impaludés. Les résultats ont été très variables ; cependant ils sont encourageants. La *malariathérapie* constitue une méthode qui ne peut être négligée dans le traitement de ces affections nerveuses où échouent la plupart des autres thérapeutiques.

En même temps que se développait la *malariathérapie* et son succédané, la *récurrentothérapie* (injection au malade du sang d'une souris infectée par le spirille d'une fièvre dite récurrente), les médecins se demandaient si l'on ne pourrait pas essayer de provoquer la fièvre autrement qu'en inoculant le virus d'une maladie. Il n'est pas, en effet, sans inconvénients d'injecter un germe infectieux à un sujet parfois débilité par une affection chronique.

Chimistes et physiciens ont mis entre les mains des médecins des procédés qui permettent de provoquer à volonté la fièvre. Ces procédés sont aujourd'hui si variés que, maître de créer l'hyperthermie à son gré, bien souvent le médecin se trouve hésitant devant la technique qu'il doit utiliser.

PROCÉDÉS BIOLOGIQUES ET PHYSIQUES POUR PROVOQUER LA FIÈVRE

Parmi les procédés biologiques pouvant provoquer la fièvre, nous citerons les injections de *dmelcos* ou vaccin antichancrelleux, de vaccin antityphoïdique, de vaccins antipyogènes, — particulièrement de ceux contenant du *bacillus prodigiosus*, — de tuberculine, de levûre de bière. Les produits organiques, tels que le lait ou la caséine en injections, ont aussi une action pyrétogène.

Certaines huiles ont la propriété de provoquer une température élevée. Parmi celles-ci, c'est aux injections d'huile soufrée que la plupart des médecins en Europe et en Amérique du Sud ont donné la préférence, parce que ce produit est facilement maniable.

Après M. Bory qui avait indiqué la possibilité de se servir des injections d'huile soufrée dans certaines affections cutanées, M. Schroeder a montré tout le parti que l'on pouvait en tirer comme médication pyrétogène. MM. Crouzon, M. Michaux et P. Mollaret, Loeper et Bory, nous-même avec G. Mauric, et bien d'autres expérimentateurs, ont étudié son action dans maintes affections. Actuellement, lorsqu'on veut utiliser un médicament chimique pour créer la fièvre artificielle, c'est ordinairement à l'huile soufrée que l'on a recours. De six à huit heures après l'injection, on voit la température du malade s'élever et, douze à quatorze heures après, atteindre

son maximum (38°5 à 40°5), pour regagner en vingt-quatre heures la normale. Les injections sont renouvelées plus ou moins fréquemment suivant les cas et la résistance du patient. Il est parfois impressionnant de voir des crises d'asthme rebelle à toute thérapeutique cesser dès que la température atteint 40°.

Les procédés physiques utilisés sont nombreux comme les procédés biologiques. Les bains chauds prolongés, les bains de lumière, les rayons infra-rouges peuvent élever la température. Mais, ici, toute l'énergie calorifique est appliquée sur la peau. Au contraire, les courants de haute fréquence produisent un échauffement global de l'organisme. Deux de ces courants sont employés : la diathermie (longueurs d'ondes supérieures à cent mètres) et les ondes courtes (longueurs d'ondes inférieures à trente mètres). Les unes et les autres sont nées des recherches de M. d'Arsonval.

Il est curieux de noter comment on eut l'idée d'appliquer en médecine les ondes courtes. Ces ondes sont utilisées en T. S. F. En 1929, dans les laboratoires de la General Electric C°, fut faite une constatation d'importance capitale : des opérateurs maniant les commandes des générateurs de T. S. F. sur ondes courtes présentaient un état fébrile. A la même époque, Bell et Ferguson faisaient la même constatation chez les manipulateurs de T. S. F. des grands navires. Les ondes courtes ayant une action pyrétogène, pourquoi ne pas les utiliser en thérapeutique pour provoquer artificiellement la fièvre?

Le premier appareillage médical fut réalisé en 1930 (1).

Les dispositifs actuels permettent l'obtention d'une température de 40° en une demi-heure à trois quarts d'heure. Le médecin surveille le degré thermique, le pouls et la respiration du malade. Celui-ci ressent d'abord une sensation de chaleur, puis, au moment où la température centrale monte aux environs de 40°, il éprouve un peu d'oppression. L'ascension de température cesse dès qu'on supprime l'action des ondes courtes. En moyenne, le retour à la température normale s'effectue en deux à trois heures.

(1) Voir André Halphen et Jacques Auclair, *Pyrétothérapie par moyens physiques thermogènes*. Congrès français de médecine, Quebec, 1934.

Devenant facilement réalisable du fait qu'il n'était pas nécessaire de recourir à l'inoculation d'un virus vivant, tel que l'hématozoaire du paludisme, la pyrétothérapie a été appliquée à bien d'autres maladies que celles du système nerveux. Des affections aiguës telles que les furoncles, les anthrax, les ostéomyélites, les arthrites; les manifestations rhumatismales; les affections cutanées, telles que le psoriasis, l'eczéma; les maladies spasmodiques, telles que l'asthme, la migraine, l'angine de poitrine, ont été traitées par la pyrétothérapie et souvent avec succès.

Son action reste encore assez mystérieuse. On se demande quelles sont les modifications humorales qu'elle provoque.

« La pyrétothérapie exalte les fonctions naturelles de défense que possède l'organisme », écrit M. Charles Richet fils.

Les recherches nombreuses faites en France et en Amérique, en particulier celles de MM. Binet, Charles Richet fils, Halphen et Auclair, ont montré que l'homme et l'animal chauffés présentaient une accélération du cœur et de la respiration, une baisse de la pression artérielle, une augmentation des échanges, une élévation du taux des globules rouges, du sucre et de l'urée du sang, un abaissement de la réserve alcaline, une diminution de l'excitabilité du pneumogastrique, etc. On conçoit donc les modifications considérables qui s'opèrent dans l'organisme au cours de la fièvre provoquée.

Méthode qui a déjà fait ses preuves, mais dont les indications ne peuvent être données que progressivement, à mesure que les médecins l'expérimentent, la pyrétothérapie est aujourd'hui utilisée dans les affections les plus diverses.

Ce serait une erreur de l'employer sans discernement, car elle a ses contre-indications : toute thérapeutique nouvelle ne doit pas être considérée comme une panacée; l'engouement en médecine est aussi peu judicieux que le dénigrement.

Ce serait une erreur non moins grave d'appliquer n'importe quel procédé de pyrétothérapie dans un cas déterminé : injection du sang de paludéen, huile soufrée ou ondes courtes ne doivent pas être utilisées indistinctement. Le médecin doit, pour chaque cas, juger le procédé qui peut être efficace sans être dangereux, tout en se souvenant que la fièvre déterminée par un virus vivant, tel que l'hématozoaire du paludisme, a

une action plus profonde et sans doute plus durable que la fièvre provoquée par un agent biologique ou physique.

Quel que soit le sort que la médecine réservera à la pyrétothérapie, cette méthode, telle qu'elle est réalisée aujourd'hui, n'en restera pas moins une des plus audacieuses et des plus ingénieuses tentatives de la thérapeutique. Quelle puissance a été dévolue à la médecine de nos jours par la chimie et la physique! Les plus grands bouleversements humoraux, tels que ceux que produit la fièvre, peuvent être créés dans l'organisme par la volonté de l'homme.

Jadis, la fièvre ne pouvait être que la résultante du hasard produit par la nature aveugle et était presque toujours signe d'infection : il fallait la combattre. Aujourd'hui, l'homme a une puissance égale et même supérieure à celle de la nature : il crée la fièvre à son gré, la discipline et la freine. Dans des conditions déterminées, la fièvre devient curatrice.

Pasteur Vallery-Radot.

LE *SALON* DE 1935

Commençons par les morts. Après Pierre Laurens, voilà Paul-Albert qui s'en va. Je ne verrai plus sa longue et délicate figure, si jeune en dépit des années, son aspect consumé, cette pâleur un peu sarrazine, ces gestes passionnés, saccadés qu'il avait pour louer ou pour mépriser, le feu qui l'animait lorsqu'il vous conduisait devant les ouvrages de ses élèves. C'était une belle flamme. Elle rendait presque attrayantes ces ingrates visites qui se font dans les salles lamentables du Grand Palais, avant le vernissage. Avec quelle joie il exaltait devant moi, il y a deux ans, le magnifique début du jeune Gérardin, parti, lui aussi, bien avant l'âge, et dont voici le dernier tableau, qu'il venait d'achever à peine avant de mourir.

Dans le salon d'honneur des artistes français on a réuni les deux frères. Voilà le *Goûter* de Paul-Albert, ce noble tableau de crépuscule dont j'admirais l'année dernière le tendre et grave équilibre et la calme ordonnance; c'était son chant du cygne, le dernier regard d'adieu où il embrassait tout ce qu'il aimait. Entre deux portraits admirables, s'encadre une virginale *Annonciation* de Pierre; c'était l'œuvre suprême qui l'occupait lorsqu'il est mort. Il était digne de lui que sa dernière pensée, à cette heure solennelle, fût ce mystère d'« Annonce faite à Marie ». Le moyen âge a inventé une scène merveilleuse : avec son goût de la symétrie, il a imaginé qu'avant sa fin la Vierge avait reçu une seconde fois la visite de l'ange. Le messager céleste, qui était venu l'avertir qu'elle allait enfanter, vint l'informer gracieusement que son fils la rappelait à lui. Le sens de ce double *Angelus* se mêle dans ce tableau si pur : ce testament du peintre ne parle que d'espérance.

Chers amis! Je vous écoute encore. Fidèle à vos avis, je chercherai ici avant tout la jeunesse. C'est ne rien apprendre à personne que de parler de talents consacrés. Les noms de M. Marcel Baschet, de M. Paul Chabas ou de M. Edgar Maxence se passent d'un nouvel éloge et n'attendent rien d'un surcroît de publicité.

En dehors de ces maîtres exemplaires, deux œuvres très remarquables s'imposent d'abord à l'attention : celles de Mlle Elisabeth Faure et de M. Pierre de Raveton. Ni de l'une ni de l'autre, on ne sera tenté de dire que ce sont des œuvres sensationnelles, et j'ajouterai que c'est tant mieux ; ce sont de belles choses simples et graves, qui ne paraissent pas se préoccuper du public et qui, si je puis dire, n'ont pas besoin de nous pour exister. Ce sont deux œuvres lourdes et totalement intemporelles, à mille lieues de la mode et de l'actualité, sans grâce extérieure, de mine sourde et un peu terreuse, plutôt rébarbative, comme il arrive plus souvent qu'on ne croit aux œuvres de jeunesse. La jeunesse, par timidité, se fait volontiers un peu farouche. J'ajoute que ces deux ouvrages ont un air de famille ; peut-être y sent-on l'influence de l'admirable exposition des « Peintres de la réalité », qui a été pour tant des nôtres une révélation. On est bien de chez nous quand on se range dans la tradition de Louis Le Nain.

Le *Berceau* de M. de Raveton groupe cinq ou six figures, un vieillard, une femme, des enfants, autour du sommeil d'un nouveau-né ; à droite, au pied de la couche, l'aïeule, accroupie sur un escabeau, immobile, les mains sur les genoux, le visage dans l'ombre, comme une Sainte Anne de pierre, une vieille Parque de nuit et de granit, contemple la scène et de sa masse pesante « cale » toute la composition. L'enfant dort sur une de ces balancelles en forme d'auge, que cache une couverture de laine, qui fait de cette masse blanche une espèce d'autel. Au-dessus, le manteau de la cheminée, avec une Vierge de faïence, forme portique, et fait songer aux cadeaux qui tombent du ciel, aux présents du petit Jésus. Ce n'est qu'une scène domestique, sans la moindre tricherie, sans la moindre auréole, sans la moindre tentative d'idéalisation : et cependant, tout est traité avec tant de sérieux, tant de vigueur, tant de solidité, dans une matière un peu rugueuse, qu'on respire dans cette scène si simple une tendresse reli-

gieuse. On dirait d'un *Noël*, d'une *Adoration des bergers*. L'exécution est si puissante qu'elle fait penser à certains morceaux de Ribalta ou de Zurbaran. Ce tableau presque austère ruisselle d'une véritable spiritualité. On le verrait dans une église. Il aiderait à faire oraison.

Je ne sais si le tableau de Mlle Faure n'est pas supérieur encore. Un intérieur de cuisine, une ombre qui disparaît par la porte entr'ouverte ; deux femmes restées seules, l'une assise, l'autre debout, interdite, suivant des yeux la figure qui s'en va, arrêtée dans le geste d'essuyer une assiette : c'est Marthe et c'est Marie. Celle-ci est l'extase même : sans regard, sans beauté, mais illuminée, comme poreuse d'une lumière intérieure, elle retient en elle comme une hostie la présence de son Dieu. Pour la laveuse de vaisselle, peut-être qu'une silhouette si noble et si massive n'existerait pas sans certains modèles de Dumesnil de la Tour : elle supporterait le voisinage du tableau d'Épinal, c'est tout dire. On n'a pas vu de longtemps une œuvre à la fois plus naïve et plus volontaire, plus intime et plus monumentale.

M. Yves Brayer est célèbre. Il a le privilège heureux d'être populaire à vingt-sept ans. Il a de très grands dons, et l'un des plus précieux, la spontanéité. Il ne s'enferme pas dans un genre. Il vit les yeux ouverts ; la peinture lui suffit à peine pour exprimer toutes les sensations qui l'assaillent. Le revers de ces qualités si brillantes était une forme souvent bâclée ou négligée. L'auteur, devenu professeur à son tour, a senti le besoin de se reprendre en mains et de se surveiller. Son grand tableau des *Forçats* a peut-être le tort de rappeler un peu trop les *Borrachos* de Velazquez : c'est toujours un grand risque de provoquer de telles comparaisons. Mais à le prendre comme exercice de style, le tableau est de première force, d'un dessin écrit et serré jusqu'à la sécheresse, traité avec une grande économie de pâte, dans une matière mince et une gamme blonde de vieille poterie ou de jarre espagnole : c'est un chapelet de trognes patibulaires ou picaresques, au milieu desquelles la plus terrible est celle qu'on ne voit pas, comme un crime caché qui ferait peur à la lumière, et que dérobe le disque d'un vaste panama. Cependant, je retrouve plutôt M. Yves Brayer dans des œuvres moins scolastiques, dans ce genre de grandes pochades enlevées de verve, où il excelle, et

où il se livre avec une sorte d'abandon joyeux. Il y a en lui une fraîcheur charmante et amusée, une sensibilité également ouverte aux choses du présent et à celles du passé, au pêle-mêle de la vie : d'où une foule de notes, d'ébauches qu'il a rapportées de Rome, d'aspect un peu sommaire, mais si bien faites pour attraper au vol l'éclat des choses fugitives. Par exemple la toile étonnante où deux curés sénégalais éclatent d'un rire rouge et nègre devant le décor du château Saint-Ange, ou la féerie d'une fête nocturne dans les parterres de la Villa Médicis, dans le cadre d'une Rome du *seicento*, où une torpédo éclatante fait l'effet d'un grand scarabée.

L'*Éternelle épopée* de M. André Leroux, si elle n'était, comme on me l'assure, l'erreur d'un très jeune homme, serait précisément l'exemple de tout ce qui est à fuir dans la peinture. On regarde avec stupeur cette énorme machine : on dirait une revenante échappée des ruines du Palais de l'Industrie. Que de temps, que d'études, que de talent même, dépensés en pure perte pour dire des banalités ! Comment l'auteur ne sent-il pas que ces grands lieux communs sur la Paix, sur la Guerre, ne peuvent vivre que de lyrisme, et que la copie du modèle les étouffe et les asphyxie? Le morceau tue le tableau. Qu'on songe à certains Rubens, comme ceux des Offices ou comme le *Tournoi* du Louvre, où tout est évoqué en quelques coups de brosse, dans une gamme monochrome, quelquefois dans une simple grisaille frottée d'éclairs qui sont des chevaux, des armes, des cuirasses. Voilà l'épopée, voilà le poète : dans ces quelques touches emportées soufflent des clairons, des fanfares et respirent des *Iliades*. Quand se convaincra-t-on qu'une certaine peinture ne saurait être qu'une œuvre d'imagination, ou bien n'en parlons plus, et il vaut mieux ne pas s'en mêler?

On admirera que, même par cette calamiteuse époque, les artistes n'aient pas renoncé aux vastes entreprises : la séance continue à peu de chose près comme si de rien n'était. A défaut de l'État, qui montre en tout peu d'invention, et qui souffre moins d'une gêne d'argent que d'une pénurie cérébrale, les municipalités ne chôment pas. C'est pour la mairie du Ve que M. Henri-Martin vient d'achever une de ses œuvres les plus riantes : le vieux patriarche, comme Hugo, compose son *Art d'être grand père*. Son thème, c'est cette fois le bassin

du Luxembourg, dans son cirque moins fleuri de roses que d'enfance; l'eau bleue est parcourue de voiles : sur cette étroite surface, petits hommes et petites filles s'essaient aux aventures, lancent leurs barques et leurs rêves. C'est le miroir de la vie. Pour la mairie d'Arcueil, M. Jaulmes a composé une de ces fêtes sereines dont il a le secret, une fête de jeunes filles et d'aubépines en fleurs, à laquelle prêtent leur rythme les arches de l'aqueduc. M. Fouqueray, dans ses « Gars de la marine » (époque Renaissance), demeure d'un romantisme fougueux :

En partant du golfe d'Otrante
Nous étions trente...

et M. Raoul du Gardier, comme toujours, est charmant et subtil dans ses escales martiniquaises, où des arbres bizarres, comme des plombs de vitrail, zèbrent la mer et semblent porter pour fruits des frégates et d'étranges filles brunes et tatouées, — et toujours cette simplicité apparente de moyens, qui rappelle un peu l'enchantement de la prose de Loti. Enfin, je voudrais parler longuement de la grande frise pastorale de Mlle Chaplin. Cette jeune fille est le printemps même, la muse de l'Idylle : Théocrite et Virgile renaissent exprès pour elle sur la colline de Fiesole, avec une grâce aiguë, gauche et un peu amère qui vient de Botticelli; les nymphes s'échappent du tas d'or des meules et se mêlent aux groupes des moissonneurs et à celui d'une jeune mère qui coupe une miche pour sa nichée. Mlle Chaplin parle avec candeur un langage éternel, qui est celui des fables et des choses rustiques et qui ne vieillit pas plus que le cours des eaux et celui des travaux et des jours.

Ce qui frappe, en général, dans l'ensemble de ce Salon, aussi bien que dans toute la peinture contemporaine, c'est l'absence d'un titre et d'un sujet, l'extrême rareté de la peinture anecdotique. La crainte de la littérature semble être, pour la plupart des jeunes gens, le commencement de la sagesse. Je ne dis pas qu'il ont tort, je dis qu'ils se privent imprudemment de beaucoup de ressources. Il résulte de là un certain embarras, que n'ont pas éprouvé les générations précédentes, pour trouver quelque chose à dire. Le régime de la peinture pure, où le tableau ne décrit rien, où la chose peinte devient son but à elle-même, est une école d'abstinence dont

il faudra revenir un jour : on sourira de ce carême ou de ce ramadan que se sont imposé les peintres. Mais enfin cette diète aura été utile, pour débarrasser la peinture de mauvaises façons qu'elle avait prises.

La preuve de l'importance qu'a pour les jeunes artistes cette réforme du langage, et de l'intérêt qu'ils y attachent, c'est que quatre d'entre eux au moins se rencontrent dans un même sujet, qui est celui de *l'Atelier*. Qu'on ne songe pas là-dessus à *l'Atelier* de Courbet, aussi chargé d'arrière-pensées que *l'Apothéose d'Homère*. Il s'agit de manifestes ! On entre dans un laboratoire ; l'unique sujet de ces réunions d'artistes, c'est l'étude d'un modèle, la manière d'exprimer la forme d'un corps de femme. Sur ce thème unique, MM. Roger Debat, Jean Even, Carlo Cherubini ont composé des toiles extrêmement intéressantes ; aucune d'elles ne vaut pourtant celle de M. Lucien Fontanarosa : on y trouve peut-être une certaine bravade de vulgarité, mais une générosité, une virtuosité de touche, qui font plus que promettre un beau peintre et même, par endroits, un certain air de poésie à la Mürger, assez touchante.

Et il est bien vrai qu'une grande partie des toiles du Salon n'a pas d'autre sujet que d'exposer une femme nue. Je me suis expliqué une fois pour toutes sur cet article : je suis apparemment brouillé avec les grâces, ou du moins avec une certaine façon de les représenter. Que de fois il m'est impossible de discerner la limite qui sépare ces peintures des vignettes qu'on voit aux kiosques de journaux, aux couvertures de *magazines* ! Quelles étranges rencontres il en résulte parfois dans le hasard des salles, comme celle où le chanoine Boyreau, par M. Fougerat, demeure étonné de son vis-à-vis, une *Sortie de bain*, fort peu vêtue, de M. Léon Félix, comme il arrive qu'un ecclésiastique se trouve placé à table à côté d'une voisine ultra-décolletée.

C'est pourquoi on sait gré à plusieurs jeunes artistes de prendre le contre-pied de ces peintures où la femme sent toujours le demi-monde : on est prêt à les remercier d'une absence de charme, d'un certain éloignement pour la facilité. Je me contente de noter deux études fortement construites de Mlle Jeanne Joly, un beau nu de M. Martial et un autre de M. Schuster, auquel je ne reproche que d'être un peu trop grand : le prix d'un pareil morceau ne ressortirait que mieux

dans de moindres dimensions (ainsi dans l'étude raffinée de M. de Sypiorsky). J'ai goûté aussi vivement (outre les tapisseries soyeuses, féeriques et rouées de M. Miyamoto, qui amalgame si gentiment Renoir et Foujita) deux fort belles académies exécutées par deux de nos élèves « Jaunes », une *Baigneuse* assez ingresque de M. Dzang et le *Nu endormi* de M. Hoang, qui rappelle certains morceaux de Véra Rockine : ces toiles sévères montrent ce qui sépare la peinture de l'image galante, ce que le nu peut revêtir de noblesse et de dignité, ou exprimer au contraire de tendresse et de sentiment, comme dans le charmant tableau de M. Untersteller.

Cela dit, le meilleur des efforts des jeunes peintres est de combiner entre eux deux ou trois de ces corps, d'en composer, si je puis dire, des duos, des trios, de les faire dialoguer avec le paysage, et d'obtenir une musique sans paroles, où les formes de la femme concertent avec celles des coteaux, des eaux et des bois. Données qui échappent, il va sans dire, à toute description, données d'une valeur toute contemplative, d'où toute émotion est absente, et dont l'unique sujet est de tirer un secret d'incantation des plus beaux rythmes de la nature. Sur ce thème invariable et susceptible de variations indéfinies, je citerai trois ouvrages, tous les trois excellents : ceux de M. Narbonne et de M. Clément Serveau, et les *Jeunes filles dans la montagne* de Mlle Marthe Flandrin. Comme il est étrange qu'en ce temps d'aviation, de rapidité, la peinture vienne nous apprendre les valeurs nécessaires du poids, de l'équilibre, de la lenteur, de l'immobilité, la beauté secrète de ce qui dure, ne change pas, ne bouge pas et se contente de chanter !

Pour la peinture religieuse, en dehors de Mlle Faure et de M. de Raveton, elle serait à peu près absente, n'était M. Maurice Denis. Ce maître savant revient cette année à la Société nationale, où il veut bien se souvenir qu'il a fait ses débuts il y a quarante ans et qu'il y a donné jadis quelques-uns des ouvrages qui ont fait sa jeune gloire. A la vérité, quoi qu'il fasse, M. Maurice Denis ne sort jamais du cercle très circonscrit qui compose son entourage : qu'il traite des sujets profanes ou des sujets d'église, ce sont toujours les siens, sa famille, ses enfants, à présent ses petits-enfants, ce sont ses affections intimes, ses paysages familiers qui font les frais de

ses tableaux. Tout sort inépuisablement pour lui de cette même source de bonheur et de peines, dont est fait le flot de ses jours. Son monde est réel et divin : tout y est authentique et tout y est sacré, et même l'authenticité est la condition du miracle. Il n'y a que lui pour mêler, sans confusion possible, mais sans qu'on puisse sentir où se fait la transition, la nature et le surnaturel, le ciel et la terre, et pour faire d'un portrait de femme, parfaitement reconnaissable, un visage de sainte aussi noble que les saintes des vitraux. Un voile, un livre, le fond d'un golfe où se mire l'azur, une étoffe de damas de Venise jetée en écharpe sur un bras, et que dore une caresse de la splendeur du couchant, et voilà que la créature de chair prend l'aspect de l'immortelle, comme si dès ici-bas commençait l'autre vie, et que la forme éphémère fût touchée d'un rayon de la lumière éternelle.

Il y a quelque chose de cet esprit séraphique dans les petites scènes de Mme Pauline Peugniez, où les figurines ont la gaieté, l'innocence et le détachement de ces bonshommes des crèches, qu'on appelle en Provence des *santons*. Le *Calvaire* de M. Émile Aubry est une composition hardie, par malheur d'une tonalité d'ardoise un peu triste. La scène ne représente que la moitié humaine du drame ; le reste, c'est-à-dire le côté supra-terrestre, se dérobe aux regards. Comme dans certaines *Ascensions*, les pieds seuls du Christ sont visibles : ils flottent, pleins de douceur et de pitié, au-dessus des douleurs et des rapines des hommes, des saintes femmes navrées, de la soldatesque sordide qui joue aux dés et se partage les dépouilles du Juste. Tout cela est beau, réfléchi, mais encore une fois d'une peinture indigente : il semble que même en ces sujets pleins de larmes, un chrétien de la vieille école n'aurait pu dissimuler un principe de joie.

L'espace me manque pour parler à loisir du paysage et du portrait. Je m'en voudrais pourtant de ne pas signaler le remarquable tableau de M. Hugues de Beaumont : je ne connaissais encore de lui que des figures d'hommes, et je le croyais un peu misogyne par système, ce qui veut dire bien souvent, non pas qu'on n'aime point les femmes, mais qu'on se méfie de leur pouvoir. Son portrait de jeune femme montre qu'on peut être à la fois véridique et aimable, sensible sans fadeur, élégant sans « manière » ni fausse distinction.

Pour M. Van Dongen, il y a longtemps qu'on le sait un favori des grâces : il n'envoie cette année qu'un buste, mais quelle maîtrise! quel délice du regard dans ce morceau d'émail bleu! Il faut citer encore un puissant portrait de *M. Charles Duvent*, par M. Narbonne, et le solide portrait de *M. Georges Lecomte*, par la duchesse de La Rochefoucauld. Parmi les figures de moindre importance, j'ai noté une charmante étude de Miss Dorothy Shelley, et une tête de femme grave et consciencieuse de M. Lucien Weill. Une très agréable *Jeune fille* de Mme Beau-Charrier, et une spirituelle *Jeune Anglaise* en éclatant costume de ski, veste brune, foulard jaune et rouge, par Mlle Zinkeisen. La *Jeune fille au châle espagnol* de M. André Locca fait penser à certains Valloton. La tête de vieil Alsacien, de M. Stoskopf, rappelle les vieux buis et les gravures d'Holbein.

Je ne puis que citer les paysages; les noms d'André Dauchez, de Montézin, de Gabriel Goulinat, de Grosjean, de Communal, de Henri Déziré, de Désiré-Lucas, sont attachés chacun à un style, à une certaine manière de voir et de penser : chacun évoque un coin particulier du monde, et davantage encore, une sensibilité, un ordre ou un esprit. Là plus qu'ailleurs encore, il s'agit moins d'un site que du style et moins du caractère des choses que de celui de l'homme qui comprend et qui interprète. Mais comment faire en quelques lignes une revue de paysages et de paysagistes?

La sculpture, on s'y attendait, est la grande victime de la crise. Pauvre sculpture décimée! Cependant, ce qu'il en reste, comme les débris de la Garde à Waterloo, fait encore figure, et défend le drapeau. Ces métaphores militaires me viennent peut-être de la statue de *Lyautey* par M. Crouzat, et de celle du *Roi Albert* par M. Demanet. Celle-ci est très simple et très belle. Que n'est-elle la seule? On préférerait ne pas voir le geste vulgaire et rageur, que M. Colinet a cru devoir prêter à la figure du roi-soldat. Ces attitudes de bravache sont ici plus que de mauvais goût, elles sont un grave contre-sens.

Si j'avais à donner le prix, je pense qu'il faudrait le décerner à M. Henri Bouchard pour sa figure de *Jean de Chelles*, digne du portail de Notre-Dame, dont il porte le modèle et dont il est l'auteur. Raccourci saisissant, qui résume sept siècles de sculpture française. Mais c'est à la nouvelle façade

de Saint-Pierre de Chaillot, qu'il faut voir ce grand imagier : on n'a ici qu'une rognure de sa griffe.

Je ne connaissais pas M. Marcel Gaumont. Il expose deux stèles couvertes de subtils hiéroglyphes. L'une est une stèle funéraire, l'autre un obélisque, destiné à former le motif central d'une fontaine dans le *patio* de la Casa Velazquez. Ce dernier ouvrage est ciselé comme certains bâtons épiscopaux du moyen âge, ou comme le fameux pilier de Souvigny, avec cette différence que les sujets sont empruntés au répertoire de la fable : c'est, si l'on veut, un *mémento*, un lexique abrégé de la mythologie. Je dois ajouter que le détail est tout à fait charmant, d'une délicatesse de goût qui fait songer à certaines frises archaïques de Delphes, ou au galbe de certains bas-reliefs de Memphis.

Parmi les figures féminines, l'*Ève* de M. Octobre a de grandes beautés, et il y a un charme lisse et pur dans la belle *Jeune fille au chien* de M. Louis Nicot : c'est le thème d'une forme féminine conjuguée avec l'animal, thème si souvent exploité, de l'antiquité à la Renaissance, dans le motif de *Léda*. Il y a de très jolies choses dans la figure couchée de M. Ary Bitter (quoique la couche fasse un peu « fouillis »), mais j'avoue que ce genre de grâces capiteuses convient mieux au bibelot : Clodion n'a guère dépassé ce format d'étagère. Du reste, mieux vaut cette faute vénielle que le péché d'ambition, comme il arrive au groupe de *Tantale*, par M. Raymond Rivoire, ou à la grande pantomime de Mlle Heuvelmans, les *Illusions et le Regret*. On sauvera de ce trop vaste ensemble un ou deux motifs ravissants, que le spectateur s'impatiente de trouver empêtrés dans un enchevêtrement de symboles ivres qui oscillent et chavirent. En fait de sculpture décorative, le *Persée* de M. Raymond Delamarre est d'une grande allure stylisée et « Louis-quatorzième », tandis que la fontaine de M. Cassou rappelle plutôt les groupes des bassins de Caserte. Enfin, le *Torse* de M. Desbois a le roulis grandiose de certains morceaux de son maître Rodin, et la *Jeune mère* de M. Vallette, la grâce d'une tige flexible à laquelle se noue son fruit.

LOUIS GILLET.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

M. GEORGES CLAUDE ET L'ÉNERGIE THERMIQUE DES MERS

C'est avec bien des regrets qu'a été accueillie, dans le monde scientifique, la nouvelle de l'accident qui a mis fin à la grandiose tentative poursuivie par M. Georges Claude dans les eaux brésiliennes, en vue de capter l'énergie thermique des mers. Mais il convient de ne pas commettre de confusion. Il ne s'agit pas de l'irrévocable faillite de vues générales dont on se plaisait à escompter le succès. L'expérience interrompue ne doit en aucune façon être tenue comme infirmant la justesse de ces vues. Elle a ajourné l'accomplissement des promesses qui y étaient incluses, mais sans que l'on doive renoncer à les voir un jour se réaliser. Et bien au contraire. Les enseignements que comportent nécessairement de tels essais porteront leurs fruits. Loin de s'abandonner au découragement, M. Georges Claude conserve la même foi robuste en l'avenir du magnifique projet dont il a été le principal instaurateur avant de s'en faire le plus actif propagandiste. Force lui est, c'est entendu, d'interrompre sa campagne en face des difficultés financières que la plus déplorable fatalité a dressées devant lui; mais l'idée dont il a, dès la première heure, entrevu l'immense portée n'en reste pas moins à ses yeux toujours aussi assurée du succès final. Nous pouvons, à sa suite, en accepter l'augure. Le passé de ce grand inventeur nous est garant du crédit que méritent ses prévisions.

Dans l'ordre des applications de la science, non pas issues d'un hasard heureux, mais fondées *a priori* sur les données les plus solides, nul, en effet, ne s'est affirmé avec une plus indiscutable maîtrise que M. Georges Claude. Il suffit, pour en être convaincu, de se remémorer ses précédentes conquêtes. Le

caractère de plusieurs d'entre elles est d'avoir permis d'opérer certaines transformations de la matière, en agissant sur d'énormes masses, par des procédés strictement industriels, alors que, jusque-là, ces transformations n'avaient fait l'objet, sur une petite échelle, que d'expériences de laboratoire. Et l'on reste émerveillé de la simplicité non moins que de l'ingéniosité des moyens mis en œuvre par le savant inventeur en vue d'atteindre les fins qu'il s'était proposées. On reconnaît là le propre d'un véritable génie.

* * *

Une des premières découvertes par lesquelles M. Georges Claude s'est signalé à l'attention des hommes de science, — et dont l'illustre chimiste Henry Le Chatelier s'est plu à souligner l'importance, — est celle de la dissolution de l'acétylène dans l'acétone, qui a permis d'affranchir de tout danger le maniement, jusque-là extrêmement périlleux, de ce corps et, par là, de rendre usuel son emploi pour nombre de besoins de l'industrie.

Mais la plus célèbre, — on peut même dire la plus populaire, — des inventions de M. Georges Claude, à laquelle son nom reste plus particulièrement lié, est celle qui concerne la fabrication courante de l'air liquide et la mise au point des conséquences nombreuses et variées qui en ont été la suite dans la pratique industrielle.

On n'ignore point que c'est Faraday qui, en 1823, est parvenu, par l'emploi combiné du refroidissement et de la compression, à liquéfier divers gaz qui, sous ce rapport, avaient jusque-là résisté à tous les efforts. Ceux dont, à ce point de vue, le grand physicien anglais n'avait pu triompher, étaient en petit nombre (oxygène, azote, hydrogène, oxyde de carbone, gaz des marais) ; aussi l'opinion s'était-elle accréditée qu'il n'y avait nul moyen de changer leur état, ce qui leur avait valu le nom de *gaz permanents*.

On peut juger par là de la sensation produite dans les milieux scientifiques lorsque, en 1877, le Suisse Raoul Pictet, d'un côté, le Français Louis Cailletet, de l'autre, parvinrent simultanément (1), d'ailleurs par des voies différentes, à liqué-

(1) Leurs découvertes respectives, par une coïncidence peut-être sans autre exemple, ont été présentées à l'Académie des sciences dans la même séance, le 24 décembre 1877.

fier l'oxygène, à tout le moins sous forme de fines gouttelettes formant brouillard. Cailletet réussit même à traiter de la même façon les autres gaz alors dits permanents.

Plus tard, le Hollandais Kamerlingh Onnes, maître reconnu dans la technique des très basses températures, apporta de sensibles perfectionnements à la méthode de Pictet ; mais il ne s'agissait toujours là que d'expériences de laboratoire.

Ce n'est qu'en 1895 que l'Allemand Linde parvint, pour la première fois, à obtenir de grandes quantités d'air liquide, par un procédé fondé sur la détente de l'air préalablement comprimé à deuxcents atmosphères.

Mais lorsque, à son tour, M. Georges Claude s'attaqua, en 1899, à la question, il y réalisa, par l'apport d'idées nouvelles, de tels progrès, réduisant notamment à quarante atmosphères les pressions à faire intervenir, qu'il a eu une influence décisive sur l'essor de l'industrie, aujourd'hui si prospère, de l'air liquide. Rappelons en deux mots, parmi ces idées nouvelles, celles qui ont consisté, d'une part, à combiner la détente de l'air avec un travail extérieur, source d'un refroidissement supplémentaire, d'autre part, à employer, pour lubrifier la machine, l'éther de pétrole qui, aux basses températures, prend simplement une consistance visqueuse au lieu de se congeler ainsi que le faisaient tous les lubrifiants essayés jusque-là.

Nous ne saurions entrer ici dans le détail des multiples applications auxquelles l'air liquide a pu se prêter entre les mains de M. Georges Claude, mais nous croyons ne pouvoir omettre de rappeler, parmi elles, le procédé industriel de production, en grande masse, de l'oxygène et de l'azote purs, fondé sur la condensation méthodique de l'air, complétée par une distillation fractionnée de l'air liquide, la séparation des deux gaz liquéfiés résultant en définitive de leur différence de volatilité.

Cette production en grand de l'azote pur a permis en outre à M. Georges Claude, grâce à l'intervention d'hyperpressions de l'ordre de mille atmosphères qu'il a été le premier à introduire dans la technique industrielle, d'obtenir l'ammoniaque synthétique par un procédé essentiellement différent de celui de l'Allemand Haber et d'imprimer ainsi à ce genre d'industrie le prodigieux essor auquel il nous est donné d'assister.

Grâce encore à une judicieuse application de la condensation de l'air, obtenue au moyen de dispositions remarquablement ingénieuses, il est également parvenu à extraire industriellement de l'air les gaz rares (argon, hélium, néon, etc...) qui n'y sont contenus qu'en proportion extrêmement faible et qui peuvent aussi se prêter à d'intéressantes applications. Notre inventeur a réussi notamment à rendre pratique la brillante luminescence rouge orangée du néon sous faible pression, traversé par une décharge électrique. Parés de diverses nuances à l'aide d'artifices appropriés, ces tubes luminescents de M. Georges Claude sont utilisés aujourd'hui, sur une vaste échelle, dans les enseignes lumineuses. Grâce aux remarquables travaux d'un de ses jeunes parents, M. André Claude, ils auront prochainement leur place dans l'éclairage proprement dit.

Peut-être le rapide résumé qui précède aura-t-il suffi à faire naître une idée de l'autorité qui, dès longtemps, s'est attachée, parmi les spécialistes, au nom de M. Georges Claude en matière de mise en œuvre des principes empruntés aux sciences physiques en vue de réalisations industrielles.

***

Fort de l'expérience acquise au cours de ses belles campagnes scientifiques, tenté par tous les problèmes que soulève l'utilisation des forces physiques en vue de satisfaire aux imprescriptibles besoins de l'humanité dans l'ordre matériel, M. Georges Claude s'est appliqué en dernier lieu à résoudre une question d'un intérêt capital : le captage de l'énergie thermique des mers.

Les vues théoriques d'où dérive cette question sont des plus simples. Tout d'abord, on sait que l'on peut faire bouillir à *n'importe quelle température* l'eau qui, sous la pression atmosphérique normale (voisine de 760 millimètres de mercure), ne bout qu'à 100°. Il suffit pour cela que la masse gazeuse avec laquelle l'eau est en contact soit amenée, par production d'un vide relatif, à une pression inférieure à la tension de vapeur répondant à la température considérée.

En second lieu, si l'enceinte où la vapeur est ainsi produite est en communication avec une seconde enceinte renfermant un corps maintenu à une température sensiblement inférieure,

la vapeur afflue vers ce corps réfrigérant pour se condenser (c'est-à-dire reprendre la forme liquide) à son contact. Si, sur le trajet du bouilleur au condenseur, on fait passer la vapeur par l'intérieur d'une turbine, la pression qu'elle exerce sur les aubes de la turbine met celle-ci en mouvement. L'énergie thermique représentée par la différence de température se trouve donc ainsi transformée en une énergie mécanique qui pourra, à son tour, prendre telle autre forme que l'on voudra, la forme électrique en particulier. Il suffira pour cela d'actionner une dynamo à l'aide de la turbine. Transportée ensuite n'importe où par des câbles métalliques (et peut-être un jour sans aucun fil), cette énergie électrique pourra être à volonté ramenée à la forme mécanique ou muée en énergie de toute autre espèce, par exemple en énergie lumineuse.

Or, l'énergie thermique, qui est à l'origine de ces transformations, M. Georges Claude a conçu, en collaboration avec M. Paul Boucherot, l'idée de la puiser dans la mer. Sous toutes les latitudes et en toute saison il existe, en effet, une notable différence de température entre la surface de la mer, où elle subit de légères variations, et le fond, où elle est à peu près constante, aux environs de 4°. Dans les mers tropicales, où la température de surface oscille entre 25° et 30°, son excès, de plus de 20°, sur celle du fond, apparut de prime abord à MM. Claude et Boucherot comme susceptible de se prêter à la mise en œuvre du processus ci-dessus schématiquement décrit, l'eau de la surface devant servir à l'alimentation du bouilleur (dans lequel serait produit le vide relatif nécessaire), l'eau du fond au fonctionnement du condenseur.

L'idée d'utiliser cette différence naturelle de température s'est offerte spontanément aux deux savants. Ils ont depuis lors eu l'occasion de constater qu'elle avait déjà frappé Jules Verne, comme en fait foi un passage de *Vingt mille lieues sous les mers*, cité par M. Georges Claude lui-même, ainsi que l'illustre physicien d'Arsonval qui l'a formulée dans la *Revue scientifique* du 17 septembre 1881. A la vérité, il ne s'agissait là que de simples suggestions, la première même fort vague. Avec l'une et l'autre, il y avait encore loin de la coupe aux lèvres. Les propositions de MM. Claude et Boucherot et les réalisations de M. Georges Claude ont été d'une tout autre portée.

Avant tout, il convenait d'établir expérimentalement la validité du principe. C'est ce qui fut fait par la mémorable expérience exécutée par MM. Georges Claude et Boucherot devant l'Académie des sciences, le 15 novembre 1926. Au cours de cette expérience, un disque normal de turbine Laval, de 12 centimètres de diamètre, fut amené à tourner à 5000 tours par minute, sous la seule action d'un flux de vapeur d'eau s'écoulant entre un bouilleur à 30° et un condenseur à 12°, soit sous une pression 500 fois moindre que celle pour laquelle l'engin avait été prévu. La démonstration était décisive. Au surplus, du point de vue scientifique, indépendamment de toute répercussion d'ordre technique, le fait se montrait d'un très grand intérêt.

Mais M. Georges Claude avait à cœur de procéder à un essai d'une autre ampleur qui ne pût plus n'être regardé que comme une expérience de laboratoire. A cet effet, il réalisa une installation, cette fois de caractère industriel, sur les bords de la Meuse, dans l'usine d'Ougrée-Marihaye, voisine de Liége, où se poursuit la fabrication en grand de l'ammoniaque synthétique suivant le procédé dont il est l'auteur.

En cette installation, le bouilleur était alimenté avec de l'eau réchauffée au moyen de la chaleur perdue des hauts-fourneaux de l'usine et le condenseur avec de l'eau directement puisée dans la Meuse, ce qui correspondait à une chute de température d'environ 20°.

L'expérience qui eut lieu avec cet appareil, le 1er juin 1928, devant une délégation de notre Académie des sciences, se traduisit par un résultat des plus satisfaisants permettant, compte tenu de la part nécessaire au pompage de l'eau et à l'extraction des gaz dissous dans l'eau, de disposer des deux tiers environ de la puissance produite, fraction susceptible, moyennant divers perfectionnements prévus dès cette époque, d'être portée aux trois quarts.

Cela encouragea M. Georges Claude à réaliser dans les mers tropicales une véritable petite usine Claude-Boucherot.

***

Pour y monter son installation, M. Georges Claude fut amené à faire choix de la baie de Matanzas, sur le littoral nord de l'île de Cuba, en un point où le rapide abaissement du fond

de la mer permettait d'atteindre le niveau voulu avec un tube d'une longueur acceptable ; cette longueur n'était pourtant pas inférieure à deux mille mètres. On imagine quelles énormes difficultés pouvaient présenter le montage et l'immersion d'un tube en acier, de deux mètres de diamètre, ayant cette longueur! Mais la perspective de ces difficultés n'était pas de nature à faire fléchir la volonté de M. Georges Claude et, dès l'année 1929, il se mettait résolument à l'œuvre. Ce qu'il a pu dépenser là d'activité, de science et d'intelligence, on n'a nulle peine à le deviner. Mais un malencontreux accident entraîna la perte du gigantesque tube en cours d'immersion !

Loin de se laisser abattre par un tel coup, M. Georges Claude n'hésita pas, dès l'année suivante, à reprendre l'œuvre si rudement interrompue. Par un redoublement de coups du destin, cette fois encore, l'entreprise aboutit à un échec. Et sans doute doit-on regarder comme un fait unique qu'après l'avortement de ces deux tentatives, M. Georges Claude eut l'audace de se lancer dans une troisième qui, cette fois, grâce à Dieu, se termina heureusement et vint affirmer définitivement la possibilité théorique et pratique du procédé de Claude et Boucherot. On pouvait croire alors que le pas décisif était fait et qu'il ne restait plus qu'à mettre au point les détails d'un ajustement vraiment industriel : les lamentables circonstances économiques de ces dernières années ne l'ont pas permis, M. Georges Claude n'ayant pu retrouver les concours financiers qu'il avait obtenus pour Cuba. Ne se résignant pas cependant à renoncer à son projet, il fut enfin amené à chercher à le réaliser à l'aide de ses seules ressources, en adoptant une solution plus économique, consistant à placer l'usine non plus à terre, mais sur un navire : le 4 septembre 1933, il faisait part à l'Académie des sciences de ses idées nouvelles à ce sujet.

Ayant fait l'acquisition du cargo *Tunisie*, de 10000 tonnes, il entreprit sans retard l'aménagement à son bord de l'usine voulue. A cette usine flottante, il annexa, en outre, un flotteur isolé, d'une disposition spéciale, auquel devait être suspendu le tube de 2,50 mètres de diamètre et 700 mètres de long, destiné à l'ascension des eaux du fond, tube maintenu vertical au moyen d'un caisson d'amarrage de 15 tonnes, que 200 tonnes

de minerai de fer, déversées à la fin de l'immersion, devaient, en quelque sorte, clouer au fond tout en immergeant le flotteur pour le mettre autant que possible à l'abri de la houle et de la tempête. La fatalité devait, cette fois encore, déjouer de si vigoureux efforts, sous la forme de retards indéfinis qui ont rendu écrasants les frais de l'entreprise ; ce n'est que le 8 janvier 1935 que l'immersion du tube avait pu être tentée, tout de suite arrêtée par la perte du caisson d'amarrage comme conséquence d'un stupide accident antérieur survenu en baie de Rio ; après beaucoup d'hésitations, M. Georges Claude avait pris le parti d'en refaire un autre ; un mois plus tard, le 8 février, l'immersion du tube commençait, avec un succès qui dépassait les prévisions, quand elle fut brusquement arrêtée par la perte du second caisson. M. Georges Claude reconnut cette fois que de brusques mouvements du flotteur, dus à une très forte houle, avaient provoqué dans la chaîne de suspension du caisson de soudaines variations de tension faisant naître des chocs d'une violence inouïe. Connaissant la cause de l'accident, il eût été facile d'y parer en refaisant un troisième caisson, mais c'eût été un nouveau mois perdu, alors qu'après cinq mois de retards ruineux, tout restait encore à faire. Pliant sous un si rude effort, M. Georges Claude dut se résigner à « arrêter les frais ».

En faisant, le 18 mars 1935, avec une émotion communicative, à ses confrères de l'Académie des sciences le récit de ses épreuves, M. Georges Claude a pu, avec une légitime fierté, déclarer que, sans espoir de profits immédiats, il avait en fait voulu travailler pour l'avenir. Les difficultés techniques n'eussent pas à elles seules entraîné l'arrêt de ses travaux. D'ailleurs, tout n'était pas perdu ; des résultats importants avaient été obtenus. En vérité, l'effort de M. Georges Claude n'aura pas été vain. La lutte pour la conquête de l'énergie thermique des mers sera quelque jour, plus ou moins lointain, conduite, par les voies mêmes qu'il a ouvertes, jusqu'au triomphe final. Dût-il même n'être pas l'artisan direct de cet achèvement de l'œuvre, il n'en aurait pas moins droit à en être tenu pour le principal animateur. En toute justice, son nom y restera indissolublement attaché.

MAURICE D'OCAGNE.

ESSAIS ET NOTICES

LES CINCINNATI DE FRANCE

Dans les nobles matières dont il a forgé, ciselé et gravé la poignée d'une épée, le maître André Falize a inscrit le plus riche et le plus exact symbolisme. A l'écu d'une illustre maison, au laurier, à l'ancre, à la figuration du *saut des électrons*, aux lettres et aux signes de la « formule merveilleuse » qui ouvre à l'esprit *le système planétaire atomique*, se trouve joint un aigle.

Cet aigle d'or porte au poitrail un médaillon que ceinture cette inscription : *Omnia relinquit servare rempublicam* et où figurent, avec des personnages que couronne une Gloire, des guirlandes portant ces mots : *Virtutis prœmium*, — *Esto perpetua*.

Dans la langue du blason, cet aigle *est* de la *Société de Cincinnatus*. Il s'insère parmi les *meubles et les pièces* dont s'orne l'épée d'académicien de M. le duc de Broglie, parce qu'il en complète le symbolisme. En effet, les *Cincinnati de France*, branche française de cette société ou de cet ordre militaire qui naquit, en 1783, sur les bords de l'Hudson, d'une noble pensée, ont élu, lors de leur reconstitution en 1925, M. le duc de Broglie pour président (1).

La consécration académique de cette gloire scientifique, dont leur président accroît le patrimoine français, coïncide exactement avec le dixième anniversaire de la reconstitution des *Cincinnati* en France. Le 10 mai, l'Assemblée générale triennale, qui s'est tenue aux Etats-Unis, a commémoré le cent cinquante-deuxième

(1) Le comité est ainsi composé. Président : M. le duc de Broglie. — Vice-présidents : MM. le général comte d'Ollone, le général comte de Trentinian. Secrétaire : M. le marquis de Valous. Membres : MM. le marquis de Bouillé, le baron L. de Contenson, le comte de Lapérouse, le baron de la Vernette Saint-Maurice, le duc de Levis-Mirepoix, le marquis de Luppé, le duc de Noailles.

anniversaire de la fondation de la Société. N'y a-t-il pas là de sérieuses raisons de rappeler brièvement, avec les origines de la Société de Cincinnatus, ce qui constitue son originalité propre, et ce qui nous apparaît être son utilité sociale ? On raconte qu'une charmante femme du XVIIIe siècle, entendant pour la première fois le nom de Cincinnatus, demandait quel était ce nouveau saint. Nos contemporains, s'ils s'en rapportaient aux dictionnaires pour se documenter à leur tour, apprendraient d'eux que la Société placée sous ce vocable a été abolie. Nous verrons, au contraire, qu'elle reste fidèle à sa mission : *Esto perpetua.*

*
* *

Le 10 mai 1783, les officiers de l'armée américaine adoptaient les statuts d'une « Société d'amis » formée entre eux pour « perpétuer le souvenir, aussi bien de ce grand événement (l'Indépendance) que de l'amitié formée au milieu des dangers courus en commun et cimentée par le sang versé... » ; plaçaient cette Société sous l'invocation de l'illustre Romain qui quitta tout pour servir la patrie et reprit la charrue en déposant l'épée, et décidaient que cette Société se perpétuerait par l'aîné de leur postérité mâle, ou, à défaut, des branches collatérales. En outre, la Société, « profondément sensible à l'assistance généreuse que le pays a reçue de la France, et désireuse de perpétuer les liens d'amitié qui ont été formés et si heureusement maintenus entre les officiers des armées alliées », décidait que le président général (George Washington) transmettrait l'insigne de l'institution aux généraux et capitaines de vaisseau de la marine française, aux généraux et colonels de l'armée expéditionnaire française, en les informant que « la Société les considère comme membres de l'Association ».

Le comte de Rochambeau et le comte d'Estaing accueillirent l'« information » avec un enthousiasme que partagèrent les officiers qui en étaient l'objet. Mirabeau, soutenu clandestinement par le bonhomme Franklin, — dont M. Bernard Faÿ a, si finement, analysé le double jeu, — publia un violent pamphlet contre la clause d'hérédité. Le roi permit aux officiers d'arborer les « marques » de l'ordre nouveau à la même boutonnière de l'habit que la croix de Saint-Louis. Les décrets révolutionnaires abolirent ces « marques » et cette société..., et celle des autres.

Un Américain fut le premier historien de la branche fran-

çaise (1). En 1905, la Société des Cincinnati de l'État de Rhode Island édita, à 350 exemplaires, l'ouvrage de son président, M. Asa Bird Gardiner, qui était aussi le secrétaire général de l'Ordre : *The Order of the Cincinnati in France*. Il faut voir dans ce fait la preuve indéniable de tout l'intérêt que portent nos confrères des États-Unis à la perpétuité des liens d'une amitié « cimentée par le sang versé ». C'est, d'ailleurs, une œuvre remarquable. Après de longues recherches dans les archives des Chapitres d'État, en Amérique, ainsi que dans les archives officielles françaises, avec autorisation demandée par voie diplomatique, Asa Bird Gardiner consacra à la plus grande partie des membres français d'origine une notice. Malgré le chiffre infime du tirage, ce fut, pour l'opinion américaine, une révélation. Notre collègue, le baron Ludovic de Contenson, — qui a donné une part de sa vie aux armes et l'autre aux lettres, avec une égale distinction, — vient de publier l'historique de la Société, de ses vicissitudes, de sa reconstitution. Avec les textes qu'il réunit, les cinq cents notices environ qu'il publie sur les membres français d'origine, la riche iconographie qui les accompagne, le *Contenson* apporte à l'histoire générale une contribution précieuse (2) et aux chercheurs un utile instrument de travail.

***

Dégageons de la vie présente de la Société sa fidélité à perpétuer les liens d'amitié franco-américaine. Déjà, avant même la reconstitution de 1925, certains des descendants des membres d'origine avaient témoigné, individuellement, de cette fidélité. Feu le marquis de Rochambeau, le vicomte de Noailles (3), le comte de Grasse, le comte d'Ollone, d'autres encore, devant le manque d'un chapitre français de l'Ordre, s'étaient fait admettre dans les chapitres américains ; ils avaient, lors du centenaire de Yorktown, en 1881, et de l'inauguration de la statue de Rochambeau à Washington, en 1887, passé l'Océan, et s'étaient concertés avec nos confrères d'Amérique des possibilités de reconstituer la branche française. D'autres s'étaient groupés, en 1917, pour offrir des fanions au

(1) Il faut, toutefois, mentionner une brochure de cinquante pages publiée en 1834, à Nantes, par le baron de Girardot.

(2) *La Société des Cincinnati de France et la guerre d'Amérique*, avec 193 portraits et 17 planches (Éditions Auguste Picard).

(3) *Marins et soldats français en Amérique*, 1778-1783, par le vicomte de Noailles (Perrin, 1903).

général Pershing. Cette fidélité s'affirma, depuis la reconstitution, par la présence, en 1929, du président et d'une délégation française à l'assemblée triennale des 13 chapitres d'Amérique, par la participation de M. le duc de Broglie et d'une délégation de la Société aux fêtes de Yorktown, en 1931, par diverses cérémonies à Paris ; par la commémoration, en 1932, du deuxième centenaire de la naissance de Washington. Mais, plus encore que par des manifestations extérieures, cette amitié s'entretient par des contacts directs incessants. Sur les destinées des peuples, ces relations entre des élites, unies par une même pensée, ne sont-elles pas de ces « impondérables » qui, étant de l'ordre de l'esprit, sont d'une valeur inappréciable ?

* * *

Mais là ne se borne pas, à nos yeux, le bienfait de l'initiative prise le 10 mai 1783, dans un camp, par des officiers qui, déposant les armes, entendaient perpétuer les sentiments qui les animaient. Cette clause de l'hérédité, qu'attaquait Mirabeau en accord logique avec la perversion destructrice d'une époque dont les méfaits se perpétuent, qui créa à George Washington de graves difficultés, voilà la grande originalité de la Société de Cincinnatus, voilà le plus sûr bienfait qu'elle apporta.

Je ne crois pas qu'il existe au monde une autre association qui pratique un tel mode de recrutement : la preuve d'une filiation, en se réservant, toutefois, d'exclure du bénéfice de cette unique condition celui qui, par les actes de sa vie, se serait révélé indigne de sa filiation. Privilège ?... Peut-être. Pas plus exorbitant, en tout cas, que tous ceux qu'apporte au berceau de chaque homme l'hérédité physique ou morale tenue de ses devanciers. Privilège qui réside uniquement dans la charge de devoirs hérités, et qui reste complètement inaccessible à la puissance dépravatrice de l'argent. Privilège, enfin, dont les *Cincinnati de France* ne se montrent pas jaloux de rester les uniques titulaires. Cette clause d'hérédité, qu'elle apparaisse à autrui critiquable ou enviable, nous souhaitons que ces pages incitent d'autres que nous à l'adopter.

Qu'étaient les Cincinnati français de 1783 ? Des Français, appartenant pour la plupart à ce qui était alors une classe, mais qui en étaient restés à la *période des services*, tandis que d'autres en étaient venus à la *période des vanités*. Qu'on lise les notices du

Contenson ; qu'on suive leur carrière glorieuse ou obscure. C'est de cette carrière, — de « l'honneur » et non pas « des honneurs », — que leurs descendants tiennent la charge de les représenter et de perpétuer leur esprit. Que cette carrière ait résulté de leur situation sociale, ce n'est pas pour diminuer, bien au contraire, le devoir de perpétuité. Il est des groupes de familles qui ont toujours consenti de lourds sacrifices, — leur sang et leur fortune, — pour servir le roi identifié à la patrie. Les couleurs du drapeau ont pu changer... le drapeau les rallia toujours. Que l'on parcoure, ensuite, la liste des membres, — elle n'atteint pas les deux centaines, — depuis la reconstitution de 1925. Parmi les vivants, on relèvera les noms de grands ou de bons serviteurs. L'histoire inscrira à leur actif des commandements militaires, des conquêtes scientifiques, des explorations hardies, des parts éminentes à la constitution de l'empire colonial français, d'heureuses missions diplomatiques, des services d'ordre social. Tous ont fait leur devoir aux armées. Parmi nos morts récents, nommons seulement nos deux vice-présidents, dignes continuateurs d'une longue lignée de « serviteurs », le général de Mac-Mahon, duc de Magenta, et le vice-amiral comte de Gueydon.

Le souvenir des générations successives de Cincinatti sera perpétué par un musée actuellement en voie d'organisation dans l'hôtel de la Marine et des Affaires étrangères à Versailles, où fut signé le traité de 1783. Certes, il n'était pas besoin d'appartenir à une *Société d'Amis* pour que fût maintenue au cœur de chacun la fidélité aux exemples du sang. Mais l'existence de cette Société et la clause d'hérédité de son recrutement mettent en relief cette fidélité.

Là est l'utilité sociale. Dans la désagrégation des groupes sociaux, où, d'une part, on a voilé d'un prétexte de renoncement l'abdication des devoirs d'état ; où, d'autre part, les puissances occultes assurent leur pouvoir sur une « poussière d'individus », inaptes, faute de cohésion, à s'opposer à leurs entreprises, ne serait-ce pas un symptôme d'utile « réaction de nature » que de voir certains groupements de combattants, à l'exemple des « Cincinnati », perpétuer au delà d'une vie humaine, par l'adoption de la clause d'hérédité, l'esprit de ceux qui ont sauvé la France ?

LÉON DE LAPÉROUSE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE CARDINAL PACELLI EN FRANCE

La valeur effective des forces morales échappe aux calculs des savants comme aux prévisions des diplomates ; c'est dans les âmes qu'elles rayonnent et par les âmes qu'elles agissent même sur la politique qui est réputée le domaine exclusif des intérêts. Pour l'organisation de cette paix que l'Europe troublée poursuit anxieusement, la plus haute autorité morale qui soit au monde apporte aux hommes de bonne volonté un concours d'un prix inestimable. Dans les circonstances actuelles, l'acte de Pie XI envoyant à Lourdes, en terre française, un légat pour clore les solennités de l'année sainte par trois jours de messes ininterrompues, et choisissant pour cette pieuse mission son premier ministre, S. E. le cardinal Pacelli, ancien nonce à Munich et à Berlin, prend une signification politique de premier ordre. Tout, dans ces journées merveilleuses, est apparu, même aux incroyants ou aux fidèles d'autres confessions, noble, élevé, bienfaisant pour la France et pour l'humanité. Chaque trait a sa signification et sa portée. C'est d'abord l'objet de ces ardentes supplications : « obtenir à l'humanité, plongée dans l'angoisse, la grâce et les bénédictions d'une vraie paix ». C'est le choix d'un sanctuaire français où affluent les pèlerins du monde entier. C'est la désignation, comme légat, du secrétaire d'État, c'est-à-dire de la plus haute personnalité du Vatican après le Pape.

Le gouvernement de la République a compris la valeur unique du témoignage éclatant qu'apporte le Saint-Siège aux efforts de la France pour l'organisation de la paix ; il a délégué à Vintimille un ministre d'État, M. Louis Marin, pour recevoir le légat au nom du gouvernement et il a entouré son voyage d'honneurs et de prévenances. La visite de M. Laval au Vatican a donc

porté des fruits excellents. Union de tous les Français en face du péril extérieur, union de toutes les bonnes volontés européennes pour la paix que menace l'éternelle agitation d'un peuple toujours inquiet, toujours inassouvi, bourreau de lui-même et apportant le malheur aux autres, tel est le vœu qui s'élève, dans le murmure des prières, des foules agenouillées à Lourdes. Le cardinal Pacelli, qui s'affirme comme la plus haute figure d'homme d'État qui ait paru depuis Rampolla dans les conseils du Souverain Pontife, s'est montré profondément touché du spectacle des solennités de Lourdes et des égards que le gouvernement français et ses fonctionnaires lui ont prodigués ; il a trouvé, pour exprimer sa gratitude et son émotion, des mots dont la sincérité a touché le cœur des Français.

Rompant avec l'usage du Vatican où il est de règle de ne point accorder d'interview, le légat a eu avec notre distingué confrère Charles Pichon, de *l'Écho de Paris*, un entretien dont il a revu lui-même le texte et qui est, lui aussi, un acte politique. Il se plaît à célébrer la grandeur du spectacle de foi intense dont il a été le témoin. « Vos prêtres sont véritablement de bons pasteurs et véritablement votre pays est un grand pays. Il a rendu et il rendra encore d'immenses services à l'Église. La France demeure toujours pour notre cœur, en dehors de toute formule conventionnelle, la fille aînée de l'Église. » Puis, en des termes délicatement nuancés, le cardinal poursuit : « Nous sommes heureux de voir l'attachement vraiment chrétien et élevé que portent les Français à leur belle patrie. Il y a deux patriotismes : un patriotisme faux qui fait de la patrie une sorte d'idole barbare assoiffée de tyrannie et de sang. Dieu veuille écarter de tous les pays les ravages de ce fléau ! Et puis, il y a le vrai patriotisme, celui que le Saint Père rappelait ces jours-ci en termes magnifiques... En France, cette expression indique l'une des formes les plus élevées de la charité collective et l'une des plus nobles aussi... Il faut servir sa patrie comme une mère que l'on aime et non comme un fétiche que l'on craint. » Le cardinal se félicite de voir les relations de la France avec le Saint-Siège, « déjà excellentes, se marquer toujours davantage de confiance et d'affection. » Qui ne s'en féliciterait avec lui ?

L'historien de la politique aime à s'arrêter à de telles paroles et au souvenir de ces grandes journées. Dans le désarroi politique, économique et social, parmi les constitutions qui s'usent et les

doctrines qui s'effritent, dans l'amertume de l'heure et l'incertitude du lendemain, les hommes se tournent vers les forces immuables et les vérités éternelles. Cette inquiétude des nations pacifiques, Rome la partage, car la doctrine raciste qui conduit à la guerre ne peut manquer aussi de conduire à un violent Kulturkampf dont les prodromes sont déjà visibles. Un groupe de jeunes pèlerins catholiques allemands revenant de Rome n'étaient-ils pas, le 30 avril, molestés à la frontière de leur pays par des agents de la Gestapo ? Que vont-ils, les pauvres gens, chercher au Vatican quand ils ont chez eux Adolf Hitler ? C'est une riposte dans le style nazi à la mission du cardinal Pacelli. Les arrestations et les provocations se multiplient. Le Fuhrer, malgré ses répugnances, sera débordé par ses partisans fanatiques.

LE RÉARMEMENT NAVAL ALLEMAND ET L'ANGLETERRE

Le jugement de Genève a produit, en Allemagne comme dans tous les pays de civilisation européenne, une impression profonde. Le gouvernement du Reich n'a pas tardé à faire remettre par ses agents diplomatiques à tous les États représentés au Conseil de la Société des nations, une protestation très brève où il se contente de rejeter la résolution de Genève « de la manière la plus catégorique ». Ce document, qu'inspira sans doute la prudence de M. de Neurath, a paru si anodin aux chefs du parti nazi, si mal accordé au diapason de la presse, que le gouvernement n'en a pas autorisé la publication. Le chancelier prendra, annonce-t-on, la parole le 15 mai pour un grand discours politique. En attendant, il a réuni le 1er mai, sur le champ de manœuvre de Tempelhof, la jeunesse hitlérienne pour la fête traditionnelle et le serment au Fuhrer. Son discours ne fait à la situation politique que d'imprécises allusions : l'Allemagne veut la paix, mais elle veut aussi garder intact l'honneur de son peuple : « Nous savons ce que nous devons au monde. Puisse le monde comprendre ce qu'il ne peut pas refuser à une nation comme la nôtre. » Formules vagues, utilisables à toutes fins.

La réponse officielle du 20 avril est dans le style de la Wilhelmstrasse; mais la riposte à l'Angleterre est dans la manière de M. de Ribbentrop, qui conseilla la déclaration du 16 mars. L'Angleterre saisit souvent l'occasion d'entretenir les dangereuses espérances de l'Allemagne; aussi est-ce à elle surtout que s'en

prend la fureur teutonique : « *Gott strafe England !* » Le 25 avril, le gouvernement de Berlin eut la délicate attention d'aviser officiellement le gouvernement britannique qu'il avait fait mettre en chantier douze sous-marins de 250 tonnes. En réalité, ces unités destinées à la surveillance de la mer du Nord, de la Baltique et des détroits danois, sont déjà prêtes ou le seront à bref délai; le réarmement naval de l'Allemagne est méthodiquement poursuivi depuis longtemps déjà. Les chantiers de construction sont en pleine activité et les nouveaux bâtiments bénéficieront de tous les progrès techniques. Le traité de Versailles interdit à l'Allemagne l'arme sous-marine ; les Anglais, qui n'ont pas oublié les inquiétudes que leur donnèrent les sous-marins ennemis durant la Grande guerre, se félicitaient de ce résultat comme d'un succès définitif. En même temps, le *Daily Telegraph* avertissait ses lecteurs que les Allemands, quand ils déclarent posséder aujourd'hui une aviation de guerre égale à celle des Anglais, mettent au compte des Iles britanniques toute l'aviation éparse dans les Dominions et les colonies ; c'est donc à une force aérienne double de celle des Anglais que le Reich peut actuellement faire prendre l'essor ; ses usines l'augmentent chaque jour à une cadence accélérée.

L'effet, sur l'opinion britannique, a été magique. Il n'a plus été question d' « égalité des droits » ou de sécurité de l'Allemagne. C'est l'Angleterre qui, par cette nouvelle violation du traité de Versailles, est directement visée, bravée, menacée, et, en Angleterre, l'organe essentiel de la vie nationale, l'Amirauté, presque aussi puissante, avec des méthodes plus discrètes, que le *General-Staab* en Allemagne. Interrogé le lundi 22 aux Communes, sir John Simon reconnut la vérité du fait et réserva toute explication pour la séance du 2 mai.

On pouvait deviner quel serait le sens des déclarations de M. Ramsay MacDonald par l'article qu'il a publié dans le *News Letter*, organe de son parti, le 22 avril, et qui montre tout le chemin que les événements ont fait parcourir à l'esprit généreux et chimérique du Premier ministre. Les conversations de Berlin, dit-il, ont indiqué certains points dont l'étude pourrait être suivie ; « il n'en reste pas moins que la conduite de l'Allemagne fut de nature à détruire le sentiment de confiance mutuelle en Europe. L'Allemagne a détruit le chemin de la paix et l'a entouré de terreur. Elle réclame une puissance armée qui met

la plupart des nations de l'Europe à sa merci. Tout Allemand qui réfléchit et reste raisonnable doit voir quelle est la portée de ce fait. Il doit comprendre que le point de vue de Berlin n'est pas tout et qu'en fait la politique allemande a créé le bouleversement plutôt que l'apaisement. » L'Allemagne a voulu s'en aller de son côté ; « elle y a beaucoup perdu, sauf au point de vue de sa force militaire. Elle n'a pas gagné l'honneur et la sympathie qu'elle recherchait. » C'est l'Allemagne qui, en plongeant l'Europe dans l'anxiété, l'a engagée dans la voie des armements. « Je regrette d'avoir dû écrire ces choses, conclut-il ; je ne les ai pas écrites comme un pharisien, seulement pour condamner. La porte reste ouverte à l'Allemagne. Son gouvernement veut-il prouver ses intentions pacifiques en déclarant sans plus tarder qu'il est prêt à collaborer à la mise en pratique des résolutions de Stresa ? » Ces paroles, si claires, si modérées, ont produit en Europe une forte impression et en Allemagne elles ont déchaîné de nouveaux accès de rage. Le journal de M. Hitler insinue que l'âge a affaibli les facultés de M. MacDonald.

C'est dans le même esprit, quoique sur un ton plus attristé en même temps que plus résolu, que le Premier ministre a pris la parole, le 2 mai, devant la Chambre des communes frémissante. Il définit d'abord la politique britannique : la déclaration du 3 février en est la clef de voûte ; elle vise à la coopération la plus vaste ; mais l'entente actuelle de l'Angleterre, de la France et de l'Italie qui garantit la paix doit en rester à tout prix le fondement. Quant à l'Angleterre, elle a déjà pris des mesures pour accélérer le développement de son aviation. « Le gouvernement britannique n'acceptera jamais une situation d'infériorité aérienne. » C'est au moment où la déclaration du 3 février ouvrait une nouvelle ère dans les relations internationales, puisqu'elle préparait le remplacement des clauses militaires du traité de Versailles par un pacte librement consenti, que le Reich a annoncé son réarmement dans l'air, sur terre et enfin sur mer. De telles déclarations unilatérales « doivent nécessairement troubler profondément la tranquillité d'esprit de l'Europe tout entière... Je dois avouer que nous avons été profondément surpris que le Reich ait encore choisi ce moment pour annoncer un programme de constructions navales et surtout la mise en chantier de sous-marins. Le gouvernement allemand ne pouvait pas ne pas se rendre compte que pareille décision nous concernait au plus

haut degré. La décision allemande de construire des sous-marins est de funeste augure et je n'ai pas l'intention d'en amoindrir la gravité. » Pourtant, la voie des négociations reste ouverte. M. MacDonald, non sans candeur, conseille à l'Allemagne de limiter ses forces aériennes, mais, en attendant, il renforce celles de la Grande-Bretagne.

Après le Premier ministre, on entendit M. Winston Churchill, prophète véridique que l'on n'avait pas écouté, et sir Austen Chamberlain qui prit à partie le ministre des Affaires étrangères : « Cette armée que l'Allemagne demande pour se sentir en sécurité, vous a-t-on dit à Berlin si elle ne va pas s'en servir pour faire sentir à ses voisins leur insécurité et leur extorquer à la pointe de l'épée des concessions qu'ils ne feraient jamais de leur plein gré ?... Si l'Allemagne, au lieu de persuader, tente d'arracher, si elle essaie d'imposer sa volonté, elle trouvera ce pays-ci en travers de sa route et, avec ce pays, le grand commonwealth des nations britanniques. Elle trouvera devant elle une force qui, une fois encore, la maîtrisera. » Ces paroles, le monde civilisé les attendait. Si elles ne tombent pas des lèvres d'un ministre responsable, nul doute cependant que la politique britannique ne démentira pas l'ancien chef du Foreign Office. Nous vivons des jours historiques. L'Europe s'organise pour la paix en fonction du danger, du seul danger qui la menace. L'Allemagne prussianisée de M. Hitler a réalisé, non pas contre elle mais en face d'elle, la forte cohésion des Puissances pacifiques. C'est un succès que sans doute elle ne recherchait pas, mais qu'elle a trouvé.

C'est parmi ces circonstances dramatiques que l'Angleterre, dans un élan unanime de loyalisme, acclame le vingt-cinquième anniversaire de l'avènement du roi George V. A ces fêtes que le peuple britannique célèbre avec cette gravité presque religieuse qui provient du sentiment profond de sa grandeur et de sa dignité, personnifiées dans son Souverain, le peuple français s'unit d'un cœur amical et fidèle. Il nous sera permis d'y associer la *Revue*.

LE TRAITÉ FRANCO-SOVIÉTIQUE

Après de longues et délicates négociations, le pacte entre la France et l'U.R.S.S. a été signé, le 2 mai, au Quai d'Orsay, par M. Pierre Laval et M. Potemkine, ambassadeur des Soviets.

Notre ministre des Affaires étrangères part le 9 pour la Russie et s'arrête d'abord une journée à Varsovie.

L'entrée de l'U.R.S.S. dans l'organisation pacifique de l'Europe est un fait considérable. L'Europe n'est pas complète sans la Russie. Au moment où la Conférence de Stresa, le jugement de Genève, l'article et le discours de M. MacDonald manifestent la forte cohésion des Puissances occidentales, la rentrée de la Russie dans le cycle des ententes européennes achève de consolider la paix et de stabiliser l'équilibre. L'évolution commencée par l'admission de l'U.R.S.S. dans la Société des nations se continue. La vente au Japon du chemin de fer de l'Est-Chinois qui conduit directement de Kharbine à Vladivostok et dont la concession et l'achèvement avaient été considérés jadis comme un mémorable succès, a récemment montré la Russie soviétique décidée à se tenir, en Extrême-Orient, sur la défensive et à reprendre en Occident une politique plus active et plus traditionnelle. N'a-t-on pas eu, dernièrement, à Genève, la surprise d'entendre, à propos de la déclaration allemande de réarmement, le représentant de la Turquie évoquer la question des Détroits ? Or, la politique d'Ankara est intimement associée à celle de Moscou.

Le traité d'assistance mutuelle qui vient d'être conclu comporte cinq articles et un protocole. Il se greffe sur le pacte de la Société des nations et n'est intelligible que par lui. Il s'agit d'assurer par avance l'application et le fonctionnement des articles du pacte qui prévoient le cas d'agression. L'article premier vise la menace ou le danger d'agression : les deux parties contractantes devraient procéder à une consultation immédiate entre elles, afin d'assurer l'observation de l'article 10 du pacte de Genève. L'article 2 prévoit le cas d'une « agression non provoquée » ; les deux parties contractantes « se prêteront immédiatement aide et assistance » dans les conditions prévues à l'article 15, paragraphe 7 du Covenant, c'est-à-dire si le rapport du Conseil n'est pas adopté à l'unanimité. L'article 3 prépare l'application des articles 16 et 17 du pacte et stipule dans les mêmes conditions « aide et assistance » immédiates. Les articles 2 et 3 parlent d'une agression par un État « européen » ; le cas d'une guerre où serait impliquée l'U.R.S.S. en Extrême-Orient se trouve donc exclu. L'article 4 confirme que rien dans le traité ne peut être interprété comme restreignant soit la mission de la Société des

nations, soit les obligations des parties contractantes comme membres de la Société des nations. L'article 5 s'occupe des ratifications et stipule que le traité, valable pour cinq ans, se prolongera par tacite reconduction tant que l'une des parties, avec préavis d'un an, n'aura pas notifié son intention d'y mettre fin.

Le protocole, en quatre articles, explique le sens et précise la portée du pacte. Il est entendu que l'article 3 du traité a pour objet de suppléer à tout ce qu'a de vague et d'incertain l'article 16 du pacte : la France et l'U. R. S. S. appliqueront immédiatement les « recommandations » du Conseil de la Société des nations; s'il tardait à les formuler, elles l'en presseront; s'il s'y dérobait ou s'il n'arrivait pas à l'unanimité requise, « l'obligation d'assistance n'en recevra pas moins application ». C'est ici le point important du traité. L'article 2 du protocole indique que le nouveau pacte ne pourra en aucun cas contredire les engagements déjà contractés par l'une des parties ou « recevoir une application qui, étant incompatible avec des obligations conventionnelles assumées par une partie contractante, exposerait celle-ci à des sanctions de caractère international ». Il s'agit ici, entre autres, du traité de Locarno. L'article 3 réserve la faculté, pour les deux parties, avec leur consentement mutuel, de participer à un accord régional éventuel. C'est une allusion au pacte du nord-est en suspens depuis longtemps, auquel l'Allemagne avait été invitée à participer et qui devait être accompagné d'un traité d'assistance entre l'U. R. S. S., l'Allemagne et la France. Non seulement le pacte franco-soviétique n'a de pointe dirigée contre aucun autre État, mais la participation de l'Allemagne à des engagements de même nature est explicitement réservée.

Telles sont les stipulations de ce traité dont la presse et l'opinion publique ont âprement discuté les avantages et les inconvénients. Les uns et les autres sont réels; mais l'art de la politique n'a-t-il pas toujours été de choisir entre des inconvénients opposés? Le caractère juridique des articles du traité et du protocole en rend l'interprétation exacte assez difficile pour le grand public. Il ne s'agit pas d'une alliance au sens précis qu'a ce mot en diplomatie, mais d'une intégration de la Russie soviétique dans le système dont Genève est le centre et dont la paix est l'objet. Nulle part on ne trouve « l'automatisme » qui est le propre des alliances. Le gouvernement de Moscou a d'excellentes raisons de vouloir la paix; il n'y a pas lieu de

douter, à cet égard, de la sincérité active de ses intentions. Le poids de la Russie, de ses 130 millions d'habitants, de son armée, pèserait très lourd, durant la période de tension diplomatique où il reste possible de prévenir une catastrophe, dans le sens de la paix. C'est là l'essentiel. Si le gouvernement du Reich est capable de mesurer le péril qu'une politique de guerre ou de destruction des traités entraînerait pour le peuple allemand, s'il consent enfin à s'articuler pacifiquement à une Europe qui ne lui a jamais refusé sa place mais qui est résolue à ne pas lui laisser prendre celle des autres, les ententes savamment agencées n'auront pas à jouer, l'assistance mutuelle n'aura pas à s'exercer et tout sera pour le mieux.

Mais, dans l'état de frénésie nationaliste où M. Hitler et son état-major entretiennent le peuple allemand, il n'est pas certain qu'eux-mêmes ne se trouveront pas un jour prochain acculés à jouer le tout pour le tout. Alors, les architectures diplomatiques patiemment échafaudées pourraient s'effondrer, il resterait l'esprit qui en a inspiré l'édification, esprit de paix sans doute, mais aussi de résistance à l'hégémonie de la force brutale. Alors interviendrait un autre facteur, l'équilibre des forces. Ce jour-là la masse russe, même si son armée n'entrait pas en ligne, pèserait d'un poids décisif dans la balance. Les formules juridiques, si elles ne sont vivifiées par la force de ceux qui sont résolus à les appliquer, ne sont que des textes morts. L'Europe de Stresa est de taille à se défendre contre une agression de l'Allemagne ou une tentative de destruction de l'Europe de 1919, mais elle a besoin que cette masse de l'U. R. S. S. ne se porte pas du côté opposé, celui où serait la force militaire allemande. Stresa équilibre la poussée germanique, mais à la condition que la Russie ne se mette pas dans l'autre camp. Le traité qui vient d'être signé y pourvoit.

Il suffit pour s'en rendre compte de voir avec quelle satisfaction le pacte franco-soviétique a été accueilli en Europe centrale et orientale. Depuis longtemps nos amis de la Petite Entente nous pressent de le conclure. M. Titulesco est venu à Paris le 3 mai pour exprimer à M. Laval sa satisfaction et celle de ses associés. L'entente balkanique, dont fait partie la Turquie, est du même avis. Le pacte danubien, qui doit être prochainement mis sur pied en Italie, ne serait pas réalisable sans la participation active de la Petite Entente qui fait de la signature

préalable du pacte avec la Russie la condition de son concours.

Plus l'U. R. S. S., entraînée par ses intérêts permanents, revient aux traditions de la politique russe de toujours, plus les États de l'Europe orientale, en particulier ceux qui étaient englobés en totalité ou en partie dans l'empire des tsars, sont obligés de tenir compte de la puissance russe, de ses intérêts, de ses préférences. Ils peuvent choisir entre la Russie et l'Allemagne, ils ne voudraient pas choisir entre la France et la Russie. La Tchécoslovaquie s'apprête à signer avec Moscou un pacte semblable à celui qui vient d'être conclu à Paris. La presse italienne dit la satisfaction du Duce. La politique de l'Italie en Europe centrale ne peut se développer qu'à la faveur de relations amicales avec la Russie. Quant à la Pologne, si réservés que soient les commentaires de ses journaux, elle ne tardera pas à s'apercevoir que le pacte franco-russe lui assure la sécurité d'abord et ensuite une liberté de manœuvre qu'elle n'a jamais connue.

Qu'en face de ces avantages positifs, disons plutôt de ces nécessités inéluctables, il soit nécessaire de placer le tableau des inconvénients, qui songerait à le nier ? L'U. R. S. S. révolutionnaire et athée est loin d'avoir épuisé sa puissance de destruction. Mais nous sommes libres, comme l'a fait M. Mussolini en Italie, de refréner chez nous et dans nos colonies la propagande subversive qui prétend nous imposer les doctrines et les méthodes du bolchévisme et qui d'ailleurs reçoit aujourd'hui plus d'argent de Berlin que d'encouragements de Moscou. Nous avons plus que jamais le devoir de nous défendre à l'intérieur contre le péril du communisme révolutionnaire comme nous défendons l'Europe contre le seul péril de guerre, celui qui vient d'Allemagne. En face du germanisme envahissant, comment ne pas dire avec Blaise de Montluc, qui ne ménageait guère les fauteurs de troubles sociaux et de guerre civile : « Si je pouvais appeler tous les esprits des enfers pour rompre la teste à mon ennemy qui me veult rompre la mienne, je le ferais de bon cœur, Dieu me le pardoint » ?

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

urs.
nts,
les
ient
sont
, de
gne,
. La
sem-
resse
e en
tions
que
pas à
bord
nue.
ces
1 des
volu-
des-
solini
ropa-
t les
d'hui
Nous
érieur
nous
i qui
com-
ageait
: « Si
pre la
ferais

L

V

C'
ce qu
très v
encor
ouvri
L'aut
voile
du p
jardi

—
E
vain
—
Il
—
nous
doig
auqu
trom
mon
de n
jeun

Co
(1

LE MERVEILLEUX RETOUR

DERNIÈRE PARTIE (1)

Vraiment, je vous demande pardon, m'avait dit Philippe dès que je fus installée au coin de ce canapé « en loque » qu'il m'avait annoncé.

C'était, avec deux chaises et une table à pieds torses, tout ce qui meublait la pièce. Les murs durent être peints. De très vagues feuillages et de plus vagues figures s'y écaillaient encore. Pas de rideaux aux fenêtres. Il eût fallu pour les ouvrir déclouer les volets de celle qui donnait sur la rue. L'autre fenêtre, au contraire, n'avait plus de volets. Mais un voile de poussière sur ses petits carreaux et les épaisses feuilles du platane poussant dans l'espèce de puits qui devait être un jardin adoucissaient la lumière.

— Oui, vraiment, je vous demande pardon.

Et presque aussitôt, car il continuait à détester les phrases vaines et l'inutile politesse :

— Vous rappelez-vous?...

Il avait dit aussi :

— Au fond, nous ne nous connaissons pas du tout. Nous nous sommes vus, — essayant de plaisanter, il comptait sur ses doigts, mais que ses yeux étaient loin d'accepter le sourire auquel il s'obligeait ! — quatre fois, madame, si je ne me trompe. La première, c'est pendant la visite que nous rendions, mon père et moi, au docteur Gourdon, votre mari, en souvenir de ma mère qui connut la sienne, quand toutes deux étaient jeunes filles. Ensuite, vous êtes venue déjeuner dans la pro-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mai.

priété que nous possédions alors aux environs de Villeneuve. Le docteur, souffrant, n'avait pu vous accompagner. Nous nous sommes promenés, vous et moi, dans le jardin. Vous n'aviez jamais vu de grenadiers en fleurs. Votre façon de le dire et de dire les autres choses, n'était celle de personne. Quelle importance, quelle saveur vous donniez à certains mots! Vous étiez, en même temps, trop pensive et puérile. Vous m'avez plu... Puisque je vous l'ai dit, je puis bien vous le redire. Mais je ne vous l'ai dit que la troisième fois. Vous passiez alors quelques semaines en Avignon, dans un petit appartement de la rue des Trois-Faucons. Quand je suis allé vous voir, votre mari, par miracle, n'était pas là. Mais sans doute avez-vous oublié? Non, — il levait la main, — ne me répondez pas. Ce que vous m'avez répondu un jour m'a fait mal trop longtemps... Ce jour-là, c'était, — il touchait son index, — la quatrième et dernière fois, au Musée Calvet où je vous avais donné rendez-vous...

Pourquoi ai-je commencé par décrire cette pièce où nous étions? Je la voyais à peine. Chaque mot que prononçait Philippe ouvrait une autre fenêtre où je me précipitais. Je n'étais plus ici. Ce sont les durs et flamboyants grenadiers du jardin de Villeneuve dont je voyais les feuilles. Ce sont les visages peints du Musée Calvet qui nous écoutaient. Trois années... Ces années n'étaient-elles pas à venir? Je ne savais plus. J'aurais voulu qu'il parlât plus vite pour m'éclairer; en même temps, j'avais peur de soupirer : « Ne dites rien. » Et je le regardais. Mais lui, perdu aussi sans doute dans ce temps qu'il évoquait, ne me regardait pas.

— Oui, répétait-il, quatre fois. Que c'est drôle! — Et je crois bien que jamais le mot drôle ne fut si gravement prononcé. — Ce que je vous ai dit de plus intime, c'est que je n'étais pas absolument sûr de vous aimer ; ce que vous m'avez avoué de plus sincère, c'est que vous l'étiez, vous, de n'avoir pas d'amour pour moi. Vous m'engagiez à repartir. Je l'ai donc fait. Et cependant, madame...

Oui, Philippe, cependant...

***

Des fils plus clairs brillaient dans ses cheveux rejetés. Les petites rides des paupières donnaient au regard plus de finesse.

Un pli triste, qui se voyait seulement quand il ne parlait pas, accentuait jusqu'à la durcir la fermeté de sa bouche. Comment osais-je l'examiner de cette façon, avec cette lucide avidité qui ne négligeait aucun détail? Heureusement, il continuait à ne me chercher, à ne me voir que dans le passé, parce qu'il continuait aussi à redouter tout ce que j'aurais pu lui apprendre et le silence que je gardais sur moi-même l'apaisait; il ne me posait aucune question, mais il acceptait les miennes. Il me parla de son père et de sa tante. J'avais gardé le souvenir de ces vieillards délicieux, qui me reçurent à Villeneuve. Je déplorai leur mort. Il m'en remercia.

— Vous aussi avez fait une perte bien cruelle, me dit-il tout à coup, parce qu'il fallait le dire.

J'inclinai la tête. Quand je la relevai, ses yeux, pour la première fois, s'attachèrent aux miens. Il les détourna. L'angoisse de vainement chercher le moindre mot à prononcer me prit à la gorge. Je vis, au visage crispé de Philippe, qu'il l'éprouvait aussi. Et voici que, tout à coup, je me rappelai la Sauvage. Depuis mon entrée dans cette maison, elle ne m'avait pas encore tourmentée. D'abord, quand elle fut là, frisée, ployante, cliquetante, avec ses anneaux d'or, elle ne fit aucun mal. Ce n'est pas entre nous deux qu'elle apparaissait, parce qu'entre nous deux qui ne nous étions jamais plus rapprochés l'un de l'autre que ne le permet une banale poignée de main, il n'y avait place cependant pour aucune créature humaine. Je le sentais; mais aussitôt, me persuadant que je croyais seulement le sentir et que c'était la plus absurde illusion, je devins de toutes parts vulnérable. Cette peur que montrait Philippe des possibles révélations, c'est moi qui l'éprouvais. A mon tour, je voulais ne rien savoir. Mais les femmes sont plus braves... ou peut-être, au contraire, c'est parce qu'elles le sont moins qu'il leur faut en finir vite. Ces mots qui nous fuyaient, Philippe Fabrejol était parvenu à rattraper au hasard n'importe lesquels ; il commençait à me demander des nouvelles de ma sœur Guicharde, quand je l'interrompis :

— Cette maison où vous êtes installé en ce moment, c'est bien celle dont vous m'aviez parlé, à quelques kilomètres d'ici et que vous préfériez à votre propriété de Villeneuve? Elle appartenait, je crois, à votre tante. C'était sa maison natale et celle de votre père. Qu'elle doit vous paraître vide!...

— Vous savez bien, dit-il avec simplicité, que je n'y vis pas seul.

Et comme je me taisais.

— N'est-ce pas, insista-t-il, que vous le savez?

— Mon Dieu...

— Je vous en prie, ne prenez pas ces airs prudents... et n'ayez pas non plus cette peur de me blesser. Vivre comme je le fais, avec cette femme dont vous avez sûrement entendu parler, que peut-être même vous avez vue, quoiqu'elle vienne rarement à Lagarde, c'est mon droit. Et mieux que mon droit, mon devoir. Voyez-vous, depuis que nous sommes là, depuis que vous êtes entrée, nous n'avons ni l'un ni l'autre eu le courage d'une franchise qui fut toujours ma règle et qui, je le crois bien, est aussi la vôtre... C'est parce que nous... Pardon, madame, parce que moi, j'étais profondément ému... Je le suis. Je suis même presque heureux... Vous êtes là... Je ne vous reconnais pas encore tout à fait, mais je sais que cela va venir... Je sais que vous pourrez m'entendre. D'ailleurs il le faut. Je vous remercie donc d'avoir provoqué par votre question un récit que je n'aurais peut-être pas eu le courage de vous faire dès aujourd'hui...

— Je ne vous ai rien demandé.

— Si! Quoique pas nettement, mais j'ai compris. Vous aussi vous allez comprendre. — Il réfléchit un moment pendant lequel, nerveuse et, je le crois bien, inconsciente de mon geste, j'enlevai mes gants. Cela parut le distraire. — Vos mains sont jolies, remarqua-t-il, plus jolies qu'autrefois. Elles n'avaient pas ces ongles parfaits.

Il se tenait sur une chaise, en face de moi, pas très près, penché, un peu courbé et ses grandes mains à lui pendaient entre ses genoux.

— Vais-je commencer par donner toutes les explications?

Il ne le demandait qu'à lui-même. Je pus douter d'avoir entendu. Mais ce fut à moi qu'il s'adressa pour répondre :

— Non!... m'expliquer devant vous, cela paraîtrait aboutir à vous rendre responsable; et ce serait absurde. D'ailleurs, ce que j'ai pu remuer de pensées pendant tant de mois n'était qu'une seule pensée : la vôtre. Et j'étais triste. Au fond, c'est tout. Alors, à quoi bon ajouter le détail des promenades au hasard, des nuits sans sommeil, des révoltes contre ce que

j'avais accompli de plus difficile, peut-être de meilleur, et qui était mon respect des sentiments que vous paraissiez avoir pour votre mari! A quoi bon vous dire que là-bas, dans nos terres d'Algérie, pendant que je les parcourais à cheval, l'espace ni la couleur ne m'enchantaient plus? Je ne supportais plus la solitude immense de nos vignes. Alors?... Eh bien! ce qu'eût fait à ma place n'importe quel homme, je l'ai fait. Sans plaisir. Des femmes... oui... mais, — je vous le jurerais si cela pouvait avoir pour vous le moindre intérêt, — aucune importance. Oubliées le lendemain. Elles passaient. Il a fallu cette fatalité... — Il ne baissa pas la voix. — Un homme qui s'est tué parce que sa femme était ma maîtresse...

A cause des volets cloués on n'entendait même pas une voix dans la rue, ni l'heure, ni l'eau qu'on tire. Et sur le profond jardin les feuilles du platane avaient trop d'épaisseur pour qu'on vît derrière elles changer la couleur des toits et du ciel. Nous n'étions plus dans ma ville, ou plutôt c'est la ville qui n'était plus autour de nous, ni sa campagne avec, après elle, toutes les autres campagnes. Ce drame qui, dans *la Dépêche d'Alger*, avait, il y a deux ans, tenu en quelques lignes, et dont Philippe me disait: « Vous êtes, après mon père, la première personne à qui j'ose en parler », ce drame, dois-je dire, pour m'expliquer mieux, que tout à coup pour moi il remplissait le monde, ou qu'il le supprimait?... Oui, c'est cela plutôt. Il le supprimait. Et c'est bien hors du monde que m'entraînait Philippe avec ses phrases jamais entendues, dites d'une voix sérieuse, un peu lente et qui donnait aux mots une singulière valeur, sur les conséquences de nos actes et le devoir de les accepter quoi qu'elles soient et fût-ce jusqu'à la mort.

Les détails qu'ensuite je devais connaître, ce n'est pas ce jour-là qu'il me les donna tous. Mais c'est bien ce jour-là qu'il m'affirma : « Je n'abandonnerai jamais cette malheureuse qu'un tel scandale a non seulement déshonorée, mais laissée dans une misère absolue. Je ne me reconnais même pas le droit de la tromper. Elle m'aime passionnément. » C'est bien ce jour-là qu'il demanda : « Me blâmez-vous »?... et que je trouvai la force de lui répondre : « Non. » Et c'est encore ce jour-là qu'il y eut entre nous le premier long silence. Il n'y avait pas d'électricité dans cette maison à

l'abandon. L'ombre entrait tout doucement. Elle me pénétrait. Je n'étais plus vivante. Je sais maintenant à quoi il pensait, mais alors je ne le savais pas. J'avais beau me répéter : « S'il m'a dit que cette femme l'aimait à la passion, il n'a pas ajouté que lui l'aimait ainsi. » Je me sentais couler vers un abîme sans fond. Le vent d'orage se levait. Des branches heurtèrent la vitre. Les nuages plus que l'heure mettaient autour de nous tant d'obscurité.

Et puis nous recommençâmes à parler, mais remontés à la surface de nous-mêmes et laissant en repos tout ce profond, qui saignait. Ce qu'il m'avait autrefois raconté de son domaine algérien, je me le rappelais. Je me rappelais les vignes, les palmiers, les oranges. « Le vin ruisselait-il toujours au moment des vendanges dans ces cuves en ciment aussi profondes qu'est haute une maison de deux étages?... Est-ce toujours par montagnes étincelantes qu'on récoltait les « pommes d'or »? Philippe secouait la tête. Si l'on veut, c'est-à-dire que les récoltes restaient belles, mais leur abondance même les rendait moins lucratives. Il s'appliquait à me rendre intelligible cette règle économique que je m'appliquais à comprendre. D'ailleurs cela lui était devenu parfaitement égal que ses affaires allassent plus ou moins bien. Il en avait assez de tout. Une espèce de mal du pays l'avait obligé à revenir ici. « Je puis y rester des mois ; j'ai là-bas un homme sûr... »

...Enfin, toute étourdie, je parvins à savoir qu'il me fallait partir. Je me levai. Le vestibule, quand se fut rabattue derrière nous, toute seule, la porte du salon, devint parfaitement obscur. J'hésitai. Et soudain Philippe me saisit le bras. Sa forte main me brûlait.

— N'ayez pas peur. Il n'y a qu'une marche... très basse.

Et me retenant ainsi, la voix moins égale :

— Je vous ai dit tout à l'heure que cette maison était mon refuge. Deux ou trois fois par semaine je viens m'y enfermer, m'y retrouver. Mais vous, sans doute, qui êtes tranquille chez vous et n'avez sûrement pas ces grands besoins de silence, vous ne voudrez jamais y revenir...

Comment eût-il pu voir, dans cette ombre, que j'inclinais la tête? Il attendit quelques secondes, me lâcha sans colère, et ouvrit devant moi la porte de la rue. Un peu de jour encore, là-haut, entre les toits, et l'ampoule déjà allumée que balançait

une corde me révélèrent un visage si changé, ravagé par ces quelques secondes que je ne sais quelle folie me souleva. « Mais je viens de vous dire, murmurai-je, et je vous répète que je reviendrai... » Il s'adossait au mur. Un peu loin déjà de la maison, je m'aperçus que je n'avais rien ajouté, ni lui rien répondu, et que nous ne nous étions pas séparés comme les gens bien élevés, avec un au revoir et un serrement de mains.

***

Il me fallut être chez moi pour m'apercevoir de beaucoup d'autres choses et pour tout à fait m'éveiller. C'est en enlevant ma robe... « Alors c'est pour Philippe Fabrejol que je l'avais mise, pour lui seulement ?... » Il me parut qu'avec fureur je me jetais sur moi-même. Et ce « double » insulté cherchait à parer les coups. Mais il dut, ce jour-là, en dépit du bouleversement que je lui apportais, être vaincu. Atterrée maintenant, je me demandais comment il me serait possible de m'excuser auprès de Mlle de Millebled. Je pensais aussi à la dépêche que Romain, à cette heure, devait avoir lue. Arriverait-il demain ? Comment avais-je pu si complètement oublier tout ce qui composait ma vie nouvelle, tout ce qu'elle exigeait ?

Me ressassant que j'avais perdu la tête, je la sentais encore se perdre davantage. J'étais à bout de forces. Un moment j'eus la pensée de me mettre au lit, mais tout ce qu'allaient dans le silence me crier ces meubles en présence desquels, depuis tant de mois, je faisais mes calculs et fourbissais mon orgueil m'épouvanta.

Guicharde, pendant le souper, fut étonnée de mon agitation. Je parlais sans arrêt. Non, bien entendu, de ma journée au sujet de laquelle, tout de suite interrogée, j'avais seulement répondu : « Oui... oui. . contente... très contente », mais de cet orage qui pèserait sur nous trois jours peut-être avant d'éclater, des inconvénients de la ville dès qu'arrivent les chaleurs, de mon désir de faire aménager pour l'été deux chambres habitables à la ferme des Sorts. « A quoi bon ?... » murmura ma sœur. Elle souriait et moi j'éclatais de rire. A toutes les flèches qui me déchiraient, une autre s'ajoutait, venue d'ailleurs et qui les faisait oublier toutes, qui s'enfonçait mille fois mieux et qui vrillait la blessure : « Cette femme, cette Sauvage, il ne la quittera jamais... » Je me lavai en

disant : « On étouffe. » Adélaïde proposa d'établir un courant d'air. Un instant après, frissonnante, je réclamais un châle.

— Tu me donneras un cachet pour que je dorme, Guicharde, suppliai-je.

Je n'osais le prendre moi-même. Peut-être aurais-je cédé à la tentation d'en avaler dix. Enfin et jusqu'à l'aube, ce cachet m'assomma.

* * *

... Et voici maintenant que tout se précipite. « La Vie, soupirais-je autrefois... Vivre !... » Il me semblait avoir provoqué un monstre endormi et qui ne cesserait plus de me harceler. Dès mon pesant réveil, il se remit à gronder. Romain, Philippe, Sabine... ces êtres m'assaillaient. J'aurais voulu les fuir et bien plus que d'eux m'éloigner de cette Alvère Gourdon-Landargues... Où me cacher de tous ?... Quel refuge ?... « C'est ici que je viens me réfugier », avait dit Philippe en parlant de sa maison misérable.

— Es-tu plus calme qu'hier ? me demandait Guicharde, que je retenais près de moi sans lui permettre d'aller à ses occupations matinales.

Un coup de sonnette et, peu après, un appel effaré d'Adélaïde l'obligèrent à me quitter. Elle remonta en hâte quelques minutes plus tard, si blême, sévère et vieillie, que je m'effrayai pour elle plus que pour moi-même.

— Alvère, où as-tu passé la journée d'hier ?

— ... Mais chez...

— Non !... Pas chez Mlle de Millebled. Sa femme de chambre est là. On t'a attendue jusqu'à sept heures.

Nous ne respirions plus. Nous nous regardions.

— Va t'expliquer avec cette fille. Qu'est-ce que tu veux que je lui dise, moi ?...

Les beaux yeux de ma Guicharde étaient pleins de larmes. Elle se passa la main sur le front trois fois, quatre fois. Je dus lui saisir le bras pour arrêter ce geste.

— Guicharde... je t'en prie... Écoute. Je t'expliquerai. Mais va... Je ne peux pas descendre moi-même. Va lui dire... que j'ai été malade, que j'enverrai un mot aujourd'hui. Je t'en prie... je t'en prie.

Elle me regarda encore, presque stupide, tout en commen-

çant de reculer, d'obéir. Penchée sur le palier, j'écoutais. La personne envoyée par Mlle de Millebled avait une voix dont l'excessive déférence me fut insupportable.

« Et n'est-ce pas recommencer à me mépriser que me faire transmettre son message oralement, par une domestique, au lieu de m'envoyer un mot? » L'offense n'était peut-être qu'imaginaire, mais je la ressentais. Le sang me brûlait aux joues. Allais-je ainsi déchoir?... Heureusement une maladresse se répare. J'étais étrangement calme quand Guicharde revint et reconnut, atterrée :

— C'était la pire bêtise... Dire que tu étais malade, quand tant de gens ont dû te voir passer hier!... Si j'avais été seulement capable de réfléchir...

— Je vais écrire que je me suis sentie souffrante une fois dehors... et même assez loin de chez moi... qu'il m'a fallu rentrer. Ne t'inquiète pas, Guicharde.

— Si, riposta ma sœur, mais après tout, je m'inquiète de ça beaucoup moins que de savoir ce que tu as fait hier. Tant que tu ne me l'auras pas dit...

— Toutes les choses à dire te seront dites en même temps, ma Guicharde. Je te l'ai promis, ajoutai-je, reliant ainsi le mystère de la veille à tout ce que, depuis des semaines, j'avais pris l'habitude de lui taire.

Cette adresse ne me préserva qu'à demi. Sans doute, la pauvre bouche convulsée se détendit. Mais les yeux où je m'étais complu à faire monter tant d'admiration restaient pleins de méfiance et me blâmaient encore.

***

Adélaïde porta ma lettre deux heures plus tard et l'on ne parla plus d'elle ni de ce qui la motiva. On n'en parla plus. Mais je percevais dans l'air de la maison comme un durable et réprobateur étonnement. « Bah! me disais-je, quand ce malaise prenait trop de force, cela va passer... Que seulement Romain arrive, que je parle avec lui, et la journée d'hier sera oubliée par tout le monde, voire par Mlle de Millebled. — Le sera-t-elle aussi par Philippe Fabrejol et par moi-même?... » aurais-je pu me demander aussi. Mais je ne le faisais pas. Du moins j'imaginais que je ne le faisais pas. J'allais à la fenêtre. J'écoutais les voitures passant, non dans ma rue,

car elles y sont rares, mais sur la voie plus large où débouche ce couloir. Sans réponse à ma dépêche j'imaginais que Romain dans son agitation n'avait même pas pris le temps de tracer trois mots. Il accourait. S'il partit avec l'aube et s'il força la vitesse il pouvait, ayant coupé par Aix, n'être plus bien loin. Il pouvait arriver d'une minute à l'autre. Ce me fut un prétexte pour ne pas sortir de chez moi. Je redoutais d'ailleurs toutes les rencontres.

Or ce qui arriva, ce soir-là, ce fut seulement, par le dernier courrier, une carte de Peyracave. Mon cousin me l'avait envoyée la veille. Avec ses amis il excursionnait pour deux jours dans la montagne. Évidemment son courrier n'avait pu le suivre. Vingt-quatre heures au moins passeraient encore avant que, de retour à son hôtel, il ne le trouvât.

Une déception aiguë, un soulagement infini se mêlèrent en moi de telle sorte que je finis par ne sentir ni l'un ni l'autre. Un répit m'était accordé. Je ne pouvais mieux le mettre à profit qu'en oubliant tout. Pour cela il fallait m'occuper. J'allai à la cuisine. Adélaïde et Guicharde y épluchaient des fraises. Bosselée, avec sa grosse gorge et son anse retombante, la bassine à confitures était d'un cuivre rose où je me voyais toute petite et qui se reflétait lui-même, comme une flamme, dans un sombre bocal rempli d'olives noires. Des guêpes entraient ; des enfants et des oiseaux criaient. Un glas sonna doucement et nous sûmes, d'après le rythme des coups, que c'était pour une femme. Guicharde, tout apaisée de me voir là et les aidant, admirait ma prestesse à tirer des grosses fraises juteuses le pédoncule profond et son étoile de feuilles vertes. Elle s'égayait même et me plaisantait :

— Quelles mains! on dirait que tu les as trempées dans du sang...

* * *

« Merci ! »

Qu'est-ce que cela voulait dire, sur l'étroite petite carte où était gravé le nom de Mme Barroux, ce merci gras et lourd que la plume avait écrasé. Je retournai la carte. Elle me glaçait les doigts et ce froid, malgré le temps qu'il faisait, me courait par tout le corps. De quoi me remerciait cette femme? Qu'avais-je accompli? J'aurais voulu crier, à moi bien plus qu'à elle :

« Rien !... » Avais-je seulement parlé à Romain ? « Pas encore ! Pas encore », disait tout bas quelqu'un à qui je m'efforçais maintenant de persuader que je ne l'aurais pas fait. Mais par qui Mme Barroux avait-elle pu savoir que j'avais l'intention de le faire. Par qui ? Sûrement Sabine de La Mûre n'était pas allée lui raconter, ou lui écrire, notre entretien. D'ailleurs, était-elle femme à remercier pour une simple attention ? Il fallait donc... Quoi ? Quoi ? Que fallait-il ?... J'éprouvais comme une rage qui cédait peu à peu devant ce grand froid envahisseur et devenait grelottante. Et c'est de mon état maintenant, ce n'est plus de cette carte, que venait la stupeur. « Puisque je n'aurais rien dit à Romain. Puisque je suis tout à fait incapable d'une telle infamie... », me répétais-je.

Guicharde, ce jour-là, avait son ouvroir, qu'elle ne manqua qu'une fois, la semaine où l'on enterra Fabien. Quelle explication aurait-il fallu donner pour la retenir ? Je la laissai donc sortir en me promettant : « Je sortirai aussi »... Mais je continuais assez inexplicablement à redouter la rue avec ses fenêtres et la place, le boulevard, avec leurs cafés. Je me rappelais assez souvent ce rideau soulevé quand j'entrai chez Philippe et quand j'en sortis. Je gardais la conscience d'avoir offensé gravement Mlle de Millebled. De tout cela, montait comme ces fumées d'automme, sorties d'un petit tas de feuilles et dont l'âcreté pénètre partout. Le moindre vent heureusement les emporte. Et Dieu sait quel coup de mistral pouvait suivre la prochaine visite de Romain !... Mais il fallait l'attendre. Or la lecture jamais ne m'a vraiment secourue. Une pensée trop haute me dépasse ; je me méfie de l'histoire pour trop savoir ce que peut devenir, dans une bourgade de seulement mille âmes, une vérité vieille seulement de huit jours. Quant aux romans, aucun n'a jamais su me distraire de moi-même. Reste donc, pour une petite vie comme l'était encore la mienne, l'humble secours des besognes ménagères. Faites une fois par hasard et sans qu'on vous y force, elles peuvent distraire un instant. J'avais la veille épluché des fraises. J'aiderais donc aujourd'hui à ranger la lessive. On la mettait à l'air dans notre jardin, ni grand ni plaisant, où Fabien détestait de voir les fleurs inutiles. Au-dessus du persil, des salades, des vaporeuses carottes, les grands draps blancs pendaient, et les nappes à carreaux, les torchons liserés de rouge, et les tabliers

gris que je portais autrefois, mais dont ne se servait plus qu'Adélaïde. Tout ce linge était là depuis la veille. La nuit chaude, pour le sécher, continuait l'œuvre du jour. Pénétré de clair de lune il avait entendu l'appel des petites chouettes amoureuses et le coassement extasié qui monte, en cette saison, de tous les potagers. Il m'arrivait, quand j'entendais craquer les vieilles armoires et qu'Adélaïde disait : « Le bois rêve », d'imaginer que le linge enfermé rêvait aussi. Et c'est sur un mystère que je repliais chaque serviette après l'avoir bien secouée pour en faire tomber les petites feuilles et les sauterelles indiscrètes.

Mais nous en vînmes aux draps. A trois mètres de moi Adélaïde comme moi écartait les bras et, pour la tendre, nous faisions sans la lâcher bien claquer la toile. Un pli en long, d'abord, puis deux, et deux dans l'autre sens. « Merci », murmura Adélaïde en emportant ce premier drap pour le poser sur la table. Alors je sentis que je ne pourrais longtemps rester là. Ce « Merci » qui venait de m'être rappelé, il n'était plus un bourdonnement qui n'en rendît vivantes les deux syllabes, plus un groupe de feuilles, plus un passage d'oiseau qui ne les traçât sur le ciel. J'étais toute entourée de je ne sais quelle incompréhensible et détestable gratitude. « Merci de quoi? Pourquoi?... Je n'ai rien fait », avais-je envie non de crier, comme tout à l'heure, mais de gémir. J'allai cependant vers un second drap. Et nous le tirions de sa corde quand j'aperçus Guicharde à la porte de la cuisine. Cela était si extraordinaire qu'elle rentrât ainsi, moins d'une heure après son départ, qu'Adélaïde en lâcha le coin qu'elle tenait.

— Mon Dieu !... Pour sûr quelque chose est arrivé.

Et tout le drap tomba dans l'herbe parce qu'à mon tour je l'abandonnai.

— Tu es malade?

— Non... non... mais je n'ai pas pu attendre à ce soir... Occupez-vous des petites pièces, Adélaïde. Nous allons revenir vous aider. Écoute, dit-elle plus bas.

Nous traversâmes la cuisine. Dans la salle à manger, ayant fermé toutes les portes, elle se planta devant moi, rayonnante et bouleversée, l'œil en feu, la bouche humide.

— C'est trop beau... c'est un miracle ! Figure-toi que la petite de La Mûre s'est sauvée... avec un beau jeune homme...

On les a vus à la gare de Châteauneuf prendre le train de nuit, celui qui passe à onze heures. Tu penses, quand j'ai appris ça!... Juste le temps de demander tous les détails et j'ai couru, oui couru... J'ai donné le prétexte d'un patron de camisole oublié dans ma chambre... Mais ça n'a pas l'air de t'émerveiller, remarqua-t-elle, déçue que je ne me fusse pas exclamée de joie... Voyons, tu te rends pourtant bien compte. En admettant que Romain ait eu, ou qu'il ait conservé pour cette fille le moindre sentiment, te voilà tranquille... Et pour toujours... Mon Dieu, proféra-t-elle tout exaltée, que je suis heureuse! Et tu l'es aussi (elle pointait vers moi son index épaissi), tu l'es tellement que tu en étouffes. C'est pour ça, découvrit-elle tout à coup, — ce qui la fit rire, — que tu n'as même pas la force de le dire.

J'essayais de rire avec elle.

— Bien sûr, je suis contente... Je suis heureuse comme tu dis... — Je m'entendais moi-même avaler ma salive, parce que j'entendais de nouveau au fond de mes oreilles résonner ce « Merci ». Je continuais à le lire partout autour de moi; et je commençais à comprendre; je comprenais tout à fait. Mais il fallait expliquer à Guicharde ce que mon air devait avoir d'inexplicable.

— Seulement... vois-tu, il me semble que c'est... que ça n'est pas très bien de se réjouir tellement de ce qui est tout de même un scandale, un malheur...

— Pour le scandale, riposta Guicharde, il n'a rien de bien nouveau. Depuis le temps qu'on raconte des horreurs sur cette Sabine... Quant au malheur, dis donc, c'est pour qui?... Pas pour elle. Il paraît que c'est un très beau garçon. Le père, évidemment, ça l'a rendu plus malade. — Elle s'assombrit. Pas pour longtemps. — Après tout, s'exclama-t-elle, tant pis pour lui! Il lui rendait la vie intenable, à sa fille. Cette petite était à bout de résistance. Et si l'on y réfléchit, d'où pouvait lui venir le secours?... En dehors de Romain, qui d'ailleurs n'aurait sûrement pas été au bout de sa folie, qu'est-ce qui serait allé la chercher au fond de ses bois?

« Qui voulez-vous qui vienne me chercher au fond de mes bois? » avait dit exactement Sabine de La Mûre. J'avais besoin maintenant de me trouver seule avec elle. Et je voulais que Guicharde s'en allât. Son expression triomphante m'était

insupportable. Ses paroles me blessaient. Je finis par doucement la pousser dehors.

— Nous parlerons de tout cela, ce soir, veux-tu? Pour l'instant, il faut que tu ailles chercher ce patron et que tu retournes bien vite à l'ouvroir... Si tu restais trop longtemps ici, on se douterait que nous avons bavardé. Et nous ne devons pas avoir l'air d'attacher à cette histoire la moindre importance.

— Tu as raison, reconnut-elle en me sautant au cou.

Elle monta l'escalier si allègrement que je croyais entendre bondir une fillette. Et moi, j'entrai dans le salon. Je repris ma place au coin de la cheminée en face du fauteuil que pendant une heure tragique avait occupé une enfant au désespoir. « Je n'ai rien fait, lui criais-je tout bas, je n'ai rien dit. » Et je l'entendais me répondre : « Mais vous m'avez persuadée que vous diriez quelque chose et que j'étais perdue. Alors, quand il est arrivé lui, Didier, dépêché par sa sœur, quelques jours après la lettre horrible qui avait eu le temps de faire tout son effet, quel secours m'était-il possible d'attendre?... L'abîme seul offrait quelque douceur.

Et je lui disais encore :

— Il n'est pas sûr du tout que Romain de Buires vous eût épousée.

— Le contraire n'est pas plus sûr. Et maintenant, je suis perdue. La plus petite espérance m'eût aidée à me défendre. Votre crime, c'est de me l'avoir arrachée.

... Sabine de La Mûre, aujourd'hui Sabine Didier Rouvre, dans la ville de province où vous végétez près d'un mari peu fidèle, avec vos trois enfants, pas heureuse sans doute, quoique pas beaucoup plus malheureuse que bien d'autres, s'il vous arrive de me maudire encore, puissiez-vous me pardonner... à cause de cet autre tête-à-tête avec vous, qui n'étiez plus là. Comme vous vous étiez mise à genoux devant moi, je me suis, à mon tour, agenouillée. Je vous ai suppliée, la bouche contre le bras de ce fauteuil qu'avait si fort serré votre main. Ah! que faire à présent?... Adélaïde m'appelait à pleine voix. Il fallut me relever, car elle m'eût vite découverte.

— Mais madame, quelle figure!... Que vous êtes fatiguée! s'exclama-t-elle en me voyant. (Être fatigué chez nous, veut dire être malade.) Dites... c'est la migraine?...

— Oui... la tête...

— Et vous ne voulez pas vous coucher? Ou sortir pour prendre l'air.

Son humble indication me parut être un ordre. L'ordre que j'attendais depuis de longues minutes...

— Sortir plutôt, Adélaïde. Je vais aller mettre mon chapeau et puis marcher, marcher...

***

Il n'était plus besoin de soulever les rideaux. Par ce beau temps, à cette heure, toutes les femmes s'installent devant leurs portes. Elles me disaient bonjour Qu'est-ce qu'elles chuchotaient derrière moi en me voyant passer si vite? J'y pensais bien, mais sans que cela me touchât. Moi-même, j'avais l'impression d'être le témoin d'une telle course et de me demander :

— Où va-t-elle?

Je passai devant la maison de Mme Ploque qui, bien entendu, n'était pas assise dehors, mais près de la fenêtre ouverte de son salon, avec deux amies. Toutes trois me saluèrent et j'entendis ensuite le bruit de chaises repoussées que firent ces dames en se levant pour venir se pencher et me suivre des yeux. Mlle Dubois sortait du pensionnat Saint-Jean par sa petite porte particulière. Aimablement elle proposa de m'accompagner un peu. Je refusai en disant que j'étais trop pressée. Je me rendais bien compte de mes imprudences. Mais il ne m'était pas possible de les éviter. Ces marchandes de poisson que j'avais vues passer à Marseille, et ces gens sur le port qui déchargeaient les navires, leurs bras levés tremblaient pour soutenir le poids qui était sur leur tête, leurs corps entiers tremblaient. Ils couraient cependant pour avoir le moins de temps possible à supporter cela, pour se débarrasser vite. Comme eux, je ne pensais plus qu'à jeter mon fardeau. Mais il fallait que ce fût aux pieds de quelqu'un, — à « ses » pieds... — Devant la maison de la rue des Quatre-Vents, pendant que je montais les marches, il ne me vint pas à l'idée qu'un gamin dépêché par quelque curieuse aurait pu me suivre.

Le marteau à la devise, j'en touchai d'abord si faiblement le gros bouton de bronze qu'il était bien impossible d'entendre ce heurt. Cependant le silence me glaça. « S'il n'était pas ici?... » Je frappai un peu plus fort. Enfin la porte s'ouvrit.

Philippe avait son chapeau sur la tête, ses gants à la main. Aussitôt il jeta tout cela sur l'unique chaise du vestibule.

— Vous partiez ?

— Non... non... Mais quelle surprise !

En était-il plus heureux que stupéfait, ou au contraire... ? J'étais bien incapable de me le demander. Mes bras à moi aussi et tout mon corps tremblaient. Au seuil du salon, quelques secondes de lucidité m'arrêtèrent. « Au fond, m'avait dit Philippe l'autre jour, nous nous connaissons à peine. » Tout ce qu'il y avait eu entre nous ne se passa qu'en silence et peut-être n'existait pas. Étais-je devenue folle ? Mais retournée vers lui et voyant son regard, je sus que le meilleur de ma raison, au contraire, m'avait conduite ici. Et cependant, il y avait dans ce regard quelque chose de changé.

— J'ai, balbutiai-je, un conseil à vous demander.

Il m'écoutait gravement, accoudé à la table couverte de livres que la première fois je n'avais pas remarqués. La triste fenêtre qui rendait grise cette lumineuse fin de journée n'éclairait pas ses traits ; il lui tournait le dos. Exprès. Mais je ne m'en doutais pas. Comment me serais-je doutée que déjà il connaissait à peu près tout ? Quelquefois j'avais bien l'impression que les paroles n'eussent pas été nécessaires, mais c'est une impression que j'avais toujours près de lui. Je m'attachais davantage, puisqu'il fallait bien m'expliquer sur moi-même, à lui jeter aux yeux toutes ces belles couleurs dont je m'étais complu à peindre mon personnage. Épouvantée maintenant que j'étais là de ce qu'il eût sans doute fallu révéler, je rusais ; mais il avait de ces gestes brefs, de ces façons de murmurer : « Non... » ou : « Je vous en prie... » qui tout à coup me laissaient interdite. C'était un homme simple, mais qui avait le goût constant et profond de lui-même comme tant d'autres en ont le dégoût. Attentif à sa propre netteté, il ne supportait pas quoi que ce soit de trouble chez quelqu'un qui prétendait à la franchise. Cette exigence, je faisais déjà plus que la soupçonner ; j'en eus la certitude éperdue à mesure que je m'enlisais. Sans tout à fait pleurer, je finis par me cacher le visage. Et je tremblais plus que tout à l'heure, mais du besoin maintenant que Philippe, comme l'autre jour, posât sur moi sa chaude et forte main et m'attirât contre lui.

Il ne fit pas ce geste. Il ne fit aucun geste. Son visage, je ne devais le voir que plus tard, quand il fut debout et tourné vers ce qui restait de lumière. Et sa voix, il dut attendre un moment pour être bien sûr d'elle. Ce n'était pas un silence comme celui de l'autre jour. Il nous rapprochait cependant, puisque rien ne pouvait être qui ne nous rapprochât, mais c'était aujourd'hui d'une manière haletante, presque hostile. On ressentait le choc. Cela faisait mal.

— Madame, dit enfin Philippe Fabrejol, je dois vous avouer que je savais un peu de ce que vous venez de m'apprendre. Sans cela je vous aurais interrompue. Je ne me reconnais pas le droit de recevoir des confidences... je veux dire de telles confidences. Mais on m'a déjà raconté... J'ai beau ne fréquenter à peu près personne, les deux ou trois célibataires qui consentent à me voir, — mais oui, qui consentent... — (il répondait à mon geste)... J'ai beau être garçon, et libre après tout de mes actes, la façon dont je vis, dans une étroite ville comme celle-ci, ne me concilie pas la sympathie. Vous vous en doutez bien un peu. D'ailleurs, c'est sans la moindre importance. Et il n'est pas question de cela. Nous parlons de vous, ou plutôt de la façon dont on parle de vous. Je ne me doutais pas l'autre jour, quand vous êtes venue, que la ville entière s'occupait de la considérable personne que vous vous préparez à devenir. On s'en occupe de la manière la plus flatteuse, et la plus éblouie. Ce mariage que vous allez faire...

— Il n'est pas question de mariage.

— Mais si, affirma Philippe. Et si j'ai bien compris tout ce dont vous venez de vous accuser, vous n'avez voulu que défendre votre amour.

— Mon amour! répétai-je avec un ironique et sanglotant petit rire.

— Votre amour, dit Philippe, dont la voix s'affermissait. Surtout, ne le reniez pas. Il est votre seule excuse. Si vous n'étiez amoureuse de M. de Buires, il resterait de tout ce que vous venez de me raconter quelque chose d'assez laid. Quelque chose qui serait même tellement indigne... Après tout, peut-être pas de vous (je n'en sais plus rien), mais de ce que j'imaginais de vous. Oui, oui, supplia-t-il, dites-moi que vous l'aimez. Je vous assure que ce sera préférable, même pour moi.

— Vous ne m'avez pas comprise. Je n'ai rien dit, rien fait, protestai-je, comme j'avais protesté ce matin devant moi-même et tout à l'heure devant le fantôme de Sabine.

Je ne voulais plus être venue ici pour m'accuser. Le seul apaisement dont tout à coup j'avais besoin, c'était la certitude de n'avoir rien détruit en Philippe Fabrejol. Mais est-ce que tout n'était pas détruit déjà avant mon arrivée? Cette rumeur autour de moi dont se nourrissait mon orgueil, je la détestais, puisqu'elle avait touché ses oreilles. Cette image que j'avais dressée de moi-même, je la reniais si c'est celle-là que maintenant il regardait. Mais comment lui faire comprendre? « Je n'ai rien dit, rien fait », répétai-je encore pour ma pauvre défense, en serrant mes mains l'une contre l'autre.

— Bon, me concéda-t-il, vous n'avez rien dit. Mais ce n'est peut-être pas de votre faute. L'occasion a tardé. Eussiez-vous dit quelque chose si?... L'eussiez-vous dit? insista-t-il, penché, cherchant mes yeux que j'ouvrais bien grands pour qu'il les vît jusqu'au fond. L'angoisse qui sortait de lui, il me semblait la recevoir au visage comme une odeur, comme un feu.

— Je ne crois pas, murmurai-je.

— Que vous êtes incertaine de tout ce que vous éprouvez! soupira-t-il avec une espèce de découragement qui me fit mal.

J'eus la force de contenir mon gémissement, la force aussi de murmurer :

— Non. Pas du tout. Il y a des choses... il y a une chose... une seule... dont je suis sûre aussi absolument que d'être vivante en ce moment.

— Je vous entends bien.

Le ton qu'il prit me prouva qu'il ne m'avait pas entendue le moins du monde. Il s'était redressé, accoudé de nouveau, et ne bougeait plus. Ce qui derrière lui arrivait de verdâtre par la fenêtre touchait le sommet de ses cheveux, son poing replié. Il ne bougeait plus, pas plus dans cette pièce sans meubles et sans vie que les étranges figures peintes que tout autour de nous l'âge et le crépuscule effaçaient sur le mur.

— A quel moment ai-je commencé, rêva-t-il, à vous déformer? Le premier jour, ou pendant toutes ces années? Je crois que ce fut tout de suite. L'amour... mais on ne peut parler de lui qu'avec des mots rabâchés, et cependant chaque fois qu'il éclate dans un être, il est une chose si neuve,

éprouvée par personne. Quand je vous ai vue... Vous étiez mal coiffée et mal habillée, toute confuse d'avoir été surprise par notre visite, dans votre petite robe de toile grise; vous parliez à peine, bien moins encore que cet autre jour, plus tard, où vous êtes venue déjeuner chez nous. Mais que vos silences m'ont étonné, qu'ils m'ont ravi! Cet air que vous aviez tout d'un coup d'écouter... bien sûr pas les banalités que nous débitions... d'écouter (je vais être grotesque) vos voix intérieures, vous-même, vos frémissements. Votre mari deux ou trois fois vous a parlé avec rudesse. Vous n'avez pas senti l'offense comme l'eût fait n'importe quelle autre femme. Vous l'avez sentie... moins et plus, autrement. Vous paraissiez ne demander qu'à toucher la terre du front, mais avec quelle ardeur dans l'humilité! Vous n'éprouviez le besoin que de remettre ce don absolu de vous-même que tout homme vraiment homme ambitionne de recevoir. Je vous ai crue amoureuse de votre mari. Je l'ai cru bien plus ce jour-là que cet autre jour où vous m'avez affirmé que vous l'étiez. Sans doute fûtes-vous sincère?... Ou vouliez-vous m'échapper?... Je me suis bien souvent posé la question. Quelle que fût la réponse, elle ne pouvait que me faire très mal.

« Cela n'était rien. Le pire, c'est de se dire que la femme dont chacun de nous porte en lui le besoin secret et quelquefois désespéré, n'existe pas. Il n'y a pas d'illusion ni de désir satisfait que ne suive cette certitude, ce dégoût. Mais cette femme, avoir eu l'éblouissement de la découvrir... pouvoir s'affirmer : elle est!... Quelque part, dans le monde, lointaine, même inaccessible, elle respire, elle est! Quelle nourriture inépuisable pour le rêve et, jusqu'au fond du déchirement qu'on peut avoir, quelle douceur!... Oui, quelle douceur! Il a fallu ce dernier jour pour que je m'en rendisse compte. Ces promenades dont je rentrais avec une mine qui faisait dire à mon père : « Tu es malade », je les ai regrettées l'autre jour en entendant ces imbéciles parler de vous. Non, je vous le répète, qu'ils en aient dit le moindre mal, loin de là. Mais c'est leur admiration justement pour votre finesse, votre adresse, votre malice comme ils disaient... Et voici que je regrette à présent le moment où je les entendais.

« L'espoir me restait que ce jugement, ces histoires, pouvaient n'être qu'inventés. Mais vous-même venez de me les

confirmer. L'influence que vous avez prise sur M. de Buires... Ce que vous appelez votre devoir envers lui, et envers vous-même. Je n'y aurais peut-être pas compris grand chose si je n'avais été d'autre part éclairé. Mais en rapprochant tout... Remplir votre mérite, jouer votre rôle, vous réaliser! Oh!.., vous n'avez pas employé ces phrases, par bonheur! Oui, c'est un bonheur, le dernier, parce que vous les emploierez bientôt. Elles sont dans votre pensée. Vos ambitions s'appuient sur leur banalité..., elles s'en fortifient. Notez que je ne vous blâme pas, pas du tout. J'essaye même de vous comprendre et je crois que j'y arrive. Au fond, vous étouffez dans votre province. Il vous faut la conquérir, l'écraser. En attendant de la fuir. Car vous la fuirez quand vous aurez dévoré la toute petite poignée de vaniteuses joies qu'elle vous donnera peut-être. Mais cet avenir vous regarde, comme vous regarde votre présent... Madame, je m'excuse... et crois n'avoir qu'à vous féliciter. Il me paraît qu'en ce qui concerne vos projets tout s'arrange pour le mieux. Vraiment, je ne comprends pas très bien votre angoisse, ni ce que vous attendez de moi.

Il parlait avec une tristesse plus meurtrissante que la colère, une tristesse tranquille comme sont les eaux profondes et qui mettait entre nous sa nappe infranchissable. Et toute réponse m'était impossible parce que les seuls mots qui faisaient trembler mes lèvres n'auraient pu être dits que contre son épaule. « Alvère en robe grise, je suis toujours celle-là et ne puis être que ce que je fus... Alvère en robe grise qui ne souhaita vraiment au monde que toucher la terre du front, et que ce fût devant vous. » Mes yeux le suppliaient. Il ne le vit pas. Et il n'eut pas pitié de mon pauvre silence. Mon déguisement recouvrait tout et l'incitait à la cruauté de se taire désormais aussi longtemps que je me tairais moi-même.

Enfin, je pus prononcer :

— J'attends de vous un conseil, je vous l'ai dit en arrivant.

— Mais à propos de quoi, madame ?

— A propos de cette petite de La Mûre, de son père. Je suis torturée, je voudrais...

— Ne pensez-vous pas que « torturée » soit un bien grand mot ?

— Pas assez grand !

— Oh ! s'étonna-t-il en regardant une larme qui me

brûlait la joue. Et, tout de même, il essaya de me consoler.

— N'exagérez rien. J'en ai entendu parler aussi, de cette Mlle de La Mûre...

— Des mensonges... des calomnies.

— Il n'y a pas de calomnies possibles sans une parcelle de vérité... Un père trop sévère, une jeune fille qui s'ennuie et qui désire, fût-ce le plus inconsciemment, le plus innocemment du monde, un beau garçon, mais qui le préférerait plus actif ou plus riche; rien de tout cela n'est, je crois, contestable. Maintenant, que M. de La Mûre ait eu pour sa fille de plus hautes ambitions, qu'il enrage d'être bafoué, qu'il en soit même malade, que voulez-vous?... Plus d'indulgence eût sans doute évité le... mettons désastre, quoique ce soit un désastre après tout réparable, puisque, assure cette Mme Balou... Barroux... il y aura mariage. Un mariage pas brillant, c'est entendu; mais ces jeunes gens finiront bien par se tirer d'affaire.

Rien ne pouvait me blesser plus profondément que sa façon de présenter les choses. Pour Alvère en robe grise, quelle sévérité n'eût-il pas montrée? Quelles exigences dans le scrupule? Mais cette étrangère devant lui ne méritait que d'être rassurée comme n'importe qui. Je voulus lui prouver que je n'avais pas cette épaisse et facile conscience. Aussi acharnée tout à coup à m'avilir que je l'avais été jusqu'à présent à justifier mes actes, j'essayai, pour qu'il comprît mieux mon remords, de lui en donner toutes les raisons. Hélas! j'étais trop troublée pour qu'elles fussent excellentes. Je savais trop comment il les accepterait. De fait, quand j'eus presque gémi :

— Elle va être affreusement malheureuse. Elle le savait, et moi aussi je le savais parce qu'elle m'en avait persuadée. Si je ne l'avais repoussée, affolée... Si je lui avais laissé, comme elle m'en suppliait, courir sa chance...

Philippe Fabrejol m'interrompit :

— Lui laisser courir sa chance, c'était, — en admettant qu'elle ait réussi, car rien n'est moins sûr, — faire le malheur de M. de Buires et le vôtre. Je vous en prie, calmez-vous. C'est de bonne guerre, entre femmes, ce que vous avez fait... le peu que vous avez fait, car, après tout, comme vous me l'avez exposé, ce ne fut pas grand chose. Vous n'avez pas été au delà de l'intention. Et c'est le droit de tout être de se défendre, de défendre son amour...

Je ne pus supporter son insistance à répéter ce mot. Je me levai. Et voulant de toutes mes forces m'indigner, protester, je ne pus, — c'était la première fois, — que crier son nom :

— Philippe!

Du même élan que moi, il s'était mis debout. De son expression, il continuait à m'être impossible de discerner rien. Mais sur le fond encore clair de la fenêtre, je voyais imperceptiblement osciller ce grand corps.

— Madame, dit-il d'abord.

Et puis, tout bas :

— Alvère...

Et puis :

— Pardon, madame...

Et encore, à lui-même :

— Il vaudrait mieux... Oui, il vaut mieux... Il faut...

Tant de trouble seulement parce que j'avais dit un nom, son nom! Enfin il retrouva son calme d'avant la rafale. Mais non, ce n'était pas le même calme. L'autre était plein de glace et celui-ci au contraire, en dépit de ce qu'il me fallait entendre, réchauffait mon grelottement.

— Je viens de vous parler d'une façon... Pardonnez-moi! C'est que je souffre vraiment. S'il n'y avait quelque lâcheté pour un homme à s'avouer à bout de forces, je vous l'avouerais. Mais pourquoi mettre au conditionnel? L'aveu, je vous le fais : je n'en puis plus. Depuis que j'ai reconnu l'obligation où j'étais de vivre avec cette malheureuse... Voulez-vous vous asseoir encore un instant, puisqu'il est nécessaire que je vous raconte?...

J'obéis et lui aussi reprit sa place. Pas une fois, je ne l'interrompis. Je ne devais plus lui dire que : « Adieu » quand nous nous séparâmes.

— Je paye chèrement, disait-il avec lenteur, un caprice auquel Dieu sait que je n'attachais guère d'importance. Maria Marcedo avait eu d'autres aventures. Et je croyais que son mari était ce qu'on appelle un mari complaisant. Hélas! Il n'était qu'aveugle, et d'ailleurs amoureux. La fatalité a voulu qu'il ouvrît les yeux au moment où sa femme se toquait de moi. Elle n'a pas même essayé de nier. C'est une créature... Oh! je ne vais pas la juger, surtout devant vous. Je puis bien dire cependant qu'elle est... violente... Il lui arrive de l'être

jusqu'à l'inconscience. Quand Marcedo a saisi son revolver pendant qu'elle lui avouait, qu'elle lui criait sa passion pour moi, son désir de fuite, de liberté, elle ne croyait pas au drame. Mais après avoir vu tomber le malheureux !... Je n'oublierai jamais cette sonnerie en pleine nuit, à ma porte (je n'étais pas à la campagne, mais dans mon appartement d'Alger), cette arrivée d'une créature hagarde, convulsée, aux mains pleines de sang et qui exigeait de mourir à son tour. Plus rien ne lui restait, ni argent, ni amis. Vous savez dans ces cas-là comme le monde se détourne. La marée humaine se retire ; il ne reste au monstre abandonné qu'à pourrir sur le sable. J'ai dû promettre, jurer, de la garder avec moi. Ensuite est venu le procès. Il m'a fallu témoigner. J'ai passé des semaines atroces. Mon père, dont vous m'avez si gentiment parlé l'autre jour, était très malade à ce moment. « Ces histoires m'achèvent », disait-il. Et vraiment elles l'ont achevé. A lui, j'ai fait un autre serment : celui de ne jamais épouser Maria Marcedo. D'ailleurs elle ne le demandait et ne le demande pas. Elle sait que ma parole vaut tous les contrats, civils ou religieux, et que cet engagement volontaire me lie plus que tout... Plus que tout, répéta-t-il.

Il serrait ses deux poings comme pour rappeler sa force. Peut-être qu'il essaya de me sourire, mais la lumière était sur ses mains et non sur son visage. Il répéta très bas : « Comprenez-vous ? ... » Et j'aurais voulu lui crier « Oui ».

« Oui, je vous comprends et je vous admire, et si je suis déchirée, j'aime mon déchirement. Vous ne pouviez, étant vous, agir autrement. Vous ne pouviez me décevoir, si moi je vous ai déçu. » Ces trop libres paroles me restaient dans la gorge, mais toute mon attitude les lui laissait entendre : ma tête sans cesse inclinée, mes yeux levés vers lui, mes lèvres qui bougeaient sur un petit souffle. A son tour il comprit. Cela lui donna le courage de continuer et d'aller jusqu'au pire. Vais-je répéter tous les détails qu'alors il me donna ? J'en serais incapable. Je me suis trop efforcée de les oublier. Je revois seulement ce tableau de sa vie qu'il me traçait sans amertume, et même en s'appliquant à l'indulgence, mais avec une lassitude infinie. Je le revois comme un paysage bouleversé par la tempête avec un ciel noir, des arbres tordus, une boue ruisselante, épaisse, qui se colle aux semelles et vous oblige à rester

là. Les scènes que lui faisait cette femme, cette Maria Marcedo dont le nom, dont l'aspect me paraissaient fleurer un Orient de bazar, il m'en raconta quelques-unes. Ces violences sans mesure qui provoquèrent déjà la mort d'un homme, elle ne savait, elle ne pouvait sans doute pas, même devant son amant, les juguler. Le moindre air de fatigue, la moindre promenade un peu longue et solitaire, provoquaient des « Tu en en as assez de moi » ou des « Tu es allé retrouver une autre femme » que suivait un déchaînement de cris, de menaces. La plus courante de celles-ci était la menace du suicide. « Je me tuerai comme il s'est tué. Tu auras deux morts sur la conscience. » Ensuite, venaient une prostration, des remords, des sanglots à vous attendrir, quelle que fût l'exaspération ressentie. « Pardonne-moi, jette-moi dehors, laisse-moi mourir comme un chien, mais que ce soit derrière ta porte. » Le plus affreux de tout cela, c'est qu'elle l'adorait. Philippe déjà me l'avait dit. Il me le répétait avec accablement. Il murmurait aussi : « La malheureuse! Sait-elle combien est proche peut-être cette mort qu'elle ne cesse d'invoquer, de dresser entre nous? J'ai enfermé à clef mes deux revolvers. Je visite chaque jour les tiroirs où pourraient être cachés des comprimés dangereux. Mais je ne puis, malgré tous les médecins, la guérir. Les crises hépatiques auxquelles elle est sujette et qui la font se tordre sur son lit, et ces migraines horribles... Il suffit d'une imprudence de nourriture ou même d'une contrariété un peu vive pour les provoquer. Le poison ou l'arme à feu ne sont pas nécessaires pour que je devienne un assassin. Vous voyez combien il me faut être scrupuleux, comme je suis lié. Vous voyez... »

Oui, je voyais et ces clartés horribles m'occupaient de telle sorte que j'entendais moins bien. Je crois qu'il m'entretint assez longuement de cette santé déplorable, peut-être pour m'assurer, sans nettement me le dire, qu'il n'y avait en lui que de la pitié. Il n'était revenu en France que pour essayer d'un autre climat. Mais l'amélioration espérée ne se produisait pas. Deux crises déjà... ou trois. Je ne sais plus. Et puis, Maria Marcedo s'ennuyait dans cette propriété isolée, ce qui ne lui valait rien. Ils allaient donc repartir. D'ailleurs... d'ailleurs, quoi? Eh bien! d'ailleurs, quelles raisons avait-il de rester en France? Aucune. Lui aussi, depuis son arrivée,

quoi qu'il eût secrètement attendu de ce voyage, souffrait beaucoup plus. Ce n'était pas physique, c'était pire. Cette maison... Qu'est-ce qu'il me racontait de cette maison où nous étions? Qu'il n'y reviendrait plus, que Maria commençait à se méfier de ce soi-disant travail pour lequel il prétendait avoir besoin de venir s'enfermer. Elle était tout à fait capable, bien qu'il le lui eût formellement défendu, de venir un jour le surprendre.

— Être seul, respirer, réfléchir, la tête dans mes mains... me retrouver... même cela m'est défendu. Et je n'ose songer à ce qui se passerait si, par hasard, elle apprenait que vous êtes venue. La fureur et la jalousie seraient capables de la tuer, en admettant même qu'elle ne les aidât pas. Comment n'ai-je pas eu la volonté, l'autre jour?... Jamais, je n'aurais dû vous demander d'entrer. Il fallait résister à ce besoin de vous revoir. Je n'ai pas pu. Pardonnez-moi. Je vous supplie de me pardonner aussi ce que je vous ai dit tout à l'heure, de l'oublier. Au fond, puisque je ne puis être rien pour vous, pas même un ami, je dois me réjouir de cette forme nouvelle que prend votre avenir ou que vous lui donnez. J'y arriverai. Oui, j'arriverai à m'en réjouir, je vous assure. Parce que vous serez heureuse. Même si vous n'aimez pas M. de Buires à la passion, vous vous aimerez dans votre vie, comme disait une bonne femme de Villeneuve, autrefois. S'aimer dans sa vie! Je me suis rappelé cette expression dans beaucoup de circonstances. Et maintenant, il n'est pas de jour où je ne me la rappelle. Mais j'ai bien assez parlé de moi. Je vous devais ces confidences. Les voilà faites, n'y revenons pas. Oubliez-les aussi. Il faut tout oublier de cette journée, je vous en supplie. Nous ne nous verrons peut-être plus. Je puis repartir d'un moment à l'autre. Et même si je restais encore quelques semaines, vous ne devez pas revenir ici. Vous compromettre, risquer de perdre tout ce qui vous attend, quelle folie ce serait! Je vous défends de la faire. Je vous le défends. Mais il y a une chose que je vous demande, c'est, quand vous serez mariée, de m'envoyer un petit mot... pour que je sache que c'est fait. Et puis, laissez-moi vous dire : votre cri de tout à l'heure... mon nom... je vous en remercie. Vous ne pouvez pas savoir... Merci. Ne disons plus rien. N'importe quoi risquerait d'affaiblir cette joie. Adieu, madame, adieu.

Il s'inclinait. Je répondis : Adieu. Cette fois nous nous serrâmes très poliment la main.

* * *

Pendant que je m'éloignais, le petit frisson de mes lèvres arrivait à former des mots qu'on aurait pu entendre. Je suis à peu près sûre d'avoir murmuré : « C'est fini ! » Les femmes que j'avais saluées étaient encore sur leurs portes bien que la nuit fût venue. Des lampes derrière elles, au fond des pièces, éclairaient la rue. Elles m'éclairaient aussi. On me disait bonsoir. Je ne répondais pas. Je ne répondis pas non plus au salut très respectueux du vieux M. Dubreuil qui s'en allait dîner, comme tous les samedis, chez Mlle de Millebled. Le plus étrange sentiment de stupeur et d'attente me distrayait de tout, et même de ma souffrance. Attente de quoi désormais ?... Devant chez moi, je ne sais quel avertissement m'assura que Romain était venu pendant mon absence. De fait, Guicharde, dès qu'elle entendit la porte, se précipita.

Oui, il était venu vers cinq heures, et ne me trouvant pas, il s'était, dans sa déception, presque fâché. Adélaïde avait eu beau piteusement expliquer qu'ayant un peu de migraine, j'étais allée me promener. « Où ça ? Où ça ? répétait-il. Comment n'a-t-elle pas dit au moins de quel côté je pourrais la retrouver ? Elle savait bien que j'arriverais d'une minute à l'autre. » Les deux chères créatures étaient moins consternées qu'émerveillées d'une si flatteuse colère. Quelle impatience de me revoir ! « Je t'assure qu'il était mécontent... mécontent comme un mari », souffla Guicharde en m'enlevant mon chapeau. Refusant de m'attendre, il avait déclaré qu'il m'enverrait la voiture le lendemain matin. Je déjeunerais avec lui à Malijaque.

— Demain ?...

— Oui ! demain. Ma petite... je crois bien que quand tu reviendras de ce déjeuner... Mais non, n'aie pas peur.

Elle haussa les épaules parce que mon regard lui désignait Adélaïde.

— Si tu crois qu'elle ne s'en doute pas autant que nous, dit-elle, quand la jeune fille fut rentrée dans sa cuisine.

Tout étourdie de bonheur, elle m'embrassa deux ou trois fois.

— Ne parlons plus de rien ce soir, suppliai-je.

Elle me promit :

— Non, de rien. Pas même, ajouta-t-elle superstitieusement, de la petite de La Mûre.

Nous expédiâmes en dix minutes, et sans par bonheur prononcer un mot, notre souper de légumes et de fruits. Ensuite, je descendis toute seule au jardin.

« Si Romain m'avait attendue... Si je l'avais trouvé en arrivant ici, égarée comme je l'étais, où en serais-je de mon destin ? » Je croyais ne pas le savoir parce que je ne savais pas que tout était résolu. Je croyais n'éprouver plus rien qu'une curiosité passive et terrifiée de ce destin que laissaient fuir mes mains ouvertes et qui se déciderait quelque part, loin de moi. « Alvère en robe grise... La Sauvage... Maria... Philippe... Romain... Philippe... Tant de choses... tant de choses ! » Je me pressais le front. Tant de choses ? Mais il n'y a nulle part « tant de choses ». Un maître mot, ou deux, suffisent à résumer l'immense travail de la pensée humaine ou l'avidité sans limite du pauvre cœur humain : croire, aimer. Tout est simple. Seulement, avant de le reconnaître, avant de reconnaître qu'on est arrivé, comme il faut crier de peur, le long de l'obscur chemin, de glisser dans toutes les flaques, de se rompre à tous les murs ! Comme je criais au fond de moi, comme je suppliais !

Chaque plante avait son murmure ou son ver luisant. Des vols zébraient la nuit devant la fenêtre éclairée de la cuisine. Guicharde s'y tenait. Elle me guettait. De loin, comme un pauvre respire l'odeur des mets, elle respirait le parfum de bonheur qui devait sortir de moi, elle en embaumait son cœur, à qui ne suffirent jamais les résignations dont il fallut bien le nourrir. Enfin elle me cria :

— Il est tard. Je t'assure que tu devrais rentrer. Tu auras mauvaise mine...

Dans ces ténèbres où je flottais à ses yeux comme une ombre bienheureuse, comment eût-elle vu ma pâleur et reconnu qu'aucune insomnie ne pouvait y ajouter ?

***

Malijaque, où je n'étais pas revenue depuis que la perfide Mme Barroux s'y penchait sur les premières roses, m'étonna

par la splendeur épaissie de ses arbres. Les jours brûlants qui approchaient rendent précieuses l'ombre et l'eau. Ces bassins que tant de feuilles gardaient d'être atteints par le ciel, ces allées fraîches, ces fleurs lisses et gorgées d'une humidité savante donnaient, bien plus encore que les dentelles aux fenêtres, la savoureuse impression de la richesse. Certes, j'y fus sensible, mais d'une façon que je ne connaissais pas encore. Puis-je dire dédaigneusement? Oui, c'est dédaigneusement que je considérais le jardin magnifique et que je descendis, sur le large perron, de cette voiture brillante. « Et cependant, me disais-je, que te faut-il de plus?... »

Romain ne vint pas au-devant de moi, car il me gardait rancune d'avoir pu la veille distraire une heure du plaisir de l'attendre. Il se tenait dans la bibliothèque. Son veston d'intérieur était d'un violet rose, peut-être d'un rose violet, assez extraordinaire. Cette tenue me choqua. Pourtant, il l'avait mise pour me plaire. Il devait me dire plus tard, en se regardant complaisamment dans la glace : « J'ai rapporté ça de Nice. C'est bien, n'est-ce pas? C'est anglais... »

Plus tard, naturellement, beaucoup plus tard, après ou avant le repas. Des choses d'une bien autre importance nous sollicitaient d'abord. Comment, s'il m'eût appartenu de la révéler, eussé-je présenté la fugue de Sabine de La Mûre? Je me le suis demandé bien souvent par la suite, je me le demande encore. Et je retrouve à cette place de mes souvenirs toute mon angoisse incertaine et qui supplie le ciel. Mais je n'eus à décider de rien. Antoine, le chauffeur, avait reçu à Nice une lettre de sa femme. Par ces gens Romain, dès son retour de Peyracave, s'était trouvé avisé avant que je ne le fusse moi-même et presque dans l'instant où il venait d'ouvrir ma dépêche.

— Où diable étiez-vous donc hier? commença-t-il par me demander.

Et presque aussitôt, m'ayant poussée vers un fauteuil, car il ne pouvait supporter qu'on l'écoutât debout (Cela, affirmait-il, nuit à l'attention), et se plantant devant moi, les bras croisés :

— Hein?... Qui avait raison?... Croyez-vous que j'ai bien fait de la suspecter, cette gamine !...

Ce ton me stupéfia parce qu'il était triomphant. Le ton d'un homme qui n'a pas fait erreur dans la solution d'un pro-

blême. J'admets que ce fut une façon de masquer le plus cuisant dépit, mais cela sûrement ne dissimulait aucune peine si peu profonde fût-elle. Et je vis tout de suite que je n'aurais pas à le consoler. Sa vanité exaspérée fit toute la besogne. Elle avait, dans cette très petite plaie, porté le fer rouge. Maintenant la cicatrice même était presque effacée. En admettant que Romain ait, sinon aimé, du moins assez violemment désiré Sabine de La Mûre, il ne voulait plus que l'oublier, comme il oublia Mlle Angenot, sa fiancée, comme il oublierait toutes les femmes qui passeraient dans sa vie. Pour le retenir, il fallait une adresse dont personne ne sut témoigner. Personne? Si, peut-être quelqu'un... Me regardant avec un attendrissement qui déjà mouillait ses gros yeux, il me dit tout à coup :

— Si vous saviez comme je vous suis reconnaissant! (Il prit une chaise qu'il posa tout près de moi. Son genou touchait le mien.) Rappelez-vous, quand je suis revenu de Lyon, comme vous avez pris soin de me signaler tout ce qui demeurait... inquiétant, dans l'attitude de ces dames. Vous n'avez même pas eu besoin d'aller là-bas pour y voir clair et pour achever de m'ouvrir les yeux.

— Je ne vous ai pourtant pas dit grand chose.

— Quelques mots suffisaient pour me mettre en garde.

— Je ne savais rien.

— Vous deviniez. L'amour a de ces intuitions.

— L'amour?

— Oui, car vous m'aimez, déclara-t-il. Il y a longtemps que je m'en doute et j'en suis sûr maintenant. Cette façon que vous avez eue depuis des mois de m'attendre, de m'écouter. Vos attentions constantes. Ce soin que vous prenez d'assurer mon bonheur, dût-il vous en coûter tout ce que vous pouvez désirer. Oh! vous avez été d'une abnégation admirable! Je suis fier d'inspirer un sentiment pareil à un être tel que vous.

Il respirait vite et son ventre, à petits coups, soulevait la belle étoffe anglaise.

— Je vous en prie, murmurai-je.

Il se redressa, ouvrit les bras... J'avais souvent imaginé cette minute où je serais docile. Mais voici qu'au contraire je me roidis un peu. Je répétai : « Je vous en prie » et me

cachai le visage. Sa main grasse me caressait l'épaule et le cou. Il fallut me reculer encore.

— Que vous êtes farouche! remarqua-t-il, souriant et si sûr de soi que rien ne parvenait à le fâcher.

Comme il se vantait volontiers de sa délicatesse extrême, il n'insista pas, tout au moins par gestes. Mais la découverte qu'il avait faite de mon « immense » amour lui causait tant de plaisir qu'il ne pouvait là-dessus s'interrompre. Me rappelant encore toutes les preuves que je lui avais données d'un tel sentiment, il recommençait à s'émouvoir et prenait l'immobilité avec laquelle je le laissais dire pour un excès de bonheur à me couper le souffle. Au ras des stores, baissés à demi devant les hautes fenêtres, on ne voyait que des fleurs. On entendait le bruit des râteaux sur le gravier. La voix du maître d'hôtel dans la pièce voisine ordonna : « Vite, le seau à glace pour frapper le champagne. » Romain jouait avec mes doigts que je lui retirai seulement quand il se tut. Son regard et le silence m'effrayèrent. Il fallut bien parler. Ce fut alors de lui, de son avenir, de ses ambitions, de ce préventorium. Pêle-mêle, entre nous deux je jetais tous ces mots, je les amoncelais : ma voix distraite pouvait paraître pensive et me donner l'air d'avoir réfléchi à chacun. Cela ne fit qu'ajouter à l'attendrissement de Romain.

— Comme vous pensez à moi ! Comme vous vous inquiétez de tout! Vraiment, vous pouvez vous vanter d'être la première qui ait su comprendre l'homme que je suis... sensible et compliqué comme une femme. Ne croyez-vous pas que, dans la vie politique, cela pourrait me gêner? Je sais bien que, par ailleurs, je suis doué d'un pouvoir de persuasion à entraîner les masses. On m'a dit bien souvent...

Le danger, pour un instant, était écarté. Parlant de soi, Romain n'avait devant lui que lui-même. Une fois de plus il démontait cette précieuse machine. Et rien n'était nécessaire que de paraître attentive au travail. Ma pensée pouvait fuir. Elle parcourait donc cette maison. « Chez moi ! Je puis, dans quelque temps, être ici chez moi. J'ai réussi, j'ai gagné, je suis arrivée. Arrivée ?... » Le brouillard, si haut que je fusse parvenue, me cachait l'espace. J'avais lu de ces récits d'ascension. On se hisse, on s'écorche et voici qu'au lieu de l'immense horizon, ce qu'on découvre là-haut, ce sont ces volutes gla-

cées. Même votre main étendue vous devient invisible. Et l'herbe qui bougeait à vos pieds dans la plaine ne peut même plus là-haut être vivante.

Dans un instant peut-être j'y verrai plus clair... j'y verrai clair tout à fait. Le champagne m'y aida. Mêlé de fraises des bois et de liqueurs assez fortes, il constituait une boisson appelée « cup », m'apprit Romain, et dont je n'avais jamais goûté. Deux ou trois coupes de cette mixture dissipèrent mes ténèbres. Enfin m'apparaissaient les raisons de ma froideur devant un succès depuis des mois préparé. Ce luxe, si je n'y étais plus sensible, maintenant qu'il m'assaillait, c'est que jamais je n'avais pensé me satisfaire de lui seul. Il n'était qu'un moyen. Considéré de la sorte, et mis au service de ce besoin de domination qu'à présent je me rappelais, il devenait acceptable. « Quand nous irons à Paris... », disait Romain sans avoir besoin d'attendre aucune réponse. « Député... » rêvait-il. Il revint plusieurs fois à ce préventorium. L'idée le séduisait tellement qu'il ne voulait pas admettre de l'avoir repoussée. « Mais non... personne ne m'a jamais parlé de ça, affirmait-il. Vous êtes la première... »

Le vin, comme d'habitude, plus que d'habitude à cause de la chaleur, le congestionnait. Et peut-être aidait à son état l'étrange feu dont par instants je me sentais envahie. Nous riions; nous parlions fort et menions à nous deux un certain tapage.

— *Quo non ascendam?* Ah! comme vous allez l'aider, comme vous allez l'adorer, votre grand homme! murmura Romain pendant un des rares instants où l'impassible valet qui nous servait quitta la pièce.

Les cloches qui m'avaient si souvent étourdie, les cloches lâchées dans leurs bonds sur les ruelles engorgées par tout ce qui vit à Lagarde, je recommençais à les entendre. Je serrais deux cents mains. Je répondais distraitement à des prières que m'adressaient, non certaines personnes, mais certains personnages : « Je verrai... » Ma grand mère orgueilleuse dont on parlait encore si respectueusement, bien qu'elle fût morte depuis dix ans, je l'affrontais, la défiais, je me sentais plus reine qu'elle ne le fut jamais. L'exaltation où j'atteignais me rendit muette. Mes yeux durent s'assombrir, mes dents se serrer. « A quoi pensez-vous? » demanda Romain. Il se remit

à rire. « Inutile de répondre. Je le sais... Je le sais », insista-t-il plus bas, penché sur la table et cherchant mes yeux de ses gros yeux injectés.

Je refusai de prendre le café dans la bibliothèque. « Mais dehors, il fait chaud, protestait Romain. — Tant pis ! » Entre quatre murs, le tête-à-tête maintenant ne serait plus supportable. Je ne me sentirais en sûreté que dehors, sous les fenêtres où toujours est prêt à se pencher quelque serviteur. L'air que gardait Romain me confirma la sagesse d'une telle précaution. M'examinant trop attentivement pendant que je versais le café, il me fit sur ma taille et mes chevilles quelques compliments assez brutaux. Il soupirait, rêvait, s'absorbait tout à coup.

— Vous êtes vraiment jolie, très jolie, beaucoup trop jolie pour rester seule. Si sérieuse que vous soyez, on ne peut pas empêcher les gens...

— De quoi ne peut-on pas les empêcher ?

— De rien... de rien, dit-il précipitamment, craignant, je le devinai un peu plus tard, que je n'eusse cru saisir une quelconque allusion. Si je n'en étais pas bien loin, j'étais loin en tout cas de m'en effrayer. Mais c'est lui qui s'inquiétait de mon silence.

— Écoutez, me dit-il, pour me détourner de mes possibles arrière-pensées, il me vient une idée que je veux vous exposer tout de suite. Vous avez vu, n'est-ce pas, comment j'ai pris l'escapade de la petite de La Mûre : avec la plus parfaite indifférence. Vous savez d'ailleurs comme je me méfiais d'elle. Je veux bien reconnaître qu'un moment j'ai pu penser à l'épouser. Je reconnais aussi que c'était une folie. Oui, j'étais fou, — ce qui peut arriver à tout le monde, — mais un fou qui gardait sa lucidité. Ce scandale ne m'a pas surpris ; il ne m'a pas même ému. C'est que j'avais beaucoup pensé à vous pendant mon absence et la lumière s'était faite : vous saurez m'aimer cent fois et mille fois mieux que cette écervelée. Seulement, il y a des choses qu'on ne peut pas crier sur les toits. Et par décence, les délais légaux n'étant pas écoulés depuis la mort de votre mari, nous ne pouvons dès maintenant annoncer nos fiançailles... ce qui préserverait entièrement mon amour-propre. Il est toutefois possible de tourner la difficulté. Je ne vous cacherai pas, puisqu'on peut

tout vous dire, que je reste malgré tout agacé, chiffonné par le souvenir de ce goûter que j'ai donné au printemps. Je crains de m'être conduit comme un imbécile et d'avoir trop laissé voir que Sabine de La Mûre me plaisait. Heureusement vous étiez là, presque en maîtresse de maison; cela permettait aux gens d'hésiter. Je l'ai bien vu à la façon dont m'ont parlé de vous quelques personnes, entre autres Mlle de Millebled. D'ailleurs, je vous l'ai rapporté. C'est ce qui me sauve aujourd'hui. Si maintenant je vous affiche ouvertement, joyeusement, on ne pourra plus dire que j'ai un regret quelconque et que je suis vexé. Mais la façon? allez-vous me demander, de vous afficher ainsi presque officiellement sans que cela soit encore officiel. C'est bien simple. Je vais organiser un dîner, un dîner d'une douzaine de couverts que vous présiderez assise en face de moi, à la place qui, dans peu de temps, sera pour toujours la vôtre. J'inviterai la plupart de ceux et de celles qui assistaient au goûter. Voulez-vous que, tout de suite, nous en établissions la liste?

Il appela pour donner l'ordre qu'on lui apportât un calepin, un stylo. — Ce qui aidait à mon impression d'assister aux détails d'une telle journée et non de la vivre, c'était le peu de part que j'avais à y prendre. Pas une fois Romain ne m'avait posé la question qui eût nécessité une précise réponse. A quoi bon m'interroger, puisque de mes sentiments il était bien plus sûr encore que des siens? Rien n'importait maintenant que d'établir cette liste. Sans aucune gêne il montrait son impatience :

— Samedi, oui dès samedi, pour ne pas laisser aux bavardages le temps de se répandre.

Je le regardais, mais à présent sans le bien voir et sans savoir du tout ce que je lui répondais. Ces jugements que je portais sur lui autrefois, ce mépris, je ne me les rappelais pas plus que je ne cherchais à les oublier. L'état d'absence où je me trouvais, et qu'augmentait chaque minute, ne me laissait plus rien distinguer des sentiments ou des choses devenus trop lointains et rapetissés trop misérablement.

— Voyons... Mlle de Millebled d'abord, bien entendu. M. Dubreuil, les Ploque... Les Ploque, méditait Romain, ça vaut-il vraiment la peine?

Ces gens qu'il me nommait diminuaient eux aussi, comme le reste, jusqu'à n'être que des pantins, l'un après l'autre,

tirés d'une boîte et agités devant moi. Les avais-je crus vivants? du moins vivants d'une vie si étroitement nécessaire à la mienne que je dépendais toute de la façon dont ils tournaient vers moi ou détournaient la tête? « Alors, Alvère, alors, le moment est venu. Oui, voici le moment de commander à leur attitude. A ton gré, ils vont lever les bras vers le ciel, plier le genou, faire la révérence... A ton gré, à ton gré, Alvère en robe grise... »

— Que vous êtes donc distraite! remarquait le gros garçon.

Et de nouveau me saisissant la main, il me considérait avec un sourire rempli d'indulgence pour cet excès de plaisir dont je devais être envahie.

Il s'étonna de mon insistance à lui faire inviter la belle Catherine Valernes et ne s'en étonna certes pas plus que moi-même. Voulais-je, par mon triomphe, insulter à cette rivale? Non, non, ce n'était pas dans cette intention... Enfin tout fut décidé, jusqu'à certains détails du menu. Le soleil nous avait retrouvés, nous brûlions. « Rentrons », proposa Romain dont les yeux commençaient à se noyer. Je ne le voulus pas. Il en fut irrité. J'essayai de lui expliquer que maintenant c'est chez moi qu'il me fallait rentrer. Toute la ville devait me savoir ici...

— Toute la ville sait ce qu'elle sait et aussi ce qu'elle ne sait pas, grogna-t-il, après s'être résigné à donner l'ordre de faire avancer la voiture. Si je vous répétais ce que certains imbéciles ont eu le toupet de raconter à mon chauffeur...

— A quel propos?

— A propos de vous. N'allez pas vous fâcher, supplia-t-il, redevenu très inquiet, mais ne pouvant plus se taire. On vous aurait vue entrer chez cet individu, ce Fabrecou, Fabrejou, Fabre je ne sais quoi, le garçon qui fabrique du vin en Algérie et qui a ramené de là-bas cette femme impossible. Le brave Antoine en était indigné. Ah! il l'a envoyée promener, la commère! « Croyez-vous, monsieur, me disait-il, ce que les gens peuvent inventer, tout de même, ce qu'ils peuvent être méchants!... »

Enfin Romain s'était déchargé. Quelque chose aurait manqué au bonheur de sa journée, s'il n'avait pu le faire. Mais ses craintes de m'avoir offensée le rendaient penaud.

— Vous ne m'en voulez pas, au moins, de vous avoir

répété ça? Vous pensez bien que je n'y ai pas cru la moitié du quart d'une seconde. Dites, Alvère, je vous en supplie...

Je tournai vers lui mes yeux grands ouverts et le plus mort des visages. Il l'étudia, effaré, puis éclata de rire.

— Ah!... taquine que vous êtes! Comme vous savez me punir!... Seriez-vous méchante aussi? badina-t-il.

Dans la voiture, je ne pensai d'abord qu'à regarder le dos de cet Antoine qui avait pris ma défense. Par Adélaïde, qui lui portait à boire quand Romain me faisait de longues visites, je le savais brave homme, mais bavard au moins autant que sa femme, c'est-à-dire terriblement. Crédule d'ailleurs. Il fallait, pour qu'il eût protesté (si vraiment il le fit), que l'histoire lui eût paru plus qu'impossible, monstrueuse. M'effrayais-je de ces bruits qui commençaient à courir?... Je me le demandai. Mais comment expliquer cette impression que je découvris et qui était au contraire de leur sourire? D'ailleurs quand je me hasardais, seule enfin après toutes ces heures, à regarder en moi-même, je ne trouvais, dans une immense confusion, rien qui ne me déconcertât. Cette journée, par exemple, cette formidable journée, il me paraissait qu'elle n'avait contenu rien. Une journée comme les autres, la plus insignifiante, même assez ennuyeuse.

Et si l'été qui déjà dansait sur la route, dans sa robe de poussière et de belles ombres épaisses, si l'été qui me tendait par-dessus la vitre baissée son odeur d'herbe chaude et le crépitement de ses grillons en délire me paraissait différent de ce qu'il fut toutes les autres années, c'était pour une raison que j'ignorais peut-être; mais ce n'était sûrement pas à cause de cet aujourd'hui.

***

Mains jointes de ma Guicharde. Éblouissement contenu d'Adélaïde. Et déjà la rumeur des gens, la flamboyante curiosité, les yeux qui prétendent savoir, toute la fièvre étrangère à quoi se chauffe et se parfait un tel genre de bonheur. Les choses s'aggravaient du fait que je gardais le silence.

— Fiancée? avait tout bas imploré Guicharde en me serrant des bras.

— Comment veux-tu que soit fiancée une veuve de huit mois ?

— C'est vrai, mais...

— Chut !

— Encore !

Il avait cependant bien fallu parler de ce dîner, commander à Chanson une robe de plus, ouverte à peine, mais ouverte. Cela suffisait. Chez la mercière à qui j'achetais un ruban, chez l'épicière, la fleuriste, au bureau de tabac où l'on trouve les journaux, on témoignait d'un extraordinaire empressement à me servir ; des sourires m'accueillaient, discrets, mais entendus. Je sortais. Et derrière moi, ici, là-bas, plus loin, partout où je passais, je sentais se former des groupes avertis. Non jamais, quand elle traversait dans sa voiture toute la ville, mon importante grand mère ne dut susciter plus de chuchotements, attirer plus de femmes aux fenêtres, et recevoir plus de saluts. Pourquoi fallait-il que ces manifestations, dont je me fusse réjouie si fort il y a peu de temps, ne me touchassent plus? La gloire?... C'était pourtant une de ses formes. La seule gloire à ma portée, celle que si furieusement j'avais rêvé d'atteindre. J'y atteignais enfin... j'y atteignais. Et voici que j'avais seulement hâte de rentrer chez moi ! Échapper à ces gens ?... Pas même. Si leur attention ne me causait aucun plaisir, elle ne me gênait pas non plus. Comme les splendeurs de Malijaque, qu'ils étaient loin, petits, que je les distinguais mal, aussi mal que tout ce qui se passait en moi ! La stupeur, après la mort de Fabien, qui m'accabla, il semblait que, de nouveau, elle s'abattît sur moi. Je restais pendant des heures assise à la même place. Et j'ignorais mes pensées. Quelquefois l'une ou l'autre s'éclairait un peu : « Où est Sabine? A Lyon ? M. de La Mûre est-il plus malade ? Si je revoyais Romain maintenant, tout de suite, que lui dirais-je ? Et que se passerait-il ? » Cela m'occupait alors jusqu'à l'épuisement. Pour Philippe, si sa présence était en moi, au-dessus, au delà de toutes ces inquiétudes, je ne le savais pas. Sommes-nous conscients de l'air respiré, de la constante, de l'essentielle course du sang à travers notre corps ?

...Oui, que lui aurais-je dit à Romain, si je l'avais revu? car enfin, bien qu'il ne m'eût rien demandé, il y avait cependant quelque chose à répondre. Mais il m'avait prévenue : trois ou quatre rendez-vous d'affaires « d'une importance extrême »

qu'avait retardés son voyage, le tiendraient, jusqu'au samedi, éloigné de moi. L'un de ces rendez-vous était près d'Orange. Le dernier l'obligerait à passer deux jours à Valence. Il reviendrait tout juste dans la soirée du vendredi, trop tard peut-être pour me voir. Dans ce cas, il se dédommagerait dès le lendemain matin. N'aurions-nous pas à parler du dîner qui était pour ce soir-là, et de bien d'autres choses ?

Comme l'industriel qui devait recevoir Romain à Valence tenait beaucoup à venir le chercher dans sa voiture et à le raccompagner, il avait été convenu que l'hispano, dont mon cousin n'aurait pas besoin, serait le vendredi à ma disposition. J'avais en Avignon à faire quelques achats dont Guicharde ne cessait de revoir et d'augmenter la liste : des bas de soie très fins, un collier d'acier bruni (puisque je ne pouvais en ce moment porter d'autres bijoux), un parfum cher, discret. « Il faut que tu sois très belle pour ce dîner », me répétait ma sœur.

Antoine vint me prendre à trois heures. L'arrivée de la grande auto, comme d'habitude, agita toute la rue. Les curiosités furent plus grandes quand on sut que la voiture était vide, qu'elle venait pour moi. Quelques femmes se rapprochèrent même de la porte, guettant mon apparition, comme on guette les mariés à la sortie des églises. Et de nouveau, les saluant, remarquant derrière elles ces têtes aux fenêtres, je me rappelai la « peintresse » qu'une fois j'avais imaginée ameutant par sa glorieuse présence le peuple de Marseille.

...Ce fut la dernière fois que je pensai à elle jusqu'aux quelques instants où, écrivant ceci, j'ai dû me rappeler que cette femme, ses portraits, et tant de louanges imprimées, me firent mourir d'envie. La dernière. L'espèce de somnolence qui suspendait ma vie à la façon dont un arbre, en hiver, paraît se dessécher sur sa sève invisible, acheva de m'engourdir. Ni la route, ni l'arrivée dans Avignon et son tapage ne parvinrent à m'éveiller. Je voyais bien, quand l'hispano s'arrêtait aux portes des boutiques, les gens se précipiter, mais j'apportais à mes achats tant de distraction qu'il fallut deux ou trois fois revenir en arrière. D'ailleurs, j'acceptais sans choisir les conseils des vendeuses. « Bien... Bien... donnez... » Au retour, puisque nous étions venus par la rive gauche du Rhône, je priai Antoine de suivre la rive droite « pour varier » ; mais

c'est seulement à quelque vingt kilomètres de Lagarde que je devins attentive au paysage. J'avais pris dans le filet la carte routière. Je l'étudiais. Et me servant du porte-voix :

— Au prochain croisement, vous tournerez à gauche, puis à droite dans le deuxième chemin.

Antoine stoppa.

— Si madame, dit-il assez étonné, veut bien me passer la carte.

Du doigt, par-dessus la vitre baissée, je lui indiquai l'itinéraire que je venais de choisir. Il protesta :

— Mais, madame, ce sont de très mauvais chemins. Voyez les indications : étroits, montants, descendants, et puis des cassis !

— Ça m'est égal ; au bout on passe devant une propriété que... qui est à vendre et que je veux apercevoir.

— Il faudra s'arrêter ?

— Non, ralentir seulement, quand je frapperai à la vitre.

— Oh ! pour ce qui est de ralentir, madame peut être bien sûre que c'est tout le temps qu'il faudra ralentir, grogna-t-il en repartant.

Je me penchai dès que nous eûmes quitté la grand route. La première secousse m'amusa. Toutes les autres, je ne les sentis pas. Des bergers s'appelèrent et vinrent en courant se percher sur le talus et s'ébahir devant cette machine fourvoyée. Le rétroviseur me laissait entrevoir sous la casquette un visage renfrogné. Dans un creux, une masse d'arbres tacha de sombre le rouge plateau inégal... C'étaient ces arbres dont les feuilles, tout un automne, comblèrent derrière une grille de longues allées vides. Mais ces allées maintenant paraissaient assez propres et les feuilles se serraient, si nombreuses sur leurs branches, qu'à cet endroit la nuit était déjà venue. Je n'eus pas à heurter la vitre du doigt. Des ornières obligeaient Antoine à une rageuse prudence. Et je vis la maison, je vis les lampes allumées, une au rez-de-chaussée, l'autre au premier étage, dans « leur » chambre sans doute. « Ils sont là... » Nous avions dépassé la grille. Le mur est haut, tout balayé, tout écorché par les branches. Plus loin recommença la lumière de ces journées sans fin. Alors, c'était pour cela, pour entrevoir ces lampes ? Pas seulement pour cela... Comment expliquer, alors que depuis quelques jours

je ne pouvais plus être attentive à rien, cette attention tout à coup, ce réveil aux aguets, cette impatiente certitude? Déjà, nous retrouvions le chemin de Lagarde. Antoine rasséréné forçait la vitesse.

— Arrêtez! ordonnai-je dans le porte-voix.

Quelqu'un marchait devant nous très vite; nous l'avions dépassé quand la voiture encore une fois stoppa. Mais le temps, pour Antoine exaspéré de se tourner vers moi, le temps de lui expliquer : « J'ai un mot à dire à ce monsieur », ce « monsieur » était là. Il salua. Il s'éloignait. Je sautai sur la route.

— Puis-je vous conduire, demandai-je, si vous allez à Lagarde? Vous avez l'air si pressé!...

Il recula de quelques pas. Ainsi la voiture nous dissimulait l'un et l'autre.

— Quelle imprudence faites-vous! gronda Philippe Fabrejol. Que voulez-vous qu'aille supposer cet homme?

— Ce qui lui plaira.

— C'est le chauffeur, n'est-ce pas, et c'est la voiture de M. de Buires?

— Oui.

— Alors, je vous en prie...

— Je vous en prie aussi, Philippe.

Au moment même où je redisais son nom, avant qu'il ne l'eût entendu, et que ce grand trouble de l'autre jour ne lui revînt au visage, je vis comme il paraissait las, d'une lassitude moins pensive qu'excédée, l'œil creux frotté de fièvre, la joue mal rasée. Le tourment qu'il portait n'était pas celui qu'il reçut de moi, mais avait quelque chose d'énervé, d'impatient. Cela se gagnait. J'en fus envahie et demandai brièvement, comme si toutes les paroles qui précèdent l'intimité eussent été dites entre nous, qui n'avions dit aucune de ces paroles-là.

— Qu'est-ce que vous avez? Un ennui?

— Non, rien.

Mais tout de suite :

— Si... et pis qu'un ennui. Quelque chose d'assez grave. Vous pourriez peut-être m'indiquer...

Aussitôt il se reprit, tout irrité contre lui.

— Mais non, c'est impossible.

Il frappa même du pied. Le vêtement sportif qu'il portait,

avec ces espèces de pantalons anglais qui sont maintenant de mode, arrêtés à mi-jambe, si laids, si disgracieux, lui allait pourtant bien. Et cette façon qu'il avait de s'emporter lui allait bien aussi.

— Madame, je ne vous prie pas, je vous supplie de remonter dans votre voiture et de vous en aller.

— Quelle indication avez-vous à me demander ?

— Aucune ; je perdais la tête.

— Écoutez, dis-je sérieusement, l'autre jour vous m'avez parlé comme quelqu'un qui s'en rapportait par trop aux apparences et ne me connaissait pas très bien. Si maintenant, vous vous imaginez que je vais bouger d'ici avant d'avoir votre réponse, c'est que vous ne me connaissez pas du tout.

Déjà la douleur qu'il portait devenait une autre douleur, qui crispait moins les traits et les creusait davantage. Et je le voyais de nouveau seulement occupé de moi.

— Ne soyez pas imprudente.

— Vous paraissez pressé. Ne perdons pas de temps.

— C'est vrai.

Et tout à coup, décidé, avec cette promptitude qui était la sienne, quand il reconnaissait que quelque chose devait, ou pouvait être fait :

— Madame Marcedo, ma... ma compagne, est malade depuis hier. Une de ces crises horribles de névralgies du trijumeau à quoi elle est sujette. Le docteur Fardier, ce matin, m'a averti qu'il ne pourrait sans doute revenir de la journée, craignant d'être appelé d'une minute à l'autre pour un accouchement qui s'annonce mal. De fait, nous ne l'avons pas revu. Et l'état de... de la malade vient de s'aggraver. Il y a des piqûres de sedol à faire... Mais elle n'est pas commode. Le mois dernier, pendant une crise analogue, elle s'est tellement débattue qu'en la piquant je l'ai blessée un peu. Depuis, dès que je prends la seringue, elle hurle. Pourtant, il y a urgence... Je viens de passer deux heures vraiment affreuses, attendant le docteur d'abord, et puis ma voiture qui est en réparation et que le mécanicien doit me ramener ce soir. Comme il tardait, je me suis décidé à partir à pied... car il n'y a même pas une bicyclette en état dans cette maison. Il faut absolument que je ramène avant une heure soit un autre médecin, soit une infirmière...

— Vous ne trouverez à Lagarde ni l'un ni l'autre. — Et je parlais comme lui, nettement, brièvement. — Il faudrait redescendre sur Avignon... Orange...

— Trente ou soixante kilomètres!... Autant pour revenir. C'est trop long. Même si j'avais une voiture...

— Alors? demandai-je.

— Alors... je ne sais pas...

Il regardait autour de lui, en respirant vite. Le désarroi donnait à son beau visage grave quelque chose d'incertain, d'éperdu, de presque puéril. Dirai-je que cet aspect nouveau me bouleversa? Non, j'étais au delà du bouleversement. Quelque chose dont la ruine commençait depuis bien des jours achevait de s'user en moi, de crouler, mais à la façon dont croulent des murs de cachot. Tout à coup j'étais libre. Une chaleur, ou une lumière, qui montait du plus profond, qui grisait, me pénétrait tout entière jusqu'au sang, jusqu'à l'âme. Plénitude attendue depuis toujours et reniée parce que j'imaginais ne plus l'attendre. Oui, ce fut là, sur cette route où nous nous tenions l'un devant l'autre, debout, mal cachés par l'hispano à l'angle de laquelle Antoine, penché, risquait de temps en temps un œil, ce fut là!...

— Alors, puisqu'il ne sert à rien que je vous conduise à Lagarde, la voiture va vous ramener chez vous, avec moi. Je sais très bien faire les piqûres. Mon mari m'avait appris. Et j'ai la main légère. Vous direz que je suis l'infirmière. Il y a bien un tablier blanc dans une armoire. Et avec une serviette sur la tête... Si elle souffre vraiment, elle ne se rendra pas compte...

La surprise, l'indignation même, n'arrivèrent pas à masquer sur son visage une espèce de joie si violente, surhumaine, que j'eus peur d'en pleurer.

— Vous n'y pensez pas, protesta-t-il enfin. Les piqûres doivent être faites presque d'heure en heure, car l'apaisement est long à venir. C'est peut-être la nuit à passer...

— Je la passerai. Venez.

— Non... non... répétait-il.

Et cependant, il me suivait.

— Non!...

— Antoine, ordonnai-je en ouvrant la portière, vous allez nous ramener à cette maison, vous savez bien, cette maison

devant laquelle nous sommes passés tout à l'heure, au milieu des arbres.

— Et des ornières, jura l'homme, exaspéré.

— Et des ornières. Montez, monsieur Fabrejol.

Il paraissait étourdi. Quand je le regardai, après quelques minutes, n'ayant d'abord pu regarder que droit devant moi, je vis qu'il fermait les yeux. Plus une protestation, ni un remerciement. Pas un mot.

— Voilà!... dit-il simplement quand l'arrêt brutal devant la grille faillit nous projeter dans la vitre. Il m'aidait à descendre. Au milieu de l'allée, une femme, la jardinière, qui faisait de grands gestes, l'obligea à se précipiter.

— Dois-je attendre madame?

Antoine m'interrogeait avec une goguenarde hardiesse.

— C'est inutile. M. Fabrejol me ramènera avec sa voiture. Prévenez seulement chez moi qu'on ne s'inquiète pas. Je rentrerai peut-être tard... très tard...

Il me regarda plus insolemment.

— Et à monsieur, s'il revient ce soir, que dois-je dire?

— La même chose.

Plus vite qu'il ne m'avait quittée, Philippe revenait vers moi. Déjà l'hispano démarrait, fonçait le long du mur. La seule place élargie où elle pourrait tourner était à cinq cents mètres.

— Ça va plus mal? demandai-je.

— Non, elle crie. Alors, la pauvre vieille Marceline a peur... Mais avez-vous bien dit à cet homme que c'est par pitié, par charité, parce qu'il y a une malade que vous venez ici?...

— Je n'y ai pas pensé. — Et devant son geste navré : — Ne le regrettez pas. Ça n'a aucune importance. Il ne m'aurait pas crue.

La jardinière était retournée près de Mme Marcedo pour lui annoncer notre arrivée. Nous passâmes le seuil. Malgré la chaleur, malgré l'été, ce vestibule d'une maison trop longtemps abandonnée sentait la pierre humide, le bois moisi. Une ampoule à demi morte, jaunâtre dans une lanterne sans vitre, l'éclairait vaguement. Philippe s'arrêta pour me regarder. Cette pauvre lumière éclaira son visage rayonnant et défait. Ensemble, nous montâmes lentement l'escalier.

***

La maison était vaste et c'est seulement dans le couloir que nous entendîmes les gémissements et les cris de la malade. Distrait, comme hors de lui, Philippe me précédait. Je murmurai :

— Mais je ne puis entrer comme cela, habillée de cette façon.

— C'est vrai, dit-il.

Et debout devant moi il me regardait encore longuement, comme s'il avait tout le temps d'une telle contemplation. Enfin il se passa la main sur le front en répétant :

— C'est vrai ! Attendez. Je vais vous envoyer Marceline. Elle vous donnera le nécessaire.

A grands pas il gagna le fond du couloir, entra dans la chambre. Les cris cessèrent. Je prêtai l'oreille. Philippe parlait si doucement que cela me fit mal. Mais je n'entendis plus rien parce que Marceline en venant vers moi refermait la porte. Elle m'emmena sur le palier, dans une sorte de lingerie qui dut être parfaitement tenue et que Mme Marcedo n'avait pas eu le temps de trop mettre en désordre. J'y découvris parmi les tabliers une blouse de femme de chambre, à peine filetée de bleu, que je passai sur ma robe. Je m'occupai ensuite de serrer mes cheveux dans une serviette. Marceline me détaillait, méfiante, l'œil aigu. Un sourire déplaisant tirait sa bouche sans lèvres et lui ridait les joues.

— Vous n'êtes pas une vraie infirmière, dit-elle enfin.

— Pourquoi ?

— Parce que vous auriez avec vous tout votre fourbi. Et puis je vous reconnais. Je vous ai vue un jour au marché de Lagarde. On m'a même dit votre nom ; mais j'ai oublié.

— Je m'appelle Mme Gourdon.

— Peut-être bien.

— La veuve du docteur Gourdon, précisai-je.

— Ah ! oui, alors, c'est ça. La veuve d'un docteur...

— Vous voyez que vous pouvez être tranquille pour votre malade. La femme d'un docteur, c'est un peu une infirmière.

— Si on veut, dit Marceline. En tout cas, monsieur vous a ramenée bien vite.

— Je passais sur la route, en voiture.

— C'est une chance, remarqua-t-elle.

Et je vis que, comme Antoine, elle avait son idée. Rien ne la détromperait plus. S'il était nécessaire que demain elle se rendît à Lagarde, j'imaginais les commères rassemblées au seuil de l'épicerie, de la pharmacie. Ma curiosité de les entendre était aussi petite et vague que si je n'eusse jamais connu la femme que, sans retard, elles mettaient en pièce. Mais Philippe appelait à voix basse.

— Oui, je suis prête. Je viens.

Il ne parut même pas remarquer mon déguisement (d'ailleurs le palier n'était éclairé que par le vestibule et le couloir ne l'était pas du tout), mais tandis que nous nous hâtions vers la chambre, il ne cessait de murmurer ardemment :

— Je vous demande pardon... pardon... pardon...

Devant la porte, il la poussa vivement comme pour n'avoir plus à réfléchir et entra le premier.

Dans le grand lit de cuivre, une créature vautrée dont la hanche soulevait le drap, laissait pendre ses bras jusqu'au sol et ne cessait de gémir. Ses cheveux lui couvraient tout le visage et la plainte qui sortait de cette sombre masse crépelée avait quelque chose d'animal. Philippe se pencha sur elle. Il souleva la tignasse sur un profil jaunâtre et crispé, à l'œil clos.

— Voilà madame... voilà l'infirmière qui vient pour te soigner, dit-il avec la douceur qui m'avait déjà blessée.

Le tutoiement me blessa davantage. Il le vit. Ses yeux continuaient à me demander le pardon que sa voix implorait dans le couloir. Il me fallut un effort immense. « Mon Dieu, que mon mal et celui de Philippe cessent de m'être sensibles! Que la force me soit donnée de considérer seulement cette autre souffrance! » Enfin je pus saisir ce poignet brûlant. Un œil que je qualifierai plutôt « d'énorme » que « d'immense » me fixa sans me voir. La tempe brillait d'une sueur que Marceline venait d'essuyer et qui déjà ruisselait. Sous la joue blême, tachée seulement à la pommette d'un rouge de feu, la mâchoire se serrait. « Trente-sept, trente-huit... » Je comptais les pulsations, ce qui, dans un pareil moment, ne servait pas à grand chose. Mais cette minute m'était donnée encore. Ensuite, ma voix serait peut-être ferme et le frisson qui me glaçait tout le corps, qui secouait mes genoux, qui me faisait mal, s'arrêterait peut-être.

Il s'arrêta et je pus assez tranquillement dire à Marceline :

— Donnez-moi de quoi me savonner les mains. Et le coton, l'alcool.

C'est Philippe qui brisa la pointe de l'ampoule. La seringue remplie, il alla jusqu'au pied du lit, s'y appuya ; et je sentais l'imperceptible tremblement de ses grandes mains sur la barre de cuivre, pendant que j'enfonçais l'aiguille dans cette chair rivale.

— Venez, me souffla-t-il, quand la malade eut fermé les yeux.

Je mis un doigt sur ma bouche.

— Elle ne dort pas encore.

— Marceline restera ici. Elle viendrait nous chercher...

— Je vous assure qu'il vaut mieux ne pas nous éloigner.

— Bien, dit-il.

Nous nous assîmes donc de chaque côté de ce lit, qui nous séparait. Des gémissements en montaient encore. Quelquefois, Philippe se levait et sur la pointe des pieds, allait jusqu'à la fenêtre, y collait son front. La nuit était venue. Marceline nous épiait, assise elle aussi, mais au fond de la pièce. Un peu plus tard Philippe lui donna, tout bas, un ordre et l'expédia. Mais délivrés de sa méfiante présence nous ne fûmes pas seuls. La malade se tournait et ses plaintes retrouvaient leur force. Cependant il eût été dangereux de pratiquer dès à présent une seconde piqûre. Philippe essayait de le lui faire comprendre. Alors, enragée de souffrir, elle se cramponnait à lui, se soulevait.

— Reste là... reste là... Dis que tu m'aimes, dis-le... L'infirmière?... qu'est-ce que tu veux que ça me fasse? Elle en entend bien d'autres. Serre-moi... serre-moi... embrasse-moi.

La voix était presque enrouée et sourdement voluptueuse quand les élancements affreux laissaient au cerveau torturé un peu de répit. Quelquefois, elle répétait :

— Je veux mourir!...

Elle disait aussi souvent :

— Je ne veux pas mourir.

Et les énormes yeux noirs, tout à coup dilatés, dévoraient Philippe de telle sorte qu'il lui était impossible de détourner vers moi son regard.

Marceline reparut, annonçant que tout était prêt et que « je pouvais descendre manger ». Je ne le voulais pas. Mais Philippe insista de telle sorte, avec un tel visage, que je compris le soulagement qu'il éprouverait à me voir m'éloigner. La vieille me guida vers la salle à manger et elle restait debout, m'observant encore, tandis que, sans toucher à rien, je regardais moi-même stupidement l'omelette et le jambon, les fruits, les gâteaux secs.

— Mangez donc ! Qu'est-ce que ça peut vous faire qu'elle ait si mal ? Vous devenez pâle comme si c'était quelqu'un de votre famille. Moi, quand je l'entends crier, ça m'énerve, pas plus. Mais d'ici on n'entend rien, on est tranquille.

Elle se penchait, les mains à plat sur la table, des mains déformées, aux ongles ras, qui me faisaient penser aux mains de Guicharde. Et je la sentais toute prête aux confidences, à la complicité. Je crus deviner qu'elle n'aimait guère Mme Marcédo. Allais-je l'interroger ?... La basse tentation ne fit que m'effleurer et mon silence irrita la bonne femme. Elle attendit un peu, espéra presque quand j'eus doucement reposé ma fourchette avec la parcelle de jambon que je ne pouvais me résoudre à avaler et mécontente, hostile, quitta enfin la pièce. Seule, je bus un verre d'eau et je ne souhaitais que remonter tout de suite ; mais, par pitié pour Philippe, il fallait rester absente encore un peu de temps.

J'essayai donc de regarder autour de moi, de m'intéresser au buffet d'acajou, à la desserte Louis-Philippe, aux obscures natures mortes qui décoraient les murs : « Mais pourquoi ? me demandai-je tout à coup. Quel besoin de cette évasion ? C'est le moment au contraire de m'émerveiller... oui... de m'émerveiller, si torturée que je puisse être, plus torturée cent fois que celle qui est là-haut, de m'émerveiller... » J'appuyai mes mains sur mon front. Des pas au-dessus de moi me tirèrent de ce recueillement ébloui. Une vague plainte me parvint aussi et je compris que la chambre, au premier étage, devait correspondre exactement à la salle à manger. Philippe, en ce moment, comme il l'avait fait tant de fois, s'approchait de la fenêtre. Alors, les mêmes gestes qu'il faisait là-haut, je les répétai. Je me levai aussi. J'appuyai mon front aux vitres. Si belle que fût la nuit, je n'osais pas ouvrir (Dieu sait quels grincements eussent peut-être fait tressaillir cette

maison inconnue). Mais, comme Philippe devait la regarder, je regardais l'allée. Une lune naissante y révélait l'ombre des feuilles. Le fourmillement du ciel trouait les grands platanes. Un rosier peu à peu devenait plus net. Je le fixais. Je savais que Philippe le fixait aussi. Et à mesure que la lune les touchait davantage, je voyais mieux comme ses branches étaient fléchissantes, comme elles fléchissaient sous le poids de nos regards réunis.

Derrière moi l'horloge, dont le gros balancier de cuivre battait si fort, sonna des coups nombreux que je ne comptai pas. « Quelle heure doit-il être ? me demandai-je sans même avoir l'idée de me tourner vers le cadran. Déjà tard, très tard. » Le bruit m'avait à demi tirée de mon rêve. Si bien perdue que je demeurasse au fond de ce jardin où je n'étais pas seule, je pensais à ma maison, à Guicharde. Pour la première fois, je réalisais la stupeur, le chagrin qu'avait dû provoquer le retour d'Antoine. Et si quelque voisine, revoyant la voiture, s'était avancée... si elle avait entendu... L'homme ne dut sûrement pas descendre de son siège et, plus sûrement encore, il prit plaisir à ne pas baisser la voix. Déjà toute la rue était en rumeur. Des gens ne se coucheraient pas, voulant connaître l'heure de mon tardif retour. Et le scandale demain éclaterait comme jaillit brusquement, dans un bruit de tonnerre, la fleur enflammée de l'aloès.

« Pauvre Romain !... pensai-je avec une mélancolie que n'inspirait en rien mon propre destin, quel bonheur de l'avoir obligé pour ce dîner à inviter Catherine Valernes ! Comme je l'ai consolé de Sabine, elle le consolera de moi, tout de suite et bien mieux, car elle ne se fera pas prier pour lui dire qu'elle l'aime, ce que je n'ai jamais dit. Mais je savais donc, quand j'ai tant insisté pour que cette belle fille fût sur la liste?... Oui, je savais déjà... Et je savais aussi qu'il souffrira très peu. C'est moi la seule victime. Je viens de sacrifier tout. Et pour rien. Jamais Philippe ne quittera cette femme. D'ailleurs s'il la quittait, il ne serait pas lui. J'ai vu comme elle l'adore. Il lui parlait doucement et elle avait jusque dans sa voix de malade épuisée de ces notes un peu rauques qui troublent les hommes. J'ai lu cela une fois. C'est peut-être vrai. Bientôt ils repartiront. Et ce sera fini. Mais l'autre jour aussi, en sortant de chez lui, je croyais que c'était fini... Non, je ne le croyais pas. Et ce

soir ?... » Une grosse mouche, qui venait de se prendre dans une toile d'araignée à l'angle du plafond, bourdonnait affreusement. Dans le jardin, d'autres rosiers s'éclairaient. « La victime », répétais-je. Le souvenir de mes trop faibles études ne vient pas très souvent à mon secours. Pourtant, je me rappelai une phrase de mon histoire ancienne : « La victime était couronnée de fleurs, vêtue de blanc »... Et je respirais sur moi le parfum de ces fleurs. Et je sentais le poids de ces vêtements magnifiques.

Derrière moi, quelqu'un ouvrit la porte, et alors les plaintes me parvinrent avec autant de violence qu'au moment de mon arrivée. « Monsieur dit que peut-être bien on pourrait faire maintenant la deuxième piqûre », grommela Marceline. Je montai en courant. Philippe était assis près du lit. Comme moi tout à l'heure, il tenait sa tête dans ses mains. Était-ce à cause de ces cris ? Je ne le crois pas. J'eus l'impression que pendant de longs moments il cessait de les entendre, et j'entrais pendant un de ces moments-là. Il n'entendit pas non plus la porte s'ouvrir et se refermer. Il ne bougea pas tout de suite. Quand ses mains s'écartèrent, ce fut sur un visage qui n'était plus le sien, blême, sans chair sous la peau, usé jusqu'à l'os. Il m'effraya d'abord, mais, à le regarder mieux, je vis que cet aspect consumé était dû à une espèce de feu intérieur qui transparaissait ainsi, qui rayonnait. Et je sus que nous nous étions bien réellement retrouvés au fond du jardin nocturne et que le mot bonheur ne suffit pas quand il s'agit de désigner ce qui est au delà du bonheur.

Maria Marcedo serrait si fort ses paupières que ses yeux s'enfonçaient comme ceux d'une face morte. Sans les ouvrir, elle hurla quand je lui touchai le bras : « Pas toi !... Pas toi !... » Et Philippe dut l'assurer que ce n'était pas lui qui opérerait. Sa pitoyable douceur se faisait plus douce encore, mais désormais ne me blessait plus. Après la piqûre, je le priai tout bas d'aller à son tour se restaurer. Il y consentit, mais ne dut comme moi que boire un peu, car il remonta presque tout de suite. Nous reprîmes notre place de chaque côté du lit. Et Marceline était à son poste au fond de la chambre. Même un regard qui avouerait quelque chose nous était défendu. Non... pas même ce secours, pendant de si longues heures ! La fenêtre se trouvait derrière Philippe, en face de moi. La lune

y coulait si claire que je voyais le ciel et les branches. Une nuit d'été, avec sa lumière, ses grillons, le cri tendre et flûté de ses oiseaux nocturnes. Comme on les entendait, dans ce grand silence! Était-ce pour leur répondre que la malade, quelquefois, se remettait à gémir?

Tous ces bruits, ces murmures... Mais n'étaient-ce que des bêtes? Non! des gens murmuraient... De longs appels de chouettes? Une plainte subite de femme?... Non, non, c'étaient des rires, de grands rires, c'était une petite ville éclatant tout entière de sa gaieté méchante : « Minuit!... Une heure du matin! Est-elle rentrée? Pas encore. Quand on va la revoir, quelle tête osera-t-elle faire? » — Oh! bienheureuse nuit où se défaisait ma gloire! Là-bas, tant de curiosités féroces guettant l'aube, tant de chapeaux se préparant, quand je passerai, à tenir bon sur les têtes; cette somme énorme de moqueries qu'un travail mystérieux accumulait déjà au fond des boutiques pour que les matinales ménagères en fussent abondamment servies, quand elles reviendraient « au » lait et « au » pain ; et cette nuée, ce tourbillon qui s'élèveraient dans les maisons des riches, à l'heure de l'époussetage et du café au lait, quand la femme de chambre de Mlle de Millebled ou celle de Mme Ploque viendrait chuchoter : « Si mademoiselle (ou si madame) savait... Il paraît que Mme Gourdon... Deux fois déjà, elle était allée le trouver dans sa maison de ville, ce M. Fabrejol. Et voilà maintenant qu'elle a passé la nuit... » — Ici, cette chambre étouffante, cet air épaissi de fièvre, cette femme prostrée dont la main reposait maintenant dans celle de son amant. (Et lui, de son autre main, de nouveau, se couvrait le visage.) Perdue là-bas... Plus qu'étrangère ici où je ne reviendrais jamais. Et cependant, quelle joie même la plus ardemment, la plus follement imaginée, quelle joie pourrais-je comparer à cette ivresse, à cette fièvre qui grandissaient en moi, à ce rassasiement qui n'aurait plus de fin?

L'apaisement total ne se produisit qu'après la troisième piqûre. Alors la malade s'abîma dans un sommeil absolu, presque sans souffle, qui durerait jusqu'aux dernières heures de la matinée. Philippe, d'autorité, envoya Marceline se coucher. Bien qu'elle eût comme nous, après minuit, pris deux tasses de café, la vieille, à présent, dodelinait de la tête. Elle entr'ouvrit ses yeux gonflés, nous sourit. « Oui, oui, semblait-

elle dire, toute somnolente, inconsciente, je vais vous laisser tranquilles. » Elle s'en alla, un peu de travers, touchant de l'épaule le mur du couloir et Philippe, laissant entr'ouverte la porte de la chambre, ouvrit, juste en face, une autre porte.

— C'était la chambre de tante Adeline. Elle l'aimait à cause de la vue. Personne n'y entre jamais, précisa-t-il. Je le défends.

L'électricité au plafond refusait de fonctionner. Il ne put allumer, dans un coin, qu'une faible lampe habillée de cretonne épaisse. Le lit bateau avec ses rideaux d'autrefois, la pendule et son globe sur la lourde commode furent éclairés à peine ; mais une pâleur naissait derrière la fenêtre et cette moribonde lumière ne la détruisait pas.

— Asseyez-vous, murmura Philippe.

Il resta debout près de moi, contre moi. L'un de nous deux avait recommencé doucement à trembler, ce qui faisait trembler l'autre. Je ne levai pas la tête ; je ne le regardai pas ; mais soudain son visage fut au niveau du mien, tout près du mien, parce qu'il s'était mis à genoux.

— Alvère, que puis-je vous dire ?...

— Ne dites rien, Philippe.

Et j'eus sur mes genoux à moi le poids de son front, ce poids lourd et délicieux comme tout ce qui, depuis que j'étais entrée ici, me comblait, m'écrasait. Je le touchais, je touchais les cheveux, la peau que sur l'os dur crispait la pensée, la tempe où battait le sang ; j'avais au creux de mes deux mains toute cette vie chaude et grave. Il se souleva ; ses bras me saisirent, fléchissante :

— Et maintenant, gémit-il, maintenant ?...

— Maintenant, je sais que vous êtes et vous savez que je suis. Maintenant va commencer l'attente bienheureuse...

Le fond obscur de la chambre était devenu rose. Toujours dans ses bras et sa joue contre la mienne, je me tournais à demi. Il n'y avait pas d'arbres derrière cette fenêtre et il n'y avait plus de nuit. Le jardin nu ici rejoignait le plateau et le plateau s'étendait jusqu'à toucher le soleil qui s'annonçait, qui montait, qui allait jaillir. Quelques cyprès obscurs flottaient dans un brouillard d'or, lambeaux de nuit qui restaient là, lambeaux auréolés de la rayonnante nuit.

* * *

Si j'avais écrit un roman, et qu'il fût bien fait, je sais parfaitement qu'il ne devrait pas finir encore. Il faudrait maintenant raconter mon retour à Lagarde et le désespoir de ma sœur, ses reproches, ses pauvres questions qui cherchaient à comprendre :

— Alors, c'est ce M. Fabrejol que tu préfères épouser ?

— Je ne puis pas l'épouser, il n'est pas libre. D'ailleurs, il repart cette semaine...

— Mais alors, tu es folle et plus que folle. Sais-tu que Romain est arrivé hier soir ? Antoine lui a tout dit. Aussitôt, il est venu ici, vers les minuit, mais tu penses bien que je n'étais pas couchée. Quelle fureur !... Il ne veut plus de toi. Tu as perdu ta vie...

— Je l'ai gagnée, ma Guicharde.

Chers yeux pleins d'une stupeur tout à coup éblouie, chères larmes sur mon épaule !

— Bien sûr que si tu l'aimes... Oui, je ferais comme toi... Quand j'imagine l'amour... Oh ! ma petite, tu verras comme je vais te défende.

Déjà elle partait en guerre. Et cette guerre aussi, qu'elle soutint, il faudrait la raconter ; et ces insolences subies, ce vide autour de nous ; et le mariage de Romain avec Catherine Valernes. A quoi bon ?

A quoi bon ? J'ai dit l'essentiel. Même le jour, après de longs mois, où Philippe m'écrivit qu'il était libre et même cet autre jour où il vint me chercher, même notre union présente que perfectionne chaque journée, rien n'a valu, rien ne vaudra l'instant où, renonçant à tout, à moi comme à lui-même, au seuil de sa maison, je sentis que mon destin était fixé et mon cœur rassasié.

André Corthis.

HISTOIRE D'UNE CRISE POLITIQUE

LE GLISSEMENT DE L'ÉTAT

VII (1)

LA NOUVELLE ESPÉRANCE

La faculté d'espérer est admirable chez les Français. C'est pourquoi les pires erreurs ne les abattent pas. Ils ont beau les payer cher, s'exposer à la ruine et livrer leurs enfants au péril de mort : ils se remettent à l'ouvrage. Le cardinal de Richelieu, dans son *Testament politique*, fait cette remarque : « Si notre inconstance naturelle nous jette souvent en des précipices effroyables, notre légèreté même ne nous permet pas d'y rester et elle nous en tire avec une telle promptitude que nos ennemis ne pouvant prendre une juste mesure de variétés si fréquentes, n'ont pas le loisir de les mettre à profit. » Ces maximes sont très consolantes, et elles sont agréables à méditer dans les temps difficiles.

Mais il serait imprudent d'abuser du réconfort qui se trouve dans l'art du rebondissement. La part laissée à la chance est un peu grande. En outre, dans une époque de civilisation matérielle et de rapports internationaux très étendus, le temps est un facteur dont il faut tenir rigoureusement compte. Les mouvements d'opinion ne se font et ne se défont pas si vite qu'on croit. Les équipements d'usines et les fabrications utiles ne s'improvisent pas. Nous avons fait sur ce sujet des expériences qui ne sont pas très anciennes. La guerre de 1914 s'est prolongée parce que les Alliés, qui ne s'y étaient pas pré-

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 15 décembre 1933, des 1er mai, 1er août et 15 octobre 1934, et du 1er janvier 1935.

parés, ont dû fabriquer le matériel qui leur manquait. La crise monétaire de 1926, provoquée par la folle politique du Cartel et conjurée par Raymond Poincaré, ne s'est pas terminée sans une perte de substance, et pour appeler les choses par leur nom, sans une faillite partielle, et après des années les dégâts ne sont pas entièrement réparés. Il est beau assurément de pouvoir rétablir les affaires quand le danger est là. Mais chacun de ces rétablissements exige des efforts souvent épuisants. Il est bon aussi de prévoir et de prévenir le danger.

Quand M. Gaston Doumergue a pris le pouvoir en février 1934, tout dégringolait à grande allure. Dès novembre, le plus mauvais moment étant passé, les politiciens étaient déjà fatigués d'être sauvés et M. Doumergue était exécuté dans l'ombre par ceux que Clemenceau appelait les muets du sérail. M. Flandin, qui a succédé, se retrouve à peu près au point où était M. Doumergue. C'est-à-dire au moment où il est indispensable de faire quelque chose. De novembre à fin avril M. Flandin a navigué. Dès le début de juin, et même auparavant, il devient manifeste que l'action est nécessaire, que les finances en particulier exigent un choix, une volonté, une politique... Où ira-t-on ? Quelle direction prendront les pouvoirs publics ? Les fausses manœuvres auraient les plus dures conséquences. Il n'y a plus. de place pour les sottises. De là naît la nouvelle espérance. Les événements imposent ce que les hommes n'ont pu ou su faire.

LE DILEMME DE M. FLANDIN

En quelques mois, M. Pierre-Étienne Flandin s'est donné beaucoup de mal : finalement, il a éprouvé autant de déceptions qu'il en a causées. Plus instruit que beaucoup de politiciens, ayant la pratique des affaires, ayant le goût de l'autorité, M. Flandin, préparé dès longtemps par ses amis et par lui-même aux honneurs consulaires, semblait plus propre que d'autres à les remplir. On se rappelait une séance de nuit où devant l'Assemblée, fanée par l'insomnie, à la fois nerveuse et assoupie, M. Flandin frais et dispos avait prononcé un réquisitoire éclatant dont M. Blum avait longtemps souffert. Ce souvenir hantait toutes les imaginations, celles des amis de M. Flandin et celles de ses adversaires. Une des déforma-

tions dues à notre système électif, c'est que les mérites parlementaires sont immédiatement transposés en mérites de gouvernement. Combien de ministres, à commencer par Aristide Briand et Viviani, ont eu des triomphes, dès qu'ils parlaient à la tribune, et des échecs, dès qu'ils agissaient !

M. Flandin était cependant assuré au départ de bien des indulgences. Sur lui sans doute, et c'était un souvenir lourd à porter, pesait le péché originel de son ministère. M. Doumergue, tout le monde le savait, n'avait pu être si aisément sacrifié que parce que M. Herriot, champion des adversaires du président du Conseil, avait trouvé en M. Flandin un associé. En d'autres temps, cette conjuration des survivants du Cartel avec les amateurs de concentration aurait été sévèrement jugée et elle aurait beaucoup gêné la carrière de ceux qui y participaient. Mais nous étions alors dans des semaines troubles. Le départ de M. Doumergue causait une vive inquiétude. Le retour du Cartel était considéré certes comme impossible, parce qu'il aurait mené à des catastrophes. Mais les agitations cartellistes paraissaient à elles seules nocives. M. Flandin bénéficiait donc du fait accompli. Il succédait. Il succédait tout de suite et sans les incertitudes d'une crise. Il passait pour semi-modéré. Il maintenait l'union chère à M. Doumergue. S'il perdait la collaboration d'un homme tel que M. André Tardieu, il gardait deux ministres d'État qui se faisaient vis-à-vis, M. Louis Marin et M. Édouard Herriot. On ne lui en demanda pas plus. Et on attendit la suite.

Le nouveau président du Conseil eut même la faveur marquée d'une grande partie du monde de la Bourse, d'une grande partie du monde industriel et commercial. Ce n'est pas un fait exceptionnel et presque tous les gouvernements ont l'appui de ces mêmes groupements. Ce qui fut significatif et d'ailleurs assez étonnant, c'est l'empressement chaleureux de tout ce monde d'affaires opportuniste, qui a peu de doctrine, qui sert des intérêts respectables et considérables, sans avoir toujours la philosophie saine et bien définie qui serait naturelle. Du jour au lendemain, il fut décidé que M. Flandin représentait de vastes espoirs. Quelques observateurs qui savaient avec quelle facilité ces mêmes groupements soutiennent aux élections leurs adversaires et viennent au secours des partis qui les combattent, se demandaient, non sans raison,

si cette adhésion zélée serait pour le nouveau gouvernement une grande force. Un des tristes mystères qui expliquent la politique française et les progrès des partis de désorganisation, c'est l'horreur congénitale pour l'opposition, c'est une survivance de l'esprit courtisan, c'est la faiblesse et le manque de principes de milieux que tout désignerait pour être les meilleurs appuis des centres nationaux et que les préjugés libéraux transforment en fourriers du désordre social.

Fort de tant d'amitiés, M. Flandin avait donc tout l'air d'un homme qui peut faire ce qu'il veut. Or il apparut, tout au contraire, sous les aspects d'un homme qui, en toutes circonstances, était obligé ou d'imiter M. Doumergue et de s'exposer au même sort, ou de durer en ignorant les leçons de M. Doumergue et en s'éloignant de l'intérêt général. Ainsi d'ailleurs le voulait la logique de la situation : ou il fallait s'appuyer sur la nation pour convaincre le Parlement et au besoin lui tenir tête, ou il fallait satisfaire le Parlement et immédiatement mécontenter la nation.

LE SAUVETAGE DES RADICAUX

Si M. Flandin avait pu faire une opération magique, n'en doutons pas, il aurait choisi de plaire à la fois à la nation et au Parlement. Ne pouvant concilier les contraires, il s'est résigné : il a ménagé le Parlement plutôt que l'opinion nationale. Opération sans faste, facile et qui donne quelques mois de ministère. Son grand défaut est de ne rien régler.

La méthode adoptée par le Gouvernement a été très rapidement discernable. Avec M. Doumergue, il était question d'équilibre du budget, de réforme de l'Etat, d'indépendance du pouvoir exécutif, d'autorité. Avec M. Flandin, les problèmes se trouvèrent bientôt repris en termes parlementaires usagés : il était question de majorité, il était question d'alliances en vue des scrutins, il était question d'élections municipales et de favoriser le retour des maires mal en point. C'était fatal. Du moment que M. Flandin cessait de faire comme M. Doumergue et de s'adresser au Parlement en chef de gouvernement, suivi par toute la nation, il redevenait l'instrument et sinon tout de suite l'esclave, du moins le serviteur dudit Parlement.

Dès lors, l'objet de la politique était changé. M. Gaston Dou-

mergue s'était proposé d'amener le Parlement à la politique nouvelle que voulait la nation. M. Flandin était conduit à renverser les termes, et à pratiquer, en dépit des vœux de la nation, favorable à un assouplissement et à un rajeunissement, la vieille politique parlementaire favorable aux partis en place. Il ne s'agissait plus du salut de la nation. Il ne s'agissait plus que du sauvetage des radicaux.

Qui pourrait croire que ce modeste succès suffit à combler les rêves de M. Flandin? Que M. Flandin ait eu d'autres pensées, cela est certain. Que pratiquement il ait été peu à peu transformé en instrument de règne par les radicaux, c'est bien à craindre. En tout cas, l'histoire de son ministère incline à le croire. Toutes les fois qu'il a fallu prendre parti, le gouvernement s'est inspiré des préférences radicales, du parti malade de la rue de Valois et des loges maçonniques. Assoupissement de l'œuvre de justice, que l'opinion attendait comme conclusion des affaires Stavisky, Lévy, Dubois, etc. Manœuvres destinées à éviter toute manifestation de sentiments trop vifs à l'occasion de l'anniversaire du 6 février. Abandon progressif de toutes mesures servant la réforme de l'État. Tout le mouvement du 6 février a été autant que possible canalisé, affaibli, réduit à rien.

On peut supposer que M. Flandin subissait et qu'il n'avait pas voulu cela. Mais voici qu'au mois de mars M. Flandin est entré en scène lui-même et qu'il a travaillé aux élections municipales. Pour la plupart des lecteurs, l'accord de l'Alliance démocratique et du parti radical n'évoque rien. Il faut savoir en effet que l'Alliance démocratique, dont le plus illustre chef fut M. Adolphe Carnot, et dont les dignitaires furent M. Poincaré et M. Barthou, représente un de ces groupements intermédiaires très bourgeois au fond, et petit bourgeois plus que grand bourgeois, défenseur de certains principes de gouvernement, mais animé de passions laïques et égalitaires, avec une dose légère d'anticléricalisme. Dans des temps très anciens, le parti se montra plein d'indulgence pour M. Combes, en qui il supportait le successeur de Waldeck-Rousseau. Dans des temps moins anciens, il se montra sans haine vigoureuse à l'égard du Cartel, et le groupe de la gauche radicale permit même en 1924 et 1925 à M. Herriot et à ses successeurs de survivre quelque temps aux ravages qu'ils accom-

plissaient. Ce même parti contient d'ailleurs des membres beaucoup plus décidés et beaucoup plus modérés qui n'ont jamais craint de dire ce qu'ils pensaient du radicalisme, mais qui n'ont pas toujours été écoutés.

Depuis longtemps, M. Flandin a l'idée de marier ce parti au parti radical. C'est une singulière idée. Mais il y tient. Jadis il a été battu à un congrès à Dijon, quand il a voulu le faire adopter. Il avait toujours échoué dans cette entreprise. La présidence du Conseil lui donnait une occasion qui ne se retrouvera pas. Et nous avons eu, au sujet des élections municipales, le message officiel de cette alliance qui a eu beaucoup de peine à se faire. C'est un demi-succès pour M. Flandin. Lorsqu'il a prononcé son discours à Vincennes, il y a quelques semaines, M. Flandin aurait désiré faire quelque réclame à cet accord sensationnel. Il ne le put, et son discours en a quelque peu souffert. Il est arrivé, en effet, dans différentes villes, que les militants locaux de l'Alliance, beaucoup plus vigoureux et nets que leurs chefs de Paris, ont refusé de marcher avec les radicaux qui les ont combattus et qu'ils ont aussi cherché à combattre. D'ailleurs, même unis, les adhérents de l'Alliance et les radicaux ne représentent la majorité ni à la Chambre, ni dans le pays. Pour gouverner il leur faut un appoint. Les radicaux ne consentiront pas à le trouver chez les modérés de la Fédération que préside M. Marin. Les membres de l'Alliance ne consentiront pas à le trouver chez les révolutionnaires amis des radicaux. Alors à quoi mène l'accord de M. Flandin et de M. Herriot? Il représente exactement cet opportunisme parlementaire dont la nation ne veut plus.

Il est probable d'ailleurs que si les radicaux en certaines circonstances limitées l'ont accepté, c'est en raison de la crise exceptionnelle dont ils souffrent. L'affaire Stavisky a porté au parti radical un coup terrible. Où sont ses dignitaires? Chautemps et Daladier sont les héros d'une politique qui s'est effondrée. Les personnages secondaires, les Bonnaure, Garat, Hulin, Renoult et autres, qui jadis occupaient l'estrade d'honneur des Congrès, sont bien compromis. Peut-être des conseillers subtils ont-ils dit à M. Flandin, comme dans Shakespeare : « Tu seras roi. » Prophétie très douteuse. Les radicaux n'empruntent pas volontiers ailleurs leurs chefs, et même quand ils les empruntent, ils ne les suivent pas long-

temps. Ni Briand, ni Viviani, ni Painlevé, n'ont été vraiment adoptés. Ce qui est bien plus probable, c'est qu'il y a, dans le parti, des radicaux qui sentent le besoin d'une refonte complète et qui pensent que les anciennes formations ont fait leur temps. Et ce qui est certain, c'est que depuis six mois rien n'a été fait contre le glissement de l'État. M. Mandel a prouvé, il est vrai, que sous son ministère les postes et télégraphes cessaient d'être ingouvernables. Nous l'en félicitons. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps. Rien n'est sorti de la tentative de sauvetage des radicaux qui soit favorable à l'État. Les élections municipales ont révélé une grande atonie.

LA DÉFENSE DES FRONTIÈRES

La politique extérieure offrait au Cabinet Flandin une occasion magnifique de prendre une attitude nette et de faire œuvre utile. Le 16 mars 1935, l'Allemagne a officiellement annoncé qu'elle armait et qu'elle rejetait le traité de Versailles. Ce jour-là, elle a lancé un défi à l'Europe. Toutes les nations ont compris qu'il leur fallait veiller à leur sécurité. Même celles qui ont prolongé au delà du vraisemblable les illusions sur les garanties de Genève et sur les desseins allemands, comme l'Angleterre, ont dû constater les réalités dangereuses qui s'imposaient à leur attention, et prendre des mesures.

Comment a agi le Cabinet ? Nous reconnaîtrons bien volontiers ce qu'il a fait, et nous regretterons seulement qu'il n'ait pas fait davantage. Là encore, la politique intérieure et le souci de ménager l'amour-propre radical sont intervenus. Le 1er mars, le maréchal Pétain s'était prononcé avec éclat, dans un article que la *Revue* a publié, et il avait indiqué quel était le seul moyen d'organiser l'armée en prévision des classes creuses. L'appel du maréchal Pétain avait été entendu et compris de tous. Si le lendemain un gouvernement avait proposé le vote d'une loi qui était nécessaire, il aurait peut-être été l'objet de quelques critiques révolutionnaires. Mais il n'aurait rencontré aucune difficulté sérieuse. La nation entière était éclairée.

Le gouvernement a manqué de force et d'à propos. Il n'a pas osé. Il s'est contenté de garder la classe sous les drapeaux et d'annoncer qu'il garderait le contingent prochain. Ce subter-

fuge lui a valu de bien médiocres compliments de la part des opportunistes qui l'ont trouvé ingénieux et même élégant. L'opinion générale a été plus sévère. Il n'y a ni ingéniosité, ni élégance à cacher ce que l'on fait, quand on fait ce que l'on doit. Le renforcement de l'armée était inévitable et indispensable. Pourquoi ne pas le dire franchement et hardiment ? Pourquoi ne pas donner au dehors et au dedans une impressions de fermeté et de sérieux ? Pourquoi ne pas avertir à la fois la nation des sacrifices qu'elle devrait consentir et l'étranger de la résolution française de faire ce qu'il fallait pour la défense de nos frontières ? Le ministère a pris en fait des précautions ; il a envoyé des soldats dans les organisations défensives ; il a utilisé les crédits votés et en a demandé d'autres. Mais en toutes choses il y a la manière. A notre avis, il était d'autant plus utile de manifester moralement, que la sauvegarde de la paix dépend en grande partie de l'opinion que se fait l'Allemagne des résistances qui lui sont opposées. Le temps des illusions genevoises est fini. Le temps des entreprises internationales et briandistes, auxquelles ont participé presque tous les partis, hélas! et des catholiques même, est passé. Cette politique s'est écroulée. Après en avoir profité tant qu'il a pu, comme c'était son droit, le germanisme se montre. La vérité est que l'Allemagne ferait la guerre demain, si elle se croyait en mesure de la gagner. Notre force est la condition de nos amitiés, de nos alliances et de notre salut. La solidarité manifestée à Stresa a été plus utile que toutes les notes diplomatiques.

C'est ce que le gouvernement aurait dû proclamer un peu plus haut. Il s'en est dispensé pour ne pas contrister les radicaux et le front commun des socialistes et des communistes. Il a même fait mieux en s'empressant de signer le pacte franco-soviétique que la nation subit sans y rien comprendre. M. Laval s'est donné du mal pour en retirer tout ce qui était trop dangereux et nuisible. Le pacte reste, considéré avec défiance par l'Angleterre et par l'Italie, énigmatique, suspect. La presse s'est montrée sévère. On a dit que cet accord représentait la grande pensée de la franc-maçonnerie internationale. C'est une explication. C'est peut-être la seule. Des rapports diplomatiques corrects avec les Soviets étaient souhaitables. Ils ne contraignaient pas à cet accord que M. Herriot

recommandait avec plus d'enthousiasme que de discernement, que M. Barthou acceptait en principe avec plus d'imagination que de prudence, et que M. Laval a fini par signer avec plus de circonspection que de contentement. Et là encore nous cherchons où est depuis six mois la restauration de l'État.

L'ÉTAT ET LE FRANC

Nous voici arrivés à la question essentielle, à celle qui va se poser dès la rentrée des Chambres, à celle qui domine toute notre politique intérieure. L'État va-t-il être incapable de sauver le franc, et provoquer sa propre ruine en laissant se produire un bouleversement social? L'État va-t-il sauver le franc, et se sauver lui-même en restaurant son autorité? Car le problème se pose ainsi : M. Doumergue l'avait parfaitement discerné. Il avait demandé des pouvoirs spéciaux parce que notre stabilité financière est indispensable à l'ordre français, et même à l'ordre européen. Il avait commencé l'œuvre budgétaire à laquelle nous ne pouvons nous soustraire sous peine de périr.

Depuis le départ de M. Doumergue, tout est resté dans la pénombre. On a soigneusement évité de contrister les électeurs. On a tu les préoccupations financières. On a même voilé les difficultés de Trésorerie. Des théories aventureuses sur l'argent à bon marché, l'inflation de crédit et l'escompte des bons à court terme par la Banque de France n'ont pas eu de lendemain. Des fluctuations de Bourse ont même donné quelque satisfaction aux illusionnistes. Soudain, en avril, le résultat des recouvrements budgétaires du premier trimestre a été révélé. Le ministre des finances, M. Germain-Martin, qui n'ignorait rien de la situation et qui la surveillait comme elle le mérite, a saisi l'occasion de lancer un avertissement. La situation, proclame-t-il, doit inciter à une sévère politique de compression des dépenses.

Et sous la généralité et la sérénité des termes, il faut discerner la gravité de cette déclaration. Le budget de 1935 sera en déficit d'environ 7 milliards. A ce chiffre viendront s'ajouter les 3 ou 4 milliards de déficit des chemins de fer, et les dépenses militaires extraordinaires rendues absolument indispensables par le réarmement de l'Allemagne. C'est une situation qui

n'embarrasse ni les amateurs de dévaluation, ni les apôtres de l'inflation. Mais, de l'avis général, ces opérations conduisent à une crise redoutable que les socialistes collectivistes et les bolchévistes sont seuls à souhaiter, à un désordre social grave, à l'écrasement des classes moyennes, à une révolution. Aussi le gouvernement a-t-il affirmé à différentes reprises qu'il défendrait le franc et qu'il ne voulait pas d'une nouvelle dépréciation de notre monnaie. M. Germain-Martin, en ces derniers temps, s'est montré particulièrement soucieux de la bonne tenue des finances et particulièrement résolu à ne pas sacrifier le franc.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que l'État ne pourra emprunter l'argent dont il a besoin que s'il est dans une situation qui inspire confiance. Cela signifie que l'État, comme un particulier, ne peut plus dépenser que ce qu'il aura et que son premier devoir est d'équilibrer soigneusement son budget. Or cet équilibre ne peut plus être obtenu par de petites économies faites ici et là. Il ne peut être obtenu que par des économies massives opérées sur les gros chapitres du budget. Et voilà précisément ce qui fait l'intérêt et la gravité de la situation. C'est que l'État va être obligé, s'il ne veut pas être emporté, d'accomplir ce qu'il n'a jamais voulu ou pu accomplir.

Tout le monde savait que cette échéance approchait, mais personne n'en parlait. C'est ce qui a donné un retentissement particulier au discours prononcé au début d'avril à Nice par M. François de Wendel au Congrès de la Fédération républicaine. M. François de Wendel osa rappeler des faits d'expérience, et dire la vérité sur nos finances sans aucun esprit de parti. L'effet fut considérable, non seulement à la Fédération, mais dans les groupements politiques, et jusque dans les milieux gouvernementaux. Désormais, le problème était posé comme il faut, et les conclusions inévitables étaient prévues. Avec le budget de l'État, les budgets communaux et départementaux, les dépenses extraordinaires, les offices, etc., la France dépense 90 milliards environ. Impossible, tout le monde est d'accord, d'accroître les impôts. Donc la réduction des dépenses est éventuelle. Mais sur les 22 milliards représentés par le budget des divers ministères, il est difficile de trouver beaucoup plus de trois milliards d'économies.

Où donc trouver le reste? Il faut désormais aller aux grandes dépenses, aux lois sociales, aux pensions, et finalement aux rentes. Ce sont de durs sacrifices. Les créanciers de l'État, pensionnés, rentiers, sont obligés de choisir entre un sacrifice limité et l'aventure qui, par la voie de la crise monétaire et de l'inflation, amputera leur avoir et rendra leur avenir incertain. Bien entendu, le sacrifice librement consenti suppose une France ordonnée, un gouvernement d'union ayant de la stabilité et de la durée. Ce qui revient à dire que le problème financier suppose un renouvellement politique et la restauration de l'État. C'est ce que nous exprimons en disant que si l'État veut vraiment sauver le franc, le franc sauvera l'État. Pour sauver le franc, il faut un État indépendant et durable qui échappe aux servitudes présentes.

Les Français pourront donc suivre avec attention ce qui se passera au début de juin. Le gouvernement, quel qu'il soit, est obligé de présenter un tableau exact de notre situation financière et d'indiquer quelles sont les mesures obligatoires. Il est obligé par conséquent d'obtenir du Parlement un pouvoir spécial, qui lui permettra d'agir enfin, non comme un ministère soumis à des fluctuations et à des périls quotidiens, mais comme un pouvoir exécutif durable. Il est obligé de devenir un État capable de faire, pour les frontières comme pour le franc, ce que commandent la raison et le bon sens et, pour mieux y arriver, de soustraire s'il le faut le Parlement à une réélection prochaine par la prolongation de la législature. Si le Parlement ne consent pas, il précipite une crise politique ouverte dans notre pays depuis 1924, et aggravée depuis 1932. Quelque opinion qu'on ait du Parlement, il semble inconcevable que la nécessité du salut ne domine pas toute considération La première question sera donc de savoir si le Parlement pour sauver les finances est disposé à donner au gouvernement des pouvoirs spéciaux. Après quoi, viendra une seconde question : si de pareils pouvoirs sont accordés, à qui le seront-ils ? C'est une autre affaire.

* * *

LE ROI ALBERT Ier

ET L'INFANTERIE BELGE [1]

Le sujet que la *Fraternelle des armées belges de campagne* m'a demandé de traiter devant vous, « le roi Albert Ier et l'Infanterie belge », est paré d'un tel éclat et d'une telle noblesse, il justifie si bien notre fierté d'être des hommes, et des hommes de ce temps cruel et magnifique, qu'il est impossible de l'aborder sans humilité.

Et surtout ici, devant vous, comment parler, ainsi qu'il se doit, à des Belges de leur Roi, de leur armée, de leur infanterie, le sang de cette armée ?

Le courage de l'entreprendre pour lequel je vous demande votre indulgence, je l'ai trouvé, non dans une éloquence que je ne possède malheureusement pas, mais dans la satisfaction du cœur et de l'esprit qu'éprouve un Français, un officier français, à vous dire le sentiment profond de la France et de son armée. Les événements qui forment le cadre de ce sujet sont dans les plus considérables de l'histoire. Le roi Albert Ier les domina sans défaillance. Il n'est pas de plus beau spectacle que celui d'un homme, d'un chef, d'un roi, aux prises avec les destins contraires, et dont le grand caractère lui permet d'en devenir le maître. Faisons simplement se dérouler les faits, se dégager les actes : l'éloquence sera peut-être inutile.

(1) Conférence faite le 1er mai, au Palais des Beaux-Arts, à Bruxelles.

La fidélité à l'honneur

Lorsque la grande guerre éclate, le royaume de Belgique existe depuis bientôt un siècle. C'est peu dans la suite des temps. Mais depuis que, venus du Nord, les Belges se sont installés sur la terre qu'ils n'ont pas cessé d'occuper, ils constituent bien une nation. Tout en fait foi. Le sort les a conduits dans une région qui fut le point de passage des invasions, et qui par là est devenue le champ de bataille de l'Europe. Ils ont donc été traversés, dévastés, obligés par les circonstances de plier devant de plus puissants, mais jamais ils n'ont abdiqué leurs vertus maîtresses : la clairvoyance, le courage, leur goût d'indépendance, en un mot leur personnalité. Pour en témoigner, je ne veux citer que cet éloge des soldats belges de la guerre de Trente ans, prononcé par le célèbre capitaine allemand Wallenstein : « Vous êtes intelligents, leur disait-il, vous pensez par vous-mêmes sans suivre la foule... Dans notre rude métier vous avez le sentiment de vous-mêmes, j'ai lu dans vos yeux que vous savez penser en hommes libres. » Aussi, dès que la Belgique fut devenue royaume absolument indépendant, il sembla qu'elle l'était depuis longtemps déjà, tant la ligne de conduite de sa politique fut ferme et constante, tant la dynastie qu'elle avait choisie s'identifia à la nation belge et montra de continuité dans ses desseins.

La base, la tradition de cette politique, pour les souverains qui se succèdent sur le trône de Belgique, c'est le droit, c'est-à-dire la fidélité aux traités ; en l'espèce, en 1914, le maintien de la neutralité. Cette neutralité n'avait d'ailleurs pas été acceptée en 1831 sans protestations et il avait fallu, pour la faire admettre par vos pères, l'assurance que le maintien de la neutralité ne peut se comprendre sans la défense du territoire national, s'il vient à être violé.

Lorsque, à la fin de l'année 1909, le roi Albert monte sur le trône au milieu d'un grand enthousiasme, la situation se présente pour la Belgique sous les plus heureux auspices. Le grand règne précédent vient de lui donner un empire en Afrique. Sa prospérité est générale, son industrie en progrès, sa richesse grande. Bruxelles s'embellit chaque jour, les arts sont à l'honneur. Mais, à l'extérieur, depuis quelques années

les symptômes inquiétants se multiplient. La volonté de domination de l'Allemagne, sa persévérance à augmenter ses forces militaires et navales, font succéder le rapprochement de la Grande-Bretagne et de la Russie à l'alliance franco-russe et à l'entente cordiale. Tandis qu'il ne s'agit que de mesures de défense, nécessitées par ses propres menaces, l'Allemagne se dit encerclée, et elle augmente la brutalité de ses procédés.

Ainsi se partagent en deux camps adverses les garants de la neutralité belge. Le plan du comte Schlieffen vient d'être dévoilé. La Belgique va-t-elle redevenir le champ de bataille de l'Europe ? Le roi Albert ne s'y est pas mépris. Les liens de parenté qui l'unissaient à toutes les familles régnantes lui permettaient d'être au courant de bien des secrets de la diplomatie. Et surtout il était de ces princes que l'on ne trompe pas. Il avait le culte de la vérité. Son esprit libre de tout parti pris, son goût du contact direct avec les hommes, de quelque condition ou de quelque opinion qu'ils fussent, son sens critique lui donnaient les moyens de l'atteindre. C'est là une conviction personnelle et très profonde. Je l'ai rapportée des entretiens entre le Roi et le maréchal Foch, auxquels j'ai eu l'honneur d'assister et aussi d'une longue conversation avec le général Yungbluth, qui fut l'éminent gouverneur du jeune prince et qui resta toujours l'ami du Roi.

Le roi Albert voit donc clairement le péril qui grandit. De quelle prudence, de quelle sagesse et aussi de quelle vigilance ne va-t-il pas lui falloir faire preuve, quand s'y ajoutent d'inévitables difficultés intérieures? Il est celui qui modère, qui unit. Il veut que les grands jours qui vont venir trouvent plus que jamais une Belgique fidèle à sa devise : « L'union fait la force. »

Et voici que la menace, jusque-là extérieure, frappe à votre porte. L'exposition de 1910 amène à Bruxelles l'empereur Guillaume II. Celui qui aime à s'entendre nommer « le Seigneur de la guerre », fait pressentir au Roi des Belges que l'Allemagne ne tardera pas à ne plus pouvoir se contenir, et qu'il faudra bien que la Belgique prenne parti. Il ne doute pas de l'effet que ses allusions vont produire dans l'esprit du prince, son jeune parent, à l'aspect si doux, qui règne sur un pays neutre avec le juste souci de son bonheur et de sa prospérité. Satan sur la montagne. Mais votre Roi reste de glace.

Le temps passe, l'orage continue de gronder. Des paroles du Chancelier allemand semblent même un jour viser le Congo belge. En 1913, rendant la visite qu'il a reçue, le Roi va en Allemagne. Après un arrêt dans la garnison du Hanovre, où stationne le régiment dont il est le chef honoraire et voulant fuir les cérémonies qu'il n'aurait pu éviter à Berlin, il se rend à Potsdam, chez l'Empereur. Celui-ci renforce et précise ses confidences de 1910 et déclare la guerre avec la France « inévitable et prochaine ». Il se montre « sûr du triomphe de l'armée allemande et place le Roi devant le dilemme d'être son complice ou son ennemi ». Peu après, le général von Moltke confirme les dires de son maître. Resté seul, le roi Albert pèse la gravité de ce qui vient de lui être révélé. La droiture de son caractère est telle que le silence vis-à-vis de la France apparait à ses yeux comme une complicité avec l'affreux marché proposé. Et il n'hésite pas ; il donne l'ordre au baron Beyens de faire connaître la vérité à notre ambassadeur à Berlin, afin que celui-ci en informe avec toutes les précautions indispensables le Gouvernement français.

M. Jules Cambon a fait, il y a quelques années, dans la *Revue* le récit de ces événements. Il termine ainsi : « J'ai souvent pensé depuis lors, que le roi Albert, en prenant la décision d'avertir la France du péril qui la menaçait, avait engagé la politique de son pays ; et que l'instant où il prit cette décision fut le moment critique et décisif de son règne. Lorsqu'en 1914, il ordonna à ses troupes de résister à l'envahisseur, il exécutait la résolution qu'il avait prise un soir à Potsdam lorsqu'il avait reçu la confidence des projets de l'Empereur. Celui-ci, somme toute, ne lui avait proposé rien autre chose que de trahir la France et il lui offrait, en revanche, de partager ses rapines. Ce soir-là, Albert Ier, sous l'impulsion de l'honneur, avait véritablement décidé de l'avenir de son pays et de sa dynastie. »

Sept mois passent encore. Nous sommes le 2 août 1914. La guerre est déjà déclarée entre l'Autriche et la Russie, entre l'Allemagne et la France. La Grande-Bretagne et la France ont solennellement affirmé qu'elles respecteront la neutralité du sol belge. A sept heures du soir, le ministre d'Allemagne à Bruxelles remet une note à votre ministre des Affaires étrangères. Je la résume : les forces françaises auraient, d'après des nouvelles sûres, l'intention de marcher sur l'Allemagne par le

territoire belge ; le gouvernement allemand a l'impérieux devoir de prévenir cette attaque ; il regretterait que la Belgique regardât comme un acte d'hostilité contre elle le fait que les actes des ennemis de l'Allemagne l'obligent à violer le territoire belge. Et la note conclut, c'est l'ultimatum :

« Si la Belgique se comporte d'une façon hostile contre les troupes allemandes et particulièrement fait des difficultés à leur marche en avant par la résistance des fortifications de la Meuse, ou par des destructions de routes, chemins de fer, tunnels ou autres ouvrages, l'Allemagne sera obligée à regret de considérer la Belgique en ennemie. »

Le Roi convoque pour neuf heures le Conseil des ministres. « La séance fut tragique, rapporte dans un livre récent M. Dumont-Wilden ; les ministres étaient angoissés, fiévreux. Seul le Roi était parfaitement calme. Sa résolution était prise et il savait que c'était la même que prendraient ses ministres et que la Nation approuverait. »

La seule réponse que méritait l'insultante mise en demeure était un refus catégorique. Vous la connaissez. Mais le texte en est si parfaitement beau que je ne puis résister à la satisfaction de le lire :

« La note du Gouvernement allemand a provoqué chez le Gouvernement du Roi un profond et douloureux étonnement. Les intentions qu'elle attribue à la France sont en contradiction avec les déclarations formelles qui nous ont été faites le 1er août, au nom du gouvernement de la République.

« La Belgique a toujours été fidèle à ses obligations internationales ; elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité ; elle n'a négligé aucun effort pour maintenir ou faire respecter sa neutralité. L'atteinte à son indépendance, dont la menace le Gouvernement allemand, constituerait une flagrante violation du droit des gens. Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit.

« Le Gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe.

« Conscient du rôle que la Belgique joue depuis plus de quatre-vingts ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de la neutralité.

« Si cet espoir était déçu, le Gouvernement belge est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte à son droit. »

Moins de quarante-huit heures après, les soldats allemands traversaient la frontière. La Belgique entrait en guerre, suivant dans un élan unanime son souverain dans le chemin de l'honneur et du sacrifice.

Le Roi à la tête de son armée

Constitutionnellement le Roi est le chef de l'armée. Va-t-il le demeurer et exercer effectivement le commandement de l'armée mobilisée ? ou, au contraire, confiant ce rôle à l'un de ses généraux, se conservera-t-il la liberté d'agir, de concert avec les autres chefs des gouvernements alliés, dans la conduite générale de la guerre ? C'est ce dernier parti que beaucoup lui conseillent de prendre. Il n'en fait rien. Il décide de commander effectivement son armée sur le terrain même de la lutte. L'on ne saurait à mon sens trop insister sur le caractère et les mobiles de cette importante résolution, parce qu'ils mettent en lumière la grandeur d'âme du roi Albert, comme aussi la hauteur et la justesse de ses vues politiques.

Le Roi a assumé la responsabilité initiale, c'est-à-dire la décision de défendre la neutralité belge. Lorsque cette responsabilité se transporte du domaine politique dans le domaine militaire, il estime devoir la conserver tout entière.

Il y tient d'autant plus qu'il n'ignore pas que sa décision comporte des risques, devant une Allemagne si forte, si préparée, si bien pourvue de tout, et avec une armée qui n'a pas été instituée pour une pareille tâche. Il est vrai qu'avant de mourir, le roi Léopold II avait mis sa signature au bas du projet de loi augmentant la durée du service, et que le comte de Broqueville, ministre de la Défense nationale, clairvoyant et énergique, a poussé avec une grande activité la mise au point de l'armée belge. Mais cette armée est encore en période de réorganisation. Ces risques, le Roi veut les courir lui-même.

Il sait que le plan allemand va faire de son armée la première attaquée, et que, dans son souci de maintenir strictement la neutralité, le gouvernement belge n'a pas préparé de riposte spéciale à la violation allemande. Il n'est pas certain

d'être soutenu par ses alliés aussi vite qu'il le faudrait. De là des opérations qui s'annoncent difficiles, tactiquement et stratégiquement. Il s'en réserve la conduite.

Il veut enfin commander lui-même parce qu'il craint que, chef d'une petite armée, le général auquel il en confierait le commandement ne puisse avoir, vis-à-vis des autres commandants en chef, le prestige nécessaire pour empêcher que l'armée belge ne soit dans des plans alliés entraînée à des missions qui la disperseraient ou qui risqueraient d'être préjudiciables à l'intérêt national belge.

Le Roi exercera ce commandement jusqu'à la fin, n'acceptant, même en 1916, aucune subordination, mais prêt en revanche à toutes les coopérations. Quel que puisse être le sentiment que dans l'ardeur de la lutte on éprouva de cette décision, on doit reconnaître que le Roi eut raison.

Le roi Albert est donc bien le commandant en chef de son armée, de même que dans la crise sans précédent que venait de traverser la Belgique, il avait été le véritable chef de son pays. Ce commandement, il allait l'exercer dans sa plénitude en décidant des opérations, en vivant au milieu de ses troupes et en partageant leurs dangers.

S'il y eut dans cette grande lutte un « seigneur de la guerre », fut-ce lui ou l'autre ? Mais ne rappelons pas ce titre qu'un triste renom ternit, car il fut mieux et plus, il fut et reste le « Roi chevalier ».

L'infanterie belge

Du jour où le Roi a rejoint son quartier général sur la Gette, il ne quittera plus son armée. Il s'identifiera dès lors avec elle, avec cette infanterie dont j'ai maintenant à vous parler.

L'infanterie, la « Reine des batailles ». L'appellation est devenue classique du moment où la puissance du feu diminua, puis relégua au second plan de la lutte, le rôle de l'arme blanche et la valeur du choc. Mais quelle réalité elle a prise, depuis que ce sont des armées nationales qui combattent pour la défense du sol natal ! Le vieux cavalier que je suis n'abandonne rien de l'amour qu'il porte à son arme : il rend hommage aux autres armes qui ont fait, comme elle, mieux que

leur devoir dans toutes les circonstances de la guerre. Mais l'infanterie! Nous nous inclinons tous bien bas devant elle. Elle marche à la bataille pliant sous le poids de tout ce qu'il lui faut pour vivre et pour combattre ; elle tient le terrain dans la défense et le conquiert dans l'attaque, « elle garde la terre ». Toujours au premier rang, elle est exposée à tous les coups, ceux qui sont lancés de loin, comme ceux qui partent de près. Elle seule, dans la lutte moderne, combat, aux moments de crise, corps à corps. C'est elle qui peine le plus, qui endure le plus, que l'on tue le plus. De sa trempe physique et morale dépend la valeur combative d'une armée. Et comme elle est le nombre, c'est elle qui représente vraiment la Nation en armes. Elle est l'image des vertus militaires de la race.

L'histoire nous enseigne la qualité des soldats que la race belge a fournis, depuis Ambiorix, l'insaisissable adversaire de César, jusqu'à l'héroïque général Léman, qui s'excusait auprès de son Roi que la mort, après avoir fauché tant des siens, n'eût pas voulu de lui. Entre eux, et pendant vingt siècles, ce sont les Flamands de l'armée de Charlemagne, dont le Roi dit : « Certes ceux-là n'abandonneront pas la bataille. » Ce sont les rudes miliciens des communes luttant pour leurs franchises. Les enfants belges se doutent-ils, quand ils se bandent les yeux pour jouer à Colin-Maillard, qu'ils perpétuent la légende d'un vaillant chevalier de leur pays qui continua à se battre après qu'il eut les deux yeux crevés? Ce sont ceux qui suivent Godefroy de Bouillon, le héros belge de la première croisade ; et les hardis Wallons de Liège bataillant contre les princes ; et ceux qui, à la suite de Charles-Quint, voient couler leur sang sur tous les champs de bataille de l'Europe et ceux qui servent au XVIIe siècle sous les grands capitaines belges Tilly et Mercy. Comme je regrette de les voir alors plus souvent contre nous qu'avec nous! Aussi ne rappellerai-je pour finir que les deux régiments de l'armée de Napoléon presque exclusivement recrutés en Belgique : le 28e chasseurs à cheval, anciennement de chevau-légers belges et le 112e de ligne, qui se conduisit si vaillamment à Wagram que, sur le champ de bataille même, son colonel fut décoré et vingt et un de ses officiers, sous-officiers et soldats cités à l'ordre. Voilà les pères, revenons à leurs descendants.

Liége

Puisque jusqu'à la victoire le Roi ne va plus quitter son infanterie, je voudrais essayer de ne pas les séparer et suivre le Roi dans les circonstances principales de son commandement, tout en montrant comment son infanterie sut être égale à ce qu'il lui demanda : comment en 1914 elle fait, malgré son manque de préparation, héroïquement face à une tâche prodigieuse, comment, au long cours de la guerre, elle se transforme pour devenir cette infanterie de 1918 ardente, désireuse d'entrer activement dans la lutte et qui se montra, dans la période défensive comme dans la période offensive de la bataille de 1918, la digne émule de l'infanterie de ses alliés.

Dans cette épopée, il faut choisir. Les lumineuses étapes auxquelles je m'arrêterai se nomment Liége, Anvers, l'Yser, et, séparée d'elles par la sombre veillée des années 1915, 1916, 1917, la bataille de 1918.

Dans l'ensemble du théâtre d'opérations franco-belge, la conception offensive allemande donnait à Liége une valeur de premier plan. Le mouvement des forces accumulées à l'aile droite du dispositif ennemi se fût trouvé, en effet, déjà fort à l'étroit entre la boucle sud du Limbourg hollandais et le massif des Ardennes, même disposant librement du passage dans cette région. Mais si la défense du camp retranché de Liége venait en fermer la porte principale, c'était pour la manœuvre allemande l'impossibilité de se réaliser dans les conditions d'ampleur enveloppante et de rapidité dont elle comptait tirer des résultats foudroyants. Le gain de quelques jours avait en soi une capitale importance, d'autant que l'armée britannique n'avait pas encore débarqué et que les armées françaises devaient modifier leur articulation initiale.

A Liége, qu'ordonne le Roi ? « Avec votre division, écrit-il au général Léman, je vous charge de tenir jusqu'à la dernière extrémité la position dont la garde vous est confiée. Dans la lutte gigantesque qui s'ouvre, vous êtes à l'honneur, puisque vous êtes au premier rang. » Tout se trouve dans ces quelques lignes : sentiment de l'honneur, exacte appréciation de la situation stratégique et du prix qu'il faudra sans doute payer tout cela. L'Allemand veut en finir rapidement avec la rési-

stance qui lui barre la Meuse. Six brigades, les six brigades de tête des corps de première ligne, vont attaquer concentriquement et par surprise le camp retranché sur trois faces. Avant qu'ait pu être tiré un coup de canon, il sera en leur pouvoir, grâce à l'élan irrésistible, à travers les intervalles séparant les forts, de ces troupes admirablement armées, instruites, entraînées et conduites.

Après de vives alertes à Visé et autour du fort de Barchon, les 4 et 5 août, l'attaque se déclenche dans la nuit du 5 au 6. Résultat : échec des deux brigades opérant entre Ourthe et Meuse ; échec d'une brigade dans l'intervalle Chaufontaine-Fléron, d'une brigade dans l'intervalle Barchon-Meuse, et si, dans l'intervalle Fléron-Évégnée, la brigade dont Ludendorff a pris le commandement en cours d'action, pénètre jusqu'au corps de place, en revanche la brigade attaquant par le front sur la rive gauche de la Meuse, éprouve un sanglant revers : elle est rejetée de l'autre côté du fleuve et ses vainqueurs s'emparent du drapeau du 99e régiment de grenadiers.

Quelle est l'infanterie qui vient d'effectuer cette magnifique résistance ? J'en emprunte presque traits pour traits l'image à l'un de vos historiens : « Les troupes belges étaient encombrées de réservistes, fatiguées par quatre jours et quatre nuits de travaux et de marches, inquiétées par les incidents qui surprennent les troupes non encore aguerries ; elles avaient eu leurs liens organiques rompus par de nombreux déplacements de réserves, et la conduite du combat exigeait de constants amalgames difficiles à organiser sous le feu. »

Nous pouvons mesurer ainsi ce que dut être la valeur morale et la volonté de résister, et la lutte victorieuse soutenue contre toutes les faiblesses humaines, dans l'âme de chacun des soldats et des chefs de la troisième division d'armée.

Le 7 août, le général Léman rend compte au Roi : « J'ai fait sortir hier de la place les débris des troupes de défense qui se sont sacrifiées plus de deux jours dans des combats meurtriers. En vertu de ma commission de gouverneur de la Place, j'y suis resté, décidé à exercer jusqu'au bout mon action sur la résistance des forts. » On sait comment il l'exerça, puisque le dernier des forts ne tomba que le 16, après que lui-même eut été enseveli dans les ruines de celui qu'il occupait.

Je m'arrête : le rôle de l'infanterie de la 3e division

d'armée est terminé à Liége. Elle a retardé de quatre jours l'irruption de l'adversaire. Elle a sacrifié pour y réussir environ 10 000 hommes tués, blessés ou disparus. Elle a répondu à l'appel de son chef.

Anvers

Il me faut à regret, car la division de cavalerie du général de Witte s'y illustra, passer sur la période suivante. L'armée belge concentrée sur la Gette ne pouvait y demeurer qu'à la condition d'y recevoir en temps utile l'appui des Alliés, qui eût sans doute permis de couvrir Bruxelles par une défense appuyant ses deux ailes à Anvers et à Namur. Mais il n'en fut pas ainsi et, le 18 août, le Roi ordonnait la retraite de l'armée dans le grand camp retranché du nord. Eût-il été préférable que l'armée belge, sacrifiant toute autre considération à sa réunion immédiate avec elles, se portât à la rencontre des forces britanniques et françaises? J'ai cessé d'être de cet avis depuis que j'ai eu le loisir d'étudier mieux les faits. Le sort de la bataille de Charleroi n'en eût pas été sensiblement modifié. Et, pour la suite des opérations, une armée belge matériellement privée du secours de ses bases, moralement atteinte par l'abandon de son sol, eût représenté une valeur très inférieure à celle de l'armée belge refaite dans Anvers, maîtresse du réduit de sa défense, et y constituant sur le flanc extérieur de l'adversaire une menace stratégique telle que celui-ci ne pouvait se dispenser de la réduire en y consacrant des forces d'une certaine importance. Enfin le maintien de l'armée belge à Anvers et sur la côte était pour l'Angleterre une garantie d'une importance primordiale qui devait l'inciter à lui apporter aussi vite que possible un soutien direct. Le Roi était bien décidé d'autre part à ne pas rester passif à l'abri des forts en attendant d'y être attaqué, mais au contraire à faire du camp retranché la base d'entreprises menées dans l'intérêt général de l'Entente.

Pendant son séjour sous les murs d'Anvers, du 20 août au 6 octobre, l'armée belge exécute deux sorties qui furent, non des démonstrations, mais de véritables attaques.

La première eut lieu les 25 et 26 août. Elle répondait à l'idée de soulager les combattants de Charleroi. La seconde

eut pour objet d'inquiéter les communications de l'adversaire pendant la bataille de la Marne. Le Roi l'ordonna de sa propre initiative, sans avoir été sollicité ni pressenti par le général Joffre. Elle fut de beaucoup la plus importante.

Comme les Allemands avaient renforcé leurs positions depuis le 25 août, il fut décidé que l'attaque serait entamée par une large manœuvre sur le flanc extérieur de l'ennemi. Le 9 septembre cette manœuvre réussit pleinement : l'attaque d'Aerschodt menée par les 27e et 7e de ligne et le bataillon cycliste mit en débandade la garnison ennemie qui abandonna 350 prisonniers. Le 10, l'attaque générale fut engagée par toute l'armée dans des conditions assez dures. Le 11, elle fut poursuivie : la vaillante troisième division, dont le général Bertrand avait pris le commandement, livra de grands combats pour la tête de pont de Haecht, que les Allemands défendirent avec acharnement. Le 12, quatre divisions d'armée continuaient encore à combattre jusqu'au soir. Le 13, le repli fut ordonné sur le camp retranché.

Ces sorties glorieuses pour l'armée belge lui avaient coûté cher : douze mille hommes environ mis hors de combat; mais elles avaient montré à l'adversaire qu'elle était décidée à se défendre de la bonne manière, c'est-à-dire en lui portant de forts coups de boutoir. Elles avaient obtenu des résultats importants en donnant l'alerte au commandement allemand de Bruxelles, en mettant le désordre dans la partie septentrionale de son réseau des communications, en forçant certaines unités à rebrousser chemin pour lui faire face, et en retenant au total devant Anvers deux corps d'armée, la division de marine et un nombre important de brigades de Landwehr et d'Ersatz-Réserve, forces que l'on peut évaluer à plus de cent vingt mille hommes. Et l'on sait qu'à la bataille de la Marne nous en fûmes vraiment à un corps d'armée près.

L'Yser

La mission d'Anvers au profit de l'ensemble des opérations alliée était remplie. La menace d'une nouvelle vague de forces allemandes de deuxième ligne ne permettait plus à l'armée de campagne belge de demeurer sans risques graves dans le camp retranché, beaucoup trop avancé par rapport à la ligne sur

laquelle il était possible de ressouder les armées de l'Entente.

Le Roi ordonne donc le repli de l'armée sur la région initialement choisie : Ostende, Furnes, Dixmude, Thourout. Les mouvements commencent dans la nuit du 6 au 7 octobre. Comme un capitaine sur le pont de son navire envahi par les eaux, le Roi ne quitte la place que le 7 au matin.

Il faut se représenter la situation des forces en présence sur le théâtre où vont se jouer les derniers actes de « la course à la mer », au moment où l'armée belge entame ce mouvement. L'aile gauche des forces françaises remonte vers le nord aussi vite qu'elle le peut, mais n'atteint pas encore la Lys. Les corps d'armée britanniques ont quitté le front de l'Aisne pour prolonger la gauche des armées françaises, mais ils n'ont encore aucune unité en ligne. Dans le vaste rectangle de cent kilomètres de long sur cinquante de large, compris entre la Lys de Gand à Merville et la mer du Nord, c'est-à-dire dans l'espace qui sépare encore les Belges de leurs alliés, une masse de cavalerie allemande a poussé des pointes jusque vers Hazebrouck. En face d'elles commence à réagir la cavalerie française. Les brigades de territoriaux se hâtent vers Poperinghe et Ypres, points d'amarre de la future ligne de résistance, ainsi que les appelle le général Foch, à qui le général Joffre a confié le 4 octobre la mission de coordonner l'action des forces alliées entre l'Oise et la mer.

Cent vingt kilomètres séparent Anvers de l'Yser. L'armée belge devra les parcourir, harcelée et menacée sur son flanc sud par les troupes allemandes d'investissement, sous la protection de sa cavalerie appuyée d'une division d'infanterie et d'une division de cavalerie britanniques, débarquées à Ostende et Zeebrugge, et de notre brigade des fusiliers marins poussés de Dunkerque sur Gand. Ferme dans son dessein de toujours maintenir l'armée belge appuyée à la mer, le Roi décide le 11 sa réunion dans le quadrilatère : Nieuport, Furnes, Dixmude, Rousbrugge. C'est la position de l'Yser. Le 13, il dicte à ses troupes la ligne de conduite qu'elles devront y tenir :

« Jusqu'ici vous étiez isolés dans cette lutte immense. Vous vous trouvez maintenant à côté des vaillantes armées françaises et britanniques. Il vous appartient par la ténacité et la bravoure dont vous avez donné tant de preuves de soutenir la réputation de nos armes. Notre honneur national y est

engagé... Que dans les positions où je vous placerai, vos regards se portent uniquement en avant, et considérez comme traître à la Patrie celui qui prononcerait le mot de retraite sans que l'ordre formel en soit donné. »

Et le général Joffre comme le général Foch pressent l'aile franco-britannique de se porter sans retard à l'attaque, programme offensif qui seul devait leur permettre de ressouder à temps l'ensemble des forces alliées pour la formidable lutte qui se préparait dans les Flandres.

Le 16 octobre, le roi Albert va voir ses commandants de division à leur poste. Avec sa simplicité, son calme, il leur rappelle leur devoir: tenir, ni plainte, ni défaillance, sous peine des plus graves sanctions. Le même jour, à peine arrivé à Cassel, le général Foch vient lui rendre visite à Furnes. Dans la lettre confidentielle qu'il adresse ce soir-là, comme chaque soir, au général Joffre, il lui rend compte que le Roi a ordonné à son armée de résister sur l'Yser. Ce que fut cette bataille acharnée de dix jours, le cadre de cette conférence me permet à peine d'en donner le très large aperçu.

Le 18, les avant-gardes allemandes tentent une attaque générale par surprise qui échoue. Le 19 est marqué par une réaction heureuse des défenseurs de Dixmude. Le 20 et le 21, c'est l'attaque générale des corps allemands, lancée et relancée, préparée chaque fois par un très gros bombardement; mais partout la résistance est victorieuse. A Dixmude en particulier, le colonel Jacques, commandant le 12[e] de ligne, est blessé deux fois, mais la ligne est intégralement maintenue et pas un Allemand ne pénètre dans Dixmude, qui forme tête de pont en avant de l'Yser. Dans les journées suivantes, la situation s'aggrave; les Allemands ont pu passer l'Yser par surprise et se maintiennent sur la rive gauche, malgré l'héroïsme des contre-attaques. C'est là que tombe le major d'Oultremont à la tête de ses grenadiers. La défense ne tient plus que par ses points d'appui extrêmes : Nieuport, Dixmude, reliés par la petite levée de terre du chemin de fer pour la possession de laquelle vont se livrer des combats acharnés. La journée du 24 est particulièrement terrible à Pervyse et à Dixmude, où l'ennemi exécute plusieurs assauts de nuit. La lutte se continue violente le 25 et jusqu'au matin du 26. Une accalmie de quelques jours est utilisée par les Allemands pour préparer

une nouvelle attaque d'ensemble. Le 30, après une journée de combats acharnés, elle s'enlize à la tombée de la nuit dans le sol inondé et devenu impraticable.

La bataille a duré douze jours ; elle a été livrée par l'armée belge, soutenue à Dixmude dès le début par les 7000 hommes de la brigade de fusiliers marins, qui ont constitué avec la brigade Meyser le plus magnifique amalgame de héros, et par la division du général Grossetti, mais seulement après le 22 octobre.

Elle a été livrée par une armée à peine installée sur des positions dont la nature du sol rendait l'organisation difficile et l'occupation pénible, éprouvée par les combats et les pertes sous Liége et sous Anvers et par les mouvements d'une longue retraite. Elle a été livrée contre des forces allemandes fraîches, comprenant dans leurs rangs beaucoup de jeunes intellectuels lancés dans l'enthousiasme à l'assaut des ports de la Manche, de la conquête desquels devait sortir une victoire immédiate. Par là s'explique cet incroyable acharnement dont nos adversaires devaient faire encore preuve devant Ypres dans les journées suivantes, acharnement tel que notre Grossetti écrivait au général Foch : « Je ne sais ce qui restera demain de la 42e division. » Il est vrai qu'il ajoutait : « Mais tant qu'il restera un homme, l'Allemand ne franchira pas la ligne de chemin de fer. » C'est aussi ce que votre chef le roi Albert, vos généraux, vos officiers et vos soldats ont dit et prouvé par leur résistance invincible. C'est pour cela que la bataille de l'Yser demeure pour l'armée belge un titre de gloire impérissable.

La réorganisation de l'armée

Après le grand choc, voici les adversaires réduits à l'impuissance. Alors commence pour l'infanterie belge cette longue veillée sur l'Yser qui va durer jusqu'au jour où, l'un des adversaires se sentant capable de terrasser son rival, commencera la bataille d'une ampleur sans précédent qui terminera la guerre.

Pendant cette période, s'accomplira dans l'infanterie belge une grande œuvre à laquelle il convient de rendre hommage.

Pour animer cette tâche, elle a à sa tête son chef, dont le prestige est immense aux yeux de son armée comme de son peuple. Le roi Albert Ier les a guidés dans le chemin de

l'honneur; il a, dans les circonstances militaires les plus difficiles, apporté à ses alliés toute l'aide possible, sans compromettre le sort de son armée, qu'il a pu amener, meurtrie, mais entière, pour qu'elle prenne sa part de la lutte qui a brisé définitivement l'élan allemand. Mais ce prestige est né d'autre chose que du succès. Il est fait de confiance et d'amour. Ses troupes, qui ont eu tant à souffrir, l'ont toujours vu au milieu d'elles. Sa bonté envers elles est exempte de toute faiblesse. Sa clairvoyance lui découvre les imperfections qui diminuent encore sa valeur; il connaît les remèdes et il saura les appliquer. Il développera le plus strict esprit de devoir militaire, stigmatisant et frappant les défaillances à quelque rang qu'elles se produisent, mais aussi exaltant et récompensant les actes héroïques. C'est ainsi qu'à Furnes, dès les premiers jours de novembre, on verra le drapeau du 7e de ligne décoré de la main du Roi pour sa vaillante conduite à Saint-Georges, et que le 12e de ligne aura l'insigne honneur de recevoir dans ses rangs et d'initier à la vie de campagne le Prince royal, aujourd'hui le Roi des Belges Léopold III.

Inséparable du Roi dans la gratitude des combattants, la Reine est partout où il y a à aider, à soigner, à consoler. Elle est pour eux la radieuse image de la Charité. Ni le Roi, ni la Reine n'ont voulu quitter la parcelle du sol national qui demeure inviolée. Votre grand poète, Émile Verhaeren, a bien dit ce que fut pour tous les Belges ce lambeau de Patrie :

Ce n'est qu'un bout de sol dans l'infini du monde.
Le Nord
Y déchaîne le vent qui mord.
Ce n'est qu'un peu de terre avec la mer au bord
Et le déroulement de la dune inféconde.....
Ce n'est qu'un bout de sol étroit,
Mais qui renferme encore et sa Reine et son Roi,
Et l'amour condensé d'un peuple qui les aime.

De la villa de la Panne et du presbytère de Houthem, résidence royale et grand quartier général belge, partent les ordres, je dirai mieux, les effluves qui vont soutenir et transformer la troupe belge.

Sur tous les points du vaste front de bataille la vie de tranchée fut pénible. Les veilles interminables au créneau et

dans les postes d'écoute, les relèves, les nuits passées au travail, les coups de main, les bombardements, le mortel ennui de l'inaction, furent épreuves et souffrances communes à toutes les armées. Certaines conditions particulièrement défavorables en augmentaient la rigueur sur le front belge. Avant toute autre la nature du sol : l'eau affluant à un mètre, il n'est pas possible de s'y enfoncer et les ouvrages doivent souvent y être construits en saillie; non en terre qu'on eût trouvée sur place, mais en sacs à terre, ce qui oblige à transporter de l'arrière plus de matériel et rend les ouvrages plus vulnérables. Quant aux relèves, elles exigent des précautions spéciales dont témoigne cet extrait d'un ordre de la 4e division d'armée : « En vue d'éviter pendant les relèves l'enlizement des hommes dans les trous d'obus qui parsèment les pistes, il est recommandé de réunir les hommes par groupes de cinq se tenant à une corde et se prêtant ainsi un mutuel secours. » La position occupée est, en outre, dominée par les nombreux et excellents observatoires de l'ennemi, dont les tirs d'interdiction et de démolition s'effectuent à bon escient. Sans cesse il faut reconstruire ce qui a été démoli; et le « rien à signaler » du communiqué des périodes calmes veut dire que chaque jour voit tomber quelques braves. J'ai lu que la minoterie de Dixmude vous avait, durant les années d'attente, coûté plus cher que l'offensive de Merckem.

Et puis il y a avec les autres armées la grande différence des permissions. Nous l'avons connue pour nos soldats originaires des départements envahis. La permission de celui qui ne va pas retrouver les siens, dans leur maison, peut être une détente, avec tout le bien-être et l'agrément qu'y ajouteront des hôtes compatissants, mais elle n'apporte pas le puissant réconfort de l'atmosphère familiale.

Malgré cela, le moral de l'infanterie belge reste bon, parce que tous ceux qui ont la charge d'y veiller y mettent leur cœur, et l'exemple part d'en haut, nous l'avons vu. L'équilibre de la race, sa vigueur, sa gaieté naturelle y aident, et sans aucun doute aussi le sentiment chaque jour plus vif que, si le front de combat sépare le territoire belge en deux parties, il n'y a qu'une Belgique. De part et d'autre des tranchées, c'est la même âme forte et fidèle. On sait sur le front tout ce qui s'est passé de l'autre côté : l'inébranlable fermeté du bourg-

mestre de Bruxelles qui lui a valu exil et internement; la belle tenue des magistrats et des avocats devant les exigences illégales des occupants. Les noms du bourgmestre Max et du bâtonnier Théodor sont prononcés avec reconnaissance. Et la lettre pastorale, lue le 1er janvier 1915 dans les églises du diocèse de Malines, a dû l'être également avec fierté dans les cantonnements du front : « L'unique pouvoir légal, en Belgique, a osé affirmer le grand Cardinal, est celui qui appartient au Gouvernement et aux représentants de la Nation. Lui seul a droit à l'affection de nos cœurs, à notre soumission, lui seul est pour nous l'autorité. »

Dans cette rude, mais saine atmosphère, le soldat belge prend chaque jour mieux conscience de sa valeur. « Au cours des mois et des ans, a écrit un de vos officiers, notre homme découvre l'héritage collectif accumulé par les siècles : il y puise à pleines mains et sans cesse il l'accroît. Il se révèle, non pas tel que l'ont façonné en surface les mœurs de son temps, mais beaucoup meilleur, repris dans ses fibres profondes par les traditions lointaines, qui l'ont à son insu façonné pour la lutte libératrice. » En même temps grandit la valeur technique de la troupe. Le perfectionnement apporté aux organisations comme aux méthodes de défense permet de disposer d'un moindre effectif en première ligne et les possibilités d'instruction et de repos sont augmentées d'autant. Dès la fin du premier hiver commencent à arriver dans les régiments les volontaires et les recrues instruits dans les camps de l'intérieur de la France. Sous les ordres du lieutenant-général de Selliers de Moranville, un gros et fructueux effort est accompli. Dans les centres d'instruction furent en outre formés 2000 officiers d'infanterie. L'armée, qui ne comptait plus à la fin de la bataille de l'Yser que 60000 hommes, voit en mars 1915 ses effectifs monter à 125000 hommes. En 1916 elle peut, sur la demande du général Joffre, pressé par les exigences de Verdun, accepter d'augmenter l'étendue du front qu'elle occupe.

Elle a suivi de très près les progrès réalisés dans la technique des attaques, aussi bien chez les Allemands que dans les armées alliées. En juillet 1917 déjà, elle était prête à participer à l'exploitation du succès que l'attaque britannique escomptait dans les Flandres.

Au début de 1918 elle a terminé sa réorganisation : elle a

adopté le fusil mitrailleur, reconstitué ses bataillons à trois compagnies de fusiliers et une compagnie de mitrailleurs. Lorsque se déclenche l'offensive allemande du 21 mars, ses divisions homogènes présentent un total d'environ cent cinquante-cinq mille combattants.

Le chemin de la délivrance

La grande attaque allemande entre Scarpe et Oise s'est à peine arrêtée que, reprenant le vieil et primordial objectif de 1914, les ports de la Manche, le général Ludendorff lance le 9 avril une seconde attaque sur le front des Flandres. Les premiers résultats obtenus sont d'importance. Donnant dès lors plus d'ampleur à son entreprise, il attaque le 17 la partie méridionale du front belge.

Il se heurta là à des unités qui venaient de procéder à une relève des troupes britanniques, et qui, circonstance aggravante, occupaient une position nouvelle par le fait d'une rectification du front dans le saillant d'Ypres. Malgré les difficultés créées par ces conditions défavorables, les Allemands subirent là un échec sanglant. Un avantage momentané leur ayant permis de créer de légères poches dans le front attaqué, les Belges les en délogèrent par une série de contre-attaques menées avec décision, initiative et à propos. A la fin de la journée, tout le dommage était réparé et les Allemands laissaient sur le terrain 60 mitrailleuses et 800 prisonniers, dont 20 officiers. Le remarquable travail exécuté dans cette journée de Merckem fut comme la pierre de touche de la valeur offensive de l'armée belge. Elle était maintenant prête aux grandes besognes de la délivrance. Elle les appelait de tous ses vœux.

Au début de septembre, la bataille générale, engagée le 8 août devant Amiens, s'était étendue avec un succès grandissant entre Arras et l'Oise au front de six armées françaises et britanniques, qui allaient bientôt aborder la position Hindenburg. Le général Foch jugea alors le moment venu de donner à l'offensive toute l'ampleur conforme à ses plans, en déchaînant de la Meuse à la mer du Nord la poussée irrésistible qui devait rouler devant elle les armées allemandes désemparées. A ces fins il décida qu'une attaque en direction du point sensible de Mézières serait exécutée par un groupe d'armées

franco-américain. Et il se rendit le 9 septembre à Houthem afin d'exposer au Roi lui-même le projet, dont il avait déjà entretenu son État-major, de reconquérir le territoire belge par l'action d'un groupe d'armées constitué sous les ordres du Roi et comprenant, avec l'armée belge, la deuxième armée britannique et un détachement d'armée, puis une armée française.

L'entretien fut court. Le Roi donna sans hésiter son adhésion à ce programme offensif dont la situation générale et la valeur combative de l'armée belge lui paraissaient devoir assurer le succès. Avec sa simplicité et sa bonne grâce habituelles, ayant à régler avec le maréchal certaines dispositions importantes, il vint le 11 vers la fin de la matinée le trouver à son quartier général de Bonbon. Il lui demanda tout d'abord de lui donner le général Degoutte comme major général pour la durée de ces opérations. Il lui présenta ensuite une deuxième requête qui me mit dans un grand embarras.

Le Roi, jugeant en soldat, estimait nécessaire, pour exercer son commandement sur une armée britannique et une armée française, d'être muni d'une lettre de service signée du commandant en chef des armées alliées. C'est alors que je fus mis à l'épreuve : « Voilà ce que désire Sa Majesté, me dit le maréchal. Allez, Weygand, et faites vite. » Et de l'autre côté de la porte, je me retrouvai assis devant une grande feuille de papier blanc, ma plume à la main, et fort embarrassé. De précédents je n'en connaissais point, et je n'avais pas de bibliothèque à consulter. Quelle formule adopter qui ne serait ni inconvenante, ni inopérante, qui donnerait le pouvoir et qui ne serait pas un ordre? Au bout de quelques instants, qui me parurent longs, je me décidai à écrire tout simplement : « A la date du... S. M. le Roi prend le commandement... ». Cet indicatif présent n'avait pas le ton impératif du futur. Vis-à-vis du souverain il constatait, vis-à-vis des armées la signature du maréchal ordonnait. Je rentrai dans le bureau du maréchal, présentai mon papier; il fut accepté et c'est avec un soupir de soulagement que je le confiai à un officier pour le faire dactylographier. Je venais d'acquérir une expérience que je n'aurais jamais plus sans doute l'occasion de mettre en pratique.

Ce que fut pour l'armée belge cette bataille de la délivrance, vous en avez pieusement conservé le fidèle souvenir. Du 9 au

28 septembre, c'est tout d'abord l'active et ardente préparation, l'exécution de l'énorme travail que réclame l'équipement d'une base de départ. Puis la veillée des armes, au cours de laquelle chaque fantassin belge, offrant à l'avance le sacrifice de sa vie, le faisait avec le fervent espoir de briser la barrière qui le séparait de son toit et des siens et de rejeter définitivement l'ennemi hors du sol natal.

Et le 28 septembre, à 5 heures trente du matin, après une préparation de trois heures, exécutée de main de maître par vos artilleurs, les fantassins de vingt-sept régiments, l'infanterie des neuf divisions d'attaque franchissaient le parapet et s'élançaient, collant au barrage, à l'attaque de ces crêtes qui pendant tant de mortelles années avaient barré leur horizon. La conquête est menée comme elle doit l'être, avec entrain, mais avec méthode, car l'adversaire se défend avec opiniâtreté et il est juste de saluer la vaillance et la ténacité des mitrailleurs allemands qui tinrent jusqu'au bout. Le succès est complet. Lorsque le 30 septembre cette première phase de la bataille se termine, l'avance réalisée est de quinze kilomètres, la région dévastée par les obus est franchie, la crête des Flandres et la forêt d'Houthulst sont entre les mains de l'armée belge, ainsi que 6 000 prisonniers dont 160 officiers, plus de 300 mitrailleuses et près de 300 canons.

Mais ses pertes sont importantes, car le nombre des tués, blessés, disparus ou évacués, atteint le chiffre impressionnant de 10 000 hommes. J'ai su à ce moment, par des confidences personnelles du général Degoutte, combien le cœur du Roi fut douloureusement frappé par cette sanglante hécatombe. Il savait bien que le chemin de la délivrance était aussi celui du sacrifice, mais à voir ce chemin jonché de corps de tant de ses enfants, il sentit cruellement le prix qu'il fallait payer la victoire. Il savait aussi qu'à la guerre, — et c'est peut-être la plus sûre façon d'exécuter la dernière volonté de ceux qui sont tombés, — il importe d'exploiter, sans laisser de répit à l'adversaire, les résultats conquis par leur héroïsme.

Il fallait donc reprendre sans retard l'offensive. Aux vides causés par les pertes s'ajoutaient les difficultés matérielles amenées par le mauvais temps, dans un terrain bouleversé. On devait aussi prendre le délai indispensable à des relèves et à des remaniements. Toute diligence fut faite, grâce à quoi

l'attaque put repartir le 14 octobre. Après deux jours de lutte sévère, l'ennemi est à bout; dès le 16, c'est la poursuite qui commence; dans ces dernières journées l'armée belge capture encore 8000 prisonniers. Le chiffre total de ses pertes du 28 septembre au 11 novembre s'est élevé à 29000 hommes, dont 1000 officiers. Certaines grandes unités ont été particulièrement éprouvées : la 3e division d'armée que l'on trouve en tête dans le chemin de l'honneur, depuis Liége jusqu'à la fin, en comptait pour sa part près de 6000.

La victoire finale avait bien été gagnée de haute lutte par l'armée belge, comme elle l'avait été par chacune des autres armées alliées. L'armée belge avait été la première à recevoir sur son territoire le choc de l'adversaire qui avait escompté sa faiblesse. Par un juste retour du sort, elle l'en avait chassé et l'avait poursuivi l'épée dans les reins jusqu'à sa capitale, dans laquelle elle allait faire, au milieu de l'émotion d'un peuple délivré, une entrée victorieuse, derrière son général, son commandant en chef, le roi Albert.

Lorsque, le dimanche 18 février 1934, Paris fut réveillé par la nouvelle de la mort de votre Roi, un voile de tristesse tomba sur la ville. Je ne crois pas que nos rues aient eu ce matin-là un aspect très différent de celui qu'offrirent les rues de Bruxelles. Des passants qui ne se connaissaient pas s'abordaient pour se renseigner, ou pour commenter la fin tragique du souverain, de l'allié, du chef militaire, à qui la France avait voué une fervente admiration et une immense gratitude.

C'est ce sentiment dont j'ai essayé de vous apporter une fois de plus l'expression. Il est inséparable de notre confiance dans la nation belge, que les grands jours, vécus côte à côte, nous ont permis de sentir, à travers les fastes de l'infanterie belge, si élevée dans son idéal et si ferme dans sa volonté; et qui se montre aujourd'hui soucieuse de perfectionner son armée, de la maintenir à hauteur des circonstances, et capable de défendre, à la frontière, le territoire national.

Que nos deux pays, dans les jours présents, continuent de se montrer fidèles à leur grand passé! Il est fait de leur fermeté et de leur union. Il est le garant de leur avenir.

GÉNÉRAL WEYGAND.

UNE AMÉRICAINE
A LA COUR DE NAPOLÉON III

IV (1)

LA GUERRE ET LA COMMUNE

LA DÉCLARATION DE GUERRE

Mme Moulton se trouvait à Petit-Val en juillet 1870. Alors que la guerre devenait imminente, elle recevait de l'Empereur et de l'Impératrice une invitation à dîner au château de Saint-Cloud.

Petit-Val, 19 juillet 1870.

Le 15 (2), nous reçûmes une invitation pour dîner le 18 à Saint-Cloud. Le lendemain, 16 juillet, nous partîmes pour Chamarande, la propriété des Persigny. Le duc étant absent en raison de la gravité de l'heure, nous ne pûmes être mis au courant de ce qui se passait à Paris. La duchesse elle-même ne savait rien de précis, ayant seulement reçu de son mari un mot très bref et presque désespéré. Je fis remarquer à la duchesse que si la situation était vraiment menaçante, Leurs Majestés ne songeraient guère à donner un dîner à Saint-Cloud.

— Je n'y comprends rien, me répondit la duchesse, dont c'était là la seule réplique, lorsqu'on lui exprimait un doute auquel elle ne pouvait ou ne voulait répondre.

(1) Voyez la *Revue* des 15 avril, 1er et 15 mai.

(2) Le 15 juillet, une déclaration fut lue aux Chambres par le gouvernement : « Nous n'avons rien négligé, y disait-on, pour éviter une guerre, nous allons nous préparer à soutenir celle qu'on nous offre. » Ce même jour, le Corps législatif votait les crédits en vue des hostilités; la déclaration officielle de guerre fut envoyée à la Prusse le 19 juillet.

Nous quittâmes Chamarande le lendemain dans le courant de l'après-midi pour gagner notre demeure de Paris et nous y préparer en vue du dîner à Saint-Cloud où nous arrivâmes exactement à sept heures.

Ma surprise fut grande en descendant de voiture de ne point voir, à l'entrée du vestibule, les nombreux laquais qui s'y tenaient d'habitude : un seul serviteur s'y trouvait de service.

Comme j'enlevais mon manteau, M. de Laferrière s'avança vers nous :

— N'avez-vous pas, madame, reçu ma lettre où je vous prévenais que le dîner était contremandé?

— Eh quoi! m'exclamai-je, il n'y a donc pas de dîner?

— Non, répète le vicomte, il a été contremandé.

Et M. de Laferrière s'esquiva hâtivement.

Tandis que je remettais ma cape sur mes épaules, nous le vîmes réapparaître :

— Sa Majesté vous fait dire, madame, que puisque vous êtes ici, il est préférable que vous y restiez pour dîner.

— Mais, protestai-je, il vaut mieux sans doute que nous repartions tout de suite.

M. de Laferrière parut fort embarrassé :

— Il vous est difficile, dit-il, de refuser lorsque l'Impératrice a exprimé le désir de vous voir rester.

— Eh bien! répondis-je, nous ferons ce que vous nous conseillerez de faire.

— Alors, conclut le vicomte, je vous conseille de rester.

Ce que nous fîmes et ce que je devais regretter comme je n'ai jamais rien regretté de ma vie. Nous fûmes introduits dans le salon où se tenaient déjà Leurs Majestés. L'Impératrice vint à moi et me demanda gracieusement de mes nouvelles. L'Empereur me tendit la main sans un mot. Il m'apparut souffrant et abattu : jamais encore je ne l'avais vu ainsi. Le petit Prince impérial lui-même avait l'air sérieux et préoccupé.

Le dîner annoncé, l'Empereur donna le bras à l'Impératrice et le Prince impérial m'offrit le sien et nous passâmes dans la petite salle à manger d'où l'on a une si belle vue sur Paris. N'assistaient à ce repas familial, d'une vingtaine de couverts, que les membres de la maison impériale et nous. J'avais à ma droite le comte d'Arjuzon, aide de camp de l'Empereur.

Le souverain, extrêmement grave, ne prononça pas une parole de tout le repas et l'Impératrice, les yeux presque constamment fixés sur son époux, ne parla non plus à personne. Par respect pour le silence de Leurs Majestés, nul ne dit mot.

L'Empereur recevait télégrammes sur télégrammes qui lui étaient remis ouverts par un aide de camp assis à son côté. De temps en temps le souverain soulevait avec effort ses paupières alourdies pour échanger avec l'Impératrice des regards de détresse qui me donnaient l'impression que quelque chose de terrible et d'irrémédiable était en train de se réaliser.

Au salon, après le dîner, l'Empereur fut immédiatement entouré par ses aides de camp. L'Impératrice, se tenant un peu à l'écart, ne quitta pas des yeux le groupe où délibérait l'Empereur, ayant à son côté le petit Prince impérial dont l'attitude était crâne et réfléchie. Après un moment d'attente, la souveraine, visiblement angoissée, s'avança vers son époux et lui prit doucement le bras pour sortir du salon avec lui. Comme ils approchaient de la porte, l'Impératrice, se souvenant sans doute de ma présence, revint vers moi et, me tendant sa main, me dit simplement : « Bonsoir ». L'Empereur, un instant irrésolu, me fit une inclinaison de tête en guise d'adieu et disparut avec l'Impératrice et le Prince impérial.

LA COMMUNE

Après le siège, Mme Moulton se réinstalla à Paris, dans son hôtel de la rue de Courcelles ; mais déjà se manifestaient les troubles annonciateurs de la Commune. Le jour même où éclatait l'insurrection, elle revenait en voiture de Petit-Val, en compagnie de M. Washburn, ministre des États-Unis.

Arrivés à Vincennes, nous trouvâmes une atmosphère fiévreuse et là les difficultés commencèrent. Washburn fit rabattre la capote du landau et donna l'ordre d'aller plus doucement. Nous étions d'ailleurs arrêtés à tout instant par des gens demandant à vérifier le laisser-passer du ministre et aussi par des barricades formées de véhicules retournés, de pavés entassés en pyramides, de montagnes de barriques, sans compter les cordes et les fils de fer tendus en travers

des rues, toutes choses enfin susceptibles d'entraver la circulation.

Je plaignais ce pauvre Washburn qui, tenant en mains son laisser-passer, devait continuellement s'agiter entre la portière de gauche et celle de droite. Les hommes qui nous arrêtaient ainsi n'étaient point discourtois, mais parlaient sur un ton impératif et ne semblaient pas décidés à se laisser contredire; nous n'y songions certes pas!

— Nous vous connaissons de réputation, monsieur, dit l'un d'eux au ministre, et nous savons que vous êtes bien intentionné envers la France. Mais quels sont vos sentiments envers la *Commune*?

M. Washburn hésitant à répondre, l'homme continua cyniquement :

— Peut-être aimeriez-vous ajouter quelques pierres à ces barricades?

Et ce disant, il fit le geste d'ouvrir la portière de la voiture; mais M. Washburn répondit simplement, tout en refermant la portière :

— Je considère, monsieur, que j'ai votre autorisation de continuer ma route, car j'ai des choses importantes qui m'attendent à ma légation.

Et jetant à l'homme un regard de défi qui sembla l'impressionner, nous nous frayâmes un chemin à travers la foule.

Tout le long de la rue de Rivoli, nous vîmes des soldats massés par groupes et qui appartenaient, nous dit M. Washburn, à la *garde nationale*. Ce n'était, en réalité, qu'une misérable assemblée de pauvres diables traînant leurs fusils comme des bâtons.

Comme nous passions devant l'Hôtel de ville, nous aperçûmes le drapeau rouge des communards flottant au-dessus du palais. Nous dûmes nous arrêter encore et répondre à mille questions stupides, montrer nos cartes et nos documents, et donner une rapide biographie de nous-mêmes.

J'aurais pu pleurer en apercevant le Palais des Tuileries; c'était au mois d'août que, pour la dernière fois, j'avais passé là quelques instants avec l'Impératrice qui m'avait demandé de prendre le thé avec elle. Elle croyait alors au triomphe de l'armée et aux succès de l'Empereur. Elle me dit sa joie de savoir son fils auprès de son époux et me montra le télégramme

où celui-ci l'informait que l'enfant venait de recevoir le baptême du feu.

Le faubourg Saint-Honoré me parut beaucoup plus calme; cependant des patrouilles de soldats parcouraient nonchalamment les rues en pointant leur fusils dans toutes les directions. Lorsque nous arrivâmes rue de Courcelles (nous avions mis quatre heures depuis Vincennes), tout était calme comme un jour de dimanche à Boston...

LA FUSILLADE DE LA RUE DE LA PAIX

Paris, 22 mars.

Une grande excitation régna toute la journée de dimanche, le nouveau régime s'étant rendu maitre de tous les monuments et établissements publics, sur lesquels fut placé le drapeau rouge.

L'hôtel de la princesse Mathilde, qui fait face à notre maison dans la rue de Courcelles, est occupé par les communards, et l'étendard écarlate flotte sur son toit. La princesse avait d'ailleurs quitté Paris aussitôt après la catastrophe de Sedan.

Il y eut aujourd'hui dans les rues de Paris une manifestation antirévolutionnaire (1), conduite par un courageux jeune homme du nom d'Henri de Pène (2), dont le but était de conduire le plus de monde possible place Vendôme, pour demander aux communards, au nom du peuple, de restaurer l'ordre et la paix dans la cité. Une délégation avait précédé les partisans d'Henri de Pène, pour informer les autorités que tous les manifestants viendraient sans armes.

Henri de Pène était donc parti de bonne heure, parcourant les quartiers les plus populeux et les plus éloignés, invitant le peuple à le suivre, interpellant les gens à leurs fenêtres et sur leurs portes, incitant l'ouvrier à quitter son travail, le com-

(1) Le 22 mars, une manifestation de gardes nationaux bourgeois sans armes à laquelle se joignit l'amiral Saisset, qui avait succédé au général d'Aurelles de Paladine dans le commandement supérieur des gardes nationales, se heurta, devant l'état-major de la garde nationale, établi place Vendôme, à une barrière de fédérés. Une fusillade dispersa la foule; il y eut quinze morts et de nombreux blessés.

(2) Fils du journaliste qui fut un des fondateurs du *Gaulois*.

merçant sa boutique, et le bourgeois sa maison et réussissant enfin, à force d'énergie et de persuasion, à se faire suivre d'une foule d'hommes, de femmes et d'enfants, prête à le soutenir dans ses justes revendications.

Précisément vers l'heure où la manifestation, conduite par de Pène, pénétrait dans le centre de Paris, le hasard voulut que je me fisse conduire chez Worth, mon couturier, qui est établi au 7 de la rue de la Paix. Mais, trouvant la rue barrée, je laissai ma voiture rue Saint-Arnaud (1), et je décidai d'aller à pied jusque chez Worth. Il devait être à ce moment bien près de deux heures et je m'étonnai de trouver presque désert ce quartier habituellement si animé à cette heure de la journée.

Assez tranquillement cependant je gagnai le numéro 7, mais à peine avais-je pénétré dans le salon de mon couturier, que je perçus un bruit sourd, suivi de rumeurs grandissantes. Surpris et inquiet, Worth ouvrit une fenêtre sur le balcon. Quel spectacle s'offrit alors à nos regards!

Un peu en avant de la foule qui le suivait, un jeune homme qui semblait être l'incarnation de la vie, de la santé, de la jeunesse et de l'enthousiasme, haranguait la foule, mue, comme lui, par un noble souci d'apaisement.

Henri de Pène, apercevant plusieurs personnes au balcon de Worth, les invita du geste et de la voix à venir se joindre à la colonne des manifestants. Ce que voyant, Worth se retira avec prudence du balcon. « Pas moi », dit-il, en secouant sa tête rougeaude d'Anglo-Saxon.

Au milieu de cette foule composée de gens de tous âges et de toutes conditions, flottaient des bannières sur lesquelles on pouvait lire : « *Les amis du peuple* », « *Les amis de l'ordre* », « *Pour la paix* », et sur une plus grande que toutes les autres et placée en tête du cortège : « *Nous ne sommes pas armés* ».

Bientôt un flot humain, dont on ne voyait pas la fin, emplit l'immense voie. Quelque chose d'indéfinissable et d'angoissant flottait dans l'air devenu lourd et vibrant.

Comment pourrais-je exprimer l'horreur qui me saisit, lorsque, ayant entendu la fusillade toute proche et ayant ouvert précipitamment la fenêtre du balcon, j'aperçus la rue déjà jonchée de morts et de blessés dont les cris de douleur et

(1) Actuellement rue Volney.

d'épouvante sont encore dans mes oreilles et hantent encore mon esprit ! Une fumée âcre irritait ma gorge, et je me sentais défaillir, lorsque quelqu'un m'attira vers l'intérieur et ferma la fenêtre pour étouffer les cris horrifiants qui montaient de la rue ensanglantée.

Étant le premier au danger, Henri de Pène fut le premier offert à la mort ; un projectile le traversa de part en part.

Les rescapés de cette effroyable tragédie s'enfuirent aussi vite que leurs jambes pouvaient le leur permettre, et bientôt il ne resta plus dans la rue que les cadavres et les grands blessés, abandonnés au secours charitable des commerçants qui les transportèrent dans leurs magasins pour leur prodiguer les premiers soins. Le grand financier Hottinguer, dont le bras était fracassé, fut recueilli par Worth.

J'étais dans un état d'agitation indescriptible, et mon seul désir était de pouvoir regagner ma voiture pour rentrer à la maison. Mais comment y parvenir ? Et la retrouverais-je seulement ?

Worth suggéra de me faire passer par ses ateliers qui se trouvent tout en haut de l'immeuble et qui communiquent avec la maison voisine, laquelle a accès rue Saint-Arnaud où précisément j'avais laissé ma voiture.

Conduite par une essayeuse, à travers un dédale de pièces et de corridors, je parvins enfin à la porte cochère libératrice, les jambes tremblantes et le cœur défaillant.

Là cependant m'attendait une pénible surprise : les lourds verrous, poussés en hâte par une concierge justement effrayée, ne consentaient pas à s'ouvrir, et je vis le moment où j'allais être obligée de refaire en sens inverse, et seule, le chemin qu'aucun fil d'Ariane ne viendrait m'aider à retrouver ! Par bonheur, je fus secourue par la trouvaille inopinée d'une pièce d'or dans le fond de ma bourse, qui, opportunément glissée dans la main de la concierge, fit tourner l'huis, et me rendit la liberté.

La rue Saint-Arnaud était remplie d'une foule bruyante qui s'écoulait dans toutes les directions. Mais comme j'avançais vers ma voiture que je venais d'apercevoir à l'endroit même où je l'avais laissée, je vis mon cocher, le brave Louis, agiter vers moi sa main gantée de blanc, et je me sentis rassérénée. Aussi vite que possible, je me frayai un passage parmi

cette foule grouillante, demandant très poliment pardon, et distribuant de grands mercis à tous ceux qui me laissaient passer.

J'arrivai enfin près de ma voiture, mais là m'attendait une nouvelle surprise : je vis un grand jeune homme agrippé à la bride du cheval dételé, tandis que Louis, tout en palabrant, ne consentait point à lâcher l'animal.

L'homme qui disputait ainsi mon cheval à Louis me parut assez redoutable. Je m'avançai toutefois vers lui avec mon sourire le plus placide et le plus désarmant.

— Monsieur, dis-je, voudriez-vous être assez galant pour aider mon cocher à remettre ce cheval dans les brancards de ma voiture?

Pris au dépourvu, et possédant en vérité cette galanterie qui est naturelle à tous les Français, il lâcha la bride du cheval, se découvrit, et retournant son veston, me montra une plaque qui y était attachée, et qui indiquait bien qu'il était un agent du *Comité central.*

— Je réquisitionne ce cheval au nom du gouvernement, me dit-il.

Je lui fis observer que le gouvernement pourrait aussi bien faire exécuter cette réquisition à mon domicile, l'animal m'étant pour l'instant indispensable, afin de regagner la rue de Courcelles. L'homme me regarda comme s'il voulait peser la sincérité de mes paroles, et après une minute de réflexion, il me dit poliment :

— Je comprends, madame, je vous laisse votre cheval; et il se mit aussitôt en devoir d'aider Louis à revêtir la bonne bête de ses harnais.

Arrivée à la maison, mes forces m'abandonnèrent, et je dus m'aliter.

UNE SÉANCE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — COURBET

Paris, mars 1871.

Le secrétaire d'ambassade des États-Unis, M. Hoffman, et sa femme qui habitent Versailles, nous avaient invités pour aujourd'hui à déjeuner.

Après le déjeuner, auquel assistait également le ministre, M. Washburn, M. Hoffman nous proposa de nous conduire

au Palais pour assister à une séance de l'Assemblée nationale. Nous nous installâmes dans la loge réservée à M. Hoffman qui, en sa qualité de secrétaire d'ambassade, doit assister à toutes les séances.

Il y avait là Thiers, Louis Blanc, Jules Favre, Jules Grévy. J'avoue que je fus fort désappointée. Assise entre le ministre et M. Hoffman, je dus faire des efforts inouis pour secouer l'assoupissement qui me gagnait et prêter quelque attention au discours de Thiers qui, j'en étais sûre, valait mieux que les réflexions de mes deux voisins, lesquelles me portèrent à penser que l'un devait écrire un traité d'histoire ancienne et l'autre un traité d'histoire moderne. A ma gauche, en effet, M. Hoffman murmurait à voix basse :

— Et dire que c'est dans cette même salle et dans ces mêmes loges que la cour pompeuse du Roi-Soleil venait s'asseoir pour écouter les opéras de Rameau !

J'essayai de paraître très impressionnée.

— Savez-vous, madame Moulton, reprenait à ma droite M. Washburn, que les communards viennent de prélever sept millions dans les caisses de la Banque de France?

J'essayai de paraître scandalisée.

Pendant ce temps, la voix aiguë et lointaine de Thiers, essayant de pénétrer l'espace, disait :

— La force ne fonde rien parce qu'elle ne résout rien.

Jules Grévy prit la parole pour dire quelque chose dont je ne pus saisir le sens, et lorsque je demandai à M. Hoffman de vouloir bien me l'expliquer, il me répondit de telle sorte que je n'y pus rien comprendre non plus.

Jules Favre parla ensuite de « la gloire de notre glorieux pays » et des destinées de la France. Ses phrases furent scandées par des applaudissements frénétiques. Les hommes acclamaient, les femmes agitaient leur mouchoir; toute la salle debout paraissait déchaînée. Seuls, mes deux voisins américains demeuraient calmes et nullement impressionnés.

— Combien typique ! dit M. Hoffman.

— Quel fatras ! dit M. Washburn.

Le soir, en rentrant à la maison, nous trouvâmes mon beau-père en proie à une grande agitation. Beaumont (1), le

(1) Charles-François-Édouard de Beaumont, 1821-1888, auteur de tableaux anecdotiques qui eurent grand succès en leur temps.

peintre, dont nous avons souvent la visite, était venu dans l'après-midi et avait demandé à M. Moulton l'autorisation de nous présenter Courbet, le célèbre peintre devenu communard. Mon beau-père n'y eut pas plus tôt consenti qu'il se prit à le regretter, mais il était trop tard pour rappeler Beaumont; il s'ensuivit que nous eûmes hier au soir, peu après notre retour de Versailles, la visite de Courbet.

Courbet est loin d'être beau : petit et gros, les yeux ronds et perçants, la barbe longue et les cheveux coupés courts. Mais c'est un grand artiste.

Naturellement il nous parla de la « situation » et nous exposa ses idées personnelles. Il n'est ni un assoiffé de sang ni de ces fanatiques qui parcourent les rues en tirant dans le dos de ceux qui ne sont pas de leur parti. Non ! Mais il a foi, du moins le dit-il, en une Commune fondée sur les principes de liberté et d'égalité des masses.

M. Moulton fit remarquer à Courbet que l'octroi aux masses d'une trop grande liberté pouvait être un grand péril, mais il admit que la fraternité rachète bien des fautes.

La conversation se prolongea fort tard sur ce sujet brûlant. Beaumont y mit fin en entraînant Courbet devant un panneau du salon où figure sa dernière toile dont il pense beaucoup de bien.

— Quel beau cadre ! s'écria Courbet.

Je ne puis dire que ma belle-mère et moi avons une grande admiration pour Courbet, mais je suis sûre qu'en nous quittant, il était persuadé que nous étions tous entichés de lui.

UNE ENTREVUE AVEC RAOUL RIGAULT

Paris, mars 1871.

En raison de la gravité des événements, mon beau-père estime qu'il serait pour moi préférable de quitter Paris. Mais on ne peut en ce moment s'éloigner de la capitale sans une autorisation spéciale, difficile à obtenir. En conséquence, M. Moulton alla solliciter M. Washburn, l'aimable ministre d'Amérique, qui non seulement nous fit parvenir un mot de recommandation à l'adresse du préfet de police (1), mais encore

(1) Pendant la Commune, Raoul Rigault fut délégué civil à la Préfecture de police.

nous offrit la voiture de la légation pour nous conduire jusqu'à ce personnage redoutable.

Ce matin à onze heures, je prenais place dans le coupé protocolaire, en compagnie de ma gouvernante qui s'était précautionneusement munie d'un petit sac bourré de friandises pour le cas où quelque événement imprévu nous retiendrait au dehors plus longtemps que de raison. Je remarquai que le cocher du ministre ne portait ni la livrée ni la cocarde réglementaires, et j'en déduisis que M. Washburn avait jugé préférable de ne pas nous signaler à l'attention de la rue.

Le parcours nous parut très long en raison des multiples arrêts qui nous furent imposés pour la vérification de mon permis, et tandis que je regardais curieusement par la portière ce Paris si différent de celui auquel j'étais accoutumée, ma gouvernante discourait sur ces *gens-là* de la manière qui convenait :

— Ne jamais les heurter, disait-elle, et surtout n'être pas arrogant, mais leur parler avec patience et douceur.

En passant rue de Rivoli, je fus frappée par le spectacle qu'offraient les patrouilles de gardes nationaux fédérés au visage hâve, aux vêtements boueux et déchirés, traînant des fusils rouillés et des bottes en loques.

Arrivées enfin devant la Préfecture, nous nous apprêtions à descendre de voiture, quand nous vîmes s'avancer vers nous un énergumène, fusil à l'épaule, qui nous demanda d'un air furieux et menaçant « ce que nous venions faire ici ». Toutefois, après avoir examiné en tous sens mon précieux laisser-passer, il se résigna, en secouant la tête et haussant les épaules, à nous laisser descendre.

Après avoir franchi les grilles de la Préfecture, nous nous trouvâmes dans une cour remplie de soldats en armes. L'un d'entre eux ayant eu la maladresse de laisser tomber son fusil, une détonation retentit et je vis ma pauvre gouvernante, que la peur avait fait s'entraver dans ses jupes, tomber à mes pieds, les mains et les genoux à terre.

Revenues de notre émoi, nous traversâmes la cour sous les risées de la soldatesque et nous fûmes conduites par un garde au fond d'un long corridor, devant une porte près de laquelle se tenait une sentinelle. Je pensais alors être parvenue au bureau préfectoral, mais ce n'était là qu'une des nombreuses

antichambres et nous dûmes reprendre notre course à travers salles et couloirs, toujours escortées de nouveaux gardes en armes qui se passaient la consigne, après avoir vérifié nos papiers et s'être enquis du but de notre visite.

Enfin, après avoir parcouru sept ou huit salles et autant d'inquiétants corridors, nous arrivâmes devant une porte où se tenait une sentinelle plus impressionnante que toutes celles déjà rencontrées. Cette fois... c'était bien là !

— La citoyenne qui vous accompagne a-t-elle aussi une carte d'introduction ? me demanda la sentinelle sur un ton qui me laissa peu d'espoir de la fléchir.

Je n'avais pas, hélas ! pensé à cette complication ; cependant, d'une voix suave, j'assurai au garde que cette personne était ma gouvernante et qu'il serait bien bon de la laisser pénétrer avec moi dans le bureau du préfet.

Hélas ! mes beaux discours n'eurent pas le résultat espéré.

— Madame, j'ai des ordres et je les exécute, me répondit la sentinelle, et je dus, seule, franchir la porte redoutable.

Je me trouvai dans une vaste pièce, où Raoul Rigault tenait ses assises. Je l'aperçus aussitôt assis à son bureau et paraissant complètement absorbé dans la rédaction de quelque ordonnance. Deux gendarmes, debout derrière lui, semblaient attendre ses ordres, à moins qu'ils n'eussent été placés là en gardes du corps.

Au cours de notre entrevue, j'eus tout loisir d'examiner l'homme que j'avais devant moi et que je savais être le spécimen le mieux réussi de ce que la race humaine a produit de plus méprisable et aussi de plus dangereux. Paraissant âgé de trente-cinq à quarante ans (1), l'homme était court et trapu, avec un visage rond où s'étalait une barbe touffue encadrant des lèvres épaisses au sourire démoniaque. Il portait un binocle d'écaille qui ne pouvait dissimuler l'expression cruelle et finassière de son regard.

La pièce où je me trouvais était d'une nudité glaciale, et probablement voulue. Une table de travail, trois chaises ordinaires et, au bout de la pièce, une immense cheminée contre laquelle un homme était appuyé, constituaient tout l'ameublement et toute la décoration de cette sorte de tribunal.

(1) Raoul Rigault était né en 1846 ; il fut fusillé le 24 mai 1871.

Après de longues minutes d'attente durant lesquelles je parvins à reprendre mes esprits et à retrouver mon courage, je m'avançai, sans y avoir été invitée, vers la table de l'impertinent, dans l'espoir qu'il allait enfin m'apercevoir et s'enquérir de l'objet de ma visite, s'il n'en était déjà informé. Mais il continua imperturbablement à griffonner son papier sans daigner lever les yeux sur moi. Je résolus d'en finir.

— Monsieur, dis-je, je suis venue pour obtenir un passeport qui m'est nécessaire, et voici un mot que je dois vous remettre de la part de M. Washburn, le ministre d'Amérique à Paris.

Rigault prit la carte sans condescendre à prendre connaissance de son contenu et se remit à écrire sans plus s'inquiéter de moi. Mal à l'aise et nerveuse devant une telle impertinence, je revins à la charge, mais sur un ton extrêmement poli.

— Monsieur, voudriez-vous avoir l'obligeance de me donner ce passeport, s'il vous plaît ?

Devant mon interpellation polie, mais directe, Rigault se décida à lire la carte que je lui avais remise et m'interrogea dans le style *Marat* :

— Ainsi donc, citoyenne, vous voulez quitter Paris; et pourquoi ?

Je répondis que je désirais quitter Paris pour différentes raisons. Avec un sourire qu'il devait croire irrésistible, Rigault me dit alors :

— J'aurais pensé que Paris était un séjour enchanteur pour une jolie femme comme vous, citoyenne.

Comment lui faire comprendre que je n'étais pas venue pour engager une conversation de cette sorte, mais pour obtenir un passeport par les voies les plus rapides? Je devins très inquiète et je vis en imagination tout l'appareil d'épouvante dont peut user une révolution terroriste conduite par une bande de misérables se donnant toutes licences et tous pouvoirs. A ce moment, j'entendis sonner l'heure à l'horloge de la Préfecture et je me rendis compte que j'étais là depuis quelques instants seulement et non depuis des heures, comme j'en avais l'impression. Néanmoins, je dis à mon interlocuteur :

— Je suis, monsieur, assez pressée et je vous serais obligée de me remettre le passeport que je demande.

Alors Rigault reprit la carte de M. Washburn, l'examina attentivement, puis, me regardant avec curiosité :

— Êtes-vous la citoyenne Moulton ?

— Parfaitement, répondis-je.

— Américaine ?

— Américaine, répétai-je sur un ton où perçait sans doute une pointe de défi.

— Le ministre vous connaît-il personnellement ?

— Sa famille et la mienne entretiennent des relations suivies.

Ma réponse le fit réfléchir un moment, puis il reprit :

— Et pour quels motifs voulez-vous donc nous priver de votre présence à Paris ?

Je répondis, un peu angoissée, que ma présence était nécessaire ailleurs et, dans ma hâte d'en finir, j'ajoutai :

— S'il ne vous est pas possible, monsieur, de me remettre ce passeport, j'en informerai le ministre qui viendra certainement vous le demander lui-même.

Ma réflexion fut sans doute plus habile que je ne le pensais, car l'homme, avec un haussement d'épaules et un sourire insolent, ouvrit un tiroir d'où il retira une formule de passeport qu'il plaça devant lui et commença de remplir. Je vécus alors le quart d'heure le plus désagréable de ma vie. Raoul Rigault se complut dans une grossièreté qui lui était naturelle et qu'il étala, au nom, sans doute, des principes de liberté, d'égalité et de fraternité dont se targuait le nouveau régime. Lorsqu'il en vint à mon signalement, il se montra particulièrement odieux, se levant de son siège pour venir examiner de près si mes yeux étaient noirs ou bruns et mes cheveux bruns ou cendrés.

— Vous êtes bien pâle, citoyenne, me dit-il, quand il lui fallut qualifier le teint de mon visage ; voudriez-vous quelque chose à boire ?

Tout en accordant à sa sincérité le bénéfice du doute, je refusai nettement son offre, et je ne pus m'empêcher de voir en lui un nouveau Borgia. Enfin, lorsqu'il me demanda mon âge en insinuant que je paraissais bien jeune pour circuler seule dans Paris à une époque aussi troublée, j'eus l'heureuse inspiration de lui répondre que je n'étais pas seule et que mon mari m'attendait en bas dans la voiture du ministre. Ma

réponse jeta un froid dans l'esprit échauffé du préfet de police qui interpella alors l'homme adossé à la cheminée :

— Pensez-vous, Grousset (1), que nous puissions autoriser Mme Moulton à quitter Paris ?

Grousset prit la carte de recommandation de M. Washburn et, l'ayant lue, se pencha vers Rigault pour lui parler à voix basse, ce qui eut pour résultat un changement complet dans l'attitude du préfet.

— Madame Moulton, me dit Grousset déférent, j'ai eu l'honneur de vous voir l'année dernière au bal de l'Hôtel de ville.

Surprise, je regardai cet homme qui était un très beau garçon, et me souvins fort bien de l'avoir rencontré, mais sans qu'il me fût possible de préciser en quelle circonstance. J'étais heureuse cependant d'avoir trouvé quelqu'un qui pût témoigner de ma personnalité et qui pût faire cesser les manières équivoques de ce rustre de préfet.

— Voulez-vous me permettre, madame, de me présenter? Je suis Paschal Grousset : puis-je vous être de quelque utilité ?

— Certes, vous le pouvez, monsieur, en me faisant remettre le passeport que je sollicite et au sujet duquel il semble qu'il y ait un si fâcheux malentendu.

Les deux hommes eurent ensemble un court entretien et le passeport fut enfin soumis à ma signature.

Rigault apposa ensuite le sceau officiel et se levant avec une politesse dont je le supposais incapable, il me le tendit en s'inclinant. Avant de prendre congé, je lui demandai ce que je devais.

— Mais absolument rien, madame, me répondit le préfet, trop heureux si je puis à l'avenir vous rendre quelque service.

Paschal Grousset m'offrit alors son bras et je refis avec lui le long trajet que j'avais déjà parcouru. Je pensais retrouver ma gouvernante derrière la porte où je l'avais laissée, mais nous la découvrîmes paisiblement endormie dans une salle voisine.

M. Grousset, en ouvrant la portière du coupé, fut visiblement surpris de ne point voir dans la voiture le « mari » que j'avais annoncé avec tant d'assurance ; il dut comprendre les

(1) Paschal Grousset, 1845-1909, délégué aux Relations extérieures pendant la Commune ; plus tard député du XIIe arrondissement de Paris ; écrivit de nombreux romans pour la jeunesse sous le pseudonyme d'André Laurie.

excellentes raisons de mon petit mensonge et je vis à son sourire qu'il m'approuvait pleinement.

— J'ai l'impression, monsieur Grousset, que vous venez de me rendre un très grand service, dis-je à mon cavalier en guise de remerciement.

— Plus grand peut-être que vous ne le pensez, madame, mais vous m'en voyez tout heureux.

De retour à la maison, j'y trouvai M. Washburn m'attendant en compagnie de mon beau-père. Tous deux étaient fort inquiets de ma longue absence et venaient de donner l'ordre au cocher de se préparer à les conduire à la Préfecture. Ils examinèrent mon passeport et M. Washburn en y voyant la mention « valable pour un an » s'écria :

— Évidemment ils pensent s'être emparés du pouvoir pour toujours.

Paris, 23 avril 1871.

Ma belle-mère a enfin décidé de quitter Paris pour Dinard et j'ai trouvé préférable que les enfants l'accompagnent; tous sont munis de la carte rouge de circulation datée et de la carte blanche non datée.

Ma belle-mère ayant désiré réunir quelques-uns de nos rares amis encore à Paris, en un dîner d'adieu, nous réussîmes à grouper autour de notre table, Gounod, Auber, Delsarte et Beaumont, ce qui nous permit de passer une soirée inoubliable.

Mon beau-père avait demandé à mon beau-frère Henri (1) de se joindre à nous, et d'apporter avec lui des petits pois du jardin de Petit-Val, afin d'agrémenter d'une primeur le menu par trop frugal du chef.

Ma belle-mère avait fait savoir à Henri qu'elle enverrait la voiture l'attendre à la gare (2), mais Louis, notre cocher, ne devait pas arriver à temps et pour cause!

Henri, ayant attendu vainement pendant une heure, finit par trouver un homme qu'il chargea de ses plus gros bagages et il partit à pied en suivant approximativement la route que

(1) L'un des beaux-frères de Mme Moulton qui vivait au château de Petit-Val occupé par des officiers allemands.

(2) Sucy-en-Brie, dont dépend Petit-Val, se trouve sur la ligne dite de Vincennes; la gare est à la Bastille.

Louis devait parcourir. Quelle ne fut pas sa surprise, comme il approchait de l'Hôtel de ville, d'apercevoir notre voiture occupée par deux inconnus.

Henri héla le cocher qui s'arrêta aussitôt, bien que fort effrayé par les paroles peu rassurantes des deux hommes qui entendaient continuer leur route.

Mais Henri, ouvrant la porte et soupçonnant ce qui s'était passé, dit poliment à ces deux intrus :

— Messieurs, vous occupez ma voiture, dont j'ai grand besoin, et je vous prie d'en sortir.

— Par exemple ! s'écrièrent les deux hommes, et qui êtes-vous ?

— Je suis le propriétaire de cette voiture.

Puis, se tournant vers le porteur, il le pria de déposer ses paquets dans la voiture, ce que le drôle fit sans ménagements pour les deux occupants.

— Ah ! ah ! s'écrièrent ceux-ci. Savez-vous qui nous sommes ?

Henri répondit qu'il n'était pas particulièrement désireux de le savoir.

— Je vous présente tout de même M. Félix Pyat (1), et moi, je suis son secrétaire. Au surplus, voici un bon de réquisition pour votre voiture.

— Eh bien ! dit Henri en repoussant le billet, voici ma carte, voici mon laisser-passer et enfin voici mon cocher et ma voiture, dit-il en désignant Louis et l'attelage.

Félix Pyat, croyant sans doute avoir une idée géniale, dit alors :

— Comment pouvez-vous nous prouver que vous êtes bien le propriétaire de cette voiture?

Henri pensa à ce moment, qu'en l'état où il se trouvait et chargé d'un sac de petits pois, il ne pouvait prétendre à avoir l'air d'être le propriétaire de quoi que ce soit, excepté du sac dans lequel les pois roulaient comme des grains de plomb.

Finalement Louis fut choisi comme arbitre et contrairement à son habitude qui est de mâchonner d'incompréhensibles et hésitantes paroles, il s'exprima dans un langage clair

(1) Félix Pyat, 1810-1889, auteur dramatique, mêlé à la révolution de 1848, exilé sous l'Empire jusqu'en 1869, puis condamné pour délit de presse et de parole; de nouveau réfugié en Angleterre ; membre de la Commune.

et surprit Henri en confirmant ses dires avec une belle assurance.

Tenant d'une main son fouet avec le bout duquel il désignait Henri et portant l'autre main à son cœur, il dit :

— Je jure que celui-ci est mon maître.

Seul un communard pouvait rester sceptique devant un serment aussi grave.

— C'est bien, dit Pyat, mais nous allons voir si vous dites vrai.

Henri ayant cependant réussi à s'installer dans le coupé cria à Louis :

— A la maison!

— A la place Beauvau! ripostèrent les deux communards.

Le bruit de la querelle ayant assemblé quelques badauds autour de la voiture, ils jugèrent prudent d'y mettre un terme. Henri consentit alors à faire conduire en premier lieu ces intrus au ministère de l'Intérieur.

Paris, le 7 mai 1871.

J'ai reçu ce matin des mains d'un mystérieux messager un curieux document qui représente une série de roues de voiture. J'ai mis longtemps à comprendre qu'il s'agissait là d'une communication secrète du prince de Metternich dont l'ambassade est actuellement installée à Bordeaux et j'ai fini par déchiffrer la signification de ces roues mystérieuses dessinées avec des lettres formant la phrase suivante : « Vous conseille de partir : pire viendra. Pauline (1) à Vienne, moi triste et tourmenté. » Excellent avis, mais difficile à suivre en ce moment.

Jamais la vie à Paris n'a été aussi dénuée d'agrément. Dans les rues presque désertes et à peine éclairées la nuit, tout est calme : on n'y rencontre point d'ivrognes et, chose surprenante, on n'y entend parler ni de vols ni de pillages. Un ou deux petits théâtres sont, paraît-il, encore ouverts, ainsi, bien entendu, qu'un grand nombre de cafés et de marchands de vin. Des fédérés déambulent par la ville, honteux de leurs uniformes malpropres et de leur aspect déguenillé.

Chaque jour nous parviennent des nouvelles plus alar-

(1) Princesse de Metternich.

mantes. Comment cela finira-t-il? En attendant, nous vivons dans une crainte continuelle.

9 mai 1871.

Aujourd'hui pendant notre déjeuner, les domestiques se précipitèrent dans la salle à manger, pâles et tremblants, pour nous annoncer que le sac des maisons venait de commencer boulevard Haussmann et qu'un groupe de pillards s'avançait maintenant vers notre demeure.

Nous nous précipitâmes aux fenêtres et nous vîmes en effet un attroupement composé en majeure partie de fédérés qui gesticulaient devant l'hôtel de la princesse Mathilde, qui se trouve exactement en face du nôtre. Ces gens avaient aussi leur attention fixée sur notre maison et se la désignaient du doigt avec un air peu rassurant.

Presque aussitôt nous vîmes s'avancer vers les grilles fermées la foule des gardes et des rôdeurs qui grossissait d'instant en instant et qui maintenant secouait frénétiquement la grande grille de fer dans leur rage de la trouver fermée.

M. Moulton fit alors appeler le concierge pour lui donner l'ordre d'ouvrir toutes grandes les trois entrées de l'hôtel; mais le portier, craintif, s'était barricadé chez lui et les appels ne le décidèrent que tardivement à sortir, ce que voyant, la foule furieuse lui aurait fait un mauvais parti si M. Moulton ne s'était avancé sur le perron où d'ailleurs je le suivis.

Aussi crânement que froidement, interpellant ces gens dans son étrange langage, M. Moulton leur dit :

— Qu'est-ce que *vô vôlez* ? ce qui eut le don de faire ricaner la populace.

Celui qui semblait être le chef s'avança vers le perron, tendant à mon beau-père un pli qui portait le cachet du *Comité de transport de la Commune*, ordonnant la réquisition de tous les animaux que nous pouvions posséder. Mon beau-père, s'emparant du pli, plaça posément ses binocles devant ses yeux et lut sans hâte, tandis que la foule, sans doute impressionnée par le calme dont il faisait preuve, se tenait tranquille et même respectueuse.

— *Vô vôlez nos animoses ?* leur dit-il enfin de son ton le plus calme.

La foule maintenant se tordait de rire; j'eus l'intuition que la partie était gagnée et que ces gens ne nous feraient aucun mal et ne nous causeraient pas trop de dommage.

Le langage comique de mon beau-père avait donc sauvé la situation en mettant ces brutes en gaieté.

M. Moulton fouillant alors au plus profond de ses poches avec une attention et une lenteur qui eût pu faire penser qu'il allait en sortir un trésor capable de corrompre la nation tout entière, en sortit un simple louis d'or qu'il brandit au nez de l'homme.

— Est-ce que ce peut *soufire* pour garder ici nos *animoses*? demanda-t-il avec un grand sérieux.

Et tandis que la racaille s'esclaffait, l'incorruptible communard répondit, la main posée sur son cœur :

— Nous sommes des honnêtes gens, monsieur.

Sur quoi mon beau-père se permit un indescriptible sourire dont l'audace me fit frémir et força mon admiration.

Élevant le ton, il leur dit en conclusion :

— Je ne peux pas vous *refouser le cheval*, — et ici le ton se fit plus aigu, — mais *je vous refouse le vache*!

Les hommes étaient maintenant secoués d'un rire convulsif et tandis que mon beau-père ordonnait au cocher d'aller chercher la pauvre bête, le chef, s'adressant à moi, pensant sans doute me convaincre aisément, me dit :

— Madame, vous possédez une vache et j'ai l'ordre de réquisition pour tous vos animaux; veuillez donc, je vous prie, l'envoyer chercher aussi.

— C'est vrai, dis-je avec mon plus gracieux sourire, nous avons une vache, mais nous avons aussi l'autorisation de votre gouvernement de la garder.

— Quel gouvernement? demanda l'homme.

— Mais le gouvernement français, dis-je, n'est-ce pas le vôtre?

L'homme hésita un moment et s'adressant de nouveau à mon beau-père :

— Mais nous avons des ordres, monsieur.

— Ça m'est égal, interrompt mon beau-père; je *refouse le vache*.

Quelque drôle s'écria dans la foule :

— Eh bien! gardez le *vache*!

Cette exclamation fut accueillie par une salve d'applaudissements mêlés de rires.

Je pense que cette foule de communards fut, malgré elle, impressionnée par le courage de ce vieil homme, aussi bien que désarmée par la cocasserie de son langage.

Ce fut un véritable crève-cœur que de voir Louis amener d'un air triste la brave et douce *Metjé* pour la livrer à son nouveau et sans doute triste destin! Les pleurs coulaient sur les joues du pauvre homme et aussi sur les miennes, je vous l'avoue, et je suis bien certaine que plusieurs de ces individus qui nous entouraient mêlèrent malgré eux leurs larmes aux nôtres, si j'en juge par le silence qui succéda subitement aux rires qui venaient de s'évanouir et aussi par l'émotion que je vis passer sur quelques-uns de ces visages.

Enfin, cette bande d'indésirables qui, tout à l'heure, avaient voulu forcer les grilles, s'éloignait maintenant, tel un troupeau de moutons doux et paisibles.

EXÉCUTION DES OTAGES

Dans des lettres datées de mai 1871, Mme Moulton raconte certains des événements dont Paris fut le théâtre pendant ce mois tragique, ou plutôt elle note les nouvelles telles qu'elles parviennent à ses oreilles; il ne faut donc pas chercher dans ces lettres une scrupuleuse vérité historique, mais l'écho des bruits qui circulaient alors dans Paris.

Mai 1871.

La colonne Vendôme est tombée aujourd'hui. Depuis plusieurs jours une équipe travaillait à l'user par la base. Le bruit infernal que chacun attendait de son effondrement ne se produisit pas, une multitude de fagots ayant été placée en direction de la rue de la Paix, où elle vint très exactement se briser avec un bruit sourd et en soulevant de gros nuages de poussière.

Pour obtenir ce beau résultat, il fallut les longs efforts d'une équipe d'une vingtaine d'hommes aidés de trois poulies et d'énormes cordes.

La statue de l'Empereur gît maintenant en trois énormes morceaux.

Mai 1871.

Rigault a aujourd'hui donné l'ordre que tous les otages soient exécutés. Cet ordre, entièrement écrit de la main du vampire, non seulement ne porte aucun des nombreux signes et cachets habituels, mais il fut encore, dit-on, hâtivement rédigé sur une feuille de *déclaration d'expédition des chemins de fer d'Orléans.* Peut-être à ce moment songeait-il à sa fuite et la préparait-il!

Cette proclamation, dont voici le texte, vous donnera un aperçu de ce dont est capable cette horrible brute.

Floréal, an 79.

Fusillez l'archevêque et les otages; incendiez les Tuileries et le Palais-Royal, et repliez-vous sur Germain-des-Prés.

Ici tout va bien.

Procureur de la Commune (1),
Raoul Rigault.

Dans la soirée, les quarante otages furent exécutés, dont Mgr Darboy, archevêque de Paris, l'abbé Deguerry et le président Bonjean qui furent conduits à la place de l'exécution empilés dans un char à bancs avec leurs compagnons d'infortune.

L'archevêque semblait souffrir, sans doute en raison d'un mauvais état de santé que lui avaient valu les innombrables privations subies dans la dure prison de Mazas.

« Appuyez-vous sur mon bras, lui dit Bonjean, c'est celui d'un bon ami aussi bien que d'un bon chrétien. » Et il ajouta : « La religion d'abord, la justice ensuite. » L'archevêque fut le premier appelé, Bonjean fut le second. Ils descendirent lentement un escalier sombre et étroit, et lorsqu'ils furent rangés contre le mur d'exécution, Bonjean dit encore : « Nous allons leur montrer comment savent mourir un prêtre et un magistrat. »

Ils devaient, hélas! attendre deux heures les balles libératrices, et comme quelqu'un avait osé en faire la remarque à Rigault, celui-ci ne trouva que cette réponse digne de lui :

(1) Raoul Rigault avait donné sa démission de délégué à la préfecture de Police et avait été nommé procureur de la Commune.

« Nous ne faisons pas de la légalité, nous faisons de la révolution! »

Quelques instants avant l'exécution, un scélérat parmi la foule des témoins se mit à hurler : « Vive la liberté! » Et Darboy de lui dire : « Ne profanez pas ce mot; c'est à nous seuls qu'il appartient à cet instant où nous allons mourir pour la liberté de notre idéal et de notre foi. » Le saint homme fut alors exécuté et mourut aussitôt. Mais le président Bonjean, très droit, croisant les bras sur sa poitrine dans une attitude pleine de courage, livrait à ses bourreaux son beau regard loyal et fier qui les troubla sans doute si profondément que pas une balle, sur les dix-neuf qui furent tirées, ne le frappa à la tête, tandis que tous les os de son corps furent broyés, et le beau regard qui défiait ne s'éteignit qu'après le coup de grâce, tiré derrière l'oreille pour mettre fin à la vie de ce brave.

COMMENT L'IMPÉRATRICE A QUITTÉ LES TUILERIES

En juillet 1874, Mme Moulton fut invitée au domaine de Johannisberg, en Nassau, célèbre par son vin, et que Metternich, père du prince Richard de Metternich, avait reçu en 1814.

Sonnenberg, juillet 1874.

Me voici de retour d'une visite au château de Johannisberg, la demeure estivale du prince et de la princesse de Metternich.

Au dîner, nous parlâmes de l'empereur Napoléon III, de la belle Impératrice, des magnifiques fêtes auxquelles Paris nous convia, et aussi, hélas! de l'effroyable catastrophe qui vint briser en pleine gloire le trône des souverains de France.

Le prince me conta tous les détails de la fuite de l'Impératrice après la catastrophe de Sedan.

Lorsque la nouvelle parvint à l'ambassade d'Autriche que la foule en fureur pénétrait dans les Tuileries, le prince de Metternich communiqua aussitôt avec l'ambassadeur d'Italie, le comte Nigra, et tous deux décidèrent de se rendre sur-le-champ auprès de l'Impératrice pour lui offrir leurs services.

Lorsqu'ils arrivèrent aux abords du palais, ils aperçurent

la foule massée devant les grilles et se hâtèrent vers les appartements de l'Impératrice qu'ils trouvèrent calme et très maitresse d'elle-même, déjà revêtue d'une robe de voyage en soie noire et s'occupant, en compagnie de Mme Le Breton, à ranger quelques objets personnels dans un sac de voyage. En apercevant les deux ambassadeurs, la souveraine s'écria :

— Que faut-il que je fasse?

— Le général Trochu n'a-t-il pas conseillé Votre Majesté? s'enquit le prince.

— Trochu? répéta l'Impératrice, je l'ai fait mander par deux fois, mais il ne se soucie ni de répondre ni de venir!

— Le comte Nigra et moi sommes ici entièrement au service de Votre Majesté, dit le prince.

L'Impératrice les remercia et de nouveau demanda ce qu'ils lui conseillaient de faire.

Le prince répondit qu'à son sens, le plus sage parti à prendre était de quitter Paris sur-le-champ, et il ajouta que sa voiture arrêtée près du palais était à son entière disposition. Mettant alors son chapeau et sa cape, la souveraine leur assura qu'elle était prête à les suivre. Ils quittèrent ensemble l'appartement pour s'engager dans le pavillon de Flore, puis à travers les galeries du Louvre, jusqu'à la petite porte qui avait accès sur les quais où stationnaient les deux coupés des ambassadeurs.

Durant ce court trajet à travers le palais qu'elle savait quitter pour toujours, la souveraine demeura calme et silencieuse, avec sur son beau visage une expression d'intense douleur.

Le prince de Metternich, qui avait songé à faire conduire l'Impératrice auprès d'amis où il savait qu'elle serait en parfaite sécurité en attendant l'organisation de sa fuite, s'avança vers son cocher pour lui communiquer ses ordres, puis, ouvrant la portière du coupé, invita la souveraine à y prendre place. Mais à ce moment, obéissant sans doute à une subite inspiration, l'Impératrice déclina l'offre du prince et lui déclara qu'elle préférait prendre un fiacre et s'éloigner seule avec sa suivante.

— Et je vous demande de ne pas me suivre, leur dit l'Impératrice, en leur disant adieu.

Une station de fiacres étant toute proche, le prince, déférant au désir de Sa Majesté, fit signe à l'un d'eux de s'avancer et lui donna les deux adresses auxquelles il avait songé, pour y faire conduire l'Impératrice.

Tandis que la souveraine et sa suivante s'avançaient vers le fiacre, un gamin qui passait par là, reconnaissant Sa Majesté, se mit à crier :

— Voilà l'Impératrice !

Ce qu'entendant, le comte Nigra, qui avait l'esprit vif, courut à l'enfant et lui secouant les oreilles, lui dit d'une voix courroucée et forte :

— Comment ! petit vaurien, tu oses crier : « Vive la Prusse » ?

Et l'enfant de se débattre et de se récrier, déjà entouré des passants qui s'étaient curieusement groupés autour de lui.

Pendant ce temps, le fiacre qui emportait la fugitive avait disparu.

— Et ne l'avez-vous pas suivi ? demandai-je.

— Nous la laissâmes s'éloigner selon son désir, mais ensuite nous nous fîmes conduire aux deux adresses où nous lui avions conseillé de se rendre, mais ne l'y trouvâmes point. Ces deux maisons étaient d'ailleurs fermées.

— Qu'était-il arrivé ? demandai-je anxieuse.

— Ce fut seulement après des heures de la plus grande anxiété que nous l'apprîmes nous-mêmes. Vers dix heures du soir, je reçus un mot de l'Impératrice me disant qu'elle s'était rendue aux deux adresses que je lui avais indiquées, que, n'y ayant trouvé personne, elle avait en désespoir de cause songé à se faire conduire chez le docteur Evans, son dentiste, où, pour le moment, elle était en sûreté.

— Comment la malheureuse souveraine osa-t-elle vous faire parvenir une lettre indiquant le lieu de sa retraite ?

— C'était imprudent, dit le prince, mais il est vrai qu'elle confia la missive au docteur Crane qui, ce jour-là, dînait chez le docteur Evans, et c'est en mains propres que me fut remis le précieux billet.

Le prince me montra cette lettre qu'il conservait dans son secrétaire comme une relique, et voyant les larmes jaillir de mes yeux, il me tendit l'enveloppe.

— Je sais, me dit-il, que vous saurez apprécier ce simple souvenir.

Souvenir touchant, en effet, où le désarroi de la malheureuse Impératrice se révèle en signes apparents. J'étais émue et ne savais comment faire comprendre au prince la valeur du don qu'il venait de me faire. Il me parla encore longuement de l'Impératrice, me disant combien elle avait montré de courage et de dignité à travers les grandes épreuves qui l'avaient assaillie.

— Jamais, me dit-il, je ne l'entendis exprimer un mot de reproche envers qui que ce fût, excepté contre Trochu qu'elle appela un jour « l'architraître » !

Mme Moulton avait été, à la cour de Napoléon III, l'objet de faveurs exceptionnelles, mais elle gardait envers les souverains une reconnaissance qui s'exprimait en termes empreints d'une sincère émotion.

Y. H. de Laurière.

(Extraits de lettres traduits de l'anglais, adaptés et annotés par Y. H. de Laurière.)

LA TRAVERSÉE AÉRIENNE DE L'ATLANTIQUE-NORD

Il y a sept ans que, recevant, au nom de la Ville de Paris, Costes et le Brix, vainqueurs d'un tour du monde de 60 000 kilomètres, le président du Conseil municipal leur disait, — et ses paroles, transmises par les hauts-parleurs à la foule qui attendait devant l'Hôtel de ville pour acclamer les deux héros, prenaient devant le monde le solennel engagement du Progrès : — « Vous aurez été des précurseurs. Ce qui est sport aujourd'hui sera transport demain. Par-dessus l'Atlantique-Sud que vous avez vaincu, le courrier de France ira de Paris à Santiago du Chili en quatre jours à peine. » Quelques secondes passèrent où chacun évoqua le prodigieux exploit que promettait l'avenir, puis la voix de l'orateur s'éleva à nouveau, vibrante d'enthousiasme et de foi, rappelant les vers prophétiques du poète :

La distance et le temps vaincus par la science,
Le monde est rétréci par votre expérience
Et l'Équateur n'est plus qu'un anneau trop étroit.

Ces jours derniers, désirant vérifier un chiffre, incertain en notre mémoire, nous cherchions dans plusieurs quotidiens l'annonce hebdomadaire des traversées aériennes françaises de l'Atlantique-Sud : elle ne s'y trouvait pas, — la chose est désormais commune, — et c'est une revue aéronautique qui nous rappela « qu'ayant quitté Natal à 16 h. 50, l'hydravion *Santos-Dumont*, transportant le courrier d'Air-France, avait

amerri, le lendemain, à Dakar à 12 h. 55, terminant ainsi la vingt-sixième traversée commerciale française de l'Atlantique-Sud.

« Ce qui est sport aujourd'hui », pouvait-on dire du raid de Costes et le Brix, venant quelques mois à peine après le vol immortel de Lindbergh, le premier qui, décollé de New-York, eût atteint l'aéroport du Bourget. L'ère du raid a vécu, celle du voyage commercial s'ouvre : depuis lors, l'Angleterre, les États-Unis, l'Allemagne et la France ont conçu, construit et mis au point avions, hydravions et dirigeables, qui constitueront les atouts jetés par les Puissances sur l'immense tapis gris-vert de l'Atlantique-Nord. Lorsque, le 2 septembre 1930, à cinq heures de l'après-midi, Bellonte, au poste arrière du *Point d'interrogation*, fit le point de l'appareil, que Costes pilotait depuis trente heures déjà, ses calculs le situèrent à la pointe nord de la Nouvelle-Écosse, au-dessus du cap Canso : c'était leur premier contact avec la terre américaine.

Cap au sud-ouest, le *Bréguet-Hispano* survola Halifax avant d'aborder la baie de Fundy qu'il contourna.

Costes et Bellonte passaient encore Portland puis Boston avant de poser, trente-sept heures après l'envol du Bourget, les roues du *Point d'interrogation* sur l'aérodrome de Curtiss-Field.

Dès longtemps souhaitée par les deux nations avec une ardeur qui se manifesta lors des raids historiques de Lindbergh et de Byrd, de Costes et Bellonte, de Rossi et Codos, la liaison régulière aérienne France-États-Unis semble devoir, cette année, passer du domaine des projets théoriques dans celui des réalisations pratiques.

Suivant en cela le développement normal de la ligne de l'Atlantique-Sud, Paris-New-York connaîtra d'abord la période indispensable des voyages d'études, féconds en observations et vérifications de toute sorte et précédant, de peu, les traversées commerciales.

Plus encore que dans la liaison Europe-Afrique-Amérique du Sud, les raids, — près de quarante accomplis sur les trois routes possibles, — réalisés d'un continent à l'autre et dont les enseignements sont précieux, réduiront ici le nombre des vols d'expérience et la durée des essais pratiques ; de plus, les leçons de deux années de trafic commercial transatlantique,

sur le parcours Saint-Louis-Natal, apporteront à la France un facteur supplémentaire de victoire dans cette bataille nouvelle que vont se livrer, au-dessus de l'Océan, les aéronautiques des deux Mondes.

Après avoir rappelé les vols qui marquèrent une date dans l'histoire de la ligne future, nous présenterons les données et, d'après les opinions les plus autorisées, quelques-unes des solutions de cette question d'intérêt mondial que, dans un récent exposé, notre ministre de l'Air, le général Denain, appelait : le « grand problème de l'Atlantique du Nord ».

LES PRÉCURSEURS

L'Atlantique : nom magique irradiant l'on ne sait quel mystérieux envoûtement que subirent, depuis seize ans, sur les deux continents d'Europe et d'Amérique, les aviateurs de toutes les nations ; certains mots possèdent ainsi une puissance d'évocation, d'attrait ou de hantise devant lesquels la raison s'incline.

Demain route rapide et sûre du trafic aérien intercontinental, l'Atlantique-Nord a pourtant enseveli dans les neiges de Terre-Neuve, les brumes du Groënland et d'Islande ou l'immense solitude glacée du grand large, plus de vingt équipages dont l'aviation conservera pieusement les noms au martyrologe des ailes.

Au long de la ligne glorieuse qui, par la côte africaine, va de Casablanca à Dakar le voyageur peut voir, du trimoteur confortable qui l'emporte, jalonnant de leurs squelettes désentoilés la piste qui, entre les deux déserts de sable et d'eau, pique vers le sud, les carcasses à demi enlizées des appareils tombés là, en dissidence, sans qu'il eût été possible de secourir leurs équipages : pilotes et radios connaissent ou devinent leur aventure et saluent, en passant, leur souvenir. Sur l'Atlantique-Nord nul, jamais, n'a retrouvé de trace du drame où disparurent l'*Oiseau blanc* et l'*Old Glory*, le *Saint-Raphaël* et le *John Carling*.

Il faut remonter au 15 mars 1914 pour trouver l'idée première de la liaison Europe-Amérique sérieusement étudiée et présentée avec une minutie dans le détail qui démontrait péremptoirement réalisable le magnifique projet.

Un ingénieur français, M. A. Dumas, prédisait, dès cette époque, la traversée régulière d'un continent à l'autre par un quadrimoteur emportant quatre passagers : il estimait que le premier voyage, accompli par la route du nord, plus longue, mais aux conditions atmosphériques nettement favorables, se ferait d'Amérique en Europe et demanderait... quatre-vingts à cent heures! Les appareils de l'avant-guerre dépassaient difficilement une vitesse de croisière de 80 kilomètres-heure, ce qui explique l'erreur sur la durée du trajet, la seule que l'on relève dans cette étude remarquable.

Après la tourmente, les progrès réalisés en matière aéronautique étaient tels que l'on songea tout de suite à employer l'avion comme moyen de transport régulier : c'est l'ère des premières lignes aériennes, celle aussi des premières tentatives transatlantiques.

En France d'où était parti le projet initial de liaison Europe-Amérique, plusieurs pilotes, dès 1918, se préparaient à le réaliser : Jean Navarre, « as » de Verdun, avait annoncé, quelques jours après l'armistice, à des amis stupéfaits, son intention de voler sans escale de Paris à New-York. Le raid ne semblait pas possible à l'époque ; un accident stupide enleva à l'aviation française l'une de ses plus glorieuses et curieuses figures : nous devions attendre douze ans encore le vol légendaire...

D'ouest en est et en deux coups d'ailes, l'aventure, cependant, pouvait être tentée : le 16 mai 1919, la marine américaine lançait vers l'Europe trois hydravions Curtiss-Liberty, les *N. C. 1*, *N. C. 3* et *N. C. 4*, seul quadrimoteur de la flottille dont les deux autres unités étaient des trimoteurs de 1 200 CV.

En onze jours de voyage, le *N. C. 4* vola de Rockway-Beach (Terre-Neuve) aux Açores, 2 200 kilomètres, et des Açores à Lisbonne, 1 500 kilomètres, monté, avec cinq hommes d'équipage, par le lieutenant-commandeur Read auquel revient l'honneur d'avoir relié, le premier, par la route aérienne, le Nouveau-Monde à l'Ancien Continent en vingt-six heures de vol effectif.

Au même moment, le pilote Coli, qui déjà pensait à l'Atlantique, portait avec son compagnon Roget le record du monde de distance à 2 300 kilomètres, allant de Paris à Kenitra (Maroc).

Cependant un Australien, Hawker qui, candidat au prix offert par le *Daily Mail*, avait quitté Saint-Jean de Terre-Neuve le même jour que Read à bord d'un biplan Sopwith de 350 CV, fut recueilli en mer, le 18 mai, par un navire danois.

Ce furent la première victoire et le premier échec dans cette lutte émouvante, que l'un des plus célèbres pilotes français, le colonel Pierre Weiss, a nommée la *Bataille de l'Atlantique*.

Un mois s'était écoulé depuis le vol historique du lieutenant Read lorsque Alcock et Brown, deux officiers anglais, pilotant un Vickers-Vimy amphibie, énorme appareil de 32 mètres d'envergure mû par deux Rolls-Royce de 350 CV, décollèrent de Quidi-Vidi près de Saint-Jean de Terre-Neuve : c'était le 14 juin 1919. Seize heures et douze minutes plus tard, ils se posaient à Clifden, en Irlande, ayant franchi d'un seul coup d'aile près de 3000 kilomètres d'océan.

L'élan était donné : le dirigeable anglais *R.34* fit, avant la fin de 1919, le voyage aller et retour de Londres à New-York, ouvrant ainsi une voie que, seuls jusqu'ici, devaient suivre, en 1924, le zeppelin *Z. R III* puis, plus tard, le *Graf-Zeppelin* et le *R-100* britannique.

En 1920, Smith et Nelson passèrent, en quatre étapes, d'un continent à l'autre, d'Écosse aux Orcades, des Orcades au Canada par l'Islande, le Groënland, le Labrador. A cette époque, le problème de l'Atlantique-Nord offre encore trop d'imprévisibles embûches, l'industrie aéronautique n'a pas encore construit l'appareil qui aura toutes les chances de vaincre l'océan : l'opinion publique a d'autres soucis en tête : sept ans vont s'écouler pendant lesquels s'élanceront seuls sur l'Atlantique-Nord, en 1924, le zeppelin *Z. R III*, les Américains Souvel et Guilth bouclant un tour du monde de 40000 kilomètres, le colonel italien de Pinedo terminant par le vol New-York-Terre-Neuve-les-Açores-Lisbonne-Rome son circuit de l'Atlantique, et le député italien Locatelli recueilli en pleine mer bien avant Terre-Neuve.

Des aviateurs français, pourtant, avaient envisagé de tenter le grand saut : dès 1926, le sergent Latapie rêvait du vol solitaire qui devait immortaliser Lindbergh. Le célèbre colonel Pinsard avait remarqué le jeune pilote : au courant de ses projets, il avait pu obtenir les autorisations nécessaires, les

concours indispensables. Le 27 octobre 1926, à Villacoublay, Latapie se tuait ; un mois plus tôt, l'as des as français, René Fonck, décollant de New-York pour Paris, avait échappé à une catastrophe...

La gloire de voler sans escale d'Europe en Amérique devait être réservée, cependant, à l'aviation française : le 8 mai 1927 Nungesser et Coli, à bord d'un biplan amphibie Levasseur-Lorraine de 450 CV, l'*Oiseau blanc*, s'envolaient du Bourget dans la douce tiédeur d'un dimanche de printemps. Au-dessus de la falaise d'Étretat, dans la carlingue de leur hydravion, — ils ont largué, pour s'alléger, leur train d'atterrissage à Sarcelles, — Nungesser et Coli se retournent, afin d'apercevoir encore la terre de France : pour la première fois dans l'histoire de l'aviation mondiale, un équipage tente le vol sans escale transatlantique Paris-New-York par-dessus 4 000 kilomètres d'océan...

Signalé successivement en Irlande, à Terre-Neuve, au cap Race où il fut repéré, sans doute possible, le 9 mai à dix heures du matin, l'*Oiseau blanc* a passé ; dans l'après-midi de ce même jour, au moment où Nungesser et Coli, au-dessus de l'île du Cap-Breton, atteignaient le continent américain, la tourmente de neige déchaînait ses rafales sur l'embouchure du Saint-Laurent, et tandis que des télégrammes joyeux et erronés clamaient à travers le monde sa victoire, l'*Oiseau blanc* s'enfonçait à jamais dans la brume et comme, dix ans plus tôt, le Spad de Guynemer, entrait, glorieux, dans la légende.

Cependant que du terrain de San-Diégo s'élevait pour un dernier vol d'essai, dans le calme crépuscule de cette journée, radieuse aux rives du Pacifique, un petit monoplan blanc au capot moteur écaillé d'argent : sur le fuselage nul nom encore, pas d'immatriculation : c'est un Ryan-Wright de 240 CV semblable à tous ceux qui, de cette piste, sont partis, depuis deux ans, prendre leur service sur les lignes régulières. A son bord, un pilote réceptionnaire de la maison, sans doute ; non, pas même, un pilote de ligne : Charles Lindbergh.

Les recherches commençaient à peine des restes de l'*Oiseau Blanc* dans les solitudes du Nord que, de New-York, où l'avion français n'avait pu atteindre, Lindbergh, le 20 mai, à sept heures cinquante, décollait vers l'est : « J'atteindrai Paris demain soir vers vingt-deux heures », dit-il seulement, puis

comme on l'interrogeait encore, il ferma d'un geste brusque la porte de sa cabine, ajoutant : « J'entre dans ma cellule de condamné à mort; si j'arrive à Paris, c'est que j'aurai été gracié. »

Pilotant et naviguant seul, au-dessus de l'Atlantique, après trente-trois heures de vol, réalisant à la lettre l'horaire inscrit à son tableau de marche, il posait à vingt-deux heures dix-neuf, le 21 mai, le *Spirit of Saint-Louis* sur le terrain du Bourget. Il avait suivi la route du nord, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, Irlande, longue de près de 6 000 kilomètres!

Dans son sens le plus favorable l'Atlantique avait été franchi ; le mot prophétique de l'un des pionniers de notre aviation, le capitaine Ferber, se trouvait totalement réalisé : « L'avion se jouant des distances ira de crête en crête, de ville à ville, de continent à continent. »

Il faudrait un volume pour rappeler les quarante traversées qui portèrent d'Amérique en Europe, d'Europe en Amérique, Français, Anglais, Américains, Allemands, Italiens, Hongrois, Polonais, Lithuaniens même.

Au début de 1928, le capitaine de corvette Guilbaud, le lieutenant de vaisseau de Cuverville, préparaient pour la grande aventure un hydravion bimoteur puissant et robuste : le *Latham-47*. Tout avait été prévu pour le succès du raid; longtemps, Guilbaud, navigateur éminent, avait médité sur la carte de l'Atlantique-Nord la route favorable...

La France allait rendre à l'Amérique la visite glorieuse de Lindbergh.

Non ; pas encore. Le 18 juin, envoyé par le ministère de la Marine au secours du dirigeable *Italia*, le *Latham*, ayant à son bord l'explorateur Amundsen et tout son équipage, décollait de la baie du Roi, cap au nord, et disparaissait dans les glaces polaires pour ne plus revenir.

Qu'importe? un autre appareil est prêt, la *Frégate*, Latécoère 28-Hispano-Suiza, hydravion à flotteurs monté par l'un des plus brillants officiers de notre aéronautique maritime, le lieutenant de vaisseau Paris.

Le rayon d'action du *Laté-28* permettra le vol en trois étapes par les Açores et les Bermudes; une panne de moteur l'arrête aux Açores; le ministre de la Marine dont la perte du

Latham a ébranlé la confiance, arrête là le voyage ; Paris se consolera en établissant ou battant plus de vingt-cinq records du monde, en servant magnifiquement pendant six ans encore cette aéronautique maritime à laquelle il avait consacré sa vie : il mourut l'année dernière à Toulon, vaincu par la fièvre, mais le plus grand hydravion du monde, le plus beau, celui qui emmènera sur l'Atlantique-Nord les espoirs de l'aviation française porte à sa proue son nom glorieux.

La lutte cependant s'était organisée sur l'Océan : un hydravion trimoteur muni de la T. S. F. et équipé d'instruments très précis de navigation, piloté par Stoltz et Gordon, ayant à bord miss Amelia Earhart, passait en vingt et une heures d'Amérique en Europe ; le 13 juin 1929, trois jeunes pilotes de chez nous, — aujourd'hui pionniers de la ligue impériale France-Madagascar, — Assolant, Lefèvre et Lotti, — décollant d'Old-Orchard, passant au-dessus des Açores, gardent la liaison par radio avec les paquebots et vingt-huit heures plus tard se posent en Espagne, à Comillas, après avoir parcouru sans escale 5 200 kilomètres ; ce sont les premiers des nôtres, vainqueurs de l'Atlantique-Nord.

D'autres suivent leurs traces, beaucoup échouent dont nulle épave ne vient même certifier le sort. Les appareils de raids, monomoteurs et terrestres pour la plupart, — cette formule est la seule qui, à cette époque, autorise les grands rayons d'action, — ne peuvent résister aux risques de panne ou de circonstances atmosphériques nettement défavorables. Costes, lui-même, après un vol de 2 500 kilomètres jusqu'aux Açores, est contraint, le 15 juillet 1929, de regagner, sans escale, le Bourget vingt-six heures après son départ.

Mais victoires et échecs ont créé une expérience pratique de l'Atlantique-Nord : des deux côtés de l'océan, météorologues et pilotes étudient, penchés sur les cartes où s'inscrivent, avec les époques de leur raid, les routes, les durées de parcours, les renseignements recueillis par les équipages vainqueurs.

La bataille de l'Atlantique va être marquée, en cette année 1930, par un retentissant succès.

Déjà Kingsforth Smith à bord de son trimoteur célèbre le *Southern Cross*, scientifiquement équipé, a, en un vol d'une remarquable régularité, passé d'Irlande à Terre-Neuve, et de

Terre-Neuve à New-York ; déjà, renouvelant l'exploit du *R-34*, le dirigeable anglais *R-100* a déchaîné l'enthousiasme britannique par ses voyages d'Angleterre au Canada, — soixante-seize heures, — et du Canada en Angleterre, — cinquante-sept heures ; des missions allemandes, par le Groënland et le Labrador, étudient la route du nord ; Von Gronau est allé de Halifax à Berlin ; aucun appareil pourtant n'a encore, cette année, pris son vol de New-York pour Paris, ni de Paris pour New-York.

Le dimanche, 31 août, la « météo », — établie par l'Office national météorologique, — est communiquée à Costes et Bellonte : « Les conditions semblent favorables pour quarante-huit heures ! »

Détenteur des records du monde de distance en ligne droite — Paris-Tsitsikar 7 905 kilomètres, et en circuit fermé, 8029 kilomètres, — le *Point d'interrogation* Bréguet-Hispano-Suiza de 600 C. V. est bien le plus digne de tenter la grande envolée.

A dix heures cinquante-quatre, le 1er septembre, Costes enlève en quarante-six secondes de l'aire du Bourget les 6400 kilos que pèse, à pleine charge, le *Bréguet-Bidon*. Suivant exactement le trajet conseillé par l'Office national météorologique, bien qu'il allonge légèrement la route, Costes et Bellonte naviguent sur le cap Loop (Irlande), — dernier contact avec la terre européenne. Ils le survolent à quinze heures ; ce n'est que le lendemain 2 septembre à cinq heures de l'après-midi qu'ils relèveront le cap Canso après vingt-six heures entre le ciel et l'eau.

Sur le parcours de la future ligne transatlantique, Costes et Bellonte ont volé trente-sept heures, parcourant 6 700 kilomètres ; leur moyenne de 180 kilomètres-heure n'atteint pas même la moitié de la vitesse de croisière du *Bréguet-Wibault 16-T*, bimoteur de transport rapide pour dix-huit passagers, qui vient de faire ses premiers vols.

L'Atlantique était vaincu dans son sens le plus difficile : la ligne commerciale apparaissait possible. A quelle vitesse, dans deux ans au plus, les appareils de cette ligne joindront-ils Paris à New-York ? 360 ou 400 à l'heure, sans nul doute ; le trajet ne demandera que dix-huit heures à peine !

Depuis cinq ans que Costes et Bellonte franchirent, les

premiers, l'Atlantique-Nord d'est en ouest, vingt équipages l'ont survolé dans l'un ou l'autre sens.

Le record de la vitesse reste aux Hongrois Enders et Magyar qui allèrent à 230 de moyenne de Terre-Neuve à Budapest; celui de la distance franchie après la traversée maritime est le record du monde de distance qui mena de New-York à Rayak (Syrie) Codos et Rossi en un merveilleux coup d'aile, encore inégalé, de 9104 kilomètres.

De nombreuses missions, dont nous citerons tout à l'heure les principales, étudièrent les conditions météorologiques et les escales éventuelles des trois routes possibles; l'escadre aérienne du maréchal Balbo, par Terre-Neuve, les Açores et Lisbonne, vola des berges du Saint-Laurent aux rives du Tibre; l'Atlantique-Nord est définitivement vaincu.

Cette année 1935 verra sans doute s'ouvrir l'ère des voyages d'essais comparables à ceux que, sur l'Atlantique-Sud, la France entreprit, voilà deux ans, avec l'*Arc-en-Ciel* et la *Croix-du-Sud*; route du nord ou du sud, route directe Paris-New-York, quel sera l'itinéraire choisi? îles flottantes ou vol stratosphérique, avions rapides ou hydravions de gros tonnage, autant de solutions qui s'offrent aux techniciens remarquables, aux ingénieurs d'élite qui, en France ou en Amérique, en Angleterre ou en Allemagne, étudient, avec le désir ardent d'aboutir rapidement, le grandiose problème de l'Atlantique-Nord.

LES TROIS ROUTES AÉRIENNES DE L'ATLANTIQUE-NORD

Au cours de l'historique précédent nous avons pu définir, d'après les nombreux vols intercontinentaux, trois routes suivies, à quelques variantes près, selon les conditions atmosphériques particulières ou les destinations spéciales, par les équipages transatlantiques: celle du nord, Canada, Groënland, Islande, Iles britanniques, Europe; celle de l'arc de grand cercle qui, partant de New-York, passe par Halifax, le sud de Terre-Neuve, les pointes méridionales de l'Irlande et de l'Angleterre; celle au sud par les Bermudes, les Açores, le Portugal.

Deux considérations, avant toutes autres, vont présider au choix de la route régulière du service aérien futur: les condi-

tions météorologiques, les possibilités de jalonnement par des escales naturelles ou artificielles.

La voie arctique est celle, du point de vue météorologique, sur laquelle il a été le plus difficile d'obtenir une documentation précise.

Si, jusqu'au raid de Lindbergh, aucun service n'était organisé pour prévoir régulièrement le temps sur l'Océan, il n'en est plus de même depuis la conférence internationale de Copenhague qui, en 1929, décida que les bateaux sillonnant l'Atlantique-Nord, les postes établis au Groënland, au Labrador, en Islande ou à Terre-Neuve, communiqueraient deux fois par jour les conditions atmosphériques observées, afin que des services spécialement institués puissent les interpréter.

La France équipa de plus le *Jacques Cartier*, navire-école de la Marine marchande, en station de prévision et de concentration; l'Office national météorologique équipa, de la même façon, plusieurs navires de la ligne des Antilles dont les indications jointes à celles des paquebots de la ligne de New-York assurent la couverture météorologique de l'Atlantique-Nord.

La « carte météo » remise à Costes et Bellonte, le 1er septembre 1930, par M. Viaut, de l'Office national, est un modèle du genre : elle portait la route exacte à suivre par le *Point d'interrogation* pour éviter les zones dangereuses et profiter des vents susceptibles, sur une partie du parcours, de favoriser sa marche.

La Compagnie générale transatlantique, en mettant depuis 1920 le *Jacques Cartier* au service de la science météorologique, s'est assuré la collaboration des marins de toutes les nations qui transmettent à ce navire les renseignements recueillis par eux et reçoivent, en échange, les prévisions établies par le dépouillement, à bord de ce bâtiment, de tous les messages communiqués.

La confiance des marins et des aviateurs est telle dans les travaux des savants du *Jacques Cartier* que Costes, résolu à tout tenter pour mener à bien son raid de Paris-New-York, n'hésita pas à abandonner la route des paquebots qui lui offrait la possibilité de tenir le contact pour ainsi dire constant avec un sauveteur éventuel, afin de suivre celle indiquée par l'Office météorologique, plus longue pourtant de cent soixante milles.

Sur la ligne du nord, des missions anglaises, américaines et allemandes, celles de Grierson, de Watkins, de Lindbergh et de Von Gronau ont étudié le parcours.

Celle de Watkins à bord du *Crest* avait pour but de poser les jalons de la route par les îles Feroë, l'Islande et le Groënland, de préparer l'établissement éventuel d'un aéroport sur la calotte glaciaire du Groënland central; la route septentrionale montra une voie libre de brumes et permettant le vol à une altitude normale.

John Grierson avait fractionné, dans son projet de route arctique, le vol transatlantique en tronçons dont le plus long du Groënland en Islande ne dépassait pas 960 kilomètres : le parcours total, le plus long des trois, atteignait 8 500 kilomètres de New-York à Paris; l'appareil était guidé par un radio-goniomètre spécial, car la route choisie amenait la traversée de régions de troubles magnétiques où le compas « s'affolait ».

Lindbergh, par deux fois, étudia lui-même la voie du nord à laquelle il paraît favorable; l'avenir seul nous dira si les utilisateurs préféreront l'atterrissage en région désertique et glacée au long vol sans escale que l'avion ou l'hydravion transatlantique de demain pourra certes accomplir régulièrement.

D'autre part, les conditions atmosphériques ont été reconnues défavorables pour un sens de traversée, — d'est en ouest, — pendant six mois de l'année.

Une route semble, tout d'abord, s'imposer logiquement, celle dont se rapproche la ligne des paquebots depuis l'accident du *Titanic*, la plus courte, l'arc de grand cercle : c'est la route de Costes et Bellonte, de Codos et Rossi, celle qu'avait choisie Nungesser; de forts vents d'ouest viennent malheureusement retarder le vol dans le sens Europe-Amérique et, d'autre part, elle oblige le vol sans escale de plus de 4 000 kilomètres, solution fort peu intéressante du point de vue commercial, car elle diminue considérablement, au profit du combustible indispensable à un multimoteur, le poids de la charge payante : dans l'état actuel des choses, son adoption semble dépendre de la question encore non résolue des îles flottantes.

Le contact permanent de l'appareil avec les paquebots dont il suit la route est certes l'une des circonstances qui militent

en faveur de cette solution qui aurait, d'autre part, l'avantage de permettre la traversée intercontinentale en seize heures; pour les lignes britanniques et françaises, elle favorise de plus l'escale canadienne, base incontestablement indispensable au trafic commercial de ces deux nations.

Paris-Lisbonne-les Açores-les Bermudes-New-York, telle est cependant la route qui, dès à présent, paraît rallier la majorité des suffrages.

Britanniques et Américains, Imperial et Panamerican Airways ont depuis longtemps étudié une collaboration qui, par l'aménagement des bases naturelles des Açores et des Bermudes, permettrait la liaison Londres-New-York en vingt et une heures au long de 7400 kilomètres; la plus longue escale Atlantique, — 3200 kilomètres, — égalant le parcours océanique Dakar-Natal.

La France, qui avait un moment abandonné son monopole, semble se décider à traiter à nouveau avec les gouvernements portugais et britannique.

Les conditions atmosphériques sont, en toute saison, favorables à une traversée dans les deux sens et la température moyenne — 22° — est aussi agréable pour le confort des passagers que pour le fonctionnement régulier des moteurs; les lignes de paquebots entre les Açores et les Bermudes, l'Espagne et l'Amérique sont nombreuses et faciliteront les communications de bulletins « météo » et les secours en cas de sinistre au large.

De l'avis de notre ministre de l'Air, le général Denain, qui étudia personnellement la question, afin d'orienter sa politique, c'est la seule route possible, qui offre de plus l'avantage d'éviter la solution des îles flottantes particulièrement coûteuses de construction et d'entretien.

M. Louis Blériot, héros de la première traversée maritime, constructeur du *Joseph Le Brix*, vainqueur de l'Atlantique-Nord dans les deux sens, et du *Santos-Dumont* qui, avec le courrier régulier d'Air-France, a passé plus de quinze fois l'Atlantique-Sud, s'étant fait l'ardent défenseur, en France, de l'emploi de ces îles flottantes, préconisé par les Américains, nous allons présenter, en quelques lignes, ce projet par certains côtés fort séduisant.

LES ILES FLOTTANTES

L'installation, — nous verrons plus loin comment, — d'îles flottantes entre les côtes de France et celles des États-Unis aurait pour premier avantage d'ouvrir à la ligne future la route directe de l'arc de grand cercle, la plus courte : 5 600 kilomètres dont 3 200 de parcours transocéanique qui, étant données les conditions atmosphériques souvent défavorables entre Terre-Neuve et l'Irlande, gagneraient à être coupés par deux escales artificielles permettant ainsi l'emploi d'appareils rapides à faible rayon d'action et à charge payante élevée.

Les Américains qui, dès 1933, annonçaient, un peu prématurément sans doute, la mise en construction et l'ancrage prochain, en plein océan, de l'un de ces *seadromes*, envisageaient même leur installation entre les Bermudes et les Açores comme bases de secours ou postes de ravitaillement.

Un moment abandonné, ce projet semble avoir été, — c'est le terme propre, — renfloué au cours d'une récente entrevue de MM. Armstrong et Blériot où les bases financières de l'entreprise furent solidement établies par la collaboration des grandes banques américaines Dupont et General Motors.

Empruntons à M. Blériot lui-même, qui la déclare la « seule solution acceptable du problème de l'Atlantique-Nord », la description de l'île flottante dont eût rêvé Jules Verne, et qui rappelle fort exactement la conception qu'un auteur oublié, — qu'il nous excuse si par hasard il lisait ces lignes, — exposait dans un livre de vulgarisation scientifique vieux de quelques années : *l'Étoile du Pacifique*.

Étoile de l'Atlantique ou seadrome flottant, « l'île, indique M. Blériot, sera réalisée de la façon suivante : elle comportera deux étages. Celui du dessus, vaste plate-forme analogue aux plages des porte-avions, et absolument dégagée, longue de cinq cents mètres et large de quatre-vingt-dix ; l'autre, inférieur, comprend les hôtels, les ateliers, les hangars, l'usine électrique.

« L'ensemble, pesant soixante-dix mille tonnes, reposera sur de larges piliers creux en acier qui prendront eux-mêmes appui sur des flotteurs sous-marins immergés. La plate-forme sera ainsi à trente-deux mètres au-dessus du niveau de la mer,

à l'abri des plus hautes vagues et les ballasts, en eau calme, par soixante-trois mètres de profondeur, assureront à l'ensemble une « assiette » parfaite. La fixation au fond de l'océan sera assurée par la réunion de l'île flottante à une gueuse de fonte d'un poids considérable, reposant par trois mille mètres, au moyen d'un câble d'acier de huit centimètres de diamètre et d'une longueur de 4 à 5 mille mètres, allégé par des flotteurs qui, placés de distance en distance, l'empêcheront de se rompre sous son propre poids. Ancrée par un seul point, l'île se placera dans le lit du vent, ce qui facilitera l'atterrissage des avions : les hydravions auront toujours pour amerrir une mer calme, grâce à un nouveau système de « filage » à l'air comprimé. Quant à l'île, elle reste rigoureusement immobile pour des vagues de neuf mètres de creux! »

Utopie! non pas : escale transatlantique de demain!

Tel est l'un des plans les plus audacieux. Un autre préconisait une île en fer à cheval dont les deux branches enserreraient un véritable port pour les hydravions. Un autre encore, l'ingénieur allemand Gerke, proposait de créer, en plein océan, une île en glace artificielle obtenue par l'action de tubes réfrigérants qui engendreraient un véritable iceberg sur lequel s'établiraient port aérien et constructions.

Seuls les Allemands ont entrepris une réalisation pratique, envoyant dans l'Atlantique-Sud deux navires-relais pour leurs hydravions postaux qui, hissés à bord sur une voile flottante traînée en remorque par le cargo, étaient ensuite catapultés à nouveau, le plein d'essence effectué.

La Compagnie générale transatlantique employa, pendant plusieurs saisons, à bord de l'*Ile-de-France*, un petit « hydro » piloté par le lieutenant de vaisseau Demougeot qui, catapulté au large, emportait le courrier urgent auquel il faisait gagner vingt-quatre heures : c'est le procédé dont usent encore aujourd'hui les paquebots allemands *Bremen* et *Europa*, jusqu'ici, par ailleurs, champions incontestés de la vitesse sur l'Atlantique-Nord.

Les îles flottantes extrêmement coûteuses et qui, par leur immobilité même, fixeraient, quelles que soient les conditions atmosphériques, une route intangible aux navires aériens justifieront-elles leur nécessité ? Nous ne le croyons pas. L'appareil de l'avenir dont le rayon d'action atteindra

vraisemblablement de 5 à 6 000 kilomètres aura une autonomie de vol suffisante pour contourner, sans être contraint de se poser, toute zone de conditions météorologiques défavorables.

De plus, le vol aux hautes altitudes, dont l'étude progresse chaque jour, offre une solution plus séduisante encore, vitesse, sécurité, beau temps, au problème transatlantique.

LE VOL STRATOSPHÉRIQUE

« L'avenir est là, entre 8000 et 14000 mètres d'altitude », disait, à sa descente d'appareil, après avoir établi par 13 661 mètres le nouveau record du monde, le regretté Gustave Lemoine. C'était le 28 septembre 1933 ; notre « as » de l'altitude, l'une des plus belles figures dont puisse s'enorgueillir l'aviation française, venait, à sa treizième tentative, de nous rendre le record si envié que l'Anglais Uwins détenait depuis un an avec 13604 mètres.

Sur le terrain de Villacoublay, d'où il s'était envolé deux heures auparavant, Lemoine, modeste et joyeux, entouré des journalistes, des ingénieurs, des pilotes, examinait le barographe officieux qui indiquait une montée maxima à 13800 mètres.

Quelqu'un lui demandant alors l'utilité profonde de cette performance qui justifiât les risques graves encourus, Lemoine se contenta de répondre, achevant tranquillement de se déséquiper : « Je veux étudier la stratosphère sur laquelle on ne sait pas grand chose, y observer le régime des vents, les variations de température, prouver que l'on peut y voler plus vite et en plus grande sécurité qu'au voisinage du sol : c'est là-haut que voleront demain les paquebots transatlantiques de l'air ; il leur suffira d'un aménagement au point, d'une cabine étanche... ». Puis, s'interrompant, il se tourna vers l'un des météorologues qui avaient, avec lui, choisi cette date pour l'ultime tentative et ajouta : « J'ai rencontré grand vent là-haut et encaissé quelques bons coups de tabac : il ne m'étonnerait pas qu'il y ait mauvais temps demain. » Sa prévision était exacte.

Lemoine, mort à trente-deux ans dans l'accomplissement passionné de son magnifique et dangereux métier de pilote

d'essais, manquera cruellement aux ingénieurs dont il était le collaborateur le plus compétent et le plus ardent.

Au moment de sa disparition, il préparait une nouvelle tentative contre son « record », que venait de dépasser de quelque huit cents mètres l'Italien Donati : avec son souvenir ses camarades conservent pieusement les lignes émouvantes dans leur simplicité où s'inscrit la reconnaissance du pays :

« Le gouvernement de la République cite à l'ordre de la nation Gustave Lemoine, pilote de grande classe, renommé pour son courage, sa maîtrise et sa ténacité ; s'est particulièrement distingué au cours de vols en haute atmosphère ; a conquis, en 1933, le record du monde d'altitude.

« A trouvé la mort, le 1er octobre 1934, au cours d'un essai de prototype. Douze ans de service militaire et de pratique professionnelle, 4 000 heures de vol. »

Cette conviction profonde de l'avenir du vol stratosphérique a préparé les ascensions célèbres du professeur Piccard, du stratostat U. R. S. S., le voyage récent de Wiley Post dont furent rapportées, en outre, de précieuses preuves à des théories scientifiques discutées jusqu'alors.

Avant de tirer les conclusions qui s'imposent du dernier exploit du fameux pilote américain, signalons les études entreprises en France par la maison Farman à l'époque même où la Société allemande Junkers poursuivait une série d'expériences fort intéressantes dont les résultats restèrent malheureusement secrets.

L'appareil mis au point, en un an, le *F. 1000*, était présenté à Toussus-le-Noble, le 21 juillet 1932.

Sa carlingue renfermait un caisson étanche alimenté en oxygène et réchauffé à l'aide de la chaleur produite par la compression de l'air. Le moteur, un Farman de 400 chevaux, avait sa puissance rétablie à haute altitude par un triple compresseur ; une hélice à pas variable automatique, commandé par le compresseur, devait faciliter encore le vol dans un air raréfié.

Les essais se poursuivirent pendant trois ans : le *F. 1000*, transformé récemment en biplan, va continuer ses vols d'expérience et l'on attend beaucoup des enseignements qu'ils comporteront.

M. Charles Waseige, l'ingénieur qui s'attache depuis de

longues années au problème de la suralimentation des moteurs et qui est le créateur du groupe moto-propulseur monté sur le *F. 1000*, a toute confiance dans le proche succès de ses théories qu'attaque, au contraire, M. Louis Bréguet, constructeur du *Point d'interrogation*.

Celui-ci nie la nécessité du vol stratosphérique qui exige l'emploi de compresseurs « lourds et encombrants », et fait courir des risques nouveaux de panne dans l'alimentation en oxygène. Il oppose aux appareils d'altitude un avion extrêmement affiné dont la vitesse maxima atteindrait, sur 1 200 kilomètres, 520 kilomètres-heure et invoque l'ignorance encore quasi totale des conditions météorologiques de la stratosphère.

En revanche, un autre ingénieur français, M. Boutet, a préconisé et réalisé cette année, en partie du moins, un monomoteur monoplan équipé d'un Hispano-Suiza de 180 chevaux fonctionnant à cette puissance jusqu'à 5000 mètres et utilisant ensuite jusqu'à 16 500 mètres un système de surcompression nouveau : 10 000 kilomètres de rayon d'action à 500 kilomètres-heure de moyenne.

Dans une voie comme dans l'autre, les essais entrepris ne peuvent que hâter la découverte de la solution optima à laquelle notre pays aura contribué pour une large part.

C'est, cependant, aux États-Unis que revient l'honneur d'avoir réussi le premier vol stratosphérique. Le 16 mars dernier, après plusieurs infructueuses tentatives, le célèbre Wiley Post, héros de deux tours du monde, dont l'un accompli seul à bord, réussissait à parcourir 3 450 kilomètres en 8 heures à haute altitude.

Son appareil, celui dont il se sert depuis trois ans pour chacun de ses raids, équipé du même moteur auquel était adjoint un compresseur spécial, avait gardé pendant huit heures, dans la stratosphère, la magnifique moyenne de 432 kilomètres à l'heure ! Le compresseur monté sur le moteur Pratt et Witney de Wiley Post, construit sous licence en Amérique, était un Farman conçu par Charles Waseige, ce qui démontre la place prépondérante qu'ont su prendre nos techniciens dans cette voie nouvelle.

Tout comme la traversée de la Manche et de l'Atlantique, celle des États-Unis à 11 000 mètres d'altitude marque une date essentielle du progrès aéronautique.

Sans prendre parti dans le conflit, concluons cependant ce bref exposé, — à dessein dépouillé de toute explication technique, — par l'opinion de l'un de nos premiers recordmen de l'altitude, vainqueur en 1921 de la coupe Deutsch de la Meurthe, Georges Kirsch : « J'affirme que les compagnies de transport aérien connaîtront l'ère de prospérité quand Paris-New-York s'effectuera aux hautes altitudes, en moins de quinze heures, car c'est dans la stratosphère que seront réalisées les deux conditions essentielles de la navigation aérienne : sécurité et vitesse. »

LA QUESTION PRIMORDIALE DU MATÉRIEL

Si les nombreuses traversées transocéaniques réussies depuis seize ans au-dessus des deux Atlantique et du Pacifique ont démontré la possibilité des voyages aériens intercontinentaux, elles n'ont, cependant, consacré aucun type spécial d'appareils.

Avions, hydravions, à flotteurs ou à coque, amphibies et dirigeables ont connu la victoire et l'échec et il serait présomptueux de tirer une loi intangible d'un calcul fallacieux de statistiques.

Seule base de comparaison logique, la ligne Dakar-Natal peut nous offrir l'expérience de ces dix-huit derniers mois de trafic aéromaritime. Les opinions hautement autorisées qu'ont bien voulu nous exposer Delmotte, Costes et Bonnot, Codos et Rossi, nous aideront, de plus, à envisager les solutions immédiatement applicables à la question primordiale du matériel.

Signalons tout d'abord les essais de collaboration tentés par la Compagnie générale transatlantique et la Hamburg Amerika Linie entre leurs paquebots et des hydravions légers catapultés.

L'*Ile-de-France*, dont le lieutenant de vaisseau Demougeot avait piloté le petit hydro, ne put l'utiliser que pendant deux saisons, faute de subventions, tandis que, depuis six ans, ceux du *Bremen* et de l'*Europa* ont totalisé 91 vols pris du navire vers New-York et 89 vols vers Southampton ou Brême. Le courrier destiné à l'Angleterre gagne ainsi vingt-quatre heures, celui d'Allemagne quarante-cinq heures; celui des États-Unis quarante heures : il est surtout utilisé par les agences de repor-

tage photographique ou les firmes d'actualité cinématographique.

L'appareil, peu coûteux, est un petit monoplan Junkers monomoteur qui peut, avec un pilote et un radiotélégraphiste à bord, parcourir 700 kilomètres à 180 à l'heure.

Une convention, toute récente, de la Compagnie générale transatlantique avec *Air-France* et les *Imperial Airways* permet aux passagers pressés de retenir, par radio, un appareil de l'une de ces compagnies qui viendrait les attendre à la première escale pour rallier, sans retard, un point quelconque du continent européen.

Initiatives intéressantes où il faut voir la preuve d'une clientèle certaine, — poste, passagers, frets urgents, — pour les futurs transatlantiques aériens.

Si nous en exceptons l'Italie, qui ne semble jusqu'ici porter intérêt qu'à la liaison vers l'Amérique du Sud, quatre nations cherchent à résoudre, dans un proche avenir, et par des méthodes diverses, le problème du matériel sur l'Atlantique-Nord : l'Allemagne, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

De leurs voyages d'études, du tempérament de leur race, des idées de leurs ingénieurs ont découlé forcément, ici comme dans la question des routes ou des îles flottantes, des points de vue divergents. L'avenir seul départagera les Puissances concurrentes, indiquant la solution idéale.

L'Allemagne, qui avait lancé, en 1929, le *Dornier X* géant aux douze moteurs et le *Graf-Zeppelin*, semble avoir aujourd'hui complètement abandonné celui-là pour celui-ci : financée par les Américains, la Compagnie Goodyear-Zeppelin, qui compte parmi ses directeurs le docteur Eckener, a mis sur pied un projet de ligne Berlin-New-York desservie par dirigeables et qui doit fonctionner dès cette année.

Les succès répétés du *Graf-Zeppelin* sur la ligne d'Amérique du Sud sont évidemment fort encourageants : le confort réalisé à bord de ce dirigeable a toujours été très goûté des nombreux passagers emmenés depuis six ans; la question de l'insécurité et de la lenteur est cependant un atout puissant dans les mains des adversaires du zeppelin. Les Américains, très émus par les catastrophes répétées des rigides *Akron* et, tout dernièrement, *Mâcon*, émettent des doutes sur la réali-

sation, dans les meilleures conditions de sécurité, de la ligne que devait inaugurer, dès le printemps prochain, le docteur Eckener à bord du nouveau *L. Z. 129* nettement supérieur au *Graf-Zeppelin*. De plus, des journaux de New-York ont fait remarquer, avec quelque raison, le peu de temps que gagnera le dirigeable sur les grands paquebots rapides *Queen-Marie* ou *Normandie*, dont il ne peut espérer atteindre le confort.

Cependant que les partisans enthousiastes du plus léger que l'air citent le palmarès remarquable du *Graf-Zeppelin* qui, en plus de six ans, a parcouru 1 036 000 kilomètres en 10 000 heures de vol, a accompli 425 voyages, traversé 92 fois l'Océan, transporté 27 000 personnes, 40 tonnes de fret et près de 6 000 000 de plis postaux !

Sûr de son succès, fort de l'expérience acquise, le docteur Eckener a commencé la construction d'un troisième aéronef et posé à Francfort-sur-le-Mein les bases de la future tête de ligne des voyages Allemagne-États-Unis : les vols d'essai et de propagande sont prévus pour l'été de 1935.

De leur côté, les Américains s'engagent à construire deux zeppelins, à mettre à la disposition des dirigeables les ports aériens de Lakehurst et de Miami, à fournir l'hélium nécessaire au gonflage des appareils : ils monopoliseront, évidemment, contre une mise de fonds indispensable, tous les projets de lignes aériennes exploitées par zeppelin, entre autres une liaison Washington-Paris prévue en cinquante heures. Mais le premier zeppelin américain a été commencé le 31 octobre 1929! On n'en a jamais entendu reparler depuis.

Des démarches ont été faites auprès du gouvernement espagnol qui autoriserait les zeppelins à prendre Séville comme base de départ, comme entrepôt de combustible et de gaz.

Remarquons seulement que, sur l'Atlantique-Sud, le *Graf-Zeppelin* suspend chaque année, durant la mauvaise saison, son service et que la date choisie pour les essais du *L. Z. 129* sur l'Atlantique-Nord est justement la plus favorable.

Les États-Unis, qui viennent de supprimer leurs derniers rigides à la suite du sinistre du *Macon*, vont-ils suivre l'exemple de la Grande-Bretagne et de la France qui, après les accidents du *Dixmude* et du *R. 101*, ont abandonné la politique des grands aéronefs plus légers que l'air? C'est ce qui

semble, du moins, ressortir des déclarations récentes du Président Roosevelt.

La technique secrète du Reich met d'ailleurs au point des hydravions susceptibles de traverser sans escale l'Atlantique-Sud et probablement utilisables sur la ligne du nord.

En Angleterre, la ligne Europe-Amérique est, dès longtemps, considérée comme « liaison impériale » : le Canada a accueilli avec émotion la visite solennelle du *R. 100*; dès 1929 a été mis en construction le prototype de l'hydravion transatlantique britannique, un Blackburns de 3 000 CV qui devait en trois étapes, par l'Écosse, l'Irlande et le Groënland, relier les deux réseaux des « Imperial » et des « Canadian Airways ».

Nous avons vu, plus haut, les voyages d'études et les étapes prévues par les Anglais : c'est avec une discrétion toute britannique que les « Imperial Airways » ont répondu à notre enquête et, quoiqu'il ne soit pas douteux que des devis et des plans d'appareils leur aient été présentés, nous n'avons pu voir que les planches, d'ailleurs fort intéressantes, d'un *Saunders Roë* polymoteur de 24 places, transformables en 18 couchettes, qui sur les deux routes, Irlande-Groënland en été et Bermudes-Açores en automne, réaliserait une vitesse de croisière de 250 kilomètres à l'heure. Ce gros hydravion, mis en chantier à Cowes, en septembre dernier, pourrait faire incessamment ses premiers vols.

Grande-Bretagne et États-Unis ont une politique commune de l'Atlantique-Nord qui leur permet d'utiliser les mêmes bases, — Terre-Neuve et Bermudes, — points d'escales indispensables à l'établissement d'une infrastructure de sécurité.

De l'autre côté de l'Océan, les Américains, qui furent les premiers à marquer d'un succès l'entreprise aérienne de l'Atlantique, ont étudié à fond et comptent expérimenter bientôt plusieurs appareils, — des hydravions de gros tonnage, — susceptibles de faire la traversée océanique la plus longue, sans escale.

En novembre 1929, certains techniciens, — dont M. Trinaball, gouverneur du Connecticut, — annonçaient un projet d'appareil pour 500 passagers, 100 hommes d'équipage, capable de traverser de Paris à New-York en six heures, mû par des moteurs développant ensemble 12 000 chevaux! Bluff ou anticipation, disait-on à l'époque... en Europe, car aux États-Unis

personne ne doutait de la réalisation aisée de ce rêve super-titanesque. Inutile de signaler qu'aucune exécution d'une telle machine ne fut jamais entreprise.

Malgré quoi les États-Unis sont les seuls, avec nous, à pouvoir présenter aujourd'hui des hydravions ayant fait leurs preuves et susceptibles d'entrer d'un jour à l'autre en service sur l'un des parcours envisagés. Nous voulons parler, entre autres, du *Sikorsky S-42* et du *Martin-130* dont les performances et les caractéristiques sont connues en Europe. Signalons, cependant, un troisième « hydro » de gros tonnage, — 21 500 kilos, — le *Hall-Curtis* de 2 400 chevaux, qui a un rayon d'action de 4 800 kilomètres effectués à une vitesse de croisière de 200 kilomètres-heure. En surcharge, pour le transport de la poste et du fret, le rayon d'action atteint 6 000 kilomètres. Le *S-42*, œuvre de l'ingénieur russe Sikorsky, établi aux États-Unis, a été conçu et réalisé par lui avec la collaboration du colonel Lindbergh : c'est assez dire que rien n'a été négligé de ce que l'expérience pouvait ajouter à la technique en matière d'aviation transatlantique.

Les bases de l'étude d'Igor Sikorsky furent les suivantes : sécurité absolue en cas de panne de l'un des moteurs ; voler longtemps et vite économiquement ; amerrir lentement. Les « Pan American Airways » exigeaient, de plus, des appareils transatlantiques une vitesse de 233 kilomètres-heure sur 2 000 kilomètres ; une cabine pour vingt-quatre passagers confortablement installés : les essais pratiques devaient être effectués entre Miami et Buenos-Ayres ou entre San-Francisco et Honolulu.

La réalisation fut celle d'un gros hydravion parfaitement au point, quadrimoteur de 2 000 CV qui vole à 255 kilomètres-heure sur 5 000 kilomètres avec douze passagers, muni d'hélices à pas variables et de volets de courbure : il vient d'effectuer le raid San-Francisco-Honolulu sous le nom d'*Oriental-Clipper* en dix-huit heures par-dessus 4 000 kilomètres de Pacifique.

Sept sont commandés pour l'Atlantique-Nord, ainsi que trois *Gleinn-Martin 7* dont nous allons voir les principales caractéristiques.

Leur constructeur n'a-t-il pas récemment déclaré : « D'ici quatre ou cinq ans, j'entrevois la possibilité de décoller de New-York à seize heures, de dîner à bord, de passer une nuit reposante dans une cabine confortable, d'apercevoir la

côte européenne à l'heure du petit déjeuner et d'arriver à Londres ou à Paris pour midi »? Afin de hâter la réalisation de ses prédictions, M. Gleinn Martin a sorti le *130*, quadrimoteur de 3 200 CV équipé d'hélices à pas variable : c'est un « 25 tonnes » qui peut emmener quarante-huit passagers à 6 400 kilomètres en vingt-cinq heures de vol.

D'autres maisons encore ont mis en étude et même en construction aux États-Unis des appareils transatlantiques : certaines, peut-être, en sont-elles encore aux projets?

Quoi qu'il en soit, l'industrie américaine possède deux hydravions puissants et sûrs, tout à fait aptes au service de l'Atlantique-Nord : peu de nations peuvent en dire autant.

La France cependant qui, comme nous l'avons vu, est restée à l'avant-garde du progrès aérien, n'a pas, comme d'autres aéronautiques, fixé son choix sur un type d'appareil : ses essais sur l'Atlantique-Sud ont été profitables à ses techniciens qui ont pu sortir avec l'*Arc-en-Ciel*, la *Croix-du-Sud*, le *Centaure*, le *Santos-Dumont* que nous connaissons déjà (1), le plus bel hydravion du monde, et le plus gros, le *Latécoère 521*, pieusement dénommé, en prévision de ses vols sur l'Océan atlantique, *Lieutenant de vaisseau Paris*. C'est un sesquiplan, — deux ailes inégales, — de 50 mètres d'envergure maxima et de 32 mètres de long, pesant en pleine charge 37 tonnes et équipé de 6 Hispano-Suiza développant ensemble 5 000 chevaux. Il a huit hommes d'équipage, et est prévu pour l'Atlantique-Nord avec trente passagers confortablement installés dans des appartements de luxe, des salons, et des salles de jeux fort bien aménagés. La traversée serait réalisée en vingt-neuf heures : France-Fayal (Açores) onze heures, Fayal-New-York dix-huit.

Commandé par le capitaine de corvette Bonnot, piloté par les lieutenants de vaisseau Gonord et Crespy, le *Laté-521*, déjà mis au point, a fait des vols d'essai remarquables.

Au moment où la France fête le lancement de la *Normandie*, le plus grand paquebot du monde, notre aviation peut être fière de présenter le plus gros et le plus beau des hydravions de haute mer : c'est sur lui, et à juste titre, que reposent nos espoirs de voir 1935 finir sur une performance française qui, par son retentissement international, serait la meilleure preuve de la parfaite vitalité de notre aéronautique.

(1) 15 septembre 1934.

COMMENT NOS « AS » ENVISAGENT LES VOLS TRANSATLANTIQUES

Après cette présentation du sujet sous les principaux angles, il nous a semblé indispensable de demander à tous ceux qu'intéresse particulièrement la question de l'Atlantique-Nord leur opinion.

Lors de leur héroïque tentative de février dernier, Codos et Rossi, en de brefs entretiens qu'ils voulurent bien nous accorder, au milieu des multiples préparatifs qu'exigeait leur voyage, ont traité devant nous de cette question qui les passionne au plus haut chef, étant le seul équipage à avoir franchi dans les deux sens l'océan du Nord. Codos, de plus, chargé par *Air-France* de préparer la proche liaison France-Amérique, a mis sur pied plusieurs projets auxquels il a consacré, avec sa profonde connaissance du problème, son incomparable expérience de pilote de ligne et de grandes tentatives.

Son avis est, tout d'abord, qu'en l'état actuel de la science aéronautique, la chose est immédiatement réalisable. Les appareils ayant une vitesse de plus en plus grande, la durée du trajet étant donc réduite, la couverture météorologique est suffisante pour tout le voyage. L'augmentation du rayon d'action des avions ou des hydros transatlantiques est telle qu'elle permet de contourner les zones signalées, en vol, par l'Office national météorologique. Des appareils antigivreurs et les méthodes les plus récentes de pilotage sans visibilité accroissent encore la sécurité que Codos affirme dès maintenant suffisante, à condition de ne pas prétendre à des itinéraires rigoureusement fixes ni à des horaires intransigeants. Il juge « hors de portée » des réalisations comme les îles flottantes ou les avions stratosphériques et veut ouvrir, par le transport rapide du courrier transatlantique, la voie au trafic-passagers.

— Que pensez-vous du Zeppelin ?

— Il est hors-course, avant même le départ, répond Codos. Le matériel définitif de l'Atlantique-Nord ne sera adopté, croyez-moi, qu'après une longue expérience.

Rossi, lui, convaincu comme son coéquipier des possibilités actuelles de traversées postales, — en été du moins, — préconise l'asservissement total aux renseignements « météos »,

trouve encore trop vaguement étudiée la strastosphère, et préfère la route du sud dont l'infrastructure devra être aussitôt entreprise aux bases de Lisbonne, Fayal, Terre-Neuve, Nouvelle-Écosse, Irlande.

Navigateur hors de pair, Rossi nous fait remarquer de plus que la différence d'heure entre Paris et New-York permet de faire la liaison est-ouest en vingt heures; et rappelant les qualités premières de l'aviation postale, régularité, vitesse, économie, prône le bi-moteur de transport rapide, de grand rayon d'action et de charge payante élevée.

— Quel est, mon capitaine, votre appareil-type ?

— Un monoplan bi-moteur de 500 chevaux. Hélices à pas variable, train escamotable, emportant 2000 litres d'essence et 150 litres d'huile suffisants pour 6000 kilomètres parcourus en 20 heures. Cet avion pourra, le cas échéant, flotter; son équipage de deux hommes, dont un radio, signalant sa position par T.S.F.

— Quels sont, mon capitaine, les progrès urgents actuellement indispensables?

— Le pilotage automatique et les antigivreurs, la précision des instruments de navigation, le perfectionnement de la « radio » et de la « gonio », l'étude d'un compresseur rétablissant la puissance des moteurs à 6000 mètres, enfin l'application des solutions trop peu connues d'atterrissage par brouillard qui exige une organisation très bien agencée au sol.

— Quel est à votre avis, mon capitaine, l'importance du problème transatlantique?

— C'est une importance économique et morale. Nous devons d'urgence, dites-le bien, prendre position. La compétition internationale va se déclencher incessamment : la France qui a eu Nungesser et Coli, Costes et Bellonte, dont le *Joseph Le Brix* a passé l'Océan dans les deux sens, se doit de conserver, dans le domaine de l'utilisation pratique, la place que ses équipages sportifs ont pu lui acquérir.

Pilote de vitesse, Delmotte, qu'entre deux vols des Caudron-Renault de la coupe Deutsch de la Meurthe nous avons pu interroger, nous répond :

— Plus vous allez vite et plus l'avantage de l'avion sur les autres moyens de transport est net. Avez-vous vu, au moment

de mes records, la carte qui indiquait où m'auraient amené en une heure les 505 kilomètres de mon Caudron? Sur l'Atlantique-Nord la vitesse doit vaincre la distance et le mauvais temps.

— Quel est, monsieur, le type d'avions qui vous semble devoir...

Delmotte nous coupe, dans la certitude de sa conviction :

— C'est celui dont je viens de faire les vols de performance : le *Goëland*; bimoteur Caudron-Renault immédiatement dérivé de mon appareil de vitesse; il fera sur l'Océan ce que les *Simoun* d'Air-Bleu accompliront au-dessus de la France : ils iront vite et loin.

— Croyez-vous la ligne pratiquement réalisable?

— Pour les lettres, oui; pour les passagers, pas encore : il nous a fallu plus de deux ans pour prendre de rares privilégiés sur le parcours maritime de notre ligne d'Amérique du Sud.

— Au point de vue du transport postal et de celui des passagers, je suis persuadé, nous dit Costes, que l'avion, avant quelques années, prendra la prépondérance sur le paquebot, surtout pour les longs voyages.

— L'Atlantique-Sud nous est une preuve, n'est-ce pas, de ce qu'il y a à faire sur l'Atlantique-Nord?

— Certes. Voyez les quatorze traversées du *Santos-Dumont*. Quelle régularité magnifique!

Et comme nous montrons au premier vainqueur français de l'Atlantique-Nord dans le sens est-ouest, les quelques notes de cette étude, il veut bien ajouter :

— Deux points à mettre en vedette : l'itinéraire fonction du temps annoncé par la météo, l'établissement et l'utilisation des radio-phares de Saint-Pierre et Miquelon, des Bermudes, des Açores, de Brest et d'Agadir, par exemple.

— Et les radio-phares d'atterrissage?

— Ceux-ci sont à faible portée et prennent les avions à quelque cinquante milles avant leur arrivée; l'on met au point en ce moment un système qui guide l'appareil en direction et suivant l'angle de descente nécessaire pour qu'il se pose au point précis qui est déterminé d'avance.

— Avez-vous entendu parler, monsieur, de cet appareil anglais constitué par un avion plate-forme d'où, à 300 à l'heure,

était catapulté un autre plus rapide, mais incapable de décoller par ses propres moyens?

— Oui. La chose n'est pas impossible. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en 1935, celui-là ou un autre, un Français, je l'espère, « sautera » l'Atlantique-Nord

ET DEMAIN?

Donc, avant deux ans, sera pratiquement résolu le problème de l'Atlantique-Nord.

Problème dont l'importance internationale dépasse le cadre d'une simple concurrence économique ou commerciale : la lutte aérienne sur l'océan, comme, récemment encore, la lutte maritime, est question de prestige.

Nous venons d'étudier les jeux, de montrer les atouts dont dispose la France : dans le perpétuel et gigantesque duel que se livrent, en pleine paix, toutes les nations, pour la suprématie mondiale dans chacun des domaines où se dépense l'activité humaine, la conquête de l'Atlantique à la navigation aérienne régulière marquera une date, constituera l'un des jalons principaux, une nouvelle étape du progrès. Notre siècle a connu, le premier, la réalisation incroyable du rêve millénaire : l'aviation a donné à l'homme la maîtrise du seul élément, l'air, qui lui fût encore étranger ; la paix, le bonheur des peuples, dépendent aujourd'hui de la maîtrise du ciel.

Engin prodigieux de destruction et de mort, certes, — puisqu'il est stupidement humain de transformer aussitôt en arme impitoyable chaque conquête de la science, — mais aussi, moyen incomparable de liaison morale, de rapprochement économique.

Nous recevions, il y a quelques semaines, une lettre de René Lefèvre qui poursuit à Madagascar, avec l'exploitation de la ligne Tananarive-Broken-Hill, la réalisation de l'une de ces « liaisons impériales » dont nous montrions, ici même, l'an dernier, toute l'indiscutable nécessité : ce mot, daté d'une semaine à peine, écrit au cours d'une escale, nous invitait à refaire, en quelque dix jours, sur le trajet de la très prochaine voie aérienne, la longue route de 9000 kilomètres que, voilà dix ans, de Tananarive à Paris, nous avions mis plus d'un mois à parcourir. N'est-ce pas merveilleux?

Russes, Nippons, Américains, Italiens ont compris, avec la clairvoyante prévoyance de peuples rénovés, que l'avenir serait désormais à ceux qui posséderaient une double flotte aérienne, commerciale et militaire, puissante et sans cesse renouvelée.

La France peut trouver, dans cette voie nouvelle, l'occasion de garder l'une des toutes premières places parmi les grandes Puissances. Le peuple français comprendra-t-il, comme jadis la nation britannique en matière d'expansion coloniale et maritime, le rôle qu'il doit tenir : saura-t-il exiger que son gouvernement fasse de la puissance aéronautique une « affaire d'État »?

La France, dont ces dernières années ont consacré la victoire sur l'Atlantique-Sud, gagnera-t-elle, avant 1936, la bataille de l'Atlantique-Nord? Le ministère de l'Air compte charger incessamment le lieutenant de vaisseau Nomy, passager de Bossoutrot sur le *Santos-Dumont* et ancien coéquipier de Paris dans son raid vers les États-Unis, d'une mission officielle aux Açores, après entente avec le gouvernement portugais.

D'autre part, *Air-France*, qui s'est déjà assuré la collaboration de Paul Codos pour l'étude de Paris New-York, va très prochainement avoir celle du capitaine de corvette Bonnot, le glorieux commandant de la *Croix-du-Sud* et du *Lieutenant de vaisseau Paris*.

La Compagnie générale transatlantique enfin, dont nous avons vu plus haut les efforts de liaison par paquebot et hydravion, vient, après entente avec M. Latécoère, créateur de la ligne de l'Amérique du Sud et constructeur de plusieurs de nos « hydros » de haute mer, — *Croix-du-Sud* et *Lieutenant de vaisseau Paris*, — de jeter les bases d'un projet personnel de la ligne France-États-Unis. Un proche avenir peut donc nous apporter des symptômes indiscutables de la rénovation de l'aviation française.

Il fallait dire, — et nous espérons l'avoir fait, — tout ce que les nôtres ont accompli et sont prêts à tenter pour la réalisation de ce rêve grandiose d'hier, réalité certaine de demain : la liaison aérienne transatlantique régulière de l'Ancien continent au Nouveau monde.

RENÉ DE NARBONNE.

LE PROFESSEUR DE FACULTÉ

A un vieil ami qui vient de prendre sa retraite après quarante-huit années d'enseignement secondaire et supérieur, j'adressais la question : « Si vous aviez à recommencer votre vie, quelle carrière choisiriez-vous? — Sans hésiter, celle que j'ai prise, me répondit-il. — Et pour quelles raisons? — C'est sans doute la plus belle des carrières profanes, parce que c'est une carrière en même temps de science et d'action : on est là dans la meilleure place pour rencontrer et accueillir les idées, et de plus on a le bonheur de les répandre et de les réaliser aussitôt en pleine pâte humaine par l'enseignement et la parole publique. A tort ou à raison, les professeurs de Faculté se trouvent actuellement parmi les hommes qui sont au volant de la civilisation moderne.

LE RÔLE DU PROFESSEUR DE FACULTÉ

« Je me souviens, ajoutait-il, d'avoir suivi jadis, avec soin, le Congrès international de l'Enseignement supérieur qui se tint à la Sorbonne à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, et qui comptait de nombreux délégués des Universités des deux mondes. Saisissant le taureau par les cornes, le Congrès aborda la question primordiale, que se sont certainement posée un très petit nombre de professeurs de Faculté, et il tenta, dans de laborieuses séances, de déterminer le but même ou les buts de l'Enseignement supérieur. L'on tâtonna long-

temps, et c'est, chose curieuse, un non-universitaire, un conseiller d'État, je crois bien, qui éclaira le mieux la question : lorsqu'il s'agit de traduire ses idées en formules exactes et claires, les universitaires prirent leur revanche et définirent les trois buts distincts du haut enseignement : 1° faire avancer la science ; 2° préparer aux professions ; 3° éclairer le public.

Les professeurs de Faculté sont d'abord (je ne dis pas avant tout) des savants : ils en sont très persuadés, et tout le public avec eux. Je sais une région où quelques-uns de nos collègues avaient l'habitude de donner des conférences sociales dans les villages : ils furent appelés d'instinct par les paysans : « les savants de X... ».

Il est entendu que le professeur de Faculté, par définition, se tient au courant de sa science propre, que ce soit la philosophie, l'histoire, la géographie, l'histoire littéraire ou la science juridique dans l'une de leurs sections, l'une des sciences mathématiques, physiques ou naturelles, etc... Il s'agit, comme on aime à dire aujourd'hui, de se mettre à la page, et de se maintenir à la page, ce qui n'est pas une mince affaire à mesure que les pages se multiplient, que le bagage de la science s'alourdit et que l'admirable atelier intellectuel moderne, s'élargissant indéfiniment à la suite de la diffusion intensive de l'instruction, comprend de plus en plus de bons ouvriers.

Ce premier travail suffirait, pour peu que l'on s'y abandonnât avec complaisance, à remplir une vie et à la charger d'intérêt. Mais l'on n'a pas le droit de s'y borner. Un professeur de Faculté doit établir la carte exacte de sa propre science, d'abord pour pouvoir en faire part aux autres, mais aussi pour bien connaître les régions vagues et encore inexplorées, et se mettre courageusement lui-même au défrichement de l'une d'elles. Nous verrons plus loin qu'il doit être un vulgarisateur, mais il ne doit pas être que cela, et sa vulgarisation, qui est, à dire vrai, une grande partie de sa profession, prendra une singulière autorité du fait qu'il aura découvert lui-même, si exigus soient-ils, quelques pays inconnus. Tous les découvreurs scientifiques ne sont pas des professeurs d'Université, mais ceux-ci forment une forte proportion de ceux-là ; il n'ont pas d'ailleurs à s'en enorgueillir, tellement ils baignent dans un milieu de conditions favorables.

Le mal, qui est un très grand mal, est que trop de professeurs de Faculté considèrent qu'ils n'ont qu'à être des savants, et ils sont, à vrai dire, très excusables : victimes qu'ils sont de la triple conspiration de leur amour de la science, de leur amour-propre et de l'administration supérieure de l'Instruction publique. Le premier leur souffle : « Sors le moins possible de ton laboratoire, quel qu'il soit. » Le second leur crie : « Consacre-toi à tes travaux personnels, voilà ce qui te fera connaître et peut-être même te rendra quelque peu illustre. » La troisième leur écrit chaque année : « Combien de livres, d'articles, de « notes » scientifiques avez-vous publiés depuis douze mois? » (et non pas combien d'étudiants et d'auditeurs avez-vous enseignés, et les avez-vous bien enseignés?)

Et voici l'étudiant qui s'introduit, coûte que coûte, dans le métier, l'étudiant, la bête noire, à vrai dire, de certains collègues, mais à qui tous ceux qui sont raisonnables et consciencieux savent qu'ils doivent une large part, la plus large, de leur temps et de leur pensée. Ce jeune homme, cette jeune fille, mais nous sommes là pour les aider à préparer leur carrière d'avocat, de magistrat, de médecin, de professeur de lettres, de sciences ou de droit, etc... et, en même temps que notre cours sera « scientifique », il devra être pratique et bien adapté aux besoins vrais de cette jeunesse.

Seulement parler à la jeunesse ne s'improvise nullement, et nous nous trouvons ici en présence de l'immense lacune de la pédagogie officielle et, pour parler avec précision, de l'absence de toute notion exacte sur la capacité intellectuelle et la faiblesse d'attention de la jeunesse de dix-huit à vingt-trois ans. Je n'ai jamais entendu dire qu'il en fût question durant les trois années de l'École normale supérieure, pas plus que dans nos réunions de l'Association des Facultés de France. Pour mon compte, nul ne m'en a jamais soufflé mot : heureusement que la Providence avait pris la précaution de me doter d'un jeune frère, et que j'avais fait, durant mes années d'étudiant à Paris, plusieurs conférences à des apprentis du faubourg Saint-Antoine. Voilà les seules premières expériences sur lesquelles j'ai vécu en abordant le métier. La préparation de ce côté-là est donc inexistante. L'agrégation nous apprend à faire de brillantes leçons devant des maîtres très informés, à être capables de devenir des auteurs de savantes éditions

critiques; mais elle forme très peu de futurs maîtres de la jeunesse, et chacun de nous en est réduit à se faire sa propre méthode, uniquement fondée, pour la plupart, sur les réflexions que lui ont inspirées les diverses manières d'enseigner de ses maîtres du lycée ou de la Faculté. Sur ce point, tout reste à créer chez nous, dans l'enseignement secondaire et supérieur.

En attendant que cela le soit (et rien ne montre que ce soit en gestation), il est puissamment souhaitable que les professeurs des Facultés des lettres et des sciences aient fait quelques années de stage dans l'enseignement secondaire, où la pratique des élèves prépare singulièrement à celle des étudiants. En d'autres termes, l'agrégation devrait être exigée de tous ces maîtres, car, si elle porte la grave lacune que nous venons d'indiquer, elle habitue tout de même au maniement et à l'ordonnance des idées générales, à la synthèse en un mot, elle guérit des excès d'érudition et d'analyse, et l'on ne verrait plus alors un maître de conférences de littérature française annoncer une série de cours sur *les Pensées* et employer plus d'une séance à exposer... les variations orthographiques du mot « temps » chez Pascal et chez Bossuet, et un professeur de littérature grecque, ayant, au bout d'un an de cours, expliqué trois vers et demi d'Homère, — ce qui amena, dans les deux cas, une cruelle déception et un profond découragement chez les étudiants. Si nous voulons, ce qui est une des grandes nécessités actuelles, à laquelle s'attache la *Revue*, restaurer la culture générale, il faut commencer par lui redonner sa place dans la formation de tous les professeurs de Faculté.

L'ENCOMBREMENT DES FACULTÉS

Les étudiants, qu'il faut savoir bien prendre, sont en ce moment plus que nombreux, garçons et filles, dans les Facultés : ils les encombrent littéralement. Après s'être un peu détournée de nous, au moins des Facultés des lettres et de droit, lorsque les carrières scientifiques prospéraient, la jeunesse depuis « la crise » a reflué vers nous, car l'on ne craint le chômage ni des fonctions publiques, ni des carrières de l'enseignement, et l'on compte dans nos Facultés de province trois fois et demie plus d'étudiants et d'étudiantes qu'avant la

guerre. Non seulement la plupart des fils et des filles d'instituteurs de France entendent passer par l'Université, mais la plupart des jeunes gens et jeunes filles que n'ont point reçus les grandes écoles songent à cette voie, sans avoir réfléchi suffisamment si elle doit bien être la leur. Aucun barrage ne protège l'entrée des Universités. Il en résulte une masse amorphe d'étudiants, dont, il faut bien se l'avouer, la grande majorité est de qualité médiocre et n'apporte nullement les dons nécessaires aux carrières ambitionnées. J'interrogeais un jour le père d'un étudiant qui ne me paraissait avoir aucune disposition pour l'enseignement, et je demandais à ce père quelles raisons il avait eues de diriger son fils de ce côté : « Aucune, me répondit-il loyalement. Mais, une fois le baccalauréat obtenu, j'ai pensé pour lui tout naturellement... à la licence. » Je posais la même question à une étudiante qui ne me semblait pas plus être dans sa voie : « Ma seule raison d'être ici, me répondit-elle, c'est que mes parents n'ont pas voulu que je fasse ma médecine. » Tout récemment un doyen de Lettres recevait une vive réclamation au sujet d'un candidat refusé au baccalauréat. Les parents écrivaient : « Cet échec est d'autant plus déplorable que c'est le troisième, et que notre fils se destine à l'enseignement. »

Cette abondance d'étudiants médiocres a pour résultat d'infliger au personnel enseignant de nos Facultés provinciales l'énorme travail que représente la correction mensuelle des devoirs de licence, et quel travail! La Sorbonne, elle, a su s'en décharger sur des professeurs de lycée. A bien des maîtres du haut enseignement il arrive actuellement une centaine de dissertations par mois, dont le quart environ mérite les notes de 3 à 6 sur 20 : déplorable gâchage de forces chez les maîtres comme chez les élèves. L'on peut se demander à quel point de surmenage scolaire arriveront nos collègues, si le flot continue ainsi à monter, surtout avec les nouvelles amputations de personnel qu'exige impérieusement en ce moment la réforme du train de l'État.

Nous sommes donc arrivés au point où il faut de toute nécessité l'établissement d'un tourniquet pour empêcher d'entrer dans une Université comme dans un moulin. La solution serait peut-être d'exiger une année de première supérieure ou de mathématiques spéciales des étudiants en lettres et en

sciences, à moins qu'ils n'aient passé leurs deux examens de baccalauréat avec une ou deux mentions.

Une fois franchi le seuil de l'*Alma Mater*, l'étudiant ne pourrait pas remettre de devoir avant quelques mois d'études, et si ensuite il méritait une trop faible note, il lui serait interdit de renouveler sa tentative avant deux ou trois mois. D'ailleurs l'on pourrait, je crois, pour sauvegarder la liberté, admettre des étudiants « amateurs » qui n'auraient point le droit de participer aux travaux écrits des Facultés.

Mais du temps passera sans doute avant que ces mesures urgentes ne soient prises. En attendant, chaque maître du haut enseignement devra donc faire, dans la mesure de son pouvoir, un peu d'orientation professionnelle, puisque celle-ci est quasi inexistante avant l'entrée dans les Facultés. Il lui faudra, dans les premiers mois de l'année scolaire, soit en public, soit en particulier, avec les étudiants qu'il connaîtra bien (ce qui est facile en province) s'assurer, par exemple, que ceux qui se destinent à l'enseignement ont bien la vocation. Elle se reconnaît à trois signes : 1° l'amour des choses de l'esprit, 2° l'amour de l'enfance et de la jeunesse, 3° le goût naturel de l'extériorisation, de l'explication donnée à autrui. Le devoir strict du professeur sera de décourager ceux chez qui il ne découvrira pas, réunis, ces trois signes.

Sur l'initiative de Paris, les professeurs de Faculté ont essayé, pour diminuer leur écrasant labeur, de confier les examens du baccalauréat à leurs collègues de l'enseignement secondaire. Mais il ne faut pas aller trop loin dans cette voie : les professeurs de Faculté exercent là une haute et sereine magistrature, jusqu'ici à l'abri de tout soupçon, et, dans l'intérêt commun, il ne convient pas qu'ils l'abandonnent.

LES RAPPORTS DU PROFESSEUR ET DE L'ÉTUDIANT

Un des devoirs du professeur de Faculté, c'est de s'intéresser à la vie de l'étudiant, à toute sa vie, non seulement à sa vie intellectuelle, mais à sa vie matérielle et morale, et nous nous estimons aux antipodes de quelques jeunes collègues qui s'interdisent, soi-disant « par discrétion », de demander de ses nouvelles à un étudiant qu'ils savent sortir d'une grave maladie. Ceux-là se réduisent à être de simples phonographes

intellectuels, répétant tel ou tel exposé d'idées selon la succession des disques. Nous avouons posséder du métier une conception autrement humaine.

Il faut d'abord ne pas pratiquer par dilettantisme ce mal qui peut se dénommer la phobie du jugement moral. Nous devons reconnaître que l'Université de France a une admirable maîtrise, — sous la réserve que nous avons faite, — pour l'enseignement intellectuel, mais qu'elle fait en général médiocre figure pour ce qui est de la formation morale. Trop souvent, un professeur tremble d'indiquer la moindre préférence morale, ce qui est faire inconsciemment le plus grand tort à cette jeunesse incertaine, frémissante de se créer ses idées personnelles et avant tout occupée, à cet âge, à prendre le contrepied des traditions familiales et du bon sens des ancêtres. Le professeur d'Université faillira nettement à son devoir s'il n'établit pas des plans entre les diverses idées, s'il expose de la même façon les idées de Rabelais, de Montaigne, de Bossuet, de Pascal, de Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau, de Joseph de Maistre, d'Anatole France et de Paul Bourget, sans indiquer en une brève conclusion la valeur morale et sociale, très différente, des unes et des autres, et il lui faudra, sans faire la moindre prédication, raconter différemment la vie morale d'un Villon ou d'un Verlaine et celle d'un Taine ou d'un Corneille.

Plongée dans une parfaite anarchie intellectuelle et morale, la jeunesse est avant tout avide de se former un idéal, sachant très bien qu'une existence qui en est dépourvue est bien pauvre, et elle vient à l'Université, sans s'en rendre compte toujours, en grande partie pour cela. Il faut avouer qu'elle est très souvent déçue ; aussi, lorsque tel ou tel de nos étudiants, poussé par une sympathie et une confiance touchantes, vient nous demander en particulier de l'aider dans ce travail si foncier et si délicat, notre premier devoir est de le secourir largement, en lui donnant, cette fois, notre temps sans compter. Il vaudra mieux pour chacun de nous à la fin de notre vie, avoir publié quelques « notes » ou quelques articles, voire même un ou deux livres de moins, et avoir aidé un certain nombre d'âmes de jeunes à se trouver définitivement et à cheminer d'un pas assuré pour toute leur vie. Par là nous communiquons en plein avec la vie spirituelle de

l'humanité. C'est là notre plus beau titre : qu'il le veuille ou non, et le tout est de ne pas déserter sur ce point, le professeur de Faculté est impérieusement appelé dans bien des cas à devenir un guide des âmes et des consciences.

Pour cela, toutes les occasions sont à saisir d'un rapprochement entre maîtres et élèves, et il semble bien que ce rapprochement s'accuse en ce moment, la liaison continuant à se faire entre professeurs et étudiants, surtout dans les Facultés de province. Les excursions littéraires, historiques, géographiques et archéologiques se multiplient à l'exemple des promenades botaniques et géologiques qui se pratiquaient depuis longtemps dans les Facultés des sciences. Nous connaissons un maître qui, au lendemain de sa titularisation, eut l'idée très simple d'inviter tous ses étudiants à venir chez lui, un jour par semaine, pour participer pendant deux heures à une simple et gaie soirée de famille; l'idée répondait si bien aux besoins des étudiants, dont le grand mal est, on ne le dira jamais trop, *l'isolement*, que l'institution dura trente-six ans, jusqu'au jour de la retraite, et que chaque semaine dix, vingt ou trente étudiants se rendirent chez leur professeur; celui-ci, dans la liberté familière de ces réunions, connut en quelques semaines ses étudiants beaucoup mieux qu'il ne le faisait auparavant en toute une année de Faculté, et il put appliquer à chacun d'eux une direction individuelle. Tout le monde y gagna parce que l'enseignement, toujours et nécessairement un peu empreint de pédantisme, tendait à se muer ainsi dans le plus pur des sentiments de la vie humaine, l'amitié.

LA QUESTION DES COURS PUBLICS

Faire avancer la science et préparer une foule d'étudiants à leurs professions et à la vie, voilà qui suffirait, à coup sûr, à remplir jusqu'aux bords une activité d'homme. Le professeur de Faculté, dans bien des cas, a sans doute encore un devoir à remplir vis-à-vis du public.

Je connais tout le beau dédain dont jouissent, à l'intérieur de nos Universités, comme au ministère de l'Éducation nationale, les cours publics. Le mouvement d'érudition germanique de la Sorbonne n'a pas encore pu pardonner à nos

brillants devanciers de la Restauration et de la monarchie de Juillet d'avoir fait des tours d'horizon immenses en un an et d'avoir traité de l'histoire entière des civilisations en vingt leçons. Aussi, l'un de nos collègues, abandonnant pour quelques semaines une simple explication hebdomadaire de texte, se donne-t-il l'immense travail (dont ne peuvent se douter que les proches qui y assistent) de choisir quelque synthèse importante, de parfaire l'énorme documentation, ancienne et contemporaine, sur cette matière, de partager celle-ci, à force de réflexion, en un certain nombre de conférences qui s'enchaînent, mais forment chacune un tout, bien complet, enfin de donner à chaque leçon une forme élégante, il entendra ses collègues et ses chefs murmurer, narquois, autour de lui (ou il devinera qu'ils murmurent) : « Cela l'amuse de faire un cours public », ou bien encore : « Il veut sans doute plaire aux dames. » ... Lointain souvenir de la vogue mondaine du philosophe Caro vers 1880 et du *Monde où l'on s'ennuie*. Celui qui ne fait pas de cours public est loué de s'adonner à des besognes « sérieuses » et de se consacrer à des « travaux personnels », ce qui, nous l'avons dit, semble être le principal critérium de l'administration pour juger son personnel.

Pour résister à un tel et si injuste état d'esprit il faut du courage. Le professeur de Faculté doit en avoir, et il sera soutenu par la conviction qu'il s'acquitte là d'un de ses nombreux devoirs. En effet, dans une cité bien ordonnée, il n'est pas admissible qu'il y ait une classe de privilégiés, qui, soutenus par les crédits de l'État, soient adonnés à la recherche constante d'idées, à l'étude perpétuelle des textes, des faits et des théories nouvelles, à l'exploration scientifique, et qui ne fassent point part régulièrement de leur longue initiation et de leurs découvertes au grand public d'une ville, à tous ceux que leurs absorbantes occupations mettent dans l'impossibilité de réfléchir profondément aux divers problèmes intellectuels. Dans les villes d'Université, surtout dans certaines villes de province un peu endormies, c'est aux professeurs de Faculté d'apporter le levain qui fait monter et allège la pâte des esprits. Il y a là, à côté du dévouement aux étudiants, un second devoir social qui s'impose à eux.

Pour chacun, le choix du sujet de son cours public est, —

comme en bien d'autres circonstances de la vie des Facultés, — le triomphe de l'individualisme. Presque jamais aucune entente entre les différents conférenciers, et souvent on a ce spectacle paradoxal d'un même sujet traité par deux professeurs différents, mais à propos duquel les deux conférenciers exposent des doctrines absolument contradictoires. Dans une Faculté des lettres que je connais bien, le succès de l'ensemble des cours publics ne fut jamais plus vif que l'année où tous ses membres s'étaient concertés pour traiter de « la Comédie » étudiée sous ses aspects philosophique et littéraire et à travers toutes les époques, depuis les Grecs jusqu'à nos jours. Une pareille entente ne serait-elle pas souhaitable, au moins de temps en temps, dans chaque Faculté ?

C'est d'ailleurs parce que notre système de cours publics n'est pas organisé qu'il s'est formé dans toutes nos villes d'Université une Société de conférences intéressantes et payantes, traitant des principaux problèmes du jour, conférences faites par des écrivains et des orateurs de Paris ou d'ailleurs. L'illustre Société des Conférences de Paris n'a pas dû son origine à une autre cause : répondre aux besoins du public lettré que la Sorbonne ne satisfaisait plus, et les amis de l'Université peuvent regretter, tout en reconnaissant que c'est de sa faute, que les belles séries de Conférences des Jules Lemaître, des Madelin, des Bellessort n'aient pas été données sur la Montagne Sainte-Geneviève.

Observons que le public actuel est capable de supporter, et même souhaite une forte et solide documentation, à la condition que le conférencier ne reste point écrasé sous elle et qu'il soit capable d'en tirer quelques idées. Il s'agit donc d'une vulgarisation, mais d'une vulgarisation documentée et scientifique, au vrai sens du mot, qui n'est nullement indigne des professeurs de Faculté. Il est souverainement regrettable que, du haut d'un faux et pédant idéalisme, l'Université n'ait aucunement su adapter à ce besoin impérieux de la masse cultivée son cadre tout prêt des cours publics. Du moins des hommes de cœur et d'intelligence appartenant à nos Universités tentent çà et là, chacun dans sa cité, cette adaptation partielle, et ils s'acquittent ainsi de leur second devoir social.

Ils le font, à vrai dire, avec d'autant plus de succès qu'ils ont plus de *talent*, je veux dire ce mélange de sensibilité et

d'imagination qui fait la parole vive, chaude, prenante, en relief. S'il y a une loi qui se dégage de toute notre histoire de France, c'est que notre pays, trop peu sensible malheureusement, en face des nouveautés, à la solidité et au bon sens des idées, frémit d'aise toutes les fois qu'un talent personnel lui présente ces idées.

Les idées ne sont presque jamais entrées dans nos esprits que grâce au talent, l'Université, qui à la légitime ambition d'être le grand foyer d'idées, devrait éveiller chez ses jeunes maîtres et ses étudiants les dons naturels, leur prêter tous les moyens de se développer, et lorsqu'elle a rencontré le talent chez un de ses professeurs de Faculté, lui procurer largement les occasions de le déployer en public. C'en serait alors fini de certains cours publics qui mettent en fuite le public et qui parfois doivent être interrompus faute d'auditeurs. Faut-il ajouter que les étudiants ne se plaindraient pas, même dans les conférences fermées, du « talent » de leurs maîtres ?

« Voilà, conclut brièvement mon vieil ami, les principales raisons pour lesquelles j'ai tant aimé ma profession, toute de pensée et d'action, avec les innombrables jouissances qu'elle procure à l'esprit et au cœur, — pourquoi enfin, surtout si elle pouvait encore recevoir les quelques perfectionnements indiqués en passant : plus de culture générale, plus de préoccupations morales et plus de talent, — au cas où quelque magique eau de Jouvence me rendrait jamais la jeunesse, pourquoi je choisirais encore une fois, sans une seconde d'hésitation, je vous le jure, ce « roi des métiers ».

LOUIS ARNOULD.

LE THÉATRE IRLANDAIS

Certain après-midi de l'été de 1898, quelques hôtes de marque se trouvaient réunis chez un Français, le comte de Basterot, au château de Doorus ou Duras, en vue de la baie de Galway, dans l'ouest irlandais. Notre illustre maître Paul Bourget a bien connu ces lieux, pour y avoir séjourné plusieurs fois (1) : on raconte même que, parcourant tout alentour la granitique et rocailleuse baronie de Burren, il la dénomma « le royaume de Pierre », et que, lors de sa première venue dans le pays, le vieux cocher qui l'amenait de la gare de Gort, en arrivant sur une hauteur, lui avait montré la mer d'un geste large en prononçant ces mémorables paroles : « Voici l'Océan qui baigne l'Amérique et les terres de M. le comte. » Parmi les amis rassemblés ce jour-là chez notre compatriote il y avait le grand poète W. B. Yeats ; il y avait un landlord voisin, cousin du maître de maison, M. Edward Martyn, de Tullyra Castle, un moine laïque, passionné de littérature, de musique et de théâtre, grand admirateur d'Ibsen, lui-même auteur dramatique, et qui n'était pas sans fierté d'avoir du sang français dans les veines ; il y avait lady Gregory, la châtelaine de Coole Park, près de Gort, ayant elle aussi des alliances de famille avec la France, femme cultivée, très douée, en relations avec presque tout ce qu'il y avait d'intellectuels dans l'Ile Verte. On causait théâtre, et lady Gregory venant à regretter tout haut qu'on n'ait pu encore jouer à Dublin les pièces d'Edward Martyn, M. Yeats répondit qu'il avait toujours rêvé de voir se créer en Irlande une scène vrai-

(1) On se rappelle la poétique description qu'il en a faite dans la nouvelle intitulée *Neptunevale* (*Voyageuses*, 1897).

ment nationale. Des idées s'échangent alors, des plans se forment, des adhésions et garanties sont obtenues, si bien qu'après peu de mois allait s'ouvrir à Dublin la première session d'un théâtre irlandais, original et nouveau, dont il ne nous est pas indifférent de savoir que l'idée première est née dans le salon d'un Français, au cours d'une conversation entre quelques Irlandais d'élite dont deux s'honoraient de leurs attaches françaises.

LES DÉBUTS ET L'ORIENTATION

Un théâtre original et nouveau : ne croyons pas qu'il y ait eu là génération spontanée ou création artificielle. Dublin avait connu au XVIIIe siècle un théâtre florissant. C'était, il est vrai, non pas un théâtre proprement irlandais, mais celui de l'aristocratie britannique, de cette « colonie » anglaise qui donna le jour à de célèbres auteurs dramatiques, Farquhar et Steele, Goldsmith et Sheridan ; ceux-ci, nés en Irlande et dotés par la nature de bien des traits irlandais, allèrent d'ailleurs vivre en Angleterre, comme ont fait Oscar Wilde et Bernard Shaw de nos jours, et n'écrivirent guère qu'à l'intention du public de la Grande-Bretagne. Durant une partie du XIXe siècle, la scène irlandaise se vit tenue par les habiles comédies sentimentales de Dion Boucicault, le Scribe irlandais, et les mélodrames romantiques de son école ; c'est alors que se popularise sur les planches, comme dans les romans de Carleton, de Lover, de Kickham, le type du *Stage irishman*, de l'Irlandais de tréteaux, grand rouquin à figure sournoise, la pipe à la bouche, hâbleur, sacreur, batailleur, qui fait rire de sa niaiserie, non sans savoir d'ailleurs dire à autrui ses vérités.

Mais l'auditoire se lassa de ce cliché, et l'on peut constater qu'après 1870 ou 1880 le théâtre en Irlande, hors les tournées de troupes anglaises ou les entreprises d'ordre mercantile, n'était plus représenté par rien. La scène était vide lorsque, dans le dernier quart du siècle, on commença de voir, par un contre-coup du mouvement néo-celtique et du réveil gaélique, une nouvelle littérature anglo-irlandaise prendre son essor. Confinée d'abord dans la poésie, cette renaissance littéraire ne gagnerait-elle pas le théâtre? Ne

voyait-on pas en Europe l'art dramatique se renouveler en cette fin du siècle sous l'influence d'Ibsen, de Strindberg, de Brieux, et se créer un peu partout ces scènes d'avant-garde qui s'appelèrent *Théâtre libre* en France, *Freie Bühne* en Allemagne, *Independent Theatres* en Angleterre ?

L'heure était propice à une restauration dramatique en Erin, à l'éclosion d'un théâtre qui serait à la fois national et littéraire. De fait, le nouveau théâtre s'appela d'abord théâtre littéraire, puis théâtre national irlandais, et malgré bien des obstacles, divergences d'idées, difficultés de personnes, il fit son chemin et bientôt put s'installer chez lui, — il y est encore, — à l'*Abbey Theatre*, c'est-à-dire dans ce qui restait d'un ancien théâtre dublinois à demi ruiné, devenu maison de pauvres et occupé naguère en partie, — macabre rapprochement, — par la morgue : là s'ouvrit, après les reconstructions nécessaires, derrière une vieille façade Renaissance que dépare une vilaine marquise de fer, la petite salle exiguë et sans luxe qui devait devenir célèbre. Le théâtre de l'*Abbey* n'est pas le seul représentant du renouveau dramatique irlandais, il en est du moins resté l'un des plus caractéristiques. Il a traversé des années difficiles, mais il a suscité assez de talents et donné depuis trente ans assez d'œuvres de valeur pour gagner, à des titres divers, l'attention de l'étranger.

Divers, en effet, sont ses titres. Pas de formes étroites, de formules rigides. Chacun des trois fondateurs avait au reste ses tendances propres.

Poète avant tout, et très grand poète, M. Yeats voulait réserver à la poésie la première place sur la scène. C'est ainsi que, dès le début, le nouveau théâtre lui a dû des adaptations lyriques de légendes anciennes comme *Deirdrée* ou *le Seuil royal*, des « moralités » comme *le Sablier*, d'admirables drames symbolistes comme *la Comtesse Cathleen* ou *les Eaux illusoires* (1) : œuvres somptueuses et magnifiques, d'un art incomparable, où règnent la passion du mystère, l'éblouissement de l'idéal, le vertige de l'absolu, mais qui peut-être relèvent moins du théâtre que de la poésie pure.

Le théâtre d'idées, le drame ibsénien : voilà d'autre part ce que désirait Edward Martyn. Curieuse figure que celle

(1) Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à nos articles sur *W. B. Yeats et la poésie anglo-irlandaise* dans la *Revue* des 1er et 15 octobre 1929.

de cet aimable original, au caractère indépendant et passionné. Un abîme de contradictions ! Landlord, il a pris le parti des paysans contre les landlords ; il s'est fait nationaliste et, de plus en plus avancé, il a mené en 1898 la campagne contre le recrutement des soldats pour la guerre sud-africaine (bien qu'étant alors lord-lieutenant de son comté), il a favorisé les manifestations antibritanniques et plus tard s'est donné au *Sinn Fein* extrémiste. « Pourquoi vous précipitez-vous follement dans la politique, qui n'est pas dans vos cordes ? » lui écrivait un jour son cousin Basterot. En dépit de sa grande fortune, c'est en ascète qu'il vivait dans son château de Tullyra, et en mourant il légua son corps à l'école d'anatomie (1). Dramaturge, il prend ses sujets en Irlande, mais il les traite d'après ce principe (très faux, nous semble-t-il) que « l'Irlande, pour devenir vraiment irlandaise, doit d'abord devenir européenne ». L'influence d'Ibsen se sent dans ses drames, *Champ de bruyères* ou *Maeve*, tous deux fondés sur le conflit entre le réel et l'idéal, comme dans ses pièces à thèses (*Une mer enchantée*, *Grangecolman*) et ses satires sociales. Il quittera d'assez bonne heure l'*Abbey*, où ses tendances se retrouveront d'ailleurs plus tard. Ce n'est pas ici, à notre sens, qu'il faut chercher l'originalité vraie du théâtre irlandais, non plus que dans la comédie bourgeoise qui jusqu'à présent (sauf avec M. Lennox Robinson) s'est peu développée pour cette simple raison qu'à côté d'une aristocratie anglicisée il n'y a qu'une classe moyenne trop restreinte en Irlande.

L'Irlande est avant tout rurale. Ses paysans, pauvres ou aisés, sont le nombre, la force, et c'est chez eux que l'*Abbey* devait trouver ses thèmes les plus typiques. Dès le début, M. Yeats avait recommandé lui-même cette orientation vers la glèbe et la plèbe. Il faut, disait-il, « donner la parole à ce peuple muet », lui trouver « son expression poétique et esthétique » ; une pièce de théâtre doit représenter « un fragment de l'imagination populaire ». En rajeunissant les vieilles légendes d'Erin, en « interprétant les sagas par le peuple et

(1) Il était proche parent du romancier George Moore, qui l'a criblé des traits d'ironie les plus piquants, et les plus injustes, dans sa Trilogie *Ave Salve Vale* ; sa seule vengeance a été de faire insérer dans les notices mondaines du *Who's who*, à la fin de sa propre biographie, ces simples mots en réponse à la question « distractions » : Mr George Moore.

le peuple par les sagas », il a entendu pour sa part rendre au peuple rural ce qui vient de lui, il a voulu « retourner au peuple », comme on disait alors : et ce faisant il allait par la force des choses pousser le théâtre irlandais dans la voie du réalisme.

Tandis que M. Yeats formulait ainsi le précepte, l'exemple était donné par lady Gregory, laquelle n'a pas seulement joué un rôle de premier ordre dans la fondation et la direction du nouveau théâtre, mais lui a fourni, jusqu'à sa mort en 1932, une trentaine de pièces paysannes dont beaucoup connurent de grands succès. Augusta Persse, qui appartenait à une famille de landlords d'origine anglaise et protestante, avait épousé en 1882 un ancien gouverneur colonial, amateur d'art et *trustee* de la Galerie nationale à Londres, sir William Gregory ; elle vécut ainsi longtemps en Angleterre, tout en passant ses étés dans sa propriété irlandaise de Coole Park où elle se retira après son veuvage en 1892. Elle avait toujours aimé ses paysans de l'ouest d'une affection dévouée ; l'un d'eux disait après sa mort à M. Yeats ces mots touchants : « Elle a été parmi nous comme une servante. »

Toute jeune, elle avait commencé à recueillir les contes et légendes du Connaught, en amateur, sans esprit critique ; elle en publia plusieurs volumes, comme avait fait de son côté, mais en vrai savant, M. Douglas Hyde. Ces transcriptions, elle les a données, — c'en est la nouveauté, une nouveauté contre laquelle ont protesté les érudits, mais qui avait l'avantage de rendre ses textes vivants, — dans cet anglais local qu'elle entendait parler aux paysans qui l'entouraient, à ceux de son bourg de Kiltartan, près de Coole Park, d'où le nom d'idiome de *Kiltartan* qui lui a été attribué : un anglais élizabéthain de texture, qui semble en être resté au XVIe siècle, très chargé de gaélicismes, étant parlé par des gens qui pensent encore en gaélique : une langue pittoresque, riche et colorée, musicale et imagée, émaillée de dictons et de proverbes, et qui, portée par elle au théâtre, s'y est révélée remarquablement scénique et favorable au dialogue. Sait-on que Molière, dont elle a ainsi traduit plusieurs pièces, vient fort bien en « kiltartan » ?

Ce sont surtout, dans le cadre local, des comédies qu'a données lady Gregory, bien qu'elle se soit essayée aux pièces

historiques, aux « mystères », aux fantaisies, et qu'elle trouve la comédie plus difficile que la tragédie, car dans celle-ci, dit-elle, le jeu des événements et du destin mène tout naturellement au but, l'auteur sait où il va, tandis que dans celle-là, « le personnage à peine créé, voilà qu'on ne sait comment il se dresse de lui-même sur ses pieds et se met en route pour aller Dieu sait où ! » Parfois son sens comique rejoint le drame, comme dans *la Grille de la prison* où une vieille femme ayant son fils arrêté pour fenianisme, et craignant de le voir vendre ses complices pour sauver sa tête, apprend un matin qu'il a été exécuté, et s'abandonne alors, dans sa douleur et ses larmes, à la joie et la fierté d'être une mère de « martyr ». Parfois elle touche à la satire politique, lorsqu'elle raconte dans *le Lever de lune* comment un « rebelle », pris en chasse par la police, se livre à un agent et lui persuade qu'il est de son devoir de le laisser échapper pour l'honneur d'Erin.

Mais d'ordinaire c'est la simple et amusante comédie de mœurs rurales qu'elle nous donne, une peinture vive et passablement critique de ces paysans toujours partagés entre le rêve et la brutale nécessité, idéalistes par nature et réalistes par tempérament, sensibles et généreux autant que jaloux et rusés, toujours prêts à rire d'un œil et à pleurer de l'autre, attachés à la famille, mais épris d'égalité, avec quelque chose en eux d'affiné et d'aristocratique et quelque chose aussi de rude, de tempêtueux, d'extravagant, avec leurs querelles et leurs prétentions, leurs exigences et leur insouciance, leur courage et leurs simagrées, leur bavardage et leur besoin d'illusions, leurs châteaux en Espagne, les légendes qui se font autour du poète ou musicien ambulant, le type fréquent de l'excentrique, du chercheur d'impossible, ou celui de l'innocent, de la créature un peu timbrée qui se révèle plus sage que les sages. Ne force-t-elle pas un peu le portrait, pour les besoins du théâtre? En tout cas, il y a de la bienveillance sous son ironie: elle rit, et le public avec elle, pour le plaisir de rire, avec sympathie pour les personnages qu'elle fait parler.

Elle a le dialogue vif et spirituel, le don de la situation, le sens du comique, un comique un peu gros parfois ; avec plus de pouvoir d'observation que de création elle reste toujours

attachée au réel, dans la bonne humeur et la note pittoresque. Sa matière étant un peu mince, c'est dans l'acte unique qu'elle réussit le mieux, et le fait est que ses comédies charmantes et sans prétention ont vite fait à l'*Abbey* un fond de répertoire. Son influence a été grande sur le mouvement théâtral qu'elle a plus que personne contribué à orienter vers la pièce rustique en même temps que vers le réalisme, donnant ainsi au nouveau théâtre sa marque locale et caractéristique, et posant du même coup cette intéressante question : comment l'idéaliste Erin se comportera-t-elle dans un théâtre réaliste ?

Ajoutons que dès le début, taillant dans la même veine, mais plus largement et plus à fond, M. Padraïc Colum s'est attaché à la traduction non plus comique, mais dramatique de la vie rurale, et attaqué aux problèmes de la terre et de la famille, nous montrant au village la lutte entre les jeunes et les vieux, entre le cœur et l'intérêt, entre l'égoïsme terre-à-terre et l'attrait du libre idéal ; ses drames, solides et bien bâtis, traités dans un réalisme en demi-teinte, sans éclats de voix, avec finesse et sobriété, gagneraient à être mieux connus. Et bientôt on vit paraître un homme qui allait marquer le genre *Abbey* d'une certaine touche quasi géniale, et donner au théâtre irlandais une réputation qui passera vite les frontières, J.-M. Synge.

SYNGE

Il est, si l'on peut dire, une découverte, ou une création de M. Yeats. Né en 1871 d'une famille bourgeoise venue d'Angleterre au XVIIe siècle, il alla de bonne heure travailler en Allemagne, puis à Paris où il vécut assez longtemps, étudiant la littérature française, écrivant sur Villon, Rabelais, Ronsard, Racine. C'est à Paris, dans une pauvre chambre de l'hôtel Corneille, en face de l'Odéon, que M. Yeats le trouve en 1897. Il s'intéresse à lui, le fait parler, lit ses écrits, reconnaît ses dons sans d'ailleurs deviner du premier coup ce qu'il y avait en lui de « génie » (le mot est de M. Yeats) ; et désireux de le sortir de sa solitude et de sa mélancolie, il lui dit : « Quittez Paris. Vous ne créerez jamais rien en lisant Racine, et Arthur Symons sera toujours un meilleur critique de la littérature française que vous. Allez aux îles d'Aran ; vivez là comme un

natif du lieu : et vous exprimerez ensuite une vie qui jusqu'à présent n'a jamais trouvé son expression. »

Le jeune Synge suivit le conseil de son grand aîné, et alla plusieurs fois faire de longs séjours dans « la dernière forteresse du Gaël », comme il a appelé les îles d'Aran, auprès de ces pêcheurs et paysans que se disputent sans cesse le naturel et le surnaturel, la sauvagerie et la poésie; et tandis qu'il note leurs mœurs, leurs légendes, leurs superstitions, il subit lui-même l'empreinte de cette nature toute en extrêmes, de sa cruauté et de sa magnificence, et de « cette désolation qui est partout mêlée à la beauté suprême du monde ». Aran, comme aussi son comté natal de Wicklow, lui fourniront l'atmosphère et la matière de ses pièces; sur Aran et Wicklow il publiera des récits et impressions où abonde un talent serré et châtié, fait de rudesse et à la fois de sensibilité; il donnera plus tard aussi de petits poèmes lyriques, conçus dans une tonalité volontairement brutale. Dès 1903 sa première comédie sera jouée au théâtre de l'*Abbey*, dont il sera administrateur, avec M. Yeats et lady Gregory, jusqu'à sa mort en 1909.

L'homme était intéressant : timide, renfermé, le regard méditatif et lumineux, un visage sombre et tourmenté qui le faisait, prétend-on, ressembler à Cromwell, — Bernard Shaw disait plus prosaïquement qu'il avait la figure comme une brosse à cirage. — Un grand silencieux, plein d'un feu caché, selon M. Yeats; de l'humour poussé parfois jusqu'à la satire bouffonne, un langage rude, mais de la réserve et de l'aménité dans les façons. « Solitaire, il ne se manifeste pas, ne se plaint pas, ne cherche pas à attirer la sympathie » (Yeats). Plus païen que mystique, avec une note de noblesse morale un peu ambitieuse, à en croire ce qu'il confia un jour à M. Yeats en se promenant avec lui dans le jardin du Luxembourg: « extase, ascétisme, austérité, de ces trois choses on a vu souvent deux assemblées, jamais les trois à la fois; je veux les réunir toutes les trois. » Le monde extérieur, qu'il scrute et analyse d'un œil si réaliste, existe-t-il seulement pour lui? Il semble le considérer en curieux, comme un spectacle, avec un détachement ironique et lointain. M. Yeats disait un jour à George Moore : « Synge est plus fort que vous, car vous avez sans doute des moments, brefs, mais affreux, où vous admettez l'existence des autres écrivains : Synge jamais! » Et

M. Yeats ajoute dans ses mêmes souvenirs sur Synge : « Il avait l'égoïsme de l'homme de génie, que Nietzsche compare à celui d'une femme qui a un enfant. »

Dans sa brève carrière théâtrale, Synge a produit deux beaux drames où passe l'ombre inexorable de la fatalité antique : *Deirdrée des Douleurs*, la plus célèbre légende d'amour et de mort de la mythologie gaélique, traduite ici dans l'esprit réaliste, et *la Chevauchée à la Mer*, un petit acte d'une haute et noble puissance sur l'éternelle tragédie de l'homme et de l'océan, de cet océan qui prend à la vieille Maurya son sixième fils, après lui avoir pris son mari et les cinq autres, ne lui laissant que ses larmes, et plus douloureuse que les larmes l'ultime résignation après la révolte : « ils sont tous réunis maintenant, et la fin est venue : il n'y a plus rien que la mer puisse me faire (1)... »

Et quatre fantaisies comiques, apparentées au genre des *Commedie dell'Arte*. Laissons de côté les *Noces du rétameur*, grosse farce qui n'a jamais vu la rampe en Irlande. Il y a du burlesque dans *l'Ombre du vallon* (le truc du vieux mari qui fait le mort pour surprendre sa femme Nora n'est ni nouveau ni raffiné), mais il y a aussi du symbolisme : la jeune mariée malheureuse qu'attirent les espaces inconnus et la vie libre, et qui suivra le vagabond habile à lui en montrer les charmes, c'est l'âme moderne en révolte contre l'austère devoir, contre la prose monotone de l'existence, et cédant au désir de l'évasion, un thème à la fois humain et très irlandais ; et on a pu dire que « *l'Ombre du vallon* commence dans la manière de Boucicault et finit dans celle d'Ibsen ». Symbolisme et bouffonnerie se retrouvent dans *le Puits des saints* : encore des vagabonds, un couple de vagabonds vieux et laids, mari et femme, tous deux aveugles, ayant reconquis la vue par un miracle du Saint, mais qui, retombés dans la cécité, refusent cette fois la guérison offerte, préférant leurs rêves à la déception des choses matérielles et misérables, tels tant d'hommes qui ferment volontairement leurs yeux à la réalité pour se complaire dans leurs illusions ou leurs préjugés.

Et voici enfin *le Baladin du monde occidental*, la plus célèbre des œuvres de Synge, sinon la meilleure. Œuvre touf-

(1) *La Chevauchée à la Mer* a été mise en musique par M. Henri Rabaud sous le titre l'*Appel de la Mer* (1924).

fue, originale, où se mêlent le lyrisme et l'ironie, l'humour et l'excentricité, l'outrance et la satire. Le « baladin », c'est Christy Mahon, un gars de la campagne accusé, dit-on, d'avoir tué son père, et recherché par la police. Voici qu'un soir on le ramasse épuisé, et très penaud, à la porte du cabaretier Flaherty; on le fait entrer, on le réconforte, et la curiosité aidant on lui fait raconter son histoire. Il la raconte à sa manière, timidement d'abord, puis avec tant d'invention romanesque et d'assurance retrouvée que la sympathie, l'admiration, viennent d'elles-mêmes à lui, et que la fille de la maison, la jeune Pegeen, oublieuse de son piètre fiancé, va s'enflammer d'amour pour lui. Et lui-même il se prend à son propre jeu; à faire le bravache, ce faible devient fort; toutes les femmes tournent autour de lui; il triomphera aux concours de sport, et il se fera à la fois une réputation et une âme de vainqueur, de « héros ». Mais coup de théâtre : le vieux Mahon arrive. Il n'a pas été tué mais simplement étourdi, et du coup la machination et la gloriole de Christy s'effondrent. D'abord ébranlé, Christy se reprend, livre bataille et si, seul contre tous, après mille incidents comiques, il se voit mis dehors, c'est lui qui fait marcher son père et ses derniers mots montrent qu'il est enfin un homme, et non plus un baladin. Et Pegeen, qui l'a chassé, le pleure. Paradoxe, ou plaisante vérité : nos actes ne nous suivent pas, et la réputation fait l'homme.

Exubérante et déconcertante dans sa richesse malicieuse, cette pièce, l'une des plus populaires de l'*Abbey*, et qui a fait son tour d'Europe et d'Amérique, a provoqué au début (1907) de bruyantes protestations en Irlande : sifflets et coups dans la salle, appels à la police, batailles dans la rue et dans la presse, rien n'y a manqué. On critiquait, non sans raison, les grossièretés du langage, la crudité immorale de certaines scènes; on accusait Synge d'avoir cherché le scandale et diffamé le paysan irlandais. De fait, quand lady Gregory eut fait expurger le texte original, et que les acteurs se furent mis à jouer dans un mode léger et non plus cynique, avec du naturel au lieu de naturalisme, la pièce apparut sous son vrai jour : une *extravaganza*, selon le mot de l'auteur, une fantaisie d'un art savant. Satirique sans nul doute, Synge, a dit très justement M. Padraïc Colum, « dramatise ce qu'il y a de plus caractéristique dans le tempérament irlandais, la délectation gaélique

devant la personnalité frappante et vigoureuse », devant le « héros » vrai ou faux. L'auteur tourne volontiers sa raillerie contre le catholicisme, et veut à toutes forces découvrir dans le paysan d'Irlande non seulement un matérialiste, mais un païen attardé sur qui le sentiment chrétien ne serait qu'artificiellement greffé. Comme son maître Yeats, Synge revendique pour le talent toutes les libertés : tout n'est-il pas permis au nom de l'art? M. Yeats s'est joint à lui avec chaleur pour défendre les privilèges de l'art lors de l'affaire du *Baladin*. Et nous ne pouvons à ce sujet nous empêcher de trouver qu'on abuse bien aisément de ces soi-disant privilèges, en Irlande et ailleurs. C'est ce qu'illustrait, à propos du *Baladin*, certain petit dialogue humoristique attribué à deux modestes Dublinois : « On joue de drôles de pièces aujourd'hui..., des pièces où un garçon tue son vieux père. — Oh! — Oui, et on nous représente comme des énergumènes, des assassins, des dégénérés. — Et pourquoi? — On appelle ça l'Art. »

L'art, Synge s'en fait une haute idée, mais il le conçoit à sa façon. « Tout art, a-t-il écrit, est une collaboration (avec le peuple, c'est l'idée de M. Yeats). En Irlande, nous avons une imagination populaire qui est ardente, magnifique et tendre... Là où l'imagination du peuple et sa langue sont riches et vivantes, l'écrivain lui-même peut être copieux et opulent dans ses mots et en même temps présenter la réalité, qui est la source de toute poésie, sous une forme compréhensive et simple... A la scène, il faut de la réalité, et il faut de la joie; c'est pourquoi le drame intellectuel moderne a échoué (1)... » Ce qu'il veut au théâtre, c'est « cette joie riche qu'on ne trouve que dans ce qui est superbe et sauvage dans la réalité ».

On devine par là ses aspirations et ses buts : la réalité, la vie, mais riches, et vues sous l'angle de ce qu'il appelle la joie. La réalité « superbe et sauvage », puissante et rude, primitive et partant plus humaine; ce n'est pas notre petite vie soumise et réglée, mais la vie libre et indomptée, brutale et cynique. Ces forces élémentaires, il veut les exprimer dans la « joie », c'est-à-dire (si nous le comprenons bien) dans l'humour et l'exaltation. Exaltation, intensité, tension, ces

(1) Allusion à Ibsen, à qui il reproche d'avoir « traité de la réalité de la vie avec des mots pâles et sans joie ». Les lignes ci-dessus datent de 1906.

mots reviennent souvent sous sa plume, et partout on en retrouve la marque dans son œuvre. Il compose et transpose la réalité, il la pousse à l'outrance, lui donne de la fougue et du feu, il en fait quelque chose de fantastique, de farouche et de tumultueux. On dirait que M. Yeats pensait à lui quand il écrivait en 1907, dans sa prose de poète : « Tout art, tout bon art est extravagant, véhément, impétueux, il secoue si l'on peut dire) de ses souliers la poussière du temps, il se bat contre les murs du monde. » En même temps, Synge colore la réalité par la fantaisie, le rire, l'humour sardonique, le sarcasme parfois cinglant. « De toutes les choses qui nourrissent l'imagination, dit-il, l'humour est l'une des plus nécessaires, de celles qu'il est le plus dangereux de restreindre ou d'abolir. » Humour amer sans doute. Cette « joie » est sombre. Mais l'humour a comme la fantaisie une singulière vertu qui rachète le cynisme et le pessimisme, atténue les rudesses, excuse les audaces, et tient censément à l'auteur lieu de morale et de philosophie.

Ses personnages, s'il les tire de la réalité, il les tire en même temps hors de la réalité, et sur chacun d'eux il met sa marque originale. Jeunes ou vieux, gens des côtes, des champs ou des routes, mendiants ou déclassés, vagabonds surtout, — le chemineau, l'évadé de la civilisation, toujours a le premier et le beau rôle, — ils sont tous en marge des cadres sociaux; ardents et frustes, exubérants et incongrus, bavards et malicieux, rebelles aux conventions, épris de la vie rude et aventureuse, ils ont tous une forte dose d'extravagance, avec le besoin d'étonner (soi-disant) le monde et de s'en faire accroire à eux-mêmes. Pleins de vie et de verve, riches en pittoresque et en poésie, ces Irlandais de fantaisie doivent plus à l'art qu'à la nature. L'ancien *Stage irishman* est mort, mais Synge lui a donné des successeurs.

Et la langue qu'ils parlent est composée, comme eux-mêmes, à la fois d'artifice et de réalité. Il est rare de voir un auteur dramatique se fabriquer une langue : c'est pourtant ce qu'a fait Synge. Après lady Gregory, il a voulu servir à la scène du *Kiltartan*, de cet anglais dont usent les paysans gaélicisants de l'ouest; mais cette langue locale et expressive, il ne l'emploie pas à l'état brut; en l'adoptant il l'adapte; il la transforme comme il transforme ses types scéniques. Elle est déjà

riche, cadencée, emphatique, elle a de la fraicheur et de la puissance : il la « force » dans son rythme, son énergie, sa magnificence. Elle a de la couleur et de la saveur, de l'imprévu, de la passion : il lui ajoute son propre don poétique, sa qualité particulière d'imagination. Et de ce dialecte populaire il fait ainsi une valeur littéraire : quelque chose de très original et brillant, quelque chose aussi d'un peu factice et outré, qui « date » et porte trop voyante sa marque de fabrique.

Synge a plus de tempérament dramatique que de science ou d'expérience du métier. Ses dénouements sont faibles, les gaucheries et répétitions fréquentes. Il affectionne le bas comique, les crudités, les laideurs, tout ce qui fait repoussoir : dans les *Noces du rétameur*, les bohémiens enferment dans un sac le curé venu pour les marier; dans *le Puits des saints*, l'aveugle casse d'un coup de bâton la burette d'eau bénite; dans *le Baladin*, une jeune voisine vient flairer les bottes de Christy et les essaie. Il se plaît aux contrastes et aux modulations, et sait passer sans heurt du tragique au comique ou changer la comédie en drame. Comme lady Gregory et M. Colum, il baigne dans le réalisme, mais tandis que ses prédécesseurs se contentaient d'y évoluer avec distinction et discrétion, il franchit les bornes étroites du genre. Il dépasse le réalisme aussi bien dans ce qu'il peint que dans ses procédés de peintre. Il recrée la nature, c'est-à-dire à ses yeux l'apparence, pour lui conférer ce qu'il croit être le caractère de la vérité. Sous sa baguette de prestidigitateur, la vie qu'il voit autour de lui subit une transmutation; elle change de plan; ses paysanneries prennent un sens général, ses personnages deviennent des types; il fait une œuvre d'art de portée universelle.

Fécondé par la « joie », son réalisme imaginatif rejoint le lyrisme. Il y a un poète dans l'auteur du duo d'amour de Christy et Pegeen, — on regrette que les pièces de théâtre se prêtent mal aux citations, — ou dans l'écrivain qui a tracé ces simples lignes détachées entre mille de ses carnets de notes : « C'était une de ces nuits noires et étouffantes de septembre, sans nulle lumière que la phosphorescence de la mer, ou parfois une percée dans les nuages qui découvrait derrière eux les étoiles. La sensation de solitude était immense. Je ne pouvais voir ni réaliser mon propre corps, et il semblait que

je n'existasse que dans le fait de ma perception du bruit des vagues, du cri des oiseaux ou de l'odeur du varech... »

M. SEAN O'CASEY

Une quinzaine d'années après la mort de Synge, — ces quinze ans, c'est la période de la grande guerre, que suivront en Erin la guerre anglo-irlandaise et la guerre civile, c'est aussi le temps où la veine paysanne, souvent, hélas! mêlée de mélodrame, continua d'être largement exploitée à l'*Abbey*, — voici que débute M. Sean O'Casey, qui pendant un temps tiendra à peu près devant le public dublinois la place tenue auparavant par Synge. Ses pièces seront, comme celles de Synge, à la fois vivement attaquées et chaleureusement applaudies; par leur succès comme par la réclame que leurs vaudront leurs défauts mêmes, elles apportent à l'*Abbey* une réputation nouvelle.

M O'Casey est le fils — et le peintre — de ce qu'on appelle en Angleterre les *slums* et à Dublin les *tenements*, disons en français le taudis. Il y a, dans la vieille capitale irlandaise où il vit le jour il y a une dizaine de lustres, plus de dénuement que de richesse, il y a des quartiers pauvres plus pauvres et plus sordides qu'ailleurs, et il y a surtout, en plus grand nombre, de ces *tenement houses*, de ces grandes bâtisses pouilleuses où vit entassé tout un peuple d'indigents. Elles se succèdent en longues rangées dans les rues populeuses; on en trouve jusque dans les quartiers « respectables », et souvent même ce sont de vieilles demeures aristocratiques datant du XVIIIe siècle, débris lépreux de l'architecture « reine Anne », et qui, usées, dégradées, découpées en logements ou pièces isolées, n'abritent plus que des essaims miséreux.

« Ce qu'on voit dans les intérieurs serre le cœur et le soulève, écrivait en 1891 une voyageuse française; un jour des inspecteurs de la salubrité publique ont trouvé dans une grande pièce nue cent huit êtres humains couchés sur le plancher garni de leurs hardes et de paille pourrie; dans la chambre voisine en logeaient douze, dont sept typhiques. » En 1914, sur 400 000 habitants, il y avait à Dublin 21 000 familles vivant dans une chambre unique par famille; en 1924, 40 000. Dans une seule de ces maisons on a pu compter 84

enfants. Ce peuple-là est un peuple à part, ayant sa vie, son caractère, ses mœurs, ses traditions : flâneur, hâbleur, buveur, il aime la conversation, la querelle et les coups; il s'intéresse à la politique, ou à ce qu'il appelle de ce nom; il est vif et spirituel, rieur, sensible, à l'occasion enthousiaste et passionné; il a le cœur sur la main, un fond de sagesse, trois grains de folie, et des illusions à l'infini.

C'est dans ces *tenements* que naquit M. O'Casey et qu'il passa une grande partie de sa vie; et c'est ce peuple, son peuple, qu'il aime et devait mettre un jour à la scène. Petit garçon, il vendait dans la rue des journaux qu'il allait chercher à quatre heures du matin à l'imprimerie; un jour, il se vit renvoyé par son patron pour n'avoir pas ôté sa casquette pendant la paie. Il a fait dans sa jeunesse tous les métiers que peut faire un ouvrier sans spécialité : il a manié la pelle et la pioche, cassé des pierres sur les routes, travaillé aux docks. Le soir il apprenait le gaélique. En 1913, il prit une part active à la grève générale de Dublin que dirigeait l'agitateur Larkin, il s'enrôla dans la *Citizen Army* créée par les ouvriers extrémistes, et s'il ne fit pas le coup de feu avec les insurgés de Pâques 1916, c'est que, relevant d'une opération, il venait de quitter l'hôpital : arrêté tout de même par les troupes britanniques, il fut enfermé pendant des jours dans un vieux moulin où sa plaie s'envenima, de sorte que, renvoyé à l'hôpital, il dut se faire opérer à nouveau.

Cette révolte pascale de 1916 à Dublin, M. O'Casey qui, jeune encore et épris de théâtre, après avoir suivi de près comme spectateur les productions de l'*Abbey*, s'était mis lui-même, en amateur d'abord, puis en professionnel, au métier d'auteur dramatique, en a fait le sujet d'une de ses pièces, la *Charrue et les étoiles* (1926). Audacieux sujet. Le mouvement révolutionnaire qui frappait l'Angleterre dans le dos aux temps tragiques de la grande guerre, soulevant l'indignation légitime des Alliés comme des Anglais, n'avait eu, on s'en souvient peut-être, qu'un caractère local et restreint, certain projet d'action plus vaste ayant été contremandé : à peine un millier d'hommes, ouvriers de la *Citizen Army*, volontaires républicains, intellectuels néo-fenians; il était né non pas d'un sentiment de germanophilie (bien que l'un des notoires extrémistes ait eu partie liée avec Berlin), mais d'une passion

exaspérée d'antibritannisme, et de cette conviction profonde que seule la violence pouvait gagner à l'Irlande la liberté. La masse nationaliste, surprise, déconcertée, n'y avait pas pris part, et ce n'est qu'après coup, devant la rudesse (hélas ! assez justifiée) de la répression britannique, et devant la grandeur de sentiments (pourtant coupables et utopiques) de certains chefs de la sédition, qu'elle s'était peu à peu ralliée à l'extrémisme, et prise de compassion, d'admiration pour les rebelles dont elle avait bientôt fait des héros, des martyrs. Dix ans après les événements, n'y avait-il pas témérité à offrir au public dublinois, sur les « Pâques rouges », une pièce à la fois réaliste et passionnée, tout empreinte d'esprit pacifiste ?

Elle ne passa pas, au début du moins, sans protestations. Elle était d'ailleurs faite avec art, mais non sans artifice. Pas d'unité, les scènes se suivent non liées, avec quantité d'incidentes et d'incidents, comme au cinéma. Un *tenement*, où habite Jack Clitheroe avec sa femme Nora, laquelle attend un bébé ; Jack ira se battre, malgré Nora, et sera tué ; Nora accouchera d'un enfant mort et deviendra folle ; une brave voisine, venue pour la soigner, sera frappée à mort d'une balle. Une scène de cabaret, au cours d'un meeting dans la rue, des pochards, une prostituée, des querelles et des discours, les drapeaux déployés chez le bistrot ; un coin de rue où passe la bataille, des boutiques qu'on pille, des morts qu'on emporte, tandis qu'une petite mendiante meurt de sa tuberculose. L'auteur rend bien tout ce qu'il y a de vil et d'affreux dans l'insurrection, ses horreurs et ses hontes, ses misères et ses bouffonneries, mais il ne fait pas justice, disent les Irlandais, à la noblesse et à la générosité de ces hommes qui ont donné leur vie pour leur idéal. Et on peut ajouter qu'il force les situations jusqu'au mélodrame là où le drame se suffisait à lui-même.

Mais il a le sens du drame, et le pouvoir de le rendre visible et vivant. Dramatique, le sujet de *l'Ombre d'un terroriste* (1) l'est encore par lui-même, étant pris à l'histoire de la guerre contre la domination anglaise à Dublin en 1920 :

(1) *The Shadow of a gunman* (1923). — *Gunman*, expression irlando-américaine intraduisible ; c'est l'homme au revolver ou au fusil qui tue son homme par embuscade ou surprise : un type que la guerre anglo-irlandaise et la guerre civile avaient, hélas ! largement développé en Erin.

combats de rues et coups de main, perquisitions de nuit comme de jour, bombes et fusillades, incendies et exécutions sommaires. Encore une fois, un *tenement*. Voici, en compagnie d'un louche individu du nom de Shields, un poète, Donal Davoreen, bravache et beau parleur, qui passe — bien à tort — pour être un terroriste déguisé, et à qui cela vaut une flatteuse auréole que ce pleutre exploite indignement. Les troupes anglaises de police viennent perquisitionner; or un sac de bombes se trouve là chez Davoreen, où l'a déposé un compère de Shields; ce sac, une jeune voisine, Minnie Powell, l'aperçoit, et vivement l'emporte dans sa chambre pour sauver Davoreen qu'elle aime... La brave Minnie mourra à la place de Davoreen, lequel se jugera lui-même en disant : « Penser que la petite Minnie Powell est morte, c'est terrible, mais il y a plus terrible, c'est de penser que Shields et Davoreen sont vivants. Ah! Donal Davoreen, la honte est ton partage... Donal Davoreen, poète et poltron, poltron et poète! » On dirait que M. O'Casey a voulu instruire ici le procès de ces intellectuels qui se font sans risque personnel les excitateurs des passions populaires : il y en a dans tous les pays.

Avec *Junon et le Paon* (1924), la meilleure des pièces de M. O'Casey, nous sommes au temps de la guerre civile à Dublin dans un *tenement* où habite la famille Boyle : le mari, bavard, ivrogne et fainéant, ne sait que faire la roue, d'où son surnom; sa femme, qu'on appelle Junon, et sa fille Mary, font vivre la famille par leur travail, tandis que le fils Johnny, malade, vit dans des transes nerveuses, sous l'empire d'une obsession ou d'un remords. Au dehors, la lutte fratricide se poursuit entre Irlandais modérés et Irlandais extrémistes. Au dedans, c'est une suite de désastres qui viennent frapper les Boyle : après un faux espoir d'héritage, ils se voient saisis pour dettes; la jeune Mary, séduite par un intrigant, se découvre enceinte; et Johnny est brusquement enlevé et exécuté par les extrémistes pour avoir dénoncé à la police un des leurs, un voisin de son âge. Et la vieille mère qui, son fils mort et son mari parti, reste seule dans son foyer détruit avec sa fille déshonorée, n'a plus de ressource que d'en appeler à la Providence, dans une émouvante prière, pour implorer miséricorde.

De ces trois pièces on a pu dire que ce sont des drames de la désillusion. Quand elles virent la rampe, les événements

dont elles ressuscitaient l'image s'étaient déjà, si peu que ce fût, éloignés et estompés dans l'esprit public. Avec la paix, une certaine lassitude avait remplacé l'excès de la tension nerveuse ; la sensibilité s'est émoussée, les cœurs se sont durcis pour avoir été trop secoués ; aux espoirs déçus ont succédé l'amertume et le scepticisme : on ne se révolte plus devant tels ou tels tableaux, on en rira même pour ne pas en pleurer. Socialiste et pacifiste, l'auteur a mis dans son œuvre toute sa passion. Partout un thème ressort, c'est que les guerres, les révolutions ne font qu'accroître les misères et les maux des déshérités du monde, et s'il ne nous est pas dit expressément que patrie et patriotisme ne sont que des mots, on nous fait bien entendre qu'il y a quelque chose qui prime tout, et là, — le public pouvait s'accorder avec l'auteur, — c'est la pitié pour ceux qui souffrent. La compassion pour le petit peuple de Dublin, on la sent toujours présente et profonde chez M. O'Casey, lors même qu'il le raille pour ses travers, ses ridicules ou ses vices.

Tous ses personnages sont extraordinairement vivants. Il dessine avec humour ces types de fainéants, — à rapprocher des vagabonds chez Synge, — piliers de cabaret, vantards, hâbleurs et propres à rien, gais dans leur misère, tel le père Boyle dans *Junon* (dit le « capitaine » parce qu'une fois il a été à Liverpool), ou son ami Joxer, leurs grands discours d'ivrognes et leurs niaiseries. Les femmes, il les peint avec pitié, avec admiration pour leur bravoure et leur générosité : la vieille Junon, presque stoïque, trouvant dans l'épreuve la force de rendre courage à sa fille que son fiancé a outragée et abandonnée, et lui disant avec une pointe d'humour irlandais : « Ah ! qu'est-ce que Dieu peut bien faire contre la stupidité des hommes ? » ; Minnie Lowell l'orpheline, qui se sacrifie à l'indigne Davoreen ; Bessie Burgess, la marchande des quatre saisons, bourrue bienfaisante, aimant les gros mots et la bouteille, pillant les boutiques avec les autres, mais qui ira sous les balles chercher un médecin pour Nora devenue folle, et soignera celle-ci comme une infirmière de métier, jusqu'à ce que près de la fenêtre ouverte elle soit tuée d'un coup de feu.

Comme Synge, mais avec moins d'art, il charge ses caractères à l'excessif, à l'artificiel ; il mêle le comique au tragique, mais avec une âpreté dans le cynisme qui ne laisse pas de

donner une impression de malaise au milieu des drames sanglants qu'il fait passer devant nos yeux. La langue qu'il emploie, la langue des rues, avec son argot, ses déformations et ses grossièretés, est sans poésie. Malgré bien des fautes de goût, son incontestable puissance dramatique ne manque ni d'éclat, ni parfois de grandeur. Il n'a pas pour colorer le réel la légèreté, l'ironie de Synge, le détachement du dilettante, il a moins d'imprévu et de richesse d'imagination; son atmosphère est lourde et sans ouverture; brutal et outré, son réalisme n'a pour s'animer que les thèses sociales de l'auteur et ses passions: quoi d'étonnant qu'il reste terre à terre?

Il semble que M. O'Casey s'en soit rendu compte, car dans ses deux plus récentes œuvres il a cherché, sinon à briser le réalisme, du moins à en distendre les liens.

C'est à quoi il paraît s'être d'abord essayé dans *la Coupe d'argent*, pièce en quatre actes que refusèrent en 1928 les administrateurs de l'*Abbey*, M. Yeats, lady Gregory et M. Lennox Robinson, et qui fut jouée l'année suivante avec un certain succès à Londres. Située au cours de la grande guerre, elle débute dans la même tonalité que les précédentes : un combattant, Harry Heegan, en permission chez ses parents à Dublin, gagne la coupe (*the silver tassie*, refrain d'une chanson du vieux poète écossais Burns) à un match de football, et devient l'heureux fiancé de la coquette Jessie. Puis, second acte, un hôpital de première ligne, en France, dans les ruines d'un monastère; le sol est troué d'obus; des blessés, des morts; des soldats, des infirmiers vont et viennent, et causent; des gens de l'état-major passent, et l'auteur les raille lourdement; des hymnes religieux, des lamentations douloureuses, des complaintes soldatesques, dans une sorte de plain-chant avec chœurs et versets claudéliens: on dirait un vitrail du moyen âge, tantôt estompé dans l'ombre, tantôt illuminé comme une vision. Aux deux derniers actes, Harry est revenu à Dublin, grand blessé, la moelle épinière atteinte; sa fiancée Jessie le délaisse pour son camarade Barney, celui-là même qui l'a ramassé sur le champ de bataille. Bientôt, à un bal de charité où il est venu dans son fauteuil roulant en compagnie d'une autre victime de la guerre, Teddy l'aveugle, il assiste impuissant et révolté aux scènes d'amour entre son ex-fiancée Jessie et son ex-ami

Barney, il les insulte, les frappe ; les chants de désespoir des deux blessés alternent avec les chants de fête des assistants, les scènes tragiques avec les épisodes de gros comique, et tandis que les deux amoureux entonnent « le tango de la vie et de la joie », Harry brise et jette au loin la coupe, symbole de son amour détruit, et s'en va avec l'aveugle Teddy en déclamant : « Le Seigneur a donné, l'homme a repris ; que le nom du Seigneur soit béni ! » Réalité et irréalité se mêlent ici et s'entre-croisent : on passe sans cesse des rudes éclats de la violence et de la révolte aux modes exaltés d'une stylisation artificielle. « Une pièce enfernale », a déclaré Bernard Shaw en manière d'éloge. Un critique irlandais, jugeant sous un autre angle, a dit : « une expérience, tentée dans un monde dramatique nouveau ».

M. O'Casey a repris l'expérience dans sa dernière pièce jouée à Londres, il y a peu de mois, *Dans les grilles du parc*. Nous sommes dans l'un des parcs publics de Londres. Au cours des scènes ou tableaux dont se compose cette tétralogie, — nous ne disons pas actes, car il n'y a pas ici d'action suivie, — nous voyons passer et parler (et chanter) la foule des habitués du lieu, promeneurs, gardes et jardiniers, policiers et « policières », nourrices et enfants, prostituées, salutistes, hommes-affiches, orateurs et auditeurs de meetings de plein air, tels les animaux de toute espèce qu'on peut voir « dans les grilles » du Zoo.

L'intérêt se concentre sur une jeune prostituée cardiaque du nom de Jannice, son amant le jardinier, sa vieille mère ivrognesse, un charpentier dit « l'Athéiste », qui a été l'amant de la mère, « le Rêveur », qui chante la nature et la vie ardente, « l'Évêque », vieillard un peu gâteux en soutane noire, cravate rouge, croix rouge sur la poitrine, chapeau noir en forme de mitre, qui veut « aller au peuple » et convertir tout le monde, sans autre résultat que de se faire railler et repousser. Jannice, si belle qu'à sa vue les jeunes hommes oublient tout de suite le septième (*sic*) commandement, demande au jardinier de l'épouser, à l'Athéiste de la prendre chez lui, à l'Évêque de la sauver ; on découvrira (ô mélodrame !) que l'Évêque est son père, et elle mourra en dansant, comme elle l'a prédit, dans les bras du Rêveur. Épisodes comiques, grotesques ou répugnants, dialogues dans le bas argot lon-

donien, mélopées ou déclamations, chœurs et cantiques : l'ensemble apparaît comme une série de films d'un réalisme effréné, dans une âpre verve sarcastique, avec intermèdes de fantasmagories rituelles, et qui doivent représenter sur le devant de la scène une tranche de vie londonienne. Et voici par contraste le fond de tableau symbolique : les *down and outs*, c'est-à-dire le lugubre cortège qui passe et repasse des déshérités, des réprouvés ou des damnés, jeunes et vieux, tout courbés, en haillons, — quand ils approchent, le ciel devient noir et les oiseaux cessent de chanter ; — ils entonnent leur mélopée funèbre, avec roulements de tambours voilés, maudissant la vie, clamant leur foi perdue et leur désespérance finale. Ils représentent vraisemblablement la fatalité et la mort éternelle. De toute la pièce ressort le thème qu'il n'y a ici-bas que crime et souffrance, et dans l'au-delà damnation ou néant. Jamais M. O'Casey n'a poussé plus loin le pessimisme.

Mais ce n'est pas sa philosophie qui nous intéresse, c'est le résultat de son expérience dramatique. L'accueil du public anglais a été froid. Il semble, à la lecture, que l'auteur ait voulu rompre les cadres du réalisme en l'associant au symbolisme, comme il avait tenté dans *la Coupe d'argent* d'y parvenir en le stylisant. Et comme cette stylisation du réalisme nous était apparue artificielle et déconcertante, l'alliance du réalisme avec le symbolisme nous apparaît ici inacceptable par sa brutalité. Dans un cas comme dans l'autre, la conception étroite et outrancière du réalisme, aggravée par ce qu'il y a d'amer dans le sarcasme, de cru et de cruel dans les peintures, n'a pas permis à M. O'Casey de glisser sans risque dans le symbolisme ou la stylisation. Il s'est engagé trop à fond dans le réalisme pour être à même de s'en dégager quand il a voulu : faute que Synge avait évitée, en mettant dans sa traduction réaliste des choses une légèreté de main et une fantaisie d'imagination qui les plaçaient sur un plan à part, d'où son art pouvait plus aisément les élever jusqu'à l'idéal.

Les récentes expériences de M. O'Casey ne nous semblent pas fort heureuses. Elles n'en sont pas moins utiles, en ce qu'elles montrent bien qu'au théâtre le réalisme a ses limites au delà desquelles il devient une prison d'où l'auteur le plus habile ne pourra plus faire sortir l'art, et intéressantes en tant que libres explorations dans le champ des conditions nouvelles

qu'imposent au théâtre la technique toujours en évolution du cinéma d'une part, et de l'autre les profonds changements qui se manifestent de nos jours dans les goûts du public.

LE RÉALISME AU THÉATRE

A côté de M. O'Casey, représentant comme lui ce qu'on peut appeler la seconde génération de l'*Abbey*, MM. Lennox Robinson et T. C. Murray s'imposent à l'attention.

Né à Cork en 1873, M. Murray, qui a fait toute une carrière dans l'enseignement public, nous apparaît dans son œuvre théâtrale comme un homme aux fortes convictions, avec une belle hauteur de vues et un sentiment profond de sympathie humaine. Le milieu qu'il peint est celui des familles rurales aisées, et s'il a parfois abordé la comédie ou la fantaisie, c'est surtout le drame qui l'attire : drame entre frères pour la possession de la terre (*Droit d'aînesse*), drame d'un mariage accepté à contre-cœur et aboutissant à l'évasion (*Regain*), drame d'une vocation forcée finissant dans la folie (*Maurice Harte*), drame d'un remariage tardif qui détruit la famille (*Feu d'automne*). Son drame est toujours vigoureux et vibrant, d'un réalisme sans outrance qu'illumine, dans une grande élévation morale, une flamme intérieure de rare qualité. Il sait rendre de façon poignante les situations tragiques ; on n'oublie plus des scènes comme celle où Maurice Harte, le prêtre malgré lui, rentre chez ses parents la tête égarée, celle de la bataille finale entre les deux frères de *Droit d'aînesse* à la lueur d'une bougie dans la chambre sombre d'une chaumière, ou le dénouement de *Feu d'automne* où le père remarié, qui a vu sa trop jeune femme prête à le tromper avec son fils, ce fils fuyant la maison, la fille enfin tournée contre le père qui, seul et repentant, s'asseoit le soir au coin du feu dans la pénombre et se met à réciter son chapelet sous le regard du crucifix et en disant : « Ils m'ont mis à bas..., fils, femme, fille, je n'ai plus personne pour moi que le Fils de Dieu. » Pitié, piété, noblesse : le réalisme sait faire ici sa part à ce qu'il y a de vertu chez l'homme à côté de ce qu'il y a de péché.

M. Lennox Robinson, de treize ans plus jeune que M. Murray, a peut-être en son pays plus de réputation que lui comme auteur dramatique, mais à notre sens avec moins de

fond. Fils d'un ministre protestant, il fut d'abord secrétaire de la Fondation Carnegie à Cork, puis régisseur et enfin administrateur de l'*Abbey*. Fécond, mais inégal, il a donné à l'*Abbey* au moins une quinzaine de pièces, dont bon nombre se jouèrent en Angleterre et en Amérique : des comédies, orientées vers la satire ou vers le drame, avec quelques pièces politiques ou historiques. Dans *la Grande Maison*, il étudie la destinée douloureuse d'une de ces familles de landlords anglo-irlandais qui, possesseurs du sol, ont été pendant des siècles les maîtres du pays, et que l'évolution des temps et la récente révolution ont mis en demeure de disparaître ou de s'adapter; les Alcock ont une fille, brave et généreuse, qui restera sur place et deviendra une vraie Irlandaise, tandis que, le père mort, la mère ira finir ses jours dans une pension de famille en Angleterre : triste page d'histoire que cette fin sans gloire de « l'hégémonie » britannique dans l'Ile verte.

D'ordinaire c'est aux mœurs de la bourgeoisie moyenne qu'il s'attaque avec un sens comique aigu, de l'humour et beaucoup d'adresse, développant un fond pessimiste de révolte contre les institutions ou les convenances, ce qui donne à ses pièces une pointe antisociale ou antimorale : *Moisson* montre les méfaits de l'éducation, *la Croisée des chemins* ceux du mariage, *la Table ronde* ceux de la famille. Chez lui, la comédie, poussée aux effets faciles de violence et de brutalité, tourne souvent au mélodrame : dans *Tout est fini*, une mère se suicide par jalousie à l'égard de sa fille; dans *les Clancy*, c'est un accident de voiture qui sauve l'honneur du nom; *la Table ronde* se termine par la fuite de la fille de la maison qui, après s'être sacrifiée aux siens, se refuse pour son compte aux charges de la fondation d'une famille; *Qui veut noyer son chien* (1) finit sur le cadavre de la petite danseuse que Philip a gardée chez lui après souper et qui est morte dans la nuit, ce qui nous vaut, de la part du médecin cynique, ce mot de la fin : « La vie? ce n'est qu'une f... » A ces pièces brillantes, mais outrées et de goût si amer, on peut préférer telle ou telle petite comédie légère de M. Robinson, par exemple *le Chérubin* (2), l'enfant gâté à qui tout et tous doivent céder

(1) Titre anglais : *Give a dog...* (sous-entendu *a bad name*).

(2) Titre anglais : *The white-headed boy*. Le critique anglais William Archer qualifia cette pièce « la perfection de la comédie paysanne ».

et qui sans cesse en abusera : du pittoresque et de la gaieté dans la peinture d'un clan d'originaux, de la malice sans méchanceté, de la raillerie qui ne blesse pas, et pas d'ambitieuse prétention à réformer le monde !

Par son côté social, ou le cas échéant antisocial, l'œuvre dramatique de M. Robinson et de M. Murray se rattache à la tradition ibsénienne dont M. Edward Martyn s'était fait le champion lors des débuts du nouveau théâtre irlandais ; il en est de même pour celle, plus satirique de tendances, d'un jeune auteur de talent, M. Brinsley Mac Namara. D'autre part, on ne saurait négliger la place assez large qu'a su garder à la scène l'élément imaginatif et poétique, non seulement avec M. Yeats qui a fait applaudir depuis la guerre ses charmantes pièces symboliques, telles que la *Reine-comédienne*, ou ces *Mots écrits sur la vitre* où revit dans une atmosphère de spiritisme le souvenir du doyen Swift et de son égérie Vanessa, et récemment le *Combat contre la mer*, version nouvelle de la légende de Couhoulaïn, l'Achille irlandais, mais aussi avec lord Dunsany (1) et ses fantaisies de l'ordre merveilleux ou mythologique, avec M. Austin Clarke et ses « mystères » idéalistes : idéalisme, rêve et spiritualité ne pouvaient, même sur les planches, perdre leurs droits dans l'Ile des Bardes. Mais dans l'ensemble, il faut bien le rappeler, ce qui caractérise le plus le mouvement théâtral en Irlande depuis trente ans, c'est la prédominance du réalisme d'une part, et d'autre part du genre populaire et local qui peint, dans la comédie comme dans le drame, la classe rurale, ou avec M. O'Casey le prolétariat urbain.

Ce mouvement théâtral a ses côtés faibles. Le « métier », d'abord, n'est pas sans faire défaut parfois aux auteurs ; la construction, les dénouements s'en ressentent. Leur idée ou sujet manque souvent d'ampleur, d'où l'emploi fréquent de l'acte unique où d'ailleurs ils réussissent avec verve et brio. Ils ne semblent pas avoir beaucoup d'attrait pour l'étude des caractères : ceux-ci sont sacrifiés dans la comédie aux situations, et dans le drame, — M. Yeats et lord Dunsany en ont fait une théorie, — à l'action ; on a sous les yeux des masques plutôt que des visages.

(1) Cf. notre article dans la *Revue* du 15 août 1933 sur *Lord Dunsany, le Maître du Merveilleux*.

En revanche, il y a presque toujours dans ce théâtre une qualité de premier ordre, l'excellence du dialogue, qui est vif et riche, avec du brillant, de l'éclat, et de ces éclairs soudains qui illuminent d'un trait tout un monde. Il y a presque toujours une marque de fantaisie, une touche d'originalité, faite d'esprit, de paradoxe, d'imprévu, de pétulance, d'humour surtout, de ce quelque chose qui est essentiellement déraisonnable et spontané, intuitif et imagé, à la fois ému et pittoresque, profond et léger, sérieux et malicieux, où l'imagination fait éclater, si l'on peut dire, la nature et la logique. Humour, outrance, excentricité : ces traits se trouvent déjà dans la vieille littérature gaélique, célèbre par son exubérance d'invention, ses tonalités rudes, ses peintures excessives et exaltées des êtres et des choses ; ils se rencontrent au XIXe siècle dans le théâtre de Boucicault, dans sa surabondance de couleur et d'expression, ses notes d'enthousiasme et d'héroïsme à bon marché ; et les voici de même dans le théâtre contemporain. C'est un élément vivant de la tradition, du fonds commun de la psychologie des Irlandais. Ces méridionaux du nord ont une dilection mi-sérieuse, mi-ironique pour les caractères hauts en couleur, les belles paroles et les airs de bravoure, les cabrioles du pitre et les prouesses du héros, pour tout ce qui est vibrant, singulier, hors mesure, extravagant.

Ajoutez qu'ils sont par nature moqueurs et caustiques. Dans le peuple on affectionne l'épigramme et l'invective. Ce serait, de même que la disposition à la querelle, la contrepartie de l'esprit égalitaire, la revanche de l'individualisme. La satire a donc sa large place à la scène. Et si fort est ce sens du comique qu'il vient se mêler tout naturellement au tragique : alliance plus caractéristique encore du théâtre irlandais que du théâtre anglais, et qui désoriente un peu nos traditions françaises et latines où la loi de séparation des genres n'a pas encore perdu toute influence. Incorporer le comique dans le dramatique pour n'en faire qu'un seul et même tout d'humanité réelle, c'est un art difficile, qui exige un savoir-faire supérieur ; les fausses notes y sont aisées, et s'il arrive souvent au théâtre irlandais de tomber dans son péché mignon, le mélodrame, il y là peut-être une raison pour en rendre compte.

Et pour expliquer aussi comment le réalisme s'est imposé

dans ce théâtre, en dépit de toutes les forces ancestrales qui portent l'âme irlandaise vers l'idéal, le rêve et le mystère. Tandis que sur le continent, et aux États-Unis, l'art dramatique s'orientait, — à en juger *grosso modo*, — vers les plus libres combinaisons de la fantaisie, son évolution en Irlande s'est faite en sens opposé, à contre-courant. Est-ce réaction contre les abus dans la littérature d'un certain mysticisme sans frein, contre les prétentions équivoques et dangereuses de l'occultisme et de la « science secrète »? Est-ce conséquence des récentes épreuves politiques et sociales de l'Ile Verte, des altérations qu'elles ont pu provoquer dans le goût du public, ce goût s'étant fait plus âpre et plus rude?

Sans doute le théâtre a ses exigences qui l'obligent à garder avec le réel et la vie un contact plus étroit, plus direct, que la littérature proprement dite. Mais n'est-il pas étrange que ce soit M. Yeats, idéaliste et mystique, poète du rêve et du symbole, qui ait guidé le nouveau théâtre irlandais vers une conception d'art si opposée à la sienne? Il est vrai qu'un jour est venu, pendant la guerre ou peu après, où ce réalisme, — qu'il appelle objectivité, — lui est apparu déplaisant et déplacé. Il s'en est plaint. Il n'a pas voulu cela. « Notre succès a été pour moi une défaite », écrivit-il en 1919 à lady Gregory. C'est alors que, s'étant orienté lui même (avec ses *Quatre pièces pour danseurs*) vers une forme de théâtre aristocratique et exclusive, imitée du drame Nô des Japonais, il veut détourner du théâtre populaire et réaliste tous ceux qui ne prétendent pas « montrer et démontrer », mais seulement « sentir et imaginer ». Il reproche à d'Annunzio sa rhétorique, à Mæterlinck son penchant pour le mélodrame et la féerie, comme des « insincérités » auxquelles ces grands « subjectifs » ont eu recours à seule fin de satisfaire et de retenir le public : pour se faire entendre ils ont dû, dit-il, « durcir, déformer, extérioriser ». Il ne conteste d'ailleurs pas que le théâtre réaliste (et populaire) puisse réussir et progresser, mais à cette condition, — nous respectons la forme un peu spéciale qu'il donne à sa pensée, — « qu'il passe de l'objectivité physique de Fielding et de de Foë à l'objectivité spirituelle de Tolstoï et de Dostoïevsky, car par delà le *tout* qu'on atteint par l'intelligence sans prévention, il y a un autre *tout* qu'on atteint par la soumission et le déni de soi-même. »

Si nous le comprenons bien, il semble ainsi que l'illustre poète, convenant qu'il faut sortir de la prison du vieux réalisme matérialiste, a indiqué une issue du côté du réalisme intérieur ou psychologique. Ses avis discrets et tardifs n'ont sans doute pas été toujours bien écoutés. M. Lennox Robinson et M. O'Casey (première manière) paraissent s'être flattés, à tort croyons-nous, que la véhémence de la passion, et des thèses sociales plus ou moins avancées, suffiraient pour élargir et « aérer » un genre où la richesse de l'esprit humain, de la vie et de l'art refuse de se laisser enfermer. Mais M. Murray ne rejoint-il pas à sa façon la pensée de M. Yeats quand il corrige et colore le réalisme de ses données par la noblesse d'une émotion profonde qui donne à son œuvre une rare beauté à la fois morale et artistique ? Synge, de son côté, a résolu la difficulté en se composant, avec un art complexe, un réalisme d'imagination duquel il a su, par la fantaisie, le pittoresque et l'humour, faire surgir la poésie. Moins heureux ont été les efforts de M. O'Casey (seconde manière) pour parvenir au symbolisme ou à la stylisation, qui se plient malaisément sur les planches aux nécessités de l'action. Nous pouvons cependant conclure qu'en Irlande le réalisme au théâtre a cherché à se réformer. On a compris que, s'il faut à la scène de la réalité, la réalité à elle seule ne saurait suffire. Le théâtre en vit sans doute, mais il peut aussi en mourir, si elle n'est pas transfigurée, l'air aidant, par l'imagination, l'émotion ou la spiritualité, par le souffle de vie intérieure que nourrissent, selon l'expression ascétique de M. Yeats, « la soumission et le déni de soi-même » : disons d'un mot, par l'âme.

L. Paul-Dubois.

VICTOR HUGO
POÈTE LYRIQUE

Je crois bien que notre génération a vécu, en ce qui concerne Hugo, sur deux opinions également toutes faites il y a trente-cinq ans : celle de la valeur indiscutable, celle de la désuétude complète de son œuvre. Il a fallu un certain mérite à nos contemporains pour s'évader de ces pernicieuses conceptions. Elles dérivaient sans doute, l'une, d'un certain parti pris anti-moderniste ; l'autre, de la longue ignorance où resta reléguée la seconde période de la production hugolienne, c'est-à-dire celle qui commence avec l'exil, et spécialement celle où furent conçus et créés les chefs-d'œuvre ayant pour titres *Ce que dit la Bouche d'Ombre*, *la Fin de Satan* et *Dieu*.

On ne s'étonnera pas, je suppose, de me voir passer assez vite sur les *Odes* et les *Ballades*. Certes, nous avons tous gardé quelque tendresse pour ces chants de l'adolescence, ne fût-ce qu'en souvenir de la nôtre et de l'époque heureuse où nous les entendions pour la première fois. Victor-Marie Hugo, lauréat de l'Académie des Jeux floraux, disciple de ce Soumet dont une œuvre au moins, *la Divine Epopée*, est trop oubliée et qui salua son disciple du nom d' « enfant sublime » (1) ; Victor-Marie Hugo, auteur du *Télégraphe* et de *Bug-Jargal*, poète légitimiste, officiel et bientôt pensionné...

Toutefois, si nous exceptons les fières sonorités de l'*Ode à la Colonne*, première ébauche de *Napoléon II*, ces longs dithyrambes en l'honneur d'événements qui ont cessé de nous

(1) Hugo en attribuera la paternité à Chateaubriand, ce qui, assurément, était plus flatteur.

intéresser, ce vocabulaire encore si proche de la phraséologie conventionnelle des rhéteurs du XVIII[e], bref, ces hymnes tout occasionnels nous semblent appartenir à un genre caduc. Au contraire, les *Poésies* de Marceline et les *Premières Méditations*, antérieures de quatre et deux ans aux premières *Odes* (1822), ont gardé leur prestige confidentiel, nous parlent avec cette « voix de l'âme » qui flottera plus tard sur les lèvres de Booz endormi.

Mais surtout, parmi les trois recueils juvéniles, *les Orientales*, qui sont, à tout prendre, des odes et des ballades transplantées dans un univers d'imagerie exotique, ont droit à notre fidélité. Qui ne sait encore par cœur les strophes gracieuses de *l'Enfant*, qui ne se rappelle l'enchantement de rêve et de musique des *Djinns*, les tendres harmonies ronsardiennes de *Sara la Baigneuse* ?

Enfin, après mainte vigoureuse évocation de la guerre de Grèce, qui passionnait alors toute l'Europe autour du grand nom de Byron, après, aussi, le cliquetis coruscant de plusieurs turqueries un peu faciles, voici les admirables *Fantômes*. A vrai dire, ce n'est point là une *Orientale*, bien que l'héroïne soit une Espagnole et que l'Espagne jadis colonisée par l'Islam ait été longtemps annexée à l'Orient ; c'est déjà une *Feuille d'Automne* ; on y décèle l'avènement de la seconde manière.

⁂

Ce poème de transition nous conduit naturellement aux quatre volumes de même ton qui vont se succéder de 1832 à 1840. Peut-être leurs titres, tous évocateurs du déclin, ont-ils de quoi surprendre chez un poète en pleine possession de sa puissance physique et dont les yeux sont largement ouverts sur l'avenir. Il est vrai que le premier seul est antérieur au drame intime, qu'il a donc toutes les raisons d'être optimiste en même temps que vertueux. Il est encore chargé de préoccupations politiques. C'est lui qui s'ouvre sur ce beau cri d'orgueil : *Ce siècle avait deux ans...* ; et c'est dans ce poème écrit au seuil de l'âge mûr qu'Hugo s'est le plus exactement défini (*Mon âme aux mille voix..., un écho sonore*.) Le lyrisme proprement dit, l'analyse subjective n'y abondent pas. Mais cette période de production intense inaugure le style Hugo ; le

rythme, jusque-là fort sagement et même timidement classique, s'affranchit, les images s'amplifient et s'enhardissent. Ce n'est pas encore le souffle, par moments prophétique, de la grande époque qui commence avec l'exil, avec *les Châtiments*, le second livre des *Contemplations* et la première *Légende* ; c'est déjà pourtant le prodrome d'un nouveau règne poétique, d'une manière qui ne ressemble plus à celle des maîtres de la jeunesse, Vigny, Lamartine, entre autres. *La Pente de la Rêverie* entr'ouvre la *Bouche d'Ombre* :

Mon esprit plongea donc sous ce flot inconnu,
Au profond de l'abîme il nagea seul et nu,
Toujours de l'ineffable allant à l'invisible...
Soudain il s'en revint avec un cri terrible,
Ébloui, haletant, stupide, épouvanté,
Car il avait au fond trouvé l'éternité.

Par ailleurs, le sommet des *Feuilles d'Automne* est certainement *la Prière pour tous*, où la foi encore intacte du poète se déroule en des ondes majestueuses et presque dépourvues d'éloquence.

Les Chants du Crépuscule, commencés avant, poursuivis après la trahison d'Adèle et la rencontre de Juliette, contiennent, dans leur seconde moitié, c'est-à-dire après le célèbre *Napoléon II*, genèse de *l'Expiation*, les premiers grands poèmes amoureux ou du moins inspirés par le début de la liaison qui va durer toute la vie d'Hugo sans atténuer sensiblement la force du lien conjugal. C'est ainsi que les hymnes de pitié ou d'adoration pour la maîtresse régénérée, *Oh! n'insultez jamais... Puisque j'ai mis ma lèvre... Dans l'Église de* ***, voisinent à l'aise avec les fervents cantiques à l'épouse, *Hier la nuit d'été..., Toi, sois bénie à jamais.... Date Lilia.*

Encore quelques pièces d'inspiration civique, surtout l'ode *A l'Arc de Triomphe*, d'un si superbe mouvement; puis la belle pièce « réaliste » intitulée *la Vache*, — dont le seul titre dut faire hurler les partisans du noble vocable classique, « génisse »; surtout l'élégie du *Passé*.

C'était un grand château du temps de Louis treize.
Le couchant rougissait ce palais oublié.
. . . .

Les vitres flamboyaient sur toute la façade...

Hugo s'y est probablement souvenu de la *Fantaisie* de Gérard de Nerval qu'avaient révélée les *Annales romantiques* de 1832 (la pièce est datée de 1835). Les deux thèmes sont assez voisins; et le décor où Hugo évoque les amours du roi est presque identique à celui de Gérard.

Arrêtons-nous encore au beau dizain,

Dans Virgile parfois, dieu tout près d'être un ange.
Le vers porte à sa cime une lueur étrange,

où s'exprime si délicatement le panthéisme qui prendra une monstrueuse ampleur dans les vastes développements de *Dieu*, mais où, de plus, est rendu un si juste hommage au premier des maîtres dont Hugo resta toute sa vie imprégné. Car Hugo est plein de ces contrastes : son attirance vers le folklore germanique, qui s'affirme dans une grande partie de *la Légende des siècles*, dans les pages pittoresques du *Rhin* et jusque dans ses prodigieux dessins, est contrebalancée par une touchante fidélité au charme virgilien. Nul ne l'a aussi puissamment et exactement transcrit que lui par les derniers vers de la pièce VIII des *Rayons et Ombres*, où le *Scilicet et tempus veniet*... des *Géorgiques* n'abandonne rien de sa tragique majesté :

Parfois le laboureur, sur le sillon courbé,
Trouve un noir javelot qu'il croit des cieux tombé,
Puis heurte pêle-mêle, au fond du sol qu'il fouille,
Casques vides, vieux dards qu'amalgame la rouille,
Et, rouvrant des tombeaux pleins de débris humains,
Frémit de la grandeur des ossements romains !

Les Rayons et les Ombres sont incontestablement le plus beau et le plus lyriquement beau des quatre volumes appartenant à la période que M. Fernand Gregh a judicieusement dénommée « la jeune maturité ». S'ils s'ouvrent sur la trop longue ode intitulée *Fonction du Poète*, où l'auteur s'illusionne peut-être à l'excès sur le rôle sublime du chant dans un monde peu capable de l'écouter dignement, il suffit de refeuilleter ces cinquante-quatre pièces pour en admirer la puissance et la variété déjà presque constantes. Les nombreux chefs-d'œuvre qu'apporte ce recueil n'ont pas besoin d'être cités :

qu'il me suffise de mentionner d'abord la brève inscription *Sur la Vitre d'une Fenêtre flamande*, qui est du pur symbolisme avant la lettre :

Elle vient, secouant sur les toits léthargiques
Son tablier d'argent plein de notes magiques...

puis la délicieuse *Guitare*, qui prophétise, avec *la Fête chez Thérèse*, les *Fêtes galantes* de Verlaine :

— Comment, disaient-ils,
Enchanter les belles
Sans philtres subtils ?
— Aimez, disaient-elles.

Passons sur *Tristesse d'Olympio*, et sur *Oceano Nox* qui sont dans toutes les mémoires et qui ont engendré tant d'œuvres où le souvenir et le deuil occupent un rang moins élevé. Mais saluons les extraordinaires *Nuits de Juin*, évocation qui tient en deux strophes presque impeccables, où la musique s'allie à la justesse de l'observation, principalement dans ces deux vers angéliques qui ont sûrement hanté les songes de Charles Guérin :

Et l'aube douce et pâle, en attendant son heure,
Semble toute la nuit errer au bas du ciel.

***

L'ouverture du troisième stade, celui qui correspond aux années d'exil, révèle un Hugo plus mâle et plus profond, moins abandonné, soucieux des grands problèmes de la vie et de la mort.

La verve épique et satirique du génie français, dont la première manifestation apparaît avec *les Tragiques* d'Agrippa d'Aubigné (auxquels *les Châtiments* et *les Fleurs du Mal* doivent plus qu'on ne pense), n'avait pas donné d'œuvre marquante depuis les *Iambes* d'Auguste Barbier, eux-mêmes directement issus, au point de vue formel, des derniers vers d'André Chénier. L'important pour nous, qui n'avons éprouvé ni la « passion partisane » de l'un des maîtres de la Renaissance, ni la juste amertume du prisonnier de Saint-Lazare, ni la ferveur civique du poète de *l'Idole* et de *la Curée*, ni enfin le noble sur-

saut de haine et de dégoût qui a engendré les diatribes hugoliennes en 1852, — l'essentiel demeure que de ces sentiments intimement sincères aient jailli des cris sublimes, que ces paroxysmes de vengeance et de malédiction aient trouvé leur orchestration définitive sur l'immense clavier du verbe poétique.

Quand nous relisons, parmi la centaine de poèmes des *Châtiments*, les merveilles qui ont pour titre *le Manteau impérial*, *l'Expiation*, *Stella*, *Sonnez, sonnez toujours...*, *le Chasseur noir*, *l'Egout de Rome*, notre admiration, notre adhésion complètes planent au-dessus du sujet même.

Mais l'indignation, la rage qui ont poussé, comme des bêtes hors du carcère, l'injure et la menace à l'assaut de Napoléon-le-Petit, n'ont pas été inutiles : j'entends que le poète, en pleine possession de sa royauté créatrice, est armé désormais, par ce violent exercice, pour tirer de son cerveau les sonorités magiques des grands livres qui vont suivre et qui vont s'appeler *la Fin de Satan*, *Dieu*, *la Légende des Siècles*.

***

Toutefois, la manière précédente va se propager encore, en vertu d'une compensation, d'un repos nécessaire, jusqu'aux pages des *Contemplations*, tenues par certains pour le chef-d'œuvre synthétique de l'art hugolien.

Ici, les poèmes majeurs abondent. Sans omettre les modulations déjà verlainiennes de la célèbre *Fête chez Thérèse*, on doute si l'on doit préférer, dans le premier livre, *Autrefois*, des élégies incomparables comme

> Elle était déchaussée, elle était décoiffée...

ou cette autre pièce sans titre :

> Jeune fille, la grâce emplit tes dix-sept ans...

qui s'achève sur ce délicieux andante :

> Les êtres de l'azur froncent leur pur sourcil
> Quand l'homme, spectre obscur du mal et de l'exil,
> Ose approcher ton âme aux rayons fiancée.
> Sois belle. Tu te sens par l'ombre caressée,
> Un ange vient baiser ton pied quand il est nu,
> Et c'est ce qui te fait ton sourire ingénu.

aux strophes en demi-teinte de *Crépuscule*, où flotte un mystère parfaitement authentique entre la vie et la mort :

Avez-vous vu Vénus au sommet des collines ?
Vous qui passez dans l'ombre, êtes-vous des amants ?
Les sentiers bruns sont pleins de blanches mousselines ;
L'herbe s'éveille et parle aux sépulcres dormants.

Je n'insisterai pas sur l'exceptionnelle importance du second livre, *Aujourd'hui*, qui comprend les *Pauca Meæ*, toutes frémissantes de la douleur paternelle. Dans *Villequier*, Hugo, spectateur du drame qui le déchire, dépasse sans effort le Malherbe de la *Consolation*, égale simultanément le Corneille de *l'Imitation*. Je veux tout de même marquer ma prédilection pour les superbes stances de *Veni, vidi, vixi*, et pour les douze alexandrins de la pièce XIV, berceuse plutôt que glas : *Demain, dès l'aube...*, empreints qu'ils sont d'une simplicité miraculeuse.

De telles grandeurs rachètent l'éloquence par ailleurs assez verbeuse de certaines pages de ce recueil caractéristique entre tous. Des deux derniers chapitres émergent, dans un genre différent, d'autres chefs-d'œuvre qu'il est presque inutile de citer, tant ils restent profondément gravés en nous : ces *Paroles sur la Dune*, où tout le Moréas des *Stances* est en germe ; *J'ai cueilli cette fleur...*, cantique pour Juliette dont un vers est presque la genèse du grand poème de Villiers, *Au bord de la mer* :

Fane-toi sur ce sein en qui palpite un monde.

* * *

Quand on a recommencé de parcourir l'œuvre immense conçue durant les années d'exil, on ne peut plus guère dissocier le triptyque annoncé en tête de la première *Légende*, panneau central dont *la Fin de Satan* et *Dieu* devaient être les volets. En réalité, la *Légende*, qui comporte trois séries publiées en 1859, 1877 et 1883, est formée d'éléments conçus à des époques très diverses, souvent très éloignées, si nous nous rapportons aux dates inscrites au bas de presque tous les poèmes.

On ne s'est guère trompé en observant que *la Légende des*

Siècles, en dépit de son ordonnance arbitraire, malgré les trous et les sutures trop visibles dans son développement, au demeurant arbitraire, constitue le seul poème épique réussi du génie français. L'admirable édition critique de M. Paul Berret (1) prouve à elle seule la véracité de ce dire. Mais l'immense avantage dont ne bénéficient pas aussi fortement les chefs-d'œuvre antérieurs du genre, c'est l'existence individuelle de la plupart des sujets rassemblés. *Le Sacre de la Femme* égale les plus grandioses passages du *Paradise Lost*; il a servi de modèle à tous les poètes qui ont choisi ce thème commun, Léon Dierx, Verhaeren, Van Lerberghe, Henri de Régnier, Paul Valéry (*la Vision d'Ève, le Paradis* des *Rythmes souverains, la Chanson d'Ève, les Exilés* de *Vestigia Flammæ, le Serpent*). *Booz endormi* recommence et consacre, à trente ans de distance, le rêve juvénile des *Orientales*, dont la *Tsilla* d'Albert Samain représentera le plus parfait pastiche. *Le Satyre*, à mes yeux, constitue la cime absolue de la création hugolienne ; il a pour héritiers directs *le Faune*, de Mallarmé, *le Sang de Marsyas*, d'Henri de Régnier, *le Centaure*, de Fernand Mazade ; à le chanter comme il sied de le faire, ce poème se révèle comme la synthèse accomplie de tous les arts contemporains ; il y a là du Delacroix, du Wagner et du Rodin fantastiquement mêlés, témoin cette fresque splendide où est peint le départ de l'attelage apollinien :

C'était l'heure où sortaient les chevaux du soleil...

Et *la Rose de l'Infante*, indépendamment de son symbole, est, pour partie, une élégie exquisement sereine et nuancée, pour partie une prodigieuse marine ; en vertu d'un anachronisme né du besoin de transposition analogique, on pourrait dire que cela commence par Velasquez pour continuer par le Greco.

Les pièces héroïques qui ont tant remué notre enfance éprise de merveilleux, les beaux contes du *Parricide*, du *Mariage de Roland*, du *Petit Roi de Galice*, d'*Eviradnus* n'ont rien perdu de leur prestige chez les hommes que nous sommes devenus ; nous y puisons parfois la détente indispensable aux esprits astreints à des spéculations plus abstraites. Nous y

(1) Coll. des *Grands Écrivains*, Hachette, 1921-1927, 6 vol.

errons encore comme à travers un vaste musée où l'histoire et la légende sont réconciliées, hors du temps, hors de l'espace.

La Fin de Satan et *Dieu*, même dans l'état d'inachèvement où ils nous sont parvenus, nous éloignent quelque peu de l'ambiance épisodique de *la Légende*. Leur publication tardive les a longtemps privés de l'admiration qui leur est due. On conçoit mal qu'Hugo, en pleine activité créatrice lorsqu'il les entreprit, les ait soudain abandonnés sans les reprendre durant les vingt années qui lui restaient à vivre. Mais, tels que nous les pouvons considérer, leur conception est assez claire, leur unité se dégage aisément. Je ne saurais mieux faire ici que de renvoyer aux excellents commentaires de M. Fernand Gregh (1).

* * *

Les Chansons des Rues et des Bois, recueillies en 1866, ne laissent pas de déconcerter brusquement l'esprit accoutumé à un diapason plus grave. Pourtant, force nous est d'avouer que le pari est souvent gagné par un poète si complètement, si supérieurement organisé, que la légèreté, la familiarité lui cèdent sans dégénérer en platitude. Ce volume, qui a été beaucoup et parfois justement critiqué, apporte plusieurs authentiques chefs-d'œuvre, comme la célèbre *Saison des Semailles*, *le Soir*, et d'autres, moins connus, telle cette autre *Fête galante*, que Verlaine a sûrement méditée :

Le paysage est plein d'amantes
Et du vieux souvenir effacé
De toutes les femmes charmantes
Et cruelles du temps passé.

On voit qu'il y a dans ce recueil mieux et plus qu'un défi au Banville des *Odes funambulesques*, lequel, il faut le dire, n'est pas le vrai, le grand Banville, qui est celui du *Sang de la Coupe* et des *Exilés*.



De 1872 à sa mort, le vieux poète va encore publier sept volumes de vers, qui, sans doute, marquent le déclin. Mais il

(1) *L'Œuvre de Victor Hugo*, Flammarion, 1931.

y a encore dans *l'Année terrible*, qui atteint souvent à la puissance des *Châtiments*, de superbes pages.

Les Quatre Vents de l'Esprit, qui sont de 1881, sont formés d'éléments plus anciens, qui auraient pu prendre place dans *les Contemplations*. Il y faut au moins saluer les strophes profondément émouvantes d'un long poème sans titre, espèce de testament qui commence ainsi :

Ma vie entre déjà dans l'ombre de la mort,
Et je commence à voir le grand côté des choses (1).
L'homme juste est plus beau, terrassé par le sort,
Et les soleils couchants sont des apothéoses.

Ce long poème se maintient d'un bout à l'autre au même niveau de grandeur.

Enfin, le second volume édité après la mort de l'auteur (le premier étant *la Fin de Satan*), *Toute la Lyre*, contient au moins deux merveilles : *le Tombeau de Théophile Gautier*, déjà imprimé dans la plaquette votive de 1873, et *le Sonnet à Judith Gautier*. Le vieux maître a su dresser à l'un de ses plus fervents disciples une stèle dont lui seul était digne :

Voici l'heure où je vais, aussi, moi, m'en aller.
Mon fil trop long frissonne et déjà touche au glaive ;
Le vent qui t'emporta doucement me soulève,
Et je vais suivre ceux qui m'aimaient, moi, banni.
Leur œil fixe m'attire au fond de l'infini.
J'y cours. Ne fermez pas la porte funéraire.

Quant au sonnet, l'un des rares spécimens de ce mode chez Hugo, son allure augurale le rapproche des sonnets baudelairiens (2) ; phénomène de mimétisme qui aurait de quoi surprendre, si nous ne savions l'estime où Hugo tenait son cadet de vingt ans (la lettre-préface du *Théophile Gautier* en témoigne) :

La mort et la beauté sont deux choses profondes
Qui contiennent tant d'ombre et d'azur, qu'on dirait
Deux sœurs également terribles et fécondes,
Ayant la même énigme et le même secret.

(1) Refonte d'un vers de la *Tristesse d'Olympio*.
(2) Cf. *Les Deux Bonnes Sœurs*, dans *les Fleurs du Mal*.

* * *

Ainsi, de livre en livre, de poème en poème, presque de vers en vers, n'a cessé de s'affirmer la souveraineté du poète, de celui qui, parvenu à sa septième décade, s'est défini superbement :

Un poète est un monde enfermé dans un homme.

On s'est maintes fois permis de discuter l'intelligence d'Hugo. Mais on oubliait que l'intelligence des poètes, de certains poètes, ne se plie point aux moyens d'investigation des autres hommes; car un poète n'est pas toujours un écrivain proprement dit. Il chante et « ne dit pas pourquoi ». Et même lorsqu'il ne paraît pas chanter, sa parole reste hantée par la cadence; elle semble s'égarer, alors qu'elle suit un chemin préalablement tracé, dont les non-poètes ne sauraient soupçonner la secrète sinuosité. Aussi, n'est-il pas toujours possible de définir la pensée d'un poète de la classe d'Hugo. De même, s'il n'avait écrit quelques-uns des plus beaux vers français, Vigny serait un très médiocre, un très banal philosophe; mais il a su délivrer à certaines idées générales un passeport d'immortalité. Ainsi toute l'œuvre d'Hugo est, de même, fonction de son génie verbal; la qualité de « voyant » qu'il s'attribue vers le milieu de son âge (ce mot que Rimbaud, le « Shakespeare enfant », selon la trouvaille du maître, devait reprendre à son usage) dérive naturellement et fatalement de l'apanage exceptionnel dont jouit celui qui sait *dire* ce dont la plupart des hommes n'ont qu'un ineffable pressentiment.

D'autres que moi, qui ne suis pas spécialiste d'Hugo et qui n'ai pour excuse que ma passion pour les beaux vers, ont décelé sa profonde influence sur les générations de poètes qui l'ont suivi, tant de son vivant que depuis sa mort. Je noterai seulement qu'elle fut double, heureuse et regrettable; heureuse surtout, et cela seul importe à nos yeux; regrettable, précisément chez ceux de ses prétendus disciples qui ne virent en lui qu'un assembleur de mots et ne purent donc singer que ses procédés. Plus d'un nom injustement consacré par la multitude aveugle me vient aux lèvres. Mais je ne retiendrai que les autres, dont j'ai tout à l'heure prononcé incidemment quelques-

uns : Mallarmé, Verlaine, Moréas, Charles Guérin, Verhaeren (1), Henri de Régnier, Paul Valéry. — Rappellerai-je en outre que *le Rouet d'Omphale* annonce *les Trophées*, qu'Anatole France a presque retranscrit un vers du sublime *Crépuscule* des *Contemplations* :

Les mortes d'aujourd'hui furent jadis des belles
. . . .
Les mortes en leur temps jeunes et désirées ?

que Baudelaire lui-même a trouvé dans les *Fantômes*,

Hélas ! Que j'en ai vu mourir de jeunes filles !

la genèse du cri des *Petites Vieilles*,

Ah ! que j'en ai suivi de ces petites vieilles !

et, dans *la Prière pour tous*, celle de *la Servante au grand cœur...* ?

Oui, nous nous apercevons tous les jours, au hasard de la lecture, des conversations ou du simple souvenir, que notre dette n'est pas soldée, ne saurait jamais l'être. De toutes récentes enquêtes lancées dans la presse à l'occasion du cinquantenaire prouvent assez que les écrivains et artistes les plus divers et de tous âges, chez qui les nouvelles esthétiques élaborées depuis 1885 avaient pu laisser supposer une orientation dans des sens bien différents, gardent une indéfectible fidélité, une gratitude réelle au vieux maître de leur jeunesse et de leur maturité. Car on ne saurait trop le redire, et il sied d'y insister particulièrement en cette période d'anniversaire, le nom de Victor Hugo, si populaire, si galvaudé sur tant de bouches indignes de le proférer, est avant tout, uniquement, un des noms sacrés de notre poésie, — de la poésie tout court. Et c'est dans cette mesure que ce nom, et ce nom seul, avec ce qu'il contient de magie intérieure, doit luire dans la mémoire de ses fidèles et de ses continuateurs.

YVES-GÉRARD LE DANTEC.

(1) Le grand visionnaire des *Villes tentaculaires* et *Campagnes hallucinées* n'est-il pas le plus direct descendant d'Hugo ?

AUX FÊTES DU JUBILÉ
DU ROI GEORGE V

Une ville en liesse ; une nation, un Empire. L'individu est annihilé ; une âme commune possède cette foule. Une joie, un orgueil, une ferveur identiques, illuminent tous les visages, font briller tous les yeux.

Long live the King! Long live their Majesties! répètent à l'infini les banderoles tendues au travers des rues, les enseignes, les placards lumineux. *God bless their Majesties!* redisent en sourdine tous les cœurs.

Il faut avoir vécu ces jours de gaieté, de détente, de communion, dans le dédale des rues pavoisées, aux façades décorées d'oriflammes, de drapeaux, de guirlandes de chêne ou de laurier d'argent, de portraits de Leurs Majestés ou de leurs chiffres entrelacés, de géraniums, de buis taillés, de rhododendrons, d'hortensias, sous les festons, des lampions et des lourdes guirlandes de pétales de papier ciré aux couleurs alternées, — jaune et bleu pour la cité de Westminster, rouge et blanc pour celle de Londres, — suspendues à perte de vue, le long des trottoirs, aux mâts de fête surmontés du lion de Grande-Bretagne ou d'un fer de hallebarde ; il faut avoir marché pendant des heures sous la résille mouvante, multicolore, des flammes, banderoles, bannières, enseignes, pavillons, étendards, emblèmes, couleurs, armes, des Royaumes, États, Provinces, Dominions, Colonies, Protectorats, formant cet immense Empire « sur lequel le soleil jamais ne se couche », et qui, tendus comme un dais transparent et diapré au-dessus des rues, frissonnent et s'entremêlent dans la brise

nocturne, tandis que plus haut, au delà du faisceau lumineux des grands projecteurs, un mince croissant d'argent flotte dans l'immensité des ténèbres; il faut avoir vu tout cela, et aussi les foules que déversent de minute en minute, sur le macadam poli, le dyastole gigantesque des artères souterraines du métropolitain et de l'*underground*, — tout le sang des quartiers extérieurs, les populaces d'*East* et de *West-End*, — se répandre en un flot montant, grossissant, de plus en plus compact, sur les places, le long des rues, s'organiser en cortèges, en farandoles, se rejoindre et se séparer, volter et virevolter en chantant autour des lions de Trafalgar Square, de l'Eros de Piccadilly Circus, le long du Mall, jusque devant le Palais de Buckingham, pour comprendre ce que signifie le loyalisme britannique. Et même alors, après avoir partagé pendant des heures la fièvre joyeuse de cette foule insouciante, après avoir senti passer en soi le courant tout-puissant de cette âme collective, unanime, on se rend compte soudain qu'il est impossible de comprendre. On ne peut que *sentir*. Quelque chose d'immense est en train de se passer; un Empire s'unit en cet instant en un même élan de gratitude et de respect autour de ses Souverains.

Obscurément, l'on sent que l'émotion qui vous gagne a ses racines loin dans le passé; qu'en elle se condensent près de dix siècles d'histoire, de luttes, de conquêtes, d'émancipations progressives, de responsabilités conquises, de libertés chèrement payées et défendues, de respect individuel, bref, tout le patrimoine temporel, spirituel et moral d'une des plus grandes Puissances du monde. Ce sentiment ne peut se traduire : il est l'essence même de la grandeur, de la force britanniques : il coule dans le sang, contracte la gorge, s'exhale en interminables « *hip, hip, hurrah!* » répétés à l'infini le long des rues illuminées, se cristallise enfin en un commun élan vers le Roi, symbole vivant des vertus de la nation.

C'est à tout cela que je songe en remontant Whitehall, laissant derrière moi les pelouses vertes de l'Abbaye de Westminster, les ogives flamboyantes de la Chambre des Lords et de celle des Communes. A ma gauche, les fenêtres des massifs palais « georgiens » du Home Office et du Foreign Office sont uniformément garnies de rhododendrons et d'hortensias roses.

Je dépasse les deux Horse Guards, immobiles, sanglés dans leur tunique écarlate, coiffés du haut bonnet à poil, symboles de force et de discipline. Derrière moi, au clocher de Westminster, *Big Ben* sonne minuit. La rue se vide peu à peu, la foule reflue lentement vers Trafalgar Square. Avec elle, je quitte l'austère beauté de ce quartier réservé aux travaux du Gouvernement.

Trafalgar Square bouillonne de gaieté, d'animation, de lumières. Les drapeaux et les bannières claquent au vent avec un bruit d'ailes. *Wear your colours !* modulent les innombrables camelots qui vendent boutonnières et porte-bonheur tricolores. D'autres offrent des bonnets de papier crêpé, rouge, bleu et blanc, des couronnes royales, grandeur nature, de carton argenté, la photographie des Souverains, montée en broche sur émail aux trois couleurs; ballons de baudruche, hochets de foire, programme des réjouissances... rouge, bleu, blanc; rouge, bleu, blanc... Tout le monde sourit, s'interpelle. Femmes du monde en longues robes du soir et souliers d'or, petits employés râpés, hommes en habit et chapeau de soie, chômeurs dans leurs *best Sunday clothes*, miséreux en casquettes avachies; — bon enfant, un large sourire épanoui sur son visage rubicond, le policeman contemple d'un œil serein la foule qui avance, recule, oscille, plaisante, crie par rafales, on ne sait pourquoi, tandis qu'au-dessus d'elle se balancent dans la brise les cordons de lampions bleus et jaunes, les guirlandes de fleurs cirées, entre la forêt des mâts qui se dressent comme une seconde arche triomphale devant l'arc austère de l'Amirauté.

Le gros trafic a été détourné par les artères latérales, — il en sera ainsi chaque soir, de vingt et une heures à vingt-quatre heures, pendant la semaine du Jubilé. Cette nuit quelques taxis circulent encore, surchargés à craquer. Plusieurs, à toitures découvertes, sont pleins de gens debout, jeunes filles aux cheveux ébouriffés, provinciaux aux yeux écarquillés d'admiration. Parfois, juchés sur l'avant-toit, des jeunes gens boivent de la bière. La foule les apostrophe avec gaieté.

Puis, peu à peu, un triage s'opère dans la masse mouvante. Les uns rentrent chez eux, les autres commencent à s'orga-

niser pour la nuit, ou encore, gagnent Hyde-Park, laissé exceptionnellement ouvert par ordre exprès du Roi, pour y dormir tant bien que mal sur les pelouses de gazon dru ou sur les bancs. Lentement, les kilomètres de trottoir bordant le parcours que suivra ce matin le cortège royal, de Buckingham Palace à la cathédrale de Saint-Paul, ne forment plus qu'un immense dortoir. Les jambes étendues sur la chaussée, calés sur des journaux ou sur un pardessus étalé, hommes, femmes, enfants, vieillards, sont assis, attendant l'aube. Certains surpris par le sommeil, dans les positions les plus diverses, font songer aux serviteurs du château de la Belle au bois dormant.

4 heures. Lundi. — Le ciel gris devient d'un rose léger, transparent, de grand beau temps. De petits nuages pommelés fuient vers l'ouest. Les rues fourmillent de monde, ou plutôt les trottoirs, car la chaussée est vide. On la prépare pour le cortège. Des tombereaux, traînés par d'énormes chevaux aux jambes barbues apportent le sable que les ouvriers de la voirie répandent à larges gestes. Le long des trottoirs, la rangée des dormeurs s'est triplée, quadruplée. Serrés les uns contre les autres pour se réchauffer, ils bâillent ou sourient d'un air vague. De temps à autre, un tronçon de cette guirlande humaine entonne une chanson ; le trottoir opposé reprend la mélodie qui se termine par des éclats de rire ou des plaisanteries à l'adresse des policemen, frais et roses, qui débouchent de toutes parts et viennent faire la haie le long de la rue.

— On n'a pas idée de choisir des gendarmes de cette taille ! s'exclame une petite boulotte avec un fort accent cokney. Je ne verrai rien avec un pareil colosse devant moi !

— Dites donc, Bob, vous ne pourriez pas vous mettre de profil quand le Roi passera ? Je vous aime bien, mais ce n'est pas pour voir votre dos que j'ai passé la nuit sur le trottoir !

Des garçons en veste blanche, poussant sur des charrettes d'énormes cafetières de cuivre, commencent à circuler. Les visages se tendent vers eux, les tasses pleines passent de mains en mains. Là-bas, à l'entrée d'une ruelle, le service sanitaire s'organise, — il ne cessera de travailler, et assistera plus de sept mille spectateurs au cours de la matinée. — Le soleil brille, ravive les oriflammes, allume une étincelle aux boutons des uniformes des policemen, réchauffe les cœurs.

— Quel temps radieux!

— Oui, un vrai ciel de Jubilé!

— Le bon Dieu devait bien ça à notre Roi! commente une vieille pauvresse à côté de moi, et elle rit de toute sa bouche édentée.

Dans un coin, une petite fille dort, boucles blondes sur l'asphalte noir. Plus loin, trois collégiens et une jeune fille assis par terre jouent au bridge sur une valise. Un vieux, tout courbé, passe en ramassant les mégots qui jonchent le sol. Une femme se recoiffe. Isolés, ou par groupes, les détenteurs de places dans les tribunes, arrivent, élégants, le teint reposé. Ils s'installent, allument une cigarette, regardent, d'un air amusé et amical, la foule du trottoir, encore toute imprégnée de fatigue et de nuit. Les boutiques, dont la plupart ont transformé leurs vitrines en tribunes, — les places s'y sont payées jusqu'à vingt livres sterling, — se remplissent à leur tour. On y déjeune avec des sandwichs et des tasses de thé. Tout le monde arrive d'avance, car, dès neuf heures, les solides portes de bois, construites à l'entrée des rues donnant sur le parcours du cortège, seront fermées... Et c'est ainsi que plus de trois millions de spectateurs s'entassent, se coudoient, fraternisent dans une même attente tout le long de Constitution Hill, Piccadilly, Saint-James, Pall-Mall, Trafalgar Square, le Strand, Fleet Street, Ludgate Hill, Cannon Street, Queen Victoria Street, Embankment, le Mall.

9 heures. Saint-Paul. — La cathédrale, grattée, frottée, apparaît toute blanche dans le soleil, comme un immense piédestal à la croix d'or qui la surmonte. A toutes les fenêtres, sur tous les toits de la ceinture de maisons grises qui entourent la place, des visages animés, des oriflammes, des fleurs. Le parvis est libre, poudré de sable fauve. Un dais de coutil rayé rouge et blanc protège le large tapis pourpre disposé sur les marches conduisant au porche.

Les voitures des invités arrivent, Rolls Royce, taxis, marqués de différentes lettres selon la fonction ou le grade; Corps diplomatique, Pairs du Royaume, hauts dignitaires et fonctionnaires; la moitié de l'aristocratie anglaise; un éblouissement d'uniformes étincelants, de manteaux de brocart, d'habits de Cour, — velours noir, boutons d'argent ciselé,

jabots de dentelle, bas de soie, souliers à boucles, — de toges pourpres ou noires, à cols d'hermine ou de zibeline; juges en perruques, aldermen en manteaux de faille bleu-de-roi; bicornes à plumes, casques empanachés, décorations, bottes vernies, éperons d'or, femmes en grande toilette constellées de joyaux; féerie rutilante, sortie de dix siècles de traditions et d'opulence, et qui lentement s'engouffre sous le porche plein d'ombre de la cathédrale.

Je gagne ma place sur une tribune aménagée dans un des bas côtés du transept. A mes pieds, l'église bourdonne comme une ruche, et se remplit. Les *ushers* en habits écarlates brodés d'or ou tenue de cour, reçoivent et placent les invités. Sous la lumière qui tombe obliquement des grands vitraux, c'est une symphonie rutilante de couleurs, de broderies d'or, de pierreries. Robe de damas blanc d'un vieux prêtre, turbans émeraude, rose ou jaune des maharajas, aigrettes de paradis, vestes de drap d'or, épaules chargées des massifs colliers d'or des Ordres de la Jarretière, de la Toison d'Or, de la reine Victoria, des Indes... ma voisine porte le collier de D. B. E. (*Dame of British Empire*) et huit décorations, dont la Légion d'honneur et la Croix de guerre...

Au milieu du transept, face au chœur, s'aligne une dizaine de rangées de chaises, où prennent place successivement les membres de la famille royale : le prince de Galles, — il a enlevé son haut bonnet à poil qui a fait murmurer la foule, parce qu'elle ne pouvait voir son visage, — et sourit à sa tante, la reine de Norvège; le duc et la duchesse d'York et les petites princesses, en rose, — grandes favorites du jour; le duc et la duchesse de Kent, *our Marina*, dont l'immense chapeau beige orné de plumes d'autruche défraiera la conversation de toutes les femmes de Grande-Bretagne pendant le reste de la saison; le duc de Gloucester, de si belle prestance; la princesse royale...

Soudain, dans l'église bourdonnante, tombe un silence impressionnant, tandis que là-bas, venant de la rue, un roulement sourd grossit et s'enfle de minute en minute, éclate en vivats et en hourras qui se répercutent jusqu'au fond de la nef. La Grande-Bretagne acclame ses souverains. Les cloches sonnent à toute volée, un clairon annonce l'arrivée de la voiture royale sur le parvis; l'assemblée se lève; l'orgue entonne une marche victorieuse.

Précédés de l'évêque de Londres en surplis d'or, du Lord Mayor en toge pourpre brodée d'or, portant l'épée incrustée de perles, symbole de l'indépendance de la Cité, et du lord Chamberlain en grande tenue, les souverains s'avancent lentement. Le roi, en uniforme de Field Marshall, habit rouge brodé d'or, la poitrine barrée du grand cordon bleu de l'Ordre de la Jarretière, le bicorne à plumes blanches sous le bras, semble en proie à une émotion intense. La Reine est splendide, dans sa robe d'un rose imperceptible lamé d'argent et son manteau à col de renard blanc. Elle apparaît comme la personnification même de la dignité royale.

Et alors, tandis que, debout, les souverains se recueillent, éclate le *God save the King*, chanté par l'assemblée entière, et repris, — grâce aux hauts-parleurs disséminés dans la ville, — par la foule compacte qui remplit les rues, par toutes les campagnes, par toutes les cités de l'Empire. Rien ne saurait traduire la beauté de cette minute d'intense communion.

Le reste du service d'actions de grâces a été sobre et beau. Puis les souverains sont ressortis, accompagnés de l'admirable *Honorable Corps of Gentlemen at Guard* aux hauts casques d'or empanachés de plumes blanches, et du *Knights Body of the Yeomen of the Guard*, tous deux corps d'élite qui ne comptent dans leurs rangs que les plus nobles et plus beaux hommes d'Angleterre. Les *Beef-eaters*, dans leur costume écarlate du XVIe siècle, se sont également retirés. Il ne reste plus sous la grande nef que les représentants du corps diplomatique, des charges officielles, de la « société », qui, pendant vingt minutes, resteront enfermés dans la cathédrale pour laisser au cortège royal le temps de regagner Buckingham. Les conversations, les commentaires vont leur train.

— Vraiment, ils étaient splendides! On peut être fier d'Eux!

— Comme le Roi était pâle!

— La toque de la Reine était-elle rose ou ivoire?

— Avez-vous vu le chapeau de Marina?

— Quel merveilleux présage que ce soleil!

L'or, la pourpre, les damas, les pierreries, l'hermine, les décorations et les ordres, les plumes des bicornes, les étoffes précieuses, chatoient, scintillent, dans la poudre bleutée d'un rayon de soleil. Enfin, les portes s'ouvrent et le flot des invités

se déverse sur le large escalier, sur le gazon émeraude qui borde la façade nord de la cathédrale. Vision chatoyante des *Mille et une nuits*, que contemplent avec ravissement les spectateurs entassés dans les fenêtres et devantures des maisons entourant le parvis.

— *I am perfectly happy, aren't you?* (1) déclare une vieille dame en taffetas bleu que je dépasse sur le gazon, à son mari en robe de lourd damas noir bordé de larges galons d'or, qui la précède de deux pas.

— *Yes, I am*, répond-t-il d'une voix bourrue qui dissimule mal son émotion.

Cependant, la foule des invités doit attendre les voitures. Elles n'arrivent que lentement, une à une. Pour certains, l'attente se prolongera pendant plus de deux heures. Sous le soleil brûlant, se forment et se défont les tableaux les plus pittoresques qu'un peintre puisse rêver. Avec une simplicité toute britannique, hauts dignitaires, duchesses et maréchaux s'assoient sans façon sur l'escalier conduisant au porche de la cathédrale; groupes animés et scintillants, étagés le long des marches grises. Et peu à peu, la foule des rues envahit le parvis, monte timidement, respectueusement, admirer de près tous ces ors, ces uniformes, ces pierreries. Une pauvresse en haillons, deux enfants accrochés à ses jupes, un troisième sur le bras, reste bouche bée, souriante et confondue par l'incroyable beauté de ce qu'elle voit.

— *Aint it just like the movies* (2) !

Puis quelqu'un reconnaît l'amiral Jellicoe, et ce sont des ovations, des hourras. On lui demande sa signature... Tout cela est amical, bienveillant, empreint d'admiration et de fierté. Le soleil brille. Quelques officiers enlèvent leurs casques d'or et s'épongent le front.

— *Poor things, they must be hot!* (3) murmure la foule avec compassion.

Aucun regard de haine, ni d'envie, aucune remarque désobligeante de la part des miséreux mêlés aux grands. Tout au plus, une expression d'orgueil d'avoir à sa tête des êtres si représentatifs, si élégants, si beaux.

(1) Je suis parfaitement heureuse, ne l'êtes vous pas ? — Certes oui !
(2) Ne dirait-on pas du cinéma !
(3) Les malheureux, ils doivent avoir bien chaud !

Cette attitude de respect familier à l'égard des « grands », — qui fait autant honneur à celui qui admire qu'à celui qui est admiré, — confirme pour moi cette impression que l'Angleterre n'est qu'une vaste famille. Les plus humbles du Royaume uni, grâce à l'extraordinaire diffusion de la presse, connaissent souvent mieux le Roi, ses habitudes, ses goûts, et ceux de son entourage, que ceux de leurs propres voisins. « Leurs Majestés ont donné un garden party auquel ils ont convié quatre mille invités. On a offert des sandwichs au cresson et des glaces au café... La petite princesse Élisabeth d'York (la future Reine, entend-t-on chuchoter) adore les éclairs au chocolat... La Princesse royale portait une robe de chiffon bleu... » Par ces petits détails, ces notes personnelles, chacun ne s'imagine-t-il pas connaître, presque partager la vie des « grands » ?

Cette vie, au fond très simple, toute droite, que l'on cite en exemple, dont on est fier. Et c'est ainsi que le Roi, auquel la Constitution n'accorde que le droit de « conseiller, prévenir, ou mettre en garde », a su, par sa *qualité* personnelle, acquérir une autorité morale incontestée, — plus, — devenir le point de ralliement, le lieu de rencontre, le lien moral et vivant entre tous ses sujets, le seul qui rattache encore certains Dominions à la mère patrie.

Considérée sous cet angle, la « semaine du Jubilé » prend une signification d'une portée considérable. En effet, n'a-t-elle pas donné au peuple entier, — pour la première fois depuis l'Armistice, et alors l'état d'esprit était très différent, — l'occasion de s'exprimer en toute spontanéité et liberté? La ville livrée pendant huit jours à la foule, huit, dix, douze millions d'êtres venus des quatre coins de l'Empire, surgis des plus misérables bas-fonds, sortis des plus sordides ruelles ou des plus magnifiques palais... Et dans cette foule, pas une grimace, pas un regard de haine, pas une fausse note... *Fair play?* Discipline sportive? Dignité native? Cette occasion unique dans l'histoire, où un peuple entier (à l'exception, il faut le dire, d'une poignée de meneurs, mis à l'ombre pour la circonstance) a été autorisé par son Roi à venir librement lui rendre hommage, a peut-être constitué un des plus énormes mouvements de masses auquel on ait encore jamais assisté.

« Aucune parole ne pourrait exprimer mes pensées et mes sentiments. Tout ce que je puis vous dire, mon très cher peuple, c'est que la Reine et moi, vous remercions du fond de nos cœurs, pour toute la loyauté et, — permettez-moi de le dire, — l'amour dont vous nous avez entourés aujourd'hui et toujours... » La voix grave, émue, du souverain, relayée de ville en ville, de continent en continent, résonne dans tout l'Empire.

J'ai vu les feux illuminer la ville, le soir du 6 mai. Je les ai vus aussi dans ce grand parc qu'est la campagne anglaise, où l'odeur résineuse de la fumée se mêlait au parfum des lilas et des pommiers en fleurs... ces feux, allumés au même instant dans l'Empire entier, formant autour de la terre une ceinture de clarté où vibrait la même gratitude, la même fierté, le même amour. J'ai vu 70 000 écoliers attendre le passage du Roi, et laisser à leur départ les pelouses aussi immaculées, — malgré les sandwichs et les bananes de leurs 70 000 déjeuners, — qu'avant leur arrivée. J'ai vu les plus misérables ruelles de Londres, pavoisées comme des ponts de bateaux en fête, — les ampoules des illuminations avaient été retirées aux plafonds des taudis, — et faute de banderoles imprimées, les témoignages de loyauté à l'égard des Souverains étaient écrits en grosses lettres à la craie sur le pavé à l'entrée des rues. J'ai vu, dans ces mêmes rues, des centaines d'enfants autour d'immenses tables dressées en plein air, en train de prendre le thé offert par la communauté pour célébrer le Jubilé, afin « que ce jour reste gravé dans leur mémoire comme le plus beau de leur vie ». J'ai vu plus de 250 000 personnes massées devant les grilles de Buckingham Palace, éblouissant sous ses réflecteurs, attendre, le visage épanoui, les pieds meurtris, l'apparition de leurs Souverains au grand balcon central... je les ai entendus acclamer leur Roi... Oui, avec eux, je répète, respectueusement, *Long live the King !*

BERTHE VULLIEMIN.

L'EXPOSITION D'ART ITALIEN

Si l'on nous avait dit : « Quelles images d'Italie t'apparaissent quand tu fermes les yeux? Quels souvenirs te font battre le cœur? Sera-ce ce profil hardi de blonde fière et mutine qui mord l'azur et suce l'émail bleu d'une lèvre si gaie dans le triomphant portrait du Poldi-Pezzoli? Sera-ce ce profond Giorgione, sur un chevalet, dans le salon blanc et or du palais Giovanelli, qui semblait t'ouvrir sur la nature et sur la vie une fenêtre plus sombre et plus belle que celle qui t'invitait à regarder le grand Canal? N'est-ce pas plutôt ces deux belles assises sur leur terrasse, en robes bigarrées, entre leurs pots de giroflées, leurs singes, leurs perroquets, séchant leur chignon au soleil dans le Carpaccio du musée Correr, ou encore cette allégorie de Bellini à Florence, où l'on voit un enclos de Paradis terrestre, dans une Thébaïde où méditent des anachorètes et se promènent des Centaures? Parle. Je te fais plus puissant que les rois qui ont accru lentement leur Louvre et que ce jeune Consul qui ramenait dans ses camions les dépouilles de la péninsule et fit passer les Alpes à tant de merveilles captives. Veux-tu Raphaël, Titien? Veux-tu la *Flora*, la *Vénus*, la *Donna velata*, ces beautés dont le nom seul fait rêver et qui ont attiré là-bas les pas et l'amour de tant d'hommes? Veux-tu que pour un jour la Seine, comme jadis la Loire, soit l'émule, la sœur du Tibre et de l'Arno? On te promet la télévision : veux-tu mieux encore, la présence, et que, comme certains appareils transmettent des voix lointaines, en captant les ondes de l'espace, Rome, Florence, Venise, Naples, Palerme te députent leurs parcelles et leurs espèces les plus précieuses? Commande. Choisis. Tu es le maître. »

Si quelqu'un avait dit cela, qui l'aurait cru? Qui eût osé seulement en formuler le désir? Qui se fût imaginé que les choses pouvaient arriver comme dans les contes et obéir comme dans les rêves? Voici pourtant que cette chimère est une réalité. Voici que, pour quelques semaines, dans ce monde inquiet, parmi nos angoisses, nos alarmes, au milieu des cauchemars et des menaces qui nous agitent, est venue s'installer cette fête : voici cette Italie, tant de fois embrassée en vain depuis Fornoue et Marignan (je songe à cette église d'Assier, près de Montal, que ceinture cette frise du Passage des Alpes, pareille au ruban d'une colonne trajane), la voici qui nous vient en visiteuse bénévole, comme jadis, avec le *Saint Sébastien* d'Aigueperse, elle nous arrivait dans le trousseau d'une mariée.

Venise, Florence, Ancône, Milan, Naples, se donnent rendez-vous et viennent gracieusement tenir ici leur cour, pareilles à cet Heptaméron de Muses qu'on voit au Louvre dans la fresque de la Villa Lemmi, souriant à ce néophyte intimidé au milieu d'elles. Elles s'ajoutent aux Villes de France de la place de la Concorde, et s'assoient parmi les verdures fraiches dans les Champs-Élysées, au bord de la plus noble avenue de la gloire, au pied d'un capitole dessiné par Napoléon. Spectacle incomparable, qui nous rassure et nous reproche nos troubles et nos doutes, et dont il faut rendre grâce au zèle de vingt amis dévoués, comme M. le sénateur Borletti, Ugo Ojetti, le comte Gamba, MM. Tarchiani et Maraini, mais qui n'eût même pas été concevable sans la volonté qui gouverne les destins de l'Italie.

Suite des glorieux accords de Rome, du pacte de l'Europe, du statut de la civilisation ! Ce concile éblouissant des beautés d'Italie nous arrive comme une ambassade chargée du salut de tout un peuple. L'initiative de l'entreprise, qui se bornait d'abord à la partie moderne de la présente exposition, appartient, disons-le, à l'actif directeur de la *Revue de l'Art* et du musée du Jeu de Paume, M. André Dézarrois : elle a été reprise avec un programme plus étendu par M. Raymond Escholier, le nouveau conservateur du Petit Palais, et par le directeur des Beaux-Arts, M. Georges Huisman, assisté de tout l'état-major des musées nationaux. Mais rien ne se serait fait ni ne pouvait se faire sans une autorité que personne ne

discute, et qu'aucun obstacle n'arrête quand il y va du prestige de l'Italie.

« Je veux que ce soit quelque chose de splendide! » avait dit un jour M. Mussolini à notre ambassadeur, M. Henry de Jouvenel. Et il a tenu parole : il a fait les choses à sa mesure, plus qu'on ne lui demandait, plus qu'il n'avait promis. Il n'a rien négligé pour nous être agréable : ce charmeur, quand il veut charmer, s'y entend. On ne pouvait déplacer, fût-ce pour quelques jours, la *Louve* du Capitole : un palladium ne voyage pas; on ne se sépare pas d'un *totem*. Mais M. Mussolini a voulu faire don à la France d'une épreuve parfaite du bronze original, qui accueille le visiteur au seuil de l'exposition. On sait que dans cet ouvrage fameux le quadrupède seul est antique; les *putti* qui le tettent, goulument attachés aux mamelles de l'animal, sont un pastiche de la Renaissance, probablement de quelque fondeur de l'atelier de Verrocchio. Libre à nous de nous figurer que les deux enfants sont nos deux peuples buvant ensemble le lait de leur commune nourrice. J'imagine que ce commentaire est conforme aux intentions du *Duce*.

C'est avec la même courtoisie que, parmi les quarante sculptures détachées des musées d'Italie, on a pris soin de choisir celles qui nous rappellent des pages italiennes de notre histoire : le magnifique Robert d'Anjou, neveu de saint Louis, roi de Sicile, chef de la maison angevine de Naples, où il fonda cette grande bastille du *Castel-nuovo*, et la figure de son frère l'évêque saint Louis de Toulouse, si populaire en Italie, par l'immortel Donatello. Et aussitôt quel cortège d'images accompagnent ces deux-là : le saint Louis de Giotto, à Sainte-Croix de Florence, le céleste *Couronnement de saint Louis de Toulouse*, par Simone de Martino, au musée de Naples, et le séraphique récit des *Fioretti*, « comment le roi de France visita frère Gilles », et le tint embrassé à genoux et sans paroles. Tant cette noble figure de prince chrétien et de croisé était chère à l'Italie du moyen âge! Ses malheurs d'Égypte et son agonie de Carthage firent plus pour lui que des victoires : il mit au péril de la mer la plus belle couronne du monde, pour gagner le royaume du Ciel; il perdit la terre en échange des cœurs.

De même, au Jeu de Paume, ce sont les souvenirs de

Bonaparte qui ouvrent les temps modernes et préludent à l'histoire de la nouvelle Italie, dans les sculptures de Canova et les peintures d'Appiani. Plus tard encore, dans le délicieux tableau d'Angelo Inganni, datant des environs de 1850, et qui représente un coin disparu de la place du Dôme, à Milan, que voyons-nous? Une affiche qui décrit la prise de Constantine *per i Francesi*, et la charge des pantalons rouges qu'on allait revoir bientôt aux champs de Magenta et de Solférino. Ainsi, cousues ensemble par un indestructible fil, vont depuis la Louve romaine nos histoires jumelles.

Cette démonstration, cette conscience de notre unité spirituelle, quoi de plus important? Dans la pensée d'un homme d'État amoureux de la gloire, mais qui ne fait rien sans raison, et qui est économe de gestes inutiles, cette entreprise n'a pas été conçue par goût de la vanité : elle est un manifeste et une profession de foi. Rome fait acte de présence et reparaît en personne sur la Seine, comme au temps où l'empereur Julien faisait ses délices de Lutèce et veillait de son palais des Thermes à la sécurité du *limes romanus*. Elle choisit ce point d'attraction pour inviter dans son orbite les Bataves, les Angles, les Germains, les Ibères et les Scandinaves. Paris est le lieu géométrique de Londres, d'Amsterdam, de Stockholm, de Madrid, de Hambourg. Il ne reste à souhaiter qu'une chose : c'est qu'avant peu de mois, au printemps prochain, par exemple, un voyage inverse réunisse à Rome les maîtres de chez nous, et que nos peintres, nos sculpteurs, David, Ingres, Corot, Manet, Renoir, Carpeaux, Rodin, Delacroix fassent à leur tour le pèlerinage et reviennent ensemble rendre hommage à la mère de famille, en ces lieux qu'ils ont tant aimés, et qui n'ont cessé de hanter leur mémoire ou leurs songes.

***

Revenons au Petit Palais. Mais comment refaire en quelques moments, pour le rendre sensible au lecteur, ce qui semble si aisé quand on va de salle en salle et de bonheur en bonheur? Comment décrire cinq cents tableaux, trois cents estampes ou dessins, une centaine des plus admirables sculptures, sans parler des étoffes, des velours, des tapisseries, des majoliques, des bijoux, de ces perles goutteuses, difformes et baroques, dont l'orfèvre s'est emparé pour compléter, par

l'émail et par la ciselure, la patiente création des eaux et lui donner toutes les formes de la féerie, comme à une sorte de madrépore où conspirent l'artiste et la nature, joyaux qui font rêver à la chanson d'Ariel, au chant de la Métamorphose : *Full fathom five my father lies...* (1).

Pour nous en tenir au « grand art » (en admettant qu'il y ait des arts inférieurs, et qu'un jeu de tarots ne puisse être le ballet des sylphes), comment venir à bout de l'embarras des richesses, nous tracer un itinéraire, trouver un fil d'Ariane dans ce prodigieux labyrinthe et cette caverne grosse de six siècles de chefs-d'œuvre ?

Je pense qu'un amateur d'autrefois, du type de Mariette ou du président de Brosses, s'il avait la fortune de se promener deux heures dans les galeries du Petit-Palais, s'y prendrait d'une manière fort simple pour trancher la difficulté. Il n'irait pas par quatre chemins : il s'établirait tout de suite dans le salon central, dans cette salle suprême où convergent toutes les autres, dans cette Tribune des Tribunes, cette Italie des Italies, où palpitent plus de merveilles qu'on n'en a jamais vu et qu'on n'en verra plus jamais ensemble dans un seul endroit de la terre : invraisemblable écrin de Raphaël, de Léonard et de Michel-Ange, de Corrège et de Giorgione, de Titien et de Tintoret. Ici ne respirent que les dieux. Notre amateur sauterait tout le reste à pieds joints ; il brusquerait les préparations, s'installerait *in medias res* et n'en bougerait plus. Il est probable que le public en fera à peu près autant, et nul doute qu'il aura raison : plût à Dieu que le critique fût libre de faire de même et d'en prendre à son aise avec la chronologie, pour n'écouter que son goût !

Si l'on y songe, c'est sur ce principe qu'ont été constitués tous les musées de la bonne époque ; qu'il s'agisse du Louvre ou du Prado, du Vatican ou de l'Ermitage, des galeries de Dresde ou de Vienne, du Casino Borghèse ou du Palais Pitti, on n'y a jamais tenu compte que de la beauté et du plaisir ; personne n'aurait eu l'idée de demander à l'art de peindre autre chose qu'un objet de délectation.

Je tiens cet état d'esprit pour le seul raisonnable. Le point de vue historique est venu tout gâter et n'a servi qu'à intro-

(1) Mon père dort par cinq brasses de fond (*La Tempête*, I, 2)

duire une foule de curiosités fortuites et secondaires dans ce qui devrait n'être que mesure de la qualité et jugement de valeurs. Ajoutez l'esprit de système et les diverses esthétiques qui, pour des raisons de controverse, condamnent la Renaissance et nous imposent a priori, depuis un demi-siècle, le culte exclusif des Primitifs.

En réalité, plus je vais, plus je me persuade qu'il est vain de tenter une explication historique de la peinture. Il semble qu'il s'agisse là de pensées quasi intemporelles : c'est ici que le temps ne fait rien à l'affaire. Nulle part l'idée de succession et celle de devenir ne paraissent plus indifférentes ou ne causent de plus graves méprises.

Tout se passe, suivant le mot profond de Berenson, comme si la peinture, ou ce que nous désignons faute de mieux sous ce nom, embrassait en réalité plus d'une chose différente; peut-être la peinture n'est-elle pas une, mais plusieurs, de même qu'il existe des sciences plutôt qu'une Science, et des natures de poètes plutôt qu'une Poésie. Peut-être l'empire du peintre comprend-il plus d'une province et même plus d'un royaume, comme il est dit qu'il y a plus d'une demeure dans la maison de notre Père céleste. Au lieu d'une histoire homogène et d'un développement continu, il serait peut-être plus vrai d'imaginer des mondes divers, des systèmes de planètes, de petits univers qui gravitent les uns autour des autres, s'entr'aident, réagissent, s'entraînent mutuellement tour à tour, mais ayant chacun son génie propre, son existence indépendante, son idiome et sa voix toujours reconnaissables : tel serait le spectacle que nous offre le concours de vingt villes d'Italie, et que résument sous nos yeux cette douzaine de salles gorgées de merveilles du Petit Palais de la ville de Paris.

***

On n'attend pas que je refasse une fois de plus ce tableau. Il est clair que, pour qui sait voir, la grande *Madone* du Louvre, qu'elle soit de Cimabue ou de Duccio, est un des sommets de la peinture : avec ses proportions monumentales, sa dignité surnaturelle, son air de mansuétude et de mélancolie, sa grande forme saturée d'azur où son visage pensif se penche comme la lune à la cime de la nuit, son trône, les colonnes

angéliques qui l'encadrent, c'est un de ces ouvrages qui interdisent l'idée qu'il soit permis de les surpasser. L'art n'a rien conçu de plus haut.

Le point de départ de l'art italien, au XII[e] et au XIII[e] siècles, n'est donc nullement, comme se l'imaginait Vasari, un état de barbarie; c'est tout l'opposé d'une enfance ou d'une décrépitude, mais un art classique, au contraire, parfaitement sûr de lui-même et en possession de ses plus nobles formules. A cette date, la pensée régnante est celle de Byzance, c'est-à-dire le dernier état de la pensée hellénique, teintée d'hiératisme oriental et d'éléments décoratifs : pensée si belle en son essence, que les pires gaucheries d'exécution, les plus visibles maladresses et la plus grossière rusticité en laissent subsister quelque chose et n'arrivent pas à dégrader des thèmes dignes de Sophocle et de Parrhasios.

C'est presque le langage du chiffre, de l'hiéroglyphe. La forme ne cherche pas à imiter la vie et à lui faire concurrence : elle est conçue comme la clef d'une réalité supérieure, une allusion et un symbole, n'empruntant que peu de traits au monde des mortels, et se contentant de ce qu'il faut pour suggérer des vérités par des signes intelligibles. La calligraphie, l'arabesque, la mélodie des lignes, une décence cérémonieuse, les secrètes vertus de cadence et de prosodie prêtent à certaines scènes de Duccio les mérites d'une métope ou d'un dessin de vase attique. Bien en a pris à l'Italie de demeurer longtemps soumise à ce bain grec, à cette école du « phrasé », du *bel canto*, de l'eurythmie. Le luxe de la matière, l'émulation de la mosaïque, la qualité des tons, le jeu de l'outremer et des ors, complètent cette esthétique spéciale, qui est à peu de chose près celle de nos vitraux : c'est la peinture du transcendant, de l'immobile, du permanent, des choses qui durent plutôt que de celles qui passent, de celles qu'on imagine plutôt que de celles qui ressemblent, la peinture des états lyriques. Ce sont des images proposées à la contemplation. Et cette fonction de l'art est probablement la plus haute. Certaines écoles d'Italie n'en ont jamais reconnu d'autres. Tel est le privilège de Sienne, cette enchanteresse créatrice d'une beauté précieuse, exotique et presque japonaise ; telle est surtout, au fond de son Adriatique, sous les coupoles de Saint-Marc, la grâce qui a su se conserver à Venise, et qui prête même aux choses

profanes et à la peinture de la vie, dans les ouvrages d'un Giorgione ou du jeune Titien, tant de pouvoir poétique et ce sortilège irrésistible et ce secret de nostalgie.

Qu'on regarde au contraire le *Saint François* de Giotto, on voit apparaître aussitôt les traits d'une autre race : les êtres prennent tout à coup une existence physique; ils ont une masse, des épaisseurs; au lieu d'une silhouette et d'un schéma décoratif, ils présentent des reliefs, un volume, des résistances, une pesanteur. Ils occupent un espace, ils déplacent une quantité d'air dans un milieu réel. Ce bloc de réalités fait effraction dans le tableau. Le paysage a des arêtes et une profondeur. Brusquement la peinture prend une troisième dimension : elle quitte le monde du chant, s'installe impérieusement dans le monde des corps et des faits. La palette pâlit et, dans cet âpre effort, devient habituellement incolore et presque monochrome. Peu de révolutions plus subites dans les idées et dans le style. Sans doute, il faudrait faire la part de la sculpture, rappeler l'invasion gothique, la remontée de l'esprit antique dans le buste de Capoue, dans l'œuvre des Pisani, d'Arnolfo di Cambio et de Jacopo della Quercia. J'abrège. Il suffit de dire qu'il y a là un des pivots de la peinture. Désormais, l'art de peindre allait changer de sens : au lieu d'être la reprise d'un thème et d'une cantilène, un pur délice de la vue et de l'âme, il devient une prise de possession de la nature, un instrument de connaissance et d'investigation.

L'œuvre de Giotto fut continuée cent ans plus tard par un second géant, Masaccio (et par de prodigieux sculpteurs, tels que l'immense Donatello). Dès lors, deux générations d'hommes extraordinaires, un Filippo Lippi, un Paolo Uccello, un Castagno, les frères Pollajuoli, Verrocchio, poursuivent avec fièvre le même travail, l'analyse et la possession de la forme, l'expression du caractère, de l'énergie, du mouvement. Cette équipe de talents inouïs fait de la Florence du XVe siècle la première école du monde, l'atelier, le laboratoire où se sont opérées les découvertes les plus précieuses dans le domaine du langage et la grammaire du dessin. C'est ici que l'art devient science et progresse vraiment à la manière des sciences; c'est ici qu'en quelques années on le voit se rendre maître de presque tous les problèmes du modelé et de la construction,

de la perspective, du clair-obscur et de l'enveloppe aérienne, dans une refonte totale de la technique et du vocabulaire. Jamais on ne retrouvera cette électricité nerveuse, ce tourment, ce démon de savoir, qui va jusqu'à l'angoisse et jusqu'à la grimace : jamais l'art ne s'est moins soucié de plaire et n'a fait meilleur marché de la simple volupté. La plupart de ces maîtres sont des ingénieurs, des géomètres, des mathématiciens, des biologistes, des idéologues. Ils ont complètement renouvelé la mécanique humaine. En trente ou quarante ans de ces exercices un peu arides, le tour des idées plastiques est fait. L'instrument est prêt pour le génie. A celui-ci d'apparaître et voici en effet l'heure de Léonard et de Botticelli, de Michel-Ange et de Raphaël.

A côté de cette usine d'ouvriers passionnés, se rencontrent encore, en cet étonnant *quattrocento*, d'autres astres aussi puissants, mais un peu isolés, et qui ne prennent part au concert que de loin : c'est le vaste Olympien Piero della Francesca, ce Jupiter de la palette, et le sérieux Signorelli, sombre et panique *vates* étrusque, et le romanesque Gentile et le gentil Pisanello et l'aventurier, le nomade, le témoin aigu et le cruel observateur, Antonello de Messine, et le noble hiérophante, le prophète de la savante Padoue, le rêveur, l'antiquaire, le Tite-Live de la peinture, Andrea Mantegna. Et comment oublier ces maîtres grandioses et austères de Bologne et de Ferrare, Cossa et Cosimo Tura, et l'héraldique Morone, et le forgeron Crivelli, cet orfèvre, ce styliste, cet enragé décorateur qui donne à la chair et aux fruits, à la fleur, au feuillage, l'aspect du fer battu, du métal repoussé? C'est du reste dans cette partie du Nord de l'Italie qu'allaient s'opérer entre ces divers styles, conjugués aux leçons de Florence, les plus remarquables combinaisons : Léonard bouleverse Milan et inocule le poison de la sentimentalité et de la psychologie dans la sévère école de Foppa et de Borgognone ; des coulées de germanisme, par les couloirs des Alpes, s'insinuent dans les œuvres de Gaudenzio Ferrari et de Jacopo de Barbari, tandis qu'ailleurs, dans l'Émilie, au-dessus de la plaine lombarde, une poétique inédite et une fée inconnue se forment des songes de Dosso Dossi et des voluptueuses ivresses de Corrège.

On renonce à donner en quelques mots le tableau de ce siècle inouï et de cet épanouissement à la cime duquel se

balancent les coupoles de Parme. Conquête dédaléenne du monde, qui finit par les ailes d'Icare, par les fresques pensives et athlétiques de la voûte de la Sixtine, par les jeux de la Farnésine, et ce *Ravissement de Ganymède* ! Ces quelques années de l'âge d'or où l'Italie put jouir, dans une parfaite maîtrise, des fruits du travail accumulé depuis Giotto, demeurent un des moments radieux de l'esprit humain. Le siècle de Jules II égale presque le siècle de Périclès. Il ne fut pas moins bref. Du vivant même de Michel-Ange, l'extrême science, chez un Rosso, un Pontormo, un Bronzino, dégénère en bizarreries, en conventions, en artifices; la palette s'irise et se décompose ; on joue sur des formules. Parmesan renchérit sur les grâces de Corrège. L'art, en dehors de quelques divins portraits, s'épuise entre les mains des épigones et des maniéristes.

Seule l'heureuse Venise, à l'écart sur sa lagune, toujours puissante, grave, opulente, tranquille, entre sa mer et ses montagnes, est une ile de paix et de félicité que semble épargner l'inquiétude : elle ignore le tourment et semble née uniquement pour se donner à elle-même une fête éternelle. Elle sait et elle estime tout ce qui se sait à Florence et à Rome, y prend son bien et son profit, mais sans se piquer de contribuer beaucoup à ce labeur, et en se gardant de confondre jamais l'art et le sentiment, la poésie et le savoir. Le travers florentin, l'intellectualisme, la sécheresse, ne l'effleurent jamais. Elle n'oublie à aucun moment que la peinture est un art, non du connaître, mais du sentir, non un langage de l'intelligence, mais un langage du cœur. Elle ne surmène ni ne violente la nature, mais se contente d'y trouver des objets de joie et d'amour. C'est la moins cérébrale et la plus profonde des écoles.

Les choses divines ou humaines, célestes ou profanes, les « saintes conversations », les calmes assemblées de méditations et de prières, d'intercesseurs et de dévots aux pieds de la Madone, les légendes, la fable, la chronique de la vie populaire ou patricienne, les pompes, les défilés, les costumes, les ambassades, le je ne sais quoi d'oriental qui se mêle toujours, sur le quai des Esclavons, au paysage de la ville de la reine de Chypre et de Desdémone, les campagnes, les siestes, les loisirs de l'existence pastorale sur les pelouses du Frioul et

les pentes agrestes des monts Euganéens, tout lui est prétexte à des scènes d'un charme impérissable. A tout ce qu'elle touche, elle sait communiquer l'air lointain, la présence du songe ; l'anecdote, le terre-à-terre et le reportage familier, si médiocres ailleurs, dans les bavardages de Pinturicchio et de Benozzo Gozzoli, ont tout de suite, chez un Carpaccio, une allure de *maerchen* et de charmante féerie qui prélude aux fantaisies et aux fêtes de Véronèse.

La chair elle-même, baignée d'or, dans la caresse de l'atmosphère et la connivence de tendres verdures, revêt sous le ciel vénitien quelque chose de sacré. Venise a compris de bonne heure que le grand secret de l'art n'était point d'étonner, ni d'instruire, ni d'émouvoir, mais de donner à l'âme la paix et la béatitude. Dès ses premiers pas, par exemple dans cette énigmatique scène de Bellini, aux Offices, qui ravissait Degas, et qui m'est chère parce qu'elle s'inspire du vieux poète cistercien Guillaume de Deguilleville, en son vivant moine de Châalis, le charme de ses ouvrages se passe volontiers de sens positif et s'accommode de l'inexplicable : les choses, sans qu'on sache pourquoi, opèrent comme une incantation. Mais le grand enchanteur, et l'initiateur sur cette voie, c'est Giorgione. Aujourd'hui que nous voyons côte à côte, pour la première et la dernière fois, trois ou quatre peintures, parmi la demi-douzaine qui nous restent de lui (je dis trois ou quatre, car la charmante *Judith* de l'Ermitage paraît bien n'être autre chose qu'une ancienne copie), il n'y a plus de doute que l'auteur de l'*Orage*, en dépit de la critique, soit également celui du *Concert champêtre* du Louvre.

C'est lui qui a inventé cet accord profond et végétal, ce duo des corps et de la nature, ces sortes de sonates, de rêveries où les bois, les eaux, les croupes des collines sont les instruments d'un orchestre, la basse continue d'une cantate sur laquelle de lentes et jeunes créatures se posent comme des voix ; c'est lui qui a prêté à un geste ordinaire, comme celui d'une jeune fille qui se penche sur la fontaine, une beauté rituelle et presque liturgique, et à l'idylle la plus simple, à un groupe d'adolescents sur une prairie, en plein air, parmi des ombrages que va toucher l'automne et que le soleil de l'arrière-saison enduit de miel, un sentiment de dédicace et de « présentation », cette solennité d'*Einweihung*, qu'on n'avait point revus depuis la

stèle d'Eleusis et les peintures pompéiennes de la villa des Mystères.

Ce pouvoir d'élever la vie, sans le secours du merveilleux, sans machines, sans mythologie, et de lui donner, sans tricher, sans rien surfaire, sans mensonge, une existence de poème, n'a jamais été possédé complètement qu'à Venise. Raphaël en approche dans quelques portraits miraculeux, tels que la *Donna velata* et le *Castiglione*, ou dans certaines madones, comme la *Vierge à la chaise*, prodige de dessin et de composition, globe de corps, nœud de tendresses, pelote de vies entrelacées et lovées l'une dans l'autre, serrées comme un noyau, que la popularité immense qui l'a banalisée n'empêche pas d'être une merveille et un incomparable chef-d'œuvre. L'art italien à cette époque est le seul depuis le Parthénon qui ait su, plastiquement, dans cet admirable *tondo* ou dans celui de Michel-Ange, ou dans les magiques tableaux de Léonard, diviniser la vie et tirer d'éléments humains quelque chose d'immortel. On ne se lasserait pas de revenir à ces choses inégalées, à ces constructions variées comme la nature et grandes comme le monde, que le génie de ces hommes uniques tire sans fin de rapports aussi simples que ceux de la famille, de l'enfance, de la maternité. On rougit de répéter des vérités si évidentes et on se désespère de rester sans paroles pour exprimer tant de beautés, soit l'anneau parfait, la rondeur sans aucun interstice de la *Madonna della sedia*, avec ses bras de déesse, son calme de génisse et son mouchoir de paysanne, soit la pyramide des trois âges, ce flot de vies s'échappant en cascade l'une de l'autre, cette chaîne féminine de sourires et de parturitions, dans la *Sainte Anne* de Léonard, comme le cristal d'un torrent tombe de la neige des montagnes, soit cette spirale, cette torsion de jeune olivier, ce geste de cariatide et de porteuse de pain que fait la Vierge pour élever son enfant sur ses bras, dans la *Sainte Famille* de Michel-Ange.

Et cependant, il y a un secret que le seul Titien a hérité de Giorgione, celui de l'abandon, de la naïveté, de l'absence de contrainte, de la sérénité, le don de ne pas forcer les choses à être belles, et de les montrer belles simplement parce qu'elles sont. De tous les maîtres, Titien est le plus simple, et le plus grand. Il se défend d'avoir plus d'esprit que la nature. Il y a

chez tous les autres, même chez Raphaël, peut-on le dire sans blasphème? un abus de dessin, un soupçon de complication : cette *Vierge à la chaise* est une fausse ingénue, elle est aussi astucieusement calculée qu'un complot. Titien, auprès de tant de ruse, émerveille par quelque chose de total, par l'absence complète d'arrière-pensée. Il ne tend aucun piège. La créature existe chez lui sans intention particulière, comme un don merveilleux et gratuit, auquel on ne demande rien de plus que d'être là. Pourquoi agir? Pourquoi sourire? Que faire d'un geste ou d'une idée? Que peut-on exiger de plus que la perfection?

Cette impression de détente, de naturel, de quiétude, cette masse de calme et de poésie qui nous enchante et nous guérit en présence de certaines toiles de ce maître des maîtres, est le miracle de Titien. Titien est le peintre souverain qui a le plus de style et le moins de manière, le seul qui sans sujet, sans recherche, avec une candeur désarmante, sans autre donnée qu'une seule figure ou une demi-figure, sans drame, sans anecdote, sans titre, ait créé des œuvres éternelles. Une femme étendue, une attente, une torpeur et un demi-sommeil accoudé avec langueur sur un lit de repos; une épaule, une gorge sur laquelle glisse une lingerie, une tête qui s'incline sous une toison rousse, une main qui presse sur la poitrine la mousseline prête à tomber, un bras qui porte une gerbe de roses, il n'en faut pas davantage : cela suffit pour que ces choses à peu près indescriptibles obsèdent la mémoire et occupent l'imagination comme des motifs de rêves. Titien, dans ces œuvres pétries d'ambroisie, crée le climat du bonheur. Sa *Laure*, sa *Flora* n'ont pas d'autre raison d'être que leur éclat et leur beauté. Elles existent comme la lumière et parfument comme des fleurs. Aucun détail, aucune action ne vient distraire le regard et diviser l'attention, diminuer la plénitude de l'être dans ces formes accomplies, ou interrompre chez le spectateur celle de l'adoration. On éprouve devant elles la sensation d'un sacrement, d'une adhésion mystérieuse à une puissance impersonnelle, une vénération et une gratitude qui s'élèvent comme un chant. L'émotion du divin ne se dégage pas avec une force plus religieuse des dévots personnages de *la Mise au tombeau*.

L'élément de ces fêtes est la couleur. Venise a inventé par

là, dans l'ensemble des écoles d'Italie, une poésie nouvelle, une harmonie qui ne tient plus à l'expression directe de la réalité et qui se différencie nettement, pour la première fois, de l'art de la reproduction et de la faculté d'imitation plastique, du dessin ou de la sculpture. C'est par la couleur prise en soi, c'est par la tonalité pure qu'elle agit, plus encore que par le rythme des masses et la beauté des lignes. C'est par la qualité du ton, par sa sonorité, par sa puissance rayonnante, par la quantité de clair ou d'obscur qui s'y mêle, et son action physiologique sur les régions souterraines des sens, qu'elle procure ses émotions les plus intraduisibles. C'est par là que la peinture égale presque la musique. Cette couleur, chez certains maîtres comme Lotto et Tintoret, devient elle-même pathétique, exprime le frisson et l'orage. Déjà, l'orchestre chez eux s'impatiente et s'irrite, et prélude aux effets de la palette romantique. Mais c'est dans sa teneur profonde et un peu sourde, dans son équilibre le plus mâle, telle qu'on l'admire dans les chefs-d'œuvre de Titien, de Palma, de Véronèse, de Paris Bordone, avant les nervosités et les spasmes de Tintoret et de Greco, que l'école de Venise a rencontré plus d'une fois cette beauté suprême, cette euphorie, cette Eurydice perdue depuis les marbres de Phidias. C'est alors que l'art italien a connu la perfection classique, et c'est ce qui fait dire à Eugène Delacroix que, « si l'on vivait cent ans, on n'aimerait plus que Titien ».

* * *

Pour les hommes du XVIIe siècle, ces grands maîtres avaient posé les fondements de l'art et promulgué, comme ils disaient, les règles du Parnasse. Ils avaient défini la forme adulte, comme Dieu le Père avait créé l'homme parfait, à l'âge de trente ans, en supprimant le préambule et les enfantillages.

Pour les gens du siècle dernier, au contraire, les classiques étaient un dernier mot et un *non plus ultra*, après quoi on tirait l'échelle et on ne parlait plus de rien. Tout l'objet de l'étude des arts était de refaire les étapes, de suivre le chemin qui avait amené au sommet. L'intérêt se plaçait *avant* : il n'y avait plus rien *après*. C'était l'époque où l'on « épurait » le Louvre et les Offices, où l'on exilait au grenier tout ce qui

avait eu le malheur d'être peint après l'an 1600. Il est probable que la présente exposition, si elle avait eu lieu il y a un quart de siècle, n'aurait pas dépassé cette date, et s'y serait arrêtée comme au bord de l'abîme, ainsi qu'avaient fait les grands docteurs de la science allemande, Jacob Burckhardt ou F.-X. Krauss. A cette époque, je l'ai appris à mes dépens, il n'était pas facile d'écrire sur le XVIIe siècle. Les livres et les guides manquaient. Il pesait sur l'art baroque une sorte d'interdit à peu près aussi absurde que celui dont on avait accablé les gothiques. Il n'y a pas plus de quinze ans que les choses ont changé. La fameuse *mostra* de Florence, en 1922, suivie de l'exposition italienne de Londres, ainsi que les études de la Revue *Dedalo*, les travaux d'Ojetti, de Dami et de Tarchiani, ont revisé le procès, établi les dossiers de réhabilitation. L'art italien, si je puis dire, a obtenu un sursis, une prolongation de durée sans limite d'âge. Il a eu la permission de faire valoir ses droits jusqu'en 1750, voire jusqu'en 1800. Il a gagné deux siècles sur l'indifférence et l'oubli.

A la vérité, comme toujours, les anciens faisaient les frais des querelles contemporaines ; il était difficile, au temps de l'impressionnisme, ou au temps de Gauguin et de Seurat, de ne pas partager leurs passions contre l'Académie. Peut-être aujourd'hui, dans le désordre des écoles et des idées, aurions-nous quelque chose à apprendre de ces grands Bolonais de la fin du *cinquecento*, qui ont sauvé la peinture de la débâcle de la Renaissance, et qui ont servi de professeurs à toute l'Europe.

Professori di disegno, des maîtres de conscience et de sens commun, d'excellents maîtres de rhétorique, intègres, pleins de goût, du reste praticiens magnifiques, c'est ce qui explique l'importance et l'autorité des Carrache : leur réforme était nécessaire pour corriger les ateliers d'une virtuosité à vide et d'une facilité qui était devenue un vice. Sans compter qu'Annibal Carrache est un gaillard d'immense tempérament, capable de faire figure même à côté de Véronèse : sa *Bacchante* du Pitti est un dos de femme d'une coulée comme, après le Palais des Doges, on n'en voit guère que dans les scènes de la Galerie Farnèse, et la *Pêche* du Louvre est une page galante et champêtre, où il reste plus qu'un reflet doré de Titien et qui a eu l'honneur d'inspirer plus d'une fois Rubens quand il prenait la clef des champs.

Pour l'Albane et le Dominiquin, leurs œuvres n'ont d'autre tort que d'avoir servi de livres de classe à des légions de peintres, et de s'être répercutées en des milliers d'échos à tous les coins de l'Europe polie. Mais d'avoir été ânonnés sur les bancs et mal versifiés en déplorables alexandrins par des siècles de magistrats, n'ôte rien à la fraîcheur d'Horace et de Virgile : ainsi la *Chasse de Diane* du Casino Borghèse, ce déballage de jeunes espiègles qui barbotent, s'éclaboussent, éclatent de rire, tirent de l'arc, est une œuvre ressassée et toujours délicieuse. Sans elle des portions entières de notre XVIIIe siècle ne se concevraient pas : nous n'aurions ni le *Bain des Nymphes* de Girardon, ni plus d'une toile de Lemoyne, de Natoire et de Boucher, ni peut-être des œuvres plus importantes, comme la *Diane* de Vermeer de Delft ou les *Jeunes filles de Sparte* d'Edgar Degas. C'est une source, une fontaine des grâces. Le sérieux Guerchin, dans l'*Enfant prodigue* de Turin, garde encore dans le décor des habitudes italiennes, une facade de palais, qui d'ailleurs convient bien à un tableau d'église, et qui, dans le pays, exprime bien l'idée qu'on se fait du royaume de Dieu et de la maison de famille; mais il a trouvé, pour le motif central, le pardon du père et la confusion de l'enfant, un groupe si touchant que Rembrandt n'y a rien changé dans son tableau de l'Ermitage. La reine Christine, dit-on, voulut baiser la main qui avait peint tant de belles choses : Guerchin était digne de cet hommage.

Mais l'homme qui domine le siècle de sa personne gigantesque, est Michel-Ange de Caravage. Une dernière fois, la peinture italienne a rencontré en lui un de ces êtres grandioses dont l'apparition est un événement. C'est une éruption du génie peut-être sans égale depuis Giotto. Cette force farouche a orienté pour plus de cent ans les destins de l'art. On la prendrait pour une rupture, une grossière injure à toutes les traditions : en réalité, c'est un jaillissement, une poussée de l'instinct, qui à travers les dislocations de l'écorce, fait remonter le tuf, le sous-sol primitif, le démon sauvage, réaliste et chtonien des entrailles de la terre italiote.

Évidemment, pour tous les esprits cultivés, les gens de goût, les hommes d'Église, les humanistes, cet autodidacte fit l'effet d'un monstre, d'un scandale. « Cet homme, s'écriait Poussin, est venu pour détruire la peinture. » C'était une sorte

d'Antéchrist, un barbare, un renégat de la Renaissance. Le clergé repoussait ses tableaux plébéiens, ce style « peuple », cette manière brutale qui déshonorait les autels. Il lui refusait son *Saint Mathieu* de Saint-Louis des Français (aujourd'hui à Berlin), ce portefaix qui sue sang et eau pour écrire, et dont un bel ange conduit la main; il lui refusait la *Mort de la Vierge* (aujourd'hui au Louvre) où la morte avait l'air d'une « noyée ». Il y avait en lui de la bravoure et du défi. Tel fut le cas de Rembrandt, dans certains moments goguenards, ou celui de Courbet, lorsqu'il s'amusait à faire écumer le bourgeois. En réalité, il est clair que pour sortir de la routine, il fallait faire sauter les cadres, briser les rythmes, bousculer les formules toutes faites: cette espèce de coup d'État se présente comme un torpillage; à le bien prendre, c'était le salut.

Après trois siècles, la puissance de ce maître stupéfiant nous étonne encore : sa force de décharge est loin d'être épuisée. Avec ses allures d'anarchie, c'était un homme de facultés immenses : son *Bacchus* des Offices a quelque chose d'agressif, d'androgyne et d'ingresque (je songe à certaines formes équivoques du *Bain turc*), tandis que le *Wignacourt* du Louvre est une œuvre héroïque, qui se tient noblement entre Titien et Zurbaran : c'est ainsi qu'on se figure le spectre du roi Hamlet, sur la terrasse d'Elseneur, ou la statue du commandeur du *Don Juan* de Mozart.

Sans doute, Caravage est responsable d'une foule de vulgarités et de locutions triviales, d'une lourde épaisseur de bitumes qui n'ont que trop longtemps submergé la peinture. Il est le père des Honthorst, des Rombouts, des Manfredi, et d'un peuple innombrable de faux naturalistes, dont la pensée soulève le cœur et donne la nausée. L'effort des peintres depuis cinquante ans consiste à se délivrer de ce vérisme de bas étage et de ces contrefaçons des méthodes de Caravage. Cependant, voilà quelques jours, je rencontrais un des jeunes maîtres les plus écoutés du cubisme, un de ceux qui ont le plus fait pour inviter l'art de peindre à être autre chose qu'une copie et, comme disait Laforgue, « à se laver les mains de la vie »; il s'était arrêté devant la *Conversion de saint Paul*, ce tableau invisible dans une obscure chapelle de Sainte-Marie-du-Peuple, et je me demandai si M. André Lhôte n'était pas en train, lui aussi, de trouver son chemin de Damas. Cet homme

terrassé, littéralement *renversé*, ce cavalier culbuté et vu à l'envers, la tête la première, ce cheval pie, qui obstrue les trois quarts de la toile, aussi massif et aussi vrai qu'un cheval de charrette, et formant pourtant dans le tableau un portique monumental, cette force de réalité, ce mélange surprenant de vérité et d'architecture, d'imprévu et de volonté, le style et l'énergie de l'ensemble, l'incroyable autorité, l'aspect imposant et tranquille comme un arc de triomphe, font de cette toile austère une des œuvres les plus originales de la peinture. Sans parler de détails observés, comme le sabot levé qui épargne l'homme étendu (jamais un cheval ne pose le pied sur un cavalier désarçonné), et de sous-entendus latents, comme « Dieu caché aux savants et sensible à la brute ». Sait-on jamais de quoi ces Italiens sont capables en fait de subtilités ? Je gagerais qu'aujourd'hui encore ce morceau étonnant n'a pas dit son dernier mot, et que d'ici à quelque temps nous en aurons des nouvelles.

L'exemple de Caravage gagna toute l'Europe : cet insurgé, mort à quarante ans, exerça pendant près d'un siècle une sorte de dictature. De Séville à Naples, à Anvers, à Utrecht, de Ribera à Zurbaran, et de Jordaens à Ter Brugghen, pour ne rien dire des nôtres, de Claude Vignon à Valentin, tous les ateliers de l'Occident sont ses tributaires; tous lui doivent quelque chose, et les moins redevables ne sont pas ses adversaires. Il a été le grand émancipateur de la peinture moderne.

Il est difficile de suivre, dans le foisonnement des arts du *seicento*, les remous, les courants qui résultent de cette libération. Même réduite à quelques extraits, à une centaine de toiles triées entre des milliers d'autres, rien n'est moins aisé à saisir et à unifier que la peinture de cette époque. Tant de richesse accable. C'est une partition à cent voix où se distingue çà et là une note inoubliable d'un ténor : telle est cette *Atalante* du Guide, le plus diffamé des maîtres, qui provoque un cri de surprise, comme un miracle de l'arabesque; telle est cette divine *Annonciation* de Gentileschi, aussi pudique et aussi pure que le plus chaste Angelico; tel est cet *Hylas* de Furini, d'une grâce et d'une morbidesse déjà prud'honiennes.

C'est là sans doute ce qui nous empêche d'y voir clair; à tout instant, nous sommes aveuglés par un éclair, frappés par une réminiscence ou une anticipation. Ce portrait prognathe

et pâle d'un cardinal, d'un émail si limpide qu'on le jurerait de Velazquez, est du Baciccia. Voici une petite *Andromède* de Feti, qui passerait partout pour une esquisse de Fragonard. Cette *Jeune fille endormie*, du musée de Budapest, fait songer au Vermeer de la collection Altmann, et lui a peut-être servi de modèle : elle est pourtant du même Domenico Feti. Ce *Jésus pendant la tempête* est-il de Tiepolo? est-il de Delacroix? Cette *Devineresse* est-elle quelque « carton » fraîchement retrouvé de Goya, ou du vénitien Piazzetta? Voilà ce qui égare et confond la pensée; toutes nos classifications, nos catégories, se trouvent dérangées. La géographie, les frontières ne sont pas respectées davantage. A chaque pas, on risque une erreur; on se trompe de pays et de siècle, comme si, dans une foule, on prétend reconnaître un compatriote, qui se trouve, comme par hasard, être un Bergamasque ou un Sicilien.

C'est que, dans l'océan de la peinture italienne, chacun, à cette époque, mène sa barque à son gré; dans le *navigar pittoresco*, comme dit Boschini, et dans cette immense odyssée des artistes, il y a place pour toutes les expériences et toutes les aventures. Tout ce qui s'est essayé ailleurs, a été tenté d'abord dans quelque atelier italien du *sei* ou du *settecento*. Dans cette innombrable Italie, un maître comme Géricault ferait l'effet d'un revenant : tout ce qu'il avait à dire n'y eût été qu'une redite. Le *Radeau de la Méduse* était une vieillerie après les *Pestes* des Carraches. Voici que, chez un Maria Crespi, la peinture procède par masses, par surfaces ondoyantes et sans bords, comme il arrive chez Renoir; mais voici que cet étonnant Fra Galgario peint par plans brusques et par à-plats, avec des ombres cernées, comme dans l'*Olympia* ou le *Fifre* de Manet. Tout ce qu'il est possible de faire dire à la peinture se rencontre dans quelque coin de cette prodigieuse école : des flammèches retombées des fusées de Tiepolo s'embrase la flamme de Goya; tel Guardi, comme ce mur vertdegrisé et vermoulu du *Rio dei Mendicanti*, est déjà tout Corot : et tout le « tachisme » moderne, l'expressionnisme, le dynamisme a déjà son principe dans l'écriture syncopée, les abréviations, les caprices de Magnasco.

***

Devant ce spectacle étonnant, qui oserait encore parler de décadence? Cependant, il est vrai que parmi tant d'essais,

l'énergie se dissipe : à partir de la fin du XVIIIe siècle, ce n'est plus l'Italie qui mène le train et conduit le jeu. Le grand rôle est tenu désormais par des Allemands ou des Français.

Il y aurait pourtant beaucoup à dire là-dessus : car enfin, c'est de Rome que part la réforme de Winckelmann et de David, et l'homme qui l'incarna le mieux, le jeune César corse qui reprit à Lodi le rêve unitaire de Rome et le rôle d'Empereur de la civilisation, ne peut tout de même pas être disputé à l'Italie. Il a ceint à Milan la couronne de fer. Les plaines du Pô furent le berceau de sa gloire et de sa fortune. Il était content de David, mais ses préférences ont toujours été à des Italiens. C'est à Canova qu'il a demandé les portraits de sa mère et de toutes ses sœurs, les bustes ou les statues de toute la *gens* Bonaparte : le plus beau des « Napoléon », même après Ingres et Houdon, est encore la statue de marbre, prisonnière à Londres, dans la cage de l'escalier des ducs de Wellington, qui a inspiré à Chateaubriand une des plus somptueuses périodes des *Mémoires d'outre-tombe*, et dont le moulage en bronze orne la cour de la Brera.

L'espace me manque pour parler de la partie moderne de l'exposition, celle qu'on voit au Jeu de Paume. Elle garde son intérêt même après la première ; et le visiteur y apprendra à connaître beaucoup d'œuvres très distinguées. Il subsiste d'abord jusqu'au milieu du dernier siècle une forte tradition du XVIIIe siècle et de l'école de David ; le *Lattuada* de Palagi, ne serait nullement indigne de Goya ou de Prudhon. L'Italie a eu le bonheur d'échapper au romantisme. Bisi, Induno, Inganni continuent placidement Pannini et Canaletto. Parmi les portraitistes un Francesco Hayez est un maître remarquable, très proche d'un Ary Scheffer ; la rangée de ses portraits, messieurs en redingotes, dames à bavolets de dentelles et à « anglaises », est le Milan que Stendhal retrouvait dans les loges de la Scala. Le portrait de Cavour, face rasée dans un collier de barbe grisonnante, avec son petit œil clignotant dardé sous le lorgnon, mélange de médecin, de diplomate, de dogue et de notaire de campagne, est un document de premier ordre sur la plus forte tête politique de l'Europe et le plus grand homme d'État du *Risorgimento*.

Ce qui suit, de 1850 à 1880, offre un spectacle très différent : ce n'est pas le talent qui manque, mais ce sont des

talents isolés, des talents de province; on traverse une série de *piccoli mondi antichi,* un peu vieillots, en marge des batailles et des grands mouvements, mal soutenus par l'opinion, sans support du public ou de l'État; il est clair que la peinture a cessé d'être la grande affaire; la nouvelle société bourgeoise n'a cure de s'inquiéter du beau; les cadres s'effondrent. L'Église est pauvre ou indifférente, les couvents se dépeuplent; l'ancienne aristocratie liquide ses collections et vend ses Raphaël aux Anglais et aux Américains. L'ensemble témoigne d'un certain découragement.

On trouve pourtant de jolis peintres, à qui il n'a manqué que des circonstances plus favorables : un Silvestro Lega est un petit maître charmant qui a peint quelquefois aussi bien que Bonvin, et il y a telle figure de Favretto qu'on pourrait prendre pour un Degas, du moins pour une ombre de Degas, comme Evariste de Valernes. Les meilleurs ou les plus heureux viennent chercher fortune à Paris : un Nittis ou un Boldini ont été des enfants gâtés du boulevard ou des salons et n'ont jamais perdu, en se parisianisant, leurs traits de race. Parfois j'aurais souhaité un peu moins de modestie : j'aurais revendiqué un Dante Rossetti, ce fils de *fuoruscito* florentin qui, exilé à Londres, dans un milieu de philistins, y a créé une révolution du goût, un mouvement européen qui a suscité en peinture un Millais et un Madox Brown, en poésie un Swinburne et un Robert Browning. Enfin, un grand artiste, Giovanni Segantini, a fait une œuvre illustre et vraiment originale, qui ne se laisse confondre avec celle d'aucun peintre, ni avec les Préraphaélites, ni avec Millet ou Daubigny, bien qu'elle tienne d'eux tous à la fois : son lyrisme naturaliste et montagnard, rustique et panthéiste, abrupt et délicat comme les couleurs des glaciers, est un des poèmes héroïques de la peinture moderne.

Depuis trente ans, la jeune Italie, avant de créer pour son compte, s'est mêlée activement à l'art contemporain, et s'est jetée énergiquement dans la mêlée des idées. L'impressionnisme n'a jamais été son affaire. Au contraire, avec les « fauves » et leurs discussions abstraites, elle était plus à l'aise. Chose curieuse! Elle a cru d'abord, avec le futurisme, qu'il s'agissait de déblayer le passé et d'expulser les maîtres avec les balayures de l'École : elle ne voyait pas que la débilité de

l'*ottocento* venait de l'anémie de toute grande tradition, tandis que les Français Delacroix comme Manet s'étaient nourris de la moelle des lions.

Cette idée se fait jour dans les œuvres des peintres de la nouvelle Italie : sans le vouloir, un Modigliani, plein de charme instinctif, nous ravissait par une réminiscence involontaire et spontanée des anciens Florentins : ce bohème de Montparnasse était un cadet authentique de Sandro Botticelli. Plus savants, un Mario Tozzi, un Chirico, un Carena ou un Casorati nous rendent quelque chose du noble esprit de la Renaissance. Il arrive que leurs œuvres ne soient pas agréables, mais ce n'est jamais le style qui leur manque. J'y trouve une certaine austérité romaine, parfois une grandeur paysanne, comme dans les *Bœufs* superbes de Ferruccio Ferrazzi, un sens des simplifications, l'instinct monumental, et surtout une foi, une ferveur édifiantes. Le double portrait de femme de M. Gino Severini, *Mère et fille*, est une œuvre exemplaire et peut-être un chef-d'œuvre.

J'achève à regret ces pages trop brèves, où j'aurais tant aimé faire place à Spadini, à Libero Andreotti. Il faut finir. Il faut se détacher de cette vision qu'on ne reverra plus, de cet immense unisson des maîtres d'Italie. Je songe à l'esquisse de Tintoret, aux cercles concentriques, aux étages d'anneaux et de sphères du *Paradis*, emportés dans la ronde d'un tourbillon céleste : telle est cette Toussaint de l'art, cette apothéose de l'Italie.

M. Mussolini a fait là quelque chose qui lui ressemble ; il a fait quelque chose de grand. En nous confiant tant de trésors, il nous rappelle l'unité de notre civilisation : il nous met un dieu entre les bras. Ce dieu n'est pas jaloux ; il est humain, il est accueillant, il n'exclut personne de la famille. Mais il répudie les idoles barbares. Nous savons désormais ce que nous avons à sauver.

LOUIS GILLET.

A TRAVERS LES THÉATRES

Théatre de la Michodière : *Bichon*, comédie en trois actes de M. Jean de Létraz. — Théatre Saint-Georges : *Rouge*, pièce en trois actes de M. Henri Duvernois. — Théatre Michel : *les Amants terribles*, comédie en trois actes de M. Noël Coward.

Le nouveau spectacle du théâtre de la Michodière ne vise qu'à nous faire rire. Il y réussit, ce dont il faut louer M. Jean de Létraz, auteur de *Bichon*, et les interprètes, à commencer par M. Victor Boucher qui incarne là un de ces personnages timides et résolus tout à la fois, auxquels il sait donner un relief des plus réjouissants.

Augustin, le héros en question, est secrétaire particulier d'Edmond Fontanges, l'un des directeurs de la maison de bicyclettes Fontanges et Gambier. Employé modeste, soumis à des crises provoquées périodiquement par l'humeur volcanique de son patron, ledit Augustin aime Christiane, la fille de la maison, et cet amour, partagé d'ailleurs, contribue à mettre en rage Edmond Fontanges le père qui, pour des raisons d'ordre financier, songe sérieusement à marier Christiane à son associé Gambier, beaucoup plus âgé qu'elle. Fontanges a aussi un fils Jacques, dont les équipées amoureuses un peu trop fréquentes lui valent un nouveau sujet d'ennuis. Justement une jeune femme Loulou, séduite, prétend-elle, et rendue mère par Jacques Fontanges, force les portes de la maison paternelle et vient faire à son amant une scène violente. Elle doit partir pour l'Amérique où l'appelle un engagement dans une maison de couture. Si Jacques ne se charge pas de son fils, le jeune Bichon âgé de trois mois, Loulou révélera tout aux Fontanges. On lui donne une heure pour se décider.

Affolé, Jacques se confie à sa sœur. Et celle-ci a une idée

magnifique. Une vraie idée de théâtre! Que Jacques lui confie l'enfant. Elle le fera passer pour le fruit de ses amours secrètes avec Augustin... Un séjour qu'elle vient de faire en Suisse, où son père l'a envoyée pour l'éloigner du secrétaire trop empressé, sauvera la vraisemblance de l'histoire. Et ainsi Fontanges sera forcé d'autoriser l'union des deux jeunes gens.

On imagine le burlesque de l'affaire : les aveux faits à Fontanges par le malheureux Augustin poussé malgré lui dans cette fiction et qui s'y engage avec terreur, la colère de l'irascible père, le prétendu scandale accablant la famille. Tout repose sur une situation qui, si elle était vraie, deviendrait douloureuse. Fausse, elle met la salle en joie. C'est la formule même du comique.

Ajoutez à cela que Fontanges demeure intraitable. Il parle de tuer Augustin, puis de le renvoyer. Mais cette dernière solution elle-même suscite mille difficultés, car Augustin est devenu l'homme de confiance indispensable. Sans lui Fontanges, qui vit dans un désordre perpétuel, serait incapable de retrouver ses dossiers. Et à chaque instant une circonstance délicate survient qui réclame l'intervention d'Augustin. C'est le contrôleur du fisc qui désire vérifier les livres. C'est une échéance de fin de mois à chiffrer. Augustin, présent à tout, exécute chaque fois la manœuvre nécessaire sous l'œil courroucé de son patron. Au milieu de cette atmosphère d'orage où vivent les Fontanges, un seul membre de la famille s'amuse beaucoup : la tante Pauline, vieille fille au caractère pointu, sœur de Mme Fontanges. Cette discorde la comble de joie.

Enfin, Fontanges a renvoyé Augustin. Mais il vient le voir régulièrement chez lui pour les besoins de la maison, ce qui est la source de nouveaux émois. Car Augustin, jeté dehors, a dû emporter l'enfant avec lui. Heureusement la tante Pauline, touchée sur le tard d'une fibre maternelle, s'est instituée la nourrice sèche du petit abandonné. Les autres membres de la famille, tous dans le secret, viennent en cachette rendre visite à Bichon. Et Augustin, pour signaler l'arrivée de Fontanges, imagine de sonner du cor dans l'autre chambre. Aussitôt chacun s'enfuit devant le père redoutable.

Enfin, comme dans tout bon vaudeville, la situation se dénoue d'un seul coup. On apprend que le père véritable de Bichon n'est pas Jacques, mais Gambier, l'associé de Fontanges, admis jadis à partager les faveurs de Loulou. Ainsi le mensonge n'a plus de

raison d'être. Christiane cesse d'être déshonorée. Elle épousera l'heureux Augustin.

A côté de M. Victor Boucher qui mène le jeu, les autres partenaires tiennent brillamment leur emploi. Citons surtout M. Marcel Vallée dont les colères, dans le rôle de Fontanges, sont d'un puissant naturel, Mme Marguerite Deval qui a mis tout son esprit et sa fantaisie à incarner la tante Pauline, et Mmes Jeanne Loury et Solange Moret fort agréables, l'une dans le personnage de Mme Fontanges, l'autre dans celui de Christiane. Il y a là tous les éléments d'une bonne soirée.

***

Rouge : en pavoisant ainsi de façon symbolique sa nouvelle pièce que représente le théâtre Saint-Georges, M. Henri Duvernois a voulu railler la révolution dans la personne de ceux qui aspirent à la prêcher sans avoir le tempérament ni les moyens de l'emploi. Son héros, Clément Fournier, affiche parfois des sentiments violents dans le feu de la discussion. C'est pourtant un bon jeune homme, calme à l'ordinaire. On nous le présente le jour où il entre chez le très riche M. Théveniaud comme précepteur du fils de la maison, Charly.

Ce dernier, âgé de seize ans, gros et gras, la lèvre souriante, est une sorte de jeune Pantagruel lâché dans la vie. Son seul souci demeure celui des repas. Pour cela comme pour le reste, d'ailleurs, l'argent de son père le délivre de toute inquiétude sur l'avenir. Clément, un peu écœuré de ce cynisme, s'essaie pourtant à convertir Charly au culte des grands classiques. Malheureusement, il est interrompu dans sa tâche par l'arrivée tumultueuse de Jacqueline, la sœur de Charly, escortée de deux jeunes gens comme elle en tenue de cheval. Le trio vient du Bois et régale Charly d'histoires bien plus divertissantes que les textes du programme scolaire.

Las de tant d'impertinence, Clément intervient. La scène est réglée avec cette sûreté dont témoigne toujours M. Duvernois dans le dialogue. Les répliques qui se croisent de plus en plus vivement font monter la température jusqu'au moment où Clément explose. Il est ainsi : la controverse le pousse sans cesse à changer de camp. S'il assiste à une réunion de monarchistes, il intervient pour célébrer la République. Aux prises avec des seigneurs de la bourgeoisie, on le verra devenir marxiste. C'est

ce dernier phénomène qui se produit. Dressé dans un bel élan de colère, Clément flétrit devant Jacqueline et Charly l'égoïsme des jeunes privilégiés. Il leur prédit la Révolution par raison démonstrative et sociale.

Ce souffle de tempête passe comme un zéphyr sur la tête du gros Charly peu curieux de tels problèmes. Mais il atteint Jacqueline en plein cœur. La voilà furieuse d'abord contre Clément, puis attendrie, domptée. En ce jeune homme si insolent, elle a cru reconnaître un maître. Il l'est déjà pour elle et peut le devenir aux yeux des autres. Le bon M. Théveniaud, qui ne demande que la paix avec le bonheur de ses enfants, accepte de marier Jacqueline et Clément, nouveau « jeune homme pauvre ».

Cela pourrait devenir également *la Marche nuptiale*. Les millions du beau-père empêchent que la chose tourne ainsi. Le jeune couple vivra dans un confortable décor et préparera, parmi les soies et les laques, le triomphe des idées d'extrême gauche. Du moins Jacqueline l'entend ainsi. Cette néophyte a toute l'ardeur que réclame un tel rôle. Elle scandalise ses amis par son zèle socialiste et pousse Clément de toutes ses forces vers « l'action ».

Il y va lui, de bon cœur, mais reste en route à tout coup. Les réunions publiques le choquent par leur grossièreté. Les gens de son parti l'agacent un peu. Repris d'une vieille habitude, il a envie de les contredire chaque fois qu'ils exposent leurs idées Cette perpétuelle indécision se manifeste notamment au cours d'un dîner où Clément a eu la fâcheuse inspiration de réunir à des gens « avancés » quelques bourgeois amis de la famille Théveniaud. Pris entre les feux de ces deux camps, c'est du côté du second qu'il se range malgré lui.

On trouve là d'amusants effets de contraste qui font le succès de la pièce. Ils en limitent la portée du même coup, car les personnages, envisagés sous le seul aspect d'un comique évident, s'en trouvent un peu affaiblis. Il y a là une amorce de satire sociale qui ne va pas plus loin. Le premier acte nous annonçait un caractère. Les deux autres nous replongent dans la vie mondaine. Cela n'empêche pas toutefois d'applaudir la fantaisie qu'ils montrent à chaque réplique. L'auteur se montre très brillant dans cette partie. A l'instar de son personnage principal, il dit leurs vérités aux uns comme aux autres, brocardant tour à tour les ennemis de la société présente et ceux qui lui nuisent par la maladresse qu'ils apportent à la défendre. C'est de la très bonne comédie.

Et le rideau tombe sur la seule conclusion logique. Clément, abandonnant la politique pour laquelle il n'est point fait, se consacrera tout entier à ses chères études dont la première et la plus séduisante semble devoir être celle de sa femme qu'il connaît encore si imparfaitement.

La pièce est très bien jouée. M. Signoret apporte dans le rôle du père Théveniaud une rondeur malicieuse dont aucun trait ne se perd. M. Daniel Lecourtois incarne Clément Fournier avec beaucoup de justesse. M. Jean Hebey, servi par un physique plantureux, a fait une truculente création du rôle de Charly. Mme Gaby Morlay figure Jacqueline avec tout son esprit. Elle y montre une grâce et une ironie alternées qui mettent en valeur chaque détour de l'action. Le reste de la troupe ne mérite que des éloges.

* * *

M. Noël Coward est fort à l'honneur sur les scènes parisiennes. Outre *Sérénade à trois* qui connut un joli succès ce printemps, *les Amants terribles* poursuivent au théâtre Michel une carrière déjà longue. Cette pièce rapide, bien bâtie, tout en muscles, a de multiples raisons de plaire. Qu'on n'y cherche pas de trouvailles psychologiques. Elle se contente de peindre des personnages vivants et leur donne, mesuré juste à point, le grain de fantaisie nécessaire à nous y attacher sans que leur vraisemblance en soit par trop compromise.

On y trouve aussi les jeux de symétrie et d'échanges entre deux couples dont tout bon auteur comique possède la recette. Daniel, jadis le mari d'Annette, a divorcé pour épouser Lucie. Annette de son côté a cru trouver le bonheur auprès d'un second époux, Victor. Le bonheur et surtout la paix, car Daniel, peu patient de sa nature, traitait durement Annette. Il lui arrivait même de la battre. Victor, confident de ses peines, éprouve une grande indignation contre le brutal.

La scène se passe en Italie, au bord du lac Majeur, où Annette et Victor sont en voyage de noces. Par un hasard comique, Daniel et Lucie font le leur au même endroit. Ils sont descendus dans le même hôtel et les deux chambres voisines communiquent par une terrasse qui est le lieu de l'action au premier acte.

Cela ménage une suite pleine de surprises, car Daniel ne tarde pas à montrer son fâcheux caractère. Un léger froid survenu à la

suite d'une discussion avec Lucie fait qu'il reste seul sur la terrasse. Annette sort à ce moment de sa chambre et les deux anciens conjoints se retrouvent. La scène est habile. On comprend qu'Annette n'ait pu tout à fait oublier Daniel. Il est violent, soit, mais tendre aussi à l'occasion, spirituel et beaucoup plus amusant que le brave Victor. Bref, les voilà réconciliés en peu de temps et qui tombent dans les bras l'un de l'autre. Leurs deux caractères s'accordent dans l'irrégularité. Maintenant qu'ils sont disjoints, ils ne songent plus qu'à se réunir. Daniel, plein d'initiative, saisit l'occasion et enlève Annette.

Nous les retrouverons au second acte à Paris, dans l'appartement de Daniel, où ils vivent depuis huit jours volets clos, dans la crainte d'être rejoints par les deux autres. C'est une charmante intimité traversée de scènes de jalousie, de réconciliations, de brouilles inédites. Elle se clôt sur un véritable pugilat. Exaspérés par tant de meurtrissures verbales, les deux amants terribles se prennent aux cheveux. Coups de pied, coups de poing ; une lampe tombe, les coussins volent. La bagarre est interrompue par l'arrivée de Victor et de Lucie qui ont enfin retrouvé la trace des coupables et les contemplent, ahuris.

Il faut sortir de là... Un réjouissant troisième acte nous fait assister à d'aigres discussions entre les quatre personnages. Finalement, c'est Daniel qui gardera la vibrante Annette. Ils sont faits l'un pour l'autre, pour se battre et pour s'aimer. Les voilà partis, tandis que Victor et Lucie, associés par le malheur et gagnés soudain de cette étrange frénésie, échangent à leur tour des coups qui les uniront.

Il faut confondre dans le même éloge les quatre partenaires de ce joyeux combat. MM. André Luguet et Jean Wall, Mmes Suzy Prim et Suzet Maïs entraînent l'action d'un rythme précis et trépidant.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. LAVAL A VARSOVIE ET A MOSCOU

La signature, le 2 mai, d'un traité d'assistance mutuelle entre la France et la Russie soviétique a été accueillie dans toute l'Europe, à l'exception de l'Allemagne et de quelques pays de moindre importance, avec la plus vive satisfaction comme une garantie de paix et de sécurité. L'impression générale est que, par cette importante adhésion au système de paix organisée que l'on s'efforce depuis longtemps de construire, l'équilibre est enfin rétabli et la stabilité assurée. La presse allemande veut absolument que le traité soit dirigé contre le Reich. C'est ce que dit, dans un article inspiré, la *Gazette de Cologne* du 4 mai : « La France est en proie, autant que jamais, à la manie des alliances. Elle a renoncé au système de la sécurité collective, système que MM. Flandin et Laval se donnaient encore l'air de rechercher dans le protocole du 3 février, à Londres. Ils veulent isoler l'Allemagne et lui infliger une défaite politique aux yeux du monde entier... Le fait que la Société des nations a été marraine de ce traité antipacifique et qu'elle paraît prête à le sanctionner en l'inscrivant sur la liste des conventions internationales qu'elle autorise, prouve de nouveau combien la défiance de l'Allemagne à l'égard de l'organisme de Genève, abaissé au rang d'instrument de puissance pour les forts, était justifiée. »

C'est ainsi que l'on empoisonne l'esprit public allemand déjà enclin à se croire persécuté. La vérité est que les portes sont ouvertes à l'Allemagne pour prendre sa place dans une Europe organisée, mais que, si elle menace soit par ses armements, soit par ses doctrines pangermaniques, soit de toute autre manière, l'intégrité et la sécurité des États voisins, alors elle verra se former contre elle, non pas automatiquement, mais consciemment, une

coalition assez forte pour l'arrêter ou la briser. Si elle se montre inquiète, si, après l'accord franco-soviétique qui achève le réseau des volontés pacifiques, elle se croit atteinte, c'est donc que ses desseins ne sont pas compatibles avec la tranquillité de l'Europe. Dans l'article de la *Gazette de Cologne*, autant de mots, autant de mensonges ou d'erreurs. Où serions-nous si nous n'avions pas eu, avant 1914, « la manie des alliances » ? Et qui donc, si ce n'est Bismarck, après les traités de Francfort et de Berlin, a conclu la Triple Alliance afin de consolider et de perpétuer le résultat des victoires qui fondaient la suprématie germanique ?

M. Pierre Laval, parti le 10 mai, s'arrêta d'abord à Varsovie. Le maréchal Pilsudski, sans que le public en fût informé, était à l'agonie ; c'est lui cependant qui voulut que rien ne fût changé au programme des entretiens et des réceptions où M. Laval rencontra le président Mosciski, M. Beck, ministre des Affaires étrangères, et les membres du gouvernement. Le peuple français n'aurait pas compris, quelques déceptions que la politique du gouvernement de Varsovie ait pu lui apporter depuis quelques mois, qu'un pacte d'assistance mutuelle avec l'U. R. S. S. pût entraîner, comme contre-partie ou comme conséquence, un refroidissement des sentiments d'amitié qui unissent les deux nations ou un amoindrissement des garanties de sécurité nécessaires à la Pologne. Heureusement, il n'en était rien, et c'est ce que M. Laval tenait à redire au gouvernement polonais. La Pologne ne pourrait se sentir lésée par une entente amicale entre la France et la Russie soviétique que si sa politique était associée à celle de l'Allemagne pour menacer la sécurité d'autres États, et dans la mesure même où elle le serait. Il y a lieu de croire que M. Beck a pu donner sur ce point tous apaisements à M. Laval. La Pologne n'a-t-elle pas conclu avec l'U. R. S. S. un pacte de bon voisinage plus précis que celui qu'elle a signé le 26 janvier 1934 avec l'Allemagne, si du moins ce dernier ne comporte pas de clauses secrètes ? Si le testament politique du maréchal Pilsudski tel que l'a publié la presse française est authentique, il semble que, loin d'associer la Pologne à la politique d'autres Puissances, il cherche plutôt à la libérer de tous liens trop étroits ou trop précis. « Je suis certain, aurait-il écrit, que la sécurité de la Pologne se trouve dans son isolement. » Il faut évidemment entendre par ce mot non pas solitude, mais liberté de manœuvre. Quoi qu'il en soit, il semble que les entretiens de Varsovie aient, de part et d'autre, calmé

certaines inquiétudes et prévenu de nouveaux malentendus.

La visite de M. Laval à Moscou, suivant de près la signature du pacte d'assistance mutuelle, aurait pu n'être qu'un acte de courtoisie destiné à confirmer publiquement la valeur des textes. Par la volonté du gouvernement soviétique, l'accueil du public a été si chaleureux, les paroles échangées si différentes de la banalité protocolaire, que la signification du traité en a paru renforcée et augmentée. « Le pacte a scellé l'accord des deux gouvernements, dira M. Laval dans une allocution radiodiffusée ; ma visite a consacré l'amitié de nos deux pays. » C'est le 13 mai, vers midi, que le ministre des Affaires étrangères, accompagné de notre ambassadeur, M. Alphand, qui a efficacement travaillé au rapprochement franco-soviétique, est arrivé à Moscou : il y a séjourné jusqu'au mercredi soir 15 mai. Au cours de ces trois journées, M. Laval eut d'importants entretiens non seulement avec M. Litvinof, dont la politique recevait là son couronnement, mais aussi avec M. Molotof, président du Conseil des commissaires du peuple, et avec le mystérieux personnage qui, simplement revêtu du titre de secrétaire général du parti communiste, est le véritable maître de la Russie, le « camarade » Staline. On le vit, pour la première fois, assister à un déjeuner offert à un ministre étranger. « Au cours de ces entretiens, a dit M. Laval, nous avons étudié ensemble, dans l'esprit de la collaboration la plus étroite, tous les problèmes diplomatiques de l'heure. »

Le résultat de ces entretiens a fait l'objet d'un subtantiel communiqué. Les représentants des deux pays y constatent leur satisfaction de l'accord du 2 mai et « l'esprit d'amicale confiance créé entre eux par cet accord dont l'heureuse influence s'est fait sentir dans l'examen de toutes les questions d'ordre franco-soviétique ou européen intéressant la collaboration des deux gouvernements ». Puis, après avoir affirmé une fois de plus que l'objet de leurs communs efforts est de sauvegarder la paix, ils ajoutent : « Le devoir leur incombe tout d'abord, dans l'intérêt même du maintien de la paix, de ne laisser affaiblir en rien les moyens de leur défense nationale. A cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. » Cette phrase du communiqué, dont l'insertion a été demandée par M. Laval et accordée sans difficulté par M. Staline, a fait, parmi les communistes et socialistes français,

l'effet d'un pavé dans la mare aux grenouilles. M. Blum avoue qu'il n'en est pas encore revenu. Certes, ils admettent qu'un peuple qui a réalisé une révolution prolétarienne ait une armée forte, pourvu qu'elle soit rouge et ne serve qu'à propager la révolution et les doctrines marxistes ; mais qu'un gouvernement communiste approuve qu'un pays capitaliste possède une forte armée et puisse s'en servir en cas de guerre européenne, cela dépasse leur entendement et les laisse tout déconfits.

Le communiqué affirme encore le caractère constructif de la collaboration amicale des deux gouvernements dont l'objet est de « rétablir entre les peuples la confiance indispensable au développement des intérêts matériels et moraux de la collectivité européenne ». Loin d'exclure aucune contribution, leur œuvre « ne peut trouver sa pleine réalisation que dans la libre et sincère collaboration de tous les États intéressés ». Mais les bonnes volontés sont inefficaces qui ne sont pas soutenues par une force militaire capable d'imposer la paix même à ceux qui seraient tentés de la troubler par quelque agression ou par une politique incompatible avec la tranquillité de leurs voisins. La visite de M. Laval au camp d'aviation, où il a admiré la discipline et l'entraînement des équipages soviétiques, est inséparable des promesses de collaboration pour la paix échangées entre les deux gouvernements. M. Laval a constaté, dans son toast au déjeuner du 15 mai à l'hôtel de ville de Moscou, que, « malgré la différence de nos régimes », la concordance des efforts et l'identité du but permettent d'établir une utile et bienfaisante collaboration.

Les initiales U. R. S. S. désignent non pas un peuple ou une nation, mais une fédération de républiques socialistes et soviétiques, c'est-à-dire associées par la communauté de certaines doctrines politiques et sociales plutôt que par des liens ethniques ou historiques. Voici pourtant reparaître, à l'occasion de la visite du ministre français des Affaires étrangères, des mots oubliés ou même condamnés : peuple, nation. Écoutons, par exemple, le langage de M. Litvinof, qui s'affirme comme un homme d'État clairvoyant et réalisateur : « J'approuve l'interprétation qu'a donnée notre grand et sage chef, le camarade Staline, de la vigilance : être vigilant signifie non seulement discerner ses ennemis, mais aussi savoir reconnaître ses amis. Heureux celui qui peut trouver des amis politiques, dans sa lutte pour la paix, parmi les pays dont les peuples sont liés par d'anciennes et solides attaches

de sympathie et d'amitié avec son propre peuple. Je suis heureux de pouvoir, dans mon œuvre de paix, m'appuyer sur l'amitié entre le peuple français et les peuples de l'U. R. S. S. » Les *Izvestia* écrivent : « Quant à l'impérialisme qui menace l'Europe, l'amitié des deux grandes nations barrera la route à toute aventure et écartera le danger d'une guerre nouvelle. » Aurait-on parlé autrement au temps où fleurissait l'alliance du tsar de toutes les Russies et de la République française ? M. Staline ne faisait-il pas dernièrement l'éloge du patriotisme ? Quand certains mots sont prononcés, c'est que l'état d'esprit auquel ils correspondent est en train de reparaître.

C'est peut-être la politique extérieure qui déterminera l'évolution intérieure du gouvernement soviétique. Quand un parti organisé, fermé et armé, s'empare du pouvoir, comme il est advenu en Russie, en Italie, en Allemagne, il tend à s'identifier au peuple auquel il s'est imposé par la force et à réaliser ses aspirations séculaires et traditionnelles. La politique extérieure de la Russie soviétique s'avance dans les sentiers tracés par les tsars vers toutes les directions où la sollicite l'intérêt national ; mais elle dispose de moyens plus puissants et plus dangereux que l'ancienne Russie. Il serait naïf de croire que les chefs de la IIIe Internationale puissent renoncer à répandre leurs principes ; l'extension de l'influence politique de l'U. R. S. S. dans le monde leur apparait sans doute comme un moyen de propager leurs doctrines ; mais il se peut aussi que, dans leur politique, l'élément national devienne peu à peu prépondérant. Il est difficile de mesurer ce qu'il reste au fond de l'âme russe de l'ancien panslavisme du XIXe siècle.

Pour le moment, il ne s'agit que de sauvegarder la sécurité et l'unité de l'U. R. S. S., et c'est pourquoi la Russie soviétique apparaît, dans l'Europe d'aujourd'hui, comme un élément d'ordre, de stabilité et de paix avec lequel il est utile de collaborer pourvu que, par ailleurs, toutes précautions soient prises afin d'éliminer de chez nous les toxines encore virulentes que sécrète le bolchévisme.

M. Benès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, a signé le 16 mai, avec le ministre de l'U. R. S. S. à Prague, un traité qui reproduit dans ses dispositions principales le pacte franco-soviétique, qui est conçu dans le même esprit et situé dans le cadre de la Société des nations. Cet événement a été accueilli

en Tchécoslovaquie avec une profonde satisfaction et approuvé par les deux autres États de la Petite Entente. Au cas où il existerait, comme le bruit en a couru, un accord politique entre l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie en vue d'un remaniement territorial de l'Europe centrale, la Tchécoslovaquie, dont le territoire fait saillie en Allemagne entre la Silésie et la Bavière et qu'entourent de deux autres côtés la Pologne et la Hongrie, se sentirait particulièrement menacée. Un pacte d'assistance mutuelle avec la Russie soviétique deviendrait donc pour elle une garantie précieuse de sécurité et d'intégrité. Pour la première fois, l'opinion tchécoslovaque se sent tout à fait rassurée sur l'avenir du pays. Le pacte avec Moscou a en outre l'avantage de gêner l'action du parti communiste qui compte trente députés. « Staline liquide les communistes tchécoslovaques », écrit en manchette le *Pravo Lidu*, organe social-démocrate de Prague. Il est entendu que « les engagements d'assistance mutuelle ne joueront entre eux que dans la mesure prévue par le traité franco-soviétique et pour autant que la France portera secours à la victime de l'agression ». M. Benès vient d'avoir avec M. Berger-Waldenegg, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, un important entretien. M. Mussolini, de son côté, a reçu successivement à Venise M. Gœmbœs et le chancelier Schusschnigg. On peut espérer que bientôt le pacte danubien pourra être mis sur pied. Ainsi se poursuit patiemment un travail délicat de marqueterie diplomatique et d'articulation de l'Europe pour la paix.

MORT DU MARÉCHAL PILSUDSKI

Au moment où M. Laval descendait de son wagon en gare de Moscou, il apprit qu'à Varsovie, d'où il était parti la veille, le maréchal Pilsudski venait de mourir. Il ne faut, dit la sagesse des nations, porter un jugement sur la vie et l'œuvre d'un homme qu'après sa mort et ses funérailles. C'est tout un peuple qui pleure l'homme en qui il se reconnaissait lui-même et qui lui semblait incarner sa propre résurrection. Joseph Pilsudski était Lithuanien, né non loin de Wilno dans un village actuellement en territoire lithuanien ; il appartenait à cette génération à qui l'oppression étrangère ne laissait d'autre moyen de protestation et de lutte que le complot et la révolte ; en lui vivait la tradition très noble des insurgés de 1849 et de 1863 qui sauvèrent l'âme

de la patrie et souffrirent persécution pour la justice. Par là, s'explique le sentiment qui forme l'unité invariable de sa pensée politique : la haine de la Russie.

Le 16 mai 1929, j'eus la bonne fortune de me trouver à Wilno en même temps que le maréchal ; il y était beaucoup moins absorbé par les affaires et plus accessible qu'à Varsovie, et je dirais volontiers qu'il y était plus lui-même, c'est-à-dire un patriote des marches qui se plaisait à la pointe d'avant-garde de sa nation ; nous eûmes, durant une heure, sur le balcon à colonnes du palais du gouverneur, un entretien très familier et libre. Il parlait des Polonais avec un amour passionné, mais en homme qui lui-même ne l'était que par le cœur ; il se regardait comme Lithuanien et ne pouvait admettre que ses deux patries fussent séparées ; elles se complètent l'une l'autre. « Les Polonais, disait-il, sont merveilleusement doués, intelligents, fins, aptes à tout comprendre, capables d'un effort héroïque, d'un brillant succès ; mais ils manquent de persévérance et de ténacité ; ce sont des artistes ; il leur arrive de perdre par leur légèreté ce qu'ils ont gagné par leur bravoure ou leur initiative ; ils sont ainsi à la guerre et dans le gouvernement. » Et il citait des exemples historiques. « Ce sont, insistait-il, des artistes. Aussi ne sont-ils pas faits pour la vie parlementaire ; ils ont besoin d'être encadrés par de solides institutions qui ne leur permettent pas de s'égarer. » Et, faisant le facile procès de la constitution polonaise de mars 1921, il expliquait pourquoi il avait cru nécessaire, pour sauver la Pologne, de mettre fin aux divisions des partis et aux luttes parlementaires. Il faut grouper les Polonais autour d'un idéal national, leur donner un gouvernement fort.

C'est l'œuvre à laquelle il s'attacha. Lui-même, ce Sarmate, était le contraire d'un artiste ; il était toute ténacité, persévérante énergie. Il avait contre lui une partie des Polonais les plus cultivés, les plus occidentaux, ceux notamment dont les caractères s'étaient trempés et disciplinés dans les âpres luttes contre le prussianisme en Posnanie ou en Silésie. Lui s'appuyait sur les masses paysannes et sur l'armée ; avec elles il poursuivit avec opiniâtreté son dessein de former un seul grand parti national qui absorberait tous les autres et de donner à l'État une constitution où l'autorité concentrée permît de rapides réformes et ne laissât pas s'égarer les bonnes volontés. Ses procédés furent souvent injustes et brutaux ; il ne supportait pas l'opposition ; mais ne s'est-il

pas, lui aussi, laissé parfois circonvenir par ceux qu'il appelait « les artistes » ? Il meurt avec la conscience d'avoir accompli son œuvre. La nouvelle constitution, votée, illégalement d'ailleurs, le 23 mars dernier, est adaptée à l'image qu'il se faisait du tempérament de son peuple : elle donne les pouvoirs les plus étendus au Président de la République. Son système de gouvernement apparait comme une sorte de monarchie élective et militaire, c'est-à-dire qu'il revenait à la tradition dont cependant l'histoire nous apprend que la Pologne n'a pas eu à se louer. Lui-même n'a jamais voulu d'autre titre que celui d'inspecteur général de l'armée. Il s'en est allé, dans la cathédrale historique de Wawel, à Cracovie, qui est comme le Westminster des gloires polonaises, rejoindre les rois et les héros d'autrefois, ceux qui ont honoré, servi la Pologne, et ceux aussi, les rois saxons, qui l'ont acheminée à sa perte.

Mais un peuple n'a pas toujours, à point nommé, le « héros » dont il a besoin, et maintenant que le « premier maréchal » de la Pologne ressuscitée n'est plus là, avec sa popularité et sa forte poigne, on peut se demander ce qu'il adviendra de ce pouvoir qu'il concentrait en ses mains et qu'il s'était donné tant de peine pour fortifier. Lui-même a désigné pour lui succéder dans les fonctions d'inspecteur général de l'armée le général Rydz Smigli, l'un de ses anciens compagnons d'armes, digne de cette confiance. Le président Mosciski est un homme sage et prudent qui jouit, de l'estime générale ; est-ce lui qui assumera dans l'avenir l'autorité presque illimitée que la Constitution confère au Président ? On semble croire que lui-même déclinera cette charge devenue trop lourde depuis que le Belvédère est vide. Et d'ailleurs les « colonels » laisseraient-ils le pouvoir entre les mains de quelqu'un qui ne serait pas des leurs ? Les chefs de l'armée formeront-ils une sorte de conseil ou de directoire ? Mais ne serait-ce pas réintroduire la politique dans l'armée d'où Pilsudski, après l'y avoir encouragée, avait à peu près réussi à la bannir ? La succession des hommes tels que Pilsudski qui se sont emparés du pouvoir par effraction, même quand leur autorité a été bienfaisante, est toujours difficile. Aux premiers jours après la mort du Chef, chacun déclare qu'il n'y aura rien de changé ; et l'on s'aperçoit, un an après, que tout est différent. « Un sage chef de gouvernement, écrit le maréchal dans son testament, doit toujours apprêter ses plans de telle façon que, si la mort le frappe soudainement, il y ait

toujours quelqu'un d'autre qui puisse le remplacer. » Sera-ce le général Rydz Smigli ?

Pilsudski, sans rejeter les collaborations amicales qui s'offraient à lui, voulut une Pologne libre de tout engagement qui pût l'entraîner dans des complications qui ne l'intéressent pas directement. Il faut pourtant qu'elle se souvienne que ce n'est pas l'isolement qui l'a libérée. Que Pilsudski soit un héros national aux yeux du peuple polonais, rien n'est plus légitime ; mais n'est-il pas exagéré de dire, comme le fait la presse officieuse, que c'est à lui que la Pologne doit sa libération ? Son action fut utile pour réveiller l'âme nationale, mais c'est la victoire des alliés qui lui a rendu la vie en tant que nation et État ; le sort de la Pologne, durant la grande guerre, n'a pas dépendu d'elle-même, et si Pilsudski s'était trouvé seul lors des traités de paix pour défendre les droits de son pays, il n'aurait pas aujourd'hui les frontières très larges qu'on lui a données. La reconnaissance nationale doit aller au grand patriote Paderewski et au Comité national. Même la Pologne forte et bien armée d'aujourd'hui ne peut séparer son avenir de celui des amis éprouvés qui ont voulu qu'elle fût, et qu'elle fût grande. Par une singulière ironie de la destinée, c'est M. Litvinof que les circonstances appelèrent, au début de la session extraordinaire de l'Assemblée de la Société des nations, à prononcer, en fort bons termes, l'éloge du « héros national » polonais qui nourrissait contre la Russie une rancune dont l'ardeur était la ligne rectrice de sa politique.

L'ENTRETIEN LAVAL-GŒRING ET LE DISCOURS DE M. HITLER

Aux funérailles solennelles de l'homme qui resta, durant tant d'années, le maître des destinées polonaises, la France fut dignement représentée par son ministre des Affaires étrangères venant de Moscou et par le maréchal Pétain. Le général Gœring, président du Conseil des ministres de Prusse et ministre de l'Air, représentait le Reich et son Fuhrer. A la suite de deux rencontres fortuites à Cracovie avec M. Laval, le général prit l'initiative d'un entretien avec notre ministre des Affaires étrangères. Quand la politique que dirige avec tant de prudence et de doigté M. Pierre Laval proclame que son objet est de construire une Europe pacifique où l'Allemagne ait sa place et non pas de poursuivre l'isolement du Reich, il eût été illogique et d'ailleurs discourtois

de décliner une telle rencontre. La politique française n'a rien à cacher. L'entretien, où il fallut appeler deux interprètes, eut lieu le 18 mai et dura deux heures et demie ; M. Laval a dit qu'il fut libre, franc et très intéressant. Nous n'en savons pas plus long et nous ne sommes pas de ceux qui se plaignent que l'on ne dise pas tout à la presse ; la diplomatie sur la place publique est une absurdité démagogique. Mais il est facile d'imaginer ce que M. Laval a pu expliquer à M. Gœring ; et quant aux propos de celui-ci, ils furent sans doute comme une première épreuve du grand discours, depuis longtemps annoncé, que le Fuhrer a prononcé le 21 mai.

Quand le chancelier Hitler éprouve le besoin, en face de l'étranger, de renforcer sa politique par la docile approbation de l'Assemblée qui est censée représenter le peuple allemand, il convoque le Reichstag. La séance, cette fois, commença par l'éloge du maréchal Pilsudski qui travailla au rapprochement polono-allemand et par la promulgation de la nouvelle loi militaire annoncée le 16 mars ; puis le Fuhrer commença un discours qui dura plus de deux heures. La harangue du chancelier, comme l'entretien de M. Gœring avec M. Laval, a d'abord pour objet de jeter du lest en consolidant les positions conquises, c'est-à-dire le réarmement de l'Allemagne sur terre, sur mer et dans les airs. Si mal informé que soit le peuple allemand de ce qui se passe hors de ses frontières, il se rend compte que la politique de ses maîtres a mis l'Europe en émoi et provoqué même en Angleterre une défiance active à l'égard du Reich ; ce sont les actes de M. Hitler qui ont formé le front commun de la paix organisée, si bien que, de tous côtés, les entreprises qu'il pourrait méditer pour achever la destruction du traité de Versailles se trouvent barrées. Il s'agit donc de faire entendre aux oreilles européennes une nouvelle chanson lénitive et soporifique dont l'air ni les paroles ne nous apportent rien de nouveau.

L'Allemagne ne veut que la paix ; si elle se réarme, c'est que la France a violé le traité de Versailles en ne désarmant pas elle-même : mensonge ridicule qui pourtant trouve toujours dans la malveillance de certains politiciens britanniques quelque crédit. L'Allemagne rejette donc la résolution de Genève du 17 avril qui condamne son réarmement comme une violation unilatérale des traités, mais elle admet que les autres articles du traité, notamment « les clauses territoriales », ne peuvent être dénoncés par

aucune Puissance, et elle-même les respectera. Elle entend ne pas prendre d'engagements nouveaux qu'elle ne serait pas sûre de pouvoir tenir, mais elle respectera ceux qu'elle a librement contractés, notamment le traité de Locarno ; elle respectera la zone rhénane démilitarisée, mais elle se plaint « des concentrations incessantes de troupes de l'autre côté ». A l'usage des Anglais, encore l'affirmation que l'Allemagne est prête à certaines limitations des armements sur la base de la parité, à la limitation du tonnage des sous-marins, de la grosse artillerie, à l'interdiction des bombardements en dehors de la zone des hostilités. On apporte quelques concessions qui, à l'usage, se révéleraient vite illusoires, mais on se ménage pour l'avenir ce que l'on pourrait appeler des têtes de pont diplomatiques, et surtout l'on cherche à dissocier le front commun de Stresa. Parmi les treize points par lesquels le Fuhrer définit la position de l'Allemagne, on n'en trouve aucun qui permette d'espérer qu'elle consentirait à s'articuler au système européen de paix organisée : elle manœuvre en retraite, cherchant à gagner du temps et comptant sur l'intervention bienveillante du Cabinet britannique. Le Fuhrer ne prend une attitude d'intransigeance qu'à l'égard de la Lithuanie, qu'il accuse de violer les lois du bon voisinage, et vis-à-vis de la Russie. La politique hitlérienne se pose en adversaire du bolchévisme dont elle prétend protéger l'Europe, comme si ce n'était pas l'Allemagne qui, par la convention de Rapallo, l'y a, la première, introduit.

A la France, M. Hitler réitère ses avances : il n'y a plus pour lui de question d'Alsace-Lorraine, « bien que l'Allemagne ait soutenu deux guerres pour ces provinces » : « Nous voulons, de notre côté, a-t-il ajouté, tout faire pour arriver à une véritable paix et à une véritable amitié avec le peuple français. » Est-ce dans les déclarations d'hier ou est-ce dans *Mein Kampf* qu'il faut chercher la vraie pensée du Fuhrer ? Lui-même ne peut se dérober à une politique qui est la raison d'être du régime nazi ; il a créé un dynamisme dont il est aujourd'hui le prisonnier. « Il n'est pas possible, dit-il, d'admettre qu'une série d'États considèrent leurs armements comme le rameau d'olivier de la paix, tandis que les armements des autres sont la matraque du diable. » Voilà le type de l'argument spécieux dont le discours est rempli. Pourquoi certaines armées sont-elles regardées comme menaçantes pour leurs voisins, sinon parce que les doctrines politiques et les procédés habituels des gouvernements qui les

manient créent une inquiétude permanente ? Aucun discours n'empêchera que l'Europe ne se rende compte que sa tranquillité ne risque d'être troublée que par l'Allemagne et le pangermanisme. Tout le reste est manœuvre et trompe-l'œil. La sagesse relative et provisoire qui s'étale dans le discours du 21 mai n'est qu'une prudence dictée par le spectacle d'une Europe qui, en face du péril allemand, s'organise enfin pour maintenir la paix et la stabilité des frontières : elle n'est qu'un répit, dont on peut d'ailleurs profiter, sur la route où M. Hitler est engagé et qu'il ne peut plus quitter. Que disparaisse ou s'affaiblisse l'armature militaire et diplomatique de la paix, et aussitôt reparaîtra l'aiguillon menaçant des revendications pangermanistes.

ÉLECTIONS

La Yougoslavie a voté ; la Tchécoslovaquie a voté ; la France a renouvelé tous ses Conseils municipaux ; ces manifestations de la volonté populaire ont une signification non seulement pour les États qu'elles intéressent, mais aussi pour la politique générale.

Les Yougoslaves ont été appelés, le 5 mai, à élire une Skoupchtina pour remplacer celle que la Régence a dissoute par décret du 5 février. Conformément aux intentions que le regretté roi Alexandre l'unificateur avait manifestées en promulguant la constitution de 1931, il s'agissait de rendre un peu plus d'activité à la vie parlementaire. Le parti national yougoslave, constitué sous les auspices du roi, avait pour ainsi dire le monopole de la vie politique : dans quelle mesure les anciens partis, les anciennes tendances particularistes subsistaient-elles ? Les élections du 5 mai ont répondu. L'existence et l'unité de la Yougoslavie sous sa dynastie nationale n'étaient pas en question, mais seulement son organisation intérieure et les directions de sa politique. La liste gouvernementale patronnée par M. Jevtitch a obtenu une forte majorité, 62,5 du total des voix, ce qui lui permet de gouverner. Mais, en face des 1 732 000 voix du parti gouvernemental, le bloc d'opposition, constitué par la plupart des anciens partis politiques et des partis régionaux sous la direction de M. Matchek, en groupe près d'un million. Les abstentions sont très nombreuses (près de 30 pour 100). Un groupe important d'opposition va donc reparaître à la Chambre, et l'on peut craindre le retour des stériles divisions et des discussions irritantes.

Si les amis de M. Matchek sont sages, ils pourront aider la Régence à acclimater un régime plus libéral ; mais ils ne doivent pas oublier que la Yougoslavie aura longtemps encore besoin d'une autorité concentrée.

En Tchécoslovaquie, le trait saillant des élections du 20 mai est l'apparition et le succès, parmi les Allemands, d'un parti national-socialiste (parti allemand des Sudètes), dirigé par M. Conrad Henlein. Avec 44 sièges sur 300, en face des partis tchécoslovaques très divisés, il se classe tout de suite après le parti agrarien (45 sièges) et absorbe le plus grand nombre des électeurs des autres groupes allemands qui soutenaient le gouvernement de coalition. Ce fait nouveau montre une inquiétante infiltration des tendances nazis : il va compliquer la formation des ministères de coalition ; malgré un loyalisme de façade, le groupe Henlein travaillera pour le pangermanisme. N'oublions pas que les Allemands forment 23 pour 100 de la population totale et qu'il y a d'autres éléments d'opposition. Raison de plus, pour les partis tchécoslovaques, de faire taire leurs dissidences et de s'unir solidement.

Des élections municipales françaises, nous ne dirons qu'un mot. Si, à Paris et en province, le front commun révolutionnaire gagne quelques sièges et quelques municipalités, il le doit à l'appui des troupes et souvent des chefs radicaux-socialistes. M. Herriot à Lyon, M. Marchandeau à Reims remportent de brillants succès sur les socialistes, mais les chefs du parti n'ont pas osé donner la consigne générale qu'il aurait fallu : contre le marxisme et la révolution. De la pratique du front commun, ce sont les communistes qui bénéficient et les socialistes qui sont dupés et contents. La crise, la prolongation du service militaire n'ont pas apporté aux révolutionnaires le succès qu'ils escomptaient. Paris reste acquis aux partis nationaux, qui perdent du terrain dans la banlieue et en Seine-et-Oise, mais qui, en province, remportent des succès. Après ces élections municipales, un gouvernement d'entente des partis d'ordre s'impose plus que jamais.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

e
.

a
e
i
t
s
a
-
s
a
x
is
et
s.
te

IL C
C
chass
l'abb
conte
été l
est a
Sémi
sorat
érud
un o
été l
J
méd
save
lieu
Ils c
s'ils
qui
C
vons
rant
Cha
est
bru
retr
en

LA REMPLAÇANTE

Il avait fallu ce récit, assez étrange en effet, d'Étienne Charlieu, avocat à Chambéry, mon compagnon de courses dans les Alpes et de chasses au chamois, — courses et chasses bien réduites avec les années, — pour déterminer l'abbé Grandpierre à sortir de sa réserve habituelle et à nous conter à son tour le drame secret et poignant dont il avait été le témoin et même l'un des acteurs. L'abbé Grandpierre est aujourd'hui directeur des études théologiques au grand Séminaire de Grenoble, mais, avant d'entrer dans le professorat à quoi le vouaient son intelligence exceptionnelle et son érudition, il avait voulu faire partie du clergé séculier, comme un officier désire la troupe avant l'état-major, et il avait été longtemps vicaire, puis curé d'un chef-lieu de canton.

Je recherche volontiers en province la conversation des médecins, des avocats, des prêtres, en un mot de ceux qui savent, avec des faits observés, éclairer la vie humaine, au lieu de tenir de vains propos sur la politique ou sur le temps. Ils ont été de précieux témoins ou des confidents avisés et, s'ils ont quelque jugement, ils ont acquis ainsi une expérience qui donne de l'autorité à leurs propos.

Chaque année, Étienne Charlieu et moi, nous nous retrouvons à l'automne, avant mon retour à Paris, dans ce restaurant du Mont-Carmel, au-dessus de Chambéry, proche les Charmettes de Jean-Jacques, qui, à cette époque de l'année, est abandonné des touristes et, si l'on sait éviter les repas bruyants des chasseurs ou des joueurs de boules, offre une retraite aimable et paisible où l'on peut causer en paix tout en regardant le paysage, âpre et délicat ensemble, que

composent la muraille du mont Granier, la douce vallée et le dessin relevé du Nivolet surmonté de sa croix, et tout en savourant le menu ingénieusement élaboré par le patron qui mêle astucieusement le poisson du lac du Bourget et le gibier de saison aux crus blancs et rouges de Savoie. Nous avions invité ce jour-là, non sans peine, l'abbé Grandpierre à qui nous avions garanti la solitude. Bien qu'il fût d'une autre génération, nous l'avions connu dans sa jeunesse à cause de liens de famille, et même sa vocation nous avait surpris, car il était un joyeux étudiant qui s'élançait hardiment dans la vie. Mais cette hardiesse et cette gaieté, il les avait transposées dans sa nouvelle existence, attirant ainsi les âmes et spécialement celles des jeunes gens. Cependant, hors de son admirable profession, il est devenu presque timide et timoré, et il faut le mettre en confiance pour obtenir de lui qu'il daigne livrer l'une ou l'autre de ces remarques profondes où se découvre non l'amateur d'âmes, mais le guérisseur de toutes les blessures de la vie.

Cette fois, l'histoire singulière contée par Étienne Charlieu l'avait secoué et avait obtenu le résultat que nous souhaitions. Mais pourquoi ne pas révéler cette histoire avant d'en venir à celle de l'abbé Grandpierre? Dans l'une et l'autre il s'agit d'une Remplaçante. Voici donc la première qui servira simplement de prologue à la seconde, tant celle-ci dépasse l'autre en importance. Elle suivait une conversation quasi théologique: y a-t-il des substitutions invisibles et peut-il être permis à une créature de s'offrir en holocauste à la place d'une autre pour satisfaire à l'équilibre de la mort? Le dogme catholique admet la communion des saints et le partage des mérites. Les âmes ne peuvent-elles être rachetées par les prières ou les actes d'autres âmes qui compensent, en quelque manière, l'indignité des premières? Mais c'est le plan divin où nous n'accédons pas volontiers. Sur le plan humain, nous retenons avec peine ces intersignes, ces pressentiments, ces communications à distance qui semblent l'indice d'un monde mystérieux où les ondes spirituelles vont s'élargissant comme celles des forces matérielles saisies par les nouveaux procédés de la science. Ainsi, des phénomènes ou des événements qui semblaient s'être accomplis sans lien entre eux sont-ils peut-être en état de dépendance. C'est alors qu'Étienne Charlieu conta son aventure.

LA MÈRE AUMÔNE

La chasse au coq de bruyère, — qui n'est guère fructueuse qu'au lever du jour, quand l'oiseau, tout entier à son chant et enivré de sa propre musique, ne perçoit pas le danger qui le menace, tandis que la chasse à la bécasse est favorisée par le coucher du soleil, — m'avait entraîné très haut sur les pentes de la Glière, en Tarentaise. Le soir, fatigué, je rentrai à l'auberge de Champagny-le-Haut.

Champagny-le-Haut, vous le connaissez peut-être, est un petit village plaisant de la Savoie, à treize ou quatorze cents mètres d'altitude, dans un site qui, en Suisse, eût été favorisé de la construction de magnifiques hôtels. On y accède de Brides-les-Bains par une route pittoresque au-dessus d'une gorge profonde où coule un Doron qui rejoint à Bozel le Doron de Pralognan. Il faut traverser et dépasser Champagny-le-Bas, dont le clocher penche comme la tour de Pise et dont l'église possède un retable italien tout doré, le plus amusant du monde avec ses angelots qui montrent dans tout cet or leurs faces rondes, pareils à des anges du Boccati de Pérouse.

Je connais bien cette auberge, où j'ai couché plus d'une fois à la suite d'excursions dans le massif de la Vanoise. Elle est tenue par d'excellentes gens, les Champoulet, qui élèvent une nombreuse famille, en sorte qu'on a des chances de trouver dans sa chambre, soit un mioche égaré, soit une poule aventureuse. La mère du patron essaie bien de mettre de l'ordre dans la nichée et dans le poulailler. Mais, comme elle a plus de quatre-vingts ans, elle manque d'autorité.

C'est pourtant une des plus singulières vieilles femmes que j'aie rencontrées. On l'a surnommée la mère Aumône, à cause de ses charités. A Villarlurin, qui est un petit village bien connu des baigneurs de Brides, il y a la mère Abondance, dont le vin d'Asti et les confitures sont célèbres. Mais Champagny-le-Haut s'enorgueillit de la mère Aumône, qui distribue tout ce qu'elle a, c'est-à-dire pas grand chose, mais de si bonne grâce que les pauvres en sont saisis et posent immédiatement devant elle le fardeau, pourtant si lourd, de la pauvreté. Imaginez une femme si maigre que les joues se rejoignent pour former une figure de papier presque transparente à la lumière.

Autour du cou, elle porte le bijou familial, le cœur et la croix de Savoie, en or s'il vous plaît, que réunit un ruban de velours noir. Ce bijou a toute une histoire : car elle l'a donné déjà plus de dix fois, et toujours il lui est revenu. Les malheureux à qui elle en avait fait cadeau ont eu honte de l'en dépouiller et ont travaillé dare-dare jusqu'à ce qu'ils aient pu le lui rapporter. En sorte qu'elle ne peut plus s'en dessaisir. Un individu de Champagny-le-Bas, assez mal famé cependant, le lui a refusé :

— Non, merci, a-t-il répondu. Ça coûte trop cher.

Il n'avait nulle envie de se tuer au travail pour suivre la tradition.

Imaginez encore une voix douce comme un murmure de source et qu'on entend néanmoins très bien, — encore un miracle! — et qui part d'une bouche sans dents, presque sans lèvres, toute mince dans la figure pâle, — et des yeux décolorés qui ont dû être jadis d'un bleu de ciel ou de myosotis et qui sont maintenant presque gris, de la teinte de la feuille de menthe. Il faudrait pour la représenter le crayon d'André Jacques, cet illustrateur unique des hautes vallées savoyardes qui s'en va l'hiver habiter des villages perdus dans la neige, Saint-Sorlin-d'Arve ou Bessans, rien que pour s'imprégner de la vie des solitudes et restituer ainsi aux visages qu'il dessine leur atmosphère naturelle, comme on nimbe le visage des saints pour mieux évoquer leur sainteté, et ses préférences vont aux plus vieilles, dont les traits émaciés s'accentuent avec l'âge, parce qu'il peut y résumer toute une longue existence de travail, d'économie, d'acceptation et, parfois, de grandeur intérieure.

Je causais volontiers avec la mère Aumône qui m'avait pris en amitié, peut-être à cause du ton de nos conversations. Dans les villages, il n'est jamais question entre mari et femme, entre mère et fils, entre fille et père, entre frère et sœur, que des intérêts matériels et de la vie quotidienne. La vieille femme eût désiré et mérité mieux. Je l'avais surprise montrant à ses petits-enfants ces lys de montagne qui sont la gloire de la flore alpestre, ou, le soir, les étoiles, ces fleurs du ciel, dont elle ignorait les noms et que je lui enseignais, mais sa mémoire ne les retenait pas. Les gamins ne la prenaient pas au sérieux. Or, à mon arrivée, j'avais

remarqué en elle une sorte d'agitation qui la rajeunissait.

— Eh bien! mère Aumône, toujours pareille! Les années ne comptent plus.

— Chaque jour me rapproche, me répondit-elle.

Chaque jour la rapprochait de la terre? Non, mais de Dieu. Elle ajouta :

— Et celui-ci plus que tout autre, mon bon monsieur.

Que voulait-elle entendre par là? Puis elle dit encore :

— N'avez-vous rien vu dans la montagne?

— Pas le moindre coq de bruyère. Pas le moindre chamois. Rien que des perdrix blanches. Ce n'est pas un gibier royal.

— Et rien d'autre?

— Non, rien d'autre.

— Mais vous n'avez pas vu la mort?

— Certes, non, madame Champoulet. Pourquoi l'aurais-je vue?

— Parce qu'elle y est peut-être. C'est de là qu'elle doit venir.

J'étais accoutumé à ses étrangetés de parole. Des étrangetés qui n'allaient pas sans une certaine poésie mystérieuse, comme si la vieille femme vivait déjà dans un monde surnaturel, avec des visions et des fantômes. Pour changer le ton du dialogue, je me mis à rire :

— Oh! nous avons bien le temps de la voir.

— Le temps n'est pas à nous, monsieur.

Il n'y avait donc pas moyen d'échapper à son emprise. Heureusement, c'était l'heure du souper, comme on dit à la campagne, et la famille Champoulet s'assemblait à grand peine. Elle occupait un coin de la salle à manger et l'on avait mis mon couvert à l'autre extrémité, au bout d'une grande table qui attendait les clients. Seul, je m'assis en face d'une assiette de soupe aux choux qui exhalait un arome appétissant dans une buée chaude, quand un grand brouhaha retentit dans le corridor. Le bruit d'une troupe en armes qui envahit une caserne. Des souliers ferrés qui font gémir les planchers, des bâtons qui sonnent, un carillon de voix joyeuses. Et nous vîmes entrer un prêtre, la soutane relevée, avec une bande de jeunes gens, presque des enfants, piolet en mains et sac au dos.

— A la soupe! à la soupe! criaient ceux-ci gaiement.

L'ecclésiastique qui les conduisait eut toutes les peines du

monde à calmer cette exubérance. Déjà le brave Champoulet s'était élancé à la rencontre de ces nouvelles recrues qui allaient achalander son auberge.

— Pouvez-vous nous donner à manger et à coucher ?

— A manger, oui, monsieur le curé. Mais pour coucher, il n'y a pas assez de lits.

— Et une grange avec du foin ?

— Une grange avec du foin, bien sûr.

— Alors, ça va. Les enfants, on se débarbouille à la fontaine pendant que le repas se prépare.

— Combien êtes-vous, monsieur l'abbé ? réclama le patron.

— Huit, en tout, avec le guide, puisque Veyrier est resté en route.

— Vous avez laissé quelqu'un en route?

— Oh ! dans un bon endroit, au refuge Félix-Faure, à la Vanoise. Le guide dînera avec nous.

Et la troupe disparut aussi bruyamment qu'à l'arrivée, pour permettre à l'aubergiste de dresser le couvert et de cuire son ragoût. Quant à moi, totalement oublié, je réclamai en vain la suite, ce jambon chaud qu'on m'avait promis, quand mon assiette fut vidée. J'attendrais la compagnie pour achever mon repas.

La compagnie s'installa à ma table, une demi-heure ou trois quarts d'heure plus tard, avec des rires, des exclamations et un appétit qui m'inspira des craintes pour le cas où le plat ne viendrait à moi qu'en dernier lieu. Cette tristesse me fut épargnée et il me resta du jambon, avec des pommes de terre et des choux qui, décidément, revenaient sous toutes les formes et demeuraient la base de l'alimentation.

Quand cette ardeur belliqueuse des mâchoires fut un peu calmée, je reçus la confidence, — fragmentaire, mais il était facile de coudre les morceaux, — de la petite expédition. L'abbé Régis, chaque année, emmenait, avant la rentrée des classes, quelques-uns de ses élèves de philosophie en course de montagne. Ainsi avait-il combiné la traversée du col de la Grande-Casse qui se fait de Pralognan à Champagny-le-Haut. On va coucher au refuge, à deux mille cinq cents mètres d'altitude. De là, on part le matin de très bonne heure, à la lanterne ou à la lueur de la lune, on aborde le glacier où il faut tailler des marches, ce qui est long, de façon à atteindre

le col avant le lever du jour, parce que les séracs se détachent souvent aux premiers rayons du soleil et risqueraient d'écraser les retardataires. C'est, d'ailleurs, le seul risque d'une excursion qui est une des plus belles de la Tarentaise. Le passage vous met en familiarité avec la Grande-Casse, toute voisine, et avec la pyramide rouge de la Glière, vous donne des vues sur le Mont Pourri, sur le Grand Paradis et le massif du Mont Blanc, et la descente aboutit à un lac charmant, de ce vert bleuté des glaciers, où se reflètent les sommets voisins.

Quelques-uns de ces jeunes gens connaissaient peu les charmes de la montagne et en revenaient tout enivrés. Ils avaient eu l'impression flatteuse de courir des dangers, parce qu'il avait fallu se mettre à la corde. Le guide Favre, dit Paton, l'avait exigé à la montée pour le franchissement des crevasses et pour la pente de glace qui est sévère. Celui-ci rendit hommage, en buvant du vin blanc, à leur vaillance et à leurs jambes, avec cette autorité du grand chef qui complimente un régiment après une brillante action.

Cependant, la famille Champoulet qui avait, dès longtemps, fini son souper, plus modeste que le nôtre, s'était peu à peu rapprochée de notre groupe. Les enfants n'avaient pu résister à leur curiosité. Puis la mère Aumône, toujours alerte et curieuse. Puis l'aubergiste et sa femme, sous le prétexte de servir et de desservir. Cela faisait un grand rassemblement. Cette jeunesse était plaisante à voir avec ses coups de soleil, ses regards brillants, cette enluminure de toute la face après une bonne journée de saine fatigue. Dans une accalmie, la mère Aumône posa tout à coup la question qu'elle m'avait déjà posée :

— Et n'avez-vous rien vu dans la montagne?

— Nous avons vu, dit l'abbé poliment, les merveilles de Dieu.

— Sans doute, et rien d'autre?

— Le glacier était désert, madame, et nous n'avons rencontré personne. Il n'y avait pas d'autre caravane que la nôtre.

Elle n'insista pas, mais elle ne cessait de fixer de ses yeux sans couleur le prêtre qui finit par s'apercevoir de l'attention dont il était l'objet.

— Vous n'avez rien de plus à me demander, madame?

— Si, monsieur l'abbé, mais ce sera pour tout à l'heure. Je vous attendais.

Il parut surpris :

— Vous m'attendiez?

— Oui, vous ou un autre.

Lui ou un autre, donc l'attente n'avait plus rien de surprenant, et la parole perdait toute bizarrerie.

Dans ces conversations à bâtons rompus revenait fréquemment un nom, — Veyrier, François Veyrier, — prononcé par les uns avec cette nuance d'admiration qui est spéciale à la jeunesse, et par les autres avec une sorte de rancune qui devait être une forme de l'envie. Je compris qu'il s'agissait du camarade resté en arrière, au refuge de la Vanoise. Et tout à coup la querelle éclata :

— Tout ça, dit un grand garçon qui visait de toute évidence à jouer le premier rôle dans l'alpinisme, c'est des blagues. Il n'est pas plus malade que moi. Et il n'est pas venu parce qu'il a eu peur.

— Allons donc! répliqua un autre avec colère. Peur, lui, tu ne le connais pas!

— Parfaitement, il a eu peur. La montagne, il ne sait pas ce que c'est. Et il s'est méfié du passage du col et de la traversée du glacier. Alors il a raconté cette histoire.

— Moi, je te réponds que si François n'est pas venu, c'est qu'il n'a pas pu venir.

— Et moi je ne crois pas à ces maladies au moment de courir un risque.

— Un risque? Il n'y avait pas de risque.

— Il y a toujours du risque. Demande au guide.

Favre, dit Paton, sommé d'intervenir, intervint avec prudence et de façon à servir sa corporation :

— Sans guide, bien sûr qu'on peut rencontrer du danger. La preuve, c'est qu'il faut se mettre à la corde. Le mal d'aujourd'hui, c'est tous ces jeunes gens qui prétendent se passer d'un bon guide. Un bon guide, c'est un bon guide. Il ne faudrait pas s'aventurer tout seul au col de la Grande-Casse en plein soleil, quand la chaleur traverse les séracs. Il ne faudrait pas.

— Vous voyez, triompha l'ennemi de François Veyrier.

— Oui, les absents ont toujours tort, constata rageusement son antagoniste.

Les absents? Voilà que la porte s'ouvre pour livrer passage à un nouvel arrivant dont le succès est immédiat et prodigieux, en sorte que je n'ai pas de peine à reconnaître ce François Veyrier, objet du litige. Tout le monde se lève, l'accueille avec des cris, des éclats de voix qui expriment la surprise, l'abbé Régis en tête. Mais, lui-même répond mal à ces ovations. C'est un beau petit gaillard, bien découplé, qui succombe à la fatigue et dont les yeux sont presque hagards.

— Ah! dit-il enfin, j'ai terriblement marché!

— Nous aussi, mon ami, constate l'abbé.

— Mais vous n'avez pas vu la mort, ajoute le jeune garçon.

La mère Aumône s'est approchée sournoisement sur ces derniers mots et dans le silence qui a suivi elle réclame de sa voix blanche :

— Vous l'avez vue, monsieur?

— Comme je vous vois, madame.

— Et vient-elle derrière vous?

— Je ne pense pas. J'ai couru trop vite. J'ai dû la dépasser.

On rit et le malaise se dissipe. On offre à boire à François Veyrier, on l'installe à table, on lui porte de la soupe aux choux et il ne tarde pas à rire lui aussi de toute sa jeunesse qui s'épanouit dans le bien-être.

— Racontez-nous votre aventure, lui demande enfin l'abbé Régis.

— Oh! c'est bien simple. Après votre départ, à trois heures du matin, je me suis endormi. J'avais été malade toute la nuit et je croyais ne me lever que pour redescendre sur Pralognan. Mais une fois réveillé, je ne ressens plus aucun mal. « Si je les rejoignais?... » Je ne dis rien à personne et je file. Sur le glacier, j'ai trouvé vos marches taillées. Elles m'ont aidé à grimper. Le soleil les attaquait et le pied s'y collait bien. Sans quoi j'aurais eu de la peine. J'arrive au col vers midi sans me douter de rien. C'est beau, cette coupure entre les parois de neige qui encadrent le bleu du ciel. Je ne savais pas appeler par leur nom les montagnes nouvelles que je découvrais, mais je leur adressais tout de même des signes d'amitié. Après avoir regardé la vue, je veux redescendre sur vos traces que j'avais bien repérées. C'est alors que la chose s'est passée.

Il se tait, comme s'il avait encore dans les yeux une vision d'épouvante, mais le chœur le presse de poursuivre :

— Quelle chose?

— La chose qui m'a fait si peur.

Ah! ah! il a eu peur! Son accusateur a dans le regard un éclair de victoire. Mais l'homme qui dénonce lui-même sa pusillanimité est généralement courageux.

— Je ne savais pas, reprend enfin Veyrier plus lentement et comme s'il se parlait à lui-même, qu'il y avait dans la montagne un pareil mouvement. Je les croyais immobiles, fixées une fois pour toutes. Vous comprenez, moi, je suis de Lyon. Je n'ai pas l'habitude. Elles bougent, elles remuent, elles se précipitent, et c'est effrayant.

Il chasse encore une fois la vision qui l'obsède et il achève :

— Donc, j'avais commencé la descente, quand au-dessus de moi j'entends des craquements dans la paroi, et puis des détonations. Des détonations comme des coups de tonnerre. Et voilà des cavaliers blancs qui bondissent au galop. Ils me passent au-dessus de la tête pour s'engouffrer dans le vide.

— Les séracs, interrompt Favre, le guide, dit Paton.

— Et puis, c'est toute une glissée de neige qui coule à côté de moi. J'en ai senti le souffle comme si elle m'aspirait.

— Une petite avalanche, dit encore le guide.

— J'ai compris que c'était fini au silence qui a suivi. Alors j'ai eu peur, j'ai eu peur après, comprenez-vous. Après, parce qu'avant je n'avais pas bien compris. La mort avait passé à côté de moi. La mort de l'Apocalypse, vous rappelez-vous, monsieur l'abbé, celle qui monte un cheval pâle.

— C'est bien ça, déclara la mère Aumône.

— Mes jambes, reprit le jeune homme, flageolaient et j'avais peine à respirer. C'était le cœur qui m'étouffait. J'ai cru que je ne pourrais pas repartir. J'ai cru que j'allais glisser à mon tour et suivre les cavaliers blancs. Et puis je me suis redressé. Ah! mais, il ne fallait pas s'attarder! Si le même phénomène allait recommencer?... Alors, j'ai traversé le flot de la neige en poudre, retrouvé vos traces et marché comme un fou jusqu'à ce que je fusse sorti de toute cette blancheur perfide. Et me voilà.

— Vous avez eu de la chance, proclama le guide.

— De la chance?

— Oui, mon bon monsieur. Il ne faut pas passer le col de la Grande-Casse en plein soleil. On prend un guide, un bon guide. Avec un bon guide, la montagne est sûre.

Sur ce récit, l'abbé Régis, gentiment, commanda une bonne bouteille. La veillée ne se prolongea pas néanmoins. Toute cette jeunesse, levée si matin, tombait de sommeil. Et l'on se souhaita le bonsoir. Mais, comme le prêtre se retirait, la mère Aumône le retint par le bras.

— Je vous attends, monsieur l'abbé.

— Et pour quoi faire, ma bonne dame?

— Pour me confesser.

— Il est bien tard. Et vos péchés ne doivent pas peser lourd. Demain matin.

— Non, non, monsieur l'abbé. Demain matin, je ne serai plus là.

— Vous vous en allez?

— Justement.

J'étais seul à surprendre ce dialogue, les jeunes gens cherchant déjà la foinière. Le prêtre, bien qu'il fût las, ne se déroba pas et il écouta la vieille femme.

Le lendemain matin, comme j'achevais de boucler mon sac avant de redescendre sur Bozel et Brides, le brave Champoulet envahit ma chambre avec fracas :

— Ah! monsieur, en voilà un malheur!

— Et quoi donc?

— Elle a passé cette nuit.

Je n'hésitai pas à deviner. Sa mère, la mère Aumône, était morte.

— Comment est-ce possible? m'informai-je.

— On n'y comprend rien. Vous l'avez vue hier soir, toujours pareille, toujours active et bien parlante. Elle s'est couchée comme d'habitude. Il y a deux lits dans la pièce, un pour elle, un pour mes deux filles. Les petites n'ont rien entendu. A cet âge on dort à poings fermés. Alors c'est ma femme qui me dit tout à l'heure : « Ta mère ne se lève pas, elle qui est toujours debout pour la messe. Je vas voir. » Elle va voir, et je l'entends qui m'appelle. J'accours. La pauvre vieille maman ne remuait plus. Elle n'était pas encore morte, mais on n'a pas pu la réchauffer.

Je l'accompagnai auprès de la mère Aumône, tranquille-

ment allongée sur le dos. Sa figure n'était pas plus pâle qu'à l'ordinaire. La bouche souriait. Les traits n'accusaient aucune souffrance, aucune angoisse, au contraire une paix infinie, le repos enfin gagné après la journée. Déjà Mme Champoulet, sa bru, rangeait la chambre avec soin, disposait deux bougies, une de chaque côté, mettait sur une petite table, au pied du lit, un verre d'eau bénite avec une branche de buis.

Le bruit de cette mort subite s'était déjà répandu dans le village, car une voisine, presque du même âge que la défunte, entra comme chez elle.

— La mère Jeanne, me souffla l'aubergiste.

Je connaissais la mère Jeanne, plus bavarde et plus remuante que la mère Aumône, mais tout aussi religieuse. Or la mère Jeanne ne manifestait aucune émotion. Après avoir prié, elle allait et venait comme une ménagère de la mort.

— C'est une grande perte, lui dis-je.

— Oh ! vous savez, monsieur, chacun son tour. Et quant à Marie Favre, dame Champoulet ici présente, elle voulait donner sa vie pour le salut d'une âme.

— Pour le salut d'une âme ?

— Oui, monsieur, pour le salut d'une âme. Quand ces deux jeunes gens, vous savez bien, se sont tués l'autre semaine à la Glière, elle avait offert à Dieu de mourir pour quelqu'un dans la montagne.

Cet accident de la Glière était, en effet, tout récent : deux jeunes gens, presque des enfants, dix-sept et dix-huit ans, qui étaient partis sans guide et qui avaient rencontré la mort. Ils s'étaient cordés sur le glacier, et l'un d'eux, glissant, avait dû entraîner l'autre. Les deux jeunes gens avaient été retrouvés ensemble. L'événement avait fait beaucoup de bruit dans la vallée. Sans doute en avait-on parlé à Champagny.

— Pour quelqu'un ? demandai-je, très intrigué.

— Oui, pour un de ces malheureux qui s'en vont en promenade et qui périssent parce qu'ils sont imprudents. Alors, hier, à midi, mon amie Marie Favre, celle que vous appelez la mère Aumône, et que, moi, j'appelle Marie Favre parce que je l'ai connue jeune fille, il y a des temps et des temps, m'a dit comme ça : « Jeanne, il y a quelqu'un en danger. C'est le moment de prier. » Et elle m'a forcée à me mettre

à genoux au bord du chemin. Quand elle s'est relevée, elle a dit encore : « Ce sera pour ce soir. Mais je voudrais bien voir un prêtre. » Je lui ai proposé d'aller chercher M. le curé. « Il n'est pas là, m'a-t-elle prévenue, il est descendu à Bozel et ne remontera que demain matin. Il m'en faudrait un autre. » Alors est venu cet abbé avec sa jeunesse.

Je l'avais écoutée avec curiosité, puis avec émotion. Ainsi la mère Aumône, frappée de l'accident mortel de la Glière, avait-elle proposé à Dieu ce marché : « Prenez-moi, je suis rassasiée de jours, et épargnez l'un de ces voyageurs que veut prendre la montagne. » Elle avait senti à distance le danger que courait François Veyrier au passage du col de la Grande-Casse et avait redoublé ses instances à l'heure précise où l'avalanche menaçait d'engloutir l'imprudent. François Veyrier, sans le savoir, lui devait la vie, si Dieu, en effet, avait accepté l'échange.

François Veyrier achevait de déjeuner gaiement avec ses camarades. L'abbé Régis vint s'agenouiller auprès du lit de la défunte. En l'aspergeant d'eau bénite, il nous déclara que c'était une sainte femme et que la veille au soir elle l'avait édifié. Mais il ne jugea pas à propos d'attrister ses élèves avec cette vision de la mort.

Et je vis le groupe disparaître. François Veyrier, insouciant, ignorant, ne sut jamais qu'il avait bénéficié, en détresse sur la neige en mouvement, de l'offrande sacrée d'une âme...

LE CHATEAU DE VIZILLE

Quand se tut Étienne Charlieu, je vis l'abbé Grandpierre si intéressé que je lui laissai le soin de féliciter notre ami et de le remercier pour nous deux. Mais il était tombé dans le piège sans que nous nous en doutions encore :

— Oui, soupira-t-il, l'offrande sacrée d'une âme. J'ai connu une autre Remplaçante, mais en des circonstances plus pathétiques.

— Vraiment? dis-je presque avec indifférence, devinant bien qu'il ne fallait pas le troubler dans ses souvenirs.

— En ce temps-là, j'étais vicaire à Vizille. Vous connaissez Vizille.

— Sans doute.

Il retomba dans le silence, comme s'il s'abandonnait à ses pensées qui le devaient ramener toutes au drame dont il était hanté. Pour lui donner le temps de rafraîchir sa mémoire, nous parlâmes de Vizille, Étienne Charlieu et moi. Ce serait le décor : les personnages finiraient bien par y apparaître.

— Vizille, répétai-je, oui, un gros bourg à une vingtaine de kilomètres de Grenoble, à l'extrémité du val de Vaulnaveys, un peu en amont du confluent de la Romanche et du Drac, — de la Romanche dont les eaux glauques et transparentes gardent jusque dans la vitesse la pureté des glaciers de l'Oisans qui l'alimentent avant qu'elle se confonde avec le Drac trouble et tourmenté. Mais cette belle Romanche est aujourd'hui captée tout le long de son cours pour fournir aux industries de la houille blanche. Vizille, oui, un gros bourg industriel qui serait bien laid s'il n'y avait le château.

— Le château, continua Charlieu entrant dans mes vues, est aujourd'hui bien national. Le Président de la République en est le propriétaire. Mais il y succède à un roi et à une assemblée. Ce sont des prédécesseurs qui ne se laissent pas volontiers déloger.

— Un roi ?

— Le roi qui le bâtit, ce connétable de Lesdiguières qui gouverna le Dauphiné en souverain et qui s'intitulait *le roi des montagnes*. Le château de Vizille est un monument d'orgueil. N'est-ce pas, monsieur l'abbé ? Une impression d'enfance devient quelquefois le trait principal d'une biographie, celui qui a commandé ou accentué tous les autres. Pour comprendre la vie de Lesdiguières et la construction de Vizille, une anecdote suffit. Le fameux connétable est issu d'une petite famille de gentilshommes qui remplissaient la charge de notaire dans le Champsaur, mais sa mère est une Castellane. Il a joué tout petit à la guerre avec les paysans, mais il a été élevé aux universités d'Avignon et de Paris où il a respiré les idées nouvelles, c'est-à-dire alors l'influence protestante. Cet étudiant qui revient aux montagnes natales a pris confiance dans son libre jugement et n'admet rien au-dessus de sa volonté individuelle. La nuit le surprend dans son voyage de retour, près du château d'un parent. Il y va sonner. Ce parent qui est riche traite de nombreux amis. Il reçoit sans plaisir le jouvenceau mal accoutré et peu reluisant, le fait manger à part et l'expédie au

grenier. Cette nuit-là, sur sa mauvaise couchette, Lesdiguières pleurant de rage et d'envie construisit le fastueux Vizille dans sa cervelle révoltée.

L'abbé Grandpierre ne paraissant pas encore disposé à parler, j'encourageai, d'un mot de curiosité, Étienne Charlieu à développer son portrait de Lesdiguières enfant :

— Voyez, reprit-il donc, comme à la faveur de ce petit incident tout s'éclaire dans son existence. Il rejette la tradition catholique, la charge héréditaire. Il se donne à la Réforme quand les seules conséquences pratiques des faits le préoccupent et point du tout les tourments de conscience, et il entre aux armées, bien résolu à profiter des troubles et des agitations. Le peuple est alors « dénué de sa graisse, de sa chair et de son sang », comme je l'ai lu dans de vieilles chroniques : ce n'est donc pas au peuple qu'il ira. Ou plutôt il saura l'exploiter tout en montrant ses dons supérieurs de commandement et d'administration. Et par snobisme, — si le mot n'est pas encore inventé, cette sorte de vanité ne fut jamais inconnue, — par snobisme et par intérêt, il épouse Claudine de Béranger qui est riche et de bonne naissance.

— Le peuple est alors dénué de sa graisse, de sa chair et de son sang, répéta l'abbé Grandpierre.

Et il retomba dans le silence. Je dus rallumer la conversation :

— J'ai vu Lesdiguières au musée de peinture à Grenoble, faisant pendant à Henri IV. C'est un long soldat maigre, cuirassé et botté, la main gauche sur un bâton noueux, la droite sur la hanche, et dont la figure terne de militaire fatigué contraste avec l'œil vif et la bouche sarcastique du Béarnais. Mais l'attitude révèle bien cet orgueil qui fut son trait principal. Il n'est pas jusqu'au petit page, moins haut que sa jambe, qui ne soit là pour montrer sa taille. Et ce visage de reitre brutal paraît, si on l'examine davantage, combiné, astucieux, obstiné. Quant à Claudine de Béranger, je l'ai vue au château de Sassenage qui est demeuré dans la famille ; sa figure allongée est sans beauté, mais froide et distinguée. Grande dame certes, et capable de supporter avec dignité les déconvenues et les devoirs, mais pas faite pour inspirer ou ressentir l'amour, elle représente le mariage de convenance, le mariage qu'on subit sans agrément.

— N'avez-vous pas vu un troisième portrait qui complète cette galerie, me répliqua Charlieu, celui de Marie Vignon qui est aussi au musée de Grenoble ? Elle n'a pas plus de séduction que Claudine de Béranger, mais comme on la devine plus dangereuse, moins molle, plus avide et plus insolente ! Les sourcils hauts, le port raide et gourmé dans le costume empesé, elle n'a pas l'aisance d'une femme née dans le luxe. Mais elle a obtenu ce qu'elle convoitait, son air est satisfait, suffisant même, et implacable. Triste visage d'ambitieuse dont le succès cache à peine des habitudes rampantes et de louches menées.

— Qu'était-ce que cette Marie Vignon ?

— La femme d'un marchand de vins de Grenoble. Elle devint la maîtresse de Lesdiguières quand il était déjà vieux, mais presque roi du Dauphiné. Ces passions de déclin sont les plus dangereuses quand elles ne sont pas spiritualisées. Le temps n'était plus du petit gentilhomme que l'on n'invite pas à souper. Le chef protestant avait conquis la gloire par toute une série de campagnes heureuses où il se révélait infatigable et montrait un sang-froid que le plus proche danger n'altérait pas. Vainqueur de Charles-Emmanuel duc de Savoie, il avait poursuivi sa conquête jusque dans le Piémont et, pour le récompenser de tant de services, le Roi l'avait nommé lieutenant général du Dauphiné, puis maréchal. Dans la paix, il employa avec magnificence la fortune la plus mal acquise, fruit de pillages et de concussions, de confiscations religieuses et d'injustes contributions de guerre. Vous avez pu voir à Grenoble, dans l'hôtel de ville actuel, la tour qui subsiste de son ancien hôtel, et admirer ses jardins qui servent aujourd'hui de promenade publique. Enfin c'est lui qui construisit cet énorme château de Vizille à quoi les paysans travaillèrent par force, car leur redoutable maître savait manier l'éloquence avec une concision qui ne se saurait dépasser. « Viendrez ou brûlerez » leur avait-il dit simplement. Les femmes de la vallée perdaient leur chevelure à porter des pierres sous le soleil. Et le diable même était utilisé, puisque la légende veut que le mur de clôture du parc soit son œuvre. Par un marché conclu avec Lesdiguières qui promettait son âme, le malin devait bâtir ce mur avant que le propriétaire de Vizille eût achevé sur son cheval le tour du domaine. Ce fut une lutte de vitesse. A mesure que le cavalier avançait, le mur se dressait. Mais d'un dernier saut

prodigieux Lesdiguières précéda le dernier pan : la queue de son cheval fut prise et d'un coup d'épée il la trancha. Il dupa ainsi jusqu'au diable. Parce qu'il ne fut jamais dupe, Stendhal lui accorde son admiration et dans cet art de se tirer d'embarras il voit un trait du caractère dauphinois.

— Oui, prononça l'abbé Grandpierre comme s'il sortait de sa confrontation interminable avec un passé dont nous attendions l'évocation, le diable court partout. Mais Dieu est là.

Une fois encore nous espérâmes qu'il parlerait et il revint à son mutisme.

— Tel était donc le terrible homme, reprit Charlieu pour éviter le silence, qui convoitait la femme d'un marchand. Après la mort de Claudine de Béranger, il installa sa maîtresse dans une belle maison au bord de l'Isère. Puis, son médecin l'ayant engagé à la prendre avec lui « par des raisons tirées de sa complexion naturelle », — or, il avait passé la soixantaine, — il s'y décida, fit assassiner le mari peu complaisant, légitima ses filles adultérines et finit par épouser Marie Vignon qui dès le début avait poursuivi ce but obstinément. Patiente, Claudine de Béranger l'a reconquis après la mort : n'occupe-t-il pas sa place au caveau des Béranger, dans la petite chapelle de Sassenage? Tout est rentré dans l'ordre.

— Oui, approuva encore l'abbé Grandpierre. Tout rentre dans l'ordre.

— C'est l'histoire de l'homme, demandai-je à Charlieu, si bien informé de la chronique dauphinoise, mais quelle fut celle des pierres? Que devint le château de Vizille après la mort de Lesdiguières?

— Après avoir appartenu au duc de Créqui qui avait épousé la fille du connétable, il fut plus tard acheté par le manufacturier Claude Périer, le père de Casimir Périer. C'est ainsi que, le 21 juillet 1788, Claude Périer y recevait les cinq cent quarante membres des États du Dauphiné qui, après les émeutes, n'avaient pu se réunir à Grenoble. Ce furent déjà les États généraux de la Révolution. Puis, le château redevint maison de plaisance. Mais sa masse inquiétante était une gêne. Le connétable et Marie Vignon, cinq cent quarante députés, ce sont là des commensaux encombrants, sans compter les montagnes voisines qui l'enserrent comme une proie, et le bruit de la Romanche qui se précipite pour se perdre à peu de

distance, comme en usent les hommes avec la vie. Après avoir été travesti en hôtel, il a fini par être acquis par l'État. Mais ne l'avez-vous jamais visité ?

— Si, précisément quand il était changé en hôtel. Il est plus beau du côté du parc. L'étang qui le reflète double ses tours et ses bâtiments carrés en grosses pierres grises, et les rampes de cet admirable escalier en X qui utilise si heureusement l'angle rentrant de la façade. Le parc est une merveille avec ses eaux vives qui prennent naissance à son extrémité et qui le parcourent avec une nonchalante abondance, en sorte que les arbres y sont d'une beauté incomparable.

— Je n'y suis jamais entré, dit enfin l'abbé Grandpierre.

— Jamais? Et pourtant vous avez été vicaire à Vizille.

— Pendant six ans. Je n'ai jamais eu le temps d'y entrer. Vizille n'est pas qu'un château. Vizille est un centre industriel très peuplé. La population n'en est pas très religieuse. Pour un jeune prêtre, c'est un champ d'action sans limites. C'est là que j'ai été mêlé à cette tragédie du rachat. Ce fut aussi l'offrande sacrée d'une âme. Celle qui se fit la Remplaçante vit sans doute encore, mais elle est comme ensevelie vivante. Elle est bien au-dessus de nos agitations. Les autres acteurs sont tous décédés. Il me semble que je suis libre aujourd'hui de revenir en arrière de vingt ans, et même un peu plus. C'est peut-être la plus douloureuse aventure que j'aie rencontrée dans mon ministère. J'ai écouté avec un peu de pitié le récit des intrigues de cette Marie Vignon pour se faire épouser par le connétable de Lesdiguières. Il y a des femmes qui poussent au crime, mais il en est d'autres qui rachètent les fautes et les expient...

Nous ne fîmes, Étienne Charlieu et moi, aucune réflexion. Nous avions compris que l'abbé avait laissé envahir sa mémoire par le passé et que nous en recevions enfin la confidence. Ainsi apprîmes-nous le drame intime et secret de Vizille.

ALBINE

En ce temps-là, commença l'abbé Grandpierre comme un chapitre de l'Evangile, j'étais vicaire à ce Vizille dont vous ne connaissez que le château. Les voyageurs qui passent ne cherchent que les curiosités ou les souvenirs historiques : ils

ignorent tout de l'âme d'un pays. Vous avez relevé les traces de Lesdiguières et vous ne vous êtes pas douté que Vizille est un gros bourg ouvrier dont les industries, — électricité, tissage, — alimentées par la Romanche, nourrissent une population assez fière et même farouche, très portée aux choses matérielles, positive et peu soucieuse de la parole religieuse. Je sortais du séminaire avec un zèle ingénu et novice et ne me laissais même pas arrêter par la raillerie, d'ailleurs indulgente et bienveillante, de mon curé, l'abbé Mérant, devenu sceptique avec les années et qui se contentait de bien administrer sa paroisse sans jamais tourmenter ses paroissiens indifférents. Ceux-ci fréquentaient peu l'église, ou même ne la fréquentaient pas du tout, mais ils s'y mariaient et s'y faisaient enterrer. Et même ils ne refusaient pas de participer au denier du culte.

— Prenez garde, mon jeune ami, m'avertissait mon chef, le Dauphinois n'aime ni à être dérangé, ni à être morigéné. Avec votre ardeur et votre remue-ménage sacré, vous risquez de les froisser ou de les agacer, tandis que, vous le voyez, je ne risque rien.

Mais je voulais courir le risque de l'apostolat. Je dois confesser que je n'ai pas trop bien réussi et que mon curé avait peut-être raison. Ou plutôt non, l'expérience ne m'a pas appris qu'il faille jamais ralentir sa ferveur. Ne dût-on ramener qu'une âme à Dieu, cela vaut bien des années de mécomptes et d'insuccès.

Mon premier soin, ma première œuvre fut de fonder un patronage pour les jeunes filles. Les usines de tissage emploient un très grand nombre de femmes. Celles-ci suffisent, en effet, pour la plupart des ateliers et des métiers. Elles débutent par le dévidage et le bobinage. Les plus expertes passent ensuite à l'ourdissage, puis au moulinage. Mais peut-être ne connaissez-vous pas la suite des opérations du tissage mécanique des soieries dans la région du Rhône?

Les balles de grège arrivent, soigneusement ensachées, — entourées de nattes si elles viennent de Chine ou du Japon, de sacs de toile si elles ne viennent que d'Italie ou de France, — et la première opération, qui est le mettage en mains, consiste à découdre les balles, à en retirer les flottes et à les classer par couleur, qualité, grosseur, etc. Il y faut des ouvrières très

expérimentées à cause de l'importance de ce classement. Ne vous étonnez pas de ma compétence. J'avais commencé par me faire expliquer en détail, au cours de plusieurs visites à l'une ou l'autre filature dont le directeur voulut bien consentir à mon instruction, toute la série des manipulations qui aboutissent à ces tissus admirés dans les magasins lyonnais ou grenoblois. Car il me fallait éviter ces erreurs qui eussent choqué mes paroissiens si je confondais une débutante avec une de ces ouvrières de choix qui sont chargées du moulinage et de ses savantes combinaisons sur les métiers.

Or un grand nombre de ces ouvrières étaient de toutes jeunes filles venues des villages de la montagne qui sont pauvres et qui, l'hiver, quand la terre sommeille, envoient leurs enfants gagner un peu d'argent dans les villes. Livrées à elles-mêmes, elles pouvaient aisément devenir la proie de toutes les convoitises. A quoi emploieraient-elles leurs longues soirées? Demeureraient-elles dans le méchant local qu'elles louaient à plusieurs en général? Ce Vizille que vous n'avez fait que traverser en automobile pour ne vous arrêter qu'au château vous a sans doute paru calme et paisible. Si vous y reveniez le soir, vous le trouveriez extraordinairement animé. A la sortie des ateliers, les rues se remplissent d'une foule, hommes et femmes mêlés. Ses cafés et ses cinémas regorgent de monde. Vizille devient brusquement lumineux, populeux et dangereux.

J'avais réussi à louer pour mon patronage une petite maison en face de la cure avec un jardinet. Elle est occupée aujourd'hui par un asile de sourds-muets que dirigent des religieuses. Je l'avais aménagée avec des salles de jeux, de correspondance, de bibliothèque. Grâce à quelques relations que j'avais, par ma famille, à Grenoble, grâce à ma famille elle-même qui s'est toujours montrée généreuse à mon égard et m'a encouragé dans mes charités, j'avais pu acquérir des livres, des disques de phonographes, une lanterne magique, enfin ce qui peut distraire honnêtement la jeunesse. Mes locaux étaient bien chauffés, bien éclairés, confortables. On commença par les considérer avec méfiance. Puis l'une ou l'autre se décida à y entrer. Elles amenèrent bientôt de nombreuses compagnes, attirées par la chaleur, la lumière, la musique. Au lieu de passer leurs soirées dans le triste logement qu'elles

occupaient à deux, ou même à trois et à quatre, elles découvraient une occasion de se rassembler et de s'amuser gentiment. Bientôt ma petite maison fut pleine et vivante comme une ruche d'abeilles.

Cependant mon curé, goguenard, suivait avec ironie les progrès de ma fondation :

— Si c'étaient des jeunes gens, me dit-il un jour, vous ne vous donneriez pas tant de mal.

Vous ne pouvez savoir le tourment qui me vint de ce simple propos, lancé pourtant sans méchanceté, et plutôt par goût du persiflage. Saint François de Sales qui fut un admirable directeur d'âmes a dit souvent, raconte Mme de Chantal dans sa déposition au procès de béatification, « qu'il n'envisagea jamais personne pour en savoir discerner ce qui était de beau ou de laid, et quand il n'avait plus les personnes présentes, il n'eût su dire comment leur visage était fait ». La plupart des prêtres pourraient vous faire une pareille réponse si vous les interrogiez, et le monde ne s'en doute pas. Ils n'y ont pas le mérite que vous pouvez croire. Une sorte d'habitude les protège. Ce n'est pas en vain qu'ils offrent chaque matin à la messe le divin sacrifice. Ils commencent leur journée par la vie intérieure et subissent l'exemple de l'immolation. Dès lors, les êtres humains passent devant eux avec des formes plus ou moins heureuses qui recouvrent des âmes. L'intérêt est transposé au dedans. Ils ne souffrent pas, ou ils souffrent peu des incommodités qu'offre à la plupart des hommes la vision des tares physiques et des disgrâces naturelles.

J'étais absolument alors dans cet état d'esprit quand le mot, maladroit plutôt que malheureux, de mon curé m'en fit sortir. Je fus même sur le point de renoncer à mon œuvre et je fis le voyage de Grenoble pour expliquer mes scrupules à mon confesseur. Celui-ci me rassura, et même rudement. Il me reprocha de manquer de simplicité et d'humilité, et de compliquer la vie à l'excès. Dieu pouvait se servir de la beauté même pour le bien des âmes.

Voici ce qui m'avait tourmenté bien à tort. L'une des premières clientes de mon patronage avait été une jeune fille, Albine Fournel, dont le visage était véritablement angélique. C'était un de ces visages tel que rarement les peintres en ont découvert. Je l'ai retrouvé plus tard, voyageant en Italie, sur

les Vierges de Fra Angelico dans le couvent de Saint-Marc, ou sur cette Vierge du Couronnement qui est à Sienne et qui est plus lumineuse encore que son vêtement blanc. La lumière le traversait de part en part. Ses cheveux blonds le nimbaient et le ciel était dans les yeux. Très franchement je ne l'avais pas remarqué tout d'abord. Comme je vous l'ai expliqué, je n'attachais aucune importance aux dons extérieurs. Mais peu à peu, et comme soudainement, il m'avait frappé.

— Quand vous la regardez, m'avait demandé mon confesseur, que ressentez-vous? Quel genre de trouble ressentez-vous?

Et j'avais répondu :

— Aucun trouble. Au contraire, un sentiment de respect et de ferveur, un désir de mieux travailler pour la gloire de Dieu, une sorte d'édification intime comme si j'étais en contact avec quelque chose de supérieur à l'homme, avec la sainteté.

— Alors, allez en paix. Qui donc imaginerait la Mère de Dieu sans beauté?

Vous ne sauriez croire la tranquillité que me donna cette réflexion : *Qui donc imaginerait sans beauté la Mère de Dieu?* Dès lors, si je ne cherchais jamais à regarder Albine de préférence à ses compagnes, mes yeux n'ont jamais cherché à l'éviter. Elle exerçait d'ailleurs autour d'elle un rayonnement qui favorisait mon influence, car elle était devenue bien vite mon alliée. Plus d'une fois, j'ai surpris l'une ou l'autre ouvrière, échangeant avec des compagnes des propos qui ne devaient pas être inoffensifs et que je ne pouvais entendre parce qu'ils étaient prononcés à voix basse, s'interrompre brusquement à l'apparition de la jeune fille et murmurer :

— Pas devant elle!

J'avais pris pour règle de ne faire aucune enquête sur toutes celles qui venaient à mon patronage. Toutes, je les accueillais avec allégresse. D'elles-mêmes peu à peu j'apprenais les détails de leur vie. Elles me faisaient connaître leur lieu d'origine, leur parenté, leurs ressources. Elles me confiaient leurs misères matérielles ou morales. Ces misères, vous ne pouvez savoir dans le monde, même si vos professions vous mêlent à l'humanité générale en qualité de médecins, d'avocats, de romanciers, jusqu'où elles peuvent aller. Nous recueillons des détresses que vous ignorez et qui vous rempliraient d'épouvante parce qu'elles exigent ce qu'il y a de plus difficile,

l'effort continu, l'effort journalier, parfois sans issue. Si le monde, un jour, devait se passer de Dieu, il tremblerait sur ses bases.

Ainsi n'avais-je pas interrogé Albine Fournel. Je savais seulement qu'elle travaillait à la filature Perrière qui employait près de quatre cents ouvrières. Elle avait bien vite passé du dévidage primitif à l'ourdissage, puis au moulinage. Elle maniait les fuseaux à merveille. Les compagnes qui avaient débuté avec elle s'étaient tout d'abord montrées jalouses de son avancement trop rapide. Un petit complot s'était formé contre elle pour embrouiller ses fils sur les bobines. Elle avait même été rétrogadée, ce qu'elle avait accepté sans murmurer. Elle aurait pu dénoncer le complot et s'y était refusée. Cependant l'une des conspiratrices l'avait surprise qui pleurait dans un coin pendant un arrêt du travail. Elle en avait eu honte et s'était dénoncée elle-même. Sa franchise lui avait évité une punition et Albine avait été remise à sa place. De ce jour, sa supériorité fut acceptée, et même elle ne trouva plus autour d'elle que de la complaisance, presque de la déférence.

Je sus bientôt, par d'autres que par elle, qu'elle habitait avec son père une petite maison hors du bourg. Si vous êtes allé à Vizille par la route d'Uriage, vous avez traversé un tunnel qui brusquement vous fait passer de la campagne en ville. Ce tunnel est pratiqué dans un énorme rocher qui protégeait le bourg et le château de ce côté, du côté de Prémol et de Champrousse. La petite maison des Fournel, à tuiles rouges, basse et étroite, mais gentille et gaie, s'appuyait presque à ce rocher. Ainsi séparée de toute autre habitation, elle est toute baignée de verdure. Les fenêtres ouvrent sur cette vue de campagne que ferment les montagnes boisées où se cachent les ruines de la Chartreuse de Prémol.

Elle m'en fit les honneurs un jour, comme j'allais la prier de préparer la crèche pour la fête de Noël. Je ne pouvais qu'imaginer la verdure, à cause de la neige qui la recouvrait, mais on était hors du bourg fumeux et triste. Je n'aperçus son père que de dos, comme s'il avait voulu se retirer devant moi, comme s'il refusait de me voir. J'avais deviné ce refus à la tristesse qui avait envahi le visage d'Albine, mais je me gardai d'y faire la moindre allusion.

Cette innocente visite, ébruitée par un passant, me valut

une nouvelle réprimande de mon curé. Je devais veiller sur ma réputation, ne pas risquer de la compromettre par une préférence trop marquée.

— Elle est mon aide principale au patronage, objectai-je.

— Que ne prenez-vous un homme? Il y en a.

— C'est ma première visite.

— Que ce soit donc la dernière. On ne sait d'ailleurs ce que sont ces gens-là?

— Et qui donc, monsieur le curé?

— Elle et son père. Ce sont des étrangers. Ils ont débarqué ici, il y a quelques années, venant on ne sait d'où. Ils ne sont même pas du diocèse. On ne connaît pas leur état civil.

— Ce sont de bons ouvriers et de braves gens.

— Qu'en savez-vous? Lui ne fréquente pas l'église.

— Le cabaret non plus. Il n'y met jamais les pieds.

— Et que fait-il chez lui?

— Il étudie, paraît-il. Il s'instruit. Il achète des ouvrages techniques. Vous savez sans doute, puisque vous vous occupez de lui, qu'il est aujourd'hui l'un des meilleurs employés de la filature Perrière. Sans avoir passé par aucune école, il a pu devenir un visiteur.

— Un visiteur?

— Oui, monsieur le curé, un des contremaîtres qui reçoivent les tissus, qui les examinent et les mètrent avant qu'ils soient envoyés au siège central de Lyon.

— Comme vous êtes renseigné sur le tissage! On voit bien que vous fréquentez les ouvrières.

— Est-ce un reproche, monsieur le curé?

— Non, c'est un conseil. Laissez tranquilles ces Fournel, père et fille. Sans quoi il vous arrivera malheur.

Devais-je tenir compte de cet avertissement qui ne reposait sur aucune base sérieuse, ou faut-il croire que de mystérieuses antennes nous avertissent en effet des menaces futures? M. le curé me jugeait sans bienveillance : il avait aperçu néanmoins bien avant moi que les Fournel, père et fille, en effet, joueraient dans ma vie un rôle important.

Par obéissance, je me tins désormais sur la plus prudente réserve, mais Albine avait pris l'habitude de se confier à moi. Elle avait, cette veille de Noël, rangé avec soin les personnages de la crèche, en mettant les bergers au premier rang, et les

Rois derrière, comme il convient. Cependant elle ne se retirait pas. Après avoir confessé, je m'étais agenouillé dans un coin de l'église avant de rentrer au presbytère, quand elle m'aborda :

— Monsieur l'abbé, j'aurais deux mots à vous dire.

— Dites-les, mon enfant.

Où la recevoir? Je ne pouvais l'emmener dans mon petit appartement sans encourir un blâme, bien que je fusse autorisé à y recevoir mes visiteurs. Nous restâmes donc au bas de l'église qui était presque vide à cette heure :

— Voilà, commença-t-elle, il s'agit de mon père.

— Je ne l'ai jamais vu ici.

— Précisément : je pensais l'y amener pour la messe de minuit. Mais il s'y est refusé.

— Vous en a-t-il donné des raisons?

— Aucune, monsieur l'abbé. Vous savez qu'il me parle toujours avec douceur.

— Vous me l'apprenez.

— Il est impossible de rencontrer un père plus tendre. Il remplace maman.

— Avez-vous connu votre mère, mademoiselle?

— Non, elle est décédée peu de mois après ma naissance. Il a mis dans ma chambre sa photographie, ses meubles, tous les souvenirs d'elle qu'il a gardés. Il n'a rien voulu conserver pour lui-même. Cependant il ne me parle jamais d'elle. Il m'a tout donné d'elle, sauf sa mémoire dont il est jaloux et dont il ne communique jamais rien à personne. Il est un peu étrange. Il est très secret. Mais pour moi il est si bon!

— Vous gêne-t-il dans vos pratiques religieuses?

— Au commencement il s'en apercevait avec ennui. Et puis il m'a laissée libre. Quand je tente de lui en parler, il m'arrête tout de suite. « Pas moi », me répond-il avec tristesse, mais avec fermeté. Alors j'ai cessé de vouloir l'attirer. Ai-je eu tort?

— Non, la rassurai-je, vous n'avez pas eu tort. Il faut laisser agir la grâce. En voulant précipiter ses effets, trop souvent on ne réussit qu'à l'écarter. Attendez. Soyez patiente.

Je désirais rompre cet entretien qui se prolongeait, mais elle murmura :

— Il y aurait peut-être un moyen.

— Un moyen?

— Oui, monsieur l'abbé, un moyen de l'attirer à l'église.

— Et lequel? Si vous en connaissez un, il faut l'employer.

— Ce moyen dépend de vous.

— Alors parlez.

— Il joue très bien de l'harmonium. Un matin, à Grenoble, il est entré avec moi chez un marchand d'instruments de musique, et il a essayé : c'est merveilleux. Comme je l'écoutais avec extase, il m'a dit : « Tu aimes la musique, Albine? — Passionnément. — Et les orgues? — Oh! les orgues surtout. Tu joues aussi de l'orgue, papa?... » Il ne m'a pas répondu, mais lui qui ne rit jamais, il a souri. J'ai compris qu'il était aussi organiste.

— Pourquoi ne vient-il jamais?

— Je ne sais pas. Il a dû traverser de grands chagrins. Je n'ose pas l'interroger. Il se retire en lui-même dès que je l'interroge. Vous avez de belles orgues à Vizille et il n'y a pas d'organiste. Seulement M. le curé, qui n'est pas très habile. Si vous demandiez à papa d'accompagner les chants, peut-être y consentirait-il?

— Cela dépend de M. le curé.

— Demandez-le lui, monsieur l'abbé.

— Je le lui demanderai.

— Vous me le promettez?

— Sans doute.

— Ce soir même : pour l'office de minuit?

— Vous êtes bien pressée, mademoiselle.

— Oui, il me semble que le miracle que j'attends se réaliserait.

— Vous attendez un miracle?

Les yeux, les yeux célestes se remplirent de larmes. Le visage transparent devint si grave quand Albine me répondit :

— Sans doute : la conversion de mon père. Vous ne l'avez pas compris?

Et je compris, si tard, quelle place occupait dans cette jeune vie l'amour filial.

La mission qu'elle me confiait était bien délicate et je ne me faisais guère d'illusion sur son issue. Mais comment aurais-je résisté à une telle supplication? Elle me communiqua un peu de son ardent désir et j'osai, dès ma rentrée au presbytère, poser la question à M. le curé. Il y avait à Vizille

un organiste remarquable et inconnu : la cérémonie de Noël serait toute rehaussée par son talent. Comment ne pas recourir à lui ? Je m'avançais peut-être beaucoup. En somme, rien ne me garantissait cette valeur artistique. Mlle Albine pouvait se tromper sur la science musicale de son père. Mais je voulais réussir et je forçai l'éloge comme il convenait.

— Et quel est cet artiste inconnu ? réclama, toujours guoguenard, M. le curé.

— C'est précisément ce Fournel.

— Ah ! ah !

Il ricana et je crus la partie perdue. Elle n'est jamais perdue avec un partenaire vertueux M. le curé m'avait donné son estime tout en blâmant mon zèle qu'il estimait excessif. Je lui expliquai l'importance de cet engagement : peut-être une âme perdue reviendrait-elle à Dieu par ce détour.

— Oui, oui, ricana-t-il encore : la musique, la beauté.

Mais, soit qu'il ne voulût pas me contrarier, soit qu'il jugeât l'expérience et l'enjeu importants, il céda et acquiesça :

— Eh bien ! engagez votre homme. Mais vous me garantissez, n'est-ce pas, son respect du lieu saint jusque dans son accompagnement et ses morceaux, s'il s'aventure dans les improvisations ?

Je dus le garantir. C'était beaucoup m'avancer. Je courus donner à Mlle Albine la réponse favorable. Elle en fut comme illuminée.

— Et maintenant, me dit-elle, il faut vite allez chez nous.

— Chargez-vous de la mission.

— Ce ne serait pas la même chose. Je vais rester à l'église. Allez-y tout seul.

— Votre père me recevra-t-il ?

— Oh ! il vous recevra très bien. Je vais prier pour qu'il accepte. Monsieur l'abbé, soyez pressant et éloquent. Cette nuit de Noël sera pour lui la résurrection.

Et me voilà parti pour la petite maison du rocher.

LE PATRON

Il n'y avait pas de sonnette. Je frappai à la porte, et comme on ne répondait pas, je frappai à coups redoublés. Un pas lourd retentit dans le corridor. On m'ouvrit et je me trouvai

en face de M. Fournel que je ne connaissais pas. Son accueil ne ressembla point à celui que m'avait promis sa fille. Il eut un haut-le-corps en apercevant ma soutane et il me toisa avec une hostilité à quoi je ne pouvais me méprendre :

— Que voulez-vous ?

— Je désirerais vous parler, monsieur.

— Nous n'avons rien à nous dire.

J'invoquai alors ma complice :

— Je viens de la part de Mlle Albine.

Il hésita un instant, puis s'inclina, mais sans douceur :

— C'est bien, entrez.

Il m'introduisit dans une pièce convenablement meublée qui devait servir à la fois de salle à manger, de salon, de cabinet de travail. Un bureau à cylindre était ouvert ; des papiers étalés, avec des figures géométriques, des plans, des chiffres. Peut-être, dans ses loisirs, le père d'Albine poursuivait-il quelque invention, quelque perfectionnement des métiers de tissage. C'était à la tombée du jour : par la fenêtre j'apercevais les pentes de Prémol couvertes d'une neige qui devenait rose au couchant. L'homme était d'assez haute taille et paraissait fatigué plutôt qu'âgé. Il avait dû être beau, si j'osais attacher encore de l'importance aux traits d'un visage, malgré mon renoncement aux choses de la terre et malgré les remontrances de mon curé : un grand front lumineux, des yeux d'un éclat sombre difficile à supporter, les joues maigres, mais la bouche, un peu épaisse et dégagée, car il était entièrement rasé, diminuait l'impression de spiritualité que donnait le haut de la figure. Rarement j'avais pu relever une telle expression de tristesse, presque de désespoir. Mlle Albine avait raison : son père ne devait jamais rire.

Je lui exposai le but de ma visite. Nous n'avions pas d'organiste pour accompagner les chants de Noël et la belle fête de la Nativité serait ainsi incomplète. Or, je savais qu'il jouait de l'orgue à merveille. Il eut un geste de protestation contre cette allusion à son talent et il refusa net, mais avec politesse :

— Je vous remercie, monsieur l'abbé, mais vous savez que je n'entre plus à l'église.

Il avait bien dit : je n'entre *plus*. Je ne m'étais pas trompé. Il avait donc, autrefois, fréquenté le saint lieu. Quel drame intime l'en avait éloigné ? J'insistai. Plus j'insistais, plus il

devenait catégorique. J'allais me retirer, vaincu et penaud, quand j'invoquai encore le nom de sa fille :

— Mlle Albine en sera peinée. Elle devait chanter un solo que ses compagnes reprendraient en chœur.

Il s'arrêta, car il me raccompagnait déjà dans le corridor :

— Quel solo ?

— Oh ! c'est un vieux cantique, bien banal, toujours émouvant : *Les Anges dans nos campagnes...*

Il répéta, comme s'il se souvenait :

— Oui, *les Anges dans nos campagnes...*

Et il se prit à le fredonner. Puis, subitement, il se décida :

— C'est bien, j'irai, monsieur l'abbé, mais seulement s'il y a une entrée particulière pour les orgues, sans y pénétrer par l'église.

— Il y en a une.

— Alors je vais avec vous. Car il faut que j'essaie l'instrument avant de m'en servir. Avez-vous un souffleur ?

— Sans doute, un des enfants de chœur.

— Vous l'enverrez chercher.

Nous pénétrâmes par la sacristie jusqu'à la cage des orgues suspendues à l'un des côtés de la nef. Il préluda avec quelque difficulté, cherchant les jeux, secouant ses doigts gourds, essoufflant les sons. Sans doute n'avait-il pas joué depuis des années. Je voyais les veines de son front se gonfler. Peu à peu il retrouva son art oublié, perdu. Peu à peu il s'habitua à cet instrument nouveau. Nos orgues de Vizille sont assez belles. La période des tâtonnements achevée, il joua de mémoire une fugue de Bach qui remplit notre église de splendeur. Je sus plus tard qu'Albine, dans le bas de la nef, cachée par un pilier, l'écoutait comme en extase. Cependant je le remerciai avec effusion. Notre fête de Noël serait complète, et M. le curé ne m'accuserait plus de témérité dans mes démarches.

Ce fut très beau en effet, et même il arriva que des ouvriers des usines qui passaient tardivement devant l'église en sortant des cafés et qui, d'habitude, n'y mettaient jamais les pieds, attirés ce soir-là par la lumière et la musique, y pénétrèrent et demeurèrent dans le fond à regarder et écouter. On commence par ces témoignages extérieurs, et puis l'on cherche ensuite une musique et une lumière intérieures. Albine n'avait

jamais chanté comme elle chanta dans cette nuit de Noël, et ses compagnes, entraînées par elle, renforcèrent les chœurs, glanant même des voix dans l'assistance émue.

Je reçus les félicitations de M. le curé qui voulut remercier l'organiste et même l'inviter à réveillonner au presbytère. Mais il s'était enfui sur la dernière note. Je me réservais de lui redemander son concours pour les jours de fête. Lui aussi commencerait par la musique et réclamerait plus tard une autre harmonie.

La cérémonie me valut encore une visite qui ne m'étonna pas, mais qui se prolongea outre mesure, comme si le visiteur n'osait pas aborder un autre sujet, et je devais avoir un peu plus tard, guère plus tard, l'explication de ses hésitations et de sa timidité. Dès ma nomination au vicariat de Vizille, j'étais allé prendre contact avec les chefs d'industrie avant de fonder mon patronage. Partout je fus bien accueilli, mais spécialement par M. Charles Perrière qui dirigeait l'établissement de tissage Perrière et Cie. Sa mère était morte à sa naissance. Son père s'était beaucoup occupé de son éducation, l'avait poussé vers l'École polytechnique. Il en était sorti dans les premiers rangs. Ingénieur de l'État, il paraissait avoir dans les services publics le plus bel avenir quand ce père, miné par le chagrin conjugal dont il ne s'était jamais bien remis, était décédé à son tour prématurément. Charles Perrière avait alors démissionné de son poste officiel, pour venir s'enterrer, si je puis dire, à Vizille, mais y reprendre et y continuer l'œuvre de ses parents. Il y avait réussi à merveille, modernisant l'outillage, produisant lui-même sa force électrique, et s'occupant aussi du bien-être de ses employés. Ainsi avait-il aménagé un vaste local pour loger gratuitement les ouvrières que leurs familles envoyaient des villages de la montagne et qui étaient obligées de coucher en ville. Ces jeunes filles, dont quelques-unes n'étaient âgées que de quatorze ou quinze ans, étaient ainsi préservées. Le règlement les obligeant à rentrer à huit heures et demie le soir, elles ne pouvaient flâner dans les rues toujours périlleuses. En outre, un restaurant, installé dans l'usine, leur fournissait des repas à très bon compte, une nourriture saine et abondante, bien nécessaire à ces jeunes appétits de campagnardes.

Vous comprenez que, dans ces conditions, le patron et le

vicaire débutant s'étaient sans retard entendus. Il avait été le soutien de mon patronage, et il m'avait fait don de livres et de jeux.

— Eh bien! me dit-il quelques jours plus tard, vous allez révolutionner Vizille, le fameux Vizille des États généraux.

— En quoi faisant, mon Dieu?

— Mais, avec vos orgues. On les entendait de la rue. Ce Fournel est un artiste. Je ne le connaissais pas sous ce jour.

— Oui, monsieur Charles (c'est ainsi qu'on l'avait appelé pour le différencier de son père, et cette appellation lui était demeurée), il ne passe pas pour clérical.

— C'est un homme étrange. Il est très instruit. Il sait même le latin.

— Le latin?

— Oui : je lui montrais une inscription romaine par hasard et il l'a traduite sans difficulté quand je n'y parvenais pas moi-même. Je l'ai nommé visiteur et lui ai donné le pas sur ses camarades pour le contrôle des pièces et pour la surveillance générale des ateliers et des métiers. Il est respecté, mais il n'est pas aimé. Probe, consciencieux et sûr, il a gagné l'estime de ses collègues, mais il n'a pas leur confiance. S'il y avait une grève, ou quelque trouble, il serait le premier menacé. Heureusement les commandes affluent et nous travaillons à plein rendement, ce qui m'a permis d'augmenter la paye.

— A quoi attribuez-vous cette défiance qu'il inspirerait?

— A son caractère. Il ne parle jamais à personne hors de son service. Il ne va jamais au cabaret. Il ne joue pas aux boules qui est le sport dauphinois par excellence. Il ne fréquente personne et vit à part, dans sa petite maison du val de Vaulnaneys, avec sa fille.

— Et avec sa fille, comment se montre-t-il?

— Sa fille? Il l'adore. Elle est sa passion. Il ne vit que pour elle et par elle. Jamais il n'a souri à personne, et son dur visage s'éclaire dès qu'il aperçoit Mlle Albine.

Il se tut un instant, puis me posa la question pour laquelle je devinais qu'il me rendait visite :

— Vous la connaissez beaucoup, monsieur l'abbé?

— Qui? demandai-je sans naïveté.

— Mais... elle. Ne l'avez-vous pas à votre patronage? Ne

dirige-t-elle pas avec vous le chœur des chanteuses ? Elle a une voix qui est un enchantement, une voix de source pure où donnerait le soleil. Cette nuit de Noël, on ne se lassait pas de l'écouter. C'était bien l'ange dans nos campagnes.

Je le regardais tandis qu'il parlait de la sorte, car je ne reconnaissais pas son langage. Pour qu'un polytechnicien, un homme de science, positif, réfléchi, précis et exact s'exprimât avec ce lyrisme, il fallait qu'il ne pût dominer son exaltation intérieure. Je le regardais presque avec effroi, car je croyais déjà voir sur lui l'ombre d'un malheur menaçant. Nul doute n'était possible : Charles Perrière, le patron, était épris de l'une de ses ouvrières.

J'étais assez informé pour comprendre que je n'aurais point dû m'alarmer. C'était là un drame tout ordinaire, presque banal. Cela commencerait par une idylle et finirait par une rupture et une indemnité. Or je ne pouvais prendre les choses si légèrement. Je ne les avais d'ailleurs jamais prises légèrement. En toute occasion je me serais efforcé de détourner le patron d'un caprice ou d'une passade qui ne pouvaient être pour lui que passagers et qui risquaient de déshonorer une jeune fille, de compromettre sa réputation et son avenir et de la décourager à tout jamais. Il y a même une certaine lâcheté à user de son pouvoir sur des créatures qui dépendent de nous. La séduction est toujours criminelle. Là elle s'aggrave d'un élément plus vil.

Mais ce n'était point cela qui me tourmentait. J'avais l'intuition que les circonstances étaient toutes différentes. Je plaçais Albine si haut que je n'imaginais pas qu'elle se laissât jamais séduire. Elle m'apparaissait comme une petite sainte, au-dessus des basses passions de la terre. Si elle devait aimer un jour, ce ne serait que pour être unie à son amour par les liens sacrés du mariage. Un Charles Perrière ne pouvant tout de même pas épouser une Albine Fournel, la situation serait sans issue. D'autre part, tout concordait pour faire du père d'Albine le portrait le plus sévère et le plus dangereux. Il garderait jalousement son enfant. Il la garderait, j'en avais peur, jusqu'au crime. Elle était sa joie, son orgueil, sa raison de vivre. Il ne se la laisserait pas arracher.

Cependant je n'avais pas encore répondu à sa question et il commençait à s'en étonner.

— Votre silence, monsieur l'abbé, que signifie-t-il au juste? Auriez-vous des réserves à faire sur sa conduite?

Je ne pouvais la laisser soupçonner un seul instant :

— Oh ! protestai-je, elle ne mérite que des louanges.

— Oui, n'est-ce pas? Elle est si supérieure à toutes ses compagnes et, ce qu'il y a de plus singulier, ses compagnes acceptent sa supériorité. Elles avaient essayé de regimber à cause de son avancement et se sont bientôt inclinées.

— Elle exerce partout la plus heureuse influence, approuvai-je, car je devais à la jeune fille cette approbation, puisqu'on avait failli prendre ma réserve pour un blâme.

Je ne devinais pas encore où Charles Perrière voulait en venir. Visiblement il tâtait le terrain et désirait donner un autre tour à notre conversation. Puis brusquement il se décida, comme les timides qui foncent sur l'obstacle :

— Monsieur l'abbé, je vous dois de ne pas tourner plus longtemps autour de la question essentielle. Vous ne savez pas encore pourquoi je suis venu vous rendre visite.

Cette fois je ne pouvais plus douter du but que j'avais entrevu.

— Voici donc, reprit-il. Je n'ai pas rencontré de femme, de jeune fille qui m'ait fait une impression comparable à celle que j'ai reçue de Mlle Albine Fournel.

Avec quel respect il la nommait en la mettant à part!

— Je ne serais certes pas le premier patron qui ferait la cour à une de ses ouvrières, surtout après l'avoir favorisée et avoir procuré à son père une situation avantageuse. Mais il est impossible de lui faire la cour. Elle a quelque chose de si pur, de si suave qu'on aurait plutôt envie de s'agenouiller devant elle, si ce geste n'était devenu ridicule.

— On ne s'agenouille que devant Dieu, observai-je.

— Ou devant ses saintes. Je ne sais si elle est l'une d'entre elles. Je sais qu'elle m'a inspiré un amour dont la seule pensée m'est déjà une douceur infinie. On n'aime pas toujours les amours qu'on éprouve, monsieur l'abbé : il arrive même qu'on en ait honte, tandis qu'un amour comme celui-là, c'est déjà une grâce de l'avoir rencontré dans sa vie.

— Et, demandai-je, le lui avez-vous révélé?

— Je n'ai pas osé. On ne peut le lui révéler qu'en la demandant en mariage.

Irait-il jusque-là? J'étais comme suspendu à ses paroles. Albine avait-elle opéré ce miracle?

— Tous les préjugés s'y opposent, continua-t-il. Je les ai pesés, car il y a longtemps que je vis dans cette passion merveilleuse qui m'a transformé peu à peu, qui m'a libéré de toute autre, qui a modifié ma conduite, qui, en somme, m'a purifié ou, du moins, car on ne s'amende pas en un jour, est en voie de me purifier. Je les ai donc pesés et je les ai écartés. Je suis seul au monde, libre par conséquent de mon avenir. Une mésalliance ne contrarierait que ma famille lointaine dont l'appréciation ne peut guère m'atteindre. Et comment appeler mésalliance une union avec la créature la plus délicate et la plus gracieuse? Mais ce serait pour moi le plus grand bonheur, si Mlle Albine y consentait. Croyez-vous qu'elle y consente, vous qui la connaissez?

Comment n'y consentirait-elle pas? Quelle jeune fille n'y eût pas consenti? Non seulement elle serait élevée ainsi au-dessus de sa condition, mais Charles Perrière avait en partage tout ce qui peut plaire à une femme bien née. Il était de ces hommes bien faits qui, sans être beaux, plaisent à coup sûr par leur air de franchise et par cette aisance dans la vie qui inspire confiance et courage et qui attire comme une force naturelle et bienfaisante.

— Je n'ai jamais parlé avec elle de son futur mariage, mais de toute évidence elle ne peut en imaginer un plus agréable.

— Je vous chargerai donc de le lui proposer.

— Moi? Pourquoi pas vous-même?

— Je vous ai dit que devant elle je perdrais toute audace.

A ce moment de notre entretien, je vis distinctement et soudainement la silhouette inquiétante du père d'Albine. Comment, lui, prendrait-il la chose? Aimerait-il assez sa fille pour se laisser dépouiller de ce trésor?

— Et le père? demandai-je.

— Eh bien! le père, dès que je saurai par vous si Mlle Albine consent à m'entendre, c'est à lui que je m'adresserai.

— Très bien.

— J'ai eu entre les mains son état civil, c'est-à-dire la date et le lieu de sa naissance, avec les noms de ses parents. Il est

originaire de Limoges. Son père était médecin. Je ne m'étais pas trompé : il appartient à une famille instruite. Sans doute a-t-il rencontré l'un ou l'autre de ces mécomptes qui détournent les jeunes bourgeois des carrières libérales et les précipitent vers les métiers manuels. D'ailleurs j'ai fait prendre des renseignements dans son pays natal et je les attends. Dès que je les aurai reçus, je vous les communiquerai.

— Ne vaudrait-il pas mieux les avoir avant que je tente la démarche que vous me demandez?

— Oh! ils ne peuvent rien changer à ma décision. Mais je veux bien y consentir, car ce sera l'affaire de quelques jours.

Nous nous séparâmes sur cet accord. Du presbytère je me rendis aussitôt à l'église pour remercier Dieu de la protection dont il entourait Albine. Sans doute, je perdrais en elle la fleur de mon patronage. Mais, devenue la femme de Charles Perrière, quelle heureuse influence n'exercerait-elle pas sur toute la fabrique de tissage! Son rayonnement s'étendrait sur tout Vizille et faciliterait ma tâche apostolique. A mon retour au presbytère, je fis part de la grande nouvelle à M. le curé en lui réclamant le secret. Il ne partagea nullement mon enthousiasme :

— Ces déclassements, me déclara-t-il, n'ont jamais rien valu.

— Ce n'est pas un déclassement. Le père de M. Fournel était médecin.

— Mais ce Fournel lui-même?

— Il est un excellent contremaître. Peut-être même un inventeur.

— Est-il réellement marié?

— Sans doute, puisque M[lle] Albine est sa fille.

— Légitime ou naturelle?

— Oh! monsieur le curé, pourquoi cette injurieuse hypothèse?

— Parce que, ni vous ni moi, n'avons vu son acte de mariage, ni l'acte de naissance de sa fille. Je vous avais conseillé de demander celui-ci lorsqu'Albine est entrée dans votre patronage.

— Ce n'est pas l'usage, monsieur le curé.

— Pour les gens du pays, non, puisque nous les connaissons. Mais pour une étrangère c'était prudent.

— Qu'allez-vous donc imaginer?

— Rien encore. Mais je désire, moi aussi, me renseigner. Il y a quelque chose de louche dans les manières d'être de ce Fournel. Il parle latin, il joue de l'orgue, il a peur de la soutane, il a peur de l'eau bénite à l'entrée de l'église. A tous ces indices je crains de deviner l'origine la plus troublante.

— Pour l'amour de Dieu, monsieur le curé, suppliai-je au comble de l'inquiétude, précisez votre pensée.

— Oh! ce n'est qu'une supposition et il ne serait pas charitable de la formuler.

— Je vous en prie néanmoins. Je n'en parlerai à personne.

— Non, non, monsieur l'abbé, je ne parlerai que si je puis affirmer. Moi aussi, j'ai écrit. Moi aussi, je saurai. Tout ce que je vous demande, c'est de reculer la démarche qui vous est demandée par M. Charles Perrière jusqu'à ce que je sois en état de vous y autoriser ou d'y mettre obstacle.

Je ne pus rien obtenir de plus et je m'évertuai en vain à rechercher ce qu'il voulait insinuer. La vérité devait dépasser toutes mes imaginations.

LE PÈRE D'ALBINE

La vérité devait dépasser toutes mes imaginations. Charles Perrière était revenu me voir avec des renseignements incomplets, déjà pénibles pourtant. Albine était une enfant naturelle. Sa mère était morte en la mettant au monde. Elle était, comme la famille Fournel, originaire de Limoges, institutrice de son état, vivant avec son père, petit employé en retraite et alcoolique. Malheureuse, elle s'était laissé séduire, etc. .

— Je n'y attache pas d'importance, m'avertit le jeune homme, après m'avoir mis au courant, et je désire même que vous n'y fassiez aucune allusion. M[lle] Albine ignore vraisemblablement le secret de sa naissance et respecte sa mère qu'elle n'a pas connue. Je ne veux pas que cette mémoire soit ternie. Et même nous prendrons nos précautions, d'accord avec son père, et aussi avec la mairie et l'église, pour qu'on bredouille les allusions à sa naissance, afin qu'elle ne soit pas avertie par les actes officiels. Voilà, et ne tardez pas trop à lui parler.

— Comptez sur moi, mais laissez-moi choisir le moment favorable.

Le moment favorable était facile à découvrir, mais j'avais donné ma parole à M. le curé d'attendre les résultats de sa propre enquête. Il les reçut un ou deux jours plus tard et m'appela dans sa chambre pour me les communiquer. Cependant il n'en triomphait pas, il paraissait au contraire en être accablé.

— Ah! mon pauvre abbé, me dit-il en me serrant les mains. Je n'avais que trop bien deviné.

Moi-même, je ne devinais pas, mais je sentais venir le malheur.

— Qu'y a-t-il donc de si fâcheux? questionnai-je avec avidité.

— Ce latin, ces orgues, cette crainte de la soutane, oui, c'était bien cela. M. Fournel est un prêtre défroqué.

Je m'écroulai d'abord sous cette révélation. Puis je me révoltai :

— Allons donc, monsieur le curé! Comment les avez-vous?

— Je me suis adressé à Mgr de Limoges que j'avais rencontré à Lourdes. M. Fournel appartient en effet à une famille très honorable. Instruit et plein de ferveur, il fut au séminaire un brillant sujet et, après le sacerdoce, il fut d'emblée nommé vicaire dans une paroisse de la banlieue limousine. C'est là qu'il se lia avec l'institutrice qui dirigeait elle aussi un patronage. Vous voyez, monsieur l'abbé, comme il faut être prudent, comme un prêtre doit être prudent pour toutes les œuvres féminines. Le scandale fut éclatant et les deux coupables durent quitter le diocèse. Il refusa de quitter cette femme qui était enceinte. Elle mourut peu après avoir donné le jour à Albine. M. Fournel a exercé alors divers métiers, puis il est venu échouer ici où personne ne connaît son passé, où nul ne doit le connaître. Car je n'ai pas besoin, n'est-ce pas? de vous contraindre au secret.

J'étais atterré et demeurai ainsi quelques instants dans un état de prostration que M. le curé toléra avec patience. Puis, je lui demandai humblement :

— Que dois-je faire? avertir M. Charles Perrière?

— Réfléchissons, monsieur l'abbé. Examinons ensemble ce cas épineux.

Je compris que je l'avais mal jugé. L'expérience de la vie l'avait rendu méfiant et ironique, mais pour agir il retrouvait sa force et sa vertu, et il voulait bien m'y associer.

— Votre Albine, reprit-il après un instant de silence, est d'après vous digne de toute estime. C'est ici l'avis unanime. Serait-il juste qu'elle expiât la faute, le crime de ses parents? Si l'amour que M. Charles Perrière lui a voué est tel que vous me l'avez dépeint, c'est-à-dire de la plus haute et de la plus rare qualité, il ne s'inclinera pas devant des circonstances, si abominables soient-elles, dont la jeune fille n'est pas responsable. Mais alors, il faudrait que M. Fournel disparût. La solution, la voilà peut-être : la disparition du père coupable, du prêtre indigne, sa disparition, ou même, si c'était possible, son retour à Dieu qui lui pardonnerait. N'est-ce pas Dieu qui lui demande tout à coup de se sacrifier à son enfant et de se racheter avec ce sacrifice?

Je l'admirai dans ses déductions. Il m'indiquait le droit chemin avec une extraordinaire lucidité. Mais ramènerions-nous jamais l'apostat qui avait abandonné l'Église plutôt que sa maîtresse ?

— Ainsi, monsieur le curé, concluai-je, vous me conseillez de voir en premier lieu M. Fournel.

— C'est mon avis. Mais ce n'est qu'un avis. La question est si délicate que je ne puis la résoudre par mes seuls moyens. Allez à l'église, monsieur l'abbé, et priez. Ensuite, vous déciderez par vous-même.

Je l'écoutai et je m'agenouillai longuement au pied de l'autel. Quand je me relevai, je pris le chemin de la petite maison à l'écart, à l'entrée du val de Vaulnaneys. Je savais qu'à cette heure Albine s'occupait du patronage et que je pourrais voir son père seul à seul.

Comme la première fois, il ne m'ouvrit que sur mes coups réitérés et comme la première fois il recula en m'apercevant comme si je portais quelque mauvais sort. Cependant, aidé par la grâce divine, je ne me laissai pas déconcerter par son accueil et je lui fis part du sentiment que sa fille avait inspiré à M. Charles Perrière et du désir qu'il m'avait manifesté de la demander en mariage.

— Mais elle ? réclama-t-il presque avec violence.

— Elle ne sait rien encore.

Il en parut soulagé :

— Ah ! bien.

— Avant de l'en informer, j'ai voulu vous avertir.

— Me demander mon consentement.

Comme s'il pouvait le refuser sans le plus effroyable égoïsme ! J'attaquai de front la question principale.

— C'est beaucoup plus que votre consentement que je viens vous demander.

— Et quoi donc ?

— Votre départ.

Et j'ajoutai plus bas :

— Ou votre retour.

Toutes les forces cachées de cet homme, accoutumé à se dominer et à dissimuler son véritable caractère, reparurent soudainement.

— Que voulez-vous dire ?

— Rien que vous ne sachiez.

— Qu'Albine est une enfant naturelle ?

— Oh ! son patron le sait déjà.

— Et que peut-il savoir de plus ?

Je le regardai en face, les yeux dans les yeux.

— Le reste.

Il s'était dressé comme s'il voulait m'écraser ou me chasser. Puis il se contint :

— Monsieur, — puis il se reprit : — Monsieur l'abbé, ne jouons pas au plus fin. Parlez donc franchement.

— Eh bien ! vous êtes prêtre, monsieur. *Tu es sacerdos in æternum.* Dieu vous offre l'occasion unique de revenir à Lui en vous immolant au bonheur de votre enfant. Je vous jure qu'Albine ne connaîtra jamais la vérité.

Il s'agitait, dans la pièce trop étroite, comme un fauve prisonnier dans sa cage. Mais il ne me repoussait pas. C'était mieux que je n'avais espéré. Je répétai ma phrase :

— Songez au bonheur d'Albine.

Il répliqua sourdement :

— Elle est tout le mien.

Puis il me demanda :

— M. Charles Perrière est-il informé ?

— Non, je vous le jure.

— Quand il le sera, il ne voudra plus de ma fille. Il nous faudra quitter ces lieux, chercher ailleurs notre gîte et l'oubli.

— Je ne crois pas, monsieur, que Charles Perrière retire sa demande. Il aime Mlle Albine d'un amour unique

— Il aura peur du scandale.

— Il n'y aura pas de scandale. Votre fille se mariera dans une petite chapelle de Grenoble. Elle reviendra ici comme une petite souveraine.

— Oui, il ne faut pas que je sois là pour la gêner.

— Il ne faut surtout pas qu'elle sache son origine.

— Mais elle aime son père, monsieur l'abbé, elle est mon délice, ma joie, mon tout. On ne peut pas me l'arracher. Elle ne peut pas me rejeter.

Sur son visage crispé je pouvais lire le désespoir. Albine était sa raison de vivre. Sans elle, que deviendrait-il ? Ne resterait-il pas, à moins qu'elle ne fût l'occasion du rachat ?

— Elle ne vous rejettera pas, monsieur. C'est vous qui, volontairement, lui causeriez le grand chagrin de la quitter.

— Où voulez-vous que j'aille ?

— Où il faut que vous alliez tôt ou tard.

— J'ai perdu la foi.

— En êtes-vous bien sûr ? A cet office de Noël, quand vous avez accompagné votre fille qui chantait, les orgues priaient avec elle. Et vous-même ?

— Je ne priais pas, je désirais peut-être de prier.

— Le désir suffit à Dieu. Il se contente de votre bonne volonté.

Il ne répondit plus rien, mais il ne me considérait plus comme un ennemi. Et même il me tendit la main, quand je fis mine de me retirer :

— Vous m'avez fait bien du mal, monsieur l'abbé. Mais peut-être avez-vous raison. Laissez-moi réfléchir. Oui, le bonheur d'Albine doit passer avant le mien. Je l'ai juré à celle que j'ai perdue. Si je dois disparaître pour elle, je saurai disparaître. Et même disparaître plus complètement que vous ne le pouvez souhaiter. Soyez tranquille : personne n'en saura rien. Il y a ici, dans la montagne, des rochers peu accessibles où l'on peut glisser aisément au cours d'une promenade.

Je ne pus me tenir de lui prendre le bras :

— Cela, jamais. Albine ne mérite pas cela. Ni sa mère.

Comment pouvais-je invoquer la femme coupable? C'était un cri spontané. Que je ne l'eusse pas maudite, il en parut interloqué, puis reconnaissant.

— Tous les prêtres ne sont pas indulgents comme vous, me dit-il. Demain je vous porterai ma réponse.

Le lendemain il fut devancé par Charles Perrière qui me rendit visite à l'aube, comme je revenais de célébrer ma messe. Son trouble ne pouvait m'échapper. Sans doute n'avait-il pas attendu que j'eusse rempli la mission dont il m'avait chargé. Sans doute avait-il lui-même parlé à Albine. Quelle réponse avait-il reçu de la jeune fille ? Que pouvais-je faire, quand tous deux ignoraient le sombre drame sacerdotal qui recouvrait leur amour de son ombre tragique ?

Il s'excusa de l'heure et tout de suite il m'avoua qu'il m'avait devancé. Par là même qu'il n'allait pas droit au but, je compris que son aveu n'avait pas, contrairement à son espérance, obtenu une adhésion immédiate. Il était déconcerté et étonné ; ne devait-il pas s'attendre à combler de joie cette petite ouvrière qui n'était pas de son rang social, qui n'était même pas de naissance régulière et à qui il faisait l'insigne faveur de demander sa main ? Comment les choses s'étaient passées, il me le raconta sans retard :

— Je n'avais pas cherché, monsieur l'abbé, à la voir seule à seul. Je n'oubliais pas que je vous avais chargé de parler pour moi, afin de ne pas surprendre un cœur trop naïf par une démarche à quoi elle ne pouvait être préparée et qui risquait de la tourmenter. Comme j'aurais mieux fait de suivre le plan auquel je m'étais arrêté avec vous ! Mais voilà : il y avait eu à son atelier un accident de machine dû à la maladresse de l'une de ses compagnes. Vous savez qu'elle doit à son habileté et à son intelligence d'être mise à part et d'exercer une sorte de direction sans titre. Je dus la faire appeler pour lui demander son rapport sur l'incident. Elle voulut prendre à son compte la faute d'autrui. C'était si généreux que je ne pus me tenir de lui dire comme je l'admirais. Elle protestait et voulait se retirer. C'est alors que je l'ai retenue en lui prenant la main :

— Non, non, restez, mademoiselle Albine, j'ai quelque chose de particulier à vous dire...

Elle se taisait, elle baissait les yeux de cet air céleste qu'elle avait, le soir de Noël, quand elle revint de la table de communion. Je lui révélai mon amour, déjà ancien. Elle fit un pas vers la porte pour fuir :

— Ce n'est pas ce que vous pouvez croire, m'écriai-je. Albine, je vous en supplie, consentez à être ma femme... C'est tout mon bonheur qui est en jeu...

Alors elle a levé sur moi ses yeux qui étaient tout voilés de larmes :

— Oh ! m'a-t-elle dit, ce n'est pas possible. Vous ne savez rien et...

Je l'interrompis aussitôt :

— Vous vous trompez, Albine. Je sais tout. Vous n'êtes pas responsable de la faiblesse de vos parents. Cela ne change rien à ma tendresse pour vous.

Je n'osais répéter le mot : amour, pour ne pas l'effaroucher davantage. Elle répéta :

— Vous savez tout. Comment avez-vous pu savoir ?

— Je me suis renseigné sur votre père, puisqu'il est à ma fabrique.

— Et vous... me demandez cela quand même, d'être votre femme ?

— Sans doute, Albine, puisque je vous aime...

De nouveau elle baissa les yeux comme à la table de communion. Est-ce parce que ces mots étaient trop doux pour les supporter avec les yeux ouverts ? Je l'ai pensé, j'ai osé le penser un instant, mais j'étais déjà ramené à la terre. Alors elle m'a dit ces paroles presque incompréhensibles :

— Puisque vous savez tout, vous ne pouvez pas ne pas comprendre. Je me suis déjà promise... il y a longtemps, quand j'ai su, moi aussi.

En un instant je connaissais le désespoir :

— Vous êtes fiancée, Albine ?

— Oui.

— Et je connais votre fiancé ?

— Oui, m'a-t-elle répondu.

— Qui est-ce donc ?

— Comment pouvez-vous ne pas deviner son nom, puisque vous savez tout?

Et avant que j'aie pu à nouveau la retenir, elle s'était enfuie de son pas léger, de son pas aérien.

— Quand cette scène, demandai-je, a-t-elle eu lieu ?

— Hier soir, à la sortie des ateliers.

— Vous ne l'avez pas revue ?

— Non. J'ai souffert d'elle toute la soirée et toute la nuit. Et ce matin, à la première heure, je viens chercher appui auprès de vous. Qu'a-t-elle voulu dire ? Pousse-t-elle le scru-

pule jusqu'à vouloir racheter la faute de sa mère? Mais, puisque je ne veux pas tenir compte de sa naissance illégitime. J'ai pensé qu'elle s'était promise à Dieu, qu'elle voulait entrer en religion pour réparer une faiblesse dont elle n'est aucunement responsable, qui n'est pas un crime, qui a déjà été réparée par la douleur et par la mort. Alors il faut que vous lui parliez, monsieur l'abbé, que vous lui fassiez entendre raison afin qu'elle accepte mieux la vie et... le bonheur. Le bonheur, si elle consentait à m'aimer comme je l'aime.

— Ah! dis-je, mon pauvre ami, vous n'avez pas compris. Vous ne pouviez comprendre. Elle a cru que vous saviez tout, et vous ne savez qu'une partie de la vérité.

— Il y a donc autre chose encore? N'hésitez pas à me le révéler. Je garderai le secret, même vis-à-vis d'elle si vous l'exigez.

Comment lui aurais-je caché cette vérité? N'avait-il pas le droit de la connaître? Je lui confiai donc le drame du prêtre défroqué. Il commença par chanceler sous cette divulgation, mais il se reprit presque aussitôt :

— Oui, me répondit-il, maintenant je comprends. Elle s'offre en holocauste pour sauver son père. C'est très beau... Mais Dieu n'en demande pas tant. Je l'aime assez pour passer outre encore, maintenant que son âme s'est montrée à moi jusque dans ses profondeurs. Vous devinez bien, monsieur l'abbé, que jamais je ne rencontrerai une femme plus digne d'amour. Il ne faut pas qu'elle sache que vous m'avez informé. Il faut la ramener à moi. Quant au père, je lui trouverai un poste ailleurs, dans quelque autre usine éloignée ou dans nos bureaux de Lyon. Lui aussi, il comprendra la nécessité de ce départ. Aidez-moi, monsieur l'abbé, si vous avez de l'amitié pour moi. Je vous supplie de m'aider.

Il était dans l'angoisse, et cependant je lisais sur son visage ce resplendissement qui doit venir du grand amour humain quand Dieu y a sa part et quand la tendresse l'emporte sur le désir. Je lui promis de tenter auprès d'Albine cette démarche suprême. Il allait se retirer quand je fus averti que quelqu'un voulait me parler. Ma porte est ouverte à tout le monde et je m'expliquais mal le protocole employé par ce visiteur inconnu.

— Faites monter, dis-je à la servante.

Charles Perrière qui prenait congé se heurta presque à M. Fournel, car c'était lui.

— Monsieur, l'interpella ce dernier avec déférence, puis-je vous demander, puisque je vous rencontre, de ne pas me rendre aujourd'hui à la fabrique? J'ai l'intention de solliciter de vous un congé.

— Bien, répondit le patron, je vous laisse libre.

Et, ce qu'il ne faisait pas d'habitude, il lui tendit la main. Oui, il tendit la main à l'homme dont il venait d'apprendre la trahison sacrée. Sans doute voulut-il me donner ce gage du secret promis, ou peut-être voulut-il honorer le père d'Albine.

Dès que nous fûmes seuls, M. Fournel et moi, à ma grande stupéfaction il se mit à genoux sur le prie-Dieu qui est dans ma chambre et il prononça ces simples paroles :

— Mon Père, voulez-vous me confesser ?

Je ne puis vous exprimer ce qui se passa alors en moi Vous autres, dans vos vies d'hommes, vous devez rencontrer de ces minutes ineffables où le bonheur entre à flots dans un être comme le soleil qui sort tout à coup des nuages et qui inonde de clarté la surface d'un étang et la fait resplendir. Je suppose que Charles Perrière, s'il avait obtenu de sa chère Albine l'aveu qu'il espérait, aurait connu une de ces minutes ineffables. Eh bien! je vous le jure, elles ne sont rien auprès de la joie du prêtre qui sent venir une âme à Dieu, et spécialement une âme dès longtemps séparée de Lui par des abîmes. J'aurais voulu me précipiter vers ce pénitent inattendu, l'embrasser, le prendre dans mes bras, le remercier de me donner tant de bonheur.

Et puis, je me sentis envahi par un scrupule : avais-je le droit de l'entendre en confession? Un prêtre qui abjure son erreur n'exige-t-il pas un confesseur particulier revêtu d'un pouvoir spécialement donné? Je ne m'arrêtai pas longtemps à cette pensée. Il ne fallait pas retarder l'instant de Dieu et je me penchai avec toute la douceur dont je pouvais être capable pour lui dire :

— Mon enfant, je vous écoute.

Quand il se releva après avoir reçu l'absolution, nous nous regardâmes. Tous deux nous pleurions... Les larmes donnaient à ce visage dur une expression toute nouvelle. Alors nous nous embrassâmes.

Puis il reprit son calme et il sourit presque pour ajouter :

— Je vous avais promis ma réponse pour aujourd'hui. Je vous l'ai apportée. Maintenant il vous faudra vous occuper de moi avec M. le curé, avec Monseigneur de Grenoble. Je désire entrer à la Trappe le plus tôt possible, si l'une ou l'autre consent à me recevoir. Albine pourra se marier. Je voudrais tant qu'elle fût heureuse...

Et il ajouta, mais cette fois dans une sorte de sanglot :

— Loin de moi.

Son amour paternel ne pouvait être aboli par son retour à la vie sacerdotale. Il n'aurait pas besoin de l'abdiquer. Mais cet amour exigeait son renoncement, et ce serait le plus cruel sacrifice.

— Vous savez, lui dis-je alors, ce qu'elle a répondu à M. Charles Perrière.

— Non. Hier soir elle est revenue comme d'habitude à la maison. Il m'a semblé qu'elle était encore plus tendre qu'à l'accoutumée. Mais ce ne fut qu'une impression.

— Eh bien! elle a écarté la demande de Charles Perrière.

— Écarté? Pourquoi?

— Vous ne le devinez pas?

— Comment le devinerais-je? Elle ignore tout de mon passé. Elle ne connaît même pas sa naissance irrégulière.

— Vous vous trompez, elle sait tout. Et c'est pourquoi elle s'est promise à Dieu.

Il fut bouleversé par cette nouvelle. Puis l'homme de résolution reparut :

— Je vais vous l'envoyer immédiatement. Il me serait trop pénible d'avoir avec elle cette conversation. Dites-lui que je me suis confessé, que vous m'avez absous de mes terribles fautes, que maintenant elle ne peut plus avoir honte de son père. Dites-lui que je suis résolu à la quitter pour reprendre ma vie sacerdotale, mais pour la reprendre dans le silence et l'oubli, au fond d'un cloître. Et dites-lui enfin que j'espère que Dieu me donnera le temps de me racheter moi-même, qu'elle n'a plus besoin d'être ma remplaçante, qu'elle peut songer à elle, courir à son propre bonheur qui est là, qui l'attend, qui l'appelle. Enfin dites-lui que je ne l'ai jamais tant aimée que dans cette résolution de la quitter, et que je ne puis la quitter qu'en la remettant à celui qui l'aime et qui l'a

demandée en mariage malgré la malédiction qui pesait sur moi et qui risquait de peser sur mon enfant. Aucune femme n'a inspiré, aucune n'a mérité un plus grand témoignage d'amour. Dites-lui, dites-lui que je la supplie d'être heureuse et que maintenant, maintenant je puis la bénir.

Il s'était animé en parlant ainsi. Non, l'amour paternel ne serait pas exclu de son retour à Dieu. Il s'épurait jusqu'à l'immolation. Et je lui promis de répéter ses paroles à sa fille.

REPAS D'ADIEUX

Je reçus à la fin de la matinée la visite d'Albine. Charles Perrière, supportant mal l'incertitude, me l'avait envoyée sous un prétexte. Elle fut à son tour bouleversée par la nouvelle de la conversion de son père. Ce que m'avait dit le jeune homme de son angélique beauté était encore au-dessous de la vérité. Elle resplendissait d'une joie qui dépassait la terre et qui ne pouvait être comparée qu'à celle que j'avais éprouvée moi-même quand l'abbé Fournel, — comment ne pas lui restituer son titre sacerdotal? — s'était agenouillé devant moi sur mon prie-Dieu. Alors je lui répétai les adjurations paternelles. Je les lui répétai avec toute ma chaleur de cœur. Elle souriait en m'écoutant et ne m'interrompait pas néanmoins. Quand je me tus, espérant l'avoir convaincue, elle sourit plus ouvertement encore :

— Oh! monsieur l'abbé, comme vous êtes éloquent!

— Ce n'est pas moi, mademoiselle Albine, c'est votre père.

— Oui, il m'aime. Il continuera de m'aimer à la Trappe, comme je l'aimerai chez les Carmélites.

— Chez les Carmélites?

— Oui, monsieur l'abbé, il y a tant d'années que j'y pense. Depuis le jour...

— Depuis le jour?

— Où j'ai connu la faute de mes parents, où je me suis juré de la racheter pour eux, ou plutôt pour lui, car ma mère est morte pieusement. Elle a tant souffert qu'elle a été pardonnée.

— Comment l'avez-vous connue?

— Par la servante qui a assisté maman dans son accouchement et dans la mort. Mon père l'avait renvoyée, redoutant

sans doute une indiscrétion. Le hasard, un jour, l'a conduite à Grenoble où nous étions alors, et elle a entendu prononcer mon nom. Elle est venue me voir en cachette. Elle m'a tout révélé. Cela date de cinq ans déjà. J'avais dix-sept ans. Je ne crois pas qu'il soit possible à un être humain d'endurer ce que j'ai enduré. J'avais laissé parler cette femme. Quand elle m'a vue écrasée, elle a compris que j'ignorais tout. Alors elle a eu peur, elle s'est sauvée, je ne l'ai jamais revue.

— Et qu'avez-vous fait?

— Ce que j'ai fait, monsieur l'abbé? Je me suis traînée dans une église. Là j'ai été secourue. Là je me suis vouée à mon père. Je ne l'aurais jamais quitté avant de le perdre, par la mort ou par le retour à Dieu.

— Mais maintenant vous êtes rassurée sur lui. Vous êtes libre. Si vous avez fait une promesse, je puis vous en libérer.

— Il est trop tard, monsieur l'abbé. Je me suis donnée à Dieu pour toujours. Et cependant Il vient de m'éprouver par la plus grande tentation. Oui, n'est-ce pas, ce jeune homme, mon patron, Charles Perrière qui, sachant le passé, a tout de même demandé en mariage l'humble ouvrière, née d'un prêtre, et a mis en moi tant de confiance qu'il a tout oublié pour son amour. Il ne faut pas que je le revoie, mais vous lui direz ma gratitude. On a beau s'être vouée à Dieu, on reste un peu femme. Je me croyais une créature déchue, et il m'a montré que je ne l'étais pas.

— Ne lui dirai-je pas autre chose, Albine? Ne prenez pas encore de résolution. Attendez, réfléchissez. On peut aussi bien honorer Dieu dans le monde, dans le mariage, dans l'amour conjugal et l'amour maternel.

— Non, non, monsieur l'abbé, ma vocation est définitive. Dieu m'a donné la grâce de m'appeler à Lui. Je vis pour Lui depuis trop longtemps.

Je ne pus rien obtenir, et Dieu lui-même avait éprouvé sa vocation.

Le récit que je vous ai promis est achevé. Pourtant j'y ajouterai une dernière scène qui fut son épilogue et qui m'a laissé un inoubliable souvenir. Ce qui précède s'était passé au mois de juillet 1914. Quelques jours plus tard, la guerre était déclarée. Je reçus alors une bizarre invitation de Charles Perrière.

— Venez déjeuner chez moi, me dit-il. Vous y trouverez des hôtes de choix. Le lendemain, je rejoindrai le régiment d'artillerie où je suis officier de réserve.

Il habitait une luxueuse villa au-dessus de la jonction de la Romanche et du Drac. A mon grand étonnement, j'y rencontrai M. Fournel et Albine. Charles Perrière souriait en nous rapprochant :

— Vous ne vous attendiez pas à cela, monsieur l'abbé. C'est le repas d'adieux avant la grande séparation. Demain, M. l'abbé Fournel part pour la Trappe de Tamiers en Savoie, Mlle Albine pour le noviciat des Carmélites à Paray-le-Monial, moi pour mon régiment, et vous pour le vôtre.

Je devais rejoindre en effet, comme infirmier, le 159e régiment de ligne à Briançon. Notre hôte ajouta :

— En d'autres circonstances, le refus de Mlle Albine m'eût désespéré. Mais ne faut-il pas accepter de se voir préférer Dieu?

La jeune fille le regardait avec son sourire céleste qui rafraîchissait et purifiait. Elle avait accepté de lui donner ce dernier témoignage d'amitié. Ne le devait-elle pas à celui qui, humainement, l'avait réhabilitée le premier? Et le repas fut très gai dans la simplicité de tous. Aurait-on jamais pu croire cette réunion possible, et n'y a-t-il pas une réelle grandeur à s'incliner devant le divin sentiment, comme à faire descendre celui-ci jusqu'aux choses de la terre? Il m'a semblé qu'un reflet de la Cène éclairait notre petite assemblée, sanctifiait le vin et le pain. Je n'ai jamais, dans un repas, ressenti cette ineffable paix que goûtaient dans sa plénitude le prêtre régénéré et la future religieuse.

Nous nous séparâmes pour ne plus nous revoir. Charles Perrière fut tué à la bataille de la Marne. J'ai toujours cru qu'à ce repas d'adieux il en avait eu la mystérieuse prescience. Le père et la fille sont ensevelis dans le calme et la douceur du cloître, elle toujours vivante, et lui décédé il y a peu de temps, et de la manière la plus édifiante.

— Et vous, monsieur l'abbé? demandâmes-nous par esprit de conscience, car la réponse devait être toute naturelle.

— Oh! moi, murmura l'abbé Grandpierre, je continue de servir...

HENRY BORDEAUX.

HORIZONS AUTRICHIENS

L'Allemagne hitlérienne réalise un tour de force psychologique : la stabilité dans le paroxysme, — une gageure physiologique : le thermomètre à 40 degrés depuis plus de deux années. Les puissances de fièvre ont chez elles ce privilège de ne point connaître de fléchissement. Un grand peuple s'est établi dans la frénésie. Nous n'entendons point parler ici des sentiments qui sont au fond des cœurs. Des signes sûrs trahissent une marge de plus en plus large entre les sentiments et les manifestations. Mais extérieurement se poursuit sans défaillance l'exaltation organisée dont l'affaissement équivaudrait à l'effondrement du régime. Pour s'en convaincre, il n'est que d'assister au grand film de propagande qui s'est joué après deux ans de dictature, sur toute l'étendue du sol allemand : *Triumph des Willens* (triomphe de la volonté : nous ne songerons pas à contester ce qui tient de vérité humaine dans le titre !), torrent continu de violence casquée, bottée et conquérante.

On parle abondamment de l'inconnue allemande, et il reste vrai qu'une part d'obscurité plane sur l'avenir de l'Allemagne, à la condition expresse d'ajouter que cette obscurité porte moins sur des desseins et sur des visées au sujet desquels nous ne gardons aucune illusion, que sur les modalités d'explosion d'une mentalité tout entière fondée sur l'agression. Le drame de rupture se produira. Intérieur, extérieur? Sur quel point de l'horizon? Sous quelle forme? Dans quels délais?

Autant de réponses qui nous demeurent cachées. En tout cas, il apparaît contraire à toutes les vraisemblances humaines que la nostalgie d'embrasement, le romantisme du gouffre, ce « pantragisme » dont le racisme hitlérien se fait une parure et qui a pénétré si profondément dans la sensibilité des jeunes, ne reçoive pas quelque jour satisfaction. Il arrive que s'allume l'incendie involontaire. Il serait paradoxal que n'éclatât pas l'incendie désiré et appelé.

Tant de vraisemblance réduit singulièrement la part de « l'inconnue ». Peut-on légitimement parler d'inconnue où le problème n'existe point? En ce qui concerne l'Allemagne d'Hitler, le problème est résolu.

Il existe, il est vrai, une autre région de l'horizon germanique où se pose encore une question, où le point d'interrogation est encore légitime avec tout ce qu'il comporte à la fois d'incertitude, d'inquiétude et d'espérance. La partie est jouée à Berlin. Elle se joue à Vienne. Les dés sont encore dans le cornet. La page autrichienne n'est pas encore écrite. Dans une grande mesure, il appartient aux Puissances occidentales qu'elle le soit d'une manière ou d'une autre, à l'encre d'un germanisme de vieille culture ouvert en direction de l'Europe ou à celle du Borussisme, à l'encre danubienne ou à celle de la Sprée. Du point de vue psychologique lui-même, — secondaire bien évidemment en face du point de vue politique et européen, — l'Autriche a aujourd'hui à nos yeux sur l'Allemagne la supériorité d'intérêt des destins mouvants sur les destins fixés.

En nous excusant par avance de la simplicité apparente du diptyque, — côté ombre, côté lumière, — nous voudrions, après les raisons d'inquiétude autrichienne qui existent encore et qu'il serait tout à fait vain de minimiser, dire les raisons de confiance, de plus en plus fermes au cours de ces derniers mois et de ces dernières semaines. Laissant de côté ce que l'on appelle à tort le danger rouge (il n'existe point de péril, il existe un mécontentement; il serait puéril et vraiment trop simple de croire les rancunes ouvrières endormies pour toujours, et le souvenir des répressions de février 1934 définitivement éteint au cœur des travailleurs), nous ne nous attacherons dans les pages suivantes qu'au seul péril, le péril bru

L'ORGANISATION DES NAZIS A L'INTÉRIEUR

L'organisation nazie, dans l'ombre où elle est contrainte de s'abriter, reste debout. L'existence d'une direction centrale, située au delà de la frontière, est attestée par la remarquable unité des mots d'ordre donnés dans les tracts illégaux circulant sous le manteau dans toute l'étendue du pays. Ces directives qui semblent données selon une cadence régulière, à peu près tous les mois, varient selon les besoins du moment auxquels elles s'adaptent avec une grande souplesse. La recrudescence de vitalité du courant légitimiste, l'interview remarquable donnée par Otto de Habsbourg aux *Basler Nachrichten* et dans laquelle se manifestait une sûreté de sens politique exceptionnelle à vingt et un ans, trouvent immédiatement leur écho sous forme d'impératifs rageurs dans la littérature de contrebande nazie : « Contre Habsbourg toutes les alliances sont permises même avec la mort et avec le diable. » Contre l'idée monarchiste, tous les jours grandissante en Autriche et dans laquelle le national-socialisme évente avec un sûr instinct son plus solide adversaire, la meute des feuilles à gage du IIIe Reich donne de la voix avec une violence et un ensemble significatifs.

Le leit-motiv, la note de base de la littérature national-socialiste reste, comme de juste, l'appel au plébisciste, ce plébiscite qu'aux dires des hitlériens seul un gouvernement de mauvaise foi peut se refuser à accorder aux vœux ardents et unanimes du peuple.

Les tracts illégaux n'hésitent pas, à l'occasion, à flatter l'opinion publique d'une race nullement belliciste, à se faire pacifistes. Est-il besoin de dire que la paix restera un bien inaccessible et chimérique, en dehors des seules voies d'apaisement universel qui sont celles de l'*Anschluss : Durch Grossdeutschland zum Weltfrieden* (la paix du monde par la grande Allemagne). Pour quiconque n'a pas la mémoire irrémédiablement courte et se rappelle les cartes représentant les désirs d'expansion de l'Allemagne dans le sud-est, les frontières du Reich poussées jusqu'au lac Balaton et Trieste, cette « paix du monde » assurée par les satisfactions légitimes données à la Grande-Allemagne est de la plus admirable bouffonnerie. Mais

les gens qui tiennent les fils au delà de la frontière spéculent, et n'ont pas tort, sur d'inépuisables réserves d'ignorance politique et de candeur coalisées.

Le mot d'ordre le plus récent en date met violemment l'accent sur les divisions et dissensions intestines entre les diverses formations de défense de l'Autriche : *Heimatschutz*, *Freiheitsbund*, *Ostmärkirche Sturmscharen*. Que ces frictions existent en fait, qu'il y ait par exemple des heurts entre certains éléments de libre-pensée du *Heimatschutz* et le catholicisme appuyé et démonstratif du *Freiheitsbund* (ligue de la liberté, qui sert d'abri à un catholicisme très vivace, mais à tendances sociales assez à gauche et a, en gros, recueilli l'héritage des chrétiens-sociaux), la chose n'est pas douteuse. Toute la politique des propagandistes nazis consistera à élargir autant que possible les fissures, à envenimer la plaie en y versant, selon une recette éprouvée, le corrosif de rapports prodigieusement dramatisés et grossis. Des frottements deviennent l'état de guerre. Une offensive de grand style du *Heimatschutz* contre le « cléricalisme » officiel est annoncée dans un avenir tout prochain, offensive qui ne pourra manquer d'assurer la victoire définitive à l'esprit « totalitaire » des Heimwehren déjà, bien entendu, montrées comme complètement gagnées intérieurement au national-socialisme.

L'appui sur l'anticléricalisme, l'exploitation des sentiments d'agacement se faisant jour, en présence d'un catholicisme d'État très affiché, dans certains éléments de la population, — sentiments qui trouvent un terrain tout préparé dans les couches sociales touchées par l'ancien libéralisme et même ailleurs, — constitue un des moyens d'action favoris de la propagande nazie. On déchire à belles dents le « cléricofascisme » qui a fait de Vienne-la-Rouge, Vienne-la-Noire. On oppose deux religions, la religion de façade et d'apparat d'un haut clergé grassement prébendé, sclérosé et bourgeois et la religion des humbles piétinés par un ordre social sans entrailles. On dresse l'une contre l'autre la « Vienne des Prélats » et la Vienne de la pauvre jeunesse catholique parvenue à une telle extrémité de misère qu'elle en serait réduite à quêter des aumônes sous forme de messages de détresse adressés aux protestants suédois ! Nous n'exagérons rien. Ces fables ont gravement paru dans le *Völkischer Beobachter*, dont les

numéros les plus enflammés trouvent bien entendu leur place, à côté des tracts volants, dans la littérature de contrebande qui passe par ballots la frontière.

L'objet de ces campagnes diverses reste le même : jeter, par une inondation de fausses nouvelles, le désarroi dans les cœurs et en même temps créer un état d'esprit en le présentant comme déjà acquis. N'oublions pas que les conditions de circulation clandestine et souterraine faites par la surveillance d'État à la propagande d'opposition, loin de lui enlever de la force auprès des esprits et particulièrement de la jeunesse, lui en donnent en lui prêtant le prestige du danger et le romantisme des conjurations. Les jeunes gens en bas blancs et en culotte brune qui se saluent mystérieusement à l'hitlérienne, trouvent une substantielle volupté à jouer aux conspirateurs. Il n'y a là qu'une illustration autrichienne d'une loi psychologique assez générale. Il n'est qu'à peine paradoxal de prétendre qu'un gouvernement désarmerait parfois l'opposition en la laissant sortir de l'ombre. L'obscurité est une armure. On se trouve nu le jour où l'on affronte la lumière.

Il y a pour un gouvernement deux manières de traiter l'opposition. Ou bien, — si l'on se sent assez de force, — lui permettre de se produire, de « sortir » et quelquefois ainsi de s'user. C'est la méthode des vieilles démocraties occidentales. Elle a pour elle la générosité. Elle comporte des risques, risques qui, dans le cas précis du national-socialisme, seraient immenses. Ou bien l'étouffer tout à fait.

Le pouvoir actuel en Autriche ne semble adopter complètement ni l'une ni l'autre méthode. Il s'est détourné franchement des voies du libéralisme et en même temps répugne, — par un scrupule d'humanité qui l'honore et qui est un trait profond de la race, — aux procédés de la dictature. Cet « état autoritaire » ne va pas jusqu'au bout de ses moyens. Il comprime à moitié. De ce régime du demi-bâillon, de la demi-muselière, finalement dangereux parce qu'il soulève la haine, tout en privant du moyen de la maîtriser, nous voudrions donner quelques exemples concrets. Nous nous excusons ici d'entrer dans le détail. Mais nous croyons que ce détail est utile à connaître avant de tirer des conclusions d'ensemble.

LA CAISSE NATIONALE-SOCIALISTE ET SES EMPLOIS

Les subventions nationales-socialistes venant d'Allemagne ayant, ces derniers mois, subi un fléchissement, il a été décidé par les autorités centrales de l'austro-nazisme de faire un généreux effort et d'augmenter la cotisation imposée aux membres du parti. Cette cotisation a été portée de 1 schilling 30 à 1 schilling 50 pour les employés, de 70 à 80 groschen pour les chômeurs. L'organisme préposé à l'encaissement, le surveillant de bloc (*Blockwart*), perçoit d'autres revenus : la *Gauumlage*, redevance annuelle du district (variant entre 1 schilling 30 et 1 schilling 50), les souscriptions des « Blocs d'offrande » à 10 et 50 groschen, les redevances taxées de certains magasins qui, devenus seuls fournisseurs des membres du parti et réalisant de ce fait des bénéfices particuliers, sont tenus d'abandonner une partie de leur gain à la caisse centrale, enfin le produit des « journées de sacrifice ». Que convient-il d'entendre sous ce dernier vocable d'apparence aussi généreuse que peu usuelle ? Voici. La journée de sacrifice, l'*Opfertag*, est le jour où le militant de la cause décide de prendre sur son plaisir, d'immoler le théâtre, le cinéma, le café, de rayer un plat de son menu, d'user de ses jambes de préférence au tramway sans écouter sa fatigue. Le produit en argent de ces holocaustes volontaires va grossir la caisse du *Blockwart*. Inclinons-nous devant un héroïsme digne d'une cause meilleure.

Ajoutons à ces quelques détails sur le financement intérieur du parti (il reste bien entendu que le financement du dehors, du III[e] Reich, reste décisif) deux précisions qui les passent, pensons-nous, de beaucoup en valeur psychologique et documentaire. La première relative aux moyens employés pour assurer une perception régulière. La seconde relative à l'emploi des sommes. Aucune quittance n'est délivrée par crainte de saisies policières. En revanche, si un membre du parti semble manifester une tendance à mollir dans l'acquittement des tributs volontaires, on le menace, s'il est employé dans un service public, d'une dénonciation qui lui fera perdre sa place. Vis de pression d'une efficacité souveraine.

L'emploi des revenus. La plus grande partie des encaisse-

ments sert à perfectionner le service des renseignements nazis. Ce service fonctionne dès maintenant avec une précision d'horlogerie. Une surveillance minutieuse s'attache aux personnalités en vue du gouvernement ou de la *Vaterländische Front*. Dès à présent, le parti nazi autrichien est, après beaucoup de mois d'un travail de termite, en possession d'une carte géographique de Vienne rendant compte des dispositions politiques de chaque individu, de ses moyens de fortune, de son rayon d'action, carte de prospection psychologique qui constitue une réalisation scientifique de premier plan et d'une ampleur d'utilisation présente et future sur laquelle il est superflu d'insister.

Est-il nécessaire d'ajouter que tous ces détails d'organisation intestine sont parfaitement connus du gouvernement et que celui-ci aurait certainement en main les moyens de faire place nette et de mener à bien une opération d'assainissement radical? Timidité, faiblesse? Nous croyons bien plutôt, — avec une certaine proportion d'indolence qu'il ne faut jamais tout à fait oublier quand on parle de l'Autriche, — survivance dans l'État autoritaire d'un reste de libéralisme ou plutôt d'indulgence humaine, lui aussi profondément enfoncé dans la sensibilité de la race, et qui fait hésiter devant les brutalités de l'épuration sans merci, si bien réalisée dans le IIIe Reich. « Les choses vont ainsi; le pouvoir tient; nous n'avons pas besoin d'agir comme Hitler. » Il est de fait que jamais nous n'avons entendu et n'entendrons probablement jamais sur les lèvres d'hommes d'État autrichiens les formules de violence déchainée coutumières aux chefs hitlériens : *Ausrottung, Vernichtung, schlagartiges Durchgreifen* (anéantissement, extermination, mesures foudroyantes). Différence de vocabulaire qui a sa racine profonde dans une différence entre les âmes.

LA PROPAGANDE HITLÉRIENNE

Il reste que ce jeu plus fin en face d'une opposition qui, elle, ne désarme pas, ne va pas sans présenter des risques. L'offensive hitlérienne a été jusqu'ici régulièrement arrêtée dans ses attaques massives; elle n'a pas réussi à prendre pied dans la tranchée d'en face; elle est enrayée, mais elle n'est

pas brisée dans ses bases de départ. Et c'est peut-être dans cette modération qui déconseille d'exploiter jusqu'au bout le succès en acceptant les brutalités inséparables de toute offensive poussée à fond que doit être cherchée l'explication de la perpétuelle renaissance des têtes de l'hydre. Le nazisme autrichien renonce aux grandes offensives de rupture qui lui ont jusqu'à présent mal réussi (attentats à la mélinite, assassinat de Dollfuss); il se réfugie dans la guerre d'usure. Il mène cette dernière avec une extraordinaire et inlassable ténacité.

Laissons de côté les détails de tenue vestimentaire, véritables signes de reconnaissance dans la franc-maçonnerie naziste ; négligeons des explosions d'humeur un peu puériles et assez impuissantes comme la croix gammée gravée par des presses clandestines sur quelques pièces de monnaie et par exemple sur la pièce de cinq schillings marquée à l'effigie de la Vierge. Ces pointes d'opposition sournoise restent assez limitées dans le dommage, et mériteraient, à la rigueur, l'étiquette de *Lausbubereien* (insolences de gamins), qualificatif classique dont nous voyons un certain camp, fort suspect de sympathies cachées pour le III[e] Reich, user régulièrement pour minimiser l'agression nazie, dans le dessein transparent d'endormir les réflexes du pays. Nous ne pouvons, nous, nous empêcher de nous souvenir, avec un certain malaise, que ce même vocabulaire d'atténuation, exactement le même, était employé en Allemagne, il n'y a pas plus de trois ou quatre ans, à l'endroit du national-socialisme. Les gens sages du Reich, eux aussi, traitaient l'hitlérisme de *Lausbubenpartei*. Le « parti des potaches » a grandi depuis! Où cet indulgent haussement d'épaules n'apparaît en tout cas plus du tout à sa place, c'est à propos de certaines manifestations collectives essentiellement propres à créer dans la sensibilité populaire des remous sérieux. Nous voulons parler du théâtre et beaucoup plus encore du cinéma.

Citons des faits.

Vers la mi-avril était donnée à Vienne, à la *Volksoper* (Opéra populaire), une représentation de *Guillaume Tell* qui, entre les mains des organisateurs de la soirée (les directeurs d'une société dite *Deutsches Theater* avaient exceptionnellement emprunté la salle au directeur qualifié de la scène), devait revêtir un singulier caractère. La pièce de Schiller fut une

manifestation nazie. Alertés en masse (par quelle télégraphie souterraine?), les hitlériens viennois, reconnaissables à ces bas blancs qui délèguent au mollet le rôle de profession de foi politique, s'étaient donné rendez-vous au parterre où ils se retrouvaient en famille. La salle était faite. La pièce le fut aussi et dans le même esprit. Les tendances parfaitement conjuguées des acteurs et des spectateurs furent très vite et absolument claires. Dans la formule du serment : nous voulons être un seul peuple de frères (*wir wollen sein ein einzig Volk von Brüdern*), l'accent mis avec une significative insistance sur le mot *einzig* (un seul) et immédiatement interprété par le public comme une transparente allusion à l'Anschluss, déchaîna des tempêtes d'applaudissements. Applaudissements qui devaient grossir et s'enfler encore au moment où Tell décoche la flèche mortelle qui perce le cœur du bailli. Une salle soulevée et en délire saluait dans le geste libérateur de l'archer, avec une insatiable frénésie de haine, une exaltante allusion au meurtre de Dollfuss. La pièce s'acheva dans une apothéose plus claire encore, au milieu d'une enthousiaste ovation : en tête des fanions qui dans le décor final défilent en hommage devant le héros national d'Helvétie, venait le drapeau allemand noir, blanc et rouge, paradoxale apparition prussienne sur le fond de décor des montagnes suisses.

Ajoutons une précision piquante qui donne aux faits tout leur relief : le théâtre dans lequel se produisit cette interprétation pour le moins singulière de *Guillaume Tell* est une scène subventionnée. Interviewé sur l'incident, le directeur en titre du théâtre, M. Lustig Prean, allégua sa surprise et sa parfaite ignorance de l'abus qui devait être fait de l'Opéra populaire par le locataire d'occasion. Ajoutons enfin, pour être complet, que des manifestations analogues s'étaient quelque temps auparavant déjà produites sur la même scène à l'occasion d'une représentation de « la Chauve-Souris ». Quelle n'eût pas été la surprise du pauvre Strauss si quelque vue prophétique avait pu lui dévoiler que son nom servirait un jour de paravent à une manifestation hitlérienne! Schiller, Strauss, le nazisme autrichien semble, on le voit, assez indifférent à la qualité des genres artistiques, conduit par la seule préoccupation de faire jaillir d'un texte une occasion de manifester. Il costume en brun indifféremment la tragédie ou l'opérette.

Les représentants de la thèse de l'atténuation systématique en présence de toutes les explosions concrètes de l'esprit hitlérien en Autriche, — indulgence qui cache un fond inavoué mais certain de sympathie pour l'hitlérisme, — ne manqueront pas de dire qu'il ne faut pas grossir des faits qui se sont produits une fois et qui représentent des incidents clos. Réserve faite pour ce que ces manifestations offrent peut-être moins de dangereux que de caractéristique, soit.

LE CINÉMA

Mais voici qui est plus grave. Nous voulons parler de l'active propagande pangermanique prussienne qui se poursuit avec une impudence, et aussi une sécurité dont il faut bien nous étonner, par les voies du film. Sur l'ampleur de prise du cinéma, son énorme puissance d'action sur la sensibilité d'un peuple, nous ne nous permettrons pas d'insister : la chose est d'une trop manifeste évidence. Or nous nous trouvons aujourd'hui en présence de ce fait grave : le cinéma autrichien en partie livré au IIIe Reich. Un journal autrichien intitule un article : *Gleichschaltung von innen heraus*, mise au pas par le dedans. Ne nous laissons pas emporter par les mots et voyons les faits dans leur nudité et leur crudité. Aux termes d'un accord entre la « Société du film du Reich » et la « Société autrichienne du film », il a été convenu que l'Autriche recevrait le droit d'exporter en Allemagne un contingent annuel d'une douzaine de films. L'affaire n'est pas négligeable, le film autrichien toujours plaisant, toujours assuré de la faveur du public, étant très largement payé par le Reich et le mark conservant sa valeur de change.

Il y a un revers à la médaille. En contre-partie de ses marks, nous eussions été surpris de ne pas voir le IIIe Reich poser ses conditions. Celles-ci l'ont été. Elles équivalent à un véritable asservissement de la production cinématographique autrichienne. Tout film tourné en Autriche passe, quant au choix des acteurs, des régisseurs, des metteurs en scène, par la censure préalable de Berlin. Les règles draconiennes appliquées dans le IIIe Reich, par exemple relativement à l'irréprochable pureté aryenne des artistes jusqu'à la troisième génération, trouvent en Autriche la même rigoureuse appli-

cation. Mais ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas l'antisémitisme en lui-même, c'est le fait de l'abdication morale devant Berlin. Le candide spectateur qui prend son billet pour un *made in Austria*, se trouve, en fait, sans s'en douter, devant un *made in Germany*. Le spectateur plus informé ne peut, lui, se défendre d'un peu de mélancolie devant la facilité avec laquelle le film autrichien s'est résigné à passer sous les fourches caudines prussiennes.

Mais dans l'interdépendance du film autrichien et du film allemand, nous avons à considérer encore un autre aspect qu'une abdication de caractère. Nous devons voir le côté danger, le danger résultant pour l'âme de la nation de l'importation de spectacles voués à la glorification de l'esprit prussien et pangermanique. Des films comme *der alte und der junge König* (Frédéric II et son père), admirablement joué par l'acteur Jannings, représentent à la lettre des toxines pour la résistance morale d'un peuple engagé dans une lutte épuisante contre un voisin dix fois plus puissant et qui, dans cette lutte, n'a pas trop de toutes ses forces. Sans doute des films d'hitlérisme tout pur comme *Hitlerjunge Quex* ou *Triumph des Willens* ne passeront pas en Autriche. Mais ce qui passe est presque plus dangereux encore, en servant activement la propagande la plus périlleuse peut-être : celle qui se masque sous l'écran du *Gesamtdeutschtum* et vise en fait l'*Anschluss* sous les dehors du « nationalisme accentué » (*Die Betont-Nationalen*).

Le docteur Ernst-Karl Winter, vice-bourgmestre de Vienne, a abordé avec une courageuse décision de pensée et de parole, dans un des récents numéros du journal *l'Action*, organe de l'action autrichienne, ce thème brûlant du film d'importation, que l'Autriche, dans la situation de citadelle assiégée qui lui est faite aujourd'hui de par la volonté du IIIe Reich, ne peut laisser entrer chez elle sans consentir à s'anémier elle-même. Mis en cause pour l'indulgence témoignée à des films nationaux-socialistes plus ou moins camouflés, « l'Institut pour la culture cinématographique » a fait la réponse suivante qui nous paraît très caractéristique : « L'Institut autrichien pour la culture cinématographique ne pense point que des concepts comme l'idée de patrie, le sentiment du devoir, etc., quand ils sont présentés en liaison

avec l'Allemagne, doivent être *a priori* considérés comme suspects de tendances anti-autrichiennes. Et ceci d'autant moins que, précisément en Autriche, nous soutenons le point de vue qu'il n'y a en aucune manière identité entre les deux concepts d'Allemagne et de national-socialisme. » Impertinente hauteur de ton qui essaie assez vainement de masquer le vrai nœud de la question. Celui-ci est cependant fort clair. Pour les auteurs de la réponse ci-dessus, les premiers. Et il tient dans une ligne : *la manière* dont le IIIe Reich présente un certain esprit prussien fait de ces films des instruments de propagande pour le rattachement.

L'accueil que ces films reçoivent, les manifestations significatives auxquelles ils donnent lieu, complètent la démonstration et se chargent d'effacer tout ce qui pourrait subsister de doute. Non point que la distinction « germanisme » et « national-socialisme » ne soit dans un sens fondée. Il est parfaitement exact qu'il existe encore une Allemagne authentique et profonde, l'Allemagne d'une vieille tradition dont toute la sensibilité se cabre contre la brutale superposition raciste. Seulement cette Allemagne-là est aujourd'hui condamnée au silence et à l'ombre par le poing hitlérien. Le germanisme dont l'hitlérisme se fait le héraut se confond pratiquement avec lui. Tout cela, qui est si clair, a été parfaitement dit par l'excellente revue viennoise *der Christliche Ständestaat*, à laquelle nous passons ici la parole :

« La sorte de sentiment patriotique et l'espèce de sentiment du devoir que les maîtres actuels de l'Allemagne estiment bon de propager par les voies du film sont, à notre sentiment, incompatibles avec l'idée autrichienne et sont nécessairement porteurs de tendances anti-autrichiennes, même si ces tendances restent latentes. Dans le complexe général du sentiment de la patrie qui se traduit dans ces films entre l'idée de l'État national, c'est-à-dire l'idée du rattachement de l'Autriche à l'État pan-allemand. Les choses sont pour tout spectateur d'une absolue évidence et il n'est nul besoin que dans le film ces tendances reçoivent une traduction explicite. Il est tout à fait vain de prétendre, au nom d'un haut esprit d'objectivité, ignorer un fait aussi clair et d'aller toujours répétant, comme le font même des feuilles animées d'un bon esprit autrichien, que ces films du Reich n'offrent pas de prise réelle

à la critique et qu'on ne peut faire retomber sur eux la responsabilité des manifestations dont ils fournissent l'occasion à des éléments sans portée de la population.

« Ces éléments sans portée » savent bien, eux, pourquoi ils choisissent de préférence ces films-là pour y exhiber leurs bas blancs et leurs culottes brunes et en faire des occasions de manifestations. De même que M. de Papen n'entretient aucun doute sur les raisons qui lui font honorer de sa présence les premières de ces représentations. Les uns et les autres se félicitent probablement d'une « objectivité » qui leur permet ces manifestations de leur esprit de parti. Le fait qu'une catégorie précise et spéciale de nos concitoyens tire de ces spectacles un élément de réconfort et d'exaltation devrait, à lui seul, nous être à nous une raison suffisante pour les juger, de notre côté, absolument et nettement condamnables, dans la situation de fait où nous nous trouvons vis-à-vis du Reich. C'est *par rapport à nous*, ce n'est pas *en soi* que doit être considéré ce que l'on appelle : patriotisme allemand. Nous n'avons pas le droit d'oublier que nous sommes engagés, vis-à-vis du III[e] Reich, dans une lutte dont notre vie même est l'enjeu. »

Nous sommes heureux d'ajouter qu'au moment même où étaient tracées ces lignes, un nouveau film de propagande hitlérienne, annoncé comme devant incessamment passer sur l'écran : *Sturmtage 1919*, était au dernier moment interdit par la censure gouvernementale avec les plus précis et les plus vigoureux considérants de la feuille officielle *die Wiener Zeitung*.

FOYERS DE DANGER

Excellent coup de barre, auquel nous applaudissons, mais qui, dans un sens, apporte une sorte de confirmation à la définition du demi-bâillon que nous donnions plus haut. Il nous est impossible de ne pas penser au mot d'un Viennois nous disant récemment : « On chasse l'ennemi par une porte, on le laisse entrer par l'autre. » A cela d'autres Viennois, — car l'on entend bien des sons de cloche dans cette ville aux nombreux clochers, même au sein du parti franc de la résistance, — répondront que le régime de la demi-muselière est de beaucoup le plus politique en terre autrichienne et ils appuieront

leur assertion sur la répugnance innée de la race aux méthodes de caporalisation brutale, sur le danger de se cabrer, sur la nécessité de laisser un certain jeu à l'esprit d'opposition et une soupape à la bile, au besoin de critiquer, de *raunzen* comme l'on dit là-bas. Considérations d'opportunité ethnique, auxquelles, conscient de notre qualité de témoin du dehors, nous n'aurons pas l'impertinence de nous opposer, mais qui cependant ne prévalent pas, nous semble-t-il, contre ce fait général de bon sens : le danger qu'il y a, dans une marche en avant, — et celle-ci existe, Dieu soit loué, — à laisser dans son dos, par gentillesse, des nids de mitrailleuses. Le pouvoir ne nettoie jamais la tranchée.

Ces nids de résistance, nous les trouvons encore dans des organismes comme le *Bund der Reichsdeutschen in Oesterreich*, prétendue « Association des Allemands du Reich habitants l'Autriche », mais à laquelle les indigènes sympathisants sont nommément et gracieusement invités à s'agréger ; dans l'*Arbeiter-Presse*, journal pan-allemand du docteur Walther Riehl pour lequel le mot d'ordre de Schuschnigg (*Wille zu Oesterreich*, volonté de rester l'Autriche) est un scandale et une provocation ; dans une puissante association sportive comme le *deutscher Turnverein* dont sont pratiquement exclus les membres des associations patriotiques ; dans la ligue non moins puissante du *Schulverein Südmark* qui compte 1 500 groupes locaux et n'est qu'une ramification à peine masquée de la grande ligue du « pangermanisme à l'étranger » et à l'endroit de laquelle l'indulgence des pouvoirs publics est incompréhensible ; dans beaucoup de groupements à façade scientifique, professionnelle ou mondaine, d'étiquette irréprochable, mais où savent se retrouver les initiés ; enfin dans la personne même de trop d'hommes haut placés dans l'échelle hiérarchique.

Pour ne citer qu'un cas qui est tombé dans le domaine public, on éprouve quelque surprise à penser que M. Glaise-Horstenau a pu concilier longtemps une activité ouverte de propagandiste des idées d'Anschluss avec la position de président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil d'État d'Autriche. Il y a là à la fois un cumul et des tolérances qui étonnent le regard étranger. Sous la pression de l'opinion, M. Glaise-Horstenau a donné sa démission. Rendu aux loisirs

de la vie privée, il poursuit ses buts en tentant, parallèlement avec M. Franz Riedl, un essai haineux de dissociation entre la politique d'Ignace Seipel, qu'il présente comme fondée sur l'idée de l'Anschluss, et la politique Dollfuss-Schuschnigg. Ces trappes perfidement creusées nuisent dans le public intellectuel.

Nous ne voudrions pas grossir une liste déjà longue d'exemples dont le seul but a été de mettre en lumière à la fois la survivance de certains foyers de péril et, de la part des pouvoirs publics, un reste de tolérance qui déconcerte à l'égard de ces foyers. Nous ne pouvons que faire pleinement nôtres les lignes suivantes extraites d'une lettre privée d'un Bavarois (la nationalité du scripteur n'est pas indifférente) à un Autrichien : « Tous les faux prophètes, toutes les voix qui essaient de jeter le trouble doivent, sans délai et pendant qu'il en est encore temps, être supprimés. Il y va de la mission de l'Autriche, de son crédit politique et culturel, de la mission germanique elle-même. Ce qui, pour l'intérieur du pays et davantage encore pour l'étranger, est indispensable et urgent, c'est la sensation nette d'une volonté sans défaillance, résolue à ignorer tout compromis culturel ou politique et à s'affirmer par des actes. Croyez-moi, cher ami, il n'est que cela qui fasse de l'effet, en Angleterre et en France : on veut voir l'Autriche à l'œuvre, on veut voir des actes attestant la réalisation sans aucune équivoque des programmes fixés dans les beaux discours que le monde a déjà entendus cent fois. Ce qui, dans le Reich hitlérien, impressionne l'étranger, c'est le fait que ces messieurs du pouvoir exécutent ce qu'ils annoncent, du moins à l'intérieur du pays. Dans ce sens, je veux dire dans le sens de l'énergie apportée à la réalisation des programmes, l'Autriche peut apprendre de la Prusse. »

RAISONS D'OPTIMISME

On objectera que c'est là se montrer bien difficile et que certaines exigences, tout spécialement celles qui se font entendre du côté des Allemands qui ont eu à souffrir du nazisme, sont vraiment insatiables. Il est indéniable qu'un observateur impartial, comparant l'état de l'Autriche aux premiers temps du gouvernement de Dollfuss et maintenant, ne

peut qu'être frappé de l'immense chemin accompli et être tenté de conclure à la victoire gagnée. Le nazisme, insolent et presque triomphant d'il y a deux ans, qui s'étalait dans les réunions publiques, dans les cortèges, dans les drapeaux allemands flottant plus nombreux aux fenêtres que les couleurs autrichiennes, dans les brassards à la croix gammée, dans une presse déchaînée, fait apparaître le nazisme contracté et humilié d'aujourd'hui comme presque à l'agonie. L'hitlérisme avait la rue, il n'a plus aujourd'hui que des repaires. Contrairement à l'ordre établi, l'église souffrante a succédé chez les nationaux-socialistes d'Autriche à l'église triomphante. Il est vrai encore que quelques-unes des manifestations que nous avons signalées (cinéma, théâtre), par l'aspect indirect, oblique, le côté-allusion qu'elles sont contraintes de revêtir, représentent des réactions de faiblesse.

L'horizon est également réconfortant du côté de M. de Papen et nous sommes heureux d'avoir à apporter ici un correctif aux méfiances que nous inspirait le personnage. L'homme que son don d'intrigues et de manœuvres salonnières pouvait à bon droit faire craindre comme dangereux a été, en fin de compte, sans que jamais la correction soit lésée, aussi spirituellement que magistralement neutralisé par la diplomatie viennoise. Cela s'est fait progressivement, sans bruit. La situation s'est peu à peu révélée plus inconfortable pour le visiteur que pour l'hôte. Le plus efficace des cordons sanitaires, le vide, s'est fait autour de lui. Traité avec une glaciale politesse, éconduit dans beaucoup d'endroits, reçu officiellement ailleurs mais point accueilli, impuissant à prendre pied nulle part où sa présence pouvait être un vrai danger, celui que nous appelions ici-même l'ambassadeur-fantôme parce qu'il n'était presque jamais à son poste est aujourd'hui, à Vienne, quand il prétend y rester, — et même quand il lui prend fantaisie d'y faire venir un orateur du IIIe Reich comme il le fit à l'occasion du 1er mai, — l'ambassadeur-néant.

La pointe extrême du nazisme autrichien a été poussée au moment de l'assassinat de Dollfuss. Avant cette date, et au moment de la répression anti-socialiste de février, il avait commis la faute, impardonnable pour un parti de bouleversement, de ne pas profiter du désordre de la rue et de la faiblesse momentanée du pouvoir absorbé par la lutte sur un

autre front. Des occasions pareilles ne se retrouvent plus. Le 25 juillet le montra désemparé et flottant, sans unité de direction, incapable de mener la « révolution nationale » plus loin qu'un assassinat. Depuis le sommet du 25 juillet, il est à marée basse. Les directives mêmes qui viennent d'Allemagne : éviter à l'avenir les éclats, les attentats, — ces attentats à la mélinite avec mort d'hommes qui, dans l'ensemble, produisirent un mauvais effet, l'Autrichien s'amusant du pétard, mais ne goûtant pas la bombe, — leur préférer la méthode d'infiltration silencieuse avec objectif de noyautage des *Associations de défense* trahissent l'adoption décidée du régime de la combustion lente, du régime pauvre. L'austro-nazisme représente *aujourd'hui*, — nous soulignons le mot avec ce qu'il comporte de réserve expresse pour l'avenir, la rapidité d'évolution des situations et des positions en Europe centrale faisant un devoir de cette réserve, — un phénomène contenu, bridé, la lésion qui « n'évolue » pas. Tous les médecins connaissent en clinique de ces cas qui contredisent la loi progressive normale.

A ce phénomène d'arrêt, il y a des raisons d'ordre matériel et psychologique. Nous allons en énumérer quelques-unes.

Une diminution du débit des ressources de la caisse, aussi bien au delà de la frontière qu'en deçà. Un certain flottement dans la direction tant autochtone que réfugiée sur sol allemand. Il y a dans le Reich plusieurs centres de direction, Munich, Berlin, Nuremberg, Dresde, en dehors de la *Ligue de secours des Autrichiens Allemands du Reich*. Les meneurs autrichiens hitlériens vivent sans entente mutuelle, s'accusant copieusement entre eux de détournement des fonds de secours, discussions qui nuisent au prestige de chefs, si ce mot pouvait être employé. La vérité, et c'est pour nous une raison d'optimisme, est qu'il n'y eut jamais dans leurs rangs de vrais chefs.

Parmi les causes d'assagissement, il faudrait aussi nommer les nouvelles, qui filtrent tout de même, de déceptions amères chez les membres de la « Légion autrichienne », de conflits, de brutalités, d'exécutions dans les camps, d'évasions dramatiques de fils du pays passés de l'autre côté et tentant tout un jour pour échapper au paradis brun. Il y a des points de la frontière auxquels s'attache dès à présent une sorte de romantisme légendaire. Sur la *Saalach*, par exemple, fleuve emporté

et torrentiel, existe un point idylliquement situé, nommé Wals, qui a reçu de son caractère géographique spécial le privilège d'être à la fois l'objet de rêves et le théâtre de drames. Des bancs de sable y permettent, à certaines époques de l'année, le passage à gué. Mais il peut y avoir méprise sur la hauteur des eaux. Il ne se passe guère de mois où les douaniers n'aient à enregistrer des noyades. Constatation paradoxale et déroutante pour la logique humaine : elles se produisent dans les deux sens, Autrichiens cherchant à fuir l'Hitlérie et à regagner le pays, Autrichiens séduits par le mirage brun et désertant leur patrie. Le retour des uns devrait pourtant empêcher le départ des autres. Le même égaré qui aujourd'hui tente la traversée du fleuve pour fuir son pays s'y noiera peut-être dans deux mois pour le rejoindre. Chez tous les mortels, mais tout spécialement chez l'hitlérien d'Autriche, la réserve d'illusions est inépuisable. Un Viennois nous disait récemment, et il y a beaucoup de vrai dans la boutade :

— Vous verrez que nos nazis clameront encore de ce côté-ci *Heil Hitler!* quand le cri sera depuis longtemps puni comme séditieux de l'autre côté.

Même dégrisement, — n'aboutissant pas aux dramatiques évasions des légionnaires, dégrisement bourgeois, très réel cependant pour ne se révéler que dans un regard humide derrière des verres de lunettes, — chez beaucoup d'intellectuels, d'universitaires, eux aussi tentés quelque jour par le passage de l'autre côté. Devenu réalité, le rêve s'évanouissait. Habité, le paradis hitlérien se révélait décevant. Et de cette déception les lettres, celles qui peuvent passer, portent témoignage.

Ces choses finissent par se savoir, par percer les écailles épaisses des yeux des nazistes autrichiens. Il est tout naturel de faire ici, dans l'énumération des causes de refroidissement de la ferveur nationale-socialiste, une large place au très mauvais effet produit sur la mentalité catholique par la guerre antireligieuse d'outre-Rhin. L'Autrichien trouve quelquefois qu'on abuse de la soutane dans son propre pays. Mais la guerre déclarée au crucifix de l'autre côté de la frontière, le retour à Odin et aux beautés de l'Urwald germanique n'éveillent dans son cœur aucun écho et cabrent à la fois chez lui le sens catholique, le sens de la mesure et le sens du ridicule. Cette impression est accentuée par les voix des catholiques rhénans

et bavarois qui, eux-mêmes condamnés au bâillon, crient de toutes leurs forces à leurs frères autrichiens : « Ne vous laissez pas faire. Vous êtes notre dernier espoir. Vous voyez ce qu'ils ont fait de nous. Nous ne pouvons plus parler, c'est à vous aujourd'hui de tenir la bannière. »

Nous n'avons pas encore nommé la cause la plus active de dégrisement. Nous voulons parler du dégrisement fatal, automatique, qu'engendre la promesse de la victoire indéfiniment répétée et jamais réalisée.

Les nationaux-socialistes ont eu le tort de promettre chaque fois le triomphe définitif pour le lendemain. Périlleuses échéances qui, régulièrement creuses, se retournaient contre ceux qui les invoquaient. C'est une faute d'assigner des termes à la victoire, une faute plus grande de la présenter comme jeu d'enfants. *Oesterreich braucht man nur mitzunehmen* (On n'a qu'à emporter l'Autriche). Combien de fois avons-nous entendu cette phrase ! Il n'y avait même pas à conquérir l'Autriche ; il n'y avait qu'à « l'emporter » comme un paquet, une valise toute prête, toute ficelée et qui attend sur le quai. Bien des occasions se sont présentées, bien des trains sont partis, la valise reste toujours sur le quai de départ.

LE VERROU EUROPÉEN

Nous avons laissé pour la fin la cause souveraine, encore qu'assez brutale, du silence relatif des hitlériens d'Autriche : le verrou extérieur. Dans ces derniers mois et depuis les marques toujours plus nettes de solidarité entre l'Italie, la Petite Entente et la France sur la question de l'indépendance autrichienne, le verrou a toujours gagné en solidité et en épaisseur. Les nazis danubiens ont beau avoir l'illusion tenace, ils ne peuvent pas ne pas apervevoir ses dimensions. Ils se rendent compte que, dans l'état actuel d'équilibre des forces en Europe, le *grosse Bruder*, le grand frère d'au delà de la frontière, dans lequel ils ont mis leurs palpitants espoirs et d'où leur vient toute leur force (car il faut répéter ceci qui est essentiel, à savoir que, réduit à lui-même, le cordon ombilical coupé avec le nazisme du Reich, le nazisme danubien n'existe pas) se trouve momentanément bloqué.

La situation intérieure de l'Autriche est, dans une large

mesure, fonction de sa situation extérieure. L'état d'esprit des nationaux-socialistes est une mentalité d'attente. Ils restent pour le moment l'arme au pied. Tous leurs regards, tous leurs calculs sont tournés vers l'extérieur. Le verrou dont nous avons parlé, ils en scrutent fièvreusement le métal, à la recherche d'une paille qui serait un espoir. Nous avons été frappé, au cours de notre dernier séjour en Autriche, de l'impressionnante unanimité avec laquelle aussi bien adversaires du national-socialisme que sympathisants secrets nous interrogeaient, avec des sentiments opposés dans le cœur, sur la solidité du bloc franco-italien, et notamment, pour préciser, sur la solidarité d'une action militaire conjuguée en cas d'agression de l'Allemagne. Il est impossible de se dissimuler qu'une partie notable des « espérances » nazistes, aussi bien dans le Reich qu'en Autriche, — on est là, comme ailleurs, entièrement d'accord sur les bords de la Sprée et sur ceux du Danube, — se fonde sur la fissure en cas d'explosion. On raisonne de la façon suivante : la France ne marchera pas en cas de complication en Europe centrale ; l'opinion publique française n'est vraiment mobilisable que pour la défense du sol ; elle est mobilisable sur le Rhin, point sur le Danube.

Il nous souvient d'avoir rencontré ces vues dans un article récent paru à la *Frankfurter Zeitung*, sous la signature de M. Sieburg. La thèse était soutenue par des arguments particulièrement injurieux à l'endroit de l'honneur français, la France bourgeoise et déchue, désespérément cramponnée à sa sécurité, étant présentée comme décidément inaccessible aujourd'hui à tout sentiment d'honneur dépassant l'intérêt immédiat de la défense du territoire. La faute allemande se répète : l'ignorance du réflexe français. On prend la réaction de quelques médiocres éléments intérieurs pour la réaction de tout le pays. Le fait que ces vues puissent être adoptées par un journaliste qui devrait nous connaître, s'étant fait une spécialité de la « psychologie française », nous permet en tout cas de mesurer les fruits que porte à l'étranger la campagne de démantèlement du moral français si longtemps tolérée chez nous par une criminelle indulgence (1).

(1) L'article en question, à côté des erreurs caractéristiques qu'il contient, et de la particulière malveillance à l'endroit de la France dont il porte témoignage, est intéressant par ses autres côtés, notamment par la conception toute germa-

LE PÉRIL RÉSIDE MOINS DANS L'HITLÉRISME DÉCLARÉ QUE DANS SES SYMPATHISANTS SECRETS

Nous ne voudrions pas nous éloigner de notre sujet. Nous voudrions nous résumer. La porte est aujourd'hui fermée par l'Europe entre le IIIe Reich et l'Autriche. Il serait aussi inexact qu'injuste de faire dépendre la résistance autrichienne uniquement du verrou européen et de ne pas faire ici sa place au raffirmissement de l'âme autrichienne auquel nous assistons depuis deux ans. Il n'en est pas moins vrai que beaucoup dépend de la solidité du cadenas et peut-être moins encore de sa solidité intrinsèque que de la mesure de solidité qu'on lui prêtera. Ce serait une dangereuse illusion de croire que, verrouillé de l'extérieur, le nazisme autrichien est mort. Le moindre fléchissement au dehors se traduirait par une immédiate flambée au dedans. Nous avons comparé tout à l'heure l'hitlérisme en Autriche à une lésion arrêtée dans son évolution. On n'ignore pas les foudroyants réveils de la lésion dans les cas de soudaine dépression de l'état général. Tout l'objet des premières pages de cette étude a été de montrer par l'énumération d'un certain nombre de points d'affleurement que, bridé, contenu, le mal est toujours là. C'est un indice grave que la jeunesse apparaisse aux juges les plus impartiaux de la situation comme à ce point atteinte qu'une incorporation militaire massive et immédiate doive être considérée comme comportant des risques sérieux. Tout geste de force venant de l'autre côté de la frontière (pénétration de troupes ou entrée de la légion), geste dont l'éventualité n'est nullement imaginaire, trouverait à l'intérieur une correspondance immédiate, et déclencherait une explosion dont l'ampleur surprendrait les optimistes trop enracinés d'aujourd'hui : les croix gammées sortiraient des pavés.

Non seulement l'état d'esprit demeure, mais les cadres eux-mêmes sont là. Dans presque toutes les jointures sensibles de la vie interne du pays sont incrustés et veillent des éléments de guet actuellement dans l'expectative, mais qui se change-

nique de l'héroïsme qu'il révèle. Pour M. Sieburg, et par son truchement pour le Germain, l'héroïque ne se sépare pas du *destructif*. Nous accordons volontiers à notre témoin que ce n'est pas là la conception française de l'héroïsme et en même temps nous prenons acte de l'aveu, — qui est intéressant.

raient en éléments actifs le jour où un déplacement des conditions extérieures leur permettrait d'espérer le succès des idées qui sont les leurs. Du réseau occulte de surveillance établi à l'intérieur du pays, nous nous bornerons à citer un exemple tiré des communications postales et téléphoniques. Ce n'est pas un accident absolument exceptionnel qu'une lettre, non seulement pour l'étranger mais pour le dedans, soit ouverte et recollée d'une manière qui trahit son passage par le cabinet noir nazi.

Enfin, parmi les facteurs psychologiques qui, à nos yeux, légitiment une certaine inquiétude, il convient de faire sa place au foisonnement d'intrigues, dont Vienne est le théâtre Il s'y croise et s'y recroise un nombre incroyable de fils. Trop de monde veut jouer les Talleyrand ou les Metternich. L'action toute droite, virile et simple déçoit un peu. C'est peut-être un des revers de la souplesse autrichienne que la préférence quelquefois donnée à la manœuvre sur le caractère. Il n'est pas sûr du tout que, même en politique, la ligne droite ne soit pas la plus grande adresse. Nous n'avons pas, est-il besoin de le dire ici, entendu parler de l'attitude personnelle du chancelier Schuschnigg, attitude loyalement fidèle à l'esprit Dollfuss et dont donnent bien idée ces énergiques paroles d'un de ses derniers discours : « Le traître, à nos yeux, c'est l'homme qui attaque dans le dos son pays à l'heure où celui-ci lutte pour son existence. Toute l'encre d'imprimerie, illégale ou légale, de ce côté-ci de la frontière ou de l'autre, n'arrivera pas à masquer la vraie couleur des mains tendues haineusement contre nous ; elles sont encore rouges, ces mains, du sang du martyre de notre chef lâchement assassiné. »

Mais justement cette fermeté des paroles fait ressortir l'équivoque qui existe ailleurs dans l'appareil même de l'État. Ce ne sont pas les échelons inférieurs, mais les paliers supérieurs qui sont infectés. C'est dans la haute bureaucratie, dans la classe des Sektionsräte, des Ministerialräte, qu'il faut chercher le centre du mal et le vrai foyer du cancer. Les gens se reconnaissent entre eux, après une période d'approche où les deux interlocuteurs se tâtent et se sondent mutuellement. Nous avons employé tout à l'heure le terme de franc-maçonnerie, et c'est le vrai mot qui caractérise la situation. La franc-maçonnerie des bas blancs n'est pas dangereuse. Il lui manque

le premier élément de la nocivité authentique : le secret. Confier innocemment à sa culotte, à la couleur de ses bas ou à sa casquette (les casquettes blanches à grande visière représentent dans certaines provinces la dernière formule) le soin de proclamer ses convictions, c'est ôter en partie à ces dernières leur venin. Le véritable poison cherche l'ombre. Le vrai danger en Autriche réside moins dans le nazisme déclaré que dans ses sympathisants secrets. Le mal est difficilement saisissable. Le microbe hitlérien est un bacille filtrant. Le ruban même du « front patriotique », — front peut-être trop vaste pour être un véritable front, — n'est pas toujours une garantie d'authenticité des sentiments. Écran commode, étiquette assurant des avantages matériels et que les malveillants appellent *Existenzschleife*. On sauvegarde son existence matérielle. On garde ses sentiments.

Le désir et presque le besoin de l'opinion étrangère de se trouver en présence d'une ligne autrichienne absolument nette, exclusive de tout compromis, ont été parfaitement vus par M. Winter, vice-bourgmestre de Vienne, au cours d'un voyage d'information récent à Paris et à Londres. Nous ne pouvons que citer ici ses paroles si lucides et si fortes : « L'Autriche est un État que l'Europe occidentale ne comprend pas tout à fait, en dépit de la sympathie universelle qu'inspirent culture et peuple autrichiens. L'Autriche elle-même peut beaucoup pour que cette compréhension à laquelle elle est hautement intéressée s'établisse. Il faut, — non seulement dans les harangues officielles des jours de fête, mais dans l'action de tous les jours de l'État, — il faut que nous nous prononcions d'une façon définitive et absolument claire sur notre appartenance à l'Europe ou à l'Allemagne. »

PAROLES DE CONFIANCE ET DE CLARTÉ

On nous pardonnera, en finissant, une remarque d'ordre un peu personnel. Ceux qui, après avoir lu ces pages, les jugeraient défaitistes les auraient mal lues. On n'est jamais défaitiste pour les causes que l'on aime. Et peu de causes nous tiennent à cœur plus que l'indépendance autrichienne. C'est précisément parce que nous sommes attaché à la liberté de cette terre de charme, de mesure et de grâce sensibles, meil-

leure expression d'un germanisme tempéré et baigné de lumière romane, parce que nous serions inconsolable de la voir devenir la proie du Borussisme, que nous croyons de notre devoir, tout en montrant les raisons de confiance, de ne rien masquer du péril. Le professeur Hildebrand, chassé de sa chaire de Munich par le gouvernement hitlérien, a magnifiquement dit, dans une page de son livre sur Dollfuss, à la fois toute la profondeur du fossé qui sépare le prussianisme de l'âme autrichienne et les titres éternels de l'Autriche à la ferveur de tous les Européens, pour lesquels l'humanité, l'art, le génie libre ne sont pas des mots vides :

« L'Autriche, le pays dans lequel le génie de l'Occident chrétien a trouvé son plus pur développement, on pourrait la définir, dans son passé, un abrégé de l'Occident. Aujourd'hui même où elle a tant perdu, dans cette petite Autriche diminuée et réduite de nos jours, continue de vivre la plénitude de valeurs intérieures éveillée par toute son histoire. Ce génie autrichien, nous le trouvons encore dans l'Autriche territoriale d'aujourd'hui et également dans le tempérament actuel du pays. Pour trouver la vraie et authentique expression du génie germain, il faut la chercher où elle se présente vierge et pure de tout *furor teutonicus*, libre de tout teutonisme, affranchie de tout vertige d'orgueil, de tout culte hérétique des idoles de chair, de toute trouble complaisance dans l'irrationalisme, l'indéfini et la pénombre, de toute adoration de la virilité divinisée... Le regard de tous les vrais Allemands se porte plein d'espoir et d'attente vers l'Autriche, et ce n'est pas sans raison que le grand mort du 25 juillet a fait verser tant de larmes en Allemagne. Mais la première condition pour l'accomplissement de la mission de l'Autriche est, avec la sauvegarde parfaite de son intégrité en face du IIIe Reich, l'enterrement définitif de l'idole de l'Anschluss. Cette mission allemande postule essentiellement la suppression définitive d'un sentiment national égaré qui, au lieu d'élire l'Autriche comme la plus pure expression de l'esprit allemand, se lie à un germanisme décomposé, faussé et finalement trahi par l'esprit prussien. Notre idéal demeure une Autriche libre, indépendante, catholique et allemande, une florissante Autriche, pleinement consciente de sa magnifique tradition, de ses trésors spirituels, de sa grande mission. »

L'une des dernières paroles du chancelier Dollfuss sur le divan où la sauvagerie de ses assassins le laissa interminablement agoniser avec cet inexpiable raffinement de cruauté de laisser croire au vaillant lutteur que son œuvre s'écroulait, que l'armée régulière tout entière, — et non une poignée de meurtriers travestis en soldats, — se soulevait contre lui, l'une de ces rares et toutes dernières paroles qui empruntent aux instants où elles furent prononcées un caractère presque sacré fut la suivante : *Wir haben nie angegriffen, wir mussten uns immer wehren* (nous n'avons jamais attaqué, nous avons toujours dû nous défendre). Depuis plusieurs mois la situation se consolide, mais l'on méconnaîtrait la position de l'Autriche en se refusant à la voir sous son vrai jour qui est celui de forteresse assiégée, maintenue sous la pression constante d'un voisin immédiat de 60 millions d'habitants. Cette énorme pression morale et matérielle, cette prodigieuse tension d'atmosphère, aggravée par la communauté de langue et de sang, ce serait coupable légèreté que de tenter de la minimiser. La conquête de l'Autriche demeure une des pensées maîtresses d'Adolphe Hitler. Il a appelé les Autrichiens : « une race de métis dégénérée » dont « le seul souvenir lui soulevait le cœur », mais il tient à cette proie qu'il insulte. Y renoncer serait pour lui une décisive perte de prestige à laquelle nous pouvons être assurés qu'il ne se résignera pas aisément. Une incroyable avidité de convoitise est tendue vers ce petit pays déjà possédé en esprit. Dans un certain nombre de cartes scolaires officielles, l'Autriche est désignée par ces mots : « territoire allemand, momentanément soumis à une influence étrangère ».

Mais l'Autriche « tient », — c'est le mot de la guerre avec tout ce qu'il contient de résistance accrochée, de vaillance et d'espoir. — Et c'est le mot qui caractérise le mieux la situation sur les rives du Danube. « On parle du provisoire actuel, s'écriait M. Schuschnigg au terme de son discours de Mödling du 28 avril, mais c'est un provisoire autrichien et celui-ci a coutume de durer. »

C'est sur ces paroles de confiance et de clarté que nous voudrions clore ces pages.

ROBERT D'HARCOURT.

VOYAGE EN ESPAGNE

OCTOBRE 1913

Le maréchal Lyautey avait, l'hiver dernier, écrit ses Souvenirs de sa première mission en Espagne : certaines conversations, tenues à la veille de la Grande Guerre avec S. M. le roi d'Espagne et M. Poincaré, posaient en effet les principes mêmes d'une politique musulmane.

Il avait, par ailleurs, fixé un plan de publications sur Madagascar, l'Afrique du Nord et la Lorraine. L'avant-veille de sa mort, il relisait à Thorey ses Souvenirs d'Espagne et priait de les publier en premier lieu. La Revue, *dont le maréchal fut depuis le fameux article sur le* Rôle social de l'officier *un des plus illustres collaborateurs, s'empresse de déférer à ce désir.*

La préparation du voyage

C'est à mon retour à Paris, venant de Crévic, le mardi 23 septembre, qu'il m'a été parlé pour la première fois du projet de mon voyage en Espagne.

J'avais été invité par M. Pichon à un dîner qu'il donnait en l'honneur d'El Hadj Thami Glaoui et où il avait réuni MM. Barthou, André Tardieu, Étienne, et nos personnels respectifs. C'est au cours de ce dîner qu'il m'annonça que je ne partirais pas le 1er octobre comme il avait été fixé, parce que je serais du voyage de M. Poincaré en Espagne. C'est le roi Alphonse XIII qui avait pris l'initiative d'en témoigner le désir. La chose était acceptée en principe, mais elle n'était pas encore officielle parce qu'on cherchait une formule telle que,

en raison de mon grade et de ma situation, je ne fisse pas partie de la suite du Président. Le Roi m'ayant invité personnellement, il fut entendu qu'étant l'hôte du Roi, indépendant du Président, je partirais vingt-quatre heures avant M. Poincaré, accompagné de deux officiers, le colonel Pellé, mon chef d'état-major, et le capitaine Bénédic, mon officier d'ordonnance.

J'avais fait remarquer que je devais, en m'embarquant le 1er octobre, trouver sur mon bateau M. Long, rapporteur de mon emprunt à la Commission des Affaires extérieures, et M. Doumer, rapporteur au Sénat, que je comptais les mettre l'un et l'autre au courant et les amener à une unité de vues complète avec moi.

De cette objection, M. Barthou se montra assez impressionné, tout en reconnaissant qu'après l'invitation formelle du Roi il n'y avait plus moyen de se dérober. Je reçus de M. Pichon l'assurance qu'il ne saurait être question sous aucun prétexte de coopération militaire. Cette assurance me fut confirmée quelques jours après par le Président de la République qui m'exposa les raisons de politique générale qu'il y avait à mettre en ce moment l'Espagne dans notre jeu, les efforts du Roi pour soustraire entièrement son pays à l'influence allemande, malgré la persistance des tendances progermaniques autour de lui et dans les groupes politiques importants, ainsi que la nécessité pour nous de seconder ses efforts. M. Barthou voulut bien me confirmer qu'il tenait d'autant plus à mon voyage, que, résolument hostile à toute coopération militaire, il comptait que ma présence empêcherait au besoin tout entraînement dans cette voie.

Dans les jours qui suivirent, je voyais une partie de la presse parisienne s'emballer de plus en plus sur l'entente avec l'Espagne, y compris une coopération militaire. Aussi convins-je avec mon ami André Tardieu, d'une note qui parut en article de tête du *Temps* du 3 octobre remettant les choses au point et administrant aux imaginations trop échauffées la douche nécessaire. Cette note très modérée et très sage fut d'ailleurs bien accueillie par la presse officieuse espagnole et donna une très bonne base à mon voyage qui, dès lors, se dégagea de toute interprétation tendancieuse et inopportune.

Le Gouvernement avait transmis au Roi, dans les termes

qui convenaient, mon acceptation à son invitation. Avant mon départ de Paris, j'avais vu notre ambassadeur M. Geoffray pour le règlement des questions de détail et de protocole.

J'avais reçu l'avis que je serais l'hôte du Roi ainsi que mes officiers à l'hôtel Ritz, les appartements du Palais étant pris par le Président, M. Pichon et leur suite; que le colonel Echagüe, aide de camp du Roi, serait attaché à ma personne pendant mon séjour et qu'on désirait que j'arrivasse à Madrid, non en civil, mais en petite tenue. J'avais aussi reçu l'invitation à dîner, pour le mercredi 8, du comte de Romanones, président du Conseil des ministres.

Enfin, j'étais avisé que je reprendrais ma liberté au départ du Président de Madrid pour Carthagène. En conséquence, il fut décidé que je partirais le même soir pour Cadix où je trouverais un croiseur de ma division navale du Maroc pour me ramener à Casablanca.

Dans le Sud-Express

Dimanche, 5 octobre. — Tout ayant été ainsi réglé, je partis le dimanche 5 par le Sud-Express à 12 h. 40.

La Compagnie d'Orléans, la Compagnie des Wagons-lits avaient été, comme toujours, des plus gracieuses et avaient réservé pour moi et les miens les places largement nécessaires. J'avais avec moi le colonel Pellé, qui, outre ses éminentes qualités professionnelles, devait m'être très utile par la connaissance qu'il avait acquise, pendant ses trois ans et demi d'attaché militaire à l'ambassade de France à Berlin, des milieux où j'allais avoir à me mouvoir; le capitaine Bénédic, mon précieux officier d'ordonnance, le débrouillard par excellence; mon secrétaire, le sergent d'infanterie de marine Pélier; mon fidèle ordonnance, le chasseur d'Afrique Guillon.

Dans le même train voyageait une délégation de vingt membres du Conseil municipal de Paris invités par le Conseil municipal de Madrid pendant les fêtes. Je pris contact avec son président, M. Chassaigne-Goyon, les anciens présidents MM. Galli et Dausset et tous les autres membres, Quentin-Bauchart, Binder, Payer, Le Corbeiller, etc., avec qui j'eus, jusqu'à la fin de mon séjour à Madrid, les relations les plus cordiales. Avec moi était monté dans le train à Paris, M. Bénazet,

député, rapporteur des crédits de la guerre à la Chambre, à qui je n'avais pu donner d'autre occasion d'une rencontre, indispensable d'ailleurs. Nous travaillâmes d'arrache-pied, à remuer des chiffres, des effectifs, des rapports que j'avais emportés, jusqu'à Tours, où il reprit la direction de Paris. Je trouvai un homme fort intelligent, d'esprit large, très résolu à m'aider et mettant la plus grande bonne volonté à accepter les indications que je lui donnais, à la différence de tant de ses collègues parlementaires que j'avais vus intervenir avec une information si insuffisante et prendre une ingérence de plus en plus abusive dans l'exécution de tous les services, dans ceux surtout qui, comme le mien, exigent la plus large indépendance et un crédit illimité.

A Tours, apparition de mon cher Paul de Pourtalès venu m'embrasser et m'avertir que c'était le jour des courses de Tours, que le train allait longer les tribunes du haut desquelles sa femme agiterait son mouchoir et en attendrait autant du mien, ce qui fut fait. C'est à Tours seulement que j'appris la présence dans le train de Mme Geoffray, femme de notre ambassadeur de France à Madrid, y revenant pour la durée des fêtes. J'avais été présenté déjà à cette femme charmante, véritable ambassadrice, tenant si parfaitement son rang et nous faisant grand honneur à Madrid aujourd'hui, comme hier à Londres. Il est impossible, à la voir, de croire à ses fils de près de trente ans. Elle est née Marcotte de Quivières; un de ses frères a épousé la sœur de mes chers amis Keller. Nous étions donc en plein pays de connaissance. Elle voulut bien dîner avec nous et le voyage fut charmant.

A Bordeaux, le colonel Daru mettait au train sa fille, Mme de Felcourt, femme de mon cher ami Étienne, secrétaire de notre ambassade de Madrid, qui allait également rejoindre son mari pour les fêtes.

L'arrivée

Lundi 6 octobre. — Je me lève à dix heures, trop heureux de me payer une telle nuit après ces huit jours de surmenage et nous endossons les petites tenues prescrites par le protocole. Dans mon sommeil je n'ai rien vu de Burgos, ni de Valladolid, mais voici Avila, la patrie de sainte Thérèse, entourée de

ses murailles crénelées, construites par les Maures, toutes pareilles à celles de Marrakech, de Rabat et de Fez, et c'est la première vision de l'étroite parenté de ces deux terres trans et cis-méditerranéennes qui ne me quittera plus pendant la traversée de l'Espagne. La plaine fauve s'étend jusqu'aux pieds des falaises dénudées, aux crêtes plates, et mes officiers ont la même impression : « Mais nous sommes en Chaouia en face de Settat ou des falaises des Medakra. » Déjà l'on s'explique et l'âpreté de l'Espagne à revendiquer le Maghreb comme sien et la répulsion des Marocains à reconnaître toute prééminence à des gens sortis de la même race et de la même terre.

Deux heures. — Le train entre en gare. En sautant de la portière, je trouve d'abord le colonel Echague que le Roi a attaché à ma personne. C'est une vieille connaissance, il a été sept ans attaché militaire à Paris. Il est venu me voir en 1906 dans le Sud-Oranais. J'ai appris le jour même qu'en me l'attachant le Roi m'avait fait un insigne honneur réservé jusqu'ici aux souverains ou princes de maisons souveraines. C'est la première manifestation des témoignages de particulière bienveillance dont ce charmant Roi me comblera pendant tout mon séjour.

Sur le quai, notre ambassadeur qui me présente au ministre de la Guerre, général Luque, accompagné de ses officiers d'ordonnance dont son fils, capitaine d'état-major, attaché militaire à Pétersbourg, en congé; le général Centenia, compagnon d'Echagüe dans sa visite au Sud-Oranais en 1906; puis un nombreux et brillant état-major. Présentations réciproques. Étienne de Felcourt se jette dans mes bras. M. Geoffray me quitte pour courir au Conseil municipal de Paris, me laissant notre attaché militaire, le lieutenant-colonel de cavalerie Tillion, ami d'enfance de ma sœur et que je tutoie. Par une amusante et agréable coïncidence, je me trouve en effet presque en famille dans cette ambassade de France à Madrid. Ce sont d'abord Étienne de Felcourt et André Tillion, puis le deuxième secrétaire Louis de Vienne dont les parents sont de mes meilleurs amis de Nancy et enfin le lieutenant de vaisseau Henri d'Huart, attaché naval, chevauchant, si je puis m'exprimer ainsi, entre les ambassades de Rome et de Madrid, dont la

mère était une des amies les plus intimes de ma tante Saulnier de Fabert et qui connaît Crévic presque aussi bien que moi.

Nous voici dans l'automobile commandée tout exprès pour mon usage, menée par des chauffeurs militaires du génie supérieurement ficelés, en route pour l'hôtel Ritz où nos appartements sont préparés. Je déclare à Echagüe que je me remets entre ses mains comme un colis et que c'est à lui, beaucoup plus ferré que moi sur le protocole, à régler mes faits et gestes. Aussi me mène-t-il de suite m'inscrire ou porter mes cartes chez les personnages indispensables dont voici la série :

S. A. R. l'Infante Isabelle, tante du Roi, veuve du comte de Girgenti (Bourbon-Naples); le grand maître de sa maison;

S. A. R. l'Infant Don Carlos, fils du comte de Caserte (Bourbon-Naples), général commandant la division de cavalerie de Madrid, marié en premières noces à une sœur du Roi, remarié avec la princesse Louise de France, sœur du duc d'Orléans;

S. A. R. l'Infant Don Fernando (prince de Bavière), veuf de la sœur du Roi, morte il y a plus d'un an, commandant l'escadron d'escorte du Roi;

S. A. R. l'Infant Don Alphonso, fils de Don Antonio d'Orléans et de l'Infante Eulalie (tante d'Alphonse XIII), petit-fils par conséquent du duc de Montpensier marié à une princesse Béatrix de Saxe-Cobourg qui attend son troisième enfant. Il est lieutenant d'infanterie, spécialiste d'aviation et pilote enragé, grand bon garçon élevé en grande partie en France et parlant parisien comme un boulevardier;

Le grand maître de la maison du Roi, marquis de la Torrecilla;

Le président du Conseil, comte de Romanones;

Le ministre d'État, secrétaire des Affaires étrangères, Lopez Muños;

Le ministre de la Marine, Don Amalio Gimeno;

Le président de la Chambre, Villanueva;

Le gouverneur militaire de Madrid, général Ricardo de Contreras;

Le Préfet et l'Alcade de Madrid.

Au Palais royal. Conversations avec Alphonse XIII

Cette tournée rapidement faite, il est cinq heures et demie, heure que le Roi a fixée pour ma visite, en indiquant qu'il me recevrait en petite tenue, c'est-à-dire dolman avec seulement ma plaque et mes médailles.

Le Roi n'est pas encore rentré de sa promenade en automobile. Nous montons le bel escalier à double révolution, où, à chaque palier, se tiennent les hallebardiers en costume des gardes françaises du XVIIIe siècle. Une large galerie vitrée au premier étage, sur les quatre côtés de la vaste cour intérieure : une enfilade de salons, des chambellans et des aides de camp avec qui nous attendons à peine cinq minutes. Une porte s'ouvre : Alphonse XIII vient à moi svelte, élégant, en petite tenue d'officier d'infanterie, notre pantalon rouge, notre tunique bleue, la plaque de la Légion d'honneur, trois médailles, les ordres chevaleresques brodés sur sa poitrine et la petite décoration de la Toison d'Or. De sa vive allure de lieutenant de vingt-sept ans il m'introduit dans un petit bureau, coupant court aux saluts réglementaires et me fait asseoir en m'offrant une cigarette.

C'est alors un long entretien de près de deux heures, très difficile à résumer. Un petit prélude sur mon antipathie préventive et notoire contre l'Espagne, sur mes griefs de l'an dernier contre ses consuls, griefs dont spontanément (est-ce de la bonne grâce ou de l'habileté, ou des deux ?) il reconnaît le bien fondé ; mais, ajoute-t-il, ces temps sont finis et l'éponge est passée. Je reconnais que, conformément sans doute à ses instructions, leurs procédés ont subitement changé il y a six mois, les uns ayant été remplacés, les autres ayant modifié leur attitude, tel celui de Fez par exemple.

— Voulez-vous que je le change ? interrompt-il.

— Ah ! non, Sire, puisqu'il est devenu très bien ; je demande au contraire à Votre Majesté de maintenir à son poste celui de Mazagan, M. Ontiveros, dont on annonce le déplacement et dont nous sommes enchantés.

— Vous le garderez : je suis trop heureux qu'après m'avoir si longtemps demandé leur déplacement, ce soit vous qui aujourd'hui me demandiez d'en garder un.

C'est alors une longue, confiante et très sincère confession sur leurs difficultés au Maroc, ce gouffre où, me dit-il, ils ont aujourd'hui les deux tiers de leur armée, et d'où on lui demande encore des renforts. C'est son angoisse devant cette inconnue dont il ne voit pas encore l'issue; ses doutes sur la valeur et l'efficacité des méthodes employées; ses hésitations à sacrifier le général Alfau, la main forcée par ses ministres. Je me permets de lui dire que, d'après nos renseignements indirects, nous avons mal compris cette disgrâce d'Alfau qui nous semblait avoir vu juste sur bien des points.

— Je le crois bien aussi, me dit-il, mais il m'est si difficile de discerner la vérité et je veux au moins espérer que Marina, qui a fini par réussir à Melilla et par y faire de la bonne organisation politique, réussira aussi à nous tirer de cette impasse

C'est alors une conversation à fond sur l'organisation comparée de nos troupes indigènes, de notre service de renseignements, de nos services, en reconnaissant que rien ne s'improvise et qu'ils ne sauraient réaliser avant des années l'organisation que nous vaut l'avance de quatre-vingts années d'occupation africaine, — et comme je lui précise que nous n'avons au Maroc occidental que cinquante-six mille hommes, dont vingt mille à peine de troupes blanches :

— Oui, reprend-il, alors que pour une superficie cinq fois moindre, j'en ai quatre-vingt mille et uniquement de troupes espagnoles, et j'ai déjà perdu dix fois plus de monde que vous, et le cœur me saigne à voir tout ce jeune sang de mes enfants espagnols se répandre à profusion sans efficacité réelle.

Et je ne puis m'empêcher de songer, en entendant ce haut hommage rendu à l'économie de nos forces et de nos pertes pour tant de résultats obtenus, à la violence des campagnes parlementaires me reprochant mes effectifs et le gaspillage de nos forces, alors que j'ai si hautement la conscience des tours de force quotidiens que nous réalisons.

Le Roi aborde ensuite la question du Khalifa, du représentant du Sultan en zone espagnole, constatant qu'il n'a aucune autorité, aucun prestige, qu'il ne leur sert à rien de rien et, suivant son expression d'argot français, que les Marocains se f... de lui. C'est alors que très sincèrement je lui fais toucher du doigt la faute initiale qu'ils ont commise en voulant fabriquer de toutes pièces un Khalifa, exclusivement à eux; en

le désignant sans consulter le Sultan, en choisissant celui de ses parents le plus inepte et le plus déconsidéré, en lui donnant des attributions souveraines et lui faisant rendre les honneurs extérieurs réservés au seul chérif couronné. Ceci a été le « clou » de notre entretien. Je lui ai développé toute la doctrine du double Sultan : le souverain temporel dont la moitié du Maroc a toujours, depuis des siècles, méconnu l'autorité politique et administrative, et le chef religieux, le « pape » en un mot, dont les tribus même les plus dissidentes et les plus anarchiques ont toujours reconnu et revendiqué l'autorité spirituelle. Il m'était facile de tirer la comparaison avec ce qui s'est passé en France lors de la constitution civile du clergé et naguère encore, lors de la séparation de l'Église et de l'État.

— De même qu'aucun pouvoir laïque ne peut imposer un curé à la conscience d'un catholique, si libéral soit-il, de même il n'est au pouvoir de personne de donner hors du Sultan une investiture qui oblige la conscience musulmane, et c'est pourquoi jamais dans votre zone un khalifa ni un cadi n'existeront, si leurs pouvoirs ne leur viennent pas du « sultan-pape ». Bref, s'il y a plusieurs Maroc politiques, il n'y a qu'un Maroc religieux. Vous avez cru conforme à votre intérêt et à votre indépendance de mettre le Sultan hors de votre jeu, alors que votre intérêt était de le mettre dans votre jeu.

Pour terminer, le Roi me parla d'un sujet que, je le savais déjà par M. Geoffray, il avait très à cœur, celui de la constitution d'une Légion étrangère espagnole, et me demanda mon avis, — en ajoutant qu'il lui semblait être de notre intérêt d'être deux à tenir tête à cet égard aux réclamations de l'Allemagne.

— Bien que cette dernière considération ne soit pas tout à fait négligeable, j'y vois de bien plus grands inconvénients. J'en appréhenderais, en effet, une cause de conflit incessante, car, pour le moindre prétexte, et en raison du voisinage, ce sera la désertion continuelle de l'une à l'autre zone avec l'accusation réciproque des officiers et des gouvernements d'y provoquer.

Il n'insista pas et n'y revint plus dans les entretiens suivants.

Je ne donne ici que les traits principaux de ce long entre-

tien qui tourna vite à la causerie entre camarades, très spontanée, très familière, les cigarettes succédant aux cigarettes. Il était sept heures et demie quand je pris congé, mais, coupant encore une fois court aux trois saluts, Alphonse XIII me conduisit dans le salon d'attente où je lui présentai Pellé, Bénédic et où il dit bonjour à Tillion, puis, me remettant à Echagüe, il l'invita à me faire visiter les appartements.

Je ne vous décrirai pas la série des pièces du vaste Palais, mélange, comme toutes les installations officielles, de mauvais goût et de fort belles choses. Les dominantes sont les suivantes : une profusion d'admirables tapisseries, l'honneur et le joyau de la cour d'Espagne, profusion également de la plus belle série que je connaisse de bronzes Empire, notamment un jeu de torchères comme je n'en ai vu nulle part ; en revanche, presque rien de Louis XVI et rien du tout d'antérieur. Je ne sais ce qui en est dans les autres Palais royaux que je n'ai pas vus, mais ici, il semble que, sauf pour les tapisseries, les révolutions de la fin du XVIII[e] siècle aient tout dispersé et que tout ait été reconstitué de toutes pièces au début du XIX[e] siècle. Très beaux tapis de fabrication espagnole, dessins analogues à ceux de notre Savonnerie, mais plus épais et de plus haute laine. De très beaux meubles Empire, consoles et tables, mais fauteuils et chaises des plus médiocres, très inférieurs à ceux de l'Élysée et de nos mobiliers royaux. Par exemple, dans ces vastes appartements un cachet intime et habité très caractéristique et très sympathique : on sent que le Roi et la famille royale sont là, comme cela m'a tellement frappé à Schœnbrunn, et qu'il ne s'agit pas de musées vides de leurs maîtres traditionnels comme dans nos Compiègne et Fontainebleau.

Nous vîmes ensuite les appartements destinés au Président et à sa suite, dont les beaux mobiliers historiques voisinaient de façon pittoresque avec les installations de toilette du dernier cri.

Avec tout cela, il est huit heures et demie et nous allons dîner tranquillement en smoking au Ritz avec Echagüe et Tillion. Quelques heures de détente et de sommeil. J'avais trouvé à mon retour le Grand Cordon du Mérite militaire envoyé par le Roi avec la plaque de première classe pour Pellé et la croix d'officier pour Bénédic.

En l'honneur de M. Poincaré

Mardi, 7 octobre. — Dès le réveil on se met en grande tenue, chapeau et tout le tremblement, le grand cordon espagnol en sautoir. Il faut être à huit heures et demie au Palais pour y recevoir le Président, bien qu'il n'arrive qu'à dix heures. Déjà tous les personnages convoqués affluent; c'est un chatoiement d'uniformes de cour comme nous ne les connaissons plus. Malheureusement, la pluie bat son plein, ce qui est beaucoup plus fâcheux pour le cortège présidentiel, les troupes et la foule, que pour nous qui sommes à l'abri.

Le grand escalier d'honneur, après s'être élevé à un étage, se développe en double révolution. Sur chacune des marches, un hallebardier en costume historique. On nous place au balcon, face à l'accès central, admirablement placés pour tout voir en face du parvis où se tiendront les Reines. Notre galerie est un vrai salon où, une heure durant, les présentations se multiplient, les conversations s'animent. Il se remplit à plein bord de ministres, de Grands d'Espagne, de tous les personnages qui gravitent autour de la Cour, de quelques femmes dont deux Françaises, la baronne Lambert, née Rothschild, belle-mère de mon ami Jean Stern, et Mme Achille Fould, amenées par le duc de Frias, huit fois Grand d'Espagne, un des plus aimables seigneurs que j'aie rencontrés. Mais les signaux retentissent, un grand silence se fait, *la Marseillaise* éclate et c'est un spectacle magnifique.

Par les degrés du noble escalier, entre les haies des hallebardiers montent lentement, d'un pas réglé et cadencé comme dans une marche d'opéra, deux par deux, en procession, tous les personnages de la Cour, plusieurs centaines, précédant les chefs d'État. Ils sont chatoyants d'or et d'argent, Grands d'Espagne, gentilshommes de la Chambre, membres des vieux ordres chevaleresques, Alcantara, Calatrava, Saint-Jean de Jérusalem, en blanc, en rouge, tout l'arc-en-ciel. En haut des degrés ils s'inclinent devant les Reines, leur baisent la main et s'écoulent dans les lointains des grands salons ouverts. Voici le Roi et le Président côte à côte, seuls, comme le Saint-Sacrement, montant du même pas rythmé et lent, puis les suites.

Et au son de musiques jouant en orchestre, cela se développe comme le mieux réglé des opéras. Pellé qui a vu trois ans et demi de réceptions à Berlin, me déclare qu'il n'a rien vu de comparable comme aspect traditionnel, comme ordonnance aisée, comme « bon chic » en un mot. Nous rallions les salons, on se répand aux divers balcons pour assister au défilé des troupes : le Roi, M. Poincaré et les Reines seuls au balcon central ; les Infants sont à leurs places de bataille avec leurs troupes. Je suis au balcon immédiatement à gauche du Roi qui suit le défilé dans une attitude militaire immuable, quatre régiments d'infanterie, deux du génie, deux d'artillerie, quatre de cavalerie, ceux-ci : deux de lanciers, un de housards de Pavie, jaunes ; un de housards de la Princesse, rouges, dans des uniformes éclatants de grande tenue que le Roi fait renouveler tous les ans. Bonne remonte en petits chevaux espagnols très homogènes. Tenue générale très bonne, très correcte, très militaire. Mais c'est pitié de voir ces belles tenues sous la pluie ruisselante.

Pendant le long défilé les causeries s'ébauchent dans les salons.

Les deux Reines chez qui je me suis fait inscrire me font appeler pour leur être présenté. La reine Victoria m'accueille en me rappelant que, comme ma femme, elle est filleule de l'Impératrice, me dit le plaisir qu'elle aura à la connaître. La Reine-Mère me parle de suite de son fils qu'elle adore et pour lequel elle ne cesse de trembler, et l'on sent que l'on va de suite à son cœur en lui disant l'admiration qu'inspire son courage et la sympathie qu'exerce sa personne.

L'Infante Isabelle, à qui on a dû souffler la leçon, me rappelle que deux Bourgoing ont été à l'ambassade de Madrid.

Le défilé fini, nous allons tous reconduire processionnellement le Président à ses appartements, le Roi en tête.

Devant eux, dans la grande galerie, défilent en corps les hallebardiers à un pas de théâtre, au son de l'hymne royal, et c'est le dernier acte de cette féerie.

Il nous reste le temps d'aller jeter un coup d'œil à l'Armeria, la plus belle collection d'armures historiques qui soit au monde, et je voudrais bien que mon cher général Niox vînt la voir.

Et vite, nous sautons sur nos petites tenues pour aller

à une heure et demie au déjeuner tout militaire que m'offre le ministre de la Guerre sous la présidence de l'Infant Don Carlos. Une vingtaine de généraux, repas officiel sans intérêt spécial. A la droite du Prince, j'ai comme voisin de droite le général de Orozco, vétéran de soixante-dix ans qui est un des trois seuls survivants portant la médaille de la première campagne du Maroc, celle de Martinez-Campos en 1859, où il débutait, à quinze ans, comme sous-lieutenant dans la division que commandait son père, et qui, à son tour, commandait naguère une division à Melilla.

En sortant de table, sans nous laisser un répit, on nous fait jeter un coup d'œil au Musée d'artillerie, rempli de grands souvenirs historiques, puis nous voici à quatre heures à l'ambassade de France où le Président reçoit la colonie française. Nombreux discours. Retrouvé beaucoup de compatriotes de connaissance et, de nouveau, changement de tenue pour être en grand gala avant huit heures au Palais pour le dîner royal. Une centaine de couverts. Ma bonne fortune me place entre M[me] de Felcourt et la comtesse de Maceda, femme du grand veneur, Espagnole charmante, parlant le français à la perfection, petite-fille du duc de Rivas et avec qui nous trouvons vite tout un lot de relations communes. Décidément, le marrainage commun de l'Impératrice pour la Reine et ma femme a fait le tour de la cour, car c'est le premier sujet de conversation.

Au milieu du repas, les grands toasts officiels qu'on a lus dans les journaux : celui du Roi, lu très nettement avec le meilleur accent, celui du Président, dit, sans papier, d'une façon exquise qui emporte tous les suffrages. Il a décidément très bien pris et chacun lui sait visiblement gré de différer des autres.

Quelques instants après, un huissier vient me parler à l'oreille : le Roi, du côté duquel je me trouve, moi huitième à sa droite, me fait prier de le regarder, et je le vois levant son verre en mon honneur avec le plus aimable sourire.

Après dîner, café et fumeries avant la grande réception. Je me fais présenter aux trois Infants, puis aux infantes Béatrice et Louise de France. A cette dernière j'apporte les souvenirs de M[me] d'Haussonville et de plusieurs amis. La conversation s'engage vite sur choses et gens du pays.

— J'apporte aussi à Votre Altesse royale les souvenirs de Mlle de Ravinel que j'ai vue il y a quinze jours.

— Comment! vous connaissez Mlle de Ravinel, mais c'est elle qui m'a appris à lire, et quand nous étions enfants, ma sœur Guise et moi, nous avons été chez elle en Lorraine à Sommervillers.

— Mais Votre Altesse royale n'a-t-elle pas de Sommervilliers poussé jusqu'à Crévic ?

— Mais si, nous allions y jouer dans ce joli parc chez Mme Saulnier de Fabert, qui était si charmante et si bonne pour nous et dont nous avons tant regretté la mort. Mais comment connaissez-vous Crévic ?

— Parce que Mme Saulnier de Fabert était la sœur de ma mère et que Crévic est aujourd'hui à moi.

Et là-dessus tout le chapelet de nos amis lorrains : Scitivaux, L'Espée, Ludre. C'est ensuite le tour du Roi qui me reprend longuement dans un coin, me parle des troupes, de leur défilé, revient sur l'angoisse de l'absorption par le Maroc de la majorité de ses effectifs, me dit que j'aurai le lendemain une conversation avec le comte de Romanones et me prie de beaucoup insister auprès de lui sur la distinction du Sultan chef religieux et chef politique, sur les erreurs commises à cet égard, sur la nécessité de reprendre à pied d'œuvre la question du Khalifa, bref l'essentiel de notre conversation de la veille où ce point lui était apparu comme le point capital, non sans raison. Et comme la réception commençait, il me quitta en me disant : « Et maintenant il faut que je vous laisse pour aller causer avec deux cents personnes, et ce que ça me barbe ! » Et vraiment ces rappels d'argot parisien sont dits si gentiment et aisément qu'ils n'ont rien de choquant et n'incitent nullement à abuser de la familiarité à laquelle il vous invite et qui vous met si simplement à l'aise.

Et cela a été ensuite le flot de toutes les réceptions officielles, avec cette différence des nôtres qu'il n'y avait pas un habit noir et qu'on n'avait pas à y craindre un écart de ton et d'allure. Moult présentations et échanges de politesses. Beaucoup trop de cartes à mettre pour le lendemain, et l'on fut enfin se coucher.

Dans le train royal

Mercredi, 8 octobre. — Dès le matin, en petite tenue, pour être à la gare à huit heures et demie : excursion à Tolède où l'on doit rendre visite à la ville, déjeuner à l'Académie militaire qui est notre Saint-Cyr de l'infanterie, puis assister aux exercices.

Le temps s'est rétabli, c'est le beau soleil d'Espagne. Tous les personnages désignés pour l'excursion attendent le Roi qui arrive avec le Président. Alphonse XIII a une élégante tenue de campagne gris fer avec molletières jaunes de notre modèle; c'est la tenue de travail de l'école, dont il a été l'élève et qu'il porte toujours quand il va la visiter.

Nous montons dans le train royal. Chacun a son wagon désigné. Le Roi, le Président, les Infants, le comte de Romanones et M. Pichon montent seuls dans le wagon royal; les ministres, autres personnages et nous dans un wagon-salon attenant. Au bout d'un instant, le grand maître de la Maison du Roi vient me prier de passer dans le wagon royal où je rejoins dans un compartiment séparé M. de Romanones, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Lopez Muños, et M. Pichon. C'est la grande conversation ininterrompue pendant les deux heures du trajet. Elle a comme base mon entretien de l'avant-veille que le Roi a rapporté à M. de Romanones. Celui-ci entre immédiatement dans le vif de la question :

— Il nous apparaît clairement aujourd'hui que nous nous sommes trompés dans la question du Khalifa et du Sultan. Nous ne nous étions pas rendu compte de la distinction dans la personne du Sultan du chef politique et du chef religieux et en voulant nous rendre absolument indépendants du chef politique nous nous sommes privés de l'appui du chef religieux. Comme le Roi, je suis très frappé de ce que vous avez développé à cet égard et nous estimons qu'il faut à tout prix faire machine en arrière et trouver la formule. Voulez-vous nous y aider?

Je ne vous donnerai pas tout le détail de ce très long entretien auquel M. de Romanones, M. Pichon et moi prîmes une part égale. Je le résume simplement : de ma part, reprise de toute ma doctrine de la double personnalité du sultan : je

m'étonne d'autant moins qu'en Espagne on s'en soit mal rendu compte que je trouve la même ignorance dans la plupart des bureaux de Paris, les mêmes difficultés à faire admettre l'importance du sultan et du Maghzen, ainsi que notre intérêt à en maintenir l'intégrité, par nombre de mes propres officiers et fonctionnaires ; la répulsion des administrations centralisées et des mentalités latines à s'adapter à la pratique effective d'un protectorat sincère, à la souplesse, à la variabilité de ce régime. Comparaison avec les procédés de l'Angleterre qui en a, au contraire, une si large et libérale conception. J'indique l'erreur française de toujours vouloir nous ramener à la Tunisie avec la passion des précédents et de l'uniformité des procédés, sans tenir compte de la différence fondamentale de ces deux États séparés par dix siècles de civilisation, ni surtout du fait que le Bey de Tunis fut jadis un fonctionnaire relevant religieusement du sultan de Constantinople et non pas un « pape », comme le sultan du Maroc, iman couronné. J'indique en passant que c'est de la méconnaissance de ce fait qu'est venue l'erreur commise dans le statut de Tanger en ce qui concerne le Cadi, et je fais également une allusion à la méconnaissance de l'autorité du Maghzen dans le récent incident du Pacha de Tanger dont j'ai si vivement entretenu le marquis de Villa Urrutia à Paris.

Je ne suis pas fâché de développer toutes ces idées que je regarde comme si fondamentales devant M. Pichon qui non seulement y adhère sans réserve, mais encore les appuie vigoureusement. Je passe sur les autres points traités : nécessité de se tenir en garde contre les entraînements militaires, inconvénients des trop gros états-majors qui forcément font toujours pencher la balance du côté des opérations militaires, leur raison d'être ; nécessité de séparer nettement le service des renseignements politiques de l'état-major militaire, alors que, chez les Espagnols, ce service n'est qu'un bureau subalterne de l'état-major ; exposé des luttes quotidiennes que j'ai à soutenir à cet égard.

M. de Romanones s'étonne visiblement de voir un militaire tenir ce langage. Il n'y paraît pas très accoutumé ; il est, du reste, à redouter pour eux qu'il force la note dans ce sens, à voir l'empressement avec lequel il m'approuve chaque fois que je m'en prends aux militaires ; mais réellement tout ce que

je sais des affaires de l'Espagne me laisse la conviction qu'elle a au Maroc une machine militaire trop lourde, rigide, formaliste où l'organisation métropolitaine et les doctrines de guerre d'Europe s'appliquent servilement sans aucune adaptation au pays, à ses conditions politiques et à sa guerre spéciale.

Pour conclure, je reviens sur l'idée déjà envisagée avec M. Geoffray et M. Pichon qu'il pourrait être opportun que le Roi profitât de ma présence à Madrid et de ma qualité de ministre des Affaires étrangères du sultan pour faire une démarche auprès de ce dernier et rouvrir ainsi la porte trop brutalement fermée depuis l'institution du Khalifa. Reste la forme à trouver. Outre l'intérêt espagnol, j'y trouverais le très sérieux avantage de relever le prestige du sultan, de flatter son amour-propre, trop souvent meurtri, de lui rendre le sentiment qu'il est bien encore souverain, tâche à laquelle je ne cesse de m'appliquer, car je l'escompte comme un de nos facteurs les plus efficaces pour la pacification de ce pays dont la moitié nous échappe encore et où la formule : « il n'y a plus de sultan », est encore le mot d'ordre favori des dissidents.

Le Roi est venu, à plusieurs reprises, se mêler à notre entretien, désirant visiblement le laisser se poursuivre sans lui, tout en s'assurant qu'il est bien engagé dans les voies qu'il désire. A l'une de ses visites se place un incident charmant. Avisant mon sabre, il dit :

— Je suis très intrigué par votre sabre de cavalerie du Premier Empire.

— C'est bien un sabre du Premier Empire, Sire, mais d'artillerie, celui de mon grand père, général d'artillerie qui le portait comme capitaine.

Le Roi me le demande, je le lui tends. Il l'examine, tire la lame, lit l'inscription : « Moscou 1812. Saxe 1813. France 1814 ».

— Mais alors, dit-il, c'est un sabre de la Grande Armée !

— Oui, Sire.

— Qui a été à Moscou avec Napoléon ?

Et alors il prend la lame, il la porte lentement à ses lèvres, la baise et me la rend. — Vous jugez de notre impression à tous devant ce simple geste si émouvant !

Tolède. Visite à l'École militaire

Voici Tolède. Un nombreux état-major sur le quai. La garde d'honneur fournie par l'École, sa musique, son drapeau. L'inspection, le défilé. Évocation de notre vieux Saint-Cyr devant cette jeunesse aux yeux clairs. Ils dévorent du regard le Roi, leur grand camarade. Le cortège des automobiles. En route pour la vieille et célèbre manufacture d'armes où se fabriquent encore les lames légendaires, mais à laquelle est adjointe depuis quelque temps toute une usine de cartouches, de projectiles, d'armes de service. Visite aux salles de modèles où sont exposés les plus beaux spécimens des lames de luxe. Le Roi présente au Président les cadeaux qui lui sont destinés : armes de prix, objet d'art pour Mme Poincaré, dans des écrins. « Pour vous, dit le Roi, en m'appelant, je veux que vous ayez un sabre venant de moi et que vous porterez quelquefois en souvenir de moi. Choisissez la lame et la garde qui vous plairont le plus. » Je m'attarde à faire cet agréable choix avec Echague qui, par ordre du Roi, choisit aussi deux dagues pour Pellé et Bénédic.

Nous revoici en automobile. Entrée dans la ville par le vieux pont romain sur le Tage menant à l'ancienne porte féodale à l'ouverture de laquelle tout un essaim de charmantes personnes en mantilles blanches nous jettent des fleurs. Puis, c'est la traversée des vieilles rues pittoresques, grouillantes de population, tendues de tapis, débordant de vie et de couleur.

Nous voici à la cathédrale dont l'accès est tendu d'admirables anciennes tapisseries. Le chœur est éclairé, les orgues jouent, le clergé attend processionnellement au seuil les chefs d'État. Il n'y a pas à songer à visiter en détail la belle basilique dans la bousculade du cortège officiel. Mais on pourra la revoir à loisir et je laisse toute préoccupation de tourisme pour savourer l'impression que je ne retrouverai pas de cette mise en scène, de la couleur des uniformes, de la noblesse du cérémonial. Tout est ouvert à deux battants, les chapelles, les sacristies, les trésors. Les vieux ornements, les étoffes précieuses ont, depuis peu, par ordre du Roi, été tirés des armoires closes pour être disposés en vitrines dans un vrai musée. Le Roi, laissant M. Poincaré à la garde du doyen du

Chapitre et du commissaire royal qui lui décrivent tout en détail, me prend par le bras pour me faire les honneurs en me racontant avec une visible satisfaction les luttes qu'il a eu à soutenir contre les routines du chapitre pour sortir ces merveilles de leur ombre séculaire. Au trésor, parmi les orfèvreries sans prix, les regards se portent tout d'abord sur l'extraordinaire statuette de saint François d'Assise, chef-d'œuvre de réalisme et d'extase.

Puis c'est une courte halte à Santo-Tomé où se voit l'un des plus beaux tableaux du Gréco, *l'Inhumation d'Orgaz*, que Felcourt me mène voir. Enfin, un pèlerinage à la maison du Gréco où vient d'être rassemblée toute une série de ses œuvres et où l'ancienne décoration et l'ancien mobilier ont été fidèlement restitués par un amateur passionné, le marquis de la Vega-Inclan, ami du Roi et son conseiller d'art. Il regarde cette maison comme sa villégiature propre, vient y faire des séjours et y invite ses amis à qui il offre des repas archaïques dans les ustensiles du temps. « Le Gréco, mon locataire », dit-il plaisamment. Nous sommes en plein Barrès.

Mais voici l'heure du déjeuner à l'École militaire installée dans le vieux Ksar, citadelle des Rois maures et des premiers rois chrétiens. La grande salle est tendue de l'admirable suite des tapisseries de Charles-Quint à Tunis. Au sortir de table, c'est la visite de l'École dans tous ses détails. Beaucoup plus de confort et de soins qu'à Saint-Cyr. Les salles de toilette, douches, piscines sont du dernier modèle. On se croirait à Vichy. Dans les dortoirs, à la tête des lits, dans de grandes et confortables armoires, le matériel de chaque élève. Ils sont dehors dans les cours et l'un d'eux, roublard, a mis bien en vue dans sa case une photographie du Roi et une du Président. On les regarde, on les manie, on les prend et derrière celle de M. Poincaré on lit : « Nous nous recommandons à la bienveillance du Président pour qu'il demande pour nous au Roi un congé. » Inutile de dire que le vœu est exaucé et le Roi et le Président demandent un stylographe pour signer chacun leur portrait. L'élève n'a pas perdu sa journée.

C'est ensuite toute la série des exercices militaires, très corrects, très souples, que le Roi suit avec la plus minutieuse attention. Comme c'est ma partie, il m'y associe, causant de tous les détails. Mes officiers et moi constatons que nous avons

là devant nous un joli échantillon de jeunesse, très réellement supérieur en moyenne, comme développement physique, comme silhouette, à un ensemble de chez nous. J'évoque le souvenir d'un monôme de Saint-Cyr que je voyais il y a deux ans et où j'étais si péniblement frappé de la proportion de poitrines étroites, d'académies disgracieuses, de gens à lorgnon. Il doit y avoir ici dans la préparation initiale plus de grand air et moins de bouquins. Aux côtés du Roi, je fais de copieux compliments très sincères au commandant de l'école, le colonel Madrid y Ruiz, très jeune, très alerte. Les exercices terminés, le Roi prend lui-même le commandement et se met à la tête du bataillon, le sabre au clair, pour défiler devant le Président, honneur exceptionnel qu'il n'a fait qu'à quelques souverains. Et vraiment on a peine à le distinguer des élèves, tant il est près d'eux par l'âge et la silhouette.

En attendant les voitures, je rends compte au Président de notre entretien du matin. Le Roi lui en a déjà parlé et il se propose au retour de le reprendre et de conclure.

Au cours de la visite, j'avais souvent causé avec don Carlos, le plus sérieux et le plus mûr des Infants. C'est un homme de plus de quarante ans, commandant la division de cavalerie de Madrid, qui a fait sérieusement campagne dans le Riff, commandant une brigade. Il aime et sait les choses de l'armée et connaît bien la nôtre qu'il a vue souvent, notamment aux manœuvres du Midi, en 1902, où il était chef de mission et l'hôte de mon vieil ami La Panouse. L'infant don Alphonso avait tenu également à me servir de cicérone; sorti de l'école depuis quelques années à peine, passionné d'aviation, il a déjà servi à Melilla et va dans quelques semaines rallier Larache avec ses appareils. C'est, comme je l'ai dit, le petit-fils du duc de Montpensier et je lui signale les liens qui unissaient mon grand père au prince dont je conserve plusieurs lettres et le bronze qu'il lui donna en témoignage de son dévouement en février 1848.

En automobile pour la gare. Crac. Voici qu'à peine sortis de l'école, en montant une pente raide, notre auto refuse de démarrer : panne de moteur. Les minutes perdues, puis un encombrement de la foule pressée derrière le cortège et nous arrivons à la gare juste pour voir filer le train. Jugez de mon humeur, justifiée d'ailleurs en songeant à l'entretien pour

lequel on comptait sur moi. Mais je la montre trop, paraît-il, et Bénédic m'adjure à l'oreille de ne pas trop m'impatienter en me disant : « Vous comprenez, mon général, ils ne sont pas habitués à vos colères froides comme nous. » Je ris et je deviens impassible et souriant. Désolé, le brave Echagüe a mis la main sur deux automobiles du Roi et nous voici en marche pour être à Madrid en même temps que le train. L'heure est radieuse, la route charmante et le trajet serait en soi beaucoup plus agréable qu'en chemin de fer, n'était l'entretien manqué. Mais de fait, comme je l'ai su le soir même, cela valut peut-être mieux ainsi, car le Roi, M. de Romanones et M. Pichon avaient tellement fait leur tout ce dont je les avais ressassés depuis deux jours que leur causerie, moi absent, n'en eut que plus de force et aboutit aux conclusions, à mon sens, les plus désirables.

Sitôt de retour à l'hôtel, nous téléphonons à l'ambassade et au palais pour annoncer que nous sommes retrouvés, et bien nous faisons, car le Roi a eu une belle colère en constatant notre absence. Echague est dans ses petits souliers. Mais le soir je rendis un tel hommage au Roi sur le débrouillage avec lequel il nous avait ramenés que l'éponge fut passée.

Vite en tenue de gala pour le dîner que le comte de Romanones offre à M. Pichon et à moi. Charmante demeure, très moderne, très élégante et pleine de tableaux anciens. Charmante maîtresse de maison, très au courant des choses de France où elle séjourne chaque année. Service impeccable, personnel poudré et en culotte, de très bon chic. Le café à peine pris, nous voici à l'Opéra au grand concert de gala. C'est la salle de spectacle de gala que vous savez, mais avec le luxe des uniformes, des habits de cour. Le concert est quelconque, l'intérêt est ailleurs. La loge royale au centre, les chefs d'État, la Reine (la Reine-mère n'y est pas venue à cause du deuil de sa fille d'il y a un an), les Infants et les Infantes. Les suites royales et présidentielles dans l'avant-scène de droite. Les ministres, M. Pichon et moi dans l'avant-scène de gauche. Deux entr'actes : à chacun d'eux le Roi me fait appeler dans ses pièces réservées, un grand salon-buffet et un petit salon intime. Amabilités de la Reine, des Infantes. Nouvelles causeries avec le Roi et le Président qui me racontent l'entretien du retour et les conclusions; j'en reparlerai demain. Je saisis

l'occasion de présenter à Alphonse XIII les hommages de mes amis Jean de Castellane.

— Quelle charmante et intelligente femme ! me dit le Roi ; je ne sais personne qui connaisse mieux qu'elle la politique européenne. Vous lui baiserez les mains de ma part.

— Je m'acquitterai, certes, de l'aimable commission !

L'amitié du Roi

Jeudi 9 octobre. — Matinée française. Visite derrière le Président à notre hôpital, puis à notre Institut, filiale de notre Université de Bordeaux, dont le recteur, M. Thamin, lit un discours auquel le Président répond par une de ces improvisations élégantes et brèves dont il a le secret.

Il nous reste, néanmoins, le temps de courir au Prado saluer les Vélasquez. Le Président nous y rejoint, puis le Roi en simple veston. Nous avons encore une heure pour jeter un coup d'œil aux remises royales où se gardent les antiques carrosses de gala avec les voitures modernes, parmi lesquelles nous voyons l'équipage du mariage où était le couple royal lorsqu'il fut criblé de balles. Les vieilles chaises à porteur en vernis-martin voisinent avec les automobiles les plus récentes. Les remises de service et enfin les écuries très nombreuses avec beaucoup de chevaux du modèle préféré du Roi : hunters et cobs irlandais ; presque pas de pur sang ; le cheval qu'il montait lors du dernier attentat.

Il est midi, en route pour le Prado, petit château royal à quatorze kilomètres de Madrid où nous arrivons les premiers. Un régiment télégraphiste attend sur l'Esplanade et me rend les honneurs. J'en passe une demi-inspection, causant avec les officiers à qui je vois la médaille du Maroc. Arrivent un à un les Infants et Infantes en vestons variés et en toilettes de campagne, une partie de l'ambassade dont mes amis Felcourt, la Reine-mère, dont décidément Pellé a fait la conquête et qui cause longuement avec lui en allemand, puis avec moi, me parlant du Roi toujours. De nouveau, l'infante Isabelle me parle de ma femme dont elle a, dit-elle, beaucoup entendu parler et qu'elle désire tant connaître. Voici le Roi, la Reine et le Président ; on se met à table. Déjeuner de château, à la campagne, dans la plus aimable compagnie, très à l'aise. Je

suis, de nouveau, le voisin de Mme de Felcourt, à la droite de la duchesse de San Carlos, *camarera mayor*, fort charmante femme, très Française d'allure et de relations. Pas de discours officiels. Le Roi, encore une fois, après avoir toasté le Président, me cherche du regard en levant son verre. Puis c'est la visite des appartements, vraiment très amusants; pas de luxe de mobilier, mais une profusion de tapisseries faites sur des cartons de Goya, de Wouwermans et de Téniers. La série des Don Quichotte. Il est trois heures. Le Président et la Reine montent en auto. Le Roi me dit :

— Voulez-vous risquer votre peau en me prenant comme chauffeur? Je vous ramène au Palais et nous causerons encore, mais de préférence cette fois de ce que vous faites dans votre zone et de votre organisation territoriale et militaire.

Je souffle à Pellé de rallier vite l'hôtel pour me rapporter mes cartes au Palais. Le Roi s'introduit dans l'automobile qu'il conduit lui-même, de forme spéciale, construite pour la vitesse où l'on est presque couché comme dans une pirogue. Il me passe un cache-poussière, je m'allonge à côté de lui. Nous sommes tous deux seuls sans un chauffeur et le voici parti d'un train d'enfer. A deux kilomètres, nous voyons un gendarme de service s'écrouler de son cheval : le Roi saute à terre ; c'est une crise d'épilepsie, l'homme a le visage en sang; le Roi le saisit, le dégrafe, le soigne; les autos du cortège stoppent successivement, la Reine-mère très émue, mais voyant que ce n'est rien, tout le monde repart. La reine Marie-Christine, ayant entendu ma commission à Pellé, lui dit : « Vous êtes pressé, mon auto va vite, je vous prends » et le fait monter avec Bénédic; ils la ramènent au Palais et elle leur laisse son auto avec laquelle ils vont chercher mes cartes. Pellé revient de ce quasi tête-à-tête de plus en plus conquis. Avec le Roi nous refilons à fond de train; il cause aussi librement que s'il ne tenait pas le volant. Nous voici en pleine confiance militaire et il me dit :

— Quel dommage que nous nous séparions ce soir, j'ai encore tant à vous dire ! Tenez, je laisserai le Président aller seul à la réception de la municipalité et nous aurons encore près de deux heures à nous.

Rentrée au Palais par les beaux jardins, évocation de la palmeraie de Marrakech. Au perron, nous rejoignons le Pré-

sident et la Reine et nous voici tous les quatre à regarder l'admirable vue sur le Manzanarès et à rentrer dans les appartements privés en nous arrêtant à chaque souvenir. Le Roi m'emmène dans son bureau particulier, immense pièce remplie de papiers et de cartes, les murs couverts de souvenirs personnels et de tableaux parmi lesquels il me signale un portrait de l'archiduc Charles, « son arrière-grand-père », et un tableau de Detaille : Napoléon à Friedland, « son grand-oncle », et comme je le remercie de son geste de la veille en lui montrant mon sabre et en lui disant que désormais il me sera doublement sacré :

— Voyez-vous, me dit-il, malgré tout le mal qu'il nous a fait, Napoléon est mon Dieu et j'en rêve.

Je ne pourrais redire l'accent, l'émotion, l'extase même avec lequel il a prononcé ce mot : « J'en rêve. »

— Et puisque nous sommes seuls, je vais vous montrer quelque chose.

Il me conduit alors dans sa chambre à coucher, devant son lit, grand lit de cuivre ; au mur, un crucifix, au-dessus de deux drapeaux espagnols croisés, ceux du 1er régiment d'infanterie, régiment du Roi, son régiment. En face du lit, au mur, un seul tableau, un Napoléon de Detaille.

— Toute ma vie tient là : le Christ, ma patrie et mon armée, Napoléon.

Il me ramène dans son bureau. Pellé nous y rejoint, avec mes cartes, et c'est alors un long et dernier entretien, le plus confiant, le plus familier. Tout s'y résume, notre doctrine coloniale, celle de Gallieni, l'union inséparable de la politique et de la guerre, la souplesse nécessaire aux opérations militaires coloniales, la simplification des services, l'emploi des auxiliaires indigènes, — Pellé, très documenté, donne les chiffres, les tarifs, les précisions, — le rajeunissement du commandement, l'inertie des bureaux, la lutte incessante et lassante contre les routines et les administrations, la supériorité des colonels, lieutenants-colonels sur les généraux trop âgés, trop routiniers pour commander aux colonies.

— Ah ! me dit-il, ce sont toutes mes batailles contre tout ce qui m'entoure. C'est tout ce que je leur dis, mais ils m'écrasent de leur expérience, de leurs règlements et de leur âge. Voyez-vous, ce qui me manque pour leur parler avec

autorité, c'est ce que vous avez là sur la tête, en me montrant mes cheveux blancs.

— Ah! Sire, ne vous en plaignez pas !

Et c'est alors lui qui parle d'abondance, nous stupéfiant par sa largeur de vues, sa clairvoyance, sa réelle information technique des choses militaires, ce qui fait dire à Pellé : « Est-il assez intelligent ! Ne fût-il pas Roi, où qu'il soit, il serait quelqu'un. » Je ne puis m'empêcher de lui dire :

— Ah ! Sire, si Votre Majesté n'était pas roi d'Espagne, comme j'aimerais l'avoir dans mon état-major! Elle est tellement du modèle dont j'aime à être entouré !

Cette déclaration ne paraît pas lui déplaire. Il revient alors à son intention formelle d'essayer de mettre le Sultan dans leur jeu, et reprenant et précisant une suggestion de la veille il me dit :

— Voici la formule à laquelle je me suis arrêté : vous allez à votre retour faire toutes mes amitiés au Sultan, mais comme il faut un gage matériel, je lui ferai remettre le Cordon de Charles III, comme il a été fait pour ses prédécesseurs. Seulement, je ne puis vous le remettre, car il faut quelques jours pour en enlever la Vierge et y mettre mon chiffre suivant l'usage.

Je lui dis que, si opportune et séduisante que me parût cette solution, je lui demandais le temps d'y réfléchir et aussi de la soumettre à M. Pichon, comme c'était mon devoir. Il me répondit :

— C'est trop naturel; dès que vous serez fixé, vous me répondrez en écrivant à Echagüe.

Puis il passe à la politique et, là surtout, la confiance de son abandon me stupéfie. Ce serait manquer à toute correction que d'écrire, même pour moi, ce que j'oserais appeler ses confidences. J'indique seulement qu'il me dit les efforts qu'il lui avait fallu donner pour imposer l'orientation française et les idées libérales, remonter le courant de seize ans d'une régence de tendances si différentes, et j'entends encore ses derniers mots : « Je crois avoir compris mon devoir et je sens mon peuple derrière moi. Mais il y a encore tant de résistances à vaincre! Cela est dur et je suis si jeune ! » L'émotion le gagnait et nous gagnait. Il me prit alors par les épaules, les yeux dans les yeux, très grave et très solennel :

— Voici des années que je suis le général Lyautey, que je sais tout ce qu'il fait, que je m'intéresse à son œuvre : désormais je le suivrai plus que jamais, mais ce ne sera plus seulement le général Lyautey, ce sera l'ami que je me suis donné et qu'il voudra bien être pour moi.

Et, ouvrant les bras, il m'embrassa comme un frère.

— Que Dieu protège l'Espagne et son Roi ! lui répondis-je, et nous sortîmes.

Nous étions, je l'avoue, remués jusqu'au fond de l'âme. Dans le salon nous croisâmes le marquis de la Vega qui entrait chez le Roi. Le surlendemain nous le retrouvions à Séville.

— Je ne sais, me dit-il, ce qui s'est passé entre vous et le Roi que j'ai vu comme il venait de vous faire ses adieux, mais je l'ai trouvé bien ému, les larmes dans les yeux et il m'a demandé un moment pour se reprendre après s'être séparé de vous.

Il est six heures : voilà une heure que le comte de Romanones m'attend au ministère de la Guerre. Le Roi le savait et lui avait téléphoné qu'il m'avait gardé. Je le trouve entre le général Centenia et le général de Orozco ; le ministre est malade, je lui soumets, avec l'autorisation du Roi, la suggestion pour le sultan, elle lui plaît absolument ; nous résumons alors les conclusions de l'accord auquel on s'est arrêté :

1° Pas de coopération militaire sous quelque forme que ce soit, c'est nettement entendu ;

2° Échange de renseignements par les bureaux de renseignements limitrophes des deux zones ;

3° Engagement de ne laisser aucun rassemblement en armes se former à l'abri d'une zone pour entrer dans l'autre dans les parties effectivement occupées ;

4° Remise réciproque des déserteurs ;

5° Recherche d'une formule plus pratique pour empêcher la contrebande de guerre.

Je rentre à l'hôtel où j'ai juste encore le temps de remettre, suivant les formes rituelles françaises, la croix de la Légion d'honneur au capitaine Luque, fils du ministre de la Guerre, qui avait été attaché à ma personne. « Vous pouvez dire à vos camarades que vous avez reçu l'accolade avec une lame qui a fait la guerre et qui a été embrassée par votre Roi. » Je n'ai que le temps de boucler mes malles et de sauter à la gare où,

à huit heures, le Roi et le Président prenaient le train de Carthagène. J'y trouve M. Pichon à qui je rends compte sommairement des derniers entretiens et qui donne son entière adhésion à ma mission auprès du sultan et aux conclusions pratiques, d'ailleurs arrêtées la veille. Les chefs d'État arrivent dans tout l'appareil officiel. Derniers saluts, derniers adieux. Les wagons se ferment, nous sommes tous immobiles, la main à la coiffure, devant la portière où le Roi se tient debout pendant que *la Marseillaise* et l'*Hymne royal* se succèdent. Le train part, emportant réellement quelque chose de moi. On m'avait prédit que je serais subjugué. Je m'y attendais, mais pas à ce degré, et je le suis bien.

Les sceptiques pourront penser qu'Alphonse XIII a été d'une suprême habileté en exerçant sur moi tous ses dons de fascination. C'est possible, ou du moins il est possible qu'il ait eu le dessein préventif de me conquérir; mais vraiment il y a eu trop de spontanéité juvénile, trop de sincérité dans l'accent et trop de loyauté qui ne trompe pas dans le regard, pendant ces quatre jours de contact, pour que je ne croie pas qu'il y ait eu là autre chose que de la politique, et je m'abandonne sans réserve au charme fascinant par lequel il m'a pris le cœur.

Le train est parti. Les Infants à leur tour nous font leurs adieux très cordiaux, et, vite, à l'autre bout de la gare, nous allons prendre le train qui nous mène sur Cadix.

Un personnage m'aborde porteur d'une grande enveloppe C'est la photographie d'Alphonse XIII qu'il m'envoie pour que je l'emporte avec moi.

Cette fois nous sommes en bande. En dehors de Pellé et de Bénédic m'accompagnant seuls officiellement, j'avais à Madrid, incognito, le reste de mon équipe de travail, regagnant le Maroc avec moi, M. Gallut, mon directeur des Finances, le capitaine Delmas, chef de mon cabinet militaire, Max Revilliod, chef de mon cabinet civil, Guy de Revel, de mon bureau diplomatique, et enfin l'aimable ménage Felcourt que j'avais obtenu le matin au Pardo de M. Geoffray d'emmener à Cadix.

Nous continuons à voyager en ambassadeurs, en wagons réservés, enveloppés d'attentions. Au wagon restaurant, à la table voisine, deux élèves officiers de l'École d'artillerie de

Ségovie allant chez eux à Séville passer le congé donné par le Président. Ce sont deux frères, gentils gars de seize et vingt ans; mes officiers les mettent à l'aise, on leur offre le dîner et le champagne et, au dessert, comme j'examinais leurs éperons d'artilleurs, de forme très particulière, l'un d'eux les tire pour me les montrer, je les mets à mes bottines et je lui donne les miens en échange.

Dernière étape

Vendredi, 10 octobre. — Six heures du matin. Cordoue. — Cette fois, c'est le tourisme. Plus d'uniformes. Les vestons et le laisser-aller, et on fait tout de même « ouf » après ces quatre jours de harnachement, de parade continus. J'ai supplié à Madrid qu'on m'épargnât toute réception officielle. On s'y est conformé et on a été très discret. Nous en avons juste assez pour avoir toutes facilités sans être dérangés. A la gare, pas le moindre militaire, l'Alcade, le Gouverneur civil (préfet), le Consul de France, qui se retirent très discrètement, me laissant aux mains du directeur des Beaux-Arts local avisé par la Vega. Des voitures prêtes et j'admire, comme je l'ai fait à Madrid et comme je le constaterai à Séville, combien en Espagne s'est maintenue l'élégance des équipages que nous ne connaissons plus. Il faut remonter à mes souvenirs lointains pour évoquer deux landaus aussi bien ficelés, livrées comprises, que ceux mis gracieusement à notre disposition par une comtesse de la ville et par le sénateur de la province.

La mosquée, le musée, quelques églises, le vieux pont. Je ne décris pas. Lisez Bædeker, mais, d'un mot, la mosquée de Cordoue est une des plus admirables choses qui resteront dans mes yeux qui en ont tant vu pourtant. C'est du non vu. Nulle part je n'ai vu de telles faïences aux reflets métalliques que dans ce mihrab incomparable. Et la futaie des colonnes innombrables et le chœur lui-même, hérésie d'art surgie au XVIe siècle en altérant tout le caractère de l'édifice, mais, néanmoins, offrant le plus admirable ensemble de bois sculptés que je connaisse. Et puis mes yeux marocains se complaisent à cette évocation de Fez et Marrakech à chaque détour. Quant au vieux pont, à la tour fortifiée qui le précède, c'est Kasbah Tadla tout simplement.

Le Musée me révèle des Zurbaran de premier ordre. Allez voir le Saint Bruno.

Une pointe en automobile parmi les oliviers et les chênes verts jusqu'à la Sierra Morena d'où Cordoue s'étale à nos pieds avec, dans le lointain, la Sierra Nevada et ses neiges, tel l'Atlas.

Nous couchons à Séville.

Samedi, 11 octobre. — Séville. Nous y retrouvons le charmant marquis de la Vega-Inclan qui a tout prévu, tout prévenu. La cathédrale, le trésor, l'Alcazar, restent ouverts aux heures défendues. A la cathédrale, les honneurs nous sont faits par le doyen du Chapitre, monsignor superbe en camail violet qui est, à lui seul, un très beau portrait.

Mais ce qu'il ne nous dira pas, c'est la joie de visiter et de bibeloter avec notre aimable guide. Il refait en style andalou (lisez manière de Marrakech) les jardins de l'Alcazar qu'on avait gâchés en jardins anglais et y reconstitue de vieilles portes, des architectures entières rachetées par le Roi dans les vieux châteaux en démolition et qu'il sauve ainsi de la destruction. C'est ensuite la tournée des bric-à-brac où l'on fait encore des trouvailles impossibles en France depuis longtemps. Il serait vraiment exquis de passer des jours ici avec un portefeuille approprié.

Nous couchons à Cadix.

Dimanche, 12 octobre. — Je regrette bien d'avoir laissé à Crévic le dossier du Trocadéro et de la prise de Cadix où mon grand père construisit les ponts qui déterminèrent la prise de la ville et gagna sa croix de Saint-Ferdinand et son grade de lieutenant-colonel de la Garde royale.

Le *Cosmao*, petit croiseur de la division navale du Maroc, est à quai m'attendant. Mais l'escadre française est annoncée venant de Brest. Je le savais par une dépêche reçue à Madrid et c'est pour ne pas la manquer que j'ai fait l'école buissonnière, retardant d'un jour. Elle mouille à huit heures : cinq cuirassés, trois croiseurs, douze torpilleurs sous le commandement de l'amiral de Marolles, ayant son pavillon sur la *Patrie*, le bâtiment de mon cher beau-fils Antoine Fortoul. C'est vraiment une belle escadre superbement homogène et j'évoque les escadres d'il y a six ans, et leur échantillonnage disparate

que je voyais passer à Oran au temps de la grande détresse de la marine et qui faisaient tellement pitié au regard des flottes voisines grandissantes. Il y a tout de même quelque chose de changé.

A neuf heures, le cher Antoine est dans mes bras, à ma disposition pour toute la journée. On remet les tenues et c'est à midi le déjeuner sur la *Patrie* où l'amiral de Marolles nous a tous invités avec les Felcourt.

Le temps est radieux, la rade étincelle, on est bien d'aplomb sur le beau bateau sous les couleurs de France. Les souvenirs remontent de ces quatre jours de féeries et d'inoubliable accueil. J'envoie au Roi un dernier télégramme où je mets toute ma gratitude et tout mon cœur. Pour une fois, il fait bon vivre.

A cinq heures, le *Cosmao* lève l'ancre. En route pour le Maroc !

MARÉCHAL LYAUTEY.

UNE PETITE COMÉDIENNE ROMANTIQUE

NADÈJE FUSIL

LA DOUCE FLEUR DES NEIGES

Dans l'herbier de nos gloires romantiques et féminines, le *keepsake* de nos souvenirs du théâtre de mil huit cent trente, cette petite comédienne, dont la vie fut si brève, le destin si touchant, n'est ni le fier magnolia, ni l'œillet pourpre en honneur dans ces temps fiévreux ; et le myosotis du poète, ce n'est pas non plus cette enfant virginale, cette Seraphita de notre scène française.

Mme Desbordes-Valmore, qui avait connu et aimé Nadèje et qui, pour ainsi dire, lui ferma les yeux, dans des vers scintillants de givre et de cristal, les plus purs de la poésie, l'a nommée une *fleur des neiges*. Et là est bien le nom qui convient à cette orpheline, ramassée en plein hiver, à Wilna, dans la débâcle de l'armée, par l'actrice Mme Fusil et que celle-ci réussit, au prix de mille périls, et sur les pas des grognards de Napoléon, à ramener en France. Et là, formée par cette mère adoptive, pétrie de mille soins tendres, Nadèje ne tarda pas à montrer de précoces talents. Au sortir de l'enfance, elle connut à la scène de flatteurs triomphes. Cependant il semblait que son origine l'eût laissée fragile. A peine cette fille si intéressante eut-elle atteint ses vingt ans, qu'elle mourut frappée du « mal de poitrine ». Ce fut en 1832, l'année où le choléra fit tant de victimes, causa tant de ravages. « Cette année, écrit durant cette époque meurtrière Marceline à son mari, le comédien Valmore, cette année n'a pas été heureuse pour les mères. » Et, comme pour apporter un

baume, un adoucissement à ce grand deuil dont Mme Fusil resta brisée, anéantie pour toujours, sur la tombe toute fraîche encore du cimetière de Rouen où reposait Nadèje, celle qui déjà était le poète des *Pleurs*, déposa le plus harmonieux, le plus plaintif des hommages :

> Elle est aux cieux la douce fleur des neiges...
> C'était, on croit, l'auréole d'un ange
> Tombée à l'ombre et regrettée aux cieux.
> D'un peu de vie, oh! que la mort te venge,
> Fleur dérobée au front d'un séraphin...

De son pays lointain, de sa rude Moscovie, Nadège avait gardé un attrait fait d'exotisme, de rêve et cette mélancolie qui provenait du mystère de sa naissance. « Les premières années de cette enfant, a dit elle-même sa protectrice, sont entourées de circonstances romanesques si extraordinaires et si marquantes » qu'elles tiennent à la fois de la comédie et du drame les mieux faits pour plaire et pour émouvoir.

La comédie, c'était, pour une si jeune fille, en quelque occasion que ce fût, — dans la vie autant que dans ses rôles, — de n'apparaître que flanquée de cette excellente femme, artiste de talent, mais quelque peu drolatique, qu'était Mme Fusil. Et le drame, si terrible et si sombre, qui l'avait, semble-t-il, peu après sa venue au monde, marquée de son empreinte, c'était d'avoir été trouvée, pauvre enfant vagissante, au milieu de la neige, de la bourrasque, et durant que le grondement du canon de Koutousof, en poursuivant de sa rumeur la retraite des Français, ajoutait à tant d'épouvante et à tant d'horreur.

DE MOSCOU A WILNA.

Louise Fusil, qui descendait de l'illustre Fleury et dont Mme Saint-Huberty avait été la marraine, appartenait à une famille de chanteurs et de chanteuses qu'elle appelait elle-même une couvée de rossignols. Elle avait débuté, bien avant la Révolution, dans l'*opera-buffa* ; n'ayant pas quinze ans, elle avait chanté le rôle de l'Amour dans *Orphée*, et, dans *Armide*, celui de la nymphe des Eaux. Plus tard, liée avec Julie Talma, elle avait été, auprès du grand acteur de ce nom, une soubrette, délurée, pimpante.

En 1812, Mme Fusil était à Moscou, où elle résidait depuis cinq ans déjà et où ses talents appréciés d'actrice et de chanteuse lui avaient valu, auprès de la haute société russe, les succès les plus grands et les plus enviés. C'était dans la romance surtout qu'excellait cette artiste si douée, ce qui lui avait valu le surnom de *Rossignolette*. « J'étais à Moscou, dit-elle, quand celle de *Joseph* (de Méhul) me fut envoyée. Je ne puis rendre l'effet qu'elle produisit, de même que *l'Émigré montagnard*, de M. de Chateaubriand :

Combien j'ai douce souvenance
Du joli lieu de ma naissance...

M. Effimovitch avait composé un air simple et touchant, bien adapté aux paroles. Je ne le chantais jamais sans voir couler les larmes. » Mais non plus, dans l'air d'*Atala*, il n'y avait pas d'applaudissements, de transports, que ne soulevât l'aimable Française. Et les réjouissances, les bals où d'un pas heurté on danse la *cosaque*, les spectacles des *tsiganskys* ou Bohémiens, les joyeuses parties de *droschkis* ou traîneaux sur la neige, Mme Fusil en partagea le plaisir.

A ce moment pourtant commença de se répandre une troublante et terrifiante nouvelle : Napoléon avait pénétré en Russie. L'on ajoutait que la marche en avant de la Grande Armée ne rencontrait pas d'obstacle. Cette nouvelle était si rigoureuse, si vraie qu'au bout de peu de jours en effet les Français étaient devant le Kremlin. *Fransouski! Fransouski!* Et malgré le froid, la neige épaisse qui tombait déjà, mais ne parvenait pas à éteindre les premiers brandons de l'incendie allumé par Rostopchine, les divertissements, au moins les premiers jours, occupèrent les jeunes officiers. Même Mme Fusil chanta devant l'Empereur. Les maréchaux, le roi de Naples, Napoléon en personne, faisant trêve à leurs graves préoccupations, daignèrent un soir écouter Rossignolette. C'était dans l'une de ces romances, de style troubadour, dans lesquelles, le plus souvent, elle excellait. A peine cependant Mme Fusil en avait-elle chanté le dernier couplet que de grandes lueurs s'élevaient au-dessus de la ville. Moscou n'était plus qu'un brasier. Il fallait partir; c'était l'ordre. Nul, à moins de préférer l'abandon et la mort dans une ville calcinée, détruite, ne pouvait s'y soustraire.

Et c'est alors que commença la retraite, retraite difficile, mieux que difficile, atroce, sur des routes défoncées, dans des chemins de neige, des étendues de glace, pendant des verstes et des verstes, avec, sur les talons, la menace des batteries de Koutousof, la pression affreuse, sur les flancs de l'armée, des rapides Cosaques armés de lances et commandés par Wittgenstein. Emportée dans ce tourbillon forcené, trépidant, tantôt à pied, tantôt à cheval, voire dans des équipages de fortune que lui disputaient les blessés ou les mourants, allait la pauvre Française. A Smolensk, sans l'intervention du général Lariboisière qui la fit passer dans les bagages du prince d'Eckmühl, M[me] Fusil était perdue. A trois lieues de là, à Krasnoë qu'elle trouva en flammes, elle arriva enfin, mais si harassée, si recrue de fatigue que l'engourdissement se saisit d'elle; elle perdit connaissance, tomba dans la neige.

Peu après, quand elle rouvrit les yeux, sous l'effet d'une bienfaisante impression de chaleur, elle vit qu'elle se trouvait dans une maison de paysans, sorte d'*isba* transformée en bivouac. Le baron Desgenettes, médecin de l'armée, lui tâtait le pouls. En même temps, le maréchal Lefebvre, qui lui parlait d'une voix paternelle et douce, lui présentait dans une timbale d'argent du café brûlant. Avidement Rossignolette s'en saisit, l'avala.

— Gardez cette timbale, madame, lui dit avec bonté le maréchal. Elle sera historique dans votre famille...

Puis il ajouta, assez gravement :

— Si jamais vous la revoyez!

Trois heures en effet après cette scène, il fallait repartir. Ce fut, cette fois, dans une calèche toute cahotante, traînée par de pauvres chevaux malades eux-mêmes, et dans laquelle la bise, par les carreaux brisés, soufflait et pénétrait. Parfois les roues enfonçaient dans les ornières au point qu'il n'était plus possible d'avancer. « Des soldats aux roues! » commandait parfois un officier pris de pitié. Actionnée par de fortes mains, la voiture repartait. En cet équipage, M[me] Fusil arriva devant la Bérésina. Là était le plus dur; car l'armée entière pêle-mêle, sans ordre, avec son artillerie, ses convois, ses blessés, la débandade de ses régiments, se hâtait vers les ponts que les pontonniers d'Éblé, ces sublimes pontonniers qui n'étaient pas cinquante et qui avaient accompli dans les eaux

glacées un travail de géants, venaient de réussir à jeter sur le fleuve. Près de l'un de ces ponts, quand la calèche passa, la voyageuse remarqua un homme qui se tenait debout, au milieu d'un détachement de la garde. A sa pelisse de zibeline, son bonnet de velours cramoisi fourré de martre, Mme Fusil reconnut l'Empereur. « Allez! allez! passez, n'ayez pas peur! » Ce fut tout ce qu'il dit, en la regardant.

A peine sur le pont, qui commençait, sous le poids de la cavalerie, des convois et des canons qu'on essayait de sauver, à trembler fortement, Mme Fusil vit que Murat, le roi de Naples, passait, lui aussi, en tenant d'une main son cheval par la bride ; de l'autre, il s'appuyait à la portière de la calèche ; et, comme il reconnut la comédienne, il lui dit un mot obligeant. « Son costume, dit Mme Fusil dans ses *Souvenirs*, me parut des plus bizarres, pour un semblable moment et par un froid de vingt degrés. Son col ouvert, son manteau de velours jeté négligemment sur une épaule, ses cheveux bouclés, sa toque de velours noir ornée d'une plume blanche lui donnaient l'air d'un héros de mélodrame... » Un autre héros, c'était le général Lefebvre, fils du maréchal. Le pauvre *Coco* (car tel était le sobriquet un peu moqueur que l'on donnait dans l'armée au fils de Mme Sans-Gêne) commençait à souffrir assez rudement du coup de feu qu'il avait reçu devant Krasnoë. Appuyé au bras de Mme Fusil, qui venait, parvenue sur l'autre rive de la Bérésina, de descendre un instant de la calèche, ils cheminaient en se soutenant et s'épaulant l'un l'autre, sur les pas des traînards, toujours dans la neige. A ce moment, ils entendirent un craquement sourd, effrayant, sinistre, suivi d'un cri, un seul cri déchirant, rauque et prolongé, qui semblait monter d'un abîme et que le vent, en le répétant, porta jusqu'à eux. Le pont, sur toute son étendue, venait de se rompre. Et des milliers d'hommes, de chevaux, même d'enfants et de femmes qui avaient fui depuis Moscou, les uns noyés, les autres atteints par les boulets des Russes qui tiraient sans relâche du haut des collines, s'en allaient maintenant à la dérive, pressés, broyés par les blocs de glace.

C'était un spectacle d'enfer, un désastre d'autant plus immense et terrifiant qu'il n'était pas possible d'y apporter le moindre secours. Mme Fusil dit que c'est en sanglotant qu'elle quitta ce lieu d'horreur. Au bout de quelques verstes ils réus-

sirent, toujours à l'aide de la calèche, à rejoindre un convoi qui les recueillit, le pauvre *Coco* et elle. Ils atteignirent Wilna ; enfin la courageuse femme pensa s'arrêter, souffler un peu, reprendre des forces. Mais la blessure dont souffrait le général était mortelle. Ce malheureux jeune homme, à peine arrivé dans la chambre où on le transporta, commença de délirer. L'on apprit, en même temps, que Wilna venait d'être repris par les Russes ; et sans une petite icone, une vierge de Kiev, que Mme Fusil portait attachée à son cou et dont elle menaça les Cosaques, ceux-ci eussent tout tué et massacré dans la maison. Ce bruit, ces menaces et le tumulte qui s'en suivit ne furent pas sans hâter la fin de *Coco*. Et c'est le 19 décembre 1812, à trois heures du matin, dans les bras de Mme Fusil, qu'expira le fils du duc de Dantzig. Après quoi Koutousof, déjà feld-maréchal et que l'empereur Alexandre venait de faire prince de Smolensk, parut au petit jour et prit possession de la ville.

D'abord battu par Ney, dès le commencement de la campagne, à la Moskowa, Koutousof, avant de se replier, avait infligé à Napoléon, à Borodino, les pertes les plus sensibles. Établie par nombre d'actes de courage, de farouches actions militaires, sa réputation était celle d'un vieux brave, hardi et même téméraire. En Crimée, n'étant que sous-lieutenant, — il y avait de cela nombre d'années ! — il avait perdu un œil dans la guerre contre les Turcs ; et, depuis ce temps-là, ses soldats, qu'il fanatisait, l'avaient surnommé le *vieux borgne*. Pour l'avoir entendue chanter à Moscou, dans les temps heureux de la paix, le *vieux borgne* connaissait Rossignolette. Aussi lorsque Mme Fusil, en proie à mille tourments, l'alla trouver à son quartier général, il la prit aussitôt sous sa protection ; même c'est un officier de l'état-major du *vieux borgne* qui, s'étant aperçu du dévouement avec lequel Mme Fusil prodiguait ses secours aux blessés et aux traînards de la Grande Armée, vint la chercher en hâte, en l'informant que, parmi les cadavres des malheureux qui avaient fui Moscou, dans les débris d'un convoi d'arrière-garde surpris par les Russes, il venait d'apercevoir un enfant vivant, tout petit, éperdu et qui pleurait.

« Ah ! mon Dieu ! monsieur, courons-y, lui dis-je. Nous fûmes, ajoute Mme Fusil, bientôt aux portes de la ville. Je ne puis me représenter ce tableau sans frémir. Je pris l'enfant

dans mon manteau et me sauvai avec tant de vitesse que mon compagnon pouvait à peine me suivre. » Et cette enfant abandonnée, plaintive, cette enfant grelottante, glacée déjà, que Mme Fusil venait de ramasser dans la neige et d'arracher aux chiens affamés, errants, à la lance des Cosaques, c'était Nadèje.

« AUX PLIS DU DRAPEAU DE NOTRE VIEILLE ARMÉE... »

Ceux qui virent, après 1830, l'acteur Régnier dans le rôle de Figaro, c'est-à-dire en habit de *majo* espagnol, la tête recouverte d'une résille, en grande ceinture de soie, veste de couleur et bas blancs, disent qu'il y était magnifique et tout à fait dans la tradition de Préville et de Dazincourt. Cependant c'est un rôle piquant que celui-là et qui affile un peu trop le caquet de qui l'interprète. Où Mme Fusil s'en aperçut, c'est quand on vint lui dire, plus tard et bien après la mort de Nadèje, que Régnier avait répandu le bruit que l'orpheline de Wilna n'était pas une orpheline. Selon lui, Rossignolette en était la mère. « Il y avait, disait-il, aux bals que la princesse Kourakine donnait à Moscou ou à Pétersbourg, l'hiver, de si aimables jeunes officiers ! »

Mais Régnier ne s'avançait-il pas beaucoup et n'était-ce pas là calomnie pure ? Nombre d'historiens des grands et sombres faits de la retraite de la Grande Armée, ou même plusieurs de ceux qui y prirent une part active signalent en effet que, durant cet effroyable exode, les actes les plus touchants de bienfaisance n'avaient été ni exceptionnels ni surprenants. C'est ainsi que Philippe de Ségur dit avoir rencontré, parmi les tristes débris des corps de Davout et du prince Eugène sauvés de la Bérésina, un brave artilleur qui avait arraché un enfant de la débâcle et qui le berçait dans ses bras en disant : « Ne pleure pas, mon petit ; je serai ton père et ta famille. »

Pareillement, peu après qu'elle eut ramassé dans la neige aux portes de Wilna la petite orpheline qui devait devenir Nadèje, s'exprima Mme Fusil. « Mes yeux se remplirent de larmes, écrivit plus tard cette femme compatissante. Ce fut en contemplant cette jolie petite compagne d'infortune pour laquelle j'éprouvai déjà un bien vif intérêt. Elle était déjà fort jolie et parlait à peine. Un de ses pieds était presque gelé.

Comme j'avais guéri plusieurs personnes avec un remède fort simple, du jus de pommes de terre, je l'employai pour elle et cela me réussit. » Cependant, dans l'état de dénuement où se trouvaient les malheureux Français réfugiés à Wilna, Mme Fusil comprit que si, dans sa bonté, elle avait bien fait de sauver cette fillette, cela n'était pas suffisant ; encore fallait-il lui assurer la subsistance. Et c'est pourquoi Rossignolette résolut de s'armer de courage et d'aller montrer sa trouvaille au vieux feld-maréchal.

Le lendemain, quand elle se présenta au quartier militaire de Koutousof, ce fut le gendre de ce dernier, le prince Goudachof, qui reçut Mme Fusil. Il faut dire que, pour cette circonstance, Rossignolette avait fait sa petite bien jolie. Même, dans on ne sait quels bagages laissés à l'abandon, le sac d'une maison pillée, elle avait trouvé un lambeau d'étoffe, une façon de bonnet, un bout de ruban assez sortable. A ce bout de ruban, Mme Fusil avait eu l'idée d'attacher la petite vierge de Kiev en argent qui ne la quittait jamais. Il faut croire que c'est cela qui porta bonheur à Nadèje ; car tandis que le *vieux borgne*, ou, si l'on veut, le feld-maréchal, vint à paraître, Mme Fusil s'était mise à considérer un livre placé sur la table et que quelque Français sans doute avait oublié. C'étaient les *Poésies* de Clotilde, la dame de Surville, ouvertes à l'endroit justement où cette Muse touchante s'apitoie sur un enfantelet abandonné :

Enfançon malheuré,
M'est asseurance
Que Dieu m'envoye
Pour être ton pavoi...

A peine le *vieux borgne* eut-il lu ces vers que lui indiquait du doigt Mme Fusil, puis, durant quelques instants, considéré la mignonne petite fille, qu'il comprit de quoi il s'agissait. Du seul œil qui lui restait et de son visage de vieux brave ridé et couturé de cicatrices, il esquissa une grimace qui tout aussi bien eût pu être un sourire, voire un sourire de bonté.

— C'est là, dit-il, en effet, madame, un à-propos bien singulier. Mais la chanson ne trompe pas. Je veux être le pavois et le parrain de cette enfant.

Aussitôt il s'inclina, effleura le frais visage étonné de sa rude moustache de grognard, et il ajouta :

— Je la nomme *Nadèje* ou *Nadedja*. Cela veut dire *espérance*. Et comme dragées de baptême, madame, voici cinq cents roubles !

Le prince Goudarhof, de son côté, en donna trois cents ; et l'on peut dire que ce fut là la première dot de Nadèje. Ainsi, durant l'effroyable déroute, le désastre si grand qui avait accablé les légions de l'Empereur, au cœur du plus rude hiver, un rayon parcimonieux de soleil avait éclairé un instant, au milieu d'un spectacle de mort et de dévastation tel sans doute qu'aucune armée n'en connut jamais, l'épanouissement de cette fleur si douce des neiges, de cette enfant sauvée.

Sous les frimas du Nord tendre fleur enfermée,
Dans la neige et le sang a germé ton destin,
Lorsqu'aux plis du drapeau de notre vieille armée,
Dieu lui-même abrita ton orageux matin...

Ainsi devait dire, un jour, Mme Desbordes-Valmore. Plus heureuses que beaucoup de ces milliers d'officiers et de soldats, abattus par les Cosaques, dévorés par les loups ou saisis par le froid, qui périrent dans la tourmente et ne revirent jamais leur pays, Nadèje et Mme Fusil, grâce toujours à la protection du vieux feld-maréchal, ne tardèrent point à regagner la France. Ce fut, il est vrai, séparément, le prince Koutousof ayant tenu, pour plus de sécurité, à ce que Nadèje fût reconduite, jusqu'à la frontière du Luxembourg, par une femme d'Allemagne qui risquât moins qu'une Française. « Devant cette décision, écrit dans ses *Souvenirs* Mme Fusil, j'éprouvai une peine très vive, mais quand, à quelque temps de là, je retrouvai cette enfant, ce fut avec une joie que je ne puis exprimer. » Et Rossignolette qui, décidément, — n'en déplaise au caustique Régnier ! — avait la fibre maternelle, d'ajouter encore : « Les jeunes années de Nadèje se trouvèrent entourées de tout l'intérêt que sa position pouvait inspirer. Mais ce n'eût été que l'intérêt d'un moment si sa gentillesse et ses dispositions ne l'eussent prolongé. » A peine, en effet, Nadèje futelle au sortir de l'enfance que sa mère adoptive, dont tout l'idéal était dans le théâtre, l'initia à bien chanter, à bien danser et à bien dire.

De préférence, c'était dans le costume de sa nation, c'est-à-dire avec le foulard rouge, le collier de grains d'ambre, les cheveux répandus en tresses sur le dos et sous un diadème d'où pendaient de petites cassolettes remplies de parfums, le tout à la façon tsigane, que Rossignolette aimait à présenter au public sa fille d'adoption. Le succès, — un succès bien précoce, — ne tarda pas à couronner cette production si originale. « Lorsqu'elle exécutait la danse nationale russe, dans le costume des paysannes, écrit Mme Fusil de son enfant, elle était devenue tellement à la mode qu'il n'était plus possible, dans une soirée un peu brillante, de se passer de la petite Nadèje. » Et Mme Fusil d'ajouter, toujours en nommant sa chère orpheline : « Au Congrès d'Aix-la-Chapelle elle a occupé tous les souverains. C'était dans les fêtes données par la princesse de la Tour-et-Taxis. » Cette dernière, née Mecklembourg, était la sœur de la belle reine Louise, morte depuis huit années; et c'était en mémoire de cette reine si regrettée que Frédéric-Guillaume passait à la princesse de la Tour toutes ses fantaisies et lui permettait de se livrer, à l'occasion du Congrès, aux divertissements du théâtre et de la musique.

Ainsi, n'ayant pas dix ans, Nadèje commença de briller sur la scène d'un théâtre. Même, à Charlottenbourg, elle fut cette *Iris* que Watteau a représentée dans une toile vaporeuse, sur un gazon fleuri, en robe à ramages, dansant la pavane. Mais aussi elle dansa la mazurka. Toujours c'était avec la cadence et sur l'air des filles de la Moscovie :

Je suis une jeune tsigansky,
Je ne suis pas à dédaigner...

Cela se danse sur un ton un peu heurté, un peu provocant. Et ce fut un bien grand succès pour Nadèje. Le roi de Prusse, la princesse de la Tour et beaucoup de jeunes officiers en étaient enthousiastes. Mme Fusil assure même qu'à la dernière représentation que donnèrent les dames françaises, plusieurs de ces jeunes gens allèrent jusqu'à jeter des bouquets sur la scène. L'un de ces bouquets était noué d'une banderole portant, paraît-il, un compliment des plus galants :

N'oubliez pas vos succès en ces lieux,
Emportez nos regrets, laissez-nous l'Espérance.

« On prétendit, ajoute Rossignolette, que c'était là un calembour pour Nadèje. » Cependant, cette mignonne ne faisait que croître en gentillesse, se développer en talent. Un jour, elle apparut dans le rôle de Fanchon, coiffée à la marmotte, en petit juste, et si jolie avec son bavolet de dentelle, sa jupe à la savoyarde et ses souliers à boucles que Mlle Bellemont, qui avait tenu au début du règne de Napoléon cet emploi de vielleuse, ne s'y était certes pas montrée plus exquise de grâce, plus touchante de pudeur. Et c'est alors, pour l'orpheline de Wilna, pour l'enfant des neiges, que commença cette période, la plus glorieuse de sa jeune carrière. « Ayant quinze ans à peine, écrit Mme Fusil à cette date, je la fis débuter à la Comédie-Française. »

D'AGNÈS A ROXELANE

A la Comédie, elle ne fut certes ni une Dorval, ni une Mars, pas même une Plessy, une Anaïs Aubert; mais le plus attendrissant et joli petit masque d'ingénue qui se pût contempler au théâtre, telle se montra cette Nadèje si délicate et dont le naïf visage, le charmant maintien, la voix douce et prenante éveillaient la surprise, provoquaient l'intérêt. Molière et Beaumarchais ne rêvèrent jamais d'une Agnès ou d'une Rosine plus finement jolie, plus doucement malicieuse que cette fille d'un autre climat, d'une patrie lointaine et frileuse. Jamais Arnolphe, jamais Bartholo, ces barbons méfiants, ne se trouvèrent pipés avec plus d'adresse, de gaieté souriante que par cette friponne capable, sans en avoir l'air, tout aussi bien que de broder au tambour, de chiffonner un billet doux pour quelque soupirant tendre, Horace ou Lindor. Et même cette ingénuité, cette fraîcheur dans la « coquinerie », pour employer le mot de Molière, mais une coquinerie si ingénue, si peu blâmable, tant elle était sincère et naïve, Mlle Nadèje, — durant ces mois de juillet et d'août de l'an 1827, — les mit au service de plusieurs ouvrages d'un caractère aimable, d'un esprit vif et pétillant.

Elle joua Charlotte, dans *les Deux frères* (de Masson et Villeneuve), Pauline, dans *l'Intrigue épistolaire* (de Fabre d'Églantine); il arriva encore que, dans un plaisant vaudeville du bon Désaugiers, *l'Hôtel garni*, elle fut, durant

quelques soirs, la plus ravissante et touchante coquette que l'auteur des *Deux voisines* et de *Manon la ravaudeuse* imagina jamais. Sorte de Fanchon, de vielleuse timide et discrète, mais plus slave certainement que savoyarde, voilà, dans ces rôles si bien taillés à sa ressemblance, ce qu'était l'orpheline de Wilna.

Dans le quartier où nous allons,
Comme ici puissé-je être heureuse !
N'allez pas tourner les talons
A la petite ravaudeuse...

Rien de plus badin, de plus moqueur, mais, toujours dans l'interprétation, rien qui fît voir plus de dignité, de réserve et cette pointe enfin d'innocence qui ajoute à l'esprit du rôle, l'aiguise et lui donne une grâce et un piquant de plus.

Tour à tour Henriette dans *les Femmes savantes*, Marianne dans *Tartuffe*, voire, sans une malice trop accentuée, Agnès de *l'École des femmes*, il arriva aussi que, dans *le Barbier*, elle fut Rosine, la jeune Sévillane. Mais le portrait assez fringant que Beaumarchais a tracé de son héroïne : « Figurez-vous la plus jolie petite mignonne, douce, tendre, accorte et fraîche », il convient, en raison du caractère quelque peu slave de Nadèje, de se l'imaginer plus languissant, rêveur, et, par un ressouvenir de son air natal, plus enveloppé et pastellisé. Non pas que Nadèje n'offrît en son printemps, comme Rosine, une « taille adroite, élancée », une bouche rosée, et des yeux à agacer d'autres que le comte Almaviva ; mais tout cela, elle l'avait selon l'air de son pays, la mélancolie de son climat. L'un de ses grands succès avait été, en 1824, avant son entrée au Théâtre-Français, lorsque Mme Fusil la produisit sur la scène de l'Odéon, dans *Lisinska ou la paysanne russe* ; elle avait quatorze ans à peine. Alors, pour mieux imaginer Nadèje, dans ce rôle où elle dansait et chantait à ravir, il faut penser à ces compositions dans lesquelles le peintre Jean-Baptiste Leprince a représenté, avec une suavité de coloris orientale et champêtre, ces villageoises coiffées d'un foulard rouge, un collier de grains d'ambre passé autour du cou et qui dansent, devant des paysans de la Moscovie, au son de la *balalaye*, un pas langoureux.

Son second triomphe se place le 4 août 1827. Ce soir-là fut

donnée, au public du Théâtre-Français, la surprise délicieuse de juger des talents de l'orpheline de Wilna. On représentait *les Trois sultanes ou Soliman II*, la comédie si spirituelle, si éveillée, si gaie, d'une turquerie fantaisiste si agréable qui, peut-être, est le chef-d'œuvre de Favart. Jamais Nadèje, en interprétant un pareil rôle, ne s'était sentie aussi bien dans la vérité de sa nature. Cela provenait de ce que cette fille de Moscovie, aussitôt sa naissance, avait respiré, dans un air d'Orient, une atmosphère de *Mille et une nuits*. De cette origine, lointaine et presque asiatique, il était resté en Nadèje quelque chose de langoureux, de sensible, mais, par contraste, aussi de nerveux et de passionné. Aussi bien, dès la fin de l'acte premier, quand Roxelane paraît, entre Elmire et Délia, la première Espagnole et la seconde Circassienne, toutes deux ses rivales, le public put mesurer, à l'accent hardi, puis aux nuances qu'elle y mettait, de la supériorité de celle qui jouait la Française et qui était Nadèje.

En vérité, personne, depuis que Mme Favart elle-même s'y était montrée, n'avait produit dans ce rôle une impression pareille d'enchantement. L'impertinence, la moquerie, le rire, puis, répandue sur tout cela, une sorte d'alanguissement, de svelte, lente et fragile grâce, composaient, — de Roxelane, — un personnage complexe, mobile, mais sensible, auquel la façon de marcher, de danser même, dans de grands beaux voiles de mousseline, sous un petit turban bleu à aigrette de pierrerie, ajoutait encore en agrément, en séduction. Belkis, la reine de Saba, la fleur de l'Yémen, où Sheherazade, voilà vraiment ce que fut Nadèje durant cette soirée. Et jamais, dans la scène du banquet que Roxelane fait offrir par Soliman à ses rivales, aucune comédienne ne montra cette autorité, cette justesse, et, jusque dans la diction, cet accent tout ensemble de persiflage ému et de moquerie tendre.

Qui vous êtes et qui je suis ?
Vous êtes grand seigneur, et moi je suis jolie ;
On peut aller de pair...

Il fallait voir de quel ton Nadèje disait cela à Soliman, et la fermeté, la fierté même que, dans son courroux, elle apportait à répliquer à un si grand prince; enfin, dans la partie de concert qui suit le repas des sultanes, tout le recueillement,

la réserve pudique qu'elle mettait à écouter Délia chanter son ariette :

Dans l'univers tout aime, tout désire ;
Du tendre amour tout peint la volupté.
Si le papillon vole avec légèreté,
Un autre papillon l'attire...

Touchée de la persistance d'une passion aussi vive que l'était celle du sultan, à la fin Roxelane s'avoue vaincue. Elle devient sultane; et c'est la moralité de cette *turquerie* où Nadèje se montra en possession, comme jamais elle ne l'avait été jusque-là, d'un talent tout juvénile et qui ne pouvait, avec le temps, que croître en perfection et en souplesse. Aussi, ce soir-là, Rossignolette, comme bien on pense, fut-elle la plus comblée, la plus heureuse des mères. Jamais cette femme si attachée, si bonne, n'avait espéré, pour sa pupille, un succès aussi grand, aussi décisif. Pourquoi fallut-il, hélas! que celui-ci ne fût que passager?

Une lettre adressée, à quelques jours des représentations des *Trois sultanes*, le 24 août 1827, par Mme Fusil à M. de La Rochefoucauld, chargé pour lors de la surveillance des théâtres d'État, est révélatrice de cette déconvenue. « Monsieur le Vicomte, disait la pauvre Rossignolette, tout éplorée, au cours de cette missive, dont la bibliothèque Rondel possède l'original, monsieur le Vicomte, la bienveillance que vous avez bien voulu témoigner pour ma fille m'enhardit à vous parler avec franchise. Ses débuts ont été interrompus contre toute convenance, puisqu'ils avaient réussi et qu'elle n'a pas même eu le temps d'être jugée par le public que les chaleurs de juillet avaient éloigné du spectacle. Samedi dernier, vous avez eu la bonté de nous dire qu'elle continuerait ses débuts. » Contrairement à cette promesse officielle, il n'en avait rien été, et Mme Fusil s'en plaignait, non sans quelque amertume. « Il y aura donc un mois, continue-t-elle, que ma fille n'aura pas joué; tout cela ne peut lui promettre d'heureux résultats. » Puis, s'efforçant d'apitoyer, sur l'incertitude de cette situation, le bienveillant ministre, « il est, dit encore Mme Fusil, malheureux pour moi, monsieur le Vicomte, que vous ayez été absent, car nous vous devons des sentiments de reconnaissance pour l'appui que vous avez bien voulu prêter à ma fille ». Et c'est ainsi que cette

déconvenue que Rossignolette avait connue autrefois en ne chantant plus dans *Othello* la romance du *Saule*, Nadèje, à son grand désespoir, l'éprouvait en cessant d'interpréter, sur la scène de la même Comédie, ces deux exquises et sémillantes figures de notre vieux théâtre : Roxelane et Rosine !

UNE OMBRE HEUREUSE

Jadis Nadèje avait tenu sur la scène de l'Odéon ce rôle si charmant et si pimpant de Lisinska. Et voilà qu'à la suite du tort que la Comédie venait de lui infliger, pauvre petite comédienne errante, au bras et sous la protection de Rossignolette, elle reparaissait dans le même théâtre !

A ce moment, Harel, qui était le plus enthousiaste et le plus entreprenant des directeurs, venait de reprendre le gouvernement de l'Odéon. Et de ce dernier, voué sinon au dédain au moins à l'oubli, à un demi-sommeil, il avait réussi, par une sorte de magie, à faire une scène rajeunie, vivante. Ah ! la brillante, voire l'ardente soirée que fut celle du 2 septembre 1829, date de réouverture d'une salle négligée trop longtemps. Un témoin qui a vu cela, le journaliste Jouslin de La Salle, rapporte que la transformation de l'Odéon, voulue par Harel, apparut si complète, ce soir-là, qu'il eût été impossible aux plus vieux habitués, « s'il en restait », dit-il plaisamment, de reconnaître un théâtre entièrement repeint et décoré : cariatides allégoriques, figures en relief, velours fané, tout avait été enlevé et remplacé par des loges charmantes, de l'or dans une juste proportion, un rideau blanc et brodé, un lustre magnifique ; enfin, spectacle vraiment nouveau, une foule compacte, riche et choisie comme à l'Opéra, se pressait à toutes les places. Armand et Mlle Mars, « toujours jeune, même à la ville », Rossini, Nourrit, bien d'autres encore, çà et là se reconnaissent. « Ce monsieur, qui a la tête un peu penchée et qui entre dans la loge de Mlle Mars, qui donc est-il ? C'est M. Auber, l'auteur de *la Muette*, que l'on vient de donner à l'Opéra. Et ce petit homme qui porte des lunettes et a l'air de grimacer ? C'est le rédacteur d'un nouveau journal populaire, *le National*, c'est M. Thiers (1). »

(1) Paul Porel et Georges Monval : *l'Odéon* (1882).

Enfin, le rideau se lève. La pièce que l'on va représenter est un drame historique : *Catherine de Médicis aux États de Blois*, de Lucien Arnault. Le rôle principal était tenu comme il convenait par Mlle George, toujours très imposante, très belle, à qui de légendaires succès composaient une sorte d'auréole et qui semblait, maintenant encore, malgré son costume trop empesé, un peu lourd, du temps des Valois, marcher sur des nuées. A ses côtés, Duparai, Bernard, Ligier, Vizentini composaient une troupe intelligente, parfaite. Et même la plus seyante des interprètes, Mlle Nadèje, dans un travesti où il semblait que Chérubin se montrât retouché par Clouet, représentait, auprès de la reine Médicis, un page coquet et mutin.

Soirée inoubliable aussi, celle-là ; et qui, semblable à celle où l'orpheline de Wilna avait paru, dans *les Trois sultanes*, à la Comédie, constituait, pour une si jeune fille et sur la scène française, des lettres de noblesse. Ainsi du moins le comprit Walter, le directeur de l'un des théâtres les plus importants de province, celui de Rouen, qui, conquis par tant de juvénile grâce, de frais et naturel talent, proposa de suite à Mme Fusil un engagement au nom de sa pupille. Et, sur la scène de ce théâtre normand, que le comédien Valmore, pour y avoir joué, connaissait bien, Nadèje ne tarda pas bientôt à paraître.

Au cours de 1831, puis au commencement de 1832, elle fut là, pour le public rouennais, une sorte d'idole fragile et charmante, toujours applaudie, toujours fêtée. *Léontine* dans la pièce d'Ancelot, *Victorine* dans celle de Dumersan et Gabriel, elle fut dans la pièce de Bayard, *la Reine de seize ans* ; dans *le Quaker et la danseuse*, de Scribe et Dupont, c'est elle qui interpréta la danseuse; enfin dans *Richard Darlington*, écrit comme pour elle par Dumas père, elle parut dans l'un de ces rôles tout d'ingénuité, de gentillesse, qui lui allaient mieux qu'à personne. Ainsi la perspective d'un avenir heureux, tissé de succès, s'ouvrait devant celle qui n'était plus l'orpheline de Wilna, mais la plus appréciée, la plus aimée des jeunes comédiennes.

De fâcheuses menaces, un lugubre danger, à ce moment pourtant, donnaient à la vie un goût amer, et, sur le théâtre lui-même, répandaient une teinte sombre. Le choléra sévissait ;

et, dans une lettre de Marceline Desbordes à Caroline Branchu, la chère Caro de son cœur, nous lisons, parmi des lignes désolées, que Mme Valmore a quitté Lyon, sillonné de « tristes civières » ; de là, elle est venue à Paris, tout rempli des plaintes des familles en deuil; maintenant, dit-elle, « nous sommes arrivés à Rouen (28 avril 1832), soumis au fléau, mais moins infecté que Paris ».

Au théâtre de Rouen, Mme Desbordes, comme bien on pense, alla applaudir Nadèje. Par sa joliesse, son esprit éveillé, surtout sa charmante vaillance, l'enfant chérie de Rossignolette aidait de son mieux à soutenir le moral d'une population durement éprouvée par l'épidémie. Celle-ci décrut enfin, mais une autre menace, sinon aussi brutale, au moins plus insidieuse, guettait la jeune proie, si fragile, qu'était Nadèje. Aggravé par les brouillards de Rouen, le mal perfide ne fit que se développer en ce frêle organisme; en peu de jours même, dès le commencement d'août, les progrès qu'il réalisa devinrent si effrayants que, d'un commun accord, Walter et Mme Fusil décidèrent de résilier l'engagement de la jeune fille. Enfin se répandit la douloureuse nouvelle et la voici, telle que la publia, le 9 août, *l'Écho de Rouen* : « Mlle Nadèje Fusil, surnommée *l'Orpheline de Wilna*, qui, depuis quelques années, était attachée au Grand-Théâtre de Rouen, est morte ce jeudi matin (9 août 1832) à dix heures. Une maladie de poitrine l'a enlevée, à peine âgée de vingt ans, à la scène dont un jeune talent, plein de grâce et de chaleur, promettait d'être un des ornements les plus beaux. C'est une perte douloureuse pour l'art et pour toutes les personnes qui, admises dans l'intimité de Mlle Nadèje, ont pu juger de la douceur de son âme et de la bonté de son cœur. Elle est morte sans agonie, sans convulsions et dans des sentiments fervents de religion. »

Ainsi meurt sans laisser de trace
Le chant d'un oiseau dans les bois...

Ces vers ailés et désolés de Parny ont bien de la douceur ; et c'est en se les rappelant que Mme Valmore qui, sans doute, dans sa clairvoyance, voyait là, — en ce qui concernait ses filles Inès et Ondine, — un avertissement ou, si l'on veut, un intersigne, écrivit le poème si émouvant, si beau, à la mémoire de l'orpheline :

Son sort a mis des pleurs dans tous les yeux...

Des pleurs, des larmes de douleur, personne n'en répandit autant certes, en cette circonstance, que Mme Fusil. Pour Rossignolette, si attachée à cette enfant, et qui, depuis la campagne funeste de 1812, les jours du désastre de la Grande Armée, ne vivait et ne respirait plus que dans cette gloire naissante, c'était une vie d'accablement et de désolation qui commençait.

Apitoyé, Walter, d'accord avec sa troupe, décida de donner, sur son théâtre, une représentation au bénéfice de la pauvre femme. Même, Mlle Virginie Déjazet se montra assez bonne pour venir de Paris, exprès pour y prendre part. Ce spectacle se trouva composé de deux opéras : *le Tonnelier*, *Joconde*, enfin d'un conte fantastique : *le Tailleur et la fée*. Le même soir, à Paris, les Folies-Dramatiques représentaient *Madame Barbe-Bleue*; au théâtre Séraphin on jouait *Riquet à la houppe*. Et là était comme une atmosphère de féerie, un monde d'enchantement qui convenait au souvenir de celle qui n'était plus. Des fées et des séraphins, les unes vêtues en costumes de la Moscovie, avec un foulard rouge et un collier de grains d'ambre, les autres, d'un pas heurté dansant *la cosaque* et jouant de la *balalaye*, durent accueillir au mieux, il est vrai, dans le céleste théâtre et sur la scène des anges, cette âme virginale et qui, de son origine, avait conservé la pureté, gardé la blancheur :

Elle est aux cieux, la douce fleur des neiges!

EDMOND PILON.

UN ARTISTE A VENISE

Je venais d'abandonner, non sans regret, mon cher Trôo où s'étaient achevés deux importants ouvrages : les *Églogues* de Virgile pour Plon et les *Trophées* de José-Maria de Heredia pour Henri Vever. Je venais aussi de me libérer de mes fonctions de professeur à Glasgow. Je l'aimais, cette maison de Trôo, « le Louvre », autour de laquelle la vue s'étendait à plus de dix kilomètres à la ronde en dominant cette grasse et large plaine où doucement coule le Loir, cher à Ronsard, dont le petit château de Couture se laisse deviner dans le lointain, ce Loir, que je n'apercevais qu'à travers les hauts peupliers qui le bordaient.

Dans le pittoresque petit bois, planté d'essences variées, qui longeait la haute falaise, sur les pentes de laquelle s'étagent les demeures, cavernes taillées dans le tendre calcaire de la colline, j'avais, pendant six années consécutives, passé de douces heures de solitude peuplée de rêves. J'aurais souhaité me fixer dans ce coin charmant découvert avec l'ami Pierné, au hasard d'une promenade de recherches dans la région. Mais les incertitudes d'un propriétaire capricieux en décidèrent autrement et je dus me résoudre à chercher ailleurs le logis où nous passerions les mois d'été. N'ayant rien trouvé l'année que nous dûmes quitter Trôo, l'idée me vint, ou me revint, d'aller faire un tour à Venise, histoire de voir si tout ce qu'on disait, ce qu'on écrivait et ce qu'on peignait de cette ville fameuse était vrai, et si tant de peintres, de littérateurs et de poètes ne l'avaient pas trop arrangée ou dérangée, au gré de leur fantaisie et de leurs dérèglements amoureux.

Au fond de moi-même, je n'étais pas sans méfiance : la Venise de Ziem me paraissait paradoxale. L'eau y était-elle si bleue? Les pierres si roses et si dorées? Les voiles des barques si bariolées et si chatoyantes? Les reflets si brisés et si ardents? Et les couchers de soleil d'un pourpre et d'un cadmium si violents? Le Canaletto du Louvre, que j'aimais, que j'aime encore plus, me paraît un peu sombre et un peu cuit, et les quelques Guardi que j'avais pu connaître, bien que d'une pâte si souple et d'une couleur si subtile, me semblaient, je l'avoue, un peu de travers pour mon goût. J'entrevoyais, par l'œil des peintres et des écrivains, une Venise de décor théâtral, en carton peint et dont les descriptions, bourrées d'adjectifs superlatifs, ne me paraissaient le plus souvent qu'une suite banale de lieux communs.

PREMIER SÉJOUR

Le voyage fut vite décidé et au début de septembre 1909, après avoir passé quelque temps chez nos vieux amis Ville-d'Avray qui habitaient Cannes à cette époque, nous arrivâmes un beau soir dans la ville où Byron avait tant aimé.

Il faisait nuit. La gare à peine franchie, l'étonnement commence... Où est-on? Ce quai tumultueux, ces marches plongeant dans l'eau noire, ces mouvements d'une foule agitée, ces lumières piquées dans l'ombre, cassant leurs reflets dans le canal mystérieux... est-ce Venise? Tout était surprise pour moi.

Ce que j'attendais, ce que j'avais imaginé ne ressemblait à rien de ce que je voyais, et lorsque j'eus donné au gondolier l'adresse de la brave signora Scarpa chez qui j'allais loger, j'eus l'impression que j'entrais dans un monde tout nouveau. C'était subitement le silence complet succédant à la rumeur de l'arrivée. Nous avançons sans secousses en glissant dans le noir. Impossible de se rendre compte de la direction suivie. Deux fois nous traversons le Canale Grande, plus animé, plus éclairé, avant d'arriver à San Gregorio, but de notre voyage nocturne.

Après les effusions avec l'hôtesse, à qui nous avaient adressés des amis, ayant pris possession de nos chambres, nous allâmes dîner dans la première « trattoria » où nos pas

nous conduisirent. Le repas fut rapide. Je n'avais qu'une idée : voir Venise, la vraie Venise que je me figurais ne devoir être que la Piazza et la Piazzetta. Avec une hâte un peu fébrile, nous arpentons la Calle del 22 Marzo. Nous laissons à notre droite l'église San José et nous arrivons sous les arcades qui ouvrent sur la place San Marco.

C'est un coup de foudre que je ressentis. J'aperçus ces blanches Procuraties, violemment éclairées par l'électricité, bordant, encadrant cette place d'aspect grandiose, cependant de proportions mesurées, et, sous le ciel constellé, cette foule de piétons déambulant sans hâte au son de l'orchestre installé au milieu de la place.

J'avais sous les yeux un spectacle imprévu qu'aucune des images et des descriptions antérieures ne m'avait laissé soupçonner. La qualité et la couleur des marbres donnaient à ces édifices un aspect définitif de durée. Ils n'éveillaient aucune idée de décor factice ou d'arrangement théâtral. C'était l'équilibre parfait, la juste proportion entre l'étendue de la place et son entourage; l'échelle humaine partout observée, l'ordre instinctivement respecté par de vrais artistes sans rien de formel, de sec ni de rigoureux. A toutes ces beautés nouvelles et si diverses que je goûtais, sans les analyser encore, le prestige de la matière, patinée par le temps, ajoutait son charme et son attrait.

Cette impression de la première heure, j'allais la retrouver à chaque pas que je devais faire dans cette ville incomparable et devant le motif le plus banal. Arrêté à l'extrémité de la place, je ne pouvais me rassasier de ce spectacle féerique.

Cependant un secret désir me poussait vers la Piazzetta que l'on devine sans la voir. Et, tout en cheminant lentement à travers la foule qui encombrait la place, je découvris la masse informe du Campanile, récemment écroulé, qui ne dressait plus à l'entrée de la Piazzetta sa forte verticale. Je ne me rendis un compte exact de la beauté que ce Campanile ajoutait au tableau que quelques années plus tard, lorsqu'il fut reconstruit, exactement semblable à l'ancien.

La Loggia passée, c'est un nouvel enchantement. C'est la Piazzetta, le Palazzo ducale, les colonnes surmontées du lion ailé et du Saint Georges, c'est la bibliothèque et la Zecca qui, à droite, ferment la place, tandis que devant moi, la lagune

est incendiée par les reflets mouvants dont les lumières des gondoles revêtent l'ombre.

Inoubliable soirée! rêve éveillé! Venise m'avait conquis et à jamais je serai amoureux de sa beauté, si étrange, si imprévue, presque indéfinissable, qui ne répond à aucun idéal admis, à aucune règle reçue, à aucune des lois que nous avons adoptées. Contre-sens d'artistes nés, réussite d'un art qui s'ignore, qui nous prend le cœur, nous émeut et nous fait souhaiter le pénétrer toujours plus profondément et plus complètement.

J'arrivais sans intentions bien arrêtées. Je voulais tout voir et tout connaître. Cependant, je n'avais pas manqué d'apporter de quoi peindre. Mais je voulais d'abord visiter l'incomparable ville : ses palais, ses églises, ses cloîtres, ses musées, ses rues, ses places et ses canaux. Je flânais donc au gré de ma curiosité et de ma fantaisie. Je fis connaissance avec le dédale des *Rii* et des *Calle* où je ne tardai pas à m'égarer. Je visitai, sans me presser, les principaux monuments et je donnai un coup d'œil aux musées. Toutefois, je sentais venir l'appétit de peindre. Les jeux de la lumière sur l'eau et les reflets des palais m'attiraient. J'avais vite été séduit par la beauté des lignes et des formes les plus simples, par l'accord des pleins et des vides, symétriquement ou arbitrairement distribués et toujours répartis avec grâce, même dans le plus apparent désordre.

Le doux soleil de septembre, doux même dans sa force, et souvent voilé d'un léger rideau de brume transparente, répandait sur les édifices, sur les places, sur les canaux, une lumière tamisée plus argentée que dorée. L'ombre elle-même s'éclairait du reflet de cette lumière sur l'eau De cette délicatesse, de cette sobriété de couleur, je rêvais de revêtir des formes d'une parfaite exactitude de proportions et de contours. C'est que je découvrais mieux chaque jour dans ces constructions simples ou ornées, à travers les justes proportions des lignes et des masses, les innombrables, volontaires et coupables déformations que tant de peintres, emportés par le démon coloriste, leur avaient fait et leur faisaient subir, au grand dommage de la véritable beauté. Couleur, couleur, que de crimes ton nom fait commettre! Mais, pourquoi la couleur la plus riche, la plus chatoyante, la plus forte et la plus éclatante

ne peut-elle s'accorder avec la justesse des formes qui, elles aussi, ont une séduction aussi attrayante? Voyez où peut mener ce goût immodéré de la couleur.

Un matin sur les Zattere près de la Dogana di Mare je crayonnais une mise en toile, lorsque, près de moi, vient planter son chevalet une étrangère, Anglaise ou Américaine, porteuse d'une grande toile déjà ébauchée. La chère fille d'Albion ou de Winnipeg, éprise elle aussi de couleur rutilante, avait été attirée et retenue par l'aspect d'un vapeur, un quelconque cargo qu'une dizaine de braves peintres, coloristes eux aussi, s'occupaient de passer au minium. Éclairé en plein par le soleil matinal, ce minium crevait littéralement les yeux. Il se reflétait dans l'eau bleue en cent éclats produits par le mouvement des bateaux montant et descendant la Giudecca. Sur la toile, les cadmiums et les vermillons se juxtaposaient aux céruléums les plus aigus en larges taches, posées au petit bonheur, avec la maîtrise d'une ignorance qui s'ignore elle-même. Lamentable spectacle de folie coloriste. Elle était venue de loin, cette naïve enfant (et de quel Glasgow ? de quel New-York ?) ; elle avait parcouru des centaines et des centaines de kilomètres pour atteindre enfin la ville sacrée de l'art, l'immortelle Venise, chantée par les poètes de tous les mondes, et, devant tant de merveilles, devant tant de spectacles grandioses et émouvants s'offrant aux regards ravis, elle avait été séduite par la carcasse d'un vieux sabot de vapeur recouvert de minium, qu'elle aurait pu aussi bien, et à moins de frais, trouver sur la Mersey, l'Hudson ou la Clyde.

Je me mis donc à peintre « *anch'io* » et déjà le goût de visiter monuments et musées s'affaiblissait. Si attrayantes que soient ces visites, quelque délectation que j'y trouve, je ne puis balancer longtemps dès que s'est glissé en mon cœur le désir de fixer quelques traits de ce qui m'a tout à coup séduit.

Je négligeai la lecture des guides et je commençai à installer mon petit chevalet devant les beautés que le hasard révélait à chaque pas.

Vers la fin de ce séjour, au cours d'une flânerie sur les Zattere, un de ces hasards m'amena devant le mur qui entoure le séminaire. Dix fois j'avais passé là et, à ce moment précis seulement, je découvrais subitement un motif qui me séduisait et dont l'aspect faisait naître en moi, irrésistiblement,

la vision d'un de ces dessins, exacts et sobres, dont l'idée me poursuivait. Un mur de briques roses, couronné de marbre blanc, se dresse au premier plan. Un noir cyprès le dépasse, cachant en partie l'église de la Salute, dont les deux clochetons de l'abside s'enlèvent en tendre valeur sur le ciel clair. Le sol est tapissé de ces larges et inégales dalles de pierre blanche, qu'encadre une herbe maigre et rase, en en accusant la disparité. Le dessin m'apparut, à l'instant, tout fait. Il me semblait n'avoir plus qu'à le calquer. Pure illusion du reste.

Je courus chercher papier, crayons blancs, noirs, sanguine, puis, à l'aide de ces seuls moyens, je tentai d'exprimer l'essentiel de cette beauté très particulière que je venais soudain de découvrir. Ce travail me passionna et me décida à renoncer, pour un temps, au prestige attrayant de la peinture ; à limiter mon effort à l'expression de la forme vraie et à la recherche de l'exact et subtil rapport des valeurs. J'avais l'espoir, voisin de la certitude, que ce minimum de moyens suffirait à suggérer l'idée suffisante de la couleur.

Mais le mois de septembre s'achevait. Je ne pouvais prolonger mon séjour. Mes travaux, interrompus depuis deux mois, me rappelaient à Paris. Il fallait rentrer. Déjà dans mon esprit le retour à Venise était décidé. Je l'avais fixé au printemps suivant. Les jours en automne deviennent vite trop courts pour les longues séances que je projetais. C'est d'avril à juin, à l'époque de la belle lumière et des jours sans fin, qu'il convenait d'entreprendre le travail entrevu.

RETOUR A VENISE

Donc, à la mi-avril 1910, tout était préparé pour un retour à Venise. J'avais retenu mes chambres dans la maison de cette serviable Giovannina Scarpa. Mes fenêtres s'ouvraient sur le paisible rio San Gregorio, entre le Canale Grande et les Zattere dont nous étions tout voisins. Notre logement était d'une propreté parfaite et d'un prix ridiculement peu élevé.

J'avais aussi retenu une gondole, dont le conducteur, un certain Pietro, fut bientôt remplacé par le fameux Alberto que mes amis ont bien connu. Il se montra vite enchanté du service que je réclamais de lui et qui consistait, surtout, après m'avoir conduit devant le motif du jour, à attacher sa gondole

à quelque *pallo* ou à quelque anneau, à s'y installer sur la poupe, couché en chien de fusil, et à dormir à poings fermés tout le temps de la séance. Il arrrivait bien, parfois, que quelque loustic le réveillât un peu brusquement, en lui envoyant adroitement une tomate pourrie sur le nez, ou qu'une ménagère distraite fît pleuvoir sur lui le contenu de son seau de toilette. Il en était quitte pour se secouer en égrenant un véritable rosaire de jurons en dialecte et, l'émotion une fois passée, il reprenait son somme et ses rêves. Les jours de fête, il plantait à la proue de notre nef un petit drapeau de soie tricolore que je lui avais offert et qui faisait gentiment la nique à ceux, trop encombrants, qu'Américains et Allemands avaient pris l'habitude d'arborer. Ce brave Alberto avait mis dans sa tête vénitiennne de me suivre en France et de me servir non seulement de domestique, mais encore de gondolier, car il ne rêvait à rien moins que d'amener sa gondole sur le canal du Loing, pour y promener par les belles soirées d'été son patron et ses invités. J'eus assez de peine à lui faire abandonner cette séduisante idée.

J'arrivais à Venise, libre de tout souci immédiat au sujet de mes travaux en cours, et décidé à ne pas m'en occuper autrement que par correspondance et pour garder le contact. J'avais en poche le pécule nécessaire et j'étais certain, par surcroît, qu'à l'encontre de l'usage adopté par tant de poètes et d'artistes, ma sérénité ne serait troublée par aucune passion extra-conjugale. Rien ne me retenait plus. J'allais pouvoir dessiner sans répit. Je m'étais abondamment fourni en papiers les meilleurs, de fabrication française, américaine et italienne, d'un choix de crayons Wolff, de craie, de gouache blanche, de sanguine, de règles et d'équerres. Je m'étais muni en outre d'un léger matériel d'aquarelles, destiné à créer par endroits des dessous à mon dessin.

Je fis aussi fabriquer par un *falegnamo* du crû, une série de légères planchettes d'assez grand format, et, muni de ce bagage, après avoir tendu congrûment mes feuilles sur mes planchettes, je me mis à l'ouvrage. Et la fête commença. Car, en vérité, c'en fut une pour mes yeux, pour mon esprit et pour mon cœur.

Dès six heures du matin, sous un soleil déjà haut dans le ciel, à pied ou en gondole, selon le programme du jour, je

partais, allègrement chargé de mon « barda ». Le temps était le plus souvent radieux, l'air pur et léger. La ville était encore déserte de ses visiteurs étrangers. Sur le grand canal, les affreux vapeurs, les abominables canots à pétrole ne circulaient pas... ou si peu. La vie sommeillait encore. Je me sentais dans une sorte d'ivresse faite d'espoir et de courage. J'étais libre et en bon état de désir et de volonté.

Enfin, j'allais travailler, pour mon seul plaisir, à l'œuvre qui m'attirait, comme jamais peut-être aucune autre ne m'avait attiré. Pas de clients, pas d'éditeur, pour m'imposer tel ou tel choix ; pas d'exigences de fabrication pour me dicter tel ou tel procédé. Je n'avais de comptes à rendre à personne. Personne ne verrait mes dessins que les amis à qui il me plairait de les montrer et à Paris seulement.

C'était le bonheur. J'étais tranquille quant au présent et pour le prochain avenir. Jamais je n'en ai demandé plus. Des travaux m'attendaient au retour. Je n'avais aucune préoccupation, aucune pensée de tirer le moindre profit de ceux que j'allais entreprendre à Venise. Les séances succédaient aux séances dans le même jour et, souvent, quatre se suivaient, interrompues par les seuls repas et par quelques instants, à l'heure du soleil vertical, consacrés à la correspondance toujours active ou à une brève sieste. Mais il arrivait que le soleil disparût sous les nuages trop noirs ou que la nuit m'empêchât de m'installer dehors. Je me réfugiais alors dans un de ces musées que, secrètement, je me reprochais de tant délaisser.

DEUX VISITES

Je n'entreprends pas de conter ici mes surprises et mes émerveillements. Je veux seulement rappeler deux visites dont le souvenir, par le choc profond et imprévu qu'elles m'ont causé, est resté étroitement lié aux heures d'enchantement que j'ai vécues à Venise.

C'est d'abord, à l'*Academia*, ma première entrée dans cette salle que remplit de lumière et de beauté le divin Carpaccio. Jamais révélation ne fut plus rapide et plus complète.

Triomphe de la vérité dans sa plus naïve candeur, force de l'expression, noblesse des attitudes et des gestes, justesse des proportions, profond équilibre de ce décor, solide et aérien,

avec les figures qui l'habitent, exact rapport des valeurs dans une couleur puissante et discrète, et, pour traduire ces rares qualités, un métier ingénu, sûr et mystérieux, dont nulle trace n'est apparente; une simplicité merveilleuse de moyens, mise au service d'un art qui s'ignore, plein de sincérité, de modestie.

C'est cela, c'est tout cela, et quelque chose encore de plus caché, de plus inaccessible qui touche le cœur et qui ravit l'esprit. Là, aucun hasard, aucune inquiétude. Ce qu'il a senti, ce qu'il a voulu dire, le peintre a su aussi l'exprimer dans la langue la plus forte et la plus contenue, la plus simple et la plus expressive. Chaque détail, et Dieu sait s'il y en a de tendres et de spirituels, traité avec amour, est une merveille qui se fond dans la merveille d'une atmosphère limpide et transparente et qui baigne dans une lumière douce et blonde, que seuls, des siècles plus tard, les immortels Claude Gellée et Corot ont su retrouver. C'est la sécurité dans la joie. C'est l'assurance, une fois pour toutes acquise, que cette perfection ne nous décevra jamais.

Un autre jour, c'est au Palais Labia que je goûte une même surprise que d'autres raisons font naître. C'est là, dans cette demeure triste, humide et abandonnée, que je connus vraiment Tiepolo par ses deux magistrales fresques d'*Antoine et Cléopâtre*. Ce fut une autre révélation. Dans ces deux fresques, qui se relient à l'architecture par de prestigieux trompe-l'œil, Tiepolo donne la sensation de ce que peut être la complète maîtrise d'un art dans lequel l'intelligence a la plus grande part. Mais quelle part! Aucune trace de recherche ni d'hésitation n'apparaît. Tout semble venu d'un seul coup. La grâce et l'aisance des figures, l'ingéniosité des inventions, l'heureux balancement des pleins et des vides, la spirituelle précision des détails, dont aucun ne nuit à la tenue de l'ensemble, éveillent l'idée du prodige accompli dans la joie, sans peine et sans douleur. Même en accordant qu'il manque à un Tiepolo la profonde sensibilité d'un Carpaccio, on reste confondu de ce triomphe d'un métier impeccable guidé par l'intelligence et le goût. Mettons, si l'on veut, pour conclure (et après tout pourquoi conclure?), que, là, c'est le cœur et, qu'ici, c'est l'intelligence que traduit et nous révèle l'art le plus accompli. Plus d'une fois, je me délectai dans la société de Sainte Ursule et de Cléopâtre.

Ainsi les jours suivaient les jours dans le plaisir de la tâche accomplie, de l'effort poussé jusqu'à l'extrême limite de la lutte devant les difficultés sans cesse renaissantes.

Journées délicieuses, telles que je n'en avais jamais goûté et que je n'en goûterai jamais plus. J'ignorais le résultat de mon travail et je m'en souciais fort peu. Je ne m'arrêtais que devant l'impossibilité de ne rien ajouter, de ne rien retrancher, de ne rien corriger et j'ajournais jusqu'au retour, dans l'atelier parisien, tout jugement de ce que j'avais fait.

LE CHARME DE VENISE

Pendant six semaines, en 1910, je poursuivis ma besogne et je la continuai en 1911 et en 1913, sans qu'un seul instant j'aie senti faiblir mon enthousiasme. Chaque jour je découvrais des merveilles, des coupes imprévues d'un sujet banal, des effets variés selon l'heure, le temps et l'éclairage. J'aurais pu exécuter plus de cent dessins. Des amis nous accompagnaient ou venaient nous rejoindre. Nous nous retrouvions dans les petits restaurants à bas prix où nous nous régalions, à peu de frais, de « spaghetti », de « stuffati », de « minestrone », de « zuppe-pavese » et de « fragole di campagna », le tout arrosé d'un « chianti » quelconque. Les jours de noce, nous nous risquions jusqu'au Caveletto ou au Vapore.

Le soir, la journée finie, nous allions nous reposer chez Florian. La musique nous régalait de Wagner et de Verdi, la foule bigarrée passait et repassait sur les dalles sonores. Enveloppées de châles de toutes couleurs, les cheveux au vent et rehaussés d'un ruban ou d'une fleur, cheminaient et caquetaient, par groupes, en faisant sonner leurs talons sur le sol de marbre, des femmes élégantes qu'accompagnaient des hommes empressés et nonchalants. Et ce spectacle évoquait, à s'y méprendre, celui des foules que Guardi et Longhi excellaient à peindre. On se reconnaissait, on se saluait, de table à table, en dégustant les traditionnels « gelati » et, vers dix heures, soit dans les rues étroites et le « traghetto », soit dans la gondole d'Alberto, nous regagnions la paisible « casa Scarpa ».

Certains soirs, entre la Piazzetta et la Dogana où se pressaient, à s'entrechoquer, les gondoles chargées de touristes dans lesquelles la chance faisait parfois entrevoir de fines et

élégantes silhouettes, le même Alberto nous menait entendre le concert sur l'eau. Accompagnés par le piano et le quatuor, de braves artistes, à la voix pleine et vibrante, nous régalaient des airs célèbres du *Trouvère* et de *Rigoletto* ou de l'éternelle *Santa Lucia*, pendant que, enjambant de barque en barque, l'impresario, la casquette tendue, sollicitait la reconnaissance des auditeurs. Cette musique, cet admirable quatuor de *Rigoletto* ou le tragique *Miserere* du *Trovatore*, œuvres de passion et de mouvement, correspondaient exactement à notre état d'âme et au décor environnant. Aucune autre n'aurait pu mieux nous satisfaire ni mieux s'accorder à l'ambiance. Elle semblait exprimer la vraie poésie italienne, l'esprit de la race dans son cadre naturel. Elle sortait du cœur même de ceux qui nous l'offraient et atteignait directement le nôtre.

Un autre soir, traversant le canal de la Giudecca, nous passions dans la lagune extérieure, et longeant, lentement et silencieusement, l'étroite presqu'île, nous nous laissions conduire, dans l'ombre d'une nuit radieuse, sur cette eau calme, au ras de laquelle notre gondole glissait avec un frôlement de soie froissée. De la villa Éden que nous longions, les œillets et les roses, par bouffées, nous envoyaient leurs parfums, et dans le silence, dans ce silence vénitien dans lequel le moindre bruit semble se perdre, le dialogue enflammé de Lorenzo et de Jessica me revenait en mémoire :

... in such a night as this,
When the sweet wind did gently kiss the trees
And they did make no noise... (1)

tandis qu'Alberto, à coups réguliers et lents de sa rame, nous amenait jusqu'au Canale della Grazia, au sortir duquel surgissait une Venise de féerie, éclatante de lumière, incendiant la Riva dei Schiavoni jusqu'à San Biaggio. Les deux colonnes, surmontées d'un lion ailé et du Saint Georges vainqueur, se dressaient, pareilles à des pierres précieuses roses et transparentes, et les accords des barques-orchestres chassaient la vision de la « pretty Jessica », pendant qu'au travers du réseau enchevêtré des gondoles, nous regagnions, par le Môle et le Canale Grande, notre tranquille San Gregorio.

(1) Dans une nuit pareille, tandis que la douce brise embrassait délicatement les arbres, et qu'ils se gardaient de faire du bruit...

Je revois encore d'autres scènes que mon souvenir me retrace avec la plus sûre précision ; et au fond de moi-même, à les évoquer, je ressens la même poignante et douce émotion qui m'étreignait devant la splendeur de ces pierres transfigurées par cette pure lumière. Un jour... c'était un dimanche, à l'heure calme de la sieste. Le ciel est radieux. La douce brise de mer tempère l'ardeur de ce brûlant soleil de juin. Installé dans ma gondole attachée le long d'un mur lépreux, je travaille dans la joie et dans la paix profonde de cet après-midi dominical. Près de moi, enfoncées dans les moelleux coussins de cuir noir, nos deux jeunes filleules, vêtues de clair, coiffées d'un vaste chapeau de paille garni de roses, lisent ou causent à voix basse. Le calme est absolu, pas une barque sur l'eau, nul passant sur la rive.

Dans Venise la Rouge
Pas un bateau qui bouge.

Quel charme émane de l'accord de toutes choses, de cette clarté et de ce silence! Dans cet espace si restreint du « Campiello San Bolbo », qu'aucun guide ne recommande à la curiosité des touristes, se trouve réuni tout ce qui constitue le caractère propre de Venise. Une tour carrée de briques, sur les dalles usées, élève sa masse d'un rose délavé ; à gauche, un « palazzino » désuet nous montre encore sa porte bramantesque ; un puits de marbre blanc aux sculptures à demi effacées se dresse devant les marches disjointes d'un escalier de marbre, doré par le soleil et verdi par l'eau qui le baigne. A elles seules, ces marches, elles suffisent à évoquer Venise. Où, ailleurs, trouve-t-on ces gracieux ou imposants degrés plongeant dans l'eau leurs pierres usées? C'est le bonheur, le bonheur complet. Je le crois du moins. Absorbé dans mon étude, au milieu de ce décor unique et merveilleux, tout entier au seul désir de traduire ce que j'admire, je me sens hors de la vie.

Quand... tout à coup, comme pour renforcer l'émotion, dans ce silence, à peine troublé par le choc lointain d'une rame ou d'une porte, dans ce silence d'où toute rumeur est absente, une voix éclate, une de ces voix fraîches sortant sans effort d'un gosier créé, semble-t-il, uniquement pour le chant.

A plein cœur, l'hôte invisible du palazzino entonne l'air

connu, archi-connu et banal, de cette valse de *la Veuve joyeuse* alors en pleine vogue. Et sous ce soleil et ce ciel bleu, dans ce calme profond, par cette voix libre et claire, cette valse devient un chant de triomphe. A ce chant se joint aussitôt une jeune voix de femme, du même métal sonore, pleine de la même joie de vivre et d'aimer. J'éprouve, à les entendre, une sorte de félicité particulière, très sensuelle, si l'on veut, et d'un autre ordre que celle ressentie bien souvent à l'audition de chefs-d'œuvre que j'aime et que j'admire. Et, chose singulière, cette joie enthousiaste n'interrompt pas mon travail, comme le ferait sûrement une œuvre plus profonde, mais le rend plus actif et plus fort. C'est la voix seule, son timbre, son éclat, son accent et sa justesse qui me ravissent... La musique en elle-même ne compte plus; un rythme suffit. Elle devient sœur de ce chant du rossignol dont les roulades et les trilles ne sont que des notes sans signification, lancées dans l'espace pour le seul plaisir du chanteur, et qui, cependant, nous retiennent et nous émeuvent, chaque fois que par une douce nuit d'été nous les avons entendues.

Peut-être, après tout, étais-je simplement en état de transe comme le fut certainement Maurice Barrès lorsque, contant sa visite à Sainte-Alvise, il dépeignait les émotions qu'avait fait naître en lui cette pauvre église, sans beauté propre, et dont le mérite artistique n'a jamais existé que dans son imagination fiévreuse. Qu'importe cette illusion, si elle nous a valu une belle page! Qu'importe la mienne, si elle m'a procuré une heure de bonheur!

Un matin de la fin de mai, un tendre soleil brille dans un ciel bleu et mauve. Je suis assis, sous le « tendido » de toile blanche qu'Alberto a suspendu au-dessus du centre de la gondole dont j'ai fait mon atelier. La gondole, elle-même, est attachée à un de ces faisceaux de *palli*, colossales bottes d'asperges qui, plantées sur la lagune, marquent le trajet du chenal. Je dessine la « Sacca della Misericordia ». Un long mur de briques, aux assises et au couronnement de marbre blanc, un mur rose derrière lequel s'élève, parmi les arbres légers, la tour de la « Madonna del Orto » accotée d'une assez haute maison que des fenêtres trouent sans symétrie. Voilà tout le tableau. Le soleil, montant vers le zénith, mange, implacablement, le rose des briques et le vert des arbres. Les

édifices, noyés dans cette lumière dorée, se confondent avec le ciel vibrant, dont la teinte, sous cet éclat, devient presque neutre. Devant ce décor, l'eau immobile, qu'un souffle imperceptible ride par larges zones, l'eau bleue que des reflets rosissent, l'eau gorge de pigeon, l'eau tendre et sans couleur définie n'est plus qu'une subtile valeur qui rejoint, à l'horizon, le ciel défaillant sous la légère brume argentée. Soudain, un souffle invisible passe et les longs reflets du décor dans l'eau se recouvrent d'une étroite bande de satin rose et bleu qui moire l'eau à peine frémissante. Alberto ronfle.

Je suis seul sur la vaste lagune, sur ce miroir qui semble étendre un autre ciel sur notre barque. Une chose m'occupe par-dessus tout, m'occupe et me transporte : rendre la secrète beauté de ces lignes simples, la tranquille sérénité qui s'en dégage, les justes rapports de leurs proportions, les subtiles valeurs et l'atmosphère de paisible joie qui entoure ce décor de rêve.

LES ESCALIERS

De cette Venise aimée, un aspect m'a séduit entre tant d'autres que je me suis efforcé de fixer. Je veux parler de ces escaliers dont j'ai déjà dit l'aspect particulier. Larges ou étroits, simples ou somptueux, à tous les pas, ils ouvrent, sur la « fondamenta » ou devant les portes, le chemin qui conduit à l'eau dans laquelle ils baignent ou se reflètent. Ils sont un des éléments les plus expressifs de la vie à Venise. Ils sont le lien naturel entre le sol ferme et le sol mouvant de la cité. Ici le goût et la fortune des habitants les ont parés de balustrades et de sculptures. Ailleurs, ils ont été édifiés avec des débris de monuments antiques dont l'origine est restée apparente. Aucune règle uniforme n'a présidé à leur construction. La fantaisie, la mode, le besoin du moment, la vanité peut-être aussi, les ont fait édifier et les ont pourvus d'ornements allégoriques. Ils font étroitement partie, avec les puits, de Venise et de son passé. Par eux seuls, se révèlent les origines amphibies de cette vraie cité des eaux. Sur l'eau sombre et mystérieuse qui les reflète, ils mettent l'éclat atténué de leurs marches roses, dorées ou verdissantes, disjointes et branlantes, par endroits.

Tantôt leur largeur, d'une étendue démesurée, évoque les

cortèges nombreux pénétrant dans les palais ou dans les églises auxquels ils donnent accès, tantôt plus étroits, aux abords d'un *palazzo* dont ils étaient une dépendance ornementale et flanqués de *palli* aux couleurs et aux armes seigneuriales ; tantôt, simples et modestes, destinés au trafic journalier du *rio* et de la *fondamenta*, partout, ces escaliers portent la marque d'un art libre et raffiné.

J'en ai dessiné plusieurs et j'aurais aimé les reproduire tous, avec leur caractère propre et cette beauté spéciale que leur ajoutent les caprices de la lumière et des ombres sur les pierres et sur l'eau dans laquelle ils disparaissent. Le public qui m'entourait ne paraissait guère comprendre l'intérêt que pouvait m'inspirer un sujet si banal et parfois si grossier.

A Venise autrefois, des barques chargées d'outres apportaient, chaque jour, l'eau des montagnes voisines que l'on versait dans des réservoirs appropriés, auxquels le goût inné des habitants avait donné la forme de puits et de vasques. Aujourd'hui, inutiles et revêtus de leur dôme surbaissé de bronze, ils ne sont plus qu'un ornement qui ajoute au caractère de la ville, comme le font ses vivants escaliers. Leur masse de marbre orne les places et les cours intérieures. La libéralité des patriciens les a voulus somptueux, et tous, même dans les humbles quartiers, sont décorés de sculptures allégoriques et héraldiques. C'est l'histoire de Venise qu'ils racontent.

Parfois un arbre les abrite, qui semble encore protéger l'eau absente contre la rigueur du soleil. Beaucoup sont placés dans l'ombre d'un monument et tous, sur le décor de pierre et de brique, sur le fond d'ocre rouge des maisons, mettent la blancheur éteinte de leur marbre mat revêtu de fines coulures de rouille, pareilles à des rehauts d'or sombre. Les arêtes des sculptures sont effacées. De loin, leur masse toujours élégante, qu'elle soit svelte ou pleine, donne à la plus humble place une beauté parfaite, telle que, dans un désuet décor, le fait une œuvre d'art. Ils ne sont plus que cela aujourd'hui. Nulle femme, drapée de noir, n'y vient plus puiser l'eau du ménage en jasant avec ses pareilles. Mais ils ne sont pas dépaysés. On a su leur éviter la froide promiscuité d'un musée. Que d'heures délicieuses, trop courtes, j'ai passées à reproduire la noble simplicité de leur silhouette et les restes expressifs des ornements qui les recouvrent !

LES ARBRES

Mais il est, à Venise, un autre charme. C'est celui qu'ajoutent à ses places et à ses canaux les arbres souples et gracieux, penchés ou élancés qui, à chaque détour de ruelle ou de rio, surgissent au-dessus d'un mur de brique rose ou près d'un de ces puits de marbre qu'ils abritaient autrefois contre les rayons d'un soleil trop vif. Venise en est parsemée.

Tantôt, deux frênes légers et sveltes, plantés sur la rive du canal, offrent aux gondoliers du traghetto une ombre fraîche et transparente. Tantôt la silhouette mouvementée d'arbres un peu grêles, dépassant la muraille, révèle l'existence d'un de ces jardins discrets que les patriciens se réservaient à l'arrière du palais élevé le long du canal.

Au coin d'un mur surmonté d'une gracieuse Madone, se dresse un vert laurier auquel s'enlace une vigne vierge qui retombe en cascade. Une vigne traverse le Rio Albrizzi et rejoint un bouquet d'ormeaux et de lourds magnolias.

Les noirs cyprès, voisins de la Salute, élèvent leur masse puissante au dehors du mur du séminaire. Au Rio Ognisanti, le palais Clary s'entoure de jardins pleins d'ombrages, tandis qu'à S. Nicola dei Tolenteni, on devine, à travers la grille ouvragée qui le ferme, le merveilleux jardin Papadopoli, tout verdoyant et fleuri au milieu duquel s'ébattent cent aras multicolores. Ici, c'est une treille qui étend sur le sol un tapis d'ombres bleues et de taches d'or, sous laquelle reposent en devisant les passeurs dans l'attente du client.

Au Campo Sant'Agnes on voit encore trois arbres dispenser leur ombre inutile à la vasque de marbre coiffée de son dôme de bronze. A San Trovaso, deux grands et libres acacias penchent sur le calme rio leurs feuillages jaunissants, tandis qu'en face un jardin, clos de murs, met, à l'issue du canal, sa note forte et sombre sur le fond lumineux de la Giudecca. C'est encore le jardin du palais royal qui dérobe presque entièrement aux regards sa façade trop peu pittoresque. C'est le jardin public, véritable parc coupé de ponts, semé de sièges de marbre.

A l'entrée du grand canal, admirons ce gracieux jardin qui montre sa verdure et ses fleurs, derrière une fine balustrade

de marbre, encadrant l'escalier qui mène à l'eau ; un gentil palazzino se dresse au fond de ce parc en miniature. Et presque en face on voit ce palais inachevé dont subsistent les seules assises de marbre, envahies de frondaisons, de plantes parasites et d'arbres semés par le vent capricieux. Partout ces arbres viennent rompre la rigidité de lignes trop sèches, en mettant la gaieté de leur verdure sur le décor rose et blanc. Partout, en accord avec les saisons et la nuance du ciel, ils révèlent la vie active qui se cache derrière ces murs impénétrables. Partout, ils concourent à la beauté de Venise.

MES DESSINS

Réunis dans mon atelier (convenablement présentés), ces dessins, je les montrai à quelques amis et à de rares visiteurs auxquels ils semblèrent plaire assez pour que je crusse ne m'être pas trompé. Je pensais à en faire l'illustration d'un volume dont le texte m'aurait été fourni par H. de Régnier qui les avait vus et à qui ils avaient plu, ou par Barrès qui vivait encore, ou par Suarès. J'aurais pu, aussi, choisir des descriptions tirées d'ouvrages connus, de de Brosses, de Byron, de George Sand, de Musset et de Gautier.

Mais survint la guerre de 1914. Elle avait empêché tout retour à Venise. Elle arrêta aussi mes projets d'édition. A plusieurs reprises, sans grande confiance sur l'issue des pourparlers, j'accueillis certaines propositions ou j'en fis moi-même à tels éditeurs. Pour une raison ou pour une autre, le plus souvent à cause du coût de l'entreprise, rien n'aboutit. C'est aussi que je suis fort difficile. Un seul procédé me tente : la gravure sur bois en couleur. Un essai que j'obtins d'un graveur me plut. Je m'en tins là, pour le moment du moins. En fin de compte, plutôt que de faire la moindre concession à ce que je crois bon et bien, j'ai préféré refuser de nouvelles offres, comme j'ai refusé de me défaire de mes dessins.

Ils sont là, aujourd'hui (juin 1932), au nombre de près de soixante, ces braves dessins qui m'ont procuré à les fabriquer tant d'agréables heures. On me conseilla de les exposer. J'en eus parfois la velléité, très passagère. J'aurais, je le confesse, éprouvé un certain agrément à les voir rassemblés et à en tirer la leçon nécessaire. Peut-être me serais-je réjoui et rassuré si

quelques amis, bons juges, y avaient pris plaisir. Peut-être aussi, eussé-je éprouvé une déception. Toujours, en pareil cas, la crainte de cette déception et celle aussi de la voir partagée par le public et de sentir mon œuvre préférée l'objet de l'indifférence générale m'a retenu. Et puis, pour tout dire, la préparation d'une exposition m'ennuie et m'effraie plus encore, l'obligation d'affronter le public devant mes travaux que je souhaiterais à ce moment voir retourner, au petit galop de chasse, dans mon atelier, et moi avec eux. Vanité, orgueil, dédain, fausse modestie, ce sentiment sincère sera ce qu'on voudra l'appeler. Il est plus fort que tout. Qu'on excuse cette confession.

De temps à autre, de plus en plus rarement, quelque bienveillant et retardataire curieux demande à voir ces dessins, ou bien il m'arrive encore de les montrer, de mon plein gré, à quelque ami bien disposé. Un à un, je les sors de leur cachette, en essuyant la poussière qui couvre les cadres, et devant chacun d'eux, à mesure qu'ils défilent et que je les décris au visiteur plus ou moins attentif, plus ou moins distrait, je revis les instants heureux, si lointains déjà, où je ne m'occupais que de les exécuter de mon mieux. Tous me rappellent un souvenir, une émotion. Et le visiteur parti, quelques compliments reçus, rituels ou sincères, je les remets en rang, à côté l'un de l'autre, dans leur sobre logement, jusqu'à la prochaine occasion que je ne cherche ni ne fuis. Ai-je tort? Ai-je raison? Toujours est-il que je ne regrette rien.

Que deviendront-ils après moi?

Je me contenterais, peut-être suis-je bien exigeant, d'une salle claire dans un obscur, — je veux dire humble, — musée de province qui manquerait de cadres à accrocher sur ses murs, et où ils vivraient encore quelque temps de leur fragile vie de dessins, certainement moins fragile que la mienne (1). Au moins, ne seraient-ils pas dispersés et finiraient-ils leurs jours ensemble.

Il n'y a que moi qui n'y serai plus.

ADOLPHE GIRALDON.

(1) Ce vœu a été réalisé. Après la mort de l'artiste en mai 1933, le musée de Toulouse a réuni dans une de ses salles la série complète des dessins exécutés à Venise.

SILHOUETTES ÉTRANGÈRES

M. GIL ROBLES

Si grande est la maîtrise oratoire de José-Maria Gil Robles aux Cortès, qu'à peine monte-t-il à la tribune, le bourdonnement des conversations particulières meurt sur les banquettes redevenues silencieuses, et les députés, pérorant dans les groupes, regagnent aussitôt leurs sièges. L'homme qui concentre ainsi tous les regards, promène à son tour son coup d'œil sur l'assemblée, pour laisser s'établir, durant ces quelques secondes de préparation, le circuit magnétique entre son auditoire et sa personne.

En même temps qu'il est sacré grand orateur parlementaire, M. Gil Robles est, dans la plus haute acception du terme, un chef, avec un programme au service duquel il groupe, sous son autorité, le plus fort parti politique. C'est aujourd'hui le maître de l'heure, celui dont la forte personnalité domine la situation dans le chaos parlementaire, et qui vient d'apporter le prestige de son nom, le concours actif de son groupe, à la nouvelle combinaison ministérielle présidée par M. Alexandre Lerroux.

Resté jusqu'à présent en marge du pouvoir, M. Gil Robles entre en scène comme vice-président du Conseil et ministre de la Guerre ; aussi, est-il intéressant de faire connaître sa carrière, son œuvre, son passé, en attendant que les événements dégagent son avenir.

Dans le classement des hommes qui, en Europe, se révèlent comme chefs, il faut mettre Gil Robles à la suite d'Oliveira Salazar, auquel il s'apparente, si on se reporte à ce que fut cet autre maître de l'heure à l'origine de sa carrière politique, et le chemin par lequel il a passé pour fonder au Portugal un régime de dictature, sans dictateur.

José-Maria Gil Robles appartient à cette génération de jeunes hommes incarnant à la fois les souffrances et les aspirations de leur pays et son besoin de sortir des mares stagnantes de la politique. Il n'est pas l'improvisation d'un soir d'émeute ; il n'a pas de sang sur les mains. C'est un croyant, c'est un apôtre qui puise son inspiration dans ses sentiments religieux, sa puissance dans la cohésion de son parti, en face de l'anarchie parlementaire. Aucune ambition personnelle, aucune prétention à la dictature ne commande ses actes. M. Gil Robles nous est donné par ses biographes comme détestant la politique, qui n'est que l'instrument dont il se sert pour défendre ses croyances et préparer le triomphe de ses convictions sociales. Le principe de son action est son dévouement à ces masses populaires, principalement agraires, dont il s'est rapproché dès sa jeunesse, et qui sont aujourd'hui son plus ferme soutien dans son ascension vers le pouvoir.

Nous ne tenterons pas ici de faire un tableau complet de la situation politique en Espagne, au milieu de laquelle évolue M. Gil Robles, ni de revenir sur les tristes événements qui ont marqué l'année 1934. Il entre seulement dans notre plan de préciser la position actuelle des partis, telle qu'elle ressort des dernières élections de novembre 1933 qui avaient fait entrer aux Cortès une majorité composée d'éléments modérés, dont le plus influent était représenté par l'Action populaire catholique, avec son chef, M. Gil Robles.

Le ministère, expression de cette majorité, fut celui du leader républicain, M. Alexandre Lerroux, dans lequel le nouveau parti reçut cinq portefeuilles. M. Gil Ròbles s'était tenu en marge de cette équipe ministérielle, dont l'existence pouvait être éphémère, étant donné les difficultés d'entente sur un programme commun, mais plus encore sur les mesures de répression qui s'imposaient à la suite des mouvements insurrectionnels. Tout en se réservant de prendre le pouvoir

à son heure, il s'était assigné provisoirement la tâche de soutenir, comme chef de la majorité, le ministère du président Lerroux, en s'efforçant de réaliser un gouvernement républicain, sous le signe de l'Union nationale et suivant une forme inconnue jusqu'ici dans l'Espagne républicaine.

A la suite d'incidents d'ordre intérieur, une crise ministérielle s'est ouverte en avril dernier et s'est prolongée, tant il était difficile de sortir de l'équivoque créée par la confusion des partis. L'heure était donc venue pour M. Gil Robles, non pas de soutenir un ministère, quitte à le laisser tomber au premier tournant difficile, mais de prendre lui-même la responsabilité du pouvoir. Devant l'impuissance de M. Alexandre Lerroux à constituer un gouvernement avec des éléments authentiquement républicains, à l'exclusion des groupes formant la majorité aux Cortès, c'est-à-dire le parti de l'Action populaire catholique et son voisin le parti agraire, c'est à la collaboration directe de M. Gil Robles que le nouveau gouvernement vient de faire appel, dans une pensée de trêve et d'union et pour le salut du pays.

La majorité dont dispose le président Lerroux, avec les éléments de son groupe républicain, est de 228 membres sur 450 formant la Chambre actuelle. Il a obtenu un vote de confiance par 189 voix contre 22. Son programme se résume en cette déclaration lapidaire : « Le présent Cabinet n'est pas un gouvernement de partis. Nous oublierons tout ce qui peut diviser. Nous fortifierons l'autorité gouvernementale et consoliderons la République. Nous désirons le retour immédiat à une situation normale, dans l'ordre légal, social et économique. »

LA CARRIÈRE DE M. GIL ROBLES

José-Maria Gil Robles est âgé d'à peine trente-sept ans. Il est né le 27 novembre 1898 à Salamanque, où son père, professeur à l'Université, puis député aux Cortès, jouissait d'une légitime notoriété, comme jurisconsulte et fervent disciple du christianisme social. L'enfance du jeune José-Maria n'a été entourée d'aucun prodige ; il fut tout simplement placé chez les Salésiens de Don Bosco qui, en Espagne comme en Italie, s'adonnent plus spécialement à l'éducation de la jeunesse

pauvre. Ici se révèle la première empreinte portée sur ce caractère d'enfant, dans ce milieu égalitaire. Son père, en le confiant aux Salésiens, lui avait adressé cette austère remontrance : « José-Maria, tu entres dans la Maison des Pauvres ; n'oublie jamais que tu devras aux pauvres la place que tu leur voles aujourd'hui. » C'est une dette que Gil Robles a déjà largement acquittée dans sa carrière politique (1).

Élève modèle, il ne connut dans ses classes que des succès ; bon camarade, il ne se fit que des amis. Tel il apparaît au collège ; tel il sera à l'Université où il entre ensuite pour faire ses études de Droit, restant ainsi dans la ligne paternelle, jusqu'au moment où, sous la poussée d'une flamme intérieure, il dégage sa personnalité de chef, à la tête d'un mouvement social de jeunesse.

Après avoir subi avec succès à Madrid ses examens de doctorat, il obtient au concours une chaire de professeur de droit politique à l'Université de La Laguna. A vrai dire, Gil Robles ne s'attarda pas dans cette fonction, et nous le retrouvons, dès 1923, saisi par la fièvre de l'action sociale et religieuse.

Le journalisme fut sa voie d'accès à la politique. Rédacteur, puis vice-directeur du journal *El Debate*, c'est dans ce milieu qu'il cherche son point d'appui pour s'initier à la vie publique, avant de prendre sa place, hors de la mêlée des partis, pour la défense des principes catholiques de gouvernement.

Sa première manifestation oratoire, dans une assemblée du parti social populaire, établit nettement le fondement sur lequel il entend instaurer un nouveau régime en Espagne : « Tous ceux, dit-il, qui désirent la régénération du pays par les forces chrétiennes, peuvent entrer chez nous sans avoir à renier leurs opinions politiques personnelles, pourvu qu'ils acceptent le programme des saines et légitimes revendications sociales, dans le monde du travail et dans l'organisation de la propriété. Tout cela fondé sur la plus pure orthodoxie catholique, car il serait inutile de tenter une restauration économique et politique, si l'on ne commençait par une régénération chrétienne de la société. »

Pour concevoir un pareil programme et le faire pénétrer

(1) Pour la biographie de Gil Robles, nous avons utilisé le livre que lui a consacré Juan Arrabal : *Su vida, su actuacion, sui ideas*, et dont des extraits ont paru dans une brochure de A. Boissel, *Un chef*, chez Bloud et Gay.

dans les foules, il faut considérer que son exposé se traduisait en paroles d'une chaude éloquence qui, passant par le cœur, atteignait jusqu'à l'âme. On ne concevrait pas le succès de M. Gil Robles, son emprise sur les masses, si l'on ne faisait pas intervenir sa puissance de séduction par ce don oratoire et ce fluide magnétique qui asservit l'auditoire à son verbe. L'Espagne reconnaît en lui un de ses meilleurs orateurs, faisant écho à la voix des grands parlementaires dont l'éloquence, au temps de la monarchie, exaltait le patriotisme espagnol.

Cette éloquence n'est pas creuse, car Gil Robles a employé dix ans de sa vie à étudier les problèmes sociaux et les questions agraires, qui sont actuellement à l'ordre du jour pour tous les gouvernements se succédant en Espagne.

Ajoutons que sa haute culture n'a pas été exclusivement formée en son pays. Il a exploré l'Amérique espagnole, les États-Unis, les pays de langue anglaise, sans compter l'Asie et l'Afrique. Quant à l'Europe, il l'a parcourue en tous sens, se créant des amitiés qui l'ont suivi dans sa vie parlementaire.

L'entrée en scène de M. Gil Robles s'est opérée, sous la contrainte des événements, en dehors de toute ambition personnelle : elle date de la révolution qui précipita la monarchie au profit d'une république, non préparée à recueillir ce lourd héritage. C'est à Salamanque, son pays d'origine, qu'il vint solliciter un mandat de député aux Cortès, au nom du Bloc agraire, rallié au nouveau régime républicain. Dans un de ses discours électoraux il déclarait : « Je dois vous avertir que nous ne faisons pas ici une manifestation royaliste. Nous acceptons la nouvelle organisation établie en Espagne, et nous voulons développer la vie nationale dans des voies de paix et de travail. Par-dessus les formes changeantes de gouvernement, il y a l'intérêt du pays. Laissons de côté ce qui pourrait nous diviser, appliquons-nous à rechercher ce qui peut nous unir. »

Après une campagne ardente contre les éléments hostiles républicains et socialistes du lieu, les élections tournèrent en faveur de la liste agraire, dont M. Gil Robles avait pris la tête. Victoire non sans péril, car pour lutter contre tous les éléments déchaînés contre lui, il avait dû tenir, en quelques jours, plus de soixante-dix meetings, distribuer des millions de tracts et même, après son élection, lutter encore pour éviter l'invalidation. Dès cette époque, en 1931, son nom passait déjà

la frontière : le journal *le Temps* le présentait au public français en ces termes : « C'est un professeur de Droit, jeune et jusqu'ici peu connu du grand public. Sa culture solide, son éloquence élégante et sans emphase, son énergie juvénile et ses manières franches et cordiales lui ont conquis, avec une prodigieuse rapidité, des partisans nombreux et convaincus. En peu de temps, il s'est assuré une place de premier rang, non seulement au Parlement, mais encore dans le champ de la politique espagnole. »

Son programme, qu'il développe aux Cortès, consiste essentiellement dans la revision de la Constitution de 1931 que s'est donnée hâtivement l'Espagne, au sortir de la Révolution, charte de réaction sectaire que les violences, commises en son nom, ont aussitôt discréditée devant la partie saine de l'opinion :

Séparation de l'Église et de l'État, rupture avec le Vatican, institution du divorce, laïcisation de l'enseignement et toutes mesures encore difficiles à faire entrer dans la mentalité des paysans, même en leur offrant en échange l'expropriation des grands propriétaires et la répartition de leurs terres, telles étaient les principales innovations de cette Constitution que Gil Robles a attaquée résolument, avec toute son éloquence, mais aussi avec de bons arguments, dès son entrée aux Cortès.

C'est sur cette plate-forme de la revision constitutionnelle qu'il a placé la politique de son parti, de ce Bloc agraire conduit à la victoire en 1933, et autour duquel se groupent aujourd'hui tous ceux qui voient dans l'Union nationale le moyen d'éviter les réactions de l'extrême-droite ou de l'extrême-gauche, aussi préjudiciables l'une que l'autre à la paix du pays.

SON PROGRAMME

De quoi demain sera-t-il fait ? M. Gil Robles continuera-t-il à jouer son rôle de principal soutien dans le ministère Lerroux, en maintenant l'union des partis dans une politique de trêve, ou bien cherchera-t-il, avant tout, à réaliser son programme propre, c'est-à-dire la revision de la Constitution ? Tout ce que l'on peut dire aujourd'hui, c'est qu'il joue le franc jeu, sans qu'aucune ambition personnelle le pousse à prendre la tête d'un mouvement en dehors des voies parlementaires.

M. Gil Robles est avant tout un organisateur, ainsi qu'en

témoigne son succès électoral qui a fait entrer d'un seul coup aux Cortès plus de cent de ses partisans. Président de l'Action populaire, il a consacré le meilleur de son temps à son développement, formant des comités, recrutant des adhérents, promenant son éloquence à travers toute l'Espagne, dans une infatigable propagande. Du point de vue parlementaire, l'Action populaire est englobée dans un plus vaste groupement qui est celui de la Confédération espagnole des Droits autonomes, dont la mission est de maintenir en état d'union tous les éléments de la majorité, et que préside également M. Gil Robles.

Sa tactique est de fonder son autorité sur la confiance que lui témoignent les masses agraires, c'est-à-dire le paysan qui fut, en un autre temps, une proie facile pour les fauteurs de désordre ; son plan est de faire entrer en scène ces forces paysannes de l'Espagne, pays plus agricole qu'industriel, et de les dresser comme élément de défense contre les tendances beaucoup plus dangereuses de la classe ouvrière qui, lorsqu'elle est aux prises avec le chômage, subit rapidement les excitations à la révolte venant de l'intérieur ou de l'extérieur.

Il faudrait ici, pour comprendre le milieu agraire dans lequel évolue M. Gil Robles, rappeler les traits distinctifs de ce paysan espagnol, attaché à sa glèbe, même si c'est une terre de misère, et sans communication fréquente avec les grandes villes ou les centres industriels. Son horizon ne dépasse guère celui de son village, de même que son intelligence ne s'élève pas d'un seul coup jusqu'à la conception de l'intérêt général, ce qui, en revanche, le prémunit contre le virus révolutionnaire propagé par une certaine presse ou par les organisations syndicalistes.

Assurément, tout évolue, même en Espagne, et nous ne donnerons pas, comme dernier modèle de ce paysan espagnol, un type d'illettré, indifférent à la vie intérieure de son pays et, en fait, restant sous l'influence du clergé. Bien des provinces sont en voie de transformation dans les mœurs, la culture, la mentalité de leurs populations. Le retour des émigrants espagnols, venus des Amériques où ils ne trouvent plus d'emplois, et qui reviennent dans leur milieu d'origine, amène forcément un esprit nouveau, lequel n'a rien à voir avec le conservatisme. M. Gil Robles a eu la grande habileté de pénétrer ces masses par la formation de multiples comités,

par sa propagande et surtout par sa personne, en parcourant les campagnes et en visitant les moindres bourgades, et c'est là une des causes principales de son immense popularité.

Des difficultés ne surgiront-elles pas lorsque, passant de la théorie politique à l'application, il faudra nourrir ce peuple avec des réalités, et non plus seulement avec des espérances ? Pour comprendre la gravité de la situation, ne perdons pas de vue que la réforme agraire est en tête du programme autour duquel se groupe son parti.

Le premier point d'interrogation que l'on peut se poser est de savoir quel est le sentiment de M. Gil Robles à l'égard du régime qu'il est appelé à servir. Sur son loyalisme républicain, avant et après son ascension au gouvernement, reportons-nous donc à ses propres déclarations. « Quand le moment sera venu, nous accepterons l'honneur et la responsabilité du pouvoir et nous gouvernerons dans la loyale acceptation du régime que le pays s'est donné... Jamais nous ne consentirons à utiliser contre le système politique actuel les ressources de l'autorité mise entre nos mains. Nous gouvernerons pour réaliser les réformes constitutionnelles sur lesquelles nous sommes d'accord, par les moyens légaux qu'a prévus la Constitution elle-même. »

Donc, si M. Gil Robles n'a jamais écarté l'idée de prendre part au gouvernement, — et son extraordinaire ascendant sur les Cortès lui en conférait depuis longtemps la possibilité, — le seul inconnu qui reste à dégager est de savoir jusqu'où ira son respect de la Constitution, dont la réforme est le premier article de son programme. Sur ce point essentiel, nous avons recueilli, dans ses déclarations, le principe fondamental de sa doctrine politique.

Sans jamais dévier de sa ligne, M. Gil Robles a livré toute sa pensée, en dehors de ses discours aux Cortès, dans un meeting aux Arènes devant trente mille auditeurs, dans les réunions de l'Action populaire, comme aussi par la voie du principal organe de sa majorité, le journal *El Debate*. Catholique d'abord, voici, d'après ses propres paroles, la pierre angulaire de ce nouvel édifice qu'il conçoit en application de sa conception religieuse d'un État très chrétien : « Comme catholiques, nous demandons d'abord la reconnaissance de la personnalité

de l'Église. Aussi exigeons-nous du Gouvernement, comme l'accomplissement d'un devoir national nécessaire, de travailler à la conclusion rapide d'un Concordat. Que soit le plus vite possible corrigée une législation sectaire, en particulier celle qui concerne l'enseignement. Sur ce point, nous ne pouvons transiger, car c'est pour nous une question vitale. »

C'est l'affirmation très nette que l'Espagne doit rester un État catholique et reconnaître l'Église, dans son essence et dans sa fin, en lui assurant les libertés nécessaires pour remplir sa mission de conquérir les âmes. M. Gil Robles ne va pas au delà de cette affirmation, car, se souvenant que son pays est en République, il ne transpose pas dans la Constitution la conception théocratique de la primauté du spirituel sur le temporel. La reprise des relations avec le Saint-Siège et la suspension des lois sectaires sont les premiers objectifs de la politique religieuse que va poursuivre le gouvernement de M. Lerroux, s'il veut que lui soit continué, sans défaillance, les concours qu'il a trouvés jusqu'à présent à la droite de son parti.

L'Espagne étant, par tradition, un pays essentiellement catholique, dans son peuple et dans ses élites, le rétablissement de la paix religieuse paraît devoir s'accomplir sans grand effort. La solution de la question sociale est plus difficile, surtout si on l'envisage sous son aspect agraire ; elle peut être génératrice de troubles profonds dans un pays où la répartition de la propriété rurale fait ressortir de redoutables inégalités. Aussi est-il intéressant de faire connaître, sans détour, la pensée de M. Gil Robles qui montre en lui ce qu'est le chef de parti, avant d'être l'homme de gouvernement. Il a exprimé sa conception sociale dans un de ses discours par radio, au cours de la lutte électorale de 1931 :

« Je ne parle au nom d'aucune classe, je parle au nom d'une doctrine. Je m'adresse cordialement, en premier lieu, aux travailleurs et, en second lieu, aux classes conservatrices, ces classes qui possèdent peu ou beaucoup, mais qui ne pensent pas à ceux qui n'ont rien. Il faut que tout le monde sache que notre doctrine prend son origine dans la fraternité des hommes, dans l'identité de l'origine de toutes les classes, dans un même destin en ce monde, puisque les uns ont besoin des autres et que tous se complètent mutuellement.

« Nous combattrons les abus du marxisme, mais non les légitimes conquêtes des travailleurs. Nous combattrons les excès des socialistes qui ont détruit l'économie et augmenté le chômage et la misère, mais nous maintiendrons, et même compléterons la protection donnée aux classes ouvrières. Nous relèverons le travail honnête, nous établirons le salaire familial, la propriété familiale, les assurances, nous multiplierons les petits propriétaires. Nous ferons tout cela, parce que tout cela signifie justice et paix. Que les classes conservatrices ne croient pas que nous servirons leurs égoïsmes. »

De pareilles déclarations ne sont pas faites, assurément, pour rassurer les classes possédantes, peu préparées, au sortir de la monarchie, à subir la loi du socialisme, même chrétien. Aussi a-t-on vu, lors de l'Assemblée législative à laquelle fut soumise la loi agraire, un propriétaire faire la déclaration suivante : « Je ne vois pas grande différence entre le fait d'être exproprié de mes terres au nom de Karl Marx, ou de devoir les rendre forcément, au nom du Christ, par Gil Robles. »

Ainsi précisée, on se trouve en face d'une doctrine sur la propriété qui serait inquiétante, si son sentiment chrétien n'excluait pas toute crainte de le voir glisser vers le socialisme intégral. Assurément, il conçoit la propriété comme étant de droit naturel, mais il ne l'investit pas d'un droit absolu, puisque, en fait, il la démembre en posant des distinctions qui nous reportent aux temps évangéliques. Suivant cette doctrine, tout ce qui regarde l'administration, le développement, l'amélioration de la propriété doit être personnel et individuel, tandis que ce qui concerne la jouissance est conditionné par l'élément collectif. Au propriétaire on laisse tous ses droits pour la direction, la gestion, l'amélioration de sa propriété, mais il exerce une fonction sociale, en vertu de laquelle ses biens doivent servir à tous ceux qui, parce qu'ils sont besogneux, ont un droit fondamental à leur équitable répartition.

Cette limitation assignée à la propriété, doit sans doute s'entendre dans le sens que les grands propriétaires peuvent avoir l'obligation d'assurer, sous forme de jouissance, une partie du droit de propriété à ceux qui vivent et travaillent sur leur domaine. Mais comment se définiront les droits respectifs et comment se répartiront les charges ? Serons-nous en face d'une réforme agraire comme celle esquissée en

Pologne pour favoriser les petits propriétaires, l'État payant les frais d'expropriation ? Ou bien encore est-ce une opération de plus grande envergure, renouvelée des Gracques, qui voulurent mettre en valeur les latifundia des chevaliers et des patriciens pour en faire bénéficier la plèbe romaine ? Autant de questions délicates que devra résoudre M. Gil Robles, en s'efforçant de concilier non seulement des principes, mais aussi des intérêts qui mettront aux prises l'aile droite et l'aile gauche de son parti. Ce que l'on ne peut s'empêcher de reconnaître, ce sont les difficultés qu'il rencontrera pour appliquer une doctrine s'inspirant des plus purs sentiments chrétiens, mais qui exige chez les classes possédantes un état d'esprit analogue à celui que la France a connu la Nuit du 4 août.

Voici sur ce point une déclaration capitale de M. Gil Robles :

« Nous venons défendre cette conception de la propriété privée, dont les droits sont limités par les devoirs de justice, de charité et de solidarité chrétienne. Nous n'admettons pas que le travail ne soit qu'une marchandise : il est un élément coopérateur de la production et il faut que les classes sociales arrivent à s'entendre dans un désir commun de justice.

« Nous sommes un parti fondé sur les principes catholiques et nous devons traduire dans les faits les principes de justice que nous professons. Il importe peu que les riches soient un peu moins riches, si les pauvres sont un peu moins pauvres, mais il faut faire cesser le contraste navrant de l'opulence et de l'extrême misère. »

M. Gil Robles concède que ce n'est pas d'un seul coup que peut s'exécuter un pareil programme, et qu'il comporte une réalisation progressive. Nous ajouterons qu'il comporte aussi bien des réserves et des aménagements pour s'adapter à une civilisation fondée bien plus sur une conception stricte du droit de propriété que sur le principe du partage des terres.

Plus pratique et plus immédiate est la partie du programme agraire de M. Gil Robles, concernant la revalorisation des produits agricoles, et notamment du blé. D'après les chiffres sur lesquels il s'appuie, le coût de la vie aurait augmenté de 100 pour 100, quand celui du blé n'aurait progressé que de 30 pour 100. Là encore, on tombe facilement dans l'empirisme en faisant intervenir l'État pour des réglementations de production, de prix de vente ou des facilités de

crédit. Sur ce point, il sera bon que l'Espagne s'inspire de l'expérience française, afin de voir par quelle méthode nous nous tirerons des mêmes difficultés et ce qu'il en coûte à l'État Providence pour liquider le régime des prix imposés.

M. GIL ROBLES AU POUVOIR

De ce rapide exposé du rôle joué jusqu'à présent par M. Gil Robles dans la politique actuelle de l'Espagne, il ne faudrait pas conclure qu'il s'avance sur un terrain bien préparé et qu'il n'a plus qu'à cueillir les fruits de sa victoire, avec cinq membres de l'Action catholique populaire et deux du Parti agraire dans le cabinet Lerroux.

M. Gil Robles compte d'abord des adversaires dans le monde monarchiste qui le considère comme ayant trahi les principes conservateurs par son attachement à la République et ayant empêché peut-être que la Restauration puisse s'opérer à travers les difficultés d'instauration du régime républicain. Il est non moins certain que le sens socialiste chrétien qu'il a donné à son programme heurte les intérêts des grands propriétaires territoriaux de l'Espagne. Enfin, il ne doit pas s'attendre à l'amitié du parti catalan fondé par des hommes de droite qui ne veulent pas se laisser gouverner par Madrid.

Cependant, s'il a des adversaires dans les partis de droite ou de gauche, M. Gil Robles possède, par l'ascendant de sa personne et son talent d'organisateur, des alliés dans tous les camps. Il peut non seulement faire fond sur l'appui des masses paysannes, mais encore sur des concours dans le clergé et la bourgeoisie, pour former avec cet ensemble un grand parti national.

Des hommes de cette valeur ne se trouvent pas tous les jours dans un pays comme l'Espagne, au sortir d'une période de trouble, peu propice à la formation des éléments de gouvernement. Il faut aussi compter avec les circonstances qui peuvent changer le tableau politique. L'union des forces marxistes, communistes, socialistes et républicaines d'extrême-gauche obligera sans doute les droites à s'unir, oubliant leurs divergences doctrinales, et ce sera vraisemblablement sous la direction de M. Gil Robles qui a toute l'autorité nécessaire pour jouer ce grand rôle.

Aujourd'hui, ce que l'on peut seulement affirmer, d'après

tout ce qu'a dit et fait ce grand chef de parti, c'est qu'il n'est pas au service d'une politique de réaction et qu'en vertu même de sa conception chrétienne du pouvoir, il est sincèrement et, par principe, un démocrate.

Voici, d'ailleurs, l'une des plus récentes déclarations par laquelle s'est affirmé son loyalisme républicain :

« Notre attachement au pouvoir veut dire au régime que le peuple a établi, que l'expérience des faits a consacré, régime de la République que nous servirons et défendrons pour réaliser par lui le salut de notre pays. »

Mieux encore, son caractère et son programme se définissent par cette profession de foi : « Au-dessus de tout, l'Espagne, et au-dessus de l'Espagne, Dieu ! »

Ici, pour nous, s'arrête l'histoire de M. Gil Robles, car nous ne nous sommes assigné d'autre tâche que de faire connaître ses antécédents, sa carrière, sa forte personnalité, sans nous croire autorisé à émettre sur son programme politique, dans le présent ou dans l'avenir, des jugements qui ne relèvent que de l'opinion espagnole.

Vu de France, on peut cependant conclure que si l'Espagne n'a pas besoin d'un dictateur, elle peut, à l'instar du Portugal, s'accommoder d'un régime d'autorité pour fondre tous les éléments des partis anciens et nouveaux, monarchistes et républicains dans une vaste Union nationale, afin d'élever l'intérêt supérieur du pays au-dessus de la mêlée des partis. Aussi, dans ce plan, l'alliance de M. Alexandre Lerroux et de M. Gil Robles, quelque peu comparable à celle de l'eau et du feu, paraît-elle comporter, de part et d'autre, toute la loyauté, toute la bonne volonté et tout le pouvoir nécessaires pour faire entrer le pays dans une ère de paix intérieure, préface obligatoire du redressement politique et économique de l'Espagne républicaine.

MAURICE LEWANDOWSKI.

LA FORTUNE DU CARDINAL DE RICHELIEU

Les grands ministres du XVIIe siècle ont laissé de considérables fortunes. C'est l'impression courante aujourd'hui qu'il ne faut pas trop rechercher l'origine de ces richesses, de peur de découvrir des faits peu d'accord avec les sentiments de délicatesse ou même d'honnêteté moyenne qu'on voudrait trouver chez ces illustres personnages. En ce qui concerne Mazarin, la question ne fait pas doute. Mazarin a puisé dans le trésor royal avec le plus tranquille cynisme. D'après les témoignages de ceux qui ont été les mieux placés, il aurait exigé des comptables royaux, durant son ministère, la remise de la main à la main de sommes montant, au total, à près d'une cinquantaine de millions, sans reçus, sans pièces justificatives qu'il refusait sous prétexte qu'on était en temps de troubles, qu'aucune comptabilité régulière n'était possible, que le Roi mettrait chacun à l'abri par un quitus final. Louis XIV n'a pas donné le quitus, et Fouquet, qui, d'ailleurs, avait allègrement appliqué la morale de la fable du « Chien qui porte à son cou le dîner de son maître », en a vu les suites à ses dépens. Mais Mazarin avait rendu de si grands services à l'État, il avait liquidé la guerre de Trente ans et la politique de Richelieu avec une telle intelligence, une si heureuse habileté, que Louis XIV, par gratitude, a mieux aimé se taire et paraître ignorer les pillages d'un ministre que d'ailleurs il aimait, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir ici la question de l'hypothétique mariage de sa mère Anne d'Autriche avec le cardinal, union à propos de laquelle saint Vincent de Paul,

qui a été, — on le sait, — confesseur de la Reine, interrogé par son secrétaire M. Robineau, répondait avec indignation : « C'est faux comme le diable ! » ainsi que nous le rapporte ce secrétaire dans un récit écrit de sa main.

Si la question ne se pose pas pour Mazarin, elle peut se poser pour le cardinal de Richelieu. Nous voudrions exposer, dans les pages qui suivent, ce que les documents nous apprennent de la fortune du grand ministre de Louis XIII et des conditions dans lesquelles elle se trouve avoir été acquise.

LE PATRIMOINE FAMILIAL

On peut se demander d'abord quels étaient les sentiments de Richelieu sur l'argent.

Tallemant des Réaux affirme que le cardinal était avare. Il ajoute : « Ce n'est pas qu'il ne fît bien de la dépense, mais il aimait le bien. » Quelqu'un qui a beaucoup fréquenté Richelieu, Bautru, assure, au contraire, que le cardinal était « désintéressé ». Pour Malherbe, Richelieu ne songeait « qu'à la gloire », et un collaborateur du cardinal a écrit : « On le fait avare et prodigue tout ensemble et il n'est ni l'un ni l'autre. » Les jugements des contemporains ne donnent donc pas une impression très décisive.

En réalité, il paraît bien que Richelieu, absorbé, durant toute sa vie, par les affaires politiques et leurs complications, ne pensait pas à l'argent. Dans son discours aux États généraux de 1614, il déclarait qu'un ecclésiastique qui garde le célibat et « dont rien ne survit après lui que son âme », n'a que faire de songer à thésauriser. « En servant son roi et sa patrie », continuait-il, il ne doit penser qu'à « s'acquérir pour jamais, là-haut, au ciel, une glorieuse et parfaite récompense. » Le 30 septembre 1630, on le voit écrire à son ami Schomberg : « L'argent n'est rien, pourvu que nous fassions nos affaires », et souvent il estimera « nécessaire de fermer les yeux à la dépense ».

Pratiquement, on constate que Richelieu semble n'avoir jamais rien entendu aux finances pas plus aux siennes propres qu'à celles de l'État. Il ne s'en occupait pas. Il allait toujours, laissant à son personnel le soin d'arranger ses comptes.

L'eût-il voulu, d'ailleurs, qu'il eût été en peine de prendre

un autre parti, dans l'ignorance où il était de ses recettes et de ses dépenses et au milieu des embarras extrêmes où, par suite des événements politiques, se trouvait toujours son budget. Un des siens écrivait : « Il est difficile de savoir ce qu'a le cardinal : ses affaires sont trop embrouillées. »

De sa famille il avait relativement peu reçu. Les Richelieu, digne et modeste lignée du Poitou, étaient sans opulence. La grand mère du cardinal, Françoise de Rochechouart, n'avait eu que 12000 livres de dot dont les deux tiers même n'avaient pas été payés; sa mère, Suzanne de la Porte, fille d'un avocat au Parlement de Paris, mariée à dix-huit ans, avait reçu, au moment de son mariage, 10000 livres de numéraire et des droits sur des terres de Picardie. M. Maximin Deloche, qui a retrouvé le contrat de mariage, nous dit que le jeune ménage commença dans la gêne, et en effet les *Mémoires* de M. de Chizay nous informent que cette dot ne servit qu'à payer des dettes.

Le mari, M. François de Richelieu, père du cardinal, avait toutes les raisons du monde de se trouver dans une situation des plus embarrassées. Grand prévôt de l'Hôtel à la cour, cette charge, nous informe le même M. de Chizay, l'avait entraîné à de grosses dépenses. Partisan d'Henri IV, et par conséquent hostile à la Ligue, il avait vu, assure Amelot de la Houssaye, ses biens pillés par les ligueurs. Il avait dû emprunter, engager ses terres, celles-ci peu considérables, situées en Poitou, dans la région du château de Richelieu : Mausson, Coussay, Chillou, La Vervolière. Puis il avait tenté des spéculations malheureuses. Bref, quand il mourut, un peu prématurément, à quarante-deux ans, il se trouvait couvert de dettes et laissait sa famille pour ainsi dire dans le dénuement. Sa veuve fut obligée de vendre le collier de l'ordre du Saint-Esprit de son mari, afin de payer les funérailles, et elle écrivait quelque temps après à quelqu'un qui lui réclamait avec menaces de l'argent dû : « Mes créanciers ont fait saisir tous les biens de mes enfants; je ferai ce qui sera en ma puissance afin que vous soyez payé à votre tour. »

Le règlement de cette succession fut une chose longue et pénible. On y vit le frère aîné du futur cardinal, Henri de Richelieu, intenter un procès à sa mère pour se faire payer 20000 livres lui revenant, disait-il, d'une grand tante, Fran-

çoise du Plessis. Le château de Richelieu en Poitou fut mis en vente. Il y a toute une aventure obscure d'un certain Pierre Adumeau, receveur des tailles à Châtellerault, homme d'affaires du père du cardinal, s'occupant de la succession avec son fils Michel, auxquels le futur ministre intente un procès criminel pour indélicatesse. Les Adumeau sont arrêtés, garrottés, emprisonnés : leur procès dure un an et demi, puis ils sont élargis. Alors ils mettent en cause le futur cardinal, le somment de payer les dettes de son père et de son frère Henri, qui vient d'être tué en duel, l'accusent d'avoir frauduleusement produit 60 000 livres de fausses créances de son père. Notre futur cardinal est longuement interrogé. Il riposte par une plainte en justice contre ses accusateurs pour mensonges calomnieux, « paroles insolentes, atroces, injurieuses, diffamatoires ». Un arrêt du Parlement du 6 septembre 1622 lui donnera finalement raison et condamnera ses adversaires.

Les choses avaient été au point que, d'après un dossier de la collection Dupuy, à la Bibliothèque nationale, sur ces débats, Richelieu aurait dû, à un moment donné, renoncer à la succession de ses parents, « attendu qu'elle était plus onéreuse que profitable ». La mort de son frère Henri, dont il devait hériter, simplifiera les choses. Péniblement, à la longue, tout se tassera. Le premier frère du futur cardinal, Henri, disparu, le second, Alphonse, entré chez les chartreux, les sœurs mariées, Richelieu parviendra à liquider le reste de la succession de ses parents dans des conditions, semble-t-il, moins défavorables qu'on n'aurait pu le supposer, car il a écrit, en 1629, une note passée depuis dans la compilation faite avec ses papiers après sa mort qu'on appelle ses *Mémoires*, où il dit qu'à la suite des décès de son père, de sa mère, de son frère, finalement, tout réglé, il lui serait resté, « en fonds de terres par le malheur de ma maison, 25 000 livres de rentes ». Tel a été son patrimoine.

Il faudrait, peut-être, ajouter, pour ainsi dire, à ce patrimoine l'évêché de Luçon. Le siège avait appartenu à un oncle et, celui-ci mort, le Roi avait consenti à réserver la place pour un des neveux du défunt ; le bénéfice ne quitterait pas la famille. C'est ainsi que Richelieu était devenu évêque de Luçon en 1607. Le siège rapportait 16 000 livres de revenus. En plus de cet évêché, la famille avait encore le prieuré de Coussay

qui donnait, au XVIIe siècle, 2 150 livres. Dans la note dont nous venons de parler, Richelieu déclare que, lorsqu'il est « venu au service » de Marie de Médicis, il avait, en plus des 25 000 livres de rentes en fonds de terre hérités de sa famille, comme nous venons de l'indiquer, autant en bénéfices ecclésiastiques, soit aussi 25 000 livres : en tout 50 000 livres de rentes. Il termine la note dont il est question en déclarant que « tout ce qu'il avait eu de plus, depuis, qui n'était pas peu, il le tenait des libéralités et des grâces de Leurs Majestés le Roi et la Reine sa mère, desquelles, affirme-t-il, devant Dieu, je suis extraordinairement content, comme j'ai tout sujet de l'être ». Dans son testament il répétera : « La plus grande part de mon bien est venue des gratifications que j'ai reçues de Leurs Majestés en les servant fidèlement », il ajoutera : « et de mon épargne ». Quelles sont donc les libéralités du Roi et de la Reine mère qui vont ici augmenter sa fortune ?

LES LIBÉRALITÉS DE MARIE DE MÉDICIS

Richelieu a toujours reconnu qu'au début de sa carrière, la reine Marie de Médicis, pleine de bonté à son égard, lui a beaucoup donné, spontanément, d'elle-même : il insiste sur ce dernier point. Il a fait écrire plus tard, au temps de ses brouilles avec elle : « La Reine ne dira pas qu'il l'ait jamais importunée par ses demandes. Ses libéralités sont d'autant estimables qu'elle les a faites de son propre mouvement... La passion qu'elle a eue de l'agrandir a surpassé toutes les pensées qu'il pouvait avoir lui-même. Lorsqu'il voulait mettre des bornes à ses libéralités par sa retenue, elle mettait en avant que ce qui estoit beaucoup pour lui estoit peu pour elle. » On voit ce qui s'est passé : la princesse, vivement attirée par ce jeune prélat, si intelligent, si fin, si respectueux pour elle et dévoué, a désiré faire sa fortune, lui a témoigné sa faveur par des bienfaits que Richelieu n'a pu qu'accepter, tout en résistant néanmoins par esprit de mesure et de discrétion. Un de ses collaborateurs, Achille de Harlay, écrira plus tard en 1632 : « Tant s'en faut que le cardinal ait jamais rien extorqué à la Reine, qu'elle a plusieurs fois dit au Roi, qui s'en souvient fort bien, que, quand elle lui voulait donner quelque chose, elle avait une très grande peine à le lui faire recevoir et qu'il fallait

qu'elle usât pour cela d'un commandement absolu. » Si Richelieu, un peu embarrassé, résistait ainsi à recevoir les bienfaits répétés que voulait lui prodiguer Marie de Médicis, c'est qu'il voyait bien, entre autres, que la Reine, — le désordre même, — gaspillant et dépensant sans compter, ceux qui auraient profité de ces dilapidations pourraient être, tôt ou tard, accusés de les avoir provoquées, afin de s'enrichir. Marie de Médicis avouait une fois légèrement « qu'elle avait signé pour 1 300 000 livres de comptants en une année ou deux, dont elle n'avait pas un *teston* ». Dans des cas de ce genre, prise de court, n'ayant plus rien, elle demandait au Roi des suppléments de douaire : 150 000, 190 000 livres, et le Roi inquiet s'irritait, autre raison qui faisait tenir Richelieu sur ses gardes. Quand il sera ministre, Richelieu, plein de gratitude tout de même pour sa bienfaitrice, s'emploiera à faciliter auprès de Louis XIII un accueil bienveillant à ses demandes d'argent. Il expliquera à l'ambassadeur italien Contarini, le 12 décembre 1630, qu'il a obtenu du Roi pour la princesse des paiements de dettes criardes montant jusqu'à quatre millions de livres et qu'il s'est arrangé pour que la Reine ne sût pas de qui venait ce règlement favorable , par ailleurs, qu'il a décidé Louis XIII à augmenter le revenu annuel de la Reine sa mère d'un million de livres.

Mais, comme le cardinal s'y attendait, la meute de ses ennemis, ignorant ces détails, n'hésitera pas, plus tard, dans ses pamphlets, à déclarer que si Marie de Médicis s'est ruinée, c'est parce que Richelieu l'a pillée et volée. Intendant de la maison de la Reine, maître de ses finances, écrira Mathieu de Mourgues, il s'est enrichi comme il a voulu. Il s'est fait donner par elle, continuera-t-il, 900 000 écus d'argent comptant, soit 2 700 000 livres, une chapelle de 100 000 pistoles. Il a vendu à son profit des charges de la maison de la princesse, a pris pour lui tous les grands bénéfices, abbayes et autres dont Marie de Médicis avait la nomination, a trouvé le moyen de griveler au moment des guerres civiles du temps de Luynes plus de 300 000 livres ; bref, a soutiré à la Reine la valeur de plusieurs millions d'or : M. de Chizay dit, dans ses *Mémoires*, trois millions, sans compter une chapelle d'un million, et lui aussi ajoute : tous les bénéfices à la nomination de la Reine qui ont vaqué.

Sur ce dernier point, au moins, nous pouvons tout de suite

contrôler ces imputations. Marie de Médicis disposait de la nomination à 115 bénéfices en différentes régions ; en Basse-Normandie (les abbayes de Blanchelande, de Montebourg, Saint-Sauveur-le-Vicomte, Lessay) ; en Bretagne, 33 monastères ; le reste dans la Marche, le Bourbonnais, l'Auvergne, le Forez. Or de ces 115 bénéfices, une quarantaine se sont trouvés vacants au temps de la faveur de Richelieu et sur ces quarante, la Reine n'en a donné exactement qu'un au cardinal : l'abbaye de Redon, en 1622. « L'abbaye de Redon en Bretagne est la seule que le cardinal ait de la nomination de la Reine », a fait écrire Richelieu. Redon était affermé 8000 livres. Pour les autres accusations, Richelieu a dicté une note où il explique que la Reine ne disposait que de 900000 livres de revenus par an, qu'elle dépensait beaucoup plus, que lorsqu'il s'est occupé de ses affaires, il l'a trouvée « engagée de tous côtés », devant partout, et que, dans ces conditions, il lui eût été bien difficile de pouvoir prélever sur les revenus de Marie de Médicis les millions que l'on prétend.

Pour nous en tenir à des faits plus certains, disons que Marie de Médicis a obtenu de Louis XIII en faveur de Richelieu en 1623 une pension annuelle de 10000 livres; que cette même année, elle lui a fait don, « en considération des bons et agréables services » qu'il lui rendait, de 36000 livres, afin de l'aider à payer le comté de Limours que le cardinal achetait. Elle lui donnera encore le Petit Luxembourg pour qu'il puisse loger près d'elle. Après la prise de La Rochelle, de joie, elle lui fera cadeau de 60000 écus, 180000 livres, et « de la chasse de Bois-le-Vicomte ». Puis la disgrâce viendra et arrêtera toutes les faveurs. Il n'y a pas de témoignages plus positifs de ce que Richelieu aurait pu recevoir de Marie de Médicis.

LES DONS DE LOUIS XIII

En fait, tout ce que le cardinal a eu de considérable pour sa fortune, il le tient de Louis XIII qui l'a comblé, par admiration pour ses talents et gratitude pour ses services. Richelieu a écrit : « Le Roi, par sa bonté, m'a fait plus de bien que je ne vaux. »

C'était en effet une noble tradition royale, et, comme l'a écrit encore Richelieu, « l'ordinaire, la grandeur, le bien

même des grands princes, que ceux qui ont les premières charges de leurs États et la plus grande part en leur confiance, fassent une honnête fortune et laissent après eux des marques de la magnificence de leurs maîtres et de la reconnaissance de leurs services. » Quoique de tendance à être économe et très regardant, Louis XIII n'a pas voulu manquer à cette tradition ; il a multiplié les donations à son ministre.

Déjà, lors de son premier ministère, en 1616, Richelieu avait été gratifié d'une pension annuelle de 6000 livres. Nous verrons plus loin quels étaient les gages et appointements qu'il avait à recevoir normalement chaque année pour ses fonctions. Les documents vont nous énumérer les gratifications qu'à mesure Louis XIII a entendu lui attribuer. Il n'y avait pas seulement chez le souverain la préoccupation de récompenser les services éminents que lui rendait son ministre, il y avait aussi celle d'aider le cardinal à tenir dignement son rang. Il s'apercevait bien que Richelieu dépensait sans y regarder, qu'il avait des goûts fastueux, que, par surcroît, au milieu des difficultés nombreuses de l'État et des misères habituelles des finances du royaume, — nous le verrons, — le cardinal n'hésitait pas à avancer de ses propres deniers et à emprunter en son nom, afin de faire face aux dépenses publiques. Toutes ces considérations sollicitaient le Roi à donner à son fidèle serviteur. Il l'a fait largement et royalement.

Le 16 janvier 1626, moins de deux ans après l'entrée de Richelieu aux affaires, il lui fait don d'une pension annuelle de 60000 livres. L'année suivante, l'amirauté étant supprimée et remplacée par la surintendance de la navigation à la tête de laquelle est mis Richelieu, celui-ci refuse de recevoir les gages et appointements, lesquels étaient assez appréciables, 40000 livres, sous prétexte qu'il a conseillé lui-même la mesure pour des raisons d'économie, entre autres, et qu'il ne doit pas avoir l'air de se déjuger. En vain, le 10 avril, le Roi cherche au moins à lui attribuer « les deniers provenant et qui proviendront des droits à lui appartenant pour le fait de l'amirauté », Richelieu refuse. Louis XIII s'arrange alors pour lui donner, de façon détournée et par détails, quelques-uns de ces droits, d'ailleurs de produits notables : ainsi, le 23 juin 1627, les droits de naufrage; le 27 décembre 1628, les droits

d'ancrage dans tous les ports du royaume : le 18 mai 1629, le droit de confiscation des marchandises de contrebande trouvées sur les vaisseaux. On sait qu'en temps de crise, comme le siège de La Rochelle, les campagnes d'Italie ou de Languedoc, Richelieu, afin de soutenir la guerre, a dû emprunter en son nom des sommes élevées, donnant ses joyaux et ceux de ses amis en nantissement. Le 11 juillet 1629, Louis XIII, pour le rembourser de ces avances, lui attribue une somme de 96 000 livres, « mettant, dit-il, en considération les grandes et excessives dépenses que le cardinal de Richelieu a été contraint de supporter et désirant le reconnaître ». Cinq mois après, le 6 décembre 1629, il ajoutera par brevet une nouvelle pension de 18 000 livres.

Autre forme des libéralités du Roi : l'attribution de gouvernements qui comportent gages et gratifications. En octobre 1626, le cardinal reçoit ainsi de son souverain le gouvernement d'Honfleur, puis celui du Havre dont il faut, il est vrai, dédommager le précédent détenteur, M. de Villars, en lui versant 100000 écus : mais Louis XIII rembourse cette somme à Richelieu par un comptant. Le 12 décembre 1630, le cardinal reçoit encore le gouvernement du pays d'Aunis et de La Rochelle, celui de l'Ile de Ré. Louis XIII voudra même lui donner le gouvernement de la Bretagne, mais ici Richelieu refusera. Il aura encore Brouage et ses marais salants, « une des plus importantes et solides richesses du royaume ».

On voit, en outre, par les plumitifs de la Chambre des comptes, cent autres faveurs diverses que le Roi octroie à son ministre : le 30 avril 1624, les droits seigneuriaux de la terre de Vau au pays du Maine ; le 23 septembre 1626, ceux de la baronnie de La Faye; le 21 août 1628, ceux de la baronnie de Mirebeau ; le 22 octobre 1633, la terre de Maury, relevant de Dampmartin, puis la ferme des poids de Normandie rapportant 50000 livres par an, le produit du domaine de Pontoise, etc.

Mais une des parts les plus considérables des dons, ceux-là très fructueux, faits par Louis XIII à Richelieu, ce sont des abbayes, c'est-à-dire que le Roi a donné au cardinal des abbayes dont il avait la nomination de l'abbé commendataire, procurant par ce moyen à son ministre les revenus de l'abbé que celui-ci touchait sans en remplir les fonctions.

M. G. Fagniez a écrit que ses abbayes rapportaient à

Richelieu 1 500 000 livres par an : c'est inexact. Un contemporain, Dupleix, dit 400 000 livres. L'ennemi le plus acharné du cardinal, Mathieu de Mourgues, a écrit qu'en 1623, Richelieu avait 60 000 livres de ses monastères, en 1626, 72 000; qu'en 1631, il possédait vingt grandes abbayes dont il se déchargeait, d'ailleurs, des décimes que doivent les ecclésiastiques au Roi, en en laissant le poids « sur les pauvres prêtres ». En réalité, nous allons être exactement renseignés par un document qui a pour titre : « État des bénéfices dont était pourvu Mgr l'éminentissime cardinal duc de Richelieu », dressé en 1643 au moment de la liquidation de la succession du cardinal et qui est conservé aux Archives du ministère des Affaires étrangères.

Au moment de sa mort, en 1642, Richelieu possédait exactement vingt-six bénéfices dont dix-sept lui donnaient chacun un revenu supérieur à 5 000 livres. L'ensemble lui rapportait 342 510 livres, charges non déduites et, charges déduites, 274 633 livres. Notons, par comparaison, que, d'après une lettre de Colbert à Mazarin, celui-ci aurait eu vingt-trois abbayes dont il retirait de 5 à 600 000 livres de rentes.

Les plus importantes des abbayes de Richelieu étaient : Citeaux, qui lui donnait 38 000 livres par an, Cluny, 33 500 livres, Saint-Martin des Champs à Paris, 33 000 livres, Chezal Benoit, 30 000 livres, Saint-Lucien de Beauvais, 25 000 livres, Signy, 20 000 livres, La Chaise-Dieu, 15 000 livres, Marmoutier 13 000 livres, Saint-Maixent, 12 000 livres, etc. Contrairement à l'affirmation de Mourgues prétendant que Richelieu faisait payer les décimes par les « pauvres prêtres », on voit que des décimes sont compris dans les charges de l'abbé, à telles enseignes que Louis XIII ajoutera à ses dons à Richelieu une pension annuelle de 20 000 livres qu'on appellera « pension des décimes », afin d'aider son ministre à payer ces droits.

D'ailleurs il y avait d'autres charges que ces décimes qui incombaient à l'abbé commendataire sur son revenu, dit mense abbatiale et le réduisaient : par exemple, la déduction nécessaire que devait supporter le bénéfice, s'il était affermé; puis les diminutions que provoquaient fatalement des événements graves comme des faits de guerre, fréquents en ce temps; et souvent aussi des pensions à payer à diverses personnes sur telle ou telle abbaye. Ainsi la mense abbatiale de La Chaise-Dieu, affermée 15 000 livres, avait à payer au comte

d'Alais une pension de 8 000 livres; celle de Saint-Arnoul de Metz, qui aurait valu normalement 28 000 livres, n'en rapportait que 8 000 par suite des ravages des guerres et elle avait de plus à payer 2 000 livres de pension à M. de La Rochefoucauld. L'abbaye de Cîteaux affermée 38 000 livres avait à supporter 6 000 livres de charges analogues, etc.

Il n'y a pas lieu d'indiquer les circonstances diverses dans lesquelles Richelieu a eu chacun de ces bénéfices. Le pape devait envoyer des bulles et lettres apostoliques. Les cardinaux romains félicitaient le ministre de Louis XIII. Richelieu s'occupait naturellement très peu de ses monastères : il avait d'autres soucis! Il en faisait prendre possession par un procureur. Telle de ses abbayes comme celle de Saint-Riquier ne l'a jamais vu. Lorsque des réparations aux bâtiments étaient nécessaires, une part lui en incombait. Les moines bénédictins de Saint-Riquier attaqueront plus tard ses héritiers parce que le cardinal n'ayant pas répondu à leurs réclamations relativement à des réparations urgentes à effectuer aux bâtiments conventuels, ceux-ci sont tombés en ruines. En ce qui concerne Cluny, Richelieu ne reçut pour commencer, le 18 décembre 1627, que des bulles de coadjuteur; puis il devint abbé, et même eut le titre de « chef et général administrateur de l'abbaye », ainsi que des autres abbayes bénédictines. A propos de Cluny, nous noterons un incident qui confirme ce que nous avons dit ailleurs au sujet de la destruction des châteaux sous Louis XIII, œuvre, avons-nous expliqué, non de Richelieu préoccupé d'unifier le royaume, mais des populations qui réclamaient cette destruction par mesure d'économie et de prudence. En 1632, les États de Bourgogne, interprètes des sentiments de ces populations, demandent à Richelieu, en sa qualité d'abbé de Cluny, de démanteler le château-fort de Lourdon qui appartient à l'abbaye et conserve son trésor, et Richelieu consent, moyennant une indemnité de 60 000 livres, ce qui est fixé par un acte notarié.

GAGES ET APPOINTEMENTS DU CARDINAL

Nous avons expliqué ailleurs également que Richelieu n'a jamais été nommé « premier ministre » dans le sens où nous entendons aujourd'hui ce mot, c'est-à-dire avec prééminence

autorité sur les autres membres du gouvernement : il n'était en fait qu'un ministre comme les autres, donnant ses avis au Conseil du roi, à son rang. Les appointements qu'il reçoit vont justifier cette assertion. Le Conseil du roi comporte deux catégories de membres : des personnages importants, trois, quatre, cinq, donnant leurs opinions sur les affaires en cours, puis les quatre secrétaires d'État formant comme des ministres de second rang. Les premiers sont dits seuls, en principe, « ministres », officiellement. Ils reçoivent à ce titre 20000 livres par an, tandis que les quatre secrétaires d'État n'en reçoivent, eux, que 10000. Ces sommes de 20000 et de 10000 livres sont dites « appointements ». Puis, tous, ministres et secrétaires d'État, ont, en plus, chacun, une somme de 2000 livres dits « gages du conseil ». Sur les états de finances du temps conservés aux Archives du ministère des Affaires étrangères, nous lisons : « A M. le cardinal de Richelieu, pour ses appointements de ministre, 20000 livres, ses gages du conseil, 2000 livres; à M. de Bullion, ministre, surintendant des finances, ses appointements, 20000 livres, gages du conseil, 2000 livres; à M. de Chavigny, secrétaire d'État, appointements et gages du conseil, 12000 livres; à M. de La Vrillière, appointements de secrétaire d'État et gages du conseil, 12000 livres »... Ainsi Richelieu ne reçoit pas plus que les autres « ministres » de son rang dont il est l'égal.

Ces mêmes états de finances portent encore la mention des divers gages et pensions que le Roi a donnés au cardinal : d'abord les 22000 livres de ministre que nous venons de voir. Puis Richelieu a la pension de 18000 livres accordée par Louis XIII indiquée plus haut, les trois appointements, chacun de 6000 livres, de gouverneur du Havre, de Brouage et du pays d'Aunis, ce qui fait en tout, comme gages et appointements, 58000 livres. Nous avons dit que Richelieu ne recevait pas de traitement comme « grand maître, chef et surintendant général de la navigation et commerce de France », dont il avait le titre et la fonction : il l'avait refusé. Effectivement, les états de finances portent en regard de ce titre, à la place du montant des appointements, le mot « néant ». On voit même sur l'un d'eux cette mention : que le cardinal « a supplié le Roi d'avoir agréable qu'il ne soit rien employé en cet état pour le service qu'il rend ». Par cette note, le comptable

a voulu marquer l'esprit de désintéressement de Richelieu.

Ce n'est pas le seul témoignage que nous ayons de cet esprit de désintéressement : il y en a bien d'autres. Soucieux de n'être pas accusé d'avidité, ou de ne pas trop vouloir paraître rechercher âprement des profits nouveaux, Richelieu a systématiquement refusé du Roi des dons que le prince voulait lui faire ; par exemple, celui d'une pension de 20 000 écus, — son entourage l'a imprimé et le cardinal l'a écrit ; — le gouvernement de Blaye rendu libre par la mort du duc de Luxembourg ; deux abbayes importantes, vacantes en 1629 du fait de la disgrâce et de la mort du grand prieur de Vendôme. Louis XIII écrivait à sa mère le 14 février 1629 : « M. le cardinal n'a pas voulu accepter ces deux abbayes, quelque instance que je lui en aie pu faire, même jusque-là que cela a failli nous mettre en querelle ! » Richelieu donnait comme prétexte, ici, qu'il ne voulait pas profiter du malheur des Vendôme.

En 1629, à la suite d'allusions faites à ses sentiments soi-disant « intéressés », Richelieu, ému de cette accusation, a rédigé une note amère dans laquelle il nous révèle d'autres occasions qu'il a eues de refuser de notables avantages qui lui étaient offerts. Ainsi, en 1624, au moment de la poursuite des financiers, il n'a pas voulu accepter un pot de vin de 100 000 pistoles, 1 200 000 livres, qu'on désirait lui donner, suivant un usage du temps assez étrange, mais à demi toléré, afin de faciliter un arrangement pour ces financiers. Des caraques portugaises s'étant échouées sur la côte basque, on lui a proposé 200 000 livres pour laisser piller l'épave : il a refusé. Il conclut mélancoliquement : « Je puis dire avec vérité que depuis que j'ai été appelé aux affaires, je dépense quatre fois autant que je faisais auparavant sans avoir beaucoup augmenté mes revenus. Il n'y a personne dans le Conseil au-dessous de moi qui ne tire de Sa Majesté trois fois plus d'appointements que je ne fais. »

TERRES, DOMAINES ET RENTES

Si Richelieu veut laisser ainsi entendre qu'il n'a pas essayé d'augmenter sa fortune, soit en acceptant de nouvelles libéralités du Roi, soit en recevant certains profits d'une moralité à ses yeux douteuse ; si d'autre part, occupé à dépenser

sans compter il a risqué perpétuellement de se ruiner, et cependant a pu l'éviter, voire même a notablement accru ses biens, c'est qu'il avait auprès de lui, pour gérer ses affaires, des collaborateurs avisés et prudents.

C'étaient entre autres des ecclésiastiques, dont l'un assez considérable, Henri d'Escoubleau de Sourdis, archevêque de Bordeaux depuis 1628, dont Richelieu avait utilisé la collaboration diligente pendant le siège de La Rochelle. Sourdis paraît avoir été l'intendant supérieur de la fortune du cardinal. Il lui écrit pour tout ce qui concerne les dépenses d'ordre général : par exemple le 17 juillet 1633 : « Je vous envoie un état que j'ai fait par estimation de votre revenu de cette année pour l'ordinaire, avec un projet de la dépense. » C'est donc lui qui dresse le projet de budget. Il est regrettable que nous n'ayons pas conservé les états de chaque année, si tant est que Sourdis les ait établis pour toutes. La correspondance de l'archevêque de Bordeaux nous fait connaître les grandes difficultés de la comptabilité du cardinal. Nous lisons par exemple dans une lettre que l'archevêque de Bordeaux écrit le 16 août 1633 à Richelieu : « Vous avez entendu me bailler 60 000 livres de fonds pour les travaux du château de Richelieu cette année, mais il s'est trouvé que je n'en puis faire état que de 42 000, parce que vos pensions ne montent qu'à 58 000, et que là-dessus M. des Roches (autre intendant que nous allons voir) en a déjà baillé 16 000 qui sont employés en dépenses au compte de l'année 1632 », c'est-à-dire à payer des notes arriérées de l'année précédente. Les adversaires de Richelieu ont critiqué beaucoup l'emploi de si hauts personnages que Sourdis pour des fonctions en quelque sorte subalternes. « Des prélats, a écrit Mourgues à Richelieu dans un pamphlet, qui tiennent des premiers rangs dans l'Église, ont abaissé leur dignité et leur courage jusqu'à prendre des charges et qualité de grand vicaire et le contrôle de votre maison. »

En réalité, celui qui avait pratiquement le titre et la fonction « d'intendant de la maison » du cardinal, c'était ce M. Le Masle, prieur des Roches, dont nous venons de parler, chanoine du chapitre de Notre-Dame de Paris où il avait l'office de « chantre », attaché à Richelieu depuis fort longtemps, lui servant de secrétaire, employé par lui à toute sorte d'affaires.

M. Le Masle était secondé de M. de Loynes, de M. Desmarets, qualifié aussi « d'intendant des affaires de M. le cardinal de Richelieu », de M. de Villeneuve qui tenait « le coffre-fort de Son Éminence », puis de comptables, MM. Fourneux, Dumont, etc. C'est tout ce monde qui gérait les biens du cardinal et qui, grâce a son habileté, a pu constituer « l'épargne » dont parle Richelieu dans son testament.

Parmi ces biens il était un lot important, celui des terres, domaines et seigneuries. Ces terres se trouvaient de tous les côtés. Il y en avait autour du château familial de Richelieu où on comptait une vingtaine de fiefs dont Scipion Dupleix a donné la liste. Il y en avait en Normandie, en Anjou, dans le Maine. Toute sorte d'occasions avaient valu ces possessions terriennes au ministre. Par exemple, en 1626, au moment de son mariage, Gaston d'Orléans, frère du Roi, lui avait donné « en présent de noce et pour sa livrée », la terre de Champvant en Poitou qui arrondissait le domaine du château de Richelieu. En 1633, la cardinal a acheté le domaine de Chinon. Des opérations fructueuses opérées par ses intendants lui ont fait acquérir des terres de toutes parts, en Saintonge, aux environs du Mans, d'Angers, ailleurs.

Il résulte des tableaux dressés au moment de la succession du cardinal que le domaine même de Richelieu en Poitou, lui rapportait annuellement 41 058 livres, celui du duché de Fronsac, 28 500 livres, les terres de Saintonge, 46 900 livres, celles du Maine, 27 500 livres, etc. Au total, pour toutes ces possessions, Richelieu avait un revenu global de 175 858 livres.

Ses intendants se sont préoccupés, dans les années sans guerre où ils pouvaient heureusement mettre des fonds de côté, d'augmenter encore les recettes de leur maître par des sortes de prêts hypothécaires consentis sur des maisons à Paris, Saint-Germain, Fontainebleau ou ailleurs. Les mêmes comptes de succession dont nous venons de parler mentionnent, pour les rentes constituées de la sorte : sur des maisons de Paris, charges déduites, un revenu annuel de 92 000 livres et sur les maisons de Saint-Germain et de Fontainebleau, 32 000 livres ; ensemble avec d'autres, 144 000 livres.

Ces mêmes intendants se sont arrangés, d'autre part, pour que les donations du Roi fussent réalisées dans des conditions telles que, par exemple, le paiement des arrérages, des pen-

sions en fût assuré avec certitude. Nous avons vu que le 16 janvier 1626, le Roi a donné à Richelieu une pension annuelle de 60 000 livres par un brevet dont l'original en parchemin est conservé aux Archives du ministère des Affaires étrangères. Pour le paiement de cette pension, il ne fallait pas trop compter sur les trésoriers de l'Épargne, car, en raison des difficultés perpétuelles des finances de l'État, il arrivait souvent que les pensionnés payés par cette voie attendissent indéfiniment leur argent. Les intendants de Richelieu ont obtenu de Louis XIII que le paiement de cette pension fût imputé sur les cinq grosses fermes. On les voit passer devant notaire un contrat, qu'a signalé M. Émile Magne, en date du 1er avril 1636, aux termes duquel les fermiers des cinq grosses fermes du moment, MM. Pierre Tallemant et Nicolas Rambouillet, s'engagent à payer au cardinal sa rente annuelle de 60 000 livres. Habiles administrateurs, les mêmes intendants sont parvenus à affermer les droits de leur maître sur les sels de Brouage au prix de 50 000 livres.

Si on ajoute à toutes ces sortes de revenus d'autres genres variés de rentes dont les tableaux de la succession fournissent encore la liste, on aboutit, pour les rentes que possédait le cardinal, à un chiffre global de 220 000 livres.

Quelles étaient au total les recettes de Richelieu? Il est plus malaisé qu'on ne pourrait le supposer de l'établir. Des contemporains disent que le cardinal avait 400 000 livres de revenus. M. Gabriel Hanotaux, d'après un inventaire fait devant notaire, écrit : 502 707 livres. Mathieu de Mourgues, dans un pamphlet de 1631, assure qu'en sept ou huit ans, Richelieu a amassé 600 000 livres de revenus; ailleurs il dit 900 000. Toutes les sources que nous avons énumérées ci-dessus donneraient un total de 872 511 livres. Mais dans les papiers de Le Masle conservés autrefois aux archives de l'Assistance publique et dont on a gardé des fragments et un inventaire sommaire, on voit qu'en 1638 Richelieu aurait eu de recettes 1 413 500 livres, 13 sous, 4 deniers.

Il faut noter ici que les intendants du cardinal, par surcroît, se sont préoccupés, pleins de prévoyance, de constituer à leur maître des réserves sous forme d'abord de placements tels qu'on les comprenait en ce temps et tels qu'ils convenaient d'ailleurs aux goûts de Richelieu, c'est-à-dire qu'ils ont acheté

des pierreries, tentures, argenterie, meubles somptueux. Dans une lettre à Bullion du 10 juillet 1640, Richelieu avoue qu'il a 150 000 livres de vaisselle d'argent. Son adversaire Mathieu de Mourgues connaît ce chiffre et l'imprime. Il ajoute que le cardinal a aussi, nous l'avons dit, une chapelle valant 100 000 pistoles, 1 200 000 livres. Mais ici Mourgues est mal informé. La chapelle de Richelieu dont il parle, composée de douze pièces : une croix, deux chandeliers, le calice et la patène, deux burettes, le ciboire, le goupillon, une « figure » de la Vierge, une de saint Louis, une paix, et qui était ornée de 13 945 diamants, 635 rubis, 2 agates et 29 perles, n'a coûté, en réalité, nous avons le prix, que 178 137 livres 10 sous. En 1791 elle sera estimée 765 800 livres. Mourgues ajoute que Richelieu avait, en plus, une autre chapelle valant 60 000 livres; 1 500 000 livres de bagues, autant de meubles, dont un cabinet d'Allemagne de 40 000 livres. Au total, d'après lui, le cardinal avait sous cette forme d'objets précieux, en réserve, 4 910 000 livres. On a estimé le tout, à la succession du cardinal, 1 700 000 livres.

Les mêmes intendants enfin, songeant aux besoins journaliers de la trésorerie du ministre, ont entendu avoir en permanence devant eux des fonds d'avance toujours disponibles, dont ils ont estimé que le chiffre devait être de 1 500 000 livres. Cette réserve, qu'ils appelaient « le petit comptant », « l'épargne secrète pour les affaires subites », demeurait entre les mains de M. Le Masle et de M. de Mauroy, intendant des finances. En plus, ils ont cru devoir, par prudence, en cas d'accident, mettre encore en dépôt, dans certaines places sûres, d'autres quantités de numéraire, telles que 800 000 livres au Havre, 700 000 à Brouage, 300 000 au château de Saumur.

Mais comment toutes ces réserves pouvaient-elles être préservées devant le flot perpétuellement montant des dépenses qui ont accablé Richelieu?

LES DÉPENSES

Car c'est en effet à des dépenses sans limites que se trouvait entraîné le cardinal, non moins par sa propre humeur que par suite des circonstances inextricables et imprévues auxquelles il avait à faire face. Un de ses collaborateurs, J. Sirmond, a écrit : « En un siècle comme le nôtre, l'on mesure le

mérite d'un homme à son revenu et l'argent fait, par manière de dire, le cinquième élément d'un chacun. » Ce n'était peut-être pas cette préoccupation qui animait le cardinal. Le même Sirmond ajoutait que son maître « faisait une dépense splendide et convenable au rang qu'il tenait auprès du souverain qu'il servait ». Là peut-être était une des raisons des grandes dépenses de Richelieu. Ses constructions superbes de magnificence : le Palais cardinal, Rueil, le château de Richelieu en Poitou, la Sorbonne, en sont le témoignage. Richelieu avouait en 1629 : « Je dépense grandement. » En cela, d'abord, disait-on, il imitait les opulents personnages de son temps, tel le duc de Montmorency qui, comme les princes, ducs et autres gens de qualité, avait plus de cinquante gentilhommes inscrits sur les états de sa maison, une nuée de laquais, de chambellans, intendants, secrétaires, pages, maîtres d'hôtel. Le cardinal de Bérulle, malgré sa pieuse simplicité et son absence de fortune, n'avait-il pas trouvé le moyen de dépenser, la première année de son cardinalat, 75 227 livres, sur lesquelles il y avait 10 000 livres pour un service de vaisselle plate? Richelieu avait une considérable maison, très lourde, comme l'a établi M. M. Deloche, de cent quatre-vingts personnes, entretenait cent quarante chevaux ou mulets dans ses écuries. Lorsqu'il voyageait, lit-on dans *la Vie du maréchal de Gassion*, il lui en coûtait huit à neuf cents écus par jour, 2 700 livres. On s'explique dès lors comment les papiers de Le Masle peuvent nous révéler qu'en 1638 les dépenses de Richelieu se soient montées à 1 257 172 livres 5 sous.

Alors les ennemis du cardinal fulminaient! Ils disaient que sa maison coûtait certainement à Richelieu dix fois plus que celle du Roi, que pour payer de pareils frais il était nécessaire que le cardinal volât; qu'il avait sûrement volé au Roi plus de deux cents millions; à quoi l'entourage du ministre répondait que deux rois de France, dans tout leur règne, ne seraient pas arrivés à fournir à Richelieu pareille somme, quand ils y auraient épuisé leur royaume. Au dire de Mourgues, le cardinal avait employé à ses bâtiments trente millions! Richelieu faisait répondre que c'était une erreur, qu'il n'y avait pas dépensé, à la date où on lui reprochait ce chiffre, plus de cinquante mille écus, 150 000 livres. « Les pierres parlaient à cette occasion », et « si bâtir était

un vice, peu de grands personnages en étaient exempts ».

En réalité, si le budget de Richelieu semblait à ce point enfler outre mesure, c'est qu'au milieu des difficultés de la politique et des finances du temps, ce budget s'embrouillait avec celui de l'État !

Nous avons nombre de témoignages que, dans des circonstances critiques, faute d'argent fourni par le surintendant des finances, Richelieu a fait payer de ses deniers des dépenses publiques. Un de ses intendants, lui rendant compte en 1628 de l'emploi de ses fonds, lui écrivait : « Pour ce qui est des 200 000 livres dont le sieur de la Borde (un premier commis de secrétaire d'État) a parlé, il n'a pas bien pris la conception. Je lui ai dit que les deniers de Brouage (revenus de Richelieu) étant arrêtés pour les fortifications, ceux de Luçon, Moreilles, ancrage, amirauté (autres revenus de Richelieu), que M. d'Effiat (surintendant des finances) doit rendre, étant *employés pour le Roi*, ceux d'autour de Richelieu (en Poitou) pour les bâtiments du dit lieu, ceux de Cluny, Saint-Lucien de Beauvais, La Chaise-Dieu (abbayes du cardinal) pour des raisons que le conseil du Roi voyait nettement et clairement, cela me mettait en désarroi de plus de 200 000 livres de la recette ordinaire (du budget du ministre), comme aussi ceux du Havre. » Cette lettre éclaire remarquablement la confusion à laquelle, dans la gestion de la fortune de Richelieu, ses hommes d'affaires arrivaient avec les dépenses de l'État.

Le surintendant des finances, d'Effiat, en était désolé. Une fois, en 1629, où, parvenant à Dijon, le cardinal ne trouve pas une somme de 20 000 livres que le surintendant, à sa demande, a ordonné à ses comptables de tenir prête à la disposition de Richelieu pour des dépenses publiques, celui-ci les avance de sa bourse. Le surintendant navré lui écrit : « Je vous prie de me pardonner si j'ai contribué quelque chose pour m'être fié à des personnes qui n'ont pas servi le Roi avec la diligence et le soin que j'attendais d'eux. Ayant su que, *suivant votre bonne coutume*, vous avez fait bailler 20 000 livres de votre argent, je fais partir sur-le-champ un commis de l'Épargne pour vous les rendre... » En 1637, La Valette assiège Landrecies et réclame à grands cris, afin de pouvoir poursuivre les opérations, des fonds qui n'arrivent pas. De Noyers lui mande le 12 juillet : « Monseigneur le cardinal de Richelieu vous

envoie 10000 écus de son argent. » De Noyers ajoute qu'on lève deux cents chevaux, qu'on réunit des vivres pour son armée, « le tout, des deniers de monseigneur le cardinal, car nous n'en pouvons espérer de monsieur le surintendant ». Et le 20 août, il écrit : « Bien que l'argent soit rare, Son Éminence vendra plutôt sa vaisselle d'argent que de permettre que vous en manquiez! »

La comptabilité de ces avances était-elle exactement tenue et le trésor royal les remboursait-il toutes? On trouve bien quelques quittances de Richelieu constatant de ces restitutions, par exemple, en 1626, une de 3000 livres que le cardinal donne à Gabriel de Guénégaud, trésorier de l'Épargne, reçu de cette somme, dit-il, que « nous avons fait fournir de nos deniers pour plusieurs voyages importants pour le service de Sa Majesté. » Nous avons vu que dans une autre circonstance Louis XIII a fait don à Richelieu de 96000 livres qui semblent représenter également des restitutions d'avances du même genre. Mais pour le reste? Incertitude et confusion! Or notons que non seulement Richelieu donnait de son argent pour le service de l'État, mais qu'il s'endettait même dans cette intention, ce qui compliquait d'autant ses affaires. Au siège de La Rochelle, et pour le secours de l'Ile de Ré, circonstances de guerre exceptionnelles, on le voit, après avoir avancé tout ce dont il dispose de sa bourse, emprunter, donnant en nantissement ses bagues, ses pierreries, sa vaisselle d'argent, obliger même ses amis à répondre avec lui et pour lui. Le 23 décembre 1629, par acte notarié, il emprunte à Jean de Choisy, sieur de Balleroy, 154700 livres contre des bijoux qu'il fournit en garantie et le 12 février 1631, M. Le Masle rend cette somme contre une quittance mentionnant la restitution des pierreries données. Il a fallu près de quinze mois pour régulariser cette affaire! Richelieu a écrit lui-même qu'à l'occasion du siège de La Rochelle il avait ainsi emprunté plus d'un million de livres!

Dès lors on comprendra pourquoi, aux yeux des ennemis du cardinal, non prévenus ou de mauvaise foi, le budget de Richelieu est apparu comme « un gouffre », le mot est dans les *Mémoires* de Montglat. Bullion, prétendait-on, s'adressant à Louis XIII, lui aurait dit qu'il y avait « trois gouffres en France où il ne voyait goutte ; l'artillerie, la marine et la

maison de Richelieu »! La marine se trouvant dans les attributions du cardinal à titre de surintendant général de la navigation, il était naturel que le budget de ce service participât à la confusion dont nous venons de parler. A l'occasion du siège de La Rochelle, nous voyons, en effet, Richelieu armer avec fébrilité, par suite de la gravité des circonstances, des navires de tous côtés, en France, en Hollande, commander des bateaux, des vivres, des munitions, lever des équipages, sans l'ombre de préoccupation de savoir par quel moyen il paiera les dépenses considérables qu'il engage.

Aussi ses adversaires ont-ils eu beau jeu pour l'attaquer sur ce qu'ils ont appelé « le désordre de la marine »! Mourgues prétend que le garde des sceaux, Michel de Marillac, à cet égard « avait fait un état de ce qui était venu à sa connaissance depuis cinq ans, et qui montait à des sommes immenses »! Il en avait rédigé une note destinée à Louis XIII, qu'on a retrouvée dans ses papiers, après sa disgrâce. Ce qu'on reprochait particulièrement au cardinal, c'était d'avoir, pour régler ces comptes de la marine, usé et abusé du système des ordonnances au comptant, ordonnances inventées, disait-on, par Henri III « pour cacher la dépense secrète qu'il faisait en ses amourettes », et qui étaient de simples ordres écrits du souverain commandant aux trésoriers de son Épargne de payer comptant la somme portée sur le document sans explication, le Roi ne jugeant pas à propos de révéler l'affectation des sommes indiquées dont « Sa Majesté ne veut être pris aucune connaissance ». Grâce à cette procédure simplifiée, les comptables se trouvaient dispensés de fournir les pièces justificatives des dépenses réglées, ce qui, par suite, supprimait tout contrôle de la Chambre des comptes. C'étaient le surintendant des Finances, d'Effiat, et le secrétaire d'État Bouthillier, surnommés pour la peine « les deux âmes damnées de Richelieu », qui avaient conseillé au Roi de laisser le cardinal appliquer ce système exceptionnel dans l'impossibilité matérielle où on était, au milieu des difficultés des temps de crises qu'on traversait et dont on ne pouvait sortir, d'agir autrement. Et Louis XIII avait accepté, décision que Richelieu avait considérée comme une marque insigne de confiance et une faveur dont il appréciait l'importance, car on le voit faire mettre sur une ordonnance au comptant relative à des

dépenses de la marine ces mots : « Dont Son Éminence a remercié Sa Majesté ».

Mais les ennemis de Richelieu ont feint de croire que ce système n'avait servi au cardinal qu'à « couvrir de grandes profusions et libéralités », et à dissimuler ce qu'il volait. Ils ont publié que Richelieu, « sans état signé du Roi et sans rendre compte, employait à la marine le tiers du revenu de la France et faisait son Pérou de l'amirauté » ; qu'avec lui le budget de la marine se trouvait « sans fond ni rive »; et un pamphlétaire s'écriait : « C'est sur ce mot de comptant que nous avons un grand sujet de faire voir les horribles brigandages qui se font dans les finances... On a fait passer par jussion et au commandement exprès du Roi à la Chambre des comptes, il n'y a pas longtemps, un comptant de 2 millions de livres pour l'entretien des vaisseaux, sans fournir aucun état de la dépense. » Le P. Chanteloube, autre ennemi du cardinal, renchérissait dans une lettre imprimée : « Vous avez, disait-il à Richelieu, épuisé les coffres du Roi pour remplir les vôtres... Que d'argent faites-vous accroire que vous avez jeté dans la mer pour l'entretien des vaisseaux du Roi qui est tombé dans votre bourse ? » En 1631, Mourgues écrira : « Depuis cinq ans on a volé au Roi, aux gens de guerre et au public 60 millions : nous le prouverons par bons témoins... Il n'y a jamais eu tant de comptants qui sont les vrais moyens de dissipation et de confusion !... Nous prouverons que tous les ans on a tiré par cette voie plus de 1 million 200 000 écus (3 millions 600 000 livres) ! » Il concluait : « Les comptants servent de couverture à tous les pillages. »

En vain l'entourage du cardinal s'efforçait-il de protester contre ces accusations outrageantes, qui, disait-il, étaient fausses, qu'on avançait sans la moindre preuve ; que c'était feindre de ne pas reconnaître les difficultés insurmontables au milieu desquelles il avait fallu défendre l'île de Ré et prendre La Rochelle ; que le Roi était au courant de tout, avait tout vu, tout su, tout approuvé : on mettait donc en cause son bon sens et sa clairvoyance ? Rien n'y faisait. Alors les partisans du cardinal déclaraient qu'il ne restait à Richelieu qu'à imiter Scipion l'Africain qui, objet d'accusations calomnieuses analogues, s'était borné à répondre : « Il me souvient qu'à tel jour que cestui-ci, j'obtins une belle victoire contre Annibal et les

Carthaginois : allons au Capitole en rendre grâces aux Dieux ! » Et en effet il n'y avait plus que ce mode oratoire à utiliser devant des accusations auxquelles, peut-être, les apparences donnaient quelque vague vraisemblance, mais que, en fait, l'histoire ne peut retenir, faute de preuves, et qui, certainement, n'atteignent pas l'honneur et la probité de Richelieu.

LA SUCCESSION DE RICHELIEU

Si l'analyse des recettes et des dépenses du cardinal ne permet pas d'aboutir à des conclusions très nettes sur la fortune globale exacte de Richelieu, la liquidation de sa succession va nous apporter quelques-unes des précisions que nous cherchons.

On se doute que cette succession a été longue et difficile. Le cardinal avait désigné pour ses héritiers, son petit-neveu, le marquis du Pont de Courlay, auquel il transmettait le titre de duc de Richelieu et sa nièce la duchesse d'Aiguillon, tous deux petit-fils et fille de sa sœur aînée Françoise de Richelieu, mariée à René de Vignerod, marquis du Pont de Courlay. L'autre sœur du cardinal, Nicole du Plessis, avait épousé le maréchal de Brézé dont elle avait eu un fils et deux filles. L'une de ces filles avait été mariée au duc d'Enghien, le futur grand Condé. Le cardinal l'avait dotée, mais en spécifiant qu'elle n'aurait rien à prétendre à sa succession. La première chose qu'allaient faire le duc et la duchesse d'Enghien, le cardinal mort, allait être d'attaquer cette succession et la duchesse d'Aiguillon exécutrice testamentaire. C'est ce procès qui nous fournit les renseignements utiles.

On commença par faire, en janvier 1643, l'inventaire des biens du cardinal. Les notaires Parque et Vaultier y procédèrent. Ce fut à cette occasion qu'on établit le mémoire dont nous avons parlé des recettes de Richelieu que garda Mme d'Aiguillon où l'argenterie et le mobilier étaient estimés 1 700 000 livres et les autres revenus, domaines, fiefs, rentes, évalués aux prix que nous avons indiqués. Après quoi on capitalisa. Il y avait des terres considérables et de grandes constructions à estimer, comme le duché et le château de Richelieu, ceux de Rueil, le Petit Luxembourg, le duché de Fronsac; des terres un peu partout, Graville, Beaufort en Vallée, Mortagne,

Saugeon, etc. Quel fut le chiffre de capitalisation fixé? Dans le procès suscité par la duchesse d'Enghien, un célèbre avocat du temps qui plaidait pour elle, nommé Gaultier, et dont la verve et la virulence pittoresque à la barre contre le cardinal de Richelieu, qu'il détestait, et sa nièce Mme d'Aiguillon, amusaient tout Paris, estima, au cours de ses plaidoiries, dont nous avons l'écho par un manuscrit de la Bibliothèque nationale, la fortune de Richelieu à une trentaine de millions. L'avocat de Mme d'Aiguillon, M. Hilaire, en lui répondant, a rectifié ce chiffre et a donné celui de 22 400 000 livres, qui doit être certainement le total arrêté pour la famille et adopté par elle. M. Hilaire, craignant même que le public ne fût ému d'une pareille somme, avait soin d'ajouter prudemment : « Depuis deux ans plusieurs sont morts à Paris plus riches que M. le cardinal! »

Mais de cette fortune il fallait défalquer les dettes. A combien s'élevaient-elles ? On a dit 1 400 000 livres, deux millions et demi, trois millions. Un dossier du recueil Thoisy à la Bibliothèque nationale, consacré au procès, donne 6 498 917 livres, et il y a des raisons de croire que c'est là le total réel. En le défalquant du capital que nous venons d'indiquer, nous arrivons, pour ce qui est définitivement resté aux héritiers de la fortune du cardinal, à la somme de près de 16 000 000 de livres.

C'était de quoi, pour le nouveau duc de Richelieu, pouvoir tenir largement son rang et faire figure de grand seigneur. Il n'y manquera pas, lui, ainsi que son fils, le célèbre maréchal du XVIIIe siècle et son petit-fils. Tous exagéreront même, au point que lorsque l'héritier du dernier, le duc de Fronsac, futur duc de Richelieu de la Restauration, rappelé à Paris en 1791 par la mort de son père, accourra afin de recueillir l'héritage du cardinal leur ancêtre, il constatera que trois générations de prodigues l'ont consciencieusement dissipé : la Révolution achèvera ce qui pouvait subsister, et au début du XIXe siècle, il ne restait plus rien des millions que les habiles intendants du grand ministre de Louis XIII avaient laborieusement accumulés pour leur illustre maître!

LOUIS BATIFFOL.

LES DESSOUS DE LA GRANDE GUERRE

LA GUERRE DES CHIFFRES

La Grande Guerre n'a pas eu pour seul théâtre les champs de bataille. Elle s'est aussi déroulée dans les dessous où les deux adversaires en présence ont cherché à découvrir, et à déjouer à l'avance leurs desseins réciproques : soit par le moyen traditionnel de l'espionnage, qui a fait l'objet d'une précédente étude (1), soit par l'emploi d'une arme nouvelle que les progrès de la science mettaient à leur disposition. C'était le déchiffrement des messages en langage conventionnel échangés par T. S. F. dans les lignes ennemies, et captés ensuite par les postes d'écoute. Les efforts contraires tentés, d'un côté pour en pénétrer le secret et de l'autre pour le garder, ont donné lieu à une guerre cryptographique aux péripéties parfois dramatiques, un peu analogue à celle qui, en fortification, a mis aux prises la cuirasse et le canon. Maintenant que l'obscurité dont elle était intentionnellement entourée commence à se dissiper, le temps semble venu d'en enregistrer les succès, d'en mettre en lumière les figures principales, d'en caractériser les méthodes, et, enfin, d'en signaler les hasards.

LES RÉSULTATS

Sans apparaître à la surface des événements, les résultats n'en ont pas été sans exercer sur leur cours une influence dont il suffira de signaler les exemples les plus caractéristiques.

Sur le front de Pologne tout d'abord. Au début de la cam-

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet 1934.

pagne et avec une « inconcevable légèreté », les Russes envoyaient en clair leurs messages par T. S. F. Plus tard, après le désastre de Tannenberg, ils les chiffrèrent avec tant de négligence que la lecture n'en était qu'un jeu pour l'adversaire. Avec quels dommages pour le secret de leurs mouvements, c'est ce qu'illustre une curieuse anecdote, rapportée par un officier de troupe. Il se trouvait au cours du premier hiver sur les bords de la Bzura, où quelques mètres seulement séparaient sa tranchée de la tranchée allemande. Quelle ne fut pas sa stupéfaction de voir un beau matin surgir de celle-ci un grand panneau de bois, portant l'inscription suivante : « Salut et félicitations à nos camarades des 5e et 22e corps russes. Ils vont demain quitter ce sale secteur pour un autre plus agréable. » Et le soir même, en effet, parvenait du G. Q. G. l'ordre annoncé par l'ennemi.

C'était là, pour les Russes, une constante infériorité, mais dont ils semblent avoir pris une large revanche dans le domaine maritime. Dès le 1er août 1914, le déchiffrement d'un radiogramme intercepté les amenait à semer dans le golfe de Riga des mines sur lesquelles venait, un mois plus tard, le 26, se heurter et couler le croiseur allemand *Magdeburg*. L'on verra plus loin comment cet événement eut pour résultat de faire tomber entre leurs mains un code ultra-secret, dont la possession devait assurer aux Alliés une incontestable supériorité d'informations sur leurs adversaires. Lors de la bataille du Dogger Bank (24 février 1915), le succès de la flotte britannique fut facilité par ce fait qu'elle connaissait à l'avance, par ses postes d'écoute, le nombre des bâtiments sortis d'Heligoland, et la date exacte de leur départ. Il en fut de même l'année suivante pour la bataille du Jutland (31 mai 1916), qui aurait pu devenir une catastrophe, si elle avait été une surprise. Entre temps, les Allemands avaient fini par s'apercevoir de la fuite de leur code maritime, et par le remplacer par d'autres qu'ils arrivèrent même à changer toutes les 24 heures. L'expérience acquise par ceux qui avaient déchiffré le premier, rendit inutiles toutes ces précautions.

Le début de 1917 fut marqué pour les Alliés par un exploit que l'on a pu appeler « le plus beau coup de filet de la guerre ». L'on devine qu'il s'agit de l'affaire dite du *télégramme Zimmermann*, un peu oubliée maintenant. Au moment où elle

survint, le président Wilson en était arrivé à regarder comme inévitable l'intervention de son pays dans la lutte, mais il lui manquait encore pour s'y décider, et surtout pour y rallier l'opinion, un grief grave et tangible à pouvoir invoquer contre les Allemands. Ceux-ci se chargèrent eux-mêmes de le lui fournir. Le 19 janvier, au matin, les décrypteurs habituels de l'Amirauté trouvent sur leur table, dans le flot des messages interceptés, une dépêche qui attire leur attention comme partie de Berlin à destination de Mexico, et chiffrée d'après un système nouveau. Un peu intrigués par ce mystère, ils se mettent à l'œuvre pour le percer et arrivent après quelques tâtonnements à traduire la phrase suivante : « Nous nous proposons de commencer le 1er février la guerre sous-marine sans restriction. » Révélation inattendue, dont la gravité semble en annoncer d'autres et ne laisse pas que de les mettre en émoi. C'est dans une atmosphère de fiévreuse curiosité qu'ils redoublent d'efforts pour arracher son secret au reste du message. Après deux assauts successifs, ils parviennent enfin à en reconstituer le texte intégral : l'Allemagne propose au Mexique une alliance contre les États-Unis à laquelle le Japon sera invité à se joindre, et qui, en cas de victoire, aura pour prix une importante annexion territoriale.

La clarté compromettante de ce message ne laisse rien à désirer. Par un dernier scrupule, le président Wilson, auquel il est aussitôt communiqué, demande simplement à en faire vérifier la traduction. Cette précaution prise, il n'hésite pas à le rendre public. Il n'en faut pas plus pour soulever dans tout le pays une vague d'indignation assez forte pour balayer les résistances des derniers tenants de la neutralité et amener la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne (3 février). L'application de quelques spécialistes penchés sur une page couverte de chiffres, au fond d'une chambre secrète de l'Amirauté, avait donc contribué autant que les efforts de la diplomatie à provoquer un des événements les plus décisifs de la grande guerre.

Si l'importance de la cryptographie se trouvait mise en lumière par ce coup d'éclat, elle devait se marquer encore dans l'exécution des plans conçus par les quartiers généraux. Sur le front occidental, les Américains en firent l'expérience lors

de l'attaque montée par eux à la fin de la guerre (13 septembre 1918) contre le saillant de Saint-Mihiel. Faute d'avoir su assurer le secret des télégrammes par lesquels ils l'avaient préparée, ils permirent à l'adversaire d'en prévenir les effets par une évacuation anticipée et d'échapper ainsi à une catastrophe probable. — Sur le front oriental, les Russes avaient cru devoir, après leurs fâcheuses expériences du début, multiplier les codes et les chiffres (il n'y en eut à un moment donné pas moins de 16 en service) dans l'espoir d'empêcher la divulgation de leurs projets. Leur impuissance à l'arrêter devait les amener à l'attribuer à la trahison; ils finirent par contracter à cet égard une véritable phobie, qui les entraîna parfois à de cruelles exécutions. — Les Italiens, entrés après les autres dans la lutte, crurent satisfaire à toutes les exigences de la sécurité en s'abstenant de se servir, comme les Russes, de la T. S. F. pour leurs ordres d'opérations; mais comme ils n'hésitaient pas à y recourir pour régler les questions d'effectifs et de concentrations de troupes, ces simples indications suffisaient à faire connaître la base de départ et l'axe de toutes les offensives en préparation.

LES HOMMES

Comme l'aviation à ses débuts, la cryptographie a eu ses « as » dont l'action personnelle a puissamment contribué à ses progrès. Leurs physionomies présentent dans les divers pays en lutte des différences assez sensibles pour qu'il ne soit pas inutile d'en fixer les traits les plus caractéristiques.

A tout seigneur tout honneur. C'est par la Russie qu'il convient de commencer cette revue, parce que de vieilles traditions, remontant jusqu'à l'ancien régime, y avaient fait établir au ministère des Affaires étrangères un service chargé de « perlustrer » les correspondances diplomatiques. En 1914, il se résumait dans deux hommes, appelés Vaterlein et Serafimov, dont le premier était doué d'un instinct de divination qui confinait parfois au génie : « C'était pour nous une véritable énigme, a écrit l'un de ses collaborateurs... Il lui suffisait de s'enfermer une demi-heure avec des hiéroglyphes chiffrés, écrits dans n'importe quelle langue étrangère, pour ressortir au bout de ce court espace de temps avec la traduction

en clair, aussitôt portée au ministre Sazonov. » S'il y a peut-être dans ces éloges quelque hyperbole, il semble que le fond en réponde à la réalité. Il suffit pour s'en rendre compte de parcourir les *Livres noirs* publiés par les Soviets et d'y trouver fidèlement reproduits (à part quelques erreurs de détail, pas toutes fortuites) les textes de télégrammes chiffrés envoyés à leurs gouvernements par les représentants à Pétrograd de la France et du Japon. C'est à Vaterlein que revient également le mérite d'avoir pu annoncer en juillet 1914 à l'Amirauté russe le raid du *Magdeburg* dans la Baltique, et en mai 1916 à l'Amirauté anglaise la grande sortie de la flotte de haute mer allemande dans la mer du Nord.

Il faut passer en Angleterre pour lui trouver un émule dont les mérites ont peut-être même dépassé les siens : sir Alfred Ewing, qui avait d'ailleurs des antécédents tout différents. Ce n'était pas, au moment de la guerre, un fonctionnaire déjà blanchi sous le harnais, mais un simple professeur de grec qui avait fait des questions de chiffrage « la marotte de toute sa vie ». Sa réputation d'amateur était assez bien établie pour que l'Amirauté songeât à lui lorsqu'après la rupture des câbles sous-marins, il s'agit de contrôler les relations radio-télégraphiques de l'Allemagne avec le reste du monde. C'était, d'après le portrait tracé de lui par un de ses collaborateurs, un petit homme, à la tête énorme, aux sourcils abondants, aux yeux étrangement perçants. Il reçut carte blanche pour remplir la mission confiée à son dévouement, recruta un personnel d'experts formés à son image, et passa toute la durée de la guerre à son bureau (désigné par l'appellation conventionnelle de *Chambre 40. O. B.*), avec la conviction qu'il viendrait à bout de sa tâche, quand bien même les Allemands changeraient leur code chaque jour. Et de fait, dans cette lutte quotidienne contre l'inconnu, ses collègues et lui eurent cette fortune de ne connaître jamais de défaite absolue. Il leur arriva même un jour de pouvoir recueillir un témoignage assez plaisant de leur supériorité. Alors qu'ils venaient de déchiffrer sans trop de difficultés un nouveau code ennemi plus perfectionné que les précédents, ils interceptèrent des messages affolés de patrons de chalutiers allemands se plaignant de ne rien comprendre à sa complication et implorant une traduction en clair !

En Allemagne et en France, l'on s'est montré plus avare de confidences qu'en Angleterre sur le fonctionnement des services secrets pendant la guerre. L'un des officiers qui en furent chargés sur le front de la Pologne, le lieutenant Bauernmeister, nous a pourtant raconté une curieuse aventure dont il fut le héros et qui tendrait à montrer que le métier de décrypteur n'est pas seulement bureaucratique. Il ne lui fallait d'ordinaire pas plus de trois ou quatre heures pour déchiffrer les codes secrets renouvelés tous les mois par les Russes. Une fois seulement, en décembre 1914, pendant la bataille de Lodz, sa besogne lui paraissait plus ardue qu'à l'ordinaire. Après cinq heures de travail, il ne l'avait pas encore terminée, quand il reçut du G. Q. G. à Posen l'ordre de venir en toute hâte en faire connaître les résultats. Il s'embarqua aussitôt dans une mauvaise carriole dans laquelle il passa toute la journée, les doigts raidis par une bise glaciale, les yeux fixés sur une planche placée en guise de pupitre en travers de ses genoux, et à laquelle la folle allure de la voiture imprimait des bonds désordonnés. Lorsqu'à dix heures du soir il arriva à destination, il était désormais assez familier avec le nouveau chiffre pour traduire tout un paquet de télégrammes arrivés à l'État-major pendant son voyage, et dont la connaissance ne fut pas inutile au gain définitif de la bataille.

En France, les seuls renseignements que nous possédions sur le service du décryptement pendant la guerre se résument dans le nom de son directeur, le lieutenant-colonel Cartier, et dans celui de son principal collaborateur, le capitaine Georges Painvin. Celui-ci nous est représenté comme « un génie analytique de première grandeur, un véritable magicien du déchiffrement, le plus habile de tous les pays alliés ». Cette flatteuse appréciation, qui sera pour beaucoup de Français une révélation, a d'autant plus de prix qu'on la trouve sous la plume d'un étranger, lui-même éminent spécialiste en la matière. C'est l'Américain Herbert O. Yardley, dont l'histoire est assez curieuse pour mériter d'être rapportée.

En 1913, il était employé au bureau télégraphique du département d'État (ministère des Affaires étrangères) des États-Unis, lorsqu'il se vit chargé d'organiser un service (la *Chambre noire*) chargé de déchiffrer les messages envoyés à leurs gouvernements par les diplomates étrangers accrédités

à Washington. Il ne tarda pas à acquérir pour l'accomplissement de cette besogne une maîtrise qui lui permit de faire merveille dans les événements de la Grande Guerre, comme dans la période d'intense activité internationale dont elle fut suivie. Mais en 1929, après seize années de féconde activité, il vit son poste brusquement supprimé par un secrétaire d'État timoré, dont sa besogne alarmait les scrupules. Libéré ainsi de ses obligations de discrétion professionnelle, il consacra les loisirs de sa retraite prématurée à retracer les souvenirs de sa carrière dans un livre qui se distingue des traités de cryptographie ordinaires, en ce que toutes les démonstrations théoriques s'y appuient sur des exemples pratiques et vécus (1). L'on ne saurait donc trouver un meilleur guide pour risquer une incursion dans les méthodes d'une science qui semblait jusqu'ici impénétrable au gros public.

LES MÉTHODES

La première impression qui se dégage de sa confession, c'est que l'art du décrypteur ne se réduit pas à l'observation de certaines règles ; pour y exceller, il faut comme condition nécessaire une vocation naturelle, l'on pourrait presque dire une prédestination, auxquelles ne peuvent suppléer ni la science ni la méthode. Déjà un collaborateur de sir Arthur Ewing remarquait que l'accomplissement de sa mission exigeait, en plus d'une pratique constante, « un flair particulier ». Condition de succès qui paraît plus essentielle encore à M. Yardley : « La besogne du cryptographe, déclare-t-il, ne ressemble absolument à aucune autre. Pour y réussir, il ne faut pas seulement des années d'expérience, mais aussi une grande originalité et une imagination d'un type spécial. C'est ce que nous appellerons une « cervelle à chiffres », faute de meilleure définition. On n'en trouverait pas plus d'une douzaine dans l'ensemble des personnels cryptographiques des pays alliés. »

Ces aptitudes particulières ne suffiraient pas d'ailleurs au

(1) Herbert O. Yardley, *le Cabinet noir américain*. Trad. franç. 1 vol. in-8, aux *Éditions de la Nouvelle Revue critique*. On peut en rapprocher comme présentant le même caractère le curieux petit volume de Langie, *De la cryptographie* (Paris, Payot, 1918).

succès du décrypteur, s'il ne leur donnait toute leur valeur par l'application d'une rigoureuse méthode d'investigation. Il semble qu'en général ses recherches passent par deux phases. Il s'attachera d'abord à deviner, d'après certaines indications extérieures ou certains recoupements, le sens général du texte inconnu soumis à sa sagacité. L'entreprise paraît à première vue chimérique, mais souvent elle a été facilitée par les circonstances. Comme le rappelle M. Yardley lui-même, lorsqu'au lendemain d'une longue entrevue avec le secrétaire d'État, les envoyés étrangers à Washington adressaient une dépêche chiffrée à leurs gouvernements, c'était vraisemblablement pour leur en rendre compte ; mais comme leur interlocuteur avait lui-même l'habitude d'en rédiger une relation, il suffisait de comparer ces deux documents pour arriver promptement à traduire l'un au moyen de l'autre. A défaut de cette ressource, les décrypteurs, mis en présence d'un nouveau code, tiraient grand parti pour le mettre au clair de leur connaissance du précédent. Ils s'étaient familiarisés en effet avec des habitudes de style, des expressions favorites, des formules initiales et finales qu'ils étaient assurés de retrouver partout.

Il pouvait arriver aussi, — et le fait, assez rare en temps de paix, s'est souvent produit pendant la guerre, — que les agents du chiffre eussent affaire à un cryptogramme isolé, auquel ils ne connaissaient pas de précédent, dont ils ignoraient l'origine, la destination, l'auteur et même le langage. N'y avait-il pas là de quoi décourager et réduire à l'impuissance les plus habiles ? Et pourtant il leur arriva en pareille circonstance de gagner la gageure d'une réussite. M. Yardley nous en donne, avec tous les détails nécessaires, un curieux exemple. En janvier 1917, il recevait des postes d'écoute américains communication de deux télégrammes captés, provenant de Berlin, mais sans adresse ni signature et comprenant simplement 279 groupes de cinq chiffres chacun. Par une série de recoupements successifs, il parvint à établir que ces messages étaient adressés à Mexico, rédigés en anglais au moyen d'un lexique répandu dans le commerce, et qu'enfin dans chaque groupe les trois premiers chiffres désignaient la page et les deux derniers le rang de chaque mot dans la page. Cette certitude une fois obtenue, il lui suffit d'un peu de patience

pour traduire entièrement en clair un télégramme où il était question d'un prêt que l'Allemagne était disposée à consentir au Mexique, s'il refusait de s'allier contre elle aux États-Unis, comme on pouvait le redouter à ce moment. Ce résultat fut acquis, d'après l'auteur, au prix d'une suite de raisonnements et d'approximations successives, dont la démonstration serait trop technique pour être reproduite ici. Il suffira d'en indiquer le principe, qui était, comme d'ailleurs dans toutes les méthodes de décryptement, l'observation de la fréquence avec laquelle certains chiffres apparaissaient dans le texte inconnu; la statistique en donnait lieu à des rapprochements suggestifs avec le retour de certaines lettres ou de certains mots dans les phrases de la langue courante. D'où cette conclusion pratique, tirée par M. Yardley de son expérience, et qui est en même temps une explication : « Le seul chiffre indéchiffrable est celui où l'on ne trouve pas de répétitions. »

LES HASARDS FAVORABLES

Quelque part qu'y aient la science ou l'inspiration personnelle, la guerre des chiffres comporte des hasards favorables comme la guerre en rase campagne. Il est facile d'en citer plusieurs exemples, dont le plus caractéristique nous est offert par l'histoire rappelée plus haut du *Magdeburg*. Lorsque ce bateau eut été détruit par une mine, un canot russe envoyé sur les lieux du sinistre recueillit à la surface de la mer le cadavre d'un sous-officier étreignant encore un gros volume entre ses bras crispés. L'on y trouva, avec une liste de signaux, un code chiffré ultra secret, récemment mis en usage pour la marine. La prise parut de telle importance qu'elle fut aussitôt signalée et offerte à Londres (6 septembre), d'où l'Amirauté envoya un navire spécial la chercher à Pétersbourg. Elle devait lui permettre de lire comme à livre ouvert les instructions confidentielles reçues par les navires ennemis. Et lorsque plus tard les Allemands, s'apercevant enfin de ces fuites, se décidèrent à changer leur code, la connaissance que leurs adversaires avaient de l'ancien les aida puissamment à déchiffrer le nouveau.

A côté du hasard, la corruption ne pouvait manquer de jouer un rôle dans la divulgation de secrets qui devaient à leur

importance une valeur marchande parfois très élevée. A cet égard, les faits de trahison intéressée ont été, — ou plutôt ont dû être, — plus fréquents qu'on ne le croit, surtout en Autriche et en Russie, et dans la période d'avant-guerre. Mais pendant longtemps les hommes qui en étaient les auteurs et les gouvernements qui en étaient les victimes avaient un égal intérêt à n'en pas ébruiter le secret. L'un des plus curieux est celui qui a eu pour théâtre Bruxelles et pour héros un jeune ingénieur autrichien qu'y avait surpris la soudaineté de l'invasion allemande. Il alla offrir ses services aux autorités de l'armée d'occupation, les vit agréer en raison de sa nationalité comme de sa compétence en radiotélégraphie, et leur inspira par ses capacités une confiance assez entière pour se voir confier le chiffrement des messages les plus confidentiels. Mais il était le fils d'une Anglaise, et l'*Intelligence Service*, avec lequel il entra par elle en relations, lui offrit la forte somme, — une petite fortune, — pour envoyer à Londres, non l'original du Code secret, dont il fallait éviter que la disparition fût remarquée, mais une copie authentique. Il passa des nuits entières à venir à bout de cette copie, et après son achèvement profita d'un congé pour l'emporter à travers la frontière hollandaise. Ce qui ajoute encore à l'intérêt de ce petit drame de la guerre secrète, c'est le mystère qui devait en entourer l'épilogue. Non seulement l'homme qui en avait été le principal acteur ne regagna pas son poste de Bruxelles, mais à partir de ce moment l'on n'entendit plus jamais parler de lui, sans que l'on puisse savoir s'il faut chercher dans son désir de se faire oublier la seule explication de ce complet et subit évanouissement.

Il est arrivé enfin en certaines rencontres que la sécurité des chiffres ait été compromise par l'imprudence de leurs possesseurs mêmes. Si incroyable que paraisse le fait, l'on a pu en signaler au moins deux exemples, et dans les mêmes conditions : de la part des Russes en octobre 1914, et des Allemands eux-mêmes en mars 1918. A la veille de leur dernière offensive, ces derniers avaient mis en service, le 11 mars, un code entièrement nouveau et ultra-perfectionné. Le surlendemain, les Américains d'un poste d'écoute avaient la double surprise de capter d'abord un message incompréhensible, puis aussitôt après la réponse suivante, envoyée en clair :

« Nous n'avons pas encore reçu les nouveaux livres de code ; veuillez donc répéter votre message avec l'ancien. » Et le poste d'écoute allemand de déférer à cette invitation, sans s'apercevoir qu'il livrait aux voisins d'en face deux versions d'un même texte. Trois jours après, la comparaison était achevée, et les services alliés lisaient les messages allemands aussi facilement que les destinataires eux-mêmes.

LES CORRESPONDANCES SECRÈTES

Il resterait, pour faire le tour du sujet, à indiquer comment il est possible de suppléer à la pratique de l'écriture cryptographique, lorsqu'elle semble interdite par d'impérieux motifs de prudence : ce qui est le cas notamment pour les agents secrets détachés en pays ennemi. Pour éviter les rigueurs du contrôle postal, ils se sont servis le plus souvent de l'encre sympathique, dont l'emploi permet d'insérer d'invisibles communications confidentielles entre les lignes d'un banal message d'affaires, adressé en pays neutre. Ce mode de correspondance, souvent usité au cours de la grande guerre, peut présenter, selon les circonstances, le minimum ou le maximum de risques. Ce peut être le plus sûr, parce que la saisie d'une lettre à la poste ne suffit pas à en identifier l'auteur. Ce peut être aussi le plus compromettant, parce que, si ce dernier a déjà donné prise à quelque soupçon, la moindre perquisition opérée dans ses bagages y fera découvrir un matériel dont la présence suffit à établir sa culpabilité. Aussi, au cours de la grande guerre, toute l'ingéniosité des maîtres de l'espionnage s'est-elle épuisée, surtout en Allemagne, à dissimuler sous des apparences inoffensives la vraie nature des encres secrètes nécessaires à l'exercice de leur métier.

Au début, ils utilisaient surtout le jus de citron ou le lait, comme dans le passé. Comme il leur était difficile, en cas d'alerte, d'en expliquer la présence parmi leurs effets, les chimistes mirent à leur disposition des liquides incolores pouvant figurer dans leurs trousses de toilette comme eaux dentifrices et joignant à cette apparence l'avantage de pouvoir être avalés sans danger en cas de nécessité. Le subterfuge ayant été assez promptement éventé, il fallut recourir à d'autres formes de camouflage ; et l'on en arriva à préparer des pastilles contre la

toux, des cachets médicinaux ou même des cordons de soulier qu'il suffisait de faire dissoudre un instant dans l'eau pour obtenir le liquide désiré. Et rien ne dit qu'à l'avenir l'on ne puisse encore trouver mieux. « Tout ce que je viens de dire, a écrit l'officier allemand auquel nous devons la révélation de certains de ces procédés, permet de prévoir que les encres sympathiques seront, pendant la prochaine guerre, l'une des armes les plus dangereuses des services secrets. »

Pour en rendre l'emploi plus sûr, l'on a imaginé de s'en servir non sur des lettres, mais sur des imprimés, soumis à un contrôle infiniment moins sévère. Au milieu de la guerre, la poste de Francfort finit par s'étonner de la régularité avec laquelle un docteur de la ville envoyait à un collègue suisse, toujours le même, une profusion de périodiques médicaux. Les temps ne se prêtaient guère à une telle activité de correspondance technique. Pour en avoir le cœur net, l'on se décida à tout hasard à faire traiter chimiquement l'un des journaux, et l'on vit apparaître sur la marge les caractères rougeâtres d'inscriptions qui constituaient un cas de trahison caractérisé. Et comme leur auteur était méthodique, il avait eu soin de numéroter ses envois. C'était le 71e! Il en aurait fallu beaucoup moins pour lui faire mériter le peloton d'exécution auquel il fut envoyé. — L'un de ses émules, opérant pour l'Allemagne, avait trouvé un moyen plus simple pour tromper la vigilance de la censure. Au témoignage d'un haut fonctionnaire de Scotland Yard, « l'un des messages les plus intelligemment rédigés de toute la guerre fut écrit à l'encre sympathique, sur le verso d'une vieille feuille de papier brun servant d'enveloppe à un paquet envoyé à Copenhague, et qui contenait deux romans récemment parus ».

A ceux enfin auxquels des précautions de ce genre paraissaient encore insuffisantes, il restait la ressource des annonces en langage conventionnel à la 4e page des journaux. Elle supposait un rigoureux concert préalable, mais présentait peu de dangers et resta longtemps sans éveiller de soupçons. A lire en effet dans un journal autrichien les lignes suivantes : « Suisse, 35 ans, au courant tenue des livres et correspondance, plusieurs années chef de service à Vienne, références de 1er ordre », comment supposer que cette innocente demande d'emploi signifierait pour les initiés : « 35e division partie de Vienne

pour le front d'Italie »? Les Tchèques réfugiés en Suisse, et même, paraît-il, les Allemands restés cachés à Paris se servaient également pour correspondre avec leurs pays d'origine des bulletins météorologiques ou des réclames commerciales publiées par la presse. — Enfin l'un des chefs du service des renseignements allemands déclare avoir tiré les plus précieuses indications du dépouillement méthodique de *la Vie parisienne*. Il y trouvait des annonces dans lesquelles des poilus en quête de marraine donnaient à la fois, sans songer à mal, le numéro de leur corps et celui de leur secteur. Le simple rapprochement de ces données suffisait à établir la répartition complète des troupes préposées à la défense du front ennemi.

L'on trouverait sans doute dans le passé des précédents à l'emploi de moyens d'information de ce genre, comme aussi à celui de correspondances chiffrées. Ce qui peut, dans cet ordre d'idées, être signalé comme l'innovation caractéristique de la dernière guerre, c'est la généralité d'application que la cryptographie a due aux progrès de la télégraphie sans fil. La pratique en était autrefois limitée aux messages écrits transmis par la poste ou par exprès. Depuis qu'elle a été étendue à ceux qui se jouent à travers l'espace, elle a pris l'importance d'une arme nouvelle s'ajoutant, comme l'aviation, à celles qui forment les éléments constitutifs d'une armée en campagne. Elle a contribué et sans doute contribuera encore davantage à modifier certaines conditions des luttes diplomatiques ou militaires entre les États. De là dans son avenir des perspectives de développement qu'il serait sans doute téméraire de vouloir préciser dès maintenant, mais dont il n'était pas sans intérêt de fixer le point de départ.

Albert Pingaud.

POÉSIES

AU JARDIN DE MÉMOIRE

En robes roses, mauves, vertes,
En voiles pâles à longs plis,
Les mains lourdes d'iris, de lys,
Et de roses larges ouvertes,

Elles s'éloignent à grands pas,
Nos pures, nos tendres années,
Et, de nous déjà détournées,
A nos pleurs ne répondent pas.

Au jardin de Mémoire
Les retrouverons-nous ?
Et tant de jours sans gloire
Qui nous furent si doux ?

Loin d'elles, dans un rêve
Par l'espérance empli,
Nous flotterons sans trêve
Du regret à l'oubli ;

Des amours infidèles
Aux projets inconstants
Nous flotterons loin d'elles
Aux souffles vains du temps,

Jusqu'à l'heure suprême
Où, l'immobilisant,
Naîtra de la mort même
Un éternel présent...

Alors, nos jours sans gloire,
Nous les retrouverons :
Au jardin de Mémoire,
Pâles, nous sentirons
Descendre, expiatoire,
Leur baiser sur nos fronts.

ÉVASIONS

I

Homme libre...
BAUDELAIRE.

Homme captif des mots, des murs, des lois, des hommes,
Et des obscurs labeurs et des regrets obscurs ;
Sectateur d'âpres dieux qu'en gémissant tu nommes;
Chercheur infructueux d'étoiles et d'azurs,

Lève-toi !... Pour un temps, du moins, brise tes chaînes ;
Marche vers les vieux caps du monde occidental
Et, l'oreille fermée aux tendresses humaines,
Va te régénérer dans un amour brutal :

La mer t'attend, la mer à la face éternelle,
Pareille à ton désir par son immensité,
La mer libre où germa la vie originelle
Et sur qui le frisson du chaos est resté.

Livre-toi sans contrainte à ses fauves délires ;
Aspire à pleins poumons, aspire à pleine chair
Ses rayons, ses embruns, ses courroux ou ses rires ;
Et baise dans le vent les lèvres de la mer.

II

N'être qu'un bleu cyprès sur tes coteaux, Florence !
Dans l'air d'ambre et de miel
Dresser l'impérieux appel de l'espérance
Que le sol jette au ciel;

Vibrer comme une harpe aux doigts errants des brises ;
Ne savoir des humains
Que les tendres rumeurs qui montent indécises
Des toits et des chemins ;

Ne savoir des soleils que les tiédeurs ; des nues
Que le reflet mouvant ;
Rendre au vent le baiser des lèvres inconnues
Qui glissent dans le vent ;

N'agiter sur ton front, cité splendide ou sombre,
Qu'un frémissement pur;
Vers les astres, enfin, n'être qu'un cri dans l'ombre,
— Ou qu'un chant vers l'azur!

III

Caresses du soleil, de l'onde et de la brise
Qui liez sur mon corps vos mobiles réseaux;
Air fluide et léger dont chaque haleine grise;
Vagues refrains épars aux harpes des roseaux;

Lac de turquoise, d'améthyste et d'émeraude,
Humide ciel resté dans la coupe des monts,
Où, lorsque midi pèse, on sent un dieu qui rôde,
Un dieu qui nous sourit, le soir, quand nous ramons;

Souffles qui dévalez des pures altitudes;
Clarines des troupeaux lointains, cris des rameurs,
Échos lents où frémit la voix des solitudes,
Silence frais des nuits, soupirs, frissons, rumeurs,

Entrez par tous mes sens dans mon âme asservie!
Délivrez-la du songe amer qui l'égarait,
Et de cette rancœur qu'au milieu de la vie
On sent à comparer l'espérance au regret!

En moi, comme un enfant las, qu'un refrain fait taire,
Endormez le désir inconstant et cruel;
Et que je ne sois plus, dans l'immense mystère,
Qu'un atome animé du délire éternel!

LA ROSE DE L'EMPEREUR

Sur Sainte-Hélène souffle un vent rapace et dur.
Le Captif, à cheval, trompant sa rouge escorte,
S'arrête en un vallon plus tiède. Sur la porte
D'un cottage sourit une fille au teint pur.

Les rosiers du Bengale ont tapissé le mur;
Elle cueille une rose et, rose, la lui porte.
Il va, rêvant aux fleurs que la main d'une morte,
Plus fine, lui tendait sous un plus pâle azur.

Joséphine!... Elle était la grâce et la caresse...
N'est-ce point son fantôme souple qui se dresse
Pour l'accueillir, comme aux bosquets de Malmaison?...

Mais la fleur, effeuillée au front du promontoire,
Disperse vers la mer, murmurante prison,
Les souvenirs d'amour, de puissance et de gloire.

PREMIER FEU

Dans la cheminée à trumeau,
— Bergère et berger sous l'ormeau, —
Danse le premier feu d'automne.
Au jardin la brise a gémi;
Mais dans le boudoir endormi
La bûche ronronne et chantonne.

Bûche d'automne qui chantonnes,
Parmi tes refrains monotones
D'avenir me parleras-tu?
Non, car une étrange magie
Fait surgir de l'ombre rougie
Les images du temps perdu.

Le passé, d'une voix légère,
Sur le flûteau de la bergère
Module un appel insistant.
Est-ce la bergère ou la flamme?
Dans l'ombre un sourire de femme
Palpite et rayonne un instant.

Ah! dans le premier feu d'automne
Où la bûche en mourant chantonne,
Que ne puis-je, d'un coup, jeter,
Pour alléger ce cœur morose
Qui voudrait oser, mais qui n'ose,
Tout ce qui le fait hésiter :

Fantômes des douces années,
Remords lointains, candeurs fanées,
Effroi des proches avenirs,
Cet espoir déçu qui m'accable,
Et surtout, mémoire implacable,
Surtout, tant de chers souvenirs!

ÉPILOGUE

Puisque si peu demeure à ma force décrue
Des trésors dont j'ai fait trop de vains abandons,
Je ne pleurerai pas ma splendeur disparue...
Sobre mélancolie, apporte-moi tes dons!

Un cœur qui se souvient, l'automne qui soupire,
L'écho des regrets, pur comme un cristal brisé,
Voilà des biens encore; et le chant de la lyre
Sonne plus largement dans le soir apaisé.

MAURICE LEVAILLANT.

SPECTACLES

Groupe théâtral et artistique de la Sorbonne. Section médiévale : *Les Théophiliens* : *Le Jeu d'Adam et Eve* (XII[e] siècle), transposition littéraire de Gustave Cohen, et musicale de Jacques Chailley, représenté devant le portail sud de la Cathédrale de Chartres.

Partons pour le moyen âge. La route est belle, fleurie d'aubépines blanches comme des traînées de lait, ou rouges comme un vin clair. Ce sont là fleurs des temps jadis. Elles fleurissaient déjà du temps de Merlin l'enchanteur qui parla, un jour, à travers leur écume de mai, invisible et présent à la fois. Partons, pour le moyen âge! La route est belle, le temps est gris et doux, et, malgré une matinale averse, nous pressentons que l'après-midi sera sans pluie. Dieu ne voudra pas faire ruisseler l'orage ou l'ondée sur sa bonne ville de Chartres et sa cathédrale magnifique, sur ce pauvre Adam et cette pauvre Ève déjà bien assez punis depuis que le monde est monde et dont nous nous préparons à applaudir *le Jeu*, au portail sud de la cathédrale. Nous n'avons point la fameuse machine à explorer le temps. Mais elle est merveilleusement remplacée par l'automobile et l'imagination. Entre les propos gais des plus charmants amis, et l'éventail doux du vent de la course, je pense au beau livre de Louis Gillet sur les *Cathédrales*, et à ses pages émues et savamment poétiques sur Chartres. Je pense au tout récent recueil de *Sonnets chartrains* écrits par M. Henri Labat, admirateur de José-Maria de Heredia, et dont les poèmes sont si pieusement évocateurs, avec un talent si juste et si fin de toutes les splendeurs sculpturales, architecturales et diverses, des nefs, des verrières, des statues, des Vierges et des saints, des vitraux et de la rosace sublime, des couleurs et des prières, des hautes tours, de la crypte et des clochers.

Le clocher vieux, aux murs bâtis de tendre pierre,
Squamé d'écailles part, et fuse d'un seul jet...

Tel il nous apparaît, presque imprévu, bien qu'attendu tout le long du chemin, dès le détour de la place avant que la magnificence totale de l'église s'impose, se développe et s'élève en sa majesté si haute et en même temps si douce, telle une sainte de France aux yeux bleus. Une animation joyeuse règne sur cette place crépusculaire. Les fidèles sortent du porche après la fin des vêpres dont s'éteignent à peine les chants, et un peu de confusion y règne aussi. Autos et cars de toutes sortes s'alignent; une foule grandissante marche, ou attend.

Nous pénétrons dans la nef et, malgré l'animation du moment, du lieu, nous sentons fondre sur nous des ailes mystérieuses, lourdes de prières séculaires. Le ciel sans clarté n'envoie point de rayons et nulle lumière ne transperce les vitraux translucides. Ce n'est point là une heure azurée telle que demeure en mon souvenir une visite ancienne et matinale à cette cathédrale, dans laquelle j'avais alors pénétré comme une abeille au cœur bleuâtre d'une tulipe immense. Mais les tons de l'iris et de tous les delphiniums foncés ou pâles et des véroniques des champs, transparences mauves, violâtres, saphiriennes, mènent quand même leur jeu muet et mystique, conduisent malgré les nuages et le gris de l'air leur concert de pierreries habitées par des êtres saintement fabuleux. Et, sous l'épanouissement parfait de la pierre, l'âme fervente sent se délier ses liens; l'admiration de l'art devient vœu, la beauté met en présence la créature et son Créateur, et tout imprégnés de ces miracles, nous voilà prêts au beau plaisir qui nous est promis par les Théophiliens et le groupe théâtral de la Sorbonne.

Nous sortons, nous faisons le tour de la cathédrale et nous traversons les charmants jardins de l'évêché dont les terrasses découvrent la vue d'un paysage gris et vert, voilé de vapeurs d'une finesse et d'une grâce exquises. Le chant des oiseaux, les cris et les vols des hirondelles habitantes des pierres sacrées nous accompagnent. Mais voilà le lieu choisi. De gentils boys scouts, avertis, délurés, actifs, apportent les chaises, aident à passer les palissades, effraction qui évite un nouveau

détour. Toutes les chaises sont disposées entre les vieilles et jolies maisons qui bornent la place, au fond, et les marches du portail sud. Des jeunes filles aimables vendent les programmes. M. Gustave Cohen chuchote à l'une d'elles : « Ne vous mettez pas en retard. — Mais j'ai tout le temps, monsieur, je suis l'Ange; j'arrive en dernier. » Cette réponse m'a beaucoup plu; et j'ai vite imaginé qu'au ciel les Anges devaient vendre des programmes aux nouveaux élus encore mal au courant des beaux jeux éternels.

Nous sommes tous casés. On apporte, devant nous, deux fauteuils de velours rouge. Monseigneur l'évêque de Chartres s'assied et, près de lui, le maire de la ville, puis partageant nos chaises, MM. les chanoines et M. Cohen. Le « mystère » peut commencer. Un grand silence. Par les hautes portes, si majestueusement ouvertes, sortent en théorie, sous la direction de M. l'abbé Lecomte, les nombreux enfants de chœur et séminaristes composant la maîtrise de la cathédrale. Les blancheurs des surplis ressortent sur le noir des soutanes, les petites calottes et les transparents rouges fleurissent les enfants. Ce sont eux qui chantent la partie grégorienne de la fête musicale. Ils se réunissent en ligne qui s'immobilise avec une discipline absolue. Les visages vivants ont l'air sculptés et les statues du porche semblent vivantes. Les voix s'élèvent, et cachés dans les hauteurs de l'église, la *Psalette Notre-Dame* dirigée par M. Jacques Chailley et le *Chœur routier de l'Ile de France* (chef : Claude Chailley) exécutent les « intonations et versets » et des chants qui planent sur la partie grégorienne, avec une céleste pureté... Parfois, les traversent aériennement les cris aigus des hirondelles. Les grandes orgues, sous les doigts savants de M. Marré, organiste de la cathédrale, ont majestueusement préludé et toutes les cloches ont retenti avec une sonorité pleine d'appels. Au loin s'éloigne le sourd roulement d'un orage. Tout est gris : la pierre, le ciel, la clarté même du crépuscule. Les façades des maisons, derrière nous, sont toutes grises, se détachant en pâleurs de très vieille estampe et à toutes leurs fenêtres ouvertes les bonnes gens sont en rang et l'on voit leurs bustes et leurs têtes en série de pots de fleurs.

La maîtrise s'est séparée en deux groupes; les trois parties du grand portail sont libres et, du fond de l'église dont on

aperçoit les ténèbres de grotte colorées par les vitraux, s'avance jusqu'aux marches de pierre *Figura* qui, nous dit M. Cohen, est « un prêtre vêtu d'ornements sacerdotaux et coiffé de l'*amict* : pareil au beau dieu d'Amiens, il symbolise la divinité sans pourtant s'identifier avec elle ». Il est superbement vêtu de blanc et or en vastes et simples draperies. Vers lui s'avancent Adam vêtu en jeune roi d'une robe de velours cramoisi et Ève, aux cheveux blonds flottant sur des épaules couvertes d'un manteau de satin blanc. Figura, qui représente Dieu, leur donne la royauté de tout l'univers vivant et les conduit au porche de gauche où un petit pommier et quelques branches d'aubépine et des fleurs diverses représentent le paradis terrestre. Là, il leur fait défense de toucher à la pomme.

A peine Adam et Ève sont-ils en ce lieu, que du côté droit du portail arrive une sarabande de petits démons rouges qui font beaucoup rire les enfants de l'auditoire, et un Satan-serpent magnifique en sa robe de velours noir, agitant ses grandes manches doublées de couleur feu, cependant qu'ondoient et traînent derrière lui deux grands pans de ces mêmes couleurs. Il est chaussé de sandales cornues et ses gants noirs ont des ongles crochus. Son rôle est étonnant de souple perfidie et d'astuce démoniaque. Il essaie de tenter Adam ; il échoue ; retourné vers sa suite enfantine de petits démons, l'un de ceux-ci, par pantomime malicieuse, lui conseille d'essayer avec Ève ce qu'il vient de manquer avec Adam. Et il revient vers la femme, la flattant, la séduisant, enjôleur, prometteur, complimenteur. Après l'avoir admirée en des mots charmants de grâce élégante et courtoise, il fait miroiter à ses yeux si neufs l'ambition, la domination :

Tu serais dame de ce monde
Et des choses les plus profondes...

Au tour d'Ève, une fois le Tentateur parti, ayant achevé sa tâche funeste, de tenter Adam. Oh ! cela est d'abord bien flatteur pour nous, mesdames, cette puissance de la femme sur l'homme. Mais une fois la pomme mangée, le péché commis, nous entendons à notre confusion les choses les plus amères sur notre compte et notre sexe perfide. Adam retire sa robe pourprée et, déchu, reparaît en pauvre bure cousue de feuilles

de figuier. Ève a vu s'envoler son manteau de satin. Elle est vêtue de toile grossière. Figura reparaît, les interroge, les condamne, les chasse. Ève est humble et confesse la faute qu'Adam rejette sur elle et déjà Figura, pour adoucir le mal qu'elle a fait et l'humiliation qu'elle accepte, annonce au Serpent en le maudissant que dans l'avenir une femme lui écrasera la tête. Puis il appelle l'Ange et celui-ci, tout de blanc vêtu, appuyé sur le glaive tors, garde l'entrée du Paradis perdu. Ève et Adam courbés sur les marches de pierre font les gestes de semer et de labourer. Leurs attitudes, leur pantomime expriment leur fatigue, leur douleur, leur travail harassant, qui seront désormais le fardeau de toute l'humanité. Et enfin Satan et ses diables viennent les entourer et les entraîner vers l'enfer. Mais ils savent que le Fils de l'Homme naîtra de leur race, que la Vierge effacera la faute de la première femme en écrasant le Démon et donnant le jour au Sauveur, et c'est avec une humilité pleine d'espérance qu'ils se dirigent vers l'expiation.

M. Gustave Cohen, tout en nous rendant intelligible le texte médiéval, a su en garder toute la saveur, tous les vieux mots si neufs et frais comme les fleurs des champs, toutes les tournures de phrases si particulières et si frappantes, ainsi que le rythme si original du vers de huit pieds, martelé plus nettement grâce aux expressifs raccourcis de l'ancien langage. Il a remporté un succès considérable, peut-être plus grand encore que ceux-là du *Miracle de Théophile* et du *Jeu de Robin et de Marion*, dont je vous ai rendu compte ici même, l'an dernier, en vous disant toute leur excellence et applaudissant les talents divers des auteurs, adaptateur, musiciens et interprètes. Ceux-ci, à Chartres, — car ils ont déjà joué ce *Jeu* à la Sorbonne avec grand succès, — ont été parfaits en leur naïveté voulue, leur majesté ou leur persuasif satanisme. M. Schneider a donné une apparence superbe à *Figura*. Satan a été merveilleusement incarné par M. Moïse Abadi dont le jeu, la voix, les intonations, la souple cautèle, les attitudes ondoyantes ont prêté au serpent démon un grand attrait maléficieux. Il a beaucoup de talent. M. Nicolas Weisbein et Mlle Geneviève de Gentile ont été charmants, faibles et humains en Adam et Ève. Mlle Linarès a tenu avec belle allure le rôle muet de l'Ange. Ce vieux mystère qui est, paraît-il, la

première pièce de théâtre que nous connaissions en langue française, nous a charmés, passionnés, émus. Quand les chants terminèrent le spectacle, et que la lente théorie des enfants de chœur et des prêtres se déroula, et se sépara de nouveau dans un ordre parfait au son des cloches et des grandes orgues, pendant que se dispersaient au ciel les voix de la *Psalette*, et que se percevaient les roulades des oiseaux du jardin proche, nous avons senti que nous venions de bénéficier d'un incomparable spectacle. Que de remerciements ne devons-nous pas à l'animateur de ces heures sans pareilles, M. Cohen, qui, avec un art égalant son érudition et son amour pour le passé, nous fait admirer les chefs-d'œuvre de notre France, et en ce *Jeu d'Adam et Ève*, le drame éternel de la tentation et de la responsabilité humaine, celui que M. Cohen nomme si justement : « le drame de la liberté et de la grâce, selon saint Bernard »!

Enfin, félicitons vivement M. Jacques Chailley de sa savante et pure harmonisation « des phrases, des répons de l'Antiphonaire de Saint-Maur » selon les principes de l'école de Pérotin le Grand; principes dont le contrepoint s'établit en une si belle ligne architecturale, semblant l'épure harmonieuse d'où, miraculeusement suscitée, put s'élever prodigieuse et définitive, la cathédrale.

LISA DUNCAN ET LES BALLETS D'ORPHÉE

« Isadora Duncan a déjà dansé *Orphée* en 1909 au Théâtre de la Gaîté, nous dit Lisa Duncan. Je me permets de le reprendre aujourd'hui et même d'y apporter des modifications... J'ai gardé les danses isadoriennes des *Ombres heureuses*... Mais, pour la douleur d'Orphée, j'ai senti l'impérieuse nécessité d'être seule et moi-même. »

Cette représentation des *Ballets d'Orphée* avec la nouvelle chorégraphie de Lisa Duncan, son interprétation admirable de pureté, d'inspiration et, tour à tour, de désespoir et d'espoir ont été un des événements de cette saison trop rare en révélations de beauté. Unique soirée donnée à l'Opéra Comique avec son excellent orchestre et la belle voix de l'invisible Mme Mona Péchenart chantant dans la coulisse en un style exact et noble les beaux airs de Gluck dont Lisa Duncan exprimait la signification par sa mimique ou ses pas, et soirée unique en un

autre sens d'approbation et d'applaudissement. Le rideau se lève. Un groupe de nymphes, — les charmantes et souvent étonnantes élèves de Lisa Duncan, — par leurs attitudes, leurs tristes visages, leurs entrelacs funèbres pleurent la mort d'Eurydice. Au milieu d'elles est Orphée vêtu d'une longue tunique blanc et or qui semble un dernier regret de la lumière vers celle qui a fermé les yeux au jour. Lisa, en Orphée, est admirable; jeune, blonde, éclatante, tenant sa lyre appuyée à sa hanche, elle lève vers le ciel un visage d'imploration et de douleur. Elle est la poésie en face de la mort. Elle est la jeunesse, elle est l'amour en proie à la douleur. Leur rayonnement n'a pas eu le temps de s'assombrir encore. Les yeux pleins de pleurs sont étonnés de souffrir et le rythme de tout l'être frémit, presque immobile, en songeant à la jeune fille qui vient de quitter la terre et le mouvement de la vie. Quelques gestes, quelques attitudes, bras levés, déchirant ou voulant déchirer ce voile mystérieux, cet obstacle impondérable et pourtant infranchissable qui sépare le vivant de celle qui l'a quitté, des expressions d'une noblesse suppliante ou révoltée nous émeuvent, nous troublent.

Nous ne sommes plus en face de cette radieuse Lisa Duncan, incarnation printanière de la joie en fleur, mais d'un être très grave et parcouru par les ondes terribles et secrètes de la douleur au rythme noir. Ses pas sont arrachés à une résonance qui lui était encore inconnue. Elle trébuche sur l'invisible. Toute cette mimique harmonieuse est d'un sens à la fois évident et muet qui est de la plus grande beauté. Mais voici le moment où Orphée descend aux enfers y tenter de fléchir les divinités terribles, et de ramener Eurydice à la vie terrestre. Et d'abord il est arrêté par les Furies. Nous assistons à la danse de ces Furies, que les élèves de Lisa ont exécutée avec un sens extraordinaire de l'acrobatie dramatique. Elles sont vêtues de courtes tuniques violettes. Le visage est couvert d'un masque bleu pâle, hallucinant de lividité sulfureuse. De longues mèches noires tombent, autour d'elles, en serpents. Mais les reptiles, ce sont elles-mêmes en leurs souplesses multiples, leurs enroulements, leurs emmêlements, leurs bonds ou leurs danses rampantes les entrelaçant en un grouillement inexprimable de bras et de jambes levés, confondus, dressés, retombant, serpentant avec une effrayante vélocité ou une

ondulation inhumaine. Ces Furies ont réalisé avec un art plastique remarquable un des spectacles les plus bizarres et les plus beaux en son horreur étrange que l'on puisse imaginer. Et cela, en respectant la ligne et la conception grecque de la mythologie antique. Cette chorégraphie inventée par Lisa Duncan est l'œuvre d'une très audacieuse et très grande artiste. Mais, parmi ces furies aux mouvements infernaux, apparaît la pureté d'Orphée. Toujours en blanc doré, la courte tunique laissant libres les hautes et puissantes jambes de marbre rose, Lisa par la grâce et la persuasion de ses chants, — oui, les chants invisibles accompagnent ses pas qui sont un chant visible, — apaise peu à peu les gardiennes affreuses. Rien de plus saisissant que cette apparition presque immobile d'Orphée au centre du grouillement des larves violettes. Lisa Duncan y incarne vraiment la loi de l'ordre et l'incantation de l'harmonie. Ce contraste est saisissant. C'est l'apparition triomphante de l'art, vainqueur de la matière et des choses informes. Et avec quelle cadence pudique Orphée obtient l'apaisement et le consentement des monstres lui livrant passage! Sur la pointe prudente de ses pieds nus et craignant d'éveiller peut-être un autre maléfice, Lisa-Orphée, toute poésie et toute lumière, lentement, mystérieusement s'enfonce dans l'ombre et vraiment, en s'éloignant, puis disparaissant de la scène, nous donne l'impression et le frisson sacré de la voir franchir le seuil des Enfers.

Puis, la voici seule, — ou le voici seul, — mimant, dansant sa recherche incertaine, d'abord tâtonnante, puis plus audacieuse, et peu à peu, passant de l'angoisse à l'allégresse, au doute du désir, à l'incertaine espérance. Et voici les contrées des *Ombres heureuses* où des enfants délicieux nous ravissent par une guirlande de danses et d'expressions douces et joyeuses. Enfin les jeunes filles, nous faisant pressentir Eurydice, viennent nouer et dénouer leurs grâces savantes, aériennes et si particulières en leur perfection grecque si bizarrement jointe à leur charme « botticellesque ». Nous ne verrons pas Eurydice, mais le ballet ne se terminera pas par le désespoir d'Orphée la voyant retourner aux Enfers, ainsi que le veut la tradition cruelle. Nous verrons au contraire le triomphe de l'Amour. Orphée entourée des enfants radieux, telle la poésie d'espoirs toujours nouveaux et Lisa, en ses voiles d'aurore et

en ses attitudes et mouvements ascendants, y symbolise avec son génie de jeunesse et de clarté l'heureux retour à la lumière.

Cette interprétation dansée d'un des plus hauts symboles de la douleur, thème d'une richesse poétique si profonde et si chargé de sens multiples, Lisa Duncan, artiste incomparable, l'a conçue, l'a exprimée avec une connaissance déchirante de l'absence absolue qui est pour nous la disparition de l'être aimé. Elle a exprimé toutes les étapes de l'effroi, de la solitude, de l'exil subi par celui qui reste et non par celui qui s'en va, et aussi la recherche dans les ténèbres parmi les tourments et les affres, les regrets, tous les monstres du deuil et de la mort inconnue. Et elle a voulu finir par l'apaisement, la résignation, l'espoir de la réunion radieuse et la transformation de la douleur en poésie. Une grande émotion se mêlait à l'enthousiasme qui l'a saluée.

La seconde partie du spectacle nous l'a fait revoir en ses créations les plus heureuses et les plus aimées de son public de plus en plus nombreux et enchanté : *les Petits riens*, *les Valses d'amour* et le triomphal *Beau Danube bleu* où elle est égale à elle-même. Et ses belles élèves en leurs *danses d'amazones* ont eu mille applaudissements.

Mais ces *ballets d'Orphée*... ne les aurons-nous admirés qu'une fois? Une série de représentations aurait eu, j'en suis sûre, le plus éblouissant succès.

LES RÊVES BRODÉS DE Mlle MARIE MONNIER

Peintures brodées ? Mlle Marie Monnier appelle ses œuvres magiques, tout simplement : broderies... Mais ces broderies sont des compositions dignes d'un peintre à l'imagination singulière, au talent le plus chatoyant, le plus rare, le plus subtil et en même temps d'une artiste de l'aiguille qui est une virtuose sans rivale. Les seize tableaux qu'elle vient d'exposer dans la maison des Amis des Livres, 7 rue de l'Odéon, chez Adrienne Monnier (à laquelle nous devons tant de belles éditions et de revues intéressantes, — la dernière est *Mesure*), ces seize tableaux sont autant d'apparitions surprenantes. Tout ce que l'art féminin de la broderie contient de sortilèges, Marie Monnier le met au service de son sens inné de la

lumière et du modelé. Certes elle est dessinateur, elle est peintre. Mais, en vérité, je crois qu'il faut renverser l'ordre des facteurs et dire que ses dons de peintre, elle les a mis au service de son aiguille féerique. Les fameux doigts de fée desquels on parle toujours et voit si rarement les travaux dignes de ce titre, je sais que c'est Marie Monnier qui les possède. Quelle travailleuse en même temps qu'une fée ! Le génie, dit-on, est une longue patience. Elle sait cela Marie Monnier, qui met de longs mois à parachever cette aile de papillon et une année à exécuter telle de ses œuvres qui semble tout fraîchement éclose avec la bizarrerie spontanée d'une fleur. Tous les secrets de la nature, Marie Monnier semble les savoir et pouvoir en révéler quelques-uns. Ses points de soie nués avec un art du coloris infini, en leurs pigmentations, en leurs grains, en leurs atomes sont vraiment de la chair, de la peau, de l'irisation vivante quand elle brode un visage et, en même temps ses points de soie, ses nuances, dont la palette est cent fois plus délicate que celle des plus adroits artistes, donnent à la figure qu'ils composent un aspect inconnu. C'est de la vie qu'on vit en rêve. Cette substance, cette soie employée par la brodeuse-peintre, une larve l'a créée en rêvant peut-être à ses ailes. Toute une puissance de mystère semble l'enduire encore, à la fois organique et céleste. Marie Monnier s'en empare et la force à créer de nouveaux rêves, de nouvelles formes, d'autres clartés.

Voyez cette tête de jeune fille qui dort, les yeux clos, non sur des ténèbres, mais dans une atmosphère d'une luminosité merveilleuse : le ciel du songe. Le modelé du visage est admirable, et c'est toute la sérénité de l'être qui respire, enfin délivré du réel. Voyez *la Mère et l'Enfant* réunis dans une sorte de rêve argenté, émergeant de ces profondeurs infinies de l'amour et de la maternité. Voyez le *Paysage aux moutons du ciel*, ce ciel bleu mauve et gris fuyant sur un vert pays immobile et ce singulier chef-d'œuvre : *Paysage à l'aile de papillon*. Un énorme papillon grossi comme au cinéma et dont nous ne voyons que l'extrémité de deux ailes, s'atteste paon de jour palpitant sur le bariolé et la verdure d'un jardin ou d'une pente de colline. Sa couleur est d'une exactitude extraordinaire : ce brun, ce brique, ce violet et le tournoiement de perle dissoute et d'astre bleu qui compose « les yeux » peints au coin des

ailes étalées, cet aspect de vitrail vivant qu'ont ces êtres ailés dans la lumière, tout cela est exprimé avec une véritable sorcellerie d'artiste. Que j'admire, en un tout autre genre, cette *Impression de Paris* ! Une femme est à sa fenêtre : visage levé vers le ciel citadin que lui cachent les hauts étages de la maison qui l'encerclent, l'emprisonnent, la regardent de toutes leurs fenêtres. Le désir de l'évasion baigne d'une spéciale lumière ce visage anxieux, désirant. Oui, cela aussi est un rêve ; et, dans le rêve total, la femme obtiendrait le pouvoir de planer, s'envoler, survoler ces murs et ces toits... enfin libre. N'avez-vous jamais eu ce rêve-là ? Moi, je l'ai eu. *Cheminement d'opale*, ce sont tous les courants de feux variés, toutes les songeries colorées, suggérées, aperçues dans un chatoiement de cette pierrerie qui, dit-on, porte malchance, traînées de soleil couchant, sillages du malheur encore inconnu. Ce tableau intitulé *Naissances*, ce sont des limbes, des ébauches de formes, des essais de clartés. Et ce *Nocturne*, n'est-ce pas tout l'envoûtement des ténèbres? Des têtes apparaissent dans la nuit; l'une porte une coiffure violette et ces figures ont la singularité des rencontres en songe.

Des profondeurs de l'inconscient passons aux profondeurs des mers, à ce qui y médite, à ce qui y passe. Ce grand coquillage vient d'en émerger ; il est rose avec des lueurs de corail, des ombres bleues, des lueurs secrètes de nacre et d'argent ; sa lumière polie est d'une humidité étonnante, toute marine, toute salée. Quel art n'a-t-il pas fallu pour obtenir cette impression qui nous donne une sensation aussi vivace? Mais dans le *Bateau ivre*, Mlle Marie Monnier s'est sans doute inspirée du poème de Rimbaud. C'est une composition d'une richesse de détails, d'une prolixité merveilleusement enchevêtrée. Ce sont des oiseaux insensés, des poissons volants, des arcs-en-ciel marins, des flèches sauvages, des serpents de toutes les couleurs, des irisations violentes comme celles de certains breuvages en des verres levés vers la lumière, des coquillages clairs, des plantes acérées, des beautés de grottes, des clartés étranges, et au loin, un rêve de ville qui fut peut-être submergée comme Ys la celtique, des toits baignant dans le ciel ou la mer, ville du départ ou de l'espoir du retour... Toute la folie du voyage en ses espoirs ou ses souvenirs, ses impressions superposées ou mêlées, ces étonnements qui trans-

forment l'apparence des choses inconnues et les nostalgies poétiques d'un voyageur avide de soleils nouveaux sont évoqués par cette « broderie », puisque, sur le thème du bateau ivre, Marie Monnier a « brodé », en imagination et en points de soie... Pour ma part, je préfère à cette symphonie étourdissante, et d'un art d'ailleurs merveilleux, les évocations plus simples, mais non moins fantastiques par leur beauté inattendue de ses autres tableaux brodés. Et tous attestent que Mlle Marie Monnier est une artiste exceptionnelle qui fixe l'apparition d'un poème intérieur, et nous révèle avec le plus original génie et le métier le plus rare la forme de quelques rêves.

LE CINÉMA EN COULEUR

Nous avons vu plusieurs fois des « films coloriés », tels la *Cucaracha* ou le film intéressant sur l'île de Bali et ses danses, mais nous n'avions encore jamais vu de véritable « cinéma en couleur » ayant vraiment droit à être nommé ainsi, c'est-à-dire ayant capté directement la lumière et ses colorations sans avoir recours à des procédés nuancés d'avance. M. Charles Nordmann a inventé un certain « film » qui capte toutes les couleurs avec une simplicité merveilleuse. Le « ruban », au lieu d'être uniforme, est composé de parcelles pailletées ; et le prodige s'accomplit. Je ne me charge pas de l'expliquer savamment, je ne saurais et d'ailleurs je ne veux pas être indiscrète. Mais, grâce à l'amabilité de l'inventeur, j'ai pu contempler quelques-uns de ses essais dont la réussite est parfaite. Il nous a montré des vues de Paris, des jardins de Boulogne, qui sont surprenants en toutes leurs couleurs et par conséquent en leur véritable atmosphère qui leur donne en même temps le relief. Bientôt, cette invention, mise tout à fait au point, sera révélée au grand public en toute sa magie qui est celle de la « réalité volée ». Nuances du ciel et de l'eau, verdure, fleurs, écume de la mer méridionale offrant non plus un azur de commande, mais les profondeurs et les différences des bleus décomposés par l'extrême lumière, nous vous avons reconnus, admirés avec un peu d'émotion.

Voilà une terrasse de café, en été, près du Luxembourg. De jeunes femmes rient sous les parasols oranges. Cette jolie

blonde au corsage blanc nous apparait en toute la délicatesse de son teint, de ses cheveux pâles, de sa blouse immaculée. C'est effrayant et ravissant à la fois... car c'est *cela*. Ce rhododendron rose, dont on nous fait apparaître, grossi, le transparent corymbe, s'épanouit, diaphane, nacré, présent, vrai... et semble peint par Renoir ou Manet, tant les grands peintres ont surpris les secrets de la lumière! Les fontaines jouent; l'écume s'irise; le ciel est gris; les rues de Paris ont ces tons fins dûs à notre air de particulière qualité. Les autobus verts roulent; les passants passent, les arbres étendent leur exact feuillage de tous les tons de la verdure. Le réel ne va-t-il pas se venger? Il est capté, restitué, offert. Tous les pays du monde nous offriront désormais, sans les tristesses de la photographie noire et grise souvent si belles, leurs aspects ardents, violents ou sombres, les teintes mêmes de la flore et de la faune, les corolles que nous n'aurions pas vues s'épanouir en restant chez nous et les tons bariolés des oiseaux les plus rares. Pelages, peaux, tonalités d'hommes et de paysages, d'océans et de ciels, tout nous sera apporté sans que nous ayons un effort à faire. Le voyage dans un fauteuil... Et pour les films documentaires, nos beautés régionales, l'instruction scolaire de nos enfants, quel apport de séduction et d'intérêt, de curiosité centuplée que cette magie, cette vie de la couleur, de la lumière en toute cette familiarité, qui nous parait habituelle et, à l'écran, reprend sa féerie.

M. Charles Nordmann est un grand sorcier. Il ne restera plus au cinéma qu'à nous offrir l'odeur des sites parcourus par la vision, puisque nous aurons avec le son, le mouvement, le bruit, la voix, le chant, le cri ou le murmure, la couleur, la couleur, la couleur... sans les inconvénients ou les plaisirs du chaud et du froid... Mais sont-ils indispensables pour compléter la sensation que nous aurons visuellement du Pôle nord ou des Tropiques?

GÉRARD D'HOUVILLE.

L'EXPOSITION INTERNATIONALE DE BRUXELLES

Gageure et provocation, tel parut le sens premier d'une initiative poursuivie à travers vents et marées. Quand le monde est hérissé de barrières douanières, quand les périls de guerre sont partout, quand les arts et les manufactures subissent le contre-coup des instincts et des passions, un pays qui ne vit que d'exportation, et pour lequel l'échange dans l'ordre matériel et dans le domaine de l'esprit est une raison d'être, convie le monde à une rencontre sur son territoire des produits du sol, de l'industrie et de la pensée. En Belgique, on a toujours osé tenter le sort. C'est le fond d'une sagesse dont l'expérience est faite d'un long passé de luttes. Parier sur l'obstination, mettre en défi la paresse n'est pas d'une mauvaise hygiène morale. La maxime du Taciturne : « Il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre » se traduit aujourd'hui : on n'espère qu'en entreprenant.

L'Exposition internationale sur la colline du Heysel est déjà une réussite. Elle séduit dès l'abord. Les circonstances, loin de la desservir, la favorisent. Confrontation de peuples, tous engagés dans des difficultés économiques, il en sort un appel à l'action commune et aux accords particuliers.

Le choix de l'emplacement n'a pas suscité de discussion. C'est un ancien rêve du roi Léopold II. Bruxelles doit son déploiement en banlieue à ce grand bâtisseur. Sa première trouée vers l'air et la verdure fut l'avenue Louise. Sa seconde, l'avenue de Tervueren. Toutes deux rattachent aujourd'hui la cité à la forêt. L'avenue du Heysel et l'aménagement d'un quartier neuf autour du plateau de Koekelberg devaient

achever un programme destiné à étendre l'agglomération sur les deux versants de la Senne. Si on découvre la cuve bruxelloise de la terrasse du Palais de Justice, on aperçoit entre le clocher de l'église de la Chapelle, où sont les cendres de Breughel, et le cube de béton de la Maison du peuple, le miracle ajouré de la tour de l'Hôtel de ville. L'épée dorée de saint Michel s'abaisse dans le ciel à la hauteur d'une ligne de verdure. Depuis deux mois elle a l'air, baguette magique, d'y avoir fait surgir un mirage multicolore. Jardin enchanté, cité artificielle aux frontières d'un rêve perdu et d'une réalité nouvelle, l'appel qui en vient est convaincant. Laeken, incorporée dans la capitale, est tout à côté. Le parc de l'Exposition, vallon secret aux grands arbres centenaires sous lesquels on fait éclore, le soir, des fleurs de lumière, est dans le prolongement du Jardin royal. Des souvenirs tenaces, douloureux et exaltants, débordent et protègent la tentative aventureuse. Le déploiement de la ville vers le nord, aboutissement tardif du projet caressé par Léopold II, commence derrière le mausolée du premier roi des Belges. Pour s'y rendre commodément, les autos empruntent la voie par où, à la lueur des torches, fut ramené le sarcophage d'Albert le Grand. Et du modeste et riant Stuyvenberg que Léopold III ne se résout pas à quitter, le cortège inaugural n'a eu qu'à suivre les allées du Parc royal fleuries de mouchoirs et de vivats.

La tentacule, chère à Émile Verhaeren, mord ici dans la chair vive de la campagne. Trois grands bâtiments en matériaux durables ont été érigés au sommet du plateau, en pleins champs. Vers eux toute l'Exposition monte d'un gracieux élan. Celui du centre offre l'aspect d'une gare modèle. L'émulation s'y déploie, sur des rails interrompus, en wagons, locomotives et automotrices. A droite et à gauche, une salle des fêtes, où l'éloquence des congrès prend sa revanche des « limitations parlementaires », et un palais de l'art ancien, miraculeuse résurrection de cinq siècles de chefs-d'œuvre brabançons. Du péristyle central, sous des colonnes cubiques surmontées de génies laborieux, on découvre bien plus que la cascade de palais, de restaurants et de reconstitutions, rivalisant avec le jaillissement des eaux parmi des parterres odorants. Au delà Bruxelles s'offre au regard, un Bruxelles inédit et qui n'est point la moindre surprise du visiteur. Quoique couvrant elle-

même cent quarante hectares, on embrasse facilement des yeux toute l'Exposition et l'on peut s'orienter, choisir vers quelles perspectives d'amusement ou d'intérêt se diriger. Entre les cubes, les carrés, les rotondes et les coupoles, parmi lesquels l'imagination restreinte des architectes modernes se résout à déployer un art qui se sacrifie trop volontiers à l'utilité, il y a le grand repos de la verdure, dix-huit hectares de bois, avec un chemin creux converti en rivière. Et tout aboutit à ce point de stabilisation d'une « vieille Belgique » en quoi revit le prestige du Condenberg avec le vieux palais des ducs.

Victor Hugo, récemment fêté par les Belges, à l'occasion du cinquantenaire de sa mort, devant la maison qu'il habita sur la Grand Place en 1852, écrivait, dès 1835, de Bruxelles à sa femme : « Je bois de la bière comme un Flamand. » L'industrie de l'alimentation est la seule que la crise n'ait jamais fait chômer. Comme le professent les petites gens de la capitale, quand ça va, on boit pour le plaisir ; quand ça ne va pas, c'est pour se consoler. Les industries de l'alimentation ont au Heysel leur palais. Mais les occasions de se rafraîchir sont partout. Un grand magasin, non content d'offrir un raffinement de toilettes et d'ameublements, a eu soin de mettre en vedette un restaurant qui ne désemplit pas. Pour enseigne, une autre maison, où l'on boit les vins français, a pris : « la vie est belle. » Dans le quartier reconstitué de la Vieille Belgique, chaque maison est un cabaret. Il en sort avec les vapeurs du houblon, dont les champs commencent non loin, les rondes populaires du folklore rythmées sur l'accordéon. Le plus extraordinaire est la vaste brasserie catholique placée sous l'enseigne imprévue d'une encyclique pontificale. Avant de faire station à *Rerum Novarum*, les fidèles ne manquent point de monter à l'église authentique qui fait tout le premier étage de cette orthodoxe taverne. Comme aime à le répéter M. Paul Claudel, la Belgique n'a point sacrifié au jansénisme, et un poète du cru se glorifie d'une truculence dont s'accommode le mysticisme. De fait, chaque dimanche, l'église de l'Exposition, qui a son curé nommé pour la durée de la saison, voit dix mille personnes se presser aux six messes qu'on y célèbre. Le temple n'a rien d'un camouflage, malgré sa coupole hardie et les minarets dorés qui la flanquent d'une façon byzantine. Inaugurée par le primat de Belgique et cinq

évêques, cette « vie catholique » ne cesse d'allier le spirituel au matériel.

Le programme général de l'Exposition a mis d'ailleurs au premier rang l'effort moral, intellectuel et scientifique. Hommage assez platonique. Car comment exposer ce que chaque pays peut faire pour garder leur prestige aux valeurs impondérables? La France y pourvoit, dans son très beau pavillon, par une mise en vedette de sa littérature. Dès le seuil franchi, le livre vous accueille et les portraits des grands écrivains vivants. L'Italie vous oblige, de son côté, à lever la tête. Aucun stand. Rien que des photographies multipliant jusqu'à l'hallucination les concours de la force massive pour la gloire de la jeunesse et les promesses de l'avenir. Pavillon de propagande, on n'en trouve pas de plus démonstratif et dont le visiteur sorte plus remué. La Grande-Bretagne impressionne aussi dès l'entrée. Conservant à sa façade le style académique, à peine modernisé, du mail londonien, elle a placé devant son salon d'honneur le globe terrestre. Il tourne comme de juste et l'éclairage est gradué suivant l'heure du méridien. Nous voyons passer devant nous les Indes et l'Afrique équatoriale sans échapper à l'horaire de Greenwich. Seule la lumière nous avertit que nous changeons d'hémisphère. L'aube succède à la clarté lunaire, au plein soleil le crépuscule ; et pourtant il y a toujours sur la mappemonde une terre dont l'éclairage reste anglais.

La Scandinavie est largement représentée. La faveur du public va au Danemark, le premier prêt, si net, ordonné, expressif. Point de chiqué. De la laiterie à l'électricité, tout obéit à la méthode. La Suède le suit de près et la Norvège, montrant des paysages éclatants comme le teint d'une race rompue à la franchise. Suisse, Lettonie, Pologne, Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie rivalisent de grâce et de simplicité. Elles marquent leur présence, énergique et souriante, et avec elles, celle d'une Europe décidée à survivre aux menaces contre la paix. On cherche vainement l'Allemagne. Le Reich avait retenu un emplacement magnifique. Il avait envoyé ses ouvriers et ses matériaux. Tout fut rappelé un beau jour. On ne pouvait collaborer dignement à une œuvre économique universelle, alors que les nécessités monétaires allemandes faisaient une loi de refuser aux propres

citoyens du pays les devises indispensables au voyage. Telle fut l'explication donnée. Les Pays-Bas et le Grand-duché du Luxembourg, voisins immédiats, engagés avec la Belgique dans une concurrence amicale, déploient, en deux pavillons très complets, toutes leurs ressources. On s'y jauge, on s'y apprécie en frères.

L'exotisme fut naguère le grand attrait des expositions. Depuis les merveilles de Vincennes, que tenter qui ne fût une redite? Le Congo, patrimoine national, s'est contenté d'une synthèse. Dans le décor de Heysel, la haute guérite de style indigène attire tous les regards et les panoramas ne désemplissent pas. Les écoliers peuvent nommer à leurs parents étonnés les noms de fleuves et de peuplades. Des guides, eux-mêmes vétérans de la colonie, sont là pour préciser le dernier stade d'un développement incessant qui doit avoir bientôt sa récompense.

La foule, docile et compacte, oscille et bourdonne, plus curieuse qu'émerveillée. L'Exposition est populaire. Son décor séduit et lentement les vertus d'encouragement et de persévérance agissent.

* * *

Mais ce ne serait tout de même qu'un décor, servi par une ornementation florale et lumineuse du meilleur goût, sans l'exceptionnel prestige et la magnificence de l'exposition d'art ancien. On avait déjà, à Bruxelles en 1910, à Gand en 1913, à Anvers en 1930, réalisé des merveilles dans la rétrospective de tableaux et d'objets. Tout semble dépassé. Nous atteignons vraiment un sommet.

Toutes les époques ont été appelées à l'aide. Cinq siècles donnent leur fruit. Seulement, il s'agit de n'évoquer que Bruxelles ou le Brabant. C'était marcher droit à l'apothéose de la tapisserie. Sans doute, sans les peintres qui en firent les cartons, elle ne jouirait pas de la gloire où nous allons voir se déployer quelques-uns de ses chefs-d'œuvre les plus authentiques. Mais sans elle, l'art des peintres ne connaîtrait point peut-être cet élargissement, à la fois didactique et ornemental, qui assure à l'industrie d'art des métiers de haute et basse lisse bruxellois un rendement inégalé. Et de fait leur concurrence est dangereuse aux tableaux eux-mêmes. On le constate

dès qu'on pénètre au Palais de l'art ancien. Il faut commencer par se repaître des grandes bannières suspendues aux murailles, épuiser l'émerveillement de leur fraîcheur, de leur mouvement, de leur action continue. Et puis s'en abstraire radicalement pour revenir à la peinture qu'elles éclipsent.

Tissées à Bruxelles du XVe au XVIIIe siècle, les quatre-vingt-quinze pièces exposées y reviennent pour la plupart pour la première fois depuis que la commande d'un Souverain les en a fait sortir. Ce rapatriement à lui seul est émouvant. On doit une véritable reconnaissance aux gouvernements de l'Espagne et de l'Autriche en particulier, qui ont autorisé le voyage de ces joyaux du trésor national. Ce fut l'objet de négociations diplomatiques. La Belgique, pour convaincre les partenaires, use d'une expérience acquise. Depuis la guerre, elle a expérimenté quelle vertu pacifiante les œuvres d'art, où se reflète l'âme d'une race, propagent hors des frontières politiques et des événements économiques. Elle sait qu'elle a dans les musées et chez les collectionneurs des ambassadeurs permanents. Et s'il le fallait, elle pourrait rappeler l'action de son plus grand peintre en personne, quand, envoyé par sa souveraine, l'infante Isabelle, à Londres, à Madrid et à Amsterdam, Rubens, ayant des protecteurs en Italie et des amis à Paris, servit puissamment la cause de la paix qui est toujours celle de la Belgique. La peinture flamande où Bruxelles imprime, comme dans la bordure de ses tapisseries, son écusson, n'est pas que couleurs et formes. Sous les virtuoses de la palette, il y a des hommes instruits et qui pensent. Cette formation humaniste, religieuse et moralisatrice, des peintres anciens explique leur conquête du monde. Et rien ne la traduit mieux dans l'exposition de Bruxelles que la série des tapisseries du XVIe siècle prêtés par Madrid et par Vienne.

Il faut aller immédiatement devant les deux immenses panneaux qui se font face dans la galerie principale et appartiennent à la suite des *Honneurs*, au palais national de Madrid. Bernard von Orley en a conçu les cartons, mais sur l'argument d'un lettré en qui M. Émile Mâle reconnaît Jean Lemaire des Belges, l'écrivain le plus choyé de la Cour de Marguerite d'Autriche. M. Carton de Wiart et Mlle de Boom viennent de mettre en pleine lumière en deux ouvrages récents la figure de la tante de Charles Quint, dont la vie sentimentale fut si

romanesque et dont l'esprit de gouvernement demeura si avisé. Prudence et fortune, tel est le thème respectif des deux compositions inspirées par son conseiller littéraire. Elle-même a joué sur le mot fortune. Elle savait que, sans la chance, même le courage demeure infructueux. Sa prudence, comme la déesse, au centre de la tapisserie tissée d'or et d'argent, impose la loi aux chevaux fringants des cinq sens et confie aux arts libéraux de lui construire le char où elle montera pour atteindre à la sagesse. Des maximes latines entrelacent les figures de la trame soyeuse. Il est bon de les relire et de les appliquer aujourd'hui. Mais on se plaira davantage à suivre, en face, les évolutions de la roue de la fortune. Car tout change dès qu'on la tourne. La transparence du fleuve qui fait le bas de la tapisserie, transporte des figures historiques à qui le sort fut clément ou douloureux, depuis Andromède délivrée jusqu'à Niobé qui perd tous ses enfants. Et dans chaque angle supérieur Phœbus verse ses rayons bienfaisants, Vulcain forge l'acier fulgurant.

De la même époque, de la même provenance et d'une conservation aussi parfaite, trois autres panneaux attestent une connaissance aussi riche et aussi démonstrative de la tradition religieuse. Les manufactures de Guillaume de Pannemacker tissèrent à Bruxelles une suite de huit scènes de l'Apocalypse. Nous en voyons la première : Jean à Patmos recevant la mission de révéler sa vision ; la troisième : l'Adoration de l'Agneau ; la septième : les Noces de l'Agneau. C'est un monde. Pour y pénétrer il est nécessaire de se familiariser avec le texte évangélique. Et la tapisserie peut revendiquer ici sa supériorité expressive sur la peinture. L'étoffe anime d'une vie intense, souple et nuancée, la rigueur du dessin. On voit le compromis entre la scène imaginée en vue d'une figuration didactique et le déploiement réalisé pour vêtir une muraille. L'art des rhétoriqueurs a passé par là. Ils ont l'habitude et le goût du mouvement. Ils s'inspirent des peintres et ils les inspirent à leur tour. Ils jouent le mystère ou la moralité sur le parvis ou dans l'Ommegang. La tapisserie pour laquelle ils ont peut-être posé a gardé dans ses plis quelque chose de leur vie.

On rêvera pareillement devant les quatre péchés capitaux, de la série des neuf, venus encore de Madrid. L'orgueil, la

luxure, la gourmandise, la paresse. Faut-il voir dans ce choix une intention? Vices d'aujourd'hui, vices de toujours dont la symbolique s'inspire d'attributs locaux. Et l'on n'apprend pas sans émotion que ces quatre panneaux, où la violence et le châtiment s'affrontent, ont appartenu au comte d'Egmont, condamné à mort comme rebelle en 1567. De ses biens confisqués et vendus, le duc d'Albe décida de distraire les tapisseries et de les envoyer à Madrid, d'où les voici revenues. En 1660, elles ont servi à décorer les salles réservées aux représentants espagnols lors du mariage de l'infante Marie-Thérèse avec Louis XIV, en l'île du Faisan.

De Vienne nous avons sous les yeux des scènes religieuses et deux « vertus ». Cracovie a délégué quelques panneaux au chiffre du roi Sigismond Auguste. Mais l'attention s'émousse et l'admiration s'épuise à détailler tout ce que l'Exposition doit à Paris, à Munich, Venise, Strasbourg, Boston, Valenciennes.

La visite des tableaux, répartis sur cinq siècles, est plus exigeante encore. Il sera prudent de la réserver à un second jour. Ils n'aiment pas la concurrence de l'étoffe. Elle n'est redoutable que pour la peinture du XVII[e] siècle, sa rivale en grandeur et en couleur. Mais le XVII[e] est peut-être ce qui est le moins bien représenté à l'Exposition. Le programme limitait à Bruxelles l'origine des peintres et le sujet traité. Rubens et Van Dyck sont dès lors peu représentés. En revanche, il y a deux triomphateurs auxquels l'éclat de la tapisserie ne peut rien enlever. C'est Roger, le de la Pasture ou Van der Weyden que se disputent Wallons et Flamands. Et c'est Breughel. Le premier, né à Tournai, vécut à Bruxelles où il forma des disciples et des émules, et où il fut le peintre officiel de la cité. Le second, originaire de la Campine hollandaise, déjà célèbre à Anvers, dut à son mariage d'habiter la capitale où il mourut, et qui garde son tombeau.

Roger est bien représenté au musée. Aucune toile n'en a été distraite. On montre à l'exposition une série miraculeuse. Même le profane est saisi d'une émotion religieuse. On marche à pas feutrés, on parle à mi-voix. On ne sait que préférer de l'autel de Miraflores, prêté par le musée de Berlin, du triptyque Braque, envoyé par le Louvre, ou du Saint Luc peignant la Vierge, venu de Boston. Les portraits laïcs n'inspirent

pas une moindre ferveur : le Méliaduse d'Este, de New-York; le Philippe le Bon, de Bruges; la Jeune femme, de Berlin. Tout ceci à titre d'indication; le catalogue n'attribue pas moins de vingt-cinq numéros à Van der Weyden, et ce n'est pas le moment de découvrir un peintre sur lequel il y a toute une littérature. La surprise, c'est la nombreuse réunion de ses disciples, de ses imitateurs reconnaissables, à défaut de nom, à leurs sujets de prédilection : le maître de la légende de sainte Catherine, le maître de la *Vue de Sainte Gudule*. Nous marchons avec eux, avec Van der Goes, Colyn de Coter, Dirk Bouts, Quentin Metsys, dans un domaine où la vie de l'âme commande au visage et au corps, et rayonne dans la minutie du décor et du style. Par quelle transition insensible atteignons-nous une réalité plus vibrante, une nature plus libre et cette vie qui, tout en demeurant fidèle à une tradition spirituelle, s'insère dans les mœurs débridées de la race? C'est le secret du génie breughélien, intelligence et abandon, fidélité et poésie, philosophie et rêve. Ah! le peintre magique et le cœur retentissant! Il est ici, lui aussi, avec sa dynastie. Car ses fils l'ont imité, reproduit et achevé.

Du moraliste on voit les douze proverbes, qui sont à Anvers avec la Dulle Griet et, aussi, un des magnifiques viennois : la bataille entre les Philistins et les Israélites. Mais déjà c'est le paysagiste qui l'emporte comme dans *la Pie sur le Gibet* et la *Fuite de Dédale et Icare*. Et le voyageur est surtout intéressant dans une scène religieuse, par le rappel d'un paysage du Rhône. Le pamphlétaire sourd sous l'observateur trivial. Il y a dans une grande kermesse synthétique, et repris par les fils, les thèmes peut-être alanguis, veloutés et transposés d'un réalisme guidé par la reproduction fidèle de la vie. A qui en douterait la série exposée des dessins originaux du maître, exceptionnelle par le nombre et par la qualité, suffirait à le démontrer. Impossible de se tromper sur la vigueur du trait. L'artiste a travaillé, comme il aimait à l'inscrire lui-même au bas de son œuvre gravée, *van het Leven*, sur la vie.

Il y a un autre moyen de s'en rendre compte à Bruxelles. C'est de retourner dans sa paroisse de la Chapelle et de se mêler aux gens de son quartier. Ses modèles sont là. Ils n'ont pas changé.

Les nations étrangères ont été conviées à se faire représen-

ter à l'exposition d'art ancien, en choisissant elles-mêmes parmi leur trésor pictural l'époque et les œuvres qu'elles estimeraient les plus représentatives. Cela vaut des salons français, anglais et hollandais d'une émulation somptueuse. L'exposition est complétée par une partie de sculpture brabançonne, d'orfèvrerie, de porcelaine et de faïence de Bruxelles de tout premier ordre.

Quand, las de tant de merveilles, on reprend le chemin de la ville, il n'est pas mauvais de descendre à pied le long de la grande allée qui mène, à travers la foire éphémère, jusqu'au seuil maritime de la capitale. Bruxelles est reliée à la mer par un canal élargi, par le Ruppel et par l'Escaut. Elle a connu les ambitions et la fortune coloniales. Elle a subi l'outrage de l'invasion et de la conquête éphémère. Elle s'évertue à retrouver un équilibre économique encore bien incertain. De toutes les vicissitudes de son passé l'art porte la trace. Et c'est pourquoi toute exposition chez elle doit se résoudre en art, c'est-à-dire en expérience.

HENRI DAVIGNON.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra : *Lucia di Lammermoor*, drame tragique en trois actes, livret de Cammarano, musique de Donizetti. — Conservatoire : *Joseph*, opéra biblique en trois actes, paroles d'Alexandre Duval, musique de Méhul. — Festival pour Gabriel Fauré.

Florence, ville d'art, n'a pas déçu notre attente. Les œuvres éminemment françaises que venait lui présenter l'Opéra de Paris ont suscité le plus vif intérêt, et aucun de leurs mérites n'a passé inaperçu. Le théâtre de la Pergola compte 4 500 places, toutes retenues pour la soirée de ballets où l'on applaudit tour à tour *Daphnis et Chloé*, de M. Ravel, les *Impressions de music-hall*, de M. Pierné, *l'Après-midi d'un faune*, de Debussy, et *Namouna*, de Lalo. *Castor et Pollux* était donné en la salle plus petite du Théâtre Communal, mais à deux reprises, devant une assistance aussi pressée, et avec un succès plus marqué encore. On ne se lassait pas de rappeler sur la scène Mme Lubin, Mlle Gall, M. Rouard, M. Villabella, M. Gaubert, et tour à tour Mlle Bos, Mlle Lorcia et M. Peretti ont dû reprendre leurs pas de danse, cédant aux acclamations.

Rameau a conquis Florence où pourtant il n'avait guère d'amis jusqu'à ce jour. Aussi n'y rencontrait-il pas ces raisonneurs à outrance qui lui cherchent querelle au nom de Gluck et des principes inscrits trente ans plus tard en sa déclaration des droits de la parole, donnant de leur férule sur les doigts du public qui allait applaudir. L'Italie, plus naïve, écoute la musique et ne permet à aucune théorie d'en troubler le plaisir. Habituée à se prendre au charme de la voix, elle n'est pas moins sensible aux accents d'une symphonie aussi fière que celle de Rameau. *Castor et Pollux* montre de quelle noblesse et de quelle magnificence est capable encore notre pays, quand il demeure digne de son glorieux passé. Aucun envoi n'était plus opportun, à l'adresse d'une nation

qui se sent renaître et retrouve, avec un enthousiasme que nous ne connaissons plus, le sens de la grandeur.

A peine rentré de son ambassade, l'Opéra donnait audience à la musique italienne du siècle dernier, représentée par une de ses œuvres les plus célèbres, qui bientôt sera centenaire : la première représentation de *Lucia di Lammermoor*, à Naples, date du 26 septembre 1835, et obtint un succès qui, renouvelé à Paris, y attirait un peu plus tard l'auteur. Installé dans notre capitale, il donnait en 1840 *la Favorite* à l'Opéra, *la Fille du régiment* à l'Opéra-Comique. C'est alors que Berlioz confiait au *Journal des Débats* son indignation : « M. Donizetti a l'air de nous traiter en pays conquis, c'est une véritable guerre d'invasion. »

Ce dépit se conçoit quand on songe au triste sort de *Benvenuto Cellini*, qui en 1838 n'avait pu dépasser, à l'Opéra, la troisième représentation. Mais ces alarmes était vaines : l'invasion ne devait pas durer. Dès cette époque, les Italiens trouvaient en France un rival redoutable, qui était Meyerbeer. A distance, nous discernons mal une opposition de styles qui a frappé les contemporains. Pour eux, Meyerbeer est un musicien savant, qui tire de l'harmonie et de l'instrumentation les plus puissants effets. « La mélodie, ce fil d'or qui ne doit jamais se rompre dans une composition si vaste, disparaît souvent dans l'œuvre de Meyerbeer » : telle est l'opinion que Balzac prête à un mélomane, dans le conte intitulé *Gambara* et daté de 1837. Berlioz, ayant à juger *les Huguenots* l'année précédente, en fait un grand éloge, tempéré seulement de cette restriction : « De légères cavatines, ornées de fioritures et de traits vocalisés, ne sont pas à la vérité très aisées à revêtir de cette grâce et de cette vive originalité qu'on remarque dans celles de Meyerbeer ; ... aussi ne cherché-je point à diminuer le mérite réel du compositeur dans ce travail souvent ingrat et antipathique à ses habitudes. »

Meyerbeer, en effet, est Allemand, sinon de race du moins de goût, comme Gluck et Wagner. Si différents qu'ils soient par le talent, ces trois musiciens ont un trait profond de ressemblance : c'est l'esprit de domination, qui veut subjuguer l'auditeur et non point le séduire. Le premier, afin de le rendre uniquement attentif au drame, supprime comme de vains ornements les symphonies évocatrices qui ajoutaient tant de poésie à l'opéra de Rameau. Wagner après Meyerbeer achève la ruine de l'opéra italien, qui

lui paraît frivole à cause de ses airs de chant, trop agréables à entendre. Jusqu'à nos jours, à peu d'exceptions près, la musique française se l'est tenu pour dit, en garde contre le pernicieux exemple que lui donnait l'Italie et sans pitié pour la voix pécheresse, qu'elle accablait de mauvais traitements. Injuste prévention, disgrâce imméritée. *Lucia di Lammermoor* a plaidé devant nous une cause, qui à beaucoup de connaisseurs semblait perdue, avec tant d'éloquence que le verdict fut unanime : c'est une réhabilitation.

Il est certain que l'opéra italien comme tout autre genre a ses conventions. Il faut les accepter, ou renoncer à l'entendre, parce qu'elles sont nécessaires au but qu'il se propose. Il est permis de préférer, comme dit la chanson, la peinture à l'huile ou la peinture à l'eau. Mais à l'artiste, son tableau fait, on ne peut reprocher d'y avoir mis des couleurs qui ne sont pas celles de l'aquarelle.

Le sujet est emprunté à Walter Scott, dont les romans étaient fort à la mode dans toute l'Europe. Mais pour insérer celui-ci entre les limites inflexibles de la scène italienne, il a fallu le dépouiller de tous les traits de mœurs qui faisaient l'agrément du récit. Sans les noms propres et quelques détails des costumes, une plume sur un bonnet, un plaid sur une épaule, on ne se croirait pas en Écosse. La musique se garde bien de prendre l'accent du pays, qui gênerait les chanteurs. L'action, détachée de tout ce qui la rendait adhérente à la rivalité des clans, aux luttes historiques, aux traditions populaires, se réduit à l'anecdote, partout valable, d'un amour contrarié par la rancune des familles. Cette mésaventure elle-même ne nous est pas contée, mais rappelée, comme si nous la connaissions déjà. Les dialogues qui devraient nous renseigner sur les sentiments des personnages et les événements antérieurs y font allusion, sans aucun commentaire. On gagne à ce procédé elliptique que le récitatif, où la musique hésite et le chant se soumet au discours, tient aussi peu de place que possible : en quelques phrases exclamatives, le peu qu'il avait à nous dire est dit, et il n'en sera plus question. Le librettiste connaît son devoir : c'est d'aboutir promptement, sans embarras de transitions ni d'explications, à une situation pathétique qui donne aux voix chantantes le signal du départ. Ceux qui ne chantent pas écoutent, immobiles, le solo, le duo, ou l'ensemble, que la scène

et la salle entourent d'un double silence. L'action s'est arrêtée, le cours du temps est suspendu depuis ce moment d'émotion dont la musique s'est emparée, pour s'y déployer à loisir.

Cette règle du genre est analogue à celle de l'ancien opéra français, qui lui aussi dépassait le drame, mais dans une autre direction. En chacun des épisodes, l'émotion portée à son comble s'extériorisait par les figures du spectacle, elles-mêmes appelées sur la scène, animées et soutenues par le rythme et l'accent de la musique. L'opéra italien a d'autres entrées de ballet, qui pas plus que celles-ci ne sont des intermèdes, car c'est en cet endroit, au contraire, que la pensée de l'auteur se précise et s'achève. Mais c'est un ballet invisible, dont la voix seule exécute les entrechats, les pirouettes, les pas de caractère.

La musique y trouve son compte, quand le musicien est Donizetti. Cet auteur heureux et fertile, à qui Berlioz prête de si noirs desseins, était un charmant homme, instruit et cultivé, qui adorait son art, en vénérait tous les chefs-d'œuvre, et savait son métier. Il avait fait de solides études à l'Institut musical de Bergame, sa ville natale, que dirigeait alors l'Autrichien Mayr, puis au lycée de Bologne où il reçut les leçons du savant Père Mattei, et se souvenait plus tard avec reconnaissance de son premier professeur de contrepoint, Bertoli : « Je n'oublierai jamais que c'est grâce à lui que j'ai appris à connaître tous les quatuors de Haydn, Mozart, Reicha, Mayseder, dont l'étude m'a tant aidé à construire un morceau avec quelques idées. »

En effet, non content de trouver, comme il dit modestement, « quelques idées », il excelle à les mettre en ordre, les développer par un progrès naturel, en renouveler l'intérêt par des modulations habiles et en compléter le sens par des accords avivés d'une altération passagère qui pourtant ne sort pas de la tonalité. C'est un musicien qui possède le secret de l'harmonie.

Il l'emploie à son gré. Ses anciens maîtres de contrepoint l'auraient félicité pour le sextuor, au deuxième acte de cet opéra, où les voix de la douleur, de la colère et de la pitié s'élèvent en lignes divergentes et pourtant de concert : c'est un chef-d'œuvre de maîtrise.

Avec autant de soin et d'élégance il ordonne sa partition d'orchestre, choisit les instruments, met chacun à sa place, accorde leurs couleurs sans les heurter ni les confondre. Le quatuor à cordes,

largement établi mais évidé de toute masse superflue, n'y est jamais opaque, et tour à tour la flûte, le hautbois, la clarinette ou le basson le relèvent d'un trait plus accusé, ou bien les cors unis à la trompette en son registre grave l'éclairent d'un reflet atténué, qui reste dans la trame. Ces effets très discrets quand l'orchestre accompagne le chanteur et lui bat la mesure prennent plus de vigueur dans les brèves ritournelles qui annoncent ou séparent les couplets, et se détachent en relief dans l'ouverture qui est une symphonie achevée, d'un éclat assombri et chargé d'orageuses menaces, que n'eût pas désavoué Weber.

En sa jeunesse, Donizetti n'avait pas seulement appris la composition, mais aussi le chant, selon la coutume de son pays et par une précaution fort sage, dont trop de musiciens français furent privés. La voix est un instrument qui a ses lois et dont il faut connaître, avant d'en user, les limites et les richesses. On lui a demandé l'impossible. Après tant de convulsions et de cris, une mélodie purement vocale nous semble, à la lecture, manquer de caractère. Mais on n'en peut juger en déchiffrant les signes tracés sur la portée : il faut l'entendre.

Cette musique est faite pour la voix humaine. L'auteur doit veiller constamment à l'émission, au souffle, à la liaison des notes. Mais comme il arrive en toute espèce d'art, la contrainte des règles ne diminue que les pensées débiles ; pour les autres, c'est au contraire un stimulant qui comme en vase clos les porte à une température plus haute. Ces phrases qui se répondent en courbes balancées et ne s'écartent guère de la gamme diatonique conviennent admirablement aux accents de la voix et contiennent en même temps, entre leurs rives étroites, une musique délicieuse de grâce et de fraîcheur. Mais le musicien sait aussi de quels effets particuliers l'instrument est capable. Quand il l'invite à les produire, ce n'est pas pour la vanité d'un tour d'adresse : la musique déborde et se joue en ces harmonieux caprices qui éblouissent l'auditoire et le tiennent sous leur charme.

Pour dégager la musique incluse entre les notes ou projetée par leur effervescence, il faut que le chanteur soit musicien lui-même. Il doit aussi ajouter à la beauté du son une maîtrise qui ne bute à aucun obstacle de l'exécution. Un concerto de piano ou de violon n'exige pas une virtuosité plus accomplie.

Les voix élevées, étant les plus agiles, recevront aussi les parties les plus chargées. D'où les rôles prépondérants dévolus

au ténor et surtout à la voix féminine qui couronne, sous la clarté du ciel, l'édifice sonore. *Lucia di Lammermoor* est un concerto sur des thèmes dramatiques et avec accompagnement d'orchestre, pour voix chantantes et soprano principal.

En 1835, le soprano était, comme on disait alors, avec l'article en titre de noblesse artistique, la Tacchinardi, et le ténor notre illustre compatriote Duprez. Cette fois, inversement, les deux emplois étaient tenus par M. Giovanni Malipiero et Mme Lily Pons, qui est née Française, mais a conquis sa renommée à l'étranger, surtout en Amérique, et faisait ses débuts sur la scène de l'Opéra. Le premier est un chanteur remarquable non seulement par sa voix généreuse, dont la souplesse et l'étendue se prêtent aussi bien aux vocalises caressantes du duo amoureux qu'au style soutenu de l'invocation funèbre dans le cimetière, mais aussi par la force de l'accent, la sincérité de la conviction et la chaleur de l'éloquence. Sa stature paraît, surtout en France, un peu courte et ramassée. Mais l'artifice du costume corrige en partie ce défaut, et l'on oublie le reste aussitôt qu'on l'écoute, car c'est un héros du chant.

Mme Lily Pons en est une rare merveille. Pour parvenir à ce degré de perfection, il faut une exceptionnelle collaboration de la nature et de l'art. C'est une voix de diamant, qu'un labeur assidu a taillée en facettes, avivant son éclat, laissant intacte sa transparence. Elle s'élève jusqu'à des notes pour elle seule accessibles, telles que le mi ou même le fa au-dessus de la portée, les atteint sans hésitation, les prend avec douceur, s'y maintient sans vertige. Elle dispose ainsi de plus de deux octaves, si exactement égalisées que toutes les notes y reçoivent à volonté d'identiques nuances, comme s'il suffisait d'abaisser les touches d'un clavier invisible pour les produire. Les sons filés se prolongent sans aucune trace de fléchissement, et si la musique ne les arrêtait iraient peut-être à l'infini comme des rayons de lumière. Les traits les plus rapides sont toujours d'une netteté rigoureuse ; à peine a-t-on le temps de reconnaître au passage les notes qui cependant demeurent séparées : molécules indéformables, ce sont leurs chocs instantanés qui détachent ces étincelles.

Il n'est pas besoin d'avoir étudié l'art du chant, mais seulement de savoir entendre et comparer pour deviner quels soins furent nécessaires à ce travail de précision. Aucune marque n'en est

restée. C'est la fraîcheur et l'innocence d'une jeunesse qui chante pour son plaisir et donne libre cours au sentiment de la musique dont le secret est dans son cœur. Ce n'est pas une illusion, car la chanteuse a les traits et la taille d'une jeune fille : c'est Lucie elle-même, en sa grâce fragile. L'oiseau chanteur n'est pas plus petit, ne paraît pas plus faible au centre des ondes sonores qu'il répand dans l'espace. Elle s'avance à pas menus, le front modeste et la voix intrépide. Sans hausser le ton et sans forcer la note, elle se fait entendre, parce qu'on veut l'entendre, emplit la salle entière d'une sonorité qui se détache et brille.

Le fil ténu s'élance, s'agite et se déroule, docile au moindre souffle : il ne se rompra pas. Aucune inquiétude ne se mêle à notre joie ; nul danger ne menace une exaltation aussi mélodieuse. Après chacun des airs où s'accomplissaient des prodiges en un style si pur, les applaudissements retentissaient, et une ovation prolongée a suivi cette cadence extraordinaire et poignante, dans la scène de la folie, où la voix rivalisait à s'y méprendre avec la flûte, seule capable de la suivre en son ascension éperdue loin de ce triste monde.

M. John Brownlee, dans le rôle du frère de Lucie, qui est un baryton, trouvait des chants plus simples, mais d'un fort bel accent, qu'il a su admirablement mettre en valeur. MM. Agnoletti, Huberty, Madlen et Mlle Schenneberg ont montré leur talent et leur goût dans les autres rôles, qui tous exigent de bons chanteurs. L'orchestre était dirigé par M. Vicenzo Bellezza, qui excelle à lui imprimer à la fois le rythme et la discrétion nécessaires.

Cette musique est faite pour des virtuoses du chant. Ce n'est pas un vice. Au début de ce siècle, de sévères censeurs condamnaient un genre qui fait applaudir l'exécutant non moins ou même plus que le compositeur et voulaient proscrire, à coups de sifflets, les concertos de nos concerts. Camille Saint-Saëns prit alors la défense de la virtuosité, « qui donne à l'artiste des ailes ». Et sur ces ailes nous sommes transportés avec lui en des régions de la musique où par nos seules forces nous n'arriverions pas. Là tout devient facile, et c'est le règne de la grâce. Pourquoi refuser l'invitation au voyage ? Pourquoi vouloir toujours rester sur terre ?



M. Henri Rabaud a eu l'idée charmante de faire jouer *Joseph*, de Méhul, par les élèves du Conservatoire, pour leur dernier exer-

cice de l'année. Ce fut tout profit pour les élèves, dont une aussi noble musique ne pouvait que former le goût et stimuler le zèle, de même que pour nous, qui avons entendu ainsi un ouvrage depuis trop longtemps oublié. Il était fort bien à sa place dans la salle de l'ancien Conservatoire, sonore comme un violon, et de proportions appropriées à la finesse du style. La scène, destinée au concert, ne comporte aucune machinerie. Mais il ne faut pas de machines à une action aussi simple, et il a suffi de quelques toiles, dont M. Olivier Rabaud avait choisi ingénieusement le dessin et le coloris, pour indiquer le palais du pharaon, le campement des Israélites, la salle du festin.

Alexandre Duval, qui a rapidement écrit le poème, sur la demande du musicien, n'y a traité qu'un épisode de l'histoire biblique, celui du retour en Égypte des frères coupables et de leur père. Pudique, il n'a risqué aucune allusion à madame Putiphar et il n'y a pas de rôle féminin dans la pièce. Mais une chanteuse y est admise, sous le travesti de Benjamin. La seule liberté qu'il se soit permise est de désigner un autre fils de Jacob, qu'il appelle Siméon, pour traduire avec plus de relief l'angoisse du remords. Il ne s'est pas mis davantage en frais d'imagination pour les paroles, qui n'ont aucun éclat. Les dialogues où elles se montraient à nu ont été abrégés, et on a sagement enveloppé ce qui en restait dans un accompagnement d'orchestre, disposé pour la circonstance comme un voile discret, tendu entre les airs de chant dont il rappelle le coloris : il faut remercier M. Henri Rabaud d'avoir exécuté, avec sa maîtrise coutumière, ce délicat travail.

Né à Givet en 1763, Méhul avait rencontré Gluck à Paris, en sa première jeunesse, et même reçu de lui quelques leçons, qu'il n'oublia jamais. Elles lui furent utiles pendant la période révolutionnaire, où cette antiquité drapée et oratoire, que Gluck avait prise pour modèle de ses tragédies lyriques, donnait aux républicains des leçons de civisme et réglait le cérémonial des fêtes nationales. C'est pour une de ces fêtes que Méhul composait, en 1793, sur des vers de Marie-Joseph Chénier, son *Chant du départ*, mélodie linéaire et d'un trait, à la manière de Gluck, mais plus libre et plus jeune, sur un rythme alerte et d'un tour gracieux.

Sous le premier Empire, son style se détend, sans pourtant s'abaisser, prend de la verve pour les fureurs tragi-comiques de l'*Irato*, couvre d'un reflet assombri l'opéra ossianesque d'*Uthal*, et reparaît, en 1807, sous un ciel dégagé qui nimbe de clarté ce fils

respectueux, ce frère magnanime. Les lignes sont très simples, mais conduites avec tant de sûreté qu'une déviation à peine perceptible suffit à laisser deviner la force musicale qu'elles pressent et qui légèrement les soulève. Le regret, la douleur, le remords, l'amitié, l'espoir et le pardon sont contenus dans une foi naïve, une majesté apaisée. Le premier air de Joseph, *Champs paternels*, est d'une douceur pastorale qui s'anime bientôt sous de vifs souvenirs : *A peine au sortir de l'enfance*. L'air de Siméon traduit avec vigueur, mais sans aucune emphase, le désespoir après le crime irréparable. L'air de Benjamin, au deuxième acte, est d'une ingénuité exquise, et son duo avec Jacob est pénétré de tendresse profonde. Les ensembles et les symphonies ne sont pas moins remarquables. Méhul, comme ses contemporains Gossec et Cherubini, est un maître de l'orchestre et son talent apparaît mieux encore ici, où il s'est volontairement restreint à un petit nombre de couleurs. L'ouverture commence par un appel de la trompette non guerrière, mais pieuse, sur trois notes qui s'élèvent dans l'étroit intervalle d'une quarte, et qui fait songer au plaint-chant, avec une solennité plus émouvante encore. La marche et le chœur de la fête, au troisième acte, traversés par les harpes en traits de lumière, répandent une joie attendrie. La marche funèbre, avant le deuxième acte, le chœur invisible pour le lever du jour, qui lui fait suite et reçoit en réponse, sur la scène, le chant pensif de Joseph, forment un tableau en musique dont l'accent et le coloris sont également admirables.

M. Henri Rabaud a dirigé avec autant de soin que de sentiment cet orchestre sans ombres et cependant varié de nuances subtiles, en même temps qu'il guidait et encourageait, d'une autorité magistrale et paternelle à la fois, les jeunes artistes, parmi lesquels M. Rouquetty, dans le rôle de Joseph, s'est particulièrement distingué par la qualité de la voix, et M. Couret, en celui de Siméon, par la sincérité dramatique. La classe d'ensemble vocal, sous la direction de M. Jules Mazellier, a fort bien chanté les chœurs. Ce fut un grand succès, tout à l'honneur de la musique française, et de notre Conservatoire.

***

Le concert donné à l'Opéra par la Société des amis de Gabriel Fauré rendait un magnifique hommage à la mémoire de ce maître qui le fut dans les deux sens du mot, capable à la fois de composer

des chefs-d'œuvre et de former des disciples dignes de lui : au nombre de ceux-ci se trouvent presque tous les meilleurs musiciens de notre génération, restés les plus fidèles défenseurs de sa gloire.

L'assistance était fort brillante et a montré un véritable enthousiasme. Le *Madrigal*, dont le quatuor vocal réunissait Mmes Ninon Vallin, Cernay, MM. José de Trevi et Panzera, a été redemandé par acclamation, et Mme Marguerite Long, rappelée à maintes reprises, a dû revenir au clavier où elle avait fait briller la *Ballade* pour piano et orchestre avec tant d'adresse et de douceur. De la musique de scène destinée jadis à une traduction en vers de *Shylock*, trois morceaux détachés, l'épithalame, le nocturne et le finale nous ont rendu l'élégance rêveuse. Le deuxième acte de *Pénélope* ne perdait rien à être donné en concert : aucun décor n'égalera jamais ce tableau symphonique d'une nuit pastorale, et sans figuration matérielle le chant suffit, avec ses gestes invisibles, à nous montrer Pénélope, Ulysse et les bons serviteurs, quand il a pour interprètes Mme Germaine Lubin, M. José de Trevi, Mme Cernay, M. Singher, qui savent allier la vérité de l'émotion à la pureté du style. Les chœurs, où plusieurs artistes de l'Opéra avaient pris place, afin de s'associer à la commémoration de Fauré comme précédemment à celle de Gounod, ont été admirables en cet ouvrage, ainsi que dans le *Requiem* d'une grâce affligée, que l'espérance éclaire en demi-jour ; il avait pour solistes Mme Ninon Vallin et M. Panzera, qui sont deux grands artistes. M. Philippe Gaubert dirigeait l'orchestre dans un sentiment si délicat, si profond et si juste que, de l'avis de tous ceux qui ne manquent pas l'occasion d'entendre la musique de Fauré, jamais elle n'avait bénéficié d'une exécution aussi parfaite.

LOUIS LALOY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'OFFENSIVE CONTRE LE FRANC

La situation financière de la France n'est ni désespérée, ni même très grave ; elle l'est beaucoup moins, en tout cas, que celle de la plupart des grands États d'Europe et d'Amérique ; mais elle appelle certains remèdes qui sont difficiles à appliquer dans une démocratie parlementaire. Telle est la redoutable antinomie en face de laquelle se trouve le gouvernement d'aujourd'hui comme ceux d'hier et d'avant-hier. Telle est la raison profonde des crises ministérielles que nous venons de traverser.

La double crise ministérielle se situe au point de rencontre d'une situation financière embarrassée et d'une offensive venue de l'extérieur contre le franc. M. Germain-Martin a parfaitement indiqué, dans l'exposé des motifs du projet de loi par lequel le gouvernement Flandin espérait obtenir les pleins pouvoirs, les éléments de la difficulté. Ce n'est pas l'importance totale du déficit qui est inquiétante ; c'est sa permanence. Elle apparaît comme « le signe que notre pays se maintient à un niveau de dépenses qui ne correspond plus à ses facultés contributives et qui, en exigeant des appels réitérés au crédit, risquerait finalement de tarir la source même des emprunts ». Les quatre exercices de 1930 à 1934 se sont, en effet, soldés par un découvert, pour le Trésor, de plus de 27 milliards et demi qu'il a fallu couvrir en faisant appel au crédit ; les arrérages de ces emprunts et d'autres dépenses exceptionnelles, financées elles aussi par des appels au crédit, se montent aujourd'hui à plus de 3 milliards qui viennent grever un budget déjà surchargé. L'excès des charges publiques pèse lourdement sur l'économie nationale et l'empêche de reprendre son essor. Il est vain, d'ailleurs, d'attendre « la fin de la crise », car la crise proprement dite est passée ou peu s'en faut;

mais il reste à s'accommoder à un état de choses nouveau, dont les causes sont générales et qui ne semble guère susceptible de s'améliorer. L'agriculture, l'industrie et le commerce ont à s'organiser dans ces conditions nouvelles et ont besoin que l'État n'absorbe pas le plus clair de leurs maigres bénéfices.

Quel est donc l'obstacle qui empêche nos gouvernements successifs de prendre les mesures indispensables à un redressement dont les moyens sont moins difficiles à découvrir que désagréables à appliquer ? C'est le système parlementaire ou, plus exactement, le régime électoral. Si, en effet, l'on met à part les dépenses impossibles à comprimer au moins pour le moment, on s'aperçoit que la déflation budgétaire ne peut guère être réalisée sans une compression des traitements et des pensions. Point n'est besoin de toucher aux droits sacrés des blessés et des victimes authentiques de la guerre ; mais il s'est glissé dans les attributions des pensions, le plus souvent par suite de l'ingérence des parlementaires, une multitude d'abus qu'il faudrait corriger et que ceux qui en bénéficient défendent âprement avec l'appui de ceux qui les leur ont fait obtenir. Quant aux traitements, même en admettant qu'aucun ne soit trop élevé, les fonctionnaires qui les reçoivent seront-ils plus heureux quand on les leur paiera avec un franc à trois sous ou à deux sous au lieu du franc à quatre sous auquel on s'est accoutumé ? Il faut laisser passer la période difficile et accepter avec abnégation les sacrifices nécessaires pourvu qu'ils soient également répartis entre tous les salariés de l'État, quels qu'ils soient. « Si tout le monde doit passer sous la toise, a dit à la Chambre M. de Diesbach, député du Pas-de-Calais, que les anciens combattants y passent les derniers. »

Mais ici intervient la terreur des prochaines élections. Les fonctionnaires mécontents, surtout les petits fonctionnaires qu'on a laissés s'organiser en syndicats dont l'affaire essentielle est de combattre l'État que les fonctionnaires ont le devoir de servir, font de l'agitation et s'adressent aux hommes politiques, surtout aux socialistes qui pourtant ne votent pas le budget. Et ainsi la sagesse des partis qui veulent sauver les finances de l'État et qui savent qu'on ne les sauvera pas par des remèdes de charlatan, mais par l'économie dans les dépenses et l'accroissement des recettes profite en définitive aux partis de désordre qui promettent de « prendre l'argent là où il est » en sachant très bien qu'il n'y est pas. Le succès relatif des communistes au Conseil

général de la Seine et aux élections municipales de Seine-et-Oise est un avertissement significatif.

Ainsi, une politique de finances raisonnables risque d'aboutir à des élections folles. Et l'on comprend, dans ces conditions, l'hésitation des parlementaires de tous les partis d'ordre et leur tendance à chercher des échappatoires hors des chemins depuis longtemps éclairés par la science financière et l'expérience. Il faut donc conclure à la nécessité d'entreprendre d'abord la réforme électorale qui ne se comprend pas sans de profonds remaniements constitutionnels. Qui ne voit que les régimes parlementaires, tels qu'on les concevait en 1848, sont usés, ont fini leur temps ? Il y a, pour les doctrines politiques et les institutions qui les réalisent, une période de préparation (qu'elle était belle sous l'Empire !), une période d'épanouissement, une période enfin de décadence et de dépérissement par l'exagération de leur principe. Nous sommes au bout de cette dernière ; il est temps de trouver d'autres formes de gouvernement. Mais ce n'est point aujourd'hui notre objet de les rechercher. Il reste qu'un rétablissement financier indispensable ne peut être obtenu sans une préalable réforme électorale. Ce serait déjà beaucoup d'organiser le suffrage de façon à ce que le sénateur, le député, le conseiller général ne soient plus les « bonnes à tout faire » de leurs électeurs et puissent sans héroïsme réaliser leur désir de faire passer l'intérêt général avant l'intérêt particulier. Les pleins pouvoirs, que ne manquent pas de réclamer les gouvernements quand, à bout d'expédients, ils se réveillent en face du gouffre, sont insuffisants, car l'œuvre des ministres qui les obtiennent doit être ratifiée ensuite par le Parlement et comporte pour les réformateurs courageux tous les risques parlementaires et électoraux.

Telle est la situation. Considérée en elle-même, elle ne comporte pas de risques graves ; mais, pour les raisons extrinsèques que nous venons d'indiquer, elle est très difficile.

Le *Bulletin quotidien* du 29 mai écrit excellemment : « La difficulté *actuelle*, — et il faudrait souligner trois fois ce mot, — n'est que la manifestation de l'incompatibilité chronique entre un gouvernement soumis aux influences socialistes et une politique d'assainissement des finances publiques. C'est parce que cette incompatibilité est un fait d'expérience, cent fois vérifié dans l'histoire, que la spéculation internationale n'hésite pas à courir les risques techniquement formidables qu'implique la lutte contre

une banque d'émission possédant 80 milliards d'or et apte à s'en servir pour briser les reins des audacieux. La spéculation a joué l'impuissance du Parlement à se dégager des combinaisons électorales qui sont à la base du recrutement de sa majorité. Elle a joué la conjonction des intérêts particuliers et de la mystique révolutionnaire contre les mesures de salut national. Elle a fait confiance à la surenchère démagogique pour paralyser les tentatives d'union auxquelles se devraient de participer tous ceux qui ne veulent pas que le cartel signifie nécessairement l'aventure financière. »

En matière de finances comme en matière militaire, il est dangereux d'induire ses voisins en tentation. La spéculation internationale a été mise en appétit, depuis qu'elle a inscrit à son tableau de chasse le belga. Mais les banques belges s'étaient laissé entraîner à des manœuvres dangereuses et se trouvaient dans une situation si précaire que, pour les sauver, le gouvernement a dû se résoudre à une dévaluation de sa monnaie. Rien de tel chez nous, où la situation est saine. La banque d'État des Pays-Bas, attaquée ensuite, a pris sans hésiter des mesures appropriées qui ont sauvé le florin. Mais le franc saura-t-il se défendre ? Qu'est-ce donc, d'ailleurs, que l'on entend par « spéculation internationale » ? La tourbe des financiers marrons qui se jette sur les organismes financiers malades était-elle assez téméraire pour s'attaquer sans un mot d'ordre et un appui à la monnaie française ? Certainement non. La livre sterling et le dollar mènent la bataille. L'Angleterre et l'Amérique, l'une après l'autre, ont cru nécessaire ou habile de renoncer à l'étalon-or et de laisser leur monnaie fluctuante ; elles cherchent aujourd'hui à trouver un palier de stabilisation, mais auparavant elles s'attaquent au bloc des monnaies-or dont la France est le champion, afin de réaliser une vaste opération de stabilisation qui rétablirait la royauté de la livre et du dollar. C'est la finance anglaise qui mène le jeu. L'avenir de la livre domine de haut toute la politique anglaise. Ce sont là des faits essentiels qui échappent au public, mais qui expliquent l'histoire contemporaine. M. Germain Martin dans son exposé, M. Flandin dans son émouvant discours, les ont indiqués sans donner de précisions. Ce sont là des certitudes dont il n'est pas aisé d'apporter la preuve matérielle et surtout de la publier.

La Banque de France a dû prendre, coup sur coup, les mesures

techniques de défense les plus rigoureuses et les mieux appropriées. Son règlement l'oblige à livrer de l'or métal en échange de ses billets, dès lors que le demandeur apporte le minimum fixé par la loi de 1928, soit 220 000 francs environ; elle est restée fidèle à sa charte et à sa doctrine; elle a fait face à toutes les demandes de la spéculation, augmentées, comme toujours, de celles des particuliers affolés. Dans la journée du 27 mai, l'hémorragie d'or n'a pas été inférieure à un milliard de francs. La banque avait déjà haussé son escompte d'un demi-point, elle l'a élevé de deux points, le 28 mai, le portant à 8 pour 100. Sa position est extrêmement forte avec sa masse d'or qui est encore voisine de 80 milliards ; elle serait inattaquable et les spéculateurs contre le franc subiraient un désastre si un gouvernement résolu à tous les sacrifices et à toutes les réformes nécessaires la soutenait sans fléchir. Mais la politique se mêle à tout pour tout corrompre et tout fausser.

En présence d'une situation de ce genre, il n'y a que deux issues possibles, dont une seule mène au salut : la dévaluation de la monnaie ou la déflation du budget. La première est depuis longtemps préconisée par M. Paul Reynaud. Elle a pour elle les spéculateurs et certains industriels qui espèrent se remettre à flot grâce aux quelques semaines pendant lesquelles la dévaluation pourrait peut-être galvaniser la vente et l'exportation. Son vice rédhibitoire serait d'achever, comme en Allemagne, la ruine de la classe moyenne, de s'attaquer surtout aux personnes pour lesquelles la loi exige des placements en fonds d'État, aux retraités, aux pensionnés, aux veuves, aux orphelins. M. Paul Reynaud a lui-même reconnu, dans le discours qu'il a prononcé lors du débat où a succombé le cabinet Flandin, que la dévaluation est une opération impossible à pratiquer « à chaud » et que ce n'est pas pendant une crise, en pleine bataille pour le franc, qu'il peut être question de la réaliser. M. Édouard Herriot, dans l'excellent discours par lequel, le 2 juin, il a voulu éclairer ses électeurs de Lyon, s'exprime ainsi : « Si l'on dévalue le franc, l'État, qui conserve ses obligations à l'égard des épargnants, de tous ceux qui lui ont fait confiance dans le passé, aux heures les plus difficiles, et qui lui font encore confiance, paiera en francs dévalués. C'est une injustice. » Et il montre que, si l'on dévalue le franc, la livre et le dollar pourront baisser encore, et ce sera alors une course à la baisse avec tendance à zéro ; à l'intérieur, la hausse des prix s'ensuivrait immédiatement ; salaires et traite-

ments ne manqueraient pas de réclamer un rajustement, d'où s'ensuivraient des troubles sociaux. L'exemple de la Belgique, où, malgré les efforts du cabinet van Zeeland, la hausse des prix a suivi la dévaluation, doit nous servir d'enseignement.

LA CHUTE DU CABINET FLANDIN ET DU CABINET BOUISSON

Cette doctrine saine était celle du cabinet Flandin ; il demandait d'urgence les pouvoirs nécessaires afin de prendre les mesures de défense indispensables. Ici intervient le facteur d'ordre politique ou plutôt parlementaire. La Chambre et le Sénat sont agités de passions auxquelles, — c'est ce qui est grave, — le pays reste parfaitement indifférent. Le ministère Flandin, malgré la valeur de son chef et de plusieurs de ses collaborateurs, a subi la peine d'un mauvais départ et des regrets que la démission de M. Doumergue a laissés à la nation. L'histoire parlementaire de ces dernières années nous montre trop souvent les partis du centre incapables de s'unir pour soutenir l'un des leurs quand il est au pouvoir ; ils ont toujours quelque grief contre lui sans tenir compte des difficultés en face desquelles se trouve celui qui tient le gouvernail. Ils ne deviennent disciplinés que quand ils sont conduits par quelque ancien socialiste habitué aux méthodes d'autorité. On a surtout reproché à M. Flandin de rechercher l'appui du groupe radical-socialiste, comme s'il lui était possible de ne pas jouer la règle du jeu parlementaire et de se passer d'une majorité à la Chambre et au Sénat. La plus grande faute de M. Flandin, comme de M. Doumergue lui-même, fut de ne pas user tout de suite de son autorité pour obtenir cette réforme profonde du régime sans laquelle la stabilité financière reste irréalisable. Quand il s'est trouvé acculé à demander « les pouvoirs étendus », la Chambre les lui a refusés.

Après les mesures énergiques prises par la Banque de France et la première déroute des spéculateurs contre le franc, après les enquêtes judiciaires ordonnées par le garde des Sceaux, il n'y a plus de crise monétaire, il n'y a plus qu'une crise politique. Mais la crise politique, en rendant courage à la spéculation et aux attaques venues de l'extérieur, risque de rouvrir la crise monétaire.

A la séance du 30 mai, M. Paul Reynaud mena l'attaque contre le ministre des Finances, lui reprochant d'avoir signalé

dès le mois de janvier le péril que ne manquerait pas de courir le franc si le budget n'était pas en équilibre et de n'avoir pas pris à temps les mesures nécessaires pour réaliser cet équilibre. M. Paul Reynaud, qui a mené dans le pays une campagne d'opinion en faveur de la dévaluation, n'en veut à aucun prix « dans la panique », et il demande que la Chambre soit unanime pour sauver le franc ; mais ce n'est qu'à un nouveau gouvernement qu'il accorderait les pleins pouvoirs pour briser l'offensive de la spéculation. C'est à « un alignement des monnaies » précédant une stabilisation générale que M. Paul Reynaud voudrait aboutir, car, selon lui, la politique de déflation, si loin qu'on la pousse, ne pourrait suffire à établir l'équilibre définitif du budget. M. Morgenthau, secrétaire du Trésor américain, a dernièrement lancé cette formule de l'alignement des monnaies, qui a reçu la chaleureuse approbation de la finance anglaise. Ainsi se révèle l'origine d'une campagne qui a troublé l'opinion publique française.

A toutes les attaques, le président du Conseil lui-même, bien qu'il souffrît encore des suites du grave accident où il eut un bras fracassé dans une collision avec la voiture d'un député radical, tint à répondre ; il le fit en un langage émouvant et précis, qui souleva les applaudissements sans changer les votes. Il dénonça avec force l'assaut contre le franc : « Jamais la spéculation à elle seule ne pourra entamer la solidité du franc. Le franc français, gagé comme il l'est, représentant une activité économique saine, résiste tant que le Français ne cède pas lui-même à la panique, ne fuit pas lui-même sa monnaie. » Mais le complot contre le ministère était préparé depuis quelque temps déjà et beaucoup de ceux qui auraient eu le plus d'intérêt à l'empêcher s'en faisaient, consciemment ou non, les auxiliaires. En vain M. P.-E. Flandin annonça-t-il que le ministre des Finances, dont le projet n'avait pas reçu l'approbation de la Commission des finances, donnait sa démission « afin de ne pas courir le risque de faire échouer un projet indispensable au salut du pays ». En vain M. Herriot essaya-t-il, avec une loyauté et un courage dignes d'éloge, de rallier son groupe et de le décider à accorder les « pouvoirs étendus » au cabinet Flandin, dont lui-même fait partie comme ministre d'État. « De toute ma conscience, s'écriait-il, de toute mon expérience d'homme qui a connu des crises monétaires, je vous dis : le devoir d'un républicain, c'est de tordre le cou à la spéculation, car c'est elle qui fleurit dans les sociétés

en décadence et qui les fait tomber en pourriture... Il s'agit de savoir si demain l'État vaincra la spéculation, ou la spéculation l'État. » Le siège de la Chambre était fait : par 353 voix contre 202 le projet de loi était rejeté, et les ministres se rendaient à l'Élysée pour remettre au Président Lebrun la démission du Cabinet.

Le scrutin du 31 mai, comme d'ailleurs celui qui, le 4 juin, devait renverser le ministère Bouisson, vaut la peine d'être analysé. On n'y trouve pas, comme au temps lointain où le régime parlementaire fonctionnait à peu près normalement, les partis fortement groupés et nettement séparés. Seuls les groupes d'extrême-gauche donnent l'exemple de la discipline ; au « front commun », pas une voix n'a manqué contre le ministère : 97 socialistes, 10 membres de l'Unité ouvrière et 9 communistes ont voté comme un seul homme aux ordres de M. Léon Blum. Chez les « socialistes de France », même unanimité, à une seule abstention près. Parmi tous les autres groupes, c'est l'incohérence, l'hésitation, l'indiscipline. A droite et au centre, tous les groupes se partagent à peu près par moitié, sans parler de ceux qui, en une circonstance aussi critique, n'ont pas le courage d'avoir une opinion et s'abstiennent. Les partis « modérés » auront bientôt à regretter, lorsqu'ils avaient au pouvoir l'un de leurs chefs les plus distingués, de n'avoir ni voulu ni su le soutenir en dépit des nuances d'importance secondaire qui pouvaient les séparer de lui. Dans le groupe même auquel appartient M. Flandin (républicains de gauche), 19 ont voté avec lui, 11 contre lui, 2 se sont abstenus ! Les divisions les plus profondes apparaissent dans les groupes de gauche : radicaux et radicaux-socialistes. Parmi les radicaux-socialistes 45 ont répondu à l'appel de leur chef, M. Herriot, mais 86 ont voté contre lui et 16 se sont abstenus. Parmi les radicaux, 34 ont voté pour le ministère et 9 contre. Ce prodigieux exemple d'anarchie, en face d'une gauche révolutionnaire formant bloc, est un signe des temps et l'un des plus alarmants. Un parlement où l'on compte dix-neuf groupes est-il capable de gouverner sainement un grand pays dans les temps les plus difficiles ? Sans doute, le travail souterrain des spéculateurs, la propagande insidieuse de M. Raymond Patenôtre ont amené, de tous les partis de gouvernement, des adeptes à la dévaluation ; il n'est pas moins vrai que le vote du 31 mai révèle un trouble profond dans les esprits et la nécessité pressante d'une réforme constitutionnelle et d'un redressement moral.

Dans la coulisse, le ministère Bouisson était tout prêt. Le président de la Chambre consentait enfin à descendre de son fauteuil pour se jeter dans la bataille et sauver les finances françaises. On avait dit que le ministère Flandin était la dernière expérience du système parlementaire. La Chambre faisait donc appel à celui à qui, depuis neuf ans, elle donne sa confiance et qui dirige ses débats avec une autorité que nul ne conteste, pour démontrer la vitalité du régime et son aptitude à mettre l'ordre dans les finances sans renoncer aux prérogatives essentielles de la démocratie républicaine. Lui-même était décidé à accepter ; n'est-il pas temps, en effet, pour un ancien socialiste unifié en évolution vers le pouvoir, de donner sa mesure d'homme d'État et de se préparer aux suprêmes ascensions ? M. Fernand Bouisson accepta donc la mission que lui confiait le Président de la République et forma avec célérité un ministère où toutes les nuances de l'opinion seraient représentées. Il fit appel même aux socialistes unifiés, qui posèrent des conditions qu'ils savaient ne pouvoir être acceptées : il est dans le génie de M. Blum de détruire, non d'édifier. Cependant, deux révolutionnaires séparés de leur groupe, M. Frossard, M. Ernest Lafont, faisaient cortège à leur ancien chef de file. La plupart des ministres du cabinet Flandin restaient à une place où ils ont fait leurs preuves de capacité et d'énergie : MM. Pernot, Laval, Piétri, général Maurin, général Denain, Rollin, Mandel. Aux deux ministres d'État du précédent ministère, MM. Herriot et Marin, se joignait, à la satisfaction générale, le maréchal Pétain. M. Caillaux réapparaissait aux Finances. A l'Instruction publique, M. Mallarmé, dont la fermeté avait déplu aux démagogues, était remplacé par M. Mario Roustan. Mais à quoi bon poursuivre cette énumération de ministres éphémères ?

Somme toute, quoiqu'il fût orienté plus à gauche, le cabinet Bouisson apportait aux hommes d'ordre les garanties essentielles. Son chef lui-même, Marseillais pratique et positif sous des apparences joviales, ennemi des vains discours, quoique parlementaire de traditions et de goûts, semblait pressé de donner sa mesure et conscient de ses responsabilités. On savait que M. Caillaux ne favoriserait pas les manœuvres de dévaluation. Les augures, le jour où le cabinet se forma (1er juin), lui prédisaient une très forte majorité. M. Bouisson ne s'était pas embarqué sans prendre ses sûretés. Une réunion du groupe radical-socialiste, à laquelle assistaient une centaine de membres, s'était montrée à la presque

unanimité favorable au nouveau ministère. On se fiait à de tels engagements. M. Malvy, président de la Commission des finances, qui avait fait rejeter l'octroi des pleins pouvoirs à M. Flandin, était d'avis de les accorder à M. Bouisson, et la Commission le suivait par 19 voix contre 18. La Bourse et le monde des affaires, l'opinion en France et à l'étranger accueillaient avec satisfaction et confiance l'avènement accéléré du nouveau gouvernement.

Le 4 juin, le ministère Bouisson comparaissait devant le Parlement. Le président du Conseil lisait à la Chambre une déclaration brève où l'on trouvait tout l'essentiel : union nationale pour le salut du franc par l'équilibre financier, les « pouvoirs élargis mais limités et temporaires » permettant de briser tout de suite la spéculation et de mettre le franc à l'abri de toute atteinte. Pourtant, avant la séance, le groupe radical-socialiste s'était réuni et s'était montré, cette fois encore, divisé en trois tronçons et rétif à la voix de son chef qui menaçait de donner sa démission. Les explications de M. Bouisson furent loyales et claires, mais elles ne plurent pas à la gauche ; il refusait d'accepter les interpellations, déclarant que l'heure était venue des actes, non des discours ; il ne cachait pas que, s'il rencontrait une obstruction à l'œuvre de salut qu'il entreprenait, il lirait le décret de clôture. Sa bonne humeur, ses réparties méridionales parurent mal assorties à une situation tragique. M. Blum mena l'attaque, faisant sonner très haut le succès, plus apparent que réel, des partis révolutionnaires aux élections municipales cantonales de la Seine, et ralliant à sa voix le cartel des gauches ; il présenta le cabinet Bouisson comme « une revanche de ces messieurs de la droite » ! Insinuation odieuse qui était aussi une vengeance à l'égard du socialiste renégat devenu le chef du gouvernement. M. Caillaux se prononça contre la dévaluation. « L'alignement des monnaies », selon lui, n'implique pas la dévaluation du franc. Un premier vote sur le renvoi des interpellations donna 200 voix de majorité au ministère ; mais au scrutin sur les pleins pouvoirs, il se trouva, à la surprise générale, en minorité de deux voix : 264 contre 262. Le cabinet Bouisson était démissionnaire.

Lamentable séance ! Spectacle scandaleux et grotesque ! Déplorable aveu d'impuissance et d'incohérence ! Groupes disloqués et divisés contre eux-mêmes ! Telles étaient, après la séance, les appréciations du public et des députés eux-mêmes. Il y a plus. L'échec du cabinet Bouisson est le résultat raisonné et préparé d'un

complot pour la constitution d'un cabinet homogène d'extrême-gauche auquel le groupe communiste lui-même apporterait son concours et dont les inspirateurs ou les chefs seraient M. Daladier et M. Blum. Le succès des gauches aux élections a réveillé les passions partisanes et les appétits. Comme toujours, la manœuvre des gauches fut favorisée par l'aveuglement d'une partie des droites et du centre dont les voix ont manqué au gouvernement. La politique du pire trouve toujours des adeptes. Spéculateurs et dévaluateurs sont venus à la rescousse des révolutionnaires. Les cris de « Dissolution ! » ne partaient pas de la droite, mais de l'extrême-gauche qui voudrait brusquer les élections afin de barrer la route à ce qu'il lui convient d'appeler « le fascisme » et de réaliser une dictature d'extrême-gauche. Telle est l'histoire du 5 juin, qui restera une date dans la décadence des institutions républicaines.

La Président de la République, dont le patriotisme éclairé est mis à une rude épreuve, poursuit sans se lasser la formation d'un gouvernement d'entente nationale. M. Laval, n'ayant pas réussi à obtenir le concours complet des radicaux-socialistes, s'est récusé. M. Piétri n'a pas été plus heureux. M. Yvon Delbos, président du groupe radical-socialiste, s'est dérobé. L'échec d'une tentative de reconstitution du Cartel, par l'intransigeance dictatoriale de M. Blum, vint faciliter l'entente avec le groupe radical-socialiste. M. Albert Lebrun fit un nouvel appel au dévouement de M. Laval qui, dans la nuit du 6 au 7, mit sur pied un cabinet de concentration républicaine aver M. Léon Bérard à la Justice, M. Fabry à la Guerre, M. Marcel Régnier aux Finances, M. Paganon à l'Intérieur. MM. Piétri, Mandel, Rollin, le général Denain conservent leurs portefeuilles. MM. Frossard et Ernest Lafont représentent l'extrême-gauche dissidente. M. Flandin est ministre d'État avec MM. Herriot et Marin. Il n'était que temps de s'arrêter « sur la pente », de mettre un terme à la joie de nos ennemis, à la consternation de nos amis et aux manœuvres de la spéculation ; sur ce chemin on aboutirait rapidement à la banqueroute, à la dictature socialo-communiste, à la guerre civile et à la guerre étrangère.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

HUITIÈME PÉRIODE. — CVᵉ ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-SEPTIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1er mai

Pages.

Livraison du 15 mai

Livraison du 1er juin

Livraison du 15 juin

Paris, 1935. — Imprimeries Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 61033.